Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du mardi 6 mai 2025
à 18 h 30

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance

10.02 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Présentation

10.03 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

10.04 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 1er avril 2025, à 18 h 30

10.05 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Annonces et dépôt de documents par le conseil d'arrondissement

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions du public

10.07 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil

10.08 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Motion d'un élu

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Semaine de la sécurité civile, du 4 au 10 mai 2025

15.02 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Semaine nationale des soins palliatifs, du 4 au 10 mai 2025

15.03 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Semaine québécoise des familles, du 12 au 18 mai 2025

15.04 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Semaine nationale des/ travaux publics, du 18 au 24/mai 2025

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1254969001

Octroyer un contrat à 7574479 Canada inc. (Paysagiste DLC) (LOTS 1, 2 et 3), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service d'arrosage des arbres, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 247 605,38 $, taxes incluses, pour la période du 6 mai 2025 au 13 novembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20986 (5 soumissionnaires).

20.02 Contrat de construction

CA *Direction du développement du territoire* - 1258307004

Octroyer un contrat à Les Pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de voirie y compris l'aménagement de dos d'âne dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'apaisement de la circulation, et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement, aux prix de sa soumission, au montant maximal de 2 066 797,71 $, taxes incluses (contingences : 322 078,96 $, incidences : 74 000 $) – appel d'offres public VSP-25-ING-01 (5 soumissionnaires) et à Groupe Civitas inc., pour la surveillance des travaux, au montant maximal de 89 134,37 $, taxes incluses (contingences : 6 000 $) – demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-07 et autoriser une dépense totale de 2 558 011,04 $, taxes incluses.

20.03 Contrat de construction

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1256530001

Octroyer un contrat à 9282-0786 Québec inc. (Groupe DCR), plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René-Goupil, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 2 470 141,30 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 2 914 766,74 $, taxes incluses (contingences : 370 521,20 $; incidence 74 104,24 $) - appel d'offres public VSP-24-IMM-13 (7 soumissionnaires).

District(s) : Saint-Michel

20.04 Contrat de services professionnels

CG *Direction des services administratifs et du greffe* - 1250465001

Demander au conseil d'agglomération d'octroyer un contrat de gré à gré à la firme Groupe Geniex inc., pour des services professionnels en structure pour l'installation d'un ascenseur/monte-matériel au Centre Ogilvy, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 15 636,60 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 18 763,92 $, taxes incluses (contingences : 3 127,32 $) - Contrat attribué en vertu du Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024).

20.05 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction des travaux publics* - 1254969003

Accorder une contribution financière maximale de 9 000 $ au Regroupement des Éco-quartiers, en appui au projet de « Patrouille verte » dans l'arrondissement, pour la saison estivale 2025 et approuver le projet de convention à cette fin.

20.06 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1255781001

Accorder une contribution financière totalisant 3 639 004 $ à 18 organismes désignés à la recommandation, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la période du 7 mai 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029) et approuver les projets de conventions à cette fin.

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Ratification / Décisions déléguées

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1254518004

Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er mars au 31 mars 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'Arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

30.02 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1254539005

Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 6 350 $ à 12 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 500 $ à Regroupement jeunesse en action ; 800 $ à St-Michel Vie Sans Frontières ; 400 $ à l'Association des Locataires Habitation Saint-Roch ; 500 $ à Les Cercles de fermières du Québec (pour Le cercle de fermières du cœur de l'Ile de Montréal) ; 500 $ à Solidarité Canada-Bangladesh ; 500 $ à La Troupe Folklorique Grecque Syrtaki ; 500 $ à À portée de mains ; 650 $ à Entreprise Severine ; 500 $ à Fondation Espoir ; 500 $ à Seconde Nature Ateliers ; 500 $ à Villeray dans l'Est ; 500 $ à Chœur Solis, le tout, pour diverses activités.

30.03 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction du développement du territoire* - 1255731003

Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux du Programme d'aménagement de la rue (PAR), pour le réaménagement géométrique de l'avenue Joseph-Guibord entre la rue D'Hérelle et la rue Jean-Rivard, et le réaménagement de l'intersection des rues Hutchison et Jean-Talon et du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ) pour l'aménagement de saillies, dos d'âne et d'intersection et passage piétonnier surélevés aux abords du pavillon de la 22e Avenue de l'école Léonard-De-Vinci, situés dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre des projets d'aménagement urbain 2025 du SUM (PDI 59070 et Vision Zéro).

30.04 Budget - Autorisation de dépense

CE *Direction des services administratifs et du greffe* - 1256530002

Demander au comité exécutif d'autoriser le financement de 800 000 $, net de ristournes, du projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René-Goupil par le Programme de protection des bâtiments de compétence locale du Service de la gestion et de la planification des immeubles et d'autoriser la dépense de 800 000 $, net de ristournes, au PDI du Service de la gestion et de la planification des immeubles.

District(s) : Saint-Michel

30.05 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction du développement du territoire* - 1258343004

Autoriser le dépôt de demandes d'aide financière au Service du développement économique de Montréal, dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027.

30.06 Budget - Virement / Annulation de crédits

CA *Direction du développement du territoire* - 1255612012

Autoriser une affectation de 655 976,86 $ en provenance des revenus reportés - unités de stationnements afin d'investir dans divers projets favorisant la mobilité active dans l'arrondissement et permettre l'atteinte des objectifs du plan d'apaisement de la circulation.

30.07 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1254539006

Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge l'offre de services d'une équipe de travaux publics dédiée en soutien aux enjeux liés à l'itinérance à cinq arrondissements, pour une période de six mois débutant au printemps 2025.

40 – Réglementation

ORDONNANCE

40.01 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1259335005

Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois de mai à décembre 2025.

40.02 Ordonnance - Circulation / Stationnement

CA *Direction du développement du territoire* - 1255108001

Édicter une ordonnance établissant la mise à sens unique d'une portion de la rue Saint-Urbain vers le nord entre le boulevard Crémazie et la rue Clark et le double sens de la rue Bellarmin entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RRVM, c. C-4.1).

District(s) : Parc-Extension

RÈGLEMENT – AVIS DE MOTION

40.03 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1257761005

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains types de demandes soumises au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001).

40.04 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1251010010

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » (RRVM, c. C-3.2) visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique.

40.05 Règlement - Avis de motion

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1259335006

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.

RÈGLEMENT – ADOPTION DE PROJET

40.06 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1251010008

Avis de motion, dépôt et adoption du premier projet de Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

40.07 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1259533007

Avis de motion, dépôt et adoption du projet de Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

40.08 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1259533006

Avis de motion, dépôt et adoption du projet de Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

RÈGLEMENT – ADOPTION

40.09 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1256996004

Adopter, avec modifications, le Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue » et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 23 avril 2025.

District(s) : Saint-Michel

40.10 Règlement - Adoption

CA *Direction du développement du territoire* - 1256790002

Adopter le Règlement RCA25-14003 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) pour le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » afin d'y introduire la permission pour un véhicule muni d'une vignette ou d'une plaque identifiant une personne handicapée de stationner pour une période d'au plus 120 minutes pendant les opérations d'entretien routier.

40.11 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1251010001

Adopter le Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette à risque d'inondation.

DÉROGATION MINEURE

40.12 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction du développement du territoire* - 1256996008

Accorder une dérogation mineure à l'article 453.3 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'installation d'une enseigne de type nom d'immeuble sur le bâtiment situé au 9477, boulevard Pie-IX, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010).

District(s) : Saint-Michel

40.13 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction du développement du territoire* - 1256996006

Accorder une dérogation mineure à l'article 89.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'ajout et la modification de certaines ouvertures sur le bâtiment situé au 7011, 9e Avenue, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010).

District(s) : François-Perrault

PIIA

40.14 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1259533005

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7570, rue Molson.

District(s) : François-Perrault

40.15 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1256996007

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant la création du lot 6 618 913, ainsi que l'agrandissement du bâtiment situé aux 8001 à 8031, 18e Avenue.

District(s) : Saint-Michel

40.16 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1256996005

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7011, 9e Avenue.

District(s) : François-Perrault

40.17 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1251010007

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment industriel situé au 300, rue de Liège Ouest ainsi que l'aménagement d'un stationnement.

District(s) : Parc-Extension

40.18 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1247761009

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant le réaménagement de la cour d'école du bâtiment situé au 7700, avenue d'Outremont.

District(s) : Parc-Extension

40.19 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1250014001

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7746, avenue de Chateaubriand.

District(s) : Villeray

PPCMOI – ADOPTION PROJET

40.20 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1251010002

Adopter le projet de résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvé le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

District(s) : Saint-Michel

USAGE CONDITIONNEL

40.21 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction du développement du territoire* - 1251010003

Statuer sur un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 7759 à 7761, rue Berri, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

District(s) : Villeray

40.22 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction du développement du territoire* - 1259533001

Statuer sur un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7994, avenue Casgrain, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

District(s) : Parc-Extension

40.23 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction du développement du territoire* - 1257761006

Statuer sur un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 8176 à 8178, rue Boyer, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

District(s) : Villeray

40.24 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction du développement du territoire* - 1259533004

Autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7801, rue Saint-Dominique, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

District(s) : Parc-Extension

40.25 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction du développement du territoire* - 1259533003

Autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 8153-57, avenue des Belges, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

District(s) : Villeray

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1255612011

Nommer une secrétaire d'arrondissement par intérim et une nouvelle secrétaire d'arrondissement substitut pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CA : 50
Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 1
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 0
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 1

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 1er avril 2025 à 18 h 30 Mairie d'arrondissement, salle du conseil 201 située au 405, avenue Ogilvy

PRÉSENCES :

Sylvain OUELLET, Maire suppléant d'arrondissement, Conseiller de la ville - district de François-Perrault
Martine MUSAU MUELE, Conseillère de la ville - district de Villeray
Mary DEROS, Conseillère de la ville - district de Parc-Extension
Josué CORVIL, Conseiller de la ville - district de Saint-Michel

ABSENCE :

Laurence LAVIGNE LALONDE, Mairesse d'arrondissement

AUTRES PRÉSENCES :

Madame Nathalie VAILLANCOURT, Directrice d'arrondissement
Monsieur Marco ST-PIERRE, Directeur des travaux publics
Monsieur Jocelyn JOBIDON, Directeur du développement du territoire
Madame Nadine MEDAWAR, Directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Madame Annette DUPRÉ, Directrice des services administratifs et du greffe
Monsieur François MORIER, Commandant du PDQ 31
Madame Gabrielle GAUTHIER, Secrétaire d'arrondissement
Madame Nadia DELVIGNE-JEAN, Analyste-rédactrice

10.01 - Ouverture de la séance

Le maire suppléant d'arrondissement constate le quorum et déclare la séance ouverte à 18 h 33.

10.02 - Présentation

Aucune présentation n'est faite.

CA25 14 0062

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement, tel que proposé.

Adopté à l'unanimité.

10.03

CA25 14 0063

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 11 mars 2025, à 18 h 30

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'approuver et de signer le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 11 mars 2025, à 18h30.

Adopté à l'unanimité.

10.04

CA25 14 0064

Adoption du procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 27 mars 2025, à 9 h

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'approuver et de signer le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 27 mars 2025, à 9h.

Adopté à l'unanimité.

10.05

10.06 - Annonces et dépôt de documents par le conseil d'arrondissement

Le maire suppléant, Sylvain Ouellet, souhaite la bienvenue à toutes et à tous. Il souligne plusieurs événements communautaires qui ont eu lieu en mars, notamment le Salon de l'emploi de Saint-Michel et le Gala de la reconnaissance Hommage aux prédécesseurs et Prix de la relève. Il rappelle que les travaux du prolongement de la ligne bleue se poursuivent. Il met en lumière deux événements à venir en avril : le Jour de la Terre et une manifestation pour soutenir le transport collectif.

Il indique que le 1er avril marque le retour des interdictions de stationnement et demande aux citoyens de porter attention aux horaires. De plus, le ménage du printemps a été légèrement devancé grâce aux températures douces de mars, et les balançoires ont été réinstallées dans les parcs.

Il fait l'annonce de certains points présentés à l'ordre du jour, soit, à 40.06, le second projet de Règlement 01-283-122, qui régira les usages et interventions dans les zones à risque d'inondation, le nouvel aménagement sur la rue Clark, nommé Parcours Pois-Plume, au point 30.04, qui permettra aux jeunes de 2 à 12 ans de pratiquer le vélo ou la trottinette et au point 20.04, la contribution financière octroyée à la SDC du Quartier Villeray qui réalisera le projet de la piétonnisation de la rue De Castelnau Est. Il conclut en indiquant que les Jeux de Montréal se dérouleront du 2 au 6 avril 2025.

Le conseiller Josué Corvil, remercie et félicite les organismes communautaires et l'équipe de direction pour leur travail. Il souligne le travail de Femmes de conviction de Montréal auprès des femmes en situation d'itinérance. Il invite la population à visiter le Salon du livre de Saint-Michel les 25 et 26 avril, à la Maison du citoyen. Il nomme les journées commémoratives d'avril et fait des suggestions de lecture.

La conseillère Martine Musau Muelle invite les personnes intéressées à venir chercher leurs végétaux lors de la distribution annuelle gratuite et les encourage à participer aux corvées de nettoyage organisées dans les trois quartiers. Elle souligne que la Ville de Montréal a lancé un concours d'architecture pour la nouvelle bibliothèque de Villeray. Un sondage a été lancé pour connaître les attentes et les besoins des usagers de la future bibliothèque.

La conseillère Mary Deros revient sur la fête d'indépendance de la Grèce qui s'est tenue sur la rue Jean-Talon. Elle invite la population à communiquer avec Ville en vert pour connaître les dates des différentes corvées de nettoyage et obtenir le prêt du matériel nécessaire. Elle nomme plusieurs activités sur le thème de l'environnement qui se dérouleront à différents endroits dans le quartier de Saint-Michel, notamment à la TOHU. Elle rappelle que les interdictions de stationnement doivent être respectées pendant toute la période indiquée sur les panneaux. Elle invite la population à participer aux activités organisées dans le cadre du 100e anniversaire du parc Jarry et souligne l'aménagement du Parcours Pois-Plume sur la rue Clark, près de Bellarmin.

10.07 - Période de questions du public

À 18 h 55, le maire suppléant de l'arrondissement appelle l'article de l'ordre du jour relatif à la « Période de questions du public ». Les citoyennes et citoyens pouvaient transmettre leurs questions, seulement trois questions par sujet sont acceptées, à l'aide du formulaire en ligne, jusqu'au mardi 1er avril 2025,

à 10 h ainsi qu'en s'inscrivant sur place le soir du conseil entre 18 h et 18 h 45. Les questions des citoyennes et citoyens s'étant inscrits sur place sont entendues en premier par le conseil d'arrondissement.

Sylvain O'Reilly	Stationnement de l'aréna Howie-Morenz - *Pétition déposée*
Christopher Baenninger	Stationnement de l'Aréna Howie-Morenz
Ronald Fitzsimmons	Panneau d'arrêt 24e Avenue et Everett
Guillaume Baillargeon	Survie du hockey majeur dans l'arrondissement VSP
Nicolas Carette	Clos derrière l'aréna Howie-Morenz
Kattiana François	1. Revoir les pancartes de stationnement sur la 39e Rue et 23e Avenue 2. Suivi pour le panneau d'arrêt Jean-Rivard et 23e Avenue
Yvette L'Espérance	Horaire de ramassage des poubelles et d'interdiction de stationnement sur Jean-Rivard et 23e Avenue
Spyridon Plagakis	Rats dans Parc-Extension
Francine Picard	Pavage sur le boulevard Saint-Michel entre Jean-Rivard et Robert
Michel Harvey	Travaux de la ligne bleue au niveau de la 17e Avenue

À 19 h 58, le maire suppléant de l'arrondissement propose la prolongation de la période de questions du public pour une durée de 30 minutes, ce qui est adopté à l'unanimité.

Louis Paquin	Projet de la passerelle – Carrière Francon
Fritzner Pierre	Remerciement pour le soutien lors du Festival littéraire
Hugo St-Onge	Clos derrière l'aréna Howie-Morenz

Questions posées en ligne

Julie Laperrière	Travaux d'égouts - rue d'Iberville
Pierre Deschênes	Réaménagement du boul. l'Acadie

À 20 h 22, le maire suppléant de l'arrondissement déclare la période de questions close en vertu du Règlement RCA22-14002 intitulé « Règlement de régie interne du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension ».

10.08 - Période de questions des membres du conseil

À 20 h 23, le maire suppléant de l'arrondissement appelle l'article de l'ordre du jour relatif à la « Période de questions des membres du conseil ».

Aucune question n'est soulevée par les membres du conseil d'arrondissement et la période de questions est close

---

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 15.01 à 15.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0065

Proclamation du Jour de la Terre, le 22 avril 2025

CONSIDÉRANT que le 22 avril est décrété « Jour de la Terre » et que cet événement est la plus importante célébration environnementale par la société civile ;

CONSIDÉRANT que célébré depuis 1995 au Québec, le « Jour de la Terre » s'est donné pour mission d'accompagner les individus et organisations dans leur transition environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'au fil des ans, le « Jour de la Terre » est devenu l'événement participatif écologiste le plus important de la planète ;

CONSIDÉRANT que l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension a mis en place de nombreuses mesures en matière environnementale, notamment en mobilité active, en verdissement et en déminéralisation ;

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

que les membres du conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclament le 22 avril 2025 « Jour de la Terre », et que les élus encouragent toute la population à poser régulièrement des gestes significatifs envers l'amélioration de l'environnement dans leur communauté.

Adopté à l'unanimité.

15.01

CA25 14 0066

Proclamation de la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur, le 23 avril 2025

CONSIDÉRANT que le 23 avril a été déclaré Journée mondiale du livre et du droit d'auteur par l'UNESCO en octobre 1995 ;

CONSIDÉRANT la priorité accordée à tous les paliers de l'arrondissement au soutien, à la diffusion culturelle, aux arts, aux artistes et aux auteurs ;

CONSIDÉRANT le fort contingent d'auteurs, d'éditeurs et de libraires résidant dans l'arrondissement ;

CONSIDÉRANT la popularité du livre et de la lecture ainsi qu'une fréquentation significative des bibliothèques de l'arrondissement par toutes les couches de la population locale.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

que les membres du conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, proclament le 23 avril 2025, « Journée mondiale du livre et du droit d'auteur » et encouragent la tenue d'activités mettant en valeur la richesse et la diversité de notre patrimoine littéraire.

Adopté à l'unanimité.

15.02

CA25 14 0067

Proclamation de la Journée commémorative du génocide arménien, le 24 avril 2025

CONSIDÉRANT qu'une importante communauté arménienne s'est implantée depuis longtemps sur le territoire de l'île de Montréal ;

CONSIDÉRANT que l'administration municipale s'est engagée par la « Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale » à prendre toutes les mesures nécessaires pour combattre la discrimination basée notamment sur la race, la couleur, la religion et l'origine ethnique ou nationale ainsi qu'à promouvoir des relations interraciales et interculturelles harmonieuses dans le respect et la compréhension ;

CONSIDÉRANT que le conseil d'arrondissement condamnait par le fait même le massacre d'un million cinq cent mille hommes, femmes et enfants, et la déportation des survivants de leurs territoires historiques perpétré par le gouvernement turc le 24 avril 1915 ;

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Mary DEROS
Josué CORVIL
Martine MUSAU MUELE

et résolu :

que les membres du conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclament le 24 avril 2025 « Journée commémorative du génocide arménien », en solidarité avec la communauté arménienne de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

15.03

CA25 14 0068

Proclamation de la journée du YOM HASHOAH, Journée du souvenir de toutes les victimes de l'Holocauste, le 24 avril 2025

CONSIDÉRANT que six millions de Juifs ont été victimes de l'Holocauste durant la Deuxième Guerre mondiale ;

CONSIDÉRANT que Montréal a été l'une des premières villes à accueillir les survivants de ce génocide ;

CONSIDÉRANT que l'administration municipale s'est engagée déjà par sa Proclamation : « Journée internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale » à mener des actions, sur son territoire et au sein des organismes relevant de sa compétence, afin de prévenir et de combattre la discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion et l'origine ethnique ou nationale ainsi qu'à promouvoir des relations interculturelles harmonieuses dans le respect et la compréhension ;

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de proclamer le 24 avril 2025, journée du YOM HASHOAH, « Journée du souvenir de toutes les victimes de l'Holocauste », et ce, de façon récurrente pour les années à venir, tel qu'il est fixé chaque année selon le calendrier lunaire juif.

Adopté à l'unanimité.

15.04

CA25 14 0069

Proclamation du Jour de compassion pour les personnes tuées ou blessées au travail, le 28 avril 2025

CONSIDÉRANT que le Congrès du travail du Canada (CTC) proclamait, en 1984, le 28 avril « Jour de deuil national » à la mémoire des personnes décédées ou blessées sur les lieux du travail ;

CONSIDÉRANT que le « Jour de deuil national », a été officiellement reconnu par le gouvernement fédéral en 1991, et adopté depuis dans près de 80 pays ;

CONSIDÉRANT qu'en 2020, au Québec, 173 personnes ont perdu la vie dans un accident de travail ou en raison de maladies professionnelles ;

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

que les membres du conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclament le 28 avril 2025 « Jour de compassion pour les personnes tuées ou blessées au travail » et que cette journée soit pour nous tous une occasion de recueillement envers ceux et celles qui sont décédés accidentellement au travail.

Adopté à l'unanimité.

15.05

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 15.06 et 15.07 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0070

Proclamation de la Journée nationale du sport et de l'activité physique, le 2 mai 2025

CONSIDÉRANT que le sport et l'activité physique sont une question de plaisir ;

CONSIDÉRANT que le sport et l'activité physique sont également des outils pour prévenir les problèmes de santé qu'entraînent la sédentarité et l'obésité ;

CONSIDÉRANT la mise sur pied par le gouvernement du Québec, du programme « Équipe Québec » et du volet « Jouez gagnant ! » de l'Institut national du Sport du Québec ainsi que l'instauration de deux heures par semaine d'enseignement de l'éducation physique au primaire en 2006 ;

CONSIDÉRANT que la pratique du sport peut entraîner une volonté d'excellence qui peut mener aux plus hauts podiums ;

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

que les membres du conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclament la journée du 2 mai 2025 Journée nationale du sport et de l'activité physique, et exhortent nos concitoyennes et concitoyens de l'arrondissement à adopter de saines habitudes de vie par la pratique du sport et de l'activité physique.

Adopté à l'unanimité.

15.06

CA25 14 0071

Proclamation de la Semaine de l'action bénévole, du 27 avril au 3 mai 2025

CONSIDÉRANT que l'apport essentiel de tous les bénévoles de l'arrondissement qui, par leur intervention, contribuent à l'amélioration de la qualité de vie des citoyennes et des citoyens de l'arrondissement ;

CONSIDÉRANT les nombreuses heures de travail et de dévouement consacrées au bien-être de la population de l'arrondissement par tous les bénévoles ;

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

que les membres du conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclament la semaine du 27 avril au 3 mai 2025, « Semaine de l'action bénévole 2025 ».

Adopté à l'unanimité.

15.07

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0072

Octroyer un contrat aux deux plus bas soumissionnaires conformes, aux prix de leur soumission, soit Entretiens J.R. Villeneuve Inc. au montant maximal de 93 874,79 $ (LOT 2), Balai Le Permanent Inc. au montant maximal de 102 070,21 $ (LOT 3) et autoriser une dépense de 207 701,69 $, taxes incluses (contingences : 11 756,70 $) pour un service de location de deux (2) balais mécaniques avec opérateurs et entretien pour la période du 1er avril 2025 au 30 novembre 2026 avec une (1) option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20876 (3 soumissionnaires).

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

1. d'octroyer un contrat aux deux plus bas soumissionnaires conformes, aux prix de leur soumission, soit Entretiens J.R. Villeneuve Inc. au montant maximal de 93 874,79 $ (LOT 2), Balai Le Permanent Inc. au montant maximal de 102 070,21 $ (LOT 3) et autoriser une dépense de 207 701,69 $, taxes incluses (contingences : 11 756,70 $) pour un service de location de deux (2) balais mécaniques avec opérateurs et entretien pour la période du 1er avril 2025 au 30 novembre 2026 avec une (1) option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20876 (3 soumissionnaires) ;
2. d'autoriser des contingences de 11 756,70 $, taxes incluses ;
3. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1244969010

CA25 14 0073

Octroyer un contrat à Construction Larotek inc., plus bas soumissionnaire conforme, aux prix de sa soumission, pour des travaux de réfection mineure de trottoirs, là où requis, sur diverses rues du réseau local de l'arrondissement, au montant maximal de 516 803,43 $, taxes incluses (contingences : 71 712,62 $, incidences : 55 937,29 $) - appel d'offres public VSP-25-ING-03 (5 soumissionnaires), octroyer un contrat au Groupe Conseil Génipur inc., pour la surveillance des travaux au montant maximal de 73 928,93 $, taxes incluses (contingences : 5 748,75 $) - demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-04 et approuver une dépense totale de 724 131 $, taxes incluses.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

1. d'octroyer un contrat à Construction Larotek inc., plus bas soumissionnaire conforme, aux prix de sa soumission, pour des travaux de réfection mineure de trottoirs, là où requis, sur diverses rues du réseau local de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, au montant maximal de 516 803,43 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VSP-25-ING-03 (5 soumissionnaires) ;
2. d'autoriser des contingences de 71 712,63 $ taxes incluses, pour les travaux ;
3. d'autoriser des incidences de 55 937,29 $, taxes incluses, incluant un montant de 30 581,05 $, taxes incluses, à la firme Solmatech inc., pour le contrôle qualitatif des matériaux, conformément aux prix de l'entente-cadre N° 23-201512 ;

4. d'octroyer un contrat à la firme Groupe Conseil Génipur inc., pour la surveillance des travaux, au montant de 73 928,93 $, taxes incluses, conformément à la demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-04 ;
5. d'autoriser des contingences de 5 748,75 $ taxes incluses, pour la surveillance des travaux ;
6. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1255731002

CA25 14 0074

Octroyer un contrat à Cojalac inc., plus bas soumissionnaire conforme, aux prix de sa soumission, pour des travaux de réfection mineure de trottoirs, là où requis, sur diverses rues du réseau artériel de l'arrondissement, au montant maximal de 985 996,86 $, taxes incluses (contingences : 118 319,62 $, incidences : 48 000 $) - appel d'offres public VSP-25-ING-02 (5 soumissionnaires), octroyer un contrat à EFEL Experts-conseils inc., pour la surveillance des travaux au montant maximal de 91 893,77 $, taxes incluses - demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-06 et autoriser une dépense totale de 1 244 210,25 $, taxes incluses.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

1. d'octroyer un contrat à Cojalac inc., plus bas soumissionnaire conforme, aux prix de sa soumission, pour des travaux de réfection mineure de trottoirs, là où requis, sur diverses rues du réseau artériel administratif de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, au montant maximal de 985 996,86 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VSP-25-ING-02 (5 soumissionnaires) ;
2. d'autoriser des contingences de 118 319,62 $ taxes incluses, pour les travaux ;
3. d'autoriser des incidences de 48 000 $, taxes incluses ;
4. d'octroyer un contrat à la firme EFEL Experts-conseils inc., pour la surveillance des travaux, au montant de 91 893,77 $, taxes incluses, conformément à la demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-06 ;
5. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par le SIIR.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1258307003

CA25 14 0075

Accorder une contribution financière de 83 500 $ à la Société de développement commercial du Quartier Villeray afin de réaliser le projet de piétonnisation estivale sur la rue De Castelnau Est dans le cadre de l'appel à projets de piétonnisations estivales du Service du développement économique et approuver le projet de convention à cette fin.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

1. d'accorder une contribution financière de 83 500 $ à la Société de développement commercial Quartier Villeray afin de réaliser le projet de piétonnisation estivale de la rue De Castelnau Est ;
2. d'approuver le projet de convention, à intervenir entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière ;
3. d'autoriser monsieur Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à signer la convention pour et au nom de la Ville ;
4. d'imputer cette dépense totale conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville-centre.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1258343002

CA25 14 0076

Accorder une contribution financière de 5 000 $ à l'organisme Coalition des ami.es du parc Jarry, pour l'année 2025, pour la phase un des activités, dans le cadre des festivités du 100e anniversaire du parc Jarry et approuver le projet de convention à cette fin.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

1. d'accorder une contribution financière de 5 000 $ à l'organisme Coalition des ami.es du parc Jarry (CAP Jarry) pour la phase un des activités de l'année 2025 dans le cadre du 100e anniversaire du parc Jarry ;
2. d'approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et l'organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière ;
3. d'autoriser madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à signer la convention pour et au nom de la Ville ;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1259091001

CA25 14 0077

Autoriser à Pièces d'auto Jarry ltée, un droit de passage sur le domaine privé de la Ville (chemin Francon) à des fins de circulation de véhicules, pour une période de deux ans, soit du 1er mai 2025 au 30 avril 2027, avec une option de renouvellement de deux ans, moyennant une somme annuelle de 1 890,01 $, taxes incluses, pour la première année avec indexation pour les années subséquentes et approuver le projet d'entente à cette fin.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'autoriser à, Pièces d'auto Jarry ltée, un droit de passage sur le domaine privé de la Ville (chemin Francon) à des fins de circulation de véhicules, pour une période de 2 ans, soit du 1er mai 2025 au 30 avril 2027, avec une option de renouvellement de deux ans, moyennant une somme annuelle de 1 890,01 $, taxes incluses, pour la première année avec indexation pour les années subséquentes ;
2. d'approuver le projet d'entente, à intervenir entre la Ville de Montréal - arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et Pièces d'auto Jarry ltée, établissant les modalités et conditions du droit de passage ;
3. d'autoriser madame Annette Dupré, directrice des Services administratifs et du greffe, à signer l'entente pour et au nom de l'arrondissement ;
4. d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1259574001

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0078

Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er février au 28 février 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er février au 28 février 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1254518003

CA25 14 0079

Autoriser une dépense de 1 550 $, taxes incluses, pour l'achat de dix billets concernant la participation de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au 39e Grand Prix du Conseil des arts (CAM), qui se tiendra le 17 avril 2025 au Palais des congrès de Montréal.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'autoriser une dépense de 1550 $, taxes incluses, pour l'achat de dix billets concernant la participation de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (VSP) au 39e Grand Prix du Conseil des arts (CAM), qui se tiendra le 17 avril 2024 au Palais des congrès de Montréal ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1254539003

CA25 14 0080

Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 6 400 $ à 8 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 1 350 $ à Agence de développement durable de Montréal-Est Centre-Nord (ADMCN) ; 1 500 $ à CDC Solidarités Villeray ; 250 $ à Communauté hellénique du grand Montréal ; 1 500 $ à Carrefour jeunesse-emploi Centre-Nord ; 500 $ à À portée de mains ; 500 $ à Alliance socioculturelle et aide pédagogique (ASAP) ; 300 $ à Carrefour populaire de St-Michel ; 500 $ à « La perle retrouvée » Haïti-Canada, le tout, pour diverses activités.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'autoriser le versement d'une contribution financière totale de 6 400 $ à 8 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 1 350 $ à Agence de développement durable de Montréal-Est Centre-Nord (ADMCN) ; 1 500 $ à CDC Solidarités Villeray ; 250 $ à Communauté hellénique du grand Montréal ; 1 500 $ à Carrefour jeunesse-emploi Centre-Nord ; 500 $ à À portée de mains ; 500 $ à Alliance socioculturelle et aide pédagogique (ASAP) ; 300 $ à Carrefour populaire de St-Michel ; 500 $ à « La perle retrouvée » Haïti-Canada, le tout, pour diverses activités ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1254539004

CA25 14 0081

Autoriser une dépense de 140 000 $, à même les surplus de l'arrondissement, pour l'aménagement du Parcours des Pois-Plumes, parcours à rouleaux libre pour vélos et trottinettes pour les enfants de 2 à 12 ans, sur la rue Clark, entre les rues Bellarmin et Saint-Urbain.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL
Mary DEROS

et résolu :

1. d'autoriser une dépense maximale de 140 000 $, à même les surplus de l'arrondissement, pour l'aménagement du Parcours des Pois-Plumes, parcours initiatique libre pour vélos et trottinettes pour les enfants de 2 à 12 ans, sur la rue Clark, entre les rues Bellarmin et Saint-Urbain ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1255984001

CA25 14 0082

Disposer, à titre gratuit, de biens en faveur de l'organisme Société de développement commercial du Quartier Villeray, dans le cadre de la gestion des projets de piétonnisation éphémère.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de disposer, à titre gratuit, de biens en faveur de l'organisme Société de développement commercial du Quartier Villeray, dans le cadre de la gestion des projets de piétonnisation éphémère.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1258343003

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 30.06 et 30.07 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0083

Reconduire les sommes déjà autorisées et non utilisées, à même l'affectation de surplus, dans le cadre de divers projets non complétés dans l'année ciblée, pour un total de 312 601,96 $.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

1. d'autoriser la reconduction des sommes déjà autorisées et non utilisées, à même l'affectation de surplus, dans le cadre de divers projets non complétés pour un total de 312 601,96 $;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1259298003

CA25 14 0084

Autoriser une dépense maximale de 347 436,06 $, taxes incluses, à Artelia Group, pour un mandat de services professionnels en conception de plans et devis de travaux de réaménagement et de reconstruction d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux d'eau secondaires, ainsi que sur les terrains privés où les entrées de service en plomb doivent être remplacées de la rue de Louvain Est, entre la limite de l'entrée du parc Frédérick-Back et le boulevard Saint-Michel - # Entente d'achat 1437212 et mandat 20-18138-2-049.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

1. d'autoriser une dépense maximale de 347 436,06 $, taxes incluses, à Artelia Group, pour un mandat de services professionnels en conception de plans et devis ainsi que d'accompagnement pendant la réalisation des travaux de réaménagement et de reconstruction d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux d'eau secondaires, ainsi que sur les terrains privés où les entrées de service en plomb doivent être remplacées, de la rue de Louvain Est, entre la limite de l'entrée du parc Frédérick-Back et le boulevard Saint-Michel - # Entente d'achat 1437212 et mandat 20-18138-2-049 ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.07 1257617002

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.01 à 40.04 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0085

Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois d'avril à décembre 2025.

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'autoriser l'occupation du domaine public selon les sites et les horaires des événements identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel ;
2. d'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (RCA17-14002), l'ordonnance jointe à la présente, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois d'avril à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel ;
3. d'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, art. 3 et 8), l'ordonnance jointe à la présente, permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que de consommer des boissons alcoolisées selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois d'avril à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel ;
4. d'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C -4.1, art. 3, al. 8), l'ordonnance jointe à la présente, permettant la fermeture de rues, selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois d'avril à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel ;

5. d'édicter, en vertu du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283, art. 516), l'ordonnance jointe à la présente, permettant d'afficher des enseignes publicitaires, à l'occasion d'un événement, d'une fête ou d'une manifestation, selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois d'avril à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

40.01 1259335004

CA25 14 0086

Édicter une ordonnance afin d'autoriser l'entrepreneur LORACON à effectuer des coulées de béton, au bâtiment situé au 105, rue Jean-Talon Ouest et au 7248, rue Saint-Urbain, en dehors des plages horaires autorisées, en vertu de l'article 40 du Règlement sur le bruit (RCA17-14002).

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'édicter, en vertu de l'article 40 du Règlement sur le bruit (RCA17-14002), une ordonnance autorisant l'entrepreneur LORACON à effectuer des coulées de béton aux bâtiments situés au 105, rue Jean-Talon Ouest et au 7248, rue Saint-Urbain, en dehors des plages horaires autorisées par ledit règlement pour la période de mai à octobre 2025.

Adopté à l'unanimité.

40.02 1259533002

CA25 14 0087

Approuver le calendrier des événements 2025 de la cuisine de rue, édicter les ordonnances nécessaires à sa réalisation, sur le site identifié pour la période du 2 avril au 15 novembre 2025 et mandater l'Association des restaurateurs de rue du Québec (ARRQ).

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'approuver le calendrier des événements 2025 de la cuisine de rue, édicter les ordonnances nécessaires à sa réalisation, sur le site identifié pour la période du 2 avril au 15 novembre 2025 et mandater l'Association des restaurateurs de rue du Québec (ARRQ) ;
2. d'autoriser monsieur Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à signer la convention pour et au nom de la Ville.

Adopté à l'unanimité.

40.03 1258343001

CA25 14 0088

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue ».

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par le maire suppléant de l'arrondissement, Sylvain Ouellet, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue ».

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'adopter le projet de Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue » ;
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée de consultation relative à ce projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

40.04 1256996004

CA25 14 0089

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA25-14003 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » afin d'y introduire la permission pour un véhicule muni d'une vignette ou d'une plaque identifiant une personne handicapée de stationner pour une période d'au plus 120 minutes pendant les opérations d'entretien routier.

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par le maire suppléant de l'arrondissement, Sylvain Ouellet et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA25-14003 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension ».

40.05 1256790002

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.06 et 40.07 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA25 14 0090

Adopter, avec modification, le second projet de Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette à risque d'inondation et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 20 mars 2025.

CONSIDÉRANT qu'avis de motion avec dispense de lecture du Règlement 01-283-122 modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (01-283) a été donné le 11 mars 2025, et le premier projet de règlement adopté lors de cette séance ;

CONSIDÉRANT qu'une assemblée publique de consultation s'est tenue le 20 mars 2025, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 12 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT que suite à cette assemblée, la modification suivante a été apportée au second projet de Règlement, par souci de précision :

- Article 6 : ajout de « devant une ouverture qui descend sous le niveau du sol » après le mot « margelle » ;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er avril 2025 ;

CONSIDÉRANT que conformément à la Loi sur les cités et villes, tous les membres du conseil présents ont déclaré avoir lu le Règlement 01-283-122 et ont renoncé à sa lecture ;

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'adopter, avec modification, le second projet de Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette.

Adopté à l'unanimité.

40.06 1251010001

CA25 14 0091

Adopter la résolution PP25-14002 à l'effet d'autoriser l'ajout de quatre logements et d'un étage sur le bâtiment situé aux 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'adopter le premier projet de résolution PP25-14015 à l'effet d'autoriser l'ajout de quatre logements, dont deux en sous-sol, et d'un étage sur le bâtiment situé au 8515 à 8521, rue Saint-Dominique, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003) aux conditions suivantes :
   - d'atténuer les contrastes de couleurs sur l'agrandissement ;
   - qu'aucune margelle, cour anglaise ou escalier menant au sous-sol soient aménagés à l'extérieur, en cour avant ;
   - que tous les éléments d'intérêt en façade soient conservés ou reconstruits comme à l'origine sur le bâtiment existant (linteaux, allèges, saillies, impostes au-dessus des portes).

La présente autorisation sera nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la résolution.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de résolution.

Adopté à l'unanimité.

40.07 1251010005

70.01 Levée de la séance

La séance est levée à 20 h 50

Les résolutions consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____
Sylvain OUELLET
Maire suppléant d'arrondissement

_____
Gabrielle GAUTHIER
Secrétaire d'arrondissement

_____
Sylvain OUELLET
Maire suppléant d'arrondissement

Ce procès-verbal a été ratifié à la séance du conseil d'arrondissement tenue le 6 mai 2025.

PROCLAMATION DE LA SEMAINE DE LA SÉCURITÉ CIVILE

CONSIDÉRANT que la Semaine de la sécurité civile est une initiative de sensibilisation nationale qui a lieu chaque année, depuis 1996;

CONSIDÉRANT que la Semaine de la sécurité civile sert à nous rappeler qu'il est important d'être prêt pour faire face à diverses situations d'urgence telles une inondation, une longue panne de courant ou des vents violents;

CONSIDÉRANT que les changements climatiques devraient augmenter la fréquence de ces phénomènes;

CONSIDÉRANT que cette semaine incite les citoyens à prendre des mesures simples, comme connaître les risques, préparer un plan d'urgence et avoir une trousse de secours, afin d'être mieux préparés à faire face à tout type d'urgence;

Il est

proposé par
appuyé par

que les membres du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclament la semaine du 4 au 10 mai 2025, Semaine de la sécurité civile.

PROCLAMATION DE LA SEMAINE NATIONALE DES SOINS PALLIATIFS

CONSIDÉRANT que les soins palliatifs améliorent la qualité de vie et réduisent la souffrance des personnes atteintes d'une maladie limitant l'espérance de vie;

CONSIDÉRANT que la Semaine nationale des soins palliatifs nous permet d'avoir une pensée pour le personnel en santé et surtout envers les personnes atteintes d'une maladie grave et leurs proches;

CONSIDÉRANT que cette Semaine sensibilise les citoyennes et les citoyens au bien-être des personnes atteintes d'une maladie grave qui limitent leur espérance de vie et à l'incroyable soutien que procurent les soins palliatifs lors d'une telle épreuve;

Il est proposé par
appuyé par

que les membres du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclament la semaine du 4 au 10 mai 2025, Semaine nationale des soins palliatifs.

PROCLAMATION DE LA SEMAINE QUÉBÉCOISE DES FAMILLES

CONSIDÉRANT l'importance de la reconnaissance de la famille comme premier milieu de vie des personnes et de l'intergénération;

CONSIDÉRANT l'importance de la contribution des familles au développement et au mieux-être social, culturel et économique de la collectivité;

CONSIDÉRANT que les besoins des familles évoluent sans cesse, tout comme les modèles familiaux;

CONSIDÉRANT que le soutien aux familles est nécessaire et contribue à une société plus inclusive et plus juste;

CONSIDÉRANT que la municipalité est le palier de gouvernement le plus près du quotidien et du milieu de vie des familles;

Il est

proposé par
appuyé par

que les membres du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclament la semaine du 12 au 18 mai 2025, Semaine québécoise des familles.

PROCLAMATION DE LA SEMAINE NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS

CONSIDÉRANT QUE les professionnels des travaux publics font partie des premiers intervenants appelés lors d'une catastrophe naturelle, d'intempéries et de bris de biens collectifs;

CONSIDÉRANT QUE les directions des travaux publics constituent une portion majeure des budgets des villes, qui doivent pouvoir composer avec des enjeux environnementaux, techniques, humains, budgétaires, et ce, dans un contexte de clients-citoyens, et qu'une reconnaissance permettrait d'obtenir des sièges autour de tables stratégiques et de porter leur voix sur les dossiers qui les touchent et les impactent;

CONSIDÉRANT QUE les gestionnaires des travaux publics ressentent le besoin de standardiser et de normaliser certaines actions pour en assurer la qualité et la sécurité;

CONSIDÉRANT QUE les différentes directions en travaux publics font face à d'importants défis de changements et de gestion de la relève et qu'une reconnaissance du secteur permettrait de mieux connaître les différents corps de métiers qui les composent, et qu'en positionnant les travaux publics comme un secteur reconnu, il sera possible de former adéquatement les ressources, d'attirer une relève de choix et la garder motivée et fière;

Il est proposé par

Appuyé par

ET RÉSOLU :

1. de proclamer la Semaine nationale des travaux publics du 18 au 24 mai 2025;

2. de remercier nos équipes des Travaux publics pour les efforts déployés tout au long de l'année, à entretenir et à maintenir nos utilités publiques nécessaires au bon fonctionnement de notre arrondissement;

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1254969001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à 7574479 Canada inc. (Paysagiste DLC) (LOTS 1, 2 et 3), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service d'arrosage des arbres, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 247 605,38 $, taxes incluses, pour la période du 6 mai 2025 au 13 novembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20986 (5 soumissionnaires).

IL EST RECOMMANDÉ :

1. d'octroyer un contrat à 7574479 Canada Inc. (Paysagiste DLC) (LOTS 1, 2 et 3), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service d'arrosage des arbres, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 247 605,38 $, taxes incluses, pour la période du 6 mai 2025 au 13 novembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20986 (5 soumissionnaires).
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marco ST-PIERRE **Le** 2025-04-16 08:51

Signataire : Marco ST-PIERRE

_____

Directeur - travaux publics en arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254969001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à 7574479 Canada inc. (Paysagiste DLC) (LOTS 1, 2 et 3), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service d'arrosage des arbres, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 247 605,38 $, taxes incluses, pour la période du 6 mai 2025 au 13 novembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20986 (5 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent appel d'offres a pour objet de solliciter le marché pour un service d'arrosage des arbres et d'entretien des cuvettes, pour la période du 7 avril 2025 au 13 novembre 2026 pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. L'arrondissement ne possède pas l'équipement nécessaire et/ou suffisant à la réalisation de ces travaux et doit faire appel à un entrepreneur. Sous réserve des conditions mentionnées dans les documents des instructions au soumissionnaire et clauses générales de l'appel d'offres, le contrat convenu avec les fournisseurs sera effectif pour une durée d'environ un 24 (1) mois et débutera durant le mois de mai 2025, selon les conditions météorologiques et en avril 2026 pour la deuxième année du contrat. Une année de prolongation est prévue pour l'année 2027. Ainsi, le Service de l'approvisionnement a ainsi lancé un appel d'offres public portant le numéro 25-20986 le 24 mars 2025, afin d'obtenir les services d'un entrepreneur pouvant répondre aux exigences de l'arrondissement pour une durée approximative de deux (2) ans, soit pour la période du 6 mai 2025 au 13 novembre 2026. Une année de prolongation est prévue pour l'année 2027. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 10 avril 2025. Au total, cinq (5) entreprises ont déposé une soumission pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 14 0133 - 1235989001 - 2 mai 2023 - Octroyer un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), plus bas soumissionnaire conforme, pour des services d'arrosage d'arbres et d'entretien des cuvettes (lots 1 à 3), aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 137 516,54 $, taxes incluses, à même les surplus de l'arrondissement, pour la période se terminant le 31 octobre 2023, avec deux options de renouvellement de 6 mois - appel d'offres public numéro 23-19773 (4 soumissionnaires).
CA22 14 0158 - 1226643002 - 7 juin 2022 - Octroyer un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), plus bas soumissionnaire conforme, pour des services d'arrosage d'arbres et d'entretien des cuvettes (Lots 1 à 4), aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 155 223,49 $, taxes incluses, pour la période se terminant le 31 octobre 2022, avec deux options de renouvellement de 6 mois - appel d'offres public numéro 22-19286

(3 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'octroyer un contrat à 7574479 Canada inc. (Paysagiste DLC) (LOTS 1, 2 et 3), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service d'arrosage des arbres, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 247 605,38 $, taxes incluses, pour la période du 6 mai 2025 au 13 novembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20986 (5 soumissionnaires).
Le travail couvert par ces contrats consiste à fournir la main d'œuvre, l'équipement, la supervision et tous les matériaux nécessaires à l'arrosage (16 arrosages par année) et à l'entretien des cuvettes (à deux reprises) d'environ 3 046 arbres sur une période de deux ans (1 383 arbres en 2025 et 1 683 arbres en 2026) plantés entre 2022 et 2024 dans l'arrondissement. L'arrosage des arbres se fait selon la période prévue dans la Politique de l'arbre de la Ville de Montréal, soit quatre années consécutives suivant la plantation. Plus spécifiquement, l'entretien des cuvettes consiste au sarclage des adventices, le refaçonnage, l'ajout de paillis, la gestion des déchets (organiques et inorganiques) récupérés lors des entretiens, ainsi que la création de parcours d'arrosage à partir des listes fournis par la Division des parcs.

Le devis est composé de trois (3) secteurs, soit (3 lots) sur le territoire de l'arrondissement :

- LOT 1 - Secteur de Parc-Extension;
- LOT 2 - Secteur de Saint-Michel;
- LOT 3 - Secteur de Villeray.

L'horaire régulier de travail est du lundi au vendredi entre 7 h et 16 h 30. Les travaux réalisés sur les artères principales devront se dérouler entre 9 h 30 et 15 h 00.

JUSTIFICATION

Un service d'arrosage des arbres et d'entretien des cuvettes est nécessaire afin d'assurer une saine croissance des arbres plantés sur le territoire. L'arrondissement ne possède pas l'équipement nécessaire et/ou suffisant à la réalisation de ces travaux et doit faire appel à un entrepreneur. Pour assurer un bon taux de survie, les arbres nécessitent trois (3) ans d'arrosage suite à leur plantation. Ce soutien, confié à l'entreprise privée, permettra d'améliorer la canopée et de luter contre les îlots de chaleur urbains.
C'est pourquoi le Service de l'approvisionnement a lancé l'appel d'offres public 25-20986. Dans cet appel d'offres, sur avis écrit de la Ville à l'adjudicataire au moins trente (30) jours de calendrier avant la date présumée de fin du contrat et suite à une entente écrite intervenue entre les deux parties, il est permis de renouveler le contrat pour l'année 2027. Tout renouvellement du contrat convenu avec le fournisseur devra respecter l'intégralité des termes du présent contrat.

Le Service de l'approvisionnement a ainsi lancé un appel d'offres public portant le numéro 25-20986 le 24 mars 2025 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 10 avril 2025. Il y a eu cinq (5) soumissionnaires au total.

RÉCEPTION DES SOUMISSIONS

La liste des prix soumis est présentée en pièce jointe sous la rubrique « Intervention - Service de l'approvisionnement - Direction acquisition » du présent sommaire décisionnel.

LOT 1 - Cinq (5) soumissionnaires conformes;

LOT 2 - Cinq (5) soumissionnaires conformes;
LOT 3 - Cinq (5) soumissionnaires conformes.

TABLEAUX DE CONFORMITÉ

25-20986 - LOT 1 - Service d'arrosage des arbres et d'entretien des cuvettes (5 soumissionnaires).

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
ADJUDICATAIRE 7574479 Canada Inc. - PAYSAGISTE DLC	88 783,36 $		**102 078,67 $**
178001 Canada Inc. - GROUPE NICKY	125 700,16 $		**144 523,76 $**
PÉPINIÈRE JARDIN 2000 Inc.	128 036,80 $		**147 210,31 $**
URBEX CONSTRUCTION Inc.	160 089,60 $		**184 063,02 $**
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE	160 780,80 $		**184 857,72 $**
Dernière estimation réalisée ($)			**216 692,08 $**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 114 613,41 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 52,89 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			42 445,09 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			41,58 %

25-20986 - LOT 2 - Service d'arrosage des arbres et d'entretien des cuvettes (5 soumissionnaires).

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
ADJUDICATAIRE 7574479 Canada Inc. - PAYSAGISTE DLC	51 837,12 $		**59 599,73 $**
178001 Canada Inc. - GROUPE NICKY	73 864,00 $		**84 925,13 $**
PÉPINIÈRE JARDIN 2000 Inc.	74 805,60 $		**86 007,74 $**
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE	93 873,60 $		**107 931,17 $**
URBEX CONSTRUCTION Inc.	94 784,00 $		**108 977,90 $**
Dernière estimation réalisée ($)			**149 788,38 $**

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	- 90 188,65 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 60,21 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	25 325,40 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	42,49 %

25-20986 - LOT 3 - Service d'arrosage des arbres et d'entretien des cuvettes (5 soumissionnaires).

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
ADJUDICATAIRE 7574479 Canada Inc. - PAYSAGISTE DLC	74 735,36 $		**85 926,98 $**
178001 Canada Inc. - GROUPE NICKY	107 491,20 $		**123 588,01 $**
PÉPINIÈRE JARDIN 2000 Inc.	107 796,80 $		**123 939,37 $**
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE	135 340,80 $		**155 608,08 $**
URBEX CONSTRUCTION Inc.	138 214,40 $		**158 912,01 $**
Dernière estimation réalisée ($)			**199 310,83 $**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 113 383,85 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-56,89 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			37 661,03 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			43,83 %

Les résultats des soumissions des cinq (5) projets montrent une différence moyenne de -56,89 % par rapport aux estimations réalisées lors de la préparation de l'appel d'offres public. Ces estimations avaient été basées sur les prix des contrats octroyés à la Ville de Montréal depuis 2020 pour divers arrondissements, avec une majoration annuelle de 3 %. Cependant, les estimations se sont avérées trop élevées, car les entrepreneurs n'ont pas augmenté leurs prix annuellement malgré une forte inflation des marchés. De plus, nous observons une baisse significative, ce qui pourrait indiquer que le marché est en train de se stabiliser.

En vertu de l'encadrement C-OG-APP-D-21-001, il n'y aura pas d'évaluation du rendement de l'adjudicataire pour ce contrat.

RÉCEPTION DES SOUMISSIONS

La liste des prix soumis est présentée en pièce jointe sous la rubrique « Intervention - Service de l'approvisionnement, Direction acquisition » du présent sommaire décisionnel.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement 2025 :

Ce dossier s'inscrit dans la priorité de l'arrondissement, à savoir :

1 -TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET VERDISSEMENT

1.3 - Poursuivre les efforts de plantation pour augmenter l'indice de canopée du territoire.

3 - MILIEU DE VIE

3.4 - Continuer à intervenir de manière ciblée afin de maintenir la propreté sur l'ensemble du territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour une (1) période additionnelle pour la saison 2027. Si le donneur d'ordre désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention à l'adjudicataire, par écrit, au moins trente (30) jours avant la date d'expiration du contrat (14 avril 2027) et obtenir le consentement de l'adjudicataire dans le délai prévu à la demande de renouvellement.
Durée initiale - Les prix ne font l'objet d'aucun ajustement pour 2025 et 2026.

Option de renouvellement - Si le DONNEUR D'ORDRE exerce l'option de renouvellement selon les modalités prévues, les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur au moment de l'exercice de l'option de renouvellement, lesquels sont ajustés selon l'indice des prix à la consommation (IPC), conformément aux modalités prévues à l'annexe du Contrat. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de bénéficier d'une variation des prix à la baisse, le cas échéant.

Pour de plus amples informations, voir l'intervention de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, Direction des services administratifs, en pièce jointe.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs et des résultats attendus de **Section A - Montréal 2030**, soit :
TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Priorité 2 - Enraciner la nature en ville en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel et riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

QUARTIERS VIVANTS

Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

UNE MÉTROPOLE VIBRANTE ET RAYONNANTE

Priorité 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Dans cette optique, il est nécessaire de:

Préserver les arbres plantés entre 2022 et 2024 et réduire au maximum les pertes de ces nouveaux arbres afin de bonifier la canopée;

Poursuivre la lutte contre les îlots de chaleur urbains afin d'offrir aux citoyens de l'arrondissement les services correspondant à leurs attentes tout en offrant une canopée pour nos générations futures.

L'octroi de ce contrat va également dans le sens du Plan Climat 2020-2030 qui prévoit la plantation de 500 000 arbres. La plantation d'arbres prend tout son sens grâce aux soins post plantations offerts aux arbres, ce qui inclut l'arrosage.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alexandre MUNIZ)

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Luu Lan LE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin PONTON
Agent de recherche en développement durable

Tél : (514) 771-0141
Télécop. : (514) 872-1928

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-13

Sandra THIBAULT
Cheffe de section - horticulture et parcs (en arr.)

Tél : 514-514-708-0396
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1254969001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Octroyer un contrat à 7574479 Canada inc. (Paysagiste DLC) (LOTS 1, 2 et 3), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service d'arrosage des arbres, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 247 605,38 $, taxes incluses, pour la période du 6 mai 2025 au 13 novembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20986 (5 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

25-20986_Intervention.pdf

25-20986_Tableau de prix.pdf

25-20986_Liste des commandes _ SEAO.pdf

25-20986 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre MUNIZ
Agent d approvisionnement niveau 2

Tél : 514 872-1028

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-15

Nizar EL HANNA
Chef de section - approvisionnement strategique en biens
Tél : 514 838-9278
Division : Service de l'approvisionnement, Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-20986

No du GDD : 1254969001

Titre de l'appel d'offres : Service d'arrosage des arbres et d'entretien des cuvettes pour l'arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension 2025-2026

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 3 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Ouverture originalement prévue le : 10 - 4 - 2025

Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : 10 - 4 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 17 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 56

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique

n/a | n/a

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 7 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
PAYSAGISTE DLC	102 078,67 $	√	1 - District de Parc-Extension
GROUPE NICKY	144 523,76 $		
PÉPINIÈRE JARDIN 2000 INC.	147 210,31 $		
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE	184 063,02 $		
CONSTRUCTION URBEX INC.	184 857,72 $		

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
PAYSAGISTE DLC	59 599,73 $	√	2 - District de Saint-Michel
GROUPE NICKY	84 925,13 $		
PÉPINIÈRE JARDIN 2000 INC.	86 007,70 $		
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE	107 931,17 $		
CONSTRUCTION URBEX INC.	108 977,90 $		

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
PAYSAGISTE DLC	85 926,98 $	√	3 - District de Villeray
GROUPE NICKY	123 588,01 $		
PÉPINIÈRE JARDIN 2000 INC.	123 939,37 $		
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE	155 608,08 $		
CONSTRUCTION URBEX INC.	158 912,01 $		

Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, l'octroi s'effectue en entier au plus bas soumissionnaire conforme par lot. La soumission de *PAYSAGISTE DLC* est administrativement conforme pour les trois lots, elle est donc recommandée comme adjudicataire. En date du 14 avril 2025, l'entreprise recommandée n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'est pas présente sur la Liste des personnes ayant contrevenu au Règlement de Gestion Contractuelle, n'est pas rendue non-conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle, n'est pas inscrite à la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI), n'est pas inscrite sur la Liste des entreprises non conformes au processus de Francisation et est conforme aux exigences de la Charte de la langue française. Les raisons de non participation des autre preneurs du cahier des charges sont: 1-Nous ne fournissons pas les produits ou les services demandés (spécifications requises non rencontrées)

Préparé par : Alexandre Muniz

Le 15 - 4 - 2025

Numéro d'appel d'offres	25-20986
Titre de l'appel d'offres	Service d'arrosage des arbres et d'entretien des cuvettes pour l'arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension 2025-2026
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme par lot
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires

LOT 1 - District de Parc-Extension

	Montant total PAYSAGISTE DLC		Montant total GROUPE NICKY		Montant total PÉPINIÈRE JARDIN 2000 INC.		Montant total CONSTRUCTION URBEX INC.		Montant total ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE
Sous-total	88 783,36 $	Sous-total	125 700,16 $	Sous-total	128 036,80 $	Sous-total	160 089,60 $	Sous-total	160 780,80 $
TPS	4 439,17 $	TPS	6 285,01 $	TPS	6 401,84 $	TPS	8 004,48 $	TPS	8 039,04 $
TVQ	8 856,14 $	TVQ	12 538,59 $	TVQ	12 771,67 $	TVQ	15 968,94 $	TVQ	16 037,88 $
Montant total	**102 078,67 $**	**Montant total**	**144 523,76 $**	**Montant total**	**147 210,31 $**	**Montant total**	**184 063,02 $**	**Montant total**	**184 857,72 $**

LOT 2 - District de Saint-Michel

	Montant total PAYSAGISTE DLC		Montant total GROUPE NICKY		Montant total PÉPINIÈRE JARDIN 2000 INC.		Montant total ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE		Montant total CONSTRUCTION URBEX INC.
Sous-total	51 837,12 $	Sous-total	73 864,00 $	Sous-total	74 805,60 $	Sous-total	93 873,60 $	Sous-total	94 784,00 $
TPS	2 591,86 $	TPS	3 693,20 $	TPS	3 740,28 $	TPS	4 693,68 $	TPS	4 739,20 $
TVQ	5 170,75 $	TVQ	7 367,93 $	TVQ	7 461,86 $	TVQ	9 363,89 $	TVQ	9 454,70 $
Montant total	**59 599,73 $**	**Montant total**	**84 925,13 $**	**Montant total**	**86 007,74 $**	**Montant total**	**107 931,17 $**	**Montant total**	**108 977,90 $**

LOT 3 - District de Villeray

	Montant total PAYSAGISTE DLC		Montant total GROUPE NICKY		Montant total PÉPINIÈRE JARDIN 2000 INC.		Montant total ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE		Montant total CONSTRUCTION URBEX INC.
Sous-total	74 735,36 $	Sous-total	107 491,20 $	Sous-total	107 796,80 $	Sous-total	135 340,80 $	Sous-total	138 214,40 $
TPS	3 736,77 $	TPS	5 374,56 $	TPS	5 389,84 $	TPS	6 767,04 $	TPS	6 910,72 $
TVQ	7 454,85 $	TVQ	10 722,25 $	TVQ	10 752,73 $	TVQ	13 500,24 $	TVQ	13 786,89 $
Montant total	**85 926,98 $**	**Montant total**	**123 588,01 $**	**Montant total**	**123 939,37 $**	**Montant total**	**155 608,08 $**	**Montant total**	**158 912,01 $**

Liste des commandes

PÉPINIÈRE JARDIN 2000 INC. 2000 chemin de la Belle-Rivière Sainte-Julie QC CAN J3E1Y2 http://www.pepinierejardin2000.com	Non diffusé	Marc-Antoine Veilleux Téléphone: 4506492622 Courriel: m-a.veilleux@pepinierejardin2000.com	**Transaction: (20188454)** 2025-03-30 14:40	Mode privilégié (plan): Messagerie
Gazonex 1260 soucy Saint-Hubert QC CAN J4T1A3	Non diffusé	Alexandre Leclerc Téléphone: 4384039010 Courriel: info@gazonex.com	**Transaction: (20190908)** 2025-04-01 14:21	Mode privilégié (plan): Courriel
ORANGE PAYSAGEMENT INC. 33 rue Louis-Jolliet Saint-Charles-Borromée QC CAN J6E7Y8 https://www.orangepaysagement.com	Non diffusé	Max-Émile Boucher Téléphone: 4502716696 Courriel: max-emile.boucher@videotron.ca	**Transaction: (20186908)** 2025-03-27 14:42	Mode privilégié (plan): Messagerie
9190-8673 QUÉBEC INC. 1055 armand-Bombardier Terrebonne QC CAN J6Y1S9	Non diffusé	Louis-Charles Goudreau Téléphone: 4509794068 Courriel: larose.a@roseneige.com	**Transaction: (20184981)** 2025-03-25 14:56	Mode privilégié (plan): Courriel
178001 CANADA INC. 9771 rue Waverly Montréal QC CAN H3L2V7	Non diffusé	Nick Luongo Téléphone: 5143812986 Courriel: nicky@groupenicky.com	**Transaction: (20184858)** 2025-03-25 13:25	Mode privilégié (plan): Courriel
LES PAYSAGISTES DAMY & PAT INC. 6687 StJacques west Montréal QC CAN H4B1V3 http://info@damyandpat.com	Non diffusé	Matthew Cerulli Téléphone: 5149948645 Courriel: info@damyandpat.com	**Transaction: (20188179)** 2025-03-29 17:39	Mode privilégié (plan): Courriel
7574479 CANADA INC. 16839 Hymus Blvd. Kirkland QC CAN H9H3L4 https://dlcteams.com/	Non diffusé	Alexandra Hunter Téléphone: 5145461864 Courriel: alexandra@dlcteams.com	**Transaction: (20185724)** 2025-03-26 11:24	Mode privilégié (plan): Courriel
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE 2288, rue Cannes-Brûlées (Lasalle) Montréal QC CAN H8N2Z2 http://www.strathmore.pro	Non diffusé	Yara Kfouri Téléphone: 5149925902 Courriel: yara@strathmore.pro	**Transaction: (20185544)** 2025-03-26 09:00	Mode privilégié (plan): Courriel
URBEX CONSTRUCTION 3410 rue hormidas deslauriers Montréal QC CAN H8T3P2	Publique	Félix Larouche Téléphone: 5145563075 Courriel: info@urbexconstruction.com	**Transaction: (20186990)** 2025-03-27 15:41	Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP25 0197

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 10 avril 2025 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
M. Tshibidi Lembe, agent de bureau

APPEL D'OFFRES 25-20986

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Service d'arrosage des arbres et d'entretien des cuvettes pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension – 2025-2026 » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires		**Prix**
178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY)	**Lot 1**	144 523,76 $
	Lot 2	84 925,13 $
	Lot 3	123 588,01 $
7574479 CANADA INC.	**Lot 1**	102 078,67 $
	Lot 2	59 599,73 $
	Lot 3	85 926,98 $
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE	**Lot 1**	184 857,72 $
	Lot 2	107 931,17 $
	Lot 3	155 608,08 $
PÉPINIÈRE JARDIN 2000 INC.	**Lot 1**	147 210,31 $
	Lot 2	86 007,74 $
	Lot 3	123 939,37 $
URBEX CONSTRUCTION INC.	**Lot 1**	184 063,02 $
	Lot 2	108 977,90 $
	Lot 3	158 912,01 $

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 24 mars 2025 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

…/2

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A.

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1254969001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Octroyer un contrat à 7574479 Canada inc. (Paysagiste DLC) (LOTS 1, 2 et 3), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service d'arrosage des arbres, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 247 605,38 $, taxes incluses, pour la période du 6 mai 2025 au 13 novembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20986 (5 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1254969001 Paysagiste DLC contrat arrosage.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Luu Lan LE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-15

Steve THELLEND
chef(fe) de division - ressources financieres materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514-346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1254969001

Nature du dossier: Octroyer un contrat à 7574479 Canada Inc. (Paysagiste DLC) (LOTS 1, 2 et 3), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service d'arrosage des arbres, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 247 605,38 $, taxes incluses, pour la période du 6 mai 2025 au 13 novembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20986 (5 soumissionnaires).

Source de financement: Plan de la forêt urbaine canopée

Clé comptable d'imputation

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	Crédits nets
6101.7717072.801650.07163.54590.000000.000.150824.000000.99000.00000											51,671.00 $
6101.7716047.801650.07163.54590.000000.000.150824.000000.99000.00000											10,268.00 $
6101.7720050.801650.07163.54590.000000.000.187626.000000.99000.00000											164,157.72 $

	Contrat 2025	Contrat 2026
Taxes incluses	111,688.92 $	135,916.46 $
Avant taxes	97,141.92 $	118,213.92 $
Nettes (crédit)	**101,986.88 $**	**124,109.84 $**

Dépenses annuelles nettes (crédit) à prévoir:

	2025	2026	2027	2028	2029	Total
Dépenses	**101,986.88 $**	**124,109.84 $**				**226,096.72 $**

Si l'option de renouvellement du contrat est retenue en 2027 les crédits nécessaires seront réservés à cette fin.
Les crédits utilisés provenant du Plan de la forêt urbaine canopée ont été autorisés par les décisions des GDD2177788001, 2206628001, 228144001

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254969001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Octroyer un contrat à 7574479 Canada inc. (Paysagiste DLC) (LOTS 1, 2 et 3), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service d'arrosage des arbres, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 247 605,38 $, taxes incluses, pour la période du 6 mai 2025 au 13 novembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20986 (5 soumissionnaires).



gdd_grille_analyse_montreal_2030 VF.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin PONTON
Agent de recherche en développement durable

Tél : (514) 771-0141
Télécop. : (514) 872-1928

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1254969001**

Unité administrative responsable : Direction des travaux publics de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Projet **: Octroyer un contrat à 7574479 Canada Inc. (Paysagiste DLC) (LOTS 1, 2 et 3), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service d'arrosage des arbres, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 247 605,38 $, taxes incluses, pour la période du 6 mai 2025 au 13 novembre 2026, avec une option de renouvellement pour l'année 2027 - appel d'offres public 25-20986 (5 soumissionnaires).**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030 ?	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il ?

ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Priorité 2 - Enraciner la nature en ville en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel et riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

QUARTIER VIVANTS

Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

UNE MÉTROPOLE VIBRANTE ET RAYONNANTE

Priorité 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu ?**

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit favoriser la transition écologique et d'offrir aux citoyens de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension une réponse de proximité à leurs besoins.

ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Priorité 2 - Enraciner la nature en ville en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel et riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

L'objectif est de poursuivre d'offrir un milieu de vie sain et des services de qualité aux citoyennes et aux. Les carrés d'arbres et les banquettes en trottoir aident à capter les eaux pluviales, augmentent la biodiversité, apaisent la circulation et contribuent à l'embellissement des rues. L'arrondissement a fait le choix de poursuivre la plantation d'arbres sur le domaine public, ainsi que la réalisation de projets spéciaux de verdissement; il faut maintenant maintenir les efforts pour la préservation des actifs.

QUARTIER VIVANTS

Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Intensifier les efforts en matière de propreté et d'entretien de l'espace public. Une brigade de propreté permettra de renforcir les efforts déjà en place en matière de propreté et contribuera à l'embellissement de l'arrondissement et, par conséquent, à améliorer le cadre de vie des citoyennes et des citoyens.

UNE MÉTROPOLE VIBRANTE ET RAYONNANTE

Priorité 20 - Accroître l’attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat ?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1258307004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à Les Pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de voirie y compris l'aménagement de dos d'ânes dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'apaisement de la circulation, et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement, aux prix de sa soumission, au montant maximal de 2 066 797,71 $, taxes incluses (contingences : 322 078,96 $, incidences : 74 000 $) – appel d'offres public VSP-25-ING-01 (5 soumissionnaires) et à Groupe Civitas inc., pour la surveillance des travaux, au montant maximal de 89 134,37 $, taxes incluses (contingences : 6 000 $) – demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-07 et autoriser une dépense totale de 2 558 011,04 $, taxes incluses.

d'octroyer un contrat à Les pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, aux prix de sa soumission, pour des travaux de voirie et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement, au montant maximal de 2 066 797,71 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VSP-25-ING-01 (5 soumissionnaires);

1. d'autoriser des contingences de 322 078,96 $, taxes incluses, pour les travaux;
2. d'autoriser des incidences de 74 000 $, taxes incluses;
3. d'octroyer un contrat à la firme Groupe Civitas inc., pour la surveillance des travaux, au montant de 89 134,37 $, taxes incluses, conformément à la demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-07;
4. d'autoriser des contingences de 6 000 $, taxes incluses, pour la surveillance des travaux;
5. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par la Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves (DGIUE) du SIRR, la direction de la gestion des actifs (DGA) du Service de l'eau et par l'Arrondissement VSP.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-22 18:29

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1258307004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à Les Pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de voirie y compris l'aménagement de dos d'ânes dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'apaisement de la circulation, et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement, aux prix de sa soumission, au montant maximal de 2 066 797,71 $, taxes incluses (contingences : 322 078,96 $, incidences : 74 000 $) – appel d'offres public VSP-25-ING-01 (5 soumissionnaires) et à Groupe Civitas inc., pour la surveillance des travaux, au montant maximal de 89 134,37 $, taxes incluses (contingences : 6 000 $) – demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-07 et autoriser une dépense totale de 2 558 011,04 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR) du réseau local du SIRR de l'année 2025, l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension désire réaliser des travaux de planage-revêtement, incluant la reconstruction de trottoirs et l'aménagement de saillies sur quatre tronçons de rues situés dans les districts de Saint-Michel et François-Perrault.
Le choix des tronçons de rues PCPR visés dans ce projet a été élaboré selon un ensemble de critères reconnus, mentionnés dans le Plan d'Intervention de la Ville de Montréal (2016-2023), soit l'indicateur de l'état de surface (indice de performance PCI) et le confort de roulement (IRI). La priorisation des interventions a été faite en coordination avec le Service de l'eau de façon à s'assurer que les infrastructures d'égouts et d'aqueduc sont en bon état et ne nécessitent pas une intervention à court terme.

L'arrondissement souhaite également, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, prendre en charge, dans le cadre de ce projet, le remplacement des entrées de service d'eau en plomb y compris celles situées sur les terrains privés dans les tronçons de rues visés.

Aussi, l'arrondissement désire réaliser des dos d'âne sur plusieurs tronçons de rues dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'apaisement. Le choix de ces tronçons a été déterminé selon le plan d'apaisement 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 14 0045 - 1258307002 - 11 mars 2025 - Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la réalisation et la surveillance des travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb y compris celles situées sur les terrains privés, sur diverses rues de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre du programme complémentaire de planage-

revêtement (PCPR local 2025).

CM25 0061 – 1248126003 - 20 janvier 2025 - Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville ainsi que sur les terrains privés où les entrées de service en plomb doivent être remplacées en vertu du Règlement 20-030, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.*

DESCRIPTION

Les travaux à réaliser dans le cadre de ce projet sont composées de deux parties (partie A et partie B).
Partie A : Travaux de voirie incluant le remplacement de branchements d'eau en plomb :

Les tronçons de rues visés dans le cadre de cette partie des travaux sont :

Rue	De	À
20e Avenue	Bélanger, rue	Bélair, rue
9e Avenue	Everett, rue	L.-O.-David, rue
Louis-Hébert, avenue	Tillemont, rue	Crémazie Est, boulevard
Tillemont, rue	Louis-Hémon, rue	Louis-Hébert, avenue

Les travaux à réaliser dans cette partie se résument comme suit :

- Remplacement de la section privée et publique de branchements d'eau en plomb;
- Reconstruction de trottoirs là où requis;
- Construction de dix (10) saillies drainantes et de deux (2) saillies non drainantes avec des fosses d'arbres et/ou de plantations;
- Réalisation de travaux de planage-revêtement sur une épaisseur moyenne de ± 50 mm;
- Construction de deux dos d'âne;
- Plantation de végétaux dans les nouvelles fosses créées;
- Marquage de la chaussée et de dos d'âne;
- Signalisation verticale.

Partie B : Travaux de dos d'âne - Plan d'apaisement 2025 :

Les travaux de cette partie consistent à réaliser des dos d'âne sur des rues locales de l'arrondissement ainsi que la signalisation verticale et le marquage de ceux-ci. Les emplacements et le nombre de dos d'âne à réaliser sont comme suit :

Nom de rue	De	À	Dos d'âne par tronçon
Rue Tillemont	Rue Chabot	Rue de Bordeaux	1
Rue Everett	Rue Michel-Ange	17e Avenue	1
17e Avenue	Rue Everett	Rue Puccini	1
	Rue Puccini	Rue L.-O.-David	1
	Rue L.-O.-David	Rue Fénelon	1
	Rue Fénelon	Rue Villeray	1
17e Avenue	Rue Villeray	Boul. Shaughnessy	2
19e Avenue	Rue Jean-Talon E	Rue Everett	3
	Rue Everett	Rue Villeray	3
Rue de Normanville	Rue de Castelnau	Rue Jean-Talon E	2

Rue Guizot E	Avenue de l'Esplanade	Rue Waverly	1
Rue Guizot E	Rue Clark	Boul. Saint-Laurent	1
Rue Guizot E	Rue Saint-Dominique	Avenue Casgrain	1
Rue Guizot E	Avenue Henri-Julien	Rue Drolet	1
Avenue de Gaspé	Rue de Liège E	Boul. Crémazie E	3
Rue Garnier	Rue Tillemont	Rue Jarry E	3
Rue Berri	Rue Jarry E	Rue Guizot E	3
Rue Berri	Rue Guizot E	Rue de Liège E	3
10e Avenue	Rue Jarry E	Rue d'Hérelle	3

JUSTIFICATION

L'appel d'offres a été publié le vendredi 7 mars 2025 et les soumissions ont été ouvertes au bureau d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension le mardi 8 avril 2025. La soumission est valide pendant les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent sa date d'ouverture. La durée de la publication de l'appel d'offres était de 30 jours civils. Aucun addenda n'a été émis pour ce contrat.

Sur les six (6) preneurs de cahier de charge, cinq (5) entreprises ont déposé une soumission. La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

Le tableau des résultats d'ouverture de soumissions suivant résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Les pavages Céka inc.	2 066 797,71 $	322 078,97 $	2 388 876,67 $
Pavages Métropolitain inc.	2 115 641,88 $		
Roxboro Excavation inc.	2 370 000,00 $		
Saho Construction inc.	2 793 656,80 $		
Les entreprises Bucaro inc.	2 809 147,96 $		
Dernière estimation réalisée ($)	2 494 205,56 $		
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-427 407,86 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-17,13 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			48 844,17 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			2,36 %

L'écart entre la dernière estimation réalisée et le plus bas soumissionnaire représente -17,13 %. Le montant de l'estimation a été établi à partir des prix des soumissions de l'an dernier, pour des contrats similaires, en tenant compte d'une indexation de ceux-ci. Cet écart peut être expliqué par la concurrence dans le marché de la construction. Étant donné que le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme respecte la conformité de l'appel d'offres public, il est recommandé d'accorder le contrat à l'entrepreneur Les pavages Céka inc., pour un montant total maximal de 2 066 797,71 $, taxes incluses.

La firme **Groupe Civitas inc.** est retenue pour assurer la surveillance des travaux, selon la demande de prix (gré à gré) : VSP-25-GAG-SP-ING-07 en pièce jointe.

En vertu de l'encadrement C-OG-APP-D-22-001, l'évaluation du rendement de l'adjudicataire est requise pour ce contrat.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce projet est en lien avec les priorités 2025 de l'arrondissement, soit celles relatives à la transition écologique et le verdissement, et celle relative à la Mobilité douce et sécurité :

- l'ajout de saillies (avancées de trottoirs) et de dos d'âne dans le projet permet d'améliorer la sécurité des piétons;
- la plantation d'arbres et de végétaux dans les fosses des avancées de trottoirs permet de contrer les îlots de chaleur et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Requérant	Travaux Taxes incluses ($)	Contingences travaux Taxes incluses ($)	Incidence Contrôle matériaux Taxes incluses ($)	Autres incidences Taxes incluses ($)	Surveillance des travaux Taxes incluses ($)	Contingences surveillances Taxes incluses ($)	Dépense totale Taxes incluses ($)	Dépense totale net de ristourne ($)	Ratios %
Travaux de voirie **DGIUE**	1 249 286,02	187 392,90	30 000	7 000	53 480,62	3 600	1 530 759,54	1 397 787,50	60
Travaux de RESEP-Section publique **DGA**	467 472,05	70 120,81	14 000	7 000	24 957,63	1 680	585 230,48	534 393,43	23
Travaux de RESEP-Section privée **DGA**	108 853,42	16 328,01	-	-	-	-	125 181,43	114 307,33	5
Travaux dos d'âne **Arrond. VSP**	241 186,22	48 237,24	6 000	10 000	10 696,12	720	316 839,59	289 316,77	12
Totales dépenses	2 066 797,71	322 078,96	50 000	24 000	89 134,37	6 000	2 558 011,04	2 335 805,04	100

Dans le présent dossier, la dépense totale associée au projet de 2 558 011,04 $, taxes incluses, est répartie comme suit :

- **2 066 797,71 $** pour les travaux de voirie et de remplacement de branchement d'eau en plomb;
- **322 078,96 $** pour les travaux de contingences;
- **50 000 $** pour les incidences pour le contrôle qualitatif des matériaux de construction;

- **24 000 $** pour les autres incidences pour les redevances relatives au traitement et à la traçabilité des sols contaminés, affiches d'informations, afficheurs, etc.;
- **89 134,37 $** pour les services professionnels de surveillance des travaux par la firme Groupe Civitas inc. (VSP-25-GAG-SP-ING-07);
- **6 000 $** pour les contingences pour les services professionnels de surveillance des travaux.

Cette dépense sera réalisée en 2025, à 60 % par la Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves (DGIUE) du SIRR, à 28 % par la Direction de la gestion des actifs (DGA) du service de l'eau et à 12 % par l'Arrondissement VSP.

Financement DGIUE - Direction de la gestion des infrastructures urbaines et des entraves

Un montant maximal de 1 530 759,54 $ taxes incluses ou 1 397 787,50 $ net de ristourne de taxes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 17-008 Programme complémentaire de planage-revêtement - Local CM17 0080.

Cette dépense sera réalisée à 100 % en 2025 et prévue au PDI 2025-2033 de la Ville-centre dans le programme 55857 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Local.

Le budget net requis (en millier $) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2025-2033 et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2025	2026	Total
55857 - Programme complémentaire de planage-revêtement Local	1 398	0	1 398

Financement DGA - Direction de la gestion des actifs

Un montant maximal de 585 230,48 $ taxes incluses ou 534 393,43 $ net de ristourne, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 22-046 - Programme 18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout.

Un montant maximal de 125 181,43 $ taxes incluses ou 114 307,33 $ net de ristourne, pour le remplacement des branchements d'eau en plomb du côté privé n'est pas subventionnable. Les coûts nets relatifs au remplacement des branchements d'eau en plomb ou en acier galvanisé ayant été en contact avec le plomb sur la section privée seront facturés aux citoyens concernés, conformément au règlement 20-030.

Financement Arrondissement

Un montant maximal de 316 839,59 $ taxes incluses ou 289 316,77 $ net de ristourne, sera financé par l'Arrondissement VSP, dans le cadre du PDI - Budget d'apaisement de la circulation.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit aux Priorités 1 et 19

- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts au cœur de la prise de décision;
- Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report ou le refus du projet aurait un impact sur la sécurité et la qualité de vie des citoyens et occasionnerait une dégradation plus importante des infrastructures planifiées dans ce contrat.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens seront informés adéquatement des travaux moyennant des avis à préparer et à coordonner avec la Division des relations avec les citoyens et communications de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : mai 2025
Réalisation : mi-juin à mi-août 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Luu Lan LE)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fiorella NUNEZ CARPIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrick RICCI, Service des infrastructures du réseau routier
Roger KANYINDA, Service de l'eau
Steve THELLEND, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Steve THELLEND, 17 avril 2025
Patrick RICCI, 14 avril 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nacira BOUHERAOUA
Ingénieure

Tél : (514) 213-9723

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-10

Adèle PAVAGEAU
chef(fe) de section - circulation arrondissement

Tél : 514-328-4000

Télécop. : (514) 868-3517

Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1258307004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Objet :	Octroyer un contrat à Les Pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de voirie y compris l'aménagement de dos d'ânes dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'apaisement de la circulation, et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement, aux prix de sa soumission, au montant maximal de 2 066 797,71 $, taxes incluses (contingences : 322 078,96 $, incidences : 74 000 $) – appel d'offres public VSP-25-ING-01 (5 soumissionnaires) et à Groupe Civitas inc., pour la surveillance des travaux, au montant maximal de 89 134,37 $, taxes incluses (contingences : 6 000 $) – demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-07 et autoriser une dépense totale de 2 558 011,04 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD 1258307004 - Direction DGA.xlsx

SIRR - 1258307004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fiorella NUNEZ CARPIO
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-28

Catherine TOUGAS
Conseillère budgétaire

Tél :

Eau:

Stefania Gore - Préposée au budget
Reak Sa Sen - Conseillère budgétaire

Division : Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Informations financières pour dépenses PDI

GDD #	**1258307004**
Service	**EAU**
Direction	**DGA**

Engagement #	**CC58307004**	**Date**	**4/22/2025**

Objet GDD

Octroyer un contrat à Les pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, aux prix de sa soumission, pour des travaux de voirie et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement au montant maximal de 2 066 797,71 $, taxes incluses (contingences : 322 078,96 $, incidences : 74 000 $) – appel d'offres public VSP-25-ING-01 (5 soumissionnaires) et à Groupe Civitas inc., pour la surveillance des travaux, au montant maximal de 89 134,37 $, taxes incluses (contingences : 6 000 $) – demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-07 et autoriser une dépense totale de 2 558 011,04 $, taxes incluses.

Informations comptables

Provenance

PG 18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts		Dépenses sans taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits nets	Crédits nets arrondis au $ supérieur
No Règlement 22-046	6130.7722046.802705.01909.57201.000000.0000.169431.000000.98001.00000	509,006.73 $	585,230.48 $	534,393.43 $	534,396 $

Imputations

Projet 18100	**Entrées services en plomb - 2025 - VSM**	Dépenses sans taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits nets	Crédits nets arrondis au $ supérieur
Travaux	6130.7722046.802728.04121.57201.000000.0000.203139.000000.13020.00000	406,585.82 $	467,472.05 $	426,864.29 $	426,865 $
Contingences	6130.7722046.802728.04121.57201.000000.0000.203139.070008.13020.00000	60,987.88 $	70,120.81 $	64,029.65 $	64,030 $
Incidences professionnelles	6130.7722046.802728.04121.54301.000000.0000.203140.070003.13020.00000	6,088.28 $	7,000.00 $	6,391.93 $	6,392 $
Incidences techniques	6130.7722046.802728.04121.54590.000000.0000.203140.070003.13020.00000	12,176.56 $	14,000.00 $	12,783.87 $	12,784 $
Services professionnels	6130.7722046.802728.04121.54301.000000.0000.203141.000000.13020.00000	21,707.01 $	24,957.63 $	22,789.64 $	22,790 $
Services professionnels - Contingences	6130.7722046.802728.04121.54301.000000.0000.203141.070008.13020.00000	1,461.19 $	1,680.00 $	1,534.06 $	1,535 $
Sous-total		**509,006.73 $**	**585,230.48 $**	**534,393.43 $**	**534,396 $**

Provenance

PG 18200 - Remplacement de la portion privée des entrées de service en plomb		Dépenses sans taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits nets	Crédits nets arrondis au $ supérieur
No Règlement 20-030	6101.9990000.803505.04121.57201.000000.0000.186073.000000.99900.00000	108,877.09 $	125,181.43 $	114,307.33 $	114,308 $

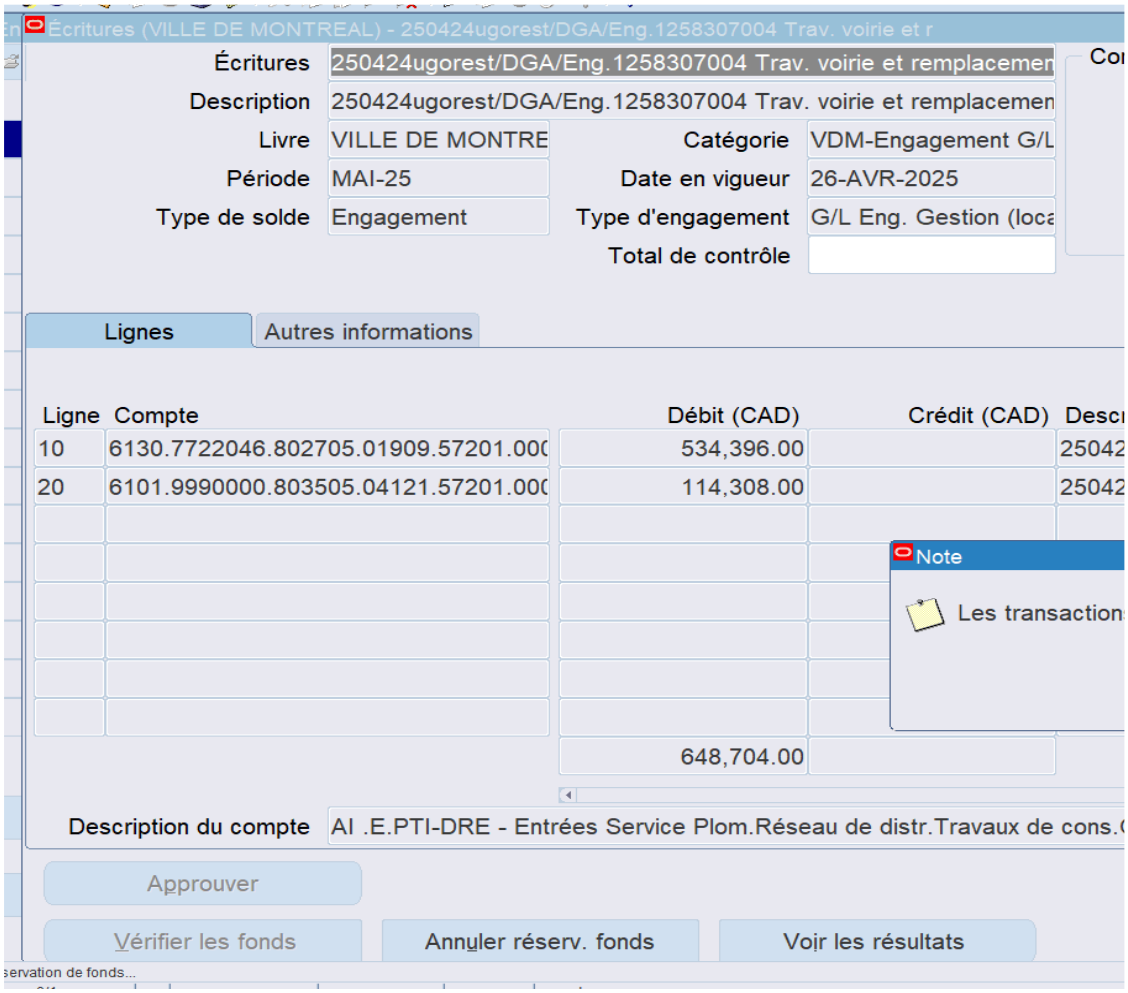
Imputations

Projet 18200	**Entrées services en plomb - 2025 - VSM - Portion privée**	Dépenses sans taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits nets	Crédits nets arrondis au $ supérieur
Travaux	6101.9990000.803505.04121.57201.000000.0000.203121.000000.99900.00000	94,675.73 $	108,853.42 $	99,397.68 $	99,398 $
Contingences	6101.9990000.803505.04121.57201.000000.0000.203121.070008.99900.00000	14,201.36 $	16,328.01 $	14,909.65 $	14,910 $
Sous-total		**108,877.09 $**	**125,181.43 $**	**114,307.33 $**	**114,308 $**

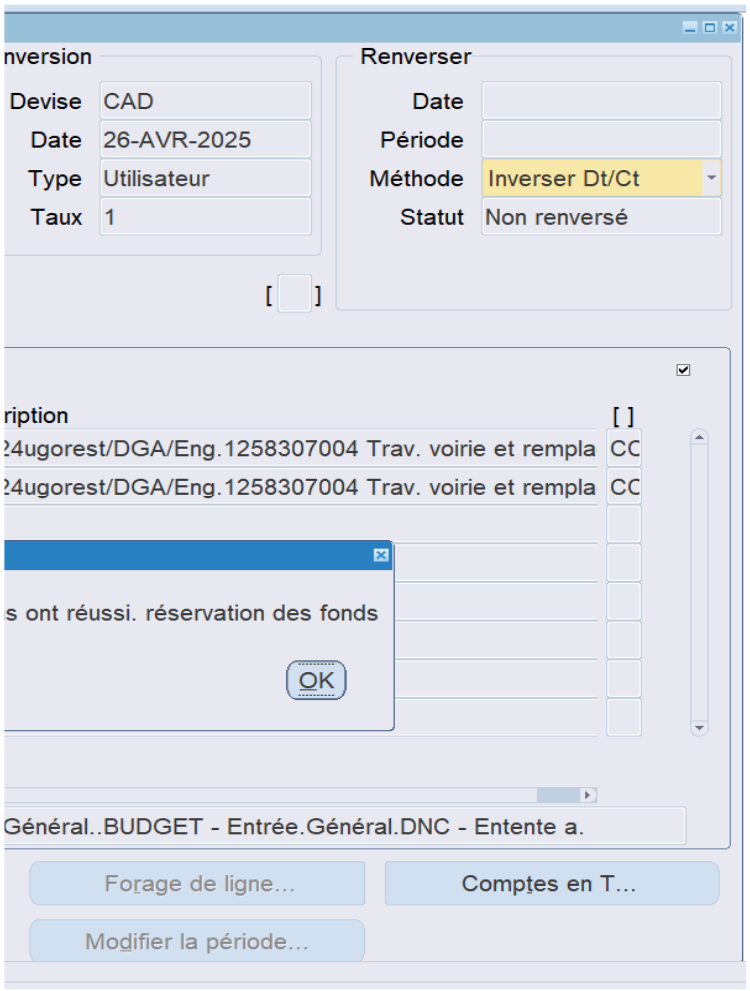
Total	**617,883.82 $**	**710,411.91 $**	**648,700.76 $**	**648,704 $**

CC58307004

250424ugorest/DGA/Eng.1258307004 Trav. voirie et remplacement branchements plomb Céka



inc


nversion
Devise CAD
Date 26-AVR-2025
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
[ ]
ription
[ ]
24ugorest/DGA/Eng.1258307004 Trav. voirie et rempla CC
24ugorest/DGA/Eng.1258307004 Trav. voirie et rempla CC
s ont réussi. réservation des fonds
OK
Général..BUDGET - Entrée.Général.DNC - Entente a.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...

RE: Demande pour le dossier : 1258307004
Roger KANYINDA A : Patrick RICCI, Nacira BOUHERAOUA, gdd_eau-environnement@ville.montreal.q
Cc : "Claudia SAMPEDRO", "Salima AOUF", "Eric BLOUIN"

3 pièces jointes
doclink.gifdoclink.gifdoclink.gif

Bonjour,
Vous trouverez ci-dessous nos commentaires en lien avec le dossier en rubrique – **1258307004:**
Objet du dossier : Octroyer un contrat à Les pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, aux prix de sa soumissi
066 797,71 $, taxes incluses (contingences : 322 078,96 $, incidences : 66 000 $) – appel d'offres public VSP-25-ING-01 (5 sou
(contingences : 6 000 $) – demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-07 et autoriser une dépense totale de 2 550 011,04 $, taxes
La Direction de la gestion des actifs (DGA) a examiné ce dossier et est d'accord pour recommander au conseil d'arrondissem
La Direction de la gestion des actifs du Service de l'Eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux d
Les travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb (Directive S-DRE-SE-D-2021-03) s'inscrivent dans la stratégi
collectives et la qualité de vie des citoyens
L'arrondissement de Villeray-Saint-Michel- Parc-Extension agissant en tant qu'exécutant du projet, tiendra la DGA informé
À la fin des travaux, des plans tels que construits devront être fournis à la DGA, en conformité avec l'encadrement administ
Les travaux de ce présent contrat sont prévus d'être exécutés entre le mi-juin et la mi-août 2025.
Merci,

Roger Kanyinda, ing DESS
Chef de section
Planification des investissements
Direction de la gestion des actifs
Service de l'eau
801, rue Brennan, 3e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Cellulaire : 514-217-6881

ɟc.ca

ɔn, pour des travaux de voirie et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement au monta
ɯmissionnaires), octroyer un contrat à Groupe Civitas inc., pour la surveillance des travaux, au montant maximal de 89 134,37 $, taxe
incluses.
ɲent la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel.
ɟe renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts sur le territoire de la Ville de Montréal.
ie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infras

e de l'avancement des travaux et respectera l'enveloppe budgétaire allouée.
tratif C-OG-DG-D-12-011.

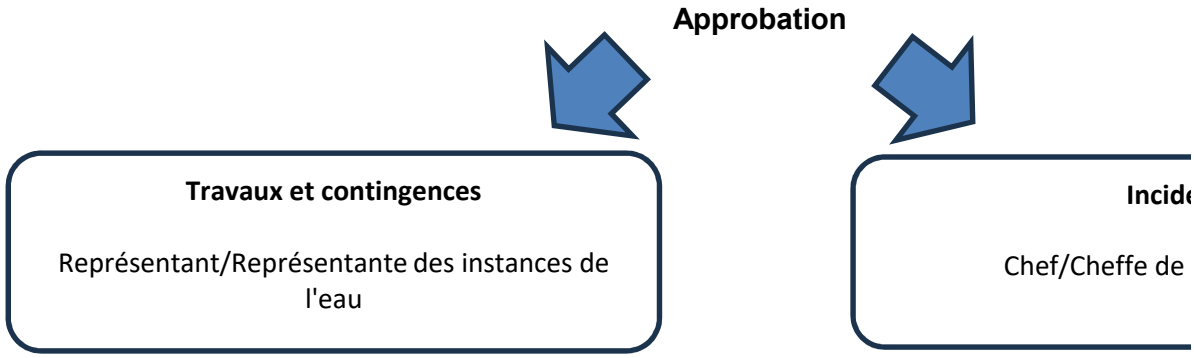
2025-04-17 10:52
Afficher détails

ınt maximal de 2
s incluses

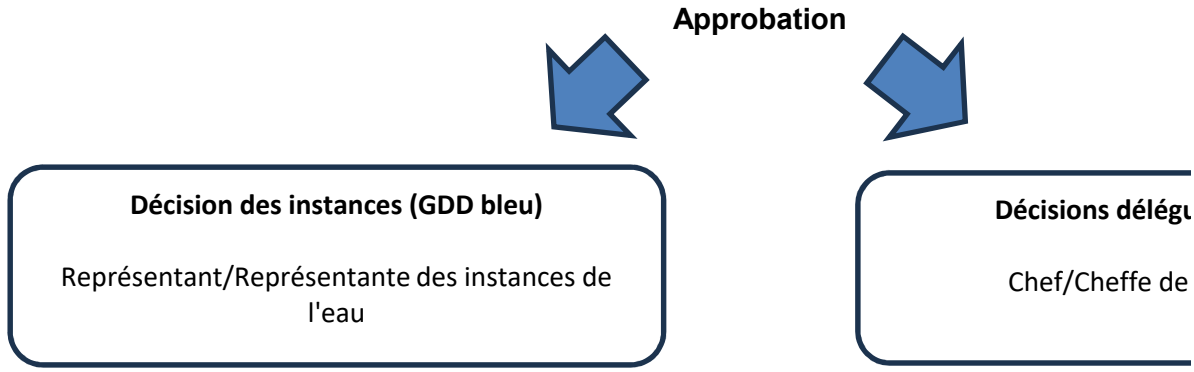
tructures

De quelle façon les incidences sont approuvées (cas 1, 2 ou 3)?

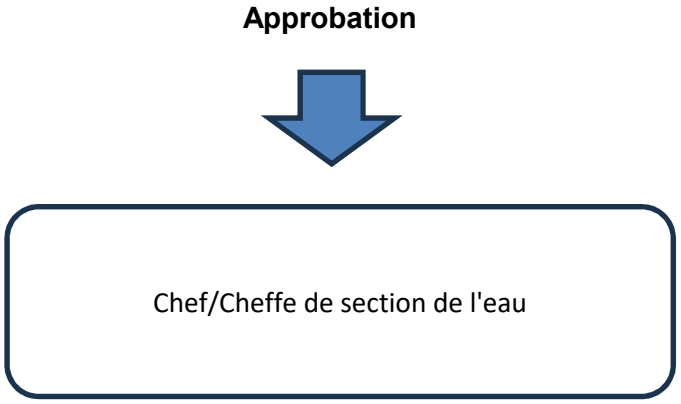
Cas #1 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) incluant des **travaux/contingences et une**



Cas #2 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) ou d'une décisions déléguées (GDD jaune)



Cas #3 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) qui comprend une entente-cadre au niveau



Vérifier dans l'annuaire du personnel le responsable associé à l'UADM. Voici le lien de Intranet: http://annuaire

	Niveau C (Chef de section)	Niveau B (Chef de division)	Niveau A
Unité Nord	Cheffe/Chef de section D		
Ahuntsic-Cartierville			

Anjou	490202**03**0000	4902**02**000000	**4902**00
CDNNDG			
L'île-Bizard-Sainte-Geneviève			
Montréal-Nord			
Pierrefonds-Roxboro			
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles			
Saint-Laurent			
Saint-Léonard			
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension			
Unité Sud	Cheffe/Chef de section D		
Lachine	490202**04**0000		
LaSalle			
Le Plateau-Mont-Royal			
Le Sud-Ouest			
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve			
Outremont			
Rosemont-La Petite-Patrie			
Verdun			
Ville-Marie			

enveloppe globale des incidences.

ences

section de l'eau

Niveau d'approbation requis
Niveau C (Chef de section)
Niveau B (Chef de division)
Niveau A (Directeur)
Représentant des instances

contenant **uniquement des incidences.**

ıées (GDD jaune)

section de l'eau

Niveau d'approbation requis
Niveau C (Chef de section)
Niveau B (Chef de division)
Niveau A (Directeur)
Représentant des instances

du fournisseur **des incidences.**

Niveau d'approbation requis
Niveau C (Chef de section)
Niveau B (Chef de division)
Niveau A (Directeur)
Représentant des instances

e/

(Directeur)

Représentant/Représentante des instances de l'eau

Francis Plouffe

Représentant/Représe

	Reak Sa Sen	Représentant/Représe
	Anne Guignard	Représentant/Représen
	Anne Guignard	Représentant/Représe
	Julie Brosseau	Représentant/Représe
	Julie Brosseau	Représentant/Représe
	Catherine Tougas	Représentant/Représe
	Julie Mota	Représentant/Représe
000000		

Dépenses de services professionnelles	Dépenses de services autres que professionnelles	Dépenses d
Moins de 30 000$	Moins de 45 000$	M
Moins de 45 000$	Moins de 75 000$	M
Moins de 150 000$	Moins de 150 000$	Mo
Supérieur à 150 000$	Supérieur à 150 000$	Sup

Dépenses de services professionnelles	Dépenses de services autres que professionnelles	Dépenses d
Moins de 30 000$	Moins de 45 000$	M
Moins de 45 000$	Moins de 75 000$	M
Moins de 150 000$	Moins de 150 000$	Mo
Supérieur à 150 000$	Supérieur à 150 000$	Sup

Dépenses de services avec entente-cadre
Moins de 20 000$
Moins de 30 000$
Transféré au représentant des instances
Jusqu'au maximum du budget accordé

ntante des instances DGA

ntante des instances DRE
ıtante des instances DEEU
ntante des instances DPM
ntante des instances DEP
ntante des instances DSP
ıtante des instances SIRR
ntante des instances SUM

de biens et exécution de travaux
oins de 45 000$
oins de 75 000$
oins de 250 000$
érieur à 250 000$

de biens et exécution de travaux
oins de 45 000$
oins de 75 000$
oins de 250 000$
érieur à 250 000$

Service des infrastructures du réseau routier

NO GDD : **1258307004**

Taux: 1.0951303727

No d'engagement **CC58307004**

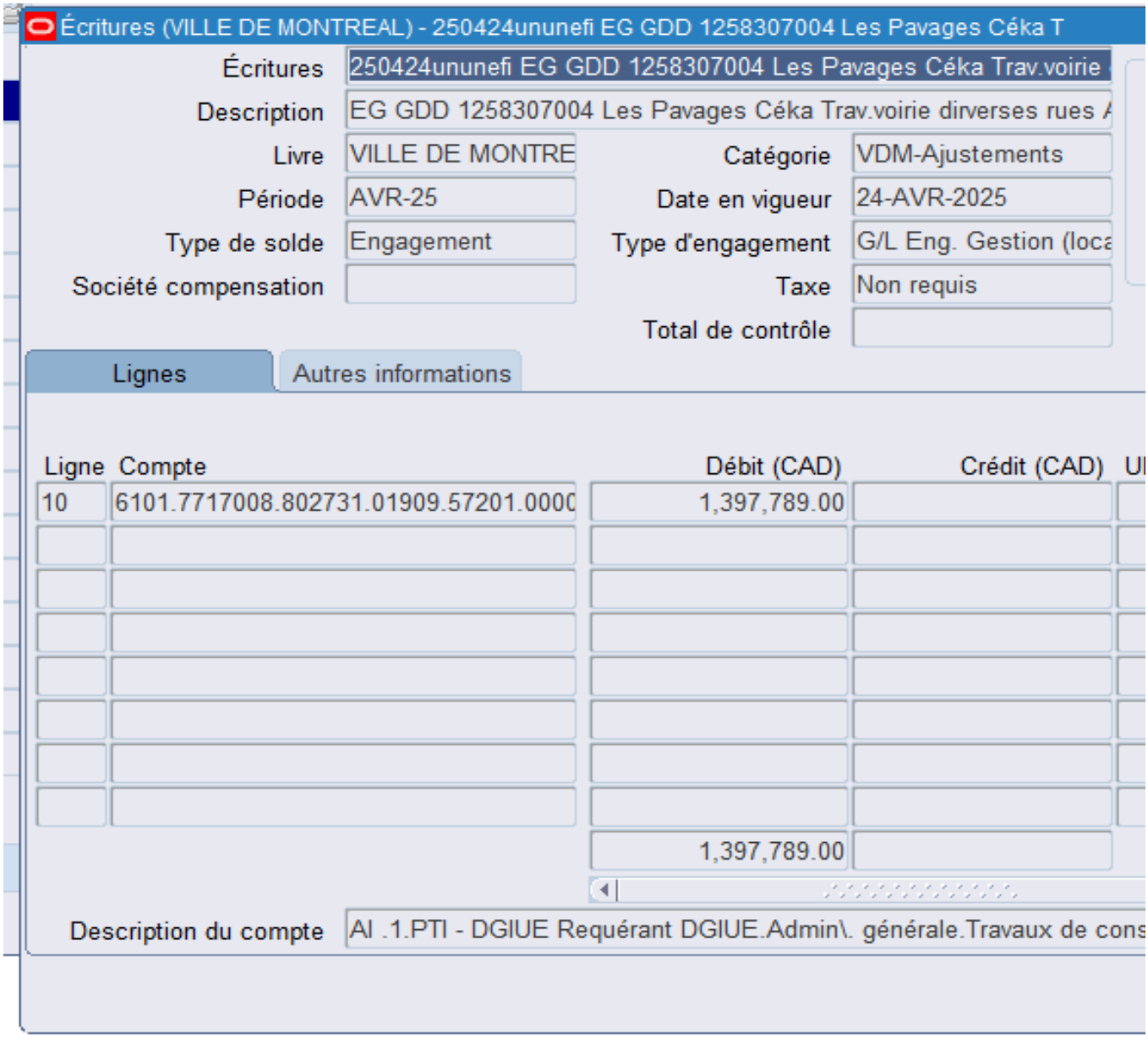
Octroyer un contrat à Les pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, aux prix de sa soumission, pour des travaux de voirie et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement au montant maximal de 2 066 797,71 $, taxes incluses (contingences : 322 078,96 $, incidences : 74 000 $) – appel d'offres public VSP-25-ING-01 (5 soumissionnaires) et à Groupe Civitas inc., pour la surveillance des travaux, au montant maximal de 89 134,37 $, taxes incluses (contingences : 6 000 $) – demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-07 et autoriser une dépense totale de 2 558 011,04 $, taxes incluses.

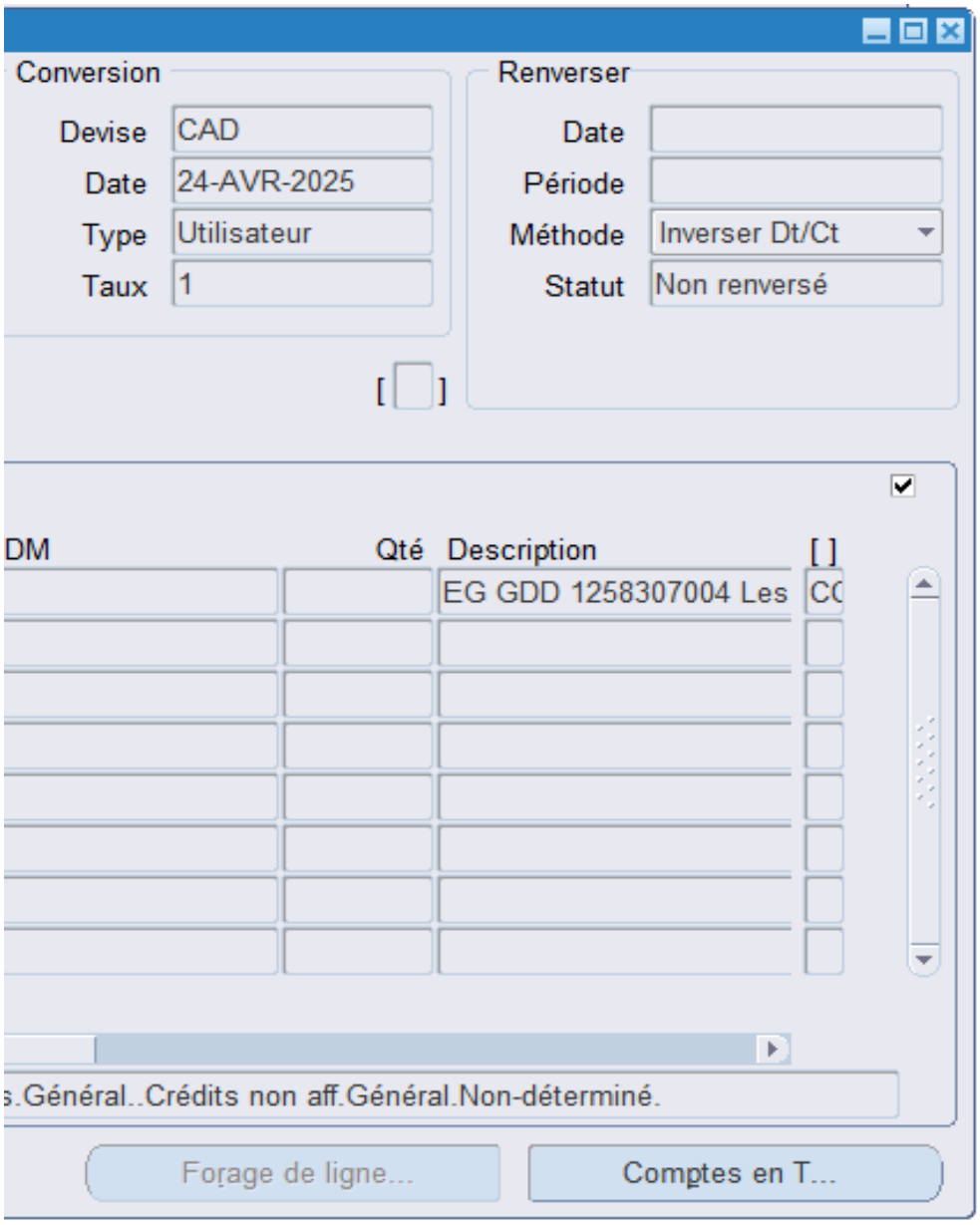
Provenance

Programme complémentaire de planage-revêtement - Local CM 18 1158		Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 17-008	6101.7717008.802731.01909.57201.000000.0000.183628.000000.98001.00000	1,331,384.68 $	1,530,759.54 $	1,397,787.50 $	1,397,789 $

Imputation

55857 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Local		Dépenses avant taxes	Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Travaux - Trottoirs	6101.7717008.802731.03103.57201.000000.0000.204400.000000.17030.00000	617,627.68 $	710,117.43 $	648,431.87 $	648,432 $
Contingences- Trottoirs	6101.7717008.802731.03103.57201.000000.0000.204400.070008.17030.00000	92,644.15 $	106,517.61 $	97,264.78 $	97,265 $
Travaux - Chaussée	6101.7717008.802731.03103.57201.000000.0000.204401.000000.17025.00000	468,944.20 $	539,168.59 $	492,332.79 $	492,333 $
Contingences - Chaussée	6101.7717008.802731.03103.57201.000000.0000.204401.070008.17025.00000	70,341.63 $	80,875.29 $	73,849.92 $	73,850 $
Incidences - Contrôle matériaux	6101.7717008.802731.03103.54301.000000.0000.204402.070003.17030.00000	26,092.63 $	30,000.00 $	27,394.00 $	27,394 $
Incidences - techniques	6101.7717008.802731.03103.54590.000000.0000.204402.070003.17030.00000	6,088.28 $	7,000.00 $	6,391.93 $	6,392 $
Surveillance des travaux	6101.7717008.802731.03103.54301.000000.0000.204403.000000.17030.00000	46,515.00 $	53,480.62 $	48,834.93 $	48,835 $
Contingences surveillance des travaux	6101.7717008.802731.03103.54301.000000.0000.204403.070008.17030.00000	3,131.12 $	3,600.00 $	3,287.28 $	3,288 $
Total		**1,331,384.68 $**	**1,530,759.54 $**	**1,397,787.50 $**	**1,397,789 $**


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 250424ununefi EG GDD 1258307004 Les Pavages Céka T
Écritures
250424ununefi EG GDD 1258307004 Les Pavages Céka Trav.voirie
Description
EG GDD 1258307004 Les Pavages Céka Trav.voirie dirverses rues
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Ajustements
Période
AVR-25
Date en vigueur
24-AVR-2025
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Gestion (loca
Société compensation
Taxe
Non requis
Total de contrôle
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (CAD)
10
6101.7717008.802731.01909.57201.0000
1,397,789.00
1,397,789.00
Description du compte
AI .1.PTI - DGIUE Requérant DGIUE.Admin\. générale.Travaux de cons


Conversion
Devise
CAD
Date
24-AVR-2025
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
DM
Qté
Description
[ ]
EG GDD 1258307004 Les
s.Général..Crédits non aff.Général.Non-déterminé.
Forage de ligne...
Comptes en T...

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1258307004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Objet :	Octroyer un contrat à Les Pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de voirie y compris l'aménagement de dos d'ânes dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'apaisement de la circulation, et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement, aux prix de sa soumission, au montant maximal de 2 066 797,71 $, taxes incluses (contingences : 322 078,96 $, incidences : 74 000 $) – appel d'offres public VSP-25-ING-01 (5 soumissionnaires) et à Groupe Civitas inc., pour la surveillance des travaux, au montant maximal de 89 134,37 $, taxes incluses (contingences : 6 000 $) – demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-07 et autoriser une dépense totale de 2 558 011,04 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1258307004- Les pavages CEKA. - Partie VSMPE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Luu Lan LE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-25

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressouces financière - RFM
Tél : 514-872-6668
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray Saint-Michel Parc-Extension
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1258307004

Nature du dossier: Octroyer un contrat à Les pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, aux prix de sa soumission, pour des travaux de voirie et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement au montant maximal de 2 066 797,71 $, taxes incluses (contingences : 322 078,96 $, incidences : 74 000 $) – appel d'offres public VSP-25-ING-01 (5 soumissionnaires) et à Groupe Civitas inc., pour la surveillance des travaux, au montant maximal de 89 134,37 $, taxes incluses (contingences : 6 000 $) – demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-07 et autoriser une dépense totale de 2 558 011,04 $, taxes incluses.

Source de financement: Budget PDI - DGIEU, DGA, VSMPE

No projet INVESTI: 55730 **Nom projet INVESTI :** PRR

No sous projet INVESTI: 2555730010 - 203735

INFORMATIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES :

		Coût du projet		Financement du projet (Répartition)			
Contractant	GDD1258307004	Taxes incluses	Net de ristournes	DGIUE	DGA	VSMPE	Total Net
Les pavages CÉKA	Travaux de voirie	1 249 286,02 $	1 140 764,65 $	1 249 286,02 $	- $		1 140 764,65 $
	Travaux de dos d'âne	241 186,22 $	220 235,17 $		- $	241 186,22 $	220 235,17 $
	Travaux de RESEP - Secteur privé	457 472,05 $	426 864,29 $		457 472,05 $	- $	426 864,29 $
	Travaux de RESEP - Secteur public	108 853,42 $	99 397,68 $		108 853,42 $	- $	99 397,68 $
	Contingences travaux	322 078,96 $	294 101,02 $	187 392,90 $	86 448,82 $	48 237,24 $	294 101,02 $
Groupe Civitas	Surveillance des travaux	89 134,37 $	81 391,55 $	53 480,62 $	24 957,62 $	10 696,12 $	81 391,55 $
	Contingences - surveillance	6 000,00 $	5 478,80 $	3 600,00 $	1 680,00 $	720,00 $	5 478,80 $
	Incidences - Contrôle de matériaux	50 000,00 $	45 656,66 $	30 000,00 $	14 000,00 $	6 000,00 $	45 656,66 $
	Autres incidences	24 000,00 $	21 915,20 $	7 000,00 $	7 000,00 $	10 000,00 $	21 915,20 $
	TOTAL GDD	2 558 011,04 $	2 335 805,04 $	1 530 759,54 $	710 411,91 $	316 839,58 $	2 335 805,04 $

Clé comptable imputation

	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	Crédits nets
Contrat - Travaux Dos d'âne	6440.4024841.801650.03103.57201.000000.0000.203735.000000.17025.00000											**220,235.17 $**
Contrat - Surveillance	6440.4024841.801650.03103.54301.000000.0000.203735.000000.17025.00000											**44,047.03 $**

	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	Crédits nets
Contingences Travaux	6440.4024841.801650.03103.57201.000000.0000.203735.029390.17025.00000											**9,766.98 $**
Contingences Surveillance	6440.4024841.801650.03103.54301.000000.0000.203735.029390.17025.00000											**657.46 $**

	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	Crédits nets
Incidences - Contrôle qualité	6440.4024841.801650.03103.54301.000000.0000.203735.029327.17025.00000											**5,478.80 $**
Incidences - Autres	6440.4024841.801650.03103.54301.000000.0000.203735.029327.17025.00000											**9,131.33 $**

	Taxes incluses	Avant les taxes	Net de ristournes
Travaux Dos d'âne	241,186.22 $	209,772.75 $	**220,235.17 $**
Contingences Travaux	48,237.24 $	41,954.55 $	**44,047.03 $**
Surveillance	10,696.12 $	9,303.00 $	**9,766.98 $**
Contingences surveillance	720.00 $	626.22 $	**657.46 $**
Incidences - Contrôle et autres	16,000.00 $	13,916.07 $	**14,610.13 $**
TOTAUX	**316,839.58 $**	**275,572.59 $**	**289,316.77 $**

Réalisation nette assumée par VSMPE - crédits nets à autoriser

289,316.77 $

NOTES :

1) Conformément au courrier 38 révisé l'intervention financière des inances à ce GDD n'est pas requise ;

2) Nous attestons que le budget PDI de 2025 de l'arrondissement ainsi que les soldes de crédits disponibles des règlements d'emprunt du programme 55730 sont suffisants pour donner suite à la recommandation de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258307004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Objet :	Octroyer un contrat à Les Pavages Céka inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de voirie y compris l'aménagement de dos d'ânes dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'apaisement de la circulation, et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement, aux prix de sa soumission, au montant maximal de 2 066 797,71 $, taxes incluses (contingences : 322 078,96 $, incidences : 74 000 $) – appel d'offres public VSP-25-ING-01 (5 soumissionnaires) et à Groupe Civitas inc., pour la surveillance des travaux, au montant maximal de 89 134,37 $, taxes incluses (contingences : 6 000 $) – demande de prix VSP-25-GAG-SP-ING-07 et autoriser une dépense totale de 2 558 011,04 $, taxes incluses.

Liste des preneurs _ SEAO_VSP-25-ING-01.pdf

PV ouverture_VSP-25-ING-01.pdf

VSP-25-ING-01_Soumission.pdf

VSP-25-ING-01_Grille d'analyse-Montréal 2030.pdf

VSP-25-ING-01_FORMULAIRE DE SOUMISSION.pdf

VSP-25-GAG-SP-ING-07_Groupe Civitas .pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nacira BOUHERAOUA
Ingénieure

Tél : (514) 213-9723
Télécop. : (514) 868-3517

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC. 270, rue Brunet Mont-Saint-Hilaire QC CAN J3H0M6 http://www.michaudville.com	Non diffusé	Julie Lalumière Téléphone: 4504469933 Courriel: jlalumiere@michaudville.com	**Transaction: (20168391)** 2025-03-07 10:12	Mode privilégié (plan): Courriel
ROXBORO EXCAVATION INC. 1620 Croissant Newman Dorval QC CAN H9P2R8	Publique	Jérémie G. Théoret (BL-US) Téléphone: 5146311888 Courriel: estimationblainville@roxboro.ca	**Transaction: (20178658)** 2025-03-18 13:50	Mode privilégié (plan): Messagerie
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal QC CAN H1H3L6	Publique	Andrea Bucaro Téléphone: 5143257729 Courriel: abucaro@bucaro.ca	**Transaction: (20179611)** 2025-03-19 11:54	Mode privilégié (plan): Courriel
SAHO CONSTRUCTION INC. 184 route 138 Cap-Santé QC CAN G0A1L0	Publique	Dan Renauld Téléphone: 4186143425 Courriel: drenauld@sahoconstruction.com	**Transaction: (20185120)** 2025-03-25 21:14	Mode privilégié (plan): Messagerie
LES PAVAGES CÉKA INC. 1138 Bd Sainte-marguerite Mercier QC CAN J6R2L1	Non diffusé	alain tremblay Téléphone: 4506996671 Courriel: atremblay@pavagesceka.com	**Transaction: (20167738)** 2025-03-06 15:52	Mode privilégié (plan): Courriel
PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert QC CAN J3Y6T1	Non diffusé	Maria Villegas Téléphone: 4503212442 Courriel: info-rs@pavagesmetropolitain.com	**Transaction: (20170419)** 2025-03-10 15:51	Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Soumission publique

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à la mairie d'arrondissement, située au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, le **8 avril 2025, à 10 h 30.**

Sont présents : Nadia Delvigne-Jean, analyste-rédactrice
Claude-Etienne Poisson, préposé au contrôle des dossiers
Lisanne Vaillancourt, adjointe de direction

SOUMISSION VSP-25-ING-01

Travaux de voirie et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Les soumissions reçues, suite à l'appel d'offres public, sont ouvertes par l'analyste-rédactrice. Les entreprises suivantes déposent une soumission :

Soumissionnaires	Prix incluant les taxes
LES PAVAGES CÉKA INC. 1138, Bd Sainte-Marguerite Mercier QC J6R 2L1	2 066 797,71 $
PAVAGES MÉTROPOLITAIN INC. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert QC J3Y 6T1	2 115 641,88 $
ROXBORO EXCAVATION INC. 1620, Croissant Newman Dorval QC H9P 2R8	2 370 000,00 $
SAHO CONSTRUCTION INC. 184, route 138 Cap-Santé QC G0A 1L0	2 793 656,80 $
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC. 10441, rue Balzac Montréal-Nord QC H1H 3L6	2 809 147,96 $

Nadia Delvigne-Jean

Claude-Etienne Poisson

Lisanne Vaillancourt

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux

N° : VSP-25-ING-01

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Secrétaire d'arrondissement 405, avenue Ogilvy, bureau 100 Montréal (Québec), H3N 1M3
7	mars	2025	8	avril	2025	

Travaux de voirie et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de voirie et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	
Montant total avant taxes :	1 797 606,18 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	89 880,31 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	179 311,22 $
Montant total :	**2 066 797,71 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160427812

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Les Pavages Céka inc

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1143, boul. St-Jean-Baptiste, Mercier (Québec) J6R 0H6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Déclaration d'intégrité :
En signat sa soumission, le soumissionnaire fait la déclaration prévue ci-dessous :
« Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des élements prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu.»

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 450-699-6671		
SYLVAIN AGANIER, PRÉSIDENT	Télécopieur : 450-699-1847		
	Courriel : info@pavagesceka.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	8	avril	2025

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux

N° : VSP-25-ING-01

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Secrétaire d'arrondissement 405, avenue Ogilvy, bureau 100 Montréal (Québec), H3N 1M3
7	**mars**	**2025**	**8**	**avril**	**2025**	

Travaux de voirie et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de voirie et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	
Montant total avant taxes :	_____ $
Taxe sur les produits et services 5 % :	_____ $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	_____ $
Montant total :	**_____ $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : _____

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): _____

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

_____

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Déclaration d'intégrité :
En signat sa soumission, le soumissionnaire fait la déclaration prévue ci-dessous :
« Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des élements prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu.»

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :		
	Télécopieur :		
	Courriel :		
Signature:	Jour	Mois	Année

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Travaux de voirie et de remplacement de branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Description	# Simon	Montant	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total
PARTIE A					
CONDITIONS GÉNÉRALES		- $	- $	- $	- $
MAINTIEN ET GESTION DE LA MOBILITÉ		- $	- $	- $	- $
TRAÇABILITÉ ET SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE		- $	- $	- $	- $
REMPLACEMENT DES ENTRÉES DE SERVICES EN PLOMB - SECTION PUBLIQUE		- $	- $	- $	- $
REMPLACEMENT DES ENTRÉES DE SERVICES EN PLOMB - SECTION PRIVÉE		- $	- $	- $	- $
TRAVAUX DE TROTTOIRS, PLANTATIONS, CORRELATIFS, PAVAGE ET SIGNALISATIO		- $	- $	- $	- $
PARTIEB					
TRAVAUX DE DOS D'ÂNE		- $	- $	- $	- $
		Total avant taxes	**Total TPS**	**Total TVQ**	**Total taxes incl.**
		- $	**- $**	**- $**	**- $**

N°. d'inscription de la TPS: _____

N°. d'inscription de la TVQ: _____

Identification du soumissionnaire:

_____ Nom en caractères d'imprimerie

_____ Téléphone

_____ Télécopieur

_____ Titre

_____ Adresse courriel

_____ Signature et date

Section C - Bordereau de soumission

Partie A - Travaux de voirie et de remplacement des branchement d'eau en plomb

Seq	Items	Description	Quantité Probable	Unité Mesure	Prix Unitaire	Montant
1		**CONDITIONS GÉNÉRALES**				
1.1	II-IS-1100	**ASSURANCES, GARANTIES ET FRAIS GÉNÉRAUX DE CHANTIER** Voir cahier des charges - Section III - CCAS , art.4	1	global		- $
		Sous-total 1 :				**- $**
2		**MAINTIEN ET GESTION DE LA MOBILITÉ**				
2.1	II-8A-1101	**MAINTIEN DE LA MOBILITÉ ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE** Voir cahier des charges - Section III - CCAS , art.16	1	global		- $
		Sous-total 2 :				**- $**
3		**TRAÇABILITÉ ET SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE**				
3.1	II-TS-2303	**SONDAGE POUR CARACTERISATION ENVIRONNEMENTALE** Voir DTSI-O, art. 7.1 et 10.1	6	unité		- $
3.2	II-TS-2304	**TRAÇABILITÉ DES SOLS CONTAMINÉS ET SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE** Voir DTSI-O, art. 7.1 et 10.7	150	heure		- $
		Sous-total 3 :				**- $**
4		**REMPLACEMENT DES ENTRÉES DE SERVICES EN PLOMB - SECTION PUBLIQUE**				
4.1	II-1A-4201	**BRANCHEMENT D'EAU DE 50 MM ET MOINS EN EXCAVATION SUR UNE CONDUITE EXISTANTE** Voir DTSI-O, art. 5.2, 7.6, 10.2 et 10.3 Voir DTNI-1A, dessins DNI-1A-201 & DNI-1A-202	2	unité		- $
4.2	II-1A-4202	**BRANCHEMENT D'EAU DE 50 MM ET MOINS PAR TORPILLAGE OU TIRAGE SUR UNE CONDUITE EXISTANTE** Voir DTSI-O, art. 5.2, 7.6 et 10.2 Voir DTNI-1A, dessins DNI-1A-201 & DNI-1A-202	26	unité		- $
4.3	II-1A-4902	**FOSSE D'EXPLORATION POUR BRANCHEMENT D'EAU PAR HYDRO-EXCAVATION OU CREUSAGE PNEUMATIQUE** Voir DTSI-O, art. 7.2	35	unité		- $
4.4	II-1A-4901	**EXCAVATION SUPPLÉMENTAIRE POUR BRANCHEMENT D'EAU** Voir DTSI-O, art. 10.3	20	m.cu		- $
4.5	II-1A-13301	**RÉPARATION DE BRANCHEMENT D'ÉGOUT EXISTANT**	12	m.lin		- $
4.6	II-1A-18301	**ISOLANT THERMIQUE** Voir DTNI-1A, dessin DNI-1A-207	15	m.ca		- $
4.7	II-3A-1101	**TROTTOIR MONOLITHIQUE EN BÉTON** Voir DTSI-V, art 7.11 Voir DTNI-3A, dessins DNI-3A-100 & DNI-3A-600 à 605	20	m.ca		- $
4.8	II-3A-1102	**TROTTOIR BOULEVARD EN BÉTON** Voir DTSI-V, art 7.11 et voir DTNI-3A, dessins DNI-3A-100 & DNI-3A-602	5	m.ca		- $
4.9	II-3A-7101	**BANDE EN RIVE EN ENROBÉ (TRAFIC LÉGER)**	8	m.ca		- $
4.10	II-TS-3006	**CLOTURE EXISTANTE** Voir DTSI-O, art. 10.4	10	m.lin		- $
4.11	IP-TS-3004	**HAIE EXISTANTE** Voir DTSI-O, art.10.5	18	m.lin		- $
4.12	IP-TS-3006	**ARBUSTE EXISTANT** Voir DTSI-O, art.10.6	2	unité		- $
4.13	IP-5A-112	**TERREAU MÉLANGE 2 POUR LITS DE PLANTATION (VIVACES, GRAMINÉS ET ARBUSTES)** Voir DTSI-O, art. 7.10	5	m.cu		- $
4.14	IP-3A-1101	**GAZON EN PLAQUE POUR TERRAIN STANDARD** Voir DTSI-O, art. 7.10	38	m.ca		- $
4.15	II-3A-7201	**RÉPARATION DE COURS D'EAU - CHAUSSÉE MIXTE SANS TRAFIC LOURD**	6	m.ca		- $
4.16	II-3B-4301	**RÉFECTION DE COUPE - CHAUSSÉE MIXTE SANS TRAFIC LOURD** Voir DTSI-O, art. 7.5 et voir DTNI-3B, dessin DNI-3B-401	75	m.ca		- $
4.17	II-7A-2301	**GESTION DES SOLS B-C (INFRA)**	40	tonne		- $
4.18	II-7A-2302	**GESTION DES SOLS > C (INFRA)**	20	tonne		- $
		Sous-total 4 :				**- $**
5		**REMPLACEMENT DES ENTRÉES DE SERVICES EN PLOMB - SECTION PRIVÉE**				
5.1	II-1A-4301	**REMPLACEMENT EN EXCAVATION D'UN BRANCHEMENT D'EAU DE 50 MM OU MOIN DANS LA SECTION PRIVÉE** Voir DTSI-O, art. 7.6.2, 10.2 - Voir DTNI-1A, dessins DNI-1A-201	15	m.lin		- $

5.2	II-1A-4302	**REMPLACEMENT PAR TIRAGE OU TORPILLAGE D'UN BRANCHEMENT D'EAU DE 50 MM OU MOINS DANS LA SECTION PRIVÉE**	100	m.lin		- $
5.3	II-1A-4303	**REMPLACEMENT D'UN BRANCHEMENT D'EAU DE 50 MM ET MOINS À L'INTÉRIEUR DU BÂTIMENT**	10	unité		- $
5.4	II-1A-4902	**FOSSE D'EXPLORATION POUR BRANCHEMENT D'EAU PAR HYDRO-EXCAVATION OU CREUSAGE PNEUMATIQUE** Voir DTSI-O, art. 7.2	4	unité		- $
5.5	II-1A-4901	**EXCAVATION SUPPLÉMENTAIRE POUR BRANCHEMENT D'EAU** Voir DTSI-O, art. 10.3	6	m.cu		- $
5.6	II-1C-1101	**MISE A LA TERRE TEMPORAIRE**	4	unité		- $
5.7	II-3A-7101	**BANDE EN RIVE EN ENROBÉ (TRAFIC LÉGER)**	5	m.ca		- $
5.8	IP-3A-1101	**GAZON EN PLAQUE POUR TERRAIN STANDARD** Voir DTSI-O, art. 7.10	15	m.ca		- $
		Sous-total 5 :				**- $**
6		**TROTTOIRS, BORDURES ET AMÉNAGEMENTS**				
6.1	II-3A-1101	**TROTTOIR MONOLITHIQUE EN BÉTON** Voir DTSI-V, art 7.10 Voir DTNI-3A, dessins DNI-3A-100 & DNI-3A-600 à 605	850	m.ca		- $
6.2	II-3A-1102	**TROTTOIR BOULEVARD EN BÉTON** Voir DTSI-V, art 7.10 et voir DTNI-3A, dessins DNI-3A-100 & DNI-3A-602	15	m.ca		- $
6.3	II-3A-1103	**TROTTOIR STRUCTURAL POUR FOSSE D'ARBRE** Voir DTSI-V, art 7.10 et voir DTNI-3A, dessins DNI-3A-501	7	m.ca		- $
6.4	II-3A-2102	**BORDURE EN BÉTON ARMÉ 300 MM DE LARGEUR** Voir DTNI-3A, dessin DNI-3A-200	91	m.lin		- $
6.5	II-3A-1201	**TREILLIS MÉTALLIQUE** Voir DTSI-V, art 7.9 et Voir DTNI-3A, dessin DNI-3A-101	285	m.ca		- $
6.6	II-3A-1202	**PLAQUES PODOTACTILES** Voir DTNI-3A, dessin DNI-3A-700	13	m.lin		- $
6.7	II-3A-1203	**MANCHON EN ACIER POUR SIGNALISATION VERTICALE** Voir DTNI-3A, dessin DNI-3A-704	4	unité		- $
6.8	II-TS-8110	**BOLLARD** Voir DTSI-V, art.10.3 - Voir DTNI-3A, dessin DNI-3A-703	44	unité		- $
6.9	II-3A-7101	**BANDE EN RIVE EN ENROBÉ (TRAFIC LÉGER)**	40	m.ca		- $
6.10	II-3A-7104	**NIVELLEMENT DE PAVÉS ET DALLES DE BETON EXISTANTS**	28	m.ca		- $
6.11	IP-3A-1101	**GAZON EN PLAQUE POUR TERRAIN STANDARD**	120	m.ca		- $
6.12	II-3A-7201	**RÉPARATION DE COURS D'EAU - CHAUSSÉE MIXTE SANS TRAFIC LOURD** Voir DTNI-3A, dessin DNI-3A-702	175	m.ca		- $
6.13	II-3A-7203	**RÉPARATION DE COURS D'EAU - CHAUSSÉE SOUPLE SANS TRAFIC LOURD** Voir DTNI-3A, dessin DNI-3A-702	35	m.ca		- $
		Sous-total 6 :				**- $**
7		**PLANTATION DE VÉGETAUX**				
7.1	II-3A-8301	**EXCAVATION POUR INFRASTRUCTURE DRAINANTE, FOSSE D'ARBRE OU FOSSE DE PLANTATION**	155	m.cu		- $
7.2	IP-5A-115	**TERREAU MÉLANGE 1 POUR FOSSE D'ARBRE**	180	m.cu		- $
7.3	IP-5B-1101	**FOURNITURE ET PLANTATION D'ARBRES FEUILLUS (Calibre 50mmPB)** Voir DTSI-V, art. 7.6	8	unité		- $
7.4	IP-5B-1103	**FOURNITURE ET PLANTATION D'ARBUSTES FEUILLUS (2 gallons)** Voir DTSI-V, art. 7.6	2	unité		- $
7.5	IP-5B-1105	**FOURNITURE ET PLANTATION DE VIVACE ET GRAMINÉS (2 gallons)** Voir DTSI-V, art. 7.6	704	unité		- $
7.6	II-3A-8201	**GÉOTEXTILE ANTI-MAUVAISES-HERBES**	155	m.ca		- $
7.7	II-3A-8202	**GÉOCOMPOSITE POUR INFRASTRUCTURE VERTE DRAINANTE** Voir DTNI-3A, dessin DNI-3A-581	120	m.ca		- $
7.8	II-3A-8501	**PIERRE DE RIVIÈRE (INCLUANT LE GÉOTEXTILE DE SÉPARATION)** Voir DTNI-3A, dessins DNI-3A-562 & 563	30	m.ca		- $
7.9	II-TS-8501	**ESSAI D'ÉCOULEMENT POUR INFRASTRUCTURE VERTE DRAINANTE** Voir DTSI-V, art. 9.1 et art. 10.8	1	global		- $
		Sous-total 7 :				**- $**
8		**TRAVAUX CORRELATIFS**				
8.1	II-1A-15201	**PUISARD DE RUE SUR CONDUITE EXISTANTE AVEC PERCEMENT** Voir DTSI-O, art. 7.14 - Voir DTNI-1A, dessin DNI-1A-600, 604, 300 & 302	2	unité		- $
8.2	II-1A-15502	**CADRE FIXE ET GRILLE DE PUISARD DE RUE (À REMPLACER PAR AJUSTABLE)** Voir DTSI-O, art. 7.13 - Voir DTNI-1A, dessin DNI-1A-300 & 302	11	unité		- $
8.3	II-1A-16502	**CADRE FIXE ET TAMPON DE REGARD (À REMPLACER PAR AJUSTABLE)** Voir DTSI-O, art. 7.13 - Voir DTNI-1A, dessins DNI-1A-301 & DNI-1A-	6	unité		- $

8.4	II-1A-5402	**CADRE FIXE ET TAMPON DE CHAMBRE DE VANNE (À REMPLACER PAR AJUSTABLE)** Voir DTSI-O, art. 7.13	5	unité		- $
8.5	I-1A-6301	**EXTENSION FLOTTANTE DE BOUCHE À CLÉ DE VANNE À REMPLACER** Voir DTSI-O, art. 7.13 - Voir DTNI-1A, dessin DNI-1A-203	1	m.lin		- $
8.6	II-1A-15505	**CADRE FIXE ET GRILLE EN DÔME** Voir DTSI-O, art. 7.13	2	unité		- $
8.7	II-1A-16403	**SECTION DE CHEMINÉE DE REGARD À REMPLACER** Voir DTSI-O, art. 7.13 - Voir DTNI-1A, dessin DNI-1A-306 & 307	1	m.lin		- $
8.8	II-1A-15406	**SECTION DE PUISARD À REMPLACER** Voir DTSI-O, art. 7.13 - Voir DTNI-1A, dessin DNI-1A-306 & 307	1	m.lin		- $
8.9	II-3B-4101	**RÉFECTION DE COUPE - CHAUSSÉE SOUPLE SANS TRAFIC LOURD** Voir DTNI-3B, dessin DNI-3B-400	33	m.ca		- $
8.10	II-3B-4301	**RÉFECTION DE COUPE - CHAUSSÉE MIXTE SANS TRAFIC LOURD** Voir DTNI-3B, dessin DNI-3B-401	70	m.ca		- $
8.11	II-TS-4401	**PUITS D'ACCÈS À NIVELER** Voir DTSI-V, art 7.7 et art.10.7	1	unité		- $
		Sous-total 8 :				**- $**
9		**TRAVAUX DE PLANAGE - REVÊTEMENT**				
9.1	II-3B-6106	**PLANAGE DE CHAUSSÉE SUR +/- 50 MM D'ÉPAISSEUR (MOYENNE)**	6530	m.ca		- $
9.2	II-TS-3635	**RÉPARATION DES DÉFAUTS PONCTUELS** Voir DTSI-V, art 7.2 et art.10.2	45	tonne		- $
9.3	II-3B-2803	**LIANT D'ACCROCHAGE DE TYPE CRS-1h - TAUX RÉSIDUEL DE 0,3**	6530	m.ca		- $
9.4	II-3B-2310	**ENROBÉ BITUMINEUX ESG-10, 3B, 2, PG 64H-28 50 MM D'ÉPAISSEUR**	820	tonne		- $
9.5	II-3B-8201	**NETTOYAGE DES STRUCTURES EXISTANTES** Voir DTSI-V, art 7.8	1	global		- $
9.6	II-3B-2901	**DOS D'ÂNE** Voir DTSI-V, art. 7.3 - Voir DTNI-3B, adessin DNI-3B-103	22	ml		- $
		Sous-total 9 :				**- $**
10		**SIGNALISATION**				
10.1	II-TS-2202	**MARQUAGE DE CHAUSSÉE** Voir DTSI-V, art. 7.4 et 10.4	1	global		- $
10.2	II-TS-2101	**MARQUAGE POUR DOS D'ÂNES (prix par triangle)** Voir DTSI-V, art. 7.4 et 10.5	6	unité		- $
10.3	II-TS-8005	**SIGNALISATION VERTICALE** Voir DTSI-V, art. 7.5 et 10.6 et voir plans de signalisation	1	global		- $
		Sous-total 10 :				**- $**
		TOTAL PARTIE A				**- $**

Partie B - Travaux de dos d'âne sur diverses rues de l'Arrondissement

Seq	Items	Description	Quantité Probable	Unité Mesure	Prix Unitaire	Montant
1		**CONDITIONS GÉNÉRALES**				
1.1	II-IS-1100	**ASSURANCES, GARANTIES ET FRAIS GÉNÉRAUX DE CHANTIER** Voir cahier des charges - Section III - CCAS , art.4	1	global		- $
		Sous-total 1 :				**- $**
2		**MAINTIEN ET GESTION DE LA MOBILITÉ**				
2.1	II-8A-1101	**MAINTIEN DE LA MOBILITÉ ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE** Voir cahier des charges - Section III - CCAS , art.18	1	global		- $
		Sous-total 2 :				**- $**
3		**TRAVAUX DE DOS D'ÂNE**				
3.1	II-3B-2901	**DOS D'ÂNE** Voir DTSI-V, art. 7.3 - Voir DTNI-3B, adessin DNI-3B-103	330	ml		- $
3.2	II-TS-2101	**MARQUAGE POUR DOS D'ÂNES (prix par triangle)** Voir DTSI-V, art. 7.4 et 10.5	117	unité		- $
3.3	II-TS-8005	**SIGNALISATION VERTICALE (POUR DOS D'ÂNES)** Voir DTSI-V, art. 7.5 et 10.6				
		PANNEAU (CODE MTQ D-361)	47	unité		- $
		PANONCEAU (CODES MTQ D-240-P-10-D et D-240-P-10-G)	47	unité		- $
		TIGE MÉTALLIQUE STANDARD	34	unité		- $
		Sous-total 3 :				**- $**
		TOTAL PARTIE B				**- $**
		TOTAL PARTIE A ET B				**- $**

Formulaire de demande de prix

Description	**Services professionnels en gestion et surveillance des travaux de voirie et de remplacement de branchements d'eau en plomb, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension**	**Numéro de contrat**	**VSP-25-GAG-SP-ING-07**

Date d'émission	**19-03-2025**	**Date limite de réception des offres**	**02-04-2025**	**10 h 30**
Responsable du dossier	**Nacira Bouheraoua**	**Répondre par courriel à l'adresse**	soumissions-vsp@montreal.ca	

CLAUSES CONTRACTUELLES

1. Contexte

La présente demande de prix vise la fourniture de Services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux de réfection mineure de trottoirs dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

2. Prix

Les prix inscrits à la soumission sont exprimés en dollars canadiens et sont fermes pour toute la durée du contrat et devront inclure tous les frais liés à la main-d'œuvre, les frais d'administration, les frais de déplacement, les frais de repas, les profits et les autres frais indirects (frais de licences, d'obtention de permis et de certificats d'assurance).

Toute soumission déposée demeure valide pour une période de quatre vingt dix (90) jours suivant la date et l'heure limites prévues pour la réception des soumissions.

3. Biens équivalents

Toute substitution éventuelle de ressources affectées au projet, devra être préalablement approuvée par la Ville et devra se faire avec du personnel de formation et d'expérience équivalentes ou supérieures.

4. Délai et lieu de livraison

4.1 Le fournisseur devra être en mesure de fournir les services durant toute la période des travaux et la période de garantie du projet.
4.2 Le fournisseur doit fournir les services à l'adresse suivante :

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Division mobilité et études techniques
405, avenue Ogilvy, bureau 200
Montréal (Québec) H3N 1M3

5. Octroi du contrat

5.1 Si votre soumission est retenue, vous en serez informé et un bon de commande vous sera envoyé après l'octroi du contrat au conseil du 6 mai 2025.

5.2 La Ville n'est pas tenue de donner suite à cette demande de prix. Seul le soumissionnaire retenu sera informé.

6. Charte de la langue française

Toutes les entreprises qui exercent des activités au Québec et qui emploient 50 personnes ou plus doivent respecter les dispositions d'application immédiate de la *Charte de la langue française* sur la langue du travail (articles 41 à 46.1) et sur la langue du commerce et des affaires (articles 50.2 à 68.1).
L'entreprise qui souhaite déposer un offre dans le cadre de cette demande de prix doit s'inscrire à l'Office québécois de la langue française et fournir une attestation de francisation en même temps que son offre. De plus, l'entreprise devra compléter la déclaration jointe à l'envoi.
Sous le seuil de 50 employés, il n'est pas nécessaire d'appliquer cette disposition avant le 1er juin 2025.

7. Déclaration d'intégrité

"En signant ce formulaire de demande de prix, le soumissionnaire fait la déclaration prévue ci-dessous :
« Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des élements prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu.»

Numéro d'entreprise (NEQ)	1179398327		
Adresse du soumissionnaire	400, avenue Sainte-Croix, bureau 2220, Montréal (Québec) H4N 3L4		
Nom du représentant du soumissionnaire	Louise Lavoie		
Courriel	louise.lavoie@groupecivitas.com	**Téléphone**	1 888 399-6767 / 450
Signature du représentant du soumissionnaire			

Montant total (avant taxes)	77 525,00 $
TPS 5 %	3 876,25 $
TVQ 9,975 %	7 733,12 $
Montant total (taxes incluses)	89 134,37 $

Commentaires du soumissionnaire	*Durée de la garantie des biens (si applicable), précisions sur les délais, propositions des substituts ou équivalents (si applicable), etc.*

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *VSP-25-ING-01*
Unité administrative responsable : *Division mobilité et études techniques*
Projet : *Travaux de voirie et de remplacement des branchements d'eau en plomb sur diverses rues de l'arrondissement VSP*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 1: Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 D'ICI 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050; Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 1 : la plantation d'arbres et de végétaux dans les fosses des avancées de trottoirs contribue à la lutte contre les changements climatiques et à la réduction des émissions de GES. Priorité 19 : La sécurisation des intersections par la construction d'avancées de trottoirs et le remplacement des entrées d'eau en plomb permettent d'offrir aux citoyens une vie sécuritaire et de qualité.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1256530001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à 9282-0786 Québec inc. (Groupe DCR), plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 2 470 141,30 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 2 914 766,74 $, taxes incluses (contingences : 370 521,20 $; incidence 74 104,24 $) - appel d'offres public VSP-24-IMM-13 (7 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'octroyer un contrat à Groupe DCR, plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réfection des systèmes électromécaniques et de décarbonation des systèmes à gaz à la piscine René Goupil, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 2 470 141,30 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VSP-24-IMM-13 (7 soumissionnaires)
2. d'autoriser un budget de contingences de 370 521,20 $, taxes incluses;
3. d'autoriser un budget d'incidences de 74 104,24 $, taxes incluses;
4. de procéder à une évaluation du rendement du Groupe DCR;
5. d'imputer ces dépenses conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Annette DUPRÉ **Le** 2025-04-22 17:21

Signataire : Annette DUPRÉ

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256530001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à 9282-0786 Québec inc. (Groupe DCR), plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 2 470 141,30 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 2 914 766,74 $, taxes incluses (contingences : 370 521,20 $; incidence 74 104,24 $) - appel d'offres public VSP-24-IMM-13 (7 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le système de déshumidification de la piscine René Goupil, situé au 4250 rue du parc René Goupil à Montréal, est présentement défectueux. Les équipements électromécaniques qui assurent le chauffage du bâtiment, de l'eau chaude domestique et de l'eau chaude de la piscine, ainsi que la ventilation du bâtiment fonctionnent au gaz naturel. Le chauffage au gaz naturel fait en sorte que le bâtiment de la piscine René Goupil est classé 39e émetteur de GES du parc immobilier de la ville de Montréal (selon les données 2023).

Le projet consiste au remplacement des systèmes ayant atteint la fin de leur durée de vie utile, et ce, dans le cadre du Programme de protection des bâtiments de compétence local, volets maintien d'actifs (PPBCL) administré par la ville centre (SGPI). Le projet vise également la réduction de l'intensité énergétique et de l'émission de GES, et ce, dans le cadre du plan de mise en oeuvre pour une économie verte 2030 (PEV) du gouvernement du Québec et par le programme d'énergie verte pour la décarbonation des immeubles municipaux (PEV-DIM) de la ville de Montréal, l'objectif étant d'atteindre une réduction de 37,55% par rapport au niveau d'émissions de 1990.

L'objet du présent dossier vise l'octroi d'un contrat pour l'exécution des travaux de réfection des systèmes électromécaniques et de décarbonation des systèmes à gaz à la piscine René Goupil.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 140092 du 9 avril 2024 - 1246530001 : Octroyer un contrat à la firme GBI experts-conseils inc., pour des services professionnels en ingénierie électrique et mécanique pour la réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil.
2246530001 - 27 mars 2024 : Octroyer un contrat à Fabriq architecture pour des services professionnels en architecture et en ingénierie de structure pour le réaménagement en lien avec la réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil

DESCRIPTION

Dans le but de mettre à niveau les systèmes électromécaniques et de réduire les gaz à effet de serre (GES) par la décarbonation des systèmes à gaz, l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension désire octroyer un contrat à Groupe DCR, plus bas soumissionnaire conforme, pour l'exécution des travaux de réfection des systèmes électromécaniques.

Le contrat inclut, entre autres, mais sans s'y limiter, les éléments suivants :

- Fourniture et installation d'un système de ventilation avec récupération de chaleur à cassette pour les vestiaires de la piscine
- Fourniture d'une unité de déshumidification de la piscine avec un système de récupération de chaleur dans les prises d'air et évacuation via une boucle d'eau glycolée et nouvelle distribution d'air dans l'enceinte
- Fourniture et installation d'un nouveau système de ventilation des locaux des vestiaires du parc
- Fourniture, installation et raccordement d'un chauffe-eau indirect en série avec le chauffe-eau au gaz naturel existant
- Fourniture et installation d'un échangeur de chaleur à plaques pour la purge et le renouvellement d'eau la piscine.
- Fourniture et installation de nouveaux équipements de mesures de la turbidité et des solides dissous pour le contrôle de qualité de l'eau de piscine
- Fourniture et installation d'une nouvelle chaudière électrique et modification de la boucle de chauffage incluant de nouvelles pompes avec variateurs de fréquences
- Nouveau système de contrôles et régulations automatiques et migration des contrôleurs existants
- Modification du panneau de contrôle du système de filtration de la piscine
- Installation d'un compteur électrique et gestion de la pointe électrique
- Nouveau système d'évacuation d'air des trichloramines
- Nouvelle entrée électrique à 600A et nouvelle distribution électrique
- Ajout des valves de contrôle sur les cabinets de chauffage et aéroconvecteurs existants
- Balancement hydraulique du réseau de chauffage
- Balancement aéraulique complet des systèmes de ventilation
- Réfection de l'éclairage de l'enceinte de la piscine
- Travaux d'architecture, structure et de civil nécessaires à la réalisation des présents travaux.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres a été publié sur le système électronique d'appel d'offres public (SÉAO) le 20 mars 2025 et les soumissions ont été ouvertes au bureau d'arrondissement le 16 avril 2025. La durée de la publication a été de vingt sept (27) jours de calendrier. La soumission est valide pendant les soixante (60) jours qui suivent sa date d'ouverture.
Six (06) addendas ont été émis lors de cet appel d'offres.

Numéro de l'addenda	Date	Contenu
1	1 avril 2025	Rappel de la clause 2.4.5 des IAS
2	2 avril 2025	Ajout de deux jours de visite soit le 3 et 4 avril 2025
3	3 avril 2025	Modifications aux plans et devis
4	4 avril 2025	Réponse aux questions posées et aux demandes d'équivalence
5	7 avril 2025	Réponses aux demandes d'équivalence

6	8 avril 2025	Modification aux plans et devis

Ces addendas ont permis de préciser la portée de certains travaux, d'approuver des produits équivalents, d'apporter des précisions sur la mise en oeuvre et de faire un rappel sur le délai prescrit pour poser des questions ayant une incidence sur le prix.
Sur les quatorze (14) preneurs du cahier des charges, sept (7) entreprises ont déposé une soumission, dont deux sont non conformes. La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.
Le tableau des résultats d'ouverture de soumission suivant résume la liste des soumissionnaires et les prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant de l'octroi:

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
9282-0786 Québec Inc. (Groupe DCR)	**2 470 141,30 $**		**2 470 141,30 $**
Afcor Construction Inc.	2 575 440,00 $		2 575 440,00 $
Norgéréq LTÉE	2 604 183,75 $		2 604 183,75 $
Provoca Inc	2 605 333,50 $		2 605 333,50 $
Le Groupe Saint-Lambert	2 629 458,51 $		2 629 458,51 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 115 091,39 $		3 115 091,39 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-644 950,09 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-20,70%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			105 298,7 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			4,26%

L'écart entre la dernière estimation réalisée et le plus bas soumissionnaire représente - 644 950,09 $, soit - 20,70 %. Cet écart peut être principalement expliqué par une disponibilité de l'entrepreneur et par une compétition favorable dans ce secteur. Étant donné que le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme respecte la conformité de l'appel d'offres public, il est recommandé d'accorder le contrat à 9282-0786 Québec Inc. (Groupe DCR) pour un montant de 2 470 141,30 $, taxes incluses, d'autoriser un budget de contingences de 15 % du montant de la soumission de 2 470 141,30 $, soit un montant de 370 521,20 $, taxes incluses, pour faire face aux travaux imprévus et d'autoriser un budget d'incidences de 74 104,24 $, taxes incluses, pour des dépenses connexes.

En vertu de l'encadrement C-OG-APP-D-22-001, il y
aura une évaluation du rendement de l'adjudicataire pour ce contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil est en partie admissible au Programme d'énergie verte pour la décarbonation des immeubles municipaux (PEV-DIM) de la ville de Montréal, géré par le SGPI et au Programme de protection des bâtiments de compétence locale (PPBCL), volets maintiens d'actifs du SGPI.

Afin de bénéficier du financement du Programme de protection des bâtiments de compétence locale (PPBCL), volets maintiens d'actifs, un dossier décisionnel, en parallèle de celui-ci, cheminera jusqu'au comité exécutif dans le but de faire autoriser le financement par ce programme, d'autoriser la dépense et d'autoriser la modification du financement du présent dossier. L'arrondissement financera temporairement la portion admissible au programme PPBCL afin de ne pas retarder l'octroi du contrat des travaux et le début de ceux-ci.

La répartition des dépenses pour les travaux entre le PDI de l'arrondissement et le PDI des programmes PEV-DIM et PPBCL, du SGPI, est faite en fonction des critères de financement de ces programmes.

- SGPI programme (PEV-DIM) : 61,35%
- SGPI programme (PPBCL): 30,06%
- PDI de l'arrondissement : 8,59%

La dépense totale de ce contrat est de 2 914 766,74 $, taxes incluses, soit 2 661 570,54 $, net de ristournes. Le budget des travaux est de 2 470 141,30 $, taxes incluses, soit 2 255 568,25 $, net de ristournes. Le budget des contingences est de 370 521,20 $, taxes incluses, soit 338 335,24 $, net de ristournes. Le budget des incidences est de 74 104,24 $, taxes incluses, soit 67 667,05 $, net de ristournes.

L'arrondissement a assumé 100% des coûts des services professionnels pour la conception des plans et devis du projet et la surveillance des travaux. Une répartition doit se faire entre le financement par le programme PEV-DIM et celui du PDI de l'arrondissement. Le PEV-DIM assumera 61,35% des honoraires professionnels du montant total de 376 752,38 $, taxes incluses, soit 231 137,58 $, taxes incluses. Ce montant sera réparti comme suit :

- Travaux : 78 605,31 $, taxes incluses;
- Contingences : 143 206,44 $, taxes incluses;
- Incidences : 9 325,83 $, taxes incluses.

La dépense totale se répartit comme suit (taxes incluses) :

Description	SGPI (PEV-DIM)	SGPI (PPBCL) assumé temporairement par VSP	Arrondissement VSP	Total
Contrat exécution de travaux	1 515 431,69 $	876 104,30 $	78 605,31 $	**2 470 141,30 $**
portion SP-PEVDIM déja assumé par VSP	78 605,31 $	-	(78 605,31 $)	0 $
Contingences (15 %)	227 314,76 $	-	143 206,44 $	**370 521,20 $**
portion SP-PEVDIM déja assumé par VSP	143 206,44 $	-	(143 206,44 $)	0 $
Incidences (3 %)	45 462,95 $	-	28 641,29 $	**74 104,24 $**
portion SP-PEVDIM déja assumé par VSP	9 325,83 $	-	(9 325,83 $)	0 $
Total taxes incluses:	**2 019 346,97 $**	**876 104,30$**	**19 315,46 $**	**2 914 766,74 $**

Total net de ristournes:	**1 843 932,94 $**	**800 000,00 $**	**17 637,59 $**	**2 661 570,54 $**

Le montant de 1 843 932,94 $, net de ristournes, sera assumé par le SGPI (programme d'énergie verte pour la décarbonation des immeubles municipaux PEV-DIM).
Le montant de 800 000,00 $, net de ristournes, admissible au Programme de protection des bâtiments de compétence locales (PPBCL), volet maintien d'actifs, sera assumé temporairement par le PDI de VSP.
Le montant de 17 637,59 $, net de ristournes, sera assumé par le PDI de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

Le budget net de ristournes requis de 2 661 570,54 $ pour donner suite à ce dossier est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet investi (net de ristournes) k$	2025	2026	Total
Programme de transition écologique PEV-DIM	797	1 047	1 844
PDI arrondissement VSP (PPBCL)	800	0	800
PDI arrondissement VSP	0	18	18
TOTAL	1 597	1 065	2 662

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit :

- Priorité 1 : Réduire de 55 % les émissions GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.
- Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaise et des Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat de construction pour la réfection des systèmes électromécaniques n'est pas octroyé, la Ville de Montréal ne pourra réduire ses émissions de GES et respecter son plan stratégique Montréal 2030, et ce, en plus de perdre la subvention PEV-DIM qui provient du gouvernement du Québec**.**
Si le contrat de construction n'est pas octroyé la mise à niveau des systèmes électromécaniques du bâtiment de la piscine René Goupil ne sera pas réalisé ce qui entraînera la dégradation du bâtiment, en plus de perdre le financement du programme PPBCL.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux de construction: mai 2025
Fin des travaux de construction : mars 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Luu Lan LE)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benoit PAILLE, Service de la gestion et planification des immeubles
Jean WALSH, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Benoit PAILLE, 22 avril 2025
Jean WALSH, 17 avril 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Souad BAZIZ
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 209 9694
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-11

Alain FISET
Chef d'équipe - Gestion immobilière

Tél : 438-870-4393
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1256530001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Octroyer un contrat à 9282-0786 Québec inc. (Groupe DCR), plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 2 470 141,30 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 2 914 766,74 $, taxes incluses (contingences : 370 521,20 $; incidence 74 104,24 $) - appel d'offres public VSP-24-IMM-13 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1256530001 - Travaux piscine René-Goupil - PEV-DIM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-22

Sonia RODI
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

NO GDD : 1256530001

Taux net: 1.0951303727

No d'engagement: CC56530001

Taux brut: 1.1497500000

		Dépenses taxes incluses	Dépenses avant taxes	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Provenance (information pour les finances uniquement)					
24-009	*6101.7724009.803403.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000*	*2,019,346.97 $*	*1,756,335.70 $*	*1,843,932.94 $*	*1,843,935 $*

Imputations à des fins de bon de commande

contrat	6101.7724009.801650.07151.57201.000000.0000.204339.000000.22035.00000	1,594,037.00 $	1,386,420.53 $	1,455,568.25 $	1,455,569 $
contingences	6101.7724009.801650.07151.57201.000000.0000.204339.070008.22035.00000	370,521.19 $	322,262.40 $	338,335.23 $	338,336 $
incidences	6101.7724009.801650.07151.57201.000000.0000.204339.070002.22035.00000	54,788.78 $	47,652.78 $	50,029.46 $	50,030 $
		2,019,346.97 $	1,756,335.70 $	1,843,932.94 $	1,843,935.00 $

Information budgétaire

Projet : 66169 - Programme de transition écologique pour le parc immobilier
Sous-Projet INVESTI: 2566169-011 - 0312 - Piscine René-Goupil - Travaux de mise aux normes PEVDIM
Sous-Projet SIMON: 204339
Requérant: GPI / Exécutant: Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

2025	2026	2027	2028	Ultérieur	Total

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1256530001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Octroyer un contrat à 9282-0786 Québec inc. (Groupe DCR), plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 2 470 141,30 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 2 914 766,74 $, taxes incluses (contingences : 370 521,20 $; incidence 74 104,24 $) - appel d'offres public VSP-24-IMM-13 (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1256530001 - Groupe DCR VSP-24-IMM-13.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Luu Lan LE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-17

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières - RFM
Tél : 514-872-6668
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1256530001

Nature du dossier: Octroyer un contrat à 9282-0786 Québec Inc. (Groupe DCR), plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 2 470 141,30 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 2 914 766,74 $, taxes incluses (contingences : 370 521,20 $; incidence 74 104,24 $) - appel d'offres public VSP-24-IMM-13 (7 soumissionnaires).

Source de financement: SGPI - Programme de transition écologique,
Programme de protection des bâtiments de compétence locales,
PDI VSMPE

No projet INVESTI: 42305 **Nom projet INVESTI :** Protection des bâtiments

No sous projet INVESTI: 2342305030 - 195711

INFORMNATIONS FINANCIÈRES : Répartition du financement

	Montant taxes incluses			
Description	**SGPI (PEV-DIM) 61,35%**	**SGPI (PPDCL) 30,06 %**	**VSMPE 8,59%**	**Total**
Contrat - Travaux	1 594 037,00 $	876 104,30 $	- $	2 470 141,30 $
Contingences (15%)	370 521,19 $	- $	- $	370 521,19 $
Incidences (3%)	54 788,78 $	- $	19 315,46 $	74 104,24 $
Total taxes incluses	**2 019 346,97 $**	**876 104,30 $**	**19 315,46 $**	**2 914 766,74 $**
Total net de ristournes	**1 843 932,94**	**800 000,00**	**17 637,59**	**2 661 570,54**

Note importante : Le montant net de 800 000 $ admissible au Programme de protection des bâtiments de compétence locales (PPBCL) doit être temporairement assumé par VSMPE. Le remboursement de ce montant à VSMPE sera effectué éventuellement par une écriture de correction d'imputation.

Clé comptable imputation

	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	Crédits nets
Contrat	6440.4024842.801650.07151.57201.014201.0000.195711.000000.22035.00000											800,000.00 $
Contingences	s/o											0.00 $
Incidences	6440.4024842.801650.07151.57201.014201.0000.195711.029327.22035.00000											17,637.59 $

	Contrat (PPDCL)	**Contingences (15%)**	**Incidences (3%)**	**TOTAL**
Taxes incluses	876,104.30 $	- $	19,315.46 $	**895,419.76 $**
Avant taxes	761,995.48 $	- $	16,799.70 $	**778,795.18 $**
Nettes (crédit)	**800,000.00 $**	**- $**	**17,637.59 $**	**817,637.60 $**

	TOTAL	**PDI 2025**	**PDI 2026**
Crédits nets de ristournes à autoriser	**817,637.60 $**	800,000.00 $	17,637.60 $

NOTES :
1) Conformément au courrier 38 révisé l'intervention financière des inances à ce GDD n'est pas requise ;
2) Nous attestons que le budget PDI de l'arrondissement ainsi que les soldes de crédits disponibles des règlements d'emprunt du programme 42305 sont suffisants pour donner suite à la recommandation de ce dossier

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256530001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Octroyer un contrat à 9282-0786 Québec inc. (Groupe DCR), plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 2 470 141,30 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 2 914 766,74 $, taxes incluses (contingences : 370 521,20 $; incidence 74 104,24 $) - appel d'offres public VSP-24-IMM-13 (7 soumissionnaires).

Procès-verbal d'ouverture des soumissions :

PV ouverture_VSP-24-IMM-13.pdf

Soumission retenue :

section A- formulaire de soumission25082DCR_VSP_24_IMM_13.pdf

Liste des preneurs de cahier de charges :

Liste des preneurs _ SEAO_VSP-24-IMM-13.pdf

Grille Montréal 2030 :

gdd_grille_analyse_montreal_2030- René Goupil.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Souad BAZIZ
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 209 9694
Télécop. :

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Soumission publique

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à la mairie d'arrondissement, située au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, le **16 avril 2025, à 10 h 30.**

Sont présents : Nadia Delvigne-Jean, analyste-rédactrice
Claude-Etienne Poisson, préposé au contrôle des dossiers
Gabrielle Gauthier, secrétaire d'arrondissement

SOUMISSION VSP-24-IMM-13

Travaux de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil

Les soumissions reçues, suite à l'appel d'offres public, sont ouvertes par l'analyste-rédactrice. Les entreprises suivantes déposent une soumission :

Soumissionnaires	Prix incluant les taxes
Groupe DCR 1490, Joliot-Curie, suite 101 Boucherville QC CAN J4B7L9	2 470 141,30 $
Afcor Construction Inc. 2385, de la Métropole Longueuil QC CAN J4G1E5	2 575 440,00 $
Corrado Entrepreneur Général 4000, boulevard le Corbusier, Bureau 200 Laval QC CAN H7L5R2	2 596 135,50 $
NORGEREQ LTÉE 4073, rue Saint-Hubert Montréal QC CAN H2L4A7	2 604 183,75 $
PROCOVA INC. 1924, rue Vallieres Laval QC CAN H7M3B3	2 605 333,50 $
2862-5622 QUÉBEC INC. 4712 rue Louis B-Mayer, Local 103 Laval QC CAN H7P0L9	2 629 458,51 $
Naxo 92, rue Prévost Boisbriand QC CAN J7G2S2	2 962 905,75 $

Nadia Delvigne-Jean

Claude-Etienne Poisson

Gabrielle Gauthier

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Appel d'offres
Exécution de travaux

No Appel d'offres:	VSP-24-IMM-13

FORMULAIRE DE SOUMISSION
CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section A - Sommaire

Publié le:			Ouverture prévue le :			À :
Année	Mois	Jour	Année	Mois	Jour	Arrondissement VSMPE Direction des services administratifs et du greffe 405, avenue Ogilvy,Bureau Accés Montréal, bureau 100, Montréal (Québec) H3N 1M3, avant 10 h 30
2025	**3**	**20**	**2025**	**4**	**16**	

Titre de l'Appel d'offres

Travaux de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil à Montréal

Nom du projet:

Adresse de l'Ouvrage:			**Montant**
4250 Rue du Parc René Goupil, Mtl,Qc H1Z 1X7		Montant total avant taxes :	2 148 416,00 $
Numéro de l'Ouvrage:	312	Taxe sur les produits et services 5 % :	107 420,80 $
Numéro de mandat:		Taxe de vente du Québec 9,975 % :	214 304,50 $
Numéro de Contrat:	VSP-24-IMM-13	**Montant total avec taxes:**	**2 470 141,30 $**

Groupe DCR / 9282-0786 Québec Inc.

Identification du Soumissionnaire (nom de l'entreprise)

1169139962	Si établissement hors Québec et non inscrit au REQ
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :	cocher içi

Je (Nous), soussigné(s): Groupe DCR / 9282-0786 Québec Inc.

Nom du Soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

101-1490 Joliot-Curie, Boucherville, Québec, J4B 7L9

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du Cahier des charges et, si tel est le cas, des Addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du Cahier des charges, l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Déclaration d'intégrité :

En signant sa Soumission, le Soumissionnaire fait la déclaration prévue ci-dessous :

«*Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le oublic est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu.* »

MAXIME CLERMONT	VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF
Nom du signataire (en lettres majuscules) :	Titre ou fonction du signataire(en lettres majuscules)
Signature:	Téléphone : 514-525-8109 #102
Date: 16 avril 2025	Courriel : soumission@groupedcr.com

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres peut entraîner le rejet de la soumission.

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Liste des commandes

Afcor Construction Inc. 2385 de la Métropole Longueuil QC CAN J4G1E5 http://afcor.ca	Publique	Pier-Yves Sylvestre Téléphone: 4506700407 Courriel: estimation@afcor.ca	**Transaction: (20184775)** 2025-03-25 11:37	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis 2025-04-01 à 15:15 - Courriel 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2 Devis 2025-04-02 à 16:25 - Courriel 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis 2025-04-03 à 11:20 - Courriel Plan 2025-04-03 à 11:20 - Messagerie 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4 Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis 2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis 2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
J.N.A. LEBLANC ÉLECTRIQUE INC. 113A DE LA COURONNE Repentigny QC CAN J5Z0B3 www.jnaleblanc.com	Non diffusé	Maryse Belhumeur Téléphone: 4505883712 Courriel: mbelhumeur@jnaleblanc.com	**Transaction: (20185030)** 2025-03-25 15:45	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis 2025-04-01 à 15:15 - Courriel 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2 Devis 2025-04-02 à 16:25 - Courriel 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis 2025-04-03 à 11:20 - Courriel Plan 2025-04-03 à 11:20 - Courriel 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4 Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis 2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis

				2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Gilles et fils électrique 774 rue Principale Laval QC CAN H7X1E6	Non diffusé	Isabelle L'Espérance Téléphone: 4506894677 Courriel: ilesperance@gfeinc.ca	**Transaction: (20186741)** 2025-03-27 11:24	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis 2025-04-01 à 15:15 - Courriel 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2 Devis 2025-04-02 à 16:25 - Courriel 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis 2025-04-03 à 11:20 - Courriel Plan 2025-04-03 à 11:20 - Courriel 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4 Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis 2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis 2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Corrado Entrepreneur Général 4000 boulevard le Corbusier, Bureau 200 Laval QC CAN H7L5R2 https://www.corradoconstruction.ca/	Publique	Département Estimation Téléphone: 4385184936 Courriel: estimation@corradoconstruction.ca	**Transaction: (20180658)** 2025-03-20 09:51	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis 2025-04-01 à 15:15 - Courriel 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2 Devis 2025-04-02 à 16:25 - Courriel 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis 2025-04-03 à 11:20 - Courriel Plan 2025-04-03 à 11:20 - Courriel 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4 Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis 2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis 2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

TOMY ÉLECTRIQUE 8255 boul. Lévesque Est Laval QC CAN H7A1V5	Non diffusé	Antonio Miccoli Téléphone: 4506651509 Courriel: info@tomyelectrique.com	**Transaction: (20184229)** 2025-03-24 16:24	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis 2025-04-01 à 15:15 - Courriel 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2 Devis 2025-04-02 à 16:25 - Courriel 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis 2025-04-03 à 11:20 - Courriel Plan 2025-04-03 à 11:20 - Courriel 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4 Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis 2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis 2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
PROCOVA INC. 1924, rue Vallieres Laval QC CAN H7M3B3 http://www.procova.ca	Publique	Étienne Archambault Téléphone: 4506683393 Courriel: estimation@procova.ca	**Transaction: (20181834)** 2025-03-21 09:50	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis 2025-04-01 à 15:15 - Courriel 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2 Devis 2025-04-02 à 16:25 - Courriel 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis 2025-04-03 à 11:20 - Courriel Plan 2025-04-03 à 11:20 - Messagerie 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4 Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis 2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis 2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
2862-5622 QUÉBEC INC. 4712 rue Louis B-Mayer, Local 103 Laval QC CAN H7P0L9 http://grplambert.com/	Publique	Nahomi Torres Téléphone: 5142716363 Courriel: naomi@grplambert.ca	**Transaction: (20188940)** 2025-03-31 10:52	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis 2025-04-01 à 15:15 - Courriel 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2

				Devis 2025-04-02 à 16:25 - Courriel 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis 2025-04-03 à 11:20 - Courriel Plan 2025-04-03 à 11:20 - Messagerie 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4 Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis 2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis 2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
ACQ Provinciale 9200 boul Métropolitain Montréal QC CAN H1K4L2	Non diffusé	Luc Claveau Téléphone: 5143548249 Courriel: claveaul@acq.org	**Transaction: (20180470)** 2025-03-20 07:34	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis 2025-04-01 à 15:15 - Courriel 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2 Devis 2025-04-02 à 16:25 - Courriel 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis 2025-04-03 à 11:20 - Courriel Plan 2025-04-03 à 11:20 - Courriel 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4 Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis 2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis 2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
NORGEREQ LTÉE 4073 rue Saint-Hubert Montréal QC CAN H2L4A7	Non diffusé	Mustapha Bakkali Téléphone: 514-596-0476 Courriel: m.bakkali@norgereq.com	**Transaction: (20193712)** 2025-04-04 10:49	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis Téléchargement 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis

				Téléchargement Plan Messagerie 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4 Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis 2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis 2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
Naxo 92 rue Prévost Boisbriand QC CAN J7G2S2	Publique	Julien Couture Téléphone: 4508189714 Courriel: soumission@naxo.ca	**Transaction: (20182087)** 2025-03-21 13:55	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis 2025-04-01 à 15:15 - Courriel 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2 Devis 2025-04-02 à 16:25 - Courriel 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis 2025-04-03 à 11:20 - Courriel Plan 2025-04-03 à 11:20 - Messagerie 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4 Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis 2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis 2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
Groupe DCR 1490, Joliot-Curie, suite 101 Boucherville QC CAN J4B7L9 www.groupedcr.com	Publique	Anais Louboutin Téléphone: 5145258109 Courriel: anais.louboutin@groupedcr.com	**Transaction: (20180702)** 2025-03-20 10:23	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis 2025-04-01 à 15:15 - Courriel 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2 Devis 2025-04-02 à 16:25 - Courriel 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis 2025-04-03 à 11:20 - Courriel Plan 2025-04-03 à 11:20 - Courriel 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4

				Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis 2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis 2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LE GROUPE CENTCO INC. 6500 St-Jacques O Montréal QC CAN H4B1T6 http://www.centco.com	Publique	Sébastien Hamel Téléphone: 5144834550 Courriel: shamel@centco.com	**Transaction: (20179855)** 2025-03-19 16:49	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis 2025-04-01 à 15:15 - Courriel 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2 Devis 2025-04-02 à 16:25 - Courriel 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis 2025-04-03 à 11:20 - Courriel Plan 2025-04-03 à 11:20 - Courriel 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4 Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis 2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis 2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
PLOMBERIE CHARBONNEAU INC. 1955 rue Cabot Montréal QC CAN H4E1E2 https://www.plomberie.com	Publique	Hugo Allaire Téléphone: 514-766-3531 Courriel: hallaire@plomberie.com	**Transaction: (20181728)** 2025-03-21 08:08	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis 2025-04-01 à 15:15 - Courriel 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2 Devis 2025-04-02 à 16:25 - Courriel 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis 2025-04-03 à 11:20 - Courriel Plan 2025-04-03 à 11:20 - Courriel 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4 Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis

				2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis 2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Batiment F 41 Simon-Lussier 610 Blainville QC CAN J7C0R2 www.batimentf.com	Publique	Alexandre Fortier Téléphone: 5148309883 Courriel: soumission@batimentf.com	**Transaction: (20186046)** 2025-03-26 17:28	20048214 - Addenda 1 - VSP-24-IMM-13 Devis 2025-04-01 à 15:15 - Courriel 20048569 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 2 Devis 2025-04-02 à 16:25 - Courriel 20048700 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 3 Devis 2025-04-03 à 11:20 - Courriel Plan 2025-04-03 à 11:20 - Courriel 20049225 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 4 Devis 2025-04-07 à 08:05 - Courriel 20049340 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 5 Devis 2025-04-07 à 12:05 - Courriel 20049721 - VSP-24-IMM-13 - Addenda 6 Devis 2025-04-08 à 15:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1256530001*
Unité administrative responsable : Arrondissement Villeray-saint-michel-parc-extension, Direction des services administratifs et du greffe.
Projet : Travaux de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 1 : le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 soit, réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.

Priorité19 : le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit offrir à l'ensemble des Montréalaise et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 19, soit permettre d'améliorer le cadre bâti, préserver les bâtiments par la réfection et l'entretien, et continuer d'offrir aux citoyens un cadre de vie sécuritaire et de qualité.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	x		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1250465001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'octroyer un contrat de gré à gré à la firme Groupe Geniex inc., pour des services professionnels en structure pour l'installation d'un ascenseur/monte-matériel au Centre Ogilvy, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 15 636,60 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 18 763,92 $, taxes incluses (contingences : 3 127,32 $) - Contrat attribué en vertu du Réglement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024).

Il est recommandé :

1. au conseil d'agglomération d'octroyer un contrat de gré à gré à la firme Groupe Geniex inc., pour des services professionnels en structure pour l'installation d'un ascenseur/monte-matériel au Centre Ogilvy, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 15 636,60 $, taxes incluses;
2. d'autoriser des contingences de 3 127,32 $, taxes incluses;
3. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marco ST-PIERRE **Le** 2025-04-25 11:59

Signataire : Marco ST-PIERRE

_____

directeur(-trice) - travaux publics en arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1250465001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'octroyer un contrat de gré à gré à la firme Groupe Geniex inc., pour des services professionnels en structure pour l'installation d'un ascenseur/monte-matériel au Centre Ogilvy, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 15 636,60 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 18 763,92 $, taxes incluses (contingences : 3 127,32 $) - Contrat attribué en vertu du Réglement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024).

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement souhaite installer un ascenseur de type LULA au Centre Ogilvy pour les besoins de l'organisme Cuisine et vie collectives Saint-Roch. La cuisine de cet organisme est située au 2e étage d'un bâtiment sans ascenseur. Les employés de l'organisme montent et descendent l'escalier, de 34 marches, trois fois par semaine pour la distribution de denrées à plus de 150 familles dans une totale précarité financière et insécurité alimentaire. L'ascenseur vise à faciliter l'accès aux personnes en situation de mobilité réduite et également au transport des denrées alimentaires.

Le Centre Ogilvy est un bâtiment de compétence mixte (agglo/arrondissement). Cela implique que toute décision visant à aménager le Centre Ogilvy selon le souhait de l'arrondissement devra être autorisée par le conseil d'agglomération.

Dans la mesure où les aménagements ne visent que les besoins de l'arrondissement dans le Centre Ogilvy, cette dépense devrait être assumée à part entière par l'arrondissement. Puisque l'arrondissement est compétent pour une partie de l'immeuble, rien ne l'empêche de prévoir les services professionnels et les travaux d'aménagement dans son PDI et de les financer par emprunt.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'octroyer un contrat à Groupe Geniex Inc. pour des services professionnels en structure l'installation d'un ascenseur/monte-matériel au Centre Ogilvy. Dans un premier temps, le mandat consiste à recommander le concept d'ascenseur qui sera le mieux adapté aux conditions existantes. Cette recommandation inclura une estimation du coût des travaux de structure projetés.

Finalement, le mandat consistera à préparer les plans et devis de structure pour permis, soumission et construction. Il inclura aussi le support à la réalisation sans résidence.

Les principaux services prévus dans le cadre du contrat sont les suivants:

- Visite et relevé de la structure existante;
- Rencontres de coordination avec le client et l'architecte;
- Révision du concept et analyse critique des éléments structuraux;
- Plans et devis pour permis, soumission et construction;
- Analyse des dessins d'atelier du fabricant et de l'entrepreneur;
- Surveillance partielle des travaux (5 visites sont incluses);
- Assistance technique du bureau (banque de 8 heures) durant les travaux, excluant la préparation des directives de chantier découlant de modifications (budget de contingences à cet effet);
- Émission des recommandations et attestations usuelles.

JUSTIFICATION

Une demande de prix a été faite auprès d'un seul fournisseur, conformément aux exigences du Réglement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est entièrement assumée par le PDI de l'arrondissement.
Dépense reliée au mandat à octroyer : 13 600,00 $ avant taxes, soit 14 278,30 $ net de ristournes et 15 636,60 $ taxes incluses.

Prévoir un budget de contingences de 2 720,00 $ avant taxes, soit 2 855,66 $ net de ristournes et 3 127,32 $ taxes incluses.

Dépense totale à autoriser : 13 600,00 $ + 2 720,00 $ = 16 320,00 $ avant taxes, soit 17 133,96 $ net de ristournes et 18 763,92 $ taxes incluses.

Voir l'intervention financière pour les imputations budgétaires.

MONTRÉAL 2030

Ce projet contribue à la réalisation des objectifs suivants de Montréal 2030 :
Plan stratégique Montréal 2030 - Priorité 6 : Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire.
Plan stratégique Montréal 2030 - Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.
Plan stratégique Montréal 2030 - Priorité 18 : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, l'arrondissement ne sera pas en mesure de facilité l'accès aux personnes en situation de mobilité réduite et le transport des denrées alimentaires sera encore difficile.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme partenaire et les citoyens seront informés du projet d'amélioration de l'accès au 2e étage.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Réalisation des services professionnels en 2025;
- Réalisation des travaux fin 2025/début 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Luu Lan LE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain FISET
professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

Tél : 438-870-4393
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-25

Annette DUPRÉ
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 514-872-1415
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1250465001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'octroyer un contrat de gré à gré à la firme Groupe Geniex inc., pour des services professionnels en structure pour l'installation d'un ascenseur/monte-matériel au Centre Ogilvy, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 15 636,60 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 18 763,92 $, taxes incluses (contingences : 3 127,32 $) - Contrat attribué en vertu du Réglement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1250465001- Geniex Inc. - Centre Ogilvy .xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Luu Lan LE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-25

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières - RFM
Tél : 514-872-6668
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1250465001

Nature du dossier: Demander au conseil d'agglomération d'octroyer un contrat de gré à gré à la firme Groupe Geniex inc., pour des services professionnels en structure pour l'installation d'un ascenseur/monte-matériel au Centre Ogilvy, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 15 636,60 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 18 763,92 $, taxes incluses (contingences : 3 127,32 $) - Contrat attribué en vertu du Réglement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024).

Source de financement: Budget PDI - Programme 42305 - Protection des bâtiments - Règlement d'emprunt

No projet INVESTI: 42305 **Nom projet INVESTI :** Protection des bâtiment

No sous projet INVESTI: 2542305002 - 203379

Clé comptable d'imputation

	Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	Crédits nets
Contrat	6440.4024842.801650.07123.54301.000000.0000.203379.000000.22015.00000											14,278.30 $
Contingences	6440.4024842.801650.07123.54301.000000.0000.203379.029390.22015.00000											2,855.66 $

	Montant taxes incluses	Montant avant les taxes	Crédits nets à autoriser
Contrat SP	15,636.60 $	13,600.00 $	**14,278.30 $**
Contingences	3,127.32 $	2,720.00 $	2,855.66 $
TOTAL	**18,763.92 $**	**16,320.00 $**	**17,133.96 $**

NOTES :
1) Conformément au courrier 38 révisé l'intervention financière des Finances à ce GDD n'est pas requise ;
2) Nous attestons que le solde du budget PDI de 2025 du programme 42305 et du règlement d'emprunt est suffisant pour donner suite à la recommandation de ce GDD

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1250465001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'octroyer un contrat de gré à gré à la firme Groupe Geniex inc., pour des services professionnels en structure pour l'installation d'un ascenseur/monte-matériel au Centre Ogilvy, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 15 636,60 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 18 763,92 $, taxes incluses (contingences : 3 127,32 $) - Contrat attribué en vertu du Réglement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (18-024).



Délégation Nathalie Vaillancourt.pdf



gdd_grille_analyse_montreal_2030_1250465001.pdf



OFFRE DE SERVICE EN STRUCTURE - NOUVEL ASCENSEUR OGILVY.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain FISET
professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

Tél : 438-870-4393
Télécop. : -

25 mars 2025

Proposition de mandat – ingénierie de structure

Centre Ogilvy

Mme Lamia CHELBI M. Arch
Gestionnaire immobilière
Ville de Montréal
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Direction des services administratifs et du greffe

Description sommaire du projet

Cette proposition fait suite à l'analyse des documents que vous m'avez transmis par courriel le 17 mars dernier. Le projet prévoit l'ajout d'un ascenseur ou d'un monte-matériel au centre Ogilvy.

Description sommaire du mandat

Dans un premier temps, le mandat consiste à recommander le concept d'ascenseur qui sera le mieux adapté aux conditions existantes. Cette recommandation inclura une estimation du coût des travaux de structure projetés.

Finalement, notre mandat consistera à préparer les plans et devis de structure pour permis, soumission et construction. Il inclura aussi le support à la réalisation sans résidence.

Description sommaire des livrables:

- Visite et relevé de la structure existante;
- Rencontres de coordination avec le client et l'architecte;
- Révision du concept et analyse critique des éléments structuraux;
- Plans et devis pour permis, soumission et construction;
- Analyse des dessins d'atelier du fabricant et de l'entrepreneur;
- Surveillance partielle des travaux (5 visites sont incluses) ;
- Assistance technique du bureau (banque de 8 heures) durant les travaux excluant la préparation des directives de chantier découlant de modifications (voir exclusion);
- Émission des recommandations et attestations usuelles.

Ventilation des honoraires à forfait:

Livrables	Honoraires
Préparation des plans pour coordination	3 520 $
Plans & devis pour permis et soumission	3 520 $
Plans & devis pour construction	1 760$
Surveillance sans résidence et support au chantier incluant l'émission des directives et attestations (5 visites)	3 900 $
Total excluant les taxes	13 600 $

Travaux additionnels à tarif horaire (si requis):

	Quantité	Unité	Prix unitaire
Ingénieur sénior patron	1	Heure	130,00 $
Ingénieur intermédiaire 1	1	Heure	120,00 $
Technicien / Dessinateur	1	Heure	70,00 $

Exclusions

- Émission de directives concernant les modifications de la structure, qu'il s'agisse de changements demandés par l'entrepreneur ou de corrections liées à des erreurs d'exécution, des demandes d'équivalence ou des ajustements. Les honoraires de l'ingénieur, nécessaires pour analyser, calculer et produire des attestations, croquis ou directives permettant ces modifications, seront facturés au client selon le tableau des honoraires additionnels présenté plus bas.
- Attestations de conformité demandées par la CNESST ou d'une autre entité;
- Drainage des eaux de surface et souterraines;
- Conception des ouvrages temporaires et plans d'étaiement;
- La conception des ouvrages de soutènement des parois d'excavation;
- Services professionnels en ingénierie d'autres disciplines comme le génie civil, la géotechnique, la mécanique, etc.;
- La surveillance des travaux avec résidence;
- Tous les autres services requis non spécifiés dans la présente.

Hypothèses de base et recommandations

- Nous prévoyons utiliser les fonds de plans en format Revit ou DWG préparés par l'Architecte;
- Une étude géotechnique pourrait être requise afin de confirmer les hypothèses relatives à la capacité portante du sol.

25 mars 2025

Échéancier

Les livrables pour construction seront coordonnés avec le client et l'architecte et sont sujets à ententes.

Cédule de paiement des honoraires :

La facturation mensuelle sera basée sur l'avancement des travaux d'ingénierie et en lien avec le tableau de ventilation des honoraires présenté plus haut.

Validité de la proposition

Cette proposition est valable pour une période de 30 jours.

N'hésitez pas à nous contacter pour en discuter ou pour obtenir des informations additionnelles.

Merci et salutations!



Client ou son représentant

Pierre Brassard, ing.
Associé principal

Outlook

Délégation de pouvoirs - Remplacement de Mme Nathalie Vaillancourt, directrice d'arrondissement | du 18 au 27 avril 2025

À partir de Maripier BLEAU <maripier.bleau@montreal.ca>
de la part de
Nathalie VAILLANCOURT <nathalie.vaillancourt@montreal.ca>

Date Jeu 17/04/2025 08:00

À Laurence LAVIGNE LALONDE <laurence.lavignelalonde@montreal.ca>; Jean-Francois DESGROSEILLIERS <jean-francois.desgroseilliers@montreal.ca>; Martine MUSAU MUELE <martine.musaumuele@montreal.ca>; Sylvain OUELLET <sylvain.ouellet@montreal.ca>; Mary DEROS <mary.deros@montreal.ca>; Marco ST-PIERRE <marco.st-pierre@montreal.ca>; Jocelyn JOBIDON <jocelyn.jobidon@montreal.ca>; Josue CORVIL <josue.corvil@montreal.ca>; Annette DUPRE <annette.dupre@montreal.ca>; Kathleen LEVESQUE <kathleen.levesque@montreal.ca>; Gabrielle GAUTHIER <gabrielle.gauthier@montreal.ca>; Serrao Salvatore <Salvatore.Serrao@spvm.qc.ca>; Morier Francois <Francois.Morier@spvm.qc.ca>; Benoit DAGENAIS <benoit.dagenais@montreal.ca>; DGA - concertation arrondissements <dgaconcertation@montreal.ca>; Louise-Helene LEFEBVRE <louise-helene.lefebvre@montreal.ca>; Dave ST-PIERRE <dave.st-pierre@montreal.ca>; Richard GRENIER <richard.grenier@montreal.ca>; Directeurs d'arrondissement <directeurs-arrondissements-interne@montreal.ca>; Vincent-Thomas HAMELIN <vincent-thomas.hamelin@montreal.ca>

Cc Lisanne VAILLANCOURT <lisanne.vaillancourt@montreal.ca>; Christiane DUCHESNEAU <christiane.duchesneau@montreal.ca>; Thi Thuy Nga NGUYEN <thithuynga.nguyen@montreal.ca>; Sanata Laetitia COULIBALY <sanatalaetitia.coulibaly@montreal.ca>

Bonjour à vous,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Marco St-Pierre, Directeur des travaux publics, pour me remplacer du **18 au 27 avril 2025,** dans l'exercice de mes fonctions de Directrice d'arrondissement et ainsi exercer tous les pouvoirs rattachés à cette fonction.

Vous pouvez rejoindre monsieur Marco St-Pierre, directeur des travaux publics, par courriel à l'adresse suivante :
marco.st-pierre@montreal.ca ou par téléphone au numéro suivant : 514 868-3836.

Et j'ai signé,

Nathalie Vaillancourt
Directrice de l'arrondissement

Ville de Montréal
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, bureau 200
Montréal (Québec) H3N 1M3
T 514 872-9862

Suivez-nous sur Facebook | Twitter | Instagram | Infolettre | Site Web

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Dossier décisionnel :

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veuillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe **en format PDF**.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1250465001
Unité administrative responsable : Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension
Projet : Installation d'un ascenseur/monte-charge au Centre Ogilvy

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 6 : Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire.

Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

Priorité 18 : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 6: Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 6. de Montréal 2030, soit de réduire la faim, est de faciliter le travail de distribution de denrées alimentaires aux familles vivant la précarité financière et l'insécurité alimentaire.

Priorité 9: Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 9. de Montréal 2030, soit d'assurer la pérennité des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire, est d'améliorer l'accès au 2e étage du bâtiment en instalant un ascenseur.

Priorité 19: Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 18. de Montréal 2030, soit d'assurer l'équiter sur l'ensemble du territoire, est de s'assurer que les gens mangent à leur faim.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1254969003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 9 000 $ au Regroupement des Éco-quartiers, en appui au projet de « Patrouille verte » dans l'arrondissement, pour la saison estivale 2025 et approuver le projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'accorder une contribution financière maximale de 9 000 $ au Regroupement des Éco-quartiers (REQ) en appui au projet « Patrouille verte » dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension pour la saison estivale 2025;

2. d'approuver le projet de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et l'organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marco ST-PIERRE **Le** 2025-04-22 14:49

Signataire : Marco ST-PIERRE

_____

Directeur - travaux publics en arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1254969003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 9 000 $ au Regroupement des Éco-quartiers, en appui au projet de « Patrouille verte » dans l'arrondissement, pour la saison estivale 2025 et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal (Service de l'environnement, le Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des sports et le Service de l'eau) soutient financièrement chaque année le Regroupement des Éco-quartiers (REQ) pour la gestion du projet de « Patrouille verte ». Le REQ est un organisme à but non lucratif fondé en 1999 par des Éco-quartiers et est actuellement constitué de onze organismes membres gérant 21 programmes environnementaux (dont 17 Éco-quartiers et quatre Programmes d'aménagement de ruelles vertes) dans 16 des 19 arrondissements de la ville de Montréal, rejoignant ainsi un peu plus 1,7 millions de personnes. En plus de représenter ses membres et de faire valoir la pertinence du programme Éco-quartier sur la scène municipale, le REQ réunit les ressources nécessaires à la réalisation de projets de verdissement et d'Information et de Sensibilisation à l'Environnement (ISÉ). De fait, la « Patrouille verte », présente sur l'Île de Montréal depuis 2005, est une escouade d'ISÉ portant sur différents enjeux environnementaux. Les patrouilleuses et les patrouilleurs vont à la rencontre de la population montréalaise à travers différentes activités pour discuter d'enjeux environnementaux, mais surtout, pour la mobiliser à poser des gestes concrets en matière de développement durable, de transition écologique et de lutte aux changements climatiques. Les citoyennes et les citoyens sont appelés à devenir des acteurs de changement. La Ville de Montréal et les arrondissements sont conscients que pour concourir à accroître significativement la portée de divers programmes et des différents « Plans » de la Ville, cela nécessite une importante et constante mobilisation citoyenne et que d'importants changements de mentalité et de comportements doivent être adoptés par les citoyennes et les citoyens.
Dans ce contexte, les activités de la « Patrouille verte » participent à l'atteinte d'objectifs municipaux en lien avec la gestion des matières résiduelles, la gestion durable de l'eau, protection et promotion de la forêt urbaine et l'adaptation au changement climatique. Elle s'inscrit dans le cadre de plusieurs plans et de politiques municipales dont :

- Le Plan climat 2020-2030;
- Montréal 2030;
- Le Plan d'action en résilience urbaine;
- Le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) 2020-2025;
- Le Plan nature et sports en ville.

Ainsi, le REQ a le mandat de la gestion du projet de « Patrouille verte » en collaboration avec les Éco-quartiers. Considérant l'enthousiasme soulevé par cette 21e édition et l'expérience acquise au fil des ans, le REQ invite l'arrondissement de Villeray - Saint -Michel - Parc-Extension (VSP) à participer à l'édition de 2025 en collaboration avec l'organisme Ville en vert, responsable de la gestion du programme Éco-quartier 2023-2026 de VSP.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 14 0158 - 1244969002 - 4 juin 2024 - Accorder une contribution financière maximale de 8 830 $ au Regroupement des Éco-quartiers, en appui au projet de « Patrouille verte » dans l'arrondissement, pour la saison estivale 2024 et approuver le projet de convention à cette fin.
CA23 14 0164 - 1234969001 - 6 juin 2023 - Accorder une contribution financière de 6 600 $ au Regroupement des Éco-quartiers, en appui au projet de « Patrouille verte » dans l'arrondissement, pour la saison estivale 2023 et approuver le projet de convention à cette fin.

CA21 14 0119 - 1214969001 - 4 mai 2021 - Accorder une contribution financière de 3 200 $ au Regroupement des Éco-quartiers en appui au projet de « Patrouille verte » dans l'arrondissement pour la saison estivale 2021.

DESCRIPTION

La « Patrouille verte » de VSP sera composée de deux étudiantes ou étudiants inscrits à temps plein dans des programmes d'études collégiales ou universitaires liées aux domaines de l'environnement et qui travailleront sous la supervision de l'organisme Ville en vert, gestionnaire du programme Éco-quartier de VSP 2023-2026. L'année 2025 poursuivra ses efforts en ce qui a trait à la transition écologique sur le territoire montréalais. De ce fait, le déploiement de la « Patrouille verte », porteuse d'un potentiel de transformation, s'inscrira dans les réorientations et innovations sociales qui sous-tendent la transition écologique. Les patrouilleuses et les patrouilleurs seront en action, environ à partir du lundi 26 mai, et ce, jusqu'au 17 août 2024 pour un mandat de neuf semaines à raison de 32 heures par semaine.

Ces étudiantes et étudiants vont circuler à pied et à vélo dans les rues de l'arrondissement de VSP pour sensibiliser la population à différentes thématiques et problématiques environnementales en milieu urbain. Cette année, les patrouilleuses et les patrouilleurs consacreront 45 % de leur temps de travail aux mandats communs, convenus avec les trois Services de la Ville de Montréal. 45 % du temps dédié aux mandats locaux, convenus avec l'arrondissement participant, en collaboration avec l'organisme Ville en vert porteur du programme Éco-quartier. 10 % du temps sera attribué à la formation introductive, aux formations locales d'accueil, à la formation de mi-mandat et aux rencontres d'équipe.

Pour la 21e édition de la Patrouille verte, les agentes et les agents de sensibilisation environnementale aborderont différentes thématiques dans le cadre des trois mandats communs :

Gestion responsable des matières résiduelles :

- Participation à la collecte des matières recyclables;
- Participation à la collecte des matières organiques;
- Privilégier des actions de réduction à la source et de réemploi.

Promotion et protection de la forêt urbaine :

- Contribuer à la plantation d'arbres et promotion de la forêt urbaine;
- Participer à l'évaluation de la perception de la population sur les microforêts de la Ville;
- Contribuer à la lutte contre l'agrile du frêne et à la protection de la forêt urbaine.

La gestion durable de l'eau - Économie d'eau potable :

- Les bonnes pratiques à l'intérieur;
- La réglementation sur l'usage de l'eau à l'extérieur (R-13-023);
- Quoi ne pas jeter aux toilettes - Quoi ne pas jeter aux égouts.

JUSTIFICATION

Ce projet de « Patrouille verte » est pour les étudiantes et les étudiants une belle occasion d'acquérir une expérience de travail dans les domaines de l'environnement en milieu urbain et de développer des connaissances, des aptitudes et une expérience de travail en matière d'ISÉ.
Ce projet permettra également à l'organisme promoteur du programme Éco-quartier, Ville en vert, de mieux atteindre ses objectifs et ses cibles annuelles dans le cadre du programme Éco-quartier et cela bénéficiera à tout l'arrondissement de VSP et à la Ville de Montréal.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement de VSP 2025 :

Ce dossier s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement, à savoir :

1 - TRANSITION ÉCOLOGIQUE

1.1 Poursuivre les efforts de plantation pour augmenter l'indice de canopée du territoire.

1.2 - Encourager les projets de mobilisation citoyenne de verdissement tels que Bye Bye Béton ! et le programme des ruelles vertes.

3 - MILIEUX DE VIE

3.4 Continuer à intervenir de manière ciblée afin de maintenir la propreté sur l'ensemble du territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Patrouille verte repose sur un montage financier qui amalgame des contributions financières du programme Emplois d'Été Canada (EÉC), de la Ville de Montréal ainsi que des arrondissements et des villes liées participantes. Le financement de la « Patrouille verte » provient essentiellement du programme EÉC qui défraie le salaire minimum et les charges sociales, ainsi que de la Ville de Montréal qui assure la constitution d'un poste de contingences garantissant un minimum de 288 heures de patrouille à chacun des patrouilleurs et patrouilleuses. Le REQ s'engage à ce que chacun des patrouilleurs et patrouilleuses réalise un mandat d'un minimum de neuf semaines, à raison de 32 heures par semaine. La contribution financière des arrondissements permet au REQ, entre autres, de bonifier les salaires des membres de la « Patrouille verte », d'organiser et de tenir des formations complètes pour ces derniers et de leur fournir tout leur matériel de travail. Par ailleurs, depuis 2021, le REQ bonifie le salaire des agentes et des agents de sensibilisation en fonction de leur ancienneté au sein de la « Patrouille verte » dans l'intention de reconnaître leur ancienneté et d'encourager la rétention d'employée et d'employé. Une initiative

appréciée des agentes et des agents de sensibilisation et des partenaires du projet de la « Patrouille verte », maintenue en 2025.
En 2025, le REQ a des nouveautés au niveau de ses services et de ses demandes de soutien. Premièrement, la valeur de la contribution financière demandée aux arrondissements augmentera à 2 100 $ par agente ou agent cette année. Cette demande d'augmentation a été réfléchie par l'équipe du REQ et est motivée par plusieurs éléments, mais principalement par la volonté de rester compétitif sur le marché de l'emploi actuel en bonifiant les salaires des patrouilleuses et des patrouilleurs à 18$/heure et 18,25$/heure. Deuxièmement, le REQ a décidé d'offrir la possibilité aux arrondissements d'allonger les mandats des agentes et des agents de sensibilisation au coût de 850 $ par semaine par patrouilleuses ou patrouilleurs.

Cette année le programme EÉC a octroyé seulement une contribution sur les quatre demandées pour VSP. Pour des raisons d'efficacité, de coopération, de motivation et de sécurité, nous considérons qu'une équipe doit être composée au minimum de deux patrouilleuse(s) ou patrouilleur(s). Ainsi, pour l'embauche d'une ressource supplémentaire sans contribution ni subvention, le montant est de 6 900 $.

Voir la facture du REQ en pièce jointe à ce sommaire décisionnel.

Pour de plus amples informations, voir l'intervention de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc Extension, Direction des services administratifs et du greffe, en pièce jointe.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs et des résultats attendus de **Section A - Montréal 2030**, soit :
TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Priorité 2 - Enraciner la nature en ville en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel et riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

Priorité 5 - Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction a la source et la valorisation des matières résiduelles.

SOLIDARITÉ, ÉQUITÉ ET INCLUSION

Priorité 6 - Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire.

Priorité 9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

QUARTIER

Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Ce dossier contribue également à l'atteinte des engagements en matière de **diminution des vulnérabilités climatiques Section B - Test climat,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S./O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le projet de « Patrouille verte » 2025 pourrait faire l'objet d'un communiqué de presse annonçant sa présence sur le territoire de l'arrondissement de VSP.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S./O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Amal AFFANE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin PONTON
Agent de recherche en développement durable

Tél : (514) 771-0141
Télécop. : (514) 872-1928

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-15

Benjamin PUGI
chef(fe) de division - voirie et parcs en arrondissement

Tél : 514-895-7454
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1254969003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 9 000 $ au Regroupement des Éco-quartiers, en appui au projet de « Patrouille verte » dans l'arrondissement, pour la saison estivale 2025 et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

VSP - 1254969003 Patrouille verte.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-22

Annette DUPRÉ
Directrice des services administratifs et du greffe
Tél : 514 531-5957
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray Saint-Michel Parc-Extension Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1254969003

Nature du dossier: Accorder une contribution financière maximale de 9 000 $ au Regroupement des Éco-quartiers, en appui au projet de « Patrouille verte » dans l'arrondissement, pour la saison estivale 2025 et approuver le projet de convention à cette fin.

Financement: Budget de fonctionnement

Imputation:

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur
2440.0010000.306458.04399.61900.016207.0000.000000.000000.00000.00000										

Dépenses: Non taxable

Premier versement	7,650.00 $
Deuxième versement	1,350.00 $
TOTAL	**9,000.00 $**

Information complémentaire: dates des versements

Extrait de la convention signée
Article 5 Obligation de la ville
5.2 Versements
5.2.1 La somme sera remise à l'Organisme en deux versements (2) versements :

1° un **premier versement** au montant de sept mille six cent cinquante dollars (**7 650,00 $**) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention (85 %);

2° un **deuxième versement** au montant de mille trois cent cinquante dollars (**1 350,00 $**), **au plus tard le 28 novembre 2025** suite à la réception du rapport annuel du Projet (15 %).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente ConventionReddition de compte doit être transmise au Responsable le 28 novembre 2025, soit trente (30) jours avant la date de terminaison.

TPS	5.000%
TVQ	9.975%
Ristourne	0.049875

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254969003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 9 000 $ au Regroupement des Éco-quartiers, en appui au projet de « Patrouille verte » dans l'arrondissement, pour la saison estivale 2025 et approuver le projet de convention à cette fin.



Lettre_participation_VSMPE_PV2025 (1).pdf



gdd_grille_analyse_montreal_2030.pdf



CONVENTION VSMPE SIGNÉE PATROUILLE VERTE 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin PONTON
Agent de recherche en développement durable

Tél : (514) 771-0141
Télécop. : (514) 872-1928

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLERAY – SAINT-MICHEL – PARC-EXTENSION**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 405, avenue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée par Gabrielle Gauthier, secrétaire d'arrondissement de l'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 6 du règlement RCA18-14009, intitulé « Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 75, rue du Square Sir-Georges-Étienne-Cartier, local 219, Montréal (Québec) H4C 3A1, agissant et représentée par Clélia Sève, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 813155462RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1208783544TQ0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit dans le but de regrouper en corporation les organismes sans but lucratif promoteurs du programme environnemental Éco-quartier de la Ville de Montréal qui œuvrent dans le domaine de l'amélioration de la qualité de vie du quartier;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Le directeur des travaux publics ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : L'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme**;**

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 obtenir l'approbation de l'autorité compétente avant de procéder à toute modification au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.1.4 mettre en évidence la participation de la Ville dans la réalisation du Projet;

4.1.5 déposer des demandes de subvention à des programmes susceptibles de permettre de bonifier le Projet et en informer l'autorité compétente;

4.1.6 remettre à la Ville un bilan du Projet incluant un compte rendu financier, avec pièces justificatives à l'appui, dans les trente (30) jours suivant la fin du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable le 28 novembre 2025, soit trente (30) jours avant la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et

registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en

raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2

4.7.3 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de neuf mille dollars (9 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 La somme sera remise à l'Organisme en deux versements (2) versements :

1° un premier versement au montant de sept mille six cent cinquante dollars (7 650 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention (85 %);

2° un deuxième versement au montant de mille trois cent cinquante dollars (1 350 $), au plus tard le 28 novembre 2025 à la suite de la réception du rapport annuel du Projet (15 %).

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 28 novembre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec

le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 75, rue du Square Sir-Georges-Étienne-Cartier, local 219, Montréal (Québec) H4C 3A1et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, rue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Gabrielle Gauthier
Secrétaire d'arrondissement

Le 15e jour de AVRIL 2025

REGROUPEMENT DES ÉCO-QUARTIERS

Par : _____
Clélia Sève
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension, le .....e jour de……. 2025 (Résolution .....).

ANNEXE 1

PROJET

PROGRAMME DE PATROUILLES VERTES 2025

Le REQ regroupe les mandats locaux en trois grandes familles, sous lesquelles se rangent tous les mandats locaux fixés localement par les arrondissements et les villes liées, de concert avec les organismes porteurs du programme Éco-quartiers. Pour la 21e édition de la Patrouille verte, les agentes et les agents de sensibilisation environnementale aborderont différentes thématiques dans le cadre des trois mandats communs :

Gestion responsable des matières résiduelles :

- Participation à la collecte des matières recyclables;
- Participation à la collecte des matières organiques;
- Privilégier des actions de réduction à la source et de réemploi.

Promotion et protection de la forêt urbaine :

- Contribuer à la plantation d'arbres et promotion de la forêt urbaine;
- Participer à l'évaluation de la perception de la population sur les micro-forêts de la Ville;
- Contribuer à la lutte contre l'agrile du frêne et à la protection de la forêt urbaine.

La gestion durable de l'eau - Économie d'eau potable :

- Les bonnes pratiques à l'intérieur;
- La réglementation sur l'usage de l'eau à l'extérieur (R-13-023);
- Quoi ne pas jeter aux toilettes - Quoi ne pas jeter aux égouts.

Plus spécifiquement Ville en vert prévoit les activités suivantes :

- Apporter de l'information et sensibiliser les citoyen.ne.s à domicile par le biais de porte-à-porte, principalement dans des secteurs enregistrant des problématiques de respect des consignes de collectes;

- Inspecter les bacs de collecte des citoyen.ne.s et leur expliquer leurs erreurs en matière de tri;

- Convaincre les commerces de l'importante d'une saine gestion de leurs déchets;

- Organiser et participer à des corvées de nettoyage avec les citoyen.ne.s;

- Animer des activités et des kiosques lors d'évènements sur la saine gestion des matières résiduelles et la consommation responsable;

- Participer aux activités de plantation du pôle verdissement.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal;

- Soumettre pour approbation au Responsable tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Cependant, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

    - En informer le Responsable qui s'assurera d'en informer la Division des communications de l'arrondissement qui s'assurera du respect du protocole;

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par le Responsable avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit au Responsable, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter la mairesse de l'arrondissement à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit au Responsable, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le Responsable;

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics avec le Responsable.

Madame Laurence Lavigne Lalonde
Mairesse de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension
405, avenue Ogilvy
Montréal (Québec) H3N 1M3

Montréal, le 10 mars 2025

Objet : Demande de soutien financier pour la Patrouille verte 2025

Madame Lavigne Lalonde,

Le projet de la Patrouille verte, coordonnée par le Regroupement des éco-quartiers, sera de retour à l'été 2025 pour une 21e édition. Cette brigade de sensibilisation environnementale présente sur le territoire de l'île de Montréal depuis 2003 a comme rôle et mission principale de sensibiliser, informer et éduquer les montréalais.es aux différents enjeux environnementaux, qui touchent de près à leur quotidien et à leur qualité de vie. La réalisation de la Patrouille verte en 2025 est une opportunité d'avoir un impact positif au sein de la collectivité montréalaise en plus d'offrir une expérience de travail de qualité à des jeunes adultes de la région métropolitaine. Le Regroupement des éco-quartiers invite donc officiellement l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension à participer à la 21e édition de ce projet, **en appuyant financièrement les quatre membres de la Patrouille verte affecté.e.s à votre territoire.**

CONTRIBUTION FINANCIÈRE

La Patrouille verte repose sur un montage financier complexe qui amalgame des contributions financières du programme Emplois d'été Canada, de la Ville de Montréal ainsi que des arrondissements, des éco-quartiers et des villes liées participants. Le financement de la Patrouille verte provient essentiellement du programme Emplois d'été Canada, qui défraie le salaire minimum et les charges sociales, ainsi que de la Ville de Montréal[1]. La contribution financière de votre arrondissement est très importante pour la réalisation de la Patrouille verte, celle-ci permettra de bonifier le taux horaire des agent.e.s. de sensibilisation environnementale à 18$/heure et 18.25$/heure, en plus de participer à la coordination du projet.

C'est donc avec grande modestie que nous sollicitons de votre part un soutien de 2 100$ par poste, soit **8 400$ pour l'ensemble des membres de la Patrouille verte** de votre arrondissement.

[1]Service de l'environnement, Service de l'eau ainsi que le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

Il est important de souligner que votre **contribution est conditionnelle** à l'obtention des subventions du programme Emplois Été Canada 2025. L'échéancier de Service Canada nous oblige à utiliser une prévision se basant sur leur contribution estimée en fonction de l'historique et de la qualité du dossier du REQ. Nous serons en mesure de vous confirmer, en avril 2025, les modalités d'embauche pour votre arrondissement.

Les différentes possibilités de contribution financière pour l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension pour la Patrouille verte 2025 sont illustrées dans le tableau ci-dessous.

Option des contributions financières de la Patrouille verte 2025	2025
Contribution financière pour 1 agent.e de sensibilisation environnementale à 32 heures/semaine pendant 9 semaines minimum, subventionné.e par **EEC SANS ÉCO-QUARTIER**	2 450$
Contribution financière pour 1 agent.e de sensibilisation environnementale à 32 heures/semaine pendant 9 semaines minimum, subventionné.e par **EEC AVEC UN ÉCO-QUARTIER**	2 100$
Contribution financière pour 1 agent.e de sensibilisation environnementale à 32 heures/semaine pendant 9 semaines minimum, **NON subventionné.e par EEC**	6 900$
Coût par semaines ajoutées aux mandats	850$

MANDATS

Les membres de la Patrouille seront en action à partir du **lundi 26 mai 2025,** et ce jusqu'au **dimanche 27 juillet** pour les mandats de 9 semaines et jusqu'au **dimanche 17 août** pour les mandats de 12 semaines. Au cours de l'été 2025, le temps de travail des agent.e.s de sensibilisation environnementale sera divisé en trois catégories, tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous.

Répartition prévue du temps de travail des membres de la Patrouille verte :	
45% du temps	Consacré aux mandats communs[2], convenus avec les trois Services de la Ville de Montréal
45% du temps	Dédié aux mandats locaux, convenus avec l'arrondissement ou la ville liée participante, en collaboration avec l'organisme porteur du PEQ local
10% du temps	Attribué à la formation introductive, aux formations locales d'accueil, à la formation de mi-mandat et aux rencontres d'équipe

[2]Il est fortement recommandé que vos patrouilleur.euse.s travaillent sur les mandats communs de la Ville de Montréal, mais ces derniers sont facultatifs pour les villes liées. En clair, votre municipalité pourra, à sa discrétion, choisir l'ensemble des mandats environnementaux réalisés par les patrouilleur.euse.s en s'inspirant des mandats communs et en les arrimant à ses réalités locales.

Pour la 21e édition de la Patrouille verte, les agent.e.s de sensibilisation environnementale aborderont différentes thématiques dans le cadre des trois mandats communs.

- Gestion responsable des matières résiduelles
    - Participation à la collecte des matières recyclables;
    - Participation à la collecte des matières organiques;
    - Privilégier des actions de réduction à la source et de réemploi.

- Promotion et protection de la forêt urbaine
    - Contribuer à la plantation d'arbres et promotion de la forêt urbaine;
    - Participer à l'évaluation de la perception de la population sur les microforêts de la Ville;
    - Contribuer à la lutte contre l'agrile du frêne et à la protection de la forêt urbaine.

- La gestion durable de l'eau - Économie d'eau potable
    - Les bonnes pratiques à l'intérieur;
    - La réglementation sur l'usage de l'eau à l'extérieur (13-023);
    - Quoi ne pas jeter aux toilettes - Quoi ne pas jeter aux égouts.

Nous apprécierions si vous pouviez nous transmettre la confirmation de votre participation à la Patrouille verte 2025, au plus tard le **21 mars 2025**. D'ici là, nous demeurons disponibles pour tout complément d'information et vous serez avisée dès que les subventions de Service Canada auront été confirmées.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir, Madame Lavigne Lalonde, nos plus sincères salutations et nos meilleurs sentiments.

Clélia Sève
Directrice générale
75, Square Sir-Georges-Étienne-Cartier, Montréal, Québec, H4C 3A1, local 219
direction@eco-quartiers.org | 514-507-5401 poste 101

Pour plus d'informations, contactez **Montaine Pacton,** chargée de projets responsable de la Patrouille verte, au patrouille-req@eco-quartiers.org ou au 514-507-5401, poste 102.

Grille d'analyse Montréal 2030
Numéro de dossier : **1254969003**

Unité administrative responsable : Direction des travaux publics de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Projet : Accorder une contribution financière maximale de 9 000 $ au Regroupement des Éco-quartiers, en appui au projet de « Patrouille verte » dans l'arrondissement, pour la saison estivale 2025 et approuver le projet de convention à cette fin.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Priorité 2 - Enraciner la nature en ville en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel et riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

Priorité 5 - Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

SOLIDARITÉ, ÉQUITÉ ET INCLUSION

Priorité 6 - Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire.

Priorité 9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

DES QUARTIERS VIVANTS

Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Priorité 2 - Enraciner la nature en ville en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel et riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

- Accompagner les Comités verts citoyens pour la réalisation de projets d'aménagement de ruelles vertes selon les modalités du Guide d'aménagement de ruelle verte (selon les disponibilités budgétaires);
- Assurer une évaluation annuelle de l'état des projets d'aménagement de ruelles vertes;
- Encourager l'adoption de carrés d'arbres (50);
- Encourager la plantation d'arbres, d'arbustes et l'adoption de carrés d'arbres (vendre 100 arbres dans le cadre de « Un arbre pour mon quartier »);
- Soutenir des projets de verdissement et d'agriculture urbaine (6 par année);
- Organiser et animer des ateliers sur le compostage et l'agriculture urbaine (30 ateliers);
- Développer annuellement un nouveau cahier pédagogique sur l'agriculture urbaine et le compostage adapté selon les différents types de clientèles.

Priorité 5 - Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

- Sensibiliser les citoyens à l'importance de participer aux différentes collectes et de respecter les différentes modalités (horaires, contenants et lieux de dépôt) (distribuer 4000 billets de courtoisie lors de l'inspection des dépôts),

- Évaluer les besoins et implanter les services et les différents outils de collectes sélectives dans les différents types d'immeubles (immeubles de 8 logements et moins, immeubles de 9 logements et plus, ICI;

- Organiser et tenir les campagnes et les relances annuelles porte à porte selon l'échéancier fixé par l'arrondissement;

- Organiser et animer des ateliers (60 ateliers) et des kiosques (30) sur les 3RV;

- Mobiliser les citoyens à la réduction à la source, au réemploi, au recyclage et à la valorisation des matières résiduelles (RDD, TIC, encombrants, etc.), afin d'augmenter la participation aux collectes et aux services e faire augmenter les taux de récupération (visiter 4000 u/o 8 et moins, 70 immeubles de 9+, rencontrer 2500 citoyens lors des patrouilles vertes);

- Encourager les citoyens à modifier leurs habitudes de consommation;

- Accompagner au moins un camp de jour zéro-déchet en période estivale;

- Élaborer et tenir à jour un registre des implantations de bacs roulants dans les immeubles de neuf logements et plus et les ICI;

- Mettre en place des sites de compostages collectifs et assurer leur suivi;

- Tenir 30 ateliers sur le compostage;

- Développer un cahier pédagogique destiné à l'animation des ateliers et adapté selon les différents types de clientèles.

SOLIDARITÉ, ÉQUITÉ ET INCLUSION

Priorité 6 - Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire.

- Soutenir au moins trois projets d'agriculture urbaine.

Priorité 9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

- Accompagner les Comités verts citoyens pour la réalisation de projets d'aménagement de ruelles vertes selon les modalités du Guide d'aménagement de ruelle verte (environ 16 par années selon les disponibilités budgétaires).

DES QUARTIERS VIVANTS

Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

- Organiser et tenir des corvées de propreté (40 corvées et deux grandes d'envergure et appuyer au moins dix corvées autonomes citoyennes);
- Sensibiliser les citoyens à la propreté et au respect de l'environnement;
- Développer et diffuser des outils sur l'éco-responsabilité.
- Organiser et distribuer des végétaux aux groupes et aux ménages dans le cadre de la campagne annuelle de l'arrondissement (1200 citoyens et 120 groupes).

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1255781001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 3 639 004 $ à 18 organismes désignés à la recommandation, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la période du 7 mai 2025 au 31 mars 2029 dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029) et approuver les projets de conventions à cette fin.

Il est recommandé :
1. d'accorder une contribution financière totalisant 3 639 004 $ à 18 organismes désignés à la recommandation, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la période du 7 mai 2025 au 31 mars 2029 dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (MESS-Ville 2024-2029) et approuver les projets de conventions à cette fin.

Organisme	Projet	Montant
Centre des femmes d'ici et d'ailleurs	Accompagnement des femmes en situation d'itinérance: de l'individuel vers le collectif	57 696 $
Association des locataires de Villeray	Franchir un cap pour un plus grand impact	200 000 $
La Maison de quartier de Villeray	Manger frais & manger vrai	336 216 $
Villeray dans l'Est	Pour un avenir sans inégalité dans Villeray!	289 371 $
Corporation d'éducation jeunesse	Projet d'intervention Rousselot	120 000 $
Projet Ado Communautaire en travail de rue	Travail de rue dans Villeray et Saint-Michel	343 197 $
Mon Resto Saint-Michel	Agir contre l'insécurité alimentaire: accompagnement, implication et action bénévole	210 000 $

La Grande Porte	Intervenant.e enfance / famille	93 824 $
Projaide	Pérennisation de nos repas, livraisons et ateliers d'accueil comme réponse à l'urgence	202 000 $
Centre éducatif et communautaire René-Goupil	Porte-à-porte sur les besoins de base en logement et en alimentation dans Saint-Michel Est	175 000 $
Comité logement citoyen Saint-Michel	Saint-Michel mobilisé pour se loger	190 000 $
Relais des jeunes familles	Support et accompagnement des jeunes parents	170 000 $
Joujouthèque Saint-Michel	Temps de jeu	160 000 $
Ressource Action-Alimentation	À Table Ensemble: réduire la faim et créer des liens	220 000 $
Héberjeune de Parc-Extension	Intervention de proximité	159 402 $
Comité d'action de Parc-Extension (CAPE)	Parc-Ex sur le terrain pour le droit au logement, par et pour les locataires	263 155 $
Afrique au féminin	Réseau Parents Agents Multiplicateurs	215 854 $
Cuisine et vie collectives Saint-Roch	Pour une cuisine collective et durable et éducative!	233 289 $

2. d'approuver les projets de conventions, à intervenir entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces contributions financières;

3. d'autoriser madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à signer les conventions pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Nadine MEDAWAR **Le** 2025-04-23 15:27

Signataire : Nadine MEDAWAR

_____

directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1255781001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 3 639 004 $ à 18 organismes désignés à la recommandation, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la période du 7 mai 2025 au 31 mars 2029 dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029) et approuver les projets de conventions à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le 21 juin 2024, le gouvernement du Québec dévoilait son 4e plan d'Action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 Mobiliser. Accompagner. Participer., où il s'engage à poursuivre et à bonifier les Alliances pour la solidarité. Les Alliances se déploient au moyen d'ententes qui visent à confier aux partenaires désignés la gestion d'une enveloppe provenant du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) en vue d'un financement de projets. Ceux-ci peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

L'aide financière du MESS constitue un important levier financier pour le milieu communautaire, dont l'action vise le développement des potentiels individuels et collectifs et l'amélioration des conditions de vie et du tissu social. La contribution financière du MESS pour la période précédente 2018-2023 a permis de financer annuellement plus de 350 projets réalisés par 280 organismes. Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), les arrondissements et les villes liées ne font pas que soutenir financièrement les organismes communautaires, ils créent des liens et recourent à leur savoir-faire pour mieux cerner les enjeux sociaux de leurs milieux respectifs et envisager les meilleures actions sur le terrain.

La Ville a élaboré un Cadre de référence 2025-2029 Agir ensemble. Ce cadre, combiné avec le Plan d'action solidarité, équité et inclusion 2022-2025, permettent d'orienter l'action à mener par les partenaires et les bénéficiaires de la nouvelle convention. Le Cadre de référence 2025-2029 présente la vision et les objectifs communs ainsi que les mécanismes de mise en œuvre qui guideront les partenaires dans la planification et la réalisation des projets de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La vision proposée repose sur les valeurs de dignité, de tolérance, d'inclusion et d'égalité promues par la Charte montréalaise. La vision s'inscrit en continuité avec le plan stratégique Montréal 2030 de la Ville qui réaffirme son engagement en faveur des droits de la personne. Cette vision souligne l'importance d'assurer un accès équitable aux différents services et au soutien de la communauté pour lutter contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle oriente l'action en faveur du respect des droits et de la dignité des personnes pour ainsi assurer une meilleure cohésion sociale. Cela donne aussi la possibilité à chacun de développer son potentiel et de participer pleinement à la société.

La convention d'aide financière MESS-Ville remplace celle couvrant la période 2018-2023. Elle établit les modalités et conditions de versement de cette aide financière de 55 M$. L'aide financière du MESS vise à soutenir financièrement des initiatives pouvant intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale sur le territoire de l'agglomération de Montréal et contribuer, dans le respect de l'autonomie des milieux, au développement de projets diversifiés, notamment sur les priorités nationales suivantes :

- la sécurité alimentaire;
- la prévention de la pauvreté et de l'exclusion sociale;
- la lutte contre les préjugés visant les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
- les réalités et les enjeux propres aux centres-villes, notamment, au regard de la situation de l'itinérance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décisions relatives au comité exécutif, au conseil municipal et du conseil d'agglomération
Entente :

CE24 2017 - 11 décembre 2024
Autoriser la réception d'une aide financière totalisant 55 M$ provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MESS) pour lutter contre la pauvreté et l'Exclusion sociale dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité et de la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 / Approuver un projet de convention financière entre la ministre de la Solidarité et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal, établissant les modalités et conditions de versement de cette aide financière

CG24 0551 - 24 octobre 2024
Approuver le projet d'avenant modifiant l'administration sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité intervenue entre la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal (CG24 0210), établissant les modalités et conditions d'octroi d'un premier versement de 5 M$, pour la période se terminant le 31 octobre 2024

CG24 0210 - 18 avril 2024
Autoriser la réception d'une subvention de 11 M$ provenant du ministère responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire pour la prolongation de l'Entente entre la Ville de Montréal et la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire dans une perspective de transition entre les ententes administratives sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 et autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant / Approuver un projet d'avenant à cet effet

CG19 0325 - 20 juin 2019
Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées / Approuver un scénario permettant de ne pas réduire les budgets actuels des arrondissements et des villes liées pour les années 2020, 2021 et 2022 / Approuver l'application d'un seuil minimal de 15 000 $ pour octroyer des fonds aux arrondissements et aux villes liées

Décisions relatives à l'arrondissement

CA24 14 0162 - 1246513009 - 4 juin 2024 - Accorder une contribution financière totalisant 864 533 $ à 15 organismes désignés à la recommandation, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux pour 2024-2025 dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024) et approuver les projets de conventions à cette fin.

CA23 14 0195 - 1236513003 - **5 septembre 2023** - Accorder une contribution financière totalisant 682 837 $ à 14 organismes désignés à la recommandation, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024) et approuver les projets de conventions à cette fin.

CA20 14 0098 - **1207644003** - **6 avril 2020** - Accorder une contribution financière maximale totalisant 1 998 294 $ à 14 organismes désignés à la recommandation, pour une période de 3 ans, débutant le 1eavril 2020 et se terminant le 31 mars 2023, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) et approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

À la suite de l’appel de projets VSP - lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale 2025-2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d’initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029), qui a été ouvert du 9 décembre 2024 au 7 février 2025, 36 organismes ont déposé au total 41 demandes de soutien financier représentant la somme globale de 10 004 772 $ sur 4 ans.
Des comités de sélection ont été créés, conformément à l'encadrement administratif sur l'octroi et la gestion des contributions financières à des organismes à but non lucratif (Numéro C-RF-DG-D-25-001). Ces comités ont évalué les projets selon les critères déterminés dans la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d’initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029) et ils ont émis des recommandations. Le budget disponible de 3 639 004 $ a été réparti comme suit :

Villeray :

Organisme : Centre des femmes d'ici et d'ailleurs
Projet : Accompagnement des femmes en situation d'itinérance : de l'individuel vers le collectif
Montant : 57 696 $
Résumé du projet : Le projet offre un soutien de proximité aux femmes en situation d'itinérance ou à risque de l’être. Via de l'accompagnement personnalisé, l'objectif est de répondre à leurs besoins fondamentaux, de stabiliser leur situation et de les accompagner vers des solutions durables.

Organisme : Association des Locataires de Villeray
Projet : Franchir un cap pour un plus grand impact
Montant : 200 000 $
Résumé du projet : Le projet vise une augmentation des actions individuelles et collectives liées à la crise du logement: ateliers d'éducation populaire, suivis et accompagnements individuels pour les cas d'évictions et besoin de relogement, insalubrité et santé mentale, harcèlement et discrimination des propriétaires, diminution du pouvoir de location, etc.

Organisme : La Maison de Quartier Villeray
Projet : Manger frais & manger vrai
Montant : 336 216 $
Résumé du projet : Le projet vise à augmenter l'aide alimentaire pour les résidents vulnérables de Villeray afin qu'ils puissent manger à leur faim. L'objectif est de desservir plus de citoyen.es, d'offrir des services alimentaires, des ateliers culinaires et la mise sur pied d'un mini-marché saisonnier abordable. Le projet inclut également un volet de livraison à domicile pour les ainé.es, les personnes avec des limitations fonctionnelles et les personnes avec un système immunitaire faible.

Organisme : Villeray dans l'Est
Projet : Pour un avenir sans inégalité dans Villeray!
Montant : 289 371 $
Résumé du projet : Le présent projet, se déroulant au cœur de l’Est de Villeray, a pour objectif de mettre en place des actions, ateliers et activités favorisant l'acquisition de nouvelles compétences et connaissances pour les populations vivant des défis liés à l'immigration ou vivant avec de faibles revenus ou ayant de faibles niveaux de scolarité dans l'optique de réduire les impacts directs ou indirects de la pauvreté et de prévenir l’inégalité et l’exclusion sociale vécues par cette même communauté.

Organisme : Corporation d'Éducation Jeunesse
Projet : Projet d'intervention Rousselot
Montant : 120 000 $
Résumé du projet : Le Projet Rousselot est un projet d'intervention de milieu qui offre aux jeunes de 5 à 17 ans de l'est de Villeray des programmations d'activités culturelles, éducatives, sportives et communautaires stimulantes et enrichissantes favorisant le développement intégral des jeunes et qui prévient l'exclusion sociale et contribue à réduire les inégalités.

Villeray et Saint-Michel :

Organisme : Projet Ado Communautaire en travail de rue
Projet : Travail de rue dans Villeray et Saint-Michel
Montant : 343 197 $
Résumé du projet : Le projet est mené par une équipe de travailleuses et travailleurs de rue spécialisés dans l'accompagnement des personnes en situation de précarité. L'intervention se fait auprès des individus vulnérables, particulièrement celles et ceux vivant dans des conditions de pauvreté ou en marge de la société, en vue de leur offrir du soutien personnalisé. Les travailleuses et travailleurs de rue répondent aux besoins immédiats des personnes en situation de vulnérabilité, qu'il s'agisse d'aide alimentaire, d'hébergement, de soins de santé ou de services sociaux. L'objectif à long terme est de renforcer l'autonomie des personnes accompagnées et de les soutenir dans leurs démarches vers une meilleure qualité de vie.

Saint-Michel :

Organisme : Mon Resto Saint-Michel
Projet : Agir contre l'insécurité alimentaire : accompagnement, implication et action bénévole
Montant : 210 000 $
Résumé du projet : Ce projet finance un poste à temps plein d'intervenante ou intervenant communautaire qui reçoit les demandes d'aide alimentaire de personnes à faible revenu, principalement issues de l'immigration récente. Au-delà de l'aide alimentaire offerte par l'organisme, l'intervenante ou l'intervenant mobilise les bénéficiaires pour participer, à titre de bénévole, aux activités liées à l'alimentation et la cuisine de l'organisme, afin d'offrir des opportunités d'apprentissage, de partage de connaissances et de socialisation. Il ou elle coordonne et forme les bénévoles, organise avec eux des activités sociales et leur offre du soutien ciblé.

Organisme : La Grande Porte
Projet : Intervenant.e enfance/famille
Montant : 93 824 $
Résumé du projet : Intervention et soutien auprès des jeunes de 6 à 12 ans issus de l'immigration récente et vivant dans un contexte de pauvreté, afin d'assurer leur développement individuel et social. Élargissement du soutien aux parents et développement d'ateliers visant la parentalité positive, la gestion du stress, l'accompagnement des devoirs à la maison et d'autres sujets de développement personnel et éducatif.

Organisme : Projaide Inc.
Projet : Pérennisation de nos repas, livraisons et ateliers d'accueil comme réponse à l'urgence
Montant : 202 000 $
Résumé du projet : Maintien, consolidation et bonification d'un programme de repas communautaires, livraisons de proximité, ateliers d'accueil et suivis personnalisés auprès des bénéficiaires, par et au bénéfice des personnes en situation de vulnérabilité, marginalisées ou précarisées (majoritairement racisées ou nouvelles arrivantes) de Saint-Michel.

Organisme : Centre éducatif communautaire René Goupil
Projet : Porte-à-porte sur les besoins de base en logement et en alimentation dans Saint-Michel Est
Montant : 175 000 $
Résumé du projet : Bonification des activités de porte-à-porte auprès de la population la plus vulnérabilisée et marginalisée de Saint-Michel Est afin de discerner les besoins concernant le logement (insalubrité, informations au sujet des droits des locataires) et les besoins en sécurité alimentaire. Faire connaître les ressources du quartier et y référer la population ayant des besoins. Offrir des rencontres individuelles et des suivis à la population rejointe. Améliorer les connaissances et le pouvoir d'agir individuel et collectif des personnes rencontrées.

Organisme : Comité logement citoyen Saint-Michel
Projet : Saint-Michel mobilisé pour se loger
Montant : 190 000 $
Résumé du projet : Le projet Saint-Michel mobilisé pour se loger vise à structurer et renforcer la mobilisation des locataires de Saint-Michel, en particulier dans le secteur ouest, afin de contrer les rénovictions et défendre le droit au logement. À travers du porte-à-porte préventif, des activités d'éducation populaire et de mobilisation, il renforce l'autonomie des locataires, favorise la solidarité et s'articule avec les actions du Centre éducatif et communautaire René-

Goupil pour une réponse concertée.

Organisme : Le relais des jeunes familles
Projet : Support et accompagnement des jeunes parents
Montant : 170 000 $
Résumé du projet : Projet qui s'adresse aux jeunes mères cumulant plusieurs facteurs de vulnérabilités, provenant de milieux familiaux très précaires, qui présentent des difficultés à fournir à leurs enfants ce dont ils ont besoin pour leur développement. L'intervenante crée un plan d'action individuel pour chaque mère et offre du soutien et de l'accompagnement aux familles dans diverses démarches liées à l'amélioration de leurs compétences et à l'amélioration de leur qualité de vie.

Organisme : Joujouthèque Saint-Michel inc.
Projet : Temps de jeu
Montant : 160 000 $
Résumé du projet : « Temps de jeux » vise à rejoindre les familles immigrantes défavorisées du secteur Est de Saint-Michel avec l'objectif de développer la maturité scolaire des enfants 0 à 5 ans et de renforcer les liens parent-jeune 6 à 11 ans. Ce projet mise sur l'implication parentale en s'appuyant sur l'approche du jeu libre dans un cadre éducatif et amusant et par l'engagement bénévole. Ce projet vient aussi soutenir l'intégration socioprofessionnelle des femmes immigrantes.

Parc-Extension :

Organisme : Ressource Action-Alimentation
Projet : À Table Ensemble : réduire la faim et créer des liens
Montant : 220 000 $
Résumé du projet : Le projet « À Table Ensemble : réduire la faim et créer des liens » vise à lutter contre la faim, promouvoir une alimentation saine et renforcer l'autonomie alimentaire, en particulier auprès des populations les plus vulnérables, tout en favorisant les liens sociaux. Le projet propose de bonifier les services de la banque alimentaire par des ateliers pratiques de cuisine et de transformation alimentaire. Une transformation accrue d'aliments en plats prêts à consommer augmentera la quantité de repas disponible dans le frigo communautaire de l'organisme et finalement le projet souhaite développer un programme d'exploration des produits locaux.

Organisme : Héberjeune de Parc-Extension
Projet : Intervention de Proximité
Montant : 159 402 $
Résumé du projet : Héberjeune, en tant qu'organisme dédié à la prévention de l'itinérance, propose de renforcer son impact dans la communauté en développant une approche de proximité par le biais d'un.e intervenant.e de milieu principalement à la Place de la gare et au Parc Aténa. L'intervenant.e de milieu accompagnera individuellement les personnes en situation d'itinérance, favorisera l'accès aux services essentiels et offrira des produits de première nécessité. Le projet vise aussi à mettre en place des espaces de dialogue entre les résident.es, les commerçant.es et les personnes en situation d'itinérance afin d'apaiser les tensions.

Organisme : Comité d'action de Parc-Extension (CAPE)
Projet : Parc-Ex sur le terrain pour le droit au logement, par et pour les locataires
Montant : 263 155 $
Résumé du projet : Le projet vise à élargir et intensifier le travail du terrain et le soutien aux locataires confrontés à des conditions de logements insalubres ou menacés dans l'occupation de leur logement. Le projet consistera à identifier et à visiter des immeubles ciblés. Nous organiserons également des rencontres d'immeubles, afin de renforcer la solidarité entre les locataires et d'encourager la mise en commun des stratégies. Nous souhaitons favoriser la formation des locataires afin d'augmenter leur capacité d'agir individuelle et collective.

Organisme : Afrique au Féminin
Projet : Réseau Parents Agents Multiplicateurs
Montant : 215 854 $
Résumé du projet : Projet présenté par la Table de Concertation Petite Enfance de Parc-Extension et coordonné par Afrique au Féminin dont l'objectif est de renforcer le tissu social de Parc-Extension grâce à un modèle d'accompagnement

interculturel innovant qui mise sur l'empowerment féminin et l'intégration communautaire. Le présent projet vise à rejoindre les femmes immigrantes vivant de l'isolement, des défis en employabilité et des défis dans leur démarche d'intégration, ayant besoin d'un accompagnement personnalisé pour favoriser leur intégration. Le projet souhaite favoriser l'accessibilité aux ressources institutionnelles et communautaires œuvrant dans différents domaines : emploi, logement, éducation, santé, francisation, famille, violence, etc.

Organisme : Cuisine et vie collectives Saint-Roch
Projet : Pour une cuisine collective durable et éducative!
Montant : 233 289 $
Résumé du projet : Cette bonification de projet comprendrait l'augmentation du nombre de groupes de cuisines collectives afin de pouvoir desservir plus de personnes vivant de l'insécurité alimentaire, ainsi que le développement d'un volet théorique sous forme d'ateliers préparés par une intervenante ou un intervenant spécialisé en nutrition et en diététique. De plus, nous souhaitons inclure un volet pratique, où les participant.es mettraient leurs apprentissages à exécution lors des 4 étapes d'une cuisine collective avec le soutien d'une animatrice ou d'un animateur.

JUSTIFICATION

En cohérence avec les ambitions du plan stratégique Montréal 2030 et le plan d'action solidarité, équité et inclusion, le programme Agir ensemble engage la Ville à offrir à la population de Montréal un accès à des ressources et services de qualité et de proximité, qui répondent à leurs besoins. Le programme Agir ensemble devient ainsi un levier d'action locale et régionale incontournable afin de concrétiser notre engagement en lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.
Liens avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Ces projets sont soutenus dans le cadre du programme Agir ensemble du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) qui reconnaît l'expertise et l'engagement des arrondissements et de leurs organismes partenaires à assurer une réponse collective cohérente et adaptée aux besoins des personnes vulnérabilisées et marginalisées du territoire.

En soutenant financièrement ces projets et leur réalisation, l'Arrondissement est cohérent avec l'orientation transversale de son plan d'action de développement social 2024-2030 suivante : Mettre en œuvre des stratégies et des moyens de lutte contre la pauvreté, en agissant sur plusieurs facteurs individuels et collectifs. De plus, dans le cadre de ce plan d'action, l'Arrondissement identifie les priorités pour les 6 prochaines années comme étant la sécurité alimentaire, le logement et le vivre ensemble - soit la sécurité urbaine et l'itinérance.

Les projets présentés dans le cadre du programme Agir ensemble sont également en lien avec les priorités des plans de quartier de Vivre Saint-Michel en Santé, de la Corporation de développement communautaire Solidarités Villeray et de la Table de quartier de Parc-Extension en œuvrant dans les domaines suivants :

- la sécurité alimentaire;
- le soutien et l'accompagnement aux personnes en situation d'itinérance;
- l'intégration sociale des personnes marginalisées et en rupture sociale;
- l'insertion socio-professionnelle des personnes vivant avec plusieurs vulnérabilités;
- l'empowerment et l'accompagnement des gens pris avec des problèmes d'insalubrité dans leur logement;
- le développement des enfants;
- le développement des compétences parentales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .
La somme nécessaire à ce dossier, soit 3 639 004 $, est prévue au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) et financée dans le cadre de la *Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029).* Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Le soutien financier que la Ville a accordé à ces organismes au cours des dernières années pour les mêmes projets se résume comme suit :

Organisme	Projet	Soutien accordé			Soutien recommandé 2025-26	Soutien recommandé 2026-27	Soutien recommandé 2027-28	Soutien recommandé 2028-29	Soutien au projet global (%)
		2022-23	2023-24	2024-25					
Centre des femmes d'ici et d'ailleurs	Accompagnement des femmes en situation d'itinérance : de l'individuel vers le collectif	s.o.	s.o.	s.o.	14 424 $	14 424 $	14 424 $	14 424 $	100 %
Association des locataires de Villeray	Franchir un cap pour un plus grand impact	26 094 $	26 094 $	31 018 $	50 000 $	50 000 $	50 000 $	50 000 $	33 %
La Maison de quartier de Villeray	Manger frais & manger vrai	52 521 $	52 521 $	62 433 $	84 054 $	84 054 $	84 054 $	84 054 $	40 %
Villeray dans l'Est	Pour un avenir sans inégalité dans Villeray!	89 178 $	89 178 $	106 007 $	72 342,75 $	72 342,75 $	72 342,75 $	72 342,75 $	34 %
Corporation d'éducation jeunesse	Projet d'intervention Rousselot	25 000 $	25 000 $	29 718 $	30 000 $	30 000 $	30 000 $	30 000 $	21 %
Projet Ado Communautaire en travail de rue	Travail de rue dans Villeray et Saint-Michel	100 000 $	100 000 $	118 871 $	85 799,25 $	85 799,25 $	85 799,25 $	85 799,25 $	41 %
Mon Resto Saint-Michel	Agir contre l'insécurité alimentaire: accompagnement, implication et action bénévole	41 465 $	41 465 $	49 290 $	52 500 $	52 500 $	52 500 $	52 500 $	38 %
La Grande Porte	Intervenant.e enfance / famille	40 000 $	40 000 $	47 549 $	23 456 $	23 456 $	23 456 $	23 456 $	41 %
Projaide	Pérennisation de nos repas, livraisons et ateliers d'accueil comme réponse à l'urgence	s.o.	s.o.	s.o.	50 500 $	50 500 $	50 500 $	50 500 $	63 %
Centre éducatif et communautaire René-Goupil	Porte-à-porte sur les besoins de base en logement et en alimentation dans Saint-Michel Est	55 373 $	s.o.	s.o.	43 750 $	43 750 $	43 750 $	43 750 $	100 %
Comité logement citoyen Saint-Michel	Saint-Michel mobilisé pour se loger	s.o.	s.o.	s.o.	47 500 $	47 500 $	47 500 $	47 500 $	67 %
Relais des jeunes familles	Support et accompagnement des jeunes parents	40 000 $	40 000 $	47 549 $	42 500 $	42 500 $	42 500 $	42 500 $	23 %
Joujouthèque	Temps de jeu	31	31	37	40 000 $	40 000 $	40 000 $	40 000 $	73 %

Saint-Michel		149 $	149 $	027 $					
Ressource Action-Alimentation	À Table Ensemble: réduire la faim et créer des liens	60 000 $	60 000 $	71 323 $	55 000 $	55 000 $	55 000 $	55 000 $	24 %
Héberjeune de Parc-Extension	Intervention de proximité	s.o.	s.o.	s.o.	39 850,50 $	39 850,50 $	39 850,50 $	39 850,50 $	88 %
Comité d'action de Parc-Extension (CAPE)	Parc-Ex sur le terrain pour le droit au logement, par et pour les locataires	30 000 $	30 000 $	35 661 $	65 788,75 $	65 788,75 $	65 788,75 $	65 788,75 $	98 %
Afrique au féminin	Réseau Parents Agents Multiplicateurs	s.o.	s.o.	s.o.	53 963,50 $	53 963,50 $	53 963,50 $	53 963,50 $	58 %
Cuisine et vie collectives Saint-Roch	Pour une cuisine collective et durable et éducative!	20 000 $	20 000 $	23 774 $	58 322,25 $	58 322,25 $	58 322,25 $	58 322,25 $	67 %

Le numéro de la demande d'achat est 868299.
La clé comptable pour la demande d'achat est : 1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052147.00000.00000

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit :

- de tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire (priorité 6);
- de répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable (priorité 7);
- de consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire (priorité 9);
- d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins (priorité 19).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est souhaité que la décision d'autoriser le financement de ces projets soit rendue lors du conseil d'arrondissement du 6 mai 2025. Un montage financier auquel s'ajoutent d'autres sources de financement a permis de maintenir le déploiement de certains projets depuis le 31 mars 2025. Tout report de la décision entraînerait une interruption de services.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Deux protocoles de visibilité en annexe au projet de convention sont en vigueur et doivent être appliqués par les organismes partenaires.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation du projet ou de chacun des projets.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle LÉPINE, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie GRÉGOIRE
conseiller(-ere) en developpement communautaire
Tél : 438-368-5563
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Vincent-Thomas HAMELIN
Chef de division SLDS - Développement social et expertise
Tél : 514-726-9125
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1255781001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 3 639 004 $ à 18 organismes désignés à la recommandation, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la période du 7 mai 2025 au 31 mars 2029 dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029) et approuver les projets de conventions à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1255781001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget

Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-23

Alpha OKAKESEMA
Chef de section - conseil et soutien financiers
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CERTIFICATION DE FONDS - BUDGET DE FONCTIONNEMENT

NO GDD : **1255781001**

No d'engagement 2025-2026 : **DA 868299**
No d'engagement 2026-2029 : **DI55781001**

Imputation de la dépense

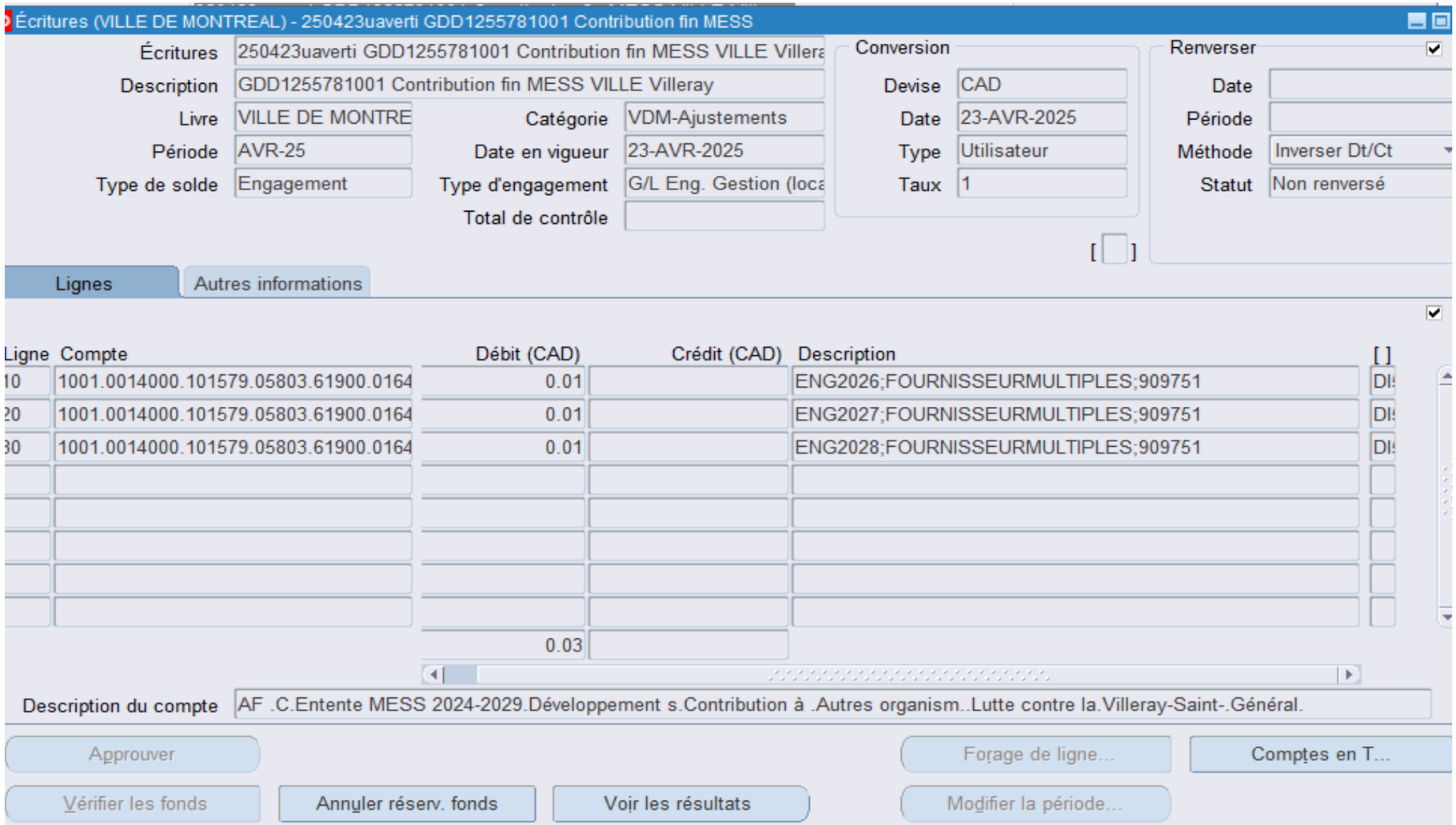
1.0951303727

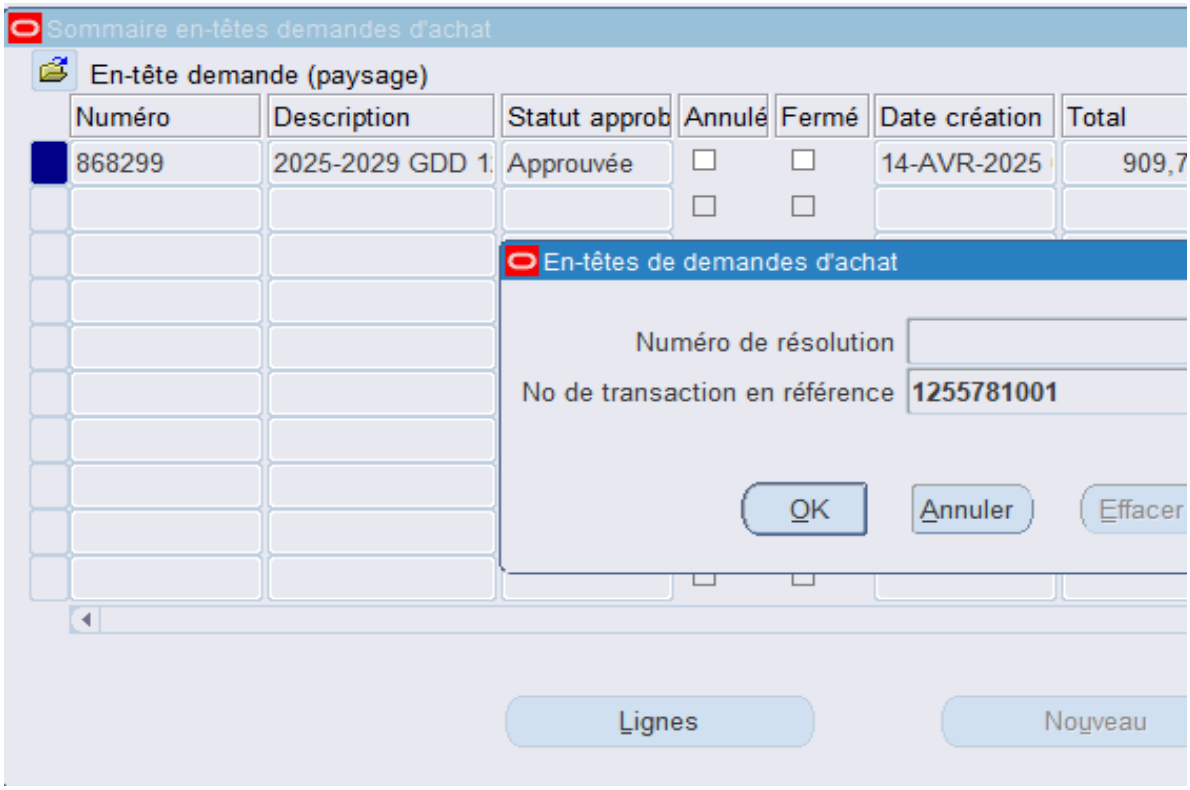
Accorder une contribution financière totalisant 3 639 004 $ à 18 organismes désignés à la recommandation, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la période du 7 mai 2025 au 31 mars 2029 dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029) et approuver les projets de conventions à cette fin.		**2025 - 2026**	**2026 - 2027**	**2027 - 2028**	**2028 - 2029**	**Total**
AF - Géneral - Agglomération.Crédits associés à des revenus dédiés.Entente MESS 2024-2029.Développement social.Contribution à d'autresorganismes.Autres organismes..Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.Général.	1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052147.00000.00000	909,751 $	909,751 $	909,751 $	909,751 $	**3,639,004 $**
Total imputation		**909,751 $**	**909,751 $**	**909,751 $**	**909,751 $**	**3,639,004 $**

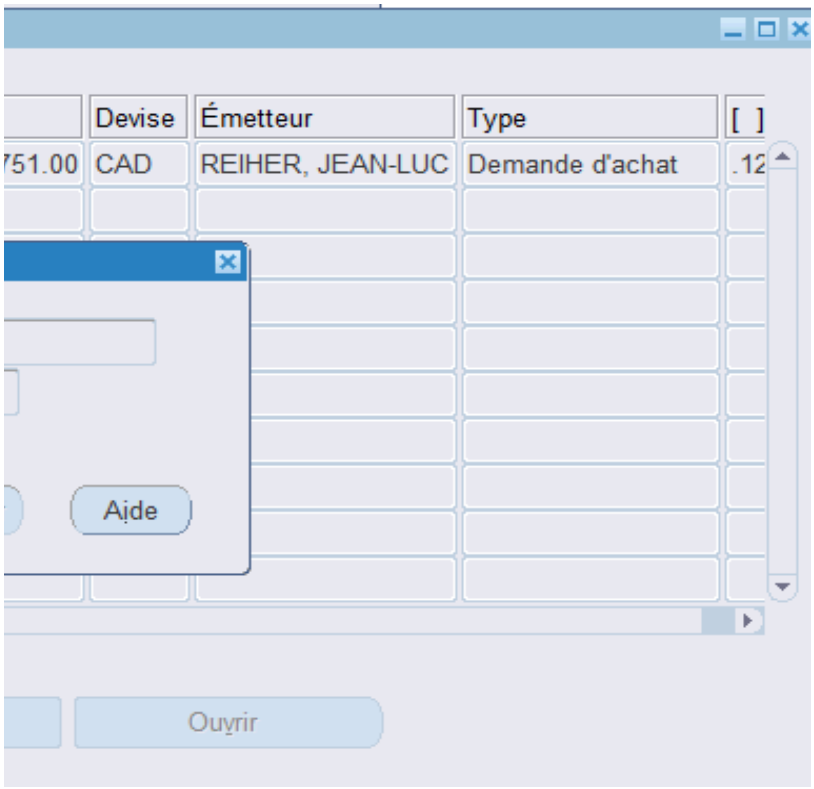
Organisme
Centre des femmes d'ici et d'ailleurs
Association des locataires de Villeray
La Maison de quartier de Villeray
Villeray dans l'Est
Corporation d'éducation jeunesse
Projet Ado Communautaire en travail de rue
Mon Resto Saint-Michel
La Grande Porte
Projaide
Centre éducatif et communautaire René-Goupil
Comité logement citoyen Saint-Michel
Relais des jeunes familles
Joujouthèque Saint-Michel
Ressource Action-Alimentation
Héberjeune de Parc-Extension
Comité d'action de Parc-Extension (CAPE)
Afrique au féminin
Cuisine et vie collectives Saint-Roch

Projet	Soutien recommandé 2025-2026	Soutien recommandé 2026-2027	Soutien recommandé 2027-2028
Accompagnement des femmes en situation d'itinérance : de l'individuel vers le collectif	14,424.00 $	14,424.00 $	14,424.00 $
Franchir un cap pour un plus grand impact	50,000.00 $	50,000.00 $	50,000.00 $
Manger frais & manger vrai	84,054.00 $	84,054.00 $	84,054.00 $
Pour un avenir sans inégalité dans Villeray!	72,342.75 $	72,342.75 $	72,342.75 $
Projet d'intervention Rousselot	30,000.00 $	30,000.00 $	30,000.00 $
Travail de rue dans Villeray et Saint-Michel	85,799.25 $	85,799.25 $	85,799.25 $
Agir contre l'insécurité alimentaire: accompagnement, implication et action bénévole	52,500.00 $	52,500.00 $	52,500.00 $
Intervenant.e enfance / famille	23,456.00 $	23,456.00 $	23,456.00 $
Pérennisation de nos repas, livraisons et ateliers d'accueil comme réponse à l'urgence	50,500.00 $	50,500.00 $	50,500.00 $
Porte-à-porte sur les besoins de base en logement et en alimentation dans Saint-Michel Est	43,750.00 $	43,750.00 $	43,750.00 $
Saint-Michel mobilisé pour se loger	47,500.00 $	47,500.00 $	47,500.00 $
Support et accompagnement des jeunes parents	42,500.00 $	42,500.00 $	42,500.00 $
Temps de jeu	40,000.00 $	40,000.00 $	40,000.00 $
À Table Ensemble: réduire la faim et créer des liens	55,000.00 $	55,000.00 $	55,000.00 $
Intervention de proximité	39,850.50 $	39,850.50 $	39,850.50 $
Parc-Ex sur le terrain pour le droit au logement, par et pour les locataires	65,788.75 $	65,788.75 $	65,788.75 $
Réseau Parents Agents Multiplicateurs	53,963.50 $	53,963.50 $	53,963.50 $
Pour une cuisine collective et durable et éducative!	58,322.25 $	58,322.25 $	58,322.25 $
TOTAL	909,751.00 $	909,751.00 $	909,751.00 $

Soutien recommandé 2028-2029	
14,424.00 $	57,696.00 $
50,000.00 $	200,000.00 $
84,054.00 $	336,216.00 $
72,342.75 $	289,371.00 $
30,000.00 $	120,000.00 $
85,799.25 $	343,197.00 $
52,500.00 $	210,000.00 $
23,456.00 $	93,824.00 $
50,500.00 $	202,000.00 $
43,750.00 $	175,000.00 $
47,500.00 $	190,000.00 $
42,500.00 $	170,000.00 $
40,000.00 $	160,000.00 $
55,000.00 $	220,000.00 $
39,850.50 $	159,402.00 $
65,788.75 $	263,155.00 $
53,963.50 $	215,854.00 $
58,322.25 $	233,289.00 $
909,751.00 $	3,639,004.00 $


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 250423uaverti GDD1255781001 Contribution fin MESS
Écritures
250423uaverti GDD1255781001 Contribution fin MESS VILLE Villera
Description
GDD1255781001 Contribution fin MESS VILLE Villeray
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Ajustements
Période
AVR-25
Date en vigueur
23-AVR-2025
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Gestion (loca
Total de contrôle
Conversion
Devise
CAD
Date
23-AVR-2025
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (CAD)
Description
10
1001.0014000.101579.05803.61900.0164
0.01
ENG2026;FOURNISSEURMULTIPLES;909751
20
1001.0014000.101579.05803.61900.0164
0.01
ENG2027;FOURNISSEURMULTIPLES;909751
30
1001.0014000.101579.05803.61900.0164
0.01
ENG2028;FOURNISSEURMULTIPLES;909751
0.03
Description du compte
AF .C.Entente MESS 2024-2029.Développement s.Contribution à .Autres organism..Lutte contre la.Villeray-Saint-.Général.
Approuver
Forage de ligne...
Comptes en T...
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats
Modifier la période...


Sommaire en-têtes demandes d'achat
En-tête demande (paysage)
Numéro
Description
Statut approb
Annulé
Fermé
Date création
Total
868299
2025-2029 GDD 1
Approuvée
14-AVR-2025
909,7
En-têtes de demandes d'achat
Numéro de résolution
No de transaction en référence
1255781001
OK
Annuler
Effacer
Lignes
Nouveau


Devise
Émetteur
Type
751.00
CAD
REIHER, JEAN-LUC
Demande d'achat
Aide
Ouvrir



conv_1255781001_fqis_mtess_Afrique au Féminin.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_ALV.pdf [pièce jointe "conv_1255781001_fqis_mtess_CAPE.pdf" supprimée par Simon TALBOT/MONTREAL]



conv_1255781001_fqis_mtess_CAPE.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_CECRG.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_CÉJ.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_Centre des femmes ici ailleurs.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_Comité Logement Citoyen Saint-Michel.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_Cuisines Vie Collectives.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_Heberjeune.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_Joujouthèque.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_La Grande Porte.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_le relais des jeunes familles.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_Mon Resto St Michel.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_MQV.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_PACT de rue.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_Projaide Inc.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_RAA.pdf



conv_1255781001_fqis_mtess_Villeray dans l'Est.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
GDD 1255781001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION** (VSP), personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 14_____.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **HÉBERJEUNE DE PARC-EXTENSION**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7004, rue Hutchison, bureau 2, Montréal (Québec) H3N 1Y6, agissant et représentée par monsieur Oumar Gueye, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 892300674RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1016965282DQ0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 892300674RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou

régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme offre un hébergement temporaire et un accompagnement social intensif à de jeunes adultes, de 18 à 25 ans en difficulté, afin de favoriser leur insertion sociale. Les interventions s'articulent autour de six (6) grands volets, soit l'hébergement, le soutien à l'intégration socioprofessionnelle, le soutien aux jeunes familles, les programmes de prévention des toxicomanies et la vie communautaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du

Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cent cinquante-neuf mille quatre cent deux dollars (159 402 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1 une somme maximale de trente-cinq mille huit cent soixante-cinq dollars et quarante-cinq cents (35 865,45 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de trois mille neuf cent quatre-vingt-cinq dollars et cinq cents (3 985,05 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2025-2026 à la satisfaction du Responsable.

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1 une somme maximale de trente-cinq mille huit cent soixante-cinq dollars et quarante-cinq cents (35 865,45 $) le 1er avril 2026;

5.2.2.2 une somme maximale de trois mille neuf cent quatre-vingt-cinq dollars et cinq cents (3985,05 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2026-2027 à la satisfaction du Responsable.

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1 une somme maximale de trente-cinq mille huit cent soixante-cinq dollars et quarante-cinq cents (35 865,45 $) le 1er avril 2027;

5.2.3.2 une somme maximale de trois mille neuf cent quatre-vingt-cinq dollars et cinq cents (3 985,05 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2027-2028 à la satisfaction du Responsable.

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1 une somme maximale de trente-cinq mille huit cent soixante-cinq dollars et quarante-cinq cents (35 865,45 $) le 1er avril 2028;

5.2.4.2 une somme maximale de trois mille neuf cent quatre-vingt-cinq dollars et cinq cents (3 985,05 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2028-2029 à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au le 7004, rue Hutchison, bureau 2 Montréal (Québec) H3N 1Y6, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

HÉBERJEUNE DE PARC-EXTENSION

Par : _____
Monsieur Oumar Gueye, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 6e jour de mai 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001370-Intervention de Proximité

Identification du projet

Contexte de la demande

Nom de l’organisme : Héberjeune de Parc extension

Appel à projet : VSP - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2025-2029

Identification du projet

No demande : 001370

Titre de la demande : Intervention de Proximité

En une phrase, comment décrivez-vous votre projet ?

Héberjeune, en tant qu’organisme dédié à la prévention de l'itinérance, cherche à renforcer son impact dans la communauté en développant une approche de proximité par le biais d’un(e) intervenant(e) de milieu principalement à la Place de la gare et au Parc Aténa.

Édition et échéancier

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	01/04/2025	31/03/2026	
An 2	01/04/2026	31/03/2027	
An 3	01/04/2027	31/03/2028	
An 4	01/04/2028	31/03/2029	

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.2 Un meilleur accès à un logement adéquat, abordable et salubre, puis le maintien de celui-ci
2. Miser sur le pouvoir d’agir	2.1 Une plus grande capacité d’agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
2. Miser sur le pouvoir d’agir	2.2 Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent

3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d’entraide et de solidarité renforcés

Personne répondante du projet

Qui sera la personne répondante du projet ?

Responsable de l'organisme : Oumar Gueye

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Autre(s) personne(s) pour les communications

Responsable de l'organisme :

Contact(s) associé(s) à l'organisme :

Autre :

Signataire et convention

Qui est la personne désignée comme signataire de la convention par le CA de votre organisme ?

Responsable de l'organisme : Oumar Gueye

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Courriel :

Téléphone principal :

Autre téléphone :

Joindre la résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal : Résolution générale13sept2024.pdf

Description et planification

Présentation du projet

Contexte et enjeux justifiant le projet :

Le quartier de Parc-Extension, reconnu pour sa diversité culturelle et sa forte proportion de population immigrante, fait face à des défis sociaux majeurs en matière d'itinérance, de précarité du logement et d'exclusion sociale. En effet, la présence croissante de personnes sans-abri à la Place de la Gare et au Parc Aténa et aux alentour du metro PARC et de MAXI entraîne des tensions avec les résidents et les commerçants, générant des risques de violence et de détérioration de la qualité de vie du quartier.
Ensuite, nous constatons un manque d'acc`s aux service de base, car les personnes en situation d'itinérance peinent à accéder aux soins de santé, à des repas ou à des ressources d'accompagnement. D'ailleurs, de nombreux itinérants issus de l'immigration éprouvent des difficultés à s'orienter vers les services existants en raison d'un manque d'information dans leur langue maternelle.

Enfin, l'absence d'un espace adapté pour répondre aux besoins de base entraîne des problèmes d'insalubrité et d'insécurité dans l'espace publique, autant pour les personnes itinérantes que pour la population locale.

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Qui ?
Le projet s'adresse aux personnes en situation d'itinérance à Parc-Extension, en particulier celles vivant dans la rue ou en grande précarité. Il mobilise également :

2. Quoi ?
Le projet repose sur trois axes principaux :

Orienter et accompagner individuellement les itinérants etFavoriser l'accès aux services essentiels
-Aide dans les démarches administratives (logement, emploi, aide financière).
-Suivi personnalisé pour établir des plans d'autonomie pour chaque itinérants
Orientation vers des services spécialisés (soins de santé, soutien psychosocial, hébergement d'urgence).
-Offre de produits de première nécessités aux itinérants (pains, boites de conserve, produits sanitaires, etc.)
collaboration dirrectement sur le terrain avec des d'intervenants sociaux et de professionnels de la santé pour un suivi personnalisé.

Renforcer la médiation sociale
-réalisation de médiation intervenant auprès des personnes itinérantes et des acteurs du quartier.
-Mise en place d'espaces de dialogue entre les résidents, les commerçants et les personnes en situation d'itinérance afin d'apaiser les tensions.

Renforcer la collaboration intersectorielle
-Travail en réseau avec les autres organismes du quartier (banques alimentaires, centres de jour, ressources en logement) pour offrir une prise en charge globale.
-Organisation de rencontres régulières avec les partenaires afin de coordonner les interventions et éviter les dédoublements de services.

Où ?
L'intervention sera mobile. L'agent de proximité interviendra directement dans les espaces publics (PLace de la gare, Parc Aténa, Héberjeune et partout dans le quartier ou c'est nécessaire) pour créer du lien et orienter les personnes vers les services adaptés.

Quand ?
Le projet se fera tout au long de l'Année. Une intervention plus intense se fera penant l'été(Mai- Septembre)

Comment ?
Le projet se fera avec les partenaires déjà existants comme l'arrondissement, la police, l'équipe en prévention et réduction des méfaits d'Héberjeune qui connaissent déjà la clientèle, le CLSC de Parc-extension, AIRE Ouverte, Le MAXI et les commerces de la proximité du quartier, le CIPEV.

Quelles réalisations antérieures et/ou expertises de votre organisme démontrent votre capacité à réaliser le projet ?

Notre organisme possède une solide expérience de 31 ans dans la prévention de l'itinérance et l'offre d'hébergement pour les jeunes en difficulté, particulièment dans le quartier de Parc-extension. Cette expertise nous confère une compréhension approfondie des enjeux liés à l'itinérance, à la précarité du logement et à l'exclusion sociale, et nous place comme un acteur clé dans l'accompagnement des populations vulnérables.

Expertise et services existants
-Équipe d'intervenants de terrain spécialisés en prévention et réduction des méfaits : Présence directe sur le terrain, offre de matériel de consommation pour réduire les risque d'ITSS, interventions auprès des personnes en situation d'itinérance.

-Offre d'hébergement pour jeunes en difficulté : Plus de trois décennies d'expérience dans l'accueil et l'accompagnement de jeunes en situation précaire. à celà s'ajoute un dépannage alimentaires grâce à notre collaboration avec Moisson Montréal.

-Services en employabilité : Programmes de réinsertion socioprofessionnelle permettant aux jeunes d'acquérir des compétences et de favoriser leur autonomie financière.

-ccompagnement en recherche et stabilité en logement : Stratégies et ressources pour aider les bénéficiaires à trouver et maintenir un logement stable, limitant ainsi le risque de rechute vers l'itinérance.

-Partenariats et ancrage communautaire
Membre de 7 tables de concertation, dont 4 directement implantées dans le quartier de Parc-Extension. Équipe d'intervenants de terrain spécialisés en prévention et réduction des méfaits : Ces collaborations renforcent notre connaissance des dynamiques locales et nous permettent de travailler de manière coordonnée avec d'autres acteurs du secteur.

Si vous demandez une reconduction du projet, quels éléments le justifient ?
(Bonification, amélioration, ajout de clientèle, ajout d'activité, etc.) ?

Votre projet inclut-il la participation active du public-cible dans sa conception, sa mise en œuvre ou son évaluation ? Si oui, comment ? (Exemple : projet "par et pour")

L'amélioration continue du projet repose sur un système d'évaluation participatif qui intègre directement les retours des bénéficiaires.

Évaluations régulières avec les usagers par:
-l'organisation de rencontres trimestrielles avec les bénéficiaires pour recueillir leur feedback sur les services offerts.
-Création d'un mécanisme anonyme (ex. : boîte à idées, questionnaires) pour permettre aux --usagers d'exprimer librement leurs besoins et suggestions d'amélioration.
Réalisation d'un bilan annuel du projet intégrant la voix des bénéficiaires.

En quoi votre projet tient-il compte des besoins spécifiques et différenciés de différents groupes de population fréquemment discriminée ?

L'itinérance et la précarité touchent divers groupes de population de manière différenciée, en raison de facteurs structurels, sociaux et culturels qui influencent l'accès aux services, les expériences de marginalisation et les possibilités de réinsertion. Notre projet, centré sur l'accompagnement des personnes en situation d'itinérance à Parc-Extension, adopte une approche inclusive et différenciée afin de répondre aux besoins spécifiques des groupes les plus vulnérables. Nous tenons compte des discriminations systémiques et des barrières que rencontrent ces populations en intégrant des actions adaptées à chaque réalité. Voici quelques exemples d'actions spécifiques en lien avec la population fréquemment discriminée:
-Partenariats avec des organismes spécialisés dans l'accompagnement des personnes immigrantes sans statut ou en attente de régularisation.
-Sensibilisation des intervenants aux dynamiques de violence genrée et à la nécessité d'une approche bienveillante et non jugeante.
-Création d'un environnement inclusif où les personnes LGBTQ+ se sentent en sécurité, avec des politiques claires contre la discrimination et la transphobi
-Développement de partenariats avec des organismes spécialisés pour offrir des ressources adaptées aux personnes handicapées en situation de précarité.
-Sensibilisation aux dangers de l'exploitation et accompagnement spécifique pour prévenir les risques liés à la prostitution ou à la toxicomanie.
-Mise en place d'un accompagnement culturellement sécurisant, en collaboration avec des organismes autochtones et des intervenants issus des communautés concernées.

Est-ce qu'une stratégie d'équité territoriale a été considérée pour planifier le projet ou dans le choix de déroulement des activités? (Indice d'équité des milieux de vie de la Ville de Montréal, Signes vitaux du Grand Montréal de la Fondation du Grand Montréal, cumul de vulnérabilités, …)

selon l'indice d'équité territoriale, dans le Grand Montréal, les secteurs défavorisés comprennent 39 % de personnes s'identifiant à une minorité visible, contre 23 % dans les autres secteurs.Plusieurs secteurs de recensement à prévalence élevée de ménages à faible revenu (entre 22 % et 30 %) se retrouvent aussi dans ces mêmes quartiers. Notons une prévalence particulièrement élevée à Parc-Extension, où la quasi-totalité du territoire affiche un taux élevé de ménages à faible revenu, et à Côtedes-Neiges. Depuis plusieurs décennies, ces deux quartiers constituent des lieux d'accueil et de vie pour diverses communautés immigrantes.
Justement le projet prend en considération le facteur Immigration en lien avec la pauvreté dans le quartier de Parc-extension. En effet nous notons de plus en plus d'immigrants parmi les itinérants.

Mise en place du projet

Résultats visés

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

Le projet vise à répondre aux enjeux liés à l'itinérance en apportant des solutions concrètes et adaptées aux besoins des personnes vulnérables. Par la mise en place de services élargis et d’un accompagnement renforcé, nous prévoyons :

Une diminution des tensions et une amélioration du climat social à la Place de la Gare en favorisant la cohabitation et la médiation sociale.

Un accès élargi aux services essentiels pour les personnes en situation d’itinérance, incluant l’hébergement, les soins de santé, et l’accompagnement psychosocial.

Une réduction des impacts de l’itinérance sur la propreté et la sécurité du quartier grâce à des solutions adaptées aux réalités du terrain.

Une amélioration du parcours d’insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires, en leur offrant des opportunités de stabilisation et d’intégration durable.

Le projet repose sur une approche intersectorielle et inclusive, garantissant une prise en charge globale et efficace des personnes en situation d’itinérance.

Objectifs annuels

Pour chaque année de votre projet, identifiez l’objectif à atteindre.

Année	Objectif
An 1	200 personnes accompagnées 250 médiations réalisées 250 orientations et accompagnements vers des services spécialisés
An 2	200 personnes accompagnées 250 médiations réalisées 250 orientations et accompagnements vers des services spécialisés
An 3	200 personnes accompagnées 250 médiations réalisées 250 orientations et accompagnements vers des services spécialisés
An 4	200 personnes accompagnées 250 médiations réalisées 250 orientations et accompagnements vers des services spécialisés

Activités

Quelles sont les initiatives qui seront mises en place pour atteindre ces objectifs ?

Pour garantir l’atteinte des objectifs fixés entre 2025 et 2029, plusieurs initiatives stratégiques seront mises en place :

1. Renforcement des services d’accompagnement et de médiation sociale

-Assurer un suivi personnalisé des bénéficiaires.
-Déploiement de points de contact mobiles dans Parc-Extension pour atteindre les populations les plus vulnérables.
-Collaboration renforcée avec les institutions de santé et de services sociaux pour un accompagnement intégré.

2. Amélioration des dispositifs d'orientation et d'insertion
-Mise en place de parcours personnalisés d'orientation vers le logement, l'emploi et les soins de santé.
-Création d'un programme de mentorat par des pairs-aidants pour favoriser la réinsertion durable.
-Développement d'ateliers et formations sur l'autonomie financière et la gestion de la vie quotidienne.

3. Expansion des efforts de sensibilisation et de mobilisation communautaire
-Organisation de campagnes de sensibilisation auprès des résidents et commerçants de Parc-Extension.
-Mise en place de dialogues communautaires et d'espaces d'échange pour améliorer la cohabitation sociale.
-Intégration de la participation des bénéficiaires dans la conception et l'évaluation des services.

Activités prévues

Année	Catégorie	Description	Lieux	Fréquence	Participants
An 2	Activité de médiation, d'intervention de milieu ou de travail de rue	1. Accompagnement et suivi des bénéficiaires Accueil et évaluation des besoins des personnes en situation d'itinérance. Accompagnement psychosocial individualisé pour favoriser l'insertion durable. Mise en place de parcours de stabilisation vers le logement et l'emploi. 2. Médiation sociale et prévention des conflits Présence régulière des médiateurs sociaux dans les espaces publics de Parc-Extension. Interventions de gestion des conflits entre les personnes en situation	même que l'organisme, autres emplacements	chaque jour du Lundi au vendredi	100

d’itinérance et les résidents/commerçants.

Organisation de formations pour les intervenants et les parties prenantes sur la cohabitation harmonieuse.

3. Orientation et intégration des bénéficiaires

Ateliers d’information et de formation sur l’accès aux services sociaux et de santé.

Orientation vers des partenaires spécialisés (logement, emploi, santé mentale, toxicomanie, etc.).

Accompagnement dans les démarches administratives et juridiques pour faciliter l’intégration.

4. Sensibilisation et mobilisation communautaire

Organisation de campagnes de sensibilisation pour réduire la stigmatisation de l’itinérance.

Événements et tables rondes impliquant la communauté pour favoriser l’acceptation sociale.

Collaboration avec les écoles, centres communautaires et associations locales pour promouvoir l’inclusion.

		5. Évaluation et amélioration continue Suivi des résultats des interventions pour ajuster les stratégies et actions. Collecte de témoignages et retours des bénéficiaires pour améliorer les services. Production de rapports annuels pour mesurer l'impact et informer les partenaires			
An 3	Activité de médiation, d'intervention de milieu ou de travail de rue	1. Accompagnement et suivi des bénéficiaires Accueil et évaluation des besoins des personnes en situation d'itinérance. Accompagnement psychosocial individualisé pour favoriser l'insertion durable. Mise en place de parcours de stabilisation vers le logement et l'emploi. 2. Médiation sociale et prévention des conflits Présence régulière des médiateurs sociaux dans les espaces publics de Parc-Extension. Interventions de gestion des conflits entre les personnes en situation d'itinérance et les résidents/commerçants. Organisation de formations pour les	même que l'organisme, autres emplacements	chaque jour du Lundi au vendredi	100

intervenants et les parties prenantes sur la cohabitation harmonieuse.

3. Orientation et intégration des bénéficiaires

Ateliers d’information et de formation sur l’accès aux services sociaux et de santé.

Orientation vers des partenaires spécialisés (logement, emploi, santé mentale, toxicomanie, etc.).

Accompagnement dans les démarches administratives et juridiques pour faciliter l’intégration.

4. Sensibilisation et mobilisation communautaire

Organisation de campagnes de sensibilisation pour réduire la stigmatisation de l’itinérance.

Événements et tables rondes impliquant la communauté pour favoriser l’acceptation sociale.

Collaboration avec les écoles, centres communautaires et associations locales pour promouvoir l’inclusion.

5. Évaluation et amélioration continue

Suivi des résultats des

		interventions pour ajuster les stratégies et actions. Collecte de témoignages et retours des bénéficiaires pour améliorer les services. Production de rapports annuels pour mesurer l’impact et informer les partenaires			
An 1	Activité de médiation, d'intervention de milieu ou de travail de rue	1. Accompagnement et suivi des bénéficiaires Accueil et évaluation des besoins des personnes en situation d’itinérance. Accompagnement psychosocial individualisé pour favoriser l’insertion durable. Mise en place de parcours de stabilisation vers le logement et l’emploi. 2. Médiation sociale et prévention des conflits Présence régulière des médiateurs sociaux dans les espaces publics de Parc-Extension. Interventions de gestion des conflits entre les personnes en situation d’itinérance et les résidents/commerçants. Organisation de formations pour les intervenants et les parties prenantes sur la cohabitation harmonieuse.	même que l'organisme, autres emplacements	chaque jour du Lundi au vendredi	100

3. Orientation et intégration des bénéficiaires

Ateliers d’information et de formation sur l’accès aux services sociaux et de santé.

Orientation vers des partenaires spécialisés (logement, emploi, santé mentale, toxicomanie, etc.).

Accompagnement dans les démarches administratives et juridiques pour faciliter l’intégration.

4. Sensibilisation et mobilisation communautaire

Organisation de campagnes de sensibilisation pour réduire la stigmatisation de l’itinérance.

Événements et tables rondes impliquant la communauté pour favoriser l’acceptation sociale.

Collaboration avec les écoles, centres communautaires et associations locales pour promouvoir l’inclusion.

5. Évaluation et amélioration continue

Suivi des résultats des interventions pour ajuster les stratégies et actions.

Collecte de

		témoignages et retours des bénéficiaires pour améliorer les services. Production de rapports annuels pour mesurer l’impact et informer les partenaires			
An 4	Activité de médiation, d'intervention de milieu ou de travail de rue	1. Accompagnement et suivi des bénéficiaires Accueil et évaluation des besoins des personnes en situation d’itinérance. Accompagnement psychosocial individualisé pour favoriser l’insertion durable. Mise en place de parcours de stabilisation vers le logement et l’emploi. 2. Médiation sociale et prévention des conflits Présence régulière des médiateurs sociaux dans les espaces publics de Parc-Extension. Interventions de gestion des conflits entre les personnes en situation d’itinérance et les résidents/commerçants. Organisation de formations pour les intervenants et les parties prenantes sur la cohabitation harmonieuse. 3. Orientation et intégration des bénéficiaires Ateliers d’information	même que l'organisme, autres emplacements	chaque jour du Lundi au vendredi	100

et de formation sur l’accès aux services sociaux et de santé.

Orientation vers des partenaires spécialisés (logement, emploi, santé mentale, toxicomanie, etc.).

Accompagnement dans les démarches administratives et juridiques pour faciliter l’intégration.

4. Sensibilisation et mobilisation communautaire

Organisation de campagnes de sensibilisation pour réduire la stigmatisation de l’itinérance.

Événements et tables rondes impliquant la communauté pour favoriser l’acceptation sociale.

Collaboration avec les écoles, centres communautaires et associations locales pour promouvoir l’inclusion.

5. Évaluation et amélioration continue

Suivi des résultats des interventions pour ajuster les stratégies et actions.

Collecte de témoignages et retours des bénéficiaires pour améliorer les services.

Production de rapports

annuels pour mesurer l’impact et informer les partenaires

Questions spécifiques au programme

Complément d'information : Heberjeune--Rapport2024-content-vr2 - Copie.pdf

Personnes ciblées par le projet

Personnes ciblées directement par le projet

Quelle stratégie utiliserez-vous pour rejoindre les personnes ciblées ?

Déploiement de l'agent de proximité dans les lieux fréquentés par les personnes en situation d'itinérance(Place de la gare- metro Parc- Parc Athéna.
Mise en disposition d'une ligne téléphonique pour l'agent de proximité qui sera accessible pendant les heures de travail.
Mise en place de points de contact mobiles dans des lieux stratégiques du quartier de Parc-Extension.
Renforcement des liens avec les ressources locales déjà en contact avec la population ciblée comme le CLSC

Si applicable, quelle stratégie appliquerez-vous pour sélectionner les personnes ou organisations participantes ?

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet :

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 4	Âge inconnu	45	45	10	100
An 1	Âge inconnu	45	45	10	100
An 2	Âge inconnu	45	45	10	100
An 3	Âge inconnu	45	45	10	100

Types de ménage

Personnes seules

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations
An 1	10
An 2	12
An 3	14
An 4	14

Personnes indirectement touchées par le projet

D’autres personnes que celles qui sont ciblées pourront-elles aussi bénéficier des retombées du projet ? Si possible, précisez le nombre et détaillez leurs principales caractéristiques.

Le projet ne bénéficiera pas uniquement aux personnes en situation d’itinérance et aux organisations partenaires, mais aura également des retombées positives pour d’autres groupes de la communauté.

Environ 1500 résidents et commerçants bénéficieront d’un climat social amélioré grâce aux interventions de médiation.
Réduction des tensions sociales et amélioration du sentiment de sécurité dans les espaces publics.
Diminution des nuisances liées à l’itinérance, telles que l’insalubrité et les conflits de voisinage

Avec une réduction de la pression sur les services d’urgence et les ressources municipales grâce à une meilleure prise en charge en amont, plus de 35 professionnels (policiers, travailleurs sociaux, psychologues, infirmiers communautaires) verront leur travail facilité par une meilleure coordination inter-organisationnelle.

Si votre projet vise principalement des organisations, ultimement, qui tirera profit des résultats du projet ?

Notre projet vise en principalement une clientèle itinérante. Mais la police, le CLSC de Parc-extension, l'arondissement de Parc-extyension et tous les orgamismes qui travaille avec la clientèle en bénéficeront

Mesures d'évaluation

Comment mesurerez-vous l'atteinte des résultats ? (Indicateurs qualitatifs et quantitatifs, outils et méthodes de collectes de l’information, etc.)

Par collecte de donnée: nombre d'intervention,Nombre de réorientation , mnombre d'accompagnement, nombre de médiation nombre de présence d'itinérance sur les places d'intervention, etc. L'agent de proximité tiendra à jour les statistiques qui nous permettons d'évaluer le projet, mais aussi consultera la clientèle sur leur satisfaction des services pendant le projet.

Aspects budgétaires

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 4	39 850		5 000	0	44 850
An 1	39 850		5 000	0	44 850
An 2	39 850		5 000	0	44 850
An 3	39 850		5 000	0	44 850

Grille de budget détaillé : Grille budgétaire détaillée SSDS (1).xlsx

Précisions sur le budget :

Le budget demandé permettra de recruter l'agent de proximité. Héberjeune prendra en charge la promotion, les fourniture de bureau et le local.

Personnel lié au projet

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail à taux horaire :

Année	Titre du poste	Précision	Coût annuel du poste	Nb heures par semaine	Nb semaines	Nb annuel de postes
An 4		intervention mobile dans le quartier de parc extension (Place de la gare-Parc Aténa)	59 850	25	52	1
An 1		intervention mobile dans le quartier de parc extension (Place de la	59 850	25	52	1

		gare-Parc Aténa)				
An 2		intervention mobile dans le quartier de parc extension (Place de la gare-Parc Aténa)	59 850	25	52	1
An 3		intervention mobile dans le quartier de parc extension (Place de la gare-Parc Aténa)	59 850	25	52	1

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail forfaitaire :

Année	Titre du poste	Précision	Montant annuel par poste	Nb annuel de postes

Partenaire(s)

Veuillez préciser ces informations pour chaque partenaire :

Partenaire	*Année*	*Montant*	*Type de contribution*	*Confirmée*

Informations complémentaires

Si nécessaire, ajoutez ici toute autre information pertinente à l’analyse de votre dossier.

Le quartier fait face à un enjeu majeur de vivre ensemble avec la clientèle itinérante. Les partenaires font souvent appel à nos deux interveants terrain qui font ce qu'ils peuvent pour facilité la cohabitation. Nous avons besoin toutefois d'agent de proximité dédié à cette tache de façon intensive et permanente. Nous travaillons déjà avec les partenaires de l'arrondissement

Documents

Liens pertinents pour le projet

Lien 1 : https://www.facebook.com/search/top?q=%C3%A9quipe%20prm&locale=fr_CA

Lien 2 : https://www.facebook.com/heberjeune?locale=fr_CA

Lien 3 : https://heberjeune.ca/

Documents

Autre document :

Nom	Nature	Ajouté le	Ajouté par
HÉBERJEUNE DE PARC EXTENSION - EF 2024.pdf	Autre document	04/02/2025 18:56	Oumar Gueye
Résolution générale13sept2024.pdf	Autre document	04/02/2025 18:58	Oumar Gueye
Lettre patente.pdf	Autre document	04/02/2025 18:59	Oumar Gueye
Lettre patente supplémentaire (2).pdf	Autre document	04/02/2025 18:59	Oumar Gueye

Soumission de la demande

Attestation d’intégrité : Attestation d'intégrité.pdf

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

Ajustements demandés par le responsable de l'appel à projets

Ajustements identification :

Ajustements description et planification :

Ajustements mise en place :

Ajustements cibles :

Ajustements budget :

Ajustements documents :

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



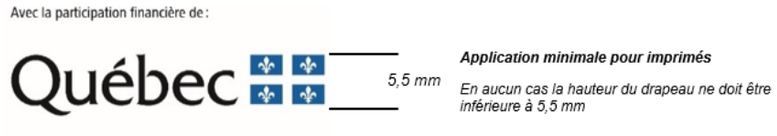
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Révision : 9 janvier 2025
SUB-103

Approbation obligatoire

L’apposition du logo de l’arrondissement sur un outil produit par l’organisme doit faire l’objet d’une autorisation préalable de l’arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l’arrondissement VSP : par l’intermédiaire d’un représentant municipal autorisé ou d’un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l’épreuve dans un délai d’au moins dix jours ouvrables avant l’impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l’apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n’est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L’organisme a la responsabilité de s’assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d’activités, d’événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l’arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d’invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L’arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l’utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l’espace vital que le logo standard de l’arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n’offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l’organisme et l’arrondissement, la signature de l’organisme et celle de l’arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être à droite et celui de l’organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :

Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
GDD 1255781001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION** (VSP), personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 14_____.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **JOUJOUTHÈQUE SAINT-MICHEL INC.,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 9480, rue Irène-Joly, local 7, Montréal (Québec) H1Z 4L2, agissant et représentée par madame Isabelle Tremblay, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : s/o
Numéro d'inscription T.V.Q. : s/o
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 869675066

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou

régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de sensibiliser à l'importance du jeu dans le développement de l'enfant en favorisant la relation parent-enfant afin de prévenir ou diminuer les retards de développement;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout

affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cent soixante mille dollars (160 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1 une somme maximale de trente-six mille dollars (36 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de quatre mille dollars (4 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2025-2026 à la satisfaction du Responsable.

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1 une somme maximale de trente-six mille dollars (36 000 $) le 1er avril 2026;

5.2.2.2 une somme maximale de quatre mille dollars (4 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2026-2027 à la satisfaction du Responsable.

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1 une somme maximale de trente-six mille dollars (36 000 $) le 1er avril 2027;

5.2.3.2 une somme maximale de quatre mille dollars (4 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2027-2028 à la satisfaction du Responsable.

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1 une somme maximale de trente-six mille dollars (36 000 $) le 1er avril 2028;

5.2.4.2 une somme maximale de quatre mille dollars (4 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2028-2029 à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 9480, rue Irène-Joly, local 7, Montréal (Québec) H1Z 4L2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

JOUJOUTHÈQUE SAINT-MICHEL INC.

Par : _____
Madame Isabelle Tremblay, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 6e jour de mai 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001019-Temps de jeux

Identification du projet

Contexte de la demande

Nom de l’organisme : Joujouthèque Saint-Michel Inc.

Appel à projet : VSP - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2025-2029

Identification du projet

No demande : 001019

Titre de la demande : Temps de jeux

En une phrase, comment décrivez-vous votre projet ?

« Temps de jeux » vise à rejoindre les familles immigrantes défavorisées du secteur Est de St-Michel avec l'objectif de développer la maturité scolaire des enfants 0-5 ans et de renforcer les liens parent-jeune 6 -11 ans. Ce projet mise sur l’implication parentale en s’appuyant sur l’approche du jeu libre dans un cadre éducatif et amusant et par l’engagement bénévole. Ce projet vient aussi soutenir l’intégration socioprofessionnelle des femmes immigrantes.

Édition et échéancier

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	01/04/2025	31/03/2026	2025-26
An 2	01/04/2026	31/03/2027	2026-27
An 3	01/04/2027	31/03/2028	2027-28
An 4	01/04/2028	31/03/2029	2028-29

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
2. Miser sur le pouvoir d’agir	2.1 Une plus grande capacité d’agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d’entraide et de solidarité renforcés

3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Personne répondante du projet

Qui sera la personne répondante du projet ?

Responsable de l'organisme : Isabelle Tremblay

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Autre(s) personne(s) pour les communications

Responsable de l'organisme : Lise Noël

Contact(s) associé(s) à l'organisme :

Autre :

Signataire et convention

Qui est la personne désignée comme signataire de la convention par le CA de votre organisme ?

Responsable de l'organisme : Isabelle Tremblay

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Courriel :

Téléphone principal :

Autre téléphone :

Joindre la résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal :

Description et planification

Présentation du projet

Contexte et enjeux justifiant le projet :

Le portrait sociodémographique 2021 démontrent que St-Michel est un quartier qui a besoin d'un filet social solide, diversifié et accessible pour soutenir les familles vulnérables. Les données populationnelles indiquent que St-Michel a :
• Une haute densité démographique avec 57 330 habitants
• 49,5 % sont immigrants (33,3 % Mtl)
• 30 % des familles monoparentales (20 % Mtl)
• 28 % des 25 à 64 ans sont sans diplôme secondaire (2,5 fois plus élevé que Mtl)

Le secteur Est de St-Michel est le plus défavorisé, avec 28 % vivant dans des conditions précaires.
Les résultats 2022 de l'EQDEM indiquent que :
• 36,9 % des enfants de maternelle du secteur Est du quartier sont vulnérables dans au moins 1 des 5 domaines de développement (26,1 % Mtl).
• 21,5 % des tout-petits du secteur Est sont vulnérables dans leurs compétences sociales (14% secteur Ouest)
• 16,3 % dans leur maturité affective (11,5 % secteur Ouest).

ENJEU 1 - FAIBLE IMPLICATION PARENTALE
Les parents manquent de disponibilité en raison de facteurs d'adversité, comme subvenir aux besoins de base et l'anxiété liée à l'intégration dans un nouveau pays. Dans ces conditions, il est difficile de trouver du temps pour jouer avec son enfant, souvent laissé devant un écran, fragilisant leur lien et entraînant des retards de développement. Un parent vivant un stress chronique risque plus de se désengager. Sous l'emprise de tels niveaux de stress, le parent peut développer une perception négative de sa relation avec son enfant. (Observatoire des tout-petits, portrait 2024) L'EQDEM montre que les stratégies actuelles sont insuffisantes pour pallier la faible implication parentale. La vulnérabilité des enfants en compétences sociales et affectives découle de l'absence d'une implication parentale positive. Cet enjeu a un impact direct sur le bien-être et la réussite scolaire des jeunes.

ENJEU 2 - ACCÈS AUX RESSOURCES
En octobre 2023, la fermeture du Centre des Loisirs René-Goupil a créé un manque inquiétant de services pour la jeunesse du secteur. Faute de locaux adéquats, les services ont été déplacés vers le boul. St-Michel. Heureusement, des activités jeunesse sont offertes au chalet du parc René-Goupil, et la Joujouthèque St-Michel anime « Temps de jeux » au 2e étage du Maxi sur Pie-IX, offrant un milieu de vie de proximité pour les familles du secteur.

ENJEU 3 - INTÉGRATION DES MÈRES IMMIGRANTES
Les femmes immigrantes font face à de nombreux obstacles dans leur intégration, notamment la barrière de la langue, la non-reconnaissance des qualifications, le manque d'expérience locale, ainsi que la discrimination et les préjugés. Ces défis sont amplifiés pour les mères qui doivent concilier avec les responsabilités familiales souvent sans soutien social. Ces difficultés limitent leur participation à la société québécoise et soulignent le besoin d'interventions adaptées pour faciliter leur inclusion sociale et professionnelle (Institut de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté, 2023).

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

VOLET 1 – PARENT-ENFANT 0-11 ANS
Mis en place en 2019 pour pallier au manque d'activités familiales dans le secteur Est, « Temps de jeux » est un élément clé du continuum de services pour les familles de l'axe PIE-IX en offrant un espace inclusif, accessible à la fois éducatif et ludique pour passer du temps en famille de qualité.

Les résultats obtenus depuis 5 ans démontrent que ce projet renforce les liens de 80 familles micheloises en moyenne par année soit environ 100 parents et 150 enfants. Il facilite la socialisation entre pairs et contribue au développement des 0-11 ans en offrant du jeu libre de qualité et diversifié, avec la possibilité d'emprunter des jeux pour la maison. Gratuite et sans inscription, cette activité de proximité permet une flexibilité pour les parents immigrants confrontés à des défis quotidiens. Cette souplesse favorise aussi l'intégration des enfants avec des besoins particuliers. Au sein des évaluations, des parents témoignent que c'est l'un des rares lieux où ils se sentent accueillis avec leurs enfants et que cette activité est devenue un incontournable pour leur famille.

Les activités sont en continu avec une pause en juillet-août: les mercredis et jeudis matins pour les 0-5 ans et la journée du samedi pour les 0-11 ans. Elles sont encadrées par des intervenantes qualifiées, avec l'appui de commis stagiaires et de bénévoles. De plus, un événement annuel autour du jeu de société réunit jeunes et parents, favorisant les liens dans un cadre convivial et rassembleur.

VOLET 2 – INTÉGRATION DES FEMMES IMMIGRANTES
« Temps de jeux » joue aussi un rôle important dans l'insertion socioprofessionnelle des mères immigrantes. Trois axes d'intervention sont proposés pour les soutenir dans leur parcours d'intégration et de développement personnel :

• Axe 1 – Comité d'implication
Chaque semaine, des mères immigrantes se réunissent pour s'occuper de la collection de jouets avec l'accompagnement d'une agente de milieu. Ce comité permet à ces femmes de briser leur isolement, de créer des liens et de pratiquer leur français. Ce bénévolat est également un excellent moyen d'enrichir leur CV et de renforcer leur confiance en elles.

• Axe 2 – Postes de commis stagiaires rémunérés
Quatre postes de commis stagiaires rémunérés par année sont offerts à des mères immigrantes, leur offrant une première expérience de travail au Québec. Cette expérience de travail, de 4 heures par semaine sur 10 mois, leur permet de développer des compétences professionnelles et gagner en assurance pour ensuite mieux s'intégrer au marché de l'emploi ou envisager un retour aux études.

• Axe 3 – Temps de jeux entre femmes (Bonification)
À la demande des femmes, une activité sportive mensuelle sera introduite grâce à l'utilisation de la console LÜ, un dispositif de jeux interactifs et immersifs qui nous sera prêté par le Centre Lasallien. Des billets d'autobus et une halte-garderie seront également proposés pour faciliter la participation des femmes.

Quelles réalisations antérieures et/ou expertises de votre organisme démontrent votre capacité à réaliser le projet ?

Fondée en 1998, la Joujouthèque St-Michel est un organisme communautaire famille (OCF) reconnu pour son expertise en développement de projets pour le développement optimal des enfants avec le parent au

cœur de leur réalisation et en mettant de l'avant l'importance du jeu comme puissant levier d'apprentissage. Chaque année, son équipe multiculturelle accueille et accompagne une moyenne de 300 familles à travers plusieurs services et activités éducatives et amusantes.

Ce projet s'inscrit dans la continuité de « Temps de jeux » lancé en 2019, qui a su s'adapter avec agilité et persévérance aux défis d'une pandémie et d'une relocalisation tout en maintenant un haut niveau de participation et de satisfaction des familles.

De plus, les 15 femmes qui ont occupé des postes de commis stagiaires au sein du projet considèrent cette expérience comme transformatrice dans leur parcours d'intégration. Un focus groupe, réalisé en novembre 2024, a confirmé les effets positifs de ce volet, avec des données probantes qui soulignent son impact sur le parcours de vie des participantes. En effet, 100% ont souligné que cette expérience avait été un point de bascule marquant et positif dans leur trajectoire de femme au Québec.

Si vous demandez une reconduction du projet, quels éléments le justifient ? (Bonification, amélioration, ajout de clientèle, ajout d'activité, etc.) ?

La reconduction du projet «Temps de jeux» se justifie en 3 points :

1. UNE BONIFICATION AU VOLET FEMMES
Le projet continuera à évoluer afin de répondre aux besoins exprimés par les familles participantes. À la demande des participantes, nous avons décidé d'ajouter des animations mensuelles pour faire bouger les femmes, brisant ainsi leur isolement et les encourageant à prendre soin d'elles. Cette nouvelle activité « Temps de jeux femmes » contribuera à renforcer le soutien aux femmes immigrantes avec jeunes enfants, souvent marginalisées et isolées à la maison.

2. UN PROJET ANCRÉ DANS LA COMMUNAUTÉ MICHELOISE
Depuis sa création en 2019, « Temps de jeux » ne fait que grandir en popularité. Pour l'année en cours de réalisation, nous avons déjà atteint la participation de 78 familles micheloises et 18 bénévoles ! Cette initiative a été créé pour combler un manque de services dans un secteur vulnérable du quartier St-Michel, où de nombreuses familles vivent en situation de grande précarité. Selon les données sociodémographiques 2021, les résultats de l'Enquête québécoises des enfants à la maternelle (EQDEM) 2022, les enjeux d'iniquités territoriales de la Ville de Montréal ainsi que les réflexions du quartier pour le plan stratégique 2025-2030, le secteur Est de St-Michel a besoin d'un filet social renforcé avec une proximité des ressources et ce, en nombre suffisant. Offrir « Temps de jeux » au 2e étage du Maxi répond à ce besoin d'offrir aux familles micheloises les plus vulnérables des activités de qualité, gratuites et proches de la maison.

3. UN PROJET INCLUSIF ET FLEXIBLE
« Temps de jeux » est actuellement la seule activité dans le secteur à être ouverte à tous les types d'enfants avec ou sans défi particulier, avec une approche inclusive et flexible. Cette flexibilité permet aux parents plus vulnérables socio économiquement de s'impliquer dans le développement de leurs enfants, même s'ils ne peuvent pas s'engager à suivre une session complète d'ateliers.

Votre projet inclut-il la participation active du public-cible dans sa conception, sa mise en œuvre ou son évaluation ? Si oui, comment ? (Exemple : projet "par et pour")

« Temps de jeux » intègre la participation active des familles en s'appuyant sur 4 axes :

AXE 1 PARTICIPATION AU CONTENU ET DÉROULEMENT DES ACTIVITÉS
Les familles présentes aux activités jouent un rôle clé en choisissant les jeux selon les intérêts et le développement des enfants participants. Soutenus par l'intervenante et la commis, les parents sont valorisés dans leur rôle de premiers éducateurs, ce qui permet de coconstruire des moments de jeu adaptés et progressifs pour leurs enfants, tout en respectant leur rythme et leurs préférences. Cette participation directe garantit que les activités soient appréciées des familles.

AXE 2 COMITÉ PARENTS
Un comité de parents s'implique activement dans l'entretien et la gestion de l'inventaire des jouets. Leur engagement permet aux familles d'avoir accès une collection de plus de 2000 jouets propres et complets. Ce bénévolat valorise leur sentiment de contribution et de responsabilité vis-à-vis de la communauté, tout en inspirant les familles à prendre soin des biens collectifs.

AXE 3 PARTICIPATION DES COMMIS STAGIAIRES
Les commis stagiaires, majoritairement des mères du quartier, participent activement au bon fonctionnement du projet. Leur rôle est essentiel pour offrir un service de qualité aux familles, renforçant ainsi leur sentiment d'appartenance et de contribution au bien-être de leur communauté. Cette implication crée un environnement de soutien mutuel et favorise le pouvoir d'agir des micheloises.

AXE 4 ÉVALUATION PARTICIPATIVE
Le projet est continuellement ajusté grâce aux retours des familles. À chaque visite, parents et enfants sont invités à remplir un coupon sur « ce que j'ai le plus aimé » pour identifier les aspects positifs et les opportunités d'amélioration. Lors du bilan annuel, une consultation plus approfondie permet de collecter les idées des familles pour ajuster le projet, garantissant ainsi que leurs besoins et attentes soient toujours au cœur de l'initiative.

En quoi votre projet tient-il compte des besoins spécifiques et différenciés de différents groupes de population fréquemment discriminée ?

Le projet « Temps de jeux » est conçu pour répondre aux besoins des familles confrontées à des défis quotidiens, en prenant en compte les obstacles propres aux groupes souvent discriminés :

1. MÈRES IMMIGRANTES
Les mères immigrantes doivent surmonter divers obstacles (non-reconnaissance des diplômes, manque de réseaux sociaux, préjugés). Pour les soutenir, le projet propose un volet d'insertion socioprofessionnelle adapté. Les postes de commis stagiaires rémunérés offrent une première expérience de travail, facilitant leur intégration au marché québécois. Le comité d'implication permet également de créer des liens sociaux, de rompre l'isolement et de pratiquer le français dans un cadre valorisant. Les activités de "Temps de jeux" et le nouveau volet pour femmes leur offriront en plus des opportunités de nouer des amitiés et développer des lien d'entraide.

2. ENFANTS AVEC DÉFIS PARTICULIERS
La flexibilité du projet permet une adaptation à chaque enfant, y compris ceux ayant des besoins spécifiques. Un accompagnement personnalisé est proposé, offrant un espace inclusif où les enfants peuvent interagir et jouer à leur propre rythme, favorisant ainsi leur épanouissement dans un environnement stimulant. De plus, les activités en semaine sont idéales pour permettre aux intervenants du réseau de la santé de travailler en étroite collaboration avec les familles.

3. FAMILLES NOMBREUSES ET À FAIBLE REVENU
Conscient des difficultés que rencontrent ces familles, souvent soumises à de fortes pressions, le projet propose une activité gratuite, de proximité et sans inscription, afin d’assurer une accessibilité maximale. Cela permet aux familles de profiter d’activités ludiques et éducatives, malgré leurs contraintes.

En intégrant ces dimensions, ce projet favorise l’intégration du plus grand nombre de personnes différentes par une approche d'équité, de diversité et d'inclusion.

Est-ce qu’une stratégie d’équité territoriale a été considérée pour planifier le projet ou dans le choix de déroulement des activités? (Indice d’équité des milieux de vie de la Ville de Montréal, Signes vitaux du Grand Montréal de la Fondation du Grand Montréal, cumul de vulnérabilités, …)

Dès la mise en place du projet en 2019, nous avons basé notre analyse sur le portrait et le plan de quartier de la table de concertation locale afin de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables de St-Michel. Pour ce dépôt, nous avons réitéré cette analyse en y ajoutant l'Indice d’équité des milieux de vie de la Ville de Montréal. Ainsi, nous nous sommes assurer que les objectifs et activités du projet contribuent à réduire les iniquités, en particulier autour de l'axe du boulevard Pie-IX.

Voici nos constats en lien avec l'Indice d'équité :
• Au niveau de la répartition géographique, la grille hexagonale (200m) montre que le local où se déroule les activités est à distance de marche de zones avec un indice global de 4 à 5 vulnérabilités, ciblant ainsi les populations les plus affectées du quartier St-Michel.
• Ce projet rejoindra les personnes touchées par les vulnérabilités sociales, économiques et environnementales. D’ailleurs, le portrait des familles participantes de l’année en cours le démontre :
- 94 % des familles rejointes sont immigrantes et vivent sous le seuil de faible revenu dans un environnement urbain peu propice au bien-être des enfants
- 25% ont 3 enfants et plus
- 23% sont référées par le CLSC
- 10 % des sont monoparentales

« Temps de jeux » saura contribuer à la transformation ultime suivante, identifiée dans le cadre du processus de réflexion stratégique du quartier : "Les Michelois·es ont accès à des ressources et services accueillants, diversifiés, accessibles, équitables, inclusifs et à proximité, qui répondent à leurs besoins et favorisent leur développement."

Enfin, nous avons aligné nos activités avec les priorités du quartier en matière d'amélioration des compétences sociales et des habiletés de communication des enfants 0-5 ans ciblés via les résultats 2022 de l’EQDEM, ainsi qu'en soutenant les parents nouvellement arrivés au Québec, en particulier ceux de jeunes enfants 0-11 ans.

Mise en place du projet

Résultats visés

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

D’ici 2029, le projet aura accompagné un total de 150 familles micheloises immigrantes qui auront bénéficié des résultats suivants :
• 200 enfants michelois 0-5 ans auront de meilleures chances de réussir à l’école primaire en bénéficiant d’un niveau de préparation adéquat pour leur entrée scolaire grâce à des activités favorisant le développement de leur maturité scolaire.
• 80 jeunes michelois 6-11 ans auront renforcé leurs compétences personnelles et sociales, notamment leur estime de soi et leur capacité de coopération. Ces acquis auront un impact positif durable sur leurs relations interpersonnelles, tant à l’école qu’au sein de leur famille.
• 90 mères vulnérables (immigrantes, à la maison, faible revenu, monoparentales) et 35 pères auront été valorisés et soutenus dans leur rôle parental à travers une approche positive et participative centrée sur le jeu. Ce soutien aura renforcé leur engagement parental, en augmentant leur capacité d'agir pour le bien-être de leurs enfants et en améliorant leurs liens parent-enfant.

D’ici 2029, le projet aura accompagné un total de 65 mères immigrantes micheloises dans leur processus d’intégration au Québec, avec les résultats suivants :
• Création de solides liens d’amitié et de soutien mutuel, favorisant un réseau d’entraide entre les mères.
• Développement d’un fort sentiment d’appartenance à un organisme communautaire de proximité, renforçant leur engagement et leur intégration sociale.
• Participation active à des initiatives pour le bien-être des familles micheloises, contribuant à leur communauté de manière significative et valorisante.
• 16 d’entre elles auront gagné en confiance en soi et acquis des compétences pratiques et transférables, facilitant leur intégration sur le marché de l’emploi québécois.

Objectifs annuels

Pour chaque année de votre projet, identifiez l’objectif à atteindre.

Année	Objectif
An 1	Stimuler le développement de la maturité scolaire de 30 enfants michelois 0-5 ans qui ne fréquentent pas un service de garde éducatif et 40 enfants 0-5 ans dont les parents n’ont pas de disponibilité la semaine.
An 2	Poursuivre la stimulation de la maturité scolaire de 70 % des enfants 0-5 ans de l’an 1 et intégrer 10 nouveaux enfants la semaine et 20 la fin de semaine.
An 3	Poursuivre la stimulation de la maturité scolaire de 70 % des enfants 0-5 ans de l’an 2 et intégrer 10 nouveaux enfants la semaine et 20 la fin de semaine.
An 4	Poursuivre la stimulation de la maturité scolaire de 80 % des enfants 0-5 ans de l’an 3 et intégrer 10 nouveaux enfants la semaine et 20 la fin de semaine. (Pour un total de 160 enfants 0-5 ans au terme du projet.)
An 1	Favoriser les connaissances générales, la socialisation entre pairs, l’estime de soi et les liens positifs avec leurs parents de 40 jeunes michelois 6-11 ans.
An 2	Poursuivre l’accompagnement de 70 % des jeunes 6-11 ans de l’an 1 et intégrer 10 nouveaux.

An 3	Poursuivre l'accompagnement de 70 % des jeunes 6-11 ans de l'an 2 et intégrer 10 nouveaux.
An 4	Poursuivre l'accompagnement de 70 % des jeunes 6-11 ans de l'an 3 et intégrer 10 nouveaux. (Pour un total de 70 jeunes 6-11 ans au terme du projet.)
An 1	Renforcer les compétences parentales et les liens parent-enfant de 60 mères et 20 pères michelois immigrants par une approche positive et participative auprès de leurs enfants 0-11 ans.
An 2	Poursuivre le soutien de 70 % des parents de l'an 1 et intégrer 10 nouvelles mères et 5 nouveaux pères.
An 3	Poursuivre le soutien de 70 % des parents de l'an 2 et intégrer 10 nouvelles mères et 5 nouveaux pères.
An 3	Garder le lien avec 10 femmes de l'an 3 et favoriser l'intégration et le pouvoir d'agir de 15 nouvelles mères immigrantes selon leurs intérêts et leur disponibilité.(Pour un total de 65 mères au terme du projet.)
An 1	Favoriser l'intégration au Québec et le pouvoir d'agir de 20 mères immigrantes selon leurs intérêts et leur disponibilité.
An 2	Garder le lien avec 10 femmes de l'an 1 et favoriser l'intégration et le pouvoir d'agir de 15 nouvelles mères immigrantes selon leurs intérêts et leur disponibilité.
An 4	Poursuivre le soutien de 70 % des parents de l'an 1 et intégrer 10 nouvelles mères et 5 nouveaux pères. (Pour un total de 90 mères et 35 pères au terme du projet.)
An 4	Garder le lien avec 10 femmes de l'an 3 et favoriser l'intégration et le pouvoir d'agir de 15 nouvelles mères immigrantes selon leurs intérêts et leur disponibilité.(Pour un total de 65 mères au terme du projet.)

Activités

Quelles sont les initiatives qui seront mises en place pour atteindre ces objectifs ?

POUR LES OBJECTIFS ENFANTS 0-5 ANS
Mise en place de temps de jeux hebdomadaire sur 10 mois (pause juillet-août), incluant des activités en semaine et le samedi, visant à favoriser le développement de la maturité scolaire des enfants 0-5 ans. Ces activités seront conçues pour stimuler leur développement global à travers des jeux animés autour de 10 thèmes en rotation (ex. : les quatre saisons, les formes et couleurs, la vie familiale, les métiers, etc.). Chaque séance proposera 3 espaces distincts : jeux au sol, jeux de table et activités créatives. L'ensemble des activités sera adapté aux besoins et intérêts des enfants, avec une approche personnalisée où une intervenante en jeux offrira conseils et accompagnement aux parents. Des collations seront également offertes.

POUR LES OBJECTIFS JEUNES 6-11 ANS
Mise en place d'une programmation de jeux libres parent-enfant de fin de semaine favorisant les interactions et le développement des jeunes de 6 à 11 ans à travers des jeux symboliques, de société, de construction qui viseront à stimuler la socialisation et la coopération entre pairs et entre jeunes et parents. Les activités seront adaptées aux intérêts et âges des enfants, avec une approche personnalisée pour encourager les échanges entre les familles. La programmation se déroulera sur 10 mois (pause juillet-août).

Organisation d'un événement annuel destiné aux jeunes 6-11 ans et leurs parents, où ils pourront découvrir de nouveaux jeux de société, rencontrer une ressource du quartier, et tisser des liens avec d'autres familles. Cet événement rassembleur visera à renforcer les relations familiales et à créer des moments de partage dans une atmosphère conviviale et stimulante. Cet événement se déroulera en partenariat avec des organismes locaux tels que la Bibliothèque des jeunes de Montréal, la Bibliothèque de St-Michel et le Centre socioéducatif Lasallien.

POUR LES OBJECTIFS AUPRÈS DES PARENTS
Le projet mobilisera les parents michelois par le porte-à-porte, les parents ambassadeurs, les réseaux sociaux et les partenariats locaux. À leur arrivée, une intervenante de la Joujouthèque les accueillera pour présenter le projet et répondre à leurs besoins spécifiques. Des rencontres avec des intervenants du CLSC et/ou d'organismes partenaires seront également possibles pour faciliter leur intégration. En plus, des conseils personnalisés et des prêts de jeux éducatifs adaptés aux besoins des enfants, y compris ceux ayant des défis particuliers, seront proposés, le tout dans une approche positive et participative centrée sur le jeu.

POUR LES OBJECTIFS D'INTÉGRATION DES MÈRES IMMIGRANTES
Des activités de socialisation, des opportunités d'implication bénévole, ainsi que des actions d'intégration socioprofessionnelle seront mises en place au sein de la Joujouthèque pour briser l'isolement des mères immigrantes. Ces initiatives valoriseront leur engagement communautaire et renforceront leur sentiment d'appartenance à leur quartier.

Activités prévues

Année	Catégorie	Description	Lieux	Fréquence	Participants
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Temps de jeux auprès de mères et leurs enfants 0-5 ans qui ne fréquentent pas un service de garde éducatif.	autres emplacements	40 mercredis et 40 jeudis de 10h à 12h	6
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Temps de jeux auprès de mères et leurs enfants 0-5 ans qui ne fréquentent pas un service de garde éducatif.	autres emplacements	40 mercredis et 40 jeudis de 10h à 12h	6
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Temps de jeux auprès de mères et leurs enfants 0-5 ans qui ne fréquentent pas un service de garde éducatif.	autres emplacements	40 mercredis et 40 jeudis de 10h à 12h	6
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de	Temps de jeux auprès de mères et leurs enfants 0-5 ans qui ne fréquentent pas un	autres emplacements	40 mercredis et 40 jeudis de 10h à 12h	6

	connaissance ou de compétence ou partage d'outils	service de garde éducatif.			
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Temps de jeux du samedi auprès des enfants 0-5 ans, des jeunes 6-11 ans et leurs parents.	autres emplacements	40 samedis de 10h à 16h	30
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Temps de jeux du samedi auprès des enfants 0-5 ans, des jeunes 6-11 ans et leurs parents.	autres emplacements	40 samedis de 10h à 16h	30
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Temps de jeux du samedi auprès des enfants 0-5 ans, des jeunes 6-11 ans et leurs parents.	autres emplacements	40 samedis de 10h à 16h	30
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Temps de jeux du samedi auprès des enfants 0-5 ans, des jeunes 6-11 ans et leurs parents.	autres emplacements	40 samedis de 10h à 16h	30
An 1	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles.	Événement jeux de société «Embarque dans le jeu!» pour les 6-11 ans et leurs parents.	autres emplacements	1 fois par année - bloc de 3 heures	100
An 2	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le	Événement jeux de société «Embarque dans le jeu!» pour les 6-11 ans et leurs parents.	autres emplacements	1 fois par année - bloc de 3 heures	100

	développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .				
An 3	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Événement jeux de société «Embarque dans le jeu!» pour les 6-11 ans et leurs parents.	autres emplacements	1 fois par année - bloc de 3 heures	100
An 4	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Événement jeux de société «Embarque dans le jeu!» pour les 6-11 ans et leurs parents.	autres emplacements	1 fois par année - bloc de 3 heures	100
An 1	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Temps de jeux femmes via une activité sportive avec la console interactive LÜ (avec halte-garderie)	autres emplacements	1 matinées par mois durant 10 mois	10
An 2	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Temps de jeux femmes via une activité sportive avec la console interactive LÜ (avec halte-garderie)	autres emplacements	1 matinées par mois durant 10 mois	10
An 3	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Temps de jeux femmes via une activité sportive avec la console interactive LÜ (avec halte-garderie)	autres emplacements	1 matinées par mois durant 10 mois	10
An 4	Activité de loisirs, culturels, artistique	Temps de jeux femmes via une activité sportive avec la console	autres emplacements	1 matinées par mois durant 10 mois	10

	favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	interactive LÜ (avec halte-garderie)			
An 2	Autre	Comité de parents bénévoles	autres emplacements	40 vendredis de 9h30 à 12h30	4
An 3	Autre	Comité de parents bénévoles	autres emplacements	40 vendredis de 9h30 à 12h30	4
An 1	Autre	Comité de parents bénévoles	autres emplacements	40 vendredis de 9h30 à 12h30	4
An 4	Autre	Comité de parents bénévoles	autres emplacements	40 vendredis de 9h30 à 12h30	4
An 1	Activité de pré-employabilité / d'employabilité	Postes de commis stagiaires pour des mères immigrantes	autres emplacements	4 postes par an - 4 hrs/semaine sur 40 semaines	4
An 2	Activité de pré-employabilité / d'employabilité	Postes de commis stagiaires pour des mères immigrantes	autres emplacements	4 postes par an - 4 hrs/semaine sur 40 semaines	4
An 3	Activité de pré-employabilité / d'employabilité	Postes de commis stagiaires pour des mères immigrantes	autres emplacements	4 postes par an - 4 hrs/semaine sur 40 semaines	4
An 4	Activité de pré-employabilité / d'employabilité	Postes de commis stagiaires pour des mères immigrantes	autres emplacements	4 postes par an - 4 hrs/semaine sur 40 semaines	4

Questions spécifiques au programme

Complément d'information :

Personnes ciblées par le projet

Personnes ciblées directement par le projet

Quelle stratégie utiliserez-vous pour rejoindre les personnes ciblées ?

Déploiement d’un plan de promotion auprès de 200 familles du secteur Est du quartier par le biais d’une diversification de stratégies :
• Distribution de 500 encarts via un porte à porte au printemps 2025
• Distribution de 100 encarts via le porte-à-porte en insalubrité des logements
• Distribution de 500 encarts et 20 affiches auprès des partenaires (Mon Resto, La grande porte, CECRG, etc.)
• Présentation à 100 parents des écoles primaires Bienville et St-Noël-Chabanel via les rencontres de parents et les conférences sur la lecture interactive animées par la Joujouthèque St-Michel et la Bibliothèque de St-Michel
• Présentation à 100 parents lors des événements de quartier (Ex : journée sportive au parc René-Goupil)
• Infolettre des membres de la Joujouthèque St-Michel
• Mobilisation des parents ambassadeurs qui apprécient les activités « Temps de jeux »
• Partage sur la page Facebook de la Joujouthèque St-Michel
• Présentation du projet aux intervenant·es du CLSC via le canal partenaires

Si applicable, quelle stratégie appliquerez-vous pour sélectionner les personnes ou organisations participantes ?

Ne s'applique pas au projet.

Année	Groupe d’âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 1	Petite enfance (0 – 5 ans)	35	35	0	70
An 1	Enfants (6 – 11 ans)	20	20	0	40
An 1	Jeunes adultes (18 – 30 ans)	55	10	0	65
An 1	Adultes (31 – 64 ans)	25	10	0	35
An 2	Petite enfance (0 – 5 ans)	15	15	0	30
An 2	Enfants (6 – 11 ans)	5	5	0	10
An 2	Jeunes adultes (18 – 30 ans)	15	2	0	17
An 2	Adultes (31 – 64 ans)	10	3	0	13
An 3	Petite enfance (0 – 5 ans)	15	15	0	30
An 3	Enfants (6 – 11 ans)	5	5	0	10

An 3	Jeunes adultes (18 – 30 ans)	15	2	0	17
An 3	Adultes (31 – 64 ans)	10	3	0	13
An 4	Petite enfance (0 – 5 ans)	15	15	0	30
An 4	Enfants (6 – 11 ans)	5	5	0	10
An 4	Jeunes adultes (18 – 30 ans)	15	2	0	17
An 4	Adultes (31 – 64 ans)	10	3	0	13

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet :

Types de ménage

Couples avec enfant(s)
Familles monoparentales

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu
Les personnes immigrantes
Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut
Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)
Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations

Personnes indirectement touchées par le projet

D'autres personnes que celles qui sont ciblées pourront-elles aussi bénéficier des retombées du projet ? Si possible, précisez le nombre et détaillez leurs principales caractéristiques.

Le projet "Temps de jeux" ne se limite pas à ceux qui participent directement aux activités, mais son impact s'étend à toute la famille. En effet, l'expérience montre que plusieurs parents, bien qu'ils ne puissent accompagner leur conjoint·e et leurs enfants, réinvestissent à la maison grâce aux jeux éducatifs empruntés lors des séances. Les conseils reçus par les participants ont un écho au sein du foyer, favorisant des relations plus positives et une réduction du stress familial.

Ces observations rejoignent les conclusions de l'étude de Gervais, Drapeau et Hébert (2017), qui souligne l'importance des programmes de soutien parental dans l'amélioration du climat familial. Selon leurs recherches, les activités structurées entre parents et enfants, même indirectement, renforcent les compétences parentales et créent un environnement familial plus harmonieux. Les interventions contribuent à une meilleure qualité des interactions parent-enfant, réduisent les tensions et augmentent le sentiment de bien-être au sein de la famille. Cette étude québécoise met en lumière que ce type de soutien et d'activités

favorise non seulement l'engagement des parents participants, mais aussi des membres de la famille qui bénéficient indirectement des retombées, comme c’est le cas avec "Temps de jeux".

Référence :
Gervais, C., Drapeau, S., & Hébert, M. (2017). L’effet des programmes de soutien parental sur la relation parent-enfant et le climat familial : une étude québécoise. Revue canadienne de santé mentale communautaire, 36(2), 67-85.

Si votre projet vise principalement des organisations, ultimement, qui tirera profit des résultats du projet ?

Ne s'applique pas au projet.

Mesures d'évaluation

Comment mesurerez-vous l'atteinte des résultats ? (Indicateurs qualitatifs et quantitatifs, outils et méthodes de collectes de l’information, etc.)

MESURES QUANTITAVES ET OUTILS DE COLLECTES
• Présences des parents, enfants et jeunes via un cartable de fréquentation pour les temps de jeux et la halte-garderie
• Feuille des présences pour l’événement annuel
• Feuille de temps pour les commis stagiaires
• Feuille d’implication pour les parents bénévoles
• Statistiques des prêts et des retours de jouets par catégorie
• Statistiques du nombre de dépliants et affiches promotionnelles distribués

MESURES QUALITATIVES ET OUILS DE COLLECTES
• Cahier d'observations – Temps de jeux
Le cahier d'observations servira à suivre les interactions et les progrès des enfants et des parents pendant les activités de « Temps de jeux ». Les intervenants y noteront leurs observations concernant les interactions des enfants, l’implication des parents et les moments importants. Cet outil permettra d’ajuster les activités selon les besoins des familles et d’améliorer l’expérience globale.
• Boite de collecte de l’appréciation du temps de jeux avec
2 questions à développement :
[Pour l’enfant] « Ce que j’ai le plus apprécié à mon temps de jeux c’est… »
[Pour le parent] « Vos idées d’améliorations »
4 questions appréciatives à gradation pour connaitre leur niveau d’appréciation de :
- L’accueil
- Le local
- Les thèmes et les activités proposés
- L’accompagnement par l’équipe
• Sondage appréciatif auprès des femmes pour documenter leur appréciation de l’activité « Temps de jeux » avec la LÜ
• Carton appréciatif à la sortie de l’événement « Embarque dans le jeu ! »
• Sondage annuel en ligne auprès des parents avec des questions spécifiques pour les activités « Temps de jeux »

Aspects budgétaires

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	42 000	40 000	20 192	0	60 192
An 2	42 000	40 000	11 511	0	51 511
An 3	42 000	40 000	12 483	0	52 483
An 4	42 000	40 000	13 651	0	53 651

Grille de budget détaillé : Grille budgétaire Temps_de_jeux_25-29_détaillée SSDS_VERSION_AJUSTÉE.xlsx

Précisions sur le budget :

L'autofinancement du projet provient du financement au fonctionnement que reçoit la Joujouthèque St-Michel de Centraide.
Les 5 premières semaines du projet de l'an 1 sont prises en charge par la portion autofinancement.
L'an 1 prévoit :
• 2 heures de plus par semaine pour l'agente de milieu pour la mise en place du nouveau volet femmes et la mobilisation des parents bénévoles ;
• 4 heures de plus par semaine pour la coordonnatrice des activités pour la mise en place du projet et la promotion.

La Joujouthèque St-Michel prévoit annuellement, au 1er avril, une indexation des salaires selon l'IPC du Québec au 31 décembre et un changement d'échelon des employés ayant complété une année de travail. Nous avons intégré ces augmentations de taux horaire dans le budget détaillé des salaires. C'est pour cette raison que les frais de gestion demandés à l'enveloppe MESS-Ville sont régressifs et qu'une partie est attribuée à l'autofinancement.

Nous n'avons pas de postes forfaitaires. Les commis, même s'il s'agit de contrats à durée déterminée, ont des contrats de travail avec des charges sociales et le versement des vacances cumulées à la fin du contrat.

Personnel lié au projet

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail à taux horaire :

Année	Titre du poste	Précision	Coût annuel du poste	Nb heures par semaine	Nb semaines	Nb annuel de postes
An 2	Intervenante du mercredi		4 210	4	40	1
An 1	Intervenante du mercredi		4 037	4	40	1
An 3	Intervenante du mercredi		4 371	4	40	1
An 4	Intervenante du mercredi		4 573	4	40	1
An 1	Intervenante du jeudi		5 234	4	40	1
An 2	Intervenante du jeudi		5 339	4	40	1
An 4	Intervenante du jeudi		5 501	4	40	1
An 3	Intervenante du jeudi		5 419	4	40	1
An 1	Intervenante du samedi		7 384	7	40	1
An 4	Intervenante du samedi		8 367	7	40	1
An 2	Intervenante du samedi		7 767	7	40	1
An 3	Intervenante du samedi		8 063	7	40	1
An 1	Commis mercredi & jeudi		3 115	4	40	2
An 3	Commis mercredi & jeudi		3 224	4	40	2
An 2	Commis mercredi & jeudi		3 177	4	40	2
An 4	Commis mercredi & jeudi		3 272	4	40	2

An 1	Commis du samedi	3 115	4	40	2
An 4	Commis du samedi	3 272	4	40	2
An 2	Commis du samedi	3 177	4	40	2
An 3	Commis du samedi	3 224	4	40	2
An 1	Agente de milieu	8 726	6	50	1
An 2	Agente de milieu	6 119	4	50	1
An 4	Agente de milieu	6 593	4	50	1
An 3	Agente de milieu	6 352	4	50	1
An 1	Coordonnatrice des activités	13 697	10	40	1
An 3	Coordonnatrice des activités	8 895	6	40	1
An 2	Coordonnatrice des activités	8 570	6	40	1
An 4	Coordonnatrice des activités	9 232	6	40	1
An 1	Éducatrice halte-garderie	632	3	10	1
An 2	Éducatrice halte-garderie	667	3	10	1
An 3	Éducatrice halte-garderie	667	3	10	1
An 4	Éducatrice halte-garderie	667	3	10	1

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail forfaitaire :

Année	Titre du poste	Précision	Montant annuel par poste	Nb annuel de postes

Partenaire(s)

Veuillez préciser ces informations pour chaque partenaire :

Partenaire	*Année*	*Montant*	*Type de contribution*	*Confirmée*
Centre Lasallien	An 2	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles	Oui
Centre Lasallien	An 3	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles	Oui
Centre Lasallien	An 1	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles	Oui
Centre Lasallien	An 4	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles	Oui
CIUSSS de l'est de l'île de Montréal - programme Alliance	An 1	0	Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
CIUSSS de l'est de l'île de Montréal - programme Alliance	An 3	0	Référencement, recrutement des personnes participantes	Non
CIUSSS de l'est de l'île de Montréal - programme Alliance	An 2	0	Référencement, recrutement des personnes participantes	Non
CIUSSS de l'est de l'île de Montréal - programme Alliance	An 4	0	Référencement, recrutement des personnes participantes	Non

Informations complémentaires

Si nécessaire, ajoutez ici toute autre information pertinente à l’analyse de votre dossier.

Dans les documents complémentaires, vous trouverez deux storytelling récoltés auprès de 2 mamans que nous avons intégrées aux temps de jeux à l'automne 2023 et qui pour qui les Temps de jeux ont eu un impact significatif dans leur trajectoire d'intégration comme parents au Québec.. Ces témoignages s'inscrivent dans les entrevues que nous réalisons dans le cadre du volet évaluation du projet.

Nous espérons avoir réussi à vous présenter le projet " Temps de jeux " dans toute sa globalité et restons à votre disposition pour toute information ou précision complémentaire.

Documents

Liens pertinents pour le projet

Lien 1 :

Lien 2 :

Lien 3 :

Documents

Autre document :

Nom	Nature	Ajouté le	Ajouté par
Lettre_appui_JSTM_projet_Temps_de_jeux_LCSM_2025-01-13.pdf	Autre document	05/02/2025 16:18	Isabelle Tremblay
Lettre_confirmation_partenariat_Centre_Lasallien_Temps_de_jeux_25-29.pdf	Autre document	05/02/2025 16:18	Isabelle Tremblay
Lettre_appui_VSMS_Temps_de_Jeux_25-29.pdf	Autre document	05/02/2025 16:21	Isabelle Tremblay
Temps de jeux_soumission_2025-02-05 16:29.pdf	Copie de la demande	05/02/2025 16:29	Isabelle Tremblay
Affiche_Temps de jeux_2024.pdf	Autre document	06/02/2025 23:02	Isabelle Tremblay
Temps de jeux_soumission_2025-02-06 23:13.pdf	Copie de la demande	06/02/2025 23:13	Isabelle Tremblay
Storytelling_de_Jimena_2024.pdf	Autre document	07/02/2025 08:35	Isabelle Tremblay
Temps de jeux_soumission_2025-02-07 08:38.pdf	Copie de la demande	07/02/2025 08:38	Isabelle Tremblay
Storytelling_El_Khanssea_2025.pdf	Autre document	07/02/2025 11:15	Isabelle Tremblay
Grille budgétaire Temps_de_jeux_25-29_détaillée SSDS.xlsx	Grille du budget détaillé	07/02/2025 11:19	Isabelle Tremblay
Résolution_JSTM_Temps_de_jeux_2024-12-14_signée.pdf	Résolution du CA	07/02/2025 11:19	Isabelle Tremblay
Attestation_d'intégrité_Joujouthèque_St-Michel_2025-02-07_signée.pdf	Attestation	07/02/2025 11:19	Isabelle Tremblay

	d'intégrité		
Temps de jeux_soumission_2025-02-07 11:20.pdf	Copie de la demande	07/02/2025 11:20	Isabelle Tremblay

Soumission de la demande

Attestation d’intégrité : Attestation_d'intégrité_Joujouthèque_St-Michel_2025-04-07_signée.pdf

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

Ajustements demandés par le responsable de l'appel à projets

Ajustements identification :

Ajustements description et planification :

Ajustements mise en place :

Ajustements cibles :

Ajustements budget :

Svp modifier le budget (dans le SSDS et dans la grille budgétaire Excel) pour que le total annuel de la contribution financière soit de 40 000 $.

Ajustements documents :

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



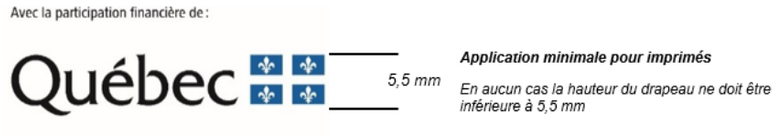
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L’apposition du logo de l’arrondissement sur un outil produit par l’organisme doit faire l’objet d’une autorisation préalable de l’arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l’arrondissement VSP : par l’intermédiaire d’un représentant municipal autorisé ou d’un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l’épreuve dans un délai d’au moins dix jours ouvrables avant l’impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l’apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n’est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L’organisme a la responsabilité de s’assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l’organisme et l’arrondissement, la signature de l’organisme et celle de l’arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être à droite et celui de l’organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
GDD 1255781001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION** (VSP), personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 14_____.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA GRANDE PORTE,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 8649, 24e Avenue, Montréal (Québec) H1Z 3Z5, agissant et représentée par monsieur Simon Leguay, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare**;**

Numéro d'inscription T.P.S. : 132888678
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1001972371
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 132888678RR

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou

régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme favorise et participe au développement global de l'enfance et de la jeunesse à Saint-Michel. Pour répondre à sa mission, La Grande Porte offre ses services à travers différents milieux de vie, dont La Petite Maison. C'est depuis 1998 que ce point de service met tout en œuvre pour favoriser et participer au développement global de l'enfance, particulièrement les enfants de 6 à 12 ans du secteur est de Saint-Michel;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du

Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de quatre-vingt-treize mille huit cent vingt-quatre dollars (93 824 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1 une somme maximale de vingt et un mille cent dix dollars et quarante cents (21 110,40 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de deux mille trois cent quarante-cinq dollars et soixante cents (2 345,60 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2025-2026 à la satisfaction du Responsable.

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1 une somme maximale de vingt et un mille cent dix dollars et quarante cents (21 110,40 $) le 1er avril 2026;

5.2.2.2 une somme maximale de deux mille trois cent quarante-cinq dollars et soixante cents (2 345,60 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2026-2027 à la satisfaction du Responsable.

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1 une somme maximale de vingt et un mille cent dix dollars et quarante cents (21 110,40 $) le 1er avril 2027;

5.2.3.2 une somme maximale de deux mille trois cent quarante-cinq dollars et soixante cents (2 345,60 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2027-2028 à la satisfaction du Responsable.

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1 une somme maximale de vingt et un mille cent dix dollars et quarante cents (21 110,40 $) le 1er avril 2028;

5.2.4.2 une somme maximale de deux mille trois cent quarante-cinq dollars et soixante cents (2 345,60 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2028-2029 à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet

reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 8649, 24e Avenue, Montréal (Québec) H1Z 3Z5, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

LA GRANDE PORTE

Par : _____
Monsieur Simon Leguay, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 6e jour de mai 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001280-Intervenant.e enfance/famille

Identification du projet

Contexte de la demande

Nom de l’organisme : La Grande Porte

Appel à projet : VSP - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2025-2029

Identification du projet

No demande : 001280

Titre de la demande : Intervenant.e enfance/famille

En une phrase, comment décrivez-vous votre projet ?

Mettre en place une ressource enfance/famille afin de renforcer les liens sociaux et l'inclusion dans le secteur ciblé.

Édition et échéancier

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	01/04/2025	31/03/2026	
An 2	01/04/2026	31/03/2027	
An 3	01/04/2027	31/03/2028	
An 4	01/04/2028	31/03/2029	

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
2. Miser sur le pouvoir d’agir	2.1 Une plus grande capacité d’agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
2. Miser sur le pouvoir d’agir	2.2 Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d’entraide et de solidarité renforcés

3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Personne répondante du projet

Qui sera la personne répondante du projet ?

Responsable de l'organisme : Simon Leguay

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Autre(s) personne(s) pour les communications

Responsable de l'organisme :

Contact(s) associé(s) à l'organisme :

Autre :

Signataire et convention

Qui est la personne désignée comme signataire de la convention par le CA de votre organisme ?

Responsable de l'organisme : Simon Leguay

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Courriel :

Téléphone principal :

Autre téléphone :

Joindre la résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal :

Description et planification

Présentation du projet

Contexte et enjeux justifiant le projet :

Une grande proportion des habitants de Saint-Michel (49,4%) sont immigrants, avec un parcours migratoire souvent récent. L’école primaire Saint-Noël-Chabanel, l’une des plus grandes de la CSSDM, accueille plus de 1 000 élèves dont 8 classes d’accueil. Une grande proportion d’entre eux parlent une langue maternelle autre que le français ou l’anglais et provient de minorités visibles. Le faible taux de diplomation et la forte proportion de familles monoparentales, particulièrement dans l'Est de Saint-Michel, accentuent les défis socio-économiques du quartier. D’après un rapport récent de l’Office Municipal d’Habitation Montréalaise (OMHM), 28% des familles dans l’Est de Saint-Michel vivent avec un faible revenu, et 36% des adultes dans ce secteur n’ont pas de diplôme d’études secondaires, contre 11% sur l’île de Montréal. La combinaison de ces facteurs de vulnérabilité engendre de nombreux défis pour les familles et les jeunes, notamment en matière d’accès aux ressources, de stabilité économique et de réussite scolaire. Plus de 50% des enfants de LPM rencontrent des difficultés d'apprentissage, venant principalement de familles monoparentales ou nombreuses. Ce contexte renforce l'isolement et les barrières à l’intégration, en particulier en raison de la diversité culturelle et linguistique, créant un cercle vicieux où les jeunes sont exposés au décrochage scolaire et à un manque de soutien. Depuis plusieurs années, La Petite Maison propose un ensemble de services adaptés et accessibles qui interviennent à la fois sur les causes et les impacts de la pauvreté et de l'exclusion sociale, en mettant l'accent sur la prévention et en favorisant l'engagement des parents. Nous avons constaté l'impact positif de cette intervention directe sur leur développement, et c'est pourquoi nous tenons à maintenir et renforcer cette action. Ce projet vise à prolonger les interventions auprès des jeunes tout en élargissant le soutien aux parents. L'objectif est d'enrichir cette offre en développant des activités collectives et éducatives, adaptées aux besoins spécifiques de la communauté. Ainsi, le projet cherche à construire un environnement inclusif et solidaire, où chaque parent pourra contribuer activement à l'amélioration de son cadre de vie et au développement de son potentiel, tout en soutenant les enfants dans leur parcours. Le projet se décline en quatre axes fondamentaux: le soutien académique et la persévérance scolaire, le développement individuel et social des enfants, l'éducation aux saines habitudes et l’intégration et la consolidation des liens famille/école/communauté. Ces axes sont conçus en concertation avec les acteurs du milieu pour s’assurer qu’ils répondent aux réalités et défis actuels des familles du quartier. Le projet adopte une approche participative avec un intervenant, mobilisant les parents à travers des activités éducatives. Il vise à promouvoir l'inclusion, renforcer la solidarité familiale et créer un programme parents-partenaires.

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Le projet est porté par LGP, organisme communautaire situé dans le quartier de Saint-Michel-Est. Il vise notamment les familles monoparentales, couples avec enfants, personnes à faible revenu, personnes issues de l’immigration (récent moins de 5 ans et plus de 5 ans), jeunes à risque. Ce projet a pour objectif de renforcer les liens sociaux au sein de la communauté, de promouvoir l’inclusion sociale et de répondre aux besoins éducatifs et communautaires des enfants et des parents. Il comprend plusieurs initiatives clés : Élargir le comité de parents : en impliquant davantage les parents dans les activités de décision et de planification des événements communautaires ; Programmer des ateliers éducatifs : en proposant des thèmes variés, tels que la parentalité positive, la gestion du stress, l’accompagnement des devoirs à la maison, et d’autres sujets de développement personnel et éducatif ; Organiser des événements communautaires : en favorisant le regroupement, le partage et la création de liens entre les parents ; Maintenir les activités socio-

éducatives : en soutenant les enfants, avec une attention particulière aux difficultés d'apprentissage et au développement des compétences sociales et académiques. Le projet contribuera à diversifier la participation des parents à renforcer les interactions intergénérationnelles et interculturelles. Le projet se déploiera sur une période de 48 mois, avec des activités régulières incluant plusieurs ateliers éducatifs. Ces activités incluront plusieurs ateliers éducatifs, organisés selon un calendrier prédéfini et flexible. Afin de mieux cibler les attentes, nous sonderons les besoins des parents une fois par an, en vue d'ajuster nos actions. Des événements communautaires, tels que des repas partagés, seront également organisés pour renforcer les liens sociaux et encourager la participation collective. Ce cadre d'activités régulières et diversifiées favorisera l'inclusion, la solidarité et l'engagement des participants tout au long du projet. Les activités se dérouleront dans les habitations Saint-Michel Nord, dans les locaux de La Petite Maison (LPM) et d'autres espaces communautaires de l'OMHM. Le suivi et l'évaluation du projet seront effectués à travers des sondages d'évaluation remplis par les participants, ainsi que par l'analyse de données administratives et d'indicateurs de performance collectés tout au long du projet (par exemple : nombre de participants, nombre d'interventions, etc.).

Quelles réalisations antérieures et/ou expertises de votre organisme démontrent votre capacité à réaliser le projet ?

La Grande Porte (LGP) existe depuis 1983 et via LPM, l'organisme exerce un travail d'accompagnement des 6-12 ans depuis 1996. Elle dispose donc d'une solide expertise dans l'accompagnement des jeunes et des familles. Au fil des années, nous avons développé une expérience significative dans les enjeux et difficultés rencontrés par les jeunes et leurs familles. Les services proposés ont toujours visé à répondre au mieux aux problématiques rencontrées. Cette expertise est reconnue par les acteurs clés du quartier Saint-Michel. Un comité de parents est déjà en place à LPM et permet d'organiser des rencontres et des événements communautaires. Ce comité est actuellement un espace d'échanges et de soutien pour les parents de LPM permettant de renforcer la solidarité et la cohésion sociale du secteur visé. LGP démontre également une solide expertise en travail de milieu et en mobilisation, notamment à travers divers projets réalisés au fil des années. La réussite de ce projet repose sur une approche participative, qui place les jeunes et les parents au cœur du processus. Grâce à une collaboration étroite avec les acteurs locaux et un réseau de partenariat solide, nous sommes en mesure de proposer un projet par et pour les familles, en adoptant nos actions aux besoins spécifiques de la communauté.

Si vous demandez une reconduction du projet, quels éléments le justifient ?
(Bonification, amélioration, ajout de clientèle, ajout d'activité, etc.) ?

La bonification se justifie par notre volonté de rejoindre un plus grand nombre de parents afin de développer un accompagnement encore plus pertinent et adapté à leurs besoins. Nous souhaitons élargir la participation au comité en incluant davantage de parents, afin de créer une véritable dynamique collective. Cette approche nous permettra de collaborer plus étroitement avec eux sur des initiatives communautaires, tout en répondant de manière plus ciblée aux défis quotidiens rencontrés par les parents. Nous souhaitons également développer l'accompagnement éducatif en proposant de nouveaux ateliers adaptés aux besoins spécifiques des familles, qu'il s'agisse de soutien à la parentalité, d'accompagnement scolaire ou de gestion des défis parentaux. Ces ateliers permettront de créer des espaces de dialogue et de réflexion pour renforcer les compétences des parents et les aider à mieux soutenir leurs enfants dans leur parcours éducatif.

Enfin, nous avons pour objectif d'organiser plus d'événements communautaires, tels que des rencontres interculturelles ou des rencontres de discussion, qui favorisent les échanges et la solidarité entre les différents membres de la communauté. En somme, la bonification du projet vise à élargir notre action,

renforcer la collaboration avec les parents, et favoriser les liens sociaux dans le quartier visé. Pour y parvenir, nous mettrons en place une communication ciblée pour mieux toucher les parents et nous développerons le bénévolat pour soutenir l'organisation et la gestion des ateliers et des événements, notamment à LPM. Nous continuerons de collaborer avec les écoles et les organismes communautaires pour identifier les besoins spécifiques. Enfin, des évaluations régulières et des retours des participants nous permettront d'adapter nos actions en fonction des besoins du terrain.

Votre projet inclut-il la participation active du public-cible dans sa conception, sa mise en œuvre ou son évaluation ? Si oui, comment ? (Exemple : projet "par et pour")

Le projet est conçu "par" les parents, "pour" les parents et leurs enfants.
Le "par" fait référence à l'engagement actif des parents, qui seront consultés régulièrement pour exprimer leurs attentes concernant les activités et initiatives proposées. Ces consultations se feront à travers des sondages, des rencontres et des discussions afin de co-construire les actions à mettre en place. D'ailleurs des parents ont déjà montré leur intérêt dans l'organisation d'ateliers et d'événements et dans le désir d'être outillé plus spécifiquement.
Le "pour" désigne non seulement les parents, mais également leurs enfants, qui bénéficieront directement des services offerts. L'objectif est d'offrir des activités adaptées aux besoins spécifiques des parents tout en intégrant les enfants dans le processus. Ces activités seront conçues pour encourager une participation active des parents, qu'il s'agisse d'animer des ateliers ou de soutenir des événements communautaires, renforçant ainsi la dynamique collective du quartier.
Des opportunités de bénévolat seront proposées, par exemple pour des sorties culturelles ou des événements de loisirs, afin de favoriser l'engagement des parents et d'enrichir le réseau solidaire et inclusif du quartier.
L'intervenant enfance/famille jouera un rôle clé en accompagnant les enfants et leurs parents, en offrant un suivi personnalisé et adapté aux réalités de chaque famille. Ce soutien permettra de garantir que les actions entreprises répondent réellement aux besoins spécifiques de chacun.
Enfin, les participants seront invités à contribuer à l'évaluation du projet par le biais de sondages de satisfaction, de discussions de groupe et d'autres outils de retour. Ce processus de co-évaluation, "par" les parents, "pour" les parents et leurs enfants, nous permettra d'ajuster continuellement nos actions pour mieux répondre aux attentes de la communauté.

En quoi votre projet tient-il compte des besoins spécifiques et différenciés de différents groupes de population fréquemment discriminée ?

Notre projet adopte une approche flexible et individualisée pour répondre aux besoins spécifiques des groupes souvent discriminés. Il s'adapte aux réalités de chaque famille, en prenant en compte leurs défis actuels et leurs besoins. L'objectif est de lever les obstacles, construire des facteurs de protection et fournir des outils qui deviennent des moteurs de développement pour les enfants et leurs parents. Le projet aide les familles à traverser les transitions de la vie, renforce leur tissu social et valorise les éléments positifs de leur environnement, tout en respectant leur identité, genre et origine. LPM œuvre pour l'égalité des chances et lutte contre l'exclusion sociale en garantissant un accès équitable aux ressources et aux opportunités. Depuis plusieurs années, nous avons optimisé nos interventions, en développant des outils de planification et de suivi individualisés et en mettant en place des dispositifs de collecte de données pour mieux comprendre les réalités des familles. Cela nous permet de répartir nos ressources, mesurer l'impact des actions et suivre les progrès des enfants. Le projet répond aussi aux besoins des parents en leur offrant un double accompagnement : soutien à l'éducation de leurs enfants et un espace de dialogue grâce au comité de parents. Ce comité permet aux parents de participer activement à l'élaboration des actions du projet, assurant ainsi leur pertinence. Afin de favoriser la participation, un service de garde sera proposé pendant les ateliers

et rencontres, pour répondre aux besoins des familles monoparentales. Ces activités se dérouleront à LPM, surmontant les barrières géographiques et linguistiques. De plus, en collaborant avec des partenaires locaux comme l'OMHM et Action Saint-Michel-Est, nous élargirons notre impact pour toucher un public plus large, y compris des familles confrontées à l’exclusion sociale. Ce projet répond aux défis des groupes discriminés en favorisant l'inclusion et l'égalité des chances pour tous.

Est-ce qu’une stratégie d’équité territoriale a été considérée pour planifier le projet ou dans le choix de déroulement des activités? (Indice d’équité des milieux de vie de la Ville de Montréal, Signes vitaux du Grand Montréal de la Fondation du Grand Montréal, cumul de vulnérabilités, …)

Le quartier de Saint-Michel fait face à plusieurs vulnérabilités sociales et économiques, telles qu'un taux de pauvreté élevé, un accès limité à l'éducation et à la formation, un chômage important et des conditions de logement précaires. Ces défis créent un environnement où l'exclusion sociale et les inégalités d'accès aux ressources sont omniprésentes. De plus, une proportion élevée de la population est issue de l'immigration, entraînant des barrières linguistiques et culturelles. Les familles monoparentales rencontrent des difficultés liées à la précarité et à l’organisation de leur quotidien, aggravées par un isolement social renforcé. La géographie du quartier, fragmentée en trois secteurs par des infrastructures majeures comme la carrière Francon et l’autoroute 40, accentue les disparités. L’Ouest bénéficie d’une meilleure accessibilité aux services, tandis que l’Est, plus isolé, souffre de l'absence de services essentiels. Cette division géographique renforce l’isolement des résidents de l’Est, contribuant à des inégalités d’accès. Le projet de LPM prend en compte ces vulnérabilités sociales et territoriales, en adoptant une approche flexible et individualisée qui répond aux réalités de chaque famille. Afin de lutter contre l'exclusion sociale, le projet propose un accompagnement personnalisé pour les enfants et les parents, en particulier ceux issus de milieux défavorisés ou isolés. Un axe clé de ce projet est l'implication active des parents, via le comité de parents, qui permet de définir les priorités et de sélectionner les activités. Cette approche garantit que les actions proposées répondent aux besoins spécifiques des familles, en tenant compte des barrières géographiques et d'accessibilité, notamment pour les résidents de l’Est du quartier.

Mise en place du projet

Résultats visés

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

À la fin du projet, plusieurs résultats concrets sont attendus, visant à répondre aux enjeux sociaux et éducatifs du quartier, notamment en matière d'inclusion sociale, de persévérance académique et de renforcement des liens familiaux. Le projet accompagnera 60 enfants, en mettant en place des pratiques éducatives adaptées pour favoriser leur épanouissement scolaire, social et affectif. En créant un environnement stimulant et personnalisé, l'objectif est de leur offrir une base solide pour réussir, tant sur le plan académique que personnel. Ce soutien leur permettra de surmonter des obstacles liés à leur parcours et environnement. Le projet impliquera également 20 parents dans le suivi éducatif et l'organisation des activités. Leur rôle sera essentiel pour assurer un soutien durable aux enfants, renforcer leurs acquis scolaires et sociaux, et encourager la persévérance académique. Les parents participeront activement à la définition des priorités et à l'organisation des actions, garantissant que les activités répondent aux besoins spécifiques des familles. Le projet impactera également l'inclusion sociale des enfants, à travers des activités socio-éducatives et des espaces d'expression personnelle, pour améliorer leurs compétences sociales et émotionnelles. Un accompagnement spécifique sera prévu pour 30 enfants vulnérables pendant l'été, afin de soutenir la continuité de leurs acquis. Enfin, ce projet répondra aux enjeux d'inclusion sociale et d'égalité des chances en renforçant le soutien éducatif, la cohésion familiale et l'engagement communautaire. Grâce à la participation active des parents et un accès élargi aux ressources éducatives et sociales, il réduira l'isolement et renforcera le sentiment d'appartenance des familles. En impliquant les parents dans des actions concrètes, telles que le bénévolat et les événements communautaires, il favorisera la solidarité intergénérationnelle et la cohésion sociale.

Objectifs annuels

Pour chaque année de votre projet, identifiez l'objectif à atteindre.

Année	Objectif
An 1	- Renforcer l'implication des familles : Élargir le comité de parents en incluant de nouveaux parents. - Mise en place des premiers ateliers : Organiser des ateliers éducatifs pour les parents (parentalité positive, gestion du stress, soutien scolaire) au moins 2 ateliers. - Création de liens communautaires : Organiser des événements de partage pour favoriser la cohésion sociale et l'intégration des familles au moins 2 événements. - Mise en place de bonnes pratiques éducatives dans les domaines académiques, instrumentaux et socio-affectifs pour 60 enfants.
An 2	Renforcer l'accompagnement des familles : Développer des activités de soutien individualisé pour les parents, en particulier ceux ayant des besoins spécifiques. - Évaluer l'impact des ateliers : Recueillir les retours des parents sur l'efficacité des ateliers et ajuster l'offre en fonction des besoins. - Élargir les opportunités de bénévolat : Impliquer davantage de parents dans des rôles bénévoles pour soutenir les activités communautaires. - Encourager chez les enfants l'autonomie et consolider les pratiques éducatives dans tous les domaines
An 3	-Mise en place de nouveaux ateliers et promouvoir des activités intergénérationnelles : Lancer des initiatives pour favoriser la solidarité entre les générations (ateliers intergénérationnels, sorties culturelles). - Évaluation continue de l'impact : Évaluer l'évolution des besoins des familles et ajuster les services pour répondre aux défis émergents. - Approfondir les pratiques et impliquer encore plus les familles dans le processus éducatif. - Favoriser l'engagement social des

	enfants et renforcer leurs compétences relationnelles, émotionnelles et académiques à travers des activités de groupe et des projets collectifs.
An 4	Consolidation des partenariats locaux : Renforcer les collaborations avec les écoles, associations et acteurs locaux pour maximiser l'impact du projet. - Évaluation finale : Faire un bilan complet des activités réalisées, mesurer l'impact sur la cohésion sociale et l'intégration des familles. - Durabilité du projet : Mettre en place des stratégies pour assurer la pérennité du projet au-delà des 4 ans, en recherchant de nouveaux financements et en consolidant les partenariats. - Évaluer l'impact des pratiques éducatives mises en place et pérenniser les bonnes pratiques pour les prochaines générations.

Activités

Quelles sont les initiatives qui seront mises en place pour atteindre ces objectifs ?

Pour atteindre les objectifs du projet, plusieurs initiatives seront mises en place afin de répondre aux besoins des jeunes et des familles du quartier, tout en renforçant le lien social et en luttant contre l'exclusion sociale. L'un des axes du projet sera le suivi personnalisé des enfants par l'intervenant de La Petite Maison, en contact régulier avec l'équipe éducative, les enseignants et les autres professionnels des écoles partenaires. Ce suivi permettra de répondre aux défis quotidiens, en particulier ceux liés à l'isolement et aux inégalités d'accès à l'éducation. Des rencontres régulières avec les professionnels de l'école seront organisées pour faire le point sur l'évolution des enfants et ajuster les actions éducatives en fonction des besoins spécifiques, surtout pour ceux en situation de vulnérabilité. En parallèle, un suivi individualisé évaluera l'impact des actions sur le bien-être, le développement académique et l'intégration des enfants dans la communauté, en particulier pour ceux risquant la marginalisation. La consultation active des parents se fera par le biais du comité de parents, leur permettant de partager leurs préoccupations et de sélectionner les activités adaptées aux besoins des familles. Des événements participatifs tels que des ateliers collaboratifs et des journées portes ouvertes seront organisés pour favoriser les échanges entre parents, l'équipe éducative et l'intervenant. Des sondages et questionnaires seront également distribués pour recueillir systématiquement les attentes des familles. Afin de renforcer les liens sociaux et lutter contre l'isolement, des repas communautaires seront organisés pour offrir aux parents des moments de convivialité, d'échange et de solidarité. Ces événements aideront à tisser des liens entre les familles et à créer un sentiment d'appartenance. Des formations spécifiques, telles que la communication non violente et la gestion des conflits familiaux, seront proposées aux parents pour les soutenir dans les défis éducatifs et sociaux qu'ils rencontrent. En outre, les parents seront invités à participer bénévolement à l'accompagnement des enfants et à l'organisation d'événements. Ce projet encouragera leur engagement dans des activités collectives, telles que des sorties culturelles et des loisirs éducatifs, visant à renforcer les liens sociaux et à lutter contre l'exclusion. Un système de suivi et d'évaluation sera mis en place pour mesurer l'efficacité du projet et s'assurer qu'il répond aux besoins des familles. Des rencontres régulières avec les parents permettront d'ajuster les actions en fonction de leurs attentes et d'assurer que le projet reste réactif face aux besoins changeants des familles. Ces initiatives, centrées sur le suivi des enfants, l'implication des parents et la lutte contre l'exclusion, visent à créer un environnement éducatif inclusif et solidaire, tout en renforçant les liens sociaux et en favorisant l'intégration des enfants dans la communauté.

Activités prévues

Année	Catégorie	Description	Lieux	Fréquence	Participants

An 1	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée, portrait ou diagnostics locaux	Dans le cadre de notre démarche participative, nous mettons en place une consultation régulière des parents par le biais d'un sondage annuel. Cet outil essentiel nous permettra de recueillir leurs retours et de mieux cerner leurs attentes et besoins spécifiques. En analysant les résultats, nous pourrons mettre en lumière les priorités des familles, ajuster nos actions et garantir que le projet répond véritablement aux réalités du terrain, tout en renforçant l'implication des parents dans l'évolution de nos initiatives.	même que l'organisme	1	25
An 1	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée, portrait ou diagnostics locaux	Les repas communautaires, organisés par les parents pour les parents, offriront une occasion unique de partager leur culture et leurs traditions, tout en renforçant les liens avec d'autres familles. Ces événements, planifiés à des moments clés de l'année, tels qu'avant le congé des fêtes et à la fin de l'année scolaire, permettront de tisser des liens sociaux dans un cadre convivial. En plus de briser l'isolement, ces repas favorisent la solidarité et renforcent le sentiment d'appartenance à la communauté, créant ainsi un espace d'échange et de partage pour tous.	même que l'organisme	2	20

An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Les ateliers éducatifs pour les parents visent à fournir des outils pratiques et des connaissances sur des thématiques clés telles que la parentalité positive, la gestion du stress et le soutien scolaire. Ces sessions offrent aux parents l'opportunité de renforcer leurs compétences, de mieux comprendre les enjeux éducatifs et d'accompagner le développement de leurs enfants dans un environnement bienveillant et solidaire.	même que l'organisme	2	10
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Les ateliers éducatifs pour les parents visent à fournir des outils pratiques et des connaissances sur des thématiques clés telles que la parentalité positive, la gestion du stress et le soutien scolaire. Ces sessions offrent aux parents l'opportunité de renforcer leurs compétences, de mieux comprendre les enjeux éducatifs et d'accompagner le développement de leurs enfants dans un environnement bienveillant et solidaire.	même que l'organisme	4	10
An 1	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	L'intervenant joue un rôle clé dans l'accompagnement quotidien des enfants qui fréquentent le LPM, en veillant à leur bien-être, à leur développement personnel et scolaire. Il est responsable de la mise en place d'un suivi	même que l'organisme	5	45

personnalisé, en tenant compte des besoins spécifiques de chaque enfant, que ce soit au niveau de l’éducation, de la gestion des émotions ou de l'intégration sociale.

Chaque jour, il observe les progrès de chaque enfant, repère les éventuelles difficultés et propose des solutions adaptées. L’objectif principal est de renforcer la réussite éducative de l’enfant en favorisant une approche individualisée qui permet à l’enfant de se sentir valorisé et soutenu dans son parcours scolaire et social.

Cet accompagnement peut inclure diverses activités : aide aux devoirs, ateliers de développement de compétences sociales, discussions pour améliorer l’estime de soi, ou encore mise en place d’actions spécifiques pour gérer les comportements ou les situations de crise. L’intervenant agit également comme médiateur pour résoudre les conflits, tant entre les enfants qu’avec les adultes, et assure une bonne communication avec les familles pour un suivi global de l’enfant.

Enfin, au-delà de l’accompagnement éducatif, l’intervenant a

		un rôle fondamental dans l'épanouissement de l'enfant, en l'aidant à s'intégrer pleinement dans son groupe social, en renforçant ses compétences interpersonnelles et en contribuant à la construction de sa confiance en lui.			
An 2	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	L'intervenant joue un rôle clé dans l'accompagnement quotidien des enfants qui fréquentent le LPM, en veillant à leur bien-être, à leur développement personnel et scolaire. Il est responsable de la mise en place d'un suivi personnalisé, en tenant compte des besoins spécifiques de chaque enfant, que ce soit au niveau de l'éducation, de la gestion des émotions ou de l'intégration sociale. Chaque jour, il observe les progrès de chaque enfant, repère les éventuelles difficultés et propose des solutions adaptées. L'objectif principal est de renforcer la réussite éducative de l'enfant en favorisant une approche individualisée qui permet à l'enfant de se sentir valorisé et soutenu dans son parcours scolaire et social. Cet accompagnement peut inclure diverses activités : aide aux devoirs, ateliers de développement de	même que l'organisme	5	50

		compétences sociales, discussions pour améliorer l'estime de soi, ou encore mise en place d'actions spécifiques pour gérer les comportements ou les situations de crise. L'intervenant agit également comme médiateur pour résoudre les conflits, tant entre les enfants qu'avec les adultes, et assure une bonne communication avec les familles pour un suivi global de l'enfant. Enfin, au-delà de l'accompagnement éducatif, l'intervenant a un rôle fondamental dans l'épanouissement de l'enfant, en l'aidant à s'intégrer pleinement dans son groupe social, en renforçant ses compétences interpersonnelles et en contribuant à la construction de sa confiance en lui.			
An 3	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	L'intervenant joue un rôle clé dans l'accompagnement quotidien des enfants qui fréquentent le LPM, en veillant à leur bien-être, à leur développement personnel et scolaire. Il est responsable de la mise en place d'un suivi personnalisé, en tenant compte des besoins spécifiques de chaque enfant, que ce soit au niveau de l'éducation, de la gestion des émotions ou de l'intégration sociale.	même que l'organisme	5	55

An 4	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	L’intervenant joue un rôle clé dans l’accompagnement quotidien des enfants qui fréquentent le LPM, en veillant à leur bien-être, à leur développement personnel et scolaire. Il est responsable de la mise en place d’un suivi personnalisé, en tenant compte des besoins spécifiques de chaque enfant, que ce soit au niveau de l’éducation, de la gestion des émotions ou de l'intégration sociale.	même que l'organisme	5	60
An 1	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	L’intervenant assure un suivi quotidien et par année auprès de 20 jeunes à besoins particuliers, en veillant à leur bien-être et à leur développement scolaire et social. Il met en place un accompagnement personnalisé, prenant en compte les besoins individuels de chaque jeune, que ce soit en matière d’éducation, de gestion des émotions ou d’intégration. Il suit de près les progrès de chacun, identifie les difficultés et propose des solutions adaptées pour favoriser leur réussite. Cela inclut des actions telles que l’aide aux devoirs, des ateliers sur les compétences sociales et des interventions pour gérer les comportements ou résoudre les conflits. L’intervenant joue aussi un rôle de médiateur et	même que l'organisme	4	20

		assure un lien régulier avec les familles pour garantir un suivi global. Il participe enfin à l'épanouissement des jeunes, en les aidant à renforcer leur estime de soi et à développer leur confiance en eux au sein de leur groupe social.			
An 1	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Chaque année, l'intervenant assurera un suivi personnalisé auprès de 30 enfants durant la période estivale, en veillant à leur bien-être et à leur épanouissement. Il mettra en place des activités adaptées pour favoriser leur développement social, éducatif et personnel, tout en prenant en compte les besoins spécifiques de chaque enfant. Au quotidien, l'intervenant suivra les progrès des enfants, repèrera les difficultés éventuelles et proposera des solutions pour les aider à progresser. Cela inclut des activités ludiques, des ateliers éducatifs, ainsi que des moments d'échanges pour travailler sur la gestion des émotions et la socialisation. Il agira également comme médiateur en cas de conflits, et veillera à maintenir une communication régulière avec les familles afin d'assurer un suivi cohérent. L'objectif principal est	même que l'organisme	5	30

		de contribuer à leur bien-être pendant l'été, en renforçant leur confiance en eux et en les aidant à développer des compétences relationnelles dans un cadre détendu et stimulant.			
An 2	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée, portrait ou diagnostics locaux	Dans le cadre de ce projet, les parents seront invités à s'engager bénévolement dans l'accompagnement des enfants et l'organisation d'événements. Cette participation active permettra de renforcer leur rôle au sein de la communauté et de contribuer à l'épanouissement des jeunes, tout en favorisant des échanges enrichissants entre familles et professionnels. Le bénévolat des parents sera essentiel pour l'animation d'activités collectives, telles que des sorties culturelles ou des ateliers de loisirs éducatifs. En s'impliquant de manière concrète, les parents aideront à créer un environnement stimulant et solidaire, tout en renforçant les liens sociaux et en luttant contre l'exclusion. Leur engagement permettra également de tisser des relations plus fortes entre les familles, contribuant à l'inclusion et à la création de moments de	même que l'organisme	5	10

convivialité.

Ainsi, le bénévolat ne se limite pas à un simple soutien logistique : il devient un véritable levier pour promouvoir une dynamique participative, où chaque parent joue un rôle actif dans la vie du projet et dans la construction d’un cadre communautaire plus inclusif.

Questions spécifiques au programme

Complément d'information :

Personnes ciblées par le projet

Personnes ciblées directement par le projet

Quelle stratégie utiliserez-vous pour rejoindre les personnes ciblées ?

Pour atteindre les personnes et organisations ciblées, nous mettrons en place une stratégie de communication diversifiée, en capitalisant sur nos liens solides avec les familles et les partenaires locaux. Nous travaillerons en étroite collaboration avec l'école Saint-Noël-Chabanel pour identifier les enfants ayant des besoins particuliers d'accompagnement, généralement référencés par les orthopédagogues. Nous contacterons également les enfants inscrits dans notre service ou ceux ayant déjà participé à nos activités par le biais de notre base de données. De plus, certains parents nous signalent directement leur besoin d'accompagnement ou celui d'autres enfants qu'ils connaissent. Nous étendrons nos efforts en collaborant avec d'autres partenaires locaux, tels que les associations de locataires, qui sont en contact direct avec les familles du quartier et peuvent nous aider à repérer les enfants vulnérables. Afin d'impliquer les parents, nous utiliserons divers canaux pour les inviter à participer aux ateliers, activités et rencontres. Le lien de confiance entre La Petite Maison (LPM) et les familles facilitera cette démarche.Le comité de parents jouera un rôle central, servant de plateforme d'échange et de définition des activités à mettre en place. Cela renforcera leur implication et garantira que nos actions répondent à leurs besoins spécifiques. Nous encouragerons aussi nos partenaires locaux à se joindre à nos rencontres et à participer aux activités, afin de favoriser la collaboration et l'impact social du projet. En travaillant avec des organisations communautaires, des services de soutien et des institutions éducatives, nous pourrons mieux atteindre les familles vulnérables et optimiser l'accès aux ressources locales. Enfin, nous utiliserons notre base de données pour maintenir une communication régulière avec les familles et partenaires, diffuser des informations actualisées et suivre l'évolution des besoins des enfants et familles accompagnés.

Si applicable, quelle stratégie appliquerez-vous pour sélectionner les personnes ou organisations participantes ?

Pour sélectionner les personnes et organisations participantes, nous adopterons une stratégie basée sur des critères précis, afin de garantir que les bénéficiaires répondent aux besoins identifiés et que les partenariats soient alignés avec les objectifs du projet. Pour les enfants, nous collaborons étroitement avec l'école Saint-Noël-Chabanel, qui nous aidera à identifier les élèves nécessitant un accompagnement spécifique, généralement référencés par les orthopédagogues. Nous utiliserons également notre base de données pour sélectionner les enfants ayant déjà fréquenté nos services et réengager ceux qui pourraient bénéficier d'un accompagnement continu. En outre, nous resterons ouverts aux suggestions des parents, qui nous orientent vers d'autres enfants en besoin de soutien. Pour les parents, nous privilégierons une sélection plus souple, en fonction de leur implication et de l'intérêt montré. Les parents déjà engagés dans le projet seront invités à participer activement aux ateliers, activités et événements communautaires. Le comité de parents jouera un rôle central dans le choix des activités, assurant ainsi que les attentes des familles sont prises en compte dans la programmation. Pour les partenaires, notre approche reposera sur l'identification d'acteurs locaux partageant nos objectifs d'inclusion et de soutien aux familles vulnérables. Nous sélectionnerons les partenaires selon leur capacité à atteindre les familles éloignées des services et leur expertise dans les domaines éducatif, social et communautaire. Nous privilégierons les collaborations avec des organisations ayant une bonne connaissance du territoire, telles que les associations de locataires et les services sociaux de proximité. Ainsi, notre stratégie de sélection est ciblée et repose sur des critères clairs, visant à maximiser l'impact du projet et à garantir l'utilisation optimale des ressources pour soutenir les familles les plus vulnérables.

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet :

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 1	Enfants (6 – 11 ans)	25	25	0	50
An 1	Adultes (31 – 64 ans)	17	3	0	20
An 1	Jeunes adultes (18 – 30 ans)	3	2	0	5
An 1	Adolescents (12 – 17 ans)	5	5	0	10

Types de ménage

Couples avec enfant(s)
Familles monoparentales
Tous les types de ménage

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu
Les personnes immigrantes
Les personnes racisées
Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)
L'ensemble de la population
Les personnes résidentes de logements sociaux
Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations
An 1	3
An 2	4
An 3	5
An 4	6

Personnes indirectement touchées par le projet

D'autres personnes que celles qui sont ciblées pourront-elles aussi bénéficier des retombées du projet ? Si possible, précisez le nombre et détaillez leurs principales caractéristiques.

Le projet bénéficiera non seulement aux personnes directement ciblées, mais aura aussi des retombées positives pour d'autres membres de la communauté. En travaillant avec les parents, nous aurons un impact indirect majeur sur les enfants. En leur fournissant des stratégies éducatives et un accompagnement, nous leur permettons de mieux soutenir le développement scolaire et social de leurs enfants. Même si les enfants ne participent pas directement aux ateliers pour parents, l'amélioration de l'accompagnement parental se traduira par une progression accrue. Nous estimons qu'au moins 30 enfants par an bénéficieront de cet engagement parental. Le projet aura également un impact sur d'autres familles et proches. Grâce aux

échanges réguliers sur les progrès des enfants, les parents seront mieux informés des enjeux éducatifs et sociaux. En leur fournissant des outils pratiques et des ressources, nous renforçons leur implication, ce qui bénéficiera à environ 30 autres familles qui pourront adapter leur soutien au quotidien. La collaboration avec des écoles partenaires, comme Saint-Noël-Chabanel, élargit encore l'impact. En soutenant les enfants, nous facilitons la communication avec les enseignants, ce qui profite à d'autres élèves. Les stratégies développées seront partagées avec d'autres parents et professionnels, améliorant ainsi l'accompagnement des enfants. Enfin, au niveau communautaire, le projet aura un effet de rayonnement. Grâce à des partenariats avec des institutions locales, nous favoriserons la diffusion de bonnes pratiques et la création de réseaux de soutien. Ces collaborations permettront à des organisations locales et à des individus non directement ciblés de bénéficier des ressources et événements partagés. En résumé, en plus des 60 enfants directement accompagnés et des 30 familles ciblées, environ 20 à 30 autres personnes, comme des parents, enfants, éducateurs ou partenaires communautaires, pourraient profiter indirectement des retombées du projet.

Si votre projet vise principalement des organisations, ultimement, qui tirera profit des résultats du projet ?

Bien que notre projet cible principalement les familles et les enfants, il cherche également à renforcer la collaboration avec diverses organisations locales, qui joueront un rôle clé dans la mise en œuvre et le soutien des activités. Les bénéficiaires indirects du projet seront les communautés locales dans leur ensemble : les enfants, les familles, ainsi que les partenaires et organisations impliqués. Les organisations locales, telles que les écoles, les associations communautaires et les services de soutien, tireront également profit des retombées du projet. Par exemple, les écoles verront une amélioration de la réussite académique et de la persévérance scolaire des enfants suivis, ce qui bénéficiera à la qualité de l'éducation dans le quartier. Les associations communautaires et les services de soutien renforceront leur capacité à accompagner les familles vulnérables grâce à des ressources et stratégies adaptées. En outre, ces organisations pourront mieux collaborer et partager leurs bonnes pratiques avec nous, ce qui créera des synergies et maximisera l'impact du projet. Les partenaires impliqués auront l'opportunité de mieux comprendre les besoins des familles et d'intégrer les stratégies développées dans leurs pratiques quotidiennes. Par exemple, les éducateurs et intervenants communautaires pourront utiliser les outils de suivi et les méthodes pédagogiques adaptées pour accompagner les enfants et leurs parents. Ces résultats auront un effet multiplicateur, renforçant les ressources disponibles pour l'ensemble de la communauté. En somme, bien que notre projet se concentre sur l'accompagnement des familles et des enfants, il bénéficiera également aux organisations partenaires, renforçant leur capacité à répondre aux besoins sociaux et éducatifs des populations vulnérables et améliorant ainsi les services communautaires et éducatifs.

Mesures d'évaluation

Comment mesurerez-vous l'atteinte des résultats ? (Indicateurs qualitatifs et quantitatifs, outils et méthodes de collectes de l'information, etc.)

Afin de mesurer l'atteinte des résultats, nous adopterons une combinaison d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs, en utilisant des outils de collecte de données adaptés aux objectifs du projet. Concernant les indicateurs quantitatifs, nous suivrons le nombre de participants impliqués dans les activités du projet, y compris le nombre d'enfants inscrits, ainsi que le nombre d'ateliers éducatifs, d'événements communautaires et d'initiatives de bénévolat organisées. Nous comptabiliserons également le nombre d'interventions réalisées par l'intervenant auprès des parents et des enfants, ainsi que le nombre de rencontres organisées pour suivre l'accompagnement personnalisé. Le suivi de la participation aux repas communautaires et événements permettra de mesurer l'attractivité du projet et l'implication des participants. Pour évaluer l'impact qualitatif du projet, nous utiliserons plusieurs outils. Des questionnaires de satisfaction seront distribués après chaque

activité pour recueillir les impressions des participants sur la qualité des services proposés. Des discussions et rencontres permettront de recueillir des retours détaillés sur l'impact perçu des actions et d'identifier les pistes d'amélioration. En collaboration avec les écoles, nous évaluerons également les progrès des enfants, tant sur le plan scolaire que social, à travers un suivi régulier avec les enseignants. Des échanges constants entre les professionnels de l’école et les intervenants permettront d'ajuster les actions en fonction des besoins des enfants et de leur évolution. La collecte de données se fera à travers plusieurs méthodes : des rencontres individuelles et de groupe lors des événements, des questionnaires de satisfaction distribués après chaque activité, et un suivi constant des progrès scolaires des enfants par l’intervenant. Les familles seront également suivies lors de rencontres, afin de recueillir des retours directs et ajuster l'accompagnement en fonction des besoins.

Aspects budgétaires

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	47 549	23 456	0	19 667	43 123
An 2	47 549	23 456	655	17 208	41 319
An 3	47 549	23 456	1 316	14 749	39 521
An 4	47 549	23 456	1 711	13 520	38 687

Grille de budget détaillé : Grille budgétaire détaillée SSDS révisé.xlsx

Précisions sur le budget :

Le budget a été révisé sur une période d'exercice de 26 semaines.

Personnel lié au projet

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail à taux horaire :

Année	Titre du poste	Précision	Coût annuel du poste	Nb heures par semaine	Nb semaines	Nb annuel de postes
An 1	Intervenant.e enfance - famille		21 745	35	26	1
An 2	Intervenant.e enfance - famille		22 399	35	26	1
An 3	Intervenant.e enfance - famille		23 064	35	26	1
An 4	Intervenant.e enfance - famille		23 761	35	26	1

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail forfaitaire :

Année	Titre du poste	Précision	Montant annuel par poste	Nb annuel de postes

Partenaire(s)

Veuillez préciser ces informations pour chaque partenaire :

Partenaire	*Année*	*Montant*	*Type de contribution*	*Confirmée*

Informations complémentaires

Si nécessaire, ajoutez ici toute autre information pertinente à l’analyse de votre dossier.

Documents

Liens pertinents pour le projet

Lien 1 : https://www.grandeporte.org/

Lien 2 :

Lien 3 :

Documents

Autre document :

Nom	Nature	Ajouté le	Ajouté par
ASME - Lettre d'appui Messville 2025.pdf	Autre document	07/02/2025 10:56	Simon Leguay
Lettre appuie Asso Loc SMN.jpg	Autre document	07/02/2025 10:57	Simon Leguay
Lettre d'appui ASSOLOC Robert-Papin.pdf	Autre document	07/02/2025 10:57	Simon Leguay
Lettre d'appui parents.pdf	Autre document	07/02/2025 10:57	Simon Leguay
lettre d'appui VSMS.pdf	Autre document	07/02/2025 10:57	Simon Leguay
Attestation d'intégrité.pdf	Attestation d'intégrité	07/02/2025 11:18	Simon Leguay
Grille budgétaire détaillée SSDS.xlsx	Grille du budget détaillé	07/02/2025 11:18	Simon Leguay
Résolution CA - MESS Ville 2025.pdf	Résolution du CA	07/02/2025 11:18	Simon Leguay
Intervenant.e enfance/famille_soumission_2025-02-07 11:19.pdf	Copie de la demande	07/02/2025 11:19	Simon Leguay
Grille budgétaire détaillée SSDS_corrigée 18-02.xlsx	Grille du budget détaillé	18/02/2025 12:11	Simon TALBOT

Soumission de la demande

Attestation d’intégrité :

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

Ajustements demandés par le responsable de l'appel à projets

Ajustements identification :

Ajustements description et planification :

Ajustements mise en place :

Ajustements cibles :

Ajustements budget :

Svp ajuster votre budget (dans le SSDS et dans la grille Excel) pour que le total de la contribution financière soit de 23 456 $.

Ajustements documents :

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



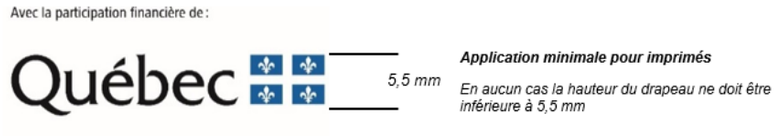
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L’apposition du logo de l’arrondissement sur un outil produit par l’organisme doit faire l’objet d’une autorisation préalable de l’arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l’arrondissement VSP : par l’intermédiaire d’un représentant municipal autorisé ou d’un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l’épreuve dans un délai d’au moins dix jours ouvrables avant l’impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l’apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n’est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L’organisme a la responsabilité de s’assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l’organisme et l’arrondissement, la signature de l’organisme et celle de l’arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être à droite et celui de l’organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
GDD 1255781001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION** (VSP), personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 14_____.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RELAIS DES JEUNES FAMILLES,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 9335, boulevard Pie-IX, bureau 01, Montréal (Québec) H1Z 3W5, agissant et représentée par madame Lidia Moisescu, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 896872371
Numéro d'inscription T.V.Q. :
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 896872371

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou

régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme désire améliorer les conditions de vie des parents (leur bien-être), leur comportement, leurs connaissances, améliorer le bien-être des enfants, les aider à avoir un développement normal et à changer leur comportement lorsque nécessaire. L'Organisme désire aussi favoriser l'attachement et les liens sécurisants parent-enfant et, ainsi, améliorer la relation parent-enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du

Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cent soixante-dix mille dollars (170 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1 une somme maximale de trente-huit mille deux cent cinquante dollars (38 250 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de quatre mille deux cent cinquante dollars (4 250 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2025-2026 à la satisfaction du Responsable.

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1 une somme maximale de trente-huit mille deux cent cinquante dollars (38 250 $) le 1er avril 2026;

5.2.2.2 une somme maximale de de quatre mille deux cent cinquante dollars (4 250 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2026-2027 à la satisfaction du Responsable.

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1 une somme maximale de trente-huit mille deux cent cinquante dollars (38 250 $) le 1er avril 2027;

5.2.3.2 une somme maximale de de quatre mille deux cent cinquante dollars (4 250 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2027-2028 à la satisfaction du Responsable.

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1 une somme maximale de trente-huit mille deux cent cinquante dollars (38 250 $) le 1er avril 2028;

5.2.4.2 une somme maximale de de quatre mille deux cent cinquante dollars (4 250 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2028-2029 à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention

(ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 9335, boulevard Pie-IX, bureau 01, Montréal (Québec) H1Z 3W5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

RELAIS DES JEUNES FAMILLES

Par : _____
Madame Lidia Moisescu, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 6e jour de mai 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001126-Support et accompagnement des jeunes parents

Identification du projet

Contexte de la demande

Nom de l'organisme : Le relais des jeunes familles

Appel à projet : VSP - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2025-2029

Identification du projet

No demande : 001126

Titre de la demande : Support et accompagnement des jeunes parents

En une phrase, comment décrivez-vous votre projet ?

Notre projet crée, dans un même emplacement, un environnement social par l'appartenance à un groupe qui pourra s'intégrer à la communauté et qui aura un rôle déterminant dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale parce qu'il permettra aux jeunes parents d'avoir accès à une meilleure qualité de vie et au développement du leur plein potentiel individuel et collectif.

Édition et échéancier

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	2025-04-01	2026-03-31	
An 2	2026-04-01	2027-03-31	
An 3	2027-04-01	2028-03-31	
An 4	2028-04-01	2029-03-31	

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.1 Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.2 Un meilleur accès à un logement adéquat, abordable et salubre, puis le maintien de celui-ci

2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.1 Une plus grande capacité d'agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.2 Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés

Personne répondante du projet

Qui sera la personne répondante du projet ?

Responsable de l'organisme : Lidia Moisescu

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Autre(s) personne(s) pour les communications

Responsable de l'organisme :

Contact(s) associé(s) à l'organisme :

Autre :

Signataire et convention

Qui est la personne désignée comme signataire de la convention par le CA de votre organisme ?

Responsable de l'organisme : Lidia Moisescu

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Courriel :

Téléphone principal :

Autre téléphone :

Joindre la résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal :

Description et planification

Présentation du projet

Contexte et enjeux justifiant le projet :

Le quartier St-Michel reste, selon l'indice d'équité des milieux de vie publié en décembre 2024, un quartier qui cumule des vulnérabilités. Notre projet s'inscrit dans l'ensemble des stratégies et des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale parce qu'il répond aux besoins fondamentaux des jeunes adultes vulnérables et de leurs enfants. Nos domaines d'intervention ciblés sont l'intégration sociale de cette clientèle à risque, le soutien à la famille et à la petite enfance, la sécurité alimentaire, le soutien à la vie communautaire, l'insertion socioprofessionnelle. Notre clientèle présente un profil psychosocial complexe qui cumule plusieurs facteurs de risque. Ces jeunes mères portent des histoires personnelles et familiales teintées de détresse et de trauma. Ils proviennent d'un milieu familial précaire et à risque (exposition et victime de violence, précarité financière, faible niveau de scolarisation, faible réseau social, prostitution, intervention de la DPJ, contexte d'immigration difficile, problème de consommation, problèmes d'organisation/salubrité, d'hygiène personnelle, etc.). La transition à la réalité parentale est fréquemment accompagnée de rupture des liens familiaux, absence de réseau social, risque d'itinérance, violence conjugale, etc. S'ajoute à cela une faible estime de soi et du sentiment de compétence en tant que parent. Ainsi, ces parents présentent des difficultés dans les soins (physique et affectif) à apporter à l'enfant selon son niveau développemental et ses besoins. Il est observé que ces jeunes parents arrivent avec une une méfiance envers les services de la santé et sociaux, tant institutionnel que communautaire. De plus, une grande majorité des jeunes parents n'ont pas des saines habitudes de vie et ne sont pas portés à utiliser les ressources de proximité, ni les ressources de culture, sport ou loisirs. Nous avons constaté que nos familles proviennent d'un milieu socioéconomique défavorisé, que leurs parents sont également sous-scolarisés, que l'environnement familial était dysfonctionnel pendant leur enfance et qu'il présentait des risques pour leur développement, leur santé et leur sécurité. Notre objectif général est donc d'éviter aux jeunes familles ces mêmes conditions de pauvreté et d'exclusion. Notre projet veut modifier les conditions à l'origine de la pauvreté et de l'exclusion sociale, faire en sorte qu'elles ne se reproduisent plus dans les familles et dans les milieux de vie. Selon plusieurs études de recherche, la résilience n'est pas seulement une caractéristique individuelle mais aussi une capacité qui se développe en interaction avec un environnement social. Par conséquent, notre projet vise aussi le développement D'un environnement social par l'appartenance à un groupe qui pourra s'intégrer à la communauté et qui jouera un rôle déterminant dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

L'intervenante du projet fait des suivis individuels 12 mois par année, près de1 500h, dans les logements et dans nos bureaux. Le suivi est hebdomadaire, bimensuel et mensuel, en fonction des cas. Lorsque la jeune famille sera confrontée à des problématiques spécifiques, l'intervenante fera des suivis non planifiés et des interventions d'urgence. Elle soutient l'élaboration d'un plan d'action individuel. L'intervenante accompagne les familles dans les démarches pour l'obtention du bien-être social, de la déclaration d'impôt, des documents pour l'inscription à l'école/autres et travaille de concert avec les autres intervenants du milieu communautaire et publique, organise les rencontres et fait des suivis avec eux. L'intervenante assure un service téléphonique d'écoute et de soutien, intervient dans les situations d'urgence, soutient les

familles et les accompagne dans le montage de la demande initiale et le renouvellement du supplément au loyer. Nous prévoyons des suivis de groupe bimensuels, pour un total de 24 dans une année. Ces suivis toucheront les sujets abordés avec nos familles lors des rencontres individuels, les thèmes des formations et l'actualité. Sous forme de café causeries, dîners communautaires, les suivis de groupe sont conçus de manière à mettre nos familles en action autour d'objectifs communs et de les mobiliser. Le but c'est de renforcer l'acquisition des connaissances, le changement des comportements, la valorisation de soi, la réalisation des objectifs communs, de créer un sentiment d'appartenance et une dynamique de solidarité et d'entraide. Nous privilégierons une animation faite par nos participantes et des échanges dirigés par l'intervenante. La participation attendue est de 6 mamans et la durée prévue des rencontres est de 2h. La préparation et la mobilisation sera assurée par l'intervenante. Des formations sur mesure seront organisées mensuellement, pour un total de 11 par année. Leurs durée sera de 2h et les sujets toucheront toutes les problématiques et les objectifs de nos jeunes familles. Les thèmes abordés: la santé, l'éducation nutritionnelle, les étapes du développement des enfants et la stimulation, l'importance de l'utilisation des CPE/services de garde, les programmes scolaires et professionnels, la consommation, la prévention des ITSS et les moyens de contraception, les formes de violence et la prévention, l'estime de soi, la gestion du budget, gestion du temps et du stress, trucs et astuces pour réussir ses études, la conciliation études-familles, gestion des conflits, les relations amoureuses, la communication, la discipline avec les enfants, la gestion des déchets et le recyclage, le marché du travail, la recherche d'emploi, la vie en logement, les formes d'habitation communautaire et les moyens pour y accéder, les ressources communautaires et publiques. Les activités de loisirs, regrouperont de 8 à 10 mamans et auront une fréquence trimestrielle et ponctuelle: fêtes, bricoler avec son enfant, sorties

Quelles réalisations antérieures et/ou expertises de votre organisme démontrent votre capacité à réaliser le projet ?

L'évaluation de la situation/problématiques des jeunes familles au début de leur intégration dans notre ressource et les transformations obtenues à la fin de leur séjour nous donne la certitude que notre projet d'accompagnement et de soutien des jeunes parents dans leur intégration sociale stabilise les différents volets de leur vie et contribue à leur valorisation, à leur scolarisation et, finalement, à l'intégration sur le marché du travail. L'accès à un logement abordable, les suivis et les activités permettent aux jeunes familles de briser le cercle de la pauvreté, de changer leurs habitudes de vie et d'avoir une meilleure santé, une meilleure estime de soi, une réelle prise en charge de leurs actions individuelles et collectives, un renforcement des capacité parentales et l'intégration dans l'ensemble des ressources disponibles. Ce sont les résultats de nos jeunes familles qui démontrent nos réalisations et notre expertise. Grâce à l'appropriation du milieu de vie pendant le séjour au Relais, les jeunes parents retournent des années plus tard et partagent leurs réussites avec nous. Ces réalisations leur appartiennent mais leurs témoignages portent sur les connaissances acquises, les conséquences positives du réseaux d'entraide, le soutien et la motivation pour réussir le retour à l'école et etc. Nous pensons que notre expertise est l'intervention de groupe parce qu'elle est faite de manière à ce que le groupe détient le potentiel/les éléments nécessaires afin de définir sa direction. Les conditions d'animation doivent soutenir la co-création du savoir au sein du groupe, ce qui a un impact considérable pour la mobilisation vers l'action/le changement. Nous avons observé également que le regroupement de cette clientèle permet d'uniformiser les stratégies d'intervention et qu'une présence même dans le milieu permet de réduire les facteurs de risques de nos jeunes parents. Tous nos activités sont interreliées et viennent soutenir les transformations souhaitées.

Si vous demandez une reconduction du projet, quels éléments le justifient ? (Bonification, amélioration, ajout de clientèle, ajout d'activité, etc.) ?

Le besoin des logements pour les jeunes familles de St-Michel n'est plus à prouver. Cependant, il ne s'agit pas seulement d'avoir un logement subventionné pour une période de temps. L'enjeu principal est de pouvoir accompagner les familles dans un processus de prise en charge individuelle et collective de leurs actions. Poursuivre le projet de support et d'accompagnement des jeunes familles c'est continuer de répondre à des besoins concrets, c'est agir le plus tôt possible sur un ensemble des facteurs susceptibles d'influencer positivement leur parcours, c'est favoriser l'empowerment et leur permettre de s'accomplir et de devenir des citoyennes à part entière. Nous avons des entrées en continu et notre projet s'adresse en moyenne à 48 familles par année et une cinquantaine d'enfants 0-5 ans. L'amélioration que nous voulons apporter c'est ajuster, adapter certaines de nos activités en fonction de l'étape/parcours de la famille. De plus, depuis 2021, nous avons un nouveau projet immobilier et 12 logements de 4 ½ sont occupés par les familles qui ont fini leur premier séjour avec nous et qui pourront continuer leur parcours socioprofessionnel sans perdre leurs acquis. D'ailleurs, une des conditions pour avoir accès et garder l'accès au logement, est celle de poursuivre une formation professionnelle ou d'être sur le marché du travail. Vu le contexte économique actuel et la pénurie des logements, nous aimerions inclure certaines formations sur mesure à ces familles et aussi faire du modeling en les intégrer aux ateliers des parents qui commencent leur parcours. Dans ce même projet, 14 familles vivent sous le seuil de la pauvreté mais bénéficient du supplément au loyer. Nous aimerions créer un milieu de vie et offrir des activités à l'ensemble de nos locataires (41). Cette mixité permettra l'amélioration des relations, l'échange des informations et un transfère des connaissances qui pourront s'inscrire dans plusieurs dimensions de l'Indice d'équité des milieux de vie.

Votre projet inclut-il la participation active du public-cible dans sa conception, sa mise en œuvre ou son évaluation ? Si oui, comment ? (Exemple : projet "par et pour")

OUI. Nos jeunes familles sont impliquées dans le choix des sujets à aborder lors des suivis de groupe. L'animation est assurée par l'intervenant et certaines participantes, les échanges sont dirigés par l'intervenant de façon à impliquer les participantes, à partager les expériences/connaissances, à favoriser les échanges et à créer une dynamique de solidarité et d'entraide. Les familles se regroupent facilement, ont accès aux salles communautaires, sont impliquées dans leur milieu de vie et participent à la prise de décisions/l'organisation des activités de loisirs. Nous allons privilégier une évaluation participative. Nous impliquerons donc nos participantes dans le processus par une évaluation verbale après nos rencontres et des questionnaires écrits.

En quoi votre projet tient-il compte des besoins spécifiques et différenciés de différents groupes de population fréquemment discriminée ?

Notre ressource et notre projet s'adressent aux jeunes parents, ce qui implique que nous incluons les pères malgré le fait que la plupart de nos familles sont monoparentales. Nous sommes la seule ressource qui offre des logements supervisés aux couples. Nous faisons donc des interventions, suivis et ateliers avec les pères, jeunes hommes âgés de 16 à 25 ans. Les jeunes parents sont souvent victimes de discrimination lorsqu'il ont besoin d'un logement. Nous tenons compte de leurs besoins sans mettre des conditions de location comme un bon crédit, une source de revenus et/ou des références. Au contraire, nous priorisons les demandeurs qui n'ont aucun dossier de crédit, qui n'ont jamais eu un logement et qui sont

complètement désorganisés. Ce faisant, nous commençons nos interventions en amont, avant même que la famille signe un contrat pour un logement. Nos mères sont majoritairement très jeunes, monoparentales, sans revenus, font partie des minorités visibles et sont la deuxième génération issue de l'immigration. Notre projet, donc nos activités, prennent en considération la réalité économique et culturelle de cette clientèle qui a souvent été victime de discrimination mais qui a vécu aussi des crises familiales à cause d'un problème d'identité. Nos jeunes mamans ont grandi dans un milieu familial avec une culture différente et des fois même une culture forte en contradictions avec celle de la société.

Est-ce qu'une stratégie d'équité territoriale a été considérée pour planifier le projet ou dans le choix de déroulement des activités? (Indice d'équité des milieux de vie de la Ville de Montréal, Signes vitaux du Grand Montréal de la Fondation du Grand Montréal, cumul de vulnérabilités, …)

Dans le choix de déroulement des activités, le projet s'inscrit prioritairement dans la dimension sociale, économique mais toutes les autres dimensions sont également intégrées. Les transformations souhaitées s'inscrivent dans 3 axes, la famille, les enfants et la communauté. Nous pensons que l'atteinte de ses transformations souhaitées aidera/permettra le passage des jeunes parents d'un milieu défavorisé vers un milieu favorisé et surtout sera favorisant pour le développement de leurs enfants. Ce passage permettra de briser le cercle vicieux de la pauvreté et de la sous-scolarisation. Nos domaines d'intervention ciblés sont l'intégration sociale de cette clientèle à risque, le soutien à la famille et à la petite enfance, la sécurité alimentaire, le soutien à la vie communautaire, l'insertion socioprofessionnelle.

Mise en place du projet

Résultats visés

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

Intégration sociale des jeunes parents et augmentation des compétences parentales. Briser le cercle de la pauvreté et de la sous-scolarisation, l'utilisation des services publiques/communautaires. Intégration dans des formations professionnelles et sur le marché du travail. Autonomie et réseau social.

Objectifs annuels

Pour chaque année de votre projet, identifiez l'objectif à atteindre.

Année	Objectif
An 1	Maintien dans le logement, acquisition de saines habitudes de vie: paiement du loyer, entretien du logement, sentiment de sécurité et l'appropriation de son milieu de vie. Changement des habitudes de vie : responsabilisation versus le paiement du loyer, meilleure alimentation, prise en charge de sa vie, amélioration des soins personnels. Acquisition des compétences parentales adéquates. Prévention de la négligence et responsabilisation des mères face au rôle de parent. Meilleure alimentation et amélioration de la santé des enfants. Création d'un réseau d'entraide, de soutien et d'information. Relations avec la famille lorsque possible, relations avec les partenaires /pères des enfants, les amis, les professionnels de la santé. Meilleures interactions parent/enfant et l'écoute des enfants. Amélioration des compétences, des connaissances et de la confiance en leurs capacités afin de favoriser le bon développement des enfants.
An 2	Les jeunes mamans acquièrent confiance en elles et sont capables de trouver des solutions aux problèmes rencontrés. Commence à contrer l'endettement, contrôler ses finances et fonctionnent avec un budget. Elles ont des comportements sexuels qui les protègent d'une autre grossesse, évitant ainsi l'avortement. Comprennent et sont capables d'identifier les signes/formes de violence. Meilleure compréhension du rôle de parent et surveillance constante. Connaissance des étapes de développement de l'enfant, encadrement et réponse adéquate aux besoins. Les interactions avec les enfants sont de qualité : capacité de comprendre les besoins des enfants et d'y répondre adéquatement et création d'un lien sécurisant pour l'enfant et valorisant pour elles. Les jeunes mamans sont capables de mettre une routine en place et des mesures de discipline positive pour les enfants. Prévention de la négligence et responsabilisation des mères face au rôle de parent. Meilleure alimentation et amélioration de la santé des enfants. Compréhension de l'importance pour l'enfant de fréquenter la garderie et recherche des services de garde. Élaborent et commencent les démarches pour la réalisation de leur projet de vie: retour à l'école.
An 3	Développer sa capacité d'action en groupe. Briser l'isolement et développer des habiletés sociales, être capable de s'adapter aux autres et s'intégrer à la communauté. Valorisation de soi. développement des groupes d'entraide et du sentiment d'appartenance, s'intègrent à la communauté et utilisent les ressources, sont motivées pour réussir les études, retour et maintien aux études.
An 1	Sortir de l'isolement social, de la dépendance aux écrans et combattre le sédentarisme. Connaître et fréquenter les lieux culturels, parcs et installations du quartier, s'intégrer dans les activités proposées a St-Michel.

An 4	Renforcement des saines habitudes de vie, conciliation travail/famille, saine gestion du budget et autonomie financière, transition/intégration logement privé, maintien en emploi.
An 4	Recherche, intégration et maintien en emploi, consolidation des acquis

Activités

Quelles sont les initiatives qui seront mises en place pour atteindre ces objectifs ?

SUIVI/ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL ou L'INTERVENTION SUR MESURE DÈS L'ENTRÉE DANS LE LOGEMENT
LES SUIVIS DE GROUPE
LES FORMATIONS SUR MESURE
LES ACTIVITÉS PARENTS/ENFANTS
LES ACTIVITÉS/SORTIES LOISIRS
LES IMPLICATIONS DANS LA COMMUNAUTÉ
LA PRÉSENTATION DES RESSOURCES

Activités prévues

Année	Catégorie	Description	Lieux	Fréquence	Participants
An 1	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Chaque famille est appelée à signer un contrat qui balise le déroulement de son séjour. Le contrat comprend l'élaboration d'un plan d'intervention par le parent avec l'aide de l'intervenant, plan qui traduit les objectifs de séjour. Les suivis répondent aux problématiques de la jeunes familles.	même que l'organisme	Hebdomadaire, bimensuelle et mensuelle.	1
An 1	Activité de médiation, d'intervention de milieu ou de travail de rue	Support dans la gestion des émotions/des relations avec son entourage/relations avec les voisins.	même que l'organisme	au besoin	2
An 1	Activité éducative, formation, développement/ transfert de connaissance ou de compétence	Les suivis de groupe - les mamans partagent les connaissances, situations vécues, animation assurée par des participants sur des sujets/problématiques	même que l'organisme	bimensuelle	6

	ou partage d'outils	recensées lors des suivis, échanges dirigés par l'intervenante pour impliquer les participants et partager les expériences.			
An 1	Activité éducative, formation, développement/ transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	FORMATIONS SUR MESURE CONTENUS VISANT: - l'amélioration de la vie, des comportements et des connaissances; - l'amélioration du bien-être des enfants, comprendre les formes et les l'importance des liens sécurisants; - outiller les jeunes parents pour faire face à leur réalité - comment réaliser ses objectifs, avoir une bonne estime de soi, la gestion du budget, du stress, du temps, des priorités.	même que l'organisme	mensuelle	8
An 1	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles.	Sorties, activités parents-enfants (exemple: jouer c'est grandir), visite des installations, parcs, etc., intégration aux activités du quartier, fêtes organisées dans la ressource	autres emplacements	trimestrielle et ponctuelle	8
An 2	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Révision et suivi du plan d'action de la participante - mise à jour selon les constats des difficultés rencontrées. Accompagnement dans les démarches pour la routine, les responsabilités vis-à-vis des parents, routine, stimulation des enfants, l'organisation du retour à l'école, orientation	même que l'organisme	Hebdomadaire, bimensuelle et mensuelle.	1

		scolaire et professionnelle, gestion des relations familiales et sociales, gestion des émotions.			
An 2	Activité éducative, formation, développement/ transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Thèmes/contenus: l'importance de l'implication dans le développement de son enfant, l'acceptation de la différence de son enfant et comment gérer cette différence par rapport aux autres, comment améliorer les compétences parentales - l'échange des bons procédés, des conditions gagnantes pour un sain développement des enfants. besoins et sentiments de l'enfant, échanges sur des habitudes de vie, comprendre l'importance de la routine et d'une organisation fonctionnelle des espaces, parler des bonnes habitudes de vie, les relations avec l'entourage, autres thèmes qui les intéressent ou qui les préoccupent et qui sont riches en apprentissages et permettront de créer un véritable milieu de vie.	même que l'organisme	bimensuelle	6
An 2	Activité de médiation, d'intervention de milieu ou de travail de rue	Support dans la gestion des émotions/des relations avec son entourage/relations avec les voisins.	même que l'organisme	Au besoin	2
An 2	Activité d'accompagnement, de	Les suivis de groupe - les mamans partagent les connaissances,	même que l'organisme	bimensuelle	6

	référencement ou de suivi personnalisé/individuel	situations vécues, animation assurée par des participants sur des sujets/problématiques recensées lors des suivis, échanges dirigés par l'intervenante pour impliquer les participants et partager les expériences.			
An 3	Activité éducative, formation, développement/ transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	FORMATIONS SUR MESURE CONTENUS VISANT: - les système scolaire, les formations professionnelles et les conditions d'admissibilité; - Comment réussir ses études; - La conciliation famille/études; - Le marché du travail; - Comment rédiger un CV et les organismes d'employabilité; - L'estime de soi;	même que l'organisme	mensuelle	8
An 2	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles.	Sorties, activités parents-enfants (exemple: jouer c'est grandir), visite des installations, parcs, etc., intégration aux activités du quartier, fêtes organisées dans la ressource	même que l'organisme, autres emplacements	trimestrielle et ponctuelle	8
An 3	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Révision et suivi du plan d'action de la participante - mise à jour selon les constats des difficultés rencontrées. Accompagnement dans les démarches pour la réalisation de son projet de vie/élaboration et réalisation, identification des forces et faiblesses,	même que l'organisme	Hebdomadaire, bimensuelle et mensuelle.	1

		identification des conditions gagnantes, soutien/motivation.			
An 3	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles.	Sorties, activités parents-enfants (exemple: jouer c'est grandir), visite des installations, parcs, etc., intégration aux activités du quartier, fêtes organisées dans la ressource	même que l'organisme, autres emplacements	trimestrielle et ponctuelle	0
An 4	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Suivis individuels, support et accompagnement dans les démarches de recherche emplois, logement. Suivis pour le renforcement des acquis/motivation, gestion des émotions et du stress face aux changements.	même que l'organisme	Hebdomadaire, bimensuelle et mensuelle.	1
An 4	Activité éducative, formation, développement/ transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Suivis de groupe afin d'échanger/familiariser les participantes à l'ensemble des démarches à faire en recherche d'emploi. Échanges sur ses expériences, ses appréhensions face au marché du travail.	même que l'organisme	bimensuelle	6
An 4	Activité éducative, formation, développement/ transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de formation/sur mesure afin de permettre aux participantes de faire l'inventaire de leurs compétences, de leurs forces et de ce qu'elles ont à améliorer afin d'atteindre leur objectif d'intégration et du maintien en emploi.	même que l'organisme	mensuelle	8

Questions spécifiques au programme

Complément d'information :

Personnes ciblées par le projet

Personnes ciblées directement par le projet

Quelle stratégie utiliserez-vous pour rejoindre les personnes ciblées ?

Le recrutement des familles impliqueront des activités de présentation du projet et de l'organisme auprès des organismes et les ressources du quartier et auprès des intervenants des réseaux publiques. Le nombre de familles à rejoindre est estimé en fonction de notre liste d'attente et du fait qu'un minimum de trois familles devra être rencontré pour l'attribution d'un logement. Ces réunions seront ponctuelles.

Si applicable, quelle stratégie appliquerez-vous pour sélectionner les personnes ou organisations participantes ?

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet :

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 3	Jeunes adultes (18 – 30 ans)	48	12	0	60
An 1	Jeunes adultes (18 – 30 ans)	48	12	0	60
An 1	Jeunes adultes (18 – 30 ans)	48	12	0	60
An 4	Jeunes adultes (18 – 30 ans)	24	12	0	36

Types de ménage

Couples avec enfant(s)
Familles monoparentales

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu
Les personnes en situation d'itinérance
Les personnes racisées
Les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale
Les personnes victimes de violence (conjugale, sexuelle, etc.)
Les personnes résidentes de logements sociaux
Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations

Personnes indirectement touchées par le projet

D’autres personnes que celles qui sont ciblées pourront-elles aussi bénéficier des retombées du projet ? Si possible, précisez le nombre et détaillez leurs principales caractéristiques.

Si votre projet vise principalement des organisations, ultimement, qui tirera profit des résultats du projet ?

Mesures d'évaluation

Comment mesurerez-vous l'atteinte des résultats ? (Indicateurs qualitatifs et quantitatifs, outils et méthodes de collectes de l’information, etc.)

Nous privilégions une évaluation participative. Nous impliquons donc nos participant(e)s dans le processus par une évaluation verbale après nos rencontres et des questionnaires écrits. Nous avons mis en place des feuilles de présence pour pouvoir comptabiliser les participations. Nous avons élaboré des indicateurs de réussite pour chaque activité et nous faisons un bilan hebdomadaire pour faire des ajustements au contenu des ateliers.
Résumé des moyens utilisés:

- Portrait des caractéristiques à l’entrée et en fin de séjour afin évaluer l’atteinte des objectifs fixés par le parent ;
- Formulaire d’évaluation complété aux ateliers et formations offerts par la ressource ou ses partenaires ;
- Évaluation par la ressource du taux de participation des parents aux activités contenu dans la programmation ;
- Discussion de cas en réunion d’équipe et suivi de l’évolution des familles ;
- Participation aux activités de concertation avec les partenaires œuvrant auprès des jeunes familles pour s’assurer de s’inscrire dans le plan d’action du quartier et des actions gouvernementales/municipales/etc. ;
- Compilation de données statistiques

Aspects budgétaires

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	59 658	42 500	0	143 093	185 593
An 2	59 658	42 500	0	140 693	183 193
An 3	59 658	42 500	0	140 693	183 193
An 4	42 500	0	0	140 693	183 193

Grille de budget détaillé : Grille budgétaire détaillée SSDS. Relais.xlsx

Précisions sur le budget :

Personnel lié au projet

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail à taux horaire :

Année	Titre du poste	Précision	Coût annuel du poste	Nb heures par semaine	Nb semaines	Nb annuel de postes
An 1	intervenant	intervenant social	55 388	35	52	1
An 1	intervenant	intervenant social financement SIPPE - mesure 3.1	50 809	35	52	1
An 1	intervenant	intervenant social	66 360	35	52	1

		financement PSOC				
An 2	intervenant	intervenant social financement SIPPE - mesure 3.1	50 809	35	52	1
An 2	intervenant	intervenant social financement PSOC	66 360	35	52	1
An 2	intervenant	intervenant social	55 388	35	52	1
An 3	intervenant	intervenant social	55 388	35	52	1
An 3	intervenant	intervenant social financement SIPPE - mesure 3.1	50 809	35	52	1
An 3	intervenant	intervenant social financement PSOC	66 360	35	52	1

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail forfaitaire :

Année	Titre du poste	Précision	Montant annuel par poste	Nb annuel de postes

Partenaire(s)

Veuillez préciser ces informations pour chaque partenaire :

Partenaire	*Année*	*Montant*	*Type de contribution*	*Confirmée*
MSSS	An 1	79 100		Non
MSSS	An 2	79 100		Non
MSSS	An 4	0		Non
MSSS	An 3	79 100		Non

MSSS	An 1	50 809		Non
MSSS	An 2	50 809		Non
MSSS	An 3	50 809		Non
MSSS	An 4	0		Non
Pact de rue	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Pact de rue	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Pact de rue	An 4	0		Non
Pact de rue	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
OMHM	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
OMHM	An 4	0		Non
OMHM	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
OMHM	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui

Informations complémentaires

Si nécessaire, ajoutez ici toute autre information pertinente à l'analyse de votre dossier.

Nos activités de réseautage nous ont permis de créer un environnement favorable au développement de nos services. Les références, la présentation de notre ressource, des ententes spécifiques, des ateliers sur mesure, le transfert des expertises, des formations et un ensemble de services pour nos familles et leurs enfants, sont les exemples de ce réseautage qui renforce nos actions et qui créent une dynamique propice au développement et à l'intégration sociale de nos familles.
Nos partenaires sont importants pour le partage et le développement de nos compétences, pour le soutien de nos familles, pour l'accessibilité à une aide directe. Le partenariat est le moyen privilégié qui permet aux jeunes familles d'avoir accès à un continuum de services. Grâce à ce continuum de services, nous sommes en mesure de répondre aux besoins de nos jeunes familles et de leurs enfants, nous sommes capables de

les accompagner et les soutenir dans leur cheminement. Le partenariat est le moyen privilégié pour mieux réaliser la mission du Relais des jeunes familles et permet aux jeunes familles d’avoir accès à un continuum de services. Nos partenaires: Centres de formation des adultes, DPJ, CIUSSS, Carrefour jeunesse emploi, SORIF, Maison d'Haïti, Mon Resto St-Michel, SHDM, CDH, ACEF, Université du Québec dans l'Outaouais, Centre Champagnat, Emploi-Québec, les Espaces de concertation (VSMS), la Ville de Montréal, Clinique juridique St-Michel, CPE populaire St-Michel sont quelques uns de nos partenaires qui font du référencement, un partage de leurs expertises, l'animation d'ateliers.

Documents

Liens pertinents pour le projet

Lien 1 :

Lien 2 :

Lien 3 :

Documents

Autre document :

Nom	Nature	Ajouté le	Ajouté par
Support et accompagnement des jeunes parents_soumission_2025-02-06 14:49.pdf	Copie de la demande	2025-02-06 14:49	Lidia Moisescu
Support et accompagnement des jeunes parents_soumission_2025-02-06 18:07.pdf	Copie de la demande	2025-02-06 18:07	Lidia Moisescu
Support et accompagnement des jeunes parents_soumission_2025-02-07 09:09.pdf	Copie de la demande	2025-02-07 09:09	Lidia Moisescu
exemple plan intervention suivis.docx	Autre document	2025-02-07 11:03	Lidia Moisescu
Grille budgétaire détaillée SSDS. Relais.xlsx	Grille du budget détaillé	2025-02-07 11:08	Lidia Moisescu
Activités AN 1.2.3.xlsx	Questions du programme	2025-02-07 11:08	Lidia Moisescu
Attestation d'intégrité (2).pdf	Attestation d'intégrité	2025-02-07 11:08	Lidia Moisescu
COPIE CERTIFIÉE D'UNE RÉSOLUTION DES ADMINISTRATEURS.pdf	Résolution du CA	2025-02-07 11:08	Lidia Moisescu
Support et accompagnement des jeunes parents_soumission_2025-02-07 11:09.pdf	Copie de la demande	2025-02-07 11:09	Lidia Moisescu

Soumission de la demande

Attestation d’intégrité :

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

Ajustements demandés par le responsable de l'appel à projets

Ajustements identification :

Ajustements description et planification :

Ajustements mise en place :

Ajustements cibles :

Ajustements budget :

Svp réviser le budget (dans le SSDS et dans la grille Excel) pour que la contribution financière annuelle totalise 42 500 $.

Ajustements documents :

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



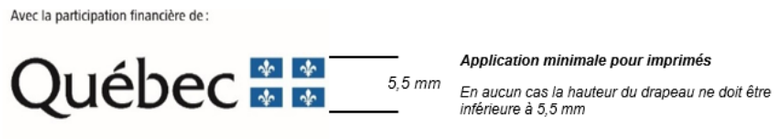
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L’apposition du logo de l’arrondissement sur un outil produit par l’organisme doit faire l’objet d’une autorisation préalable de l’arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l’arrondissement VSP : par l’intermédiaire d’un représentant municipal autorisé ou d’un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l’épreuve dans un délai d’au moins dix jours ouvrables avant l’impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l’apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n’est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L’organisme a la responsabilité de s’assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l’organisme et l’arrondissement, la signature de l’organisme et celle de l’arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être à droite et celui de l’organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
GDD 1255781001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION** (VSP), personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 14_____.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MON RESTO SAINT-MICHEL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 4201, boulevard Robert, bureau 4, Montréal (Québec) H1Z 1Y9, agissant et représentée par monsieur Hamid Kartti, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 892746199
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1019141451
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 892746199R0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou

régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'accompagner les citoyennes et citoyens dans la lutte à la pauvreté, en misant sur leur potentiel en tant que principaux acteurs de changement et de développement social, économique et culturel de la communauté. De par ses actions intégrées et concertées, Mon Resto Saint-Michel contribue à l'amélioration de la qualité de vie des michelois;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du

Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de deux cent dix mille dollars (210 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1 une somme maximale de quarante-sept mille deux cent cinquante dollars (47 250 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de cinq mille deux cent cinquante dollars (5 250 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2025-2026 à la satisfaction du Responsable.

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1 une somme maximale de quarante-sept mille deux cent cinquante dollars (47 250 $) le 1er avril 2026;

5.2.2.2 une somme maximale de cinq mille deux cent cinquante dollars (5 250 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2026-2027 à la satisfaction du Responsable.

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1 une somme maximale de quarante-sept mille deux cent cinquante dollars (47 250 $) le 1er avril 2027;

5.2.3.2 une somme maximale de cinq mille deux cent cinquante dollars (5 250 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2027-2028 à la satisfaction du Responsable.

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1 une somme maximale de quarante-sept mille deux cent cinquante dollars (47 250 $) le 1er avril 2028;

5.2.4.2 une somme maximale de cinq mille deux cent cinquante dollars (5 250 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2028-2029 à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet

reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4201, boulevard Robert, bureau 4, Montréal (Québec) H1Z 1Y9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

MON RESTO SAINT-MICHEL

Par : _____
Monsieur Hamid Kartti, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 6e jour de mai 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001249-Agir contre l'insécurité alimentaire: accompagnement, implication et action bénévole

Identification du projet

Contexte de la demande

Nom de l’organisme : Mon Resto Saint-Michel

Appel à projet : VSP - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2025-2029

Identification du projet

No demande : 001249

Titre de la demande : Agir contre l'insécurité alimentaire: accompagnement, implication et action bénévole

En une phrase, comment décrivez-vous votre projet ?

Ce projet finance un poste à temps plein d'intervenant.e communautaire qui traite les demandes d'aide alimentaire de personnes à faible revenu, principalement issues de l'immigration récente et vivant à Saint-Michel. L'intervenant.e mobilise les bénéficiaires pour participer aux activités liées à l'alimentation et la cuisine de l’organisme et pour s'impliquer dans l'action bénévole. Il.elle coordonne et forme les bénévoles, organise avec eux des activités sociales et leur offre du soutien ciblé.

Édition et échéancier

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	01/04/2025	31/03/2026	
An 2	01/04/2026	31/03/2027	
An 3	01/04/2027	31/03/2028	
An 4	01/04/2028	31/03/2029	

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.1 Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée
2. Miser sur le pouvoir d’agir	2.1 Une plus grande capacité d’agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes

2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.2 Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés
3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Personne répondante du projet

Qui sera la personne répondante du projet ?

Responsable de l'organisme : HAMID KARTTI

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Autre(s) personne(s) pour les communications

Responsable de l'organisme :

Contact(s) associé(s) à l'organisme :

Autre :

Signataire et convention

Qui est la personne désignée comme signataire de la convention par le CA de votre organisme ?

Responsable de l'organisme : HAMID KARTTI

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Courriel :

Téléphone principal :

Autre téléphone :

Joindre la résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal :

Description et planification

Présentation du projet

Contexte et enjeux justifiant le projet :

Mon Resto Saint Michel est un organisme communautaire qui existe depuis 30 ans à Saint-Michel, un des quartiers les plus défavorisés de la ville de Montréal. Mon Resto opère dans le secteur Est du quartier. Ce secteur, déjà enclavé et mal desservi par le transport en commun, a vu dans les dernières années une diminution des services offerts à la population dû au déménagement de plusieurs organismes qui y travaillaient historiquement.

Mon Resto travaille, de façon collaborative et concertée, sur plusieurs volets : enfance famille, insertion socioprofessionnelle, restaurant communautaire et sécurité alimentaire.

Saint-Michel peut être considéré comme un quartier tremplin qui accueille beaucoup de nouveaux arrivants (en particulier des demandeurs d'asile) souvent en situation précaire et des familles avec plusieurs enfants. Cette réalité se reflète aussi dans nos données, en fait sur l' ensemble de nos membres en 2023-2024 le 48% était composé par des personnes demandeuses d' asile, la totalité de nos bénéficiaires sont à faible revenu avec le 50% des membres ayant comme source de revenu l'aide sociale et seulement le 18% ayant comme source de revenu un emploi. Le 49,6 % de nos bénéficiaires est composé par des familles biparentales et le 28% par des familles monoparentales. En plus, seulement 1,7% de nos membres est né au Canada et le 59,3% est d'immigration très récente (0-5 ans), le 50 % des membres arrive des Antilles et le 23% de l'Afrique avec une majorité de la région du Maghreb. 80% des bénéficiaires sont des femmes.

C'est en premier lieu une forte insécurité alimentaire qui amène les personnes à établir un premier contact avec notre organisme, pour recevoir de l' aide alimentaire. Entre avril 2023 et mars 2024 nous avons distribué 2558 paniers alimentaires dont 476 d'urgence, 1439 dépannage régulier et 643 paniers pour des femmes enceintes référé par le CIUSSS. Sans compter les paniers d' urgence, nous avons desservi 354 familles, et plus de 900 personnes si nous prenons en compte les conjoints et les enfants des membres desservis.

Dans les dernières années nous avons remarqué une augmentation de la précarités des personnes qui utilisent nos services, en fait les personnes demandeuse d' asile vivent dans des conditions très vulnérables dues à leur statut migratoire, aux revenus insuffisants, aux difficultés liées au niveau de la langue qui complique la recherche d'emploi, ils ont aussi beaucoup de difficultés à pouvoir payer un logement, c' est pour ça que beaucoup de familles partagent un seul logement en vivant dans une chambre avec des enfants.

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Ce projet prévoit le financement d'un poste à temps plein d'intervenant.e communautaire, la majorité des activités se dérouleront dans nos locaux, situés au 8735 boulevard Pie IX et au 8550 allée Léo-Bricault.

L' intervenant.e traite les nouvelles demandes d'aide alimentaire. Lors de l'inscription au service, il.elle présente les différents services offerts par Mon Resto et réfère les personnes vers les bons services qui sont offerts par d'autres organismes et institutions. Il.elle travaille en étroite collaboration avec l'équipe du volet sécurité alimentaire et mobilise les bénéficiaires du service de dépannage pour participer aux ateliers de transformation, aux cuisines collectives et aux différentes activités en sécurité alimentaire proposées. Ce

avec l'objectif d'augmenter les opportunités d'avoir un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée, en offrant, en plus du dépannage, des opportunités d’apprentissage, de partage de connaissances et de socialisation.

L’intervenant.e communautaire est également responsable de la coordination et de la mobilisation d'un groupe d’autour 50 bénévoles, impliqué.e.s dans diverses tâches : soutien au déroulement du dépannage, aide en cuisine, agriculture urbaine, et autres missions selon leurs compétences et expérience.
Le recrutement des bénévoles se fait tout au long de l' année, en fait il est fréquent que nos bénévoles trouvent un emploi, ce qui entraîne un roulement fréquent. Les bénévoles sont recrutés principalement parmi les personnes demandant de l’aide alimentaire, qui sont toujours à faible revenu, résident en grande majorité dans le quartier Saint-Michel et proviennent pour la plupart de l’immigration récente. Cependant, le bénévolat est ouvert à toutes et tous, et nous collaborons aussi avec Accès Bénévolat pour recruter des bénévoles qui ne répondent pas nécessairement aux critères mentionnés, mais qui, pour diverses raisons, souhaitent socialiser et s’impliquer, tout en voyant leurs compétences reconnues et valorisées.
L’intervenant.e s' occupe de valoriser les compétences de chacun et d' offrir une formation continue aux bénévoles et de créer des moments de formation plus encadrés. Il.elle va créer un comité des bénévoles, qui s'impliquera directement dans l' organisation de deux fêtes des bénévoles par années et qui aura l' opportunité de co-organiser des activités spécifiques dédiées au bénévoles pour répondre à leurs besoins et envies.
En outre, l' intervenant.e offre aux bénévoles un soutien ciblé dans leurs démarches en les orientant vers d'autres services spécialisés. Nous fournissons également des attestations de bénévolat et des lettres de références aux bénévoles qui en ont besoin dans leur recherche d'emploi ou démarches d' immigration.
Les bénévoles sont également mobilisés pour s' impliquer lors des événements rassembleurs du quartier.

Quelles réalisations antérieures et/ou expertises de votre organisme démontrent votre capacité à réaliser le projet ?

Mon Resto soutient les résidents du quartier Saint-Michel depuis 30 ans, en collaborant avec divers partenaires tels que la table de concertation, la Ville, le CIUSSS, le Club du Petit Déjeuner, Le Dépôt NDG et le Carrefour Solidaire. Le volet sécurité alimentaire a développé plusieurs services complétant le dépannage alimentaire. Mon Resto fait partie du réseau Saveur de Saint-Michel, soutenu par le financement PIC de Centraide. Il s' agit d' un système alimentaire circulaire, qui va de la production à la transformation, en passant par la distribution, tout en intégrant la réussite éducative.

Depuis 2020, nous avons lancé un projet d’agriculture urbaine sur le terrain du Cirque du Soleil et de la TOHU, produisant plus de 2000 kg de fruits et légumes par an. Ces récoltes sont distribuées lors de nos dépannages, une partie est transformée, et l’autre partagée avec d’autres projets communautaires du quartier, comme le Marché Solidaire et Ma Boîte à Provisions, dont nous sommes un point de cueillette.

Nous organisons aussi des ateliers de transformation pour enseigner des techniques de conservation, nous produisons des confitures et des marinades pour la vente et des soupes distribuées gratuitement. Nous offrons des cuisines collectives et des ateliers parascolaires Boîte à Lunch pour développer les compétences culinaires des enfants et des adolescents.

Depuis plus de 25 ans, Mon Resto coordonne la distribution des paniers de Noël (plus de 450 paniers ces dernières années) et la distribution de fournitures scolaires gratuites avec l’Opération Sac à Dos avant la rentrée scolaire.

Nous fournissons 700 collations par jour dans une école de Montréal-Nord. Notre restaurant communautaire sert des repas chauds tous les jours, ainsi que des repas congelés à prix modique. Nous offrons aussi des services spécifiques pour les femmes enceintes et celles qui viennent d'accoucher, ainsi qu'une halte-garderie-répit et un camp de jour d'été.

Si vous demandez une reconduction du projet, quels éléments le justifient ? (Bonification, amélioration, ajout de clientèle, ajout d'activité, etc.) ?

Le poste créé grâce à ce projet est essentiel, car nous permet d'offrir des services d' impact directement à la population et d' accueillir les nombreuses demandes d' aide alimentaire que nous recevons. Nous voulons bonifier le projet face aux constats des cinq dernières années, vu que de nombreux facteurs externes ont évolué et rendu notre réalité de plus en plus complexe : la pandémie, le marché du travail qui a changé, et la multiplication des demandeurs d'asile parmi nos bénéficiaires.
Le roulement de personnel dans ce poste a été particulièrement important et nous n'avons jamais eu de candidatures qualifiées en soutien psychosocial. Nous avons donc décidé d' avoir un poste d' intervenant.e communautaire et de recadrer le projet sur l'expertise de l'organisme en sécurité alimentaire, en réorientant le travail sur la mobilisation vers les activités de ce volet.
En fait, nous avons constaté un faible taux d'intérêt pour les ateliers citoyens: la situation de précarité élevée (manque d'argent, difficultés d'emploi, discrimination liée au statut et à l'origine, difficultés avec la langue et la lecture en français, manque d'argent pour le transport, défis en hiver) rendait ces ateliers peu attractifs. En revanche, les activités de cuisine sont très appréciées, car elles offrent des repas gratuits, un partage de connaissances,et une socialisation et un apprentissage accessible à tous, indépendamment du niveau de langue. C' est pour ça que nous avons décidé de nous concentrer sur la coordination et le soutien aux bénévoles. Le bénévolat reste une source d'intérêt constant, permettant d'acquérir une première expérience de travail au Québec, de pratiquer la langue, de rencontrer des personnes dans des situations similaires et d'aider les gens à sortir de chez eux, (un chez-soi souvent dans des conditions peu confortables). Le bénévolat permet aussi aux participants de se sentir valorisé.es et de réduire le sentiment d'exclusion par rapport à la société d'accueil.

Votre projet inclut-il la participation active du public-cible dans sa conception, sa mise en œuvre ou son évaluation ? Si oui, comment ? (Exemple : projet "par et pour")

Nos bénéficiaires et bénévoles jouent un rôle clé dans ce projet. En effet, c'est grâce aux bénévoles que nous pouvons offrir des services tels que le dépannage alimentaire. Leurs retours, en plus du sondage d'évaluation annuel du service que nous effectuons, nous ont permis dans le temps d'améliorer et d'adapter ce service pour mieux répondre aux besoins de la communauté.
La conception et l'amélioration de ce projet s'appuient sur l'observation continue des besoins des bénéficiaires et des bénévoles. Certaines activités que nous proposons, comme les ateliers "Partage ta recette", ont émergé suite à des échanges avec nos bénévoles. Ces derniers souhaitaient partager leurs recettes tout en créant des moments de socialisation. Cela a donné l'idée d'élargir ces ateliers et de les ouvrir à un public plus large.
Dans le cadre de ce projet, nous mettrons en place un comité de bénévoles qui participera activement à l'organisation de trois activités par an, choisies par le comité lui-même. Ces activités pourraient inclure des ateliers thématiques, des événements de socialisation, des cafés-rencontres, ou des cuisines collectives. Cela permettra aux bénévoles de faire entendre leurs besoins et de modeler les événements en fonction de leurs attentes.
Nous effectuerons également une évaluation continue des ateliers de cuisine proposés, afin d'adapter le

contenu aux besoins et aux intérêts qui émergeront tout au long du projet. Cette évaluation nous permettra de réajuster les activités en fonction des commentaires reçus, assurant ainsi leur pertinence face aux besoins qui peuvent évoluer.
Enfin, au cours des deux dernières années, nous avons eu la chance de recruter quatre de nos employés parmi nos bénévoles et bénéficiaires du service de dépannage alimentaire, renforçant ainsi les liens entre l'action bénévole et les opportunités professionnelles offertes par notre organisme. Nous continuerons à encourager nos bénévoles à postuler aux offres d' emploi qui pourront s' ouvrir.

En quoi votre projet tient-il compte des besoins spécifiques et différenciés de différents groupes de population fréquemment discriminée ?

Depuis 30 ans, Mon Resto Saint-Michel est un point d' accueil et de référence pour les nouveaux arrivants et les personnes immigrées au Canada. Comme déjà dit, en 2023-24 seulement 1,7% de nos membres était né au Canada, avec 80% des membres étant des femmes et 20% des hommes. La presque totalité de nos membres cumule plusieurs facteurs de descrimination. Nous avons toujours travaillé avec une perspective inclusive où la mixité est encouragée. Cet aspect se reflète aussi dans l'équipe de notre organisme avec des employé.es qui proviennent de dix pays différents. Notre équipe est multilingue et ça nous permet souvent de pouvoir communiquer en plusieurs langues et de faire comprendre et donner accès à nos services aussi aux personnes qui ne parlent pas encore français.

Pour ce qui concerne le service de dépannage alimentaire nous vérifions des documents comme la preuve de revenu, mais nous sommes très conscientes que beaucoup de nouveaux arrivants peuvent ne pas encore avoir un avis de cotisation, donc nous sommes flexibles et généralement si la date d'arrivée est très récente nous prenons en considération plutôt son statut migratoire.

Pendant les activités de cuisine nous mettons en valeur les différentes cultures alimentaires des communautés qui participent à nos services et nous tenons toujours compte des restrictions alimentaires des participants.
Pendant le dépannage nous avons une entrée privilégiée pour les aîné.es, les personnes à mobilité réduite et les personnes qui viennent avec des enfants.

Nous avons remarqué aussi que beaucoup de personnes qui utilisent nos services font face à plusieurs barrières numériques, donc nous essayons de privilégier la communication orale pour l' inscription aux activités culinaires ou au bénévolat.
Nous souhaitons aussi pouvoir avoir un budget pour payer les frais de transport à certaines bénévoles ou participantes aux activités de cuisine qui habitent trop loin et ont beaucoup de difficulté à les assumer.

Est-ce qu'une stratégie d'équité territoriale a été considérée pour planifier le projet ou dans le choix de déroulement des activités? (Indice d'équité des milieux de vie de la Ville de Montréal, Signes vitaux du Grand Montréal de la Fondation du Grand Montréal, cumul de vulnérabilités, …)

Notre organisme se situe dans l' Est du quartier Saint Michel au 8735 boulevard Pie IX. Les activités et les services offerts se tiennent dans nos locaux. Selon l' Indice d'équité des milieux de vie de la Ville de Montréal nous sommes à proximité de 2 zones Niveau 6, 2 zones niveau 5 et une zone 4. En plus de ça, nous desservons l' ensemble du quartier Saint Michel, qui est pour la plupart considéré comme vulnérable et prioritaire avec plusieurs zones niveaux 6, 5 et 4. Tous les bénéficiaires de nos services sont des personnes à faible revenu, la presque totalité de nos bénéficiaires est constituée par de personnes racisées et les femmes constituent le 80% du total . Le 50% de nos bénéficiaires est à statut migratoire très précaire (demandeurs d'

asile), et en plus avec des situations locatives aussi des plus précaires. Donc la possibilité de pouvoir continuer à offrir des services reste primordiale.

Mise en place du projet

Résultats visés

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

600 nouveaux ménages de personnes à faible revenu bénéficieront du service de dépannage alimentaire. Ce programme vise à répondre à un besoin fondamental : l'accès à une alimentation suffisante, abordable et adaptée. Ce service est aussi la porte d'entrée pour accéder à l'ensemble des services proposés par notre organisme.

Parallèlement, 140 personnes participeront pour la première fois à des activités de cuisine. Ces ateliers ont pour objectif de transmettre des connaissances sur l'alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée. En plus d'offrir des outils pratiques, elles aident les participants à briser l'isolement et à renforcer leur tissu social. En effet, ces ateliers constituent des occasions de partager des compétences, de découvrir des informations et d'échanger dans un cadre convivial et chaleureux. Nous valorisons également les connaissances des participants, comme lors de nos ateliers « Partage ta recette », où chaque participant.e peut présenter une recette typique de son pays. Les ateliers seront flexibles et évolueront en fonction des besoins des participants, qui seront activement impliqués dans la sélection des thèmes et des activités.

120 nouvelles personnes s'impliqueront dans l'action bénévole. L' intervenant.e communautaire recrute, forme et soutient les bénévoles dans leur parcours. Le bénévolat joue un rôle crucial dans le fonctionnement du dépannage alimentaire et renforce ainsi la sécurité alimentaire. Il permet aussi de sortir de l'isolement, de tisser des liens sociaux et de se sentir valorisés. Grâce à cette expérience, ces bénévoles pourront améliorer leur capacité d'agir en faisant une première expérience de travail au Québec, ou encore en pratiquant le français. En outre, ils participeront à la création d'un comité des bénévoles, qui aura pour mission d'organiser des activités spécifiquement destinées à répondre aux besoins et aux intérêts des bénévoles, garantissant ainsi une offre d'activités adaptée à leurs attentes.

Objectifs annuels

Pour chaque année de votre projet, identifiez l'objectif à atteindre.

Année	Objectif
An 2	150 nouveaux ménages accueillis et inscrits au dépannage alimentaire. 30 nouveaux bénévoles recrutés, formés et accompagnés. 30 personnes participent pour la première fois aux activités de cuisine
An 4	150 nouveaux ménages accueillis et inscrits au dépannage alimentaire. 30 nouveaux bénévoles recrutés, formés et accompagnés. 35 personnes participent pour la première fois aux activités de cuisine
An 1	150 nouveaux ménages accueillis et inscrits au dépannage alimentaire. 30 nouveaux bénévoles recrutés, formés et accompagnés. 25 personnes participent pour la première fois aux activités de cuisine
An 3	150 nouveaux ménages accueillis et inscrits au dépannage alimentaire. 30 nouveaux bénévoles recrutés, formés et accompagnés. 35 personnes participent pour la première fois aux activités de cuisine

Activités

Quelles sont les initiatives qui seront mises en place pour atteindre ces objectifs ?

Nous concentrerons nos efforts sur le bénévolat et les activités culinaires, car notre service de dépannage est déjà bien connu dans le quartier. De plus, des organismes comme le PRAIDA, qui accueillent les nouveaux arrivants, nous réfèrent régulièrement des personnes. Nous recevons chaque semaine un grand nombre d’appels concernant des demandes d’aide alimentaire.

Activités en alimentation et cuisine :

La mobilisation des participants se fera d’abord parmi les bénéficiaires du dépannage alimentaire. Nous proposerons 40 ateliers par an, comprenant des ateliers de transformation alimentaire, des cuisines collectives « Partage ta recette » pour connaître les cultures culinaires d' ailleurs, ainsi qu’une nouvelle série d’ateliers axés sur la découverte des produits locaux et des aliments souvent offerts lors du dépannage alimentaire, en fait nous avons constaté qu' il y a plusieurs variétés de légumes et légumineuses que les personnes ne prennent pas parce qu' elles ne le connaissent pas et ne savent pas comment les cuisiner.

Bénévolat :

Dans le cadre de l’implication bénévole, nous formerons en continue les nouveaux bénévoles qui vont intégrer les activités au fil du temps. Cela nous permettra d’encadrer efficacement les bénévoles et de partager notre code de vie du bénévole, nos valeurs et nos attentes. Chaque année, nous organiserons également une rencontre pour présenter à l' ensemble des bénévoles notre guide du bénévole.
Étant donné que la majorité de nos bénévoles sont des nouveaux arrivants à la recherche d’emploi, nous proposerons un atelier annuel en employabilité pour les aider à mieux comprendre le marché du travail québécois.
Afin de remercier et valoriser le travail de nos bénévoles, nous organiserons deux fêtes des bénévoles par an : une en avril et l’autre en décembre. Ces événements servent à souligner l' importance des bénévoles au sein de l'organisme mais aussi à renforcer les liens sociaux entre les bénévoles.
Nous mettrons également en place un comité des bénévoles, la participation sera sur base volontaire, il y aura deux rencontres de comité par année (d' autres rencontres pourront se faire si besoin) et le but est d' impliquer directement des représentants des bénévoles dans l' organisation des deux fêtes et aussi de choisir trois activités par année dédiées spécifiquement aux bénévoles, selon leurs besoins et envies, ces activités pourraient être des formations sur un thème spécifique, des sorties, des cuisines collectives, des cafés rencontre, etc.

L' ensemble de toutes ces initiatives renforcera la sécurité alimentaire, la capacité du pouvoir d' agir individuel et communautaire, tout en créant des moments de socialisation et d' apprentissage où chaque personne sera accueillie avec respect pour son individualité et curiosité vers son bagage de connaissances et compétences.

Activités prévues

Année	Catégorie	Description	Lieux	Fréquence	Participants

An 2	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	L' intervenant.e communautaire accueille les nouvelles personnes pour les inscrire au service de dépannage en rencontre individuelle. Lors de l'inscription au service, il.elle présente les différents services offerts par Mon Resto et réfère les personnes vers les bons services qui sont offerts par d'autres organismes et institutions.	même que l'organisme	Hebdomadaire	4
An 3	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	L' intervenant.e communautaire accueille les nouvelles personnes pour les inscrire au service de dépannage en rencontre individuelle. Lors de l'inscription au service, il.elle présente les différents services offerts par Mon Resto et réfère les personnes vers les bons services qui sont offerts par d'autres organismes et institutions.	même que l'organisme	Hebdomadaire	4
An 1	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	L' intervenant.e communautaire accueille les nouvelles personnes pour les inscrire au service de dépannage en rencontre individuelle. Lors de l'inscription au service, il.elle présente les différents services offerts par Mon Resto et réfère les personnes vers les bons services qui sont offerts par d'autres organismes et institutions.	même que l'organisme	Hebdomadaire	4
An 4	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi	L' intervenant.e communautaire accueille les nouvelles personnes pour les inscrire au service de	même que l'organisme	Hebdomadaire	4

	personnalisé/individuel	dépannage en rencontre individuelle. Lors de l'inscription au service, il.elle présente les différents services offerts par Mon Resto et réfère les personnes vers les bons services qui sont offerts par d'autres organismes et institutions.			
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de transformation qui enseignent différentes techniques de conservation des aliments (mise en conserve, congélation, etc). Pendant les ateliers on transforme les surplus des fruits et légumes et les produits de nos jardins en été. Production de soupes et sauces distribuées gratuitement lors des dépannages. Production de confitures et marinade vendues à Ma Boîte à Provisions et au Marché Solidaire.	même que l'organisme	Bimensuel	7
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de transformation qui enseignent différentes techniques de conservation des aliments (mise en conserve, congélation, etc). Pendant les ateliers on transforme les surplus des fruits et légumes et les produits de nos jardins en été. Production de soupes et sauces distribuées gratuitement lors des dépannages. Production de confitures et marinade vendues à Ma Boîte à Provisions et au Marché Solidaire.	même que l'organisme	Bimensuel	7
An 3	Activité éducative,	Ateliers de transformation qui	même que l'organisme	Bimensuel	7

	formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	enseigne différentes techniques de conservation des aliments (mise en conserve, congélation, etc). Pendant les ateliers on transforme les surplus des fruits et légumes et les produits de nos jardins en été. Production de soupes et sauces distribuées gratuitement lors des dépannages. Production de confitures et marinade vendues à Ma Boîte à Provisions et au Marché Solidaire.			
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de transformation qui enseignent différentes techniques de conservation des aliments (mise en conserve, congélation, etc). Pendant les ateliers on transforme les surplus des fruits et légumes et les produits de nos jardins en été. Production de soupes et sauces distribuées gratuitement lors des dépannages. Production de confitures et marinade vendues à Ma Boîte à Provisions et au Marché Solidaire.	même que l'organisme	Bimensuel	7
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de cuisine: nous allons proposer deux types d'ateliers de cuisine, une cuisine collective Partage ta recette où chaque fois un.e participant.e propose des recettes de son pays d' origine et un autre atelier où nous allons proposer des plats simple et économique avec des ingrédients locaux et ces qui si trouvent	même que l'organisme	Bimensuel	7

		souvent au dépannage, mais qui ne sont pas connus par les nouveaux arrivant, pour permettre de mieux utiliser les aliments offerts au dépannage alimentaire. Le contenu de ces ateliers pourra changer au fil du temps selon les besoins émergeants.			
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de cuisine: nous allons proposer deux types d'ateliers de cuisine, une cuisine collective Partage ta recette où chaque fois un.e participant.e propose des recettes de son pays d' origine et un autre atelier où nous allons proposer des plats simple et économique avec des ingrédients locaux et ces qui si trouvent souvent au dépannage, mais qui ne sont pas connus par les nouveaux arrivant, pour permettre de mieux utiliser les aliments offerts au dépannage alimentaire. Le contenu de ces ateliers pourra changer au fil du temps selon les besoins émergeants.	même que l'organisme	Bimensuel	7
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de cuisine: nous allons proposer deux types d'ateliers de cuisine, une cuisine collective Partage ta recette où chaque fois un.e participant.e propose des recettes de son pays d' origine et un autre atelier où nous allons proposer des plats simple et économique avec des ingrédients locaux et	même que l'organisme	Bimensuel	7

		ces qui si trouvent souvent au dépannage, mais qui ne sont pas connus par les nouveaux arrivant, pour permettre de mieux utiliser les aliments offerts au dépannage alimentaire. Le contenu de ces ateliers pourra changer au fil du temps selon les besoins émergeants.			
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de cuisine: nous allons proposer deux types d'ateliers de cuisine, une cuisine collective Partage ta recette où chaque fois un.e participant.e propose des recettes de son pays d' origine et un autre atelier où nous allons proposer des plats simple et économique avec des ingrédients locaux et ces qui si trouvent souvent au dépannage, mais qui ne sont pas connus par les nouveaux arrivant, pour permettre de mieux utiliser les aliments offerts au dépannage alimentaire. Le contenu de ces ateliers pourra changer au fil du temps selon les besoins émergeants.	même que l'organisme	Bimensuel	7
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Présentation du guide des bénévoles de Mon Resto: l' intervenante communautaire explique le contenu du guide des bénévoles de l' organisme, la valeur du bénévolat, le code de vie à respecter et répondre aux questions. Le guide imprimé est distribué aux participants.	même que l'organisme	1 fois par an	20

An 2	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée, portrait ou diagnostics locaux	Comité des bénévoles: Ce comité se rencontre deux fois par an avec le but d' impliquer directement des représentants des bénévoles dans l' organisation des deux fêtes et aussi de choisir trois activités par année dédiées spécifiquement aux bénévoles, selon leurs besoins et envies.	même que l'organisme	2 fois par an	6
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Atelier en employabilité: Cet atelier sera donné par un organisme spécialisé en employabilité pour mieux outiller les bénévoles qui sont à la recherche d'un emploi sur le marché du travail québécois.	même que l'organisme	1 fois par an	15
An 3	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Fête des bénévoles: Un événement festif pour célébrer le travail des bénévoles et le mettre en valeur, mais aussi une occasion de socialisation et de partage.	même que l'organisme	2 fois par an	30
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Présentation du guide des bénévoles de Mon Resto: l' intervenante communautaire explique le contenu du guide des bénévoles de l' organisme, la valeur du bénévolat, le code de vie à respecter et répondre aux questions. Le guide imprimé est distribué aux participants.	même que l'organisme	1 fois par an	20
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence	Atelier en employabilité: Cet atelier sera donné par un organisme spécialisé en employabilité pour mieux outiller les bénévoles qui sont à la recherche d'un emploi	même que l'organisme	1 fois par an	15

	ou partage d'outils	sur le marché du travail québécois.			
An 1	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Fête des bénévoles: Un événement festif pour célébrer le travail des bénévoles et le mettre en valeur, mais aussi une occasion de socialisation et de partage.	même que l'organisme	2 fois par an	30
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Atelier en employabilité: Cet atelier sera donné par un organisme spécialisé en employabilité pour mieux outiller les bénévoles qui sont à la recherche d'un emploi sur le marché du travail québécois.	même que l'organisme	1 fois par an	15
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Atelier en employabilité: Cet atelier sera donné par un organisme spécialisé en employabilité pour mieux outiller les bénévoles qui sont à la recherche d'un emploi sur le marché du travail québécois.	même que l'organisme	1 fois par an	15
An 4	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée, portrait ou diagnostics locaux	Comité des bénévoles: Ce comité se rencontre deux fois par an avec le but d' impliquer directement des représentants des bénévoles dans l' organisation des deux fêtes et aussi de choisir trois activités par année dédiées spécifiquement aux bénévoles, selon leurs besoins et envies.	même que l'organisme	2 fois par an	6
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Présentation du guide des bénévoles de Mon Resto: l' intervenante communautaire explique le contenu du guide des bénévoles de l' organisme, la valeur du bénévolat, le code de vie à respecter et	même que l'organisme	1 fois par an	20

		répondre aux questions. Le guide imprimé est distribué aux participants.			
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Présentation du guide des bénévoles de Mon Resto: l' intervenante communautaire explique le contenu du guide des bénévoles de l' organisme, la valeur du bénévolat, le code de vie à respecter et répondre aux questions. Le guide imprimé est distribué aux participants.	même que l'organisme	1 fois par an	20
An 3	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée, portrait ou diagnostics locaux	Comité des bénévoles: Ce comité se rencontre deux fois par an avec le but d' impliquer directement des représentants des bénévoles dans l' organisation des deux fêtes et aussi de choisir trois activités par année dédiées spécifiquement aux bénévoles, selon leurs besoins et envies.	même que l'organisme	2 fois par an	6
An 2	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Fête des bénévoles: Un événement festif pour célébrer le travail des bénévoles et le mettre en valeur, mais aussi une occasion de socialisation et de partage.	même que l'organisme	2 fois par an	30
An 4	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Fête des bénévoles: Un événement festif pour célébrer le travail des bénévoles et le mettre en valeur, mais aussi une occasion de socialisation et de partage.	même que l'organisme	2 fois par an	30
An 2	Autre	Activités choisies par les bénévoles Trois activités choisies par le comité des bénévoles pour	même que l'organisme	3 fois par an	15

		socialiser et découvrir de nouvelles choses. Les activités pourraient être des formations, sorties, partage d' un moment convivial, café-rencontre et changer avec le temps.			
An 3	Autre	Activités choisies par les bénévoles Trois activités choisies par le comité des bénévoles pour socialiser et découvrir de nouvelles choses. Les activités pourraient être des formations, sorties, partage d' un moment convivial, café-rencontre et changer avec le temps.	même que l'organisme	3 fois par an	15
An 4	Autre	Activités choisies par les bénévoles Trois activités choisies par le comité des bénévoles pour socialiser et découvrir de nouvelles choses. Les activités pourraient être des formations, sorties, partage d' un moment convivial, café-rencontre et changer avec le temps.	même que l'organisme	3 fois par an	15

Questions spécifiques au programme

Complément d'information :

Personnes ciblées par le projet

Personnes ciblées directement par le projet

Quelle stratégie utiliserez-vous pour rejoindre les personnes ciblées ?

Environ 40 % des personnes qui utilisent notre aide alimentaire sont référées par le CLSC, et 35 % proviennent de recommandations d’amis ou de la famille, en plus nous recevons aussi des référencements provenant d' autres organismes et du 211. En moyenne, nous recevons une cinquantaine d'appels téléphoniques chaque mois pour des demandes d'aide alimentaire. Nous promouvons nos activités liées à la sécurité alimentaire, principalement parmi les personnes qui bénéficient du service de dépannage alimentaire.
59,3 % de nos bénéficiaires sont des immigrants récents, nous recrutons la majorité de nos bénévoles parmi ces personnes, dans une optique de favoriser l'implication active dans la communauté et la socialisation. Le bénévolat représente pour beaucoup de nouveaux arrivants une opportunité de faire une première expérience de travail au Québec, de pratiquer la langue, mais aussi de se connecter avec d'autres personnes partageant une situation similaire. C'est aussi une occasion de socialisation pour ceux qui n’ont pas encore de réseau ici, tout en leur permettant de se sentir valorisés et de pouvoir développer une plus grande capacité d' agir.
Nous offrons également des certificats de bénévolat et pouvons fournir des références pour les bénévoles en recherche d’emploi, cet aspect reste un incentive à l' engagement pour plusieurs personnes.
En plus, nous collaborons avec Accès Bénévolat pour afficher nos opportunités de bénévolat, ce qui nous permet de toucher un public différent, en particulier des personnes cherchant à s’impliquer pour briser l’isolement ou ayant des intérêts spécifiques, par ex. l’agriculture urbaine. Cette collaboration favorise aussi la diversité parmi nos bénévoles, créant ainsi des échanges d’informations et de pratiques qui se sont révélés enrichissants.
Nous utilisons également nos réseaux sociaux, notre infolettre et de l'affichage dans des lieux publics comme la bibliothèque pour promouvoir nos activités et nos opportunités de bénévolat.

Si applicable, quelle stratégie appliquerez-vous pour sélectionner les personnes ou organisations participantes ?

Pour ce qui concerne l' aide alimentaire, nous acceptons les demandes des personnes qui habitent dans les codes postaux suivants: H1Z, H2A, H1H, et H1R. En plus nous vérifions que le ménage soit à faible revenu, présentement nous utilisons la grille des seuils du faible revenu selon la Mesure du faible revenu (MFR), selon la taille du ménage. Nous essayons de traiter en priorité les référencements que nous recevons du CLSC de Saint-Michel.

Pour ce qui concerne le bénévolat la sélection se fait surtout selon l'intérêt de la personne et sa disponibilité d' horaire pour participer aux activités qui demandent le soutien des bénévoles. En plus, la personne doit parler un minimum de français permettant de comprendre les consignes et d' avoir un échange minimum avec les autres bénévoles et l' équipe.

Pour les activités de cuisine nous mobilisons les bénéficiaires du dépannage, mais nous publicisons les activités sur les réseaux sociaux, à travers notre infolettre etc, donc nous acceptons aussi les inscriptions des personnes qui ne sont pas membres de Mon Resto, mais qui sont intéressées par les activités. Pour ces activités les critères que nous utilisons pour faire une sélection si nécessaire c' est l'intérêt de la personne, le besoin de socialiser ou d' apprendre des compétences.

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet :

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 1	Jeunes adultes (18 – 30 ans)	16	4	0	20
An 1	Adultes (31 – 64 ans)	96	24	0	120
An 2	Personnes aînées (65 ans et plus)	16	4	0	20
An 2	Jeunes adultes (18 – 30 ans)	16	4	0	20
An 3	Adultes (31 – 64 ans)	96	24	0	120
An 1	Personnes aînées (65 ans et plus)	16	4	0	20
An 3	Personnes aînées (65 ans et plus)	16	4	0	20
An 4	Personnes aînées (65 ans et plus)	16	4	0	20
An 3	Jeunes adultes (18 – 30 ans)	16	4	0	20
An 4	Jeunes adultes (18 – 30 ans)	16	4	0	20
An 2	Adultes (31 – 64 ans)	96	24	0	120
An 4	Adultes (31 – 64 ans)	96	24	0	120

Types de ménage

Couples avec enfant(s)
Couples sans enfant(s)
Familles monoparentales
Tous les types de ménage
Personnes seules

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu
Les personnes immigrantes
Les personnes racisées
Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)
Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations

Personnes indirectement touchées par le projet

D’autres personnes que celles qui sont ciblées pourront-elles aussi bénéficier des retombées du projet ? Si possible, précisez le nombre et détaillez leurs principales caractéristiques.

Les familles des personnes qui vont recevoir le service d' aide alimentaire pourront avoir des retombées positives. En fait, l'aide alimentaire aide entre autres à économiser de l' argent pour pouvoir faire d' autres dépenses nécessaires et aussi permet à certaines familles de manger en qualité et en quantité suffisante. En moyenne, avec notre service de dépannage alimentaire nous rejoignons chaque mois plus de 350 adultes (18 ans et plus) et plus de 260 enfants (0-17 ans), si nous prenons en compte la totalité des ménages desservis.

Les personnes qui bénéficient de nos services sont aussi des personnes plus outillées qui se font promoteurs de nos services et de l' opportunité de faire du bénévolat, le bouche à oreille et l' un des moyen le plus commun qui fait en sorte que les personnes prennent contact avec nous, en fait environ le 35% des personnes qui utilisent notre service d' aide alimentaire a été référé par des amis ou des membres de la famille.

L' implication active de nos bénévoles soutient aussi des événements communautaires d anvergur du quartier comme l'Opération Sac à dos , la distribution des paniers de Noël qui rejoint des familles à faible revenu qui ne connaissent pas nécessairement les services des organismes communautaires et aussi les Festivals de Saveurs qui ont pour objectif de faire rayonner le système alimentaire michelois et qui accueillent plus de 2000 personnes.

Si votre projet vise principalement des organisations, ultimement, qui tirera profit des résultats du projet ?

Notre projet ne vise pas des organisations.

Mesures d'évaluation

Comment mesurerez-vous l'atteinte des résultats ? (Indicateurs qualitatifs et quantitatifs, outils et méthodes de collectes de l’information, etc.)

Indicateurs quantitatifs :

Nous utiliserons principalement notre logiciel de gestion des données pour suivre et enregistrer les informations suivantes :

1. Nombre d'inscriptions : Nous comptabiliserons le nombre total de nouveaux ménages inscrits au service de dépannage alimentaire chaque année.

2. Nombre de nouveaux participants aux ateliers de cuisine : Nous suivrons le nombre de personnes qui participent pour la première fois aux ateliers de cuisine. Cet indicateur nous permettra de mesurer l'attractivité de ces ateliers et d’évaluer l'efficacité de notre communication et de nos actions pour attirer de nouveaux participants.

3. Nombre total de participants aux ateliers : En plus des nouveaux participants, nous comptabiliserons le nombre total de personnes ayant assisté aux ateliers tout au long de l'année.

4. Nombre de nouveaux bénévoles : Nous comptabiliserons le nombre de bénévoles qui s'engagent pour la première fois chaque année. Cet indicateur nous aidera à suivre l’implication croissante des membres de la communauté et à évaluer l'efficacité de nos efforts pour recruter de nouveaux bénévoles.

5. Nombre total de bénévoles actifs : Nous suivrons également le nombre total de bénévoles qui participent activement aux activités tout au long de l’année.

Évaluation qualitative :

L'évaluation qualitative est essentielle pour saisir l'impact réel de nos services, comprendre les perceptions des bénéficiaires et des bénévoles, et ajuster nos actions en fonction des retours reçus.

1. Évaluation du service de dépannage alimentaire : Chaque année, nous réaliserons une évaluation qualitative du service de dépannage alimentaire. Lors des journées de collecte, un formulaire d’évaluation sera distribué aux bénéficiaires, en présentiel. Ce formulaire, traduit en trois langues en plus du français, permettra de garantir une compréhension optimale et d’éviter que des biais n’interfèrent avec les réponses. Nous pourrons ainsi recueillir des avis directs sur la qualité, la pertinence et l’impact du service, et ajuster nos actions en conséquence.

2. Évaluation du bénévolat : Pour recueillir des retours sur l’expérience des bénévoles, nous organiserons un groupe de discussion annuel. Ce groupe permettra aux bénévoles d’échanger sur ce qui fonctionne bien et d’identifier les pratiques à améliorer pour renforcer le soutien aux bénévoles et améliorer leur expérience au sein du programme.

3.Évaluation des ateliers de cuisine : À la fin de chaque atelier, un questionnaire de satisfaction sera distribué pour recueillir des retours sur la qualité des contenus, la pertinence des recettes et l'expérience vécue. De plus, lors des moments de partage des repas, nous organiserons des discussions informelles pour recueillir leurs impressions et suggestions et nouvelles idées. Ces informations nous permettront d’ajuster les ateliers pour mieux répondre aux besoins et intérêts des participants.

Aspects budgétaires

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	62 515		82 390	0	144 905
An 2	64 668		84 741	0	149 409
An 3	66 396		87 019	0	153 415
An 4	68 207		89 310	0	157 517
An 1	62 515	52 500	82 390	0	134 890
An 2	64 668	52 500	84 741	0	137 241
An 3	66 396	52 500	87 019	0	139 519
An 4	68 207	52 500	89 310	0	141 810

Grille de budget détaillé : Grille budgétaire détaillée SSDS- budget mess-ville 25-29-Mon Resto VERSION 2.xlsx

Précisions sur le budget :

Ce projet s' inscrit dans le continuum de services offerts par le volet sécurité alimentaire et il finance un poste qui est complémentaire aux autres projets. L'intervenant.e va travailler en synergie avec d' autres membres de l' équipe qui vont animer les ateliers de transformation et de cuisine et qui gèrent le service de dépannage (d'où les montants en autofinancement dans le budget).
Nos ateliers s' inscrivent dans un système alimentaire michelois qui existe depuis plusieurs années.

Personnel lié au projet

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail à taux horaire :

Année	Titre du poste	Précision	Coût annuel du poste	Nb heures par semaine	Nb semaines	Nb annuel de postes
An 1	Intervenant.e communautaire		51 105	35	52	1
An 2	Intervenant.e communautaire		52 638	35	52	1
An 3	Intervenant.e communautaire		54 214	35	52	1
An 4	Intervenant.e communautaire		55 832	35	52	1
An 1	INTERVENANTE COMMUNAUTAIRE		48 976	35	52	1
An 2	INTERVENANTE COMMUNAUTAIRE		50 446	35	52	1
An 3	INTERVENANTE COMMUNAUTAIRE		51 959	35	52	1
An 4	INTERVENANTE COMMUNAUTAIRE		53 518	35	52	1

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail forfaitaire :

Année	Titre du poste	Précision	Montant annuel par poste	Nb annuel de postes

Partenaire(s)

Veuillez préciser ces informations pour chaque partenaire :

Partenaire	*Année*	*Montant*	*Type de contribution*	*Confirmée*
Acces Bénévolat	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui

Acces Bénévolat	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Acces Bénévolat	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Acces Bénévolat	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Vivre Saint-Michel en Santé	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Promotion ou sensibilisation	Oui
Vivre Saint-Michel en Santé	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Promotion ou sensibilisation	Oui
Vivre Saint-Michel en Santé	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Promotion ou sensibilisation	Oui
Vivre Saint-Michel en Santé	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Promotion ou sensibilisation	Oui
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	An 4	0	Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	An 2	0	Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Promotion ou sensibilisation	Oui
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	An 3	0	Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	An 1	0	Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui

Informations complémentaires

Si nécessaire, ajoutez ici toute autre information pertinente à l’analyse de votre dossier.

Documents

Liens pertinents pour le projet

Lien 1 :

Lien 2 :

Lien 3 :

Documents

Autre document :

Nom	Nature	Ajouté le	Ajouté par
Lettre d'appui Accès Bénévolat Mon Resto Saint-Michel.pdf	Autre document	06/02/2025 12:01	HAMID KARTTI
2025-02-05 LET Mon resto.pdf	Autre document	06/02/2025 12:01	HAMID KARTTI
lettre d'appui mon resto 2025.pdf	Autre document	06/02/2025 12:01	HAMID KARTTI
Grille budgétaire détaillée SSDS- budget mess-ville 25-29-Mon Resto (1).xlsx	Grille du budget détaillé	06/02/2025 16:16	HAMID KARTTI
Attestation d'intégrité (1).pdf	Attestation d'intégrité	06/02/2025 16:16	HAMID KARTTI
résolution mess-ville 2025 (1).pdf	Résolution du CA	06/02/2025 16:16	HAMID KARTTI
Agir contre l'insécurité alimentaire: accompagnement, implication et action bénévole_soumission_2025-02-06 16:18.pdf	Copie de la demande	06/02/2025 16:18	HAMID KARTTI

Soumission de la demande

Attestation d’intégrité :

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

Ajustements demandés par le responsable de l'appel à projets

Ajustements identification :

Ajustements description et planification :

Ajustements mise en place :

Ajustements cibles :

Ajustements budget :

Svp modifier le budget (dans le SSDS et dans la grille budgétaire Excel) afin que la contribution financière annuelle totalise 52 500 $.

Ajustements documents :

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



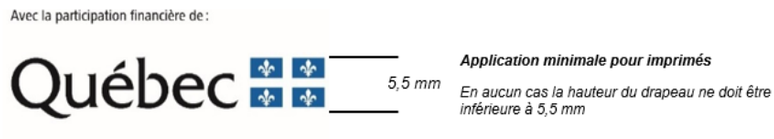
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Révision : 9 janvier 2025
SUB-103

Approbation obligatoire

L’apposition du logo de l’arrondissement sur un outil produit par l’organisme doit faire l’objet d’une autorisation préalable de l’arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l’arrondissement VSP : par l’intermédiaire d’un représentant municipal autorisé ou d’un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l’épreuve dans un délai d’au moins dix jours ouvrables avant l’impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l’apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n’est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L’organisme a la responsabilité de s’assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l’organisme et l’arrondissement, la signature de l’organisme et celle de l’arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être à droite et celui de l’organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
GDD 1255781001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION** (VSP), personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 14_____.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA MAISON DE QUARTIER VILLERAY**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C 38), dont l'adresse principale est le 660, rue Villeray, Montréal (Québec) H2R 1J1, agissant et représentée par madame Magdouda Oudjit, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 12778 3793 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006492033
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 12778 3793 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou

régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme offre aux résidants et résidantes, qui vivent l'isolement social et économique, des activités favorisant la création de lien d'entraide et de solidarité dans le but d'une prise en main, individuelle et collective, contribuant à l'amélioration des conditions de vie;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout

affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait

directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de trois cent trente-six mille deux cent seize dollars (336 216 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1 une somme maximale de soixante-quinze mille six cent quarante-huit dollars et soixante cents (75 648,60 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de huit mille quatre cent cinq dollars et quarante cents (8 405,40 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2025-2026 à la satisfaction du Responsable.

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1 une somme maximale de soixante-quinze mille six cent quarante-huit dollars et soixante cents (75 648,60 $) le 1er avril 2026;

5.2.2.2 une somme maximale de huit mille quatre cent cinq dollars et quarante cents (8 405,40 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2026-2027 à la satisfaction du Responsable.

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1 une somme maximale de soixante-quinze mille six cent quarante-huit dollars et soixante cents (75 648,60 $) le 1er avril 2027;

5.2.3.2 une somme maximale de huit mille quatre cent cinq dollars et quarante cents (8 405,40 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2027-2028 à la satisfaction du Responsable.

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1 une somme maximale de soixante-quinze mille six cent quarante-huit dollars et soixante cents (75 648,60 $) le 1er avril 2028;

5.2.4.2 une somme maximale de huit mille quatre cent cinq dollars et quarante cents (8 405,40 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2028-2029 à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 660, rue Villeray, Montréal (Québec) H2R 1J1, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

LA MAISON DE QUARTIER VILLERAY

Par : _____
Madame Magdouda Oudjit, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 6e jour de mai 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001125-Manger frais & manger vrai

Identification du projet

Contexte de la demande

Nom de l'organisme : LA MAISON DE QUARTIER VILLERAY (MQV)

Appel à projet : VSP - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2025-2029

Identification du projet

No demande : 001125

Titre de la demande : Manger frais & manger vrai

En une phrase, comment décrivez-vous votre projet ?

Le projet aide les résidents de Villeray à manger à leurs faim, dans le respect de leur dignité, en leur offrant un accès à des aliments adéquats et abordables, une alimentation saine, diversifiée et nutritive; et un soutien à la prise en main de leur alimentation afin d'améliorer leurs conditions de vie.

Édition et échéancier

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 4	01/04/2028	31/03/2029	
An 1	01/04/2025	31/03/2026	
An 2	01/04/2026	31/03/2027	
An 3	01/04/2027	31/03/2028	

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.1 Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée

Personne répondante du projet

Qui sera la personne répondante du projet ?

Responsable de l'organisme : Magdouda Oudjit

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Autre(s) personne(s) pour les communications

Responsable de l'organisme : Magdouda Oudjit

Contact(s) associé(s) à l'organisme :

Autre : Ahcene Djaroud

Signataire et convention

Qui est la personne désignée comme signataire de la convention par le CA de votre organisme ?

Responsable de l'organisme : Magdouda Oudjit

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Courriel :

Téléphone principal :

Autre téléphone :

Joindre la résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal : Resolution signature des douments officidls de la MQV.pdf

Description et planification

Présentation du projet

Contexte et enjeux justifiant le projet :

La population de Villeray, particulièrement le secteur Est de Villeray enregistre un nombre important des ménages utilisateurs de l'aide alimentaire du quartier (secteur Est, H2E). Le coût des loyers à Villeray a connu une hausse vertigineuse avec 67% d'augmentation par rapport 2019. Ainsi, le cout de location d'un appartement 3 1/2 avoisine 1 500$ et celui d'un 5 1/2 dépasse 2 000$. selon les nouvelles statistiques, 70,2% de la population de Villeray est locataire contre une moyenne de 60,4% pour l'Ile de Montréal. Le revenu moyen viable pour une personne seul est de 38 479$ (IRIS 2024); pour Hydro-Québec est de 50000$. À Villeray, le revenu moyen d'une personne seul ne dépasse guère 34 000$; il est même inférieur à 24 000$ pour les ainées . Selon utilisateurs de l'aide alimentaire du quartier Villeray (majoritairement de l'Est de Villeray: code postal H2E), leur revenu est dédié entièrement au loyer et aux services publics (téléphone, TV, Internet, transport...etc.). Pour se nourrir, ils recourent à la banque alimentaire de la MQV qui est gratuite. Depuis 2019, les demandes de soutien alimentaire ont connu une explosion, exacerbées par la crise de l'inflation et les conséquences de la pandémies, celles-ci ont été multipliées par près de sept (7) au plus grand service de dépannage alimentaire du quartier (Document planif. statg. CVSF 2024). Ceci s'explique en partie, par l'ajout des ménages à moyen revenu à la liste des utilisateurs de nos service (banque alimentaire). Ces derniers n'étaient pas touchés avant l'inflation (cherté du coût de la vie). Ainsi, avant le Covid 19, le nombre de ménage utilisateur du service de l'aide alimentaire ne dépassait pas 189 ménages/mois, en 2024, il est rendu à 1338 ménages/mois. Notons que 88% des ménages de Villeray viennent chercher de l'aide alimentaire au moins 1 fois/mois (portrait CDC Solidarité Villeray, 2024). En plus 15 nouvelles familles/semaine qui demande de l'aide alimentaire. Statistiques Canada, nous apprenait récemment que le niveau d'insécurité alimentaire a considérablement augmenté dans les dernières années. En 2017, 9,6% des ménages canadiens vivaient une forme d'insécurité alimentaire. En 2022, ce taux a grimpé à 15,6%. Les données qui émanent du Bilan-Faim publié au début du mois de novembre 2024 par Moisson Montréal sont, elles aussi, plus qu'alarmantes, alors qu'on recense plus d'un million de demandes mensuelles d'aide alimentaire seulement dans la métropole.

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Le projet touche la population générale vulnérable à faible revenu: Activité 1: introduction des ménages à moyen revenu dans le service d'aide alimentaire conventionnel. Activité 2:développement d'un service d'aide alimentaire pour livraison à domicile pour la population la plus vulnérable (les ainées de +70 ans, les personnes avec des limitations fonctionnelles et les personnes avec un système immunitaire faible). Ce service de livraison à domicile a été crée au moment de la pandémie, mais le besoin est encore ressenti à Villeray. Activité 3:Organiser, réaliser des ateliers culinaires avec des légumes et fruits reçus de Moisson Montréal, de la récupération alimentaire et des jardins collectifs de la MQV afin d'éviter le gaspillage alimentaire et aussi pour préparer des plats à emporter pour les distribuer au moment de livraison à domicile et pour les personnes en situation d'itinérance. Activité 4:développer un mini-marché saisonnier de légumes et fruits frais, sain de qualité à des prix abordables provenant des récoltes des jardins de production de la MQV sous forme de bonne boite bonne bouffe qui seront disponibles au moment de l'Épicerie Économique. Le projet paie les salaires du chargé du projet, les chauffeurs livreurs et les frais de transport. Le projet permettra de desservir plus de population (50 personnes de plus dans la livraison à domicile et 100 personnes de plus à l'aide alimentaire en présentiel conventionnel). 4 activités à réaliser, à l'année,

hebdomadaire, 2 séances/activité, 5h/séance. Au siège social de la MQV. Utilisation des consultations auprès des bénéficiaires des services afin d'apporter des ajustement tout le long du projet.

Quelles réalisations antérieures et/ou expertises de votre organisme démontrent votre capacité à réaliser le projet ?

Expertise: La sécurité alimentaire est la raison d'être de la MQV, son domaine d'activité par excellence.
-La MQV a réalisé un projet sur la saine alimentation dans le cadre de la subvention de la table Vivre Sainement au cœur de Villeray (fondation Chagnon), Le projet a duré 3 ans pendant lesquels la MQV a réalisé des centaines d'ateliers culinaires.
-La MQV a toujours fait de l'aide alimentaire. Nouvellement, elle a bonifié ce service par la livraison à domicile dans le but de toucher encore davantage de personnes vivant l'isolement, voire l'exclusion. Ceci vient s'ajouter à l'aide alimentaire conventionnel.
- La MQV possède également une expertise dans le service de mini-marché: Le mini marché de légume et fruit complète le service d'Épicerie Économique (denrées alimentaires non périssable) qui est ouvert à la MQV depuis 2006.
-La MQV a été fiduciaire du projet de la table CVSF du projet "Bonne Boite Bonne Bouffe" pendant trois ans.
- La MQV est équipée d'infrastructures et équipements nécessaires pour la réalisation du projet

Si vous demandez une reconduction du projet, quels éléments le justifient ?
(Bonification, amélioration, ajout de clientèle, ajout d'activité, etc.) ?

Bonification du projet intitulé "Consolidation du comptoir alimentaire de Villeray":
- Ajout de trois activités supplémentaires;
1- La livraison à domicile: Elle vise à atteindre les personnes âgées (+70 ans), à bas revenu, les personnes atteintes de
maladie telle la faible immunité et les personnes à mobilité réduite.
2- Les ateliers culinaires (transformation alimentaire)
3- Le mini-marché saisonnier de légumes et fruits provenant des jardins de production agricole de la MQV

Votre projet inclut-il la participation active du public-cible dans sa conception, sa mise en œuvre ou son évaluation ? Si oui, comment ? (Exemple : projet "par et pour")

L'implication des participants:
- Mise en œuvre du projet
+ Les participants impliqués interviennent dans le déchargement du camion transportant les denrées alimentaires de Moisson Montréal et/les légumes du jardin.
- Il aident aussi dans le tri des denrées alimentaires,
- Ils se chargent de la distribution des denrées alimentaire chaque mercredi et jeudi.
- Ils aident à la préparation des paniers destinés à la livraison à domicile
- Ils prépare les boites de légumes et fruits du mini marché et accompagnent les participants bénéficiaires au moment du service. L'implication concerne 55 participants dans la mise en œuvre du projet.
- L'évaluation: Elle est individuelle, informelle et formelle auprès des participants deux fois/an pour un éventuel réajustement

En quoi votre projet tient-il compte des besoins spécifiques et différenciés de différents groupes de population fréquemment discriminée ?

Le projet de la MQV touche la population générale de Villeray, à faible et moyens revenu, pour satisfaire leurs besoins de base. Néanmoins, la population la plus vulnérable est accommodée pour bénéficier de l'activité livraison des denrées alimentaires à domicile afin de s'alimenter convenablement.

Est-ce qu’une stratégie d’équité territoriale a été considérée pour planifier le projet ou dans le choix de déroulement des activités? (Indice d’équité des milieux de vie de la Ville de Montréal, Signes vitaux du Grand Montréal de la Fondation du Grand Montréal, cumul de vulnérabilités, …)

Le projet dessert la population Villéroise dont les codes postaux correspondent à H2R, H2E et H2P. L'ensemble des secteurs de Villeray reçoivent nos services sans aucune exception. De plus, le projet satisfait les besoins de bases des résidents de Villeray

Mise en place du projet

Résultats visés

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

- Activité1: Nous atteindrons 20 nouveaux ménages à revenu moyen de plus/an qui auront accès à une alimentation saine, diversifiée, nutritive (l'aide alimentaire conventionnelle), avec 50 séances réalisées, 30 participants impliqués/séance
Activité 2: Nous toucherons 20 nouveaux ménages de plus/an pour livraison à domicile, 50 séances réalisées, 15 participants impliqués/séance
Activité 3: 7500 plats congelés à emporter, 20 ateliers culinaires réalisés, 10 participants impliqués/atelier, 15 personnes bénéficiaires en situation d'itinérance, 100 personnes bénéficiaires au moment de livraison à domicile
Activité 4: 10 séances de mini-marché (Bonne Boite-Bonne Bouffe) réalisées, 100 personnes bénéficiaires du mini-marché, 10 participants impliqués.

Objectifs annuels

Pour chaque année de votre projet, identifiez l'objectif à atteindre.

Année	Objectif
An 1	Assurer les besoins de base des ménages dans la dignité et le respect. Favoriser la prise en charge des activités par les participant.e.s dans une perspective de prise de pouvoir sur leur alimentation. Diminuer le gaspillage alimentaire. Compléter les paniers de dépannages alimentaires à prix abordable et améliorer le pouvoir d'achat des ménages
An 4	Assurer les besoins de base des ménages dans la dignité et le respect. Favoriser la prise en charge des activités par les participant.e.s dans perspective de prise de pouvoir sur leur alimentation. Diminuer le gaspillage alimentaire. Compléter les paniers de dépannages alimentaires avec un prix abordable. Améliorer le pouvoir d'achat des ménages
An 2	Assurer les besoins de base des ménages dans la dignité et le respect. Favoriser la prise en charge des activités par les participant.e.s dans perspective de prise de pouvoir sur leur alimentation. Diminuer le gaspillage alimentaire. Compléter les paniers de dépannages alimentaires avec un prix abordable. Améliorer le pouvoir d'achat des ménages
An 3	Assurer les besoins de base des ménages dans la dignité et le respect. Favoriser la prise en charge des activités par les participant.e.s dans perspective de prise de pouvoir sur leur alimentation. Diminuer le gaspillage alimentaire. Compléter les paniers de dépannages alimentaires avec un prix abordable. Améliorer le pouvoir d'achat des ménages

Activités

Quelles sont les initiatives qui seront mises en place pour atteindre ces objectifs ?

Les initiatives sont:
- Distribution alimentaire en présentiel
- Livraison à domicile du panier de dépannage alimentaire,
- Transformation alimentaire (ateliers culinaires)
- Accessibilité au fruit et légumes frais à prix abordable (BBBB)

Activités prévues

Année	Catégorie	Description	Lieux	Fréquence	Participants
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers culinaires de transformation alimentaire, ces ateliers est pour éviter le gaspillage alimentaire et aussi offrir des plats congelés ou chauds pour les personnes en situation d'itinérance et pour le personnes qui sont concernées par la livraison à domicile de l'aide alimentaire 2 fois/mois et préparer 7500 plats à emporter/an, nombre de bénéficiaires 100 personnes en livraison à domicile/deux semaines, 5personnes en situation d'itinérance/semaine et 10 personnes impliquées dans la préparation des plats	même que l'organisme	2	115
An 1	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Introduction de 20 nouveaux ménages à moyen revenu au seins de l'aide alimentaire régulière conventionnelle	même que l'organisme	3	1 350
An 3	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Introduction de 20 nouveaux ménages à moyen revenu au seins de l'aide alimentaire régulière conventionnels	même que l'organisme	3	1 350
An 2	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Livraison à domicile de l'aide alimentaire pour les ménages ainée de 70 ans et plus, les personnes avec des limitations fonctionnelles et les personnes avec un système immunitaire	autres emplacements	4	120

		faible. Introduction de 20 nouveaux ménages à ce service			
An 1	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Livraison à domicile de l'aide alimentaire pour les ménages de personnes ainées de +70 ans, les personnes avec des limitations fonctionnelles et les personnes avec un système immunitaire faible introduction de 20 nouveaux ménages à ce service	autres emplacements	4	120
An 4	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Mini-marché (BBBB), accessibilité et disponibilité des fruits et légumes frais, sains, diversifier et nutritif à des prix abordable au moment de l'épicerie économique (vente denrées alimentaires non périssables) du mois de début juillet à fin novembre. 2fois/mois, ce marché s'approvisionne de la production des jardins de production agricole à Villeray de la MQV. nombre de bénéficiaires 100 personnes et 15 personnes impliquées dans la réalisation de l'activité./	même que l'organisme	10	100
An 1	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Mini-marché (BBBB), accessibilité et disponibilité des fruits et légumes frais, sains, diversifiés et nutritifs à des prix abordables au moment de l'épicerie économique (vente denrées alimentaires non périssables) du début juillet à fin novembre à raison de 2fois/mois Ce marché est approvisionné par les jardins de production agricole mis	même que l'organisme	10	100

		en route par la MQV. Le nombre de bénéficiaires s'élève à 100 personnes et 15 personnes sont impliquées dans la réalisation de l'activité./			
An 2	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Introduction de 20 nouveaux ménages à moyen revenu au seins de l'aide alimentaire régulière conventionnels	même que l'organisme	3	1 350
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers culinaires de transformation alimentaire, ces ateliers servent à la fois à éviter le gaspillage alimentaire et à offrir des plats congelés ou chauds pour les personnes en situation d'itinérance et pour le personnes qui sont concernées par la livraison à domicile de l'aide alimentaire 2 fois/mois et à préparer 7500 plats à emporter/an, nombre de bénéficiaires 100 personnes en livraison à domicile/deux semaines, 5personnes en situation d'itinérance/semaine et 10 personnes impliquées dans la préparation des plats	même que l'organisme	2	115
An 4	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Introduction de20 nouveaux ménages à moyen revenu au seins de l'aide alimentaire régulière conventionnels	même que l'organisme	3	1 350
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou	Ateliers culinaires de transformation alimentaire, ces ateliers est pour éviter le gaspillage alimentaire et aussi offrir des plats	même que l'organisme	2	115

	de compétence ou partage d'outils	congelés ou chauds pour les personnes en situation d'itinérance et pour le personnes qui sont concernées par la livraison à domicile de l'aide alimentaire 2 fois/mois et préparer 7500 plats à emporter/an, nombre de bénéficiaires 100 personnes en livraison à domicile/deux semaines, 5personnes en situation d'itinérance/semaine et 10 personnes impliquées dans la préparation des plats			
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers culinaires de transformation alimentaire, ces ateliers est pour éviter le gaspillage alimentaire et aussi offrir des plats congelés ou chauds pour les personnes en situation d'itinérance et pour le personnes qui sont concernées par la livraison à domicile de l'aide alimentaire 2 fois/mois et préparer 7500 plats à emporter/an, nombre de bénéficiaires 100 personnes en livraison à domicile/deux semaines, 5personnes en situation d'itinérance/semaine et 10 personnes impliquées dans la préparation des plats	même que l'organisme	2	115
An 3	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Livraison à domicile de l'aide alimentaire pour les ménages ainée de 70 ans et plus, les personnes avec des limitations fonctionnelles et les personnes avec un système immunitaire	autres emplacements	4	120

		faible et introduction de 20 nouveaux ménages à ce service			
An 4	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Livraison à domicile de l'aide alimentaire pour les ménages ainée de 70 ans et plus, les personnes avec des limitations fonctionnelles et les personnes avec un système immunitaire faible et introduction de 20 nouveaux ménages à ce service	emplacement confidentiel, autres emplacements	4	120
An 2	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Mini-marché (BBBB), accessibilité et disponibilité des fruits et légumes frais, sains, diversifier et nutritif à des prix abordable au moment de l'épicerie économique (vente denrées alimentaires non périssables) du mois de début juillet à fin novembre. 2fois/mois, ce marché s'approvisionne de la production des jardins de production agricole à Villeray de la MQV. nombre de bénéficiaires 100 personnes et 15 personnes impliquées dans la réalisation de l'activité./	même que l'organisme	10	100
An 3	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Mini-marché (BBBB), accessibilité et disponibilité des fruits et légumes frais, sains, diversifier et nutritif à des prix abordable au moment de l'épicerie économique (vente denrées alimentaires non périssables) du mois de début juillet à fin novembre. 2fois/mois, ce marché s'approvisionne de la production des jardins de production agricole à	même que l'organisme	10	100

Villeray de la MQV. nombre de bénéficiaires 100 personnes et 15 personnes impliquées dans la réalisation de l'activité./

Questions spécifiques au programme

Complément d'information :

Personnes ciblées par le projet

Personnes ciblées directement par le projet

Quelle stratégie utiliserez-vous pour rejoindre les personnes ciblées ?

Les différentes stratégies utilisées pour rejoindre les personnes ciblées
- Affiches publicitaires au niveau des ménages bénéficiaires de l'aide alimentaire,
- Référencement par les organismes actifs sur le terrain des ainés,
- Référencement par le CLSC Villeray
- Affiche publicitaire sur les réseaux sociaux tels que le Facebook de la MQV , celui de la table CVSF, celui de la CDC Solidarité Villeray ainsi qu'au niveau de certaines coopératives alimentaires à Villeray

Si applicable, quelle stratégie appliquerez-vous pour sélectionner les personnes ou organisations participantes ?

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet :

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 2	Tous les groupes d'âge	86	59	0	145
An 1	Tous les groupes d'âge	79	66	0	145
An 3	Tous les groupes d'âge	70	75	0	145
An 4	Tous les groupes d'âge	73	72	0	145

Types de ménage

Tous les types de ménage

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

L'ensemble de la population

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations

Personnes indirectement touchées par le projet

D'autres personnes que celles qui sont ciblées pourront-elles aussi bénéficier des retombées du projet ? Si possible, précisez le nombre et détaillez leurs principales caractéristiques.

Les personnes touchés indirectement par le projet sont celles qui sont issues de ménages n'ayant pas été touchées par la vulnérabilité sociale et économique Le mini-marché (BBBB) est ouvert pour tous, deux vendredi / mois. Le prix de vente des légumes et fruits biologiques frais, sain pour cette catégorie est

différent de celui appliqué aux ménages avec vulnérabilité sociales et/ou économique (ménage à faible et moyen revenu, ainée, limitation fonctionnelle , personne avec système immunitaire faible). Ceux avec des vulnérabilités ont droit à % de rabais par rapport au premiers Cette pratique permet de pratiquer l'entraide et la solidarité dans le quartier. Le nombre approximatif est de 302 personne/mois. Concernant les plats à emporter, le nombre approximatif de personnes touchées indirectement s'élève à 400 personnes (ainés et personnes avec des limitations fonctionnelles et les personnes en situation d'itinérance)

Si votre projet vise principalement des organisations, ultimement, qui tirera profit des résultats du projet ?

non

Mesures d'évaluation

Comment mesurerez-vous l'atteinte des résultats ? (Indicateurs qualitatifs et quantitatifs, outils et méthodes de collectes de l’information, etc.)

Sondage informel après chaque activité
Sondage formel: distribuer un Questionnaire pour les bénéficiaires et participants impliqué deux fois/an (au début de l'ouverture du projet et à la fin du projet),
- 30 bénéficiaires ont répondu/activité, fiche d'appréciation après chaque activité
- Fiches statistiques: nombre de bénéficiaires, nombre de participants aux activités, nombres de repas cuisinés à emporter, nombre d'ateliers culinaires réalisés, nombre de séances de mini-marché réalisées.
- Plateforme d'inscription aux activités: activité 1 (distribution de denrées alimentaires pour les ménages à revenu moyen), activité 2 (livraison à domicile des denrées alimentaires) et l'activité 4 (mini-marché sous fourme de BBBB), cahier de bords pour l'activité 3 (ateliers culinaires)

Aspects budgétaires

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	85 304		20 000	104 770	210 074
An 2	85 304		20 000	104 770	210 074
An 3	85 304		20 000	104 770	210 074
An 4	85 304		20 000	104 770	210 074

Grille de budget détaillé : 17 janvier 2025 Grille budgétaire détaillée SSDS.xls

Précisions sur le budget :

La subvention METSS-Vile finance le salaire du chargé du projet , les salaire des 3 chauffeurs-livreurs et une partie des frais de transport.
La contribution des partenaires finance paie le salaire de la coordonnatrice du programme, le salaire de l'animateur des ateliers culinaires, les frais de transport et les frais des activités (achat des denrées alimentaires)

Personnel lié au projet

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail à taux horaire :

Année	Titre du poste	Précision	Coût annuel du poste	Nb heures par semaine	Nb semaines	Nb annuel de postes
An 4		animateur des ateliers culinaires (transformation alimentaire	21 000	14	50	1
An 4		chargé de projet	56 784	35	52	1

An 1		chauffeurs-livreurs	20 520	6	50	3
An 3		coordonnateur du programme	67 704	35	52	1
An 2		chauffeurs-livreurs	20 520	6	50	3
An 1		coordonnateur du programme	67 704	35	52	1
An 3		chauffeurs-livreurs	20 520	6	50	3
An 2		chargé de projet	56 784	35	52	1
An 2		coordonnateur du programme	67 704	35	52	1
An 4		chauffeurs-livreurs	20 520	6	50	3
An 3		chargé de projet	56 784	35	52	1
An 4		coordonnateur du programme	67 704	35	52	1
An 1		chargé de projet	56 784	35	52	1
An 1		animateur des ateliers culinaires (transformation alimentaire	21 000	14	50	1
An 2		animateur des ateliers culinaires (transformation alimentaire	21 000	14	50	1
An 3		animateur des ateliers culinaires (transformation alimentaire	21 000	14	50	1

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail forfaitaire :

Année	Titre du poste	Précision	Montant annuel par poste	Nb annuel de postes

Partenaire(s)

Veuillez préciser ces informations pour chaque partenaire :

Partenaire	*Année*	*Montant*	*Type de contribution*	*Confirmée*
PSOC	An 1	75 770		Oui
PSOC	An 2	75 770		Oui
PSOC	An 3	75 770		Oui
PSOC	An 4	75 770		Oui
Centraide du Grand Montréal	An 1	29 000		Non
Centraide du Grand Montréal	An 3	29 000		Non
Centraide du Grand Montréal	An 2	29 000		Non
Centraide du Grand Montréal	An 4	29 000		Non

Informations complémentaires

Si nécessaire, ajoutez ici toute autre information pertinente à l’analyse de votre dossier.

Les heures de travail des participants impliqué ne sont pas estimé et ni évalué monétairement.
Les contributions du PSOC et Centraide sont en argent.

Documents

Liens pertinents pour le projet

Lien 1 :

Lien 2 :

Lien 3 :

Documents

Autre document :

Nom	Nature	Ajouté le	Ajouté par
Manger frais & manger vrai_soumission_2025-01-21 12:51.pdf	Copie de la demande	21/01/2025 12:51	Magdouda Oudjit

Soumission de la demande

Attestation d’intégrité : 21 JANVIER 2025 Attestation d'integrit.pdf

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

Ajustements demandés par le responsable de l'appel à projets

Ajustements identification :

Ajustements description et planification :

Ajustements mise en place :

Ajustements cibles :

Ajustements budget :

Ajustements documents :

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

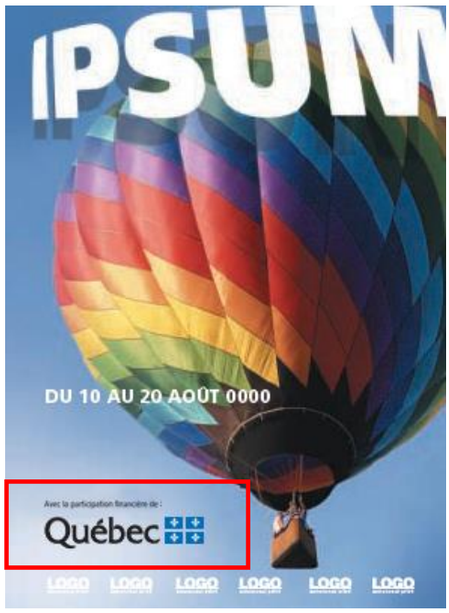
Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



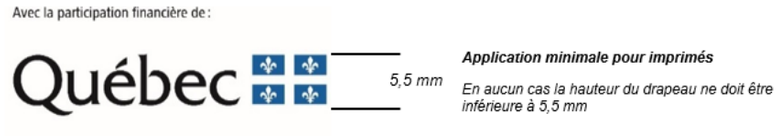
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

Pour mieux identifier visuellement
les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L’apposition du logo de l’arrondissement sur un outil produit par l’organisme doit faire l’objet d’une autorisation préalable de l’arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l’arrondissement VSP : par l’intermédiaire d’un représentant municipal autorisé ou d’un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l’épreuve dans un délai d’au moins dix jours ouvrables avant l’impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l’apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n’est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L’organisme a la responsabilité de s’assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l’organisme et l’arrondissement, la signature de l’organisme et celle de l’arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être à droite et celui de l’organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :

Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
GDD 1255781001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION** (VSP), personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 14_____.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PROJET ADO COMMUNAUTAIRE EN TRAVAIL (PACT) DE RUE,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 8105, avenue de Gaspé, bureau 200, Montréal (Québec) H2P 2J9, agissant et représentée par monsieur Maxime Bonneau, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 131248015RT
Numéro d'inscription T.V.Q. : 10116950150001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 131248015RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou

régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme rejoint les jeunes de 12 à 25 ans vivant une rupture sociale (violence, toxicomanie, décrochage, etc.). Pour y arriver, PACT de rue utilise l'approche du travail de rue qui lui permet d'investir le milieu de vie de ces jeunes, de gagner leur confiance, d'y poser des gestes préventifs adaptés à cette population et, bien sûr, de les accompagner dans leur intégration sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du

Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de trois cent quarante-trois mille cent quatre-vingt-dix-sept dollars (343 197 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1 une somme maximale de soixante-dix-sept mille deux cent dix-neuf dollars et trente-deux cents dollars (77 219,32 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de huit mille cinq cent soixante-dix-neuf dollars et quatre-vingt-treize cents (8 579,93 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2025-2026 à la satisfaction du Responsable.

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1 une somme maximale de soixante-dix-sept mille deux cent dix-neuf dollars et trente-deux cents dollars (77 219,32 $) le 1er avril 2026;

5.2.2.2 une somme maximale de huit mille cinq cent soixante-dix-neuf dollars et quatre-vingt-treize cents (8 579,93 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2026-2027 à la satisfaction du Responsable.

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1 une somme maximale de soixante-dix-sept mille deux cent dix-neuf dollars et trente-deux cents dollars (77 219,32 $) le 1er avril 2027;

5.2.3.2 une somme maximale de huit mille cinq cent soixante-dix-neuf dollars et quatre-vingt-treize cents (8 579,93 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2027-2028 à la satisfaction du Responsable.

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1 une somme maximale de soixante-dix-sept mille deux cent dix-neuf dollars et trente-deux cents dollars (77 219,32 $) le 1er avril 2028;

5.2.4.2 une somme maximale de huit mille cinq cent soixante-dix-neuf dollars et quatre-vingt-treize cents (8 579,93 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2028-2029 à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 8105, avenue de Gaspé, bureau 200, Montréal (Québec) H2P 2J9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

PROJET ADO COMMUNAUTAIRE EN TRAVAIL DE RUE

Par : _____
Monsieur Maxime Bonneau, directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 6e jour de mai 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001319-Travail de rue Villeray, Saint-Michel

Identification du projet

Contexte de la demande

Nom de l'organisme : Projet Ado Communautaire en travail de rue

Appel à projet : VSP - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2025-2029

Identification du projet

No demande : 001319

Titre de la demande : Travail de rue Villeray, Saint-Michel

En une phrase, comment décrivez-vous votre projet ?

Intervenir directement auprès des populations vulnérables en offrant soutien, écoute et accès aux ressources nécessaires pour lutter contre la pauvreté et favoriser l'autonomie dans l'arrondissement VSP.

Édition et échéancier

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	2025-05-07	2026-03-31	
An 2	2026-04-01	2027-03-31	
An 3	2027-04-01	2028-03-31	
An 4	2028-04-01	2029-03-31	

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.2 Un meilleur accès à un logement adéquat, abordable et salubre, puis le maintien de celui-ci
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.1 Une plus grande capacité d'agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes

2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.2 Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés
3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Personne répondante du projet

Qui sera la personne répondante du projet ?

Responsable de l'organisme : Maxime Bonneau

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Autre(s) personne(s) pour les communications

Responsable de l'organisme : Alya Chaddad

Contact(s) associé(s) à l'organisme :

Autre :

Signataire et convention

Qui est la personne désignée comme signataire de la convention par le CA de votre organisme ?

Responsable de l'organisme : Maxime Bonneau

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Courriel :

Téléphone principal :

Autre téléphone :

Joindre la résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal :

Description et planification

Présentation du projet

Contexte et enjeux justifiant le projet :

L'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension est fortement touché par la pauvreté, avec 14 % de sa population vivant sous le seuil de la mesure du panier de consommation (MPC). Parmi elles, de nombreuses familles monoparentales et des individus en situation d'itinérance subissent une précarité importante. En tout, 16,1 % des ménages sont concernés par la pauvreté. Face à cette forte demande d'aide, PACT de rue se doit continuer de cibler cette population, en complémentarité avec les initiatives existantes comme Prévention MTL et le MSP, qui se concentrent sur la délinquance et la violence chez les jeunes.
Cette continuité de projet viserait donc à continuer d'offrir un accompagnement adapté aux adultes, familles et personnes en situation d'itinérance. Il contribuera à renforcer la cohésion sociale et à améliorer les conditions de vie des résidents de ces quartiers en complément des actions déjà menées pour la jeunesse.

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Le projet est mené par une équipe de TR spécialisés dans l'accompagnement des personnes en situation de précarité. Ces professionnels sont formés pour intervenir auprès des individus vulnérables, particulièrement ceux vivant dans des conditions de pauvreté ou en marge de la société, en vue de leur offrir du soutien personnalisé.
Le travail de rue consiste en une intervention directe auprès des populations ciblées, avec un objectif principal : lutter contre la pauvreté en offrant écoute, soutien, orientation et accès à des ressources essentielles. Les TR s'assurent de répondre aux besoins immédiats, mais non urgentes, des personnes en situation de vulnérabilité, qu'il s'agisse d'aide alimentaire, d'hébergement, de soins de santé ou de services sociaux. L'objectif à long terme est de renforcer l'autonomie des personnes accompagnées et de les soutenir dans leurs démarches vers une meilleure qualité de vie.

Le projet fonctionne de manière continue, avec des interventions régulières tout au long de l'année. Ils sont présents sur le terrain, en semaine et souvent durant les fins de semaine, en fonction des besoins et des horaires des populations ciblées. Les actions se font de manière flexible, selon les urgences et la disponibilité des ressources locales.

Le projet se déroule spécifiquement dans les quartiers Villeray et St-Michel, des secteurs caractérisés par une grande diversité de populations et un taux élevé de pauvreté. Les interventions ont lieu dans divers lieux publics tels que les parcs, les rues, les foyers d'hébergement et les centres communautaires, ainsi que dans les quartiers plus isolés de l'arrondissement.

Les TR déploient différentes stratégies d'intervention, incluant des rencontres de proximité, des visites sur le terrain, des actions de médiation, et des partenariats avec d'autres organismes communautaires et institutions locales. Ils établissent un lien de confiance avec les personnes accompagnées, en adoptant une approche bienveillante et non intrusive. En fonction des besoins, les TR orientent les individus vers des

ressources spécialisées, tout en offrant un soutien moral et logistique pour faciliter l'accès aux services disponibles.

Pour réussir à couvrir une grande partie du territoire de l'arrondissement, nous avons 3 TR, une personne dans Villeray et deux dans St-Michel.
(*Se fier au document ''Les quartiers, leurs enjeux et les stratégies'' pour en savoir davantage sur les stratégies de travail dans chaque quartier).

Quelles réalisations antérieures et/ou expertises de votre organisme démontrent votre capacité à réaliser le projet ?

PACT de rue, un organisme clé à Montréal avec plus de 30 ans d'expérience en travail de rue, est reconnu pour son approche innovante et son engagement envers les populations vulnérables. Depuis sa création, nous avons su établir des liens de confiance durables avec les personnes en situation d'itinérance et de précarité, offrant un soutien personnalisé et accompagnant les individus vers l'autonomie. Notre équipe qualifiée et nos partenariats solides nous permettent de réagir rapidement sur le terrain.

Au fil des ans, nous avons bonifié notre offre de services en créant un centre de jour, en lançant des projets novateurs, comme celui de la prévention de la violence armée par la pair-aidance et de la cohabitation, ainsi qu'une équipe en prévention des dépendances en milieu scolaire. Nous proposons également un service d'analyse de substances et travaillons actuellement à la mise en place d'un véhicule pour analyse des substances et consommation supervisée. En tant que mandataire de l'Abri de Villeray, un hébergement d'urgence pour personnes en situation d'itinérance, nous renforçons également notre action pour lutter contre l'itinérance et la pauvreté à Montréal.

Si vous demandez une reconduction du projet, quels éléments le justifient ?
(Bonification, amélioration, ajout de clientèle, ajout d'activité, etc.) ?

Votre projet inclut-il la participation active du public-cible dans sa conception, sa mise en œuvre ou son évaluation ? Si oui, comment ? (Exemple : projet "par et pour")

Les TR écoutent attentivement les besoins et demandes des personnes accompagnées, afin de leur offrir un soutien personnalisé. En prenant en compte leurs réalités, les TR les orientent vers les ressources appropriées et les aident à améliorer leur quotidien, tout en respectant leur autonomie et leur dignité.

En quoi votre projet tient-il compte des besoins spécifiques et différenciés de différents groupes de population fréquemment discriminée ?

L'inclusivité fait partie intégrante de l'ADN de notre organisme. Chaque projet est conçu avec une attention particulière aux populations marginalisées et souvent discriminées, afin de garantir un accès équitable aux ressources et services. De plus, dans une approche dynamique et évolutive, chaque projet s'adapte aux réalités du terrain, répondant ainsi aux besoins spécifiques des communautés.

Depuis environ un an, nous avons désigné une personne spécialement responsable de l'inclusivité au sein de nos projets, afin d'éviter la stigmatisation et d'assurer que tous les groupes, sans exception, soient

traités avec respect et dignité.

Nous aimerions également mettre un point d'honneur à traduire nos outils d'intervention dans plusieurs langues, afin d’inclure un maximum de communautés et de garantir une communication fluide et accessible pour toutes et tous.

Est-ce qu’une stratégie d’équité territoriale a été considérée pour planifier le projet ou dans le choix de déroulement des activités? (Indice d’équité des milieux de vie de la Ville de Montréal, Signes vitaux du Grand Montréal de la Fondation du Grand Montréal, cumul de vulnérabilités, …)

Mise en place du projet

Résultats visés

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

Accompagner quelques centaines d'individus à travers le travail de rue, en leur offrant soutien, écoute et accès aux ressources nécessaires.

Objectifs annuels

Pour chaque année de votre projet, identifiez l'objectif à atteindre.

Année	Objectif
An 1	Atténuer les impacts de la pauvreté par le travail de rue, apporter un soutien direct aux personnes vulnérables, en facilitant l'accès aux ressources et en brisant l'isolement social
An 2	Atténuer les impacts de la pauvreté par le travail de rue, apporter un soutien direct aux personnes vulnérables, en facilitant l'accès aux ressources et en brisant l'isolement social
An 3	Atténuer les impacts de la pauvreté par le travail de rue, apporter un soutien direct aux personnes vulnérables, en facilitant l'accès aux ressources et en brisant l'isolement social
An 4	Atténuer les impacts de la pauvreté par le travail de rue, apporter un soutien direct aux personnes vulnérables, en facilitant l'accès aux ressources et en brisant l'isolement social

Activités

Quelles sont les initiatives qui seront mises en place pour atteindre ces objectifs ?

Présence de rue régulière : Interventions dans les rues, parcs, lieux publics pour rencontrer les personnes en précarité ou isolement social.

Cliniques de proximité : Soins de santé de base, orientation vers services sociaux, distributions de nourriture et vêtements au besoin.

Médiation et résolution de conflits : Interventions dans situations conflictuelles, médiation entre personnes et autorités, accès aux ressources.

Accompagnement administratif : Aide aux démarches administratives, demandes d'aide financière, accès aux services sociaux.

Ateliers et activités de groupe : Prévention, sensibilisation, activités sociales pour briser l'isolement et favoriser l'intégration.

Création de partenariats locaux : Collaboration avec organismes communautaires, services de santé, centres d'hébergement pour orienter vers les ressources adaptées.

Soutien psycho-social : Écoute active, soutien émotionnel, orientation vers services de santé mentale si nécessaire.

Accompagnement PSI: accompagnement des personnes qui vivent en campement, ainsi que ceux en difficulté domiciliaire. Que ce soit pour de l'hébergement, du soutien psychosocial ou une réponse aux besoins de bases.

Activités prévues

Année	Catégorie	Description	Lieux	Fréquence	Participants
An 1	Activité de médiation, d'intervention de milieu ou de travail de rue	Aller à la rencontre des personnes vulnérables dans leur environnement, offrir soutien, écoute et accès aux ressources nécessaires pour améliorer leurs conditions de vie. Cette activité générale du travail de rue s'applique à toutes les années du projet et aux trois quartiers.	autres emplacements	Ne s'applique pas	100
An 2	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Rassembler les ressources/services d'aide à la traduction dans Parc-Extension, afin de surmonter les barrières linguistiques entre les personnes en situation d'itinérance et les institutions ou ressources disponibles, facilitant ainsi leur accès aux services et leur inclusion dans la société. (Cette activité s'étend sur les 4 années du projet).	autres emplacements	Ne s'applique pas	100
An 3	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi	Devenir un point central entre les refuges et les personnes en situation d'itinérance dans Villeray, en facilitant le	autres emplacements	Ne s'applique pas	100

	personnalisé/individuel	lien entre les deux, tout en offrant un soutien constant aux refuges pour assurer un accompagnement efficace et adapté aux besoins des personnes vulnérables. (L'activité s'étend sur les 4 années du projet).			
An 4	Activité de communication, de diffusion, de sensibilisation ou de prévention	Mener des actions de sensibilisation communautaire, en particulier auprès des familles de Saint-Michel, en mettant l'accent sur l'éducation populaire concernant les droits individuels et les ressources offertes par les organismes communautaires, afin de renforcer la connaissance et l'accès à ces services. (Cette activité s'étend sur les 4 années du projet).	autres emplacements	Ne s'applique pas	100

Questions spécifiques au programme

Complément d'information :

Personnes ciblées par le projet

Personnes ciblées directement par le projet

Quelle stratégie utiliserez-vous pour rejoindre les personnes ciblées ?

Les TR adoptent une approche de proximité en effectuant des présences régulières dans les endroits clés, à des moments stratégiques. Grâce à leur présence constante et une attitude bienveillante, les TR établissent des liens de confiance, permettant aux personnes vulnérables de se sentir en sécurité et d'accéder au soutien dont elles ont besoin.

Si applicable, quelle stratégie appliquerez-vous pour sélectionner les personnes ou organisations participantes ?

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet :

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 1	Adultes (31 – 64 ans)	40	100	5	145
An 2	Adultes (31 – 64 ans)	45	110	5	160
An 3	Adultes (31 – 64 ans)	50	120	10	180
An 4	Adultes (31 – 64 ans)	55	130	10	195

Types de ménage

Tous les types de ménage

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes immigrantes
Les personnes à faible revenu
Les personnes en situation d'itinérance
Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut
Les personnes racisées
Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)
Les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale
Les personnes utilisatrices de drogues

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations

Personnes indirectement touchées par le projet

D’autres personnes que celles qui sont ciblées pourront-elles aussi bénéficier des retombées du projet ? Si possible, précisez le nombre et détaillez leurs principales caractéristiques.

Il nous est impossible de préciser le nombre puisque nos statistiques ne prennent pas en compte ce chiffre, mais nous pouvons affirmer que les commerçants et le voisinage bénéficieront indirectement du projet en plus des familles des personnes accompagnées de par le fait qu'il y aura moins de plaintes, etc.

Si votre projet vise principalement des organisations, ultimement, qui tirera profit des résultats du projet ?

Mesures d'évaluation

Comment mesurerez-vous l'atteinte des résultats ? (Indicateurs qualitatifs et quantitatifs, outils et méthodes de collectes de l’information, etc.)

Rentrées de données et de statistiques dans nos plateformes ainsi qu'un bilan mensuel rempli par chaque TR. (Bilan qui se veut autant qualitatif que quantitatif).

Aspects budgétaires

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	125 936	85 799	0	121 881	207 680
An 2	125 936	85 799	0	121 881	207 680
An 3	125 936	85 799	0	121 881	207 680
An 4	125 936	85 799	0	121 881	207 680

Grille de budget détaillé : _Grille budgétaire détaillée SSDS copie.xlsx

Précisions sur le budget :

Nous demandons 85799,25$ annuellement. Puisque le projet couvre les 2 quartiers, nous avons défini la demande budgétaire par quartier.
St-Michel: 45500$/an X 4 ans = 182 000$
Villeray: 40 299,25$/an X 4 ans = 161 197$

Les sommes couvrent une partie du volet ressources humaines. Nous avons un montage financier avec 4 autres bailleurs de fonds pour réaliser le projet travail de rue dans l'arrondissement VSP.

Puisque le projet commence le 7 mai 2025, nous utiliserons les fonds des autres financements pour combler ce manque et nous rattraperons le tout par la suite.

Personnel lié au projet

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail à taux horaire :

Année	Titre du poste	Précision	Coût annuel du poste	Nb heures par semaine	Nb semaines	Nb annuel de postes

An 1	travail de rue	quartier St-Michel	55 940	35	52	2
An 2	travail de rue	quartier St-Michel	55 940	35	52	2
An 3	travail de rue	quartier St-Michel	55 940	35	52	2
An 4	travail de rue	quartier St-Michel	55 940	35	52	2
An 1	travail de rue	quartier Villeray	55 940	35	52	1
An 2	travail de rue	quartier Villeray	55 940	35	52	1
An 3	travail de rue	quartier Villeray	55 940	35	52	1
An 4	travail de rue	quartier Villeray	55 940	35	52	1

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail forfaitaire :

Année	Titre du poste	Précision	Montant annuel par poste	Nb annuel de postes

Partenaire(s)

Veuillez préciser ces informations pour chaque partenaire :

Partenaire	*Année*	*Montant*	*Type de contribution*	*Confirmée*
MSP	An 4	18 500		Non
MSP	An 3	18 500		Non
MSP	An 2	18 500		Oui
MSP	An 1	18 500		Oui
VSMS	An 4	43 952		Non
VSMS	An 2	43 952		Non
VSMS	An 3	43 952		Non

VSMS	An 1	43 952		Oui
TCJVPP	An 4	13 000		Oui
TCJVPP	An 1	13 000		Oui
TCJVPP	An 3	13 000		Oui
TCJVPP	An 2	13 000		Oui
arrondissement (projet prévention montréal VSMPE)	An 4	45 584		Non
arrondissement (projet prévention montréal VSMPE)	An 3	45 584		Non
arrondissement (projet prévention montréal VSMPE)	An 2	45 584		Non
arrondissement (projet prévention montréal VSMPE)	An 1	45 584		Oui
CIUSSS NIM	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
CIUSSS NIM	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui

CIUSSS NIM	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
CIUSSS NIM	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Emmis (Equijustice)	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Emmis (Equijustice)	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Emmis (Equijustice)	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Emmis (Equijustice)	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui

Informations complémentaires

Si nécessaire, ajoutez ici toute autre information pertinente à l'analyse de votre dossier.

Nous avons des projets qui terminent à la fin 2025, donc nous n'avons pas encore la confirmation pour 2026 à 2029. Cependant, nous sommes très confiants que les projets seront reconduits.

Pour St-Michel, nous parlons de la mesure 4.2, administré par VSMS. La nouvelle formule débutera l'an

prochain.

Pour Villeray, nous parlons aussi de la mesure 4.2, administrée par la TCJVPP. La nouvelle formule débutera l'an prochain.

Documents

Liens pertinents pour le projet

Lien 1 :

Lien 2 :

Lien 3 :

Documents

Autre document :

Nom	Nature	Ajouté le	Ajouté par
Travail de rue Arrondissement Villeray, Saint-Michel, Parc-Extension_soumission_2025-02-06 15:29.pdf	Copie de la demande	2025-02-06 15:29	Maxime Bonneau
VSMS_Entente Pact de rue 2024-2025 signée copie.pdf	Lettre d'entente partenaire	2025-02-07 09:46	Maxime Bonneau
TCJVPP_PACTderue_MVF.Jeunesse.2024.pdf	Lettre d'entente partenaire	2025-02-07 09:46	Maxime Bonneau
Attestation d'intégrité.docx	Attestation d'intégrité	2025-02-07 09:46	Maxime Bonneau
Les quartiers, leurs enjeux et les stratégies.docx	Questions du programme	2025-02-07 09:46	Maxime Bonneau
résolution vdm.pdf	Résolution du CA	2025-02-07 09:46	Maxime Bonneau
MSP_OCTR.pdf	Lettre d'entente partenaire	2025-02-07 09:46	Maxime Bonneau
Grille budgétaire détaillée SSDS copie.xlsx	Grille du budget détaillé	2025-02-07 09:46	Maxime Bonneau
arrondissement (projet prévention montréal VSMPE)_Prévention Montréal - Pact de rue - copie (1).pdf	Lettre d'entente partenaire	2025-02-07 09:46	Maxime Bonneau
Travail de rue Arrondissement Villeray, Saint-Michel, Parc-Extension_soumission_2025-02-07 09:48.pdf	Copie de la demande	2025-02-07 09:48	Maxime Bonneau
OCTR.pdf	Lettre d'entente partenaire	2025-04-08 17:00	Maxime Bonneau
Entente Pact de rue 2024-2025 signée copie.pdf	Lettre d'entente partenaire	2025-04-08 17:00	Maxime Bonneau
PACTderue_MVF.Jeunesse.2024.pdf	Lettre d'entente partenaire	2025-04-08 17:00	Maxime Bonneau
Prévention Montréal - Pact de rue - copie (1).pdf	Lettre d'entente partenaire	2025-04-08 17:00	Maxime Bonneau

Soumission de la demande

Attestation d’intégrité :

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

Ajustements demandés par le responsable de l'appel à projets

Ajustements identification :

Ajustements description et planification :

Svp retirer les mentions du quartier de Parc-Extension dans les différentes sections du projet.

Ajustements mise en place :

Ajustements cibles :

Ajustements budget :

Svp réviser le budget (dans le SSDS et dans la grille budgétaire Excel) afin que la contribution totale annuelle soit de 85 799,25$.

Ajustements documents :

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



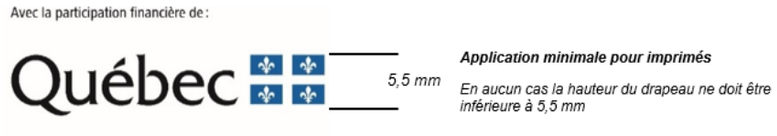
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L’apposition du logo de l’arrondissement sur un outil produit par l’organisme doit faire l’objet d’une autorisation préalable de l’arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l’arrondissement VSP : par l’intermédiaire d’un représentant municipal autorisé ou d’un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l’épreuve dans un délai d’au moins dix jours ouvrables avant l’impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l’apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n’est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L’organisme a la responsabilité de s’assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d’activités, d’événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l’arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d’invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L’arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l’utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l’espace vital que le logo standard de l’arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n’offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l’organisme et l’arrondissement, la signature de l’organisme et celle de l’arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être à droite et celui de l’organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :

Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
GDD 1255781001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION** (VSP), personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 14_____.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PROJAIDE INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7393, 18e Avenue, Montréal (Québec) H2A 2N4, agissant et représentée par madame Isabelle Tremblay, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : s/o
Numéro d'inscription TVQ : s/o
Numéro d'inscription d'organisme de bienfaisance : 808574743

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou

régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour soulager la pauvreté en fournissant des biens de première nécessité; fournir une aide appropriée aux personnes démunies, itinérantes, seules ou en perte d'autonomie; apporter une aide aux personnes en difficulté par une approche relationnelle; favoriser le développement des aptitudes personnelles par des programmes personnalisés; contribuer à la réinsertion sociale par le soutien et le retour à l'emploi;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du

Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de deux cent deux mille dollars (202 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1 une somme maximale de quarante-cinq mille quatre cent cinquante dollars (45 450 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de cinq mille cinquante dollars (5 050 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2025-2026 à la satisfaction du Responsable.

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1 une somme maximale de quarante-cinq mille quatre cent cinquante dollars (45 450 $) le 1er avril 2026;

5.2.2.2 une somme maximale de cinq mille cinquante dollars (5 050 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2026-2027 à la satisfaction du Responsable.

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1 une somme maximale de quarante-cinq mille quatre cent cinquante dollars (45 450 $) le 1er avril 2027;

5.2.3.2 une somme maximale de cinq mille cinquante dollars (5 050 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2027-2028 à la satisfaction du Responsable.

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1 une somme maximale de quarante-cinq mille quatre cent cinquante dollars (45 450 $) le 1er avril 2028;

5.2.4.2 une somme maximale de cinq mille cinquante dollars (5 050 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2028-2029 à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet

reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7393, 18e Avenue, Montréal (Québec) H2A 2N4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

PROJAIDE INC.

Par : _____
Madame Isabelle Tremblay, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 6e jour de mai 2025 (Résolution CA25_____)

ANNEXE 1

PROJET

001025-Pérennisation de nos repas, livraisons et ateliers d'accueil comme réponse à l’urgence citoyenne

Identification du projet

Contexte de la demande

Nom de l’organisme : Projaide inc.

Appel à projet : VSP - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2025-2029

Identification du projet

No demande : 001025

Titre de la demande : Pérennisation de nos repas, livraisons et ateliers d'accueil comme réponse à l’urgence citoyenne

En une phrase, comment décrivez-vous votre projet ?

Projaide continuera de participer à l'effort collectif contre la pauvreté et l'exclusion sociale par le maintien, la consolidation et la bonification d’un programme à leviers de participation multiples(repas communautaires, livraisons de proximité, ateliers d'accueil et canaux de communication auprès des bénéficiaires), par et au bénéfice des personnes en situation de vulnérabilité, marginalisées et/ou précarisées(majoritairement racisées et/ou nouvelles arrivantes) de Saint-Michel.

Édition et échéancier

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	01/04/2025	31/03/2026	
An 2	01/04/2026	31/03/2027	
An 3	01/04/2027	31/03/2028	
An 4	01/04/2028	31/03/2029	

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.1 Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée

2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.1 Une plus grande capacité d'agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.2 Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés
3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Personne répondante du projet

Qui sera la personne répondante du projet ?

Responsable de l'organisme : Isabelle Tremblay

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Autre(s) personne(s) pour les communications

Responsable de l'organisme :

Contact(s) associé(s) à l'organisme :

Autre :

Signataire et convention

Qui est la personne désignée comme signataire de la convention par le CA de votre organisme ?

Responsable de l'organisme : Isabelle Tremblay

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Courriel :

Téléphone principal :

Autre téléphone :

Joindre la résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal : Résolution MESS-Ville 2025-2029.pdf

Description et planification

Présentation du projet

Contexte et enjeux justifiant le projet :

Projaide a pu, grâce à un soutien tiers antérieur, déployer un projet mobilisant se déclinant en parallèle de nos dépannages classiques; par contre, l'expiration à l'été 2024 de ce soutien, jumelée à la hausse exponentielle de la demande pour nos services alimentaires 'à la mission' exerce une pression qui nous empêche d'assurer la survie de cette initiative au-delà de la période des fêtes/fin de l'hiver. Le présent appel nous semble tout indiqué comme levier de pérennisation, de surcroît sur une période de quatre ans. Nous comptons notamment renforcer les mécanismes de participation des personnes dans l'élaboration et les suivis, via nos ateliers d'accueil et de mobilisation, afin d'aligner la version consolidée pour 2025-29 sur des impératifs de pouvoir d'agir individuel et collectif, lesquels influeront positivement sur les enjeux suivants:
- inflation colossale qui exerce une pression budgétaire sur les ménages précarisés, particulièrement immigrants et/ou aînés, ainsi que sur les organismes dans un contexte ou le financement à la mission est insuffisant et celui 'par projet' strictement dédié à l'alimentaire se raréfie;
- nécessité de garantir un accueil convenable aux personnes nouvelles arrivantes et réfugiées dans Saint-Michel et à l'organisme;
-nécessité d'aligner notre approvisionnement et nos services aux besoins culturels et attentes de ces dernières, en sondant des individus issus de la communauté et par la pleine participation à nos ateliers d'accueil;
- atteinte d'un plafond/limite dans les personnes précarisées et à mobilité compromise desservies à domicile par les organismes;
- saturation(ou plafond budgétaire) des services alimentaires locaux auprès des personnes marginalisées, particulièrement aînées et/ou nouvelles arrivantes;
- nécessité d'offrir des tremplins de participation citoyenne pour ces personnes dans un climat de résilience post-pandémique;
-participer à un effort collectif stimulant une implication accrue du milieu communautaire local comme complément de proximité aux structures institutionnelles, en réponse structurante aux problématiques;
-atténuer le risque croissant de déconditionnement moral et physique pour les personnes aînées de la communauté: nos occasions de participation aux cuisines, ateliers, livraisons, mentorat intergénérationnel et suivis contribuent à rompre l'isolement et stimuler l'assurance;
-raffermir les plateformes de redistribution en denrées saines, fraîches et suffisantes auprès des secteurs démographiques vulnérables, notamment en partenariat avec des organismes à mission périphérique à l'alimentaires mais dont les usagers se doivent d'être rejoints;
-le maintien en vie, l'adaptation au contexte changeant, la bonification et la pérennisation de l'initiative permettront aux autres partenaires institutionnels et communautaires déjà sur-sollicités d'aiguiller des personnes vers nos volets appropriés et ainsi d'assurer une fréquentation optimale des services disponibles dans le quartier.

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

La pérennisation de notre programme de préparation de repas par et pour les personnes marginalisées (dont une forte majorité de personnes nouvelles arrivantes), ainsi que leur livraison à domicile accompagnés de petits lots (si souhaité) de denrées culturellement appropriées pour compléter et peut-être mettre en oeuvre des notions acquises en groupe dans nos séances de préparation et ateliers, serviront comme levier double de lutte à la pauvreté et à l'exclusion. Plus précisément:

1-Séances hebdomadaires de préparation collective de repas (ainsi qu'occasions de développement d'aptitudes) par des personnes marginalisées, principalement nouvelles arrivantes et souvent aînées, au bénéfice des participantes sur place ET (à l'extérieur) des personnes vulnérables à mobilité réduites et/ou isolées, aînées à domicile, ainsi que (NOUVEAU) conception et préparation de petits lots de denrées culturellement alignées ; sous la supervision de l'animatrice accueil/inclusion (elle-même issue des communautés nouvelles arrivantes) et de la coordonnatrice du projet. VOLET PÉRENNISÉ ET BONIFIÉ. Les petits lots ne constituent pas une activité de dépannage mais complètent les repas livrés, de par leur levier de sécurité/confort moral, souci d'inclusion et occasions de mettre en pratique autonome les notions acquises en séance de préparation.

2-Ateliers d'accueil et inclusion via des partages d'expériences (dépassant le cadre strictement alimentaire), où les participantEs opèrent une rotation de prise en charge (avec attention particulière à la participation des personnes réfugiées et/ou nouvelles arrivantes)- le tout influant directement sur les séances en 1; sous la supervision de l'animatrice accueil/inclusion et de la coordonnatrice du projet. Ce VOLET PÉRENNISÉ constituera la porte d'entrée à l'organisme, au quartier, à la société d'accueil pour les personnes nouvelles arrivantes, ainsi que le pivot indispensable de l'expression du pouvoir d'agir des personnes.

3-Livraisons de proximité (vélo électrique) des repas et de lots de denrées d'appoint alignées sur les attentes culturelles à des personnes marginalisées/isolées en situation de grande vulnérabilité ou d'exclusion sociale, avec emphase sur les populations nouvelles arrivantes; sous la supervision de la coordonnatrice du projet. L'ajout des denrées non transformées représente UNE PÉRENNISATION ET UNE BONIFICATION importante à la coquille existante.

4-Suivi téléphonique ou visites (lors de livraisons) auprès des bénéficiaires des volets précédents, effectués par les participantEs-bénévoles qui assurent la gestion et les opérations de ces mêmes activités, avec emphase ciblée auprès de nos populations nouvelles arrivantes et en y arrimant nos bénévoles multilingues aux fins de développement d'une structure d'interprétariat- sous la supervision de la coordonnatrice du projet. VOLET PÉRENNISÉ ET BONIFIÉ.

5- Gestion participative continue sous la forme d'un comité de suivi du projet(voir organigramme).

Quelles réalisations antérieures et/ou expertises de votre organisme démontrent votre capacité à réaliser le projet ?

Notre force bénévole à hauteur d'environ 80 citoyenNEs est le moteur de notre contribution à l'offre communautaire locale- notre vie associative et démocratique en est le noyau fondamental avec ses comités bénévoles et bénéficiaires, un membership croissant, une participation auprès des instances civiques et concertées du quartier, et nos mécanismes de communication via des suivis téléphoniques, électroniques et en personne sur place ou chez les bénéficiaires. Ces canaux de cueillette d'informations stimulent notre capacité à répondre aux besoins de manière optimale et mise à jour, et à porter l'expression de la voix de personnes marginalisées, habituellement écartées de ces leviers.

Projaide gère déjà de manière provisoirement autofinancée(mais vouée à interruption imminente en absence de soutien), divers volets destinés aux personnes marginalisées et/ou nouvelles arrivantes. Nous vous présentons ici ce protocole dans une version bonifiée dès l'obtention d'un soutien de votre part pour 2025.

Nous maintiendrons d'ici là les bases de gestion et opérationnelles requises. Pendant la pandémie, nous avons privilégié les initiatives destinées à ces personnes qui constituent la forte majorité de nos bénéficiaires. Ainsi, nous avons pu bénéficier de soutiens d'urgence provenant de divers paliers gouvernementaux aux fins d'octroi de services alimentaires auprès de ces communautés, disproportionnellement affectées. Des projets en ce sens seront subséquemment soutenus par le Secrétariat aux aînés du MSSS, la DRSP, Emploi et développement social Canada ainsi que divers acteurs philanthropiques comme Mission Inclusion. Notons enfin notre présence au sein d'instances sectorielles comme l'Espace alimentation de Vivre Saint-Michel en Santé, des cueillettes d'information auprès d'entités comme la PRAIDA ou la TCRI, la mise en route de canaux de communication avec les partenaires présentés plus bas dans ce formulaire, et notre apport fréquent à divers programmes du CLSC(Olo).

Si vous demandez une reconduction du projet, quels éléments le justifient ?
(Bonification, amélioration, ajout de clientèle, ajout d'activité, etc.) ?

Projaide s'est graduellement implanté dans la communauté en déployant des initiatives ponctuelles au fil des années, jusqu'en 2019-20 où l'organisme connaîtra un essor important dû à l'éclosion de la pandémie(et de ses conséquences sur les populations déjà marginalisées de Saint-Michel), ainsi que grâce à l'installation dans nos locaux de la 18e avenue.

Comme l'édition précédente du programme Ville-MESS a été offerte à l'hiver 19-20 justement, Projaide n'avait pas à l'époque le cadre de gestion et logistique suffisamment stabilisé pour postuler. Comme il fut décidé par l'arrondissement que les deux dernières années seraient tout simplement l'occasion de 'prolonger' les initiatives déjà financées, il va sans dire que nous attendions avec enthousiasme l'opportunité de vous soumettre un projet que nous avons donc pu développer pendant cette même période, avec le soutien ponctuel de tiers.

Nous croyons pertinent de vous partager cela ici afin de préciser que, bien que cette demande ne concerne pas une reconduction d'un soutien de votre part, la structure du projet existe depuis le printemps 2022 et votre contribution en permettra la survie, bonification(voir ci-haut) et pérennisation. En outre, comme vous le savez, une crise de saturation-qui s'exacerbera à court et moyen terme- des services alimentaires dans le milieu rend à notre avis la prolongation d'une initiative déjà solidement ancrée dans le milieu, aux résultats probants et à la structure de gestion et logistique largement optimisée, nécessaire pour l'offre communautaire globale dans Saint-Michel.

En outre, la nature du projet dont le cadre est déjà solidement implanté, avec résultats probants sur une trentaine de mois, offre au bailleur (comme retour d'investissement) une certaine garantie de valeur sur le bénéfice auprès de la communauté. Montez donc à bord!

Votre projet inclut-il la participation active du public-cible dans sa conception, sa mise en œuvre ou son évaluation ? Si oui, comment ? (Exemple : projet "par et pour")

Ce programme a été développé puis géré par des bénéficiaires nouvelles arrivantes aînées, stimulant une forte dimension de participation active et représentative plutôt qu'un cadre de service passif, via ce qui suit:

*Séances de préparation de repas par et pour, ainsi que conception et préparation de lots de denrées culturellement alignées au bénéfice des personnes nouvelles arrivantes- sous la supervision d'employées elles-mêmes issues de ces communautés, et géré par les participantes
*Ateliers connexes d'accueil et inclusion , où les bénévoles qui animent et participent proviennent des

communautés marginalisées, sous la supervision de l'animatrice à l'accueil qui proviendra elle-même de ces communautés

*Livraisons des repas et lots de denrées d'appoint à des personnes marginalisées; sous la supervision de la coordonnatrice nouvelle arrivante du projet. La conception et l'idéation des menus et contenus est dirigée par des personnes de ces communautés

*Suivi téléphonique ou visites (lors de livraisons) auprès des bénéficiaires, effectués par les bénévoles issus de ces communautés qui en assurent la gestion, avec emphase auprès de nos populations réfugiées et en y arrimant nos bénévoles multilingues aux fins d'interprétariat

*Comité de suivi du projet : traitement de tout ce qui est exprimé via ces volets, stimulant leur représentativité. Se réunira hebdomadairement et mobilisera : coordination du projet, animation à l'accueil/cuisine, direction générale, employée de Projaide déjà affectée à la supervision, employé de Projaide déjà affecté aux cueillettes et livraisons régulières, représentantE des personnes nouvelles arrivantes, représentantE des bénévoles réguliers

En outre, nous vous soumettons que notre initiative répond donc aux quatre composantes du pouvoir d'agir des communautés, telles qu'identifiées par le MSSS:
*La participation
*Les compétences
*La communication efficace
*Le capital communautaire- lien de confiance individuel et collectif stimulé

En quoi votre projet tient-il compte des besoins spécifiques et différenciés de différents groupes de population fréquemment discriminée ?

Dès la genèse du projet, les expressions d'identité non dominantes ont été sollicitées, consultées à toutes les étapes de développement, et surtout priorisées dans les mécanismes de gestion et de prise de décisions. Un sommaire de ces communautés mobilisées vous est présenté en annexe, et leur pleine représentativité, d'un point de vue ADS+, est assurée par ces leviers du projet:

*Ateliers d'accueil, d'inclusion et de mobilisation
*Interactions lors des séances de préparation de repas et de confection des lots d'appoint alignés aux attentes culturelles
*Collecte et actions prises sur les informations obtenues par l'entremise de…
-Comité de suivi
-Livraisons de proximité / visites à domicile
-Suivis téléphoniques
-Communications et suivis avec partenaires du projet

L'identification des objectifs et ressources attribuées à l'interne comme à l'externe devra assurer cette contribution en misant sur les mécanismes suivants:
*usage d'un langage verbal et écrit inclusif, notamment épicène et/ou féminisé
*soutien de postes destinés à des personnes issues des communautés marginalisées
*interprétariat et traductions par nos bénévoles
*informations et conseils provenant de nos partenaires dont les mandats respectifs joignent des personnes

issues de diverses communautés marginalisées, élargissant les horizons du projet
*environnement du projet propice à la présence des enfants des personnes participantes
*environnement non capacitiste ayant bénéficié de bonifications locatives rendues possibles par l'obtention du Fonds d'accessibilité fédéral
*rotations de leadership bénévole des ateliers, séances de préparation et toutes occasions d'interactions afin d'assurer l'accès à la parole et à l'espace
*nature 'mobile'(à domicile) du projet assure un ratissage large de personnes aux capacités physiques variables
*multiplicité des canaux de communication et de suivis prévient la concentration du leadership/influence à un seul endroit

Est-ce qu’une stratégie d’équité territoriale a été considérée pour planifier le projet ou dans le choix de déroulement des activités? (Indice d’équité des milieux de vie de la Ville de Montréal, Signes vitaux du Grand Montréal de la Fondation du Grand Montréal, cumul de vulnérabilités, …)

La Ville de Montréal nous informe que 'l’indice d’équité des milieux de vie vise à localiser les milieux de vie cumulant des vulnérabilités urbaines afin de susciter la priorisation et la convergence des investissements municipaux.', et son propre répertoire cartographié indique que la presque totalité du territoire de Saint-Michel situé au nord de la 40 compose avec des déficits en ce sens:

*Ressource de proximité : le projet pallie cet enjeu par le déploiement de nos livraisons à domicile ainsi que par les canaux de suivis mobiles ou par téléphone pour les personnes isolées qui ne peuvent graviter vers nos locaux;
*Environnementale : notre recours à des moyens de livraison sans empreinte carbone, ainsi que l'effet positif sur le gaspillage alimentaire que sous-tend notre plateforme de transformation et préparation de repas, contribue à cet enjeu;
*Économique : un accès accru non seulement à nos repas distribués sur place ou à la maison, mais aussi à un lot de denrées complémentaires alignées culturellement si souhaité, exerce un impact instantané sur la pression budgétaire amplifiée par l'inflation;
*Sociale : nos ateliers d'accueil, séances de préparation, visites à domicile lors de livraisons, opportunités de bénévolat, suivis téléphoniques, volets alignés aux attentes culturelles et occasions de participer à la gestion via le comité de suivi, sont autant de vecteurs multiplicateurs qui agissent sur la résilience et l'épanouissement citoyen local, individuel comme collectif;
*Culture, sport et loisir : niveau culture et loisirs, nos volets interactifs et séances de préparation de repas élargissent les horizons de partages culturels et de développement d'aptitudes en cuisine;
*Sécurité : le rehaussement de la sécurité alimentaire influe directement sur les notions de sécurité financière, morale et émotionnelle(notamment pour les personnes nouvelles arrivantes) ainsi que physique(occasions de tisser de nouveaux liens qui rendent un voisinage plus familier etc)

Mise en place du projet

Résultats visés

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

Voici les résultats annuels mesurables escomptés sur la durée du soutien, lesquels seront revus à la hausse chaque année(s'il y a lieu) dû à l'effet bénéfique d'une participation assidue et à l'optimisation stabilisée graduelle du cadre logistique) *50 séances hebdomadaires de préparation de repas, donc autant d'opportunités de développement des aptitudes et d'interactions sociales. *Au moins 20(25-30-35) personnes distinctes participent à ces séances *10000(10500-11000-11500) repas préparés et emballés pour distribution. *2500(2600-2700-2800) livraisons de proximité, donc autant d'opportunités d'interaction entre livreurs et bénéficiaires et d'immersion technique. *Déploiement d'au moins 7(8-9-10) livreurs ou livreuses de proximité. *Amorce d'exploration de parcours de pré-employabilité pour au moins trois participant.e.s des deux premiers volets du projet. *Diminution de notre empreinte environnementale par l'abstention d'usage d'essence et de moyens traditionnels de livraison: réduction de 25% de notre budget d'essence. *Diminution du gaspillage alimentaire par l'usage optimal des denrées en préparation des repas: réduction de 25% de nos pertes alimentaires. *Transformation supplémentaire de plus de 5000(5500-6000-6500) kg de denrées. *Transfert répertorié par témoignage par au moins cinq bénéficiaires(6-7-8), d'un bénéfice passif de nos services à une participation émancipatoire via ce projet. *Maintien en emploi sur quatre ans d'un poste à l'accueil, animation et aide cuisine et un poste de coordination de projet. *Au moins 500(550-600-650) ménages distincts bénéficient d'au moins une livraison. *Tenue de 50 ateliers hebdomadaires d'accueil de personnes nouvelles arrivantes et/ou réfugiées, au cadre inclusif et mobilisant dépassant l’alimentaire et agissant comme levier de mise au diapason des différents volets *Au moins 30(35-40-45) personnes distinctes participent à ces ateliers. *Au moins 500(525-550-575) petits lots d'appoint culturellement alignés livrés.

Objectifs annuels

Pour chaque année de votre projet, identifiez l’objectif à atteindre.

Année	Objectif
An 1	Contribuer à l'accueil, inclusion et participation des personnes nouvelles arrivantes par nos ateliers hebdomadaires de partages d’expériences, de savoirs et de cheminements, ainsi que par nos séances de préparation de repas
An 1	Contribuer à l'approvisionnement à domicile d'individus vulnérables et/ou isolés, dans une optique interactive s’éloignant de la simple prestation de service
An 1	Contribuer à assurer une alimentation saine et une emphase sur la diversité dans la conception des repas distribués, afin de renforcer la perception par le ou la citoyenne de sa sécurité morale et alimentaire, et ce individuelle comme collective
An 1	Contribuer à la complémentarité et à alléger la saturation de la capacité locale des services communautaires, notamment par l'offre sur place et la livraison de nos repas préparés
An 1	Stimuler une immersion vers des parcours de réinsertion/employabilité, notamment par l'augmentation des connaissances et aptitudes
An 1	Contribuer à l'effort collectif écoresponsable par nos livraisons à petite échelle réduisant la dépendance au transport traditionnel, nos emballages recyclés et un usage optimal des denrées qui influe sur le gaspillage alimentaire

An 1	Contribuer à rompre l'isolement, dynamiser la vie de quartier, créer un sentiment d'appartenance local, favoriser la résilience en contexte inflationnaire de sortie de crise pandémique
An 2	Tous les objectifs de l'an 1, consolidés
An 3	Tous les objectifs de l'an 1, consolidés
An 4	Tous les objectifs de l'an 1, consolidés et en recherche de pérennisation
An 2	mise à jour, évaluation et bonification du cadre si jugé nécessaire et possible
An 3	mise à jour, évaluation et bonification du cadre si jugé nécessaire et possible
An 4	mise à jour, évaluation et bonification du cadre si jugé nécessaire et possible
An 2	Bilan continu: mise en adéquation des activités et objectifs avec les partenaires locaux via un cadre de suivi avec la concertation
An 3	Bilan continu: mise en adéquation des activités et objectifs avec les partenaires locaux via un cadre de suivi avec la concertation
An 4	Bilan continu: mise en adéquation des activités et objectifs avec les partenaires locaux via un cadre de suivi avec la concertation
An 4	recherche active de pistes de pérennisation du cadre du projet, y compris via de nouvelles avenues de soutien financier
An 4	processus d'évaluation globale des 4 ans du soutien pour optimisation future du cadre du projet

Activités

Quelles sont les initiatives qui seront mises en place pour atteindre ces objectifs ?

Tel que décrit dans la section présentant le projet, les plateformes et leviers suivants contribueront en complémentarité à la pleine atteinte de nos objectifs mesurables, narratifs ou systémiques pour le quartier et ses communautés. Notez que, conformément à votre demande, nous omettons ici les activités de gestion courante et globale de l'initiative(comme les rencontres périodiques du comité de suivi, par exemple.)

*Ateliers hebdomadaires pour personnes marginalisées, précarisées et/ou en situation de vulnérabilité, principalement des personnes réfugiées/nouvelles arrivantes, à vocation au-delà de l’alimentaire- véritable porte d'entrée et carrefour mobilisateur vers le projet et l'organisme.
*Séances hebdomadaires de préparation et emballage de repas par et pour, distribution sur place et via livraisons de proximité
*maintien et entretien de l'aire de préparation cuisine et de conception des lots de denrées ciblées et alignées aux attentes et besoins culturels multiples
*Conception, préparation et livraison, d’après commentaires et suivis des personnes nouvelles arrivantes, lors des ateliers et suivis téléphoniques etc, de petits lots d'appoint culturellement alignés
*Consolidation de la flotte d'unités de livraison à petite échelle(vélo électrique et régulier, voiturettes à pied, etc)
*Recrutement continu et maintien des livreurs-euses de proximité
*Livraisons de proximité auprès des bénéficiaires à domicile, et interactions connexes conséquentes
*Gestion de la banque de bénéficiaires par suivis et références, à l'interne et en adéquation avec les informations obtenues des partenaires
*Suivi auprès partenaires pour assurer complémentarité des services
*Amorce ou continuation d'exploration de parcours de préemployabilité pour participant.e.s
*Gestion continue d’un cadre de menus nutritifs et variés, par et pour les personnes participantes et en réponse aux attentes et besoins directement exprimés
*Approche technique/de contenu des repas avec attention à la diversité culturelle et aux attentes/besoins personnes nouvelles arrivantes

*Encouragement de la mobilité à l'intérieur des trois groupes participants, notamment de la part des bénéficiaires qui le peuvent ou le souhaitent vers les volets participatifs
*Suivi téléphonique et en personne des bénéficiaires

Tel que mentionné, notez que ce cadre logistique a déjà été déployé avec succès et qu'un soutien de votre part déclenchera automatiquement, et donc avec une garantie de succès, rendement et diligence pour le bailleur, l'intégralité du processus au bénéfice de nos communautés, en plus d'offrir un tremplin vers sa bonification pluriannuelle.
Enfin, le caractère continu et similaire des objectifs et livrables sur la période escomptée de 4 ans se justifie aisément par le volume colossal du besoin alimentaire primaire à remplir.

Activités prévues

Année	Catégorie	Description	Lieux	Fréquence	Participants
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers hebdomadaires pour personnes marginalisées, précarisées et/ou en situation de vulnérabilité, principalement des personnes réfugiées/nouvelles arrivantes, à vocation de partage de vécu et d'expériences (au-delà de l'alimentaire)	même que l'organisme	hebdomadaire	25
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Séances hebdomadaires de préparation et emballage de repas par et pour, distribution sur place et via livraisons de proximité	même que l'organisme	hebdomadaire	20
An 4	Autre	Conception, préparation et mise en route pour livraison de petits lots d'appoint culturellement alignés	même que l'organisme	hebdomadaire	75
An 4	Autre	Livraisons de proximité auprès des bénéficiaires à domicile	autres emplacements	hebdomadaire	61
An 4	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi	Suivi téléphonique et en personne(sur place) des bénéficiaires, avec soutien d'interprétariat bénévole s'il y a lieu	même que l'organisme	5 plages horaires/ semaine; nombre moyen ci-bas est hebdomadaire	150

	personnalisé/individuel				
An 4	Activité de pré-employabilité / d'employabilité	Démarrages de parcours de préemployabilité, ainsi que de mobilité 'interne' d'une réception du service vers une implication active, via nos volets participatifs	même que l'organisme	périodique, à explorer avec les personnes	10
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Création renouvelée, mise à jour constante et gestion d'un cadre de menus nutritifs et variés, par et pour les personnes participantes et en réponse aux attentes et besoins directement exprimés via les volets consultatifs	même que l'organisme	hebdomadaire	25
An 4	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée, portrait ou diagnostics locaux	Suivi auprès des partenaires communautaires, institutionnels et logistiques dans le cadre d'une vision d'ensemble et du rayonnement du projet	même que l'organisme	hebdomadaire; le nombre ci-bas réfère aux personnes distinctes en communication	10
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers hebdomadaires pour personnes marginalisées, précarisées et/ou en situation de vulnérabilité, principalement des personnes réfugiées/nouvelles arrivantes, à vocation de partage de vécu et d'expériences (au-delà de l'alimentaire)	même que l'organisme	hebdomadaire	20
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers hebdomadaires pour personnes marginalisées, précarisées et/ou en situation de vulnérabilité, principalement des personnes réfugiées/nouvelles arrivantes, à vocation	même que l'organisme	hebdomadaire	25

		de partage de vécu et d'expériences (au-delà de l’alimentaire)			
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers hebdomadaires pour personnes marginalisées, précarisées et/ou en situation de vulnérabilité, principalement des personnes réfugiées/nouvelles arrivantes, à vocation de partage de vécu et d'expériences (au-delà de l’alimentaire)	même que l'organisme	hebdomadaire	20
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Séances hebdomadaires de préparation et emballage de repas par et pour, distribution sur place et via livraisons de proximité	même que l'organisme	hebdomadaire	15
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Séances hebdomadaires de préparation et emballage de repas par et pour, distribution sur place et via livraisons de proximité	même que l'organisme	hebdomadaire	15
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Séances hebdomadaires de préparation et emballage de repas par et pour, distribution sur place et via livraisons de proximité	même que l'organisme	hebdomadaire	20
An 2	Autre	Conception, préparation et mise en route pour livraison de petits lots d'appoint culturellement alignés	même que l'organisme	hebdomadaire	65
An 1	Autre	Conception, préparation et mise en route pour livraison de petits lots d'appoint culturellement alignés	même que l'organisme	hebdomadaire	60

An 3	Autre	Conception, préparation et mise en route pour livraison de petits lots d'appoint culturellement alignés	même que l'organisme	hebdomadaire	70
An 1	Autre	Livraisons de proximité auprès des bénéficiaires à domicile	autres emplacements	hebdomadaire	55
An 3	Autre	Livraisons de proximité auprès des bénéficiaires à domicile	autres emplacements	hebdomadaire	59
An 2	Autre	Livraisons de proximité auprès des bénéficiaires à domicile	autres emplacements	hebdomadaire	57
An 1	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Suivi téléphonique et en personne(sur place) des bénéficiaires, avec soutien d'interprétariat bénévole s'il y a lieu	même que l'organisme	5 plages horaires/ semaine; nombre moyen ci-bas est hebdomadaire	150
An 2	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Suivi téléphonique et en personne(sur place) des bénéficiaires, avec soutien d'interprétariat bénévole s'il y a lieu	même que l'organisme	5 plages horaires/ semaine; nombre moyen ci-bas est hebdomadaire	150
An 3	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Suivi téléphonique et en personne(sur place) des bénéficiaires, avec soutien d'interprétariat bénévole s'il y a lieu	même que l'organisme	5 plages horaires/ semaine; nombre moyen ci-bas est hebdomadaire	150
An 2	Activité de pré-employabilité / d'employabilité	Démarrages de parcours de préemployabilité, ainsi que de mobilité 'interne' d'une réception du service vers une implication active, via nos volets participatifs	même que l'organisme	périodique, à explorer avec les personnes	10
An 3	Activité de pré-employabilité / d'employabilité	Démarrages de parcours de préemployabilité, ainsi que de mobilité 'interne' d'une réception du service vers une implication active, via nos volets participatifs	même que l'organisme	périodique, à explorer avec les personnes	10
An 1	Activité de pré-employabilité / d'employabilité	Démarrages de parcours de préemployabilité, ainsi que de mobilité 'interne' d'une réception	même que l'organisme	périodique, à explorer avec les personnes	10

		du service vers une implication active, via nos volets participatifs			
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Création renouvelée, mise à jour constante et gestion d’un cadre de menus nutritifs et variés, par et pour les personnes participantes et en réponse aux attentes et besoins directement exprimés via les volets consultatifs	même que l'organisme	hebdomadaire	20
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Création renouvelée, mise à jour constante et gestion d’un cadre de menus nutritifs et variés, par et pour les personnes participantes et en réponse aux attentes et besoins directement exprimés via les volets consultatifs	même que l'organisme	hebdomadaire	25
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Création renouvelée, mise à jour constante et gestion d’un cadre de menus nutritifs et variés, par et pour les personnes participantes et en réponse aux attentes et besoins directement exprimés via les volets consultatifs	même que l'organisme	hebdomadaire	20
An 1	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée, portrait ou diagnostics locaux	Suivi auprès des partenaires communautaires, institutionnels et logistiques dans le cadre d'une vision d'ensemble et du rayonnement du projet	même que l'organisme	hebdomadaire; le nombre ci-bas réfère aux personnes distinctes en communication	10
An 3	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée,	Suivi auprès des partenaires communautaires, institutionnels et logistiques dans le cadre d'une vision	même que l'organisme	hebdomadaire; le nombre ci-bas réfère aux personnes distinctes en communication	10

	portrait ou diagnostics locaux	d'ensemble et du rayonnement du projet			
An 2	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée, portrait ou diagnostics locaux	Suivi auprès des partenaires communautaires, institutionnels et logistiques dans le cadre d'une vision d'ensemble et du rayonnement du projet	même que l'organisme	hebdomadaire; le nombre ci-bas réfère aux personnes distinctes en communication	10

Questions spécifiques au programme

Complément d'information :

Personnes ciblées par le projet

Personnes ciblées directement par le projet

Quelle stratégie utiliserez-vous pour rejoindre les personnes ciblées ?

Afin de nous assurer de la participation de toutes les communautés marginalisées, précarisées et/ou en situation de vulnérabilité qui sont répertoriées dans ce formulaire(notamment dans notre annexe ADS+), Projaide a sollicité la participation d'organismes partenaires qui nous épauleront dans le repérage, la mise en contact et l'accueil convenable de personnes que nous ne rejoignons pas nécessairement par nos activités habituelles. Aussi, nous avons délibérément opté à cette fin stratégique, pour des groupes dont le mandat primaire est autre que l'alimentaire. Participeront à l'initiative pérennisée, en nous référant bénévoles et bénéficiaires, et en nous exprimant les besoins spécifiques de leurs communautés :
*la Maison d'Haiti
*La Maison bleue
*l'AQRD
*Trajet
*Médecins du monde
*Association québécoise des traumatismes crâniens
*La tablée des chefs

De plus, les leviers suivants contribueront aux fins de courroie de mobilisation, diffusion et participation:
*fréquentation et usage de nos autres services alimentaires de base(dépannage hebdomadaire, livraisons de paniers aux personnes aînées etc)- bouche à oreille, diffusion en personne
*médias sociaux et dépliants sur place et aux portes
*référencement de la part du CLSC(notamment via le programme OLO), de la concertation, des éluEs et autres acteurs-trices institutionnels locaux
*effet multiplicateur de nos canaux multiples de suivis- visites à domicile, téléphone, espaces interactifs(ateliers et préparation de repas), comité de suivi, assemblée générale annuelle
*effet positif sur le lien de confiance individuel comme collectif via nos recours à de l'interprétariat oral et écrit, ainsi qu'un effort d'alignement des contenus aux attentes et besoins culturels.

Enfin, la conduite du projet sera l'occasion de mettre à jour/réévaluer notre capacité réelle d'offrir un espace convenable aux communautés mentionnées en annexe, en priorisant leur participation active à nos volets au delà du simple usage des services.

Si applicable, quelle stratégie appliquerez-vous pour sélectionner les personnes ou organisations participantes ?

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 1	Tous les groupes d'âge	400	400	10	810
An 2	Tous les groupes d'âge	425	425	12	862
An 3	Tous les groupes d'âge	450	450	14	914

An 4	Tous les groupes d'âge	500	500	16	1 016

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet :

Types de ménage

Tous les types de ménage

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations

Personnes indirectement touchées par le projet

D'autres personnes que celles qui sont ciblées pourront-elles aussi bénéficier des retombées du projet ? Si possible, précisez le nombre et détaillez leurs principales caractéristiques.

Dans le milieu alimentaire de première ligne, nous sommes habituéEs à recenser, aux fins d'optimisation de notre réponse face à une dynamique volatile et constamment changeante, les données réelles de l'impact de ce que nous déployons; cela se fait à la fois de manière strictement 'comptable' que dans la mise en répertoire de narrations individuelles et collectives. Un tel portrait nous permet habituellement d'identifier les bénéficiaires primaires de nos services ou projets(ainsi que leurs dépendantEs immédiatEs) de manière distincte et complémentaire aux bénéficiaires secondaires, périphériques. Ces derniers sont invariablement 'rejoints' par l'effet multiplicateur mobilisant créé soit par un don de 'seconde main'(repas, nourriture, etc) consenti à amiEs, voisinEs dans des situations de précarité, soit par un ajout de référencement envers nous(transmission d'information entre citoyenNEs, repérage de bénéficiaires potentiels isolés), ou encore par simple effet de rayonnement dans le quartier qui contribue à la résilience collective et au vivre ensemble dû à la réponse accrue aux besoins de base.

En ce sens, les projets alimentaires sont le reflet d'une dualité conférant à la fois un privilège d'accès singulier vers les personnes et communautés par l'entremise de services de première ligne, mais aussi une immense responsabilité de canaliser ce lien de confiance émergent en climat fécond pour la riposte collective à la pauvreté.

Nous estimons à environ 1000(conservateur) la quantité de personnes périphériques pouvant être rejointes via les phénomènes décrits ci-haut, dans le cadre du protocole présenté ici.

Si votre projet vise principalement des organisations, ultimement, qui tirera profit des résultats du projet ?

Ne s'applique pas.

Mesures d'évaluation

Comment mesurerez-vous l'atteinte des résultats ? (Indicateurs qualitatifs et quantitatifs, outils et méthodes de collectes de l’information, etc.)

Dans le cadre du présent appel de projets, le MESS, la Ville de Montréal, ainsi que l’arrondissement Villeray Saint-Michel Parc-Extension, ont conjointement identifié des priorités dont les suivantes orientent directement notre initiative :
* soutenir la réponse aux besoins de base en stimulant un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée;
- Nos objectifs, activités et résultats mesurables escomptés, tels que présentés dans les sections précédentes, et identifiables à cette priorité, ont des livrables clairement définis et leur comptabilisation se fera hebdomadairement par les ressources salariées soutenues par le projet ainsi que celles dans l’appareil de gestion régulier de l’organisme(prise, compilation et analyse des statistiques à l’usage). En complémentarité, nos mécanismes de suivis personnalisés, d’expression des besoins/suggestions/attentes etc par bénévoles et participantEs, et de ‘contrôle de satisfaction’ des volets du projet, le tout encadré par le comité de suivi, permettent de répertorier les réactions davantage narratives, interactives et humaines- l’intégralité sera mise en commun à la fois pour réviser la conduite du projet en temps réel, et pour en faire ressortir les grandes tendances et pistes.

* miser sur le pouvoir d'agir en promouvant une plus grande capacité d’agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes ainsi qu'une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent;
-Ces deux impératifs de participation peuvent être répertoriés et comptabilisés à la fois par une prise de statistiques à la fréquentation de nos volets interactifs(ateliers, séances de préparation, comité de suivi, suivis téléphoniques et visites à domicile) mais aussi par la cueillette d’impressions personnelles par les individus qui y participent.

* renforcer le tissu social en déployant un réseau d’entraide et de solidarité renforcés ainsi qu'une communauté inclusive où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse.
-La complémentarité des volets du projet, la recherche de pleine participation des communautés marginalisées, ainsi qu’un effort de déploiement mobile qui rejoint les personnes isolées ou à mobilité compromise, influent directement sur l’impression qu’ont les personnes de contribuer à un milieu de vie résilient et sur lequel une mesure de contrôle citoyen est exercé. Les livrables correspondants sont à nouveau ici comptabilisés et relevés via une prise de statistiques à l’usage, ainsi que par la mise en commun de narrations exprimées via nos canaux de communication.
Enfin, nous sonderons les organismes partenaires afin de bénéficier de leur propre retour. Le portrait obtenu sera créé/mis à jour par les ressources humaines soutenues par le projet, les ressources de gestion régulières de Projaide et le comité de suivi ; le tout aux fins périodiques de reddition de comptes auprès du bailleur

Aspects budgétaires

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	53 000		26 672	0	79 672
An 2	53 000		27 172	0	80 172
An 3	53 000		29 566	0	82 566
An 4	53 000		30 066	0	83 066

Grille de budget détaillé : Grille budgétaire détaillée SSDS Projaide.xlsx

Précisions sur le budget :

*Les deux postes soutenus par votre contribution sont immédiatement déployés car le cadre du projet est maintenu en veilleuse, prêt à être relancé dès une réponse favorable obtenue. Une indexation salariale aura lieu à mi chemin du soutien total.
*Communication / Promotion: verra à couvrir photocopies, frais divers de publicité/rayonnement local de l'initiative, traduction écrite lorsque non offerte par nos bénévoles. Ajustement inflationnaire à mi chemin.
*Fournitures de bureau/animation etc: couvre l'achat périodique du petit matériel courant(non immobilisé) servant aux réunions, suivis, structure de communications internes, présentations. Ajustement inflationnaire à mi chemin.
*Équipement: couvre essentiellement la procuration des emballages recyclés destinés à la distribution à grande échelle de nos repas préparés, ainsi que de manière secondaire, du remplacement routinier de petit matériel de tri et préparation. À noter que la coquille existante du projet aura permis de faire épargner sur les grandes immobilisations de conservation(réfrigération, congélation, tablettes etc). Ajustement inflationnaire annuel.
*Frais de déplacement: couvrant les petits entretiens de nos moyens de livraison à petite échelle, ainsi que des frais de transport collectif lorsque nécessaire pour assurer une plus grande participation de personnes marginalisées. Ajustement inflationnaire annuel.
*Frais de nourriture: couvre essentiellement les frais d'achat supplémentaire en denrées ciblées culturellement, lesquelles ne sont soutenues généralement par aucun financement ou approvisionnement standard de la part de Moisson Montréal. Note: cet enjeu critique est appelé à s'exacerber dans le milieu alimentaire communautaire, surtout dans les quartiers à importante présence nouvelle arrivante comme le

nôtre.
*Dépenses administratives: couvre une partie des frais amortis de gestion courante rendus nécessaires par la charge logistique et administrative amplifiée par l'envergure du projet.

Personnel lié au projet

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail à taux horaire :

Année	Titre du poste	Précision	Coût annuel du poste	Nb heures par semaine	Nb semaines	Nb annuel de postes
An 1		Poste mandaté et opérant directement sous la supervision de la direction générale	35 880	30	52	1
An 2			35 880	30	52	1
An 3			36 777	30	52	1
An 4			36 777	30	52	1
An 1		Poste mandaté et opérant sous la supervision et en collaboration avec la coordination de projet	32 292	30	52	1
An 2			32 292	30	52	1
An 3			33 189	30	52	1
An 4			33 189	30	52	1

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail forfaitaire :

Année	Titre du poste	Précision	Montant annuel par poste	Nb annuel de postes

Partenaire(s)

Veuillez préciser ces informations pour chaque partenaire :

Partenaire	*Année*	*Montant*	*Type de contribution*	*Confirmée*
Moisson Montréal	An 1	200 000	Dons de nourriture ou de fournitures	Oui
Moisson Montréal	An 4	300 000	Dons de nourriture ou de fournitures	Oui
Moisson Montréal	An 3	250 000	Dons de nourriture ou de fournitures	Oui
Moisson Montréal	An 2	225 000	Dons de nourriture ou de fournitures	Oui

Informations complémentaires

Si nécessaire, ajoutez ici toute autre information pertinente à l’analyse de votre dossier.

Projaide compte bonifier et pérenniser cette initiative, distincte de nos activités régulières et vouée à exercer une empreinte structurante sur la capacité des personnes marginalisées d'accroître leur souveraineté sur leurs possibilités de se nourrir de manière durable, saine, suffisante, diversifiée et digne. Tel que mentionné plus haut, le volet de mise à disposition, si souhaité, de lot de denrées personnalisées alignées culturellement, ne représente pas une activité de dépannage car son apport se veut essentiellement de complémentarité à la dimension d'inclusion globale des personnes.

Le présent appel financera des initiatives qui atténuent les effets de la pauvreté ou qui préviennent les inégalités, la pauvreté et l’exclusion sociale- l'arrondissement '.. poursuit son engagement en développement social en priorisant la sécurité alimentaire..' Nous croyons que notre projet accomplit ces 3 critères en étant aligné aux déterminants de sécurité alimentaire suivants:

*Environnement économique :

-Pouvoir d'achat: par la mise à disposition de repas et de lots de denrées alignées culturellement, en plus du partage d'astuces culinaires en atelier qui tendent nécessairement à réduire les coûts sur le long terme;
-Coût des aliments: idem, ainsi que par la procuration de gros que permet la structure globale de l'organisme;
-Coûts pour répondre à ses besoins quotidiens: par le bénéfice de nos livraisons gratuites de proximité, ainsi que par l'effet budgétaire personnel domino créé par ce qui précède;

*Environnement socioculturel :

-Accès à un réseau de soutien social: par la participation à nos ateliers d'accueil, à la préparation des repas et des lots, par la participation à tous nos volets en général, par nos suivis personnalisés (avec interprétariat) auprès des bénéficiaires en personne ou par téléphone, ainsi que le confort moral octroyé par nos denrées alignées culturellement;
-Entraide et solidarité communautaire: idem, et par la mise en commun au service de la collectivité des aptitudes, talents et intérêts personnels (cuisine, gestion, livraison, interactions via nos suivis, etc);
-Savoirs et traditions culinaires: par le partage interactif lors de la participation à nos ateliers et lors de la préparation des repas ou de la conception des lots personnalisés et par la possibilité pour les personnes de compléter en cuisinant à l'aide nos lots personnalisés;
-Redistribution des aliments au sein de la famille: il nous a été signalé que bon nombre de nos bénéficiaires à domicile et en présentiel confèrent une durée de vie supplémentaire à l'initiative par le partage des repas auprès de tiers proches;

*Environnement physique :

-Accès à des aliments de qualité en quantité suffisante: à la fois en présentiel et via nos livraisons de proximité (repas et lots personnalisés);
-Réseaux de transport actif et collectif: par le biais de nos livraisons de proximité citoyennes à petite échelle, accomplies à vélo électrique et/ou à pied avec voiturette.

Documents

Liens pertinents pour le projet

Lien 1 :

Lien 2 :

Lien 3 :

Documents

Autre document :

Nom	Nature	Ajouté le	Ajouté par
Annexe ADS+.pdf	Autre document	22/01/2025 13:51	Isabelle Tremblay
Calendrier administratif-MESS ville.pdf	Autre document	22/01/2025 13:51	Isabelle Tremblay
Organigramme du projet.pdf	Autre document	22/01/2025 13:51	Isabelle Tremblay
Charte de la langue Française Projaide.pdf	Autre document	22/01/2025 13:51	Isabelle Tremblay
Attestation d'intégrité Projaide MESS ville.pdf	Autre document	23/01/2025 19:57	Isabelle Tremblay
soutien MESS-ville DÉPUTÉ F. BENJAMIN.pdf	Autre document	28/01/2025 14:07	Isabelle Tremblay
soutien MESS-ville DÉPUTÉE P. LATTANZIO.pdf	Autre document	28/01/2025 14:07	Isabelle Tremblay
soutien MESS-ville LA TABLÉE DES CHEFS.pdf	Autre document	28/01/2025 14:08	Isabelle Tremblay
soutien MESS-ville LA MAISON BLEUE.pdf	Autre document	28/01/2025 14:08	Isabelle Tremblay
soutien MESS-ville MÉDECINS DU MONDE.pdf	Autre document	28/01/2025 14:08	Isabelle Tremblay
soutien MESS-ville TRAJET.pdf	Autre document	28/01/2025 14:09	Isabelle Tremblay
lettre témoignant de la valeur globale des denrées, comme garantie d'approvisionnement.pdf	Autre document	28/01/2025 14:09	Isabelle Tremblay
Grille budgétaire détaillée SSDS Projaide.xlsx	Autre document	28/01/2025 14:12	Isabelle Tremblay
Résolution MESS-Ville 2025-2029.pdf	Autre document	28/01/2025 14:13	Isabelle Tremblay
soutien MESS-ville AQDR- SAINT-MICHEL.pdf	Autre document	28/01/2025 15:06	Isabelle Tremblay

PHOTOS DE NOTRE PROJET.pdf	Autre document	03/02/2025 12:32	Isabelle Tremblay

Soumission de la demande

Attestation d’intégrité : Attestation d'intégrité Projaide MESS ville.pdf

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

Ajustements demandés par le responsable de l'appel à projets

Ajustements identification :

Ajustements description et planification :

Ajustements mise en place :

Ajustements cibles :

Ajustements budget :

Ajustements documents :

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



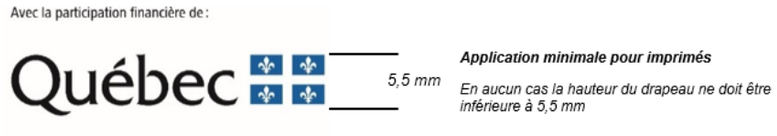
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Révision : 9 janvier 2025
SUB-103

Approbation obligatoire

L’apposition du logo de l’arrondissement sur un outil produit par l’organisme doit faire l’objet d’une autorisation préalable de l’arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l’arrondissement VSP : par l’intermédiaire d’un représentant municipal autorisé ou d’un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l’épreuve dans un délai d’au moins dix jours ouvrables avant l’impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l’apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n’est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L’organisme a la responsabilité de s’assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l’organisme et l’arrondissement, la signature de l’organisme et celle de l’arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être à droite et celui de l’organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
GDD 1255781001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION** (VSP), personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 14_____.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RESSOURCE ACTION-ALIMENTATION PARC-EXTENSION,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 419, rue Saint-Roch, Montréal (Québec) H3N 1K2, agissant et représentée par madame Monique Léger, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare**;**

Numéro d'inscription T.P.S. : s/o
Numéro d'inscription T.V.Q. : s/o
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 862765484RT0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou

régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme accompagne les familles de Parc-Extension vivant dans un contexte de vulnérabilité et de pauvreté en leur offrant un soutien alimentaire et vestimentaire ainsi que des activités éducatives;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout

affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de deux cent vingt mille dollars (220 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1 une somme maximale de quarante-neuf mille cinq cents dollars (49 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de cinq mille cinq cents dollars (5 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2025-2026 à la satisfaction du Responsable.

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1 une somme maximale de quarante-neuf mille cinq cents dollars (49 500 $) le 1er avril 2026;

5.2.2.2 une somme maximale de cinq mille cinq cents dollars (5 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2026-2027 à la satisfaction du Responsable.

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1 une somme maximale de quarante-neuf mille cinq cents dollars (49 500 $) le 1er avril 2027;

5.2.3.2 une somme maximale de cinq mille cinq cents dollars (5 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2027-2028 à la satisfaction du Responsable.

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1 une somme maximale de quarante-neuf mille cinq cents dollars (49 500 $) le 1er avril 2028;

5.2.4.2 une somme maximale de cinq mille cinq cents dollars (5 500 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2028-2029 à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention

(ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 419, rue Saint Roch, Montréal (Québec) H3N 1K2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

RESSOURCE ACTION-ALIMENTATION PARC-EXTENSION

Par : _____
Madame Monique Léger, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 6e jour de mai 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001087-À Table Ensemble: réduire la faim et créer des liens

Identification du projet

Contexte de la demande

Nom de l’organisme : Ressource Action-Alimentation

Appel à projet : VSP - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2025-2029

Identification du projet

No demande : 001087

Titre de la demande : À Table Ensemble: réduire la faim et créer des liens

En une phrase, comment décrivez-vous votre projet ?

Le projet "À Table Ensemble: réduire la faim et créer des liens" renforce l'initiative précédente "Accompagnement social en sécurité alimentaire dans le cadre d'un approvisionnement et redistribution bonifiés" en élargissant son impact et en diversifiant ses actions sociales et éducatives. Il vise à lutter contre la faim, promouvoir une alimentation saine et renforcer l'autonomie alimentaire, en particulier auprès des populations les plus vulnérables, tout en favorisant les liens sociaux.

Édition et échéancier

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	01/04/2025	31/03/2026	An 1
An 3	01/04/2027	31/03/2028	An 3
An 4	01/04/2028	31/03/2029	An 4
An 2	01/04/2026	31/03/2027	An 2

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.1 Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée
2. Miser sur le pouvoir d’agir	2.1 Une plus grande capacité d’agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes

2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.2 Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés
3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Personne répondante du projet

Qui sera la personne répondante du projet ?

Responsable de l'organisme : Monique Léger

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Autre(s) personne(s) pour les communications

Responsable de l'organisme :

Contact(s) associé(s) à l'organisme :

Autre :

Signataire et convention

Qui est la personne désignée comme signataire de la convention par le CA de votre organisme ?

Responsable de l'organisme : Monique Léger

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Courriel :

Téléphone principal :

Autre téléphone :

Joindre la résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal : Résolution.Ville.docx (1).pdf

Description et planification

Présentation du projet

Contexte et enjeux justifiant le projet :

La Ressource Action-Alimentation (RAA) intervient dans le quartier Parc-Extension, un secteur particulièrement vulnérable de Montréal, comptant 31 365 habitants, dont 62% proviennent de minorités visibles et d'immigrants récents, souvent sans statut ou avec un statut précaire. Ce quartier est l'un des plus défavorisés économiquement de la ville, marqué par un taux élevé de ménages à faible revenu et une forte proportion de résidents en emploi précaire, ce qui contribue à un environnement où la pauvreté, l'exclusion sociale et la gentrification exacerbent les inégalités structurelles.

Les résidents font face à des obstacles multiples, notamment l'apprentissage d'une nouvelle langue, une faible scolarité, la discrimination, le racisme systémique, ainsi que des difficultés d'accès aux services de santé et à l'information. Ces défis sont amplifiés par la crise économique actuelle et la crise de logement persistante, qui accentuent les barrières à l'accès aux ressources essentielles.

Le bilan faim 2024 indique que l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension est l'un des plus touchés par la crise alimentaire, avec une demande d'aide alimentaire ayant triplé depuis la création de notre banque alimentaire au début de la pandémie. Selon le réseau des Banques alimentaires du Québec (BAQ), cette demande continuera d'augmenter dans les prochaines années, en particulier parmi les populations immigrantes et les locataires, qui sont particulièrement vulnérables face à la hausse des coûts de la vie.

L'inflation a frappé de plein fouet les dépenses essentielles : +20% pour le transport, +11,7% pour l'alimentation, + 9,6% pour le logement et +3% pour l'électricité (Observatoire des tout-petits). Ces hausses plongent de nombreux ménages dans la précarité, les forçant à réduire leurs dépenses alimentaires pour compenser l'augmentation du coût de leur logement, aggravant ainsi l'insécurité alimentaire et les problèmes de santé associés, tels que la malnutrition et les maladies chroniques.

Des témoignages de résidents révèlent l'impact dévastateur de cette crise sur leur qualité de vie, soulignant la nécessité d'agir. En l'absence de solutions, l'insécurité alimentaire pourrait affecter durablement la santé, l'éducation et l'intégration sociale des résidents.

Dans ce contexte, le nouveau projet vise à mettre en place des solutions durables et ciblées pour répondre aux besoins alimentaires croissants de la population tout en renforçant l'autonomie des personnes vulnérables. Cela inclura des actions éducatives pour sensibiliser la communauté aux enjeux alimentaires, et des ressources adaptées pour affronter ces difficultés. Le projet se déroulera en partenariats avec d'autres organismes locaux, maximisant ainsi l'impact. Enfin, des mesures d'évaluation seront mises en place pour mesurer l'impact des interventions sur l'insécurité alimentaire et l'autonomie des résidents, assurant l'efficacité et la pérennité des actions proposées.

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

La RAA a précédemment mis en œuvre le projet "Accompagnement social en sécurité alimentaire dans le cadre d'un approvisionnement et redistribution bonifiés" qui a permis de créer une banque alimentaire. Ce projet a amélioré l'approvisionnement et la redistribution alimentaire, tout en facilitant l'accès aux ressources pour les populations vulnérables. Ce projet a également augmenté la capacité d'accueil, augmenté le nombre

de personnes prises en charge et multiplié l'engagement des bénévoles tout en favorisant l'inclusion et facilitant des ateliers socioéducatifs et interculturels de cuisine, ainsi que des suivis psychosociaux multilingues.

Dans cette dynamique de continuité et de renforcement, nous lançons ce nouveau volet pour approfondir ces actions. Cela inclut le développement de l'approvisionnement et de la transformation alimentaire, l'élargissement des services offerts, et la mise en place d'initiatives innovantes pour répondre aux besoins émergents et croissants et atteindre un public plus large.

Nous souhaitons enrichir les services existants en créant un espace pérenne et solidaire pour surmonter les défis liés à la capacité d'accueil limitée ainsi qu'aux barrières statutaires et linguistiques. Ce renouvellement renforcera l'impact et l'accessibilité des actions en faveur des plus vulnérables.

Nos objectifs incluent la garantie d'un accès équitable à une alimentation saine, abordable et culturellement adaptée, tout en renforçant l'autonomie de la communauté. Plusieurs actions clés seront mises en œuvre, notamment des ateliers pratiques de cuisine et de transformation alimentaire pour apprendre à préparer des repas nutritifs à partir d'aliments récupérés. Une transformation accrue d'aliments en plats prêts à consommer augmentera la quantité de repas disponible dans le frigo communautaire, en tenant compte des besoins diététiques. Ces ateliers favoriseront l'échange interculturel et réduiront les barrières linguistiques.

Nous développerons également un programme d'exploration des produits locaux, comprenant des dégustations et de la documentation de recettes simples et adaptées, tout en promouvant les bienfaits nutritionnels et environnementaux de ces produits. La création d'une épicerie solidaire permettra aux usagers de choisir leurs aliments à moindre coût, tout en évoluant vers un modèle qui favorise l’autonomie. Le frigo communautaire sera enrichi de repas préparés et de denrées variées, avec des options pour consommer sur place, promouvant ainsi la convivialité et l'implication communautaire.

Enfin, un accueil personnalisé en plusieurs langues sera mis en place, offrant des sessions d’information, de soutien et d’orientation, tout en accordant une attention particulière à la littératie numérique pour aider les participants à accéder aux services en ligne. Ainsi, ce projet se positionne comme une réponse adaptée et inclusive aux enjeux de sécurité alimentaire, tout en renforçant le tissu social de la communauté.

Quelles réalisations antérieures et/ou expertises de votre organisme démontrent votre capacité à réaliser le projet ?

Au fil des années, la RAA s'est affirmée comme un acteur clé en matière de sécurité alimentaire à ParcEx, avec une expertise reconnue au sein de la communauté. Depuis le début de la pandémie, l'organisme gère la première banque alimentaire du quartier, en diversifiant et adaptant ses services pour atteindre un public plus large, y compris des personnes non desservies. La banque alimentaire constitue ainsi la porte d’entrée vers des programmes alimentaires, d’accompagnement, de soutien matériel, ainsi que des services d’accueil, d’orientation, de sessions d’information et de café-causeries.

L’organisme collecte régulièrement des données pour mieux comprendre les besoins des usagers, optimiser l’accès aux services et améliorer l’efficacité des dons alimentaires, en collaboration avec des partenaires locaux pour offrir des produits frais. De plus, la RAA a mis en place des solutions pour surmonter les obstacles à l'accès à l'aide alimentaire, et elle renforce l’impact nutritionnel de ses actions en proposant des paniers équilibrés et culturellement adaptés, conçus en collaboration avec des nutritionnistes, ainsi que des

ateliers culinaires pour renforcer les compétences culinaires et capacités d'agir.

Pour mieux desservir la communauté et répondre aux besoins urgents, de nouveaux points de redistribution alimentaire ont été établis, comme à l'Abri de Villeray, à Pact de rue, et à l'école Lucien-Pagé. En parallèle, nous avons aussi mis en place un système de prise de rendez-vous à la banque alimentaire pour réduire la stigmatisation et améliorer la dignité des bénéficiaires, sans obligation de produire des pièces justificatives.

L'organisme offre également des services multilingues, mobilisant des bénévoles et employés bilingues pour mieux atteindre les populations immigrantes et marginalisées, et développer un réseau d'entraide, d'échange de ressources et de connaissances au sein de la communauté, renforçant ainsi l'engagement collectif et la solidarité.

Si vous demandez une reconduction du projet, quels éléments le justifient ?
(Bonification, amélioration, ajout de clientèle, ajout d'activité, etc.) ?

La reconduction de l'ancien projet représente une évolution stratégique et naturelle des initiatives. Cette décision repose sur plusieurs facteurs clés soulignant l'efficacité, la pertinence et l'impact croissant du projet dans la lutte contre l'insécurité alimentaire dans le quartier Parc-Extension.

Face à l'augmentation de la demande en aide alimentaire, le nombre de personnes desservies par nos services a considérablement augmenté. Pour surmonter les obstacles à l'accès à une alimentation saine, nous avons développé des initiatives innovantes. L'intégration d'un frigo communautaire a permis de fournir des denrées et des repas préparés à des populations souvent exclues des systèmes de dépannage alimentaire traditionnels. Ces repas nutritifs et diversifiés répondent aux besoins spécifiques des personnes en précarité, notamment celles vivant dans des logements précaires ou ne disposant pas des ressources nécessaires pour cuisiner. Cette initiative a été particulièrement bénéfique pour les personnes marginalisées, telles que les sans-abris, les aînés et celles en réinsertion sociale, qui font face à des barrières de santé, culturelles, linguistiques ou économiques.

De plus, l'ajout des activités de préparation de repas dans notre programmation a démontré son efficacité en soutenant à la fois le frigo communautaire et la banque alimentaire. Ces ateliers favorisent l'entraide, l'apprentissage autour de l'alimentation, et renforcent les liens sociaux et le bien-être collectif.

Enfin, l'implication de la communauté dans la gestion des services alimentaires et la mobilisation de bénévoles dans ce nouveau projet inclusif renforcent la solidarité locale et le sens d'appartenance. Forts des résultats obtenus lors de la première phase, nous sommes déterminés à accroître notre efficacité et à répondre durablement et équitablement aux besoins croissants liés à l'insécurité alimentaire.

Votre projet inclut-il la participation active du public-cible dans sa conception, sa mise en œuvre ou son évaluation ? Si oui, comment ? (Exemple : projet "par et pour")

Le projet vise à renforcer la capacité d'agir des personnes directement touchées par l'insécurité alimentaire, en les intégrant activement à toutes les étapes de sa conception et de sa mise en œuvre. Dès la phase initiale, leur participation est sollicitée à travers des sondages et des ateliers participatifs. Ces démarches permettent de mieux comprendre leurs besoins, leur perception des services, tout en co-définissant des priorités spécifiques et en valorisant le partage de leurs expériences.

Nous consultons régulièrement nos bénéficiaires pour évaluer la qualité et l'adéquation des aliments

proposés par nos services par rapport à leurs habitudes alimentaires et à leurs compétences et connaissances culinaires. Leurs retours orientent nos choix de fournisseurs et de produits, afin de répondre à leurs besoins, assurant ainsi une qualité nutritionnelle optimale et la disponibilité saisonnière des denrées.
Par exemple, suite à nos retours sur des produits spécifiques, nous avons ajusté notre offre pour inclure davantage d'aliments traditionnellement consommés par la communauté.

La participation active de notre public cible et de la communauté est essentielle pour le succès et la pérennité de nos initiatives. Le soutien du programme de bénévolat de la Ressource Action-Alimentation constitue un pilier fondamental, mobilisant les forces locales pour maximiser l'impact de nos services.

Cette démarche participative renforce le pouvoir de décision des bénéficiaires, agit sur leur sentiment d'appartenance et leur autonomie, et favorise leur inclusion sociale. En devenant des acteurs à part entière de la solution, ils contribuent directement à bâtir un système alimentaire plus équitable et résilient.

En quoi votre projet tient-il compte des besoins spécifiques et différenciés de différents groupes de population fréquemment discriminée ?

Notre projet prend en compte les besoins spécifiques et différenciés de divers groupes en adaptant nos actions aux réalités sociales, culturelles et économiques de chacun.

Pour les personnes en situation d'itinérance et les aînés isolés, nous avons conçu un système flexible d'aide alimentaire permettant l'accès à des repas prêts à consommer, distribués dans des lieux accessibles tels que le Refuge du coeur de l'île ou via un frigo communautaire. Cette approche vise à surmonter les obstacles liés à l'absence de domicile ou d'équipement de cuisine, tout en garantissant une aide digne et sans stigmatisation.

Pour les communautés culturelles et linguistiques marginalisées, ainsi que les personnes racisées, nous avons identifié que les barrières sociales, cultuelles et linguistiques comme des freins majeurs à l'accès à l'aide alimentaire. Pour y remédier, notre équipe comprend des membres parlant plusieurs langues et ayant une connaissance approfondies des codes culturels.

Nous avons également adopté à une approche différenciée pour les femmes, souvent confrontées à des inégalités de genre. Nous ajustons nos pratiques et activités pour répondre aux besoins distincts des hommes et des femmes. De plus, pour ne pas limiter l'accès aux femmes à l'aide, nous organisons ponctuellement des activités réservées exclusivement à elles, leur offrant ainsi un espace sécurisé et adapté.

Enfin, pour les jeunes en difficulté, nous facilitons l'accès facilité à des collations et produits frais, contribuant ainsi à leur bien-être au quotidien.

En somme, notre projet est inclusif et flexible, répondant aux besoins de chaque groupe cible. Nous nous engageons à ce qu'aucune personne ne soit exclue de l'aide alimentaire, en veillant à l'adaptation de nos services à leurs réalités. Notre personnel est formé à la diversité et à l'inclusion, afin d'assurer que les besoins de chaque groupe soient pris en compte, même dans les situations complexes et pour éviter les biais inconscients

Est-ce qu'une stratégie d'équité territoriale a été considérée pour planifier le projet ou dans le choix de déroulement des activités? (Indice d'équité des milieux de vie de la Ville de Montréal, Signes vitaux du Grand Montréal de la Fondation du Grand Montréal, cumul de vulnérabilités, …)

Dans la planification de notre projet, nous avons intégré une approche d’équité territoriale, prenant en compte les inégalités géographiques du quartier de Parc-Extension. En utilisant l’Indice d’équité des milieux de vie de Montréal et les données des Signes vitaux, nous avons ciblé les secteurs les plus vulnérables, où l’accès aux ressources essentielles, comme l’alimentation, reste limité.

Pour répondre à ces besoins, nous avons conçu des interventions adaptées. Par exemple, lors du déménagement des organismes du Complexe William-Hingston, nos espaces administratifs et alimentaires seront relocalisés près de la Place de la Gare, en plein cœur des zones prioritaires. Cette nouvelle localisation facilitera l'accès des populations vulnérables aux ressources alimentaires.

Nous avons également pris en compte les vulnérabilités cumulées de populations marginalisées, comme les sans-abri, les communautés racisées et les aînés isolés, en renforçant des actions existantes telles que la distribution de repas préparés, les repas communautaires et les ateliers sur l’alimentation durable. Ces initiatives visent à améliorer l'accès à une alimentation saine tout en renforçant les compétences et le soutien social.

Le frigo communautaire et l’épicerie solidaire complètent notre offre, permettant aux personnes en situation d'insécurité alimentaire d’accéder à des produits frais et abordables. Enfin, une collaboration étroite avec les municipalités, organismes, institutions et entreprises locales garantit la pérennité du projet et renforce l’inclusion sociale, maximisant l’impact de nos actions pour répondre aux besoins des populations vulnérables.

Mise en place du projet

Résultats visés

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

À la fin du projet, plusieurs résultats clés seront atteints pour répondre aux enjeux de la communauté. En termes de sécurité alimentaire, le projet améliorera l'accès à une alimentation saine, nutritive et adaptée. Les ateliers culinaires et nutritionnels permettront aux participants d'acquérir des compétences pratiques pour préparer des repas équilibrés et réduire le gaspillage. La banque alimentaire, le frigo communautaire, les repas collectifs, les prog. de récupération alimentaire, et l'épicerie solidaire offriront un accès plus flexible et personnalisé aux produits alimentaires, répondant aux besoins spécifiques des membres, tout en réduisant l'insécurité alimentaire.

Le projet visera également à améliorer la santé physique, mentale et sociale de la communauté. Les ateliers nutritionnels et les repas collectifs favoriseront une meilleure santé physique, tout en créant des espaces sociaux de convivialité, réduisant l'isolement et renforçant les liens sociaux. Les activités communautaires, comme les pique-niques et les fêtes de quartier permettront de créer des espaces de convivialité et d'échanges favorisant l'entraide et le soutien mutuel des participants.

Des ateliers socio-éducatifs offriront des outils pour améliorer la gestion des ressources perso. et familiales, notamment dans des domaines cruciaux comme l'accès au logement, les droits sociaux, la littératie financière qui renforcera la capacité des membres à gérer leurs ressources et à adopter des pratiques responsables.

Enfin, la participation citoyenne sera au coeur du projet, en impliquant activement les membres dans la gestion des services à travers le programme de bénévolat et des consultations. Cette approche renforcera leur autonomie et leur capacité à répondre à leurs besoins collectifs, créant une communauté plus robuste et solidaire. L'intégration des services psychosociaux dans l'ensemble des activités offrira une prise en charge complète, favorisant un bien-être globale pour tous.

Objectifs annuels

Pour chaque année de votre projet, identifiez l'objectif à atteindre.

Année	Objectif
An 1	Organiser et offrir des ateliers pratiques et socio-éducatifs (Concevoir des ateliers pratiques de cuisine et des sessions éducatives sur la nutrition, adaptés aux besoins spécifiques de la communauté en matière de santé, avec une perspective éco-responsable / Engager des professionnels, des membres de la communauté et des bénévoles pour organiser, planifier et animer ces ateliers / Mettre en opération des ateliers pratiques de cuisine et des sessions éducatives sur la nutrition.)
An 1	Développer et élaborer des programmes de récupération et transformation alimentaire (Analyser les opportunités de récupération alimentaire à l'échelle du quartier et de la région de Montréal / Collaborer avec d'autres initiatives pour récupérer les surplus alimentaires / Bonifier le système existant de collecte, de stockage et de redistribution de ces aliments vers la communauté.)

An 1	Renforcer le programme de bénévolat et la collaboration (Explorer des opportunités de bénévolat et engager les membres de la communauté dans l'organisation, la réalisation des activités et le processus décisionnel / Renforcer le réseau de soutien impliquant activement les citoyens à travers des rencontres de concertation / Proposer des formations et des activités de leadership et de gestion de projets aux bénévoles et collaborateurs.trice.)
An 1	Élargir la capacité du frigo communautaire (Redéfinir la logistique de récupération de denrées / Développer le système de réception de dons à petite échelle / Bonifier le service du frigo communautaire avec le surplus de la transformation alimentaire et des ateliers pratiques / Évaluer et définir la politique d'accès et promouvoir le service à la communauté.)
An 1	Élargir la capacité et adapter la banque alimentaire à un modèle d'épicerie solidaire (Augmentation du nombre de bénéficiaires du service de distribution de paniers alimentaires / Rechercher des modèles existants et développer un plan d'action / Organiser la logistique des opérations sous une perspective éco-responsable et définir une politique de coûts / Identifier et mobiliser des partenaires pour l'approvisionnement en aliments.)
An 1	Offrir des occasions de convivialité communautaire (Développer une programmation de rencontres / Identifier et garantir la disponibilité des espaces de rencontre / Développer des méthodologies de consultation publique / Identifier et engager des animateurs.trices pour les activités.)
An 2	Organiser et offrir des ateliers pratiques et socio-éducatifs (Faire un bilan pour offrir une programmation pérenne et continue d'ateliers et d'événements centrés sur l'alimentation saine / Collaborer avec des organisations locales pour renforcer les ressources et les actions contre l'insécurité alimentaire, et pour améliorer le bien-être des communautés.)
An 2	Développer et élaborer des programmes de récupération et transformation alimentaire (Bonifier le programme d'ateliers de cuisine pour la transformation d'aliments et la production de repas prêts-à-manger.)
An 2	Renforcer le programme de bénévolat et la collaboration (Explorer des opportunités de bénévolat et engager les membres de la communauté dans l'organisation, la réalisation des activités et le processus décisionnel / Renforcer le réseau de soutien impliquant activement les citoyens à travers des rencontres de concertation / Proposer des formations et des activités de leadership et de gestion de projets aux bénévoles et collaborateurs.trices.)
An 2	Élargir la capacité et adapter la banque alimentaire à un modèle d'épicerie solidaire (Organiser et adapter les locaux de la RAA / Mobiliser et former des bénévoles pour le service / Identifier et mobiliser des partenaires pour l'approvisionnement en aliments.)
An 2	Offrir des occasions de convivialité communautaire (Développer une programmation de rencontres / Identifier et garantir la disponibilité des espaces de rencontre / Développer des méthodologies de consultation publique / Identifier et engager des animateurs.trices pour les activités / Offrir et pérenniser la programmation de rencontres sociales.)
An 3	Organiser et offrir des ateliers pratiques et socio-éducatifs (Collaborer avec des organisations locales pour renforcer les ressources et les actions contre l'insécurité alimentaire, et pour améliorer le bien-être des communautés.)
An 3	Développer et élaborer des programmes de récupération et transformation alimentaire (Pérenniser le programme de transformation alimentaire.)
An 3	Renforcer le programme de bénévolat et la collaboration (Explorer des opportunités de bénévolat et engager les membres de la communauté dans l'organisation, la réalisation des activités et le processus décisionnel / Renforcer le réseau de soutien impliquant activement les citoyens à travers des rencontres de concertation / Proposer des formations et des activités de leadership et de gestion de projets aux bénévoles et collaborateurs.trices.)
An 3	Élargir la capacité et adapter la banque alimentaire à un modèle d'épicerie solidaire (Offrir et promouvoir l'accès à ce service via un plan de communication adapté.)
An 3	Offrir des occasions de convivialité communautaire (Développer une programmation de rencontres / Identifier et garantir la disponibilité des espaces de rencontre / Développer des méthodologies de consultation publique / Identifier et engager des animateurs.trices pour les activités.)

An 4	Organiser et offrir des ateliers pratiques et socio-éducatifs (Collaborer avec des organisations locales pour renforcer les ressources et les actions contre l'insécurité alimentaire, et pour améliorer le bien-être des communautés.)
An 4	Renforcer le programme de bénévolat et la collaboration (Explorer des opportunités de bénévolat et engager les membres de la communauté dans l'organisation, la réalisation des activités et le processus décisionnel / Renforcer le réseau de soutien impliquant activement les citoyens à travers des rencontres de concertation / Proposer des formations et des activités de leadership et de gestion de projets aux bénévoles et collaborateurs.trices.)
An 4	Élargir la capacité et adapter la banque alimentaire à un modèle d'épicerie solidaire (Offrir et promouvoir l'accès à ce service via un plan de communication adapté.)
An 4	Offrir des occasions de convivialité communautaire (Développer une programmation de rencontres / Identifier et garantir la disponibilité des espaces de rencontre / Développer des méthodologies de consultation publique / Identifier et engager des animateurs.trices pour les activités.)

Activités

Quelles sont les initiatives qui seront mises en place pour atteindre ces objectifs ?

Pour atteindre nos objectifs, nous renforçons les initiatives existantes et en développons de nouvelles afin de promouvoir l'autonomie alimentaire, le lien social et l'entraide à Parc-Ex.

Nous diversifions nos ateliers en 2 volets : culinaires et nutritionnels. Lors des ateliers culinaires, les participants cuisinent ensemble avec des produits locaux ou récupérés, en partageant des recettes culturelles et économiques. Ces sessions valorisent les savoirs traditionnels et multiculturels, tout en enseignant des techniques et des astuces culinaires et les principes d'une alimentation équilibrée, durable et locale. Ces espaces sont ouverts à tous, y compris aux personnes sans équipement de cuisine, qui peuvent préparer ou consommer des repas sur place. Le surplus des repas est distribué gratuitement, soutenant les plus vulnérables tout en réduisant le gaspillage.

Les ateliers nutritionnels, en partenariat avec des experts du CLSC et de McGill, offrent des outils pour intégrer des pratiques saines et durables dans la vie quotidienne, favorisant la transmission intergénérationnelle des savoirs et une meilleure utilisation des ressources alimentaires.

Nous continuerons à offrir et à adapter à nos ateliers socio-éducatifs, dans l'objectif d'orienter la population à des meilleures conditions de vie et aux actions de participation citoyenne qui visent l'inclusion et le bien-être. En explorant des thèmes comme l'accès au logement, droit et immigration, littératie financière, ces ateliers permettront à la communauté d'acquérir des compétences pratiques pour mieux gérer les ressources et adopter des habitudes de consommation responsable.

Le frigo communautaire, avec une capacité accrue, fournit un système durable de partage alimentaire, incluant des plats cuisinés et des denrées sèches. Ce dispositif encourage les dons à petite échelle et garantit un accès élargi à la nourriture.

Notre banque alimentaire évolue vers un modèle d'épicerie solidaire, offrant plus de flexibilité et permettant aux membres de choisir les aliments selon leurs besoins.

Pour renforcer les liens communautaires, nous proposons des moments de convivialité hebdomadaires, des

fêtes de quartier, des pique-niques solidaires et des repas collectifs, favorisant l’entraide, la collaboration, et la cohésion sociale. Ces espaces permettront de développer des compétences collaboratives, de valoriser les relations humaines et de promouvoir l’apprentissage par l’expérience.

Enfin, à travers une approche participative, nous impliquons les membres de la communauté dans la planification et la gestion des services via un programme de bénévolat et des consultations régulières. Nos services pyschosociaux seront intégrés à l'ensemble de nos autres services et ne seront pas seulement offerts au sein de notre bureau administratif.

Ces actions fondées sur la solidarité et le partage, répondent aux besoins immédiats tout en créant les conditions d'une autonomie durable et d'un tissu social renforcé.

Activités prévues

Année	Catégorie	Description	Lieux	Fréquence	Participants
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers culinaires pratiques: les participants préparent ensemble des repas à partir ds produits locaux ou récupérés, tout en échangeant des recettes à la fois culturelles et économiques.	autres emplacements	Mensuelle	15
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers pratiques sur la nutrition et la santé: en collaboration avec des experts du CLSC et de l'Université McGill, ils proposent des outils pour intégrer des pratiques saines et durables dans le quotidien, favorisant ainsi la transmission intergénérationnelle des savoirs et une gestion optimisée des ressources alimentaires.	même que l'organisme, autres emplacements	Mensuelle	20
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers socio-éducatifs: en abordant des thèmes tels que l’accès au logement, les droits en immigration, l'employabilité, et la littératie financière, ces ateliers offriront à la communauté des outils pratiques pour mieux	même que l'organisme	Mensuelle	50

		gérer ses ressources et adopter des habitudes de consommation responsable et se connecter à diverses sources de soutien.			
An 1	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Accueil, orientation et soutien psychosocial : Les services offerts à travers toutes les activités de l'organisme visent à soutenir les personnes en difficulté et renforcer le filet de sécurité. Ils offrent une écoute attentive, une orientation appropriée, un accompagnement personnalisé et des conseils, tout en respectant les ressources et l'autonomie de chacun.	même que l'organisme	Journalier	50
An 2	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Distribution de paniers alimentaires: reconduction du programme de dépannage alimentaire avec une augmentation graduelle du nombre de personnes desservies.	même que l'organisme	Hebdomadaire	170
An 2	Autre	Redistribution alimentaire : soutien aux organismes partenaires (Abri Villeray, École Lucien-Pagé, Pact de Rue) à travers la fourniture de nourriture, de repas préparés, de soupes et de collations.	autres emplacements	Hebdomadaire	415
An 2	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles.	Activités conviviales: moments de convivialité (cafés-causeries, partages de repas, fêtes et célébrations, pique-niques solidaires, etc.).	même que l'organisme, autres emplacements	Hebdomadaire	30
An 2	Autre	Frigo communautaire: modalité complémentaire au	même que l'organisme	Hebdomadaire	15

		dépannage alimentaire offrant des options de repas déjà préparés et accueillant des personnes qui n'accèdent pas d'autres services alimentaires.			
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Mobilisation bénévole: recrutement et formation continus de bénévoles.	même que l'organisme	Hebdomadaire	15
An 2	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée, portrait ou diagnostics locaux	Activités de consultation: rencontres et discussions accueillant les membres de la communauté ainsi que les acteurs du quartier.	même que l'organisme, autres emplacements	Tous les 2 mois	20
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers culinaires pratiques: les participants préparent ensemble des repas à partir ds produits locaux ou récupérés, tout en échangeant des recettes à la fois culturelles et économiques.	même que l'organisme, autres emplacements	Toutes les 2 semaines	15
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers pratiques sur la nutrition et la santé: en collaboration avec des experts du CLSC et de l'Université McGill, ils proposent des outils pour intégrer des pratiques saines et durables dans le quotidien, favorisant ainsi la transmission intergénérationnelle des savoirs et une gestion optimisée des ressources alimentaires.	même que l'organisme, autres emplacements	Toutes les 2 semaines	20
An 2	Activité éducative,	Ateliers socio-éducatifs: en abordant	même que l'organisme	Toutes les 2 semaines	50

	formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	des thèmes tels que l'accès au logement, les droits en immigration, l'employabilité, et la littératie financière, ces ateliers offriront à la communauté des outils pratiques pour mieux gérer ses ressources et adopter des habitudes de consommation responsable et se connecter à diverses sources de soutien.			
An 2	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Accueil, orientation et soutien psychosocial : Les services offerts à travers toutes les activités de l'organisme visent à soutenir les personnes en difficulté et renforcer le filet de sécurité. Ils offrent une écoute attentive, une orientation appropriée, un accompagnement personnalisé et des conseils, tout en respectant les ressources et l'autonomie de chacun.	même que l'organisme	Journalier	50
An 1	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Distribution de paniers alimentaires: reconduction du programme de dépannage alimentaire avec une augmentation graduelle du nombre de personnes desservies.	même que l'organisme	Hebdomadaire	160
An 1	Autre	Redistribution alimentaire : soutien aux organismes partenaires (Abri Villeray, École Lucien-Pagé, Pact de Rue) à travers la fourniture de nourriture, de repas préparés, de soupes et de collations.	autres emplacements	Hebdomadaire	415
An 1	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le	Activités conviviales: moments de convivialité (cafés-causeries, partages de	même que l'organisme, autres emplacements	Hebdomadaire	30

	développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles.	repas, fêtes et célébrations, pique-niques solidaires, etc.).			
An 1	Autre	Frigo communautaire: modalité complémentaire au dépannage alimentaire offrant des options de repas déjà préparés et accueillant des personnes qui n'accèdent pas d'autres services alimentaires.	même que l'organisme	Hebdomadaire	15
An 2	Autre	Épicerie solidaire: modalité complémentaire au dépannage alimentaire, permettant l’achat d’aliments à faible coût pour les personnes accueillies.	même que l'organisme	Hebdomadaire	20
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Mobilisation bénévole: recrutement et formation continus de bénévoles.	même que l'organisme	Hebdomadaire	15
An 1	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée, portrait ou diagnostics locaux	Activités de consultation: rencontres et discussions accueillant les membres de la communauté ainsi que les acteurs du quartier.	même que l'organisme, autres emplacements	Tous les 2 mois	20
An 2	Autre	Transformation alimentaire et production de repas: pratique de cuisine hebdomadaire visant la transformation d’aliments, la production de repas à distribuer, ainsi que l’acquisition de compétences culinaires	même que l'organisme	Hebdomadaire	10

		pour les membres de la communauté.			
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers culinaires pratiques: les participants préparent ensemble des repas à partir ds produits locaux ou récupérés, tout en échangeant des recettes à la fois culturelles et économiques.	même que l'organisme, autres emplacements	Toutes les 2 semaines	15
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers pratiques sur la nutrition et la santé: en collaboration avec des experts du CLSC et de l'Université McGill, ils proposent des outils pour intégrer des pratiques saines et durables dans le quotidien, favorisant ainsi la transmission intergénérationnelle des savoirs et une gestion optimisée des ressources alimentaires.	même que l'organisme, autres emplacements	Toutes les 2 semaines	20
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers socio-éducatifs: en abordant des thèmes tels que l'accès au logement, les droits en immigration, l'employabilité, et la littératie financière, ces ateliers offriront à la communauté des outils pratiques pour mieux gérer ses ressources et adopter des habitudes de consommation responsable et se connecter à diverses sources de soutien.	même que l'organisme	Toutes les 2 semaines	50
An 3	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Accueil, orientation et soutien psychosocial : Les services offerts à travers toutes les activités de l'organisme visent à soutenir les personnes en difficulté et renforcer le filet de sécurité. Ils offrent une écoute attentive, une	même que l'organisme	Journalier	50

		orientation appropriée, un accompagnement personnalisé et des conseils, tout en respectant les ressources et l'autonomie de chacun.			
An 3	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Distribution de paniers alimentaires: reconduction du programme de dépannage alimentaire avec une augmentation graduelle du nombre de personnes desservies.	même que l'organisme	Hebdomadaire	180
An 3	Autre	Redistribution alimentaire : soutien aux organismes partenaires (Abri Villeray, École Lucien-Pagé, Pact de Rue) à travers la fourniture de nourriture, de repas préparés, de soupes et de collations.	autres emplacements	Hebdomadaire	415
An 3	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles.	Activités conviviales: moments de convivialité (cafés-causeries, partage de repas, fêtes et célébrations, pique-niques solidaires, etc.)	même que l'organisme, autres emplacements	Hebdomadaire	30
An 3	Autre	Épicerie solidaire: modalité complémentaire au dépannage alimentaire, permettant l’achat d’aliments à faible coût pour les personnes accueillies.	même que l'organisme	Hebdomadaire	20
An 3	Autre	Frigo communautaire: modalité complémentaire au dépannage alimentaire, offrant des repas préparés et accueillant les personnes n'ayant pas accès à d’autres services alimentaires.	même que l'organisme	Hebdomadaire	20
An 3	Activité éducative,	Mobilisation bénévole: recrutement et	même que l'organisme	Hebdomadaire	15

	formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	formation continus de bénévoles.			
An 3	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée, portrait ou diagnostics locaux	Activités de consultation: rencontre de discussions accueillant des personnes de la communauté et des acteurs du quartier	même que l'organisme	Tous les 2 mois	20
An 3	Autre	Transformation alimentaire et production de repas: pratique de cuisine hebdomadaire visant la transformation d'aliments, la production de repas à distribuer, ainsi que l'acquisition de compétences culinaires pour les membres de la communauté.	même que l'organisme	Hebdomadaire	10
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers culinaires pratiques: les participants préparent ensemble des repas à partir ds produits locaux ou récupérés, tout en échangeant des recettes à la fois culturelles et économiques.	même que l'organisme, autres emplacements	Toutes les 2 semaines	15
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers pratiques sur la nutrition et la santé: en collaboration avec des experts du CLSC et de l'Université McGill, ils proposent des outils pour intégrer des pratiques saines et durables dans le quotidien, favorisant ainsi la transmission intergénérationnelle des savoirs et une gestion	même que l'organisme, autres emplacements	Toutes les 2 semaines	20

		optimisée des ressources alimentaires.			
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers socio-éducatifs: en abordant des thèmes tels que l’accès au logement, les droits en immigration, l'employabilité, et la littératie financière, ces ateliers offriront à la communauté des outils pratiques pour mieux gérer ses ressources et adopter des habitudes de consommation responsable et se connecter à diverses sources de soutien.	même que l'organisme, autres emplacements	Toutes les 2 semaines	50
An 4	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Accueil, orientation et soutien psychosocial : Les services offerts à travers toutes les activités de l’organisme visent à soutenir les personnes en difficulté et renforcer le filet de sécurité. Ils offrent une écoute attentive, une orientation appropriée, un accompagnement personnalisé et des conseils, tout en respectant les ressources et l'autonomie de chacun.	même que l'organisme	Journalier	50
An 4	Activité d'accompagnement, de référencement ou de suivi personnalisé/individuel	Distribution de paniers alimentaires: reconduction du programme de dépannage alimentaire avec une augmentation graduelle du nombre de personnes desservies.	même que l'organisme	Hebdomadaire	180
An 4	Autre	Redistribution alimentaire : soutien aux organismes partenaires (Abri Villeray, École Lucien-Pagé, Pact de Rue) à travers la fourniture de nourriture, de repas préparés, de soupes et de collations.	autres emplacements	Hebdomadaire	415

An 4	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles.	Activités conviviales: moments de convivialité (cafés-causeries, partage de repas, fêtes et célébrations, pique-niques solidaires, etc.)	même que l'organisme, autres emplacements	Hebdomadaire	30
An 4	Autre	Épicerie solidaire: modalité complémentaire au dépannage alimentaire, permettant l’achat d’aliments à faible coût pour les personnes accueillies.	même que l'organisme	Hebdomadaire	20
An 4	Autre	Frigo communautaire: modalité complémentaire au dépannage alimentaire, offrant des repas préparés et accueillant les personnes n'ayant pas accès à d’autres services alimentaires.	même que l'organisme	Hebdomadaire	20
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Mobilisation bénévole: recrutement et formation continus de bénévoles.	même que l'organisme	Hebdomadaire	15
An 4	Activité de mobilisation, consultation, priorisation collective, planification concertée, portrait ou diagnostics locaux	Activités de consultation: rencontre de discussions accueillant des personnes de la communauté et des acteurs du quartier	même que l'organisme	Tous les 2 mois	20
An 4	Autre	Transformation alimentaire et production de repas: pratique de cuisine hebdomadaire visant la transformation d’aliments, la production de repas à	même que l'organisme	Hebdomadaire	10

distribuer, ainsi que l’acquisition de compétences culinaires pour les membres de la communauté.

Questions spécifiques au programme

Complément d'information :

Personnes ciblées par le projet

Personnes ciblées directement par le projet

Quelle stratégie utiliserez-vous pour rejoindre les personnes ciblées ?

Nous avons mis en place des stratégies de communication multilingue et ciblée pour atteindre efficacement les personnes de nos communautés. Nous utilisons plusieurs canaux de communication accessibles et populaires, comme WhatsApp, Instagram, ainsi que des affiches inclusives installées dans des lieux fréquentés par les membres de la communauté. Nous collaborons également aussi avec les organismes locaux pour partager notre programmation et étendre notre portée. De plus, la banque alimentaire favorise le partage d'information grâce aux employés et bénévoles qui parlent couramment les langues parlées des communautés visées et peuvent fournir de l'assistance pour une meilleure compréhension des services offerts. Enfin, notre accueil propose des services de soutien et d'accompagnement pour aider les personnes à accéder à nos ressources et se sentir pleinement incluses.

Si applicable, quelle stratégie appliquerez-vous pour sélectionner les personnes ou organisations participantes ?

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet :

Année	Groupe d’âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 4	Tous les groupes d’âge	4 195	2 305	0	6 500
An 1	Tous les groupes d’âge	4 095	2 205	0	6 300
An 2	Tous les groupes d’âge	4 120	2 230	0	6 350
An 3	Tous les groupes d’âge	4 145	2 255	0	6 400

Types de ménage

Couples avec enfant(s)
Couples sans enfant(s)
Familles monoparentales
Tous les types de ménage
Personnes seules

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu

Nombre d’organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations

Personnes indirectement touchées par le projet

D’autres personnes que celles qui sont ciblées pourront-elles aussi bénéficier des retombées du projet ? Si possible, précisez le nombre et détaillez leurs principales caractéristiques.

Bien que le projet soit principalement destiné à une population ciblée, ses retombées bénéficieront également à d'autres groupes dont les jeunes élèves qui fréquentent des écoles locales et défavorisées, et les jeunes adultes vulnérables vivant dans des logement de transition. Les diverses crises résultantes des changements socio-économiques récents imposent encore plus des conditions de vulnérabilités à l'ensemble de la population, les dirigeant à trouver du soutien dans nos services. Les activités proposées par le projet cherchent l'universalisme d'accès, s'adaptant aux différents vécus, en réduisant les barrières et en encourageant la participation de groupes à certaines caractéristiques qui ne sont pas directement ciblées par le projet. Par ailleurs, les bénévoles et les employés impliqués dans la mise en oeuvre du projet développeront de nouvelles compétences en accompagnement social et en gestion des ressources.

De plus, les organismes partenaires profiteront de la mutualisation des ressources et de la programmation partagée, renforçant ainsi leurs capacités et leur réseau. Environ 8 à 10 partenaires (groupes communautaires et institutions locales) seront concernés par cette dynamique. Les membres des familles des bénéficiaires directs tireront également parti des services offerts, notamment par l’amélioration de la sécurité alimentaire et du soutien social, ce qui pourrait toucher à des centaines de membres de familles indirectement impactées.

Enfin, le projet contribuera à renforcer la cohésion sociale dans la communauté en sensibilisant un large public aux enjeux de précarité et d’inclusion, touchant ainsi centaines de personnes dans le quartier. Ainsi, bien que notre focus soit sur les populations marginalisées et vulnérables, les retombées du projet auront un impact positif sur un éventail beaucoup plus large de personnes, favorisant la solidarité et l'inclusion sociale au sein du quartier Parc-Extension.

Si votre projet vise principalement des organisations, ultimement, qui tirera profit des résultats du projet ?

N/A

Mesures d'évaluation

Comment mesurerez-vous l'atteinte des résultats ? (Indicateurs qualitatifs et quantitatifs, outils et méthodes de collectes de l’information, etc.)

Pour mesurer l’atteinte des résultats, nous utiliserons à la fois des indicateurs quantitatifs et qualitatifs tout en intégrant l'approche différenciée selon les sexes dans une perspective intersectorielle (ADS+) pour garantir l'inclusivité et l'égalité dans notre projet. Nous intégrerons cette approche à tous les niveaux du suivi et de l'évaluation, en considérant les besoins spécifiques des différents groupes de population, notamment ceux souvent discriminés en raison du sexe, du genre, de l'origine, ou du statut socio-économique.

Sur le plan qualitatif, nous évaluerons la satisfaction des bénéficiaires grâce à des sondages d'appréciation de nos programmes et des consultations directes. Ces retours seront analysés sous l'angle de l'ADS+, afin de mieux comprendre les expériences différenciées des individus en fonction de leur sexe, âge, de leur origine, et d'autres facteurs interconnectés. De plus, des rencontres d’évaluation seront organisées au sein de notre équipe, prenant en compte les retours des bénéficiaires et des partenaires locaux, pour ajuster nos actions selon les besoins identifiés.

Sur le plan quantitatif, nous suivrons l'évolution des inscriptions à nos services grâce à un tableau Excel, en différenciant les données par sexe et autres critères pertinents (âge, statut migratoire, etc.). Cela nous permettra de mesurer l'impact de nos actions sur différents groupes et d'identifier les disparités dans l'accès aux services. Des rencontres de consultation supplémentaires avec les membres de la communauté et les bénévoles viendront compléter cette analyse en fournissant un aperçu plus approfondi des besoins spécifiques et des obstacles rencontrés.

Enfin, nous mettons en place une base de données modernisées pour centraliser et suivre les informations, ce qui aidera à offrir des services plus personnalisé et adaptés à chaque groupe cible. Ce système permettra une gestion plus fluide des ressources et des services, tout en garantissant que chaque individu, quel que soit son profil, bénéficie des soutiens nécessaires. Cette approche globale et intersectionnelle nous permettra d'ajuster continuellement nos actions et d'assurer une distribution équitable des services, en tenant compte des réalités diverses et des besoins spécifiques de chaque groupe.

Aspects budgétaires

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	104 175		50 000	77 332	231 507
An 2	106 496		50 000	80 000	236 496
An 3	108 817		50 000	80 000	238 817
An 4	111 638		50 000	80 000	241 638

Grille de budget détaillé : Grille budgétaire détaillée SSDS.xlsx

Précisions sur le budget :

Personnel lié au projet

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail à taux horaire :

Année	Titre du poste	Précision	Coût annuel du poste	Nb heures par semaine	Nb semaines	Nb annuel de postes
An 4			69 638	36	52	1
An 1			62 675	36	52	1
An 3			67 317	36	52	1
An 2			64 996	36	52	1

An 4		64 996	36	52	1
An 2		60 353	36	52	1
An 3		62 675	36	52	1
An 1		58 032	36	52	1
An 4		16 016	10	52	1
An 3		15 444	10	52	1
An 1		14 300	10	52	1
An 2		14 872	10	52	1
An 1		39 720	28	52	1
An 3		43 331	28	52	1
An 4		45 136	28	52	1
An 2		41 525	28	52	1

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail forfaitaire :

Année	Titre du poste	Précision	Montant annuel par poste	Nb annuel de postes

Partenaire(s)

Veuillez préciser ces informations pour chaque partenaire :

Partenaire	*Année*	*Montant*	*Type de contribution*	*Confirmée*
CLSC Parc-Extension	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
CLSC Parc-Extension	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
CLSC Parc-Extension	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
CLSC Parc-Extension	An 3	0		Oui
École Barclay et Barthélemy-Vimont	An 4	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
École Barclay et Barthélemy-Vimont	An 1	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
École Barclay et Barthélemy-Vimont	An 2	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
École Barclay et Barthélemy-Vimont	An 3	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui

Bibliothèque Parc-Extension	An 1	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation, Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Bibliothèque Parc-Extension	An 2	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation, Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Bibliothèque Parc-Extension	An 3	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation, Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Bibliothèque Parc-Extension	An 4	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation, Participation à des rencontres ou comité (de travail, aviseur, etc.), Promotion ou	Oui

			sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	
ACEF	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
ACEF	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
ACEF	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
ACEF	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Maison Bleue	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Maison Bleue	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Maison Bleue	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Maison Bleue	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Promotion ou sensibilisation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
CAPE	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
CAPE	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
CAPE	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
CAPE	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation,	Oui

			Référencement, recrutement des personnes participantes	
Université McGill	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Université McGill	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Université McGill	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Université McGill	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Jeunesse au Soleil	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Jeunesse au Soleil	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Jeunesse au Soleil	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Jeunesse au Soleil	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Ville en vert	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Ville en vert	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Ville en vert	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Ville en vert	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Tablée des chefs	An 1	0	Dons de nourriture ou de fournitures	Oui
Tablée des chefs	An 3	0	Dons de nourriture ou de fournitures	Oui
Tablée des chefs	An 4	0	Dons de nourriture ou de fournitures	Oui
Tablée des chefs	An 2	0	Dons de nourriture ou de fournitures	Oui
Moisson-Montréal	An 3	0	Dons de nourriture ou de fournitures, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Moisson-Montréal	An 4	0	Dons de nourriture ou de fournitures, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Moisson-Montréal	An 2	0	Dons de nourriture ou de fournitures, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Moisson-Montréal	An 1	0	Dons de nourriture ou de fournitures, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui

Clinique Juridique	An 3	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Clinique Juridique	An 2	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Clinique Juridique	An 4	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Clinique Juridique	An 1	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui

Informations complémentaires

Si nécessaire, ajoutez ici toute autre information pertinente à l’analyse de votre dossier.

Documents

Liens pertinents pour le projet

Lien 1 :

Lien 2 :

Lien 3 :

Documents

Autre document :

Nom	Nature	Ajouté le	Ajouté par
Charte de la langue Française.pdf	Autre document	05/02/2025 14:12	Monique Léger

Soumission de la demande

Attestation d’intégrité : Attestation d'intégrité.pdf

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

Ajustements demandés par le responsable de l'appel à projets

Ajustements identification :

Ajustements description et planification :

Ajustements mise en place :

Ajustements cibles :

Ajustements budget :

Ajustements documents :

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



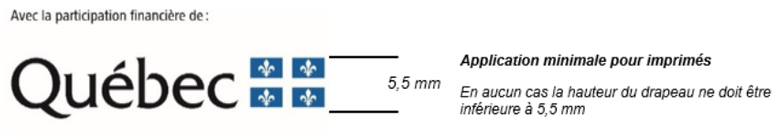
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Révision : 9 janvier 2025
SUB-103

Approbation obligatoire

L’apposition du logo de l’arrondissement sur un outil produit par l’organisme doit faire l’objet d’une autorisation préalable de l’arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l’arrondissement VSP : par l’intermédiaire d’un représentant municipal autorisé ou d’un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l’épreuve dans un délai d’au moins dix jours ouvrables avant l’impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l’apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n’est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L’organisme a la responsabilité de s’assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d’activités, d’événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l’arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d’invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L’arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l’utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l’espace vital que le logo standard de l’arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n’offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l’organisme et l’arrondissement, la signature de l’organisme et celle de l’arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être à droite et celui de l’organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
GDD 1255781001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION** (VSP), personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Nadine Medawar, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA25 14_____.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **VILLERAY DANS L'EST,** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1982, rue Tillemont, Montréal (Québec) H2E 1E1, agissant et représentée par madame Naïma Mehennek, coordonnatrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : s/o
Numéro d'inscription TVQ : s/o
Numéro d'inscription d'organisme de charité : s/o

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou

régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme vise à faire connaître et à organiser des activités sociales, communautaires et de loisirs, à favoriser la participation et la mobilisation citoyenne et à faire émerger des initiatives citoyennes particulièrement auprès de la population de l'est de Villeray touchée par les différentes formes d'exclusion sociale et économique;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP).

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout

affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait

directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de deux cent quatre-vingt-neuf mille trois cent soixante et onze dollars (289 371 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1 une somme maximale de soixante-cinq mille cent huit dollars et quarante-sept cents (65 108,47 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de sept mille deux cent trente-quatre dollars et vingt-huit cents (7 234,28 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2025-2026 à la satisfaction du Responsable.

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1 une somme maximale de soixante-cinq mille cent huit dollars et quarante-sept cents (65 108,47 $) le 1er avril 2026;

5.2.2.2 une somme maximale de sept mille deux cent trente-quatre dollars et vingt-huit cents (7 234,28 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2026-2027 à la satisfaction du Responsable.

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1 une somme maximale de soixante-cinq mille cent huit dollars et quarante-sept cents (65 108,47 $) le 1er avril 2027;

5.2.3.2 une somme maximale de sept mille deux cent trente-quatre dollars et vingt-huit cents (7 234,28 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2027-2028 à la satisfaction du Responsable.

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1 une somme maximale de soixante-cinq mille cent huit dollars et quarante-sept cents (65 108,47 $) le 1er avril 2028;

5.2.4.2 une somme maximale de sept mille deux cent trente-quatre dollars et vingt-huit cents (7 234,28 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport 2028-2029 à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1982, rue Tillemont, Montréal (Québec) H2E 1E1, et tout avis doit être adressé à l'attention de la coordonnatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Nadine Medawar, directrice CSLDS

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLERAY DANS L'EST

Par : _____
Madame Naïma Mehennek, coordonnatrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 6e jour de mai 2025 (Résolution CA25_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001180-Pour un avenir sans inégalité à Villeray!

Identification du projet

Contexte de la demande

Nom de l’organisme : Villeray dans l'Est

Appel à projet : VSP - Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2025-2029

Identification du projet

No demande : 001180

Titre de la demande : Pour un avenir sans inégalité à Villeray!

En une phrase, comment décrivez-vous votre projet ?

Le présent projet, se déroulant au cœur de l’Est de Villeray, un secteur défavorisé regroupant en majorité des ménages vivant différentes situations de vulnérabilité, a pour objectif de mettre en place des actions, ateliers et activités afin de permettre, d’une part, de réduire les impacts directs ou indirects de la pauvreté et d’une autre part, de prévenir l’inégalité et l’exclusion sociales vécues par cette même communauté.

Édition et échéancier

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	01/04/2025	31/03/2026	
An 2	01/04/2026	31/03/2027	
An 3	01/04/2027	31/03/2028	
An 4	01/04/2028	31/03/2029	

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
2. Miser sur le pouvoir d’agir	2.2 Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d’entraide et de solidarité renforcés

Personne répondante du projet

Qui sera la personne répondante du projet ?

Responsable de l'organisme : Naïma Mehennek

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Autre(s) personne(s) pour les communications

Responsable de l'organisme : Naïma Mehennek

Contact(s) associé(s) à l'organisme :

Autre :

Signataire et convention

Qui est la personne désignée comme signataire de la convention par le CA de votre organisme ?

Responsable de l'organisme : Naïma Mehennek

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Courriel :

Téléphone principal :

Autre téléphone :

Joindre la résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal :

Description et planification

Présentation du projet

Contexte et enjeux justifiant le projet :

Villeray dans l'Est est un acteur incontournable d'empowerment guidé par une approche axée sur l'éducation populaire, la mobilisation et la participation citoyenne. De plus, il joue un rôle pivot auprès des résident.e.s du secteur qui font face à des niveaux de pauvreté, de manque d'emploi, de sous-scolarisation et de faible revenu plus élevés que la moyenne par rapport au reste du quartier et ainsi, il rejoint surtout des personnes racisées, issues de l'immigration et à faibles revenus. Enfin, tel que mentionné dans le Forum Social de Villeray 2018, Villeray-Est est un territoire clé pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans l'arrondissement.

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Qui : La population marginalisée de l'est du quartier Villeray, c'est-à-dire des personnes et des familles vivant différentes situations de vulnérabilité dû à un faible revenu et niveau de scolarité, aux défis de l'immigration ainsi qu'à la précarité en emploi et en logement abordable et/ou salubre.

Quoi : - Intégration à la société malgré le statut économique et social
- Lutter contre la pauvreté
- Soutenir les personnes vulnérables
- Offrir un espace d'expression, d'échange et d'apprentissage

Quand: Tout au long de l'année du 1er avril 2025 au 31 mars 2029

Où : Dans nos locaux et dans des lieux à proximité ou qui correspondent au besoin

Comment : Les moyens utilisés seront divers et incluront, entre autres :
- des activités éducatives, sportives et culturelles gratuites
- des ateliers d'échange et d'apprentissage favorisant le développement d'habiletés sociales et l'acquisition de nouvelles compétences et connaissances (en partie en collaboration avec certains partenaires)
- Animer un espace d'expression et de bienveillance
- Atelier/activités favorisant une bonne santé mentale et une meilleure gestion de stress chez les femmes

Quelles réalisations antérieures et/ou expertises de votre organisme démontrent votre capacité à réaliser le projet ?

Depuis l'ouverture du local en 2007, Villeray dans l'Est a consolidé son ancrage et son implication dans le territoire ciblé. À travers la mobilisation et la participation citoyenne ainsi que le service d'accueil, d'accompagnement et de référencement, l'organisme a su démontrer sa notoriété en jouant un rôle pivot, depuis presque 20 ans, auprès de la population de l'est de Villeray et des différents partenaires tant communautaires que institutionnels.

Si vous demandez une reconduction du projet, quels éléments le justifient ? (Bonification, amélioration, ajout de clientèle, ajout d'activité, etc.) ?

Depuis le 7 mai 2022, l'assemblée de fondation a officialisé la transformation du Projet Villeray dans l'Est vers un organisme communautaire à part entière. Ceci implique que le financement que l'on recevait pour

soutenir le projet initial sera maintenant dédié à la mise en place d'actions visant à soutenir la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

De plus, notre déménagement dans des locaux accessibles et spacieux a certainement fait connaître davantage notre organisme affectant ainsi à la hausse la participation des résident.e.s de l'est de Villeray à nos activités.

Votre projet inclut-il la participation active du public-cible dans sa conception, sa mise en œuvre ou son évaluation ? Si oui, comment ? (Exemple : projet "par et pour")

Oui. Étant un organisme d'Action Communautaire Autonome (ACA) nous tenons compte du contexte économique, politique, social et culturel des résident.e.s de l'Est de Villeray afin d'intervenir directement sur ces aspects dans le souci de répondre globalement à leurs besoins. Ceci implique que la population desservie est en majorité membre de l'organisme, ayant un droit de vote lors de nos assemblées générales annuelles et que notre conseil d'administration est composé des membres-résident.e.s citoyen.ne.s du secteur.

De plus, dans un souci d'inclusion sociale et de participation citoyenne, nous avons un comité de programmation et des comités ad'hoc qui sont au cœur même de la réflexion, planification, réalisation et évaluation de nos activités, sorties et évènements rassembleurs.

En quoi votre projet tient-il compte des besoins spécifiques et différenciés de différents groupes de population fréquemment discriminée ?

Tout d'abord, plusieurs projets développés vont s'adresser plus directement à des femmes puisqu'elles sont la porte d'entrée des ménages et que les problématiques sociales touchent davantage la réalité et les besoins des femmes. De plus, l'implication du comité de programmation, formé de membres bénévoles, nous permet d'offrir des ateliers et des activités qui prennent en compte l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle. De par sa diversité en termes de sexe, d'âge, de communauté culturelle, de capacité financière, de responsabilité parentale et de limitation physique, nous pouvons considérer et éliminer les divers obstacles pouvant limiter la participation de quiconque. Dès lors, la planification et la réalisation de nos activités /ateliers peuvent prendre en compte divers facteurs d'exclusion (lieu, heure, accessibilité, service de garde, buffet, défraiement de frais de garde ou de déplacements, etc.). Enfin, à travers notre offre, un souci constant est mis de l'avant pour assurer l'égalité et l'équité auprès de la population desservie et de tous les membres des familles.

Est-ce qu'une stratégie d'équité territoriale a été considérée pour planifier le projet ou dans le choix de déroulement des activités? (Indice d'équité des milieux de vie de la Ville de Montréal, Signes vitaux du Grand Montréal de la Fondation du Grand Montréal, cumul de vulnérabilités, …)

Oui, nous avons considéré les caractéristiques suivantes dans l'élaboration du projet: D'une part, selon l'indice d'équité des milieux de vie 2024 de la Ville de Montréal, le secteur qui serait couvert par les activités et services de ce projet est évalué aux niveaux 4 et 5. Selon les résultats de Statistiques Canada 2021 - CLSC Villeray, Espace montréalais d'information sur la santé révèlent que 12,8% des familles de l'Est de Villeray vivent sous les seuils de faibles revenus comparativement à 10% pour Montréal. De plus, ils soulignent que 34,3% de la population immigrante de Villeray se trouve dans l'Est, ce qui est plus élevé que dans Montréal (33,3%). Enfin, selon l'Analyse territoriale Centraide du grand Montréal 2019-2020, près d'une personne sur cinq vit avec un faible revenu à Villeray, mais la pauvreté est plus marquée dans le secteur est du quartier (27 %).

Mise en place du projet

Résultats visés

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

1. Favoriser l'intégration sociale et la cohésion des résident.e.s issues de l'immigration vivant des situations de vulnérabilités.
2. Encourager la réussite scolaire et la santé physique et mentale des enfants de la communauté.
3. Renforcer les connaissances des droits et le pouvoir d'agir des citoyen.ne.s en concertation avec nos partenaires.
4. Soutenir une bonne santé mentale chez les femmes

Objectifs annuels

Pour chaque année de votre projet, identifiez l’objectif à atteindre.

Année	Objectif
An 1	Augmentation de la confiance en soi
An 2	Augmentation de la confiance en soi
An 3	Augmentation de la confiance en soi
An 4	Augmentation de la confiance en soi
An 1	Briser l'isolement des personnes vulnérables
An 2	Briser l'isolement des personnes vulnérables
An 3	Briser l'isolement des personnes vulnérables
An 4	Briser l'isolement des personnes vulnérables
An 1	Développer des habiletés et compétences sociales
An 2	Développer des habiletés et compétences sociales
An 3	Développer des habiletés et compétences sociales
An 4	Développer des habiletés et compétences sociales
An 1	Réduire les barrières économiques et sociales
An 2	Réduire les barrières économiques et sociales
An 3	Réduire les barrières économiques et sociales
An 4	Réduire les barrières économiques et sociales

Activités

Quelles sont les initiatives qui seront mises en place pour atteindre ces objectifs ?

1. Offrir des ateliers encourageant le sentiment d’accomplissement et la confiance en soi.
2. Organiser des activités de réseautage et les impliquer dans l'organisation
3. Offrir des activités et des sorties éducatives, sportives, culturelles et de loisirs gratuites
4. Mettre à la disposition un espace d'information et d’apprentissage en collaboration avec nos partenaires experts.
5. Organiser des ateliers de sensibilisation sur des enjeux collectifs

Activités prévues

Année	Catégorie	Description	Lieux	Fréquence	Participants
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Activité d'aide aux devoirs pour les jeunes du primaire et du secondaire résidents du secteur	même que l'organisme	2 fois par semaine durant l'année scolaire	22
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Activité d'aide aux devoirs pour les jeunes du primaire et du secondaire résidents du secteur	même que l'organisme	2 fois par semaine durant l'année scolaire	22
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Activité d'aide aux devoirs pour les jeunes du primaire et du secondaire résidents du secteur	même que l'organisme	2 fois par semaine durant l'année scolaire	22
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Activité d'aide aux devoirs pour les jeunes du primaire et du secondaire résidents du secteur	même que l'organisme	2 fois par semaine durant l'année scolaire	22
An 1	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles.	Session de soccer animée par un entraîneur qualifié.	autres emplacements	1 par semaine sur 8 mois	25
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de	Cours de français en partenariat avec Littéracie Ensemble	autres emplacements	2 fois par semaine pendant 9 mois	50

	connaissance ou de compétence ou partage d'outils				
An 1	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Activités de mise en forme physique et mentale (cours de yoga, marche à pied, méditation...)	autres emplacements	1 fois par semaine pendant 9 mois	20
An 1	Autre	Café-Rencontres-discussion sur des enjeux sociaux	même que l'organisme, autres emplacements	2 à 3 fois par année	40
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de formation sur des thématiques diverses (en partie avec des partenaires)	même que l'organisme, autres emplacements	2 à 3 fois par année	40
An 1	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Activités familiales pour la semaine de relâche scolaire	même que l'organisme, autres emplacements	3 jours durant la semaine de relâche	55
An 1	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Activités de sports, de loisirs et de culture et des sorties estivales	autres emplacements	1 fois par semaine pendant 2 mois	150
An 1	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de développement personnel (gestion de stress, gestion de temps, gestion de conflits, etc. Avec de potentiels partenaires))	même que l'organisme	2 à 3 fois par année	25

An 2	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Session de soccer animée par un entraîneur qualifié.	autres emplacements	1 par semaine sur 8 mois	25
An 3	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Session de soccer animée par un entraîneur qualifié.	autres emplacements	1 par semaine sur 8 mois	25
An 4	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Session de soccer animée par un entraîneur qualifié.	autres emplacements	1 par semaine sur 8 mois	25
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Cours de français en partenariat avec Littéracie Ensemble	autres emplacements	2 fois par semaine pendant 9 mois	50
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Cours de français en partenariat avec Littéracie Ensemble	autres emplacements	2 fois par semaine pendant 9 mois	50
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence	Cours de français en partenariat avec Littéracie Ensemble	autres emplacements	2 fois par semaine sur 9 mois	50

	ou partage d'outils				
An 2	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Activités de mise en forme physique et mentale (cours de yoga, marche à pied, méditation...)	autres emplacements	1 fois par semaine sur 9 mois	20
An 3	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Activités de mise en forme physique et mentale (cours de yoga, marche à pied, méditation...)	autres emplacements	1 fois par semaine sur 9 mois	20
An 4	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Activités de mise en forme physique et mentale (cours de yoga, marche à pied, méditation...)	autres emplacements	1 fois par semaine sur 9 mois	20
An 2	Autre	Café-Rencontres-discussion sur des enjeux sociaux	même que l'organisme, autres emplacements	2 à 3 fois par année	40
An 3	Autre	Café-Rencontres-discussion sur des enjeux sociaux	même que l'organisme, autres emplacements	2 à 3 fois par année	40
An 4	Autre	Café-Rencontres-discussion sur des enjeux sociaux	même que l'organisme, autres emplacements	2 à 3 fois par année	40
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de formation sur des thématiques diverses (en partie avec des partenaires)	même que l'organisme, autres emplacements	2 à 3 fois par année	40
An 3	Activité éducative, formation,	Ateliers de formation sur des thématiques	même que l'organisme,	2 à 3 fois par année	40

	développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	diverses (en partie avec des partenaires)	autres emplacements		
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de formation sur des thématiques diverses (en partie avec des partenaires)	même que l'organisme, autres emplacements	2 à 3 fois par année	40
An 2	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Activités familiales pour la semaine de relâche scolaire	même que l'organisme, autres emplacements	3 jours durant la semaine de relâche	55
An 3	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Activités familiales pour la semaine de relâche scolaire	même que l'organisme, autres emplacements	3 jours durant la semaine de relâche	55
An 4	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Activités familiales pour la semaine de relâche scolaire	même que l'organisme, autres emplacements	3 jours durant la semaine de relâche	55
An 2	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Activités de sports, de loisirs et de culture et des sorties estivales	autres emplacements	1 fois par semaine pendant 2 mois	150

An 3	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Activités de sports, de loisirs et de culture et des sorties estivales	autres emplacements	1 fois par semaine pendant 2 mois	150
An 4	Activité de loisirs, culturels, artistique favorisant le développement d'habiletés sociales ou interpersonnelles .	Activités de sports, de loisirs et de culture et des sorties estivales	autres emplacements	1 fois par semaine pendant 2 mois	150
An 2	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de développement personnel (gestion de stress, gestion de temps, gestion de conflits, etc. Avec de potentiels partenaires)	même que l'organisme, autres emplacements	2 à 3 fois par année	25
An 3	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de développement personnel (gestion de stress, gestion de temps, gestion de conflits, etc. Avec de potentiels partenaires)	même que l'organisme, autres emplacements	2 à 3 fois par année	25
An 4	Activité éducative, formation, développement/transfert de connaissance ou de compétence ou partage d'outils	Ateliers de développement personnel (gestion de stress, gestion de temps, gestion de conflits, etc. Avec de potentiels partenaires)	même que l'organisme, autres emplacements	2 à 3 fois par année	25

Questions spécifiques au programme

Complément d'information : MESS-VILLE 2025-2029-ajustement.pdf

Personnes ciblées par le projet

Personnes ciblées directement par le projet

Quelle stratégie utiliserez-vous pour rejoindre les personnes ciblées ?

Étant localisé au cœur du secteur avec un local pignon sur rue, nous sommes très visibles et accessibles pour les résident.e.s de l'est de Villeray. De plus, nous communiquons régulièrement avec nos membres soit par courriel, téléphone, sur nos réseaux sociaux et même en personne. Le bouche à oreille est certainement un autre moyen de rejoindre le public cible puisqu'il est très courant qu'un de nos membres ou un partenaire communautaire ou institutionnel nous réfèrent des personnes. Par ailleurs, nous adoptons une approche proactive et personnalisée sur l'ensemble du territoire de Villeray en distribuant nos pamphlets informatifs lors d'événements de quartier et initiatives de partage et de distribution alimentaires, tels que la fête du quartier, les magasins partages scolaire et de Noël et le dépannage alimentaire, etc.

Si applicable, quelle stratégie appliquerez-vous pour sélectionner les personnes ou organisations participantes ?

Non applicable

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet :

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 3	Tous les groupes d'âge	360	155	7	522
An 4	Tous les groupes d'âge	365	160	7	532
An 2	Tous les groupes d'âge	345	140	7	492
An 1	Tous les groupes d'âge	325	120	5	450

Types de ménage

Tous les types de ménage

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

L'ensemble de la population

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations

Personnes indirectement touchées par le projet

D'autres personnes que celles qui sont ciblées pourront-elles aussi bénéficier des retombées du projet ? Si possible, précisez le nombre et détaillez leurs principales caractéristiques.

Le fait de travailler sur l'intégration et la cohésion sociale, le soutien d'une bonne santé physique et mentale ainsi que le fait d'offrir un espace bienveillant d'apprentissage et d'expression aura certainement des répercussions dans l'entourage direct des personnes participantes. Que ce soit les membres de la famille, à l'école pour les jeunes, au travail ou dans d'autres lieux d'implication ou même dans les interactions quotidiennes, il est indéniable que les compétences psychosociales acquises par le biais de nos activités et le bien-être qui en découle impacteront d'autres personnes que celles ciblées par le projet. Nous estimons qu'autour de 300 personnes par année avec divers profils économique et social. (Personnes vulnérables et marginalisées; enfants, adolescents et adultes; diverses communautés; différentes de classes économiques, etc.)

Si votre projet vise principalement des organisations, ultimement, qui tirera profit des résultats du projet ?

Non applicable

Mesures d'évaluation

Comment mesurerez-vous l'atteinte des résultats ? (Indicateurs qualitatifs et quantitatifs, outils et méthodes de collectes de l'information, etc.)

- Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (soit des sondages écrits et/ou des consultations directes des membres en personne)
- Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (présences et réinscription, interventions nécessaires, appréciation verbale et sur nos réseaux sociaux…)

Aspects budgétaires

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	99 358	72 342	3 000	197 186	272 528
An 2	100 485	72 342	3 500	0	75 842
An 3	101 418	72 342	3 500	0	75 842
An 4	104 107	72 342	4 000	0	76 342

Grille de budget détaillé : Grille budgétaire détaillée SSDS-2025 def.xlsx

Précisions sur le budget :

Personnel lié au projet

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail à taux horaire :

Année	Titre du poste	Précision	Coût annuel du poste	Nb heures par semaine	Nb semaines	Nb annuel de postes
An 1	Coordonnatrice	Supervision et accompagnement de l'agente de mobilisation	8 736	4	52	1
An 1	Agente de mobilisation et de milieu	Prise en charge du projet	37 440	24	52	1
An 2	Coordonnatrice	Supervision et accompagnement de l'agente de mobilisation	8 736	4	52	1

An 2	Agente de mobilisation et de milieu	Prise en charge du projet	37 440	24	52	1
An 3	Coordonnatrice	Supervision et accompagnement de l'agente de mobilisation	8 736	4	52	1
An 3	Agente de mobilisation et de milieu	Prise en charge du projet	37 440	24	52	1
An 4	Coordonnatrice	Supervision et accompagnement de l'agente de mobilisation	8 736	4	52	1
An 4	Agente de mobilisation et de milieu	Prise en charge du projet	37 440	24	52	1

Veuillez préciser ces informations pour chaque poste de travail forfaitaire :

Année	Titre du poste	Précision	Montant annuel par poste	Nb annuel de postes

Partenaire(s)

Veuillez préciser ces informations pour chaque partenaire :

Partenaire	*Année*	*Montant*	*Type de contribution*	*Confirmée*
Association des locataires de Villeray (ALV)	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Association des locataires de Villeray (ALV)	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Association des locataires de Villeray (ALV)	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Association des locataires de Villeray (ALV)	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Maison de Quartier Villeray	An 1	0	Dons de nourriture ou de fournitures, Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local,	Oui

			salle, terrain, etc.), Partage d'expertise, mentorat, formation	
Maison de Quartier Villeray	An 2	0	Dons de nourriture ou de fournitures, Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Maison de Quartier Villeray	An 3	0	Dons de nourriture ou de fournitures, Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Maison de Quartier Villeray	An 4	0	Dons de nourriture ou de fournitures, Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Patro Villeray	An 4	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles	Oui
Patro Villeray	An 3	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles	Oui
Patro Villeray	An 2	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles	Oui
Patro Villeray	An 1	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles	Oui
Corporation de Développement Communautaire Solidarités Villeray	An 1	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Offrir un soutien administratif ou logistique, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Corporation de Développement Communautair	An 2	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en	Oui

e Solidarités Villeray			commun de ressources humaines ou matérielles, Offrir un soutien administratif ou logistique, Partage d'expertise, mentorat, formation	
Corporation de Développement Communautaire Solidarités Villeray	An 3	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Offrir un soutien administratif ou logistique, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Corporation de Développement Communautaire Solidarités Villeray	An 4	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Offrir un soutien administratif ou logistique, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Centre des aînés de Villeray	An 4	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Centre des aînés de Villeray	An 2	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Centre des aînés de Villeray	An 1	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Centre des aînés de Villeray	An 3	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui

Cinéma Public	An 1	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Cinéma Public	An 2	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Non
Cinéma Public	An 4	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Non
Cinéma Public	An 3	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Non
Littéracie Ensemble	An 1	0	Dons de nourriture ou de fournitures, Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Littéracie Ensemble	An 2	0	Dons de nourriture ou de fournitures, Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Littéracie Ensemble	An 4	0	Dons de nourriture ou de fournitures, Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Littéracie Ensemble	An 3	0	Dons de nourriture ou de fournitures, Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui

CIUSSS du Nord de l'île de Montréal	An 4	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
CIUSSS du Nord de l'île de Montréal	An 1	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
CIUSSS du Nord de l'île de Montréal	An 3	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
CIUSSS du Nord de l'île de Montréal	An 2	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation, Référencement, recrutement des personnes participantes	Oui
Arrondissement VSP	An 1	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Arrondissement VSP	An 2	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Arrondissement VSP	An 4	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Arrondissement VSP	An 3	0	Prêt d'un espace pour réaliser le projet (local, salle, terrain, etc.), Mise en commun de ressources	Oui

			humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	
Centraide du Grand Montréal	An 1			Non
Centraide du Grand Montréal	An 4	0		Non
Centraide du Grand Montréal	An 2	0		Non
Centraide du Grand Montréal	An 3	0		Non
Centraide du Grand Montréal	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Centraide du Grand Montréal	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Non
Centraide du Grand Montréal	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Non
Centraide du Grand Montréal	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Non
À portée de mains	An 1	0	Mise en commun de ressources humaines ou matérielles, Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
À portée de mains	An 2	0		Non
À portée de mains	An 4	0		Non
À portée de mains	An 3	0		Non
Fédéral, Provincial et municipal	An 2	2 000		Non
Fédéral, Provincial et municipal	An 1	2 000		Oui
Fédéral, Provincial et municipal	An 3	2 000		Non
Fédéral, Provincial et municipal	An 4	2 000		Non

Service d'orientation et de recherche d'emploi pour l'intégration des femmes	An 2	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Service d'orientation et de recherche d'emploi pour l'intégration des femmes	An 1	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Service d'orientation et de recherche d'emploi pour l'intégration des femmes	An 4	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Service d'orientation et de recherche d'emploi pour l'intégration des femmes	An 3	0	Partage d'expertise, mentorat, formation	Oui
Centraide du Grand Montréal	An 1			Non
Centraide du Grand Montréal	An 4	0		Non
Centraide du Grand Montréal	An 3	0		Non
Centraide du Grand Montréal	An 2	0		Non

Informations complémentaires

Si nécessaire, ajoutez ici toute autre information pertinente à l’analyse de votre dossier.

Nous aimerions porter votre attention sur l'importance du soutien financier (MESS-VILLE) que nous avons reçu depuis plusieurs années avant la création de l'organisme. Ce financement a permis de créer une action communautaire dans un secteur dépourvu de service à la communauté et d'être un repère pour des personnes marginalisées qui vivaient des situations précaires. De là, plusieurs de ces personnes ont cheminé au niveau professionnel et social leur permettant d’améliorer leur conditions de vie et de réduire les inégalités auxquelles elles faisaient face. Aujourd'hui, la réalité du secteur reste la même mais pour de nouveaux

citoyen.ne.s. Ainsi, la nécessité de recevoir cette subvention est fondamentale afin d'inscrire la lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale dans un continuum d’actions et d'interventions dans l’est de Villeray.

Documents

Liens pertinents pour le projet

Lien 1 : https://youtu.be/S7B6MWZvESE

Lien 2 :

Lien 3 :

Documents

Autre document :

Nom	Nature	Ajouté le	Ajouté par
Certificat_OSBL-204621_1_20241118_055227_4 (2).pdf	Autre document	06/02/2025 11:19	Naïma Mehennek
Contrat d'investissement social 2024-2025 (1).pdf	Autre document	06/02/2025 11:19	Naïma Mehennek
État de renseignements au registre des entreprises.pdf	Autre document	06/02/2025 11:19	Naïma Mehennek
Résolution CA_MESS-VILLE_2025-2029.pdf	Autre document	06/02/2025 11:20	Naïma Mehennek
Rapport Activité VdE_2024-avec compression.pdf	Autre document	06/02/2025 11:45	Naïma Mehennek
Grille budgétaire détaillée SSDS-2025.xlsx	Autre document	06/02/2025 16:41	Naïma Mehennek
Attestation integrite (1)_signed.pdf	Autre document	06/02/2025 16:52	Naïma Mehennek
Attestation integrite (1)_signed (3).pdf	Attestation d'intégrité	07/02/2025 08:02	Naïma Mehennek
Résolution CA_MESS-VILLE_2025-2029 (2).pdf	Résolution du CA	07/02/2025 08:02	Naïma Mehennek
Grille budgétaire détaillée SSDS-2025.xlsx	Grille du budget détaillé	07/02/2025 08:02	Naïma Mehennek
Centraide du Grand Montréal_Contrat d'investissement social 2024-2025 (1) (1).pdf	Lettre d'entente partenaire	07/02/2025 08:02	Naïma Mehennek
Pour un avenir sans inégalité à Villeray!_soumission_2025-02-07 08:03.pdf	Copie de la demande	07/02/2025 08:03	Naïma Mehennek
Grille budgétaire détaillée SSDS-2025_corrigée 20-02.xlsx	Grille du budget détaillé	20/02/2025 16:03	Simon TALBOT
Contrat d'investissement social 2024-2025 (1) (1).pdf	Lettre d'entente partenaire	10/04/2025 18:05	Naïma Mehennek

Soumission de la demande

Attestation d’intégrité :

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

Ajustements demandés par le responsable de l'appel à projets

Ajustements identification :

Ajustements description et planification :

Ajustements mise en place :

Svp précisez davantage les résultats que vous souhaitez atteindre et comment vous allez y arriver.

Comment allez-vous mesurer l'impact de votre projet auprès des personnes vulnérables et marginalisées?
Comment allez-vous suivre / mesurer l'atteinte de vos objectifs? Avec quels indicateurs?

Ajustements cibles :

Ajustements budget :

Svp réviser votre budget et sa ventilation pour un total de 72 342.75 $ annuellement.

Ajustements documents :

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



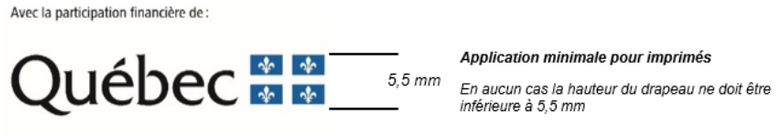
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DE LA VILLE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L’apposition du logo de l’arrondissement sur un outil produit par l’organisme doit faire l’objet d’une autorisation préalable de l’arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l’arrondissement VSP : par l’intermédiaire d’un représentant municipal autorisé ou d’un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l’épreuve dans un délai d’au moins dix jours ouvrables avant l’impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l’apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n’est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L’organisme a la responsabilité de s’assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services,

d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l’organisme et l’arrondissement, la signature de l’organisme et celle de l’arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être à droite et celui de l’organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :

Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents. Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255781001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière totalisant 3 639 004 $ à 18 organismes désignés à la recommandation, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour la période du 7 mai 2025 au 31 mars 2029 dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029) et approuver les projets de conventions à cette fin.



Grille_analyse_montreal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie GRÉGOIRE
conseiller(-ere) en developpement communautaire

Tél : 438-368-5563
Télécop. : -

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1255781001

Unité administrative responsable : DCSLDS de l'Arrondissement VSP

Projet : Accorder une contribution financière totalisant 3 639 004 $ à 18 organismes ci-après désignés à la recommandation, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux et pour la période débutant le 7 mai 2025 et se terminant le 31 mars 2029, dans le cadre du programme Agir ensemble et approuver les projets de conventions à cette fin.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Le présent dossier contribue à l'atteinte de plusieurs résultats de Montréal 2030. Voici les 4 priorités rejointes :

* Priorité 6: « Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès aux aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire »;
* Priorité 7: « Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable »;
* Priorité 9: « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire »;

* Priorité 19. « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et des Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins ».

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 6: Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 6 de Montréal 2030, soit de tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire, est d'offrir davantage d'opportunités variées en matière d'offre alimentaire destinée aux plus démuni.es tel que de bonifier les services d'une banque alimentaire, d'augmenter le nombre de groupes de cuisines collectives et de consolider des services de livraisons de repas aux personnes ayant des enjeux de mobilité.

Priorité 7: Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 7 de Montréal 2030, soit de répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable, est d'intensifier le soutien et l'accompagnement aux citoyen.nes confrontés à des conditions de logements insalubres ou menacés d'expulsion, ainsi que dans leurs démarches individuelles et collectives lorsqu'il y a une problématique dans leurs immeubles.

Priorité 9 : Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 9 de Montréal 2030, soit de consolider un filet social fort, et de favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire est d'offrir des activités et des services diversifiés qui visent à briser l'isolement, le développement d'habiletés et de compétences ainsi que l'empowerment pour les enfants, les adolescent.es, les jeunes mères les familles immigrantes, qui vivent dans un contexte de vulnérabilité.

Priorité 19: Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 19 de Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins est d'avoir des intervenants de proximité présents dans les milieux de vie et les espaces publics qui travaillent auprès des populations vulnérables et marginalisées.
OBJ

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1254518004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er mars au 31 mars 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

Il est recommandé :
de recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er mars au 31 mars 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

Signé par Nathalie VAILLANCOURT **Le** 2025-04-14 10:53

Signataire : Nathalie VAILLANCOURT

_____

Directrice d'arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1254518004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er mars au 31 mars 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

CONTENU

CONTEXTE

La directrice de l'arrondissement doit déposer, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA18-14009), les rapports faisant état des décisions prises dans l'exercice des pouvoirs délégués par le conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à déposer les rapports faisant état des décisions prises en matière des ressources humaines et des ressources financières dans l'exercice des pouvoirs délégués par le conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension pour la période du 1er mars au 31 mars 2025.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En raison de la nature du dossier décisionnel, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s’appliquent pas. C'est pourquoi la grille d'analyse Montréal 2030 n'est pas jointe au dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Article 477.2 et 477.5 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).
Article 130 de la charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ. chapitre C-11.4).
Article 4 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA18-14009).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-04-02
Lisanne VAILLANCOURT Secrétaire de direction	Annette DUPRÉ Directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Tél : 514 868-3836 **Télécop. :**	**Tél :** 514-872-1415 **Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254518004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er mars au 31 mars 2025, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.



Rapport consolidé Mars 2025.pdf



CF-30 Factures non associées à un BC - mars.pdf



BC-100 - Liste des BC approuvés par fournisseur - mars.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lisanne VAILLANCOURT
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3836
Télécop. :

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
Mars 2025

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er mars au 31 mars 2025

ARTICLE	DESCRIPTION	Mars 2025		Février 2025		Cumulatif	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
	SOMMAIRE **Résultats par grande famille**						
	Octroi de contrats pour exécution de travaux par le budget de fonctionnement	0	- $	3	239 804,84 $	3	239 804,84 $
	Règlements de réclamations et de jugements	0	- $	0	- $	0	- $
	Autres décisions impliquant une dépense	1	40 420,61 $	1	30 240,00 $	2	70 660,61 $
	Décisions impliquant la gestion des ressources humaines	19	- $	17	- $	36	- $
	Autres décisions n'impliquant pas de crédits	3	- $	11	- $	14	- $
	TOTAL	**23**	**40 420,61 $**	**32**	**270 044,84 $**	**55**	**310 465,45 $**
RESSOURCES MATÉRIELLES							
22.01	Contrat 121 100 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 1)			2	205 425,84 $	2	205 425,84 $
22.02	Contrat 50 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 2)			1	34 379,00 $	1	34 379,00 $
22.03	Contrat 25 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 3)					0	- $
22.04	Contrat 15 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 4)					0	- $
22.05	Contrat 5 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 5)					0	- $
23.00	Location par la ville d'un immeuble: 101 100 $ et moins (Niveau 1) et 50 000 $ et moins (Niveau 2)					0	- $
TOTAL RESSOURCES MATÉRIELLES		**0**	**- $**	**3**	**239 804,84 $**	**3**	**239 804,84 $**
ADMINISTRATION FINANCIÈRE							
24.01	Contrat 121 200 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 1)					0	- $
24.02	Contrat 50 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 2)	1	40 420,61 $	1	30 240,00 $	2	70 660,61 $
24.03	Contrat 25 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 3)					0	- $
24.04	Contrat 15 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 4)					0	- $
25.00	Autorisation-Participation à un comité de sélection					0	- $
26.01	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 50 000 $ et moins (Niveau 1)					0	- $
26.02	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 25 000 $ et moins (Niveau 2)					0	- $
26.03	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 10 000 $ et moins (Niveau 3)					0	- $
26.04	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 5 000 $ et moins (Niveau 4)					0	- $
27.01	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 101 100 $ et moins (Niveau 1)					0	- $
27.02	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 50 000 $ et moins (Niveau 2)					0	- $
27.03	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 25 000 $ et moins (Niveau 3)					0	- $
27.04	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 15 000 $ et moins (Niveau 4)					0	- $
28.01	Virement crédits : Tout virement sauf contributions financières (Niveau 1)					0	- $
28.02	Virement crédits : entre deux fonctions budgétaires d'une même direction, à l'exception de la rémunération, des charges sociales et des contributions financières (Niveau 2)					0	- $
41.23	Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour des travaux de remplacement					0	- $

28.03	Virement crédits, à l'intérieur d'une même fonction budgétaire, à l'exception de la rémunération, des charges sociales et des contributions financières (Niveau 6)					0	- $
TOTAL ADMINISTRATION FINANCIÈRE		**1**	**40 420,61 $**	**1**	**30 240,00 $**	**2**	**70 660,61 $**

RÉGLEMENTATION - DÉCISIONS N'IMPLIQUANT PAS DE CRÉDITS

	Permis - Règlement sur les opérations cadastrales Approuver projet de remplacement de lots					0	- $
29.00	Règlement: Pouvoirs en matière de circulation, signalisation et stationnement / Directeur TP seulement	2		10		12	- $
31.00	Acceptation de l'utilisation du domaine public découlant de l'approbation des événements spéciaux						
32.00	Demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme et pour laquelle un avis favorable a été émis - construction hors toit en vertu d'un PIIA (Niveau 2)	1		1		2	- $
32.01	Demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme et pour laquelle un avis favorable a été émis - construction hors toit en vertu d'un PIIA (Niveau 2)					0	- $
32.02	Demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme et pour laquelle un avis favorable a été émis - enseignes (Niveau 2)					0	- $
TOTAL RÉGLEMENTATION		**3**	**- $**	**11**	**- $**	**14**	**- $**

RESSOURCES HUMAINES

07.00	POSTES - Nomination cadre (L.R.Q., c. C-19)	2		2		4	- $
08.01	POSTES - Nomination emplloyé syndiqué autre que manuel (L.R.Q., c. C-17) / Autres dir. arr.					0	- $
08.02	POSTES - Nomination employé syndiqué autre que manuel (L.R.Q., c. C-17) / Autres cas	7		4		11	- $
08.02.1	Mouvements de masse - Employés cols blancs (procédé administratif)					0	- $
09.00	POSTES - Nomination employé manuel ayant acquis la permanence d'emploi	3				3	- $
10.00	POSTES - Nomination emp. manuel lorsqu'elle entraîne la permanence d'emploi	1		1		2	- $
11.00	POSTES - Mouvement de personnel col bleu suite à une réquisition ou baisse de structure					0	- $
11.00.1	Mouvements de masse - Employés cols bleus (procédé administratif)					0	- $
12.00	POSTES - Résiliation cont. de trav. ou mise à pied d'un cadre (L.R.Q., c. C-19)					0	- $
13.01	POSTES - Résiliation cont. trav., rétrogradation ou mise à pied d'un employé syndiqué / Autres dir. arr.					0	- $
13.02	POSTES - Résiliation cont. trav., rétrogradation ou mise à pied d'un employé syndiqué / Autres cas			1		1	- $
14.01.0	Mesure disciplinaire incluant congédiement / Autorité dir. arr.					0	- $
14.02.1	Postes- résiliation de cont de trav					0	- $
14.02.0	Mesure disciplinaire, incluant congédiement / Autres cas	5		9		14	- $
15.00	Création et transfert de postes	1				1	- $
16.00	Abolition et modification de postes					0	- $
17.00	POSTES - Détermination de l'affectation de travail et des responsabilités des fonctionnaires et employés					0	- $
18.00	Négociation avec les associations syndicales accréditées, des clauses… prévues à l'art. 49.2.					0	- $
19.01	POSTES - Conditions de travail (non prévu au présent règlement) (Niveau 1)					0	- $
19.02	POSTES - Conditions de travail (non prévu au présent règlement) / Autres cas (Niveau 2)					0	- $
TOTAL RESSOURCES HUMAINES		**19**	**- $**	**17**	**- $**	**36**	**- $**

MATIÈRES JURIDIQUES

20.01	Accomplissement de tout acte et signature de document relatif à la CSST incluant nég. proc. jud.					0	- $
20.02	Négociation, plaidorie et règl. de tout litige en matière de relations de travail avec rég. en matière zonage					0	- $
20.03	Paiement / Amende découlant d'une infraction en matière de SST					0	- $
20.04	Recouvrement des sommes dues à l'arrondissement					0	- $
20.05	Paiement de l'indemnité provisionnelle et paiement de l'indemnité définitive en matière d'expropriation					0	- $
20.06	Règlement d'une réclamation, action ou poursuite / Responsabilité civile ou pénale de l'arrondissement					0	- $
20.07	Consentir des mainlevées ou des quittances					0	- $
20.08	Radier une somme due à l'arrondissement sauf taxes décrétées par ce dernier					0	- $
20.09	Paiement des mémoires de frais judiciaires ou des frais d'experts					0	- $
20.10	Paiement de l'amende et des frais résultant de la commission avec un véhicule de l'arrondissement					0	- $
20.11	Paiement de l'amende et des frais réclamés par un constat d'infraction signifié à l'arrondissement					0	- $
20.12	Opposition à une demande de permis d'alcool prévue à la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9-1)					0	- $
20.13	La négociation, la plaidoirie devant tout tribunal et le règlement de tout litige.					0	- $
TOTAL DES MATIÈRES JURIDIQUES		**0**	**- $**	**0**	**- $**	**0**	**- $**
	GRAND TOTAL des décisions déléguées prises pour ces périodes	**23**	**40 420,61 $**	**32**	**270 044,84 $**	**55**	**310 465,45 $**

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Factures non associées à un bon de commande par fournisseur
Période : mars 2025

Fournisseur	No facture	Approbateur facture	Description facture	Direction	Activité description	Montant répartition
9507-6758 Quebec Inc. (708453)	055	St-Pierre, Marco	Lavage de véhicules	Travaux publics(B52K65)	Planification et gestion des parcs et espaces verts	26,25
Adc Communication (444719)	5376	Levesque, Kathleen	3000 ENVELOPPES GRAINOTHÈQUE	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	498,69
Adc Communication (444719)	5377	Levesque, Kathleen	00 AUTOCOLLANT PAPIER 3" X 3" LOGO VSP	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	82,15
Adc Communication (444719)	5378	Levesque, Kathleen	6 CERTIFICATS HONORIFIQUE	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	41,99
Adc Communication (444719)	5379	Levesque, Kathleen	00 ACCROCHE-PORTE BIBLIO RENCONTRE	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	268,51
Adc Communication (444719)	5380	Levesque, Kathleen	20 AFFICHES 14" X 20" CINÉ-CLUB	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	131,23
Adc Communication (444719)	5382	Levesque, Kathleen	575 CARTONS FÊTE DES BÉNÉVOLES	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	179,79
Adc Communication (444719)	5383	Levesque, Kathleen	4 AFFICHES 11" X 17" RELÂCHE SCOLAIRE	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	47,24
Alliance Socioculturelle Et Aide Pedagogique (Asap) (194570)	de20250313115438	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	100,00
Angers, Lina (671425)	de20250226101857	Leclerc, Andreane	Achat d'items à donner pour un concours en lien avec la grainothèque	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Bibliothèques	52,31
Aubut, Isabelle (179646)	de20250228084202	Steben, Frederic	Km juin 2024	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	38,81
Aubut, Isabelle (179646)	de20250228084524	Steben, Frederic	Km juillet 2024	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	34,45
Aubut, Isabelle (179646)	de20250228084927	Steben, Frederic	Km aout 2024	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	25,19
Aubut, Isabelle (179646)	de20250228090202	Steben, Frederic	Km septembre 2024	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	41,21
Baziz, Souad (686118)	de20250326090906	Fiset, Alain	Km février 2025	Services administratifs et greffe(B52K56)	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles autre que GPI - À répartir	87,17
Beauvais, Malik (672577)	de20250306144441	Lehoux, Patrick	Requalification Moniteur de natation	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	128,55
Beauvais, Malik (672577)	de20250306152646	Lehoux, Patrick	Requalification sauveteur national (option piscine)	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	110,43
Bergeron, Marie-Chantal (377100)	de20250320124227	Leclerc, Andreane	Tisane pour clubs de lecture	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Bibliothèques	21,96
Bergeron, Marie-Chantal (377100)	de20250326094246	Leclerc, Andreane	Quincaillerie pour réparer un chevalet en bois	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Bibliothèques	7,38
Boo! Design Inc. (123330)	18953	Levesque, Kathleen	Modifications - Signets grainothèque	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	47,24
Boo! Design Inc. (123330)	18955	Levesque, Kathleen	Mise à jour pastilles et affiches organismes	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	614,18
Boo! Design Inc. (123330)	18978	Levesque, Kathleen	Conception d'un carton pour les bibliothèques	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	341,21
Boo! Design Inc. (123330)	18986	Levesque, Kathleen	Structure et toile - Soirée reconnaissance	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	740,16
Boo! Design Inc. (123330)	18991	Levesque, Kathleen	SECTEUR 198-199 Dépliant stationnement vignettes	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	524,94
Bricout, Nicolas (612312)	de20250317083828	Hamelin, Vincent-Thomas	Km fev 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	28,67
Carrefour De Liaison Et D'Aide Multi-Ethnique (128864)	de20250313130222	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	750,00
Carrefour Jeunesse-Emploi Centre-Nord (243828)	n202505	Lehoux, Patrick	Participation du Salon de l¿emploi Vendredi le 14 et 15 mars 2025	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	400,00
Centre Socioeducatif Lasallien (650552)	de20250313115758	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	2 400,00
Cercle Des Fermieres Du Coeur-De-L'Ile De Montreal (494749)	de20250320092147	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	250,00
Chartrand-Fleury, Odile (741959)	de20250307130005	Lehoux, Patrick	Requalification Premiers Soins - Général	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	70,70

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Factures non associées à un bon de commande par fournisseur
Période : mars 2025

Fournisseur	No facture	Approbateur facture	Description facture	Direction	Activité description	Montant répartition
Communaute Hellenique Du Grand Montreal (133503)	de20250313133207	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	500,00
Complexe Avenue Ogilvy Sec (175474)	202500000099	Leclerc, Andreane	DS 88395143 Main d'oeuvre février 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Administration, finances et approvisionnement	68,66
Copibec (121195)	79829	Leclerc, Andreane	Licence ou droit d'auteur	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	262,47
Coulibaly, Sanata Laetitia (665675)	de20250225123659	Thellend, Steve	Remboursement de la facture Trajectoire Québec 2500000625	Cabinet des élus	Conseil et soutien aux instances politiques	395,70
Coulibaly, Sanata Laetitia (665675)	de20250307132435	Thellend, Steve	Remboursement Sommet de l'Est	Cabinet des élus	Conseil et soutien aux instances politiques	307,89
Coulibaly, Sanata Laetitia (665675)	de20250321144836	Thellend, Steve	Billets pour le sommet de l'Est 7 avril	Cabinet des élus	Conseil et soutien aux instances politiques	371,38
Danis, James (741412)	de20250306092343	Lehoux, Patrick	Requalification Premiers Soins - Général	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	73,21
Danis, James (741412)	de20250306095358	Lehoux, Patrick	Requalification Sauveteur National	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	125,00
Deguire, Marie-Eve (742255)	de20250306153500	Leclerc, Andreane	Frais de réunion DCSLDS	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	68,25
Dellidj, Sofia (672412)	de20250306100824	Lehoux, Patrick	Requalification SN	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	130,00
Dussault, Josee (670648)	de20250317083123	Leclerc, Andreane	Km fev 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	8,16
Enveloppe Laurentide Inc (115843)	041477	Jobidon, Jocelyn	Portion TVH / 1000 enveloppes	Direction du développement du territoire	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	340,86
Enveloppe Laurentide Inc (115843)	041478	Jobidon, Jocelyn	Portion TVH / 1000 enveloppes	Direction du développement du territoire	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	297,68
Fadoq-Region Ile De Montreal (121265)	de20250313130634	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	500,00
Fleury, Alyssa (642733)	de20250319131913	Lehoux, Patrick	Requalification PSG	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	55,21
Fleury, Alyssa (642733)	de20250319132614	Lehoux, Patrick	-	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	163,05
Fondation Oasis De Sagesse (Fos) (741908)	de20250313141117	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	350,00
Formation Cad Inc. (527892)	96899	Lehoux, Patrick	Formations vidéo à la demande - Excel Base 1 & 2, Dominique Yelle	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	304,45
Fortune, Roch (733171)	de20250228092741	Medawar, Nadine	Achat de bacs pour dons	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	47,47
Fortune, Roch (733171)	de20250320125156	Medawar, Nadine	Repas du Dîner de célébration du mois de l'histoire des Noirs au 405 Ogilvy, le 26 février dernier.	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	500,00
Groupe Des Benevoles 1ere Et 2ieme Avenue (531448)	de20250313131107	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	550,00
Himalaya Seniors Du Quebec (142353)	de20250313131534	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	500,00
Hurtubise, Martin (124202)	de20250320101633	Leclerc, Andreane	Événement RIDEAU Du 16 au 21 février 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Centres communautaires - Activités culturelles	2 212,29
Journal De St-Michel (120422)	66525	Thellend, Steve	Annonce février 2025	Cabinet des élus	Conseil et soutien aux instances politiques	393,70
L'Heureux-Roy, Azelle (741890)	de20250228093821	Lehoux, Patrick	Requalification Premiers Soins Générales	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	66,25
L'Heureux-Roy, Azelle (741890)	de20250306111056	Lehoux, Patrick	Requalification Sauveteur National	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	148,13
Laporte-Blackburn, Anne Li (698211)	de20250319134835	Lehoux, Patrick	Requalification Sauveteur National	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	130,00
Leclerc, Andreane (137717)	de20250312100649	Leclerc, Andreane	Km février 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	45,32
Leclerc, Andreane (137717)	de20250312103051	Vaillancourt, Nathalie	Fleurs envoyées au salon funéraire pour la mère de Pascale Fortier	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Administration, finances et approvisionnement	92,03
Les Cercles De Fermieres Du Quebec (159454)	de20250313121123	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	0,00
Louis- Etienne Dore (130639)	314	Levesque, Kathleen	Photos : Vernissage exposition ¿¿ ¿¿¿¿¿¿¿¿ ¿¿¿¿¿¿¿¿¿¿ MCCL	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	330,71
Maison De La Famille De St-Michel (133437)	de20250313131812	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	600,00
Marsolais, Victor (741953)	de20250307093553	Lehoux, Patrick	Requalification SN	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	125,00
Meloche, Nadine (504330)	de20250317082642	Leclerc, Andreane	Km février 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	8,86
Memoires De Petite-Patrie, Villeray Et Petite-Italie (703829)	de20250313132456	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	1 750,00
Molina, Sophia Esmeralda (742696)	de20250326093121	Lehoux, Patrick	Requalification SN	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	115,00
Newsfirst Multimedia (205438)	74747	Thellend, Steve	Publicité de Mary Deros - juin 2024	Cabinet des élus	Conseil et soutien aux instances politiques	164,83
Newsfirst Multimedia (205438)	74954	Thellend, Steve	Publicité de Mary Deros - août 2024	Cabinet des élus	Conseil et soutien aux instances politiques	164,83

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Factures non associées à un bon de commande par fournisseur
Période : mars 2025

Fournisseur	No facture	Approbateur facture	Description facture	Direction	Activité description	Montant répartition
Newsfirst Multimedia (205438)	75081	Thellend, Steve	Publicité de Mary Deros - septembre 2024	Cabinet des élus	Conseil et soutien aux instances politiques	164,83
Newsfirst Multimedia (205438)	75221	Thellend, Steve	Publicité de Mary Deros - octobre 2024	Cabinet des élus	Conseil et soutien aux instances politiques	164,83
Office National Du Film Du Canada (157478)	90314498	Leclerc, Andreane	FRAIS DE LICENCE SELON LA LETTRE D'ENTENTE DATÉE DU 05 MARS 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Centres communautaires - Activités culturelles	262,47
Pasquier, Lucie (666200)	de20250317085624	Leclerc, Andreane	Achat de matériel pour activité de slime	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Bibliothèques	190,02
Pean, Wedley (741947)	de20250307130550	Lehoux, Patrick	Requalification SN	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	125,00
Ponton, Martin (157812)	de20250312102057	Pugi, Benjamin	Km février 2025	Travaux publics(B52K65)	Transport - Dir. et admin. - À répartir	10,90
Quincaillerie Liege Inc. (609846)	527202	Thellend, Steve	Ruelle verte en Herbe - Fournitures	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	264,54
Raya, Vivianne (741502)	de20250312094512	Steben, Frederic	Km mois février 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	14,17
Regroupement Jeunesse En Action (598877)	de20250313114320	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	300,00
Romero-Muskus, William (665207)	de20250317124432	Lehoux, Patrick	Requalification de Moniteur de Natation (Société de Sauvetage) 13 février 2025	Services administratifs et greffe(B52K56)	Gestion du personnel	128,55
Rooney, Caroline (741503)	de20250312095448	Steben, Frederic	Km janvier 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	15,66
Rooney, Caroline (741503)	de20250312095901	Steben, Frederic	Km février 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	16,35
Saint-Michel Vie Sans Frontieres (327583)	de20250313112633	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	1 250,00
Service D'Interpretation Visuelle Et Tactile (Sivet) (31765)	40242	Leclerc, Andreane	Interprète 01/01/2025 au 31/01/2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Bibliothèques	170,00
Sisterhood, Groupe De Soutien Entraide Pour Femmes (642374)	de20250313141604	Affane, Amal	Contributions des élus GDD 1254539002	Services administratifs et greffe(B52K56)	Conseil et soutien aux instances politiques	500,00
Spectacle Interface (565402)	0125	Dupre, Annette	Séance ordinaire du conseil de juillet	Services administratifs et greffe(B52K56)	Greffe	349,08
Spectacle Interface (565402)	0225	Dupre, Annette	Interprétation en langue des signes québécoise pour la séance ordinaire du conseil de mars	Services administratifs et greffe(B52K56)	Greffe	698,17
St-Jacques, Marc (742256)	de20250306104129	Leclerc, Andreane	MCPE Aménagement de salle	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Centres communautaires - Activités culturelles	253,94
Thibault, Sandra (644179)	de20250312123400	St-Pierre, Marco	Km février 2025	Travaux publics(B52K65)	Horticulture et arboriculture	49,71
Union Des Ecrivaines Et Ecrivains Quebecois (72215)	13158	Leclerc, Andreane	Frais de gestion tournées rencontres	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Bibliothèques	83,99
Yang, Tina (720397)	de20250227102106	Steben, Frederic	Km novembre 2024	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	63,19
Yang, Tina (720397)	de20250227102603	Steben, Frederic	Km décembre 2024	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	30,40
Yang, Tina (720397)	de20250228083454	Steben, Frederic	Km janvier 2025	Culture, sports, loisirs et développement social(B52K68)	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	17,41
Total						**25 480,01**

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : mars 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
2632-2990 QUEBEC INC	1695061	2025-03-19	AFFANE, AMAL	PDI/DTP- 1244969007/CA24 140335 - Service de location d'un rétrocaveuse avec opérateurs, entretien et accessoires, pour la période du 14 avril au 14 novembre 2025 - LOT 2 - AO 22-19609	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	77 798,26
2632-2990 QUEBEC INC	1695387	2025-03-19	AFFANE, AMAL	DTP/PDI - 1244969006/CA24 140334 - Service de location d'un camion 12 roues à benne basculante avec opérateur et entretien pour des travaux de voirie (LOT 2) du 7 avril au 14 novembre 2025	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	64 869,68
9082-8179 QUEBEC INC.	1709217	2025-03-26	PUGI, BENJAMIN	ÉGOUT - Branchement au 8196 de l'Épée + plomb	Travaux publics	Réseaux d'égout	9 973,81
9208-1546 QUEBEC INC (BALAI-TECH PLUS)	1708383	2025-03-20	ST-PIERRE, MARCO	VOIRIE - Service de location d'un balai-aspirateur avec opérateur pour le ménage du printemps	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	18 897,75
9394-0047 QUEBEC INC.	1709663	2025-03-27	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Parc Julie-Hamelin - Changement de lavabo et clés en extra	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 691,74
ACTION PERMABITAT INC.	1708875	2025-03-24	THELLEND, STEVE	PDI - Fabrication de mobiliers pour la ruelle Pas des sages	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 140,03
ACTION PERMABITAT INC.	1708885	2025-03-24	THELLEND, STEVE	PDI - Nichoirs à oiseaux pour la ruelle verte Macadam Vert	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	686,05
ACTION PERMABITAT INC.	1708889	2025-03-24	THELLEND, STEVE	PDI - Nichoirs à oiseaux pour la ruelle verte Cardinal	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	231,93
ACTION PERMABITAT INC.	1709198	2025-03-26	THELLEND, STEVE	PDI - Fabrication de mobiliers pour la ruelle verte Cardinal	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	5 357,11
ACTION PERMABITAT INC.	1709204	2025-03-26	THELLEND, STEVE	PDI - Nichoirs à oiseaux pour la ruelle verte au bois dormant	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	218,91
ADC COMMUNICATION	1708639	2025-03-21	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - Impression dépliants Implantation collecte des RA Villeray 2025	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	3 044,64
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1705635	2025-03-04	MARTEL, MICHAEL	AQUEDUC - ACHAT DE RACCORD DE SERVICE 3/4 X 3/8	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	805,25
AMIANTE PROCONSULT INC.	1705482	2025-03-03	FISET, ALAIN	IMM - 7355 Christophe-Colomb - Suivi des travaux de désamiantage des réservoirs du local 100	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	4 042,02
AMIANTE PROCONSULT INC.	1708000	2025-03-19	FISET, ALAIN	IMM - INCIDENCES - GDD1248462003 - Service d'échantillonnage pour projet de rénovations au centre Patro Villeray	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 703,96
AMIANTE PROCONSULT INC.	1708000	2025-03-19	FISET, ALAIN	IMM - INCIDENCES - GDD1248462003 - Service d'échantillonnage pour projet de rénovations au centre Patro Villeray	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 382,70
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-03-07	STEBEN, FREDERIC	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	7 341,24
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-03-07	STEBEN, FREDERIC	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	2 519,70
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-03-07	STEBEN, FREDERIC	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	2 516,55
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-03-07	STEBEN, FREDERIC	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	1 886,63
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-03-07	STEBEN, FREDERIC	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	881,86
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-03-07	STEBEN, FREDERIC	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	419,95
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-03-07	STEBEN, FREDERIC	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	377,94
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-03-07	STEBEN, FREDERIC	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	75,38
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	1706268	2025-03-07	STEBEN, FREDERIC	CSLDS - Piscine François-Perrault - Achat et installation d'une chaise de sauveteur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	41,79
ASSOCIATION DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES DU QUEBEC	1700942	2025-03-14	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Adhésion à l'ABPQ pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	3 060,56
ASSOCIATION DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES DU QUEBEC	1707097	2025-03-13	LEHOUX, PATRICK	CSLDS - Bibliothèque Le Prévost - Inscription à une formation La poésie actuelle des femmes au Québec	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	70,34
ASSOCIATION DES DIRECTEURS GENERAUX DES MUNICIPALITES DU QUEBEC (ADGMQ)	1707353	2025-03-14	VAILLANCOURT, NATHALIE	ADM - Cotisation annuelle 2025	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Administration, finances et approvisionnement	918,64
ASSOCIATION DES DIRECTEURS GENERAUX DES MUNICIPALITES DU QUEBEC (ADGMQ)	1707353	2025-03-14	VAILLANCOURT, NATHALIE	ADM - Cotisation annuelle 2025	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Administration, finances et approvisionnement	526,41
ASSOCIATION DES DIRECTEURS GENERAUX DES MUNICIPALITES DU QUEBEC (ADGMQ)	1708269	2025-03-20	LEHOUX, PATRICK	RH - Inscription au congrès 2025 de l'ADGMQ	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	923,89
AUVITEC LTEE	1709861	2025-03-28	LECLERC, ANDREANE	CULT/BIBLIO- Achat matériels pour MCCL	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	4 424,17
AUVITEC LTEE	1709861	2025-03-28	LECLERC, ANDREANE	CULT/BIBLIO- Achat matériels pour MCCL	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	1 004,52

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : mars 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
AUVITEC LTEE	1709861	2025-03-28	LECLERC, ANDREANE	CULT/BIBLIO- Achat matériels pour MCCL	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	340,16
AYA HASSI	1709714	2025-03-27	THELLEND, STEVE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Activité henné dans une soirée entre filles - Projet Un pont entre nous	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	175,00
BERNARD ST DENIS ARCHITECTE PAYSAGISTE	1709168	2025-03-25	THELLEND, STEVE	GAG - SGPI - JURY CONCOURS D'ARCHITECTURE PLURIDISCIPLINAIRE BIBLIOTHÈQUE DU QUARTIER VILLERAY ET LE PARC LE PRÉVOST	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Bibliothèques	8 000,00
BIBLIO RPL LTEE	1708172	2025-03-19	HAMELIN, VINCENT-THOMAS	CSLDS - Bibliothèque Parc-Extension - Matériel divers	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	283,47
BIBLIO RPL LTEE	1708172	2025-03-19	HAMELIN, VINCENT-THOMAS	CSLDS - Bibliothèque Parc-Extension - Matériel divers	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	19,90
BIBLIO RPL LTEE	1708172	2025-03-19	HAMELIN, VINCENT-THOMAS	CSLDS - Bibliothèque Parc-Extension - Matériel divers	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	18,90
BIBLIO RPL LTEE	1708172	2025-03-19	HAMELIN, VINCENT-THOMAS	CSLDS - Bibliothèque Parc-Extension - Matériel divers	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	13,86
BIBLIO RPL LTEE	1708172	2025-03-19	HAMELIN, VINCENT-THOMAS	CSLDS - Bibliothèque Parc-Extension - Matériel divers	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	9,24
BIBLIO RPL LTEE	1708172	2025-03-19	HAMELIN, VINCENT-THOMAS	CSLDS - Bibliothèque Parc-Extension - Matériel divers	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	7,61
BOO! DESIGN INC.	1695275	2025-03-20	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - AFFFICHES ET SERVICE GRAPHISME	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	934,39
CARDIO CHOC INC.	1708159	2025-03-19	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Cartouches d'électrode pour défibrillateur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	481,21
CARDIO CHOC INC.	1708159	2025-03-19	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Cartouches d'électrode pour défibrillateur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	419,94
CARDIO CHOC INC.	1708159	2025-03-19	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Cartouches d'électrode pour défibrillateur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	232,02
CARDIO CHOC INC.	1708159	2025-03-19	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Cartouches d'électrode pour défibrillateur	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	21,00
CENTAURECOM INC.	1708315	2025-03-20	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Achat vêtements pour employés des piscines	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	2 094,50
CENTAURECOM INC.	1708315	2025-03-20	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Achat vêtements pour employés des piscines	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	1 459,33
CENTAURECOM INC.	1708315	2025-03-20	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Achat vêtements pour employés des piscines	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	585,83
CENTAURECOM INC.	1708315	2025-03-20	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Achat vêtements pour employés des piscines	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Arénas et patinoires	376,38
CHUBB FIRE & SECURITY CANADA INC.	1708887	2025-03-24	FISET, ALAIN	IMM - Chalet Jean-Paul II - Installation d'un nouveau panneau incendie	Services administratifs et greffe	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles autre que GPI - À répartir	7 249,57
CLINIQUES TELUS SANTE INC.	1706367	2025-03-10	LEHOUX, PATRICK	RH - Frais médicaux - Campagne de vaccination	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	936,00
CLINIQUES TELUS SANTE INC.	1706367	2025-03-10	LEHOUX, PATRICK	RH - Frais médicaux - Campagne de vaccination	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	427,56
COMPAGNIE DE THEATRE LE CARROUSEL	1705571	2025-03-04	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-074 Maison de la culture PE - Spectacle Une petite fête - Cabaret de la dissidence	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	3 989,52
COMPLEXE AVENUE OGILVY SEC	1706198	2025-03-06	DUPRE, ANNETTE	IMM - 405 Ogilvy - Installation supports à vélos	Services administratifs et greffe	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles autre que GPI - À répartir	794,81
COMPLEXE AVENUE OGILVY SEC	1706198	2025-03-06	DUPRE, ANNETTE	IMM - 405 Ogilvy - Installation supports à vélos	Services administratifs et greffe	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles autre que GPI - À répartir	188,07
COMPLEXE AVENUE OGILVY SEC	1706198	2025-03-06	DUPRE, ANNETTE	IMM - 405 Ogilvy - Installation supports à vélos	Services administratifs et greffe	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles autre que GPI - À répartir	187,40
COMPUGEN INC.	1705814	2025-03-05	DUPRE, ANNETTE	IMM - Incidence GDD1248462002 - 8200 17e Avenue - Achat et installation de deux ensembles d'équipements informatiques pour les salles de conférence	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Construction d'infrastructures de voirie	15 557,05
COMPUGEN INC.	1705814	2025-03-05	DUPRE, ANNETTE	IMM - Incidence GDD1248462002 - 8200 17e Avenue - Achat et installation de deux ensembles d'équipements informatiques pour les salles de conférence	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Construction d'infrastructures de voirie	260,37
COMPUGEN INC.	1705814	2025-03-05	DUPRE, ANNETTE	IMM - Incidence GDD1248462002 - 8200 17e Avenue - Achat et installation de deux ensembles d'équipements informatiques pour les salles de conférence	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Construction d'infrastructures de voirie	39,90
COMPUGEN INC.	1707674	2025-03-17	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - Renouvellement de licences SketchUp	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	580,32
COMPUGEN INC.	1707674	2025-03-17	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - Renouvellement de licences SketchUp	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	580,32
COMPUGEN INC.	1707674	2025-03-17	MEDAWAR, NADINE	CSLDS - Renouvellement de licences SketchUp	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	580,32
CONSTRUCTION HO-LO INC.	1707466	2025-03-14	FISET, ALAIN	IMM - Mise en place d'une dalle de propreté au Patro Villeray	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	6 204,76
CONSTRUCTION URBEX INC.	1651793	2025-03-17	AFFANE, AMAL	PARCS - GDD 1245989002 - CA24 140094 - Travaux de fourniture, de plantation et d'entretien d'arbres et de végétaux pour la période de 2024-2027 - 24-20374 (LOT 2)	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	4 035,89
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1708377	2025-03-20	ST-PIERRE, MARCO	PARCS - Achat d'un étui protecteur d'iPad pour Marc-Antoine Collette-Nhan.	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	78,74
CORPORATION DE GESTION DES LOISIRS DU PARC	1706627	2025-03-11	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - 419 St-Roch - Gestion des déchets et du déneigement - janvier à mars 2025 - 50% du montant	Culture, sports, loisirs et développement social	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	7 522,04
CORPORATION DE GESTION DES LOISIRS DU PARC	1706627	2025-03-11	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - 419 St-Roch - Gestion des déchets et du déneigement - janvier à mars 2025 - 50% du montant	Culture, sports, loisirs et développement social	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	2 075,84
COSE INC.114993	1706366	2025-03-10	PUGI, BENJAMIN	TP - Formation sur l'intelligence émotionnelle pour les employés professionnels et cols blanc	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	3 044,64

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : mars 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
COSE INC.114993	1706366	2025-03-14	PUGI, BENJAMIN	TP - Formation sur l'intelligence émotionnelle pour les employés professionnels et cols blanc	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	58,27
CREATIVA PRODUCTIONS	1709343	2025-03-26	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-073 Maison de la culture CL - Spectacle : Joyce N'Sana	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	2 624,69
DEMIX CONSTRUCTION	1700148	2025-03-28	PUGI, BENJAMIN	VOIRIE - Fourniture d'enrobés bitumineux pour la saison hivernale selon l'entente 1683942	Travaux publics	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	20 997,50
EDILEX INC.	1703498	2025-03-07	REIHER, JEAN-LUC	GREFFE - Licence pour Edilexpert du 19 février 2025 au 22 septembre 2027	Services administratifs et greffe	Greffe	865,10
EDILEX INC.	1703498	2025-03-07	REIHER, JEAN-LUC	GREFFE - Licence pour Edilexpert du 19 février 2025 au 22 septembre 2027	Services administratifs et greffe	Greffe	492,43
EMBRANCHEMENT	1707665	2025-03-17	THELLEND, STEVE	PDI - RUELLE VERTE - Service d'aménagement dans la ruelle verte Macadam	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	7 133,90
EMBRANCHEMENT	1707669	2025-03-17	THELLEND, STEVE	PDI - RUELLE VERTE - Service d'aménagement dans la ruelle verte Cardinal	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	6 173,26
ENSEIGNES CMD INC.	1705840	2025-03-05	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Maison de la culture PE - Impression sur 4 panneaux en aluminium	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	2 219,44
ENSEIGNES CMD INC.	1705840	2025-03-05	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Maison de la culture PE - Impression sur 4 panneaux en aluminium	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	1 102,37
ENSEIGNES CMD INC.	1705840	2025-03-05	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Maison de la culture PE - Impression sur 4 panneaux en aluminium	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	314,96
ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1706480	2025-03-10	THELLEND, STEVE	CSLDS - GDD 1249574007 CA24140231 - Bibliothèque Parc-Extension - Service d'exterminateur pour l'année 2025	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	3 779,55
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1707700	2025-03-18	CADOTTE, ANNICK	AQUEDUC - ACHAT DE MANTEAU POUR SIGNALEUR DE CHANTIER	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	519,69
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1707700	2025-03-18	CADOTTE, ANNICK	AQUEDUC - ACHAT DE MANTEAU POUR SIGNALEUR DE CHANTIER	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	346,46
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1707700	2025-03-18	CADOTTE, ANNICK	AQUEDUC - ACHAT DE MANTEAU POUR SIGNALEUR DE CHANTIER	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	21,00
FABIEN MAILLE-PAULIN	1705477	2025-03-03	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ENT025-001 Bibliothèque Saint-Michel - Activité de Donjons & Dragons	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	180,00
GABRIEL ESTEBAN MANRIQUE CASTILLO	1709273	2025-03-26	THELLEND, STEVE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Service de coiffure à domicile pour les jeunes - Projet Un pont entre nous	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	250,00
GESTIMED V.K. INC.	1700477	2025-03-24	LEHOUX, PATRICK	RH - Expertise médicale	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	1 112,87
GP ARCHITECTE INC.	1709167	2025-03-25	THELLEND, STEVE	GAG - SGPI - JURY CONCOURS D'ARCHITECTURE PLURIDISCIPLINAIRE BIBLIOTHÈQUE DU QUARTIER VILLERAY ET LE PARC LE PRÉVOST	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Bibliothèques	8 399,00
HLB MULTI-SERVICES	1700138	2025-03-10	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - Service de dégel selon l'entente 1685542	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	1 863,53
HLB MULTI-SERVICES	1700138	2025-03-10	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - Service de dégel selon l'entente 1685542	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	1 784,79
HLB MULTI-SERVICES	1700138	2025-03-10	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - Service de dégel selon l'entente 1685542	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	1 784,79
HLB MULTI-SERVICES	1700138	2025-03-10	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - Service de dégel selon l'entente 1685542	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	1 341,74
HOMME DE PAROLES ET D'IDEES	1709335	2025-03-26	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-063 Maison de la culture CL - Spectacle : Le ruisseau, récit de vie	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	2 099,75
IDEES ET SOLUTIONS-URBAINES INC.	1706842	2025-03-12	THELLEND, STEVE	TP - Acquisition de paniers de rue	Services administratifs et greffe	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	10 288,77
IDEES ET SOLUTIONS-URBAINES INC.	1706842	2025-03-12	THELLEND, STEVE	TP - Acquisition de paniers de rue	Services administratifs et greffe	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	10 288,77
IDEES ET SOLUTIONS-URBAINES INC.	1706842	2025-03-12	THELLEND, STEVE	TP - Acquisition de paniers de rue	Services administratifs et greffe	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	1 028,88
IDEES ET SOLUTIONS-URBAINES INC.	1706842	2025-03-12	THELLEND, STEVE	TP - Acquisition de paniers de rue	Services administratifs et greffe	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	1 028,88
IMENE ADDAR	1707890	2025-03-18	THELLEND, STEVE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Service d'agente de milieu - Projet Un pont entre nous	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	2 575,00
IMENE ADDAR	1707890	2025-03-26	THELLEND, STEVE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Service d'agente de milieu - Projet Un pont entre nous	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	2 225,00
IMENE ADDAR	1707890	2025-03-18	THELLEND, STEVE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Service d'agente de milieu - Projet Un pont entre nous	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	333,00
IMENE ADDAR	1707890	2025-03-26	THELLEND, STEVE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Service d'agente de milieu - Projet Un pont entre nous	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	121,00
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1705494	2025-03-04	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT DE PIÈCE DE RECHANGE POUR SCIE	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	56,03
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1708906	2025-03-28	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT DE MUTITOIL BIO #FACTURE 270102	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	56,38
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA.	1709496	2025-03-27	VAILLANCOURT, NATHALIE	PARCS - Location de 6 camionnettes selon l'entente 1576370	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	21 291,46
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA.	1709496	2025-03-27	VAILLANCOURT, NATHALIE	PARCS - Location de 6 camionnettes selon l'entente 1576370	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	21 291,46
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA.	1709496	2025-03-27	VAILLANCOURT, NATHALIE	PARCS - Location de 6 camionnettes selon l'entente 1576370	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	10 645,73
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA.	1709496	2025-03-27	VAILLANCOURT, NATHALIE	PARCS - Location de 6 camionnettes selon l'entente 1576370	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	10 645,73
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA.	1709522	2025-03-27	PUGI, BENJAMIN	VOIRIE - Location d'une camionnette selon l'entente 1576512	Travaux publics	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	10 645,73

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : mars 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
LA RUCHE PUPPY YOGA MONTREAL	1709261	2025-03-26	THELLEND, STEVE	CSLDS - ENT025-002 Bibliothèque Saint-Michel - Activité de yoga avec chiots	Services administratifs et greffe	Bibliothèques	1 364,84
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1707238	2025-03-13	THELLEND, STEVE	CSLDS - Délettrage de Ford Transit 250 - Projet Circonflexe	Services administratifs et greffe	Développement social	230,97
LANEC TECHNOLOGIES INC.	1709104	2025-03-25	THELLEND, STEVE	ÉLUS - Solutions de productivité maRuche - Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025	Cabinet des élus	Conseil et soutien aux instances politiques	1 131,98
LE GROUPE DESFOR CONSULTANTS FORESTIER SENC	1706813	2025-03-12	DUPRE, ANNETTE	TP - CANOPÉE - 2254969001 - Serv.Prof. pour évaluer les impacts des travaux de construction sur les arbres publics - VSP-25-GAG-SP-TP-01	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Horticulture et arboriculture	36 909,41
LE GROUPE SAINT-LAMBERT	1707658	2025-03-17	LE, LUU LAN	IMM - GDD 1258462001/CA25 140040 - Travaux de transition écologique et de ventilation au Patro Villeray - VSP-24-IMM-06	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	1 904 499,56
LE GROUPE SAINT-LAMBERT	1707658	2025-03-17	LE, LUU LAN	IMM - GDD 1258462001/CA25 140040 - Travaux de transition écologique et de ventilation au Patro Villeray - VSP-24-IMM-06	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	665 675,28
LEA CHRISTIANE JOSIANE GUILLOT	1705621	2025-03-04	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-003 Bibliothèque Parc-Extension - Animation atelier de couture	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	451,45
LES COUVREURS DURO-TOIT INC.	1704400	2025-03-11	ST-PIERRE, MARCO	TP - Service de déneigement du toit du Garage St-Michel	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	971,13
LES ENTREPRISES MYRROY INC.	1707149	2025-03-13	LE, LUU LAN	TP - GDD 1244969009/CA25140039 - Service de location d'un balai aspirateur compact avec opérateur et entretien pour la période du 1er avril 2025 au 30 novembre 2026 - AO 25-20843	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	78 561,88
LES ENTREPRISES S. BOLDUC INC.	1708447	2025-03-20	FISET, ALAIN	IMM - Construction d'un l'abri	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Nettoyage et balayage des voies publiques	12 808,47
LOCATION D'OUTILS A1 INC.	1668888	2025-03-19	ST-PIERRE, MARCO	JARRY - LOCATION D'UN GATOR POUR 3 MOIS	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	4 510,26
LOCATION LORDBEC INC.	1702318	2025-03-14	FISET, ALAIN	IMM - Travaux d'urgence pour la réparation de la fuite au 7501, Francois-Perrault	Services administratifs et greffe	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles autre que GPI - À répartir	6 141,77
LOCATION LORDBEC INC.	1702318	2025-03-14	FISET, ALAIN	IMM - Travaux d'urgence pour la réparation de la fuite au 7501, Francois-Perrault	Services administratifs et greffe	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles autre que GPI - À répartir	4 173,25
LOCATION LORDBEC INC.	1702747	2025-03-17	PUGI, BENJAMIN	ÉGOUT - Travaux de réparation de drain et d'une sellette situé au 7771 Berri	Travaux publics	Réseaux d'égout	6 824,19
LOCATION LORDBEC INC.	1707488	2025-03-14	PUGI, BENJAMIN	AQUEDUC - Travaux d'urgence effectué à l'extérieur pour la réparation de la fuite au 7501, Francois-Perrault	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	7 821,57
LOCATION LORDBEC INC.	1707620	2025-03-17	PUGI, BENJAMIN	DTP/Aqueduc - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur pour des travaux d'urgence le 2 mars 2025 pour une fuite à l'intersection de Villeray/De Lormier	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	1 648,04
LUCIE LANGLOIS	1709161	2025-03-25	THELLEND, STEVE	GAG - SGPI - JURY CONCOURS D'ARCHITECTURE PLURIDISCIPLINAIRE BIBLIOTHÈQUE DU QUARTIER VILLERAY ET LE PARC LE PRÉVOST	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Bibliothèques	8 000,00
M2D LEADERSHIP	1707903	2025-03-18	LEHOUX, PATRICK	RH - Évaluation d'un employé pour la DDT	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	1 342,95
MANUEL R. CISNEROS, ARCHITECTE	1709166	2025-03-25	THELLEND, STEVE	GAG - SGPI - JURY CONCOURS D'ARCHITECTURE PLURIDISCIPLINAIRE BIBLIOTHÈQUE DU QUARTIER VILLERAY ET LE PARC LE PRÉVOST	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Bibliothèques	8 000,00
MARTINE CHIASSON	1709709	2025-03-27	LEHOUX, PATRICK	RH - Révision du guide EDIA	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	1 417,33
MEDIA SAYASPORA MEDIA	1709305	2025-03-26	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-075 Bibliothèque Parc-Extension - Animation Osez l'Audace à la Bibliothèque de Parc-Extension !	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	500,00
MONSELET JARDIN MARINE INC.	1708698	2025-03-24	THELLEND, STEVE	PARCS - Achat d'outils manuels à batterie pour la brigade d'entretien des carrés d'arbres	Services administratifs et greffe	Horticulture et arboriculture	7 531,60
MYRIAM SIMARD-PARENT	1705634	2025-03-04	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-089 Maison de la culture CL - Exposition Le quotidien parallèle	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	1 733,00
MYRIAM SIMARD-PARENT	1705634	2025-03-04	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-089 Maison de la culture CL - Exposition Le quotidien parallèle	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	225,00
NACELLE THEATRE MUSICAL	1706756	2025-03-11	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Maison de la culture CL - Ateliers de médiation culturelle - Groupe en francisation	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	944,89
NADEAU FORESTERIE URBAINE INC.	1707214	2025-03-27	THELLEND, STEVE	PARCS - CANOPÉE - Service d'assistance pour la préservation des arbres publics lors des travaux de construction	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Horticulture et arboriculture	787,81
NADEAU FORESTERIE URBAINE INC.	1707214	2025-03-13	THELLEND, STEVE	PARCS - CANOPÉE - Service d'assistance pour la préservation des arbres publics lors des travaux de construction	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Horticulture et arboriculture	325,99
NAIMA FRANCISQUE	1708654	2025-03-21	THELLEND, STEVE	CSLDS - Maison de la culture PE - Prestation musicale	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Autres - activités culturelles	419,95
NOVAFOR EQUIPEMENT INC.	1707934	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE BARRICADE POUR ESSOUCHEUSE	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	957,47
NOVAFOR EQUIPEMENT INC.	1707934	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE BARRICADE POUR ESSOUCHEUSE	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	83,99
OLIVIER SALAZAR	1707258	2025-03-13	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-066 Maison de la culture CL - Spectacle Jungle Givrée par Razalaz mini orchestre	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	1 089,77
PATRO VILLERAY CENTRE DE LOISIRS ET D'ENTRAIDE	1705759	2025-03-04	FISET, ALAIN	IMM - 7355 Christophe-Colomb - Installation du circuit électrique pour les nouveaux réservoirs à eau chaude par Installations électrique Hymus	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	1 023,63

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : mars 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
PATRO VILLERAY CENTRE DE LOISIRS ET D'ENTRAIDE	1705800	2025-03-05	FISET, ALAIN	IMM - 7355 Christophe-Colomb - Changer le panneau électrique pour l'éclairage extérieur	Services administratifs et greffe	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles autre que GPI - À répartir	3 027,84
PAYSAGISTE RIVE-SUD LTEE	1706466	2025-03-10	ST-PIERRE, MARCO	TP - Service de location d'un balai pour le nettoyage des trottoirs	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	22 754,57
PRODUCTION J.G. INC.	1709307	2025-03-26	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM- Documents Développement économique 2025	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	2 005,27
PRODUCTIONS MARIANNE TRUDEL	1709341	2025-03-26	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-065 Maison de la culture CL - Spectacle : Marianne Trudel, piano solo : "La musique et la vie"	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	2 099,75
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1706924	2025-03-12	FISET, ALAIN	IMM - 7355 Christophe-Colomb - Travaux de désamiantage du réservoir d'eau chaude - Appel de service pour contournements au panneau	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	1 776,39
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1706924	2025-03-12	FISET, ALAIN	IMM - 7355 Christophe-Colomb - Travaux de désamiantage du réservoir d'eau chaude - Appel de service pour contournements au panneau	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	26,25
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1706924	2025-03-12	FISET, ALAIN	IMM - 7355 Christophe-Colomb - Travaux de désamiantage du réservoir d'eau chaude - Appel de service pour contournements au panneau	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	10,50
PUROLATOR COURRIER LTEE	1695777	2025-03-19	ROCHEFORT, CATHERINE	DDT - Permis et inspections 2025 bon de commande ouvert - Envois par courrier - Compte 8646067 selon entente 1569957 qui se termine le 15 juin 2025	Direction du développement du territoire	Émission des permis et inspections	2 624,69
RESEAU DE TRANSPORT METROPOLITAIN	1707090	2025-03-13	PUGI, BENJAMIN	TP - Entente relative à l'accès et l'entretien - déneigement et d'entretien du passage à niveau de la Gare Parc - Saison 2022-2023 et 2023-2024	Travaux publics	Déblaiement et chargement de la neige	4 262,48
RESEAU DE TRANSPORT METROPOLITAIN	1707090	2025-03-13	PUGI, BENJAMIN	TP - Entente relative à l'accès et l'entretien - déneigement et d'entretien du passage à niveau de la Gare Parc - Saison 2022-2023 et 2023-2024	Travaux publics	Déblaiement et chargement de la neige	4 262,48
RICOH CANADA INC	1706326	2025-03-07	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Bibliothèque Parc-Extension - Frais pour photocopies - Bon de commande ouvert 2025 - Selon entente 1569016	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	183,73
ROBERT BOILEAU INC	1708279	2025-03-20	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Aréna Jean-Rougeau - Achat poignée pour pompe d'urgence	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des arénas et patinoires	158,66
ROBERT BOILEAU INC	1708279	2025-03-20	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Aréna Jean-Rougeau - Achat poignée pour pompe d'urgence	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des arénas et patinoires	23,10
ROULEAUX DE PAPIER & RUBANS J.L. INC.	1706403	2025-03-10	LEVESQUE, KATHLEEN	COOMM - BAM - Rouleaux thermiques pour imprimante	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	186,88
SANI-FONTAINES INC.	1661942	2025-03-19	ST-PIERRE, MARCO	PARCS - Location de fontaines à eau de type Océanik pour 12 mois 2024-2025	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	503,31
SANIVAC	1704154	2025-03-27	THIBAULT, SANDRA	JARRY - BCO 2025 - Location de toilettes chimiques selon l'entente 1585556	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	34,54
SANIVAC	1710103	2025-03-31	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Location de toilettes chimiques pour les jardins communautaires 2025 selon l'entente 1585556	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	754,79
SANIVAC	1710103	2025-03-31	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Location de toilettes chimiques pour les jardins communautaires 2025 selon l'entente 1585556	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	754,79
SANIVAC	1710103	2025-03-31	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Location de toilettes chimiques pour les jardins communautaires 2025 selon l'entente 1585556	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	754,79
SANIVAC	1710103	2025-03-31	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Location de toilettes chimiques pour les jardins communautaires 2025 selon l'entente 1585556	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	551,93
SANIVAC	1710103	2025-03-31	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Location de toilettes chimiques pour les jardins communautaires 2025 selon l'entente 1585556	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	551,93
SANIVAC	1710103	2025-03-31	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Location de toilettes chimiques pour les jardins communautaires 2025 selon l'entente 1585556	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	551,93
SANIVAC	1710103	2025-03-31	THIBAULT, SANDRA	PARCS - Location de toilettes chimiques pour les jardins communautaires 2025 selon l'entente 1585556	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	551,93
SANTINEL INC.	1709385	2025-03-26	LEHOUX, PATRICK	RH - Formation cours de secourisme pour Horticulture et Parcs	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	671,92
SANTINEL INC.	1709385	2025-03-28	LEHOUX, PATRICK	RH - Formation cours de secourisme pour Horticulture et Parcs	Services administratifs et greffe	Gestion du personnel	537,54
SECURITEQ INC.	1700717	2025-03-14	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Bibliothèque Saint-Michel - Service de gardiennage du 27 janvier au 21 février 2025	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	1 157,49
SECURO VISION INC.	1702476	2025-03-19	ST-PIERRE, MARCO	PARCS - Fourniture de lunettes de sécurité avec prescription pour Anatolie PINTILEI	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	1,66
SECURO VISION INC.	1707243	2025-03-13	PUGI, BENJAMIN	VOIRIE - Fourniture de lunettes de sécurité pour Claude Daniel selon l'entente 1678603	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	68,24
SECURO VISION INC.	1707243	2025-03-13	PUGI, BENJAMIN	VOIRIE - Fourniture de lunettes de sécurité pour Claude Daniel selon l'entente 1678603	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	57,74
SECURO VISION INC.	1707243	2025-03-13	PUGI, BENJAMIN	VOIRIE - Fourniture de lunettes de sécurité pour Claude Daniel selon l'entente 1678603	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	31,50
SECURO VISION INC.	1707243	2025-03-13	PUGI, BENJAMIN	VOIRIE - Fourniture de lunettes de sécurité pour Claude Daniel selon l'entente 1678603	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	21,00

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : mars 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
SECURO VISION INC.	1707243	2025-03-13	PUGI, BENJAMIN	VOIRIE - Fourniture de lunettes de sécurité pour Claude Daniel selon l'entente 1678603	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	15,75
SERVICES DE CONTENEURS ATS INC. (LES)	1701761	2025-03-12	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Relocalisation des organismes du Complexe William-Hingston - Location de 2 conteneurs au 7920 Boulevard Saint-Laurent	Culture, sports, loisirs et développement social	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	995,28
SERVICES HORTICOLES POUCE-VERT INC.	1708836	2025-03-24	THELLEND, STEVE	PDI - Service d'aménagement paysager dans la ruelle verte Pas des sages	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Planification et gestion des parcs et espaces verts	19 889,88
SIGNALISATION KALITEC INC.	1706381	2025-03-10	JOBIDON, JOCELYN	DDT - Étude technique - Intervention pour diagnostic sur la route avec afficheurs de vitesse	Direction du développement du territoire	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	1 312,34
SIGNALISATION KALITEC INC.	1706381	2025-03-10	JOBIDON, JOCELYN	DDT - Étude technique - Intervention pour diagnostic sur la route avec afficheurs de vitesse	Direction du développement du territoire	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	1 259,85
SIGNEL SERVICES INC	1710028	2025-03-31	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE COLLANT POUR DES CONES ORANGES	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	708,67
SIGNEL SERVICES INC	1710028	2025-03-31	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE COLLANT POUR DES CONES ORANGES	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	26,25
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1707898	2025-03-18	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - Frais postaux en lien avec BC 1703053 Kopel	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	7 785,73
SOCIETE PARC-AUTO DU QUEBEC	1693572	2025-03-20	ST-PIERRE, MARCO	DTP - Stationnement 2025	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	5 695,21
SOLUTIONS NOTARIUS INC	1702279	2025-03-11	JOBIDON, JOCELYN	DDT - Abonnement annuel pour Certifio Deskstop pour 3 employées se terminant le 01 fév 2026	Direction du développement du territoire	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	206,91
ST-DENIS THOMPSON INC.	1706209	2025-03-06	FISET, ALAIN	IMM - 7355 Christophe-Colomb - Ouvertures exploratoire dans les murs projet PAFIRS	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	5 743,89
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1704914	2025-03-03	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT DE MOUCHOIR PAPIER SIEGE DE TOILETTE	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	109,77
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1704914	2025-03-03	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT DE MOUCHOIR PAPIER SIEGE DE TOILETTE	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	104,46
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1704914	2025-03-03	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT DE MOUCHOIR PAPIER SIEGE DE TOILETTE	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	76,77
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1704914	2025-03-03	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT DE MOUCHOIR PAPIER SIEGE DE TOILETTE	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	9,39
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1705815	2025-03-05	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	83,57
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1705815	2025-03-05	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	45,44
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1705815	2025-03-05	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	25,45
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1705815	2025-03-05	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	16,62
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1705815	2025-03-05	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	14,70
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1706602	2025-03-11	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE SACS A DÉCHET	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	157,90
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1706602	2025-03-11	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE SACS A DÉCHET	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	71,06
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1706609	2025-03-11	MARTEL, MICHAEL	JARRY - ACHAT DE SAC À DECHET 35 X 50	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 368,52
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708003	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	154,84
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708003	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	115,07
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708003	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	97,83
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708003	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	74,21
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708003	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	61,96
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708003	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	42,12
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708003	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	38,01
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708003	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	22,61
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708003	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	7,98
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708003	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	7,14
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708068	2025-03-19	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat produits d'entretien	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	544,73
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708068	2025-03-19	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat produits d'entretien	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	258,06
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708068	2025-03-19	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat produits d'entretien	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	191,92
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708068	2025-03-19	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat produits d'entretien	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	177,64
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708068	2025-03-19	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat produits d'entretien	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	129,97
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708068	2025-03-19	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat produits d'entretien	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	113,01
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708068	2025-03-19	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat produits d'entretien	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	73,20
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708068	2025-03-19	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat produits d'entretien	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	55,27
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1708068	2025-03-19	LARIN, NICHOLAS	CSLDS - Centre Jean-Rougeau - Achat produits d'entretien	Culture, sports, loisirs et développement social	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	4,30
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1709964	2025-03-31	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PARCS - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	182,68
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1709964	2025-03-31	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PARCS - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	91,34
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1709964	2025-03-31	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PARCS - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	74,33
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1709964	2025-03-31	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PARCS - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	74,33
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1709964	2025-03-31	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PARCS - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	30,98
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1709964	2025-03-31	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PARCS - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	26,08

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : mars 2025

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	$ engagé
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1709964	2025-03-31	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PARCS - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	20,66
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	1709964	2025-03-31	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - PARCS - PRODUIT D'ENTRETIEN	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	6,89
SYLVIE-ANNE MENARD	1705640	2025-03-04	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-090 Maison de la culture CL - Exposition Le quotidien parallèle	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	1 819,43
SYLVIE-ANNE MENARD	1705640	2025-03-04	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-090 Maison de la culture CL - Exposition Le quotidien parallèle	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	236,22
SYSTEME D/DOMINIQUE PORTE	1707253	2025-03-13	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-062 Maison de la culture CL - Spectacle Destination Danse	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	4 356,98
SYSTEME D/DOMINIQUE PORTE	1707253	2025-03-13	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-062 Maison de la culture CL - Spectacle Destination Danse	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	2 624,69
TABASKO COMMUNICATIONS INC.	1703043	2025-03-21	LEVESQUE, KATHLEEN	COMM - Graphisme du dépliant COLLECTE GÉNÉRIQUE ST-MICHEL 2025	Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement	Rel. avec les citoyens et communications	83,99
TELUS COMMUNICATIONS INC.	1699017	2025-03-19	THELLEND, STEVE	ÉLUS - Téléphonie cellulaire - Pour les élus et leurs employés - Commande ouverte 2025 - Selon entente 1408829	Cabinet des élus	Administration, finances et approvisionnement	682,42
TELUS COMMUNICATIONS INC.	1699017	2025-03-19	THELLEND, STEVE	ÉLUS - Téléphonie cellulaire - Pour les élus et leurs employés - Commande ouverte 2025 - Selon entente 1408829	Cabinet des élus	Administration, finances et approvisionnement	577,43
TELUS COMMUNICATIONS INC.	1699017	2025-03-19	THELLEND, STEVE	ÉLUS - Téléphonie cellulaire - Pour les élus et leurs employés - Commande ouverte 2025 - Selon entente 1408829	Cabinet des élus	Administration, finances et approvisionnement	367,46
TELUS COMMUNICATIONS INC.	1699017	2025-03-19	THELLEND, STEVE	ÉLUS - Téléphonie cellulaire - Pour les élus et leurs employés - Commande ouverte 2025 - Selon entente 1408829	Cabinet des élus	Administration, finances et approvisionnement	367,46
TELUS COMMUNICATIONS INC.	1699017	2025-03-19	THELLEND, STEVE	ÉLUS - Téléphonie cellulaire - Pour les élus et leurs employés - Commande ouverte 2025 - Selon entente 1408829	Cabinet des élus	Administration, finances et approvisionnement	262,47
TELUS COMMUNICATIONS INC.	1699017	2025-03-19	THELLEND, STEVE	ÉLUS - Téléphonie cellulaire - Pour les élus et leurs employés - Commande ouverte 2025 - Selon entente 1408829	Cabinet des élus	Administration, finances et approvisionnement	262,47
TENAQUIP LIMITED	1705278	2025-03-03	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - PARC ACHAT DE SERVIETTE NETTOYANTE	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	121,91
TENAQUIP LIMITED	1705278	2025-03-03	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - PARC ACHAT DE SERVIETTE NETTOYANTE	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	46,62
TENAQUIP LIMITED	1705278	2025-03-03	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - PARC ACHAT DE SERVIETTE NETTOYANTE	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	46,61
TENAQUIP LIMITED	1705668	2025-03-04	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT D'ESCABEAUX 8 ET 6'	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	883,57
TENAQUIP LIMITED	1705668	2025-03-04	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT D'ESCABEAUX 8 ET 6'	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	260,54
TENAQUIP LIMITED	1706363	2025-03-10	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT DE LUNETTE, RINCE OEIL	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	130,39
TENAQUIP LIMITED	1706363	2025-03-10	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT DE LUNETTE, RINCE OEIL	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	52,60
TENAQUIP LIMITED	1706363	2025-03-10	MARTEL, MICHAEL	PARC - ACHAT DE LUNETTE, RINCE OEIL	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	4,08
TENAQUIP LIMITED	1707963	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - ACHAT DE POLAR POUR LES SIGNALEURS DE CHANTIERS	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	335,54
TENAQUIP LIMITED	1707963	2025-03-19	CADOTTE, ANNICK	VOIRIE - ACHAT DE POLAR POUR LES SIGNALEURS DE CHANTIERS	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	167,77
TENAQUIP LIMITED	1708917	2025-03-25	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE BRAKE CLEANER PARC - ACHAT DE ARROSOIR	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	96,63
TENAQUIP LIMITED	1708917	2025-03-25	MARTEL, MICHAEL	VOIRIE - ACHAT DE BRAKE CLEANER PARC - ACHAT DE ARROSOIR	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	58,58
TRAFIC INNOVATION INC.	1709823	2025-03-28	ST-PIERRE, MARCO	VOIRIE - ACHAT DE BOLLARDS	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	19 527,67
TRAFIC INNOVATION INC.	1709823	2025-03-28	ST-PIERRE, MARCO	VOIRIE - ACHAT DE BOLLARDS	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	472,44
TRAFIC INNOVATION INC.	1709823	2025-03-28	ST-PIERRE, MARCO	VOIRIE - ACHAT DE BOLLARDS	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	220,47
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1705449	2025-03-03	PUGI, BENJAMIN	ÉGOUT - Remplacement en urgence de 2 drains d'égouts et de 2 tuyaux en plomb au 8590 Waverly	Travaux publics	Réseaux d'égout	13 490,89
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1705454	2025-03-03	PUGI, BENJAMIN	ÉGOUT - 7525 Outremont - Remplacement d'un drain d'égouts et possiblement d'un tuyau en plomb	Travaux publics	Réseaux d'égout	9 238,90
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1707290	2025-03-14	PUGI, BENJAMIN	ÉGOUT - Travaux de murage et de disjonction situé au 7249 Louis-Hébert.	Travaux publics	Réseaux d'égout	6 824,19
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1709211	2025-03-26	PUGI, BENJAMIN	ÉGOUT - Branchement au 7212 de Normanville + plomb	Travaux publics	Réseaux d'égout	9 868,82
ULINE CANADA CORP	1706896	2025-03-12	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE RUBAN REFLECHISSANT JAUNE	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	1 432,03
ULINE CANADA CORP	1706896	2025-03-12	CADOTTE, ANNICK	PARC - ACHAT DE RUBAN REFLECHISSANT JAUNE	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	34,93
ULINE CANADA CORP	1707244	2025-03-13	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Maison de la culture CL - Achat rouleau de bulles	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	209,97
ULINE CANADA CORP	1707244	2025-03-13	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - Maison de la culture CL - Achat rouleau de bulles	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	120,35
USD GLOBAL INC.	1707576	2025-03-17	PUGI, BENJAMIN	GMR - Service de livraison de bacs	Travaux publics	Autres - matières résiduelles	519,43
VILLE EN VERT	1709313	2025-03-26	LECLERC, ANDREANE	CSLDS - ACA025-078 Bibliothèque Le Prévost - Animation atelier « Faire ses semis »	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	72,44
Total							**3 407 972,19**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1254539005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 6 350 $ à 12 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 500 $ à Regroupement jeunesse en action; 800 $ à St Michel Vie Sans Frontières; 400 $ à l'Association des Locataires Habitation Saint-Roch; 500 $ à Les Cercles de fermières du Québec (pour Le cercle de fermières du coeur-de-l'Île-de-Montréal); 500 $ à Solidarité Canada-Bangladesh; 500 $ à La Troupe Folklorique Grecque Syrtaki; 500 $ à À portée de mains; 650 $ à Entreprise Severine; 500 $ à Fondation Espoir; 500 $ à Seconde Nature Ateliers; 500 $ à Villeray dans l'Est; 500 $ à Chœur Solis, le tout, pour diverses activités.

1. autoriser le versement d'une contribution financière totale de 6 350 $ à 12 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 500 $ à Regroupement jeunesse en action; 800 $ à Saint Michel Vie Sans Frontières; 400 $ à l'Association des Locataires Habitation Saint-Roch; 500 $ à Les cercles de fermières du Québec (pour Le Cercle de fermières Coeur-de-l'Île-de-Montréal); 500 $ à Solidarité Canada-Bangladesh; 500 $ à La Troupe Folklorique Grecque Syrtaki; 500 $ à À Portée de mains; 650 $ à Entreprise Severine; 500 $ à Fondation Espoir; 500 $ à Seconde Nature Ateliers; 500 $ à Villeray dans l'Est; 500 $ à Chœur Solis, le tout, pour diverses activités;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Nadine MEDAWAR **Le** 2025-04-17 16:34

Signataire : Nadine MEDAWAR

_____

Direction de la culture. des sports. des loisirs du développement social
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1254539005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 6 350 $ à 12 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 500 $ à Regroupement jeunesse en action; 800 $ à St Michel Vie Sans Frontières; 400 $ à l'Association des Locataires Habitation Saint-Roch; 500 $ à Les Cercles de fermières du Québec (pour Le cercle de fermières du coeur-de-l'Île-de-Montréal); 500 $ à Solidarité Canada-Bangladesh; 500 $ à La Troupe Folklorique Grecque Syrtaki; 500 $ à À portée de mains; 650 $ à Entreprise Severine; 500 $ à Fondation Espoir; 500 $ à Seconde Nature Ateliers; 500 $ à Villeray dans l'Est; 500 $ à Chœur Solis, le tout, pour diverses activités.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP) a convenu de la mise sur pied d'un fonds discrétionnaire afin de répondre à des demandes ponctuelles d'aide financière d'organismes à but non lucratif, présents dans les différents districts de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le conseil d'arrondissement a déjà versé des contributions financières ponctuelles afin d'aider différents organismes qui offrent des services à la population locale.

DESCRIPTION

FONDS DE LA MAIRESSE

500 $ à Regroupement jeunesse en action—pour la 17e édition du Gala de reconnaissance "Hommage à nos Prédécesseurs et Prix de la Relève"

DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT

300 $ à Saint Michel Vie Sans Frontières—pour le dîner de la fête des Mères

DISTRICT DE PARC-EXTENSION

400 $ à l'Association des Locataires Habitation Saint-Roch—pour leur activité socioculturelle BBQ d'été
500 $ à Les cercles de fermières du Québec (pour Le Cercle de fermières Coeur-de-l'Île-de-Montréal)—pour la Journée de printemps
500 $ à Solidarité Canada-Bangladesh—pour leur journée internationale de la langue maternelle
500 $ à La Troupe Folklorique Grecque Syrtaki—pour Conférence culturelle hellénique Laografia 2025

DISTRICT DE SAINT-MICHEL

500 $ à À Portée de mains—pour la 4e édition du Festival des saveurs interculturelles de Saint-Michel
400 $ à Entreprise Severine—pour leur 2e édition de la Soirée Acoustique pour les jeunes de St-Michel
500 $ à Fondation Espoir—pour leur projet multiculturel
500 $ à Saint Michel Vie Sans Frontières—pour le dîner de la fête des Mères
500 $ à Seconde Nature Ateliers—pour le lancement officiel de Seconde Nature Ateliers (SNA)
500 $ à Villeray dans l'Est—pour la Fête des bénévoles

DISTRICT DE VILLERAY

500 $ à Chœur Solis—pour leur concert de fin d'année
250 $ à Entreprise Severine—pour leur 2e édition de la Soirée Acoustique pour les jeunes de St-Michel

JUSTIFICATION

À la demande du conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 via une priorité du Plan stratégique (voir la grille d'analyse en pièce jointe) :
Priorité 9 « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire ».

Pour la priorité identifiée, elle se concrétise dans le déploiement de diverses activités ponctuelles offertes par des organismes aux citoyennes et aux citoyens, leur permettant de se rencontrer, de briser l'isolement et de favoriser un meilleur tissu social.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Amal AFFANE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DUCHESNEAU
Adjointe de direction CSLDS

Tél : 514 868-3443
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-14

Andréane LECLERC
Cheffe de division de la culture, des bibliothèques et des événements publics

Tél : - -
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1254539005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 6 350 $ à 12 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 500 $ à Regroupement jeunesse en action; 800 $ à St Michel Vie Sans Frontières; 400 $ à l'Association des Locataires Habitation Saint-Roch; 500 $ à Les Cercles de fermières du Québec (pour Le cercle de fermières du coeur-de-l'Île-de-Montréal); 500 $ à Solidarité Canada-Bangladesh; 500 $ à La Troupe Folklorique Grecque Syrtaki; 500 $ à À portée de mains; 650 $ à Entreprise Severine; 500 $ à Fondation Espoir; 500 $ à Seconde Nature Ateliers; 500 $ à Villeray dans l'Est; 500 $ à Chœur Solis, le tout, pour diverses activités.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1254539005 - contribution financiere budget discretionnaire 6 350$.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Steve THELLEND
Chef de division RFM

Tél : 514-346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray Saint-Michel Parc-Extension
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1254539005

Objet du dossier: Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 6 350 $ à 12 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 500 $ à Regroupement jeunesse en action; 800 $ à Saint Michel Vie Sans Frontières; 400 $ à l'Association des Locataires Habitation Saint-Roch; 500 $ à Les cercles de fermières du Québec (pour Le Cercle de fermières Coeur-de-l'Île-de-Montréal); 500 $ à Solidarité Canada-Bangladesh; 500 $ à La Troupe Folklorique Grecque Syrtaki; 500 $ à À Portée de mains; 650 $ à Entreprise Severine; 500 $ à Fondation Espoir; 500 $ à Seconde Nature Ateliers; 500 $ à Villeray dans l'Est; 500 $ à Chœur Solis, le tout, pour diverses activités.

Financement: Budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement

Bénéficiaire:

Je certifie qu'il y a des crédits disponibles dans le budget dicrétionnaire 2025 du conseil d'arrondissement pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.

Bénéficiaire	Projet - Activité	Montant de contrib. fin.	DISTRICT	Clé comptable d'imputation
Regroupement jeunesse en action	17e édition du Gala de reconnaissance "Hommage à nos Prédécesseurs et Prix de la Relève"	500 $	Fonds de la mairesse	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029127.00000.00000
Saint Michel Vie Sans Frontières	Dîner de la fête des Mères	300 $	François-Perrault	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029195.00000.00000
Association des Locataires Habitation Saint-Roch	Activité socioculturelle BBQ d'été	400 $	Parc-Extension	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029128.00000.00000
Les cercles de fermières du Québec (pour Le Cercle de fermières Coeur-de-l'Île-de-Montréal)	Journée de printemps	500 $		
Solidarité Canada-Bangladesh	Journée internationale de la langue maternelle	500 $		
La Troupe Folklorique Grecque Syrtaki	Conférence culturelle hellénique Laografia 2025	500 $		
À Portée de mains	4e édition du Festival des saveurs interculturelles de Saint-Michel	500 $	Saint-Michel	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029130.00000.00000
Entreprise Severine	2e édition de la Soirée Acoustique pour les jeunes de St-Michel	400 $		
Fondation Espoir	Projet multiculturel	500 $		
Saint Michel Vie Sans Frontières	Dîner de la fête des Mères	500 $		
Seconde Nature Ateliers	Lancement officiel de Seconde Nature Ateliers (SNA)	500 $		
Villeray dans l'Est	Fête des bénévoles	500 $		
Chœur Solis	Concert de fin d'année	500 $	Villeray	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029129.00000.00000
Entreprise Severine	2e édition de la Soirée Acoustique pour les jeunes de St-Michel	250 $		
TOTAL GDD		**6,350 $**		

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254539005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 6 350 $ à 12 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2025, comme suit : 500 $ à Regroupement jeunesse en action; 800 $ à St Michel Vie Sans Frontières; 400 $ à l'Association des Locataires Habitation Saint-Roch; 500 $ à Les Cercles de fermières du Québec (pour Le cercle de fermières du coeur-de-l'Île-de-Montréal); 500 $ à Solidarité Canada-Bangladesh; 500 $ à La Troupe Folklorique Grecque Syrtaki; 500 $ à À portée de mains; 650 $ à Entreprise Severine; 500 $ à Fondation Espoir; 500 $ à Seconde Nature Ateliers; 500 $ à Villeray dans l'Est; 500 $ à Chœur Solis, le tout, pour diverses activités.

gdd_grille_analyse_montreal_2030_12545539005.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DUCHESNEAU
Adjointe de direction CSLDS

Tél : 514 868-3443
Télécop. : 514 872-4682

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1254539005
Unité administrative responsable : Arrondissement de VSP—Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Projet : Demandes de contributions financières des élu-e-s

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 9. Consolider un **filet social fort**, favoriser le **lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Pour la priorité identifiée, elle se concrétise dans le déploiement de diverses activités ponctuelles offertes par des organismes aux citoyennes et aux citoyens, leur permettant de se rencontrer, de briser l'isolement et de favoriser un meilleur tissu social.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1255731003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux du Programme d'aménagement de la rue (PAR), pour le réaménagement géométrique de l'avenue Joseph-Guibord entre la rue D'Hérelle et la rue Jean-Rivard, le réaménagement de l'intersection des rues Hutchison et Jean-Talon et du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ) pour l'aménagement de saillies, dos d'âne et d'intersection et passage piétonnier surélevés aux abords du pavillon de la 22e avenue de l'école Léonard-De-Vinci, situés dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre des projets d'aménagement urbain 2025 du SUM (PDI 59070 et Vision Zéro).

d'offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux du Programme d'aménagement de la rue (PAR), pour le réaménagement géométrique de l'avenue Joseph-Guibord entre la rue D'Hérelle et la rue Jean-Rivard, le réaménagement de l'intersection des rues Hutchison et Jean-Talon et du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ) pour l'aménagement de saillies, dos d'âne, d'intersection et passage piéton surélevée aux abords du pavillon de la 22^{e} avenue de l'école Léonard-De-Vinci, situés dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre des projets d'aménagement urbain 2025 du SUM (PDI 59070 et Vision Zéro).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-24 09:03

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du

territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255731003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux du Programme d'aménagement de la rue (PAR), pour le réaménagement géométrique de l'avenue Joseph-Guibord entre la rue D'Hérelle et la rue Jean-Rivard, le réaménagement de l'intersection des rues Hutchison et Jean-Talon et du Programme de sécurisation aux abords des écoles (PSAÉ) pour l'aménagement de saillies, dos d'âne et d'intersection et passage piétonnier surélevés aux abords du pavillon de la 22e avenue de l'école Léonard-De-Vinci, situés dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre des projets d'aménagement urbain 2025 du SUM (PDI 59070 et Vision Zéro).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) est responsable de l'aménagement, de la réfection (entretien majeur) et du développement du réseau artériel administratif de la Ville de Montréal (RAAV), compétence relevant du conseil de la Ville en vertu de la Charte de la Ville (Art. 87(6) et Art. 105).
Au cours des dernières années, les investissements dans le maintien du réseau routier artériel ont permis d'améliorer la condition des rues. Les interventions étant davantage orientées vers la réhabilitation des chaussées, des efforts complémentaires sont maintenant requis afin de sécuriser la vie des piétons avec des aménagements de saillies de trottoirs, généralement aux intersections des rues et aux abords des lieux fréquentés par les jeunes, les familles ou les personnes âgées.

L'objet du présent dossier est d'offrir, au conseil municipal de la ville, que l'arrondissement prenne en charge la réalisation des travaux relatifs au programme des aménagements et sécurisations des rues du RAAV à réaliser en 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 14 0044 - 1255731001 - 11 mars 2025 - Offrir au conseil municipal, en vertu du

deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux du Programme d'aménagement de la rue (PAR), pour l'aménagement de saillies et dos d'âne, sur certaines rues du réseau artériel administratif de la Ville (RAAV), situées dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre des projets d'aménagement urbain 2025 du SUM.

DESCRIPTION

Les projets que l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension souhaite prendre en charge pour leur exécution, parmi ceux approuvés par le SUM sur le RAAV à réaliser en 2025, dans le cadre de l'article 85, sont les suivants :

· Travaux de réaménagement géométrique de l'avenue Joseph-Guibord (395 mètres de longueur) entre la rue D'Hérelle et la rue Jean-Rivard (projet A85_ SUM_VSP24-0914);

· Travaux de réaménagement (construction d'une saillie au cadran nord-ouest) de l'intersection des rues Hutchison et Jean-Talon (projet A85_ SUM_VSP23-0407);

· Travaux d'aménagement de saillies, dos d'âne, intersection et passage surélevée aux abords du pavillon de la 22^{e} avenue de l'école Léonard-De-Vinci (projet A85_ SUM_VSP25-0934).

JUSTIFICATION

En concordance avec le plan local de sécurisation des rues et le plan d'apaisement du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, ce dossier favorise la mobilité douce et la sécurité des citoyennes et citoyens. Il permettra notamment de répondre efficacement aux demandes de la population en lien avec l'amélioration des problématiques d'insécurité routière, ainsi que pour faciliter la circulation des usagers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce dossier ne comporte pas d'implication financière à cette étape-ci.
Le financement à 100 % du projet est à la charge du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), dans le cadre du programme des aménagements et sécurisations des rues du RAAV - Édition 2025.

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à atteindre les priorités pour créer des milieux de vie sécuritaires et de qualité qui offrent à la population du quartier un accès équitable aux services et aux infrastructures, notamment en matière de mobilité durable, tout en rendant la ville plus résiliente, verte et inclusive.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si l'offre de services de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension est rejetée, les objectifs du plan d'apaisement et de sécurisation des piétons prévus pour 2025 ne pourront pas être atteints. L'arrondissement ne sera pas en mesure de respecter les délais de son plan stratégique de développement durable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans le cadre de la délégation de pouvoir prévue par l'article 85, les communications concernant les chantiers seront prises en charge par les responsables de communication de

l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.
Les citoyens riverains concernés par les travaux seront informés de la nature et de la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Acceptation des offres de services des conseils d'arrondissement par le conseil municipal : mai 2025
Conception (plans et devis) : mars-mai 2025
Appel d'offres : mai-juin 2025
Octroi du contrat : juillet 2025
Travaux de réalisation : août-octobre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Après les vérifications effectuées, le signataire de la recommandation confirme que ce dossier est conforme aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Camille TROUDE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luis Alb GARCIA
ingenieur(e) Chargé projet

Tél : 514 -5261 - 0977
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Adèle PAVAGEAU
Cheffe de division mobilité et Études techniques

Tél : 263 362 1599
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jocelyn JOBIDON
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv.

entreprises (arr.)
Tél : - -
Approuvé le : 2025-04-24

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1256530002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif d'autoriser le financement de 800 000 $, net de ristournes, du projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René-Goupil par le Programme de protection des bâtiments de compétence locale du Service de la gestion et de la planification des immeubles et d'autoriser la dépense de 800 000 $, net de ristournes, au PDI du Service de la gestion et de la planification des immeubles.

Il est recommandé :

1. au comité exécutif d'autoriser le financement partiel du projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil par le Programme de protection des bâtiments de compétence locale du Service de la gestion et de la planification des immeubles, au montant de 800 000 $, net de ristournes;
2. au comité exécutif d'autoriser la dépense de 800 000 $, net de ristournes au PDI du Service de la gestion et de la planification des immeubles;
3. d'autoriser la modification du montage financier du dossier décisionnel 1256530001, en conséquence de la réception de cette somme, afin de financer partiellement le projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil par le Programme de protection des bâtiments de compétence locale du Service de la gestion et de la planification des immeubles, au montant de 800 000 $, net de ristournes, et ainsi libérer le même montant engagé temporairement par l'arrondissement.

Signé par Marco ST-PIERRE **Le** 2025-04-23 10:15

Signataire : Marco ST-PIERRE

_____

directeur(-trice) - travaux publics en arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des travaux publics

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256530002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif d'autoriser le financement de 800 000 $, net de ristournes, du projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René-Goupil par le Programme de protection des bâtiments de compétence locale du Service de la gestion et de la planification des immeubles et d'autoriser la dépense de 800 000 $, net de ristournes, au PDI du Service de la gestion et de la planification des immeubles.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification des immeubles a indiqué à l'arrondissement que le projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil est admissible à un financement au montant de 800 000 $, net de ristournes, dans le cadre du Programme de protection des bâtiments de compétence locale, volet maintien d'actif (PPBCL).
Pour bénéficier de ce financement, le financement partiel du projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil par le Programme de protection des bâtiments de compétence locale, volet maintien d'actif (PPBCL) et l'autorisation de cette dépense au PDI du SGPI doivent être approuvés par le comité exécutif.

Afin de ne pas retarder l'octroi du contrat des travaux et le début de ceux-ci, l'arrondissement financera temporairement la portion admissible au programme PPBCL lors de l'octroi du contrat des travaux, par le biais du dossier 1256530001.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1256530001 : Octroyer un contrat à 9282-0786 Québec Inc. (Groupe DCR), plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 2 470 141,30 $, taxes incluses, et autoriser une dépense totale de 2 914 766,74 $, taxes incluses (contingences : 370 521,20 $; incidence 74 104,24 $) - appel d'offres public VSP-24-IMM-13 (7 soumissionaires).

DESCRIPTION

Le contrat des travaux de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil sera octroyé au conseil d'arrondissement du 6 mai 2025, par le biais du dossier 1256530001.
Le présent dossier vise à demander au comité exécutif d'autoriser le financement partiel du projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil par le Programme de protection des bâtiments de compétence locale du Service de la gestion et de

la planification des immeubles, au montant de 800 000 $, net de ristournes, et d'autoriser la dépense de 800 000 $, net de ristournes, au PDI du Service de la gestion et de la planification des immeubles.

Le présent dossier vise également à d'autoriser la modification du montage financier du dossier décisionnel 1256530001, afin de financer partiellement le projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil par le Programme de protection des bâtiments de compétence locale du Service de la gestion et de la planification des immeubles, au montant de 800 000 $, net de ristournes, et libérer ainsi le même montant engagé temporairement par l'arrondissement, conditionnellement à l'autorisation du financement et de la dépense par le comité exécutif.

Suite à la signature de la résolution du présent dossier, le sommaire addenda qui sera présenté au comité exécutif demandera d'autoriser le financement partiel du projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René Goupil au montant de 800 000 $, net de ristournes, par le Programme de protection des bâtiments de compétence local (PPBCL) du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI), et autoriser la dépense de 800 000,00 $, net de ristournes, au PDI du SGPI.

Des interventions financières seront créées lors du sommaire addenda, afin d'effectuer les écritures de journal de correction d'imputation requises pour le transfert au SGPI, des dépenses réalisées avec les crédits de l'arrondissement, pour la portion de financement admissible au PPBCL.

JUSTIFICATION

Le plan de mise en oeuvre pour une économie verte 2030 (PEV) du gouvernement du Québec, dont bénéficie le Programme d'énergie verte pour la décarbonation des immeubles municipaux (PEV-DIM) de la ville de Montréal exige que les dépenses des projets soient réalisées au plus tard le 31 mars 2026.
Afin de ne pas retarder l'octroi du contrat des travaux et le début de ceux-ci, il a été décidé d'utiliser deux dossiers décisionnels pour l'octroi et l'autorisation des dépenses.

Le dossier 1256530001 vise l'octroi du contrat et le financement temporaire par l'arrondissement du montant admissible au programme PPBCL. Le présent dossier vise à modifier le financement du projet, afin que le SGPI finance le montant admissible au PPBCL.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers seront traités lors du sommaire addenda.
Il n'y a pas d'intervention financières requises dans le présent dossier.

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier décisionnel, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s'appliquent pas. C'est pourquoi la grille d'analyse Montréal 2030 n'est pas jointe au dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le transfert de financement permettra de libérer en partie les sommes engagées par l'arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux instances publiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean WALSH, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Jean WALSH, 17 avril 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Souad BAZIZ
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 209 9694
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-11

Alain FISET
Chef d'équipe - Gestion immobilière

Tél : 438-870-4393
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256530002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Demander au comité exécutif d'autoriser le financement de 800 000 $, net de ristournes, du projet de réfection des systèmes électromécaniques à la piscine René-Goupil par le Programme de protection des bâtiments de compétence locale du Service de la gestion et de la planification des immeubles et d'autoriser la dépense de 800 000 $, net de ristournes, au PDI du Service de la gestion et de la planification des immeubles.



Délégation Nathalie Vaillancourt.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Souad BAZIZ
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 209 9694
Télécop. :

Outlook

Délégation de pouvoirs - Remplacement de Mme Nathalie Vaillancourt, directrice d'arrondissement | du 18 au 27 avril 2025

À partir de Maripier BLEAU <maripier.bleau@montreal.ca>
de la part de
Nathalie VAILLANCOURT <nathalie.vaillancourt@montreal.ca>

Date Jeu 17/04/2025 08:00

À Laurence LAVIGNE LALONDE <laurence.lavignelalonde@montreal.ca>; Jean-Francois DESGROSEILLIERS <jean-francois.desgroseilliers@montreal.ca>; Martine MUSAU MUELE <martine.musaumuele@montreal.ca>; Sylvain OUELLET <sylvain.ouellet@montreal.ca>; Mary DEROS <mary.deros@montreal.ca>; Marco ST-PIERRE <marco.st-pierre@montreal.ca>; Jocelyn JOBIDON <jocelyn.jobidon@montreal.ca>; Josue CORVIL <josue.corvil@montreal.ca>; Annette DUPRE <annette.dupre@montreal.ca>; Kathleen LEVESQUE <kathleen.levesque@montreal.ca>; Gabrielle GAUTHIER <gabrielle.gauthier@montreal.ca>; Serrao Salvatore <Salvatore.Serrao@spvm.qc.ca>; Morier Francois <Francois.Morier@spvm.qc.ca>; Benoit DAGENAIS <benoit.dagenais@montreal.ca>; DGA - concertation arrondissements <dgaconcertation@montreal.ca>; Louise-Helene LEFEBVRE <louise-helene.lefebvre@montreal.ca>; Dave ST-PIERRE <dave.st-pierre@montreal.ca>; Richard GRENIER <richard.grenier@montreal.ca>; Directeurs d'arrondissement <directeurs-arrondissements-interne@montreal.ca>; Vincent-Thomas HAMELIN <vincent-thomas.hamelin@montreal.ca>

Cc Lisanne VAILLANCOURT <lisanne.vaillancourt@montreal.ca>; Christiane DUCHESNEAU <christiane.duchesneau@montreal.ca>; Thi Thuy Nga NGUYEN <thithuynga.nguyen@montreal.ca>; Sanata Laetitia COULIBALY <sanatalaetitia.coulibaly@montreal.ca>

Bonjour à vous,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Marco St-Pierre, Directeur des travaux publics, pour me remplacer du **18 au 27 avril 2025,** dans l'exercice de mes fonctions de Directrice d'arrondissement et ainsi exercer tous les pouvoirs rattachés à cette fonction.

Vous pouvez rejoindre monsieur Marco St-Pierre, directeur des travaux publics, par courriel à l'adresse suivante :
marco.st-pierre@montreal.ca ou par téléphone au numéro suivant : 514 868-3836.

Et j'ai signé,

Nathalie Vaillancourt
Directrice de l'arrondissement

Ville de Montréal
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, bureau 200
Montréal (Québec) H3N 1M3
T 514 872-9862

Suivez-nous sur Facebook | Twitter | Instagram | Infolettre | Site Web

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.05

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1258343004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt de demandes d'aide financière au Service du développement économique de Montréal, dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027.

Il est recommandé :

1. d'autoriser monsieur Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à approuver les projets déposés, la signature des conventions financières, les dépenses et l'approbation des demandes de versement des projets financés dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-29 16:34

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258343004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt de demandes d'aide financière au Service du développement économique de Montréal, dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du développement économique de la Ville de Montréal estime qu'environ 15 000 établissements commerciaux sont en activité en dehors des territoires des sociétés de développement commercial (SDC). Les artères et secteurs commerciaux regroupant ces établissements bénéficieraient également d'un soutien pour réaliser des études et mettre en œuvre des projets au profit de leurs commerces.
C'est dans ce contexte qu'un programme de soutien aux arrondissements, visant les artères commerciales situées hors des districts des SDC, a été développé. Le 15 avril 2025, le conseil municipal a adopté le programme qui prévoit un montant de 6,42 millions réparti entre les 19 arrondissements pour les années 2025, 2026 et 2027. L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension recevra un financement de 164 000$ annuellement pour les années 2025 à 2027. Le Programme a pour objectif de fournir aux arrondissements les ressources financières nécessaires pour soutenir et dynamiser la vitalité commerciale des artères situées en dehors des territoires couverts par les SDC. Les projets doivent être déposés par les arrondissements et toute demande de soutien financier déposée auprès du Service du développement économique (SDÉ) doit être accompagnée d'une résolution du conseil d'arrondissement autorisant le dépôt de ladite demande de soutien financier dans le cadre du Programme.

Afin de permettre plus de flexibilité et d'efficacité à la gestion des projets à venir, le présent dossier décisionnel vise à autoriser la commissaire au développement économique de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension à déposer les projets approuvés par l'arrondissement pendant toute la durée du programme, ainsi qu'à déléguer au directeur du développement du territoire l'approbation des projets, la signature des conventions financière avec les associations, l'autorisation des dépenses et l'approbation des demandes de versement des projets financés dans le cadre du Programme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM25 0446 – 15 avril 2025 - Adopter le Programme de soutien financier destiné aux

arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial / Réserver une somme de 6,42 M$ à cette fin pour les années 2025, 2026 et 2027 ;
CA23 140202 - 1239223004 - 5 septembre 2023 - Autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière auprès du Service du développement économique de la Ville de Montréal dans le cadre du Programme de soutien aux artères commerciales hors SDC ;
CM23 0744 - 13 juin 2023 - Approuver le Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial / Réserver une somme de 2 M$ à cette fin pour les années 2023 à 2025 ;
CE21 0820 - 21 mai 2021 - Autoriser des virements budgétaires non récurrents totalisant 1 M$ à 18 arrondissements montréalais, afin de soutenir des initiatives de dynamisation des artères commerciales qui ne sont pas desservies par une société de développement commercial.

DESCRIPTION

Le programme a pour objectif de fournir aux arrondissements les ressources financières nécessaires pour soutenir et dynamiser la vitalité commerciale des artères situées en dehors des territoires couverts par les SDC. Il vise à encourager les initiatives locales et à renforcer l'attractivité des zones commerciales qui ne bénéficient pas du soutien d'une SDC, contribuant ainsi à un développement économique équilibré et inclusif. Le soutien financier du programme proposé doit servir au financement des interventions prévues dans le projet soumis par l'arrondissement, qui doit viser l'un ou l'autre des objectifs suivants :

- La réalisation d'études économiques, notamment un bilan offre-demande, un positionnement commercial, un positionnement marketing, une étude de provenance de la clientèle et une planification stratégique;
- Le recrutement commercial et l'occupation de locaux vacants;
- La mise en valeur du secteur commercial par des activités de communication, de marketing, d'animation, de spectacles et de promotion des commerces locaux;
- L'aménagement et l'embellissement du domaine public, notamment par des projets de piétonnisation, de placettes publiques, de verdissement, d'espaces de travail en plein air et d'illumination;
- La transition écologique, notamment par l'élaboration de guides et des activités de sensibilisation;
- La formation des commerçants;
- Le soutien à la création ou à l'agrandissement d'un regroupement de commerçants;
- La mise en place ou le soutien de mesures de mitigation pour les chantiers majeurs de plus de 6 mois.

JUSTIFICATION

L'article 10 du programme exige de joindre à la demande de financement une résolution du conseil d'arrondissement autorisant le dépôt d'une demande au directeur du service de développement économique pour l'ensemble des périodes d'admissibilité prévues en 2025, 2026, et 2027 conformément à l'article 8.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modalités du soutien financier pour chaque période d'admissibilité sont spécifiées dans le cadre du règlement à l'article 12 ainsi qu'à l'annexe 1.

MONTRÉAL 2030

Le dépôt dans le cadre du programme contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les

priorités 1, 4, 5, 15, 19 et 20 de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement permettra de respecter les exigences pour déposer la présente demande; dans le cas contraire, l'arrondissement ne pourra faire le dépôt d'une demande dans le cadre du programme.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le présent dossier vise à obtenir l'autorisation du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour faire le dépôt d'une ou plusieurs demandes pendant les périodes d'admissibilité suivantes :

- du 20 mai 2025 à 9 h au 12 juin 2025 à 17 h
- du 1er mai 2026 à 9 h au 15 juin 2026 à 17 h
- du 30 avril 2027 à 9 h au 15 juin 2027 à 17 h

Si, après la première période d'admissibilité, l'ensemble des fonds ne sont pas affectés, ceux-ci seront remis en disponibilité dans le cadre d'une deuxième période d'admissibilité dans la même année. Le présent dossier vise également les périodes d'admissibilité subséquentes :

- du 4 août 2025 à 9 h au 11 août 2025 à 17 h
- du 3 août 2026 à 9 h au 7 août 2026 à 17 h
- du 9 août 2027 à 9 h au 13 août 2027 à 17 h

L'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension devra soumettre les redditions de compte et utiliser l'intégralité des fonds conformément au calendrier préétabli dans le programme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-04-25
Christiane RICHARD commissaire - developpement economique	Jocelyn JOBIDON directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 438-994-9018	**Tél :** - -
Télécop. :	**Télécop. :** -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258343004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Autoriser le dépôt de demandes d'aide financière au Service du développement économique de Montréal, dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027.

Grille_analyse_montreal_2030_1258343004.pdf

Resolution1259861001.doc

HP - 1259861001 - Programme secteurs commerciaux hors SDC 20250403.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane RICHARD
commissaire - developpement economique

Tél : 438-994-9018
Télécop. :

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 14 avril 2025 Séance tenue le 15 avril 2025	Résolution: CM25 0446

Adopter le Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation et le soutien de la vitalité économique des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial / Réserver une somme de 6,42 M$ à cette fin pour les années 2025, 2026 et 2027

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 avril 2025 par sa résolution CE25 0585;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Émilie Thuillier

Et résolu :

1- d'adopter le Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation et le soutien de la vitalité économique des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial;

2- de réserver une somme de 6,42 M$ à cette fin pour les années 2025, 2026 et 2027.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

30.14 1259861001
/mt

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Domenico ZAMBITO
_____
Greffier adjoint

(certifié conforme)

_____
Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint

Signée électroniquement le 16 avril 2025

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DESTINÉ AUX ARRONDISSEMENTS POUR LA DYNAMISATION ET LE SOUTIEN DE LA VITALITÉ ÉCONOMIQUE DES SECTEURS COMMERCIAUX SITUÉS HORS DES DISTRICTS DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Aux fins du présent programme, les mots suivants signifient :

« association de commerçants » : un regroupement de gens d'affaires dûment constitué en personne morale à but non lucratif ayant son siège social sur le territoire d'un secteur commercial, qui n'est pas une société de développement commercial;

« bilan offre-demande » : étude économique visant à déterminer la provenance de la clientèle, son mode de déplacement, l'offre du secteur commercial étudié et la demande de la clientèle, et qui permet une corrélation entre ces deux derniers éléments afin d'identifier les fuites commerciales;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant autorisé;

« habillage » : l'installation de palissades, de panneaux ou de toiles temporaires;

« mesure d'atténuation » : la planification et la réalisation de l'une ou l'autre des actions suivantes afin de réduire les impacts des travaux majeurs sur les entreprises situées dans un secteur commercial durant leur réalisation :

1° l'aménagement, l'embellissement ou le verdissement du domaine public aux abords des travaux majeurs;

2° les activités de propreté et d'entretien aux abords des travaux majeurs;

3° la communication, la formation, la publicité ou la réalisation d'événements ouverts au public, visant la promotion des entreprises situées dans le secteur des travaux majeurs;

4° les actions de mitigation, notamment l'affectation d'agents de terrain pour accompagner la clientèle qui fréquente les commerces, l'installation de signalisation temporaire ou l'habillage des clôtures, échafaudages ou barrières servant à délimiter les travaux majeurs;

5° les actions visant à combler les locaux vacants, notamment l'habillage de ces locaux;

6° le développement d'outils visant la connaissance de l'impact des travaux majeurs sur l'achalandage et la clientèle ou la réalisation d'études économiques permettant notamment de mesurer les retombées d'une mesure prévue à un autre paragraphe de la présente définition;

« mesure préalable » : la planification et la réalisation de l'une ou l'autre des actions suivantes afin de préparer les entreprises situées dans un secteur commercial à des travaux majeurs à venir :

1° la planification des mesures préalables ou des mesures d'atténuation à mettre en œuvre afin de préparer les entreprises aux travaux majeurs à venir;

2° la présentation aux entreprises des programmes de subvention leur étant destinés durant la période des travaux majeurs;

3° les activités de formation et d'accompagnement destinées aux entreprises afin de leur permettre d'adapter leurs pratiques commerciales pour faire face aux impacts des travaux majeurs, notamment celles sur la diminution du flux de clientèle;

4° les activités de diffusion aux entreprises et à la clientèle des informations pertinentes relatives aux travaux majeurs qui seront effectués, telles que leur nature et leur durée, les ressources à contacter pour signaler des problématiques durant les travaux majeurs ou les mesures prises pour faciliter la circulation dans le secteur commercial;

5° la réalisation d'études économiques permettant d'anticiper les impacts des travaux majeurs, notamment de bilans offre-demande;

« période des travaux majeurs » : période durant laquelle sont réalisés les travaux majeurs selon le plan de réalisation des travaux ou selon le contrat conclu pour la réalisation de ces travaux avec un mandataire;

« professionnel en design » : une personne ayant une formation professionnelle en aménagement, en design ou en architecture ou une expérience équivalant à la formation et qui tire ses principaux revenus de la pratique de cette profession;

« projet » : l'ensemble des interventions soumises au directeur pour dynamiser un secteur commercial;

« secteur commercial » : artère ou regroupement d'artères où le zonage commercial est permis au rez-de-chaussée et qui regroupe au moins 30 établissements d'entreprise au sens de l'article 69.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) accessibles directement par la voie publique;

« société de développement commercial » : un organisme à but non lucratif constitué conformément aux articles 458.1 et suivants de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou aux articles 79.1 et suivants de l'annexe C la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et ayant compétence dans un district situé sur le territoire de la Ville;

« travaux majeurs » : tout chantier de travaux majeurs d'infrastructures publiques d'une durée minimale prévue de 180 jours, exécuté par la Ville, par un arrondissement ou par la Société de transport de Montréal dans un secteur commercial et qui entraîne des entraves à la circulation automobile;

« Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II

PRINCIPES GÉNÉRAUX

2. Le présent programme a pour objectif la dynamisation des artères commerciales qui sont situées hors d'un district dans lequel une société de développement commercial a compétence. Dans le cadre de ce programme, un soutien financier est accordé à un arrondissement de la Ville afin de financer un projet visant à soutenir et à améliorer la vitalité économique d'un secteur commercial de son territoire.

Ce programme vise les années 2025 à 2027.

3. Le présent programme prévoit un soutien financier total de six millions quatre cent vingt mille dollars répartis ainsi :

1° deux millions cent quarante mille dollars pour l'année 2025;

2° deux millions cent quarante mille dollars pour l'année 2026;

3° deux millions cent quarante mille dollars pour l'année 2027.

4. Le soutien financier doit servir au financement des interventions prévues au projet soumis par l'arrondissement, qui doivent viser l'un ou l'autre des objectifs suivants :

1° la réalisation d'études économiques, notamment un bilan offre-demande, un positionnement commercial, un positionnement marketing, une étude sur la provenance de la clientèle et une planification stratégique;

2° le recrutement commercial et l'occupation de locaux vacants;

3° la mise en valeur du secteur commercial par des activités de communication, de marketing, d'animation, de spectacles et de promotion des commerces locaux;

4° l'aménagement et l'embellissement du domaine public, notamment par des projets de piétonnisation, de placettes publiques, de verdissement, d'espaces de travail en plein air et d'illumination;

5° la transition écologique, notamment par l'élaboration de guides et par des activités de sensibilisation;

6° la formation des commerçants;

7° le soutien à la création ou à l'agrandissement d'une association de commerçants;

8° la réalisation de mesures préalables avant le début de la période des travaux majeurs ou de mesures d'atténuation durant la période des travaux majeurs.

SECTION III
CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

5. Pour bénéficier du soutien financier dans le cadre du présent programme, le projet soumis doit :

1° être situé dans un secteur commercial hors d'un district dans lequel une société de développement commercial a compétence;

2° répondre directement à au moins une priorité du Plan stratégique Montréal 2030.

SECTION IV
EXCLUSIONS

6. Aucun soutien financier n'est accordé pour :

1° toute dépense effectuée :

a) avant la date à laquelle la demande de soutien financier est approuvée par le conseil municipal ou le comité exécutif, selon le cas, en vertu de l'article 15 ou après la date limite à laquelle un projet peut être réalisé en vertu de l'article 18;

b) après le début de la période des travaux majeurs pour un projet dont l'objectif est la réalisation de mesures préalables;

c) avant ou après la période des travaux majeurs pour un projet dont l'objectif est la réalisation de mesures d'atténuation;

2° toute dépense qui constitue de l'aide directe à l'entreprise;

3° toute contribution financière à une société de développement commercial;

4° toute partie de dépense déjà financée au moyen d'une autre subvention de la Ville.

SECTION V
DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

7. L'arrondissement peut obtenir un soutien financier aux conditions établies au présent programme en déposant une demande sous la forme déterminée par le directeur.

8. Une demande doit être déposée durant l'une des périodes d'admissibilité suivantes :

1° du 20 mai 2025 à 9h00 au 12 juin 2025 à 17h00;

2° du 1er mai 2026 à 9h00 au 15 juin 2026 à 17h00;

3° du 30 avril 2027 à 9h00 au 15 juin 2027 à 17h00.

Si le directeur constate, à la suite de la réception des demandes conformément à la présente section durant une période d'admissibilité visée au premier alinéa, que les fonds prévus à l'article 3 pour une année ne sont pas épuisés malgré l'octroi par le conseil municipal ou le comité exécutif, selon le cas de

l'aide financière demandée, une nouvelle demande peut être déposée durant l'une des périodes d'admissibilité suivantes :

1° du 4 août 2025 à 9h00 au 11 août 2025 à 17h00, pour l'année 2025;

2° du 3 août 2026 à 9h00 au 7 août 2026 à 17h00, pour l'année 2026;

3° du 9 août 2027 à 9h00 au 13 août 2027 à 17h00, pour l'année 2027.

9. Une seule demande de soutien financier peut être déposée par un arrondissement par période d'admissibilité.

Une demande peut viser la réalisation de plusieurs projets. Chaque projet doit concerner un secteur commercial distinct.

10. La demande de soutien financier doit être déposée auprès du directeur durant une période d'admissibilité, au moyen du formulaire fourni par la Ville, et doit comprendre, pour chaque projet visé par la demande :

1° la résolution du conseil d'arrondissement autorisant le dépôt de la demande de soutien financier dans le cadre du présent programme;

2° la description de la dynamique commerciale et associative du secteur commercial visé par la demande de soutien financier;

3° la démonstration de la pertinence du projet ainsi que son lien avec une priorité du Plan stratégique Montréal 2030;

4° la démonstration de la complémentarité du projet ou son lien direct avec les interventions publiques ou privées ou son insertion dans une planification économique, culturelle ou urbanistique;

5° la liste des interventions en considération desquelles l'arrondissement demande le soutien financier et comportant, à l'égard de chacune d'entre elles :

a) une description détaillée de celle-ci;

b) les objectifs spécifiques qu'elle vise;

c) l'échéancier détaillé de réalisation;

d) le budget détaillé, ventilé, précisant les ressources allouées.

Toute demande incomplète ou jugée non conforme sera automatiquement rejetée.

11. Les dépenses admissibles pour la mise en œuvre d'un projet incluent :

1° les honoraires et frais pour les services professionnels, techniques et en communications requis;

2° les salaires et frais liés au personnel de l'arrondissement;

3° les frais d'acquisition de biens requis;

4° les contributions financières à un organisme à but non lucratif.

SECTION VI
MONTANT DU SOUTIEN FINANCIER

12. Le montant du soutien financier pour chaque période d'admissibilité visée au premier alinéa de l'article 8 correspond au coût total des dépenses admissibles, sans excéder, pour chaque arrondissement, le montant indiqué à l'annexe 1.

Le montant du soutien financier pour chaque période d'admissibilité visée au deuxième alinéa de l'article 8 correspond au coût total des dépenses admissibles, sans excéder le moindre des montants suivants :

1° le montant du soutien financier disponible pour un arrondissement conformément à l'article 14;

2° 150 000 $.

SECTION VII
ADMISSIBILITÉ DE LA DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

13. Le directeur analyse chacune des demandes de soutien financier en s'assurant de leur conformité à la section V et recommande, selon l'instance compétente à l'égard de chacune d'elles, l'approbation de celle-ci en indiquant le montant du soutien financier calculé selon l'article 12.

14. Lorsque plusieurs demandes de soutien financier ont été déposées durant une période d'admissibilité prévue au deuxième alinéa de l'article 8, le soutien financier est accordé en fonction de l'ordre de réception des demandes, jusqu'à ce que les fonds disponibles pour cette période d'admissibilité soient épuisés.

Le directeur indique aux arrondissements ayant déposé ces demandes la date et l'heure à laquelle leur demande a été reçue ainsi que le montant du soutien financier disponible pour chaque demande.

15. Sur recommandation du directeur, le conseil municipal, si le soutien financier est de 150 000 $ ou plus, ou le comité exécutif, si le soutien financier est de moins de 150 000 $, approuve les demandes et l'octroi d'un soutien financier aux arrondissements.

SECTION VIII
CONDITIONS PARTICULIÈRES

16. Tout projet d'aménagement et d'embellissement du domaine public, à l'exception d'un projet de verdissement, doit être réalisé avec l'aide d'un professionnel en design, qui doit en assurer la faisabilité, la planification et la réalisation.

17. Un projet visé à une demande ayant fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 15 doit être réalisé à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° le 365e jour suivant la date de l'approbation de la demande en vertu de l'article 15;

2° le 31 mai 2028.

18. L'arrondissement doit transmettre au directeur les documents suivants :

1° le rapport sommaire des résultats et le degré d'atteinte des objectifs de chacune des interventions réalisées, incluant le décaissement ventilé pour chacune d'elles, sous la forme déterminée par le directeur;

2° le cas échéant, tout document ou rapport d'étude réalisé et financé au moyen du soutien financier;

3° le cas échéant, toute reddition de compte reçue d'un organisme à la suite de l'octroi d'une contribution financière par l'arrondissement et financé au moyen du soutien financier;

4° le cas échéant, tout outil de communication, de promotion ou tout communiqué de presse émis par l'arrondissement en lien avec un projet.

Ces documents doivent être transmis au directeur au plus tard :

1° le 5 octobre 2026, lorsque la demande de soutien financier a été approuvée lors de l'année 2025;

2° le 4 octobre 2027, lorsque la demande de soutien financier a été approuvée lors de l'année 2026;

3° le 30 juin 2028, lorsque la demande de soutien financier a été approuvée lors de l'année 2027.

19. Tout montant dépensé en contravention au présent programme ou qui ne respecte pas la demande soumise et approuvée par le conseil municipal ou le comité exécutif, selon le cas, doit être retourné au directeur.

20. L'étude des demandes de soutien financier reçues par le directeur à partir du 2 juin 2026 et l'octroi de l'aide pouvant en découler durant les années 2026 et 2027 est conditionnelle à la reconduction de la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvée par résolution à la séance du 23 février 2023 (CE23 0081) ou à la conclusion d'une convention d'aide financière et d'une planification conjointe entre la Ville et le ministère de l'Économie et de l'Innovation permettant l'octroi de soutien financier dans le cadre du présent programme de soutien.

Le directeur avise tout arrondissement qui présente une demande après le 1er juin 2026 de la suspension de l'étude de sa demande si l'une ou l'autre des conventions mentionnées au premier alinéa n'a pas été reconduite ou conclue.

21. Pour tout outil de communication et de promotion rendu public par l'arrondissement pour la réalisation du projet soutenu financièrement dans le cadre du présent programme, l'arrondissement doit apposer la signature visuelle du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie à titre de partenaire financier.

Tout outil de communication et de promotion visé au premier alinéa doit être transmis au moins sept jours ouvrables avant la date de tombée à son répondant ministériel aux fins d'approbation.

22. Dans tout communiqué de presse de l'arrondissement lié au soutien financier accordé, l'arrondissement doit :

1° mentionner la participation du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie à titre de partenaire financier;

2° offrir la possibilité d'insérer une citation du ministre et un paragraphe descriptif du partenariat financier qui soutient le projet.

Tout communiqué émis par l'arrondissement en lien avec la réalisation du projet soutenu financièrement en vertu du présent programme doit être transmis au moins sept jours ouvrables avant la date de tombée à son répondant ministériel aux fins d'approbation.

23. À l'occasion de tout événement public ou activité de presse d'importance de l'arrondissement en lien avec la mise en œuvre d'un projet soutenu financièrement en vertu du présent programme, l'arrondissement doit, si le contexte s'y prête et au moins quinze jours avant la tenue de l'événement, inviter le ministre à y participer et à y prendre la parole.

Pour ce faire, l'arrondissement doit acheminer une invitation officielle au cabinet du ministre, par la poste, au 710, place D'Youville, 6e étage, Québec (Québec) G1R 4Y4 ainsi qu'une copie par courriel à son représentant ministériel.

ANNEXE 1
MONTANT MAXIMUM ANNUEL DE L'AIDE FINANCIÈRE PAR ARRONDISSEMENT POUR LES ANNÉES 2025, 2026 ET 2027

ANNEXE 1

Arrondissement	**Montant maximal du soutien financier, par année**
Ahuntsic-Cartierville	115 000 $
Anjou	94 000 $
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	173 000 $
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	75 000 $
Lachine	95 000 $
LaSalle	127 000 $
Le Plateau Mont-Royal	145 000 $
Le Sud-Ouest	91 000 $
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	113 000 $
Montréal-Nord	105 000 $
Outremont	78 000 $
Pierrefonds-Roxboro	106 000 $
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	93 000 $
Rosemont–La-Petite-Patrie	139 000 $
Saint-Laurent	104 000 $
Saint-Léonard	111 000 $
Verdun	87 000 $
Ville-Marie	125 000 $
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	164 000 $

La présente annexe a été établie en fonction des critères suivants :

- Un soutien financier de base allant de 75 000 $ à 150 000 $ par arrondissement, calculé avec une pondération du nombre de commerces situés hors des districts des sociétés de développement commercial situés sur le territoire de la Ville — proportionnellement au nombre de commerces hors société de développement commercial des 19 arrondissements — ainsi que le taux de vacance commerciale des commerces situés hors des districts des sociétés de développement commercial (proportionnellement au nombre de commerces vacants des 19 arrondissements).
- Une bonification de 10 000 $ à 35 000 $, calculée avec une pondération des locaux commerciaux hors société de développement commercial et des locaux commerciaux vacants hors société de développement commercial situés dans des aires de diffusion vulnérables et prioritaires (ayant un niveau de vulnérabilité 4, 5, 6), conformément à l'indice d'équité des milieux de vie préparé par la Ville, édition 2024, proportionnellement à la population de l'arrondissement.
- Seuls les locaux commerciaux situés au rez-de-chaussée, en demi-sous-sol ou au sous-sol, sont inclus dans les données qui sont prises en compte aux fins de la présente annexe.
- Les locaux commerciaux situés dans les centres commerciaux et les marchés publics sont exclus des données prises en compte aux fins de la présente annexe.
- Les données prises en compte aux fins de la présente annexe proviennent du recensement du Service du développement économique de la Ville de l'année 2024 et de l'Indice d'équité des milieux de vie préparé par la Ville, édition 2024.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1258343004
Unité administrative responsable : Développement du territoire
Projet : Autoriser le dépôt de demandes d'aide financière au Service du développement économique de Montréal, dans le cadre du Programme de soutien financier destiné aux arrondissements pour la dynamisation des secteurs commerciaux situés hors des districts des sociétés de développement commercial pour les années 2025 à 2027.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050; 4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité; 5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles; 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire; 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins; 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les projets n'étant pas déjà choisis, les résultats/bénéfices attendu ne sont pas identifiés.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.06

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1255612012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de 655 976,86 $ en provenance des revenus reportés - unités de stationnements afin d'investir dans divers projets favorisant la mobilité active dans l'arrondissement et permettre l'atteinte des objectifs du plan d'apaisement de la circulation.

d'autoriser une affectation de 655 976,86 $ en provenance des revenus reportés - unités de stationnements afin d'investir dans divers projets d'apaisement de la circulation dans l'arrondissement et permettre l'atteinte des objectifs du plan d'apaisement 2025.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-05-01 20:44

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255612012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de 655 976,86 $ en provenance des revenus reportés - unités de stationnements afin d'investir dans divers projets favorisant la mobilité active dans l'arrondissement et permettre l'atteinte des objectifs du plan d'apaisement de la circulation.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement dispose présentement de revenus reportés - unités de stationnement. Pour assurer la sécurité des piétons, cyclistes et autres usagers de la route, ces revenus serviront à financer diverses mesures d'apaisement de la circulation et contribueront à la mise en oeuvre du plan d'apaisement 2025 de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O..

DESCRIPTION

Dans le cadre du plan d'apaisement 2025 de l'arrondissement, plusieurs mesures ont été identifiées afin de sécuriser les déplacements de l'ensemble des usagers et apaiser la circulation dans nos milieux de vie.
Ainsi les revenus liés au stationnement permettront d'accélérer la mise en oeuvre de ce plan d'apaisement en permettant la construction par exemple de :
- dos d'âne ;
- saillies et avancées de trottoir ;
- traverses ou intersections surélevées.

JUSTIFICATION

L'approbation des dépenses financés par le revenus reportés-unités de stationnement feront l'objet d'une approbation par le conseil d'arrondissement.

Par conséquent, l'autorisation de ces dépenses au préalable permettrait d'utiliser ce budget sans délai lors d'un prochain appel d'offres pour construction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une affectation de 655 976,86 $ en provenance des revenus reportés - unités de stationnements sera enregistrée pour couvrir diverses dépenses en lien avec les projets de transport actif de l'arrondissement.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des priorités suivantes :
3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous;
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce dossier doit être soumis au conseil d'arrondissement pour permettre d'utiliser ces revenus au courant de l'année 2025.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

La réalisation de ces travaux fera l'objet d'un appel d'offre comme le prévoit la loi.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux instances publiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Amal AFFANE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adèle PAVAGEAU
chef(fe) de section - circulation
arrondissement

Tél : 514-328-4000
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-01

Adèle PAVAGEAU
chef(fe) de section - circulation
arrondissement

Tél : 514-328-4000
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255612012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Objet :	Autoriser une affectation de 655 976,86 $ en provenance des revenus reportés - unités de stationnements afin d'investir dans divers projets favorisant la mobilité active dans l'arrondissement et permettre l'atteinte des objectifs du plan d'apaisement de la circulation.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1255612012 - Affectation Fonds de stationnement.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Amal AFFANE
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-05-01

Steve THELLEND
chef(fe) de division - ressources financieres materielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 514 346-6255
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Villeray Saint-Michel Parc-Extension Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier: 1255612012

Nature du dossier: Autoriser une affectation de 655 976,86 $ en provenance des revenus reportés - unités de stationnements afin d'investir dans divers projets favorisant la mobilité active dans l'arrondissement et permettre l'atteinte des objectifs du plan d'apaisement 2025.

Financement: Affectation du fond de stationnement de l'arrondissement

Source:

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur
2440.0000000.000000.00000.25509.000000.0000.000000.000000.00000.00000										

Écriture d'affectation au réel :

	Débit	Crédit
2440.0000000.000000.00000.25509.000000.0000.000000.000000.00000.00000	655,976.86	
6440.9500998.801650.03103.45901.013530.0000.XXXXXX.000000.XXXXX.00000		655,976.86

Virement de crédit:

	Débit	Crédit
6440.9500998.801650.03103.57201.000000.0000.XXXXXX.000000.XXXXX.00000	655,976.86	
6440.9500998.801650.03103.45901.013530.0000.XXXXXX.000000.XXXXX.00000		655,976.86

Clé comptable d'imputation:

Entité	Source	C Resp	Activité	Objet	S Objet	Interop	Projet	Autre	Cat Actif	Futur	Montant
6440.9500998.801650.03103.57201.000000.0000.XXXXXX.000000.XXXXX.00000											655,977 $
Total											**655,977 $**

Note: Le numéro de projet et la catégorie d'actif vont être crées une fois la résolution est sortie.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255612012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Objet :	Autoriser une affectation de 655 976,86 $ en provenance des revenus reportés - unités de stationnements afin d'investir dans divers projets favorisant la mobilité active dans l'arrondissement et permettre l'atteinte des objectifs du plan d'apaisement de la circulation.



Grille Montreal 2030_1255612012.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adèle PAVAGEAU
chef(fe) de section - circulation
arrondissement

Tél : 514-328-4000
Télécop. : -

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1255612012*
Unité administrative responsable : *Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension – Direction de la mobilité et des études techniques*
Projet : Autoriser une affectation de 655 976,86 $ en provenance des revenus reportés - unités de stationnements afin d'investir dans divers projets favorisant la mobilité active dans l'arrondissement et permettre l'atteinte des objectifs du plan d'apaisement 2025.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous* *19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Amélioration du confort et de la sécurité des usagers les plus vulnérables notamment en améliorant l'espace dédié aux piétons (saillie, avancée de trottoir).* *Réduction des vitesses pratiquées par les automobilistes sur les rues locales (dos d'âne), ayant un impact sur la qualité de vie des résidents : abaissement des vitesses et du niveau de bruit.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.07

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1254539006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge l'offre de services d'une équipe de travaux publics dédiée en soutien aux enjeux liés à l'itinérance à cinq arrondissements, pour une période de six mois débutant au printemps 2025.

1. d'accepter, en vertu de l'article 85.1 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge l'offre de services d'une équipe de travaux publics dédiée en soutien aux enjeux liés à l'itinérance à six arrondissements, pour une période de six mois débutant au printemps 2025.

Signé par Nathalie VAILLANCOURT **Le** 2025-05-02 09:57

Signataire : Nathalie VAILLANCOURT

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1254539006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge l'offre de services d'une équipe de travaux publics dédiée en soutien aux enjeux liés à l'itinérance à cinq arrondissements, pour une période de six mois débutant au printemps 2025.

CONTENU

CONTEXTE

Dans l'arrondissement de Ville-Marie, l'accompagnement des travaux publics pour les interventions de propreté en lien avec la cohabitation avec les personnes en situation d'itinérance sur le domaine public se fait via une équipe stable, formée et sensibilisée. Cette équipe permet la collaboration efficace des travaux publics avec les équipes en développement social de l'Arrondissement, ÉMMIS et le SPVM. L'Arrondissement s'est doté de procédures et assure la formation du personnel affecté à ces tâches. Une entente avec le Syndicat des cols bleus de Montréal permet la stabilité de ces équipes. En ce sens, la Division des parcs et de l'horticulture de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie créera une équipe d'intervention dédiée au soutien d'activités similaires, notamment dans les arrondissements suivants :

1. Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension;
2. Mercier-Hochelaga-Maisonneuve;
3. Plateau Mont-Royal;
4. Rosemont-La Petite-Patrie;
5. Sud-Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

L'équipe sera gérée par la division des parcs et de l'horticulture de l'arrondissement de Ville-Marie et interviendra à la demande dans les autres arrondissements. Les tâches effectuées sont notamment la propreté aux abords des campements et les démantèlements lorsque requis.
Les lieux de travail seront définis entre les équipes des arrondissements visés et les gestionnaires de l'arrondissement de Ville-Marie.

Elle sera composée de 6 personnes et de 4 véhicules afin de permettre un maximum d'efficacité sur le terrain :

- un camion tasseur (ou camionnette benne) : 1 x col bleu fonction 502;
- deux camionnettes : 2 x cols bleus fonction 162 et 2 x cols bleus fonction 446;
- un véhicule : 1 x contremaître-sse.

L'horaire de travail sera de jour, de semaine et la période d'intervention visée s'échelonnera du 15 mai au 15 novembre 2025.

JUSTIFICATION

L'augmentation du nombre de personnes en situation d'itinérance rend nécessaire des interventions favorisant, d'une part la cohabitation et, d'autre part, l'accompagnement vers les ressources appropriées par des équipes d'intervention formées et sensibilisées.
L'arrondissement de Ville-Marie a développé, au fil des ans, une approche collaborative entre les intervenants sociaux et les équipes responsables des opérations de propreté sur le terrain.
Bien que les arrondissements visés disposent d'équipe de travaux publics pouvant effectuer des interventions de propreté, la quantité d'intervention moindre sur leur territoire respectif ne justifie pas toujours la formation et la création d'équipes dédiées locales en soutien aux enjeux liés à l'itinérance.

Une équipe complémentaire mobile présente selon les besoins est une solution qui permet d'assurer des interventions adaptées par du personnel adéquatement formé pour assurer la sécurité, autant des travailleuses et des travailleurs, que de la clientèle présente. Elle contribuera en parallèle à assurer la continuité des interventions régulières de propreté dans ces arrondissements qui, autrement, doivent occasionnellement mobiliser leurs équipes régulières pour les affecter à des tâches non planifiées. De plus, elle permettra une utilisation plus judicieuse du matériel roulant affecté à ces activités.

En vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) :
Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil d'un autre arrondissement un service relié à une compétence qu'il détient. La résolution offrant cette fourniture de service prend effet à compter de l'adoption d'une résolution acceptant cette offre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coûts prévus Équipe de soutien aux enjeux liés à l'itinérance - autres arrondissements (durée de 6 mois)

Description	Type	Quantité	Coût unit. TTC	Total 2025
Personnel col bleu - fct 502	Main d'oeuvre	1	0,00 $	43 618 $
Personnel col bleu - fct 162	Main d'oeuvre	2	0,00 $	82 698 $
Personnel col bleu - fct 446	Main d'oeuvre	2	0,00 $	77 115 $
Personnel contremaître	Main d'oeuvre	1	0,00 $	57 477 $
Soutien gestion	Main d'oeuvre	1	0,00 $	25 000 $
Vêtements et accessoires	Achats	1	3 000, 00 $	3 000 $

Véhicules - 6 mois	Location	3	36 000,00 $	108 000 $
Camion benne - 6 mois	Location	1	60 000,00 $	60 000 $
				456 907 $

Le budget provient de la Direction générale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de la priorité 19 du Plan stratégique Montréal 2030 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suivant l'acceptation de l'offre de Ville-Marie par l'Arrondissement lors de ce conseil, l'équipe de Ville-Marie pourra débuter ses activités.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc LABELLE, Ville-Marie
Sandra PICARD, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DUCHESNEAU
Adjointe de direction CSLDS

Tél : 514 868-3443
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Andréane LECLERC
Cheffe de division de la culture, des bibliothèques et des événements publics

Tél : - -
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254539006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge l'offre de services d'une équipe de travaux publics dédiée en soutien aux enjeux liés à l'itinérance à cinq arrondissements, pour une période de six mois débutant au printemps 2025.



GDD_1254539006_analyse_montreal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DUCHESNEAU
Adjointe de direction CSLDS

Tél : 514 868-3443
Télécop. : 514 872-4682

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1254539006

Unité administrative responsable : Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

Projet : *Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), l'offre de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge l'offre de services d'une équipe de travaux publics dédiée en soutien aux enjeux liés à l'itinérance à six arrondissements, pour une période de six mois débutant au printemps 2025.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. Ces travaux permettront de conserver cette installation aquatique en fonction.			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 19: Ce projet permettra d’offrir des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité aux besoins en déployant une équipe dédiée et qualifiée afin de soutenir les opérations entourant les enjeux liés à l'itinérance.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Dossier # : 1259335005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois de mai à décembre 2025.

d'autoriser l'occupation du domaine public selon les sites et les horaires des événements identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel;

1. d'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (RCA17-14002), l'ordonnance jointe à la présente, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois de mai à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel;

3. d'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, art. 3 et 8), l'ordonnance jointe à la présente, permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que de consommer des boissons alcoolisées selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois de mai à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel;

4. d'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, art. 3, al. 8), l'ordonnance jointe à la présente, permettant la fermeture de rues, selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois de mai à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel;

5. d'édicter, en vertu du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283, art. 516), l'ordonnance jointe à la présente, permettant d'afficher des enseignes publicitaires, à l'occasion d'un événement, d'une fête ou d'une manifestation, selon les sites et les horaires des événements identifiés

dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour les mois de mai à décembre 2025, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel.

Signé par Nadine MEDAWAR **Le** 2025-04-23 12:00

Signataire : Nadine MEDAWAR

_____

directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259335005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois de mai à décembre 2025.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement peut autoriser la tenue d'un événement et déroger à la réglementation municipale. À cet effet, nous présentons un dossier comportant les événements publics de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (VSP) pour les mois de mai à décembre 2025 et demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public, pour une période temporaire, pour les événements identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes », du présent sommaire et émettre les ordonnances appropriées afin de déroger aux règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (RCA17-14002, art. 6);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, art. 3 et 8);
- Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, art. 3, al. 8);
- Règlement de zonage de l'arrondissement VSP - Bannières (01-283, art. 516).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 14 0085 - 1259335004 - 01 avril 2025 - Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement VSP pour les mois d'avril à décembre 2025.

CA25 14 0050 - 1259335002 - 11 mars 2025 - Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement VSP pour les mois de mars à décembre 2025.

CA25 14 0019 - 1259335001 - 04 février 2025 - Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement VSP pour les mois de février à décembre 2025.

DESCRIPTION

Les événements sont de diverses catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de collecte de fonds, civique ou commémorative. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'une place ou d'un parc; fermeture d'une ou plusieurs rues ou une combinaison des deux, comme l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Le dossier présenté contient des demandes déposées pour les mois de mai à décembre 2025. Des dossiers subséquents pourront être présentés afin d'intégrer d'autres événements au calendrier 2025. Les événements répertoriés sur le tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire, ont été présentés ou seront présentés pour avis aux différents services et intervenants concernés afin de négocier les parcours, d'obtenir l'approbation des mesures de sécurité et les plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage.

JUSTIFICATION

Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de réaliser les événements, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permet la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyennes et aux citoyens de se familiariser avec différentes cultures. La vente d'aliments, d'articles promotionnels, de boissons alcoolisées ou non, permet aux organismes l'autofinancement des événements. Les organismes doivent se conformer aux lois, règlements et exigences administratives et ils doivent obtenir tous les permis requis.
Lien avec les politiques, les programmes et les priorités de l'arrondissement VSP :

Ce dossier est en lien avec l'une des grandes orientations retenues par l'arrondissement en 2025 soit de mettre en oeuvre des «Actions ancrées dans les priorités des citoyennes et citoyens afin d'offrir un milieu de vie sécuritaire, agréable et résilient, car la présentation d'événements sur le domaine public contribue à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial et sécuritaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville, pour le soutien à la réalisation des événements, sont assumés à même les budgets de fonctionnement des directions concernées.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 via deux priorités du Plan stratégique (voir la grille d'analyse en pièce jointe) :

Priorité 9 « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire. »

Priorité 19 « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais (ici, les citoyennes et les citoyens de l'arrondissement) des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. »
Ces deux priorités sont atteintes puisqu'en permettant de tenir des événements publics dans les parcs de l'arrondissement VSP, les citoyennes et citoyens peuvent se rencontrer, tisser des liens et s'épanouir culturellement ainsi que socialement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite au présent dossier pourrait compromettre l'offre de services aux

citoyennes et citoyens de l'arrondissement en matière d'événements publics.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées sur le site Internet et affichées au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement VSP. Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement, que ce soit par le biais des journaux locaux ou autres. De plus, à l'occasion de la fermeture de rue(s), les promoteurs installeront, dix jours avant l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la ou des rues et informeront les citoyens concernés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514.868.3447
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-15

Andréane LECLERC
Cheffe de division de la Culture, des bibliothèques et des événements publics

Tél : 438 994-1439
Télécop. : 514 872-4682



EP-Banniere ordonnance.JPG

515. Un panneau publicitaire autoroutier autorisé, situé à une distance inférieure à 90 m d'un autre panneau publicitaire autoroutier, peut être remplacé par un panneau publicitaire autoroutier :

1° d'une superficie maximale de 25 m² si sa superficie est égale ou inférieure à 25 m² et d'une superficie maximale de 2,5 m² si sa superficie est égale ou inférieure à 2,5 m²;

2° d'une hauteur maximale de 9 m si sa hauteur est égale ou inférieure à 9 m et d'une hauteur maximale de 5,5 m si sa hauteur est égale ou inférieure à 5,5 m;

3° d'une superficie et d'une hauteur égales ou inférieures à celles du panneau remplacé si sa superficie est supérieure à 25 m² et sa hauteur supérieure à 9 m.

CHAPITRE IV
ORDONNANCES

516. Le conseil d'arrondissement, peut, par ordonnance, régir ou autoriser :

1° des enseignes et des enseignes publicitaires, à l'occasion d'un événement, d'une fête ou d'une manifestation;

2° l'inscription du nom et de la marque de commerce du commanditaire d'une oeuvre d'art ou ornementale, d'un espace public, d'un monument ou de la restauration d'un bâtiment ancien;

4° une bannière sur un réverbère ou, aux fins d'identifier un lieu, sur un mur extérieur;

5° des enseignes et des enseignes publicitaires à des fins publique, culturelle, touristique et sociocommunautaire pour une période de temps déterminée.

Ces enseignes et enseignes publicitaires sont autorisées sans permis.

01-283-27, a. 4 (2003).

CHAPITRE V
ENSEIGNES ET ENSEIGNES PUBLICITAIRES AUTORISÉES SANS PERMIS

517. Les enseignes et enseignes publicitaires prévues au présent chapitre sont autorisées sans permis aux conditions énoncées.

SECTION I
PETITE ENSEIGNE

518. Une enseigne ayant une superficie inférieure à 0,2 m² est exclue du calcul de superficie maximale autorisée. Une seule de ces enseignes est autorisée par établissement ou par immeuble pour chaque voie publique.

519. Dans le cas d'un bureau, d'un atelier ou d'un établissement de soins personnels dans un logement, constituant un usage complémentaire et situé à l'un des endroits suivants, seule une enseigne non lumineuse ayant une superficie inférieure à 0,2 m² peut être posée à une fenêtre ou à plat sur le bâtiment :

LEMENT SUR LE BRUIT DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

(RCA17-14002)

Ordonnance relative à la Programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension Saison 2025

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. Dans le cadre des activités de la « Programmation des événements—Saison 2025 dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc Extension », le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites identifiés dans le tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur lesdits sites.

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon les sites, les dates et l'horaire des événements identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1 article 3, alinéa 8)

Ordonnance relative à la Programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension Saison 2025

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension décrète :

1. La fermeture des rues constituants les sites pour les activités de la Programmation des événements—Saison 2025 dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc Extension identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

2. L'autorisation est valable selon les dates et heures pour les sites identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à la Programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension Saison 2025

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension décrète :

1. À l'occasion de la Programmation des événements—Saison 2025 dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc Extension, il est permis de vendre des articles promotionnels reliés aux événements, de la nourriture, des boissons alcoolisées ou non alcoolisées et de permettre la consommation de boissons alcoolisées, sur les sites identifiés dans le tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

Les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, sur ce site exclusivement.

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables selon le site, la ou les dates de présentation et l'horaire des événements dans le tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259335005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Objet :	Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois de mai à décembre 2025.



gdd_grille_analyse_montreal_2030_1259335005_mai2025.pdf



EP-CALENDRIER-mai 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514.868.3447
Télécop. : 514 872-4682

Informations Générales								Dérogations aux règlements municipaux				Mobilier urbain						Demande d'autorisation/be						Spécifications au sujet de l'activité					
No	District	Nom de l'événement	Nom de l'organisme	Lieu	Mois	Date	Horaire occupation du domaine public	Horaire P-1 art. 8 (vente)	Horaire P-1 art. 3 (cons. alcool)	Horaire RCA17-14002 art. 6 (bruit)	Horaire C-4.1 (circulation)	Tables arrondissement	Tables privé	Poubelles	Bacs de recyclage	Barricades	Scène / Eq. Chauveau	Électricité	Signalisation	Fermeture de rues	Cuisson	Ordonnances à publier	Ampleur	Activités	Promoteur	PDQ	Nombre de participants	Coûts/commentaires
1	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	MAI	1 au 31	01-24h			01-24h													ME	CO	N+	33	12000	
2	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	MAI	1 au 31	06-24h			06-24h													ME	SP	N-	30	200	
3	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédéric-Back (Voie Polyvalente)	MAI	3-10-17-24-31	9-11h			9-11h													ME	SP	PR	30	100	
4	F	Midis prolonges	École Joseph-François-Perrault	Parc François-Perrault	MAI	6-13-20-27	11-13h			11-13h				5									LO	ED	N-	30	500	
5	P	Célébrations Nouvel An Sri Lanka	Sri Lanken Sinhala Association	Parc Howard	MAI	10	12-21h	12-21h		12-21h		8		5	5								ME	CU	N-	33	200	
6	V	Piétonisation de la rue de Castelnau	Arrondissement VSP	De Castelnau de Saint-Denis à de Gaspé	MAI	15 au 30	7-23h	7-23h		7-23h				20								X	ME	CO	RE	31	5000	
7	P	Fête de la famille (MODIFICATION)	CHAIS Ressources famille	Parc Saint-Roch	MAI	16	14-18h			14-18h		7		4	2								LO	CO	N-	33	200	
8	P	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Métro Parc	MAI	16	21-23h			21-23h													LO	PR	PR	33	500	
9	P	Distribution des végétaux	Ville en vert	Parc Jarry	MAI	16 et 17	7-18h			7-18h				2	2		X						LO	CO	PR	33	1000	
10	F	Distribution des végétaux	Ville en vert	Parc François-Perrault	MAI	16 et 17	7-18h			7-18h				2	2		X						LO	CO	PR	30	1000	
11	S	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Parc Champdoré	MAI	17	21-23h			21-23h													LO	PR	PR	30	500	
12	S	Célébration fête du drapeau Haitien	Association Haitienne La Perle Retrouvée	Stationnement La Perle Retrouvée	MAI	18	18-21h			12-21h							X						ME	CU	N-	30	500	
13	V	Les saveurs du Monde (ANNULÉ)	Davalos Productions	Parc deTurin	MAI	18	12-20h	12-20h	12-20h	12-20h		7		4	2								ME	CU	N-	30	200	
14	P	Journée de la jeunesse et du sport	Centre communautaire Turc de Montréal	Parc Howard	MAI	18	18-18h			18-18h		7		10	5								ME	CU	N+	33	1500	
15	V	Tournoi sportif (ANNULÉ)	École Socrates-Démosthène	Parc Villeray	MAI	23	8-15h			8-15h		8		8	4								LO	SP	N-	30	400	
16	V	Projet Alliés	SPVM PDQ31	Parc Villeray	MAI	23	10-13h			10-13h													LO	SP	PR	31	150	
17	V	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Villeray dans l'Est	MAI	23	21-23h			21-23h													LO	PR	PR	31	500	

18	V	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Métro Jarry	MAI	24	21-23h			21-23h													LO	PR	PR		500	
19	P	Défi triple jeu	ABAJ	Parc Jarry	MAI	24	9-16h			9-16h													ME	SP	N-	33	200	
20	F	Journée nationale des enfants perdus	Reseau Enfants-Retour	Parc Nicolas-Tillemont	MAI	25	10-14h			10-14h		6		3	2								ME	ED	N-	30	200	
21	S	Course des Titans	College Reine Marie	Parc Champdoré Parc Frédérick-Back	MAI	28	8-15h			8-15h													LO	ED	N-	30	200	
22	S	Festival des saveurs interculturelles de Saint-Michel	À Portée De Mains	Parc François-Perrault	MAI	29 et 30	16-22h	16-22h	16-22h	16-22h		8		5	5	30							ME	FE	N+	30	7000	
23	P	Journée ouverture	ABAJ	Parc Jarry	MAI	31	9-23h			9-23h													ME	SP	N-	33	200	
24	S	Festival des saveurs interculturelles de Saint-Michel	À Portée De Mains	Parc François-Perrault	JUN	1	10-16h	10-16h	10-16h	10-16h		8		5	5	30							ME	FE	N+	30	3500	
25	V	Piétonisation de la rue de Castelnau	Arrondissement VSP	De Castelnau de Saint-Denis à de Gaspé	JUN	1 au 30	7-23h	7-23h		7-23h				20								X	ME	CO	RE	31	10 000	
26	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	JUN	1 au 30	06-24h			06-24h													ME	SP	N-	30	200	
27	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	JUN	1 au 30	01-24h			01-24h													ME	CO	N+	33	12000	
28	S	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Centre Éducatif Communautaire René-Goupil (CECRG)	JUN	6	21-23h			21-23h													LO	PR	PR	30	500	
29	S	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Mon Resto Saint-Michel	JUN	7	21-23h			21-23h													LO	PR	PR	30	500	
30	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédérick-Back (Voie Polyvalente)	JUN	7-14-21-28	9-11h			9-11h													ME	SP	PR	30	100	
31	V	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Patro Villeray	JUN	13	21-23h			21-23h													LO	PR	PR	31	500	
32	P	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Métro Parc	JUN	14	21-23h			21-23h													LO	PR	PR	33	500	
33	P	Festival Rallye Cap	ABAJ	Parc Jarry	JUN	14	9-16h			9-16h													ME	SP	N-	33	200	
34	V	Les Olympiades en famille de Villeray	Espace Famille Villeray	Parc De Normanville	JUN	14	9-13h			9-13h				14									LO	SP	PR	31	600	
35	F	Fête fin d'année	École Lucien-Guilbault	Parc Nicolas-Tillemont	JUN	16	10-14h			10-14h													LO	PN	N-	30	200	
36	P	Tournoi des Anges du CMA	Association de softball feminime des Anges	Parc Jarry	JUN	20 au 22	7-23h			7-23h		7		10	5								ME	SP	N-	33	500	
37	F	Culture plurielle à l'affiche	AMPACC	Parc François-Perrault	JUN	27	13-21h	13-21h		13-21h		10		8	6								ME	FE	N+	30	2000	

38	F	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Maison du citoyen	JUN	27	21-23h			21-23h													LO	PR	PR	30	500	
39	V	Nos voisins sont des artistes	A portée de mains	Café Larue	JUN	28	21-23h			21-23h													LO	PR	PR	31	500	
40	P	DJIB Week 2025	Association Djiboutien	Parc Howard	JUN	28	14-19h			14-19h		7		4	4								ME	CU	N-	33	100	
41	V	Piétonisation de la rue de Castelnau	Arrondissement VSP	De Castelnau de Saint-Denis à de Gaspé	JUL	1 au 31	7-23h	7-23h		7-23h				20								X	ME	CO	RE	31	10 000	
42	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	JUL	1 au 31	06-24h			06-24h													ME	SP	N-	30	200	
43	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	JUL	1 au 31	01-24h			01-24h													ME	CO	N+	33	12000	
44	F	Journée folklorique latino américaine	Association des Chiliens du Québec	Parc Nicolas-Tillemont	JUL	5	12-19h	12-19h	12-19h	12-19h		7		10	5								ME	CU	N-	31	400	
45	P	Fête de quartier de Parc-Extension	Table de Quartier de Parc-Extension	Parc Howard	JUL	5	11-16h	11-16h		11-16h		7		10	10								LO	PN	PR	33	500	
46	S	Jeux de la rue	Rap Jeunesse	Parc Chapdoré	JUL	5	8-18h			8-18h		6		6	6	10							ME	SP	PR	30	400	
47	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédérick-Back (Voie Polyvalente)	JUL	5-12-19-26	9-11h			9-11h													ME	SP	PR	30	100	
48	P	Festival Durkai Amman	Sri Durkai Amman Temple	Temple Durkai Amman (fermeture Marconi et Mile-End nord de Jean-Talon)	JUL	8	18-22h			18-22h						9			X			X	ME	CU	N+	31	1500	
49	P	Tournoi 13UA	ABAJ	Parc Jarry	JUL	8 au 13	9-23h	9-23h	9-23h	9-23h													ME	SP	N-	33	200	
50	P	Festival Durkai Amman	Sri Durkai Amman Temple	Temple Durkai Amman (fermeture Marconi et Mile-End nord de Jean-Talon)	JUL	9	8-15h			8-15h						9			X			X	ME	CU	N+	31	1500	
51	F	Montréal DJ Festival Journée familiale (ANNULÉ)	Fondation Phat Grill	Parc François-Perrault	JUL	13	12-21h	12-21h	12-21h	12-21h		8		6	2		X						ME	FE	N+	30	2000	
52	P	Tournoi 15UF	ABAJ	Parc Jarry	JUL	15 au 20	9-23h	9-23h	9-23h	9-23h													ME	SP	N-	33	200	
53	F	Montréal DJ Festival Journée familiale	Fondation Phat Grill	Parc François-Perrault	JUL	20	12-21h	12-21h	12-21h	12-21h		7		6	2		X						ME	FE	N+	30	2000	
54	P	Festivqal Kossa Afrika Montréal	Table Montréal-Afrique	Parc Howard	JUL	26	9-21h	9-21h	9-21h	9-21h		8		8	8		X						ME	CU	N+	33	1000	
55	V	Piétonisation de la rue de Castelnau	Arrondissement VSP	De Castelnau de Saint-Denis à de Gaspé	AOU	1 au 31	7-23h	7-23h		7-23h				20								X	ME	CO	RE	31	10 000	

56	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	AOU	1 au 31	06-24h			06-24h													ME	SP	N-	30	200	
57	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	AOU	1 au 31	01-24h			01-24h													ME	CO	N+	33	12000	
58	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédérick-Back (Voie Polyvalente)	AOU	2-9-16-23-30	9-11h			9-11h													ME	SP	PR	30	100	
59	P	Diversi-Été	CLAM	Place de la Gare-Jean-Talon	AOU	2	14-19h	14-19h		14-19h		8		6	5								LO	FE	PR	33	100	
60	P	Anneau Magique	Coalition des amies au parc Jarry	Parc Jarry	AOU	13	9-21h			9-21h				4	2	10							LO	CO	PR	33	700	
61	P	Fête de la famille	CHAIS Ressources famille	Parc Saint-Roch	AOU	14	11-16h			11-16h		7		4	2								LO	CO	N-	33	200	
62	P	Fête d'Indépedance du Pakistan	Pakistan Organization of Quebec	Parc Saint-Roch	AOU	16	17-22h	17-22h		17-22h		8		10	6		X	X			X		ME	FQ	N+	33	1000	
63	F	Festival Jeunesse en Action	Regroupement Jeunesse en Action	Parc François-Perrault	AOU	23	12-21h	12-21h		12-21h		7		20	20								ME	FE	N+	30	1000	
64	F	BBQ populaire	Villeray dans l'Est	Parc Nicolas-Tillemont	AOU	30	12-17h			12-17h		7		10									LO	CO	PR	30	300	
65	V	Piétonisation de la rue de Castelnau	Arrondissement VSP	De Castelnau de Saint-Denis à de Gaspé	SEP	1 au 30	7-23h	7-23h		7-23h				20								X	ME	CO	RE	31	10 000	
66	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	SEP	1 au 30	06-24h			06-24h													ME	SP	N-	30	200	
67	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	SEP	1 au 30	01-24h			01-24h													ME	CO	N+	33	12000	
68	P	Journée Fermeture	ABAJ	Parc Jarry	SEP	6	9-23h	9-23h	9-23h	9-23h													ME	SP	N-	33	200	
69	F	Festival du livre	Centre communautaire culturel de Severine	Parc François-Perrault	SEP	6 et 7	9-18h	9-18h		9-18h													ME	CU	N-	30	600	
70	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédérick-Back (Voie Polyvalente)	SEP	6-13-20-27	9-11h	8-22h		9-11h													ME	SP	PR	30	100	
71	P	Festival Vita	Sport Montréal	Parc Jarry	SEP	12-13	8-22h	8-22h		8-22h		7		10	10								ME	SP	RE	33	15000	
72	V	Les saveurs du Monde	Davalos Productions	Parc Turin	SEP	20	12-20h	12-20h		12-20h		7		4	2								ME	CU	N-	30	200	
73	V	Fête de quarier Villeray	CDC Solidarités Villeray	Parc De Normanville	SEP	20	11-15h		11-15h	11-15h													LO	CO	PR	31	1000	
74	P	Tournoi de balle donnée HQ	CRHQMTL	Parc Jarry	SEP	20 et 21	9-18h			8-18h													ME	SP	N-	33	100	
75	V	Marathon de Montréal	Courons Montréal	Saint-Laurent côté ouest et est (de Jean-Talon à Crémazie côté sud)	SEP	21	7-14h	7-14h		7-14h													IN	SP	N+	31	27000	
76	V	Piétonisation de la rue de Castelnau	Arrondissement VSP	De Castelnau de Saint-Denis à de Gaspé	OCT	1 au 31	7-23h	7-23h		7-23h				20								X	ME	CO	RE	31	10 000	

77	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	OCT	1 au 31	06-24h			06-24h													ME	SP	N-	30	200	
78	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avneue du Parc	OCT	1 au 31	01-24h			01-24h													ME	SP	RE	33	15000	
79	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédérick-Back (Voie Polyvalente)	OCT	4-11-18-25	9-11h			9-11h													ME	SP	PR	30	100	
80	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avneue du Parc	NOV	1 au 30	01-24h			01-24h													ME	CO	N+	33	12000	
81	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	NOV	1 au 30	06-24h			06-24h													ME	SP	N-	30	200	
82	V	Piétonisation de la rue de Castelnau	Arrondissement VSP	De Castelnau de Saint-Denis à de Gaspé	NOV	1 au 3	7-23h	7-23h		7-23h				20								X	ME	CO	RE	31	600	
83	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédéric-Back (Voie Polyvalente)	NOV	1-8-15-22-29	9-11h			9-11h													ME	SP	PR	30	100	
84	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avneue du Parc	DEC	1 au 31	01-24h			01-24h													ME	CO	N+	33	12000	
85	S	Projet pilote de piste de ski de fond synthétique	Ski de fond Montréal	Parc Frédéric-Back	DEC	1 au 31	06-24h			06-24h													ME	SP	N-	30	200	
86	S	Parkrun	Parkrun	Parc Frédéric-Back (Voie Polyvalente)	DEC	7-14-21-28	9-11h			9-11h													ME	SP	PR	30	100	

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259335005
Unité administrative responsable : Direction CSLDS—Division de la culture, des bibliothèques et des événements publics
Projet : Événements publics de l'arrondissement VSP

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 9 "Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire" Priorité 19 "Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins"			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Ces deux priorités sont atteintes puisqu'en permettant de tenir des événements publics dans les parcs du territoire, les citoyens peuvent se rencontrer, tisser des liens et s'épanouir culturellement ainsi que socialement.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1255108001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance établissant la mise à sens unique d'une portion de la rue Saint-Urbain vers le nord entre le boulevard Crémazie et la rue Clark et le double sens de la rue Bellarmin entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RRVM, c. C-4.1).

d'édicter une ordonnance établissant :

- la mise à sens unique d'une portion de la rue Saint-Urbain entre la rue Clark et le boulevard Crémazie, soit entre l'entrée charretière située au nord du 8650, rue Saint-Urbain et l'intersection de la rue Clark;
- la mise à double sens de la rue Bellarmin entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark;

en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RRVM, c. C-4.1).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-25 13:49

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255108001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance établissant la mise à sens unique d'une portion de la rue Saint-Urbain vers le nord entre le boulevard Crémazie et la rue Clark et le double sens de la rue Bellarmin entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RRVM, c. C-4.1).

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement souhaite aménager un mini parcours pour les vélos et les trottinettes à partir de l'été 2025, sur la rue Clark entre la rue Bellarmin et le rue Saint-Urbain. Pour se faire, des ajustements à la circulation dans le secteur sont requis pour sécuriser les déplacements dans le quartier.
Actuellement, la rue Saint-Urbain entre le boulevard Crémazie et la rue Clark est une rue locale à double sens. La rue Bellarmin entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark est une rue locale à sens unique vers l'ouest. Plusieurs commerces ainsi que l'école spécialisée Saint-Pierre-Apôtre sont à proximité et seront affectés par les changements proposés.

La fermeture de la rue Clark va créer un cul-de-sac à l'intersection des rues Saint-Urbain et Clark, cette reconfiguration va générer du transit sur la rue Clark située entre les rues Bellarmin et la rue de Liège, particulièrement le long de l'école spécialisée Saint-Pierre-Apôtre. L'arrondissement a donc étudié la possibilité de rendre une portion de la rue Saint-Urbain entre la rue Clark et le boulevard Crémazie à sens unique vers le nord, plus précisément entre la rue Clark et l'entrée du stationnement multi-étagé. Ceci permettra de sécuriser les déplacements sur le tronçon pour la réalisation du projet d'aménagement du mini parcours pour les vélos en 2025.

L'arrondissement prévoit également d'implanter dans un second temps un double sens sur la rue Bellarmin entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark afin de réduire le transit à proximité de l'école.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 140081 - 1255984001 - 1er avril 2025 - Autoriser une dépense de 140 000 $, à même les surplus de l'arrondissement, pour l'aménagement du Parcours des Pois-Plumes, parcours à rouleaux libre pour vélos et trottinettes pour les enfants de 2 à 12 ans, sur la rue Clark, entre les rues Bellarmin et Saint-Urbain.

DESCRIPTION

L'arrondissement de Villeray Saint-Michel Parc-Extension souhaite :

- Mettre à sens unique une portion de la rue Saint-Urbain entre la rue Clark et le boulevard Crémazie, soit entre l'entrée charretière située au nord du 8650, rue Saint-Urbain et l'intersection de la rue Clark. Ceci ayant pour but d'éviter des manoeuvres dangereuses sur le tronçon en raison de la fermeture de la rue Clark tout en évitant une augmentation de l'achalandage dans le secteur résidentiel;
- Mettre à double sens la rue Bellarmin entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark, afin de réduire le transit à proximité de l'école Saint-Pierre-Apôtre.

Étude de circulation:

Une étude de circulation a été menée au début de l'année 2025 pour évaluer les impacts potentiels de la fermeture de la rue Clark pour l'aménagement d'un mini parcours pour les vélos et les trottinettes à partir de l'été 2025. Cette étude a pris en compte plusieurs facteurs, tels que les comptages aux intersections, la configuration géométrique des rues et la gestion aux intersections.

Les résultats de cette étude ont montré que la mise en place de sens unique sur la rue Saint-Urbain vers le nord et le double sens de la rue Bellarmin auraient un impact positif sur la sécurité des usagers, notamment les usagers du mini parcours pour vélos et de l'école spécialisée Saint-Pierre-Apôtre.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 3, paragraphe 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement de l'ancienne Ville de Montréal à l'égard du territoire de Ville-Marie (RRVM, c. C-4.1) applicable à l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, il est possible de déterminer les directions des voies et les manœuvres obligatoires ou interdites:
« Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance:
3) déterminer les directions des voies et les manœuvres obligatoires ou interdites... »

Après analyse, il est donc recommandé de :

- Mettre à sens unique une portion de la rue Saint-Urbain entre la rue Clark et le boulevard Crémazie, soit entre l'entrée charretière située au nord du 8650, rue Saint-Urbain et l'intersection de la rue Clark. Ceci ayant pour but d'éviter des manoeuvres dangereuses sur le tronçon en raison de la fermeture de la rue Clark tout en évitant une augmentation de l'achalandage dans le secteur résidentiel;
- Mettre à double sens la rue Bellarmin entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark, afin de réduire le transit à proximité de l'école Saint-Pierre-Apôtre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux consistent en des travaux de marquage, de feux de signalisation et de signalisation.
Les travaux de signalisation seront exécutés par l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie. L'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension est facturé par ce dernier sous forme de charge inter-unité.

L'aménagement du sens unique de la rue Saint-Urbain et du double sens sur la rue Bellarmin est financé par le budget alloué au projet du mini parcours des poids plume géré par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (Division des

sports, des loisirs et du développement social) de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

La mise à double sens de la rue Bellarmin requiert l'ajout d'un feu de circulation à l'intersection du boulevard Sant-Laurent, cet élément fera l'objet d'un article 85 auprès du service d'urbanisme et de mobilité, les coûts seront ainsi assumés par ce dernier.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le changement de sens des rues Saint-Urbain et Bellarmin va permettre d'accroître la sécurité des piétons, d'apaiser la circulation, réduire le transit et de favoriser la convivialité entre les différents modes de transport aux alentours de l'école spécialisée Saint-Pierre-Apôtre.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le volet communication est pris en charge par l'équipe du projet Poids-plumes soit la division des parcs de l'arrondissement. Une lettre sera envoyée aux citoyens afin de leur informer de la fermeture de la rue Clark et des nouveaux aménagements aux alentours. Une rencontre est également prévue pour informer la direction de l'école spécialisée Saint-Pierre-Apôtre des changements apportés sur le réseau routier aux alentours en lien avec le projet du mini parcours pour vélos.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Afin de s'assurer que les aménagements prévus par l'équipe des Sports, loisirs et aménagement des parcs soient fonctionnels dès la période visée, soit la fin du mois de juin, les prochaines étapes doivent être réalisées à court terme pour la fermeture de la rue Clark et le changement de sens de la rue Saint-Urbain :

- Adoption de l'ordonnance du changement de sens de circulation sur la rue Saint-Urbain entre la rue Clark et l'entrée du stationnement multi-étagé par le conseil d'arrondissement au début du mois de mai;
- Élaboration du plan de marquage et de signalisation durant le mois d'avril;
- Transmission du plan de marquage et de signalisation des ordres de travail pour la signalisation comprenant les panneaux de présignal à l'équipe de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée (EESM) la journée où l'ordonnance du changement de sens sera adoptée;
- Implantation de la circulation et du marquage par EESM pour une fermeture de la rue Clark en vue vers la fin du mois de mai;

- Les mêmes étapes seront effectuées pour le changement de sens de la rue Bellarmin, mais une révision des feux de circulation est à prévoir à l'intersection Saint-Laurent et Bellarmin au niveau de la programmation et de l'équipement avec l'équipe du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM). Une demande d'article 85 devra donc être déposée.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jose Carel INNOCENT
Ingénieur

Tél : 514 258-1735
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-22

Adèle PAVAGEAU
chef(fe) de section - circulation
arrondissement

Tél : 514-328-4000
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCE CONFIDENTIELLE

Dossier # : 1255108001

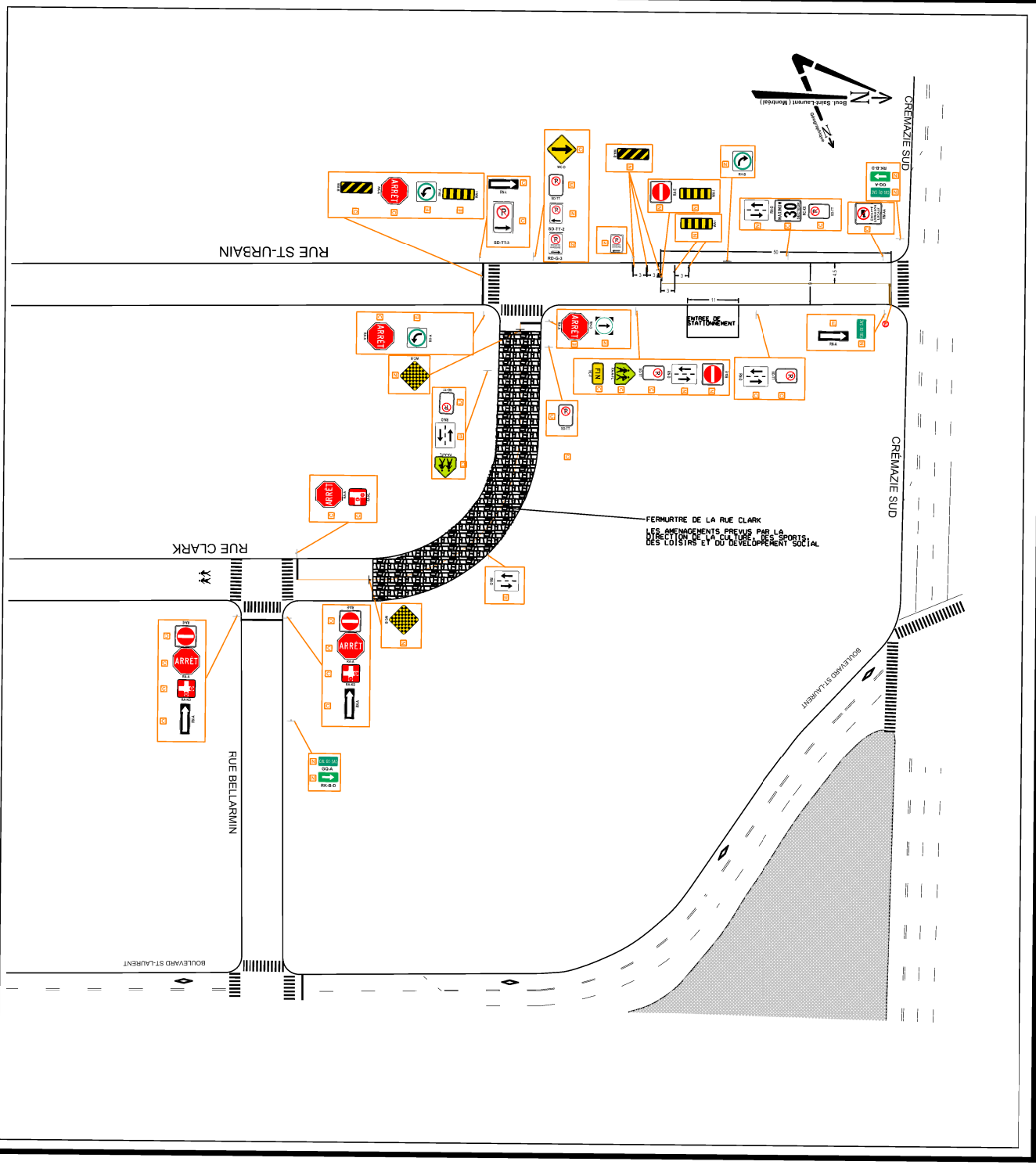
Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Objet :	Édicter une ordonnance établissant la mise à sens unique d'une portion de la rue Saint-Urbain vers le nord entre le boulevard Crémazie et la rue Clark et le double sens de la rue Bellarmin entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RRVM, c. C-4.1).

Plan dgn clark PDF.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jose Carel INNOCENT
Ingénieur

Tél : 514 258-1735
Télécop. :



Références

N°. de plan:	Description:
Villeray V6 DGN	Plan de marquage EESM
Poteaux.SHP SigMTL	Localisation des tiges et poteaux
31H12-010-0729_2017-2022	compilation_carto_2017-2022_DGN

Notes

Légende

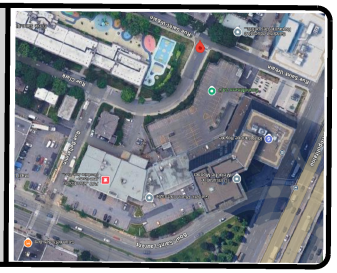
Marques sur la chaussée

- Ligne axiale
- Ligne axiale discontinue (Ligne de délimitation de voies)
- Ligne de rive
- Ligne de continuité
- Ligne de guidage
- Ligne de corridor pour les piétons
- Bandes de passage
- Ligne de continuité (voie cyclable)
- Marque de couleur jaune
- À effacer / Tronçon à effacer
- Marque existant
- Marque proposé

Signalisation écrite

- AB-YZ Panneau existant
- AB-YZ Panneau proposé
- Nouvelle signalisation
- Signalisation à conserver
- Signalisation à remplacer
- Signalisation à déplacer
- Signalisation à enlever
- Support (tige) existant
- Support (tige) proposé
- Bollard flexible
- Bollard rigide

Plan de localisation



Ce plan ne peut être utilisé à d'autres fins que pour celles pour lesquelles il a été préparé sans une autorisation écrite de la direction du développement du territoire de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension.

Émissions

N°	Date	Statut	Resp. projet
	2025-04-16	Commentaires	S.Z

Intervenants

Villeray Saint-Michel Parc-Extension

Montréal

Division Mobilité et Études techniques
Direction du développemen: du territoire

405 Avenue Ogilvy, Montréal, QC H3N 1M3

Conception:
Saâd Ziani, Agent Technique

Chef de section:
Adèle Pavageau

Sceau:

Approuvé par:
Jose Carel Innocent, ing.

Projet:
Piste à vague rue Clark

Arrondissement(s):

Nature des travaux:
Signalisation et Marquage

Numéro de projet:
VSP-PC-2025-01-Piste_Vague_Clark

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: horizontale / verticale

Plan	Arrondissement	Dossier	Plan	Émission

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255108001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Objet :	Édicter une ordonnance établissant la mise à sens unique d'une portion de la rue Saint-Urbain vers le nord entre le boulevard Crémazie et la rue Clark et le double sens de la rue Bellarmin entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RRVM, c. C-4.1).



14-25-19-Ordonnance GDD_ChangementSens_1255108001.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jose Carel INNOCENT
Ingénieur

Tél : 514 258-1735
Télécop. :

ÉDICTER UNE ORDONNANCE ÉTABLISSANT LA MISE À SENS UNIQUE UNE PORTION DE LA RUE SAINT-URBAIN VERS LE NORD ENTRE LE BOULEVARD CRÉMAZIE ET LA RUE CLARK ET LE DOUBLE-SENS DE LA RUE BELLARMIN ENTRE LE BOULEVARD SAINT-LAURENT ET LA RUE CLARK.

Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, art. 3 al. 3)

ORDONNANCE N^{O} 14-25-19

Rues visées par les changements

Rue Saint-Urbain

- Établir la mise à sens unique une portion de la rue Saint-Urbain vers le nord entre le boulevard Crémazie et la rue Clark

Rue Bellarmin

- Établir le double-sens de la rue Bellarmin entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1257761005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains type de demandes soumises au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001).

d'adopter le Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains types de demandes soumises au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 14:00

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257761005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains type de demandes soumises au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001).

CONTENU

CONTEXTE

Il est nécessaire de modifier le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés afin d'ajouter une délégation de pouvoir pour les approbations de construction hors toit soumis au PIIA.
Le projet de règlement RCA18-14009-6 est donc déposé au conseil d'arrondissement pour adoption.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 14 0101 - 1236495002 - 4 avril 2023 - Adopter le Règlement RCA18-14009-4 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés » afin d'effectuer la concordance avec le nouveau Règlement sur les PIIA (RCA23-14001).

DESCRIPTION

Plusieurs types de projets soumis à la procédure d'approbation au PIIA sont assujettis à la délégation de pouvoir en vertu de l'article 32 du règlement. Les constructions hors toit sont généralement des projets simples dont l'application réglementaire se fait facilement, tant à l'interne qu'au sein du CCU. Elles sont de petite ampleur et, de par les contraintes réglementaires, ne sont pas visible de la voie publique. L'impact de celles-ci est donc très faible et nous jugeons que ces demandes devraient être finaliser plus rapidement qu'un agrandissement de plus grande ampleur.
Afin de limiter les impacts à l'article 32, il est proposé d'ajouter le sous-paragraphe d) au paragraphe 1:

d) Chapitre II - Section III - construction hors toit

Pour que l'article se lit comme suit:

« **32.** Pour toute demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme en vertu du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architectural RCA23-14001 et pour laquelle un avis favorable a été émis, l'approbation des projets exclusivement visés par les chapitres suivants est déléguée au fonctionnaire de niveau 2 :

1o Les chapitres suivants du Titre II :

a) Chapitre III - aire de stationnement
b) Chapitre IV - transformation d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment non résidentiel à des fins d'habitation
c) Chapitre VIII - enseignes
d) Chapitre II - Section III - construction hors toit

2o L'ensemble des permis visés au Titre III - objectifs et critères par type de bâtiment ou par secteur, à l'exclusion des permis d'agrandissement. »

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire de l'arrondissement est d'avis que ce projet de règlement devrait être adopté pour les raisons suivantes :

- les modifications proposées sont en lien avec l'adoption du Règlement de PIIA;
- la nouvelle délégation proposée permettra d'alléger les procédures d'approbations et réduire le temps de délivrance des permis visés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des façons suivantes :
Priorité 11 - « Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique » : La délégation de pouvoir permettra d'accélérer le traitement de certaines demandes de permis en allégeant la procédure d'autorisation des dossiers.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public
Publication du règlement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-23

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -



RCA18-14009-6.docx

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA18-14009-6

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS

Vu l'article 130 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du 2025, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc- Extension décrète ce qui suit :

1. L'article 32 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés (RCA18-14009) est modifié par l'ajout du sous-paragraphe d) au paragraphe 1 :

« d) Chapitre II - Section III - construction hors toit »

RCA18-14009-6

GDD: 1257761005

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257761005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA18-14009-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés » afin d'alléger les procédures d'approbation de certains type de demandes soumises au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001).

Grille-GDD-Mtl-2030_1257761005.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716
Télécop. : -

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 127761005
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire, arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Projet : *RCA18-14009-6*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 11 : « Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique»			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Résultats attendus pour la priorité 11 : La délégation de pouvoir permettra d'accélérer le traitement de certaines demandes de permis en allégeant la procédure d'autorisation des dossiers			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1251010010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » (RRVM, c. C-3.2) visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique.

d'adopter le Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis » (RRVM, c. C-3.2) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains usages de la famille habitation.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 14:05

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1251010010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » (RRVM, c. C-3.2) visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement souhaite modifier le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis applicables à l'égard de l'arrondissement (C-3.2) afin de prévoir l'obligation d'obtenir un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique de nature commerciale où pouvant avoir lieu dans des résidences.
Cette modification découle d'une demande de la Ville de Montréal qui exige désormais l'uniformisation de la réglementation de ses dix-neuf (19) arrondissements concernant cette activité dans le but de protéger son parc de logements. Conséquemment, la ville a aussi adopté un règlement, au mois de mars 2025, pour régir ces activités et exiger l'obtention d'un permis d'exploitation de la part des citoyens souhaitant louer leur logement (établissement de résidence principale). Son application a été déléguée à l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal qui a déjà une escouade en place à cet effet.

Ce projet de règlement est directement lié au projet de règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7), dont l'adoption par le conseil d'arrondissement est prévue simultanément.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1258798001 - CM25 0318 - 17 mars 2025 - Adopter le Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique et adopter un règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2025) (24-044).

DESCRIPTION

Il est proposé de modifier l'article 3 du Règlement en prévoyant qu'un certificat d'occupation est nécessaire pour les usages de la famille habitation suivants:
- un gîte touristique;

- une maison de chambres;
- une résidence de tourisme telle que définie au règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Une exception sera toutefois prévue pour un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale qui ne requiert pas l'obtention d'un certificat d'occupation puisqu'ils sont assujettis à un permis d'exploitation en vertu du Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique 25-007.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire recommande l'adoption du présent projet de modifications réglementaires pour les motifs suivants:
- pour être concordant avec la réglementation des autres arrondissements concernant les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale;
- pour permettre à l'escouade en place d'effectuer les inspections nécessaires et déceler les contrevenants à la réglementation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTRÉAL 2030

Le projet est conforme aux objectifs de Montréal 2030. C'est pourquoi la grille Montréal 2030 est jointe au sommaire décisionnel.
Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce projet de règlement s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement 2025 concernant:
- les milieux de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet de règlement devra être adopté afin de permettre à l'escouade en place de faire appliquer les nouvelles normes relatives à l'hébergement touristique dans une résidence principale et être concordant avec les 19 arrondissements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Parution d'un avis public annonçant l'entrée en vigueur du règlement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption finale : 3 juin 2025
Entrée en vigueur : juin 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251010010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » (RRVM, c. C-3.2) visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains établissements d'hébergement touristique.



Gdd_grille_analyse_montreal_2030.pdf



RCA25-14004.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT RCA25-14004

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE CERTIFICAT D'OCCUPATION ET CERTAINS PERMIS DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (RRVM, C. C-3.2))

Vu l'article 119 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-
19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec
(RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du 2025, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. Le deuxième alinéa de l'article 3 du Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis (R.R.V.M., c. C-3.2) de l'ancienne Ville de Montréal, à l'égard de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, est modifié par:

a) le remplacement du paragraphe 2° par le paragraphe suivant :

« 2° un usage de la famille habitation du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), à l'exception :
b) Gîte touristique;
c) Maison de chambres;
d) Résidence de tourisme tel que défini au règlement de zonage de l'arrondissement (01-283). ».

b) l'insertion, après le paragraphe 4°, du paragraphe suivant :

« 5° un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale tel que défini au règlement de zonage de l'arrondissement (01-283). ».

GDD : 1251010010

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1251010010
Unité administrative responsable : Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension
Projet : Règlement RCA25-14004 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis » (RRVM, c. C-3.2) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension visant à exiger l'obtention d'un certificat d'occupation pour certains usages de la famille habitation.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalais et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquat et abordable.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 7 : assurer le maintien du parc locatif et l'abordabilité des logements.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1259335006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.

Adopter le Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) ».

Signé par Nadine MEDAWAR **Le** 2025-04-29 16:54

Signataire : Nadine MEDAWAR

_____

directeur(-trice)-cult. sp. lois. dev.soc. arrondissements
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1259335006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.

CONTENU

CONTEXTE

Les bibliothèques de Montréal ont pour mission de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir, le tout dans un environnement agréable et sécuritaire, autant pour les usagères et les usagers que pour le personnel.

Le réseau des bibliothèques de Montréal souhaite remplacer le Règlement relatif aux bibliothèques datant de 2014, premier Règlement commun pour toutes les bibliothèques du réseau, par un Code de vie. Ce Code de vie énumère les comportements attendus de la part des usagères et des usagers des bibliothèques de Montréal et entrera en vigueur en septembre 2025.

Chaque bibliothèque du réseau devra adopter le même Code de vie et en assurer son application, et ce, afin d'éviter qu'une usagère ou qu'un usager, qui contrevient à l'une ou l'autre des règles de conduite dans une bibliothèque, puisse se déplacer et continuer à contrevenir aux règles de conduite dans d'autres bibliothèques du réseau.

Conséquemment, nous devons, par ce GDD, abroger le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 140420 - 1142761002 - 4 novembre 2014 - Adoption du Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.
CA14 140377 - 1142761002 - 7 octobre 2014 - Avis de motion du Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

DESCRIPTION

L'abrogation du Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension doit se faire via l'adoption d'un Règlement abrogeant. .

JUSTIFICATION

Le remplacement du Règlement relatifs aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension RCA14-14011 est nécessaire étant donné que des comportements des usagères et des usagers des bibliothèques évoluent au fil des ans et que le personnel des bibliothèques doit faire face à des situations qui n'ont pas été prévues dans le Règlement entériné en 2015.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

En regard de la nature de ce dossier, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'offrir à la population montréalaise des milieux de vie sécuritaires et de qualité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications corporatives, du Service des ressources humaines et des communications, et la Direction des bibliothèques, du Service de la culture :

- Impression de signets relatifs au bon usage des bibliothèques (adultes/jeunes)
- Accès au Code de vie sur la page https://montreal.ca/bibliotheques

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion et dépôt du projet de Règlement abrogeant ;
- Adoption du Règlement abrogeant ;
- Adoption du Code de vie, pour entrée en vigueur le 1er septembre 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514.868.3447
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-17

Andréane LECLERC
Cheffe de division de la Culture, des bibliothèques et des événements publics

Tél : 438 994-1439
Télécop. : 514 872-4682

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259335006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14005 intitulé « Règlement abrogeant le Règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) » en prévision de l'adoption ultérieure d'un Code de vie commun à toutes les bibliothèques du réseau.



gdd_grille_analyse_montreal_2030_1259335006_mai 2025.pdf



1259335006_Projet de règlement.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514.868.3447
Télécop. : 514 872-4682

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT RCA25-14005

RÈGLEMENT ABROGEANT LE RÈGLEMENT RELATIF AUX BIBLIOTHÈQUES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (RCA14-14011).

Vu le nouveau Code de vie XX à entrer en vigueur le 1er septembre 2025 ;

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. Le règlement relatif aux bibliothèques de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA14-14011) est abrogé.

GDD : 1259335006

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1259335006
Unité administrative responsable : Direction CSLDS—Division de la culture, des bibliothèques et des événements publics Projet : Règlement des bibliothèques de Villeray–Saint-Michel–Parc-extension

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **Priorité 19.** Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais **des milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une réponse de **proximité à leurs besoins.**			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 19 de Montréal 2023, est d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais (les citoyennes et les citoyens de l'arrondissement) des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins, en mettant à jour le règlement relatif aux bibliothèques, la sécurité dans les lieux sera renforcée et les usagers pourront profiter pleinement des installations en toute quiétude.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1251010008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

d'adopter le Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 14:01

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1251010008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

CONTENU

CONTEXTE

Des modifications à la réglementation de zonage sont proposées pour d'une part, régir la location de courte durée dans les résidences principales en prévoyant la période où cette activité pourra avoir lieu. Cette modification découle d'une demande de la Ville de Montréal qui recommande désormais l'harmonisation de la réglementation de ses dix-neuf (19) arrondissements concernant cette activité dans le but de protéger son parc de logements. Conséquemment, la Ville a aussi adopté un règlement, au mois de mars 2025, pour régir ces activités et exiger l'obtention d'un permis de la part des citoyens souhaitant louer leur habitation si celle-ci ne constitue pas leur résidence principale ou pour opérer un gîte ou de maison de chambres. Son application a été déléguée à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal qui a déjà une escouade en place à cet effet.
Par le fait même, le règlement vise à assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) adopté le 21 novembre 2024 et entrée en vigueur le 16 janvier 2025. En vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, l'arrondissement doit adopter tout règlement de concordance dans les six mois qui suivent cette entrée en vigueur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1258798001 - CM25 0318 - 17 mars 2025 - Adopter le Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique et adopter un règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2025) (24-044).
1253422002 - CG24 0686 - 21 novembre 2024 - Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) ».

1253422002 - CG24 0164 - 21 mars 2024 - Adoption du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération.

DESCRIPTION

Les modifications proposées à la réglementation de zonage sont:
a) Établissement d'hébergement touristique

Il est d'abord proposé d'ajouter les définitions suivantes:

- « établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale » : un établissement d'hébergement touristique où est offert, au moyen d'une seule réservation, de l'hébergement dans la résidence principale de la personne physique qui l'exploite à une personne ou à un seul groupe de personnes liées à la fois et n'incluant aucun repas servi sur place; »;

- « résidence de tourisme » : un établissement, autre qu'une résidence principale, où est offert de l'hébergement en appartements, maisons, chalets meublés, incluant un service d'autocuisine; ».

Les montants des pénalités pour toute personne qui contreviendra à la réglementation seront de:

1° s'il s'agit d'une personne physique:
a) Pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $;
b) Pour toute récidive, d'une amende de 2 000 $.

2° s'il s'agit d'une personne morale:
c) Pour une première infraction, d'une amende de 2 000 $;
d) Pour toute récidive, d'une amende de 4 000 $.

b) Milieux humides

Les modifications relatives aux milieux humides ont pour objectif de rendre concordant le règlement de zonage de l'arrondissement au règlement modifiant le Schéma d'aménagement de l'agglomération de Montréal qui est entrée en vigueur le 16 janvier 2025. Ces changements ont un caractère obligatoire. Au niveau de la réglementation de zonage, les modifications apportées portent principalement sur les éléments suivants :

En premier lieu, les définitions relatives aux milieux humides d'intérêt à protéger seront ajoutées :

- « aire de protection d'un milieu humide » : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à la carte de l'annexe A; »;

- « étude de caractérisation » : Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe G - Étude de caractérisation d'un milieu humide; »;

Ensuite, sera incorporé un ajustement à la section sur les espèces envahissantes afin d'inclure la notion de milieux humides d'intérêt et leur aire de protection.

Également, un nouveau chapitre au titre IV intitulé « Chapitre X MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ET SON AIRE DE PROTECTION » sera ajouté. Celui-ci comprendra les dispositions

normatives pour encadrer les interventions prohibées et les cas d'exceptions dans les milieux humides d'intérêt.

La section sur l'obligation de clôturer sera modifiée afin d'intégrer une mesure de protection pour les milieux humides d'intérêt.

Le plan intitulé « Milieux humides d'intérêt et son aire de protection » sera ajouté l'annexe A.

Enfin, l'ajout d'une nouvelle annexe intitulée « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE » est planifié.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire recommande l'adoption du présent projet de modifications réglementaires pour les motifs suivants:
- l'adoption par le conseil d'agglomération, le 16 janvier 2025, du document d'accompagnement du Règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029);
- les municipalités et les arrondissements disposent d'un délai de six mois à la suite de l'entrée en vigueur du schéma pour adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, art. 58);
- pour être concordant avec la réglementation des autres arrondissements concernant les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale;
- pour contrer les enjeux de disponibilité et d'abordabilité des logements en favorisant le retour sur le marché des logements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 concernant la préservation du parc locatif salubre et abordable et à la diminution des vulnérabilités climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet de règlement devra être adopté pour être concordant avec la modification au Schéma d'aménagement et afin de permettre à l'escouade en place de faire appliquer les nouvelles normes relatives à l'hébergement touristique dans une résidence principale. Un report dans l'adoption de ce projet de règlement aurait pour effet de rendre non conforme au Schéma d'aménagement et de suspendre les certificats de conformité à ce dernier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Avis public annonçant la consultation écrite et l'assemblée publique de consultation publié au bureau d'accès Montréal, sur le site Internet de la ville ainsi que sur la propriété visée;
- Avis public annonçant la période d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption du premier projet de règlement;
- Consultation écrite: mai 2025;
- Assemblée publique de consultation: mai 2025;
- Adoption du second projet de règlement;

- Période d'approbation référendaire: en vertu de l'article 123 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (A-19.1), de la disposition concernant l'usage;
- Adoption du règlement;
- Certificat de conformité;
- Mise en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251010008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-123 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les établissements d'hébergement touristique dans une résidence principale et assurer la concordance du Règlement de zonage au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).



01-283-123.docx



Annexe 1 - Milieux humides d'intérêt.pdf



Annexe 2 - ANNEXE G - ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT 01-283-123

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (01-283)

Vu les articles 58 et 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du 2025, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. L'article 5 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 01-283 est modifié par :

1° l'insertion, après la définition de « activité communautaire ou socioculturelle» de la définition suivante :

« « aire de protection d'un milieu humide » : Une bande de terre de 30 mètres de largeur qui borde un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer identifiée à la carte de l'annexe A; »;

2° l'insertion, après la définition de « établissement de jeux récréatifs » de la définition suivante :

« « établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale » : un établissement d'hébergement touristique où est offert, au moyen d'une seule réservation, de l'hébergement dans la résidence principale de la personne physique qui l'exploite à une personne ou à un seul groupe de personnes liées à la fois et n'incluant aucun repas servi sur place; »;

3° l'insertion, après la définition de « étage » de la définition suivante :

« « étude de caractérisation » : Une étude visant à connaître la délimitation exacte d'un milieu humide et de son aire de protection qui est réalisée par un expert dans le domaine et qui respecte les exigences mentionnées à l'annexe G - Étude de caractérisation d'un milieu humide; »;

4° l'insertion, après la définition de « projet commercial de moyenne ou de grande surface » des définitions suivantes :

«« résidence de tourisme » : un établissement, autre qu'une résidence principale, où est offert de l'hébergement en appartements, maisons, chalets meublés, incluant un service d'autocuisine; »;

« résidence principale » : la résidence où une personne physique demeure de façon habituelle en y centralisant ses activités familiales et sociales et dont l'adresse correspond à celle qu'elle indique à la plupart des ministères et organismes du gouvernement, notamment aux autorités fiscales; ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 133.2, de l'article suivant :

« **133.3.** Un établissement d'hébergement touristique dans une résidence principale est autorisé.

3. L'article 379.4 de ce règlement est modifié par l'ajout, après les mots « milieux d'intérêt » des mots « ou d'un milieu humide d'intérêt indiqué à l'annexe A intitulé « Milieux humides d'intérêt ».

4. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 413.0.5, du chapitre suivant :

« CHAPITRE X
MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT ET SON AIRE DE PROTECTION

SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

413.0.6. Dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection, indiqués au plan de l'annexe A, tout usage du sol, toute construction incluant une reconstruction et un agrandissement, tout ouvrage, toute activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont interdits, sauf aux fins suivantes :

1° de l’élargissement d’une voie de circulation existante;
2° de l’implantation d’un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d’un service d’aqueduc ou d’égout, ou d’une voie ferrée;
3° de l’implantation d’un grand projet routier ou d’une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d’une installation d’intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d’intérêt d’agglomération projetée au Schéma;
4° de l’implantation d’une infrastructure ou d’un équipement qui a fait l’objet d’une entente avant le 21 décembre 2023;
5° d’entretien, de restauration ou de création d’un milieu humide ou d’une aire de protection;
6° d'un usage, d’une construction ou d’un ouvrage relatif à l’observation de la nature et à l’interprétation du milieu, aux conditions suivantes :
   a) dans un milieu humide, les constructions et les ouvrages sont réalisés hors sol, sur pilotis et les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d’ancrage au sol;
   b) dans l’aire de protection, les sentiers sont d’une largeur maximale de 4 mètres et, comme pour les autres constructions ou ouvrages au sol, sont réalisés avec un revêtement perméable;
   c) dans l’aire de protection, les bâtiments sont construits sans fondation et de manière à permettre la libre circulation des eaux;
7° d'une clôture ou une haie séparant une propriété ou une partie de celle-ci d’une autre propriété aux conditions suivantes :
   a) la clôture ou la haie doit être située à l'extérieur du milieu humide, à moins qu’elle ne sépare la propriété ou une partie de celle-ci d’une voie de circulation ou d’un espace public;
   b) la clôture doit être ajourée et permettre la libre circulation des eaux;
   c) les activités de déblai ou de remblai sont autorisées pour les éléments d’ancrage au sol;
8° de la reconstruction ou l'agrandissement d’un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition qu’il n’y ait pas d’empiètement additionnel dans l’aire de protection et le milieu humide. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction ou l’agrandissement du bâtiment;

9° de la construction incluant la reconstruction et l'agrandissement d'un bâtiment accessoire à un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, aux conditions suivantes :
   a) le bâtiment ou son agrandissement doit être construit sans fondation et permettre la libre circulation des eaux;
   b) le bâtiment ou son agrandissement doit être implanté à plus de 10 mètres du milieu humide;

10° de la reconstruction d'une voie d'accès véhiculaire ou d'une aire de stationnement extérieure desservant un bâtiment principal existant le 21 décembre 2023, à la condition d'être constituée de matériaux perméables. Les activités de déblai ou de remblai sont autorisées, mais doivent être limitées à ce qui est requis pour la reconstruction de la voie d'accès véhiculaire ou de l'aire de stationnement extérieure.

413.0.7. Malgré l'article 413.0.6, pour un terrain situé à l'extérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer, indiqué au plan de l'annexe A, et sur démonstration que le terrain est légalement occupé et aménagé dans sa totalité, un nouvel usage du sol, un nouvel ouvrage et une nouvelle construction, incluant toute reconstruction et tout agrandissement sont autorisés dans l'aire de protection.

413.0.8. Aux fins de l'application de l'article 413.0.6, une démonstration de l'occupation et de l'aménagement du terrain s'effectue par le dépôt des documents suivants :

1° le certificat de localisation du lot sur lequel est illustrée la zone des travaux visée par la demande;
2° le permis ou le certificat d'autorisation relatif aux travaux ayant mené à l'occupation et à l'aménagement ou, à défaut, l'indication de la date ou de la période de réalisation de ces travaux;
3° une photographie ou tout autre document illustrant que la zone des travaux visée par la demande a été anthropisée et ne constitue pas un espace naturel.

SECTION II
DÉTERMINATION D'UN MILIEU HUMIDE À PROTÉGER OU À RESTAURER ET DE L'AIRE DE PROTECTION

413.0.9. La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés à l'annexe A.

413.0.10. Une étude de caractérisation doit accompagner toute demande de permis ou de certificat pour l'exercice d'un usage ou la

construction (ou la transformation) d'un bâtiment principal ou la réalisation d'un ouvrage, proposant un empiètement ou un empiètement additionnel dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection.

413.0.11. Malgré l'article 413.0.10, une étude de caractérisation n'est pas requise dans le cas de la reconstruction d'un bâtiment ayant la même implantation.

SECTION III
EMPIÈTEMENT DANS UNE AIRE DE PROTECTION D'UN MILIEU HUMIDE

413.0.12. Malgré l'article 413.0.6, pour un terrain non construit, un usage du sol, une construction, un ouvrage et une activité de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants sont autorisés à empiéter dans l'aire de protection si les conditions suivantes sont respectées :

1° la délimitation cadastrale est antérieure au 21 décembre 2023;
2° le taux d'implantation des bâtiments sur l'ensemble du terrain doit être inférieur à 25 %;
3° les bâtiments doivent permettre la libre circulation des eaux;
4° une voie d'accès véhiculaire et une aire de stationnement, de chargement ou de déchargement extérieures desservant un bâtiment principal doivent être constituées de matériaux perméables;
5° les activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants doivent être limitées à ce qui est requis pour l'implantation d'un bâtiment principal, d'une voie d'accès véhiculaire et, si aucun autre espace n'est disponible ailleurs sur le terrain, d'une aire extérieure pour un usage accessoire à l'usage principal, notamment une aire de stationnement extérieure et une aire de détente. »

5. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 413.6, de l'article suivant :

« **413.6.1.** Dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer indiquée au plan de l'annexe A, le côté riverain à un milieu humide d'un immeuble construit qui n'empiète pas sur ce milieu doit être clôturé sans ouvertures ni accès vers celui-ci. ».

6. L'article 673 de ce règlement est modifier par le remplacement des mots « de la pénalité prévue à l'article 674 » par les mots « des pénalités prévues aux articles 674 et 674.1»

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 674, de l'article suivant:

« **674.1.** Quiconque opère un établissement d'hébergement touristique ailleurs que dans sa résidence principale ou en dehors de la période autorisée, une résidence de tourisme, une maison de chambre ou un gîte, commet une infraction et est passible:

1° s'il s'agit d'une personne physique:
a) Pour une première infraction, d'une amende de 1 000$
b) Pour toute récidive, d'une amende de 2 000$;

2° s'il s'agit d'une personne morale:
c) Pour une première infraction, d'une amende de 2 000$
d) Pour toute récidive, d'une amende de 4 000$. ».

8. Ce règlement est modifié à l'annexe A par l'ajout d'un plan intitulé « MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT » tel qu'il est illustré sur le document joint en annexe 1 au présent règlement.

9. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe G intitulée « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE » tel qu'il est indiqué dans le document joint en annexe 2 au présent règlement.

ANNEXE 1
« MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT »

ANNEXE 2
« ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

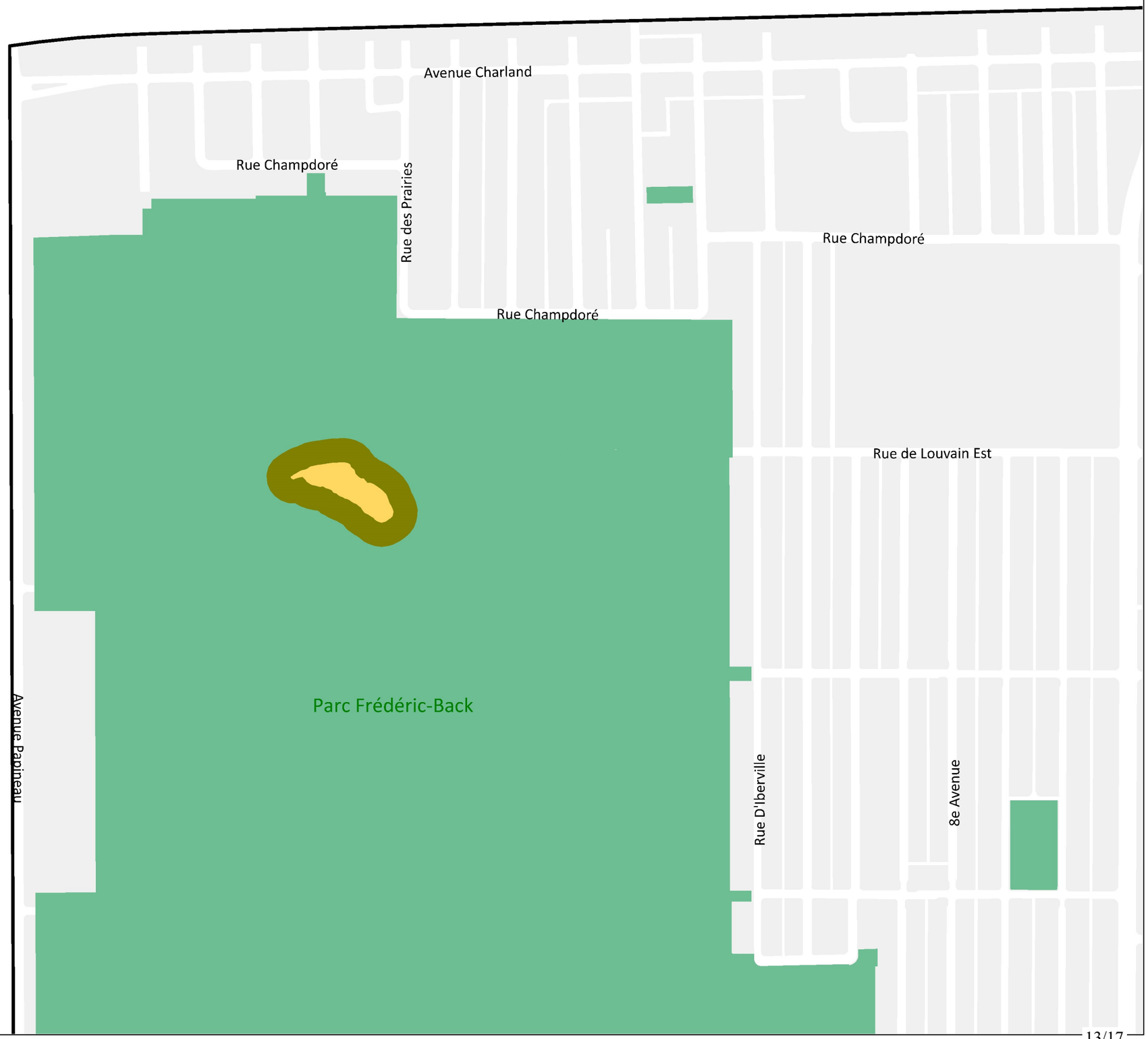
_____

GDD : 1251010008

ANNEXE A - MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT

Milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer

Aire de protection d'un milieu humide



Version 1.1
Échelle: 1 cm = 50 m

Réalisation: Marc Létourneau, avril 2025
VSMPE-DDT - Division de l'urbanisme et des services aux entreprises

N:\Cartographie\08-Modification réglementaire\01-283-123\
N:\Cartographie\08-Modification réglementaire\01-283-123\01-283-123 - Annexe A.pdf

ANNEXE G - ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

1 - EXIGENCES

RÉALISATION

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

RÉFÉRENCE NORMATIVE
L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante :
http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES
Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE
Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
   A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés au plan de l'annexe A;
   B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

VIII. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :

   A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;
   B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :

   A. Les limites de propriété;
   B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :
      1. Au milieu humide;
      2. À l'aire de protection;
      3. À la limite du littoral, si applicable;
      4. À la rive, si applicable;
      5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;
   C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. Un plan présentant minimalement :

   A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;
   B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLÉMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) :
   A. Leur superficie;
   B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);
   C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;
   D. La description du type de drainage et de la pente;
   E. La nature du sol (hydromorphe ou non);
   F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;
   G. Les indicateurs hydrologiques;
   H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :
   A. La hauteur moyenne des peuplements;
   B. L'âge des peuplements arborescents;
   C. Une description du stade successionnel (climacique);
   D. La structure (inéquienne ou équienne);
   E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :
   A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :
   A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;
   B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);
   À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :
   A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);
   B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :
   A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;
   B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;
   C. À la localisation des stations d'inventaires.

Bibliographie

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1259533007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

d'adopter le règlement intitulé « RCA14-14005-2 modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 14:09

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1259533007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement vise à assurer la concordance du Règlement sur le lotissement RCA14-14005 au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) adopté le 21 novembre 2024 et entrée en vigueur le 16 janvier 2025. En vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, l'arrondissement doit adopter tout règlement de concordance dans les six mois qui suivent cette entrée en vigueur. La modification réglementaire vise à intégrer les dispositions sur les milieux humides d'intérêt à protéger ou restaurer dans la réglementation locale. L'arrondissement ne comprend qu'un seul milieu humide d'intérêt à protéger ou restaurer qui est localisé dans le parc Frédéric-Back.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1253422002 - CG24 0686 : 21 novembre 2024 - Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) ».
1253422002 - CG24 0164 : 21 mars 2024 - Adoption du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération.

DESCRIPTION

Les modifications s'appliquent principalement à la section du règlement concernant les opérations cadastrales prohibées. On y indique qu'il est interdit de morceler un lot dans un milieu humide d'intérêt et son aire de protection en spécifiant les cas d'exceptions.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire recommande l'adoption du présent projet de modifications réglementaires pour les motifs suivants :

- l'adoption par le conseil d'agglomération, le 16 janvier 2025, du document d’accompagnement du Règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029);
- les municipalités et les arrondissements disposent d'un délai de six mois à la suite de l'entrée en vigueur du schéma pour adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, art. 58).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030 et à la diminution des vulnérabilités climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report dans l'adoption de ce projet de règlement aurait pour effet de rendre non conforme au Schéma d'aménagement et de suspendre les certificats de conformité à ce dernier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la consultation écrite et l'assemblée publique de consultation publié au bureau d'accès Montréal, sur le site internet de la ville ainsi que sur la propriété visée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement n'est pas susceptible d'approbation référendaire.
- Adoption du premier projet de règlement;
- Consultation écrite: mai 2025;
- Assemblée publique de consultation: mai 2025;
- Adoption du règlement;
- Certificat de conformité;
- Mise en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259533007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA14-14005-2 intitulé « Règlement modifiant le règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).



RCA-14005-02.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RCA14-14005-02

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE LOTISSEMENT (RCA14-14005) DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION À DES FINS DE CONCORDANCE AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'AGGLOMÉRATION (RCG 14-029-7)

Vu les articles 58 et 115 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la *Charte de la Ville de Montréal (*L.R.Q., c. C-11.4);

Le conseil d'arrondissement, à sa séance du 6 mai 2025, décrète ce qui suit :

1. Le présent règlement modifie le Règlement sur le lotissement (RCA14-14005) de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

2. L'article 10 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion après le paragraphe 7 du paragraphe 8 suivant :

« de morceler un lot dans un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et dans son aire de protection identifiés à l'annexe A du règlement de zonage 01-283. ».

2° l'ajout du deuxième alinéa suivant :

« La délimitation d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection résultant d'une étude de caractérisation prévaut sur celle d'un milieu humide à protéger ou à restaurer et d'une aire de protection identifiés à l'annexe A du règlement de zonage 01-283. ».

3. Ce règlement est modifié par l'ajout à l'article 11 du deuxième alinéa suivant :

« Le paragraphe 8 de l'article 10 ne s'applique pas à l'égard des interventions suivantes :

1° un morcellement de lot nécessité par une déclaration de copropriété faite en vertu de l'article 1038 du Code civil du Québec ou par l'aliénation d'une partie de bâtiment requérant la partition du terrain sur lequel il est situé;

2° un morcellement de lot à des fins de conservation d'espaces verts ou de création de parc;

3° un morcellement de lot qui n'a pas pour effet de créer une nouvelle limite de lot à l'intérieur d'un milieu humide à protéger ou à restaurer ou dans son aire de protection;

4° aux fins de l’élargissement d’une voie de circulation existante;

5° aux fins de l’implantation d’un réseau d'électricité, de gaz, de télécommunications, de câblodistribution, d’un service d’aqueduc ou d’égout, ou d’une voie ferrée;

6° aux fins de l’implantation d’un grand projet routier ou d’une infrastructure en transport collectif projeté au Schéma ou d’une installation d’intérêt métropolitain projetée au Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal ou d’intérêt d’agglomération projetée au Schéma;

7° aux fins de l’implantation d’une infrastructure ou d’un équipement qui a fait l’objet d’une entente avant le 21 décembre 2023;

8° aux fins d’entretien, de restauration ou de création d’un milieu humide ou d’une aire de protection; ».

4. Le présent règlement entrera en vigueur au moment de l’entrée en vigueur du règlement 01-283-123.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1259533006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

d'adopter le Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 14:07

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1259533006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement vise à assurer la concordance du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 au règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) adopté le 21 novembre 2024 et entrée en vigueur le 16 janvier 2025. En vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, l'arrondissement doit adopter tout règlement de concordance dans les six mois qui suivent cette entrée en vigueur. La modification réglementaire vise à intégrer les dispositions sur les milieux humides d'intérêt à protéger ou restaurer dans la réglementation locale. L'arrondissement ne comprend qu'un seul milieu humide d'intérêt à protéger ou restaurer qui est localisé dans le parc Frédéric-Back.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1253422002 - CG24 0686 : 21 novembre 2024 - Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) ».
1253422002 - CG24 0164 : 21 mars 2024 - Adoption du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération.

DESCRIPTION

Les modifications apportées portent principalement sur les éléments suivants :

- Intégrer les dispositions relatives aux milieux humides d'intérêt à protéger ou à restaurer et leur aire de protection. Pour ce faire, un nouveau chapitre est ajouté au règlement qui spécifie les objectifs et critères s'appliquant à toutes interventions qui ont cours dans l'aire de protection d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer et son aire de protection identifié au plan de l'annexe A;
- Modifier l'annexe A afin d'inclure à la carte des secteurs le milieu humide d'intérêt à

protéger ou à restaurer et son aire de protection;
- Ajouter au règlement l'annexe G intitulée « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE ».

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire recommande l'adoption du présent projet de modifications réglementaires pour les motifs suivants :

- l'adoption par le conseil d'agglomération, le 16 janvier 2025, du document d'accompagnement du Règlement RCG 14-029-7 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029);
- les municipalités et les arrondissements disposent d'un délai de six mois à la suite de l'entrée en vigueur du schéma pour adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, art. 58).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et à la diminution des vulnérabilités climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un report dans l'adoption de ce projet de règlement aurait pour effet de rendre non conforme au Schéma d'aménagement et de suspendre les certificats de conformité à ce dernier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la consultation écrite et l'assemblée publique de consultation publié au bureau d'accès Montréal, sur le site internet de la ville ainsi que sur la propriété visée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le règlement n'est pas susceptible d'approbation référendaire.
- Adoption du premier projet de règlement;
- Consultation écrite: mai 2025;
- Assemblée publique de consultation: mai 2025;
- Adoption du règlement;
- Certificat de conformité;
- Mise en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259533006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA23-14001-2 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale RCA23-14001 » et visant à assurer la concordance au Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029-7).




RCA23-14001-2.docxAnnexe 1 - Carte des secteurs.pdf



ANNEXE G - ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT RCA23-14001-2

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

Vu les articles 58 et 145.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du 6 mai 2025, le conseil de l'arrondissement de Villeray**–**Saint-Michel**–**Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 59 du chapitre et des articles suivants :

« **CHAPITRE IX – MILIEUX HUMIDES D'INTÉRÊT À PROTÉGER OU À RESTAURER ET LEUR AIRE DE PROTECTION**

59.1 Ce chapitre s'applique à toute intervention qui empiète dans l'aire de protection d'un milieu humide identifié à l'annexe A.

59.2 Toute intervention visée à l'article 59.1 doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1 : maximiser la conservation des milieux humides et de leur aire de protection;
Objectif 2 : valoriser les éléments d'intérêts naturels et de favoriser une intégration harmonieuse de ceux-ci au projet;
Objectif 3 : favoriser la préservation et le rehaussement de la biodiversité;
Objectif 4 : préserver l'alimentation en eau des milieux humides ou favoriser son amélioration.

59.3 Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1.1 : prévoir une implantation des constructions et des ouvrages éloignés des milieux humides et de l'aire de protection;
1.2 : préconiser un aménagement du terrain et une implantation des constructions limitant la perte de milieux naturels et les milieux humides et minimisant les activités de déblai, remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants;
1.3 : favoriser la conservation d'une bande de protection approximative de 10 mètres autour des milieux humides;
1.4 : préconiser l'aménagement de liens écologiques entre les milieux humides, ainsi qu'avec les autres milieux naturels;

1.5 : proposer des aménagements contribuant à la mise en valeur des milieux humides et des autres milieux naturels présents;
1.6 : maximiser la conservation des arbres présents et des espèces végétales présentant une valeur écologique;
1.7 : préconiser la restauration du terrain, la plantation d'espèces indigènes diversifiées et l'éradication des espèces envahissantes;
1.8 : préserver une topographie naturelle et maintenir l'équilibre hydrique des milieux humides en limitant les activités de déblai, de remblai ou le déplacement d'humus;
1.9 : préserver des bassins de drainage naturel par une implantation des constructions et par des aménagements qui permettent l'écoulement des eaux vers les milieux humides.

59.4 Aux fins de l'évaluation du projet prévue par le présent chapitre, le dépôt d'une étude de caractérisation est exigé. »

2. Ce règlement est modifié à l'annexe A par la modification du plan intitulé « CARTE DES SECTEURS » tel qu'il est illustré sur le document joint en annexe 1 au présent règlement.

3. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe G intitulée « ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE » tel qu'il est indiqué dans le document joint en annexe 2 au présent règlement.

ANNEXE 1

« ANNEXE A – CARTE DES SECTEURS »

ANNEXE 2

« ANNEXE G – ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE »

_____

GDD : 1259533007

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (RCA23-14001)

ANNEXE A
CARTE DES SECTEURS



LÉGENDE

- Aire de protection d'un milieu humide
- Milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer
- Secteur de P.I.I.A.
- Voie de chemin de fer
- Bâtiment d'intérêt patrimonial ou architectural
- Terrain à transformer
- Vue protégée sur le mont Royal
- Grande propriété institutionnelle
- Intérêt archéologique
- Boisé
- Friche
- Terrain à la limite d'une autre municipalité

MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE	
Règlement	Date

ANNEXE G - ÉTUDE DE CARACTÉRISATION D'UN MILIEU HUMIDE

1 - EXIGENCES

RÉALISATION

L'étude de caractérisation doit être réalisée par un expert dans le domaine selon les règles de l'art et être signée par la ou les personnes qui ont réalisé les inventaires et les observations sur le terrain.

RÉFÉRENCE NORMATIVE
L'étude de caractérisation doit respecter les normes du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (ci-après : le « MELCCFP »), contenues au document Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional (ci-après : le « Guide du MELCCFP »). Ce document est disponible à l'adresse suivante :
http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/milieuxhumides.htm

MÉTHODOLOGIE D'INVENTAIRES
Les inventaires doivent avoir été réalisés pendant la période végétative, soit entre le 1er mai (ou deux semaines après le dernier dégel du printemps) et le 15 octobre (ou le premier gel de l'automne).

La validité de ces inventaires est de cinq ans.

Les inventaires doivent couvrir l'ensemble des milieux humides présents sur le terrain visé par la demande du requérant. Lorsqu'un milieu humide s'étend sur des terrains adjacents, il peut être nécessaire d'inclure une partie de ces terrains dans l'inventaire afin que l'étude puisse couvrir un minimum de 10 % de la superficie totale du milieu humide.

Les inventaires doivent inclure, minimalement, une station d'inventaire par milieu humide et une station d'inventaire par aire de protection.

Pour un milieu humide de plus de 3 000 m^2, des stations d'inventaires supplémentaires devront être prévues. Il faut prévoir un minimum d'une station en milieu humide et d'une station dans l'aire de protection par 3 000 m^2 de milieu humide supplémentaire présent sur le terrain visé.

2 - ÉLÉMENTS DE BASE

CONTENU OBLIGATOIRE
Toute étude de caractérisation doit présenter les éléments suivants :

I. Les données cartographiques relatives à la délimitation des :
   A. milieux humides à protéger ou à restaurer et leur aire de protection identifiés au plan de l'annexe A;
   B. cours d'eau et des autres milieux humides avoisinants identifiés à la carte 14 - Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Ces données doivent obligatoirement avoir été validées par le professionnel chargé de l'étude à l'aide d'inventaires terrains. Si les données recueillies lors des inventaires terrains diffèrent de celles de référence, l'étude doit indiquer l'explication et la justification de ces différences.

II. Les dates des inventaires terrains;

III. La localisation cartographiée des stations d'inventaires;

IV. Le « Formulaire d'identification et de délimitation des milieux humides » complété, disponible à l'annexe 5 du Guide du MELCCFP , et ce, pour chacune des stations d'inventaires. Chaque formulaire doit contenir les informations relatives à la végétation, au sol et aux indicateurs hydrologiques conformément au Guide du MELCCFP;

V. Le ou les types de milieux humides (étang, marais, marécage ou tourbière) et leur caractère riverain, isolé ou en partie riverain ou isolé. Le caractère riverain signifie que le milieu humide est alimenté en eau par le cours d'eau (plaine de débordement du cours d'eau) et qu'il fait donc partie intégrante de celui-ci. Le caractère isolé d'un milieu humide signifie qu'il est alimenté par les précipitations, l'eau de la fonte des neiges ou les eaux souterraines. Un milieu humide qui est hydroconnecté à un cours d'eau mais qui se vide dans celui-ci est considéré comme isolé;

VI. Indication sur la formation d'un complexe de milieux humides lorsqu'il y a présence de plusieurs milieux humides;

VII. Le ou les types de milieux terrestres (peuplement forestier, friche arbustive, friche herbacée, éléments anthropiques, etc.) présents sur le terrain ciblé à l'étude de caractérisation;

VIII. Au moins une photographie représentative du type de milieu par station d'inventaire, soit minimalement une photo du milieu humide et une photo du milieu terrestre (aire de protection);

IX. La localisation et une photographie de chacun des lits d'écoulement possédant au moins l'une des caractéristiques suivantes :

   A. Le lit d'écoulement a un lien avec un milieu humide situé sur le terrain visé par l'étude de caractérisation;
   B. Le lit d'écoulement circule dans l'aire de protection d'un milieu humide;

X. Un plan d'implantation réalisé par un expert, présentant minimalement :

   A. Les limites de propriété;
   B. Les limites relevées par l'expert en charge de l'étude relatives :
      1. Au milieu humide;
      2. À l'aire de protection;
      3. À la limite du littoral, si applicable;
      4. À la rive, si applicable;
      5. Aux limites des plaines inondables, si applicable;
   C. La localisation existante des usages, constructions et lots;

XI. Un plan présentant minimalement :

   A. La localisation projetée des usages, constructions, ouvrages, activités de déblai, de remblai, de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants ainsi que des lots;
   B. Les limites de la zone de travaux.

CONTENU SUPPLÉMENTAIRE

Lorsque le contenu obligatoire de l'étude démontre que les usages, constructions, ouvrages ou activités se situent à l'intérieur d'un milieu humide d'intérêt à protéger ou à restaurer ou de son aire de protection, l'étude de caractérisation doit inclure les éléments suivants :

I. Pour tous les peuplements homogènes (milieux terrestres et milieux humides) :
   A. Leur superficie;
   B. L'occurrence des espèces dominantes, co-dominantes et secondaires pour chaque strate (herbacée, arbustive et arborescente);
   C. Le pourcentage de recouvrement absolu et relatif de chaque espèce floristique;
   D. La description du type de drainage et de la pente;
   E. La nature du sol (hydromorphe ou non);
   F. L'épaisseur de tourbe, si applicable;
   G. Les indicateurs hydrologiques;
   H. La présence de la nappe phréatique dans les premiers 30 centimètres, si applicable;

II. Pour les peuplements arbustifs ou arborescents homogènes (milieux terrestres et milieux humides, à l'exclusion des peuplements d'herbacées) :
   A. La hauteur moyenne des peuplements;
   B. L'âge des peuplements arborescents;
   C. Une description du stade successionnel (climacique);
   D. La structure (inéquienne ou équienne);
   E. Le pourcentage de recouvrement de la canopée;

III. Pour les milieux humides :
   A. Indication concernant l'applicabilité d'un effet mosaïque entre les milieux humides;

IV. Pour les milieux hydriques :
   A. Les données cartographiques de la carte 14 – Milieux naturels du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. Il est important de valider le statut de tous les lits d'écoulement présents, et ce, même si la cartographie au Schéma n'indique pas la présence de cours d'eau;
   B. La limite du littoral, de la rive et, s'il y a lieu, des zones inondables, lorsqu'il y a présence d'un cours d'eau sur le terrain ciblé par l'étude, tel que définis à l'article 4 du Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (chapitre Q-2, r. 0.1);
   À cet effet, l'étude de caractérisation doit par ailleurs indiquer la section et l'année des cotes de récurrence de crues des zones inondables identifiées;

V. Pour les cas de perte de milieu naturel :
   A. L'emplacement et la superficie des milieux naturels conservés ou affectés par peuplement homogène (empiétement temporaire ou permanent);
   B. La perte de canopée projetée en raison de la réalisation des usages, constructions, ouvrages ou activités de déblai, de remblai ou de déplacement d'humus ou de végétaux indigènes non envahissants.

3 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR

I. Les données géomatiques en Shapefile (en NAD 83, MTM zone 8) relatives :
   A. Aux limites d'un milieu humide, en plus des données relatives aux terrains adjacents sur une distance d'au moins 30 mètres de part et d'autre du terrain visé;
   B. Aux limites de l'aire de protection d'un milieu humide visé par l'étude de caractérisation;
   C. À la localisation des stations d'inventaires.

Bibliographie

Lachance, D., G. Fortin et G. Dufour Tremblay (2021). *Identification et délimitation des milieux humides du Québec méridional – version décembre 2021*, Québec, Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Direction adjointe de la conservation des milieux humides, 70 p. + annexes, [En ligne], https:// www.environnement.gouv.qc.ca/eau/rives/guide-identif-dellimit-milieux-humides.pdf.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1256996004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue ».

d'adopter le Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue ».

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-03-19 08:42

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1256996004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue ».

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser l'occupation d'un immeuble de 2 étages à des fins de garderie, ainsi que son agrandissement sur la propriété située au 7930, 20e Avenue.
Le projet s'inscrit dans un secteur industriel où l'usage de garderie n'est pas autorisé de plein droit. Pour permettre l'occupation du bâtiment par un centre de la petite enfance (CPE) et son agrandissement, le conseil d'arrondissement peut se prévaloir de l'article 134 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (L.R.Q., c.S-4.1.1) qui autorise, malgré toute réglementation de zonage et aux conditions que le conseil peut imposer, l'octroi de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Le CPE au Galop a acquis un immeuble situé sur la 20e Avenue, entre le boulevard Crémazie Est et la rue Jarry Est, avec l'objectif d'y relocaliser ses activités, à la suite de son éviction du Centre René-Goupil qui a été repris par le Centre de services scolaires de Montréal. L'organisme occupe temporairement un local sur le boulevard Saint-Michel, mais celui-ci ne peut répondre à ses besoins sur le long terme. Le CPE souhaite d'abord procéder à la rénovation de l'édifice, afin d'y aménager des locaux pouvant accueillir une soixantaine d'enfants, incluant 10 poupons. En 2e phase, l'organisme désire réaliser un agrandissement afin d'augmenter le nombre d'enfants à 88, dont 20 poupons.
Caractéristiques préliminaires du projet :
- Hauteur : 2 étages et 6,8 mètres (tel qu'existant)
- Taux d'implantation : 26 % existant / 34 % projeté
- Densité : 0,5 existant / 0,82 projeté
- Verdissement : 82 %
- Nombre d'arbres : 6
- Nombre d'unités de stationnement : 0
- Nombre d'unités de stationnement pour vélos : à déterminer (minimum requis : 14)

- Gestion des matières résiduelles : collecte publique

Réglementation applicable
Règlement de zonage 01-283, zone I04-094 :
- Usages : I.3(5)
- Hauteur : 4 à 8 étages et 12 à 32 m
- Taux d'implantation : 50 à 70 %
- Mode d'implantation : jumelé ou contigu
- Densité : 2 à 5,5
- Marge avant principale : 2,5 à 4,5 m
- Marge avant secondaire : 2,5 à 5 m
- Marge latérale : min. 4 m

Le bâtiment existant est dérogatoire relativement à sa hauteur, son taux d'implantation, sa densité, son mode d'implantation et ses marges avants et latérales. Les dispositions sur les bâtiments dérogatoires protégés par droits acquis du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) permettent l'agrandissement du bâtiment, à condition que la hauteur du nouveau volume atteigne au moins celle du bâtiment existant, et qu'il puisse tendre vers la conformité en termes de taux d'implantation et de densité.

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
La propriété visée occupe un lot transversal, donnant à la fois sur la 19e Avenue et la 20e Avenue. Du côté sud, la propriété est bordée par l'Église du Sanctuaire Évangélique Baptiste de Montréal (anciennement l'église presbytérienne de Saint-Michel), ainsi qu'une garderie privée occupant l'ancien presbytère. Ces institutions font face au boulevard Crémazie Est et au tablier surélevé de l'autoroute métropolitaine. La propriété visée est adjacente, au nord, à une grande aire de stationnement desservant l'entreprise Addison Électronique. Sur la 20e Avenue, du côté est, est implantée une série de duplex construits en contiguïté, avec des garages en sous-sol. Sur le côté ouest de la 19e Avenue, on retrouve des bâtiments industriels de 1 à 2 étages de hauteur.

Sur le terrain visé est implanté un cottage construit en 1950 et utilisé à des fins commerciales depuis les années 70. La maison de style moderniste possède un volume de 2 étages, majoritairement revêtu de briques appareillées en piles et de pierres longues et plates. À droite de la façade principale donnant sur la 20e Avenue, on retrouve un volume d'un étage et demi avec une large fenestration. À l'intérieur, il s'agit d'un espace de circulation verticale de double hauteur. Du côté de la 19e Avenue, un stationnement d'une quinzaine d'unités occupe la cour avant. Plusieurs arbres, dont 2 grandes épinettes et des érables, procurent une certaine intimité à la façade "arrière" du bâtiment.

Description du projet et des dérogations demandées
Pour la première phase de travaux, le CPE souhaite réaménager le bâtiment existant en aménageant une pouponnière et cinq salles de jeux pour les enfants. Une cour anglaise donnant accès à la cuisine de l'établissement sera aménagée dans la cour latérale sud. Le vestibule et les escaliers extérieurs donnant sur la façade de la 19e Avenue seront démolis et reconstruits dans la même empreinte que l'existant. Le stationnement sera remplacé par la cour des enfants et sera entièrement gazonné. En façade sur la 20e Avenue, certaines sections du mur vitré sont remplacées par des panneaux de verre opaque, car un plancher sera ajouté entre le sous-sol et le rez-de-chaussée.

En 2e phase, un agrandissement de 2 étages sera réalisé en façade donnant sur la 19e Avenue. Un nouveau vestibule donnera accès à un ascenseur. Une salle multifonctionnelle, une seconde pouponnière et deux salles de jeux seront ajoutées. Dans la cour latérale sud, une deuxième cour anglaise de plus grande superficie sera aménagée afin de permettre l'installation de grandes fenêtres au sous-sol. Enfin, l'aménagement du terrain sera complété

par la plantation de plusieurs arbres et arbustes. Aucun espace de stationnement n'est projeté sur la propriété.

Les dérogations demandées pour permettre la réalisation des deux phases du projet sont :
- l'usage « garderie », et ce, malgré les usages prescrits à la grille des usages et des normes I04-094 de l'annexe C du Règlement de zonage 01-283;
- l'aménagement d'une cour anglaise d'une largeur de moins de 1,5 m, et ce, malgré l'article 389 du Règlement de zonage 01-283;
- l'aménagement d'un escalier extérieur qui se prolonge au 2e étage sur une façade, et ce, malgré l'article 84 du Règlement de zonage 01-283;
- l'aménagement d'un escalier extérieur situé à moins de 1,2 m d'une limite latérale, et ce, malgré l'article 331 du du Règlement de zonage 01-283.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire (DDT) est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :
- la présente autorisation permettra au CPE de continuer à offrir ses services aux familles du quartier Saint-Michel;
- l'agrandissement du bâtiment permettra d'augmenter le nombre d'enfants qui pourront être accueillis par le CPE;
- les interventions visant le bâtiment existant sont relativement mineures et permettent de conserver l'intégrité architecturale du bâtiment;
- la propriété dispose d'un grand espace pour l'aménagement de l'aire de jeux;
- les aménagements projetés permettront d'accroître le verdissement de la propriété et favorisent la plantation d'arbres;
- puisque la cour des enfants sera aménagée sur la 19e Avenue, l'établissement ne constituera pas une nuisance pour les logements situés à proximité de la propriété;
- le va-et-vient des automobilistes généré par l'établissement ne devrait pas causer de surcharge sur la circulation dans le secteur.

Toutefois, étant donné la proximité de la propriété par rapport à l'autoroute métropolitaine (environ 50 m), la Direction du développement du territoire recommande d'imposer la condition suivante :
- que le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment ne soit pas supérieur à 40 dBA Leq (24h).

À sa séance du 12 mars 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable au projet, à la condition suivante :
- qu'avant l'émission du permis de transformation visant l'aménagement et l'agrandissement de la garderie, une étude acoustique soit fournie afin de démontrer que le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment ne sera pas supérieur à 40 dBA Leq (24h), et que des aménagements particuliers soient proposés afin de réduire le niveau sonore dans l'aire de jeux extérieure si celui-ci dépasse 55 dBA Leq (24h).

De plus, les membres ont formulé les suggestions suivantes :
- que l'entrée principale face à la 20e avenue soit aménagée afin d'assurer l'accessibilité universelle du bâtiment ou que l'entrée sur la 19e Avenue soit rendue plus accessible aux usagers de la garderie;
- que l'agrandissement projeté s'agence avec le bâtiment existant tout en étant d'aspect contemporain.

Ces éléments ont été communiqués au requérant par la DDT et seront pris en considération lors de l'élaboration des plans pour permis. La demande de permis d'agrandissement sera assujettie à une approbation en vertu du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude : 2 157 $

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 de la façon suivante :

- Priorité 19 - « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. » : répondre aux besoins des familles de Saint-Michel en permettant à un Centre de la petite enfance de se relocaliser afin de continuer à desservir sa clientèle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant l'assemblée de consultation publique publié sur le site Internet de l'arrondissement;
Affichage de la demande sur la propriété visée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et dépôt du projet de règlement : 1er avril
Assemblée publique de consultation : avril (visé)
Adoption du règlement par le conseil d'arrondissement : mai (visé)

En vertu du premier paragraphe de l'article 123.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (A-19.1), l'adoption du présent règlement n'est pas susceptible d'approbation référendaire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-14

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256996004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue ».



Normes reglementaires.pdfLocalisation du site.pngMontreal 2030.pdf

CCU_PV_2025-03-12.pdfDocument presentation CCU.pdfPR_RCA25-14002.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

6.1 Règlement sur les garderies : 7930, 20e avenue	
Présenté par	**Invités**
Annie Robitaille Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Adopter le Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue ».

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- l'absence d'une rampe d'accès à partir de l'entrée principale sur la 20e avenue;
- l'ascenseur dont l'accès direct à l'extérieur se trouve face à la 19e avenue et qui sera réservé aux éducatrices;
- la condition proposée par la DDT concernant l'atténuation des impacts sonores et la possibilité qu'elle s'applique dans la cour extérieure également;
- la possibilité d'exiger une étude ou d'imposer des normes sur la qualité de l'air étant donné la proximité de l'autoroute;
- la possibilité d'ajouter une clôture pleine sur le côté sud de la cour, du côté de l'autoroute, en plus de la haie proposée, pour créer une barrière contre le son et la pollution atmosphérique;
- la végétation prévue dans la cour qui devrait permettre d'améliorer la qualité de l'air;
- la barrière végétale saisonnière qui sera formée par les arbres feuillus plantés face à la 19e Avenue;
- un questionnement quant aux éléments pris en compte lors de l'analyse par le gouvernement pour permettre l'établissement d'une garderie à proximité de l'autoroute;
- des précisions quant à la disposition réglementaire établissant le niveau sonore maximal à l'intérieur du bâtiment (bruits provenant de l'extérieur vs bruits générés à l'intérieur par les enfants) et les moyens de s'y conformer;
- l'accès proposé à l'espace en contrebas du sol et la possibilité qu'une porte soit ajoutée pour y donner accès à partir de la salle multifonctionnelle;
- la profondeur de l'espace en contre-bas du sol;
- l'enjeu de l'escalier de l'entrée principale situé en façade sur la 20^{e} avenue pour l'accessibilité universelle;
- la nécessité de prévoir un espace pour l'entreposage de vélos et de poussettes en cour avant;
- la conformité à l'exigence d'accessibilité universelle dès l'ouverture de la garderie et le fait que l'ascenseur n'est prévu qu'à la phase 2 et qu'aucune rampe pour mobilité réduite n'est prévue;
- la localisation de la pouponnière se trouvant près de l'entrée et l'utilité d'un stationnement à poussettes à proximité de cette section;
- la présence de gazon synthétique et paillis dans la cour de plusieurs CPE et la possibilité que le gazon ne résiste pas;
- les perspectives fournies qui ne permettent pas de distinguer l'existant et le nouveau;
- la localisation de l'entrée de plain-pied qui inclus l'accès à l'ascenseur et qui deviendra possiblement l'entrée principale;
- les plantations se trouvant sur le terrain voisin qui aideront à réduire les nuisances sonores et de pollution atmosphérique dans la cour.

CCU25-03-12-GMR01	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

Que l'implantation de la garderie respecte les conditions relatives à la qualité d'intégration au milieu de la politique de gestion relative à l'implantation, l'agrandissement ou l'occupation de bâtiment à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de la Loi (L.R.Q., c. C-8.2), maintenant L.R.Q. c. C-S-4.1.1. ;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, à la condition suivante :

- qu'avant l'émission de permis de transformation visant l'aménagement et l'agrandissement de la garderie, une étude acoustique soit fournie afin de démontrer que le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment ne sera pas supérieur à 40 dBA Leq (24h) et que des aménagements particuliers soient proposés afin de réduire le niveau sonore dans l'aire de jeux extérieure si celui-ci dépasse 55 dBA Leq (24h).

Les membres ont également formulé les suggestions suivantes :

- que l'entrée principale face à la 20e avenue soit aménagée afin d'assurer l'accessibilité universelle du bâtiment ou que l'entrée sur la 19e Avenue soit rendue plus accessible aux usagers de la garderie;
- que l'agrandissement projeté s'agence avec le bâtiment existant tout en étant d'aspect contemporain.

Il est proposé par Laurence Aubin-Steben

appuyé par Bruno Morin

ADOPTÉ à l'unanimité.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY−SAINT-MICHEL−PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT RCA25-14002

RÈGLEMENT SUR L'AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT ET SON OCCUPATION À DES FINS DE GARDERIE SUR LA PROPRIÉTÉ SITUÉE AU 7930, 20E AVENUE

ATTENDU les dispositions de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (L.R.Q., c. S-4.1.1);

ATTENDU que le conseil d'arrondissement peut, par règlement, malgré toute réglementation de zonage et aux conditions qu'il impose, permettre l'octroi de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de la Loi;

ATTENDU qu'un avis de motion a été donné par .....;

À sa séance du …. , le conseil d'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension décrète:

1. Le présent règlement s'applique à la propriété située au 7930, 20e Avenue (lot 2 214 834).

2. Malgré le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283) applicable à la propriété décrite à l'article 1, l'occupation d'un bâtiment de 2 étages aménagé à des fins de garderie est autorisée, à la condition suivante :

- qu'avant l'émission du permis de transformation visant l'aménagement et l'agrandissement de la garderie, une étude acoustique soit fournie afin de démontrer que le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment ne sera pas supérieur à 40 dBA Leq (24h), et que des aménagements particuliers soient proposés afin de réduire le niveau sonore dans l'aire de jeux extérieure si celui-ci dépasse 55 dBA Leq (24h).

À ces fins, il est permis de déroger aux usages prescrits à la grille des usages et des normes de la zone I04-094 de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283).

3. Malgré l'article 84 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283), l'aménagement d'un escalier extérieur qui se prolonge au 2e étage sur une façade est autorisé.

4. Malgré l'article 331 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283), l'aménagement d'un escalier extérieur situé à moins de 1,2 m d'une limite latérale est autorisé.

5. Malgré l'article 389 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283), l'aménagement d'une cour anglaise d'une largeur de moins de 1,5 m est autorisé.

6. L'occupation du bâtiment à des fins de garderie et les dérogations accordées aux articles 3 à 5 du présent règlement sont autorisés à condition que les travaux de réaménagement du bâtiment existant débutent au courant des 36 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

7. Toute autre disposition du règlement non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

5. **DISPOSITIONS PÉNALES**

1^{0} Toute personne qui occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue au paragraphe 2.

2^{0} Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible:

1- s'il s'agit d'une personne physique :
a) pour une première infraction, d'une amende de 500$ à 1 000$;
b) pour toute récidive, d'une amende de 1 000$ à 2 000$;

2- s'il s'agit d'une personne morale :
a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000$ à 2 000$;
b) pour toute récidive, d'une amende de 2 000$ à 4 000$.



Photo 7930 20e avenue Montréal Qc



Photo élévation principale secondaire sur 19e avenue



Élévation avant principale Proposée



Élévation avant principale existante





Élévation avant secondaire Proposée



Élévation avant secondaire Proposée



Élévation avant secondaire Existante

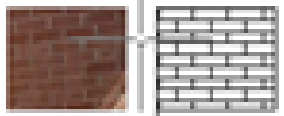


Élévation lattérale existante

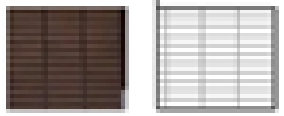


Élévation lattérale Proposée

LÉGENDE DES FINIS:



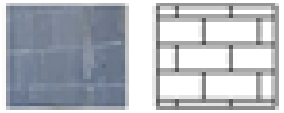
REVÊTEMENT EN BRIQUE EXISTANT



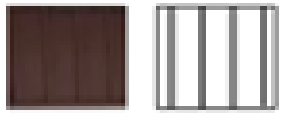
REVÊTEMENT EN BRIQUE EXISTANT



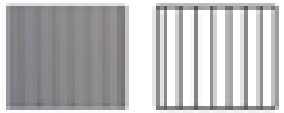
REVÊTEMENT DE PIERRE EXISTANT



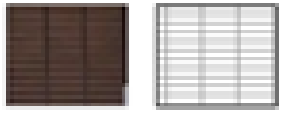
REVÊTEMENT BLOC BÉTON EXISTANT



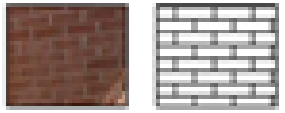
REVÊTEMENT MÉTALLIQUE EXISTANT



REVÊTEMENT MÉTALLIQUE EXISTANT



NOUVELLE BRIQUE TYPE ET COULEUR À VENIR



NOUVELLE BRIQUE TYPE ET COULEUR À VENIR



VERRE OPAQUE

FENÊTRES	BLANC
SOFFITES/FASCIAS ET SOLINS	BLANC
NOUVEAU MUR RIDEAU	BLANC
TYMPANS	BLANC
PORTES	BLANC

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : I04-096**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation								
Commerce								
Industrie		I.3(5)						
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X						
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

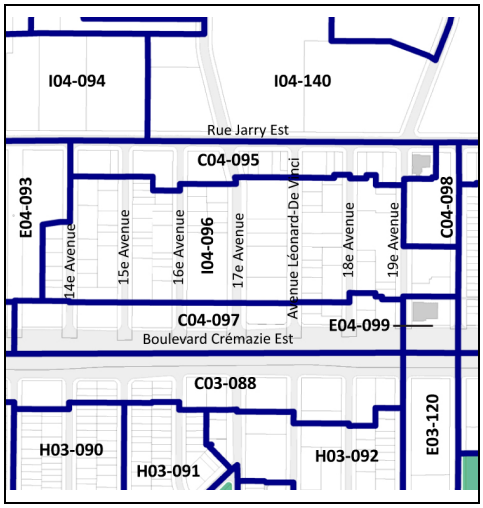
CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	12/32						
En étage	min/max	4/8						
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-						
Mode d'implantation	(I-J-C)	J-C						
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	50/70						
Densité	min/max	2/5,5						
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2,5/4,5						
Avant secondaire	min/max (m)	2,5/5						
Latérale	min (m)	4						
Arrière	min (m)	4						
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40						
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	-						
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-4
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	6
PAE	oui

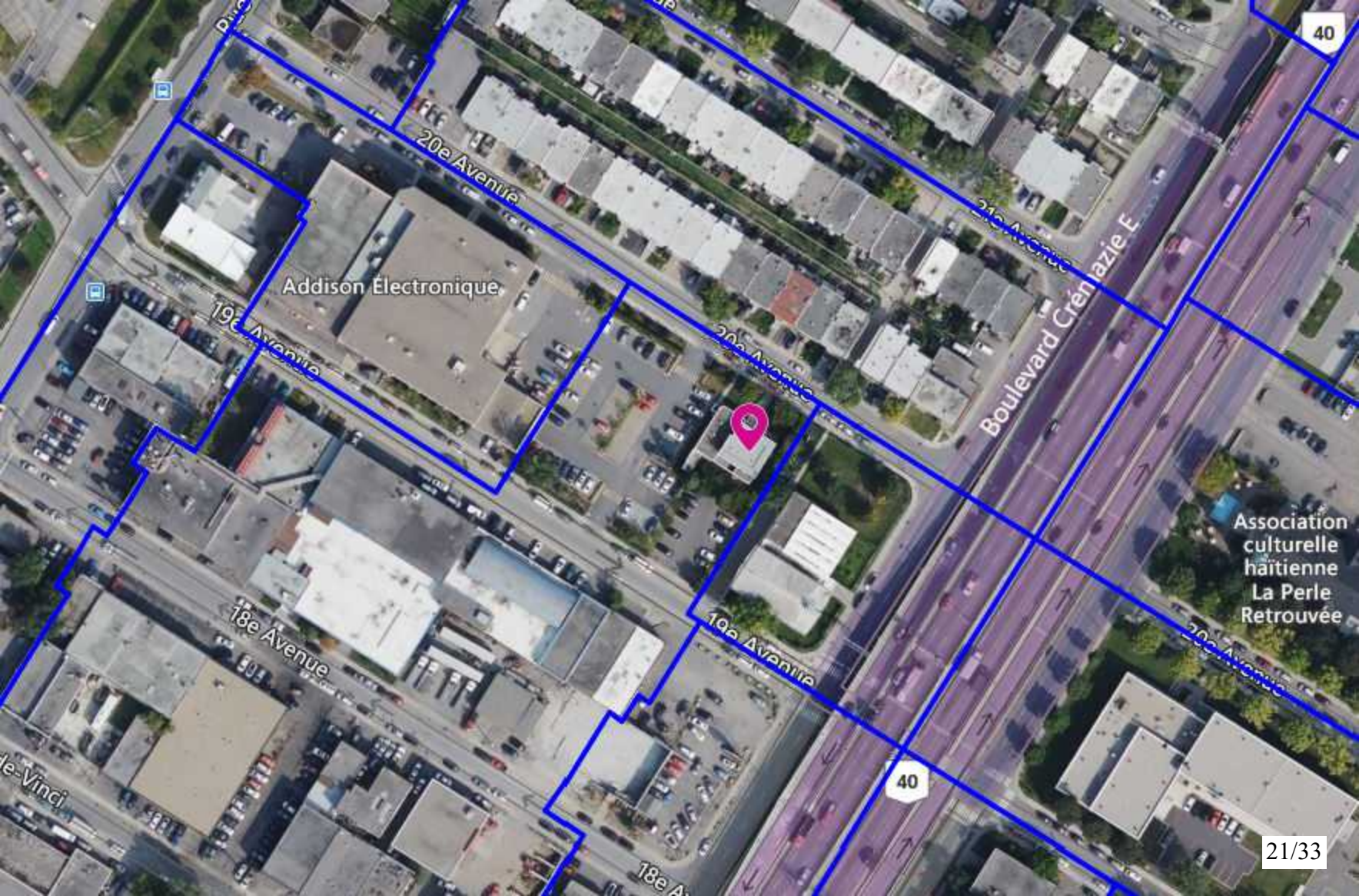
CARTE DE LA ZONE



MISES À JOUR

01-283-115 (2023-03-07)
01-283-116 (2023-04-04)

***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*


20e Avenue
Addison Électronique
19e Avenue
20e Avenue
Boulevard Crémazie E
40
Association culturelle haïtienne La Perle Retrouvée
18e Avenue
19e Avenue
40
18e A

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1256996004*
Unité administrative responsable : *DDT*
Projet : *Règlement garderie – 7930, 20e Avenue*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **Priorité 19.** : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** **Priorité 19**. : Répondre aux besoins des familles de Saint-Michel en permettant à un Centre de la petite enfance de se relocaliser afin de continuer à desservir sa clientèle.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1256996004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue ».

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire addenda vise à déposer le procès-verbal de l'assemblée publique tenue le 23 avril 2025. Lors de l'assemblée, deux personnes, soit une responsable d'une garderie privée et une éducatrice, ont remis aux représentants de l'arrondissement des lettres d'opposition adressées au conseil d'arrondissement. Ces lettres sont inclues en pièce jointe.
Par ailleurs, tel qu'annoncé lors de l'assemblée, le projet de règlement est modifié par l'ajout de l'article suivant : *6. Malgré l'article 413.3 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), l'installation d'une clôture d'une hauteur de 1,5 m en cour avant est autorisée pour délimiter une aire de jeux pour enfants.* La hauteur d'une clôture en cour avant étant normalement limitée à 1,2 m par la réglementation, cette dérogation permettra au CPE de ne pas avoir à déneiger les abords de la clôture en hiver, tout en respectant les normes de sécurité édictées par le Ministère de la Famille. Le projet de règlement modifié est déposé en pièce jointe.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
agent(e) de recherche

514-872-7180
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1256996004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue ».



PR_RCA25-14002_modifié.doc



PV_AC_PR RCA25-14002.pdf



Lettres d'opposition_2025-04-23_caviardées.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
agent(e) de recherche

Tél : 514-872-7180
Télécop. : 000-0000

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY−SAINT-MICHEL−PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT RCA25-14002

RÈGLEMENT SUR L'AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT ET SON OCCUPATION À DES FINS DE GARDERIE SUR LA PROPRIÉTÉ SITUÉE AU 7930, 20E AVENUE

ATTENDU les dispositions de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (L.R.Q., c. S-4.1.1);

ATTENDU que le conseil d'arrondissement peut, par règlement, malgré toute réglementation de zonage et aux conditions qu'il impose, permettre l'octroi de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de la Loi;

ATTENDU qu'un avis de motion a été donné par .....;

À sa séance du …. , le conseil d'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension décrète:

1. Le présent règlement s'applique à la propriété située au 7930, 20e Avenue (lot 2 214 834).

2. Malgré le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283) applicable à la propriété décrite à l'article 1, l'occupation d'un bâtiment de 2 étages aménagé à des fins de garderie est autorisée, à la condition suivante :

- qu'avant l'émission du permis de transformation visant l'aménagement et l'agrandissement de la garderie, une étude acoustique soit fournie afin de démontrer que le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment ne sera pas supérieur à 40 dBA Leq (24h), et que des aménagements particuliers soient proposés afin de réduire le niveau sonore dans l'aire de jeux extérieure si celui-ci dépasse 55 dBA Leq (24h).

À ces fins, il est permis de déroger aux usages prescrits à la grille des usages et des normes de la zone I04-094 de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283).

3. Malgré l'article 84 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283), l'aménagement d'un escalier extérieur qui se prolonge au 2e étage sur une façade est autorisé.

4. Malgré l'article 331 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283), l'aménagement d'un escalier extérieur situé à moins de 1,2 m d'une limite latérale est autorisé.

5. Malgré l'article 389 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283), l'aménagement d'une cour anglaise d'une largeur de moins de 1,5 m est autorisé.

6. Malgré l'article 413.3 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283), l'installation d'une clôture d'une hauteur de 1,5 m en cour avant est autorisée pour délimiter une aire de jeux pour enfants.

7. L'occupation du bâtiment à des fins de garderie et les dérogations accordées aux articles 3 à 6 du présent règlement sont autorisés à condition que les travaux de réaménagement du bâtiment existant débutent au courant des 36 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

8. Toute autre disposition du règlement non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

9. **DISPOSITIONS PÉNALES**

1^0 Toute personne qui occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue au paragraphe 2.

2^0 Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible:

1- s'il s'agit d'une personne physique :
a) pour une première infraction, d'une amende de 500$ à 1 000$;
b) pour toute récidive, d'une amende de 1 000$ à 2 000$;

2- s'il s'agit d'une personne morale :
a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000$ à 2 000$;
b) pour toute récidive, d'une amende de 2 000$ à 4 000$.

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le mercredi 23 avril 2025 à 19h00, au 405, avenue Ogilvy relativement au premier projet du Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue. ».

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Sylvain Ouellet, président de l'assemblée et conseiller de la ville - district de François-Perrault

Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire
Geneviève Boucher, cheffe de division, urbanisme et services aux entreprises
Annie Robitaille, conseillère en aménagement
Cynthia Kabis Plante, secrétaire de l'assemblée et agente de recherche

Mohamed-Ali Yanouri, soutien des élus

Citoyens
Salima Laabadlia
Benamen Nacera
Oudihat Ouahiba

2. Présentation et contexte du premier projet du règlement RCA25-14002

Le projet de résolution est présenté par Annie Robitaille. Une modification au projet de règlement est annoncée, soit l'ajout de l'article suivant : *6. Malgré l'article 413.3 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283), l'installation d'une clôture d'une hauteur de 1,5 m en cour avant est autorisée pour délimiter une aire de jeux pour enfants.*

3. Période de questions et de commentaires

Deux lettres d'opposition sont remises aux représentants de l'arrondissement.

Les questions et commentaires des citoyens ont porté sur :

- l'existence d'une garderie privée sur la propriété adjacente à l'immeuble visé;
- la capacité projetée du CPE en terme du nombre d'enfants;
- la fermeture de plusieurs garderies dans les environs par manque d'achalandage;
- des facteurs à prendre en considération tels que les taxes payées par les garderies et la potentielle perte d'emploi des éducatrices des garderies existantes;
- le souhait de faire une pétition contre le projet et de la soumettre au conseil;
- le site choisi pour le CPE qui n'est pas approprié pour accueillir des enfants puisqu'il est adjacent à la 19e avenue où se trouvent plusieurs industries et vu la proximité de l'autoroute;
- l'absence de distances minimales à respecter entre les garderies pour éviter la compétition entre les établissements;
- la position de l'arrondissement quant au projet et le poids de l'objection des citoyens présents à l'assemblée dans la décision finale du conseil d'arrondissement.

Les représentants de l'arrondissement ont apporté les réponses suivantes :

- le fait que le CPE est existant et doit être relocalisé;
- le fait que plusieurs CPE ont dû être relocalisés suivant leur expulsions par le centre de services scolaires de Montréal : plusieurs services de la Ville ont été impliqués pour trouver des locaux dans les différents quartiers;
- le fait que le site choisi était le seul disponible et fonctionnel pour les besoins du CPE;
- les conditions qui sont imposées pour réduire les nuisances causées par le bruit à l'intérieur et à l'extérieur de l'immeuble;

- le fait que l’arrondissement n’était pas au courant qu’un surplus de garderies existait dans le quartier;
- le fait que le CPE prodigue une offre de services de garde à faible coût pour les parents du quartier Saint-Michel et que sa clientèle existante a besoin que ses services soient maintenus;
- le fait que la relocalisation du CPE est approuvé par le ministère de la famille et que leurs procédures et critères d’analyse pour la relocalisation d’une installation ne sont pas connus par l’arrondissement.

À 19h30, l’assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce 24e jour du mois d’avril 2025.

_____	_____
Sylvain Ouellet, président de l’assemblée et conseiller de la ville - district de François-Perrault	Cynthia Kabis Plante, secrétaire de l’assemblée et agente de recherche

GARDERIE 1 2 3 EVEIL
3875, A BOULEVARD CRÉMAZIE EST
MONTRÉAL QUÉBEC H1Z K9
[redacted]

Objet : Objection à l'ouverture d'une garderie au 7930, 20e Avenue, Montréal

Chers membres de l'Assemblée générale de la Ville de Montréal,

Je vous écris aujourd'hui afin d'exprimer formellement mon objection à l'ouverture d'une garderie au 7930, 20e Avenue, Montréal.

Notre garderie est située juste à côté de l'emplacement prévu pour ce nouveau projet, séparée uniquement par un simple mur de clôture. Une telle proximité entre deux garderies soulève de sérieuses inquiétudes quant à la viabilité de notre établissement, qui fonctionne actuellement avec seulement 15 enfants sur une capacité totale de 42 — dont 5 partiront à l'école cet été.

Il est important de souligner qu'il y a déjà un **surplus de garderies** dans ce secteur, alors qu'on observe en parallèle un **manque flagrant d'enfants** à desservir. À titre d'exemple, **la garderie RITA**, située de l'autre côté du boulevard Crémazie, a dû fermer ses portes récemment pour cette raison. De même, la **garderie Aladin sur la rue Villeray** a également cessé ses activités. Ces fermetures sont des signaux clairs de la saturation du marché local.

L'ouverture d'un autre service de garde à cet emplacement pourrait donc non seulement compromettre la survie de notre garderie, mais aussi entraîner des **pertes d'emplois** et, en cas de fermeture, une **perte de revenus pour la Ville** en raison des taxes non perçues. C'est pourquoi nous vous demandons de **bien examiner l'impact** économique, social et humain que ce projet pourrait entraîner pour les services déjà en place.

Nous invitons également les futurs promoteurs de cette garderie à **réaliser une étude de marché sérieuse et rigoureuse**, afin de valider la pertinence d'un tel projet dans un secteur déjà saturé. Nous les encourageons même à venir visiter notre garderie afin de constater de visu la réalité du terrain, notamment le faible nombre d'enfants présents.

Nous espérons sincèrement que vous prendrez en considération ces éléments avant de prendre une décision qui pourrait avoir des conséquences majeures sur les services de garde existants et les familles que nous desservons.

Veuillez agréer, chers membres de l'Assemblée, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

[redacted]garderie 1 2 3 ÉVEIL
3875, A BOULEVARD CRÉMAZIE EST, MONTRÉAL QUÉBEC H1Z2K9
(514) 46-1027
garderie123eveil @gmail.com

MONTRÉAL, LE 23 AVRIL 2025

[redacted]

[redacted]

EDUCATRICE A LA GARDERIE 1 2 3 EVEIL

[redacted]

À l'attention des membres responsables du projet de la nouvelle garderie située au 7930, 20e Avenue, Montréal,

Chers membres,

Je me permets de vous écrire aujourd'hui en tant qu'éducatrice à la garderie **1, 2, 3 Éveil**, située mur à mur de la nouvelle garderie. Cela fait maintenant quatre ans que je travaille dans cet établissement, et je tiens à vous faire part de la réalité difficile que nous vivons.

Les dernières années ont été particulièrement éprouvantes pour notre équipe. Plusieurs de mes collègues ont malheureusement perdu leur emploi et sont encore aujourd'hui en recherche active de travail. Actuellement, nous fonctionnons avec des groupes réduits. Je suis responsable du groupe des enfants âgés de 3 à 5 ans. Cet été, cinq enfants de mon groupe entreront à l'école, ce qui ne laissera que trois enfants sous ma responsabilité.

Malgré nos efforts soutenus pour accueillir de nouveaux enfants, nous faisons face à de grandes difficultés. Nous avons récemment réussi à inscrire deux enfants pour le mois de juillet, ce qui m'a redonné un peu d'espoir quant à la possibilité de conserver mon poste.

Cependant, l'annonce d'une nouvelle garderie qui serait littéralement séparée de la nôtre par une simple clôture représente pour nous une réelle menace. Cette proximité extrême risque fort d'entraîner la fermeture de notre garderie, et donc la perte de mon emploi, ainsi que de ceux de mes collègues.

Je vis à cinq minutes de la garderie et je connais bien le quartier. Je peux témoigner qu'un grand nombre de garderies ont dû fermer leurs portes ces dernières années, et plusieurs éducatrices sont aujourd'hui sans emploi.

C'est pourquoi je vous demande, avec beaucoup de respect, de bien examiner ce projet avant de prendre une décision. L'ouverture d'une nouvelle garderie dans un secteur déjà saturé pourrait avoir des conséquences humaines importantes pour les travailleuses et travailleurs du milieu.

Merci de votre précieuse attention et de votre collaboration.

Veuillez recevoir, chers membres, mes salutations les plus distinguées.

[redacted]

Éducatrice, Garderie 1, 2, 3 Éveil

[redacted]

MONTRÉAL, LE 23 AVRIL 2025

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er avril 2025	Résolution: CA25 14 0088

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue ».

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par le maire suppléant de l'arrondissement, Sylvain Ouellet et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue ».

ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'adopter le projet de Règlement RCA25-14002 intitulé « Règlement sur l'agrandissement d'un bâtiment et son occupation à des fins de garderie sur la propriété située au 7930, 20e Avenue »;
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée de consultation relative à ce projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

40.04 1256996004

Sylvain OUELLET
_____
Maire suppléant d'arrondissement

Gabrielle GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 avril 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1256790002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14003 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » afin d'y introduire la permission pour un véhicule muni d'une vignette ou d'une plaque identifiant une personne handicapée de stationner pour une période d'au plus 120 minutes pendant les opérations d'entretien routier.

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension afin d'y introduire la permission pour un véhicule muni d'une vignette ou d'une plaque identifiant une personne handicapée de stationner pour une période d'au plus 120 minutes pendant les opérations d'entretien routier.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-03-20 17:39

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1256790002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14003 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » afin d'y introduire la permission pour un véhicule muni d'une vignette ou d'une plaque identifiant une personne handicapée de stationner pour une période d'au plus 120 minutes pendant les opérations d'entretien routier.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de règlement RCA25-14003 modifie le règlement C-4.1 sur la circulation et le stationnement, pour le territoire de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, afin d'exclure les véhicules détenant une vignette pour personnes handicapées à observer l'interdiction de stationner, d'au plus 120 minutes, lors d'opérations d'entretien routier. L'ancien règlement permettait à un véhicule, muni d'une vignette ou d'une plaque identifiant une personne handicapée, de stationner pour une période d'au plus 60 minutes pendant les opérations d'entretien routier qui duraient elle aussi 60 minutes. Par contre, la durée des opérations d'entretien routier a été changée à 120 minutes au courant de l'année 2024. Pour conserver le droit aux personnes handicapées de laisser leurs véhicules stationnés pendant les opérations d'entretien routier, le règlement sera changé pour passer à une durée de 120 minutes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Les modifications apportées à l'article 33 du règlement C-4.1 sur la circulation et le stationnement viennent augmenter la période durant laquelle les véhicules détenant une vignette pour personnes handicapées sont exclus de l'obligation à à observer l'interdiction de stationner durant les périodes de nettoyage des rues.

JUSTIFICATION

Le présent règlement permettra aux personnes handicapées de laisser leurs véhicules stationnés pendant les opérations d'entretien routier et ce, pour toute une durée de 120 minutes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, les travaux prévus dans le cadre de ce projet, contribuent à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 :

- Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoin. Permettre aux personnes handicapées de laisser leurs véhicules stationnés pendant les opérations d'entretien routier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La conséquence de ne pas adopter ce règlement serait d'empêcher les personnes handicapées de laisser leurs véhicules stationnés pendant les opérations d'entretien routier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'information sera transmise à l'Agence de mobilité durable et l'information sera diffusée sur nos plates-formes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion et dépôt du projet de règlement : 1er avril 2025
- Adoption du règlement : 6 mai 2025
- Entrée en vigueur : 6 mai 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

David FORTIER
Agent technique principal circulation

Tél : 263-363-1177
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-19

Jocelyn JOBIDON
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)

Tél : - -
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256790002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division - Mobilité et Études techniques
Objet :	Adopter le Règlement RCA25-14003 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » afin d'y introduire la permission pour un véhicule muni d'une vignette ou d'une plaque identifiant une personne handicapée de stationner pour une période d'au plus 120 minutes pendant les opérations d'entretien routier.

RCA25-14003-Modif_C-4.1-stationnement_pers._handicapé.doc

GDD 1256790002 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

David FORTIER
Agent technique principal circulation

Tél : 263-363-1177
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA25-14003

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT (RRVM, CHAPITRE C-4.1) POUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

***Vu** les articles 105 et 142 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4);*

***Vu** l'article 2 du Règlement du conseil de la Ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissements (08-055);*

À la séance du _____, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. À l'article 4, paragraphe 9°, les mots "1, 2 ou 3" sont modifiés par "1, 3 ou 4".

2. À l'article 33, des modifications sont apportées comme suit :
- remplacer le sous-paragraphe c), du paragraphe 1° du premier alinéa par « 2° d'au plus 120 minutes : s'il conduit un véhicule muni d'une vignette ou d'une plaque identifiant une personne handicapée, délivrée par l'Office des personnes handicapées du Québec, par la Société de l'assurance-automobile du Québec ou par une autre autorité administrative au Canada ou aux États-Unis »;
- remplacer le numéro du paragraphe 2° pour le numéro 3°
- remplacer le numéro du paragraphe 3° par le numéro 4°
- au paragraphe 3°, deuxième alinéa, modifier les mots « au sous-paragraphe c) du paragraphe 1° du premier alinéa» par « du paragraphe 2° du premier alinéa. ».

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

_____

Ce règlement a été promulgué par avis public affiché au Bureau accès Montréal de l'arrondissement et publié sur le site Internet de l'arrondissement le _____.

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er avril 2025	Avis de motion: CA25 14 0089

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA25-14003 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » afin d'y introduire la permission pour un véhicule muni d'une vignette ou d'une plaque identifiant une personne handicapée de stationner pour une période d'au plus 120 minutes pendant les opérations d'entretien routier.

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par le maire suppléant de l'arrondissement, Sylvain Ouellet et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA25-14003 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension ».

40.05 1256790002

Sylvain OUELLET
_____
Maire suppléant d'arrondissement

Gabrielle GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 avril 2025

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1256790002

Unité administrative responsable : Division Mobilité et Études techniques, Direction du développement du territoire.
Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension,
Projet : Adopter le Règlement RCA25-14003 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » afin d'y introduire la permission pour un véhicule muni d'une vignette ou d'une plaque identifiant une personne handicapée de stationner pour une période d'au plus 120 minutes pendant les opérations d'entretien routier.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Priorité 19 - Permettre aux personnes handicapées de continuer de laisser leurs véhicules stationnés pendant les opérations d'entretien routier.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1251010001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette à risque d'inondation.

adopter le Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-02-25 17:33

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1251010001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette à risque d'inondation.

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire addenda vise à déposer le procès-verbal de l'assemblée publique tenue le 20 mars 2025 et le rapport de consultation écrite tenue du 14 au 20 mars 2025.
La précision suivante doit être apportée au projet de règlement pour éviter toute confusion dans l'application réglementaire:

- Article 6: ajouter devant le mot margelle: devant une ouverture qui descend sous le niveau du sol.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
conseiller(-ere) en amenagement

514-868-3495
Tél :
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1251010001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette à risque d'inondation.



Rapport-consultation écrite_01-283-122.pdf



PR 01-283-122_modifié.docx



PV_AC_PR 01-283-122.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-868-3495
Télécop. : -

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT 01-283-122

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (01-283)

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du 2025, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. L'article 575.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 01-283 est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant :

« Lors du démantèlement d'une aire de stationnement intérieur, la partie extérieure de la voie d'accès en pente doit également être démantelée. Cette partie de terrain doit être nivelée, verdie et comporter des végétaux appartenant à au moins deux des trois strates suivantes :

1° herbacée (strate de végétation correspondant aux plantes herbacées);
2° arbustive (strate de végétation correspondant aux arbustes et plantes grimpantes);
3° arborée (strate de végétation correspondant aux arbres). ».

2. L'article 625 de ce règlement est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, un usage dérogatoire situé à un niveau inférieur au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé dans une zone identifiée à l'annexe A intitulée « Zones situées dans les secteurs de cuvette » ne peut être agrandi. ».

3. L'article 626 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le mot « autorisé », des mots « , sauf sous le niveau du rez-de-chaussée d'un bâtiment situé dans une zone identifiée à l'annexe A intitulée « Zones situées dans les secteurs de cuvette ».

4. L'article 631 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Dans une » par les mots « Sous réserve de l'article 665.62, dans une ».

5. Le deuxième alinéa de l'article 632 de ce règlement est abrogé.

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 665.61, de l'article suivant :

« **665.62. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX ZONES IDENTIFIÉES À L'ANNEXE A INTITULÉE « ZONES SITUÉES DANS LES SECTEURS DE CUVETTE** »

1° pour un usage des catégories H.1 à H.3, l'aménagement d'un espace habitable au sous-sol est autorisé aux conditions suivantes :

a) il constitue le prolongement d'un logement aménagé au rez-de-chaussée;
b) sa superficie est inférieure à 50 % de la superficie totale de l'espace qu'occupe le logement au rez-de-chaussée et aux étages supérieurs;
c) aucune ouverture n'est créée sur un mur de façade sous le niveau naturel du sol;
d) le terrain est nivelé pour éliminer toute pente négative vers le bâtiment;

2° pour un usage autre que celui visé au paragraphe 1°, sous le niveau du rez-de-chaussée, seuls sont autorisés :

a) une aire de stationnement;
b) une aire de chargement et déchargement;
c) une aire d'entreposage;
d) un espace de commodité, tel qu'une salle de lavage, une salle à déchets et un espace de rangement;
e) un espace destiné à un équipement mécanique;
f) un corridor permettant l'accès à une issue;

3° lors d'un changement d'usage résidentiel exercé au sous-sol à un autre usage non résidentiel, toute voie d'accès en pente, margelle en cour avant et cour anglaise en cour avant doit être démantelée et ces parties de terrain doivent être nivelées, verdies et comporter des végétaux appartenant à au moins deux des trois strates suivantes :

a) herbacée (strate de végétation correspondant aux plantes herbacées);
b) arbustive (strate de végétation correspondant aux arbustes et plantes grimpantes);
c) arborée (strate de végétation correspondant aux arbres);

4° les constructions suivantes ne sont pas autorisées dans une cour avant :

a) une margelle devant une ouverture qui descend sous le niveau du sol;
b) une cour anglaise;
c) une voie d'accès en pente menant au sous-sol;
d) un escalier extérieur menant au sous-sol. ».

7. La ligne intitulée « Articles visés » de la section intitulée « Dispositions particulières » de la rubrique intitulée « AUTRES DISPOSITIONS » de la « Grille des

usages et des normes » de l'annexe C de ce règlement est modifiée, à l'égard des zones H01-023, H01-028, H01-030, C01-032, H01-038, H01-039, H01-051, H01-070, E01-097, C01-102, C01-103, H01-111, H01-112, I01-113, I01-114, C01-117, E01-118, C01-119, I01-120, C01-121, E01-138, C01-146, C01-147, C01-148, H02-006, H02-007, H02-010, E02-012, H02-013, H02-015, H02-016, H02-017, H02-018, H02-023, H02-024, H02-025, H02-026, H02-027, H02-034, H02-035, H02-039, H02-040, H02-041, H02-042, H02-043, C02-063, C02-064, C02-066, H02-073, C02-116, H02-120, C02-143, C02-144, C02-150, H02-162, H02-164, H02-166, C02-172, H02-174, C02-175, C02-176, E02-177, E02-178, H02-179, E02-180, C02-181, H02-182, H02-183, C02-192, C02-199, H03-031, H03-033, H03-034, H03-036, H03-037, H03-038, H03-039, C03-040, C03-041, H03-042, H03-044, H03-045, E03-046, H03-047, H03-048, H03-049, H03-050, C03-052, H03-071, H03-072, C03-073, E03-074, H03-075, E03-076, H03-077, E03-078, H03-079, E03-080, H03-081, E03-082, C03-087, H03-089, H03-090, H03-091, H03-092, E03-093, H03-094, C03-095, C03-096, H03-097, E03-098, E03-099, E09-100, H03-101, H03-102, E03-103, H03-104, E03-105, H03-106, E03-107, E03-120, E03-124, H03-125, H03-126, H03-127, H03-128, C03-130, H04-002, C04-003, E04-004, H04-005, H04-012, E04-013, C04-014, H04-015, H04-016, H04-017, H04-020, E04-021, H04-022, H04-023, C04-024, H04-025, H04-026, E04-027, H04-028, C04-029, E04-030, E04-031, C04-032, H04-033, H04-034, E04-035, H04-036, C04-037, E04-038, H04-039, C04-040, H04-041, H04-042, C04-043, H04-044, E04-045, H04-046, H04-047, I04-048, C04-049, E04-050, H04-052, H04-053, H04-085, E04-093, I04-094, C04-107, C04-109, H04-110, H04-111, E04-112, H04-115, H04-116, E04-118, E04-119, H04-120, C04-121, E04-122, H04-123, H04-124, par l'ajout du numéro d'article « 665.62 ».

ANNEXE 1
ZONES SITUÉES DANS LES SECTEURS DE CUVETTE

_____

GDD : 1251010001

Rapport de consultation écrite

Consultation écrite du 14 au 20 mars 2025 à 16 h
01-283-122

Objet de la demande

Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette

Responsable du dossier

Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement, Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire

Déroulement de la consultation écrite

La demande a fait l'objet d'une consultation écrite d'une durée de 7 jours du 14 au 20 mars 2025, 16 h. Cette consultation écrite s'ajoute à une assemblée publique en personne qui aura lieu le 20 mars 2025. L'ensemble de la documentation relative à la demande était disponible en ligne à l'adresse internet suivante : https://montreal.ca/vsp à la rubrique « Connaître les prochaines assemblées publiques ». Il était possible de transmettre tout commentaire et toute question sur le projet via un formulaire disponible sur la page internet dédiée à la consultation.

Les documents suivants étaient disponibles sur la page internet de la consultation :

- Sommaire décisionnel
- Avis public
- Carte des secteur
- Projet de règlement

La tenue de la consultation a été annoncée par le biais d'un avis public publié sur le site internet de l'arrondissement. En tout temps, il était possible de rejoindre la responsable du dossier par téléphone.

Le formulaire électronique demandait les informations suivantes :

- Nom complet
- Adresse
- Adresse courriel
- Numéro de téléphone (facultatif)

- Quelles sont vos commentaires ou questions concernant le projet de règlement?

Participation à la consultation

Kevin Tayo, résident

Commentaires et questions

Aucune question ou commentaire n’a été reçu

Préparé par Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le jeudi 20 mars 2025 à 18h00, au 405, avenue Ogilvy relativement au premier projet du Règlement 01-283-122 intitulé « « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette. ».

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Mary Deros, présidente de l'assemblée et conseillère de la ville - district de Parc-Extension

Nathalie Vaillancourt, directrice de l'arrondissement
Marie-Ève Deguire, conseillère en planification
Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire
Remi Haf, conseiller en planification
Geneviève Boucher, cheffe de division, urbanisme et services aux entreprises
Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement
Cynthia Kabis Plante, secrétaire de l'assemblée et agente de recherche

Jean-François Desgroseillers, directeur de cabinet

Citoyens

Aucun citoyen ne s'est présenté.

2. Présentation et contexte du premier projet du règlement 01-283-122

Le projet de résolution n'est pas présenté, car aucun citoyen n'est présent pour ce dossier.

3. Période de questions et de commentaires

Aucun commentaire n'a été formulé.

À 18h15, l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce 20e jour du mois de mars 2025.

_____	_____
Mary Deros, présidente de l'assemblée et conseillère de la ville - district de Parc-Extension	Cynthia Kabis Plante, secrétaire de l'assemblée et agente de recherche

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1251010001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette à risque d'inondation.

CONTENU

CONTEXTE

Avec la croissance des bouleversements climatiques, les pluies abondantes qui entraînent des inondations risquent de s'intensifier. C'est pourquoi il est primordial que l'arrondissement adopte des normes pour rendre les bâtiments plus résilients à ces intempéries. Celles-ci contribueront à réduire les risques de sinistres qui affectent autant les biens que les personnes.
Pour ce faire, le Service de l'eau de la Ville de Montréal a identifié les secteurs topographiquement bas, communément appelés cuvettes. Les secteurs de cuvettes sont ceux où l'eau est susceptible de s'accumuler lorsque la capacité de rétention d'eau du sol et de la végétation est atteinte lors de forte pluie. Les secteurs les plus vulnérables correspondent, pour la grande majorité, aux endroits qui étaient autrefois traversés par des cours d'eau qui ont été canalisés. Ce sont donc à ces emplacements qu'il est proposé de restreindre les aménagements sous le niveau de trottoir.

Aussi, dans le but de protéger l'ensemble des bâtiments sur le territoire de l'arrondissement contre d'éventuelle inondation, il y a lieu de prévoir l'adoption de normes qui s'appliqueront à tous et qui consisteront à régir les interventions à l'extérieur, en cour avant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

1- Normes applicables à tout le territoire de l'arrondissement
Une disposition s'appliquera à l'ensemble du territoire. En effet, malgré que certaines portions de l'arrondissement ne se retrouvent pas dans des zones problématiques, il n'en demeure pas moins que nous souhaitons, à terme, réduire les risques d'inondations dans tous les bâtiments.

Il sera donc maintenant exigé que, lors du démantèlement d'une aire de stationnement intérieur, la partie extérieure de la voie en pente devra être démantelée et ensuite nivelée et

faire l'objet de verdissement.

2- Normes applicables dans les zones situées dans les secteurs de cuvette

Des normes spécifiques seront en vigueur dans les zones où le Service de l'eau de la Ville de Montréal a identifié des cuvettes continues sur des tronçons de rue et dans les secteurs où la Ville a reçu le plus de réclamations dans les dernières années reliées aux dommages causés par l'eau lors de fortes pluies. Ces zones seront identifiées sur une carte qui sera insérée en annexe du règlement.

Tout d'abord, l'agrandissement d'un usage dérogatoire ne sera plus permis sous le niveau du rez-de-chaussée.

Ensuite, l'aménagement d'un espace habitable au sous-sol sera autorisé uniquement pour les habitations de 1 à 3 logements. Cet espace devra être conforme aux conditions suivantes:
- il devra constituer le prolongement d'un logement aménagé au rez-de-chaussée;
- sa superficie devra être inférieure à 50 % de la superficie totale de l'espace qu'occupe le logement au rez-de-chaussée et aux étages supérieurs;
- aucune ouverture ne devra être créée sur un mur de façade sous le niveau naturel du sol;
- le terrain devra être nivelé pour éliminer toute pente négative vers le bâtiment.

Pour tous les autres usages, sous le niveau du rez-de-chaussée, seuls seront permis:
- une aire de stationnement;
- une aire de chargement et de déchargement;
- une aire d'entreposage;
- un espace de commodité, tel qu'une salle de lavage, une salle à déchets et un espace de rangement;
- un espace destiné à un équipement mécanique;
- un corridor permettant l'accès à une issue.

Lors d'un changement d'usage résidentiel exercé au sous-sol à un autre usage non-résidentiel, toute voie d'accès en pente, margelle en cour avant et cour anglaise en cour avant devra être démantelée et ces parties de terrain devront être nivelées et verdies.

En plus, les constructions suivantes ne seront plus autorisées dans une cour avant :
- une margelle;
- une cour anglaise;
- une voie d'accès en pente menant au sous-sol;
- un escalier extérieur menant au sous-sol.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis que ce projet de règlement devrait être adopté pour les raisons suivantes:
- les normes prescrites découlent des orientations du Plan climat 2020-2030 qui vise à augmenter la résilience des bâtiments aux aléas climatiques;
- il est conforme aux objectifs du plan d'urbanisme et de mobilité qui est en cours d'adoption ainsi qu'aux orientations du schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal;
- il contribuera à protéger les bâtiments, les personnes et leurs biens lors de forte pluie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Le projet est conforme aux objectifs de Montréal 2030. C'est pourquoi la grille Montréal 2030 est jointe au sommaire décisionnel.
Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce projet de règlement s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement 2025 concernant:
- les milieux de vie;
- la transition écologique et le verdissement.

Il est aussi conforme aux orientations du Plan climat 2020-2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet de règlement devra être adopté conformément aux orientations du Plan d'urbanisme et de mobilité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Avis public annonçant la consultation écrite et l'assemblée publique de consultation publié au bureau d'accès Montréal, sur le site internet de la ville ainsi que sur la propriété visée;
- Avis public annonçant la période d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption du premier projet de règlement;
- Consultation écrite: 14 au 20 mars 2025;
- Assemblée publique de consultation: 20 mars 2025;
- Adoption du second projet de règlement;
- Période d'approbation référendaire: en vertu de l'article 123 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (A-19.1), des dispositions sont susceptibles d'approbation référendaire;
- Adoption du règlement;
- Certificat de conformité;
- Mise en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-11

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1251010001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette à risque d'inondation.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints.

FICHIERS JOINTS

2025-02-04-PR 01-283-122.docx Annexe 1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, Droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-13

Alexandre AUGER
Avocat, Chef de division par intérim
Tél : 514-872-1436
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT 01-283-122

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (01-283)

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du 2025, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. L'article 575.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 01-283 est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant :

« Lors du démantèlement d'une aire de stationnement intérieur, la partie extérieure de la voie d'accès en pente doit également être démantelée. Cette partie de terrain doit être nivelée, verdie et comporter des végétaux appartenant à au moins deux des trois strates suivantes :

1° herbacée (strate de végétation correspondant aux plantes herbacées);
2° arbustive (strate de végétation correspondant aux arbustes et plantes grimpantes);
3° arborée (strate de végétation correspondant aux arbres). ».

2. L'article 625 de ce règlement est modifié par l'ajout de l'alinéa suivant :

« Malgré le premier alinéa, un usage dérogatoire situé à un niveau inférieur au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé dans une zone identifiée à l'annexe A intitulée « Zones situées dans les secteurs de cuvette » ne peut être agrandi. ».

3. L'article 626 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le mot « autorisé », des mots « , sauf sous le niveau du rez-de-chaussée d'un bâtiment situé dans une zone identifiée à l'annexe A intitulée « Zones situées dans les secteurs de cuvette » ».

4. L'article 631 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « Dans une » par les mots « Sous réserve de l'article 665.62, dans une ».

5. Le deuxième alinéa de l'article 632 de ce règlement est abrogé.

6. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 665.61, de l'article suivant :

« **665.62. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX ZONES IDENTIFIÉES À L'ANNEXE A INTITULÉE « ZONES SITUÉES DANS LES SECTEURS DE CUVETTE** »

1° pour un usage des catégories H.1 à H.3, l'aménagement d'un espace habitable au sous-sol est autorisé aux conditions suivantes :

a) il constitue le prolongement d'un logement aménagé au rez-de-chaussée;
b) sa superficie est inférieure à 50 % de la superficie totale de l'espace qu'occupe le logement au rez-de-chaussée et aux étages supérieurs;
c) aucune ouverture n'est créée sur un mur de façade sous le niveau naturel du sol;
d) le terrain est nivelé pour éliminer toute pente négative vers le bâtiment;

2° pour un usage autre que celui visé au paragraphe 1°, sous le niveau du rez-de-chaussée, seuls sont autorisés :

a) une aire de stationnement;
b) une aire de chargement et déchargement;
c) une aire d'entreposage;
d) un espace de commodité, tel qu'une salle de lavage, une salle à déchets et un espace de rangement;
e) un espace destiné à un équipement mécanique;
f) un corridor permettant l'accès à une issue;

3° lors d'un changement d'usage résidentiel exercé au sous-sol à un autre usage non résidentiel, toute voie d'accès en pente, margelle en cour avant et cour anglaise en cour avant doit être démantelée et ces parties de terrain doivent être nivelées, verdies et comporter des végétaux appartenant à au moins deux des trois strates suivantes :

a) herbacée (strate de végétation correspondant aux plantes herbacées);
b) arbustive (strate de végétation correspondant aux arbustes et plantes grimpantes);
c) arborée (strate de végétation correspondant aux arbres);

4° les constructions suivantes ne sont pas autorisées dans une cour avant :

a) une margelle;
b) une cour anglaise;
c) une voie d'accès en pente menant au sous-sol;
d) un escalier extérieur menant au sous-sol. ».

7. La ligne intitulée « Articles visés » de la section intitulée « Dispositions particulières » de la rubrique intitulée « AUTRES DISPOSITIONS » de la « Grille des usages et des normes » de l'annexe C de ce règlement est modifiée, à l'égard des zones H01-023, H01-028, H01-030, C01-032, H01-038, H01-039, H01-051, H01-070, E01-097, C01-102, C01-103, H01-111, H01-112, I01-113, I01-114, C01-117, E01-118, C01-119, I01-120, C01-121, E01-138, C01-146, C01-147, C01-148, H02-006, H02-007, H02-010, E02-012, H02-013, H02-015, H02-016, H02-017, H02-018, H02-023, H02-024, H02-025, H02-026, H02-027, H02-034, H02-035, H02-039, H02-040, H02-041, H02-042, H02-043, C02-063, C02-064, C02-066, H02-073, C02-116, H02-120, C02-143, C02-144, C02-150, H02-162, H02-164, H02-166, C02-172, H02-174, C02-175, C02-176, E02-177, E02-178, H02-179, E02-180, C02-181, H02-182, H02-183, C02-192, C02-199, H03-031, H03-033, H03-034, H03-036, H03-037, H03-038, H03-039, C03-040, C03-041, H03-042, H03-044, H03-045, E03-046, H03-047, H03-048, H03-049, H03-050, C03-052, H03-071, H03-072, C03-073, E03-074, H03-075, E03-076, H03-077, E03-078, H03-079, E03-080, H03-081, E03-082, C03-087, H03-089, H03-090, H03-091, H03-092, E03-093, H03-094, C03-095, C03-096, H03-097, E03-098, E03-099, E09-100, H03-101, H03-102, E03-103, H03-104, E03-105, H03-106, E03-107, E03-120, E03-124, H03-125, H03-126, H03-127, H03-128, C03-130, H04-002, C04-003, E04-004, H04-005, H04-012, E04-013, C04-014, H04-015, H04-016, H04-017, H04-020, E04-021, H04-022, H04-023, C04-024, H04-025, H04-026, E04-027, H04-028, C04-029, E04-030, E04-031, C04-032, H04-033, H04-034, E04-035, H04-036, C04-037, E04-038, H04-039, C04-040, H04-041, H04-042, C04-043, H04-044, E04-045, H04-046, H04-047, I04-048, C04-049, E04-050, H04-052, H04-053, H04-085, E04-093, I04-094, C04-107, C04-109, H04-110, H04-111, E04-112, H04-115, H04-116, E04-118, E04-119, H04-120, C04-121, E04-122, H04-123, H04-124, par l'ajout du numéro d'article « 665.62 ».

ANNEXE 1
ZONES SITUÉES DANS LES SECTEURS DE CUVETTE

GDD : 1251010001

ANNEXE A : ZONES SITUÉES DANS LES SECTEURS DE CUVETTE



Version 1.0
Échell m

Réalisa arc Létourneau, janvier 2025
VSMPI Division de l'urbanisme et des services aux entreprises

N:\Cartographie\03-Cartes thématiques\2-Modif Règlement\01-283 Zonage\01-283-122\01-283-122 - Annexe A.wor
N:\Cartographie\03-Cartes thématiques\2-Modif Règlement\01-283 Zonage\01-283-122\01-283-122 - Annexe A.pdf

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251010001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette à risque d'inondation.



gdd_grille_analyse_montreal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1251010001
Unité administrative responsable : Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension
Projet : Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision. Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalais et Montréalaise en matière d'habitation salubre, adéquat et abordable.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Priorité 2 : Verdir les espaces minéralisés dans le but d'augmenter la percolation de l'eau dans le sol en plus de contribuer à la réduction des îlots de chaleur. Priorité 7 : Augmenter la résilience des bâtiments aux inondations causées par les fortes pluies.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	x		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	x		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		x	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		x	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 11 mars 2025	Résolution: CA25 14 0053

Avis de motion, dépôt et adoption du premier projet de Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette.

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par la mairesse, et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

ADOPTION DU PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT

1. d'adopter le Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette;
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de règlement;

Adopté à l'unanimité.

40.04 1251010001

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Gabrielle GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 mars 2025

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er avril 2025	Résolution: CA25 14 0090

Adopter, avec modification, le second projet de Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette à risque d'inondation et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 20 mars 2025.

CONSIDÉRANT qu'avis de motion avec dispense de lecture du Règlement 01-283-122 modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) a été donné le 11 mars 2025, et le premier projet de règlement adopté lors de cette séance;

CONSIDÉRANT qu'une assemblée publique de consultation s'est tenue le 20 mars 2025, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 12 mars 2025;

CONSIDÉRANT que suite à cette assemblée, la modification suivante a été apportée au second projet de Règlement, par souci de précision :

- Article 6 : ajout de « devant une ouverture qui descend sous le niveau du sol » après le mot « margelle »;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er avril 2025;

CONSIDÉRANT que conformément à la Loi sur les cités et villes, tous les membres du conseil présents ont déclaré avoir lu le Règlement 01-283-122 et ont renoncé à sa lecture;

Il est proposé par Sylvain OUELLET

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'adopter, avec modification, le second projet de Règlement 01-283-122 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » visant à régir les usages et les interventions effectuées dans les zones situées dans les secteurs de cuvette.

Adopté à l'unanimité.

40.06 1251010001

Sylvain OUELLET
_____
Maire suppléant d'arrondissement

Gabrielle GAUTHIER
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 avril 2025

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1256996008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure à l'article 453.3 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'installation d'une enseigne de type nom d'immeuble sur le bâtiment situé au 9477, boulevard Pie-IX, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010).

d'accorder une dérogation mineure à l'article 453.3 du *Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension* afin de permettre l'installation d'une enseigne de type nom d'immeuble sur le bâtiment situé au 9477, boulevard Pie-IX, et ce, en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement* (RCA23-14010), aux conditions suivantes :
- que l'enseigne soit installée à plat sur le bâtiment et qu'elle soit composée de lettres ou de symboles apposés directement sur le mur, sans cadrage;
- que la superficie de l'enseigne soit d'au plus 1,6 m²;
- que sa longueur soit d'au plus 5,86 m;
- que l'enseigne ne soit pas éclairée.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 14:02

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1256996008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure à l'article 453.3 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'installation d'une enseigne de type nom d'immeuble sur le bâtiment situé au 9477, boulevard Pie-IX, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010) est déposée par la Mission Old Brewery visant l'autorisation d'installer une enseigne de type « nom d'immeuble » sur le bâtiment situé au 9477, boulevard Pie-IX, et ce, en dérogation à l'article 453.3 du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement concernant les noms d'immeuble. L'installation d'enseignes de ce type n'est pas autorisée pour les bâtiments d'une hauteur de moins de 4 étages. Or, la nouvelle construction sur cette propriété possède 3 étages.
En vertu des articles 8 et 10 du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement, la demande est déposée au comité consultatif d'urbanisme pour recommandation et au conseil d'arrondissement pour autorisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 14 0206 - 1228053010 - 5 juillet 2022 : Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), la modification de la résolution CA22 14 0111 visant la construction d'un bâtiment de 3 étages abritant 27 logements réalisés dans le cadre du programme AccèsLogis et de l'Initiative pour la création rapide de logements sur la propriété située au 9477, boulevard Pie-IX.
CA22 14 0111 - 1228053002 - 5 avril 2022 : Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un bâtiment de 3 étages abritant 27 logements réalisés dans le cadre du programme AccèsLogis et de l'Initiative pour la création rapide de logements sur la propriété située au 9477, boulevard Pie-IX.

CA22 14 0112 - 1228053003 - 5 avril 2022 : Édicter une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 9477, boulevard Pie-IX de l'obligation de fournir 10 unités de stationnement sur sa propriété, et ce, en vertu de l'article 554.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

DESCRIPTION

La présente demande vise une nouvelle construction qui consiste en un immeuble de 3 étages et de 27 logements, ainsi qu'un espace communautaire. Ce projet a été financé par le programme AccèsLogis - volet 3, ainsi que par l'ICRL. Géré par la Mission Old Brewery, le bâtiment est destiné principalement aux personnes seules majoritairement âgées de 50 ans et plus. Il est prévu qu'au moins un intervenant soit sur place sur une base régulière pour assurer la sécurité des résidents et pour leur offrir du soutien. Les travaux de construction du bâtiment sont presque terminés et il accueillera bientôt ses premiers locataires.

Réglementation applicable

La propriété visée chevauche 2 zones au Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement.

Zone C04-109 (boulevard Pie-IX) :

- Usages prescrits : C.4, H
- Hauteur : 3 étages, max. 11 m
- Mode d'implantation : Contigu
- Taux d'implantation : Max. 60 % x 1,2 = 72 % (terrain de coin)
- Marge avant principale : 4-5 m
- Marge avant secondaire : 0-3 m
- Marge latérale : Min. 1,5 m

Zone H04-110 (56e Rue) :

- Usages prescrits : H.2-4
- Hauteur : 2-3 étages, max. 11 m
- Mode d'implantation : Contigu
- Taux d'implantation : Max. 65 %
- Marge avant principale : 4-5 m
- Marge avant secondaire : 0-3 m
- Marge latérale : Min. 1,5 m

Caractéristiques de la propriété et de son milieu d'insertion

La propriété visée est située sur le boulevard Pie-IX à l'intersection de la 56e Rue, près de la limite de l'arrondissement de Montréal-Nord. Elle partage une tête d'îlot avec un terrain appartenant à Hydro-Québec sur lequel est aménagé un jardin communautaire. On retrouve également un poste de transformation à l'ouest. Les propriétés voisines sur la 56e Rue sont constituées d'immeubles résidentiels de 2 ou de 3 étages. Le secteur est desservi par la gare Saint-Michel–Montréal-Nord de la ligne de trains de banlieue Mascouche. De plus, une station du service rapide par bus (SRB) Pie-IX est située devant la propriété.

Dérogation demandée

Mission Old Brewery a choisi de nommer le nouvel immeuble « Pavillon Mirella et Lino Saputo » en l'honneur de cette famille, qui a généreusement contribué au financement du projet. Ainsi, l'organisme souhaite afficher le nom du pavillon sur la façade de l'édifice. Il s'était informé auprès de l'arrondissement en 2023 pour connaître les normes à cet effet. Toutefois, la réglementation sur les enseignes a ensuite été modifiée, en mai 2023, pour réserver les enseignes de type « nom d'immeuble » aux constructions de 4 étages et plus. Seule une enseigne de 0,2 m² de superficie maximale peut être installée sur l'immeuble de 3 étages, et ce, sans permis. Cela permet, par exemple, l'installation d'une plaque de 40 cm x 40 cm. L'organisme a appris ces informations au moment du dépôt de la demande de permis d'enseigne, alors qu'une entente avec le donateur lui garantissant l'affichage du nom du bâtiment avait déjà été conclue depuis longtemps. Quelques semaines auparavant, les chargés de projet s'étaient pourtant informés auprès de l'arrondissement pour connaître les dispositions concernant les enseignes, mais l'information reçue concernait les enseignes autorisées pour des commerces bénéficiant d'un quota de superficie d'affichage, et non pour les « noms d'immeuble », ce qui a eu pour effet d'induire l'organisme en erreur.

En soit, la nouvelle réglementation cause préjudice au requérant par le fait que l'immeuble, bien qu'il soit de petit gabarit (3 étages/27 logements), possède une vocation institutionnelle de par la clientèle qu'il accueille, et appartient à un OBNL qui gère plusieurs immeubles de ce type, expliquant la nécessité d'afficher un nom d'immeuble.

À noter que les enseignes installées par les institutions gouvernementales (écoles, hôpitaux, etc.,) ne sont pas régies par les mêmes dispositions du Règlement de zonage.

L'octroi de la dérogation mineure vise donc à permettre l'installation d'une enseigne de 5,86 m de longueur et d'une superficie de 1,53 m². Celle-ci serait composée d'un lettrage détaché en aluminium peint de couleur brun foncé et éclairé par une barre horizontale projetant la lumière à partir du bas de l'enseigne. L'enseigne serait installée à plat sur la façade donnant sur le boulevard Pie-IX, du côté gauche, au-dessus de la fenestration.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire (DDT) est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;
- l'application de l'article 453.3 du Règlement de zonage cause un préjudice sérieux au requérant en raison de la vocation partiellement institutionnelle de l'immeuble, justifiant la volonté d'afficher un nom d'immeuble;
- la dérogation mineure demandée ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, à leur droit de propriété considérant qu'il s'agit d'une enseigne qui sera installée face au boulevard Pie-IX et à un terrain de stationnement;
- la demande n'a pas pour effet d'aggraver les risques en matière de sécurité ou de santé publiques ou de porter atteinte à la qualité de l'environnement ou au bien-être général;
- la demande est déposée alors que l'enseigne n'a pas encore été fabriquée ni installée.

La Direction suggère toutefois d'imposer les conditions suivantes :

- que l'enseigne soit installée à plat sur le bâtiment et qu'elle soit composée de lettres ou de symboles apposés directement sur le mur, sans cadrage;
- que la superficie de l'enseigne soit d'au plus 1,6 m²;
- que sa longueur soit d'au plus 5,86 m.

À sa séance du 9 avril 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable à la demande, aux mêmes conditions que celles suggérées par la DDT, en ajoutant la condition suivante :

- que l'enseigne ne soit pas éclairée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande de dérogation mineure : 615 $ (OBNL).

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier décisionnel, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion,

équité et accessibilité universelle ne s'appliquent pas. C'est pourquoi la grille d'analyse Montréal 2030 n'est pas jointe au dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Parution d'un avis public sur le site Internet de l'arrondissement précisant la nature de la demande de dérogation mineure et annonçant la séance du conseil d'arrondissement à laquelle le conseil doit statuer sur cette demande;
Affichage sur l'immeuble visé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du certificat d'affichage.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256996008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Accorder une dérogation mineure à l'article 453.3 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'installation d'une enseigne de type nom d'immeuble sur le bâtiment situé au 9477, boulevard Pie-IX, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010).



Localisation du site.pngNormes reglementaires.pdfDM_Conditions.pdf

CCU_PV_2025-04-09.pdfPlan enseigne.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

6.4 DM : 9477, boul. Pie-IX	
Présenté par	**Invités**
Annie Robitaille Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Accorder une dérogation mineure à l'article 453.3 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'installation d'une enseigne de type nom d'immeuble sur le bâtiment situé au 9477, boulevard Pie-IX, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010).

Commentaires

Les commentaires ont porté sur:

- l’emplacement de la lumière par rapport aux lettres, la direction de sa projection et l’ombrage qu’elle créera autour et derrière les lettres;
- la possibilité d’autoriser plusieurs options pour l’éclairage;
- l’éclairage indirect par projection vers le haut qui n’est pas autorisé (pollution lumineuse);
- la possibilité d’exiger un éclairage du haut vers le bas et le risque que la lumière soit projetée jusqu’aux fenêtres des logements;
- la condition visant l’installation d’une enseigne à plat en lettres apposées directement sur le mur (lettres détachées sans cadrage);
- la projection de l’éclairage qui créera des ombres sur la façade;
- la sobriété énergétique et l’éclairage non essentielle pour cette enseigne étant donné l’usage du bâtiment;
- la représentation non réaliste dans le plan;
- l’ombrage qui sera créée même le jour;
- l’enseigne qui, outre l’éclairage, est sobre.

CCU25-04-09-DM01	**Résultat : Favorable**

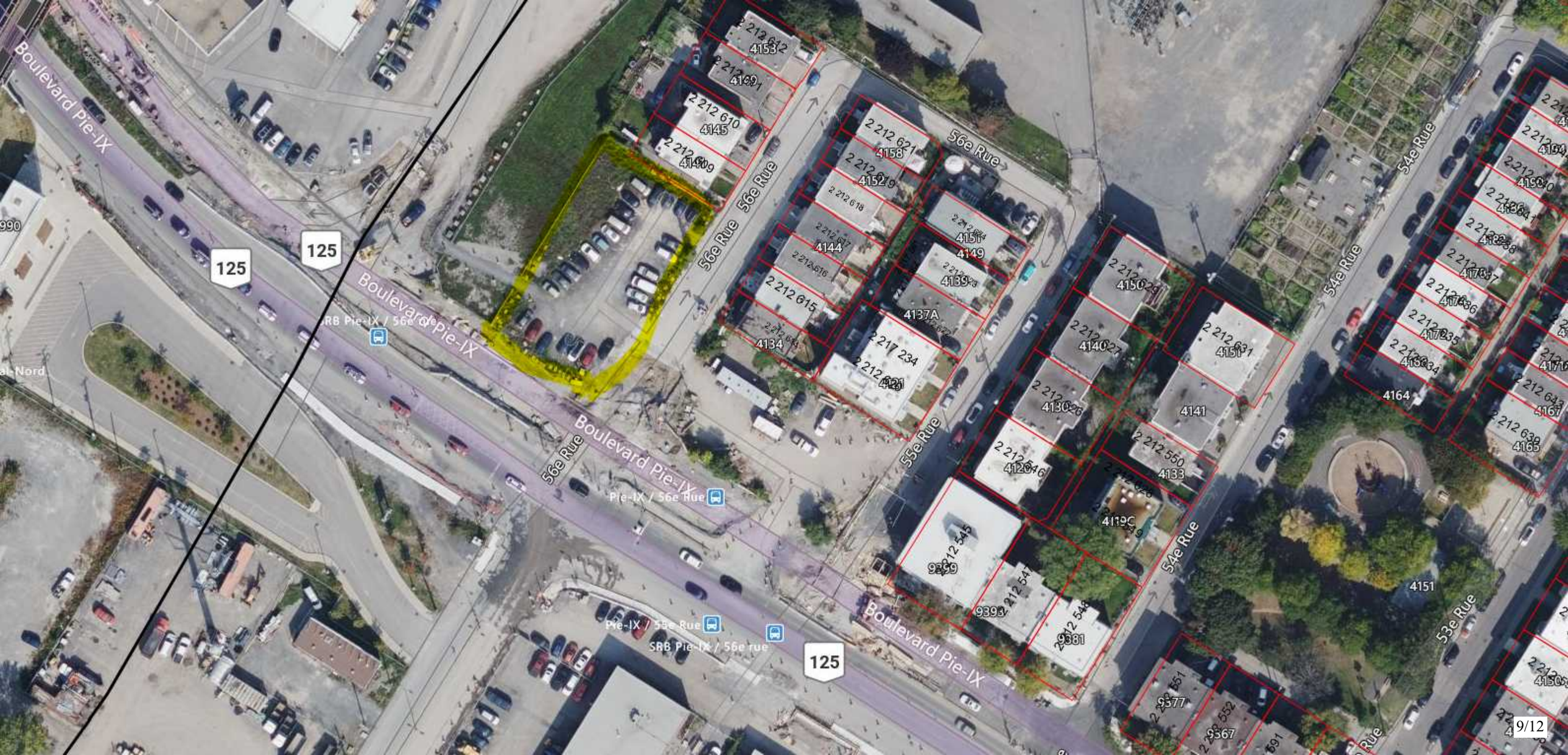
CONSIDÉRANT

L’évaluation de la demande en fonction des conditions selon lesquelles une dérogation mineure peut être accordée;

Les membres du comité recommandent au conseil d’arrondissement d’accepter la demande soumise telle que présentée, et ce, aux conditions suivantes :

- que l’enseigne soit installée à plat sur le bâtiment et qu'elle soit composée de lettres ou de symboles apposés directement sur le mur, sans cadrage;
- que la superficie de l'enseigne soit d'au plus 1,6 m^2;
- que sa longueur soit d'au plus 5,86 m;
- que l’enseigne ne soit pas éclairée.

Il est proposé par Galo Reinoso
appuyé par Bruno Morin
ADOPTÉ à l'unanimité.


Boulevard Pie-IX
125
56e Rue
55e Rue
54e Rue
53e Rue
Pie-IX / 56e Rue
SRB Pie-IX / 56e rue
Pie-IX / 55e Rue
4153
4145
4158
4151
4149
4144
4137A
4134
4150
4140
4130
4120
4141
4133
4164
4167
4163
4151
4119
9377
9367
9399
9393
9381

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : C04-109**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation			H					
Commerce		C.4						
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)	D						
Café-terrasse autorisé		X						

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/11	0/11					
En étage	min/max	3/3	3/3					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/60	0/60					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	4/5	4/5					
Avant secondaire	min/max (m)	0/3	0/3					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40	10/40					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80	80					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

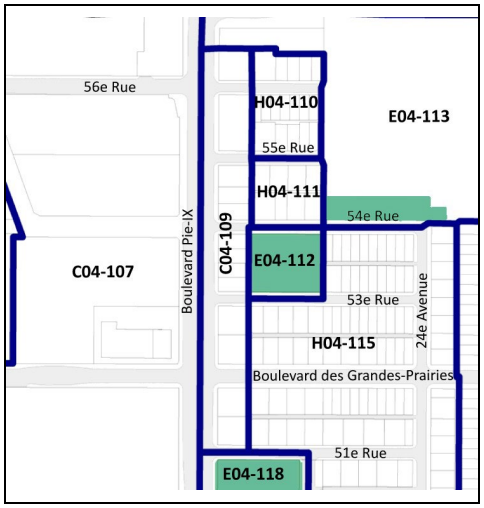
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-2
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	4
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19)
01-283-116 (2023-04-04)
01-283-119 (2024-09-03)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Extrait du *RÈGLEMENT SUR LES DÉROGATIONS MINEURES* (RCA23-14010)
DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY−SAINT-MICHEL−PARC-EXTENSION

4. Une dérogation mineure ne peut être accordée que si toutes les conditions suivantes sont respectées :

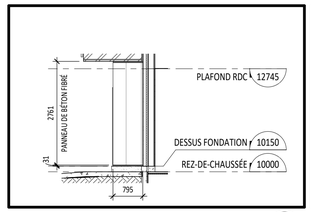
1. elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;

2. l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la personne qui la demande;

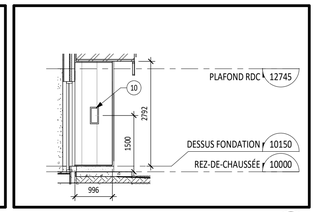
3. elle ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

4. elle n'a pas pour effet d'aggraver les risques en matière de sécurité ou de santé publiques ou de porter atteinte à la qualité de l'environnement ou au bien-être général;

5. dans le cas de travaux en cours ou déjà réalisés, ceux-ci ont fait l'objet d'un permis de construction et ont été effectués de bonne foi.



ÉLÉVATION PARTIELLE GAUCHE DE L'ENTRÉE 4 / A-301
1 : 75



ÉLÉVATION PARTIELLE DROITE DE L'ENTRÉE 3 / A-301
1 : 75

NOTES SPÉCIFIQUES :

1. MARQUISE, VOIR DÉTAIL 4/A-107
2. SOLIN MÉTALLIQUE, VOIR DEVIS
3. AFFICHAGE, VOIR DEVIS
4. BALCON ET GARDE-CORPS EN ACIER GALVANISÉ PEINT, COULEUR VOIR DEVIS, VOIR DÉTAIL 2/A-503
5. BALCON EN BÉTON ET GARDE-CORPS EN ACIER GALVANISÉ AU REZ-DE-CHAUSSÉE, VOIR DÉTAILS 3/A-502
6. PORTE COCHÈRE TYPE OMÉGA, VOIR DEVIS
7. N.A.
8. POTEAU HYDRO-QUÉBEC ET FIL MOYENNE-TENSION
9. PORTE PEINTE TEL QUE MUR, VOIR DEVIS
10. INTERCOM (VOIR ING. MÉC.) POSITION @ COORDONER AU CHANTIER
11. BLACON SUR PLOTS ET GARDE-CORPS EN ACIER GALVANISÉ, VOIR DÉTAILS 10/A-505
12. APPENTIS DE L'ASCENSEUR, VOIR DÉTAILS 4/A-106
13. TRAPPE D'ACCÈS AU TOIT, MODÈLE VOIR DEVIS ET DÉTAIL VOIR 7/A-107
14. HSS EN ACIER GALVANISER, VOIR ING. STRUCTURE

NOTES GÉNÉRALES DE CONSTRUCTION

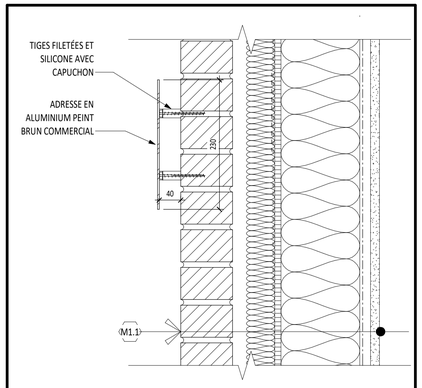
- VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS AU CHANTIER, RAPPORTER TOUTES LES DIFFÉRENCES À L'ARCHITECTE DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS.
- LE NIVEAU DE L'IMPLANTATION 10000 EN ARCHITECTURE ÉQUIVAUT AU NIVEAU 36.80 GÉODÉSIQUE
- LES NIVEAUX TOPOGRAPHIQUES ET LES PENTES DE DRAINAGE SONT INDIQUÉS SUR LES PLANS D'ING. CIVIL

LÉGENDE STANDARD :

- (X) TYPE DE PORTE / FENÊTRE, VOIR TABLEAU DES FENÊTRES ET PORTES EXTÉRIEURES
- LINTEAU LIBRE, VOIR ING. STRUCTURE
- XXXXX BULLE DE NIVEAU
- XX / A-XXX BULLE DE RENVOIE VERS COUPE (NUMÉRO DE DÉTAIL / NUMÉRO DE PAGE)
- B1 PAREMENT DE BRIQUE DE TYPE 1
- B2 PAREMENT DE BRIQUE DE TYPE 2
- B3 PAREMENT DE BRIQUE DE TYPE 3
- JOINT D'EXPANSION VERTICAL DE BRIQUE, VOIR DÉTAIL 14/A-504
- P1 REVÊTEMENT EN PANNEAUX DE BÉTON FIBRÉS DE HAUTE-DENSITÉ AVEC SYSTÈME DE VIS APPARENTES ET FONDS DE JOINTS, COULEUR TEL QUE GENTEX 265, VOIR DEVIS
- REVÊTEMENT EN ACIER DE COULEUR BRUN, VOIR DEVIS
- BÉTON APPARENT AVEC FINI LISSE, VOIR ING. STRUCTURE
- MEMBRANE DE FINITION, VOIR DEVIS
- ÉCLAIRAGE EXTÉRIEUR, VOIR ING. ÉLECTRIQUE
- GARGOUILLE/DALOT, VOIR DÉTAIL 4/A-107



ÉLÉVATION SUD - PIE-IX 2 / A-301
1 : 75



DÉTAIL - ANCRAGE LETTRAGE SUR BRIQUE 5 / A-301
1 : 5



ÉLÉVATION EST - 56E RUE 1 / A-301
1 : 75

RÉVISION POUR ARRONDISSEMENT	27/02/2024	15
POUR CONSTRUCTION	26/06/2023	11
POUR SOUMISSION	23/02/2023	10
DÉPÔT 4	26/10/2022	9
DÉPÔT 3	21/07/2022	8
POUR ANALYSE RÉGLEMENTAIRE RÉV 01	17/05/2022	6
POUR ANALYSE RÉGLEMENTAIRE	28/02/2022	5
DÉPÔT 2	27/10/2021	4
RÉVISIONS	**JJ/MM/AAAA**	**X**

RAYSIDE | LABOSSIÈRE
Architecture Design Développement urbain
1215, rue Ontario Est Montréal (Québec) H2L 2R5
t 514.935.6684 f 514.935.7620 c info@rayside.qc.ca www.rayside.qc.ca

INGÉNIEUR:
GROUPE CÉMEC EXPERTS-CONSEILS
700, RTE DE LA CITÉ DES JEUNES, SUITE 3
SAINT-LAZARE (QUÉBEC) J7T 2B5

INGÉNIEUR:
POINCARÉ INGÉNIERIE
5570 AVENUE CASGRAIN, BUREAU 201
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2T 1X9
514 312 6942

PROJET:
MISSION OLD BREWERY _ 9477 Pie IX

TITRE:
ÉLÉVATIONS EST, ÉLÉVATION SUD & ÉLÉVATIONS PARTIELLES ALCOVE D'ENTRÉE

No. PROJET:	SUPERVISÉ PAR:
220210	M.A.
DESSINÉ PAR:	APPROUVÉ PAR:
M.R. M.H.	A.L.
ÉCHELLE:	DATE:
TEL QU'INDIQUÉ	27/02/2024

SCEAU:
Ordre des architectes du Québec
FÉLIX-ANTONIN LABOSSIÈRE ARCHITECTE

ARCHITECTURE **A-301**

POUR CONSTRUCTION

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1256996006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure à l'article 89.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'ajout et la modification de certaines ouvertures sur le bâtiment situé au 7011, 9e Avenue, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010).

d'accorder une dérogation mineure à l'article 89.1 du *Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension* afin de permettre l'ajout et la modification de certaines ouvertures sur le bâtiment situé au 7011, 9e Avenue, et ce, en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement* (RCA23-14010).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-22 18:29

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256996006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure à l'article 89.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'ajout et la modification de certaines ouvertures sur le bâtiment situé au 7011, 9e Avenue, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010) est déposée visant l'autorisation d'ajouter et de modifier certaines ouvertures sur le bâtiment situé au 7011, 9^{e} Avenue, et ce, en dérogation à l'article 89.1 du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement concernant les normes applicables en secteur d'intérêt patrimonial.
En vertu des articles 8 et 10 du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement, la demande est déposée au comité consultatif d'urbanisme pour recommandation et au conseil d'arrondissement pour autorisation.

Une demande pour l'approbation en PIIA d'un projet d'agrandissement du bâtiment est également soumise simultanément au conseil d'arrondissement (GDD numéro 1256996005).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Réglementation applicable
Règlement de zonage 01-283, zone H03-085 :
- Usages : H.1
- Hauteur : 1 étage (+ étage sous les combles) et 9 m maximum
- Taux d'implantation : 0 à 35 %
- Mode d'implantation : isolé
- Marge avant principale : 5 à 7,5 m
- Marge latérale : min. 1,5 m
- Secteur d'intérêt patrimonial : F

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
La propriété est implantée sur la 9^{e} Avenue, au nord de la rue Bélanger. Elle est située à la

frontière d'un secteur composé de maisons d'inspiration d'après-guerre construites dans les années 50. Ces résidences d'un étage et demi, à toiture à deux versants, sont implantées en isolé sur leur lot, avec une marge avant relativement généreuse. Elles sont revêtues de clin posé à l'horizontale. La plupart des propriétés possèdent une allée de stationnement sur le côté, menant parfois à un garage ajouté à la maison après sa construction. De grands arbres matures bordent la rue.

La maison visée date de 1950 et possède une apparence similaire à ses voisines, mais se distingue par son implantation qui est différente des autres, puisque la porte d'entrée est située sur le côté de la maison et que le faîte du toit est perpendiculaire à la rue plutôt que parallèle. Ainsi, la « façade principale » ne fait pas face à la rue comme c'est le cas habituellement. Le mur implanté en façade est traité comme un mur latéral comportant peu d'ouvertures. Selon le propriétaire, la maison était adjacente à un champ au moment de sa construction, ce qui expliquerait peut-être son implantation particulière. Seule sa voisine immédiate comporte le même type d'implantation, mais elle a été largement modifiée depuis sa construction, notamment par l'ajout d'une fenêtre en façade et d'un agrandissement latéral.

Dérogation demandée
Les propriétaires de la maison souhaitent ajouter deux ouvertures, soit une fenêtre au rez-de-chaussée et une au sous-sol, sur la façade de la maison. Sur le côté sud, ils souhaitent également remplacer une baie vitrée et une porte par une fenêtre haute de format horizontal. À cet endroit, le petit perron existant serait retiré. Ces demandes sont en lien avec un projet de rénovation intérieure et extérieure de la maison, incluant l'agrandissement du vestibule de l'entrée. Or, les dispositions du Règlement de zonage 01-283 relatives aux secteurs d'intérêt patrimonial ne permettent pas l'ajout d'ouvertures ou leur modification, lorsque ces éléments sont visibles de la voie publique. Il est plutôt exigé de préserver l'apparence d'origine de la façade, notamment en ce qui a trait à la disposition et aux dimensions des ouvertures et des saillies. Toutefois, dans ce cas-ci, la maison est implantée de façon particulière par rapport à la rue, ce qui a pour effet que cette réglementation lui cause un préjudice. Le mur comportant de plus grandes ouvertures fait face au voisin au lieu de faire face à la rue. Cela pose des enjeux d'intimité pour les occupants. De plus, les ouvertures et la saillie du côté sud donnent sur l'allée de stationnement, ce qui n'est pas tellement intéressant ni pratique. La saillie empiète d'ailleurs dans l'espace devant servir à l'aménagement d'une unité de stationnement en cour latérale conformément à la réglementation (qui l'interdit en cour avant). Enfin, l'aspect plutôt « aveugle » de la façade de la maison détonne par rapport au milieu d'insertion et à ce qui est normalement souhaité pour un usage résidentiel. On peut également observer que la maison « jumelle » du côté nord a, quant à elle, a subi plusieurs modifications permettant de remédier à ces problématiques. Celles-ci ont probablement été autorisées à une époque où la réglementation pour ce secteur était moins contraignante.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;
- l'application de l'article 89.1 du Règlement de zonage cause un préjudice sérieux au requérant en raison de l'implantation de la maison qui est positionnée de façon perpendiculaire à la rue, contrairement au reste du voisinage : la fenestration est plus généreuse du côté des voisins, ce qui génère notamment des enjeux d'intimité;
- la dérogation mineure demandée ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, à leur droit de propriété considérant que la réduction de la fenestration du côté sud et le retrait de la saillie amènera plus d'intimité aux occupants de l'immeuble voisin;
- la demande n'a pas pour effet d'aggraver les risques en matière de sécurité ou de

santé publiques ou de porter atteinte à la qualité de l'environnement ou au bien-être général;
- la demande est déposée dans le cadre d'une demande de permis de transformation et les travaux ne sont pas encore débutés.

À sa séance du 9 avril 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable à la demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande de dérogation mineure : 3 075 $
Frais de permis : 2 940 $
Valeur des travaux : 300 000 $

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier décisionnel, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s'appliquent pas. C'est pourquoi la grille d'analyse Montréal 2030 n'est pas jointe au dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Parution d'un avis public sur le site Internet de l'arrondissement précisant la nature de la demande de dérogation mineure et annonçant la séance du conseil d'arrondissement à laquelle le conseil doit statuer sur cette demande;
Affichage sur l'immeuble visé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256996006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Accorder une dérogation mineure à l'article 89.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'ajout et la modification de certaines ouvertures sur le bâtiment situé au 7011, 9e Avenue, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010).



Localisation du site.png

Normes reglementaires.pdf

DM_Conditions.pdf

CCU_PV_2025-04-09_DM.pdf

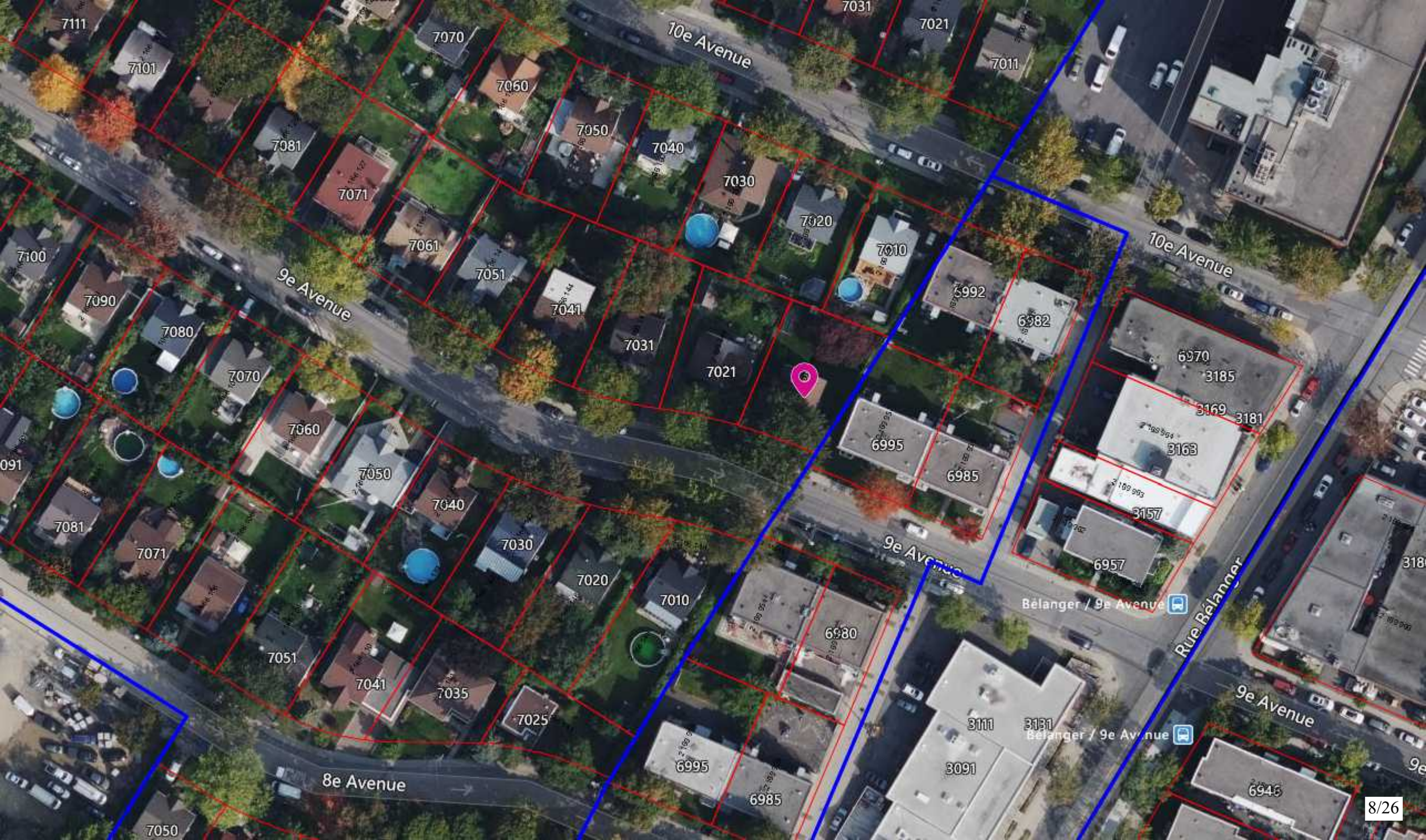
Plans architecture.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

6.6 DM : 7011, 9e avenue	
Présenté par	**Invités**
Annie Robitaille Conseillère en aménagement	Aucun
Objet	
Accorder une dérogation mineure à l'article 89.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'ajout et la modification de certaines ouvertures sur le bâtiment situé au 7011, 9e Avenue, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA23-14010).	
Commentaires	
Aucun commentaire n'a été formulé.	
CCU25-04-09-DM02	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L'évaluation de la demande en fonction des conditions selon lesquelles une dérogation mineure peut être accordée; Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée. Il est proposé par Bruno Morin appuyé par Camilla Chiari ADOPTÉ à l'unanimité.	


10e Avenue
9e Avenue
8e Avenue
Rue Bélanger
Bélanger / 9e Avenue
7111
7101
7081
7071
7061
7051
7041
7031
7021
7011
7100
7090
7080
7070
7060
7050
7040
7030
7020
7010
6992
6982
6995
6985
6980
6970
3185
3169
3181
3163
3157
6957
3111
3131
3091
6946
7025
7035

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : H03-085**

Catégories d'usages autorisées		Principal							
Habitation		H.1							
Commerce									
Industrie									
Équipements collectifs et institutionnels									
Niveaux de bâtiment autorisés									
Rez-de-chaussée (RDC)									
Inférieurs au RDC									
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)								
Tous sauf le RDC									
Tous les niveaux		X							
Autres exigences particulières									
Usages uniquement autorisés									
Usages exclus									
Nombre de logements maximal									
Superficie des usages spécifiques	max (m2)								
Distance entre deux restaurants	min (m)								
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)								
Café-terrasse autorisé									

CADRE BÂTI

Hauteur									
En mètre	min/max (m)	0/9							
En étage	min/max	1/1 (i)							
Implantation et densité									
Largeur du terrain	min (m)	15							
Mode d'implantation	(I-J-C)	I							
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/35							
Densité	min/max	-							
Marges									
Avant principale	min/max (m)	5/7,5							
Avant secondaire	min/max (m)	-							
Latérale	min (m)	1,5							
Arrière	min (m)	3							
Apparence d'un bâtiment									
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40(ii)							
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80 (ii)							
Patrimoine									
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	F							

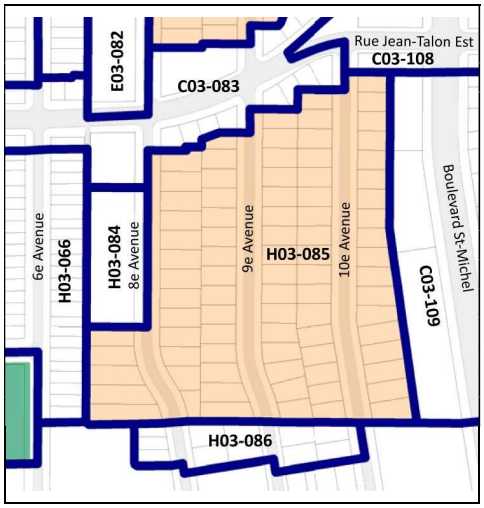
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières (i)Un étage supplémentaire sous les combles est autorisé (art.20) (ii) Ces normes peuvent être plus restrictives pour les interventions assujetties au Chapitre VIII du Titre II intitulé « Secteurs et immeubles d'intérêt patrimonial et bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur ».	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	2
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-116 (2023-04-04)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Extrait du *RÈGLEMENT SUR LES DÉROGATIONS MINEURES* (RCA23-14010)
DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY−SAINT-MICHEL−PARC-EXTENSION

4. Une dérogation mineure ne peut être accordée que si toutes les conditions suivantes sont respectées :

1. elle respecte les objectifs du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;

2. l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la personne qui la demande;

3. elle ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

4. elle n'a pas pour effet d'aggraver les risques en matière de sécurité ou de santé publiques ou de porter atteinte à la qualité de l'environnement ou au bien-être général;

5. dans le cas de travaux en cours ou déjà réalisés, ceux-ci ont fait l'objet d'un permis de construction et ont été effectués de bonne foi.

Liste des déssins

Couvert Couverture

A-100 Etendue des prestations

A-101 Terrain et au zonage

A-102 Plan sous-sol proposé

A-103 Plan rez-de-chaussée proposé

A-104 Plan deuxième étage proposé

A-105 Plan du toit

A-201 Façades Sud & West proposées

A-202 Façades Nord & Est proposées

A-301 Coupe A & B

A-302 Légendes

A-401 Nomenclature des portes et fenêtres

A-403 Devis descriptif & feuille de métré.

D-101 Plans de démolition

RA-101 Plans existants

RA-102 Façades existantes

RA-103 Coupe existante



habit STUDIO

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Maître d'oeuvre

habit studio
5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Entrepreneur

Ingénieur de structure

Ingénieur génie civil

Intention de la conception

standards

-Tous les matériaux ainsi que la main-d'œuvre doivent être d'excellente qualité. Veuillez essayer de vous approvisionner autant que possible en matériaux locaux et respectueux de l'environnement. L'entrepreneur est encouragé à suggérer des méthodes et des matériaux alternatifs lorsqu'ils représentent des économies de coûts et/ou de meilleures pratiques de construction tout en conservant l'intention de la conception et l'approbation de l'architecte et du client.

-L'entrepreneur doit fournir au maître de l'ouvrage des garanties écrites pour tous les matériaux et la main-d'œuvre pendant une période d'au moins un an après l'achèvement des travaux (le cas échéant). Les matériaux ou les travaux jugés défectueux ou a risques à ce moment-là seront remplacés ou réparés par l'entrepreneur sans frais supplémentaires pour le maître de l'ouvrage. Le matériel et les travaux remplacés bénéficieront de la même garantie et caution que les travaux d'origine.

-Les modifications, y compris la substitution de matériaux ou de composants, la révision des plans ou tout autre changements par rapport aux plans pendant la construction doivent être approuvés par l'architecte et le maître d'ouvrage.

-L'entrepreneur est responsable de maintenir la sécurité et la propreté du chantier de construction en permanence.

-L'entrepreneur doit vérifier toutes les quantités et toutes les dimensions sur le chantier de construction.

Etats éxistants

-Le plâtre sur les murs nains du deuxième étage et la toiture à pente doit être enlevé.

-L'isolation existante de la toiture doit être enlevée.

La démolition

-Se référer aux plans de démolition D-101; Effectuer les travaux en perturbant le moins possible les caractéristiques du bâtiment existant. Ordonner la séquence des activités de démolition de façon à permettre la séparation et le tri des matériaux sélectionnés au chantier de construction.

Structure

-Les travaux de structure doivent être effectués sous la supervision d'un ingénieur agréé en Provence du Québec. Les nouveaux éléments de structure doivent être spécifiés par l'ingénieur agréé.

Les travaux de terrassement

-Les fouilles du périmètre des fondations, nouveau drainage du périmètre, se référer aux coupes.

Les fenêtres et portes

-Consultez la nomenclature des fenêtres et des portes pour la quantité et les dimensions; se référer aux devis descriptif des finitions pour les couleurs, le matériel et autres détails.

-L'entrepreneur doit vérifier les dimensions de tous les remplacements de fenêtres et de portes

Electrique

-Se référer aux plans électriques ;Fournir et installer toutes les lignes, tous les appareils, tous les raccords et tous les équipements requis dans les dessins et comme l'exigent les autorités compétentes pour se connecter au service.

-Les détecteurs de fumée doivent être câblés et interconnectés avec une batterie de secours

Mécanique

-Fournir toute la plomberie requise pour la nouvelle robinetterie. Fournir et installer tous les tuyaux de plomberie, équipements et accessoires requis par les autorités. Prévoir un robinet d'arrêt sous tous les éviers et toilettes.

Fondations et semelles

-La taille et l'espacement pieux vissés par l'ingénieur agrée.

Pare-vapeur

-Les membranes pare-vapeur doivent être installées de façon continue. Les joints et intersections doivent tous être scellés (c.-à-d. boîtes électriques, cheminées, fenêtres et portes, etc.)

Pare-air

-Les pare-air doivent être installés de façon continue. Les joints et les intersections doivent être chevauchés, collés et scellés

Membranes d'étanchéité

-Les membranes d'étanchéité doivent être installés de façon continue. Les joints et les intersections doivent être chevauchés, collés et scellés

L'isolation

-Se référer au dessins de coupe A-301

écran pare-pluie

-Se référer au dessins de coupe A-301

-Tous les assemblages de murs extérieurs doivent être dotés d'une barrière résistante à l'eau avec une cavité pare-pluie pour la ventilation ; la cavité murale nécessite des ouvertures en haut et en bas de la cavité et des ouvertures ; Voir les détails sur les feuilles A-305

-Prévoir des moustiquaires pour toutes les ouvertures des cavités

abbreviation legend

a	Avec
ac	à confirmer
ad	à déterminer
b	Bois
chd	Chaudière
decr	Décris
ecd	Eau chaude domestique
eq	Equivalent
ll	Lave-linge
lt	Lucarne de toit
lv	Lave-vaisselle
min	Minimum
ns	Niveau supérieur
pe	Panneau électrique
ppt	Plaque de plâtre
pt	Peint / Peinte
ref	Réfrigérateur
sl	Sèche-linge
ta	Trappe d'attique
typ.	typique
vrc	Ventilateur récupérateur de chaleur
vre	Ventilateur récupérateur d'énergie

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir	2025 02 28
Emis	date

Etendue des prestations

Titre du déssin

Documents de construction

phase

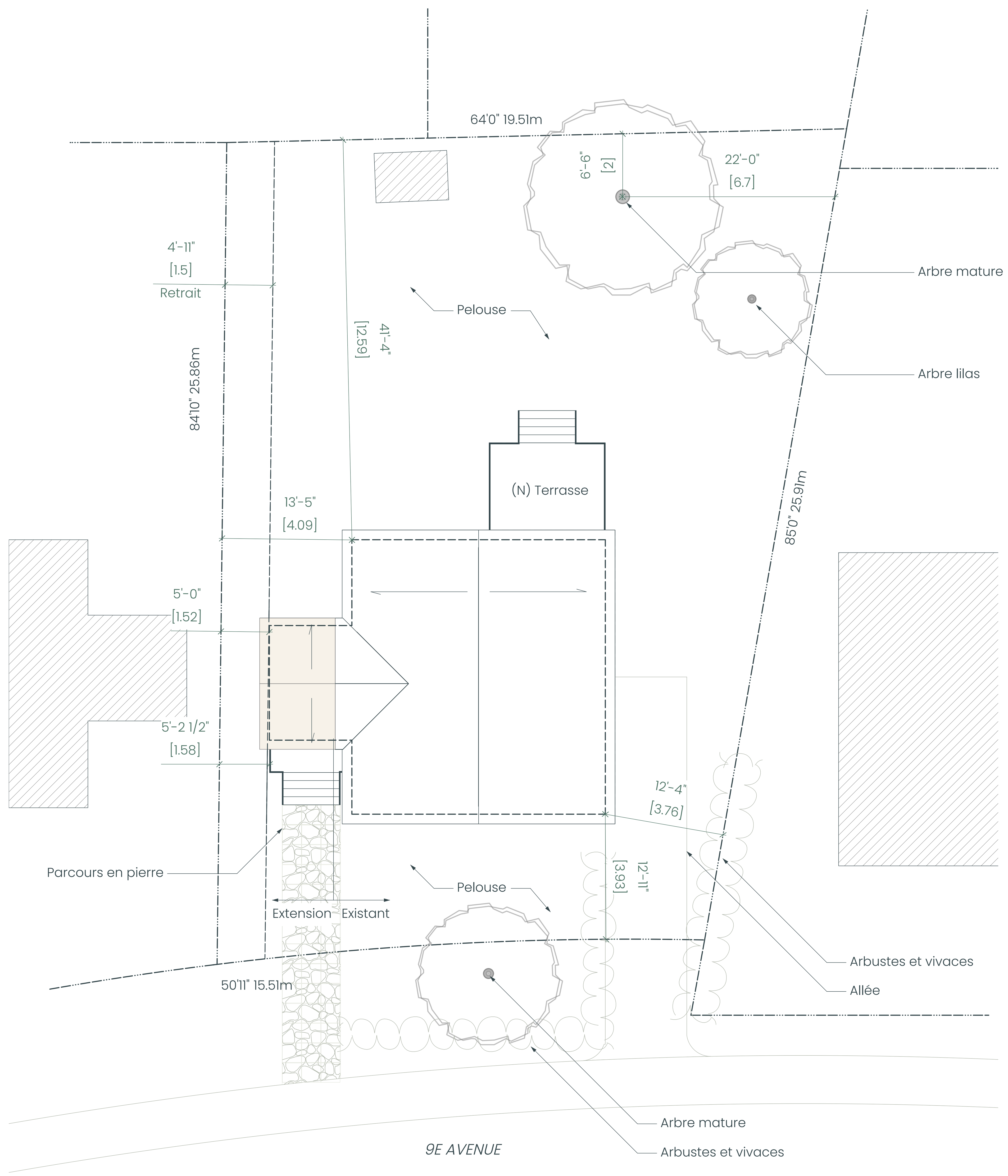
34x22 — Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

A-100

Déssin numéro

IG	LR	nts	2025-02-27
Dessinée par	Vérifiée par	Echelle	date



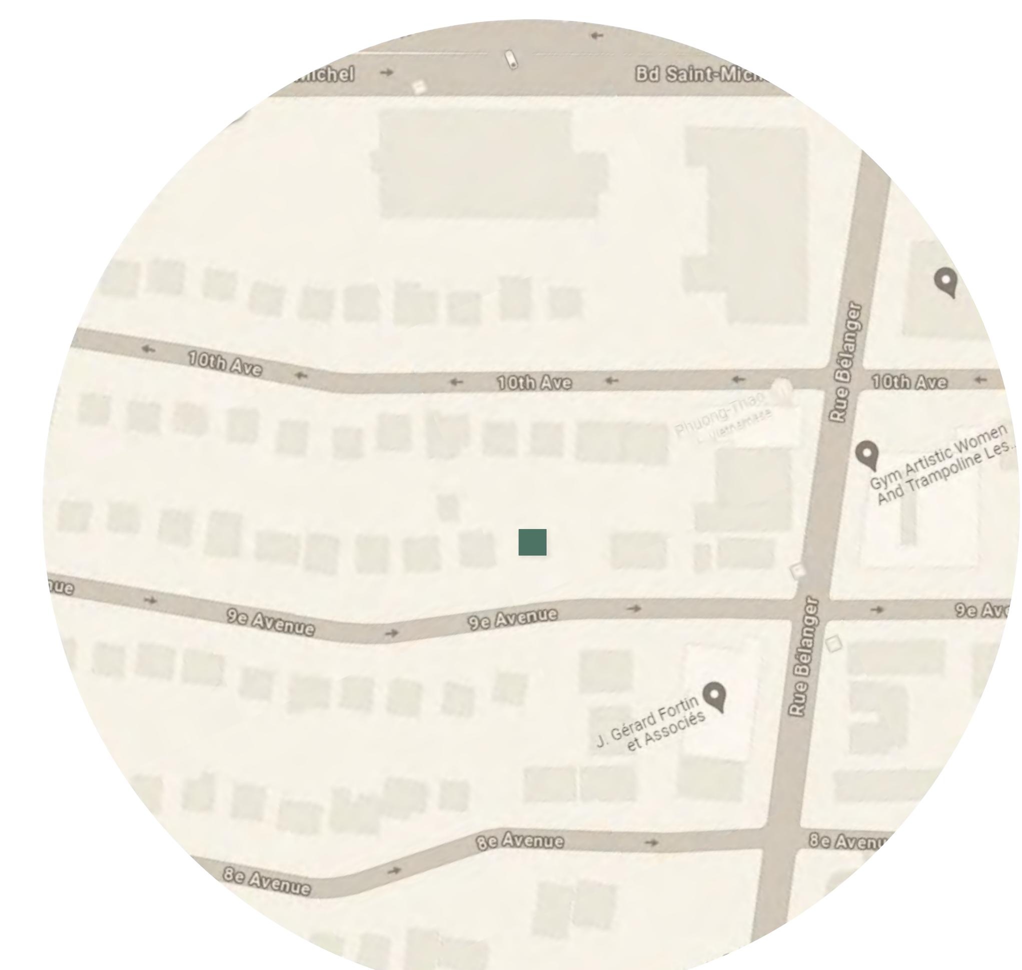
1 Diagram du térrain
Echelle: 1/8" = 1'-0"
0 2 4 6 8 10 FT

Renseignements sur les rèèglements

Addresse 7011 9e, Montreal
PID
Zone

Calcul d'occupation du sol

	sq ft	sq m
Coefficient d'occupation du sol	873	81.1
Surface du terrain	4,772	443.3
Coefficient d'occupation du sol existant	16%	
Coefficient d'occupation du sol proposé	18%	
Maximum coefficient d'occupation du sol	40%	



Notes générales

A. Les renseignements présentés sont basés sur le relevé du terrain préparées par Étienne Cote

surfaces de plancher

Surface de plancher brute	841 sf
Surface de l'extension	103 sf

Légende

- Pente du toit
- Structure au-dessous
- Ligne de la structure existante
- Clôture
- Toiture existantes, noveaux bardeaux
- Nouveau toit

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade
Nom du projet

7011 9e avenue, montreal
Adresse du projet

mary hayes
Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir 2025 02 28
Emis date

Terrain et au zonage
Titre du déssin

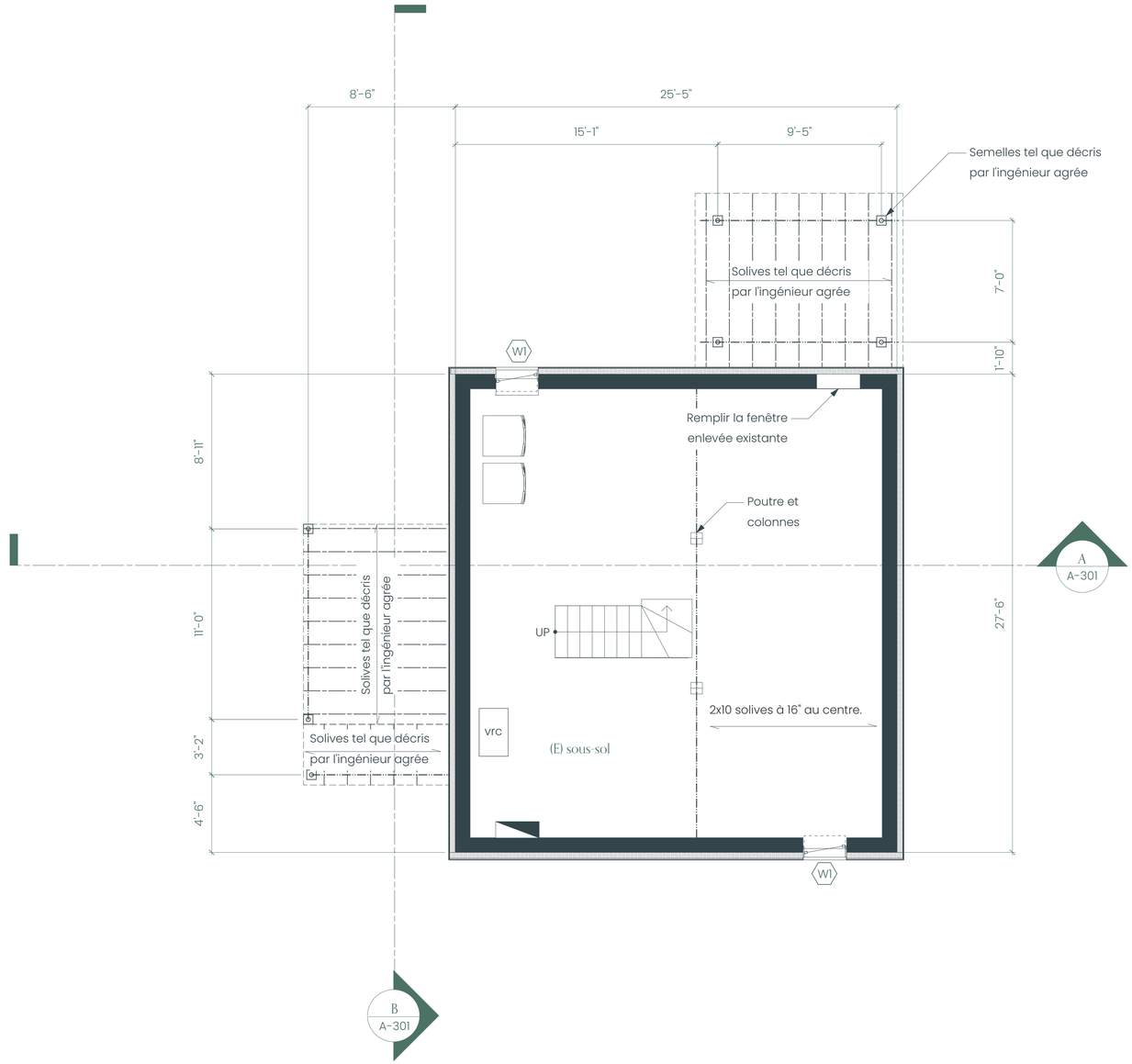
Documents de construction
phase

34x22 Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.
Taille de la feuille.

A-101

Dééssin numééro

IG	LR	1/8" - 1'-0"	2025 02 27
Dessinée par	Vééifiée par	Echelle	date



1 Plan sous-sol

Echelle: 1/4" = 1'-0"

Notes générales

A. Toutes les cotes extérieures du bâtiment sont mesurées jusqu'à la face extérieure de la charpente, sauf si noté autrement.

B. Toutes les dimensions des pièces sont mesurées jusqu'à la face intérieure de la charpente pour la nouvelle construction

Notes clés

Légende

- Au dessus
- Au dessous ou caché
- Poutre
- Solive
- Plomberie au-dessus
- Semelle

- P1
- P2
- W1
- W2
- W3
- W4

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir — 2025 02 28
Emis — date

Plan sous-sol proposé

Titre du dessin

Documents de construction

phase

34x22

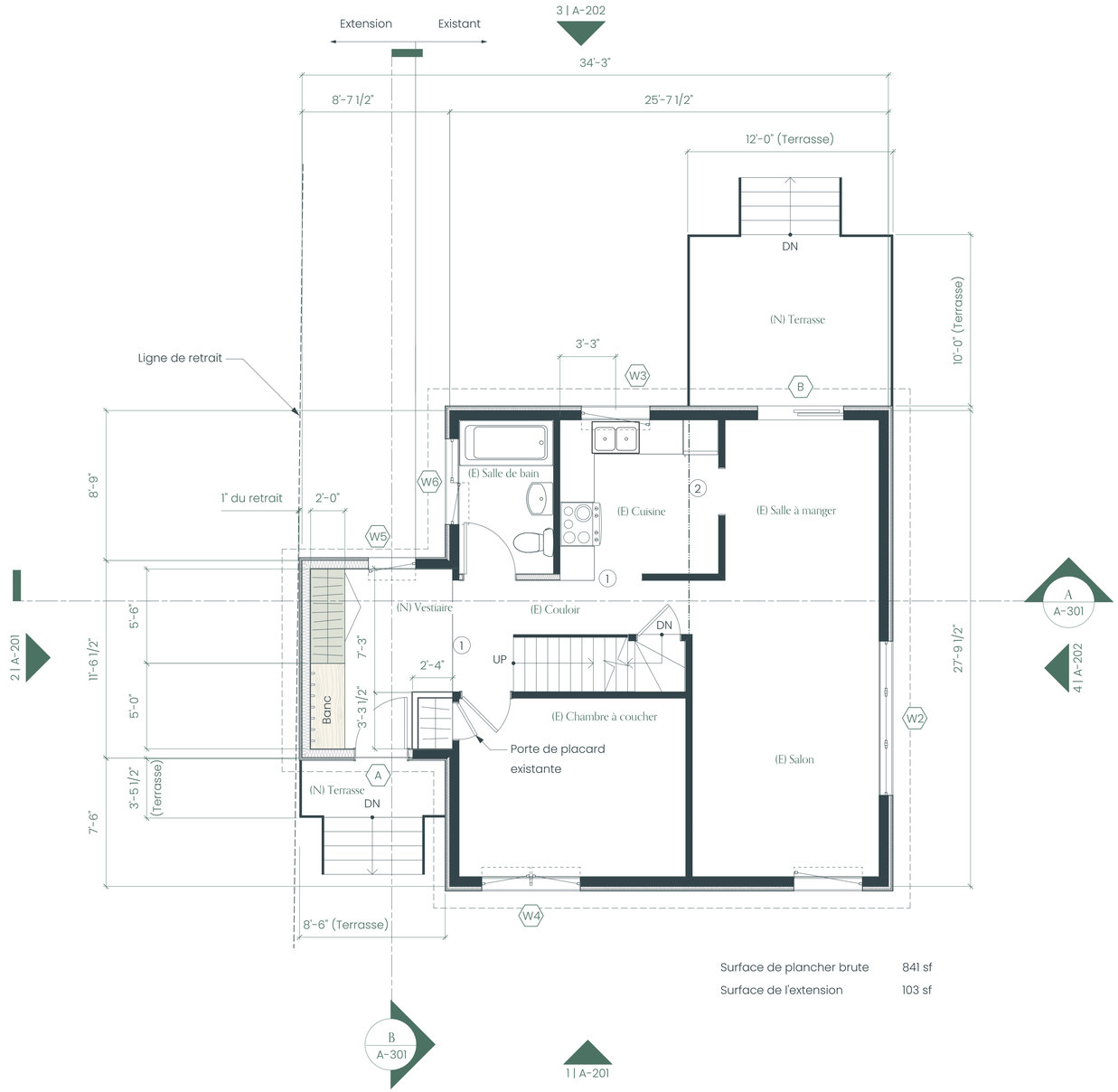
Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

A-102

Déssin numééro

Dessinée par	Véérifiée par	Echelle	date
IG	LR	1/4" = 1'-0"	2025 02 27



Surface de plancher brute	841 sf
Surface de l'extension	103 sf

1 Plan rez-de-chaussée

Echelle: 1/4" = 1'-0"

Notes générales

A. Toutes les dimensions des armoires sont mesurées jusqu'à la face finie de la structure, sauf indication contraire
B. Toutes les cotes extérieures du bâtiment sont mesurées jusqu'à la face extérieure de la charpente, sauf sinoté autrement.
C. Toutes les dimensions des pièces sont mesurées jusqu'à la face intérieure de la charpente pour la nouvelle construction
D. Toutes les dimensions des fenêtres et des portes sont mesurées du centre à la face extérieure de la structure de la nouvelle construction. Pour les murs existants, les dimensions sont mesurées à partir de la face de finiton du mur.

Notes clés

1 Réparer le sol où les mur ont été enlevés
2 Nouvelle poutre tel que décris par l'ingénieur agrée.

Légende

(E) Existant
(N) Nouveau
(S) Détecteur de fumée
(CO) Détecteur de monoxyde de carbone
Au dessus
Au dessous ou caché
Ligne de faîte au dessus
Poutre
Nouvelles menuiserie sur mesure
Menuiserie existante

P1
P2
W1
W2
W3
W4

habit STUDIO
5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade
Nom du projet

7011 9e avenue, montreal
Adresse du projet

mary hayes
Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir	2025 02 28
Emis	date

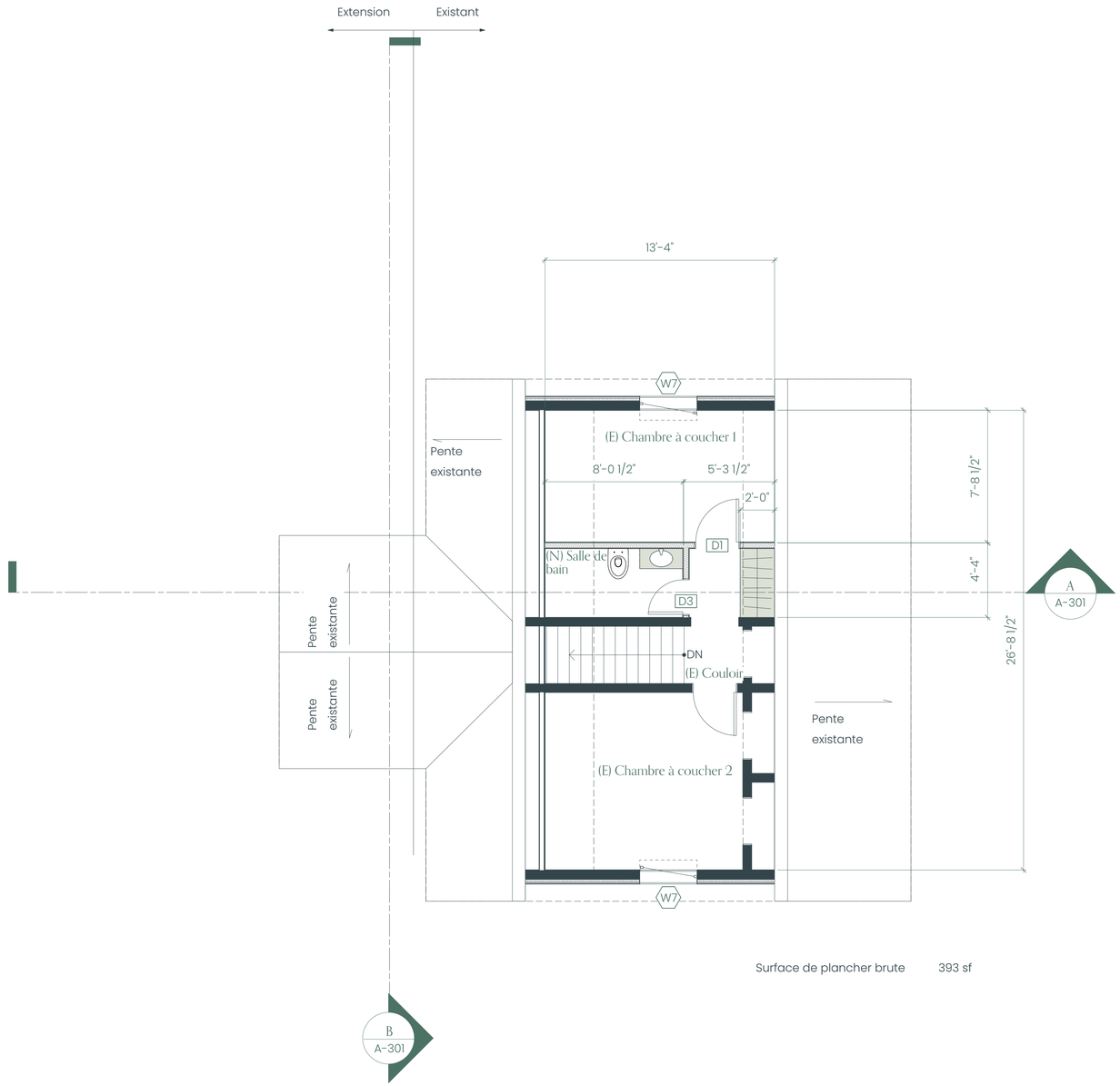
Plan rez-de-chaussée proposé
Titre du déssin

Documents de construction
phase

34x22 — Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.
Taille de la feuille.

A-103
Déssin numéro

IG	LR	1/4" = 1'-0"	2025-02-27
Dessinée par	Vérifiée par	Echelle	date



Surface de plancher brute 393 sf

1 Plan deuxième étage

Echelle: 1/4" = 1'-0"

Notes générales

A. Toutes les dimensions des armoires sont mesurées jusqu'à la face finie de la structure, sauf indication contraire
B. Toutes les cotes extérieures du bâtiment sont mesurées jusqu'à la face extérieure de la charpente, sauf sinoté autrement.
C. Toutes les dimensions des pièces sont mesurées jusqu'à la face intérieure de la charpente pour la nouvelle construction
D. Toutes les dimensions des fenêtres et des portes sont mesurées du centre à la face extérieure de la structure de la nouvelle construction. Pour les murs existants, les dimensions sont mesurées à partir de la face de finiton du mur.

Notes clés

Légende

(E) Existant
(N) Nouveau
(S) Détecteur de fumée
(CO) Détecteur de monoxyde de carbone
Au dessus
Au dessous ou caché
Ligne de faîte au dessus
Poutre
Nouvelles menuiserie sur mesure
Menuiserie existante

P1
P2
W1
W2
W3
W4

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir 2025 02 28
Emis date

Plan deuxième étage proposé

Titre du déssin

Documents de construction

phase

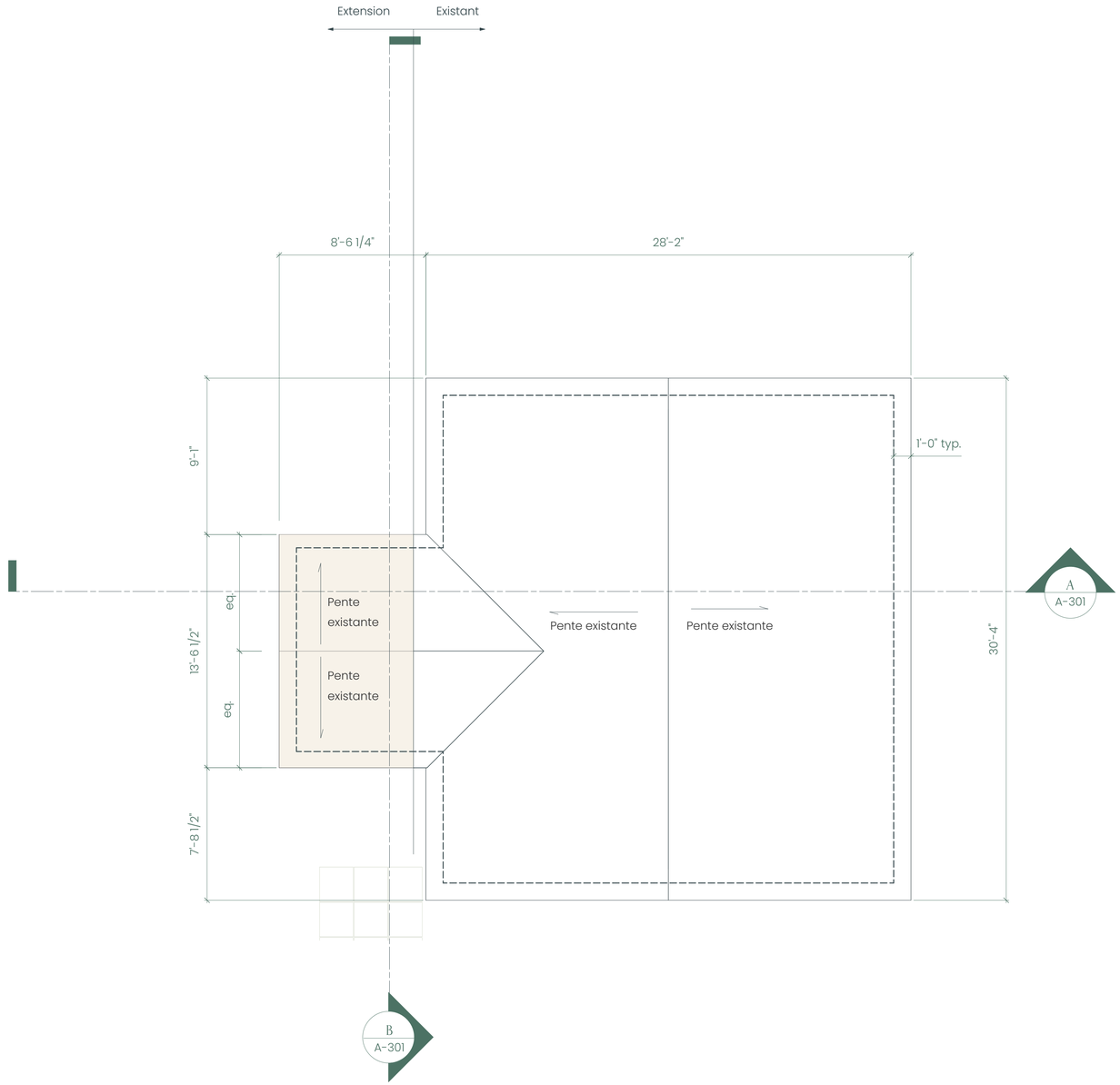
34x22 Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

A-104

Déssin numéro

IG LR 1/4" = 1'-0" 2025-02-27
Dessinée par Vérifiée par Echelle date



1 Plan du toit

Echelle: 1/4" = 1'-0"

Notes générales

Notes clés

Légende

- Pente du toit
- Structure au-dessous
- Toiture existantes, noveaux bardeaux
- Nouveau toit

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir	2025 02 28
Emis	date

Plan du toit

Titre du déssin

Documents de construction

phase

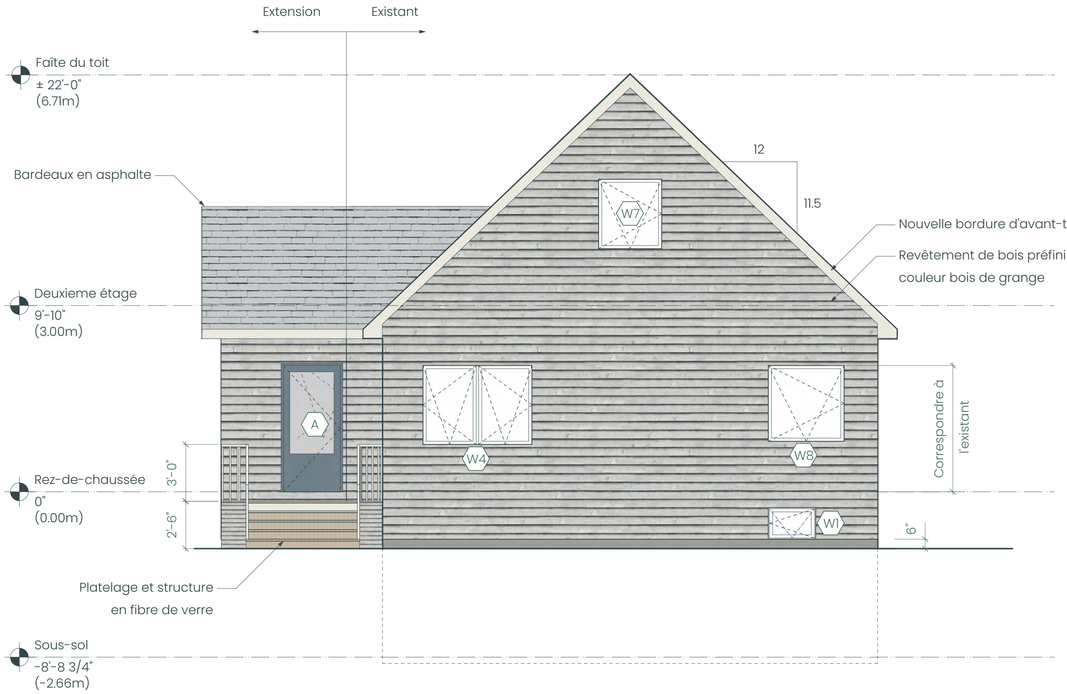
34x22 — Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

A-105

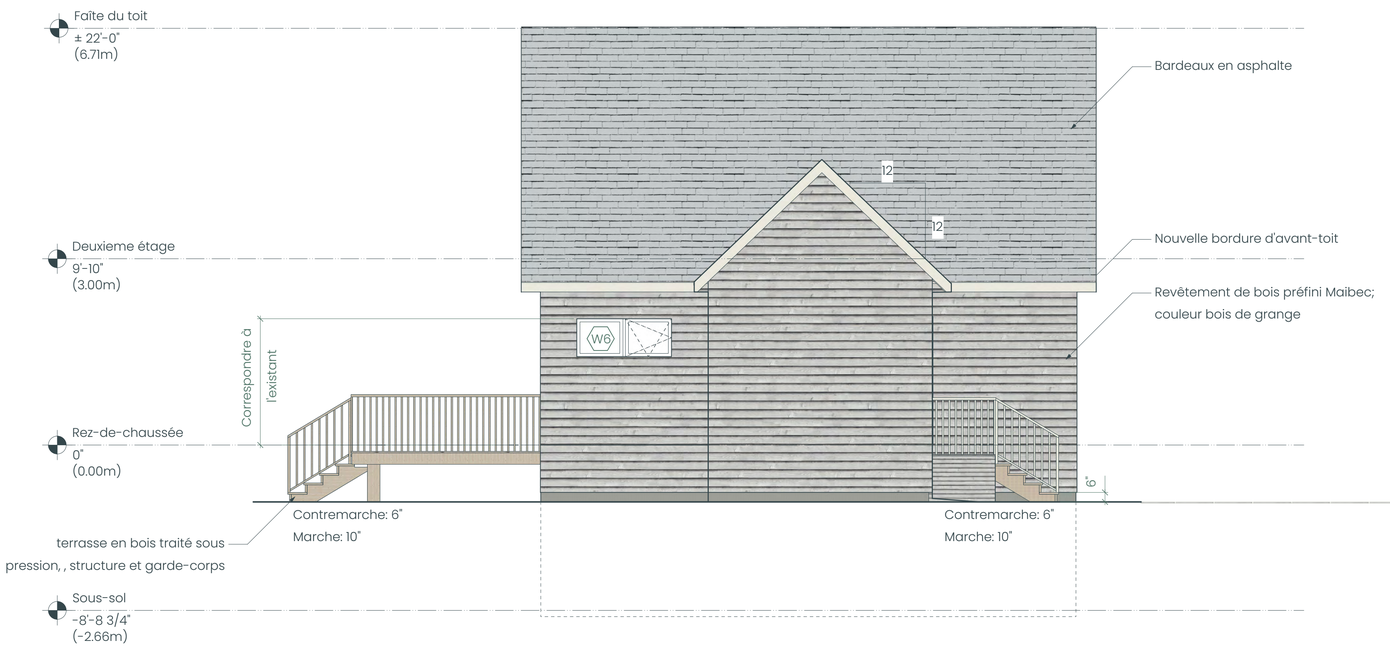
Déssin numéro

IG	LR	1/4" = 1'-0"	2025-02-27
Dessinée par	Vérifiée par	Echelle	date



1 Façade sud

scale: 1/4" = 1'-0"



2 Façade west

scale: 1/4" = 1'-0"

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir — 2025 02 28

Emis — date

Façades Sud & West proposées

Titre du déssin

Documents de construction

phase

34x22 — Echelle 50% lorsque imprimé sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

A-201

Déssin numéro

IG	LR	1/4" = 1'-0"	2025-02-27
Dessinée par	Vérifiée par	Echelle	date



3 Façade nord

scale: 1/4" = 1'-0"



4 Façade est

scale: 1/4" = 1'-0"

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir — 2025 02 28

Emis — date

Façades Nord & Est proposées

Titre du déssin

Documents de construction

phase

34x22

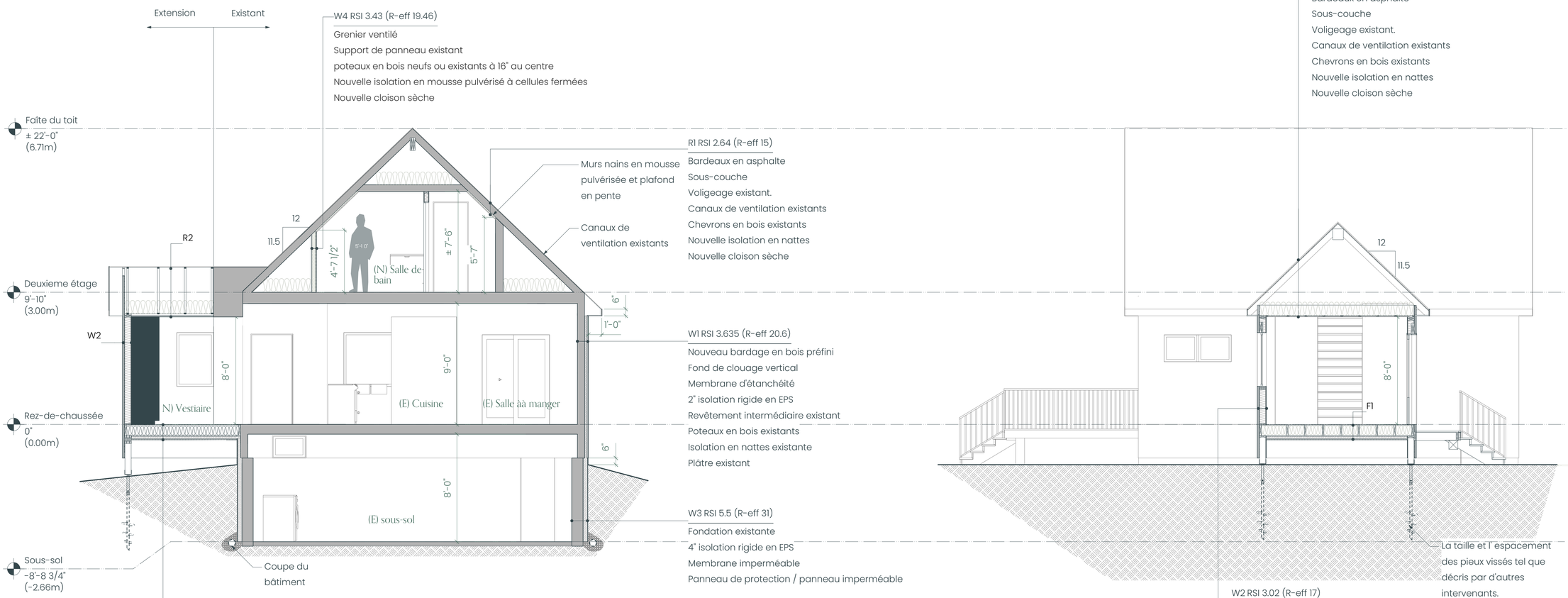
Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

A-202

Déssin numéro

IG	LR	1/4" = 1'-0"	2025-02-27
Dessinée par	Vérifiée par	Echelle	date



A Coupe du bâtiment

scale: 1/4" = 1'-0"

B Coupe du bâtiment à travers le vestiaire

scale: 1/4" = 1'-0"

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Émis pour permit de bâtir — 2025 02 28

Emis — date

Coupe A & B

Titre du déssin

Documents de construction

phase

34x22 — Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

A-301

Déssin numéero

IG	LR	1/4" = 1'-0"	2025-02-27
Dessinée par	Véérifiée par	Echelle	date

Légende des types de murs

	ID	RSI/R-value	Assemblage
	P1		1/2" cloison sèche 2x4 poteaux à 16" au center. 1/2' cloison sèche
	P2		1/2" cloison sèche Membrane de contrôle de la vapeur 2x4 poteaux à 16" au center isolation en nattes
	W1	RSI 3.635 (R-eff 20.6)	Nouveau bardage en bois préfini Fond de clouage vertical Membrane d'étanchéité 2" isolation rigide en EPS Revêtement intermédiaire existant Poteaux en bois existants Isolation en nattes existante Plâtre existant
	W2	RSI 3.02 (R-eff 17)	Bardage en bois Fond de clouage vertical Membrane d'étanchéité 1/2" revêtement intermédiaire en contreplaqué Isolation Rockwool 2x6 poteaux à 16" au center Membrane de contrôle de la vapeur 1/2" cloison sèche
	W3	RSI 5.5 (R-eff 31)	Fondation existante 4" isolation rigide en EPS Membrane imperméable Panneau de protection / panneau imperméable
	W4	RSI 3.43 (R-eff 19.46)	Grenier ventilé Support de panneau existant poteaux en bois neufs ou existants à 16" au centre Nouvelle isolation en mousse pulvérisé à cellules fermées Nouvelle cloison sèche

Légende des types de toits

	ID	RSI/R-value	Assemblage
	R1	RSI 2.64 (R-eff 15)	Bardeaux en asphalte Sous-couche Voligeage existant. Canaux de ventilation existants Chevrons en bois existants Nouvelle isolation en nattes Nouvelle cloison sèche
	R2	RSI 8.8 (R-eff 50)	Bardeaux en asphalte Sous-couche 1/2" revêtement intermédiaire en contreplaqué Nouveaux chevrons correspondants à l'existant 16" isolation en fibre de verre Membrane de contrôle de la vapeur 1x4 fond de clouage 1/2" cloison sèche

Légende des types de planchers

	ID	RSI/R-VALUE	Assemblage
	F1	RSI 7 (R-eff 39.5)	Plancher fini 5/8" sous-plancher en contreplaqué 2x10 solives à 16" au centre. Isolation Rockwool 1x4 fond de clouage 2" isolation rigide en EPS 1x4 fond de clouage 1/2" contreplaqué de qualité extérieure

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir — 2025 02 28

Emis — date

Légendes

Titre du déssin

Documents de construction

phase

34x22 — Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

A-302

Déssin numéro

IG — LR — nts — 2025-02-27

Dessinée par — Vérifiée par — Echelle — date

Nomenclature des portes intérieurs

Etiquette Numero	Largeur du cadre	Hauteur du cadre	Largeur du vantail	Quantité	Ouverture	notes
D1	2'7 1/2"	6'8 3/4"	2'6"	1	Battement simple	
D2	2'11 1/2"	6'8 3/4"	2'10"	1	Battement simple	
D3	2'1 1/2"	6'8 3/4"	2'0"	1	Battement simple	

Nomenclature des portes

Etiquette Numero	Largeur du cadre	Hauteur du cadre	Largeur du vantail	Quantité	Ouverture	notes	Nomenclature des portes
A	3'1 1/2"	6'8 3/4"	3'0"	1	Battement simple		
B	5'0 1/4"	6'8 1/8"	5'0"	1	Coulissante		

Nomenclature des fenêêtres

Etiquette Numero	Largeur du cadre	Hauteur du cadre	Quantité	Ouverture	notes	Nomenclature des portes
1	2'6"	1'8"	2	Tilt/Turn		
2	9'0"	2'0"	1	Custom		
3	4'0"	4'0"	1	Tilt/Turn		
4	5'9"	4'2"	1	Custom		
5	2'9"	4'0"	1	Tilt/Turn		
6	5'0"	2'0"	1	Custom		
7	3'4"	3'8"	2	Tilt/Turn		
8	4'0"	4'0"	1	Tilt/Turn		

Notes générales

A. L'entrepreneur doit vérifier toutes les quantités

Notes sur les spécifications et les coûts

Les fenêtres

des portes

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir	2025 02 28
Emis	date

Nomenclature des portes et fenêtres

Titre du déssin

Documents de construction

phase

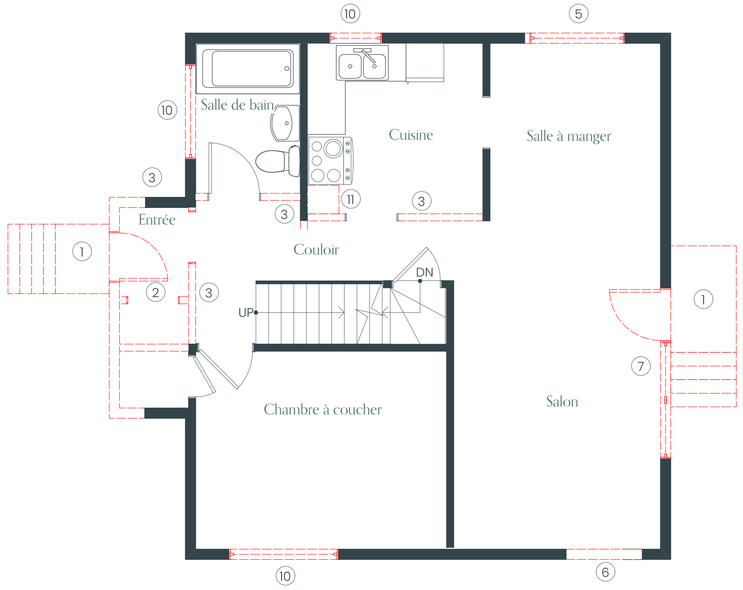
34x22 — Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

A-401

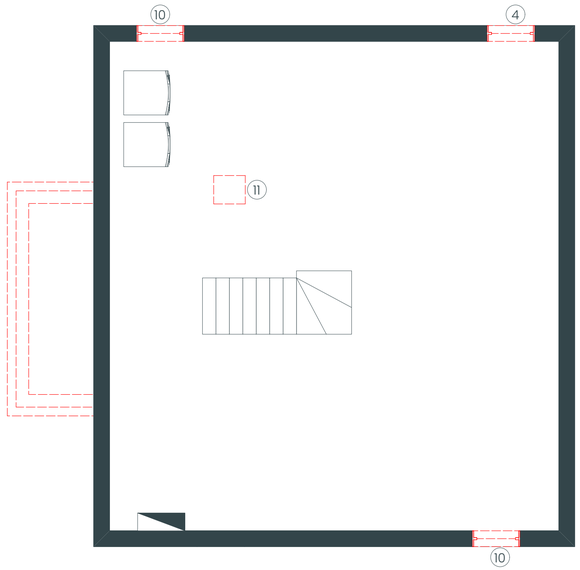
Déssin numééro

IG	LR	nts	2025-02-27
Dessinéé par	Véérifiéé par	Echelle	date



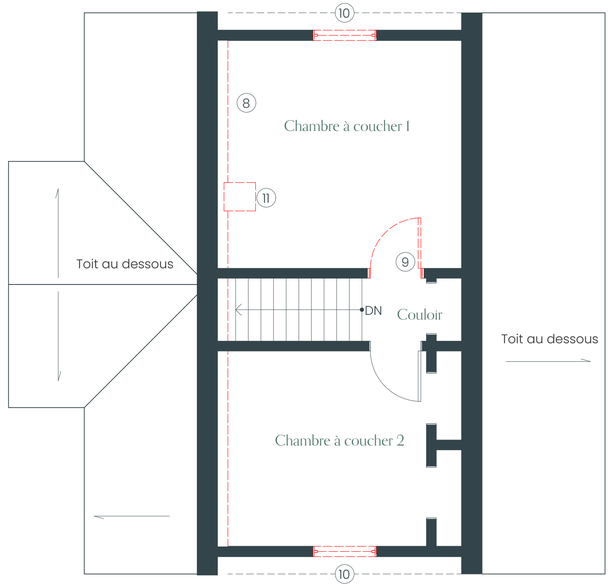
2 Plan rez-de-chaussée existant

scale: 1/4" = 1'-0"



1 Plan sous-sol existant

scale: 1/4" = 1'-0"



3 Plan deuxième étage existant

scale: 1/4" = 1'-0"

Notes générales

1 Enlever la terrasse et les escaliers
2 Enlever le sol ainsi que la structure au dessous.
3 Démolir les murs
4 Retirer la fenêtre
5 Retirer la fenêtre et créer une ouverture pour la nouvelle porte
6 Créer une ouverture pour la nouvelle fenêtre
7 Retirer la porte et la fenêtre pour la nouvelle fenêter
8 Enlever le mur nain et réparer le sol
9 Retirer la porte et élargir l'ouverture
10 Remplacer la fenêtre existante
11 Démolir la cheminée

Légende

(E) Existant
(N) Nouveau
Au dessus
Au dessous ou caché
Ligne de faîte au dessus
Elements démolis
Menuiserie existante

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir	2025 02 28
Emis	date

Plans de démolition

Titre du déssin

Documents de construction

phase

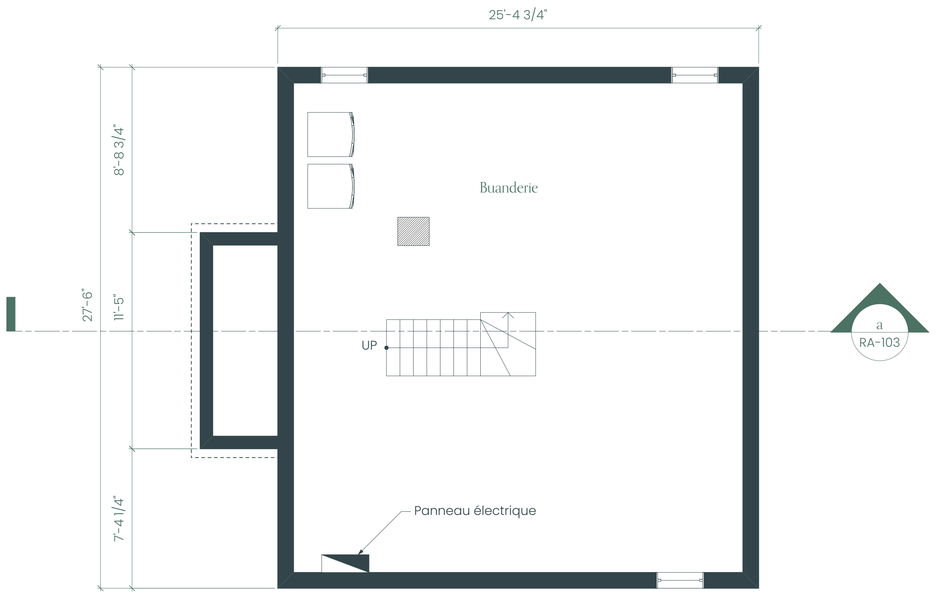
34x22 — Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

D-101

Déssin numééro

IG	LR	1/4" = 1'-0"	2025-02-27
Dessinéé par	Véérifiéé par	Echelle	date



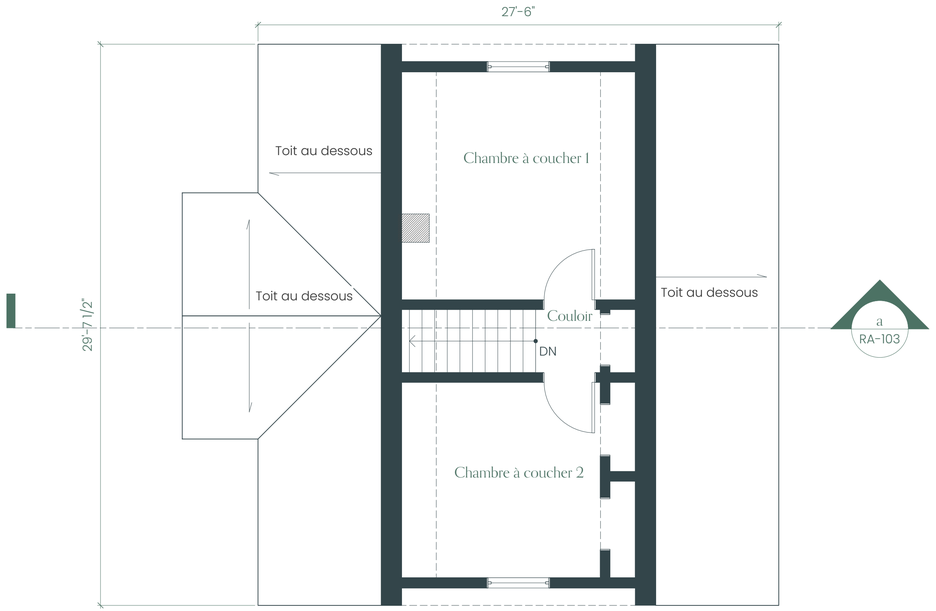
1 Plan sous-sol existant

scale: 1/4" = 1'-0"



2 Plan rez-de-chaussée existant

scale: 1/4" = 1'-0"



3 Plan deuxième étage existant

scale: 1/4" = 1'-0"

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Preliminary Not For Construction

Emis pour permit de bâtir	2025 02 28
Emis	date

Plans existants

Titre du déssin

Documents de construction

phase

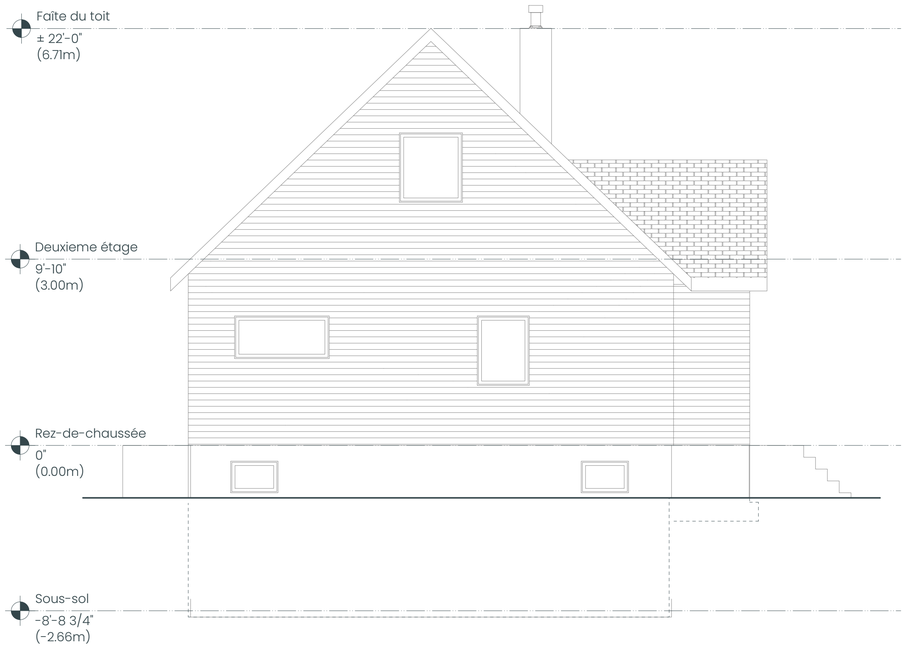
34x22 — Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

RA-101

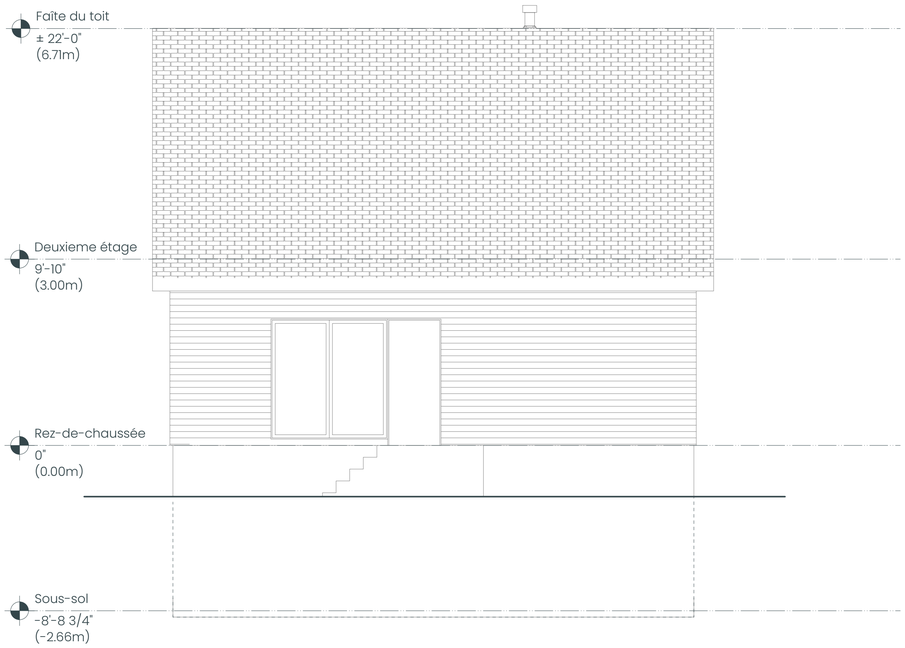
Déssin numéro

IG	LR	1/4" = 1'-0"	2025-02-27
Dessinée par	Vérifiée par	Echelle	date



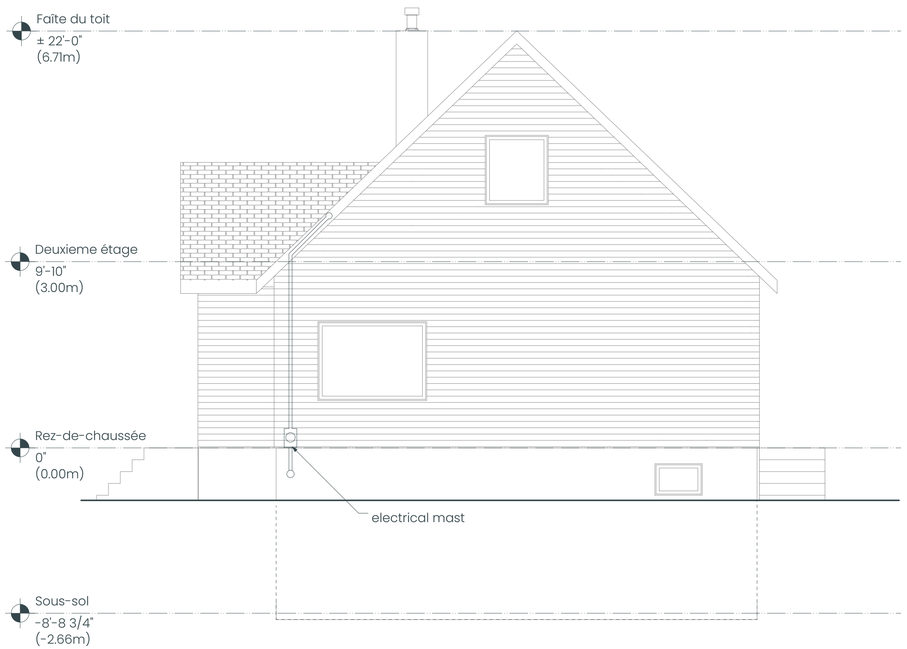
1 Façade nord

scale: 1/4" = 1'-0"



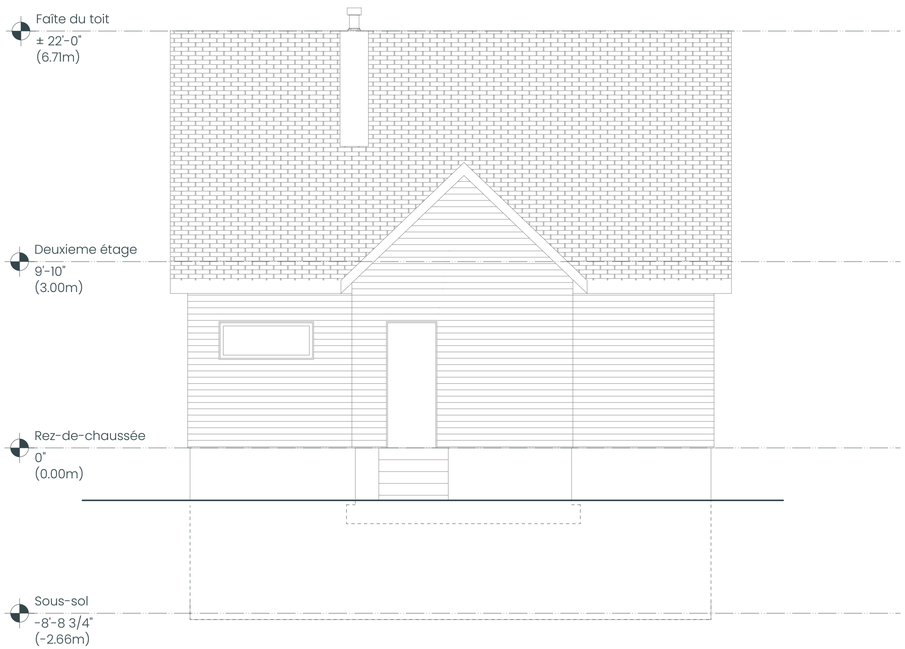
2 Façade est

scale: 1/4" = 1'-0"



3 Façade sud

scale: 1/4" = 1'-0"



4 Façade west

scale: 1/4" = 1'-0"

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir — 2025 02 28

Emis — date

Façades existantes

Titre du déssin

Documents de construction

phase

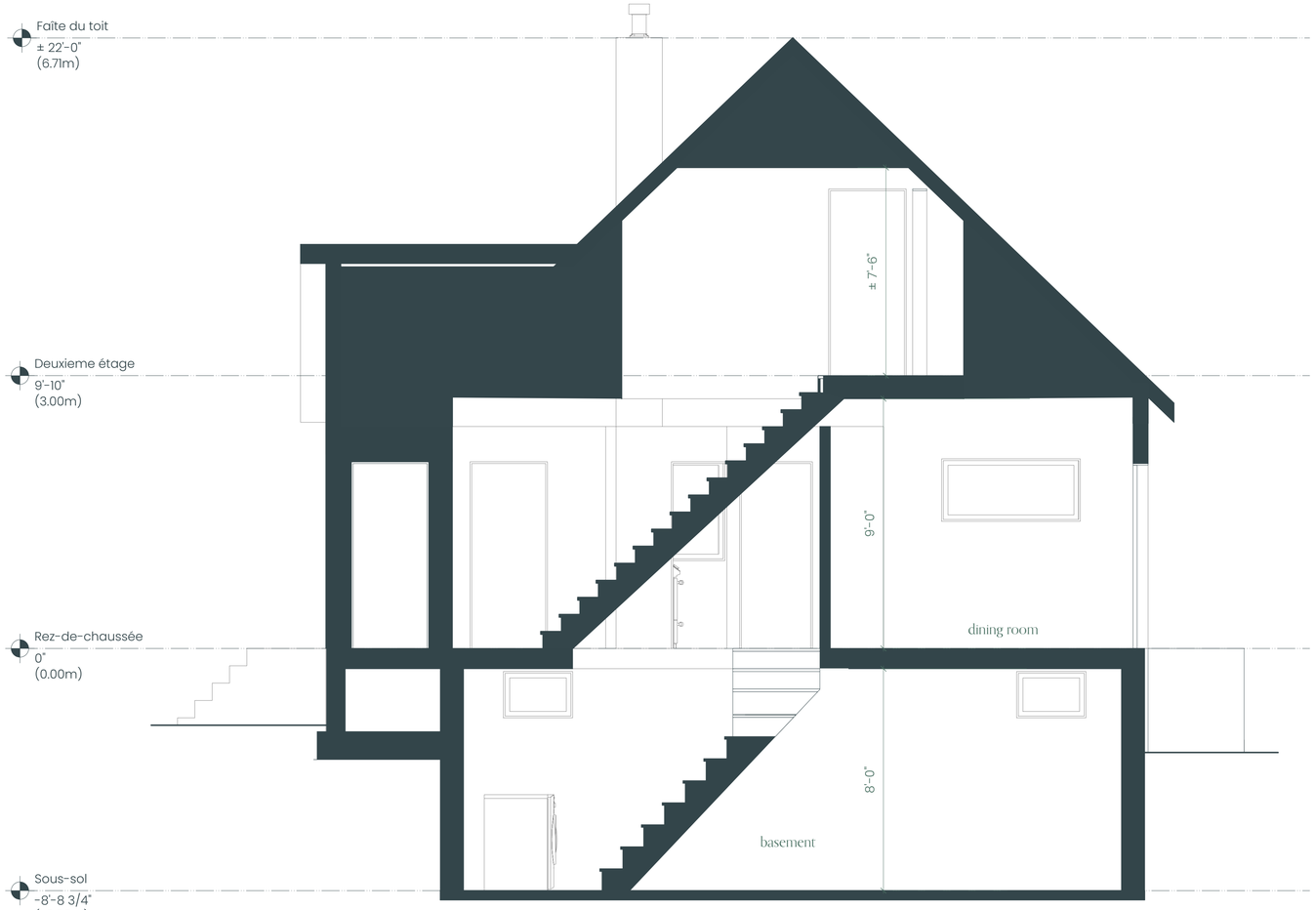
34x22 — Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

RA-102

Déssin numéro

Dessinée par	Vérifiée par	Echelle	date
IG	LR	1/4" = 1'-0"	2025-02-27



a Coupe du bâtiment

scale: 3/8" = 1'-0"

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir — 2025 02 28

Emis — date

Coupe existante

Titre du déssin

Documents de construction

phase

34x22 — Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

RA-103

Déssin numéro

Dessinée par	Véérifiée par	Echelle	date
IG	LR	3/8" = 1'-0"	2025-02-27

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1259533005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7570, rue Molson.

d'approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7570, rue Molson.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 13:35

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259533005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7570, rue Molson.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser l'agrandissement et la modification d'éléments architecturaux d'intérêt du bâtiment situé au 7570, rue Molson. Ce projet est visé par les articles 13, 14 et 68 à 71 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001) en ce qui concerne un agrandissement visible de la voie publique ainsi que la modification d'un élément architectural d'intérêt sur une façade visible d'une voie publique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Principales caractéristiques du projet
Hauteur : 2 étages
Taux d'implantation : 30,8 %
Nombre de logements : 1
Verdissement : 69 %
Nombre d'arbres : 2 arbres (inchangé)
Nombre d'unités de stationnement : 1 (intérieur)
Démolition : 38,35 %

Réglementation applicable
Règlement de zonage : Zone H03-034
Usages prescrits : H.1
Hauteur : 2 étages, max. 9 m
Taux d'implantation : 0-35 %
Mode d'implantation : Jumelé
Secteur patrimonial : F
Secteur PIIA : 2

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
L'immeuble visé par la demande est un bâtiment de type jumelé construit en 1950. Il aborde

la typologie des maisons jumelées d'après-guerre, présentant une volumétrie compacte sur 2 étages surmontés d'un toit en croupe. Le bâtiment est en brique rouge et la façade s'agence d'une ornementation assez sobre avec des fenêtres à battant sur allèges et un petit perron revêtu d'un auvent. Un garage d'une largeur de 4,27 mètres en décroché de 0,20 m par rapport à l'alignement de la façade et une allée véhiculaire sont attenants à la portion latérale droite. Le bâtiment est implanté sur un lot d'une grande dimension avec d'importantes marges offrant de grandes cours végétalisées.

L'immeuble est situé dans le district de François-Perrault sur la rue Molson entre les rues Villeray et L.O.-David dans un secteur patrimonial de l'arrondissement (Secteur F). C'est un milieu relativement homogène où l'on retrouve des maisons jumelées unifamiliales de même typologie dont leur établissement remonte aux années 50. Beaucoup d'entre elles ont préservé leurs formes et composantes d'origine, mais on y observe la présence de certaines transformations, notamment sur les garages latéraux.

Description du projet
Le projet vise à transformer le garage existant par un agrandissement de 2 étages qui se prolonge à l'arrière du bâtiment principal jusqu'aux limites de la propriété voisine. Le garage d'origine attenant à la façade sera démoli. L'agrandissement projeté sera en recul de 1,5 m de la façade du bâtiment d'origine et conservera la même largeur de 4,27 mètres. Le recul permettra de préserver la mise en valeur de la volumétrie du bâtiment d'origine. Le revêtement extérieur sera en bardage à clin en fibrociment de couleur gris pâle permettant une intégration sobre. La nouvelle section sera revêtue d'un toit plat couronné d'un solin métallique de couleur noire. Le rez-de-chaussée de l'agrandissement sera occupé par un garage composé d'une porte en acier de couleur noire. Le deuxième étage comprendra une fenêtre à battant alignée avec la porte de garage au rez-de-chaussée. La façade latérale comporte comme seule ouverture une porte au niveau du garage. L'intégralité de la façade arrière sera remplacée par le prolongement de l'agrandissement. On y retrouve de grandes ouvertures et une porte patio. L'agrandissement aura une incidence sur le verdissement dont la proportion diminuera de 79,4 % à 69 %.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- L'agrandissement comprend un recul de 1,5 mètre afin de préserver le volume du bâtiment d'origine;
- L'agrandissement est revêtu d'un toit plat;
- Le revêtement utilisé est d'une couleur sobre qui s'intègre bien dans le milieu environnant.

En se référant aux objectifs et critères d'analyse, la Direction a proposé que soit prévue la condition suivante :

- sur la façade du bâtiment d’origine, que les nouveaux modèles de remplacement pour les ouvertures soient de couleur blanche telle qu'existant.

À leur séance du 9 avril 2025, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable au projet, et ce, à l'unanimité. Les membres du CCU ont toutefois suggéré que la nouvelle fenestration en façade soit de couleur blanche au lieu de noir. Le requérant a préféré ne pas apporter de modification aux plans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût des travaux : 556 000 $
Coût de la demande : 5 448,8 $

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PIIA adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259533005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7570, rue Molson.

7570 rue Molson_Plans estampillés.pdf

Normes réglementaires.pdf

PIIA - Chap 1 - art. 13-14.pdf

PIIA - Chap 2 - art. 68-70.pdf



Localisation.JPG

CCU_PV_2025-04-09.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

6.13 PIIA : 7570, rue Molson	
Présenté par	**Invités**
Keven St-Pierre Conseiller en aménagement	Aucun
Objet	
Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7570, rue Molson.	
Commentaires	
Les commentaires ont porté sur: - la couleur des ouvertures du bâtiment et de son voisin jumelé et le conflit visuel avec la matérialité et les couleurs de l'agrandissement proposé; - la couleur du revêtement proposé et son intégration dans le secteur; - les références et sources d'inspiration dans le secteur pour la couleur proposée; - l'intégration réussie avec le bâtiment actuel; - la couleur blanche des ouvertures qui est une bonne option pour s'agencer avec le voisin mais qui n'est pas généralement souhaitable, surtout pour une porte de garage; - la couleur blanche qui sera multiplié sur les garde-corps, solins, fenêtres, marquise et porte de garage et serait peut-être excessif; - la sobriété des couleurs de l'ensemble.	
CCU25-04-09-PIIA07	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PIIA; Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée et suggère : - que l'ensemble des finis de métal, incluant les ouvertures, garde-corps, solin, marquise et autres soit de couleur blanche. Il est proposé par Galo Reinoso appuyé par Camilla Chiari ADOPTÉ à l'unanimité.	


rue Molson
1re avenue
rue L.-O.-David
Villeray
#7570
#7580
#7590
#7600
#7540
#7530
#7510
#7500
#7490
#7470
#7677
#2536
#2530
#7601
#7591
#7571
#7561
#7541
#7531
#7511
#7501
#7481
#7471
#2571
#2565
#2561
#2555
#7655-57
#7641-43
#7631-33
#7611-13
#7601-03
#7591-93
#7571-73
#7561-63
#2537
#2531
#2521-23
#2515-17
#2507-09
#2501-03
#2560
#2554
#2601
#2591
#2595
#2611-11A
#2584-88A
#2580-82
#2574
#2569
#2562
#2556-60
#2550-54
#2589-89A
#2539
#2480-82
#2470-72A
#7670
#7640
#7630-32
#7620-22
#7421-23

terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des lampadaires, orientation de l'éclairage vers le bas et emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière).

SOUS-SECTION II - AGRANDISSEMENT VISIBLE DE LA VOIE PUBLIQUE

13. Une intervention visée à l'article 9 relative à un agrandissement visible de la voie publique doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1: contribuer au développement d'un milieu de vie à échelle humaine;

Objectif 2 : encourager la conception et la construction de bâtiments durables et de qualité;

Objectif 3 : favoriser une architecture qui s'harmonise avec le cadre bâti et le paysage environnant;

Objectif 4 : réduire l'effet des îlots de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la rétention des eaux pluviales;

Objectif 5 : concevoir des aménagements écoresponsables, qui favorisent la mobilité durable (autopartage, transport collectif, transport actif);

Objectif 6 : concevoir des aménagements sécuritaires, inclusifs et confortables pour l'ensemble de la population.

14. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Implantation et volumétrie

1.1 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement reflètent l'usage prévu sur le site et assurent son intégration dans le milieu d'insertion;

1.2 : l'implantation d'un agrandissement dans une cour favorise l'aménagement de cours latérales et arrière qui s'intègrent à celles des bâtiments voisins au niveau des dimensions et de la forme;

1.3 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement minimisent l'impact sur les logements existants (fenestration, balcon, etc.) ou vise à l'amélioration de ces derniers;

1.4 : l'implantation de l'agrandissement tend à préserver les arbres matures et en bonne santé;

1.5 : l'implantation de l'agrandissement assure une cohérence dans le cadre bâti existant et permet de minimiser les nuisances sur les propriétés adjacentes;

1.6 : les marges de recul et le positionnement des éléments en saillie pour un agrandissement dans une cour favorisent les aménagements paysagers en pleine terre d'un seul tenant et assure la viabilité des arbres existants et proposés;

1.7 : pour un rez-de-chaussée résidentiel, l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement favorisent un dégagement entre la fenestration du rez-de-chaussée et le trottoir afin d'assurer une intimité dans les logements;

1.8 : une transition dans la volumétrie est favorisée lorsque l'agrandissement est adjacent à une zone où le nombre maximal d'étages prescrit est inférieur au nombre d'étages de l'agrandissement proposé.

1.9 : le projet d'agrandissement minimise ses effets sur l'éclairage naturel et l'ensoleillement des propriétés voisines;

1.10 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement tendent à maintenir des vues sur la montagne, et à les mettre en valeur si le terrain est identifié comme étant un terrain à transformer, lorsque ce bâtiment est situé à l'extrémité ou sur le parcours d'une vue vers le mont Royal identifiée sur la carte de l'annexe A, et telles qu'illustrées aux documents intitulés « Illustrations des vues d'intérêt offertes vers le mont Royal » joints à l'Annexe E;

1.11 : l'accessibilité universelle est favorisée pour l'agrandissement lorsque son emplacement et sa superficie le permet, notamment par la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

2 - Traitement architectural

2.1 : le traitement architectural de l'agrandissement s'inspire des caractéristiques architecturales prédominantes dans le milieu d'insertion (niveaux des planchers, matériaux de parement, saillies, localisation et types d'escaliers et d'accès au bâtiment, ouvertures, etc.) tout en adoptant un langage architectural contemporain qui permet de distinguer les époques de construction;

2.2 : l'agrandissement met en valeur la volumétrie et l'architecture du bâtiment d'origine lorsque ce dernier présente des éléments d'intérêt, notamment par la conservation d'un couronnement;

2.3 : la réfection de la façade existante permet une amélioration du cadre bâti, une meilleure intégration de l'agrandissement ou le retour aux composantes d'origine;

2.4 : les revêtements proposés pour les façades visibles de la voie publique sont reconnus pour leur durabilité et sont compatibles avec ceux du bâtiment d'origine;

2.5 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

2.6 : la palette de revêtement proposée est restreinte et s'intègre dans le milieu;

2.7 : les proportions et l'emplacement des ouvertures contribuent à l'éclairage naturel des espaces intérieurs en fonction des usages du bâtiment;

2.8 : les ouvertures sont orientées pour favoriser la ventilation naturelle, l'efficacité énergétique du bâtiment et le confort thermique des espaces intérieurs, tout en assurant une intégration dans le milieu d'insertion;

2.9 : lorsque le projet est situé sur un terrain de coin, il marque l'intersection avec une composition de façade dynamique qui s'harmonise au cadre bâti des rues sur lesquelles il fait front;

2.10 :l'accès des logements du sous-sol par une entrée située au rez-de-chaussée est favorisé;

2.11 : les espaces libres du bâtiment (notamment : balcons, loggias et terrasses) sont compatibles avec ceux des bâtiments que l'on retrouve dans le milieu d'insertion et assurent des espaces individuels et collectifs suffisants, fonctionnels et de qualité;

2.12: l'agrandissement d'un bâtiment à vocation mixte présente un traitement architectural intégrant une transition claire entre les usages;

2.13 : un rez-de-chaussée commercial doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouvertures afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à l'ambiance du domaine public;

2.14 : les entrées sur l'agrandissement sont marquées afin d'assurer leur lisibilité et une distinction entre les usages;

2.15 : pour un projet commercial ou institutionnel, la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet d'agrandissement;

2.16 : les équipements mécaniques sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et limiter leurs impacts visuels depuis la voie publique;

2.17 : si des écrans visuels ou des constructions servant à réduire la visibilité des équipements mécaniques sont prévus, ceux-ci doivent s'harmoniser avec l'architecture du bâtiment par leur positionnement, leur couleur et leur matérialité;

2.18 : l'éclairage sécuritaire des espaces de vie et de circulation est prévu de manière à ne pas créer de nuisances à l'extérieur du terrain qu'il dessert;

2.19 : l'éclairage architectural des bâtiments institutionnels minimise son impact sur le ciel et favorise la cohabitation avec les usages résidentiels;

2.20 : le projet d'agrandissement tend à considérer la présence d'espèces vulnérables dans les transformations apportées au bâtiment, notamment lorsqu'il y a présence d'une cheminée en maçonnerie.

3 - Aménagement extérieur

3.1 : pour un agrandissement dans une cour, les aménagements paysagers tendent à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d'arbres et d'aménagements paysagers) de manière à contribuer au paysage urbain et à éviter l'abattage des arbres existants.

3.2 : l'abattage d'arbres pour permettre l'agrandissement est dûment justifiée et compensée par la plantation de nouveaux arbres à moyen ou grand déploiement;

3.3 : l'aménagement des cours affectées par l'agrandissement favorise le verdissement, la biodiversité, la mixité de végétaux, l'utilisation d'espèces indigènes et la plantation, en pleine terre, d'arbres à moyen ou grand déploiement;

3.4 : l'aménagement d'une cour anglaise ou d'une margelle est peu perceptible de la voie publique, et s'intègre à l'architecture du bâtiment et à l'aménagement paysager du terrain;

3.5 : le projet favorise le verdissement des toitures notamment à des fins d'agriculture urbaine, en étant doté des installations et équipements nécessaires à son entretien;

3.6 : le projet d'agrandissement préconise une gestion durable et intégrée des eaux de pluie et de fonte en favorisant la rétention naturelle sur le site et la percolation des espaces résiduels au sol;

3.7 : l'espace dédié à l'entreposage et à la collecte des matières résiduelles est ajusté en fonction de l'agrandissement et son aménagement vise à minimiser les nuisances qui lui sont associées, notamment le bruit, la propreté et les odeurs;

3.8 : les accès aux nouvelles aires de stationnement et de chargement sont limités, justifiés et localisés de manière à réduire les impacts sur la propriété et dans le voisinage;

3.9 : le nombre d'unités de stationnement proposé pour l'agrandissement est justifié par une analyse des besoins des différents usages proposés sur le site et la proximité des modes de transports actifs et collectifs;

3.10 : lorsqu'un projet comprend du stationnement, le stationnement intérieur est privilégié et l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs est favorisée (aménagements pour cyclistes, piétons, autopartage, etc.);

3.11 : le projet tend à prendre en compte les points bas et les secteurs à risques d'inondations lors des fortes pluies dans l'aménagement des voies d'accès au bâtiment;

3.12 : l'éclairage sécuritaire des nouvelles aires de stationnement et de chargement est prévu de manière à assurer une bonne visibilité des lieux ainsi qu'à procurer un sentiment de sécurité aux usagers et à ne pas créer de nuisance à l'extérieur du terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des

CHAPITRE II - SECTEUR 2 (SECTEURS D'INTÉRÊT PATRIMONIAL A, B et F)

68. Le présent chapitre s'applique à tous les bâtiments situés à l'intérieur d'un secteur 2.

69. En plus des interventions assujetties au Titre II, tous les permis de transformation relatif à la modification d'un élément architectural d'intérêt sur une façade visible d'une voie publique, à l'exception des interventions visant un retour aux composantes d'origine sont assujettis aux objectifs et critères du présent chapitre.

70. Une intervention dans un secteur 2 doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1: contribuer à la protection du patrimoine bâti et à la conservation et la mise en valeur des caractéristiques architecturales d'intérêt;

Objectif 2 : assurer la cohérence des interventions sur le bâtiment lorsque des modifications sont apportées à des éléments architecturaux.

71. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Traitement architectural

1.1 : les interventions visant à retirer ou transformer des éléments architecturaux d'intérêt sont minimisées;

1.2 : la conservation des balcons et des escaliers extérieurs est favorisée;

1.3 : les caractéristiques architecturales modifiées sont compatibles avec le bâtiment et le milieu d'insertion tout en pouvant être d'expression contemporaine;

1.4 : la réfection de la façade existante doit permettre une amélioration du cadre bâti;

1.5: l'utilisation d'un assortiment de couleurs adapté au milieu d'insertion pour le revêtement extérieur est privilégiée;

1.6 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

1.7 : la palette de revêtement proposées est restreinte et s'intègre dans le milieu;

1.8 : un bâtiment à vocation mixte présente un traitement architectural intégrant une transition claire entre les usages;

1.9 : un rez-de-chaussée commercial doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouvertures afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à l'ambiance du domaine public;

1.10 : pour un bâtiment comportant des usages commerciaux ou institutionnels, lors de la réfection d'une façade, la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet;

1.11 : les équipements mécaniques sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et à limiter les impacts visuels depuis la voie publique;

Transformation

7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9



Direction du développement du territoire

Arrondissement de
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1259533005
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Liste de dessins

A-000	Page de présentation
A-001	Photos des conditions existantes
A-002	Perspectives 3D
A-003	Matériaux proposés
A-004	Étude d'ensoleillement - Existant
A-005	Étude d'ensoleillement - Proposé
A-011	Plan d'implantation - Existant
A-021	Plan du sous-sol - Existant
A-022	Plan du rez-de-chaussée - Existant
A-023	Plan du 2e étage - Existant
A-024	Plan de toiture - Existant
A-031	Élévation façade avant - Existant
A-032	Élévation façade latérale droite - Existant
A-033	Élévation façade arrière - Existant
A-101	Plan d'implantation - Proposé
A-201	Plan du sous-sol - Proposé
A-202	Plan du rez-de-chaussée - Proposé
A-203	Plan du 2e étage - Proposé
A-204	Plan de toiture - Proposé
A-301	Élévation façade avant - Proposé
A-302	Élévation façade latérale droite - Proposé
A-303	Élévation façade arrière - Proposé
A-304	Élévation façade latérale gauche - Proposé
A-401	Coupe shématique agrandissement
A-402	Coupe shématique avec escalier
A-501	Compositions

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

PERMIS & CCU - 7 mars 2025











CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES

TRANSFORMATION
7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9

PROJET

Sandrine et Yves Razafindrazaka
famillerazafi@gmail.com

CLIENT

PERMIS & CCU

ÉMISSION

2025-03-07

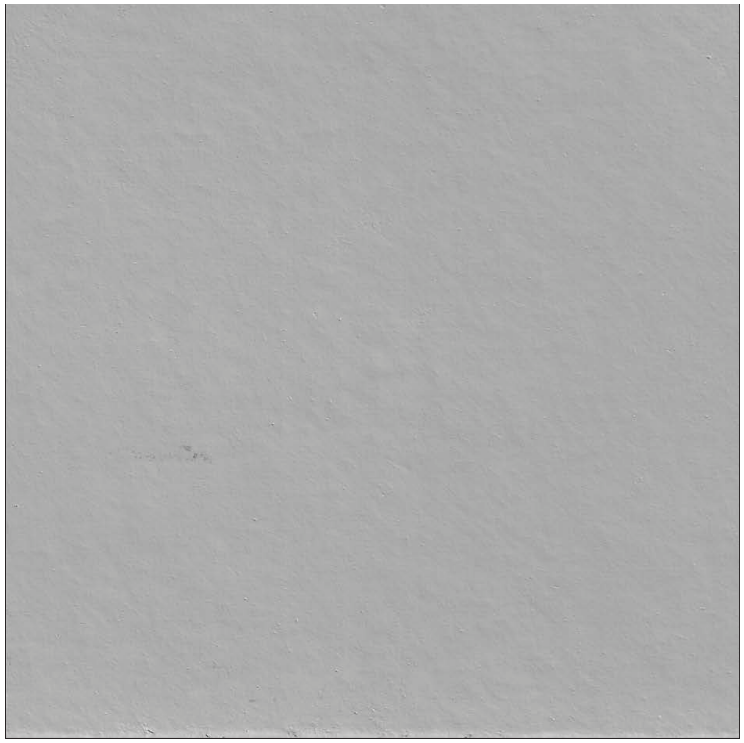
DATE

RC24 809

NO DOSSIER

A-002

NO PAGE



Bardage à clin en fibrociment HARDIEPLANK fini LISSE, couleur STONE PAVER de JAMES HARDIE



Bardeaux d'asphalte de BP, modèle DAKOTA, couleur GRIS ARDOISE



Portes, fenêtres et solins
Fini aluminium couleur Noir

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccarielloarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES

TRANSFORMATION
7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9
PROJET

Sandrine et Yves Razafindrazaka
famillerazafi@gmail.com
CLIENT

PERMIS & CCU
ÉMISSION

2025-03-07
DATE

RC24 809
NO DOSSIER

A-003
NO PAGE

8:00 | 10:00 | 12:00 | 14:00 | 16:00 | 18:00

ÉQUINOXE DU PRINTEMPS 21 MARS



SOLSTICE D'ÉTÉ 21 JUIN



ÉQUINOXE D'AUTOMNE 21 SEPTEMBRE



SOLSTICE D'HIVER 21 DÉCEMBRE



N

ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT PROPOSÉ

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1259533005
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES

TRANSFORMATION
7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9

PROJET

Sandrine et Yves Razafindrazaka
familleraza fi@gmail.com

CLIENT

PERMIS & CCU

ÉMISSION

2025-03-07

DATE

RC24 809

NO DOSSIER

A-005

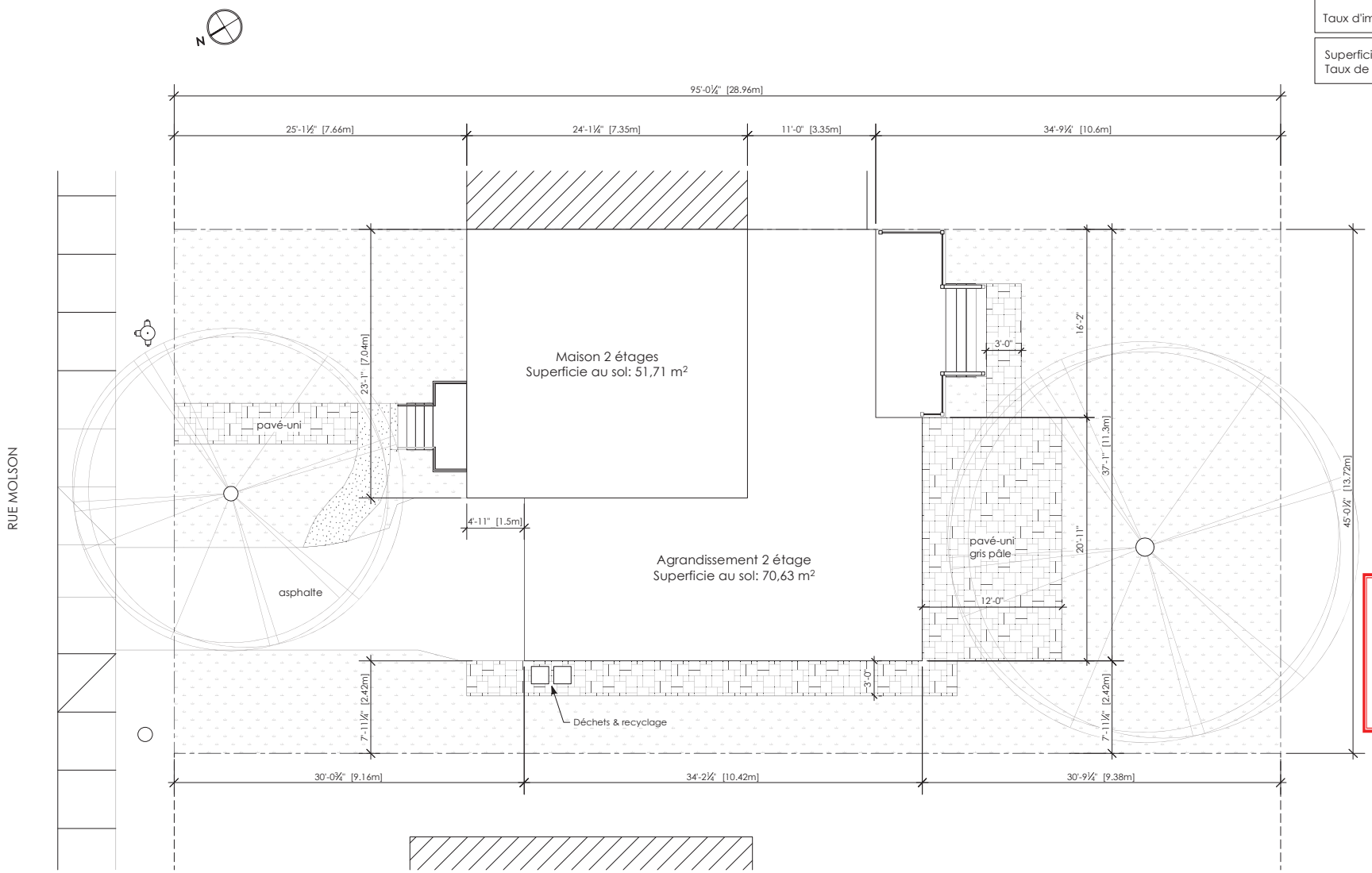
NO PAGE

Superficie du terrain: 397,2 m²

Aire de bâtiment existant: 51,71 m²
Aire de bâtiment agrandissement: 70,63 m²
Aire de bâtiment total proposé: 122,34 m²

Taux d'implantation proposé: 30,8 %

Superficie de végétaux proposé: 182,6 m²
Taux de verdissement proposé: 46 %



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1259533005
Date : 2025-04-22

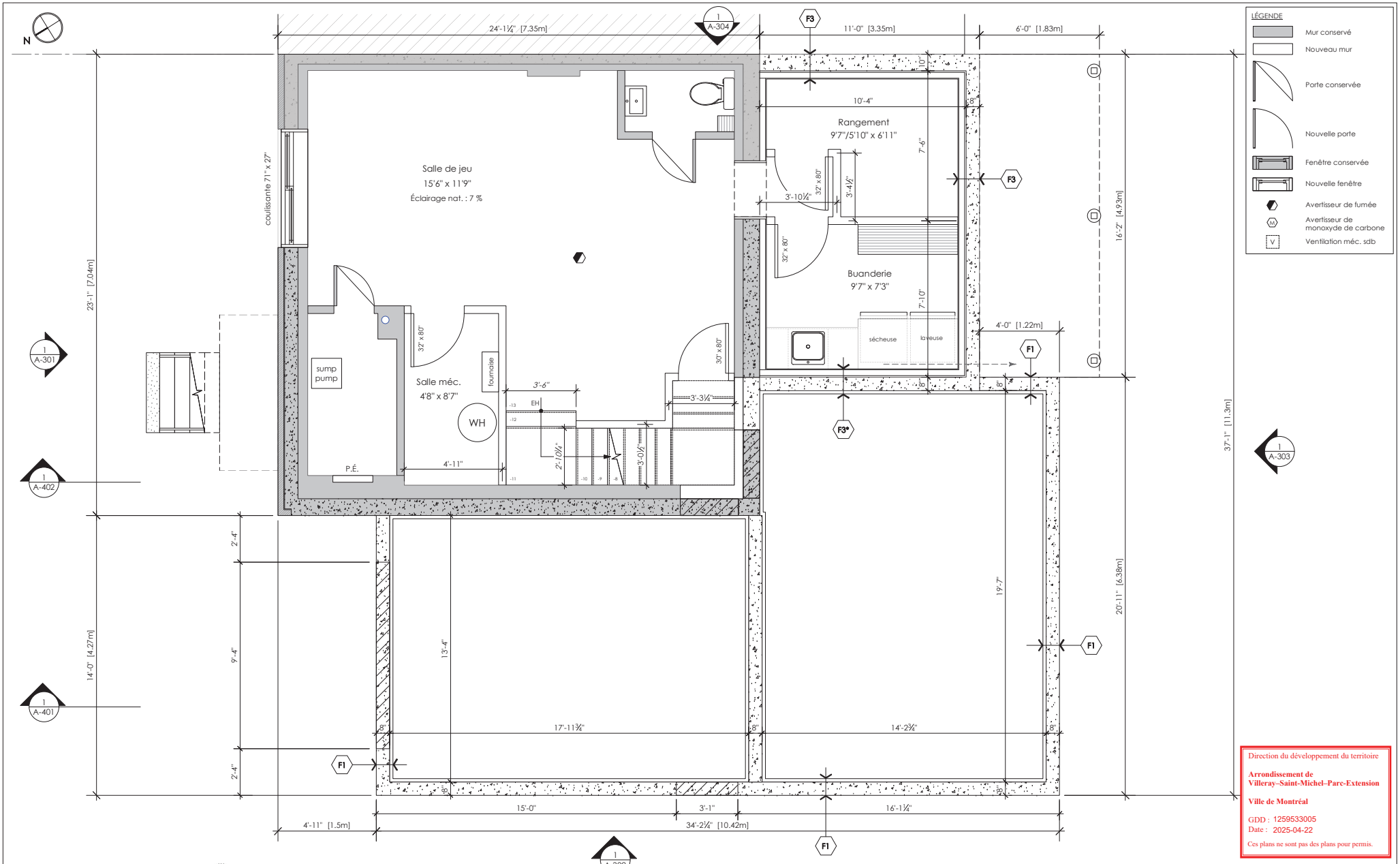
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

1 Plan d'implantation - Proposé
A-101 1/8" = 1'-0"

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES	PROJET	CLIENT	ÉMISSION	DATE	NO DOSSIER	NO PAGE
	TRANSFORMATION 7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9	Sandrine et Yves Razafindrazaka familleraza fi@gmail.com	PERMIS & CCU	2025-03-07	RC24 809	A-101



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1259533005
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES

PROJET: TRANSFORMATION
7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9

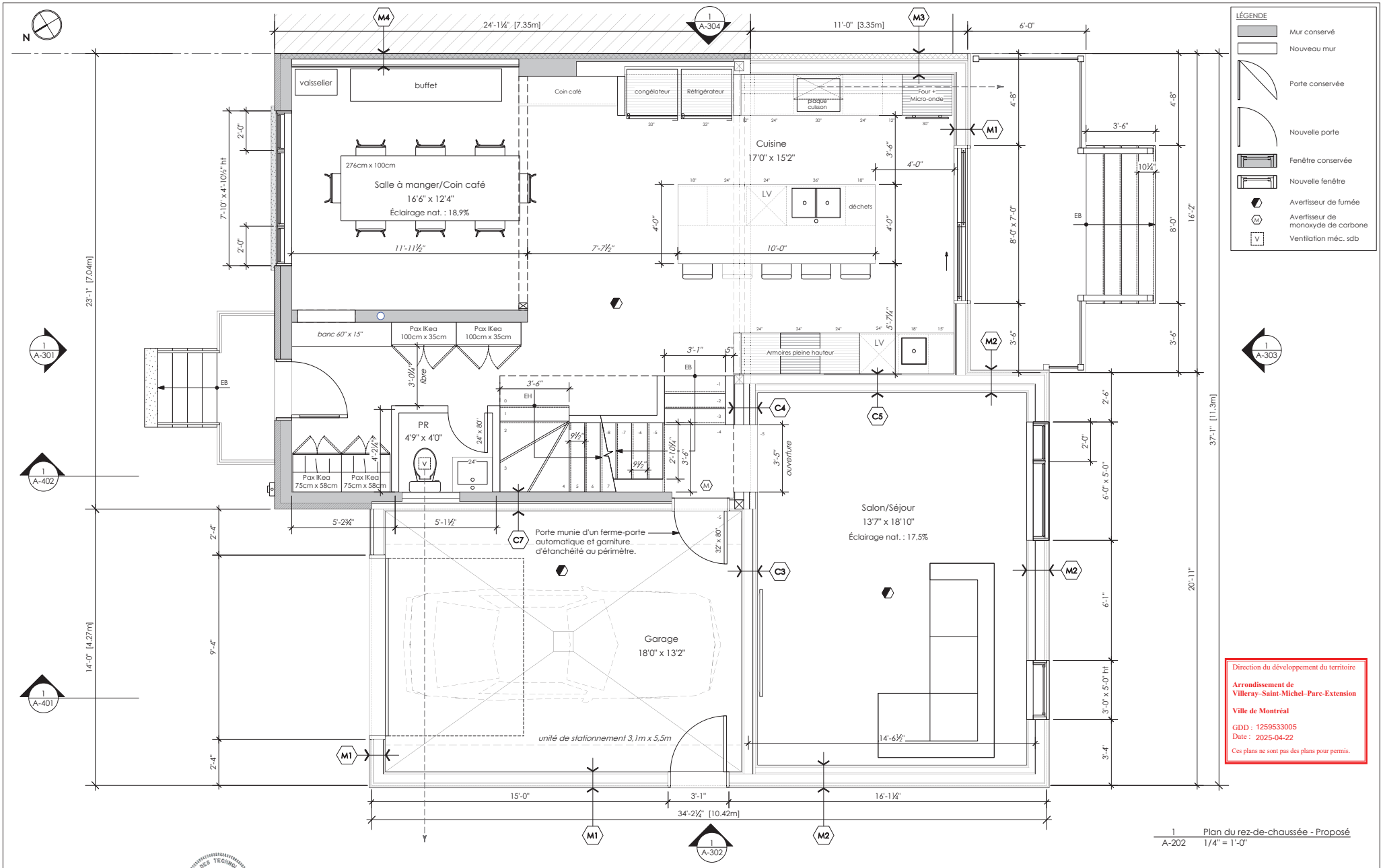
CLIENT: Sandrine et Yves Razafindrazaka
famillerazafi@gmail.com

ÉMISSION: PERMIS & CCU

DATE: 2025-03-07

NO DOSSIER: RC24 809

NO PAGE: A-201



1 A-202 Plan du rez-de-chaussée - Proposé 1/4" = 1'-0"

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES

TRANSFORMATION
7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9
PROJET

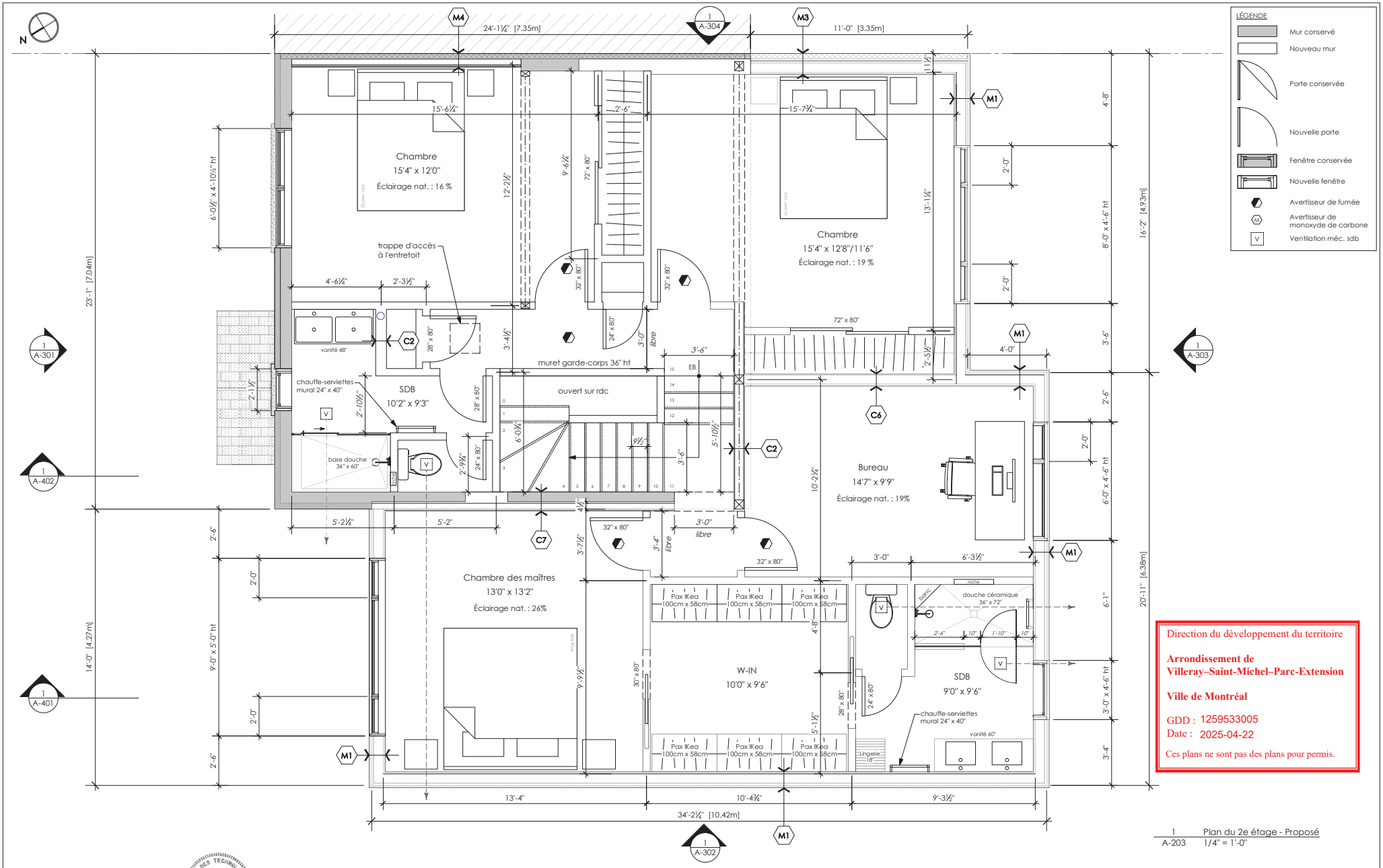
Sandrine et Yves Razafindrazaka
famillerazafi@gmail.com
CLIENT

PERMIS & CCU
ÉMISSION

2025-03-07
DATE

RC24 809
NO DOSSIER

A-202
NO PAGE



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1259533005
Date : 2025-04-22

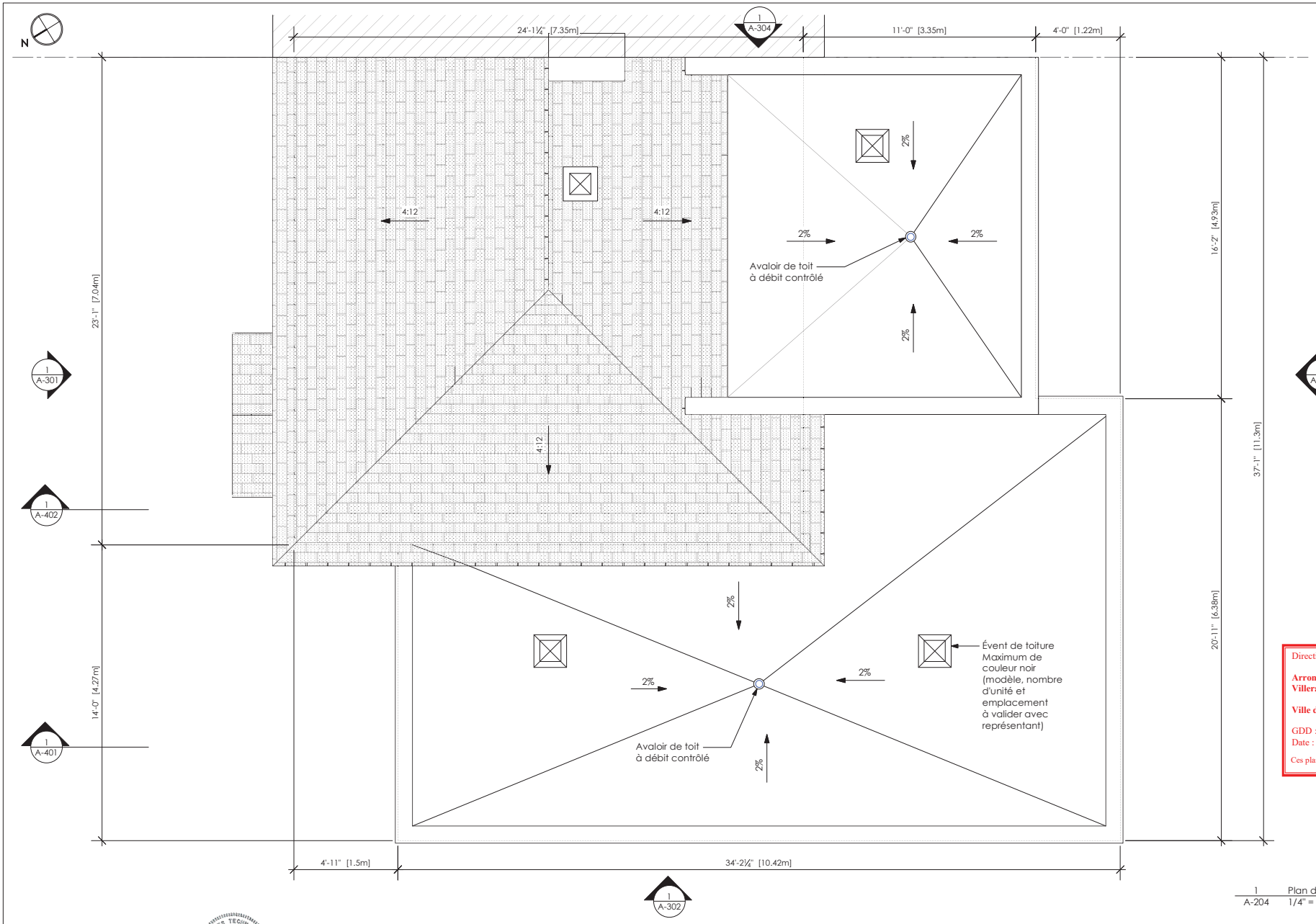
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

1 A-203 Plan du 2e étage - Proposé
1/4" = 1'-0"

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES	PROJET	CLIENT	ÉMISSION	DATE	NO DOSSIER	NO PAGE
	TRANSFORMATION 7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9	Sandrine et Yves Razafindrazaka familleerazafi@gmail.com	PERMIS & CCU	2025-03-07	RC24 809	A-203



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1259533005
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

1 A-204 Plan de toiture - Proposé
1/4" = 1'-0"

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES

PROJET	CLIENT	ÉMISSION	DATE	NO DOSSIER	NO PAGE
TRANSFORMATION 7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9	Sandrine et Yves Razafindrazaka familleerazafi@gmail.com	PERMIS & CCU	2025-03-07	RC24 809	A-204

Calcul facade de rayonnement
(CCQ 2010, 9.10.15. Séparation spatiale entre les maisons)

Distance limitative: 7,66 m + milieu de la rue = ± 15 m
Surface: 68 m²
Surface des baies non protégées autorisée: 100%
Surcace des baies non protégées proposée: 20,9 m² = 31 %
Degré de résistance au feu exigé: 0 minutes
Type de construction: Combustible
Type de revêtement: Incombustible

Toutes les fenêtres du 2e étage dont l'appui est située à moins de 900 mm du plancher fini doivent être protégées par un dispositif permettant de limiter l'ouverture à au plus 100 mm. Dans les chambres à coucher (moyen d'évacuation requis), ce mécanisme qui en limite l'ouverture doit être conforme à la norme ASTM F2090, "Window Fall Prevention Devices With Emergency Escape (Egress).

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1259533005
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



1 Élévation façade avant - Proposé
A-301 1/4" = 1'-0"

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES

PROJET	CLIENT	ÉMISSION	DATE	NO DOSSIER	NO PAGE
TRANSFORMATION 7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9	Sandrine et Yves Razafindrazaka familleraзafi@gmail.com	PERMIS & CCU	2025-03-07	RC24 809	A-301

Calcul facade de rayonnement
(CCQ 2010, 9.10.15. Séparation spatiale entre les maisons)

Distance limitative: 2,42 m
Surface: 74,8 m^2
Surface des baies non protégées autorisée: 17 %
Surcace des baies non protégées proposée: 2 m^2 = 2,7 %
Degré de résistance au feu exigé: 0 minutes
Type de construction: Combustible
Type de revêtement: Incombustible

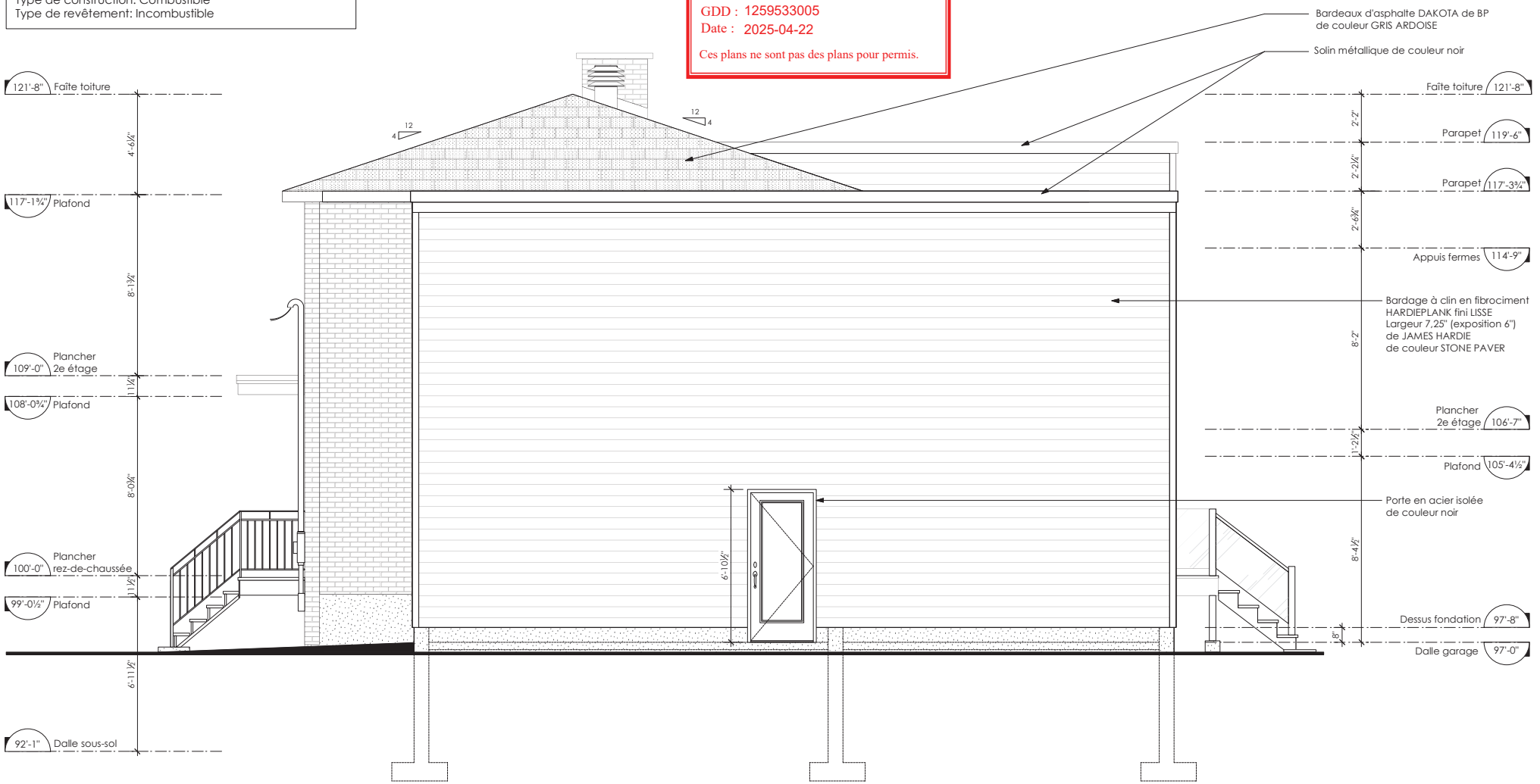
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1259533005
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



1 Élévation façade latérale droite - Proposé
A-302 1/4" = 1'-0"

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES

TRANSFORMATION
7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9
PROJET

Sandrine et Yves Razafindrazaka
famillerazafi@gmail.com
CLIENT

PERMIS & CCU
ÉMISSION

2025-03-07
DATE

RC24 809
NO DOSSIER

A-302
NO PAGE

Calcul facade de rayonnement
(CCQ 2010, 9.10.15. Séparation spatiale entre les maisons)

Distance limitative: 9,38 m
Surface: 66,6 m^2
Surface des baies non protégées autorisée: 92 %
Surcace des baies non protégées proposée: 16,5 m^2 = 25 %
Degré de résistance au feu exigé: 0 minutes
Type de construction: Combustible
Type de revêtement: Incombustible

Toutes les fenêtres du 2e étage dont l'appui est située à moins de 900 mm du plancher fini doivent être protégées par un dispositif permettant de limiter l'ouverture à au plus 100 mm. Dans les chambres à coucher (moyen d'évacuation requis), ce mécanisme qui en limite l'ouverture doit être conforme à la norme ASTM F2090, "Window Fall Prevention Devices With Emergency Escape (Egress).

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1259533005
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



1 Élévation façade arrière - Proposé
A-303 1/4" = 1'-0"

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES

PROJET	CLIENT	ÉMISSION	DATE	NO DOSSIER	NO PAGE
TRANSFORMATION 7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9	Sandrine et Yves Razafindrazaka familleraza fi@gmail.com	PERMIS & CCU	2025-03-07	RC24 809	A-303

Calcul façade de rayonnement
(CCQ 2010, 9.10.15. Séparation spatiale entre les maisons)

Distance limitative: 0 m
Surface: 74,8 m²
Surface des baies non protégées autorisée: 0%
Surcace des baies non protégées proposée: 0 %
Degré de résistance au feu exigé: 60 minutes
Type de construction: Combustible
Type de revêtement: Incombustible

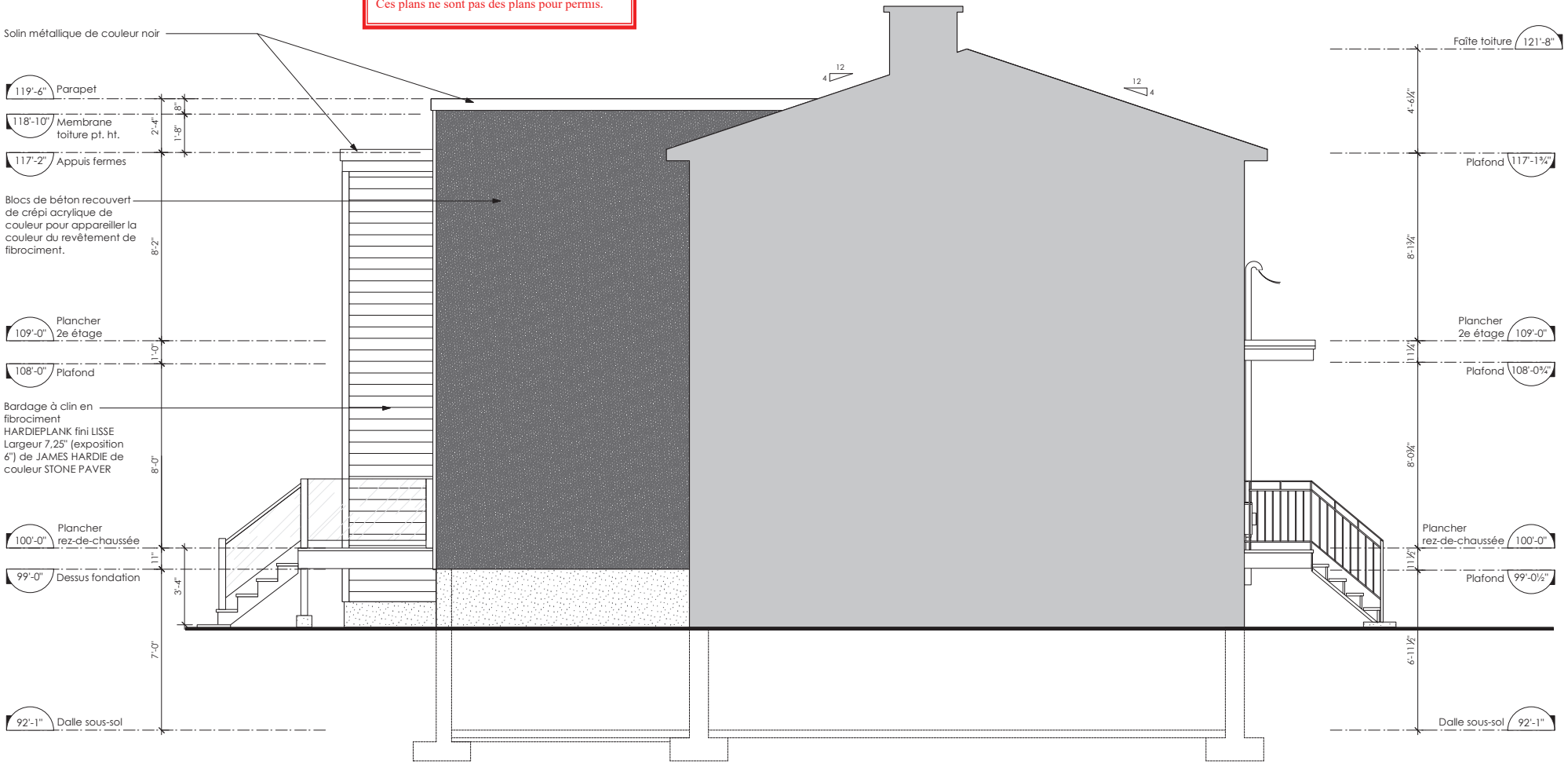
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1259533005
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



1 Élévation façade latérale gauche - Proposé
A-304 1/4" = 1'-0"

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES	PROJET	CLIENT	ÉMISSION	DATE	NO DOSSIER	NO PAGE
	TRANSFORMATION 7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9	Sandrine et Yves Razafindrazaka familleraзafi@gmail.com	PERMIS & CCU	2025-03-07	RC24 809	A-304

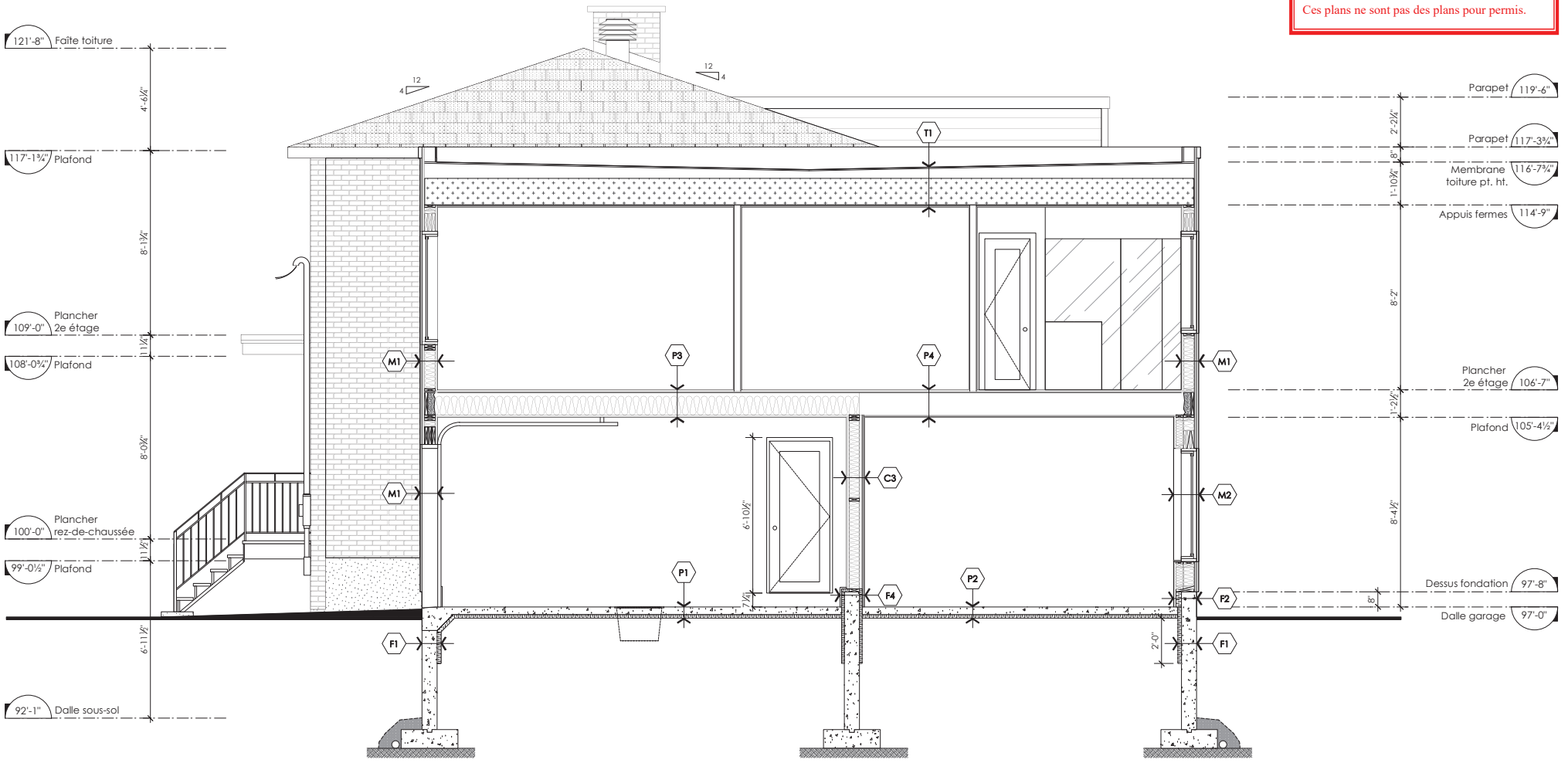
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1259533005
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



1 Coupe shématique agrandissement
A-401 1/4" = 1'-0"

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES

TRANSFORMATION
7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9
PROJET

Sandrine et Yves Razafindrazaka
famillerazafi@gmail.com
CLIENT

PERMIS & CCU
ÉMISSION

2025-03-07
DATE

RC24 809
NO DOSSIER

A-401
NO PAGE

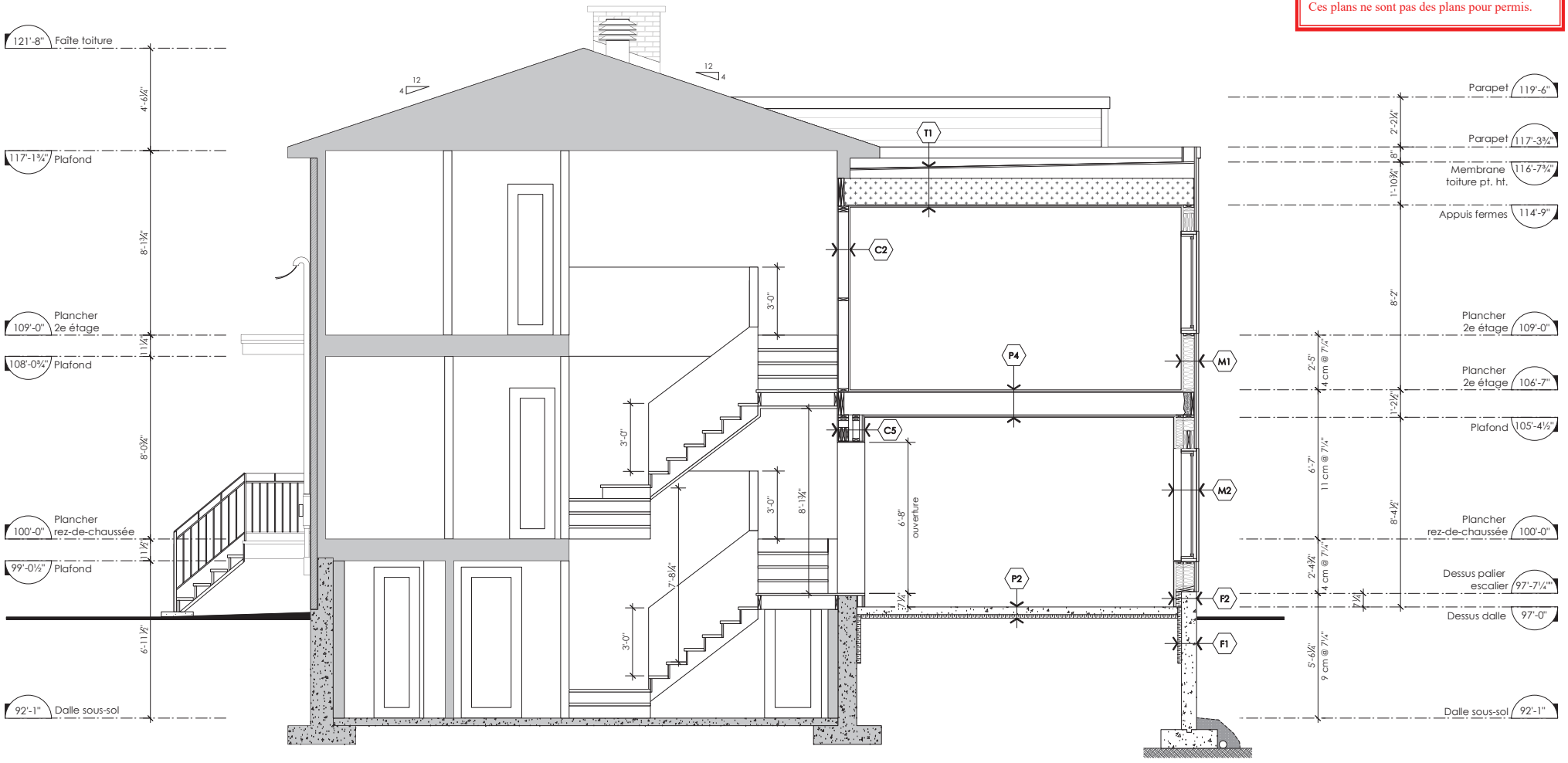
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1259533005
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



1 Coupe shématique avec escalier
A-402 1/4" = 1'-0"

CICCARIELLO | architecture
Rachel Ciccariello, T.P.
514.577.4820
info@ciccariellоarchitecture.ca

Tous les travaux devront être exécutés selon les normes du code de construction du Québec (édition en vigueur), les règlements municipaux et les méthodes d'installations des manufacturiers. Dans le cas de contradiction, les exigences les plus strictes s'appliquent. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des travaux et doit assurer la conformité du bâtiment dans son ensemble. Les travaux doivent être effectués selon les règles de l'art. L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions. Aucune dimension ne doit être mesurée directement sur les plans. Tous les travaux de fondations et de charpente doivent être spécifiés et approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ.

NOTES GÉNÉRALES

TRANSFORMATION
7570 rue Molson, Montréal, QC, H2A 3K9
PROJET

Sandrine et Yves Razafindrazaka
famillerazafi@gmail.com
CLIENT

PERMIS & CCU
ÉMISSION

2025-03-07
DATE

RC24 809
NO DOSSIER

A-402
NO PAGE

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS — ZONE : H03-034

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.1						
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X						
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

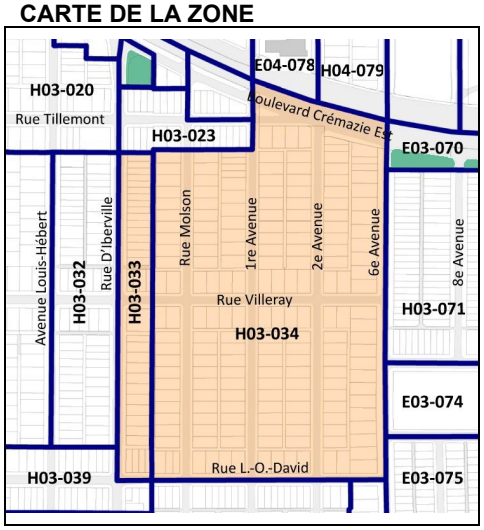
CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/9						
En étage	min/max	2/2						
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	13,5						
Mode d'implantation	(I-J-C)	J						
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/35						
Densité	min/max	-						
Marges								
Avant principale	min/max (m)	5,5/7,5						
Avant secondaire	min/max (m)	3/10						
Latérale	min (m)	1,5						
Arrière	min (m)	3						
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40						
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80						
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	F						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	2
PAE	-

CARTE DE LA ZONE



MISES À JOUR

01-283-116 (2023-04-04)

***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1256996007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant la création du lot 6 618 913, ainsi que l'agrandissement du bâtiment situé aux 8001 à 8031, 18e Avenue.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA23-14001), le plan cadastral de la minute 12052 daté du 2 février 2024 et préparé par Jean-Louis Chénard, arpenteur-géomètre, ainsi que les plans A00.6, A31, P22.1 et P22.2 datés du 27 mars 2025, préparés par Simon Glew, architecte et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 17 avril 2025, visant la création du lot 6 618 913 ainsi que l'agrandissement du bâtiment situé aux 8001 à 8031, 18^{e} Avenue.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-22 18:30

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1256996007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant la création du lot 6 618 913, ainsi que l'agrandissement du bâtiment situé aux 8001 à 8031, 18e Avenue.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser la création du lot 6 618 913, ainsi que l'agrandissement en cour latérale du bâtiment situé aux 8001 à 8031, 18e Avenue. Ce projet est visé par les articles 18, 19 et 85 à 87 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001) en ce qui concerne les agrandissements visibles de la voie publique et les projets de lotissement dans le secteur du PPU de la rue Jarry Est.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 14 0233 - 1246996008 - 2 août 2024 : Adopter la résolution PP24-14012 à l'effet de permettre la réunification des lots 2 214 743 et 2 214 742 et d'autoriser l'agrandissement du bâtiment situé aux 8001-8031, 18e Avenue en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

DESCRIPTION

Une entreprise de production de fil à coudre nommée Cansew souhaite réaliser un agrandissement sur un lot vacant dans le cadre d'un important projet de modernisation des équipements de son usine de production, située sur les 18e et 19e Avenues, dans le quartier Saint-Michel.

Caractéristiques du projet

- Hauteur : 2 étages et 7,83 mètres
- Taux d'implantation : 94 %
- Densité : 0,94
- Usage : Production et traitement de fibres tissées (catégorie I.4) (tel qu'existant)
- Verdissement : Tend vers la conformité - verdissement de la cour avant sur la 19e Avenue
- Nombre d'arbres : 0 (tel qu'existant)
- Nombre d'unités de stationnement : 0 (tel qu'existant)
- Nombre d'unités de stationnement pour vélos : 1

Réglementation applicable

Règlement de zonage 01-283, zone I04-096 :
- Usages : I.3(5)
- Hauteur : 4 à 8 étages, 12 à 32 m
- Taux d'implantation : 50 à 70 %
- Mode d'implantation : jumelé ou contigu
- Densité : 2 à 5,5
- Marge avant principale : 2,5 à 4,5 m

Résolution PP24-14012 (en vigueur depuis le 8 août 2024)
Autorise la réunification des lots 2 214 743 et 2 214 742, l'agrandissement du bâtiment et l'usage « Production et traitement de fibres tissées » de la catégorie I.4,
et ce, malgré les éléments suivants prescrits à la grille des usages et des normes I04-096 :
- la densité minimale;
- le taux d'implantation maximal;
- la marge avant minimale;
- les usages;
aux conditions suivantes :
- que la cour avant du bâtiment donnant sur la 19e Avenue fasse l'objet de verdissement;
- que la présente autorisation soit nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 36 mois suivant son entrée en vigueur.

Droits acquis
À noter que le bâtiment existant est dérogatoire à la hauteur minimale prescrite. Toutefois, en vertu de l'article 663 du Règlement de zonage, le bâtiment peut être agrandi à condition que le nouveau volume soit d'une hauteur égale ou supérieure au bâtiment existant. Cette disposition devra être respectée par le projet d'agrandissement.

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
L'usine de l'entreprise Cansew est implantée au centre d'un îlot bordé par le boulevard Crémazie, la rue Jarry Est et les 18e et 19e Avenues. Le bâtiment existant est revêtu de briques brunes et est composé de différentes parties qui possèdent de 1 à 2 étages de hauteur. Sur la 19e Avenue, la portion sud du bâtiment est couverte d'une toiture en demi-lune en aluminium de couleur bleue. Du côté nord, deux grandes citernes rouges sont aménagées sur une partie du bâtiment qui comporte un seul étage. La longue façade est ornée de portes de garage et de fenêtres verticales disposées de manière à créer des bandeaux horizontaux grâce à des linteaux de pierre. L'architecture du bâtiment est représentative de son usage industriel et de son époque de construction, soit la fin des années 40.

Cette propriété se situe dans le secteur de planification détaillé (PPU) de la rue Jarry Est et plus précisément dans le secteur nommé « Vitrine Crémazie et les Avenues ». Il s'agit d'un quartier industriel qui s'étend de la 13e à la 20e Avenue. Le zonage de ce secteur a été réfléchi dans une perspective de redéveloppement majeur du site impliquant la démolition des bâtiments désuets et la construction de nouveaux édifices de plusieurs étages de hauteur et pouvant accueillir des entreprises œuvrant dans les technologies de pointe. C'est pourquoi le zonage y autorise des constructions de 4 à 8 étages de hauteur, ainsi qu'une densité de 2 à 5,5.

Description du projet

1) Lotissement

Le lot vacant 2 214 743, ayant front sur la 19e Avenue, est réunit au lot 2 214 742 sur lequel est érigé le bâtiment existant. Le nouveau lot ainsi créé portera le numéro 6 618 913 et aura une superficie de 1 807,3 m². La réunification des lots vise à permettre

l'agrandissement du bâtiment et n'aura pas d'impact sur la trame urbaine ou le cadre bâti des 18e et 19e Avenues.

2) Agrandissement

Le projet d'agrandissement consiste en la construction d'un nouveau volume sur le lot vacant 2 214 743, situé sur la 19e avenue, au nord du bâtiment existant. Ce volume a une hauteur similaire aux parties les plus élevées du bâtiment existant et comporte deux étages. On y retrouve une nouvelle entrée principale pour les visiteurs et employés de l'usine. Des bureaux, salle de conférences, vestiaires et salles de repos pour les employés y sont aménagés. De plus, l'agrandissement est implanté au-dessus d'un nouveau bassin de décantation des eaux usées situé en souterrain. Une salle de pompage reliée à ce bassin est aménagée au rez-de-chaussée.

Le volume s'aligne en partie avec la façade du bâtiment existant, soit à environ 1,45 m de la limite de la voie publique. Par contre, un décroché formé de murs vitrés permet d'aménager la porte d'entrée principale dans une enclave et d'apporter de la lumière naturelle à un espace de circulation verticale situé à l'intérieur. Le reste de la façade est implanté à 15 cm de recul par rapport à l'alignement du bâtiment existant. Dans l'ensemble, le volume occupe presque la totalité du lot, puisqu'il est implanté sur les limites latérales et arrière du terrain. Cela portera le taux d'implantation de l'ensemble du bâtiment à 94 %. Enfin, le projet comporte également un 2e agrandissement : une partie du toit du bâtiment existant sera démolie pour être rehaussée afin de permettre l'installation de certains équipements de machinerie.

En ce qui concerne l'agrandissement de 2 étages en cour latérale, sa façade est revêtue en majeure partie d'un mur-rideau et d'un parement de maçonnerie. Il est proposé d'utiliser une brique polychrome dans les tons de beige/brun, qui se veut similaire à la brique du bâtiment existant. Une partie du haut de la façade est revêtue de lattes métalliques installées à la verticale, de couleur blanche. Ce même revêtement est également utilisé sur la portion rehaussée de la toiture existante. Il est à noter que la réalisation de l'agrandissement permettra de retirer les deux citernes rouges qui se trouvent sur le toit du bâtiment. Enfin, sur la façade du bâtiment existant, plusieurs portes de garage seront supprimées et remplacées par un revêtement de maçonnerie.

Par ailleurs, le seul espace libre sur le terrain étant situé en cour avant, il est proposé de retirer l'asphalte, tant sur le domaine privé que sur le domaine public, et de planter du gazon tout le long de la 19e Avenue. Seuls les accès aux portes de garage seront maintenus en asphalte.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- la forme et la superficie du nouveau lot ainsi que l'implantation de l'agrandissement favorisent un développement cohérent avec l'usage du terrain et le bâtiment existant;
- l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement assurent son intégration dans le milieu d'insertion;
- la volumétrie proposée permet de marquer la présence de l'entrée principale du bâtiment sur la 19e Avenue;
- le traitement architectural de l'agrandissement s'inspire des caractéristiques du bâtiment existant tout en adoptant un langage contemporain;
- la palette de revêtements proposée est restreinte et les couleurs sont sobres;
- la fenestration proposée permet de créer une relation visuelle avec la rue;
- le retrait de plusieurs portes de garage et le réaménagement du domaine privé et

public devant le bâtiment existant permettront d'augmenter le verdissement du site.

À sa séance du 9 avril 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable à la demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Valeur approximative des travaux : 4 251 323 $
Frais d'étude de la demande de permis de transformation : 41 662,97 $
Frais de PIIA : 1 205 $

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PIIA adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission des permis de lotissement et de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256996007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant la création du lot 6 618 913, ainsi que l'agrandissement du bâtiment situé aux 8001 à 8031, 18e Avenue.



Localisation du site.pngNormes reglementaires.pdf

PIIA-Objectifs et criteres_Agrand industriel.pdfPIIA-Objectifs et critères_Secteur 6.pdf

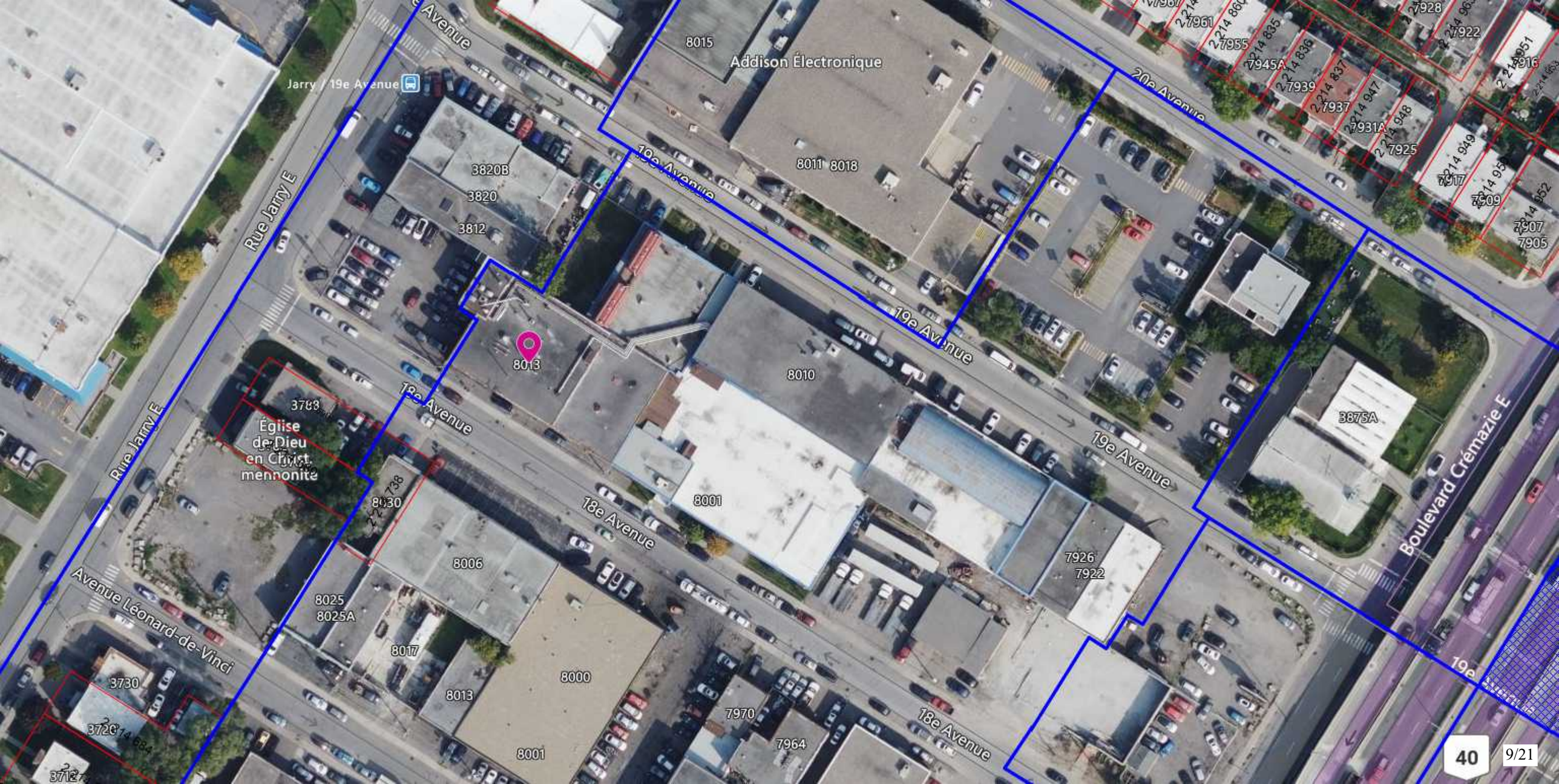
CCU_PV_2025-04-09.pdfPlans estampillés.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

6.5 PIIA : 8018-8031, 18e avenue	
Présenté par	**Invités**
Annie Robitaille Conseillère en aménagement	Aucun
Objet	
Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant la création du lot 6 618 913, ainsi que l'agrandissement du bâtiment situé aux 8001 à 8031, 18e Avenue.	
Commentaires	
Aucun commentaire n'a été formulé.	
CCU25-04-09-PIIA03	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PIIA; Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée. Il est proposé par Camilla Chiari appuyé par Marie-Eve Dostie ADOPTÉ à l'unanimité.	


Jarry / 19e Avenue
8015
Addison Électronique
8011 8018
3820B
3820
3812
8013
8010
3763
Église de Dieu en Christ, mennonite
8030
8001
8006
8025
8025A
8017
8013
8000
8001
7970
7964
7926
7922
3875A
3730
3720
3712
Rue Jarry E
Avenue Léonard-de-Vinci
Boulevard Crémazie E
19e Avenue
18e Avenue
20e Avenue
7961
7955
7945A
7939
7937
7931
7928
7925
7922
7917
7909
7907
7905
7916

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : I04-096**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation								
Commerce								
Industrie		I.3(5)						
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X						
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

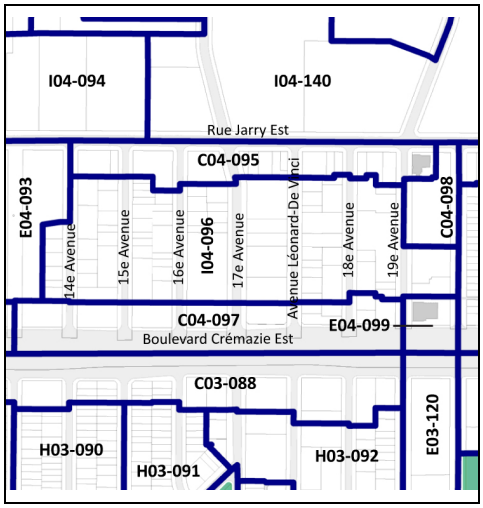
CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	12/32						
En étage	min/max	4/8						
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-						
Mode d'implantation	(I-J-C)	J-C						
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	50/70						
Densité	min/max	2/5,5						
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2,5/4,5						
Avant secondaire	min/max (m)	2,5/5						
Latérale	min (m)	4						
Arrière	min (m)	4						
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40						
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	-						
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-4
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	6
PAE	oui

CARTE DE LA ZONE



MISES À JOUR

01-283-115 (2023-03-07)
01-283-116 (2023-04-04)

***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

SOUS-SECTION II - AGRANDISSEMENT VISIBLE DE LA VOIE PUBLIQUE

18. Une intervention visée à l'article 9 relative à un agrandissement visible de la voie publique doit répondre aux objectifs suivants:

Objectif 1 : contribuer à l'attractivité économique du secteur;

Objectif 2 : minimiser les impacts du projet sur la qualité des milieux de vie à proximité;

Objectif 3 : encourager la conception et la construction de bâtiments durables et de qualité qui permet d'améliorer le cadre bâti existant;

Objectif 4 : réduire l'effet des îlots de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la rétention des eaux pluviales

Objectif 5 : concevoir des aménagements écoresponsables, qui favorisent la mobilité durable (autopartage, transport collectif, transport actif) et l'aménagement d'espaces de détente extérieurs de qualité;

Objectif 6 : concevoir des aménagements sécuritaires, inclusifs et confortables pour l'ensemble de la population.

19. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Implantation et volumétrie

1.1 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement reflètent l'usage prévu sur le site et assurent son intégration dans le milieu d'insertion;

1.2 : l'implantation de l'agrandissement tend à préserver les arbres matures et en bonne santé;

1.3 : l'implantation de l'agrandissement assure une cohérence dans le cadre bâti existant et permet de minimiser les nuisances sur les propriétés adjacentes;

1.4 : l'implantation de l'agrandissement assure que l'entrée principale de chaque commerce ou industrie soit située face à la voie publique;

1.5 : les marges de recul et le positionnement des éléments en saillie pour un agrandissement dans une cour favorisent les aménagements paysagers en pleine terre d'un seul tenant et assure la viabilité des arbres existants et proposés;

1.6 : une transition volumétrique est favorisée lorsque l'agrandissement est adjacent à une zone où le nombre maximal d'étages prescrit est inférieur au nombre d'étages de l'agrandissement proposé;

1.7 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement tendent à maintenir des vues sur la montagne, et à les mettre en valeur si le terrain est identifié comme étant un terrain à transformer, lorsque ce bâtiment est situé à l'extrémité ou sur le parcours d'une vue vers le mont Royal identifiée sur la carte de l'annexe A, et telles qu'illustrées aux documents intitulés « Illustrations des vues d'intérêt offertes vers le mont Royal » joints à l'Annexe E;

1.8 : les impacts liés au gabarit de l'agrandissement et ses effets sur l'éclairage naturel et l'ensoleillement des propriétés résidentielles voisines sont minimisés;

1.9 : l'accessibilité universelle est favorisée pour l'agrandissement lorsque son emplacement et sa superficie le permet, notamment par la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

2 - Traitement architectural

2.1 : le traitement architectural de l'agrandissement s'inspire des caractéristiques architecturales prédominantes du milieu d'insertion tout en adoptant un langage architectural contemporain qui permet d'améliorer le cadre bâti existant;

2.2 : l'agrandissement met en valeur la volumétrie et l'architecture du bâtiment d'origine lorsque ce dernier présente des éléments d'intérêt;

2.3 : la réfection de la façade existante doit permettre une amélioration du cadre bâti, une meilleure intégration de l'agrandissement ou le retour aux composantes d'origine;

2.4 : les revêtements proposés pour les façades visibles de la voie publique, sont reconnus pour leur durabilité et sont compatibles avec ceux du bâtiment d'origine;

2.5 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

2.6 : la palette de revêtement proposée est restreinte et permet d'améliorer le cadre bâti existant;

2.7 : les entrées du bâtiment sont marquées afin d'assurer leur lisibilité et une distinction entre les usages;

2.8 : la partie du rez-de-chaussée de l'agrandissement donnant sur la rue et comprenant une entrée principale doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouverture afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à créer un sentiment de sécurité;

2.9 : la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet d'agrandissement;

2.10 : les équipements mécaniques liés à l'agrandissement sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et à limiter les impacts visuels depuis la voie publique;

2.11 : si des écrans visuels ou des constructions servant à réduire la visibilité des équipements mécaniques sont prévus, ceux-ci doivent s'harmoniser avec l'architecture du bâtiment par leur positionnement, leur couleur et leur matérialité;

2.12 : l'éclairage sécuritaire des espaces de circulation est prévu de manière à ne pas créer de nuisance à l'extérieur du terrain qu'il dessert;

2.13 : le projet d'agrandissement tend à considérer la présence d'espèces vulnérables dans les transformations apportées au bâtiment, notamment lorsqu'il y a présence d'une cheminée en maçonnerie;

3 - Aménagements extérieurs, stationnements et aire de chargement

3.1 : un projet d'agrandissement dans une cour prévoit des cheminements piétonniers protégés, sécuritaires et attrayants depuis la voie publique jusqu'à l'entrée de chaque bâtiment ou établissement;

3.2 : pour un usage commercial de grande surface, l'entreposage extérieur s'effectue dans une aire réservée à cette fin qui s'intègre à l'architecture du bâtiment et à l'aménagement paysager.

3.3 : les aménagements paysagers minimisent la visibilité des nouvelles aires d'entreposage extérieur depuis la voie publique;

3.4 : pour un agrandissement dans une cour, les aménagements paysagers tendent à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d'arbres et d'aménagements paysager) de manière à contribuer au paysage urbain et à éviter l'abattage des arbres existants.

3.5 : l'aménagement des cours affectées par l'agrandissement favorise le verdissement, la biodiversité, la mixité de végétaux, l'utilisation d'espèces indigènes et la plantation, en pleine terre, d'arbres à moyen ou grand déploiement;

3.6 : en bordure d'un usage sensible, l'aménagement paysager comporte une zone tampon en vue d'atténuer les impacts associés à la présence des activités commerciales ou industrielles;

3.7 : les nouveaux aménagements en cour avant favorisent les liens avec les aménagements existants sur le domaine public;

3.8 : l'abattage d'arbres est dûment justifié et compensé par la plantation de nouveaux arbres à moyen ou grand déploiement;

3.9 : le projet favorise le verdissement des toitures notamment à des fins d'agriculture urbaine, en étant doté des installations et équipements nécessaires à son entretien;

3.10 : le projet d’agrandissement préconise une gestion durable et intégrée des eaux de pluie et de fonte en favorisant la rétention naturelle sur le site et la percolation des espaces résiduels au sol;

3.11 : l’espace dédié à l'entreposage et à la collecte des matières résiduelles est ajusté en fonction de l’agrandissement et son aménagement vise à minimiser les nuisances qui lui sont associées, notamment le bruit et les odeurs;

3.12 : les accès aux nouvelles aires de stationnement et de chargement sont limités, justifiés et localisés de manière à réduire les impacts sur la propriété et dans le voisinage;

3.13: le nombre d’unités de stationnement proposé pour l’agrandissement est justifié par une analyse des besoins des différents usages proposés sur le site et par la proximité des autres modes de transports actifs et collectifs;

3.14 : lorsqu’un projet comprend du stationnement, le stationnement intérieur est privilégié et l’utilisation des modes de transport actifs et collectifs est favorisée (aménagements pour cyclistes, piétons, autopartage, etc.);

3.15 : le projet tend à prendre en compte les points bas et les secteurs à risques d'inondations lors des fortes pluies dans l’aménagement des voies d’accès au bâtiment;

3.16 : l’éclairage sécuritaire des nouvelles aires de stationnement et de chargement est prévu de manière à assurer une bonne visibilité des lieux ainsi qu’à procurer un sentiment de sécurité aux usagers et à ne pas créer de nuisance à l’extérieur du terrain qu’il dessert (diminution de la hauteur des fûts des lampadaires, l’orientation de l’éclairage vers le bas et l’emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière).

CHAPITRE VI - SECTEUR 6 (PPU JARRY EST)

84. Le présent chapitre s'applique à tous les bâtiments situés à l'intérieur d'un secteur 6.

85. En plus des interventions assujetties au Titre II, les interventions assujetties aux objectifs et critères du présent chapitre sont les suivantes:

1° tout permis de transformation relatif à la réfection d'une façade visible d'une voie publique.

2° tout permis de lotissement.

86. Une intervention dans un secteur 6 doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1 : assurer la cohérence des interventions sur le bâtiment;

Objectif 2 : concevoir un projet de transformation durable et de qualité qui améliore le cadre bâti dans lequel il s'insère

Objectif 3: assurer un lotissement favorisant un environnement physique et visuel harmonisé en fonction des usages prévus.

Objectif 4 : assurer une implantation des bâtiments qui contribue à l'animation et à l'ambiance du domaine public.

87. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Implantation et volumétrie

1.1: la forme et la superficie des lots ainsi que l'implantation du bâtiment favorisent un développement cohérent en fonction de l'usage prévu des terrains;

2 - Traitement architectural

2.1 : les interventions visant à retirer ou transformer des éléments architecturaux d'intérêt sont minimisées;

2.2 : les caractéristiques architecturales modifiées sont compatibles avec le bâtiment tout en pouvant être d'expression contemporaine;

2.3: la réfection de la façade existante permet une amélioration du cadre bâti;

2.4: l'utilisation d'un assortiment de couleurs adapté au milieu d'insertion pour le revêtement extérieur est privilégiée;

2.5: les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

2.6: la palette de revêtement proposée est restreinte et s'intègre dans le milieu;

2.7 : un rez-de-chaussée commercial doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouvertures afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à l'ambiance du domaine public;

2.8 : les entrées du bâtiment sont marquées afin d'assurer leur lisibilité et une distinction entre les usages;

2.9 : les saillies surplombant une entrée ou longeant un bâtiment sont traitées avec sobriété notamment en ce qui concerne les matériaux et les couleurs;

2.10 : la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet;

2.11 : les équipements mécaniques sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et à limiter les impacts visuels depuis la voie publique;

2.12 : l'éclairage sécuritaire des espaces de vie et de circulation est prévue de manière à ne pas créer de nuisances à l'extérieur du terrain qu'il dessert;

2.13 : l'éclairage architectural des bâtiments institutionnels minimise son impact sur le ciel et favorise la cohabitation avec les usages résidentiels.

3 - Aménagement extérieur

3.1 : les accès aux aires de stationnement depuis l'avenue Papineau sont limités;

3.2 : l'aménagement d'une place publique en façade est favorisé pour les bâtiments institutionnels.

PLAN CADASTRAL

Direction du développement du territoire

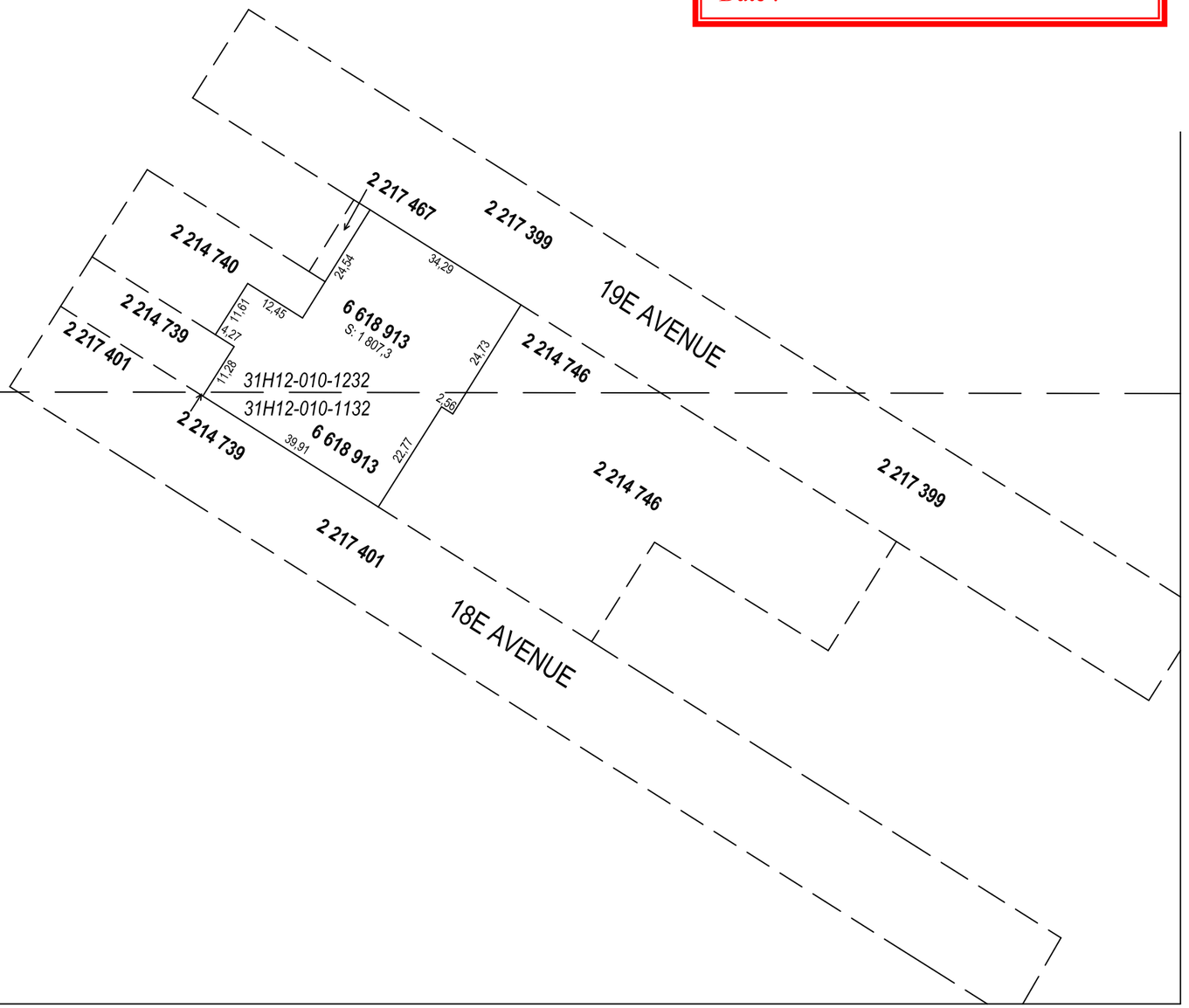
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

1256996007

GDD 2025-04-17

Date :



n document joint complète ce plan cadastral

es mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du ystème international.

OSSIER: 1391110

éférences au(x) feuillet(s) cartographique(s) :
31H12-010-1132
31H12-010-1232

Projection : MTM
Fuseau : 8

Échelle : 1: 1000

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Montréal (Ville)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Préparé à Montréal

Signé numériquement par: Jean-Louis Chénard
a.-g. (Matricule 1665)

Minute: 12052 datée du 2 février 2024
Dossier ag: 2023-10-01 SD4229

Copie authentique de l'original,
le

Pour le ministre

2.A00.6 . Échantillons de briques et revêtement métallique



2.1.A00.6 . Revêtement métallique AD300SR



2.2.A00.6 . Brique d'argile Meridian, couleur Caledonia

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

1256996007

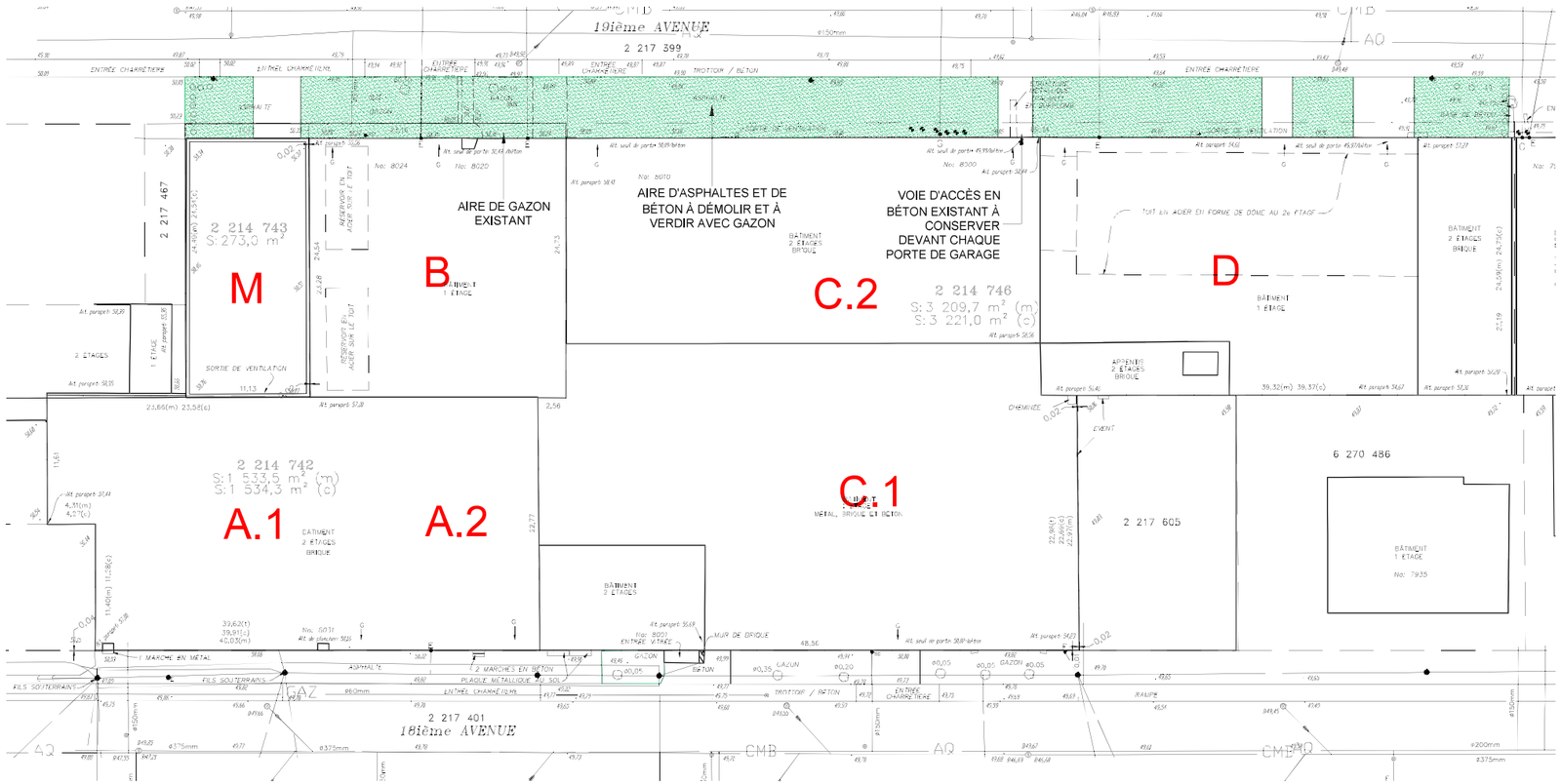
GDD 2025-04-17

Date :

1.A00.6 . Plan de site avec son projet de verdissage

Devis de verdissage:

1. Démolir les asphaltes et bétons.
2. Excaver les pierres concassées et les terres existantes, de profondeur minimum de 12" (300mm).
3. Au besoin, enlever tous les débris, remblais, et/ou mauvaises terres, jusqu'aux sols sains.
4. Aux besoins reconstruits les sols avec des remblais de sols minéraux classe C compacité à 85% DPM.
5. Installés 8" de sols minéraux.
6. Installés 4" de sols organiques compatibles avec les gazons.
7. Installer les gazons en tourbe en motifs de briques.



Plan du Bâtiment M projeté sur le plan de l'arpenteur

Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,

Cansew Inc.
111 Chabanel Ouest, Suite 101
Montréal, Québec, H2N-1C9

Projet/Project,

Cansew Saint Michel
8031 18e Avenue
Montréal, H3Z 3S1

Dessin/Drawing,

Vue aérienne et le plan de site avec son projet de verdissage; Échantillons

Échelle/Scale,

format 17x11:

format 36x24: 1":30'-0"

ID,

A00.6

Dessiné par,

Révisé par,

Émission,

2025.03.27. Présentation au CCU révisé (demande de permis phase 1)

SGA . Modernisation de l'usine

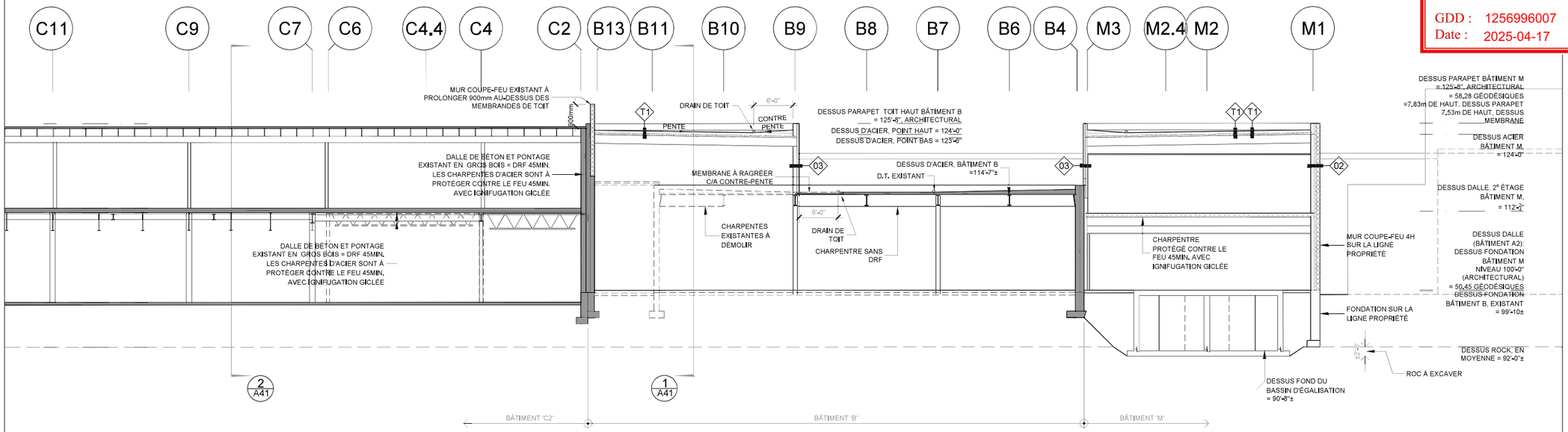
www.sga.solutions

Direction du développement du territoire

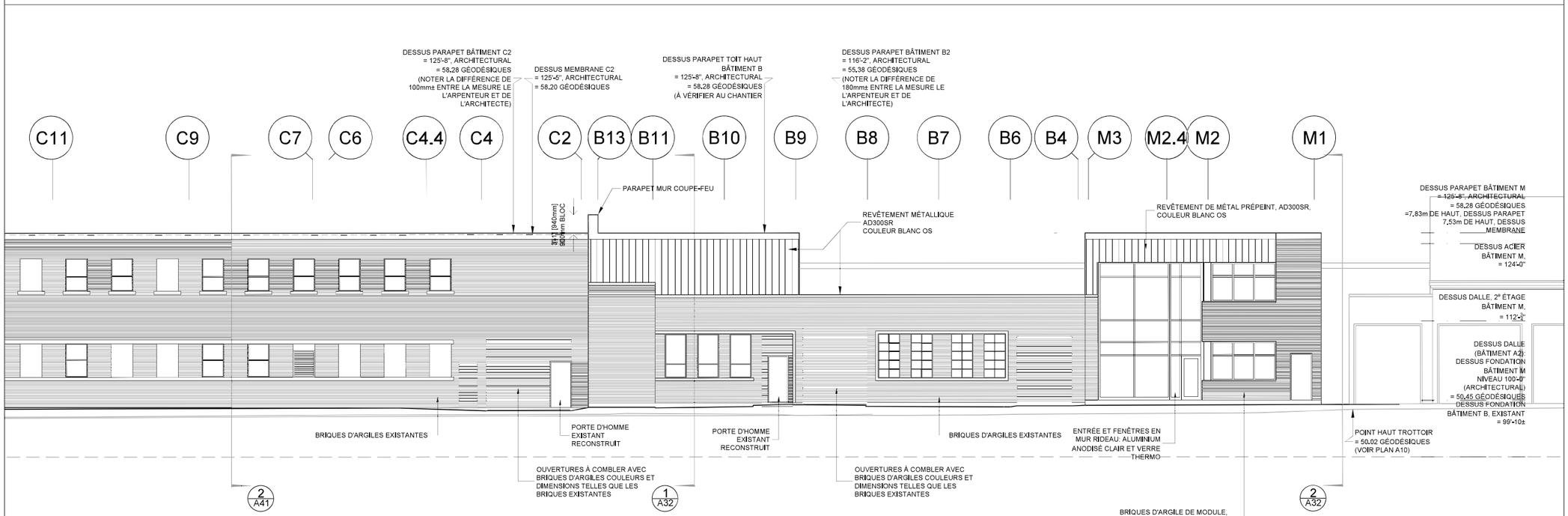
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1256996007
Date : 2025-04-17



2-A31 . COUPE TRANSVERSALLE, BÂTIMENTS B & M



1-A31 . ÉLÉVATION DE L'ENSEMBLE, 19e AVENUE

Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Cansew Inc.
111 Chabanel Ouest, Suite 101
Montréal, Québec, H2N-1C9

Projet/Project,
Cansew Saint Michel
8031 18e Avenue
Montréal, H3Z 3S1

Dessin/Drawing,
Élévation et section transversale, bâtiments B & M

Échelle/Scale,
format 17x11:
format 36x24: 1/16":1'-0"

ID,
A31

Dessiné par, | Révisé par,

Émission,
2025.03.27 . Présentation au CCU

Cansew Saint Michel . Modernization

SGA

www.sga.solutions

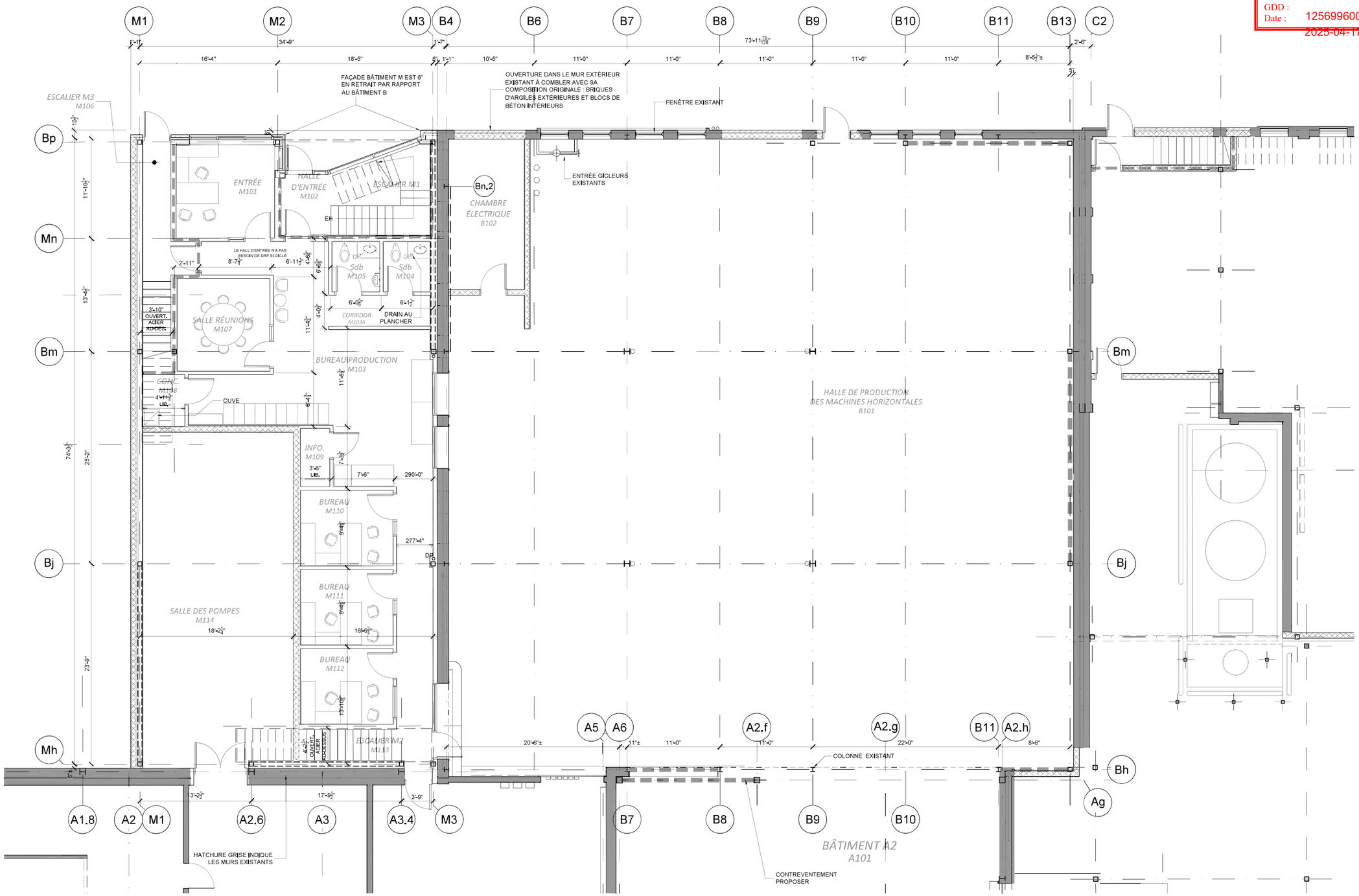
Ce dessin de présentation est composé à base de plan de permis A21.2
Les annotations ont été enlevées pour les besoins de la présentation CCU

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1256996007
Date : 2025-04-17



Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Cansew Inc.
111 Chabanel Ouest, Suite 101
Montréal, Québec, H2N-1C9

Projet/Project,
Cansew Saint Michel
8031 18e Avenue
Montréal, H3Z 3S1

Dessin/Drawing,
Plan RDC, Bâtiments B & M

Échelle/Scale,
format 17x11:
format 36x24: $\frac{3}{16}$":1'-0"

ID,
P22.1

Dessiné par, | Révisé par,

Émission,
2025.03.27 . Présentation au CCU

SGA . Modernization Cansew Saint Michel
www.sga.solutions

Ce dessin de présentation est composé à base de plan de permis A22.2
Les annotations ont été enlevées pour les besoins de la présentation CCU

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1256996007

Date : 2025-04-17



Simon Glew Architecte
www.sga.solutions
2324 Coursol,
Montréal, QC, H3J 1C7
514.346.4539
simon@sga.solutions

De la part de/On behalf of,
Cansew Inc.
111 Chabanel Ouest, Suite 101
Montréal, Québec, H2N-1C9

Projet/Project,
Cansew Saint Michel
8031 18e Avenue
Montréal, H3Z 3S1

Dessin/Drawing,
Plan 2e étage Bâtiments B & M

Échelle/Scale,
format 17x11:
format 36x24: 3/16":1'-0"

ID,
P22.2

Dessiné par, | Révisé par,

Émission,
2025.03.27 . Présentation au CCU

SGA . Modernization Cansew Saint Michel

www.sga.solutions

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1256996005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7011, 9e Avenue.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA23-14001), les plans A-101, A-103, A-201 et A-202, datés du 28 février 2025, préparés par Habit studio et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 17 avril 2025, visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7011, 9^{e} Avenue.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-22 18:31

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1256996005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7011, 9e Avenue.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser l'agrandissement en cour latérale du bâtiment situé au 7011, 9e Avenue. Ce projet est visé par les articles 13, 14, 70 et 71 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001), en ce qui concerne les agrandissements visibles de la voie publique et la modification d'un élément architectural d'intérêt sur une façade visible d'une voie publique en secteur d'intérêt patrimonial F.
Une demande de dérogation mineure visant l'ajout et la modification de certaines ouvertures sur le bâtiment est également soumise simultanément au conseil d'arrondissement (GDD numéro 1256996006).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Principales caractéristiques du projet :
- Hauteur : 1 étage et 7,62 mètres (inchangé)
- Taux d'implantation : 17 %
- Nombre de logements : 1
- Verdissement : 94 % du terrain non bâti
- Nombre d'arbres : 4 (2 existants)
- Nombre d'unités de stationnement : 1
- Nombre d'unités de stationnement pour vélos : 1
- Gestion des matières résiduelles : collecte publique

Réglementation applicable
Règlement de zonage 01-283, zone H03-085 :
- Usages : H.1
- Hauteur : 1 étage (+ étage sous les combles) et 9 m maximum
- Taux d'implantation : 0 à 35 %
- Mode d'implantation : isolé
- Marge avant principale : 5 à 7,5 m

- Marge latérale : min. 1,5 m
- Secteur d'intérêt patrimonial : F

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion

La propriété est implantée sur la 9e Avenue, au nord de la rue Bélanger. Elle est située à la frontière d'un secteur composé de maisons d'inspiration d'après-guerre construites dans les années 50. Ces résidences d'un étage et demi, à toiture à deux versants, sont implantées en isolé sur leur lot, avec une marge avant relativement généreuse. Elles sont généralement revêtues de clin posé à l'horizontale. La plupart des propriétés possèdent une allée de stationnement sur le côté, menant parfois à un garage (ajouté à la maison après sa construction). De grands arbres matures bordent la rue.

La maison visée date de 1950 et possède une apparence similaire à ses voisines, mais se distingue par son implantation qui est différente des autres, puisque la porte d'entrée est située sur le côté de la maison et que le faîte du toit est perpendiculaire à la rue plutôt que parallèle. Ainsi, la « façade principale » ne fait pas face à la rue comme c'est le cas habituellement. Le mur implanté en façade est traité comme un mur latéral comportant peu d'ouvertures. Selon le propriétaire, la maison était adjacente à un champ au moment de sa construction, ce qui expliquerait peut-être son implantation particulière. Seule sa voisine immédiate comporte le même type d'implantation, mais elle a été largement modifiée depuis sa construction, notamment par l'ajout d'une fenêtre en façade et d'un agrandissement latéral.

Description du projet

Le projet consiste à démolir le vestibule existant sur le côté nord de la maison, afin de reconstruire un vestibule de plus grande superficie, de manière à ce que la porte d'entrée soit positionnée face à la rue. Le nouvel édicule est implanté en retrait de la façade existante, à environ 6,4 m de l'emprise de la voie publique, et respecte une marge de 1,5 m par rapport à la limite latérale nord. La porte d'entrée est accessible par un perron et un escalier de 4 marches, revêtus de fibre de verre. L'agrandissement est construit à la même hauteur que le vestibule existant (environ 3,76 m).

Sur tous les murs de la maison, le revêtement de clin horizontal sera remplacé par un clin de bois, de couleur grise. Les bardeaux d'asphalte sur le toit seront également remplacés par un modèle de couleur gris pâle et la cheminée sera retirée. Les fenêtres seront remplacées dans les mêmes ouvertures. De plus, le requérant a déposé une demande de dérogation mineure afin d'obtenir l'autorisation d'ajouter une fenêtre au rez-de-chaussée et une au sous-sol sur la façade de la maison. Sur le côté sud, il souhaite également remplacer une baie vitrée et une porte par une fenêtre haute de format horizontal. À cet endroit, le petit perron existant serait retiré.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire (DDT) est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement assurent son intégration dans le milieu d'insertion;
- puisqu'il est implanté en recul par rapport à la façade existante, l'agrandissement met en valeur la volumétrie et l'architecture du bâtiment d'origine;
- en permettant l'aménagement de la porte d'entrée face à la rue, l'agrandissement permet d'assurer une cohérence dans le cadre bâti et réduit les nuisances sur le voisin adjacent;
- la palette de revêtements proposée pour l'ensemble de la maison est restreinte;
- le projet a peu d'impact sur le verdissement de la propriété et comporte la plantation de deux arbres supplémentaires.

Il est suggéré d'imposer les conditions suivantes :

- que la maison soit revêtue d'un parement de clin horizontal de couleur opaque;
- que le garde-corps de l'entrée en façade soit composé d'acier ou d'aluminium soudé.

À sa séance du 9 avril 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable à la demande, aux mêmes conditions que celles suggérées par la DDT, en ajoutant la condition suivante :

- que le cadrage des fenêtres soit d'une couleur qui s'harmonise au revêtement extérieur de la maison.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Valeur approximative des travaux : 300 000 $
Frais d'étude de la demande de permis : 2 940 $
Frais de PIIA : 470 $

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PIIA adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1256996005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7011, 9e Avenue.



Localisation du site.png Normes reglementaires.pdf

PIIA-Objectifs et critères_Agrandissements.pdf PIIA-Objectifs et criteres_Secteur 2.pdf

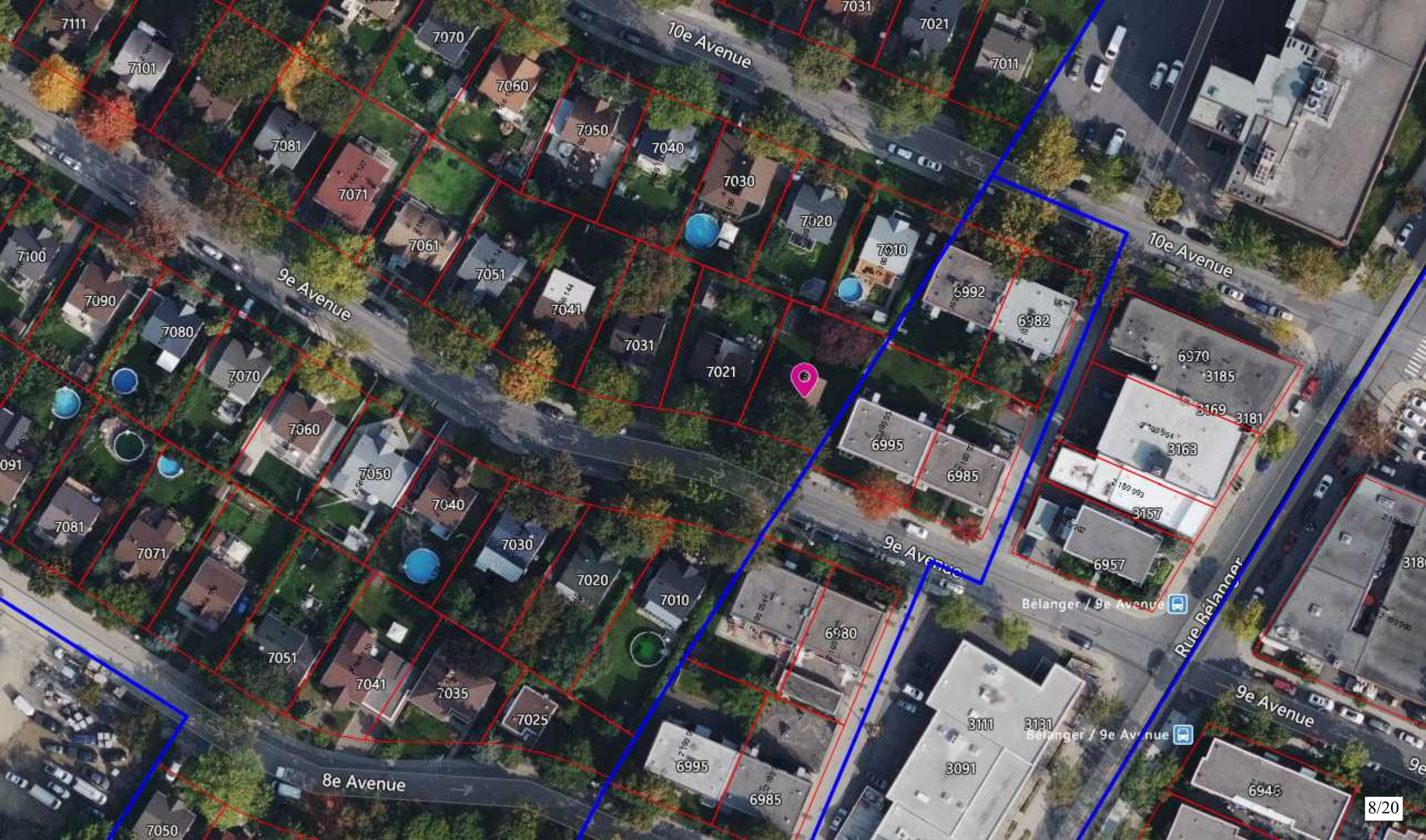
CCU_PV_2025-04-09_PIIA.pdf Plans estampillés.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

6.7 PIIA : 7011, 9e avenue	
Présenté par	**Invités**
Annie Robitaille Conseillère en aménagement	Aucun
Objet	
Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7011, 9e Avenue.	
Commentaires	
Les commentaires ont porté sur: - la couleur et la matérialité proposées pour les fenêtres; - le type de fenêtres qui est plus important que la couleur, car celui-ci (oscillo-battant) assure une certaine qualité; - l'importance que les cadrages ne soit pas d'une couleur contrastante, comme noir par exemple – une préférence pour le gris ou le blanc; - la couleur de la porte qui est dans les tons de bleu-gris.	
CCU25-04-09-PIIA04	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PIIA; Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée et ce, aux conditions suivantes : - que la maison soit revêtue d'un parement de clin horizontal de couleur opaque; - que le cadrage des fenêtres soit d'une couleur qui s'harmonise au revêtement extérieur de la maison; - que le garde-corps de l'entrée en façade soit composé d'acier ou d'aluminium soudé. Il est proposé par Bruno Morin appuyé par Marie-Eve Dostie ADOPTÉ à l'unanimité.	


10e Avenue
9e Avenue
8e Avenue
Rue Bélanger
Bélanger / 9e Avenue
7111
7101
7081
7071
7061
7051
7041
7031
7021
7011
7070
7060
7050
7040
7030
7020
7010
7100
7090
7080
6992
6982
6970
3185
3169
3181
3163
3157
6995
6985
6957
6980
3111
3131
3091
6946
7035
7025

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : H03-085**

Catégories d'usages autorisées		Principal							
Habitation		H.1							
Commerce									
Industrie									
Équipements collectifs et institutionnels									
Niveaux de bâtiment autorisés									
Rez-de-chaussée (RDC)									
Inférieurs au RDC									
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)								
Tous sauf le RDC									
Tous les niveaux		X							
Autres exigences particulières									
Usages uniquement autorisés									
Usages exclus									
Nombre de logements maximal									
Superficie des usages spécifiques	max (m2)								
Distance entre deux restaurants	min (m)								
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)								
Café-terrasse autorisé									

CADRE BÂTI

Hauteur									
En mètre	min/max (m)	0/9							
En étage	min/max	1/1 (i)							
Implantation et densité									
Largeur du terrain	min (m)	15							
Mode d'implantation	(I-J-C)	I							
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/35							
Densité	min/max	-							
Marges									
Avant principale	min/max (m)	5/7,5							
Avant secondaire	min/max (m)	-							
Latérale	min (m)	1,5							
Arrière	min (m)	3							
Apparence d'un bâtiment									
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40(ii)							
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80 (ii)							
Patrimoine									
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	F							

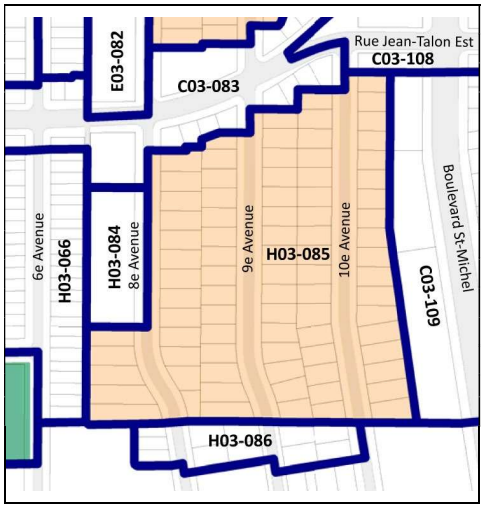
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières (i)Un étage supplémentaire sous les combles est autorisé (art.20) (ii) Ces normes peuvent être plus restrictives pour les interventions assujetties au Chapitre VIII du Titre II intitulé « Secteurs et immeubles d'intérêt patrimonial et bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur ».	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	2
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-116 (2023-04-04)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Extrait du **RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (RCA23-14001)**

…

CHAPITRE II - NOUVELLES CONSTRUCTIONS ET AGRANDISSEMENTS

SECTION I - BÂTIMENT DES FAMILLES HABITATION, COMMERCE OU ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS ET INSTITUTIONNELS

SOUS-SECTION II - AGRANDISSEMENT VISIBLE DE LA VOIE PUBLIQUE

13. Une intervention visée à l'article 9 relative à un agrandissement visible de la voie publique doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1 : contribuer au développement d'un milieu de vie à échelle humaine;

Objectif 2 : encourager la conception et la construction de bâtiments durables et de qualité;

Objectif 3 : favoriser une architecture qui s'harmonise avec le cadre bâti et le paysage environnant;

Objectif 4 : réduire l'effet des îlots de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la rétention des eaux pluviales;

Objectif 5 : concevoir des aménagements écoresponsables, qui favorisent la mobilité durable (autopartage, transport collectif, transport actif);

Objectif 6 : concevoir des aménagements sécuritaires, inclusifs et confortables pour l'ensemble de la population.

14. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Implantation et volumétrie

1.1 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement reflètent l'usage prévu sur le site et assurent son intégration dans le milieu d'insertion;

1.2 : l'implantation d'un agrandissement dans une cour favorise l'aménagement de cours latérales et arrière qui s'intègrent à celles des bâtiments voisins au niveau des dimensions et de la forme;

1.3 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement minimisent l'impact sur les logements existants (fenestration, balcon, etc.) ou vise à l'amélioration de ces derniers;

1.4 : l'implantation de l'agrandissement tend à préserver les arbres matures et en bonne santé;

1.5 : l'implantation de l'agrandissement assure une cohérence dans le cadre bâti existant et permet de minimiser les nuisances sur les propriétés adjacentes;

1.6 : les marges de recul et le positionnement des éléments en saillie pour un agrandissement dans une cour favorisent les aménagements paysagers en pleine terre d'un seul tenant et assure la viabilité des arbres existants et proposés;

1.7 : pour un rez-de-chaussée résidentiel, l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement favorisent un dégagement entre la fenestration du rez-de-chaussée et le trottoir afin d'assurer une intimité dans les logements;

1.8 : une transition dans la volumétrie est favorisée lorsque l'agrandissement est adjacent à une zone où le nombre maximal d'étages prescrit est inférieur au nombre d'étages de l'agrandissement proposé.

1.9 : le projet d'agrandissement minimise ses effets sur l'éclairage naturel et l'ensoleillement des propriétés voisines;

1.10 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement tendent à maintenir des vues sur la montagne, et à les mettre en valeur si le terrain est identifié comme étant un terrain à transformer, lorsque ce bâtiment est situé à l'extrémité ou sur le parcours d'une vue vers le mont Royal identifiée sur la carte de l'annexe A, et telles qu'illustrées aux documents intitulés « Illustrations des vues d'intérêt offertes vers le mont Royal » joints à l'Annexe E;

1.11 : l'accessibilité universelle est favorisée pour l'agrandissement lorsque son emplacement et sa superficie le permet, notamment par la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

2 - Traitement architectural

2.1 : le traitement architectural de l'agrandissement s'inspire des caractéristiques architecturales prédominantes dans le milieu d'insertion (niveaux des planchers, matériaux de parement, saillies, localisation et types d'escaliers et d'accès au bâtiment, ouvertures, etc.) tout en adoptant un langage architectural contemporain qui permet de distinguer les époques de construction;

2.2 : l'agrandissement met en valeur la volumétrie et l'architecture du bâtiment d'origine lorsque ce dernier présente des éléments d'intérêt, notamment par la conservation d'un couronnement;

2.3 : la réfection de la façade existante permet une amélioration du cadre bâti, une meilleure intégration de l'agrandissement ou le retour aux composantes d'origine;

2.4 : les revêtements proposés pour les façades visibles de la voie publique sont reconnus pour leur durabilité et sont compatibles avec ceux du bâtiment d'origine;

2.5 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

2.6 : la palette de revêtement proposée est restreinte et s'intègre dans le milieu;

2.7 : les proportions et l'emplacement des ouvertures contribuent à l'éclairage naturel des espaces intérieurs en fonction des usages du bâtiment;

2.8 : les ouvertures sont orientées pour favoriser la ventilation naturelle, l'efficacité énergétique du bâtiment et le confort thermique des espaces intérieurs, tout en assurant une intégration dans le milieu d'insertion;

2.9 : lorsque le projet est situé sur un terrain de coin, il marque l'intersection avec une composition de façade dynamique qui s'harmonise au cadre bâti des rues sur lesquelles il fait front;

2.10 :l'accès des logements du sous-sol par une entrée située au rez-de-chaussée est favorisé;

2.11 : les espaces libres du bâtiment (notamment : balcons, loggias et terrasses) sont compatibles avec ceux des bâtiments que l'on retrouve dans le milieu d'insertion et assurent des espaces individuels et collectifs suffisants, fonctionnels et de qualité;

2.12: l'agrandissement d'un bâtiment à vocation mixte présente un traitement architectural intégrant une transition claire entre les usages;

2.13 : un rez-de-chaussée commercial doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouvertures afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à l'ambiance du domaine public;

2.14 : les entrées sur l'agrandissement sont marquées afin d'assurer leur lisibilité et une distinction entre les usages;

2.15 : pour un projet commercial ou institutionnel, la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet d'agrandissement;

2.16 : les équipements mécaniques sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et limiter leurs impacts visuels depuis la voie publique;

2.17 : si des écrans visuels ou des constructions servant à réduire la visibilité des équipements mécaniques sont prévus, ceux-ci doivent s'harmoniser avec l'architecture du bâtiment par leur positionnement, leur couleur et leur matérialité;

2.18 : l’éclairage sécuritaire des espaces de vie et de circulation est prévu de manière à ne pas créer de nuisances à l’extérieur du terrain qu’il dessert;

2.19 : l’éclairage architectural des bâtiments institutionnels minimise son impact sur le ciel et favorise la cohabitation avec les usages résidentiels;

2.20 : le projet d’agrandissement tend à considérer la présence d’espèces vulnérables dans les transformations apportées au bâtiment, notamment lorsqu’il y a présence d’une cheminée en maçonnerie.

3 - Aménagement extérieur

3.1 : pour un agrandissement dans une cour, les aménagements paysagers tendent à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d’arbres et d’aménagements paysagers) de manière à contribuer au paysage urbain et à éviter l’abattage des arbres existants.

3.2 : l’abattage d’arbres pour permettre l’agrandissement est dûment justifiée et compensée par la plantation de nouveaux arbres à moyen ou grand déploiement;

3.3 : l’aménagement des cours affectées par l’agrandissement favorise le verdissement, la biodiversité, la mixité de végétaux, l’utilisation d’espèces indigènes et la plantation, en pleine terre, d'arbres à moyen ou grand déploiement;

3.4 : l’aménagement d’une cour anglaise ou d’une margelle est peu perceptible de la voie publique, et s'intègre à l'architecture du bâtiment et à l'aménagement paysager du terrain;

3.5 : le projet favorise le verdissement des toitures notamment à des fins d’agriculture urbaine, en étant doté des installations et équipements nécessaires à son entretien;

3.6 : le projet d’agrandissement préconise une gestion durable et intégrée des eaux de pluie et de fonte en favorisant la rétention naturelle sur le site et la percolation des espaces résiduels au sol;

3.7 : l’espace dédié à l'entreposage et à la collecte des matières résiduelles est ajusté en fonction de l’agrandissement et son aménagement vise à minimiser les nuisances qui lui sont associées, notamment le bruit, la propreté et les odeurs;

3.8 : les accès aux nouvelles aires de stationnement et de chargement sont limités, justifiés et localisés de manière à réduire les impacts sur la propriété et dans le voisinage;

3.9 : le nombre d’unités de stationnement proposé pour l’agrandissement est justifié par une analyse des besoins des différents usages proposés sur le site et la proximité des modes de transports actifs et collectifs;

3.10 : lorsqu'un projet comprend du stationnement, le stationnement intérieur est privilégié et l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs est favorisée (aménagements pour cyclistes, piétons, autopartage, etc.);

3.11 : le projet tend à prendre en compte les points bas et les secteurs à risques d'inondations lors des fortes pluies dans l'aménagement des voies d'accès au bâtiment;

3.12 : l'éclairage sécuritaire des nouvelles aires de stationnement et de chargement est prévu de manière à assurer une bonne visibilité des lieux ainsi qu'à procurer un sentiment de sécurité aux usagers et à ne pas créer de nuisance à l'extérieur du terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des lampadaires, l'orientation de l'éclairage vers le bas et l'emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière);

Extrait du **RÈGLEMENT SUR LES PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (RCA23-14001)**

…

TITRE III - OBJECTIFS ET CRITÈRES PAR TYPE DE BÂTIMENT OU PAR SECTEUR

CHAPITRE II - SECTEUR 2 (SECTEURS D'INTÉRÊT PATRIMONIAL A, B et F)

70. Une intervention dans un secteur 2 doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1 : contribuer à la protection du patrimoine bâti et à la conservation et la mise en valeur des caractéristiques architecturales d'intérêt;

Objectif 2 : assurer la cohérence des interventions sur le bâtiment lorsque des modifications sont apportées à des éléments architecturaux.

71. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Traitement architectural

1.1 : les interventions visant à retirer ou transformer des éléments architecturaux d'intérêt sont minimisées;

1.2 : la conservation des balcons et des escaliers extérieurs est favorisée;

1.3 : les caractéristiques architecturales modifiées sont compatibles avec le bâtiment et le milieu d'insertion tout en pouvant être d'expression contemporaine;

1.4 : la réfection de la façade existante doit permettre une amélioration du cadre bâti;

1.5: l'utilisation d'un assortiment de couleurs adapté au milieu d'insertion pour le revêtement extérieur est privilégiée;

1.6 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

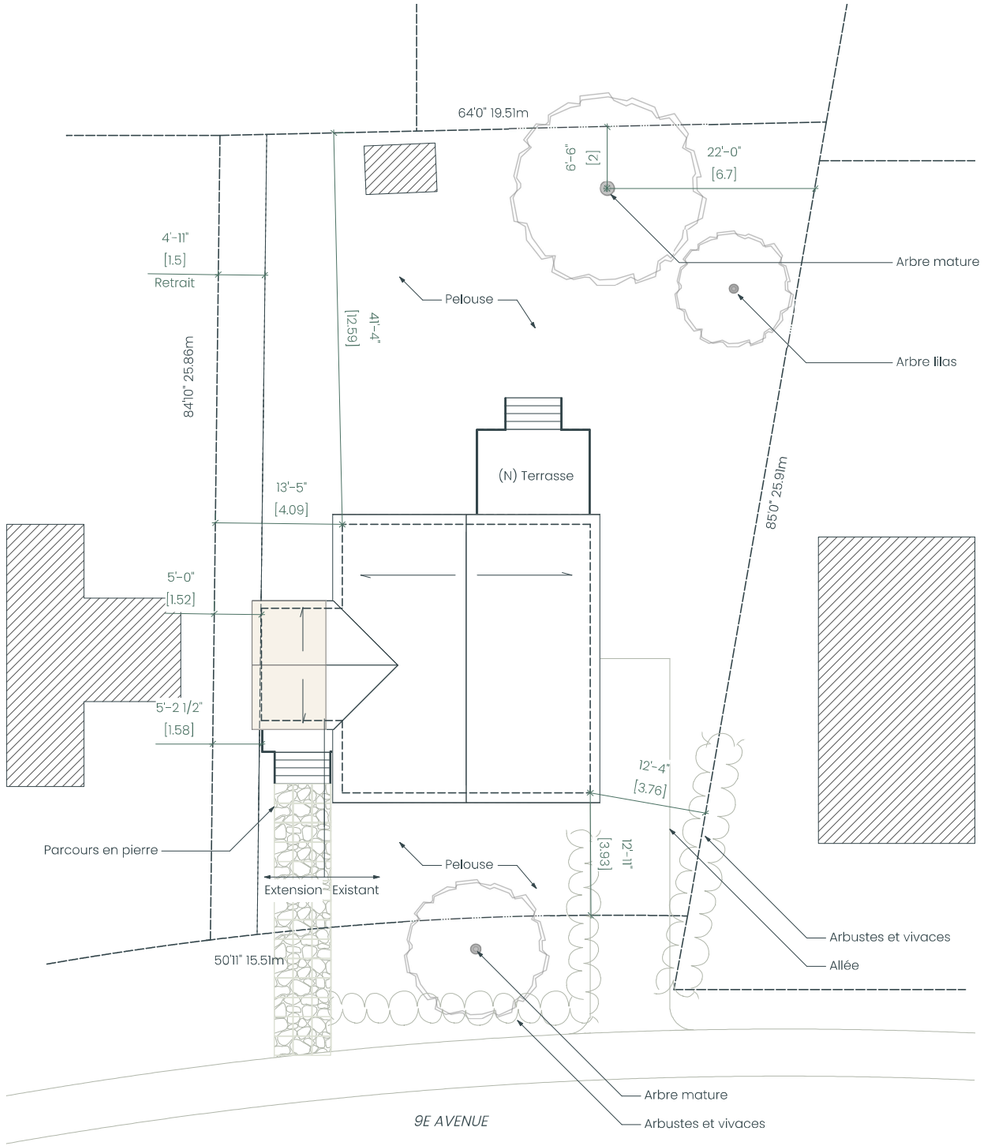
1.7 : la palette de revêtement proposées est restreinte et s'intègre dans le milieu;

1.8 : un bâtiment à vocation mixte présente un traitement architectural intégrant une transition claire entre les usages;

1.9 : un rez-de-chaussée commercial doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouvertures afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à l'ambiance du domaine public;

1.10 : pour un bâtiment comportant des usages commerciaux ou institutionnels, lors de la réfection d'une façade, la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet;

1.11 : les équipements mécaniques sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et à limiter les impacts visuels depuis la voie publique.



1 Diagram du térrain

Echelle: 1/8" = 1'-0"

0 2 4 6 8 10 FT

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1256996005
Date : 2025-04-17

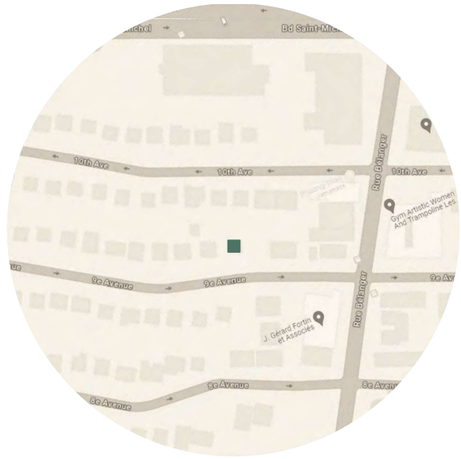
N

Renseignements sur les rèèglements

Addresse	7011 9e, Montreal
PID	
Zone	

Calcul d'occupation du sol

	sq ft	sq m
Coefficient d'occupation du sol	873	81.1
Surface du terrain	4,772	443.3
Coefficient d'occupation du sol existant		16%
Coefficient d'occupation du sol proposé		18%
Maximum coefficient d'occupation du sol		40%



Notes générales

A. Les renseignements présentés sont basés sur le relevé du terrain préparées par Étienne Cote

surfaces de plancher

Surface de plancher brute	841 sf
Surface de l'extension	103 sf

Légende

- Pente du toit
- Structure au-dessous
- Ligne de la structure existante
- Clôture
- Toiture existantes, noveaux bardeaux
- Nouveau toit

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir	2025 02 28
Emis	date

Terrain et au zonage

Titre du déssin

Documents de construction

phase

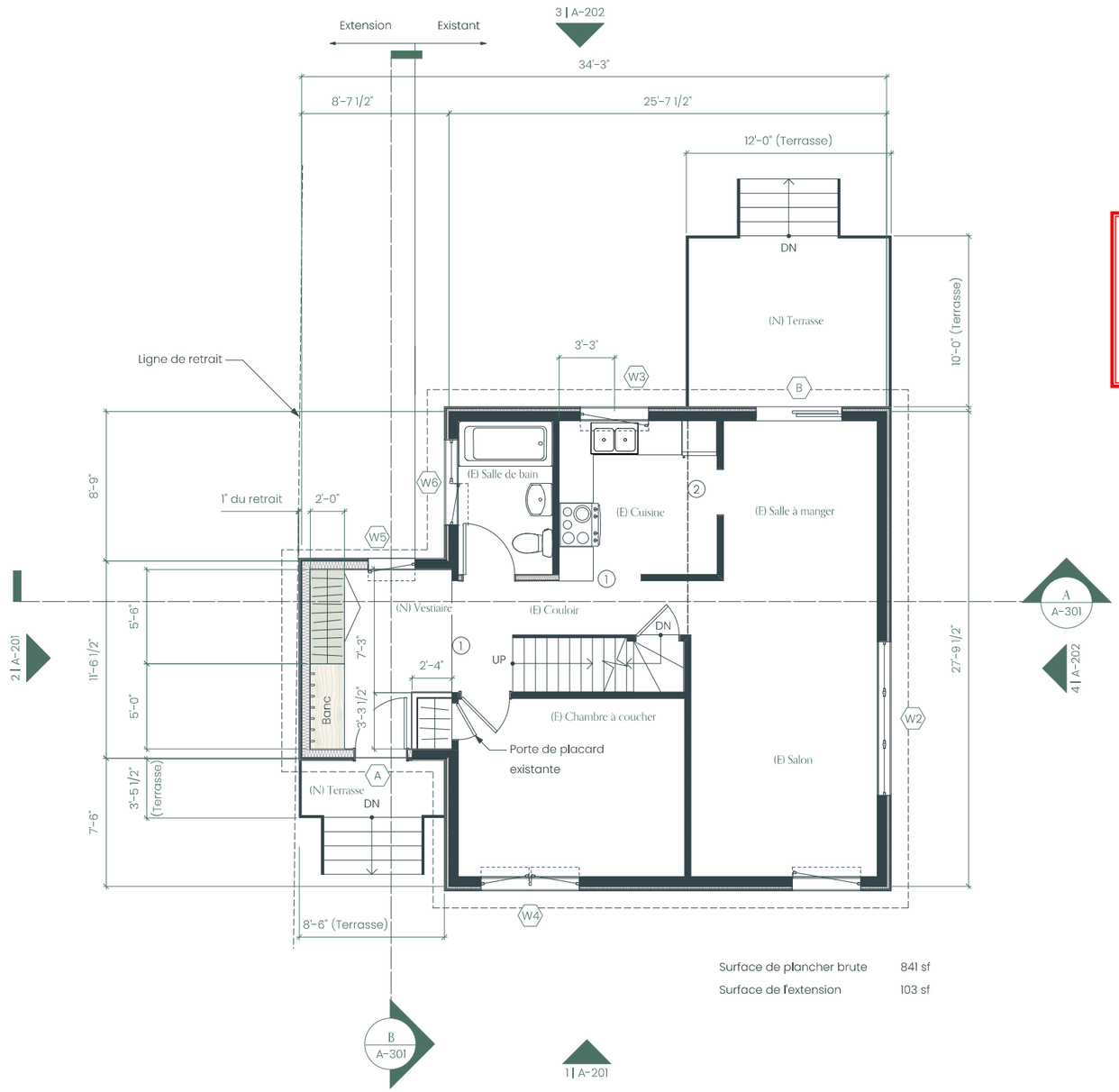
34x22 — Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

A-101

Déssin numééro

IG	LR	1/8" = 1'-0"	17/20
Dessinée par	Véérifiée par	Echelle	date



Surface de plancher brute	841 sf
Surface de l'extension	103 sf

1 Plan rez-de-chaussée

Echelle: 1/4" = 1'-0"

Notes générales

A. Toutes les dimensions des armoires sont mesurées jusqu'à la face finie de la structure, sauf indication contraire
B. Toutes les cotes extérieures du bâtiment sont mesurées jusqu'à la face extérieure de la charpente, sauf sinoté autrement.
C. Toutes les dimensions des pièces sont mesurées jusqu'à la face intérieure de la charpente pour la nouvelle construction
D. Toutes les dimensions des fenêtres et des portes sont mesurées du centre à la face extérieure de la structure de la nouvelle construction. Pour les murs existants, les dimensions sont mesurées à partir de la face de finiton du mur.

Notes clés

1 Réparer le sol où les mur ont été enlevés
2 Nouvelle poutre tel que décris par l'ingénieur agrée.

Légende

(E) Existant
(N) Nouveau
(S) Détecteur de fumée
(CO) Détecteur de monoxyde de carbone
Au dessus
Au dessous ou caché
Ligne de faîte au dessus
Poutre
Nouvelles menuiserie sur mesure
Menuiserie existante

P1
P2
W1
W2
W3
W4

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1256996005
Date : 2025-04-17

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade
Nom du projet

7011 9e avenue, montreal
Adresse du projet

mary hayes
Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir	2025 02 28
Emis	date

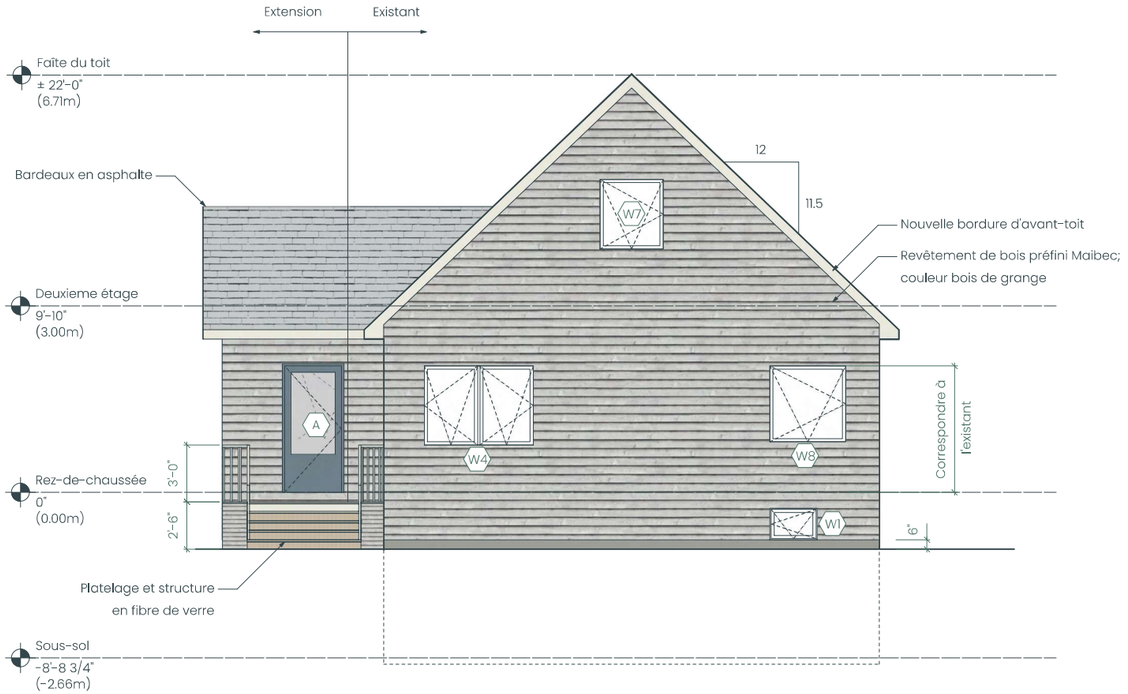
Plan rez-de-chaussée proposé
Titre du dessin

Documents de construction
phase

34x22 — Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.
Taille de la feuille.

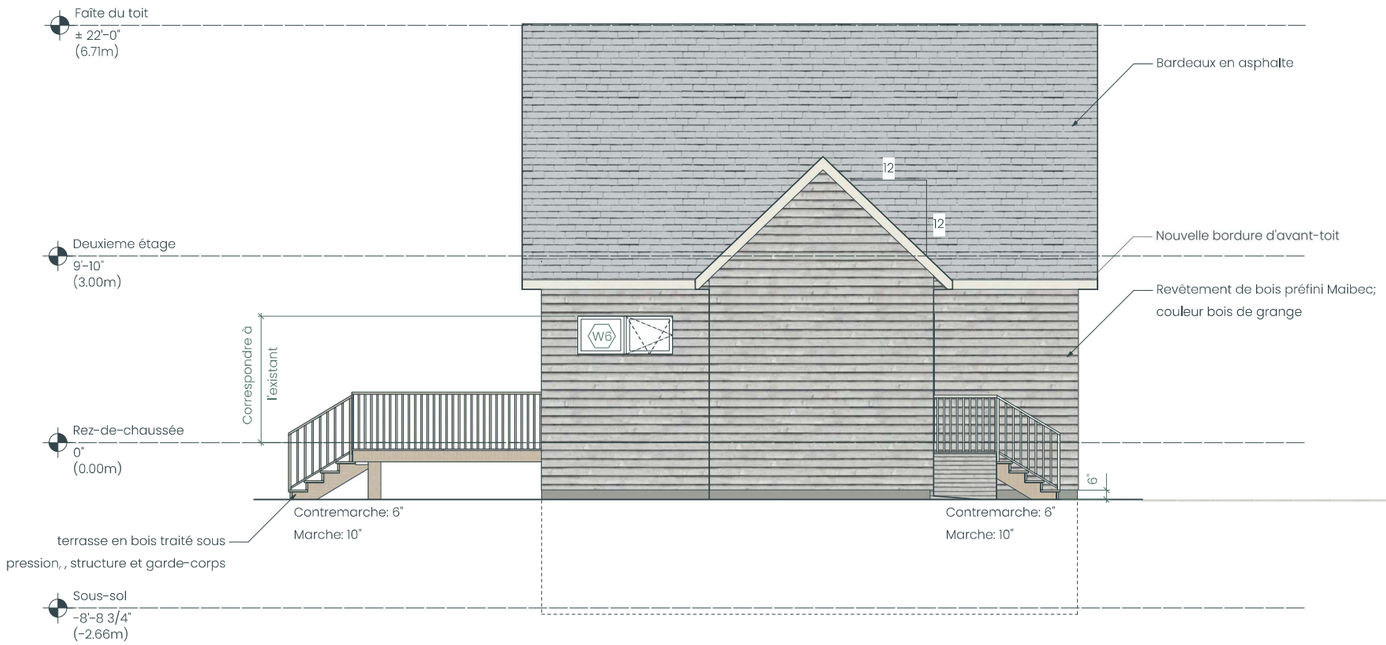
A-103
Dèssin numéro

IG	LR	1/4" - 1'-0"	18/20
Dessinée par	Vèérifiée par	Echelle	date



1 Façade sud

scale: 1/4" = 1'-0"



2 Façade west

scale: 1/4" = 1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1256996005
Date : 2025-04-17

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir 2025 02 28

Emis date

Façades Sud & West proposées

Titre du déssin

Documents de construction

phase

34x22 Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

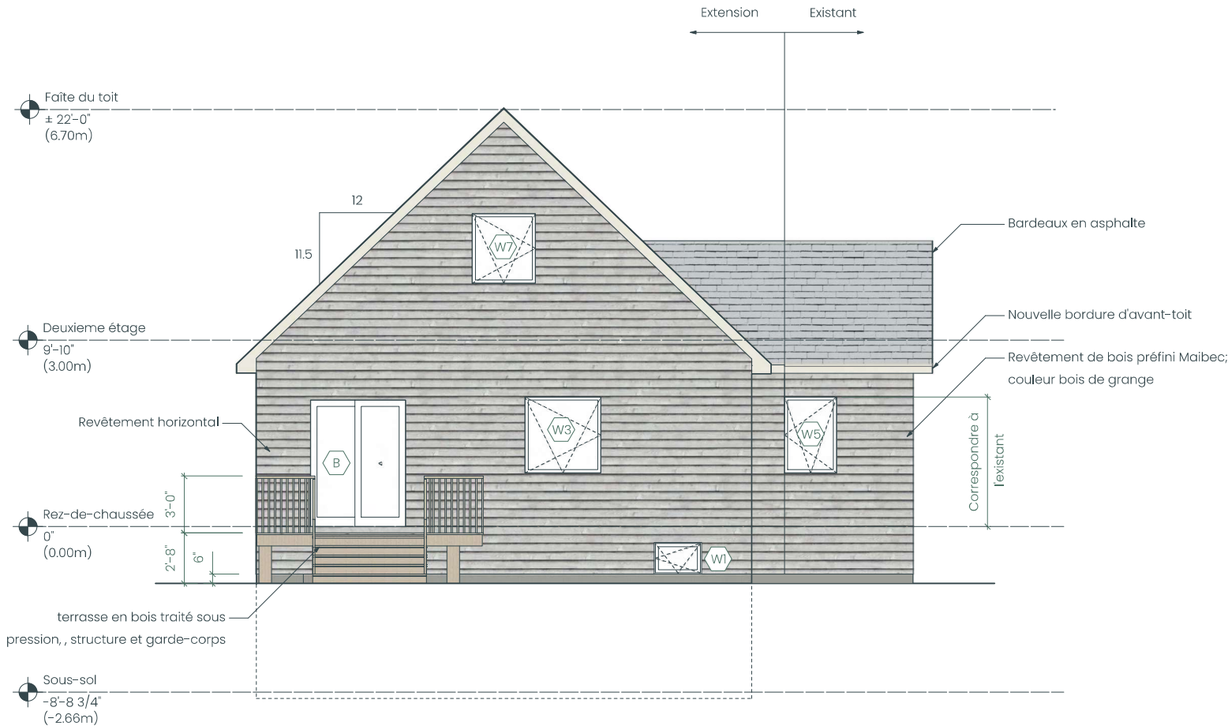
Taille de la feuille.

A-201

Déssin numéro

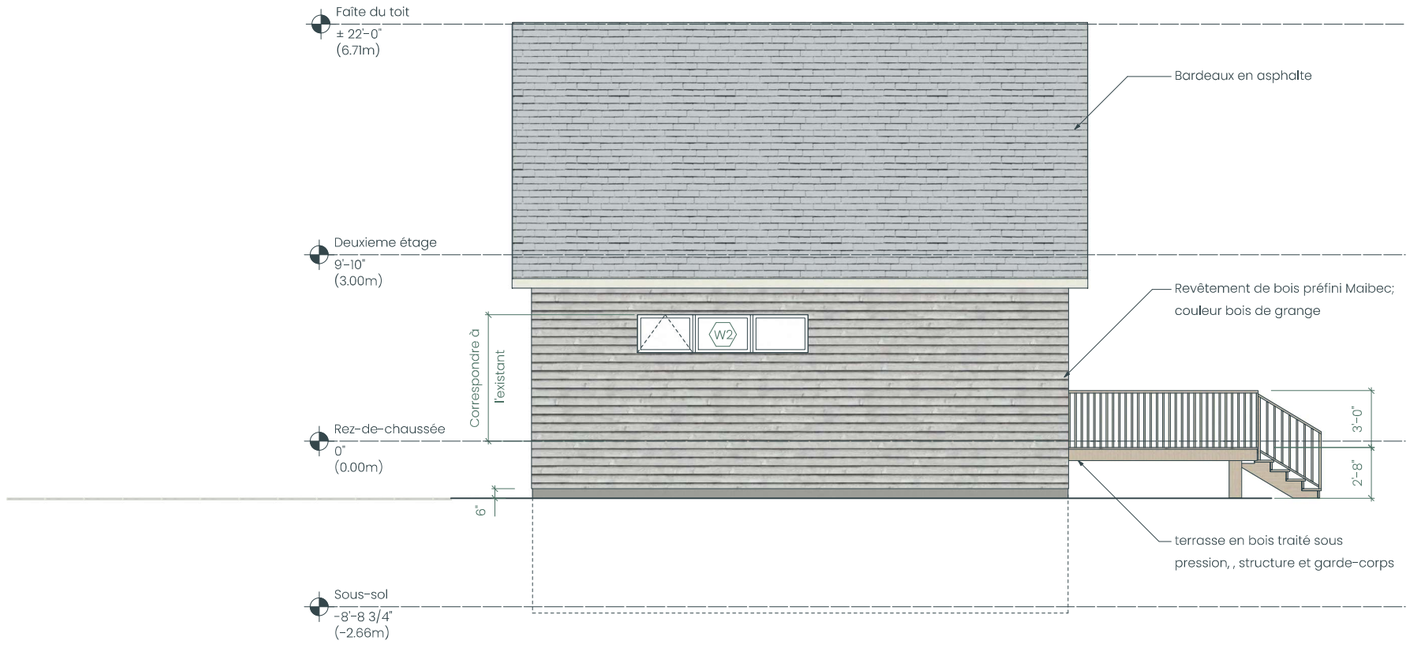
IG LR 1/4" - 1'-0" 19/20

Dessinée par Vérifiée par Echelle date



3 Façade nord

scale: 1/4" = 1'-0"



4 Façade est

scale: 1/4" = 1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1256996005
Date : 2025-04-17

habit STUDIO

5522 Falkland St, Halifax, NS
E: lorrie@habitstudio.ca
T: 902.448.6873

Ce dessin ainsi que la conception détaillée sont la propriété intellectuelle de Habit studio. L'usage de l'informations contenues de ce document sans l'autorisation expresse de l'architecte constitue une infraction de la loi sur le droit d'auteur du Canada

Résidence Hayes & Reade

Nom du projet

7011 9e avenue, montreal

Adresse du projet

mary hayes

Maître d'ouvrage

Emis pour permit de bâtir — 2025 02 28

Emis — date

Façades Nord & Est proposées

Titre du déssin

Documents de construction

phase

34x22

Echelle 50% lorsque imprimée sur papier 11 x 17.

Taille de la feuille.

A-202

Déssin numéro

IG — Dessinée par

LR — Vérifiée par

1/4" - 1'-0" — Échelle

20/20 — date

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1251010007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment industriel situé au 300, rue de Liège Ouest ainsi que l'aménagement d'un stationnement.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA23-14001), les plans intitulés « Nouveaux aménagements & agrandissement », « Plan de l'aménagement proposé », « Plan de plantation des plates-bandes », préparés par SBA architecte et Gaïaart aménagement paysager - architecture de paysage, et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 22 avril 2025, visant l'agrandissement du bâtiment industriel situé au 300, rue de Liège Ouest ainsi que l'aménagement d'un stationnement.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 13:58

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1251010007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment industriel situé au 300, rue de Liège Ouest ainsi que l'aménagement d'un stationnement.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis est déposée pour autoriser l'agrandissement du bâtiment situé au 300, rue de Liège Ouest ainsi que pour aménager un stationnement en cour avant. La propriété a été achetée par l'entreprise Botsis fruits et légumes qui souhaite déménager ses activités dans ce bâtiment.
Ces travaux doivent faire l'objet d'approbation en vertu des objectifs et critères relatifs aux agrandissements visibles de la voie publique.

Il est à préciser que les éléments dérogatoires de ce projet ont déjà fait l'objet d'approbation en vertu du règlement sur les projets particuliers et que les conditions suivantes ont été prévues dans la résolution:
- que les cases de stationnement soient en pavé percolant pour assurer la pérennité de leur aménagement;
- que l'apparence extérieure de l'agrandissement soit retravaillée de façon à dynamiser sa façade;
- que des bornes de recharge pour véhicules électriques soient ajoutées;
- que des supports à vélos soient installés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25-14-0057 - 1241010030 - 11 mars 2025 - Adopter la résolution PP25-14001 à l'effet d'autoriser l'aménagement d'un stationnement en cour avant, d'agrandir les entrées charretières au-delà de la largeur maximale autorisée et d'aménager une aire de chargement en cour avant sur le site situé au 300, rue de Liège Ouest, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

DESCRIPTION

Réglementation
En vertu du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, la propriété se situe dans le parc industriel de l'Esplanade dans la zone I01-129 où les usages commerciaux des catégories C.4, C.6(1), C.7 ainsi que les usages industriels de la

catégorie I.2 et ceux de la catégorie d'équipements collectifs et institutionnels E.7(1) sont autorisés.

Dans ce secteur, les bâtiments doivent avoir une hauteur entre 4 et 12,5 mètres et entre 1 à 2 étages. Ceux-ci doivent être construits sous forme isolée ou jumelée et ils doivent occuper entre 35 % à 65 % de la surface d'un terrain.

Historique du stationnement

Le stationnement que l'entreprise propose de réaménager en cour avant, face à la rue Jeanne-Mance, a été permis sous l'égide de l'article 649a de l'ancienne Charte de la Ville de Montréal. Ces autorisations étaient octroyées à des propriétaires et n'étaient pas transférables.

L'autorisation avait été accordée en 2000 à l'entreprise B.G. Checo International Ltée, mais puisque l'entreprise n'occupe plus les lieux, le stationnement n'est plus autorisé en cour avant. Conséquemment, nous devons considérer qu'il s'agit d'une demande pour aménager un nouveau stationnement.

Caractéristiques du projet:

- Nombre d'étages du bâtiment existant: 2
- Hauteur du bâtiment existant: 8,71 mètres
- Nombre d'étages de l'agrandissement: 1
- Hauteur de l'agrandissement: 9,83 mètres;
- Superficie de l'agrandissement: 1 241,6 mètres carrés
- Superficie totale du bâtiment: 3 582 mètres carrés
- Taux d'implantation au sol: 36 %
- Pourcentage de verdissement: 75 % de la surface non bâtie
- Toiture végétalisée; 720 mètres carrés
- Nombre d'arbres: 21
- Nombre de cases de stationnement: 19
- Nombre de bornes de recharge: 2
- Nombre de cases filées: 2
- Nombre de cases de stationnement pour vélos: 11

Propositions

Tout d'abord, il est proposé d'agrandir le bâtiment face à la rue de Liège. Le nouveau volume aura un étage de haut et sera implanté à 2 mètres de limite avant nord et à plus de 24,27 mètres de la rue Jeanne-Mance. Il sera recouvert d'un parement d'aluminium de couleur gris pâle. Quatre nouveaux quais de chargement seront ajoutés. Leur surface au sol sera peinte en blanc. La division des parcs autorise la coupe d'un arbre public pour permettre cette implantation, mais a demandé de le relocaliser.

Ensuite, l'aire de stationnement qui avait été aménagée en 2000 en cour avant sera en partie réduite et réaménagée. Au total, 19 cases de stationnement seront conservées et l'entrée charretière sur la rue de Liège Ouest sera démantelée. Les cases de stationnement seront en pavé perméable.

Une borne de recharge double sera installée et deux cases de stationnement seront pourvues du filage nécessaire pour éventuellement ajouter des bornes. Une haie d'arbustes sera plantée face à cette aire de stationnement pour réduire sa visibilité depuis la voie publique.

Les deux entrées charretières permettant l'accès au site devront être agrandies pour éviter

que les camions aient à manoeuvrer dans la rue pour pouvoir rentrer sur la propriété. Celle sur la rue Jeanne-Mance aura 12 mètres de largeur et celle sur la rue de Liège aura 10,5 mètres de largeur. Un arbre public devra être abattu pour permettre ces travaux.

À l'arrière, les trois portes de garage existantes seront remplacées par des portes de quai de chargement.

Une aire de repos pour les employés sera aménagée en cour avant, face à la rue Jeanne-Mance.

En ce qui a trait aux aménagements paysagers, ils se composeront de haies d'arbustes, d'arbres et de gazon. En plus, 20 % de la surface de la toiture sera verdie sur l'agrandissement.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis que cette demande devrait recevoir une suite favorable pour les raisons suivantes:
- les travaux sont pour permettre à une nouvelle entreprise de s'établir dans l'arrondissement et d'occuper un bâtiment qui était vacant;
- la superficie de la surface minéralisée du site sera réduite et plus d'une vingtaine d'arbres seront plantés;
- le gabarit du nouveau volume s'intégrera avec celui existant.

La Direction souhaite toutefois faire part de la réserve suivante:
- que l'îlot de verdure en bordure du stationnement ait une largeur d'au plus 1 mètre afin de limiter l'impact sur les arbres publics.

À leur séance du 9 avril dernier, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis une recommandation favorable aux conditions suivantes:
- que l'option 3 pour l'apparence de la façade soit retenue et qu'elle soit réalisée;
- que l'îlot de verdure en bordure du stationnement ait une largeur d'au plus 1 mètre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude: 3 775 $
Coût estimé des travaux: 5 807 132 $
Coût du permis: 56 909,89 $

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PIIA adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030. C'est pourquoi la grille Montréal 2030 n'est pas jointe au sommaire décisionnel.
Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce projet s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement 2025 concernant:
- la transition écologique et le verdissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report du dossier pourrait occasionner des retards dans les travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251010007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment industriel situé au 300, rue de Liège Ouest ainsi que l'aménagement d'un stationnement.



Localisation du site.pngNormes réglementaires.pdf

PIIA-Objectifs et critères_agrand C et I.pdfPIIA-Objectifs et critères_stationnement.pdf

Certificat de localisation.pdfCCU_PV_2025-04-09.pdf Pavé Blu 80.pdf Pavé hydra.pdf

Plans estampillés_architecture.pdf Plans estampillés_paysage.pdf

Revêtement aires de chargement.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

6.3 PIIA : 300, rue de Liège O	
Présenté par	**Invités**
Clothilde-Béré Pelletier Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment industriel situé au 300, rue de Liège Ouest ainsi que l'aménagement d'un stationnement.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur:

- la localisation l'îlot de plantation exigée en bordure de l'aire de stationnement;
- le revêtement proposé pour l'agrandissement qui semble être texturé pour chacune des options;
- le jeu d'épaisseur des revêtements de l'option 3;
- l'alignement d'arbres public face à l'agrandissement qui sera bonifié par la Ville;
- l'option 3 qui est la plus artistique;
- le travail architectural bonifié en plus de la présence des arbres;
- les détails concernant le revêtement de sol du stationnement;
- les avantages de créer une bande végétalisée drainante adjacente au stationnement plutôt qu'en surface;
- les futurs occupants et la nature de leurs activités en lien avec les autres industries dans le secteur;
- la présence d'un écran végétal pour dissimuler le nouvel air de chargement.

CCU25-04-09-PIIA02	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PIIA;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, et ce, aux conditions suivantes :

- que l'option 3 pour l'apparence de la façade soit retenue et réalisée;
- que l'îlot de verdure en bordure du stationnement ait une largeur d'au plus 1 mètre.

Il est proposé par Marie-Eve Dostie

appuyé par Galo Reinoso

ADOPTÉ à l'unanimité.


Système d'information géographique de Montréal
rue Bellaimy
rue de Liège Ouest
rue de l'Esplanade
rue Jeanne-Mance
rue Guizot Ouest
JMap
0
15
30

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE : MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ : VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT : VILLERAY / SAINT-MICHEL / PARC-EXTENSION
CADASTRE : QUÉBEC
LOT (S) : 2 249 621
DOSSIER : P77897

CERTIFICAT DE LOCALISATION

1. **MANDAT**

   Je soussigné, Louis-Philippe Fouquette, arpenteur-géomètre, dûment autorisé à pratiquer l'arpentage dans la Province de Québec, ai préparé le présent certificat de localisation à la demande de Marc Lanctôt pour 2960-9419 Québec inc.

2. **DÉFINITION**

   Le certificat de localisation est un document en minute comportant un rapport et un plan, dans lequel l'arpenteur-géomètre exprime son opinion sur la situation et la condition actuelle d'un bien-fonds par rapport aux titres de propriété, au cadastre, ainsi qu'aux lois et règlements pouvant l'affecter. Il ne peut être utilisé ou invoqué à des fins autres que celles auxquelles il est destiné. (RLRQ, c. A-23, a. 49, r. 10, a. 2).

3. **BUT**

   Le présent certificat de localisation est requis aux fins d'une opération immobilière (acte de translation de propriété et/ou d'hypothèque).

4. **DATE DE LEVÉ**

   Le levé des lieux a été complété le 6 novembre 2023.

5. **DATE DES RECHERCHES AU REGISTRE FONCIER**

   Les recherches au registre foncier ont été complétées le 7 novembre 2023.

6. DERNIER(S) TITRE(S) DE PROPRIÉTÉ PUBLIÉ(S)

Pour la préparation du présent certificat de localisation de l'emplacement à l'étude, j'ai pris notamment connaissance de l'acte d'acquisition publié sous le numéro 5116486 dans lequel 2960-9419 Québec inc. a acquis cet emplacement de la Ville de Montréal.

7. DESCRIPTION ACTUALISÉE DU BIEN-FONDS

L'emplacement à l'étude se compose du lot 2 249 621. Les lots bornants et les dimensions de ce lot de figure quadrilatérale se décrivent comme suit :

Limite	*Lot(s) bornant(s)*	*Dimension(s) (en mètres)*
Nord-ouest	2 249 616 (rue de Liège Ouest) et 2 250 107 (rue de Liège Ouest)	142,88
Nord-est	2 589 334	69,36
Sud-est	2 249 623	142,80
Sud-ouest	2 249 617 (rue Jeanne-Mance)	68,31
	Superficie	9832,1m²

8. HISTORIQUE CADASTRAL

Le lot 2 249 621, entré en vigueur le 29 janvier 2003, est issu du remplacement par rénovation cadastrale des lots 640-64, 640-67, 642-763 et 642-784 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent.

Les lots 640-67 et 642-784, entrés en vigueur le 6 septembre 1951, sont issus de la subdivision d'une partie des lots 640 et 642.

Les lots 640-64 et 642-763, entré en vigueur le 1er juin 1950, sont issus de la subdivision d'une partie des lots 640 et 642.

Les lots originaires 640 et 642 sont entrés en vigueur le 2 novembre 1877.

9. BORNAGE

Il n'existe aucun procès-verbal de bornage ou procès-verbal d'abornement publié comme tel au registre foncier du ou des lot(s) constituant l'emplacement à l'étude. Une limite de propriété est considérée comme permanente, définitive et irrévocable seulement si elle a été établie à la suite d'une procédure de bornage.

10. STRUCTURES, BÂTIMENTS ET DÉPENDANCES

Le bâtiment principal de la propriété sise sur l'emplacement à l'étude porte l'adresse municipale 300, rue de Liège Ouest, et est un bâtiment industriel d'un étage dont le revêtement extérieur est principalement de brique et de métal avec des garages intégrés. Les perrons, galeries et balcons attenants à ce bâtiment principal, le cas échéant, sont tels que montrés sur le plan ci-annexé.

Il existe également sur l'emplacement à l'étude une enseigne commerciale accessoire au bâtiment principal. Des regards et des puisards, suggérant la présence d'un réseau d'écoulement des eaux, sont également situés à l'intérieur de l'emplacement à l'étude.

Les dimensions de ces structures, bâtiments et dépendances, le cas échéant, et leur position par rapport aux limites de cet emplacement sont montrées lorsque requis sur le plan ci-annexé.

11. OUVERTURE(S) (art. 993 à 996 C.c.Q.)

Les ouvertures des constructions de la propriété à l'étude sont conformes aux exigences du Code civil du Québec. De plus, il n'y a pas d'ouverture dans les constructions des propriétés voisines ayant une vue droite à moins de 1,50 mètre de l'emplacement à l'étude.

12. MUR(S) MITOYEN(S)

Les murs du bâtiment principal à l'étude et de ses bâtiments accessoires, le cas échéant, ne sont pas mitoyens.

13. SERVITUDE(S) APPARENTE(S)

Un poteau est situé près de la limite nord-ouest de l'emplacement à l'étude.

Une ligne de transmission et un poteau longent la limite sud-est de l'emplacement à l'étude.

Une ligne de transmission aérienne, trois poteaux et un hauban longe la limite sud-ouest de l'emplacement à l'étude.

14. SERVITUDE(S) ET DROIT(S) SIMILAIRE(S) PUBLIÉ(S)

L'emplacement à l'étude fait l'objet d'une servitude de passage en faveur de Canadian Pacific Railway Compagny, publiée sous le numéro 905066. L'assiette de cette servitude, d'une largeur de 3,81 mètres, est située le long de la limite sud-est de cet emplacement.

L’emplacement à l’étude fait l’objet d’une servitude d’exploitation de réseaux en faveur d’Hydro-Québec et de Bell Canada, publiée sous le numéro 10159257. L'assiette de cette servitude, d’une largeur de 0,75 mètre sur une longueur de 2,00 mètres, est située le long d’une partie de la limite sud-ouest de cet emplacement, telle que montrée par une zone pointillée sur le plan ci-annexé.

15. **CONCORDANCE DES DIMENSIONS DE L’EMPLACEMENT À L’ÉTUDE ÉTABLIES PAR LE SOUSSIGNÉ**

a) Avec le(s) dernier(s) titre(s) de propriété et le cadastre

Les dimensions apparaissant au(x) titre(s) de propriété, au cadastre en vigueur et au cadastre d'avant la rénovation cadastrale ne concordent pas avec celles établies par le soussigné, car j'ai constaté un manque de terrain le long de la limite nord-est résultant en une superficie inférieure. Le tableau suivant est une synthèse des dimensions concernant cet emplacement.

LOT: 2 249 621

Limites	*Dimensions (mètres)*			
	établies par le soussigné (M)	au(x) titre(s) de propriété (T)	cadastrales après rénovation (R)	cadastrales avant rénovation (C)
Nord-ouest	142,88	142,88	142,88	142,88
Nord-est	69,36	69,62	69,62	69,62
Sud-est	142,80	142,80	142,80	142,80
Sud-ouest	68,31	68,31	68,31	68,31
Superficie (m²)	9832,1	9853,4	9853,4	9853,4

b) Avec l’occupation constatée de la propriété à l’étude

L'occupation constatée concorde avec les dimensions établies par le soussigné, à l’exception de clôture nord-est qui n’est pas entièrement située sur la limite correspondante du périmètre reconstitué de cet emplacement. Par conséquent, il y a une apparence d’empiètement, telle que décrite à l'article seize (16) du présent certificat de localisation.

Les positions des marques d’occupation constatées (clôture, haie, bordure, mur de soutènement, etc.) ceinturant la propriété à l’étude, le cas échéant, sont telles qu’illustrées sur le plan ci-annexé et la détermination de leur appartenance ne fait pas partie du mandat.

16. EMPIÈTEMENT(S) APPARENT(S)

a) Empiètement(s) apparent(s) exercé(s)

Il n'existe aucun empiètement apparent exercé par la propriété à l'étude.

b) Empiètement(s) apparent(s) souffert(s)

Puisque la clôture nord-est ne concorde pas entièrement avec la limite de lot correspondante, l'occupation de la propriété sise sur le lot 2 589 334 apparait empiéter sur l'emplacement à l'étude.

17. RÈGLEMENT MUNICIPAL DE ZONAGE

L'emplacement à l'étude est situé dans la zone i01-129 du règlement de zonage n°01-283 en vigueur.

De plus, cet emplacement est situé dans le secteur 5 du règlement n°RCA06-14001 sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale en vigueur et est alors assujetti aux dispositions de ce règlement.

La position du bâtiment principal érigé sur cet emplacement n'est pas conforme aux exigences du règlement de zonage en vigueur, car la marge de recul avant principale maximale de 10,00 mètres au nord-ouest et la marge de recul avant secondaire maximale de 15,00 mètres au sud-ouest ne sont pas respectées. Les autres marges de recul constatées du bâtiment principal sont conformes aux exigences de ce règlement.

Ce bâtiment, originellement construit en 1952 selon l'extrait du rôle d'évaluation foncière, soit avant l'entrée en vigueur du présent règlement, pourrait bénéficier de droits acquis à cet égard. L'existence ou non de ces droits reste toutefois à être déterminée, ce qui ne fait pas partie du présent mandat. Une demande auprès de la municipalité pourrait être tentée par le propriétaire s'il est nécessaire de valider l'existence de permis de construction pour ce bâtiment et/ou si la position de ce bâtiment a été conforme à un règlement de zonage antérieur.

Je peux tout de même affirmer que la position de ce bâtiment était conforme à une version antérieure au 11 mai 2020 du règlement de zonage n°01-283. De plus, l'article 652 du règlement de zonage en vigueur mentionne qu'une construction dérogatoire est protégée par droits acquis si, à un moment de son existence, elle était conforme à la règlementation en vigueur.

La position de l’enseigne commerciale est conforme aux exigences du règlement de zonage en vigueur, et ce, spécifiquement en regard des distances minimales à respecter par rapport aux limites de propriété.

À moins d’affirmations contraires faites dans le présent document, seule la conformité de la position des structures, des bâtiments et des dépendances, le cas échéant, par rapport aux limites de propriété face au règlement de zonage en vigueur a été vérifiée par le soussigné. La vérification de leur conformité par rapport à toutes autres dispositions de ce règlement telles que celles relatives à l’usage, à la position des structures les unes par rapport aux autres, à leur superficie, à leur hauteur, aux matériaux de finition extérieure, au taux d’implantation, au mode d’implantation ou aux normes de lotissement n'est pas couverte par le présent mandat.

18. ZONES DE CONTRAINTES

a) Zones inondables

L'emplacement à l’étude n’est pas situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une zone inondable telle qu’établie par le Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (RLRQ, c. Q-2, r. 0.1), par le règlement municipal de zonage ou par un règlement de contrôle intérimaire.

En matière de gestion des risques liés aux inondations, les dispositions des règlements adoptés par le gouvernement du Québec dans le cadre du régime transitoire de gestion des zones inondables, des rives et du littoral et pris en vertu de la Loi sur la qualité de l’environnement (RLRQ, c. Q-2) ont préséance sur les dispositions des règlements municipaux portant sur les mêmes objets.

b) Rive (*bande de protection riveraine*)

L'emplacement à l’étude n'est pas situé à l'intérieur d'une rive établie par le Règlement sur les activités dans des milieux humides, hydriques et sensibles (RLRQ, c. Q-2, r. 0.1) ou par le règlement municipal de zonage lorsque celui-ci délimite la rive à une largeur supérieure.

c) Autres zones de contraintes établies par le règlement municipal de zonage ou un règlement de contrôle intérimaire

L'emplacement à l'étude n'est pas situé à l'intérieur d'une zone de protection, d'une autre bande de protection ou d'une zone à risque établie par le règlement municipal de zonage ou par un règlement de contrôle intérimaire.

19. **AVIS D'EXPROPRIATION, RÉSERVE POUR FINS PUBLIQUES**

Il n'existe aucun avis de réserve pour fins publiques ou avis d'expropriation publié comme tel aux index des immeubles relatifs à l'emplacement à l'étude.

20. **PATRIMOINE CULTUREL**

a) Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, c. P-9.002)

Il n'existe aucun avis publié aux index des immeubles relatifs à l'emplacement à l'étude mentionnant qu'un bâtiment érigé sur cet emplacement est un bien patrimonial ou que cet emplacement est situé en tout ou en partie à l'intérieur d'une aire de protection d'un immeuble patrimonial ou d'un site patrimonial.

b) Règlement municipal de zonage

L'immeuble à l'étude n'est pas répertorié comme possédant des statuts patrimoniaux dans le règlement de zonage de cette municipalité.

21. **LOI SUR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT (RLRQ, c. T-15.01)**

La propriété à l'étude ne présente aucun élément apparent d'un ensemble immobilier au sens de l'article 45 de la Loi sur le Tribunal administratif du logement (RLRQ, c. T-15.01).

22. **LOI SUR LA PROTECTION DU TERRITOIRE ET DES ACTIVITÉS AGRICOLES (RLRQ, c. P-41.1)**

L'emplacement à l'étude n'est pas inclus dans une aire permanente retenue aux fins de contrôle du territoire agricole en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (RLRQ, c. P-41.1).

23. LOI SUR L'AÉRONAUTIQUE (L.R.C. 1985, c. A-2)

L'emplacement à l'étude n'est pas situé à l'intérieur d'une zone aéroportuaire établie par un règlement adopté sous l'autorité de la Loi sur l'aéronautique (L.R.C. 1985, c.A-2) et publié au registre foncier.

24. SYSTÈME DE MESURES

Les dimensions mentionnées dans ce document sont en mètres (SI). On doit utiliser l'équivalence 1 mètre = 3.28084 pieds pour convertir en mesures anglaises (M.A.).

25. CERTIFICATION

Je certifie que le présent certificat de localisation est conforme aux renseignements obtenus par le mesurage et l'observation des lieux ainsi qu'à ceux fournis par les documents que j'ai pu recueillir. De plus, les éléments mentionnés aux paragraphes 1 à 23 du premier alinéa de l'article 9 du Règlement sur la norme de pratique relative au certificat de localisation ont été vérifiés.

Le présent rapport et le plan ci-annexé font partie intégrante du présent certificat de localisation préparé spécialement dans le but ci-haut mentionné ; ils ne pourront être utilisés ou invoqués à une autre fin sans une autorisation écrite de l'arpenteur-géomètre soussigné (RLRQ, c. A-23, a. 49, r. 10, a. 11).

Préparé et signé à Montréal, le 28 novembre 2023, sous le numéro 14331 de mes minutes (Dossier P77897).



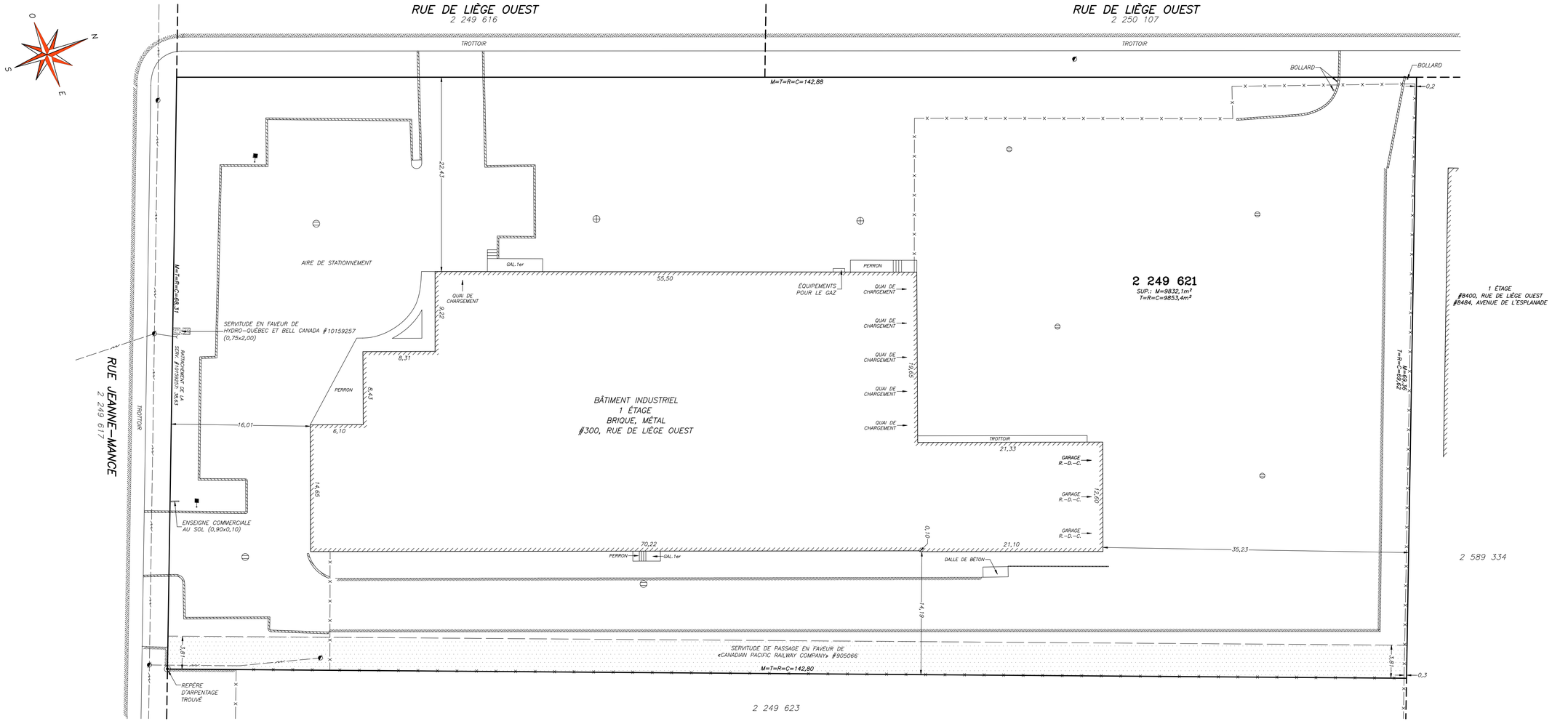
SIGNATURE NUMÉRIQUE

Louis-Philippe Fouquette
arpenteur-géomètre

Copie conforme à l'original

Émise le ……./……../……..

……..
arpenteur-géomètre



LÉGENDE

- M= DIMENSION ÉTABLIE PAR LE SOUSSIGNÉ
- T= DIMENSION AU TITRE DE PROPRIÉTÉ
- R= DIMENSION CADASTRALE APRÈS RÉNOVATION
- C= DIMENSION CADASTRALE AVANT RÉNOVATION
- R= MESURE PRISE AU REVÊTEMENT
- BORNE-FONTAINE
- LAMPADAIRE
- HAUBAN
- POTEAU ÉLECTRIQUE
- FEU DE CIRCULATION
- HAIE
- CLÔTURE
- LIMITE DE L'ASPHALTE
- MUR DE SOUTÈNEMENT
- BORDURE DE BÉTON
- CLÔTURE SUR MUR DE SOUTÈNEMENT
- E.S.= ENTRÉE DE SOUS-SOL
- E.R.= ESPACE DE RANGEMENT
- C.A.= COUR ANGLAISE
- LIGNE DE TRANSMISSION AÉRIENNE
- A.C.= APPAREIL DE CLIMATISATION
- POTEAU DE SIGNALISATION
- REGARD
- PUISARD

NOTE(S):

1- SAUF INDICATIONS CONTRAIRES, LES DIMENSIONS AU BÂTIMENT PRINCIPAL SONT MESURÉES À LA FONDATION, LES DÉPENDANCES SONT MESURÉES AU REVÊTEMENT ET LES PISCINES AU BASSIN D'EAU. CE PLAN AINSI QUE LE RAPPORT L'ACCOMPAGNANT FONT PARTIE INTÉGRANTE DU PRÉSENT CERTIFICAT DE LOCALISATION, PRÉPARÉS POUR DES FINS DE VENTE ET/OU D'HYPOTHÈQUE, ILS NE DEVRONT PAS ÊTRE UTILISÉS OU INVOQUÉS POUR D'AUTRES BUTS SANS L'AUTORISATION DU SOUSSIGNÉ.

labre & associés

ARPENTEURS • GÉOMÈTRES INC.

• LAVAL • BROSSARD • SAINT-EUSTACHE •
• MASCOUCHE • MONTRÉAL •
UN SEUL NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: **(514)642-2000**
www.labre.qc.ca

CERTIFICAT DE LOCALISATION

CADASTRE: QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT: VILLERAY/SAINT-MICHEL/ PARC-EXTENSION
LOT(S): 2 249 621

MONTRÉAL, LE 28 NOVEMBRE 2023

PAR: SIGNATURE NUMÉRIQUE
LOUIS-PHILIPPE FOUQUETTE
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL,
ÉMISE LE ... / ... / ...

CORDE NUMÉRIQUE CONFORME À L'ORIGINAL 2654 2023-11-28

LEVÉ: 6 NOVEMBRE 2023 | ÉCHELLE: 1:250 (SI)

DESSIN: P77897 | MINUTE: 14331 | DOSSIER: P77897

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : I01-129**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation								
Commerce			C.6(2)B	C.7B				
Industrie		I.2						
Équipements collectifs et institutionnels					E.7(1)			
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)		X						
Inférieurs au RDC		X						
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)	X						
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux			X	X	X			
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé		X	X	X	X			

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	4/12,5	4/12,5	4/12,5	4/12,5			
En étage	min/max	1/2	1/2	1/2	1/2			
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-	-	-			
Mode d'implantation	(I-J-C)	I-J	I-J	I-J	I-J			
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/65	35/65	35/65	35/65			
Densité	min/max	0/3	0/3	0/3	0/3			
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2/10	2/10	2/10	2/10			
Avant secondaire	min/max (m)	2/15	2/15	2/15	2/15			
Latérale	min (m)	1,5	1,5	1,5	1,5			
Arrière	min (m)	3,0	3,0	3,0	3,0			
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/100	10/100	10/100	10/100			
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	-	-	-	-			
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

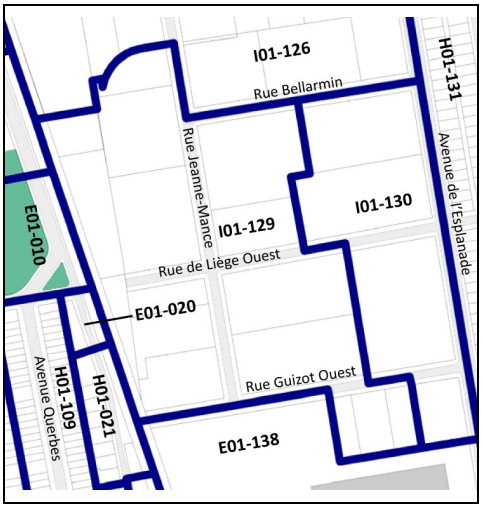
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-4
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	5
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-116 (2023-04-04)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

SOUS-SECTION II - AGRANDISSEMENT VISIBLE DE LA VOIE PUBLIQUE

18. Une intervention visée à l'article 9 relative à un agrandissement visible de la voie publique doit répondre aux objectifs suivants:

Objectif 1 : contribuer à l'attractivité économique du secteur;

Objectif 2 : minimiser les impacts du projet sur la qualité des milieux de vie à proximité;

Objectif 3 : encourager la conception et la construction de bâtiments durables et de qualité qui permet d'améliorer le cadre bâti existant;

Objectif 4 : réduire l'effet des îlots de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la rétention des eaux pluviales

Objectif 5 : concevoir des aménagements écoresponsables, qui favorisent la mobilité durable (autopartage, transport collectif, transport actif) et l'aménagement d'espaces de détente extérieurs de qualité;

Objectif 6 : concevoir des aménagements sécuritaires, inclusifs et confortables pour l'ensemble de la population.

19. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Implantation et volumétrie

1.1 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement reflètent l'usage prévu sur le site et assurent son intégration dans le milieu d'insertion;

1.2 : l'implantation de l'agrandissement tend à préserver les arbres matures et en bonne santé;

1.3 : l'implantation de l'agrandissement assure une cohérence dans le cadre bâti existant et permet de minimiser les nuisances sur les propriétés adjacentes;

1.4 : l'implantation de l'agrandissement assure que l'entrée principale de chaque commerce ou industrie soit située face à la voie publique;

1.5 : les marges de recul et le positionnement des éléments en saillie pour un agrandissement dans une cour favorisent les aménagements paysagers en pleine terre d'un seul tenant et assure la viabilité des arbres existants et proposés;

1.6 : une transition volumétrique est favorisée lorsque l'agrandissement est adjacent à une zone où le nombre maximal d'étages prescrit est inférieur au nombre d'étages de l'agrandissement proposé;

1.7 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement tendent à maintenir des vues sur la montagne, et à les mettre en valeur si le terrain est identifié comme étant un terrain à transformer, lorsque ce bâtiment est situé à l'extrémité ou sur le parcours d'une vue vers le mont Royal identifiée sur la carte de l'annexe A, et telles qu'illustrées aux documents intitulés « Illustrations des vues d'intérêt offertes vers le mont Royal » joints à l'Annexe E;

1.8 : les impacts liés au gabarit de l'agrandissement et ses effets sur l'éclairage naturel et l'ensoleillement des propriétés résidentielles voisines sont minimisés;

1.9 : l'accessibilité universelle est favorisée pour l'agrandissement lorsque son emplacement et sa superficie le permet, notamment par la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

2 - Traitement architectural

2.1 : le traitement architectural de l'agrandissement s'inspire des caractéristiques architecturales prédominantes du milieu d'insertion tout en adoptant un langage architectural contemporain qui permet d'améliorer le cadre bâti existant;

2.2 : l'agrandissement met en valeur la volumétrie et l'architecture du bâtiment d'origine lorsque ce dernier présente des éléments d'intérêt;

2.3 : la réfection de la façade existante doit permettre une amélioration du cadre bâti, une meilleure intégration de l'agrandissement ou le retour aux composantes d'origine;

2.4 : les revêtements proposés pour les façades visibles de la voie publique, sont reconnus pour leur durabilité et sont compatibles avec ceux du bâtiment d'origine;

2.5 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

2.6 : la palette de revêtement proposée est restreinte et permet d'améliorer le cadre bâti existant;

2.7 : les entrées du bâtiment sont marquées afin d'assurer leur lisibilité et une distinction entre les usages;

2.8 : la partie du rez-de-chaussée de l'agrandissement donnant sur la rue et comprenant une entrée principale doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouverture afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à créer un sentiment de sécurité;

2.9 : la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet d'agrandissement;

2.10 : les équipements mécaniques liés à l'agrandissement sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et à limiter les impacts visuels depuis la voie publique;

2.11 : si des écrans visuels ou des constructions servant à réduire la visibilité des équipements mécaniques sont prévus, ceux-ci doivent s'harmoniser avec l'architecture du bâtiment par leur positionnement, leur couleur et leur matérialité;

2.12 : l'éclairage sécuritaire des espaces de circulation est prévu de manière à ne pas créer de nuisance à l'extérieur du terrain qu'il dessert;

2.13 : le projet d'agrandissement tend à considérer la présence d'espèces vulnérables dans les transformations apportées au bâtiment, notamment lorsqu'il y a présence d'une cheminée en maçonnerie;

3 - Aménagements extérieurs, stationnements et aire de chargement

3.1 : un projet d'agrandissement dans une cour prévoit des cheminements piétonniers protégés, sécuritaires et attrayants depuis la voie publique jusqu'à l'entrée de chaque bâtiment ou établissement;

3.2 : pour un usage commercial de grande surface, l'entreposage extérieur s'effectue dans une aire réservée à cette fin qui s'intègre à l'architecture du bâtiment et à l'aménagement paysager.

3.3 : les aménagements paysagers minimisent la visibilité des nouvelles aires d'entreposage extérieur depuis la voie publique;

3.4 : pour un agrandissement dans une cour, les aménagements paysagers tendent à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d'arbres et d'aménagements paysager) de manière à contribuer au paysage urbain et à éviter l'abattage des arbres existants.

3.5 : l'aménagement des cours affectées par l'agrandissement favorise le verdissement, la biodiversité, la mixité de végétaux, l'utilisation d'espèces indigènes et la plantation, en pleine terre, d'arbres à moyen ou grand déploiement;

3.6 : en bordure d'un usage sensible, l'aménagement paysager comporte une zone tampon en vue d'atténuer les impacts associés à la présence des activités commerciales ou industrielles;

3.7 : les nouveaux aménagements en cour avant favorisent les liens avec les aménagements existants sur le domaine public;

3.8 : l'abattage d'arbres est dûment justifié et compensé par la plantation de nouveaux arbres à moyen ou grand déploiement;

3.9 : le projet favorise le verdissement des toitures notamment à des fins d'agriculture urbaine, en étant doté des installations et équipements nécessaires à son entretien;

3.10 : le projet d'agrandissement préconise une gestion durable et intégrée des eaux de pluie et de fonte en favorisant la rétention naturelle sur le site et la percolation des espaces résiduels au sol;

3.11 : l'espace dédié à l'entreposage et à la collecte des matières résiduelles est ajusté en fonction de l'agrandissement et son aménagement vise à minimiser les nuisances qui lui sont associées, notamment le bruit et les odeurs;

3.12 : les accès aux nouvelles aires de stationnement et de chargement sont limités, justifiés et localisés de manière à réduire les impacts sur la propriété et dans le voisinage;

3.13: le nombre d'unités de stationnement proposé pour l'agrandissement est justifié par une analyse des besoins des différents usages proposés sur le site et par la proximité des autres modes de transports actifs et collectifs;

3.14 : lorsqu'un projet comprend du stationnement, le stationnement intérieur est privilégié et l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs est favorisée (aménagements pour cyclistes, piétons, autopartage, etc.);

3.15 : le projet tend à prendre en compte les points bas et les secteurs à risques d'inondations lors des fortes pluies dans l'aménagement des voies d'accès au bâtiment;

3.16 : l'éclairage sécuritaire des nouvelles aires de stationnement et de chargement est prévu de manière à assurer une bonne visibilité des lieux ainsi qu'à procurer un sentiment de sécurité aux usagers et à ne pas créer de nuisance à l'extérieur du terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des lampadaires, l'orientation de l'éclairage vers le bas et l'emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière).

SECTION III - CONSTRUCTION HORS TOIT

20. Une intervention visée à l'article 9, relative à une construction hors toit doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1 : favoriser un projet de construction durable et de qualité s'intégrant au bâtiment, qui minimise sa visibilité depuis la voie publique

Objectif 2 : réduire l'effet des îlots de chaleur et améliorer la biodiversité et le verdissement des toitures

Objectif 3 : minimiser les nuisances causées par la construction hors toit et ces équipements sur le milieu de vie tout en assurant leur l'intégration architecturale;

21. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

CHAPITRE III - AIRE DE STATIONNEMENT

31. Les interventions assujetties aux objectifs et critères du présent chapitre sont les suivantes :

1° tout permis relatif à l'aménagement ou au réaménagement d'au moins 20 unités de stationnement extérieur;

2° tout permis relatif à la construction ou à la transformation d'un stationnement étagé.

32. Une intervention visée à l'article 31 doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1 : concevoir des aires de stationnement écoresponsables qui favorisent la mobilité durable (autopartage, transport collectif, transport actif);

Objectif 2 : réduire l'effet des îlots de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la rétention des eaux pluviales;

Objectif 3 : encourager la conception et la construction de structures de stationnement étagés durables et de qualité;

Objectif 4 : favoriser une architecture qui s'intègre au cadre bâti dans lequel il s'insère et qui minimise ses impacts sur les milieux de vie;

Objectif 5 : concevoir des aménagements sécuritaires, inclusifs et confortables pour l'ensemble de la population.

33. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Implantation et volumétrie

1.1 : les cours latérales ou arrière sont privilégiées pour l'aménagement des aires de stationnement;

1.2 : lorsque le stationnement étagé est situé près d'une voie publique, une structure permettant une mixité d'usage est favorisée et l'implantation d'un usage permettant l'interaction du bâtiment avec la rue est favorisée au rez-de-chaussée;

1.3 : l'aménagement d'espaces de stationnement souterrain est favorisé afin de réduire le gabarit hors sol du stationnement étagé;

1.4 : les accès aux nouvelles aires de stationnement sont limités, justifiés et localisés de manière à réduire les impacts sur la propriété et dans le voisinage;

1.5 : le nombre d'unités de stationnement proposé est justifié par une analyse des besoins des différents usages proposés sur le site et par la proximité des autres modes de transports actifs et collectifs;

2 - Traitement architectural

2.1 : le parement de façade d'un stationnement étagé assure la ventilation naturelle en étant ajouré et permet de créer une architecture distinctive par des motifs répétitifs;

2.2 : le traitement des façades d'un stationnement étagé minimise la visibilité des voitures qui y sont stationnées;

2.3 : lorsque le stationnement étagé fait corps avec le bâtiment principal, le traitement architectural des façades est cohérent et continu pour l'ensemble du bâtiment;

2.4 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

3 - Aménagement extérieur

3.1 : le projet prévoit des cheminements piétonniers et cyclistes protégés, sécuritaires et attrayants depuis la voie publique et à travers le stationnement jusqu'à l'entrée du bâtiment;

3.2 : l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs est favorisée (aménagements pour cyclistes, piétons, autopartage, etc.);

3.3 : l'aménagement d'unités de stationnement réservées aux familles, à l'autopartage, au covoiturage et aux véhicules électriques sont favorisées et positionnées de façon préférentielle près des accès au bâtiment;

3.4 : le projet préconise l'aménagement d'une aire de stationnement désignée pour les vélos qui est sécuritaire et à l'abri des intempéries;

3.5 : les aménagements paysagers minimisent la visibilité des aires de stationnement depuis la voie publique;

3.6 : les aménagements paysagers tendent à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d'arbres et aménagements paysagers) de manière à préserver la qualité du milieu et à éviter l'abattage des arbres existants.

3.7 : l'abattage d'arbres est dûment justifiée et compensée par la plantation de nouveaux arbres à moyen ou grand déploiement;

3.8 : les aménagements paysagers favorisent le verdissement, la biodiversité, la mixité de végétaux, l'utilisation d'espèces indigènes et la plantation, en pleine terre, d'arbres à moyen ou grand déploiement;

3.9 : les îlots de verdure sont de superficie suffisante pour permettre la croissance des arbres qui s'y trouvent et sont disposés de façon à maximiser l'ombrage des surfaces minéralisées;

3.10 : l'emplacement des îlots de verdure rend les déplacements confortables et sécuritaires, et contribue à la structuration et à la lisibilité de l'aire de stationnement;

3.11 : en bordure d'un usage sensible, une zone tampon paysager est aménagée en vue d'atténuer les impacts associés à la présence des aires de stationnement;

3.12 : le projet favorise le verdissement de la toiture et du pourtour de la structure d'un stationnement étagé;

3.13 : le projet préconise une gestion durable et intégrée des eaux de pluie et de fonte en favorisant la rétention naturelle extérieure sur le site (bassin végétalisé, îlot drainant, etc.);

3.14 : lorsque la superficie le permet, les aménagements prévoient une zone apte à être inondée pour recevoir temporairement les précipitations de plus forte intensité;

3.15 : le projet préconise l'utilisation des matériaux perméables, tels des pavés drainants, le pavé alvéolé ou le gazon renforcé;

3.16 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

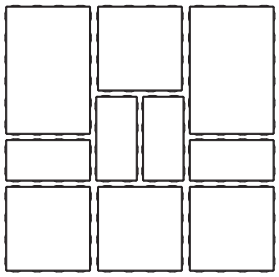
3.17 : l'éclairage sécuritaire des aires de stationnement est prévu de manière à assurer une bonne visibilité des lieux ainsi qu'à procurer un sentiment de sécurité aux usagers et à ne pas créer de nuisances à l'extérieur du terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des lampadaires, l'orientation de l'éclairage vers le bas et l'emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière);



BLU 80 mm

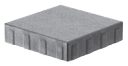
DESCRIPTION : Pavé **TEXTURE :** Lisse et Lisse HD²

Dessus de palette



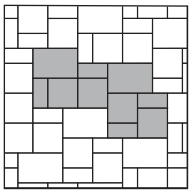


Lisse HD² Lisse — Brun Châtaigne
Lisse HD² Lisse — Gris Champlain
Lisse HD² — Caffè Crema
Lisse — Beige Crème
Lisse HD² Lisse — Nickel Grisé
Lisse HD² Lisse — Gris Calcaire
Lisse HD² Lisse — Noir Onyx

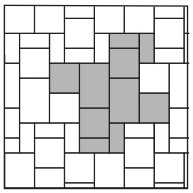
Spécifications par palette	Impérial	Métrique
A  32 unités / palette	Dimension produit (L × L × H) A	6 ½ × 13 × 3 ⅛	165 × 330 × 80
	Dimension produit (L × L × H) B	13 × 13 × 3 ⅛	330 × 330 × 80
	Dimension produit (L × L × H) C	19 ½ × 13 × 3 ⅛	495 × 330 × 80
B  32 unités / palette	Cubage	84,96 pi²	7,90 m²
	Poids approximatif Lisse	3 095 lb	1 404 kg
	Poids approximatif Lisse HD²	3 280 lb	1 488 kg
C  49 unités / palette	Nombre de rangs	8	
	Couverture par rang	10,62 pi²	0,99 m²
	Couv. linéaire par rang	9,75 pi lin.	2,97 m lin.

Options de motifs de pose

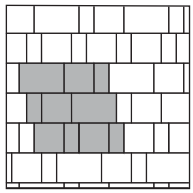
01 | Modulaire



02 | Modulaire



03 | Linéaire



Les motifs de pose sont présentés à titre d'exemple seulement. Il est de la responsabilité de l'utilisateur de vérifier la quantité des matériaux nécessaire.

NOTES

Voir page 6 pour la description des icônes.

Voir page 19 pour plus d'informations sur les applications.

Voir pages 56 à 58 pour plus d'informations techniques. Pour connaître la procédure d'installation appropriée au pavé perméable, voir pages 95 à 97 pour plus d'informations techniques.

LARGEUR DES JOINTS : 9⁄32" (7 mm)
% D'OUVERTURE DE SURFACE : 4,5 %*
TAUX D'INFILTRATION : 570 po./hr (14 475 mm/hr)

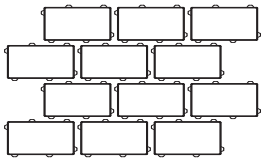
*Pour les applications perméables, l'installation doit être en motif modulaire et combinée avec le Blu 6x13. Une ouverture de surface minimale de 4,5 % nécessite 75 % Blu 6x13 et 25 % Blu 80.



HYDRA

DESCRIPTION : Pavé **TEXTURE :** Lisse

Dessus de palette



Spécifications par palette	Impérial	Métrique
Dimension produit (L × L × H)	11 13/16 × 7 7/8 × 3 15/16	300 × 200 × 100
Cubage	62 pi²	5,76 m²
Poids approximatif	2 811 lb	1 275 kg
Nombre de rangs	8	
Couverture par rang	7,75 pi²	0,72 m²
Couv. linéaire par rang	11,80 pi lin.	3,60 m lin.



96 unités / palette



Lisse **Brun Châtaigne**

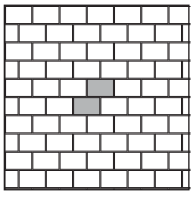
Lisse **Gris**

Lisse **Gris Calcaire**

Lisse **Noir Onyx**

Options de motifs de pose

01 | Linéaire



Les motifs de pose sont présentés à titre d'exemple seulement. Il est de la responsabilité de l'utilisateur de vérifier la quantité des matériaux nécessaire.

NOTES

Voir page 6 pour la description des icônes.

Voir page 19 pour plus d'informations sur les applications.

Voir pages 95 à 97 pour plus d'informations techniques.

LARGEUR DES JOINTS : ½" (13 mm)
% D'OUVERTURE DE SURFACE : 8,3 %
TAUX D'INFILTRATION : 605 po/hr (15 345 mm/hr)

CHARACTERISTICS

- Pince ou outil mécanique disponible pour installation à la machine. Vérifiez auprès de votre représentant Techo-Bloc pour plus d'information.
- 6000 à 8000 pi² peuvent être installés chaque jour à l'aide d'une pince ou d'un outil mécanique et une équipe de 5 personnes.
- Projets LEED®
- Réduction du ruissellement des eaux de pluie vers les égouts municipaux
- Élimination de la nécessité de prévoir un bassin de rétention et utilisation maximale du terrain à aménager

SBA ARCHITECTE

NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS & AGRANDISSEMENT

300 RUE DE LIÈGE OUEST, MONTRÉAL, QC
2024-203

botsis

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010007
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

LISTE DES DESSINS ARCHITECTURE

PAGE	TITRE DU DESSIN	DATE	ÉMISSIONS/RÉVISIONS	NO.
SÉRIE 000 - GÉNÉRAL				
A001	PAGE TITRE	2025-02-07	PERMIS CONSTRUCTION	09
A002	PERSPECTIVE D'INTÉGRATION	2025-02-07	PERMIS CONSTRUCTION	09
SÉRIE 100 - AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR				
A101	PLAN D'IMPLANTATION	2025-02-07	PERMIS CONSTRUCTION	09
SÉRIE 200 - PLANS GÉNÉRAUX				
	DÉMOLITION			
A201	PLAN DU RDC & ÉTAGE	2025-02-07	PERMIS CONSTRUCTION	09
A202	PLAN DE TOITURE	2025-02-07	PERMIS CONSTRUCTION	09
	CONSTRUCTION			
A203	PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE	2025-02-07	PERMIS CONSTRUCTION	09
A204	PLAN DE L'ÉTAGE	2025-02-07	PERMIS CONSTRUCTION	09
A205	PLAN DE TOITURE	2025-02-07	PERMIS CONSTRUCTION	09
SÉRIE 400 - PLANS D'AMÉNAGEMENT				
A401	PLANS DU RDC & ÉTAGE	2025-02-07	PERMIS CONSTRUCTION	09
SÉRIE 500 - ÉLÉVATIONS EXTÉRIEURES				
	DÉMOLITION / CONSTRUCTION			
A501	ÉLÉVATIONS	2025-02-07	PERMIS CONSTRUCTION	09

PAGE	TITRE DU DESSIN	DATE	ÉMISSIONS/RÉVISIONS	NO.
SÉRIE 700 - COUPES DE MUR & DÉTAILS				
A701	COUPES DE MUR & COMPO.	2025-02-07	PERMIS CONSTRUCTION	09
A702	COUPES DE MUR & COMPO.	2025-02-07	PERMIS CONSTRUCTION	09
A703	DÉTAILS	2025-02-07	PERMIS CONSTRUCTION	09

ÉMIS POUR: PERMIS DE CONSTRUCTION
DATE: 2025-02-07

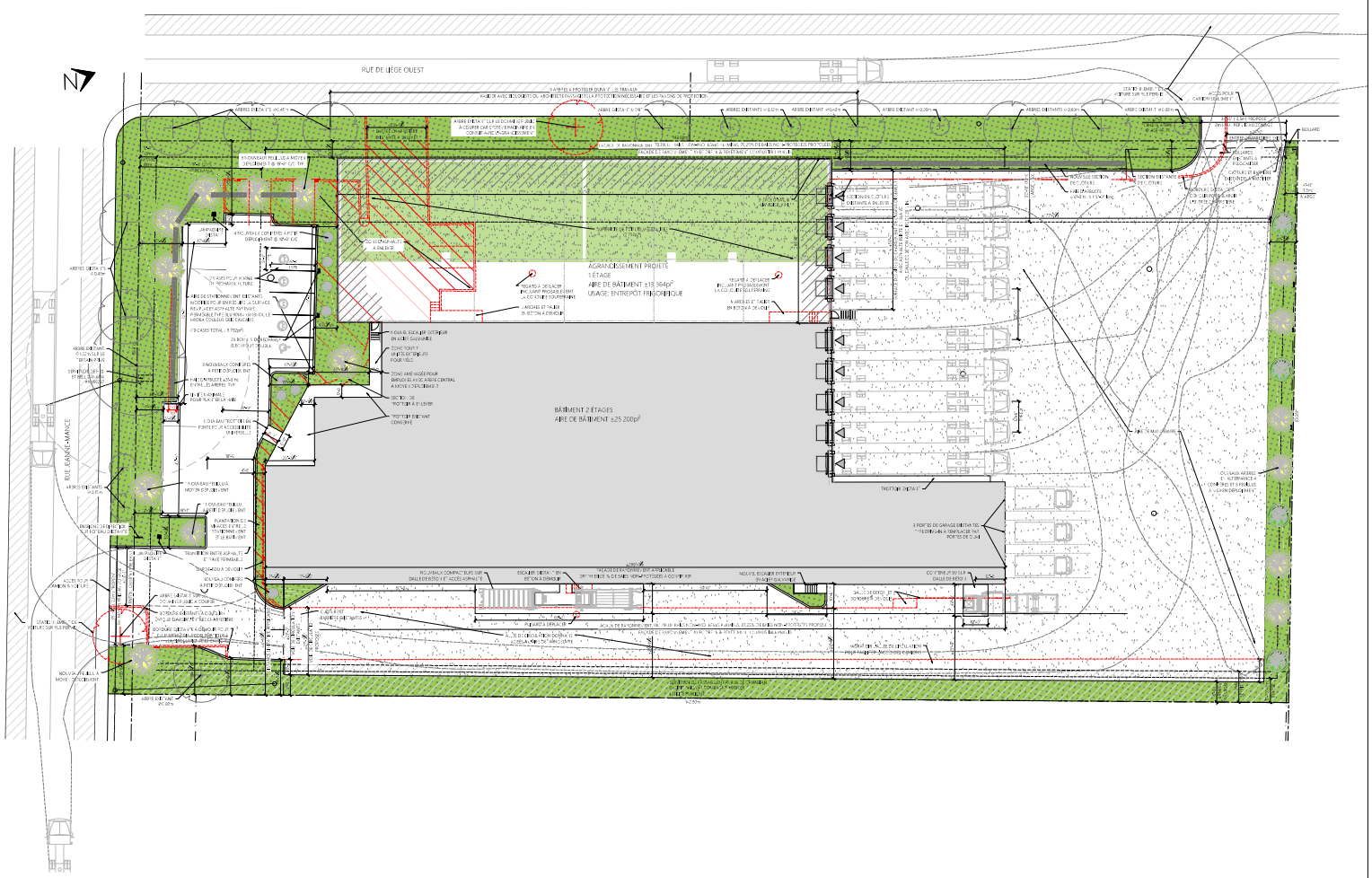
Direction du développement du territoire

Arrondissement de
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010007
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



RESTRICTIONS GÉNÉRALES:

- PAS UTILISER CES PLANS POUR CONSTRUCTION.
- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS SUR LES LIEUX ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS OU CONTRADICTIONS POUR CLARIFICATION AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE À L'ÉCHELLE SUR CES PLANS.
- TOUS LES MATÉRIAUX ET ASSEMBLAGES DOIVENT ÊTRE MIS EN PLACE, CONSTRUITS ET INSTALLÉS CONFORMÉMENT AVEC LES RECOMMANDATIONS DES FABRICANTS/ MANUFACTURIERS.
- TOUS LES OUVRAGES DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LES PRÉSENTS DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC VOLUME 1 2020, LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX EN VIGUEUR ET LE CODE NATIONAL DE L'INCENDIE POUR LES BÂTIMENTS 2015, MODIFIÉ QUÉBEC.
- LA REPRÉSENTATION DES ÉQUIPEMENTS ET DES PAYSAGES N'EST PRÉSENTÉE QU'À TITRE D'INFORMATION SEULEMENT.
- TOUT DROIT RÉSERVÉ. CES PLANS SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE L'ARCHITECTE ET AUCUNE REPRODUCTION DE CES PLANS N'EST PERMISE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE L'AUTEUR.

LÉGENDE DES SYMBOLES

IDENTIFICATION DU TITRE DU DESSIN
IDENTIFICATION D'UNE ÉLÉVATION
IDENTIFICATION D'UN DÉTAIL
IDENTIFICATION D'UNE COUPE
IDENTIFICATION DE NIVEAU
RÉFÉRENCE RÉVISION
AXE EXISTANT
AXE HORS-JUMELÉ
NOTES
LOCAL
IDENTIFICATION DE LOCAL
LARGEUR DE PORTE
IDENTIFICATION DE TYPE DE MATÉRIAU À ÉLÉVATION
IDENTIFICATION DE FINITION PLANCHER
HAUTEUR DU POINT D'INTERSECTION DES DIAGONALES

RÉPERTOIRE DES ABRÉVIATIONS

CM	CONTREMARCHE	LARG	LARGEUR
C.V.	CONTREVENTEMENT	LONG	LONGUEUR
D.T.	DRAIN DE TOIT À PLANCHER	MAX	MAXIMUM
DIST	DISTANCE	MIN	MINIMUM
DO	DROIT (E) OU (S)	N.A.	NON APPLICABLE
DP	DÉGAGEMENT AU-DESSUS	NTS	NON À L'ÉCHELLE
DT	DRAIN DE TOIT	O.B.	OUVERTURE BRUTE
E	ESCALIER	O.C.	OUVERTURE CLOISON
EP	EN PAIRE	O.D.	OUVERTURE DROIT
EL	ÉLÉVATION	P.A.	POUR AMÉNAGEMENT
EXT.	EXTÉRIEUR	P.I.B.	POINT BAS
FAÇ	FAÇADE	P.M.	POINT MILIEU
FIN	FINITION	P.S.	POINT SUPÉRIEUR
H.C.	HORS-CONTRAT	SIM.	SIMILAIRE
H.L.	HAUTEUR LIBRE	SPEC.	SPÉCIFICATION
HT	HAUTEUR	SCP	SÉPARATION COUPE-FEU
ING.	INGÉNIEUR	T.C.C.	TUYAU CONSTRUIT
J.C.	JOINT DE CONTRÔLE	TOIT	TOIT PLAT
LIC.	LIC. M.H.DE CAMEL	V.P.H.	VITRE PLANTE HORIZONTALE

NO.	DATE	PRINCIPAUX APPROBATIONS
24		
23		
22		
21		
20		
19	2025-04-17	IMPLANTATION + AJOUT COTES
18	2025-04-17	PLAN DE TOIT + AJOUT NIV. GÉO.D
17	2025-04-04	IMPLANTATION + PERMIS REV
16	2025-04-04	PANNEAU D'ACHAT TAILLON
15	2025-04-03	IMPLANTATION + PERMIS REV
14	2025-03-21	PROPOSITIONS DE FAÇADES
13	2025-03-20	PERMIS DE CONSTRUCTION REV1
12	2025-03-18	SOUMISSION
11	2025-03-06	REV 2 BUREAU ENTREPÔT
10	2025-02-04	REV BUREAU EN TREPÔT
09	2025-02-07	PERMIS DE CONSTRUCTION
08	2024-12-05	IMPLANTATION POUR APPROBATION
07	2024-12-10	COORDINATION GÉNÉRALE
06	2024-11-27	DEMANDE PROJET
05	2024-11-21	DEMANDE D'APPROBATION PRELIMINAIRE
04	2024-10-28	COORDINATION POND DE PLAN
03	2024-10-21	IMPLANTATION APPROB. CLIENT
02	2024-10-18	ÉTUDE DE POTENTIEL REV 1
01	2024-10-17	ÉTUDE DE POTENTIEL

SBA ARCHITECTE
2025-04-17
Ordre des architectes du Québec
A 4425
SEDRICK BOLDUC

CONSEILS

botsis
CLIENT

NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS & AGRANDISSEMENT
300 RUE DE LIÈGE OUEST, MONTRÉAL - QC
PROJET

PLAN D'IMPLANTATION
TITRE DU DESSIN

2025-04-17	1/16"=1'-0"	2024-203
DATE	ÉCHELLE	NO. PROJET

S.BOLDUC

S.BOLDUC 29/41 16
PAGE

NOTES DE L'ARCHITECTE

NOTES POUR PUBLIC SALON

1. LE PLAN D'IMPLANTATION EN ARCHITECTE EST À TITRE INDICATIF POUR OBTENIR UN PORTRAIT GLOBAL DES AMÉNAGEMENT DU SITE.
2. LE PERMIS DU PROJET DEMEURE L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE ET DE L'ENTREPRENEUR EN CHARGE DE LA CONSTRUCTION.
3. LE PERMIS DU PROJET DEMEURE L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE ET DE L'ENTREPRENEUR EN CHARGE DE LA CONSTRUCTION.
4. LE PERMIS DU PROJET DEMEURE L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE ET DE L'ENTREPRENEUR EN CHARGE DE LA CONSTRUCTION.
5. LE PERMIS DU PROJET DEMEURE L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE ET DE L'ENTREPRENEUR EN CHARGE DE LA CONSTRUCTION.
6. LE PERMIS DU PROJET DEMEURE L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE ET DE L'ENTREPRENEUR EN CHARGE DE LA CONSTRUCTION.
7. LE PERMIS DU PROJET DEMEURE L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE ET DE L'ENTREPRENEUR EN CHARGE DE LA CONSTRUCTION.
8. LE PERMIS DU PROJET DEMEURE L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE ET DE L'ENTREPRENEUR EN CHARGE DE LA CONSTRUCTION.
9. LE PERMIS DU PROJET DEMEURE L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE ET DE L'ENTREPRENEUR EN CHARGE DE LA CONSTRUCTION.
10. LE PERMIS DU PROJET DEMEURE L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE ET DE L'ENTREPRENEUR EN CHARGE DE LA CONSTRUCTION.

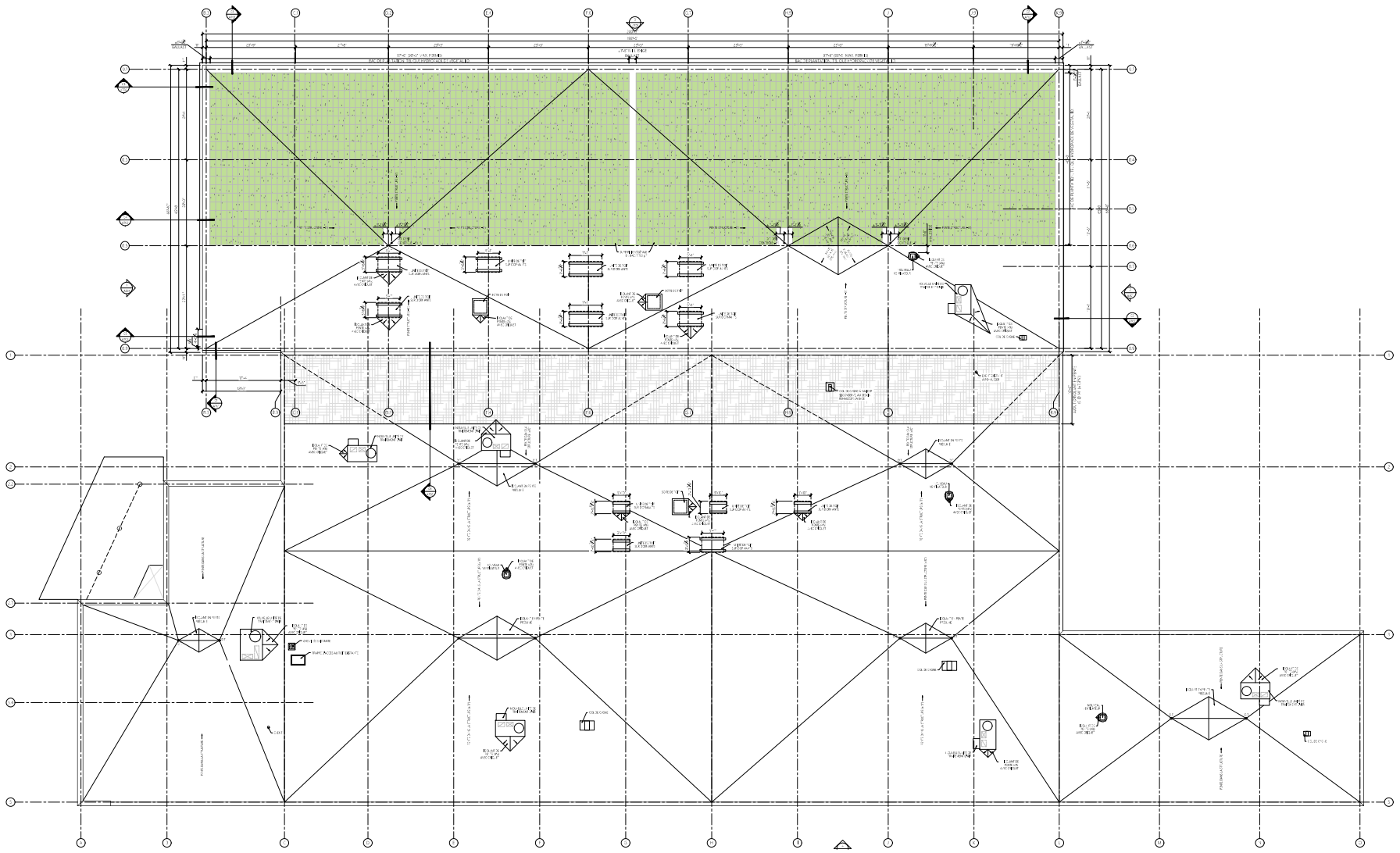
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010007
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



RESTRICTIONS GÉNÉRALES:

- NE PAS UTILISER DES PLANS POUR CONSTRUCTION
- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS SUR LES LIEUX ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS OU CONTRADICTIONS POUR CLARIFICATION AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS
- TOUS LES MATÉRIAUX ET ASSEMBLAGES DOIVENT ÊTRE MIS EN PLACE CONSTRUITS ET FINIS EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMANDATIONS DES FABRICANTS MANUFACTURIERS
- TOUS LES OUVRAGES DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC, CHAPITRE 1, 2010, LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX EN VIGUEUR ET LE CODE NATIONAL DE L'INCENDIE POUR LES BÂTIMENTS 2015 MODIFIÉ QUÉBEC
- LA REPRÉSENTATION DES ÉQUIPEMENTS ET DES PASSERELLES PROVIENT D'UN PLAN CAD FOURNI PAR LE CLIENT
- TOUS DROITS RÉSERVÉS. CE DESSIN EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE L'ARCHITECTE ET AUCUNE REPRODUCTION DE CES PLANS N'EST PERMISE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE L'AUTEUR.

LÉGENDE DES SYMBOLES

IDENTIFICATION DU TITRE DU DESSIN
IDENTIFICATION D'UNE ÉLÉVATION
IDENTIFICATION D'UN DÉTAIL
IDENTIFICATION D'UNE COUPE
IDENTIFICATION DE RÉFÉRENCE
RÉFÉRENCE PRÉVUE
AXE EXISTANT
AXE NOUVEAU
NOTES
IDENTIFICATION DE LOCAL
TYPE DE PORTE
IDENTIFICATION DE FENÊTRE/MUR-RIDEAU (ÉLÉVATION)
IDENTIFICATION DE TYPE DE PLANCHER
NUMÉRO DE PORTE OU DE FENÊTRE INTÉRIEURE

RÉPERTOIRE DES ABRÉVIATIONS

C.M.	CONTREMARCHE	LARG.	LARGEUR
C.L.	CONTREVENTEMENT	LONG.	LONGUEUR
DP.	DRAIN DE PLANCHER	MAX.	MAXIMUM
DPF	DOIGT PARE-LAMES	MIN.	MINIMUM
DO.	DRAIN OUVERT	N/A	NON APPLICABLE
DPF	DOIGT PARE-LAMES	NIV.	NIVEAU
DR.	DRAIN DE TOIT	O.B.	OUVERTURE BRUTE
E.B.	ENTRÉE	O.C.	OUVERTURE CHEF
E.H.	ENHAUT	O.E.	OUVERTURE EFFECT
ELÉV.	ÉLÉVATION	P.A.	PORTAGE À SAUCER
EXT.	EXTÉRIEUR	PROF.	PROFONDEUR
G.C.	GAINE CORPS	P.T.B.	POINT BAS
G.G.	GAINE GLACIS	P.T.C.	POINT CHAUD
H.C.	HORS-CONTRE	R.C.	RÉSISTANCE
H.L.	HAUT À L'ÉTÉ	SIM.	SIMILAIRE
HT.	HAUTEUR	SÉP.	SÉPARATION
ING.	INGÉNIEUR		COUPE-FEU
INV.	INVERSE	TQC.	TEL QUE CONSTRUIT
J.C.	JOINT DE CONTRÔLE	TQE.	TEL QUE EXISTANT
L/C.	LOCTEUR DE CARTE	V.P.I.	VOIR PLANS INGÉNIEURS

NO.	DATE	EMISSIONS / REVISIONS
24		
23		
22		
21		
20		
19		
18		
17		
16		
15		
14		
13		
12		
11		
10		
09	2025-02-07	PERMIS DE CONSTRUCTION
08	2025-01-15	IMPLANTATION POUR CPTL
07	2024-12-10	COORDINATION GÉNÉRALE
06	2024-12-17	DEVANCE PRÉLIM.
05	2024-12-21	DEVANCE PRÉLIMINAIRE PRÉLIM.
04	2024-12-23	COORDINATION ROND DE PLAN
03	2024-12-31	IMPLANTATION APPROB. CLIENT
02	2024-12-31	ÉTUDE DE POTENTIEL PRÉV.
01	2024-12-27	ÉTUDE DE POTENTIEL

SBA ARCHITECTE
Ordre des architectes du Québec
2025-02-07
Permis de construction
A 6425
SÉBASTIEN BOLDUC

CONSEILS

ENTREPRENEUR

botsis
CLIENT

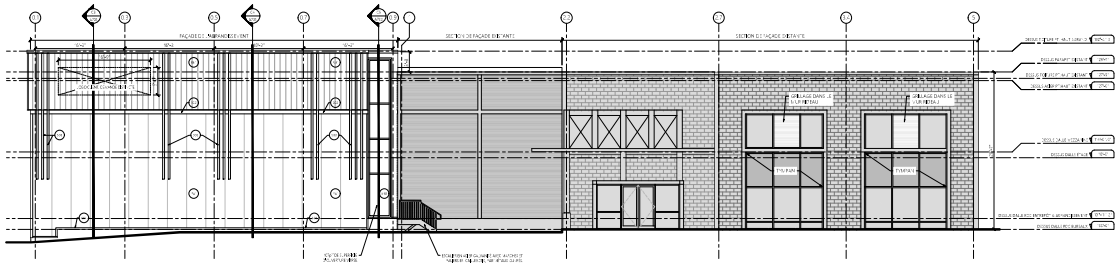
NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS & AGRANDISSEMENT
100 RUE DE L'ÉGLISE OUEST, MONTRÉAL, QC
PROJET

CONSTRUCTION
PLAN DU TOIT EXISTANT ET AGRANDISSEMENT
TITRE DESSIN

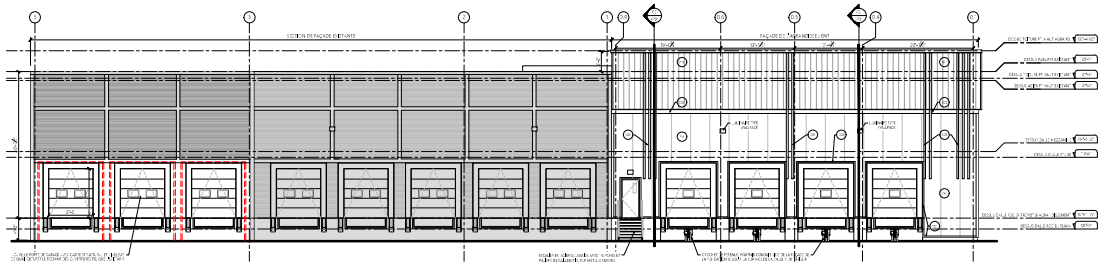
2025-02-07	1/8"=1'-0"	2024-203
DATE	ÉCHELLE	NO PROJET

S.BOLDUC
S.BOLDUC

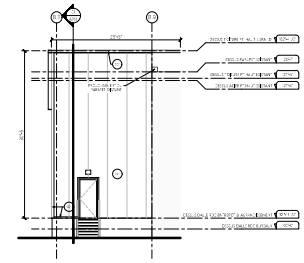
30/41
PAGE



ÉLÉVATION PROJETÉE SUD (RUE JEANNE-MANCE)



ÉLÉVATION PROJETÉE NORD



ÉLÉVATION PROJETÉE PARTIELLE EST

Direction du développement du territoire

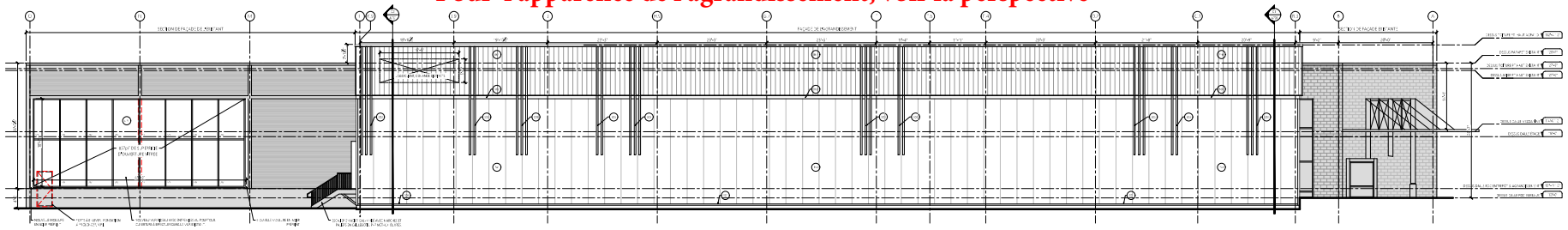
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

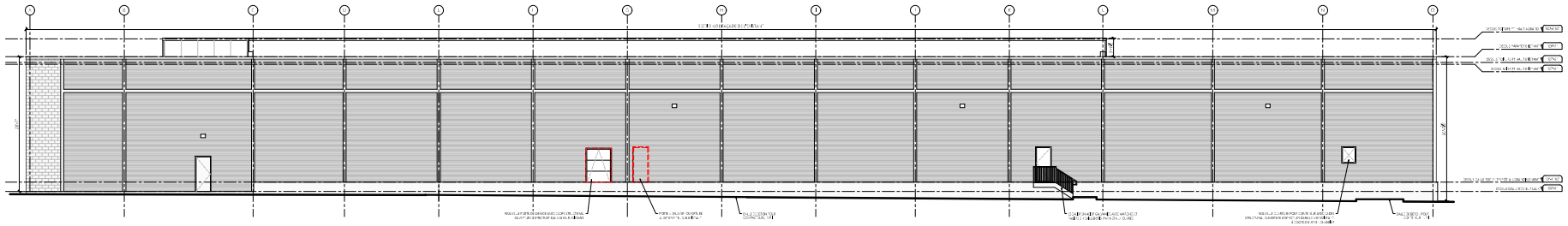
GDD : 1251010007
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Pour l'apparence de l'agrandissement, voir la perspective



ÉLÉVATION PROJETÉE OUEST (RUE DE LIÈGE)



ÉLÉVATION PROJETÉE EST

LÉGENDE DES MATÉRIAUX

FAÇADES DE L'AGRANDISSEMENT SEULEMENT

1. MUR RIDEAU EN VERRE
   - VOIR ARCHIVOSCH OU ÉQUIVALENT
   - PROFILÉ AVEC COUVERCLE
   - DIMENSIONS 2 po. [VG 3 6" prof.
   - ÉPAISSEUR 0.050 x 0.875
   - COULEUR : ANODISÉ CUIVRÉ
2. PANNEAU ÉMAILLÉ MÉTALLIQUE
   - TYPE : HORIZONTAL OU ÉQUIVALENT
   - PRODUIT : NORDALU
   - FORMAT : 4'-0" LARG.
     VOIR COMPOSITIONS POUR ÉPAIS.
   - PRODUIT : STEP
   - ÉMAILLÉE : BLANC BRILLANT (OC2878)
   - COULEUR : BLANC BRILLANT (OC2878)
3. REVÊTEMENT MÉTALLIQUE
   - MUR RIDEAU REVÊTEMENT OU ÉQUIVALENT
   - PRODUIT : SÉRIE ACCENT URBAIN
   - À L'ÉMAILLÉ : GR 7 (51 SR ou UA 0804 SR)
   - COULEUR : GRIS MÉTALLISÉ (7506)
4. ÉQUERRES À MOULURES
   - PRODUIT : SOUS-STRUCTURE DU MUR TYPE (6)
5. SOUS-VA-D'ULURE MÉTALLIQUE
   - AU-DESSUS ACIER PEINT
   - À L'ÉMAILLÉ : BLANC BRILLANT (OC2878)
   - CALIBRE : VOIR DÉTAILS
6. SOUS-VA-D'ULURE MÉTALLIQUE
   - AU-DESSUS ACIER PEINT
   - À L'ÉMAILLÉ : GRIS MÉTALLISÉ (7506)
   - CALIBRE : VOIR DÉTAILS
7. SOUS-VA-D'ULURE MÉTALLIQUE
   - AU-DESSUS ACIER PEINT SUR MESURE
   - À L'ÉMAILLÉ : NATURAL (MÉTALLISÉ)
   - CALIBRE : VOIR DÉTAILS

LÉGENDE DES VERRES

- VCV : VERRE THERMOS DOUBLE VISION AVEC LOW-E EN POSITION 2 ET GAZ ARGON. EFFET MIROIR SUR LA FACE EXTÉRIEURE. COULEUR : GRIS FONCÉ

ÉCHANTILLONS : VOIR DES EX. T-BRIMOS À FAIRE APPROUVER PAR L'ARCHITECTE)

CALCUL DE FENESTRATION PAR FAÇADE DOMINANT (SELON RQE)

FAÇADE SUD :
- SUPERFICIE TOTALE : 5180pi²
- FENESTRATION :
- POURCENTAGE BRISÉ : 0%
- SUPERFICIE EXCLUSE : 590pi²
- SUPERFICIE EXEMPTÉE : 4590pi²
- SUPERFICIE MANQUANTE : 0pi²
- SUPERFICIE PROPOSÉE : 0%pi²

FAÇADE OUEST
- SUPERFICIE TOTALE : 9 520pi²
- FENESTRATION :
- POURCENTAGE BRISÉ : 0%
- SUPERFICIE EXEMPTÉE : 9520pi²
- SUPERFICIE EXEMPTÉE : 0pi²
- SUPERFICIE PROPOSÉE : 959pi²

RESTRICTIONS GÉNÉRALES:

- NE PAS UTILISER CES PLANS POUR CONSTRUCTION.
- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS SUR LES LIEUX ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS OU CONTRADICTIONS POUR CLARIFICATION AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS.
- TOUS LES MATÉRIAUX ET ASSEMBLAGES DOIVENT ÊTRE MIS EN PLACE, CONSTRUITS ET FINIS EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMANDATIONS DES FABRICANTS/ MANUFACTURIERS.
- TOUS LES OUVRAGES DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC, VERSION 2015, LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX EN VIGUEUR ET LE CODE NATIONAL DE L'ÉNERGIE POUR LES BÂTIMENTS 2015, MODIFIÉ (QUÉBEC).
- LA REPRÉSENTATION DES ÉQUIPEMENTS ET DES PASSERELLES PROVIENT D'UN PLAN CAD FOURNI PAR LE CLIENT.
- L'ORIGINAL DES PLANS EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE L'ARCHITECTE ET AUCUNE REPRODUCTION DE CES PLANS N'EST PERMISE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE L'AUTEUR.

LÉGENDE DES SYMBOLES

- IDENTIFICATION DU TITRE DU DESSIN
- IDENTIFICATION D'UNE ÉLÉVATION
- IDENTIFICATION D'UN DÉTAIL
- IDENTIFICATION D'UNE COUPE
- IDENTIFICATION DE NIVEAU
- RÉFÉRENCE RÉVISION
- AXE EXISTANT
- AXE NOUVEAU
- NOTES
- LOCAL : IDENTIFICATION DE LOCAL
- TYPE DE CLOISON
- IDENTIFICATION DE PANNEAU/MATÉRIAU (ÉLÉVATION)
- IDENTIFICATION DE FENÊTRE PLANCHER
- NUMÉRO DU PORTE/FENÊTRE INTÉRIEURE

RÉPERTOIRE DES ABRÉVIATIONS

CM	CONTREMARCHE	LARG.	LARGEUR
C.V.	CONTREVENTEMENT	LONG.	LONGUEUR
D.T.	DRAIN DE PLANCHER	MAX.	MAXIMUM
DIFF.	DEGRÉ FAHRENHEIT	MIN.	MINIMUM
DO	DRAIN OUVERT	N.A.	NON APPLICABLE
DHF	DEGRÉ HORAIRE AU FEU	NIV.	NIVEAU
DT	DRAIN DE TOIT	O.B.	OUVERTURE BRUTE
E.B.	EN BAS	O.E.	OUVERTURE EXACT
EH	EN HAUT	O.F.	OUVERTURE FINIT
EL.	ÉLÉVATION	P.A.	POUTRAGE APACHE
EXT.	EXTÉRIEUR	PROF.	PROFONDEUR
GAZ	GAZ	PT.B.	POINT BAS
G.C.	GAINES CORPS	PT.H.	POINT HAUT
H.C.	HORS-CONTRAT	S.H.C.	SANS HORS-CONTRAT
H.L.	HAUTEUR LIBRE	SH.	SHERWIN-WILLIAMS
HT.	HAUTEUR	SEP.	SÉPARATION
ING.	INGÉNIEUR		COUPE-FEU
INV.	INVERSE	TOC.	"E" QUE OCCUPANT
J.C.	JOINT DE CONTRÔLE	TOT.	"E" QUE OCCUPANT
L/C	LECTEUR DE CARTE	V.P.I.	VOIR PLANS INTÉRIEURS

NO	DATE	ÉNONCÉS / REVISIONS
24		
23		
22		
21		
20		
19		
18		
17		
16		
15		
14		
13		
12		
11		
10		
09	2024-09-27	PERMIS DE CONSTRUCTION
08	2024-09-15	IMPLANTATION POUR CPTL
07	2024-09-10	COORDINATION GÉNÉRALE
06	2024-09-07	DEMANDE PTC MDH
05	2024-09-03	DEMANDE D'AVANCE PRELIM.
04	2024-08-28	COORDINATION FOND DE PLAN
03	2024-08-21	IMPLANTATION APPROB. CLIENT
02	2024-08-08	ÉTUDE DE POTENTIEL REV.1
01	2024-08-07	ÉTUDE DE POTENTIEL

SBA ARCHITECTE

2025-02-07

Ordre des architectes du Québec
A 6425
SIDRICK BOLDUC

CONSEILS

ENTREPRENEUR

botsis

CLIENT

NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS & AGRANDISSEMENT
303 RUE DE LIÈGE OUEST, MONTRÉAL, QC

PROJET

DÉMOLITION/CONSTRUCTION
ÉLÉVATIONS

TITRE DESSIN

2025-02-07	1/8"=1'-0"	2024-203
DATE	ÉCHELLE	NO PROJET

S.BOLDUC

S.BOLDUC



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010007
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



RESTRICTIONS GÉNÉRALES:

- NE PAS UTILISER CES PLANS POUR CONSTRUCTION.
- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS SUR LE SITE ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS OU CONTRADICTIONS POUR CLARIFICATION AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS.
- TOUS LES MATÉRIAUX ET ASSEMBLAGES DOIVENT ÊTRE MIS EN PLACE, CONSTRUITS ET FINIS EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMANDATIONS DES FABRICANTS/ MANUFACTURIERS .
- TOUS LES OUVRAGES DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC VERSION 2010, LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX EN VIGUEUR ET LE CODE NATIONAL DE L'ÉNERGIE POUR LES BÂTIMENTS 2015, MODIFIÉ QUÉBEC.
- LA REPRÉSENTATION DES ÉQUIPEMENTS ET DES PASSERELLES PROVIENT D'UN PLAN CAD FOURNI PAR LE CLIENT.
- L'ENSEMBLE DES PLANS EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE L'ARCHITECTE ET AUCUNE REPRODUCTION DE CES PLANS N'EST PERMISE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE L'AUTEUR.

LÉGENDE DES SYMBOLES

- IDENTIFICATION DU TITRE DU DESSIN
- IDENTIFICATION D'UNE ÉLÉVATION
- IDENTIFICATION D'UN DÉTAIL
- IDENTIFICATION D'UNE COUPE
- IDENTIFICATION DE NIVEAU
- RÉFÉRENCE RÉVISION
- AXE EXISTANT
- AXE NOUVEAU
- NOTES
- IDENTIFICATION DE LOCAL
- TYPE DE CLOISON
- IDENTIFICATION DE FINI/MATÉRIAU (ÉLÉVATION)
- IDENTIFICATION DE FINI DE PLANCHER
- NUMÉRO DE PORTE ET/OU FENÊTRE INTÉRIEURE

RÉPERTOIRE DES ABRÉVIATIONS

CM	CONTREMARCHE	LARG.	LARGEUR
C.V.	CONTREVENTEMENT	LONG.	LONGUEUR
DP	DRAIN DE PLANCHER	MAX.	MAXIMUM
DPF	DEGRÉ PARE-FLAMMES	MIN.	MINIMUM
DO	DRAIN OUVERT	N/A	NON APPLICABLE
DRF	DEGRÉ RÉSISTANCE AU FEU	NIV.	NIVEAU
DT	DRAIN DE TOIT	O.B.	OUVERTURE BRUTE
E.B.	EN BAS	O.L.	OUVERTURE LIBRE
E.H.	EN HAUT	O.S.	OUVERTURE STRUCT.
EL.	ÉLÉVATION	P.A.	PONTAGE D'ACIER
EXT.	EXTÉRIEUR	PROF.	PROFONDEUR
FAB.	FABRICANT	PT B.	POINT BAS
G.C.	GARDE-CORPS	PT H.	POINT HAUT
H.C.	HORS-CONTRAT	S.I.C.	SAUF INDICATION CONTRAIRE
H.L.	HAUTEUR LIBRE	SIM.	SIMILAIRE
HT	HAUTEUR	SCP	SÉPARATION COUPE-FEU
ING.	INGÉNIEUR		
INV.	INVERSÉ	TQC	TEL QUE CONSTRUIT
J.C.	JOINT DE CONTRÔLE	TQE	TEL QUE L'EXISTANT
L/C	LECTEUR DE CARTE	V.P.I.	VOIR PLAN INGÉNIEUR

NO.	DATE	ÉMISSIONS / RÉVISIONS
24		
23		
22		
21		
20		
19		
18		
17		
16		
15		
14	2025-03-31	PROPOSITIONS DE FAÇADES
13	2025-03-28	PERMIS DE CONSTRUCTION REV.1
12	2025-03-14	SOUMISSION
11	2025-03-06	REV.2 BUREAUX ENTREPÔT
10	2025-03-04	REV. BUREAUX ENTREPÔT
09	2025-02-07	PERMIS DE CONSTRUCTION
08	2024-10-15	IMPLANTATION POUR CIVIL
07	2024-10-10	COORDINATION GÉNÉRALE
06	2024-09-17	DEMANDE PPCMOI
05	2024-05-21	DEMANDE D'ANALYSE PRÉLIM.
04	2024-04-26	COORDINATION FOND DE PLAN
03	2024-04-21	IMPLANTATION APPROB. CLIENT
02	2024-04-06	ÉTUDE DE POTENTIEL REV.1
01	2024-03-27	ÉTUDE DE POTENTIEL

SBA ARCHITECTE

CONSEILS

ENTREPRENEUR

otsis
CLIENT

NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS & AGRANDISSEMENT
300 RUE DE LIÉGE OUEST, MONTRÉAL, QC
PROJET

PROPOSITION DE FAÇADES OPTION 2
TITRE DESSIN

2025-03-31 DATE	N/A ÉCHELLE	2024-203 NO. PROJET
S.BOLDUC DESSINÉ PAR		A003
S.BOLDUC VÉRIFIÉ PAR		DE 02 PAGE

GÉNÉRALITÉ:

1. CETTE PAGE PRÉSENTE L'ENSEMBLE DES MATÉRIAUX DE FAÇADE, EXISTANTS OU NOUVEAUX PRÉVUS DANS LE PROJET D'AGRANDISSEMENT.
2. LA FAÇADE ILLUSTRÉE CI-DESSOUS EST UNE PARTIE DES FAÇADES EXISTANTES À TITRE INDICATIF SEULEMENT. LES PROPOSITIONS (3) DE FAÇADES POUR L'AGRANDISSEMENT PROJETÉ SONT PRÉSENTÉES DANS D'AUTRES DOCUMENTS JOINTS À LA DEMADE POUR PERMIS ET PIIA. LES MATÉRIAUX ENVISAGÉS DEMEURENT LES MÊMES, SEULE LEUR DISPOSITION POURRAIENT ÊTRE AJUSTÉES.



REVÊTEMENT DE FAÇADE EXISTANT:
PAREMENT D'ACIER CORRUGUÉ GRIS ARGENT

MUR RIDEAU EXISTANT

REVÊTEMENT DE FAÇADE EXISTANT:
BLOC DE BÉTON ARCHITECTURAL
FORMAT 8"x16"

PHOTO DU BÂTIMENT EXISTANT
ZONE HORS INTERVENTION



3400 E+ STD

MUR RIDEAU EN VERRE
- CIE: AU PRÉVOST OU ÉQUIVALENT
- PRODUIT: AVEC COUVERCLE
- DIMENSIONS: 2 1/2" larg. X 6" prof
- SÉRIE: 3400 E+STD
- COULEUR: ANODISÉ CLAIR

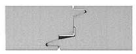
L'INSTALLATION D'UN LARGE MUR-RIDEAU DANS L'ENTREPÔT PERMET D'ÉCLAIRER L'ESPACE ET D'APPORTER DE LA LUMIÈRE NATURELLE JUSQU'AU FOND DU BÂTIMENT. LE CHOIX S'EST PORTÉ SUR UN MODÈLE DE MÊME COULEUR QUE L'EXISTANT, ASSURANT UNE CONTINUITÉ ESTHÉTIQUE ET UNE HARMONIE VISUELLE. DE PLUS, IL OFFRE PAR UNE EXCELLENTE EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE.



NOREX®- L

PANNEAU ISOLÉ MÉTALLIQUE
- CIE: NORBEC OU ÉQUIVALENT
- PRODUIT: NOREX-L
- FORMAT: 42 1/2" LARG., VOIR COMPOSITIONS POUR ÉPAIS.
- PROFIL: STRIÉ
- FIN: LISSE
- COULEUR: BLANC BRILLANT (QC28783)

JOINT TYPE L



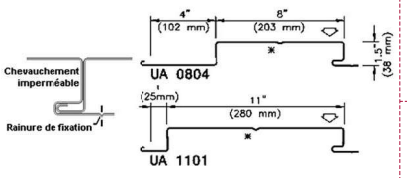
L'UTILISATION DU PANNEAU ISOLÉ MÉTALLIQUE BLANC POUR L'AGRANDISSEMENT PERMET DE CRÉER UN CONTRASTE SUBTIL AVEC LA TEXTURE DES BRIQUES EXISTANTE, TOUT EN S'HARMONISANT AVEC LE BÂTIMENT EN REVÊTEMENT MÉTALLIQUE CORRUGUÉ COULEUR GRIS ARGENT.
CE CHOIX RENFORCE LA COHÉRENCE VISUELLE DE L'ENSEMBLE. EN PLUS D'OFFRIR UNE BONNE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE, LE PANNEAU ISOLÉ ASSURE UN FINI PROPRE AUTANT À L'EXTÉRIEUR QU'À L'INTÉRIEUR.



ACCENT URBAIN

REVÊTEMENT MÉTALLIQUE
- CIE: IDEAL REVÊTEMENT OU ÉQUIVALENT
- PRODUIT: SÉRIE ACCENT URBAIN
- MODÈLE: UA 1101 SR & UA 0804 SR
- COULEUR: GRIS MÉTALLIQUE (7500)

le profilé *Accent Urbain*MC couvre une pleine largeur de 12 pouces. Il est facile à moulurer et il est recommandé avec une rainure de renforcement centrale inversée qui réduit la possibilité de gondolage.



LE REVÊTEMENT MÉTALLIQUE DE COULEUR GRIS MÉTALLIQUE VIENT RYTHMER LA FAÇADE DE L'AGRANDISSEMENT COMPOSÉE PRINCIPALEMENT DE PANNEAUX ISOLÉS BLANCS. CE JEU DE TEXTURES ET DE TEINTES CONTRIBUE À UNE COMPOSITION ÉQUILIBRÉE TOUT EN CONFÉRANT À L'AGRANDISSEMENT UNE IDENTITÉ VISUELLE ET UNE ESTHÉTIQUE CONTEMPORAINE.

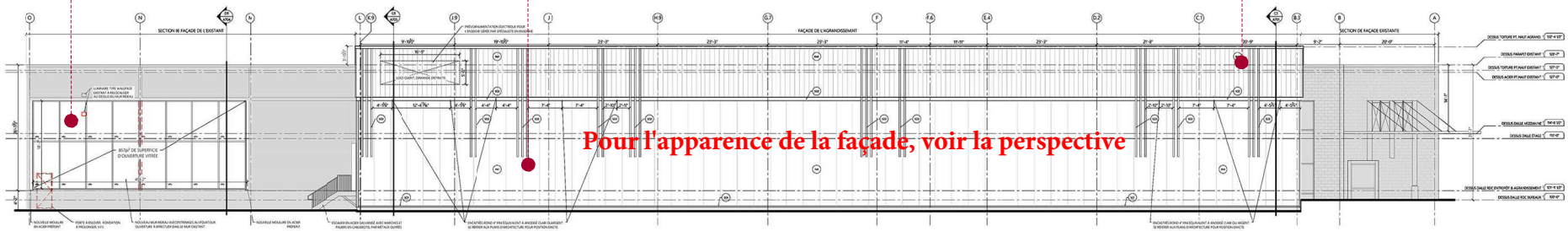
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010007
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



Pour l'apparence de la façade, voir la perspective

ÉLÉVATION PROJETÉE OUEST (RUE DE LIÉGE)

RESTRICTIONS GÉNÉRALES:

- NE PAS UTILISER CES PLANS POUR CONSTRUCTION.
- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS SUR LE SITE ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS OU CONTRADICTIONS POUR CLARIFICATION AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS.
- TOUS LES MATÉRIAUX ET ASSEMBLAGES DOIVENT ÊTRE MIS EN PLACE, CONSTRUITS ET FINIS EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMANDATIONS DES FABRICANTS/ MANUFACTURIERS.
- TOUS LES OUVRAGES DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC VERSION 2015, LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX EN VIGUEUR ET LE CODE NATIONAL DE L'ÉNERGIE POUR LES BÂTIMENTS 2015, MODIFIÉ QUÉBEC.
- LA REPRÉSENTATION DES ÉQUIPEMENTS ET DES PASSERELLES PROVIENT D'UN PLAN CAD FOURNI PAR LE CLIENT.
- L'ENSEMBLE DES PLANS EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE L'ARCHITECTE ET AUCUNE REPRODUCTION DE CES PLANS N'EST PERMISE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE L'AUTEUR.

LÉGENDE DES SYMBOLES:

TITRE
IDENTIFICATIONDU TITRE DU DESSIN
IDENTIFICATIONDUNE ÉLÉVATION
IDENTIFICATIONDUN DÉTAIL
IDENTIFICATIONDUNE COUPE
IDENTIFICATIONDE NIVEAU
RÉFÉRENCE RÉVISION
AXE EXISTANT
AXE NOUVEAU
NOTES
LOCAL
IDENTIFICATION DE LOCAL
TYPE DE CLOISON
IDENTIFICATION DE FINI/MATÉRIAU (ÉLÉVATION)
IDENTIFICATION DE FINI DE PLANCHER
NUMÉRO DE PORTE ET/OU FENÊTRE INTÉRIEURE

RÉPERTOIRE DES ABRÉVIATIONS:

CM	CONTREMARCHE	LARG.	LARGEUR
C.V.	CONTREVENTEMENT	LONG.	LONGUEUR
DP	DRAIN DE PLANCHER	MAX.	MAXIMUM
DPF	DEGRÉ PARE-FLAMMES	MIN.	MINIMUM
DO	DRAIN OUVERT	N/A	NON APPLICABLE
DRF	DEGRÉ RÉSISTANCE AU FEU	O.B.	OUVERTURE BRUTE
DT	DRAIN DE TOIT	O.L.	OUVERTURE LIBRE
E.	EST	O.S.	OUVERTURE STRUCT.
E.H.	EN HAUT	P.A.	PONTAGE D'ACIER
EL.	ÉLÉVATION	PROF.	PROFONDEUR
EXT.	EXTÉRIEUR	P.T.B.	POINT BAS
FAB.	FABRICANT	P.T.H.	POINT HAUT
G.C.	GARDE-CORPS	S.I.C.	SAUF INDICATION CONTRAIRE
H.C.	HORS-CONTRAT	SIM.	SIMILAIRE
H.L.	HAUTEUR LIBRE	SCP	SÉPARATION COUPE-FEU
HT.	HAUTEUR	TOC	TEL QUE CONSTRUIT
ING.	INGÉNIEUR	TQR	TEL QUE L'EXISTANT
INV.	INVERSÉ	V.P.I.	VOIR PLAN INGÉNIEUR
J.C.	JOINT DE CONTRÔLE		
L/C	LECTEUR DE CARTE		

NO.	DATE	ÉMISSIONS / RÉVISIONS
24		
23		
22		
21		
20		
19		
18		
17		
16	2025-04-04	PANNEAU D'ÉCHANTILLON
15	2025-04-03	IMPLANTATION - PERMIS REV.
14	2025-03-31	PROPOSITIONS DE FAÇADES
13	2025-03-28	PERMIS DE CONSTRUCTION REV 1
12	2025-03-14	SOUMISSION
11	2025-03-06	REV 2 BUREAUX ENTREPÔT
10	2025-03-04	REV. BUREAUX ENTREPÔT
09	2025-02-07	PERMIS DE CONSTRUCTION
08	2024-10-15	IMPLANTATION POUR CIVIL
07	2024-10-10	COORDINATION GÉNÉRALE
06	2024-09-17	DEMANDE PPCMOI
05	2024-05-21	DEMANDE D'ANALYSE PRÉLIM.
04	2024-04-26	COORDINATION FOND DE PLAN
03	2024-04-25	IMPLANTATION APPROB. CLIENT
02	2024-04-04	ÉTUDE DE POTENTIEL REV.1
01	2024-03-27	ÉTUDE DE POTENTIEL

SBA ARCHITECTE

CONSEILS

ENTREPRENEUR

botsis
CLIENT

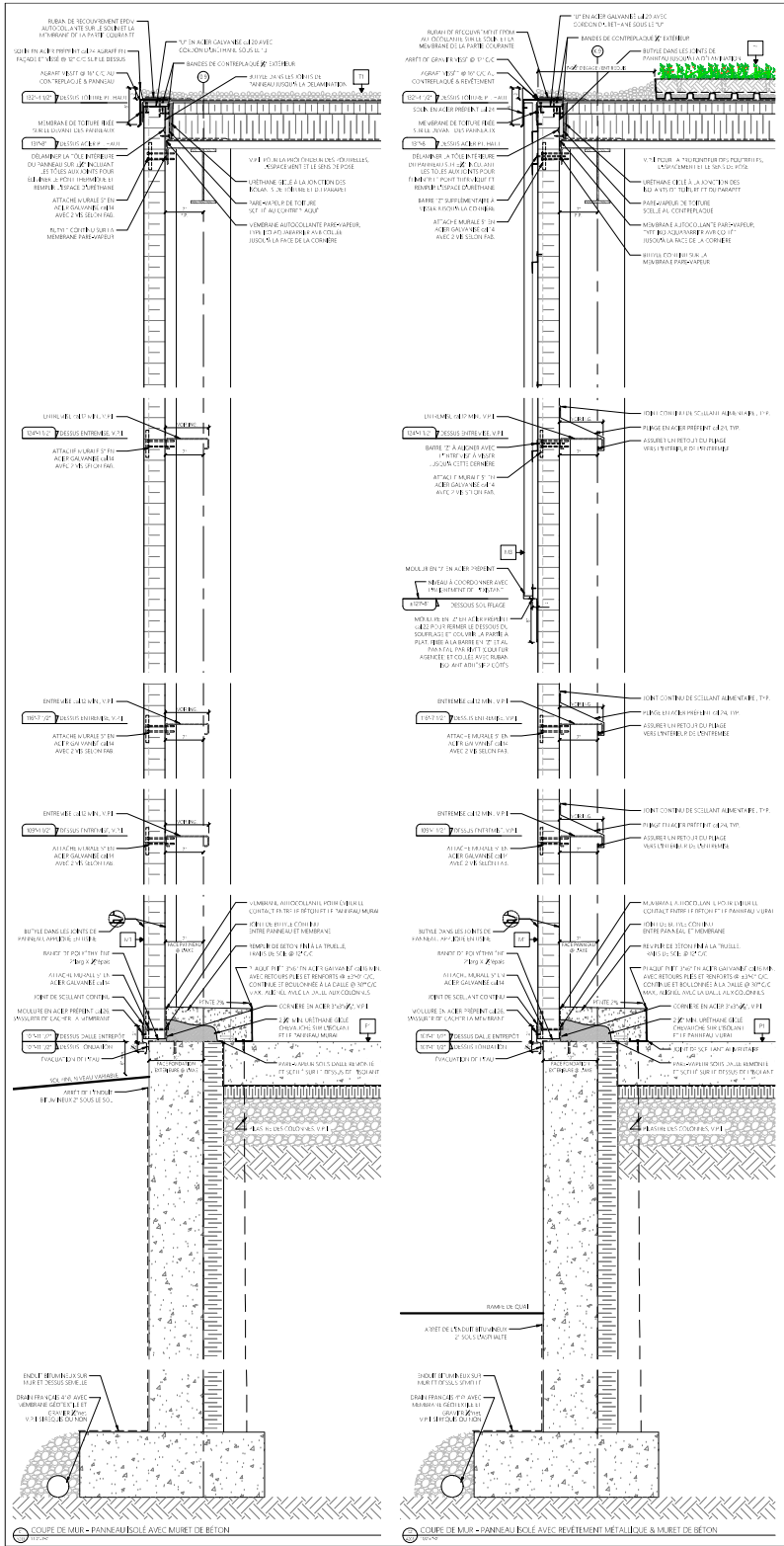
NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS & AGRANDISSEMENT
300 RUE DE LIÉGE OUEST, MONTRÉAL, QC
PROJET

ÉCHANTILLONS DE MATÉRIAUX DE FAÇADES
TITRE DESSIN

2025-04-04	N/A	2024-203
DATE	ÉCHELLE	NO. PROJET

O.KAROUI
S.BOLDUC
VÉRIFIÉ PAR

33/41 103
DE PAGE



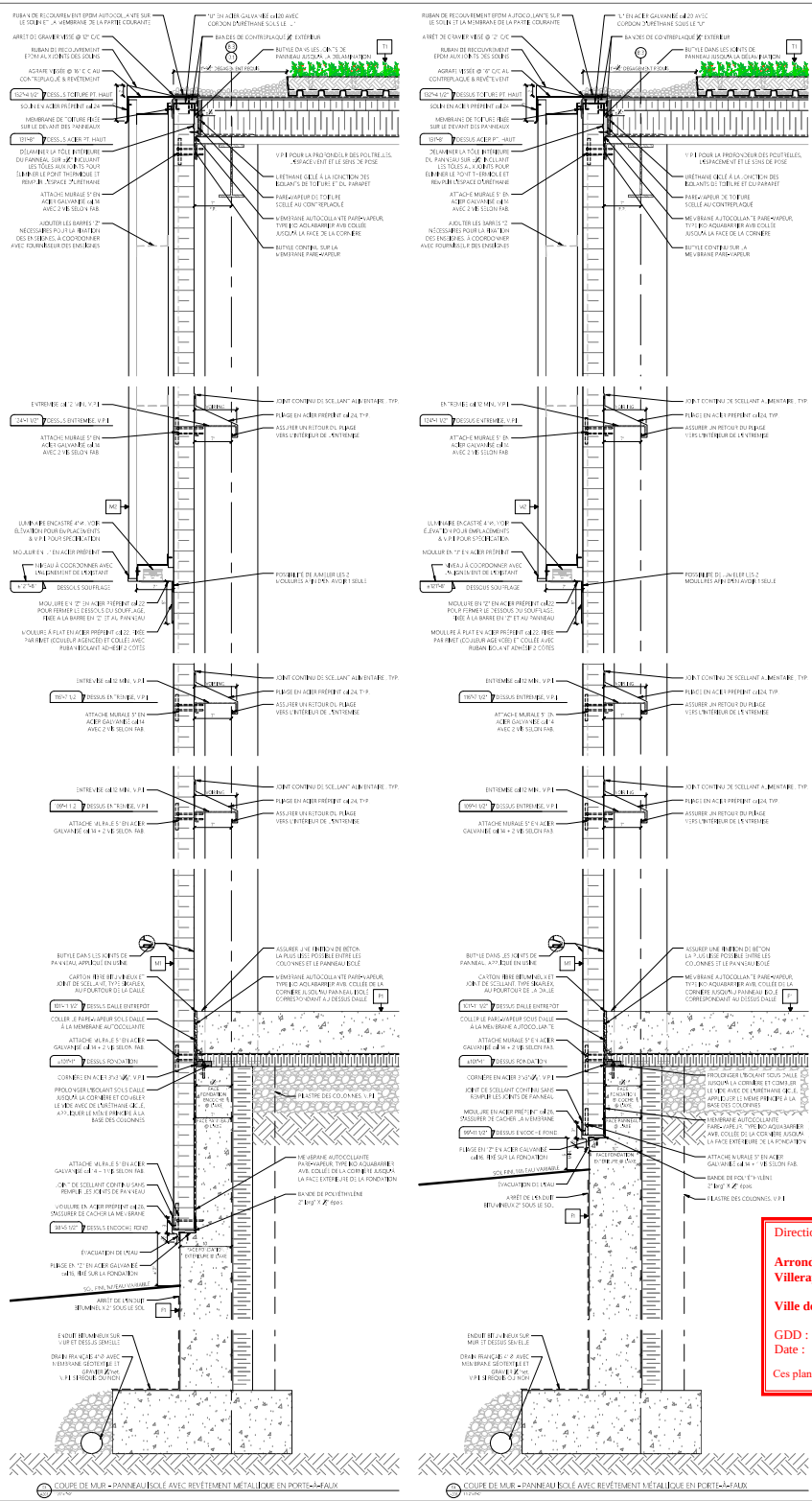


TABLEAU DES COMPOSITIONS DE L'ENVELOPPE

R1	DALLE SUR SOL • DALLE ARMÉE DE 125MM, ÉPAISSEUR VIF. • PARE-VAPEUR EN RÉSINES DE POLYOLÉFINE SEMI-RIGIDE TYPE FORMATO-1 • 50 MM (2") DE XPS 40 PSI POLYSTYRÈNE EXPANSÉ TYPE 4, SYSTÈME SOUS LES PREMIERS 4 PI PÉRIMÉTRIE DE LA DALLE, RÉSISTANCE EN COMPRESSION EN L'ISOLANT À VALIDER SELON LES CHARGES APPLIQUÉES • BIEL BLANC MTL • SOUS-FONDATION
R2	MUR DE FONDATION (NU À NU CÔTÉ INTÉRIEUR) • 2 COUCHES D'IMULSION ASPHALTIQUE D'IMPERVÉABILISATION, PARTIE SOUS LE SOL • MUR DE BÉTON COULÉ SUR PLACE • 50 MM (2") DE XPS 40 PSI POLYSTYRÈNE EXPANSÉ TYPE 4, TYPE ÉCOLTHERM, SOUS LES DALLES DU SOUS-SOL ET SOUS LE NIVEAU DU SOL
M1	MUR EXTÉRIEUR EN PANNEAU ISOLÉ • 2" D'ÉPAISSEUR ARCHITECTURALE TYPE NORDEX, VOIR ÉLÉVATIONS POUR FINI • ENTREMISES D'ACIER, ESPACEMENT ET CALIBRE VOIR COUPES ET VPI
M2	MUR EXTÉRIEUR EN PANNEAU ISOLÉ À PARE-VAPEUR INTÉGRÉ AVEC REVÊTEMENT MÉTALLISÉ • 6" D'ÉPAISSEUR ARCHITECTURALE TYPE ACCENT URBAIN, DE TOTAL REVÊTEMENT, POSE VERTICALE, VOIR ÉLÉVATIONS POUR SPÉCIFICATION • 16 BARRES "Z" À CHAUD "ALLIES AU ACIER GALVANISÉ À 16 MIL SOUTIRE ET HAUT DU REVÊTEMENT MÉTALLISÉ (±150" C/C) • 11 BARRES "Z" TOPS ALLIES EN ACIER GALVANISÉ À 16 MIL AUX JOINTS ET CENTRE DES PANNEAUX, RUBAN ISOLANT ADHÉSIF 2 CÔTÉS CONTRE LE TYPE PROFONDEURS DE FIBRES @ 16" C/C ET AUX EXTRÉMITÉS • 4" D'ENNUIS ARCHITECTURAL TYPE NORDEX, VOIR ÉLÉVATIONS POUR FINI • ENTREMISES EN ACIER, ESPACEMENT ET CALIBRE VOIR COUPES ET VPI
M3	MUR EXTÉRIEUR EN PANNEAU ISOLÉ & REVÊTEMENT MÉTALLISÉ • 6" D'ÉPAISSEUR MÉTALLISÉ TYPE ACCENT URBAIN DE TOTAL REVÊTEMENT, POSE VERTICALE VOIR ÉLÉVATIONS POUR SPÉCIFICATION • 16 BARRES "Z" À CHAUD "ALLIES AU ACIER GALVANISÉ À 16 MIL SOUTIRE ET HAUT DU REVÊTEMENT MÉTALLISÉ (±150" C/C) • 11 BARRES "Z" TOPS ALLIES EN ACIER GALVANISÉ À 16 MIL AUX JOINTS ET CENTRE DES PANNEAUX, RUBAN ISOLANT ADHÉSIF 2 CÔTÉS CONTRE LE TYPE PROFONDEURS DE FIBRES @ 16" C/C ET AUX EXTRÉMITÉS • 4" D'ENNUIS ARCHITECTURAL TYPE NORDEX, VOIR ÉLÉVATIONS POUR FINI • ENTREMISES EN ACIER, ESPACEMENT ET CALIBRE VOIR COUPES ET VPI
M4	MUR RIDEAU • SYSTÈME DE MUR RIDEAU AVEC "I" AQUA À PRESSION HORIZONTALE ET VERTICALE, TEL QUE LE SYSTÈME DE MUR PARK EXISTE DE AD PREVOST • LARGEUR À POSSAT, BE 6" • PROFONDEUR À TOTALE 6" • ISOLATURE COULEUR "AND" ISOLE CLAIR INTÉRIEUR VESTIBULE • THERMOS-VITRÉS •• VERRE CLAIR TREMPÉ "Z" DOUBLE SCELLÉ EN USINE •• LOW-E TEL QUE SOLARBAN 60 TEL QU'ORIGINAL SAT EN SURFACE 2 •• INTERCALAIRE NOIR
T1	TOITURE « MEMBRANE MONOPLI » AVEC BALLAST & BAC DE PLANTATION • MEMBRANE ÉTANCHE BLANCHE (BLANC, ARRÊTES, MEMBRANE) OU BAC EN PLANTATION, VOIR DESCRIPTION DU VÉGÉTAL ET VOIR PLANS DU TOIT JRE • MEMBRANE GÉOTEXTILE BLANCHE • MEMBRANE ÉPDM 45 MIL, TYPE FABRIQUÉE DE LEXCAN • 2" EN NIVEAU ISOLANT DE POLYISOCYANURATE AVEC PLUMES DE FERME DE GRAND LARGEUR, TYPE ISOLUX JOINTS « CHEVAUCHÉS SUR ISOLANT "I" PIÈCE • 3" ISOLANT DE POLYSTYRÈNE EXPANSÉ TYPE 4 TEL QUE BEDLOW HI • MEMBRANE PARE-VAPEUR AU COLLOCANTES, "TYPE "EXISTE" LD DE LEXICOR • 6" D'ATTELAGE DE DÉCK, VP I • ÉTOUFFELLES D'ACIER DE DÉCK EXISTANT, VP I • STRUCTURE EN ACIER DE VOIR PLAN ET SUSPENDU EN TUILES ACOUSTIQUES DE GYPSE, VOIR PLANS
T2	TOITURE « VERTE » EN PROFIL DU CÔTÉ DE LA "D'UNE ENTANT • MEMBRANE ÉPDM 45 MIL "PIÈCE BAC", TYPE FABRIQUÉE DE LEXCAN • AGNÉS À BASE POLYURÉTHANE AUTO-CUITE, TYPE FITHOLDE TECTEC • PARNEAU DE RECOUVREMENT 2" LAMINÉ SUR ISOLANT EN POINTE DE POLYSTYRÈNE EXPANSÉ TYPE 4 DE SURF SUR BAC "TEL QUE BEDLOW HI-MB • AGNÉS À BASE POLYURÉTHANE TYPE ISOLATSAC BDE LEXICOR • 10" ISOLANT DE POLYSTYRÈNE EXPANSÉ TYPE 4 TEL QUE BEDLOW HI, JOINTS CHEVAUCHÉS • AGNÉS À BASE POLYURÉTHANE TYPE ISOLATSAC BDE LEXICOR • MEMBRANE MÉCANIQUE POUR ISOLANT D'ÉTANT, TYPE LEXGRIP, AVEC VIS D'ANCRAGE AVEC RONDELLE EN "LAME 2" ESPACEMENT SELON FAB • 5" ISOLANT SUPÉRIEUR DE POLYSTYRÈNE EXPANSÉ TYPE 1 • PARE-VAPEUR ISOLANT, TYPE "SURFACE KRAFT • 2" D'ATTELAGE DE DÉCK, VP I • ÉTOUFFELLES D'ACIER DE DÉCK EXISTANT
T3	PARAPET « ENTRE ISOLÉ & AGRANDISSEMENT • 6" REVÊTEMENT MÉTALLISÉ, TYPE "ALPAC" EN 24 POSE « VERTICALE », COULEUR BLANC STE, VP I • 6" FOURRURES MÉTALLISÉES VERTICALES (24" D. 24" C. C. • RÉES AVEC LA MARGE DE RONDELLE EN « ACIER PTÉ-MOD • MEMBRANE ÉPDM 45 MIL "PIÈCE BAC", TYPE FABRIQUÉE DE LEXCAN • AGNÉS À BASE POLYURÉTHANE AUTO-CUITE, TYPE FITHOLDE TECTEC • 6" PARNEAU DE CÔTÉ "RECOUVERT" DE FIBRE DE VERRE, TYPE DICELL FA • ISE @ 24" C/C À COLLÉ AVEC AGNÉS « ADFIX A » • PARNEAU ARCHITECTURAL 6" TYP NORDEX, AVEC C-A VITEURS RISÉE DE SOLLEVANT BOUTIE SUR TOUTE LA MAÇONNERIE

RESTRICTIONS GÉNÉRALES:

- NE PAS UTILISER CES PLANS POUR CONSTRUCTION.
- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS SUR LES LIEUX ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS OU CONTRADICTIONS POUR CLARIFICATION AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS.
- TOUS LES MATÉRIAUX ET ASSEMBLAGES DOIVENT ÊTRE MIS EN PLACE, CONSTRUITS ET FINIS EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMANDATIONS DES FABRICANTS/ MANUFACTURIERS.
- TOUS LES OUVRAGES DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC VOLUME 2015, LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX EN VIGUEUR ET LE CODE NATIONAL DE L'ÉNERGIE POUR LES BÂTIMENTS 2015 MODIFIÉ (NBEC).
- LA REPRÉSENTATION DES ÉQUIPEMENTS ET DES PASSERELLES PROVIENT D'UN PLAN CAD FOURNI À TITRE D'INFO.
- L'ENSEMBLE DES PLANS EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE L'ARCHITECTE ET AUCUNE REPRODUCTION DE CES PLANS N'EST PERMISE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE L'AUTEUR.

LÉGENDE DES SYMBOLES

TITRE / ÉCHELLE	IDENTIFICATION DU TITRE DU DESSIN
ÉLÉVATION / FEUILLE	IDENTIFICATION D'UNE ÉLÉVATION
DÉTAIL / FEUILLE	IDENTIFICATION D'UN DÉTAIL
COUPE / FEUILLE	IDENTIFICATION D'UNE COUPE
NIVEAU	IDENTIFICATION DE NIVEAU
	RÉFÉRENCE REVISION
	AXE EXISTANT
	AXE NOUVEAU
	NOTES
LOCAL	IDENTIFICATION DE LOCAL
TYPE DE CLOISON	TYPE DE CLOISON
	IDENTIFICATION DE PANNEAU MURAL (ÉLÉVATION)
	IDENTIFICATION DE FENÊTRE PLANCHER
1000	NUMÉRO DE PORTE ET/OU FENÊTRE INTÉRIEURS

RÉPERTOIRE DES ABRÉVIATIONS

CM	CONTREMARC.-E	LARC	LARGEUR
C.T.	CONTRE-VENTEMENT	LAV	LAVABO/LIER
D.T.	DRAIN DE PLANCHER	MAX	MAXIMU
DIST	DRAIN PARE-VAPEURS	MIN	MINIMU
DO	DRAIN OUVERT	N.A.	NON APPLICABLE
DHT	DEGRÉ HORIZONTALE AU SUPÉRIEUR	NIVEAU	
DT	DRAIN DE TOIT	O.B.	OUVERTURE BRUTE
E.B.	EN BAS	O.E.	OUVERTURE EXACTE
EI	EN HAUT	O.R.T.	OUVERTURE RELIÉE
EL	ELÉVATION	P.A.	POITRAGE D'ACIER
EXT	EXTÉRIEUR	PROF.	PROFONDEUR
FAÇ	FAÇADE	PT.B.	POINT BAS
G.C.	GARDE-CORPS	PT.H.	POINT HAUT
H.C.	HORS-CONTRAT	S.B.C.	SANS BIEN DIMENSION
H.L.	HAUTEUR LIBRE	SIM.	SIMILAIRE
HT	HAUTEUR	SOP.	SÉPARATION COUPE-FEU
INT.	INTÉRIEUR	T.O.C.	"E" QUE OU ASTRUIT
JC	JOINT DE CONTRÔLE	V.P.I.	VOIR PLAN D'INGÉNIEUR
LC	LECTEUR DE CARTE		

NO	DATE	EMISSION / REVISION
24		
23		
22		
21		
20		
19		
18		
17		
16		
15		
14		
13		
12		
11		
10		
09	2024-04-17	PERMIS DE CONSTRUCTION
08	2024-04-15	IMPLANTATION POUR CPU
07	2024-04-10	COORDINATION GÉNÉRALE
06	2024-04-09	DEMANDE PTC MOD
05	2024-04-04	DEMANDE PTC MODIFIÉ
04	2024-04-03	COORDINATION FOND DE PLAN
03	2024-04-01	IMPLANTATION APPROB. CLIENT
02	2024-04-01	ÉTUDE DE POTENTIEL REV 1
01	2024-03-27	ÉTUDE DE POTENTIEL

SBA ARCHITECTE

Ordre des architectes du Québec — Permis de construction — 2025-02-07 — A 6425 — SEDRICK BORDUAS

CONSEILS

ENTREPRENEUR

botsis

CLIENT

NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS & AGRANDISSEMENT
302 RUE DE L'ÉGLISE OUEST, L'ORIGNAL, ON

PROJET

COUPES DE MUR

TITRE DESSIN

DATE	ÉCHELLE	NO PROJET
2025-02-07	1 1/2" = 1'-0"	2024-203

S.BOLDUC

S.BOLDUC 34/41 13 PAGE

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010007
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

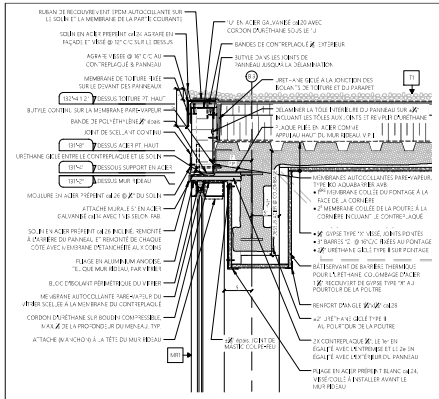
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

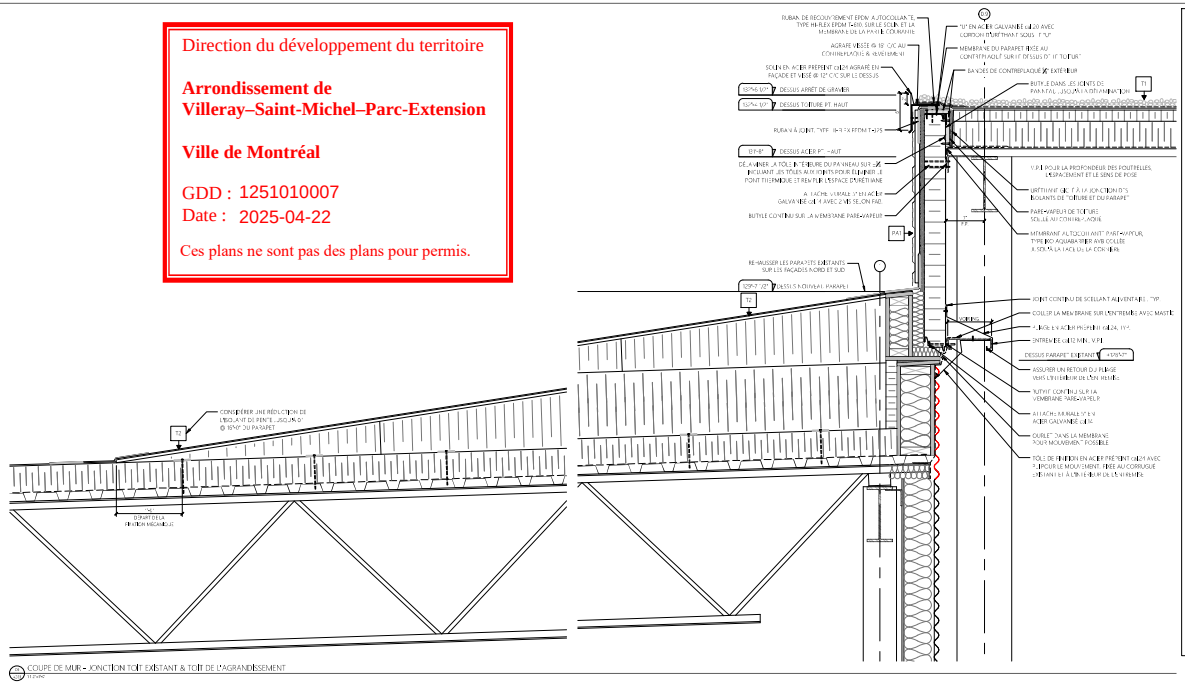
Ville de Montréal

GDD : 1251010007
Date : 2025-04-22

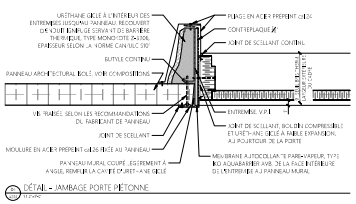
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



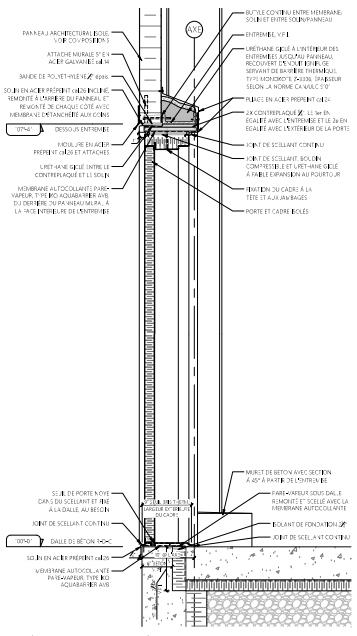
COUPE DE MUR – PANNEAU ISOLÉ & MUR RIDEAU



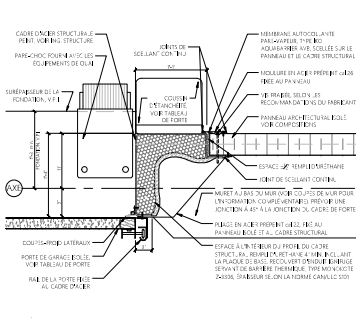
COUPE DE MUR – JONCTION TOIT EXISTANT & TOIT DE L'AGRANDISSEMENT



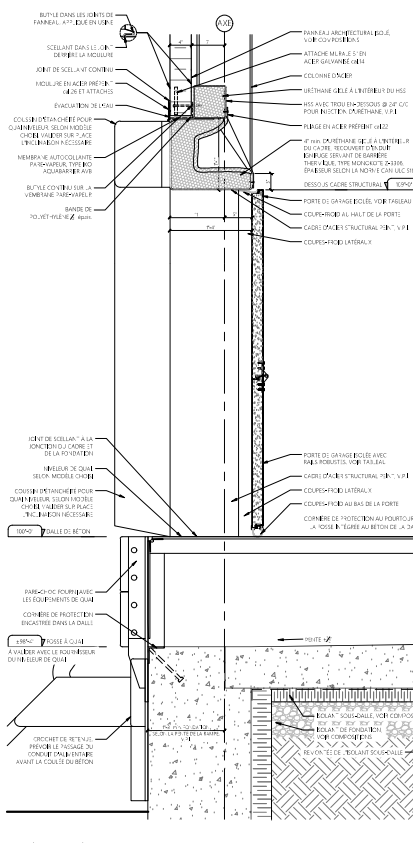
DÉTAIL – JAMBAGE PORTE PIÉTONNE



DÉTAIL – SEUIL & LINTEAU PORTE PIÉTONNE



DÉTAIL – JAMBAGE DE PORTE DE QUAI



DÉTAIL – FOSSE À QUAI & LINTEAU DE PORTE

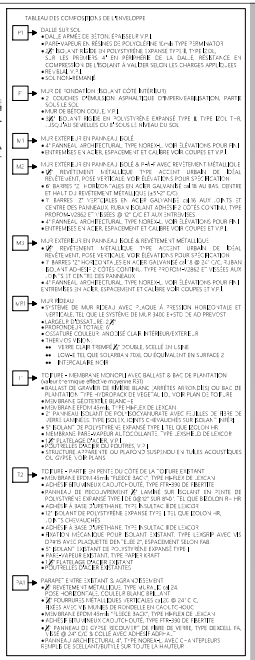


TABLEAU DES COMPOSITIONS DE L'ENVELOPPE

RESTRICTIONS GÉNÉRALES:

- NE PAS UTILISER CES PLANS POUR CONSTRUCTION.
- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS SUR LES LIEUX ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS OU CONTRADICTIONS POUR CLARIFICATION AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS.
- TOUS LES MATÉRIAUX ET ASSEMBLAGES DOIVENT ÊTRE MIS EN PLACE, CONSTRUITS ET FINI EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMANDATIONS DES FABRICANTS/ MANUFACTURIERS.
- TOUS LES OUVRAGES DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC, VERSION 2015, LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX EN VIGUEUR ET LE CODE NATIONAL DE L'ÉNERGIE POUR LES BÂTIMENTS 2015 MODIFIÉ QUÉBEC.
- LA REPRÉSENTATION DES ÉQUIPEMENTS ET DES PASSERELLES PROVIENT D'UN PLAN CAD FOURNI PAR LE CLIENT.
- L'ENSEMBLE DES PLANS EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE L'ARCHITECTE ET AUCUNE REPRODUCTION DE CES PLANS N'EST PERMISE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE L'AUTEUR.

LÉGENDE DES SYMBOLES

IDENTIFICATION DU TITRE DU DESSIN
IDENTIFICATION D'UNE ÉLÉVATION
IDENTIFICATION D'UN DÉTAIL
IDENTIFICATION D'UNE COUPE
IDENTIFICATION DE NIVEAU
RÉFÉRENCE RÉVISION
AXE EXISTANT
AXE NOUVEAU
NOTES
IDENTIFICATION DE LOCAL
TYPE DE CLOISON
IDENTIFICATION DE FINI-MATÉRIAU (ÉLÉVATION)
IDENTIFICATION DE FINISH PLANCHER
NUMÉRO DU PORTE ET/OU FENÊTRE INTÉRIEURS

RÉPERTOIRE DES ABRÉVIATIONS

CM	CONTREMARCHE	LARG	LARGEUR
C-V	CONTREVENTEMENT	LONGIT	LONGUEUR
D'P	DRAIN DE PLANCHER	MAX	MAXIMUM
DP	DEGRÉ PARFAIT(ANTE)	MIN	MINIMUM
DO	DRAIN OUVERT	N.A.	NON APPLICABLE
DPF	DEGRÉ PERFECTION AU SUPÉRIEUR	NIVEAU	
DT	DRAIN DE TOIT	O.B.	OUVERTURE BRUTE
E.B	EN BAS	O.E.	OUVERTURE EXISTANTE
E.H	EN HAUT	O.F.	OUVERTURE FINIE
EL.	ÉLÉVATION	P.A.	POUTAGE D'ACIER
EXT.	EXTÉRIEUR	PROF.	PROFONDEUR
GAR.	GARANTIE	PT.B	POINT BAS
G.C.	GÉNÉRAL CORPS	PT.H	POINT HAUT
H.C.	HORS-CONTRAT	S.H.C.	SANS HAUTEUR DE CONTRAT
HT.	HAUTEUR	SIM.	SIMILAIRE
H.T.	HAUTEUR	SOP.	SÉPARATION
INV.	INVERSE		COURS-HU
J.C.	JOINT DE CONTRÔLE	TOC	"TE" QUE OU ASTUCE
J.C.	LECTEUR DE CARTE	TOC	"TE" QUE OU ASTUCE
		V.P.I.	VOIR PLAN PRÉCÉDENT

NO	DATE	EMISSIONS / REVISIONS
24		
23		
22		
21		
20		
19		
18		
17		
16		
15		
14		
13		
12		
11		
10		
09	2024-05-27	PERMIS DE CONSTRUCTION
08	2024-05-15	IMPLANTATION POUR CPU
07	2024-05-10	COORDINATION GÉNÉRALE
06	2024-04-17	DEMANDE PPCMOI
05	2024-04-11	DEMANDE DÉMOLITION PERMIS
04	2024-03-28	COORDINATION FOND DE PLAN
03	2024-03-21	IMPLANTATION APPROB. CLIENT
02	2024-03-20	ÉTUDE DE POTENTIEL REV.1
01	2024-03-07	ÉTUDE DE POTENTIEL

SBA ARCHITECTE

Ordre des architectes du Québec — 2025-02-07 — Permis de construction — A 6425 — SEBRON BORDUAS — 2024-203

CONSEILS

ENTREPRENEUR

botsis

CLIENT

NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS & AGRANDISSEMENT
302 RUE DE LISLE OUEST, L'ORIGNAL, QC

PROJET

COUPES DE MUR

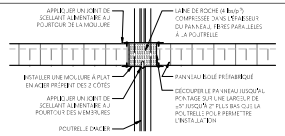
TITRE DESSIN

DATE	ÉCHELLE	NO PROJET
2025-02-07	1 1/2" = 1'-0"	2024-203

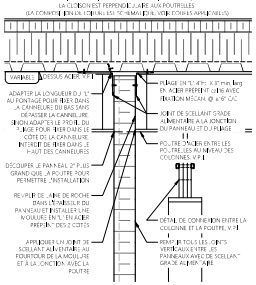
S.BOLDUC

S.BOLDUC 35/41 13

PAGE

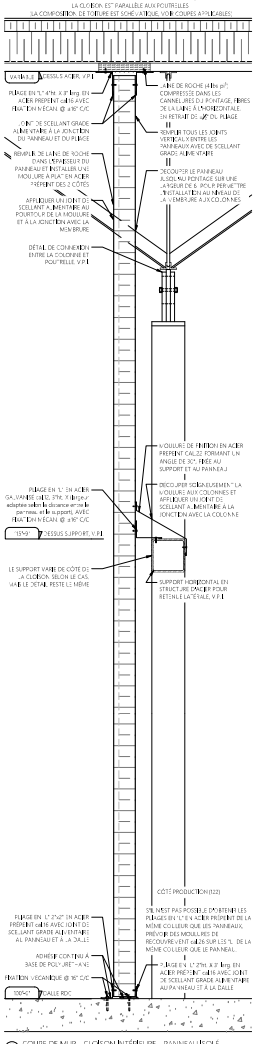


DÉTAIL – CLOISON INTÉRIEURE – JONCTION PANNEAU ISOLÉ/POUTRELLE
SCALE



COUPE DE MUR – CLOISON INTÉRIEURE – PANNEAU ISOLÉ
SCALE

DÉTAIL DE JONCTION AU PONÇAGE APPROXIMATIF À LA CLOISON, EST PARALLÈLE AUX POUTRELLES
(LA CONFIGURATION DE TOITURE EST SCHÉMATIQUE, VOIR COUPES APPLICABLES)

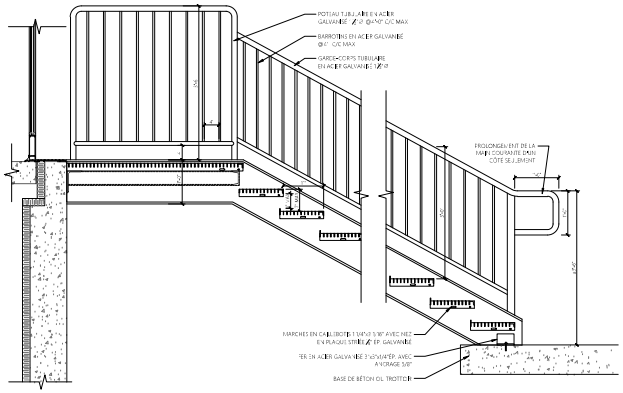


COUPE DE MUR – CLOISON INTÉRIEURE – PANNEAU ISOLÉ
SCALE

NOTES ESCALIER EXTÉRIEUR EN ACIER

STANDARDS DE FABRICATION ET AUTRES:
- TOUS LES ÉLÉMENTS EN ACIER DEVRONT ÊTRE GALVANISÉ À CHAUD APRÈS LA SOUDURE DE L'OUVRAGE. LES SOUDURES PONCTUELLES ET MINEURES DOIVENT ÊTRE EFFECTUÉES AU CHANTIER, UNE GALVANISATION À FROID AVEC UN PRODUIT TYPE GALVANOX DOIT ÊTRE APPLIQUÉE SUR CES DERNIÈRES.
- LA HAUTEUR DES CONTREMARCHES DOIT ÊTRE CONSTANTE ET DE 125mm (5") MIN. ET DE 180mm (7") MAX.
- LA PROFONDEUR DES MARCHES DOIT ÊTRE CONSTANTE ET DE 300mm (12") MIN. ET UN GIRON DE 280mm (11") MIN.
- TOUTES LES SOUDURES DOIVENT ÊTRE SOIGNEUSEMENT MEULÉES.
- LES TUBULAIRES DOIVENT ÊTRE PARFAITEMENT ALIGNÉS ET EXEMPTS DE DÉFORMATION ET DE BAVURES DE MÉTAL.

NORMES RÉGLEMENTAIRES:
- ÉTRE MUNI D'UNE MAIN COURANTE DU MOINS D'UN CÔTÉ. SI LA VOLÉE D'ESCALIER EST DE 1000mm (44") ET PLUS, ÊTRE MUNI DE MAINS COURANTES DU CHAQUE CÔTÉ.
- LES MAINS COURANTES DOIVENT ÊTRE FIXÉES À 1.08M ET D'UN ÉPAISSEUR DE 38mm (1½") À 65mm (2½") LORSQUE CIRCULAIRE.
- LES MAINS COURANTES DOIVENT ÊTRE À UNE HAUTEUR DE 965mm (34"), À 865mm (30") À PARTIR DU NEZ DES MARCHES.
- LES VOLÉES D'ESCALIER DOIVENT AVOIR UN MOINS UNE MAIN COURANTE QUI SE PROLONGE À CHAQUE EXTRÉMITÉ DE 300mm (12") MIN.
- LE DÉGAGEMENT ENTRE UNE MAIN COURANTE ET TOUTE SURFACE QUELCONQUE DERRIÈRE ELLE DOIT ÊTRE DE 50mm (2") MIN.
- LES MAINS COURANTES ET LEURS SUPPORTS DOIVENT ÊTRE CALCULÉS ET CONSTRUITS POUR RÉSISTER À UNE CHARGE CONCENTRÉE DE 0.9kN MIN. EN N'IMPORTE QUEL POINT ET DANS N'IMPORTE QUEL DIRECTION ET UNE CHARGE LINÉAIRE DE 0.7kN/m APPLIQUÉE DANS N'IMPORTE QUELLE DIRECTION.
- LES GARDE-CORPS DES PALIERS DOIVENT AVOIR UNE HAUTEUR DE 1070mm (42") MIN. SANS EN PERMETTRE LE PASSAGE D'UN OBJET SPHÉRIQUE D'UN DIAMÈTRE DE 100mm (4").
- AUCUN ÉLÉMENT DU GARDE-CORPS NE DOIT PERMETTRE L'ESCALADE ENTRE 140mm (5½") ET 900mm (36") CALCULÉ À PARTIR DU PALIER.



ESCALIER EXTÉRIEUR EN ACIER GALVANISÉ – COUPE
SCALE

RESTRICTIONS GÉNÉRALES:
- NE PAS UTILISER CES PLANS POUR CONSTRUCTION.
- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS SUR LES LIEUX ET AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS OU CONTRADICTIONS POUR CLARIFICATION AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
- AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS.
- TOUS LES MATÉRIAUX ET ASSEMBLAGES DOIVENT ÊTRE MIS EN PLACE, CONSTRUITS ET FINIS EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMANDATIONS DES FABRICANTS/ MANUFACTURIERS.
- TOUS LES OUVRAGES DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC, VERSION 2015, LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX EN VIGUEUR ET LE CODE NATIONAL DE L'ÉNERGIE POUR LES BÂTIMENTS 2015, MODIFIÉ (QUÉBEC).
- LA REPRÉSENTATION DES ÉQUIPEMENTS ET DES PASSERELLES PROVIENT D'UN PLAN CAD FOURNI PAR LE CLIENT.
- L'ENSEMBLE DES PLANS EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE L'ARCHITECTE ET AUCUNE REPRODUCTION DE CES PLANS N'EST PERMISE SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE L'AUTEUR.

LÉGENDE DES SYMBOLES

RÉPERTOIRE DES ABRÉVIATIONS

CM	CONTREMARCHE	LARC	LARGEUR
C.V.	CONTRE-VENTEMENT	LONG	LONGUEUR
D.T.	DRAIN DE PLANCHER	MAX	MAXIMUM
DIST	DISTANCE	MIN	MINIMUM
DO	DRAIN OUVERT	N.A.	NON APPLICABLE
DNT	DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU	NIV	NIVEAU
DT	DRAIN DE TOIT	O.N.	OUVERTURE NEUVE
E.B	EN BAS	O.E.	OUVERTURE EXISTANTE
E.H	EN HAUT	O.R.	OUVERTURE À FAIRE
EL	ELÉVATION	P.A.	PONÇAGE À NIVEAU
EXT	EXTÉRIEUR	PROF	PROFONDEUR
GAR	GARDE-CORPS	PT.B	POINT BAS
H.C	HORS-CONTRAT	PT.H	POINT HAUT
H.L	HAUTEUR LIBRE	S.D.C	SANS DIMENSION
HT	HAUTEUR	SH	SOUS-FACE
INT	INTÉRIEUR	SEP	SÉPARATION
INV	INVERSE	TOC	"E." QUE OCCUPANT
J.C	JOINT DE CONTRÔLE	TOT	"E." QUE CONSTRUIT
L/C	LECTEUR DE CARTE	V.P.1	VOIR PLAN P.1 SUIVANT

NO.	DATE	EN RÉPONSE / REVISION S
24		
23		
22		
21		
20		
19		
18		
17		
16		
15		
14		
13		
12		
11		
10		
09	2024-06-27	PERMIS DE CONSTRUCTION
08	2024-06-05	IMPLANTATION POUR CIVIL
07	2024-05-10	COORDINATION GÉNÉRALE
06	2024-04-17	DEMANDE PPC MOI
05	2024-04-23	DEMANDE D'ANALYSE PRELI.
04	2024-04-26	COORDINATION JOINT DE PLAN
03	2024-04-11	IMPLANTATION APPROB. CLIENT
02	2024-04-04	ÉTUDE DE POTENTIEL REV.1
01	2024-03-27	ÉTUDE DE POTENTIEL

SBA ARCHITECTE

Ordre des architectes du Québec
2025-02-07
Permis de construire
A 6425
SIDRICK BOLDUC
Architecte

CONSEILS

ENTREPRENEUR

botsis
CLIENT

NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS & AGRANDISSEMENT
302 RUE DE LISLE OUEST, L'ASSOMPTION, QC
PROJET

DÉTAILS
TITRE DESSIN

2025-02-07	1 1/2" = 1'-0"	2024-203
DATE	ÉCHELLE	NO. PROJET

S.BOLDUC

S.BOLDUC 36/41 13
PAGE

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010007
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Notes générales :

- L'entrepreneur devra se conformer aux lois, règlements (municipaux, provinciaux et fédéraux), décrets et autres normes applicables aux travaux. Il doit également respecter les mesures de sécurité prévues au code de sécurité pour les travaux de construction.
- Avant de débuter les travaux l'entrepreneur doit :
  - vérifier la concordance entre les niveaux et aviser l'architecte paysagiste de toute différences
  - vérifier et valider toutes les dimentions et hauteurs indiquées sur les plans et aviser l'architecte paysagiste de toute différences, erreurs ou omissions.
  - vérifier et valider toutes les quantités indiquées dans le tableau des végétaux
  - Obtenir la localisation des services d'utilité publiques auprès d'info-excavation. La localisation des services montrés au plan est approximative et il est entendu que l'architecte paysagiste et le client n'assument aucunement la responsabilité quant à l'exactitude et l'intégrité de ces informations.
- L'entrepreneur devra assurer le fonctionnement de tous les services existants pendant les travaux.
- Tout dommage aux structures environnantes autres que celles visées par le plan et devis devront être remplacées ou réparées par l'entrepreneur à la satisfaction du client.
- Les limites de propriété ainsi que les bâtiments existants proviennent du plan préparé par l'aprenteur géomètre.
- Ne pas utiliser pour un autre projet sans l'autorisation écrite de l'architecte paysagiste.
- Le positionnement du nord est approximatif pour information seulement

Légende

- Couvre-sol
- Gazon
- Terre/Plate-bande
- Poussière de pierre/sable/asphalte
- Pierre de rivière
- Pierre/muret/coupe de mur
- Béton
- Eau
- Bois
- Paillis
- Tuile de béton pour gazon renforcé
- Pierre naturelle plate
- Pierre naturelle plate
- Pierre naturelle ronde
- Pierre naturelle ronde
- Conifère
- Arbres existant (feuillu ou conifère)
- Feuillu
- Haie de cèdre
- Vivace ou annuelle en pot

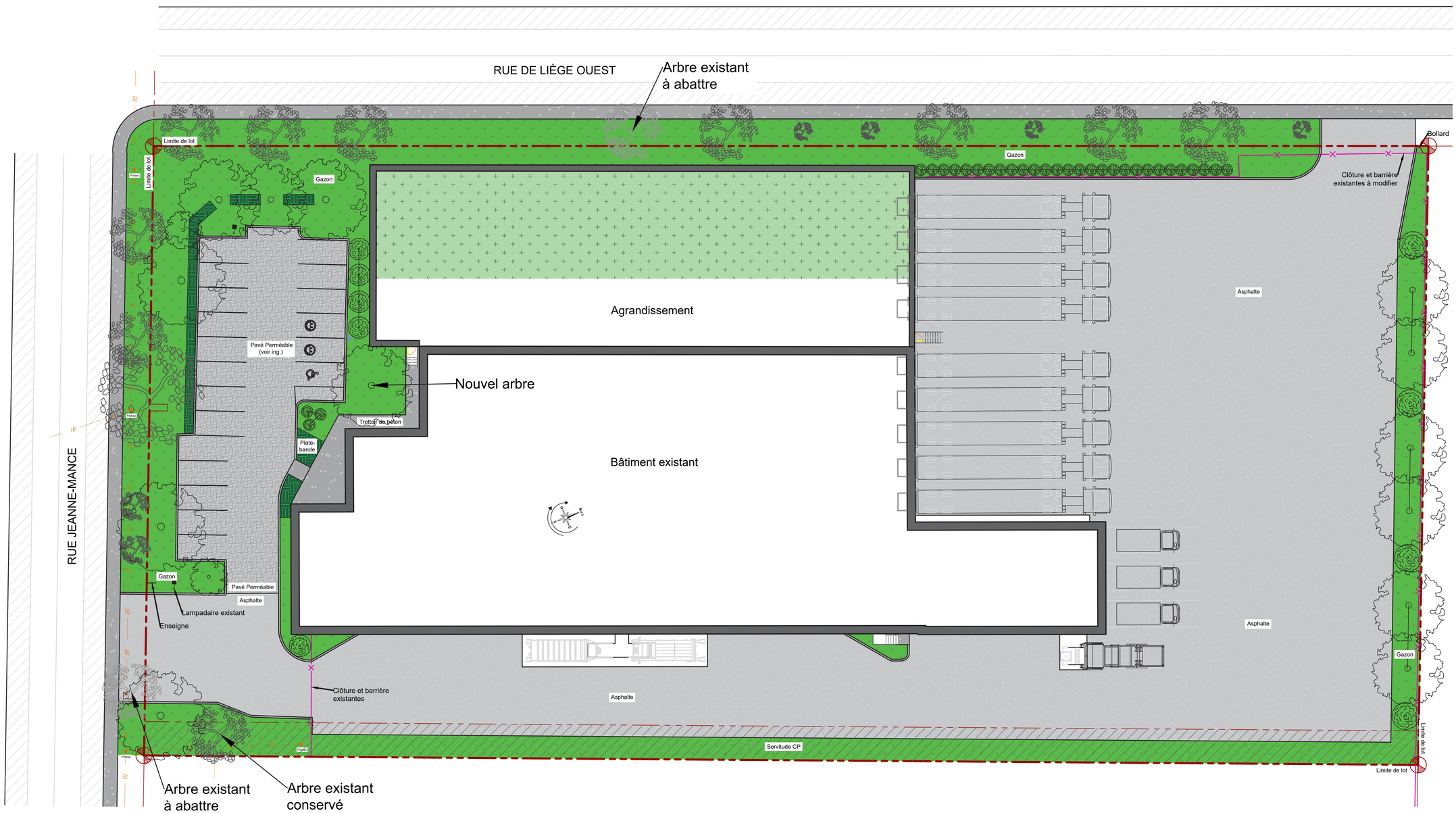
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010007
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



1 Plan de l'aménagement proposé

Gaiaart — AMÉNAGEMENT PAYSAGER + ARCHITECTURE DE PAYSAGE

ASSOCIATION DES ARCHITECTES PAYSAGISTES DU QUÉBEC — Eliane Arbique #764

Client :
SBA Architecte inc - att. Sédrick Bolduc
342 rue Savard, Saint-Jean-sur-Richelieu, J2W 1K3

Projet :
Botis, 300 rue de Liège Ouest, Villeray, H2P 1H3

Émis pour :
Permis

Dessiné par : Eliane Arbique
Date : 17 avril 2025
Échelle : sans échelle

AP-100

TABLEAU DES VÉGÉTAUX								
Nom latin	Abréviation	Quantité	Hauteur	Largeur	Couleur Floraison	Temps de floraison	Exposition	Distance des fils électriques (selon H-Q)
VIVACES								
Calamagrostis x acutiflora 'Karl Foerster'	CAL	22	1.5m	60cm	beige	juillet-septembre	soleil	N/A
Perovskia atriplicifolia 'Filigran'	PER	16	1m	65cm	mauve	aout à octobre	soleil	N/A
ARBUSTES FEUILLUS								
Berberis thunbergii 'Sunsation'	BES	31	1m	1.2m	jaune	mai	Soleil/mi-ombre	N/A
ARBRES FEUILLUS								
Acer ginnala (Érable)	ACG	2	6m	4m	-	-	soleil/mi-ombre	0m
Gleditsia triacanthos inermis 'ruby lace' (Févier)	GLR	3	10m	10m			soleil	3.5m
Tilia cordata Glenleven ('Tilleul)	TIC	3	13m	9m	jaunes	printemps	soleil/ombre légère	7m
Ulmus 'Emerald sunshine' (Orme)	ULE	7	12m	8m	blanches	printemps	soleil/mi-ombre	9m
ARBRES CONIFÈRES								
Picea pungens 'Montgomery' (Épinette)	PIM	31	2m	1,3m	-	-	soleil	0m
Picea omorika (Épinette)	PIO	4	10m	3m	-	-	soleil	7.5m
Picea abies 'Sherwood Compact' (Épinette)	PIC	5	5m	2.5m	-	-	soleil/mi-ombre	0m

Calibre des vivaces : 1 à 2 litres selon la disponibilité. Calibre des arbustes : 2 à 3 gallons selon la disponibilité.
Calibre et hauteur des arbres feuillus à la plantation : hauteur minimale de 2,0 mètres et un diamètre minimal de 50 millimètres, mesuré à 30 centimètres au-dessus du niveau du sol. Hauteur des arbres conifères à la plantation : 2 mètres.

ARBRES FEUILLUS



Acer ginnala



Gleditsia triacanthos inermis 'ruby lace'



Été



Tilia cordata 'Glenleven' Automne



Été



Ulmus 'emerald sunshine' Automne

ARBRES CONIFÈRES



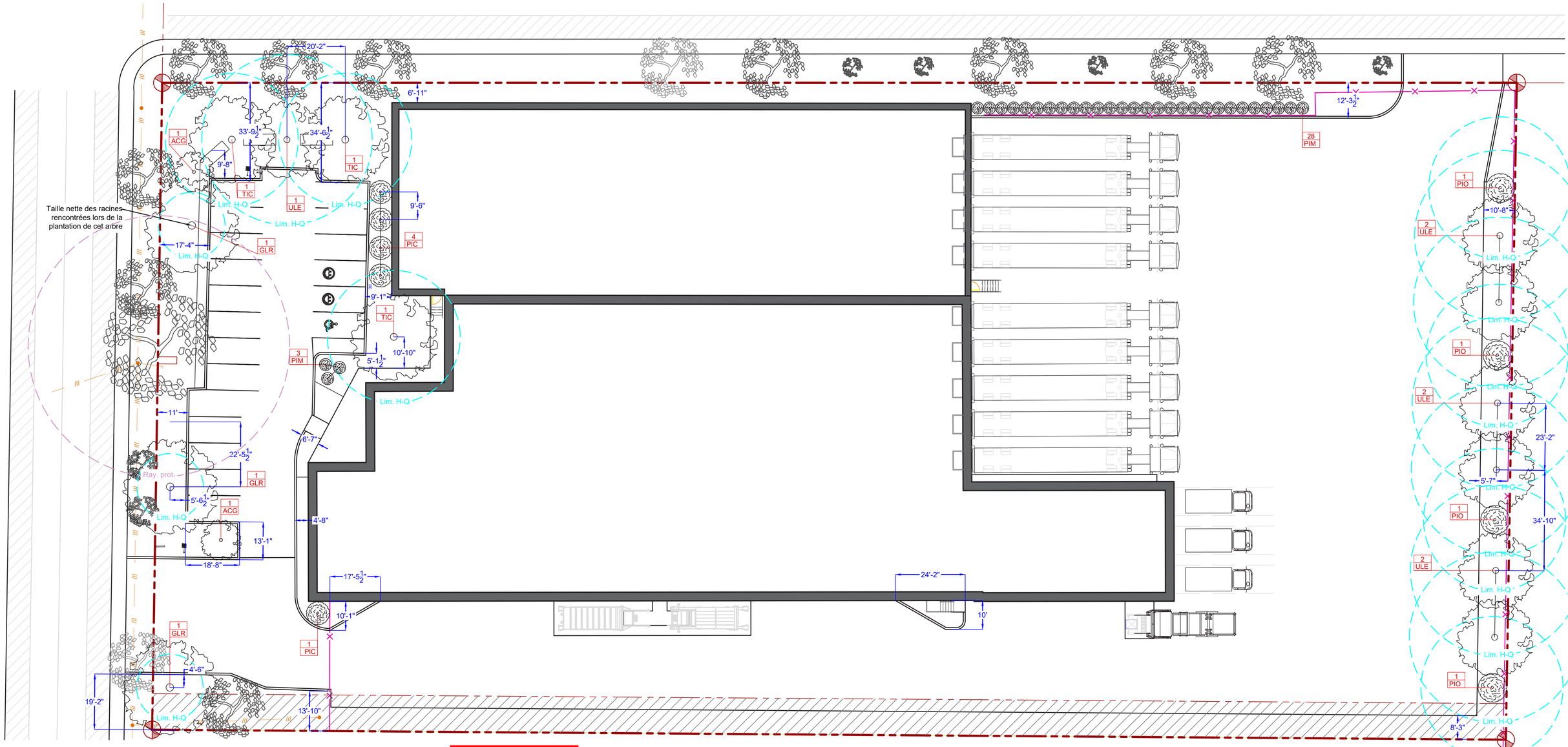
Picea pungens 'Montgomery'



Picea omorika 'nana'



Picea abies 'Sherwood compact'



2 Plan de l'aménagement proposé

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010007
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Gaiaart
AMÉNAGEMENT PAYSAGER + ARCHITECTURE DE PAYSAGE

ASSOCIATION DES ARCHITECTES PAYSAGISTES DU QUÉBEC
Eliane Arbique
#764

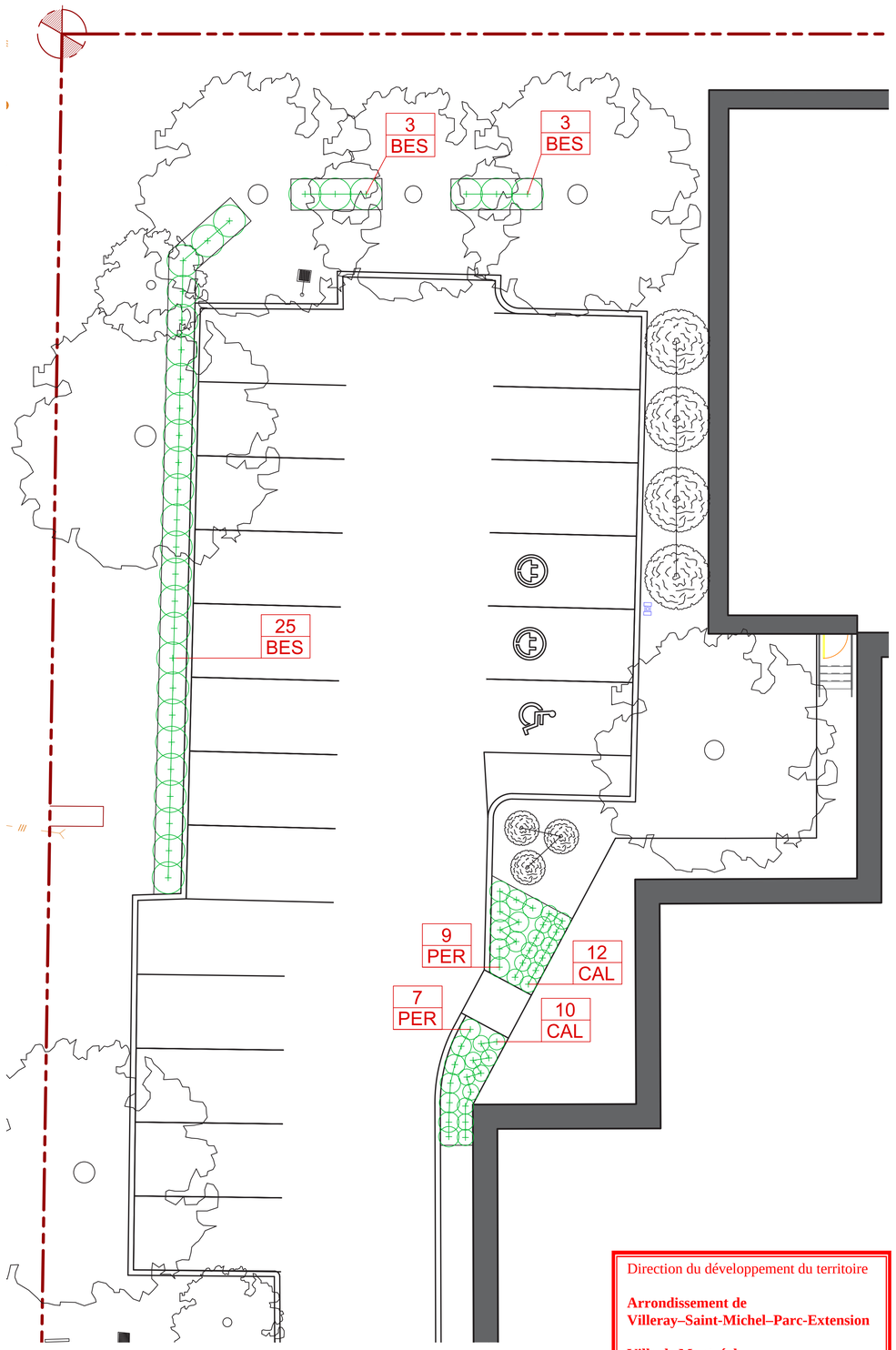
Client :
SBA Architecte inc - att. Sédrick Bolduc
342 rue Savard, Saint-Jean-sur-Richelieu, J2W 1K3

Projet :
Botis, 300 rue de Liège Ouest, Villeray, H2P 1H3

Émis pour :
Permis

Dessiné par : Eliane Arbique
Date : 17 avril 2025
Échelle : 1/16" = 1'-0"

AP-101



3 Plan de plantation des plates-bandes 1/8”=1’-0”

TABLEAU DES VÉGÉTAUX							
Nom latin	Abréviation	Quantité	Hauteur	Largeur	Couleur Floraison	Temps de floraison	Exposition	Distance des fils électriques (selon H-Q)
VIVACES								
Calamagrostis x acutiflora 'Karl Foerster'	CAL	22	1.5m	60cm	beige	juillet-septembre	soleil	N/A
Perovskia atriplicifolia 'Filigran'	PER	16	1m	65cm	mauve	aout à octobre	soleil	N/A
ARBUSTES FEUILLUS								
Berberis thunbergii 'Sunsation'	BES	31	1m	1.2m	jaune	mai	Soleil/mi-ombre	N/A
ARBRES FEUILLUS								
Acer ginnala (Erable)	ACG	2	6m	4m	-	-	soleil/mi-ombre	0m
Gleditsia triacanthos inermis 'ruby lace' (Févier)	GLR	3	10m	10m			soleil	3.5m
Tilia cordata Glenleven (Tilleul)	TIC	3	13m	9m	jaunes	printemps	soleil/ombre légère	7m
Ulmus 'Emerald sunshine' (Orme)	ULE	7	12m	8m	blanches	printemps	soleil/mi-ombre	9m
ARBRES CONIFÈRES								
Picea pungens 'Montgomery' (Épinette)	PIM	31	2m	1,3m	-	-	soleil	0m
Picea omorika (Épinette)	PIO	4	10m	3m	-	-	soleil	7.5m
Picea abies 'Sherwood Compact' (Épinette)	PIC	5	5m	2.5m	-	-	soleil/mi-ombre	0m

Calibre des vivaces : 1 à 2 litres selon la disponibilité. Calibre des arbustes : 2 à 3 gallons selon la disponibilité.
Calibre et hauteur des arbres feuillus à la plantation : hauteur minimale de 2,0 mètres et un diamètre minimal de 50 millimètres, mesuré à 30 centimètres au-dessus du niveau du sol. Hauteur des arbres conifères à la plantation : 2 mètres.

VIVACES



Calamagrostis x acutiflora ‘Karl Foerster’

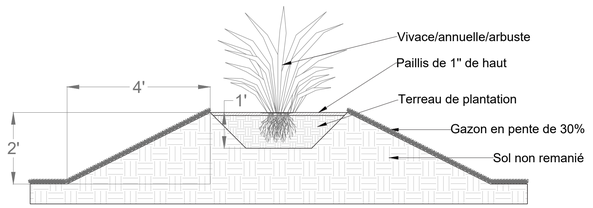


Perovskia atriplicifolia ‘Filigran’

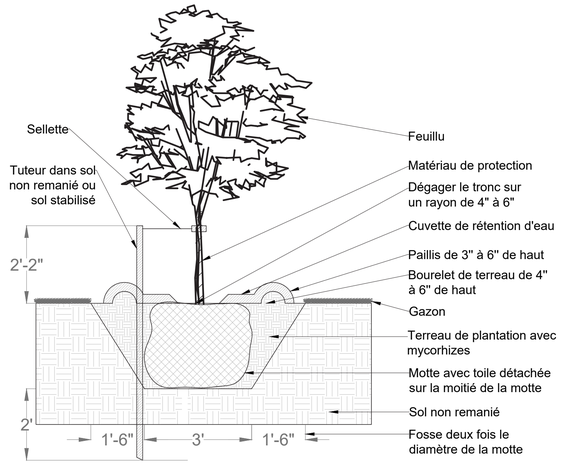
ARBUSTES



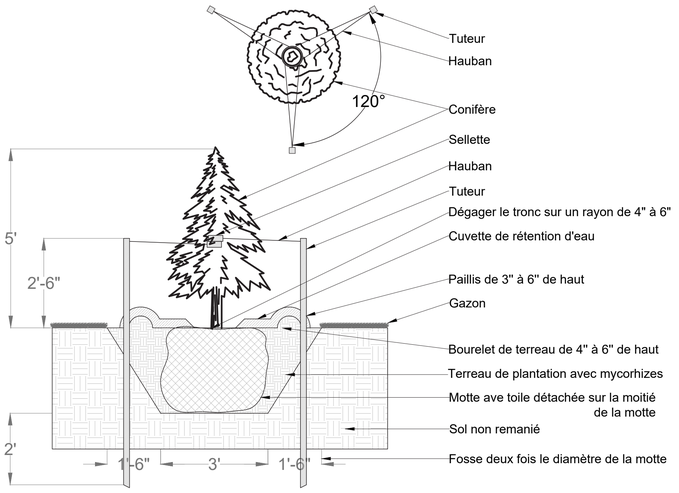
Bergeris thunbergii ‘Sunsation’



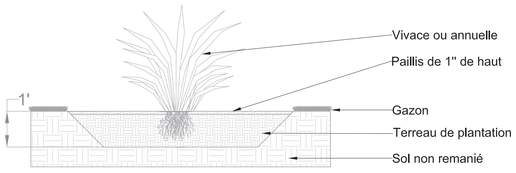
4 Détail talus pour plate-bande 1/2”=1’-0”



5 Détail fosse de plantation pour arbre feuillu 1/2”=1’-0”



6 Détail fosse de plantation pour arbre conifère 1/2”=1’-0”



7 Détail fosse de plantation vivaces et arbustes 1/2”=1’-0”

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1251010007
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Gaiaart
AMÉNAGEMENT PAYSAGER + ARCHITECTURE DE PAYSAGE

ASSOCIATION DES ARCHITECTES PAYSAGISTES DU QUÉBEC
Eliane Arbiqué #764

Client :
SBA Architecte inc - att. Sédrick Bolduc
342 rue Savard, Saint-Jean-sur-Richelieu, J2W 1K3

Projet :
Botis, 300 rue de Liège Ouest, Villeray, H2P 1H3

Émis pour :
Permis

Dessiné par : Eliane Arbique
Date : 17 avril 2025
Échelle :

AP-102

Hotline® Fast Dry Latex

Waterborne Traffic Marking Paint

TM2152 White, TM2153 Yellow, TM2221 Black, TM2222 Red
TM2224 Blue, TM2226 Green

CHARACTERISTICS

HOTLINE® Fast Dry Latex are very fast drying waterborne paints for use in marking parking lots, airports, and roads. They may be applied ambient airless, conventional or may be heated for even faster dry. These products conform to current requirements In-Lieu of Federal Specification TT-P-1952E Types I and II, and TT-P-1952F Types I and II. They will dry to no pickup in less than ten minutes when properly applied at ambient conditions, or one to two minutes when heated to 140°F (60°C). High relative humidity has significantly less effect on the dry time of these products as compared to other latex traffic paints.

For use on properly prepared:

Cured asphalt, Concrete, Brick, Parking Lots, Curbs, Runways

Recommended for use in:

Apartment Communities, Shopping Centers, Schools and Universities, Municipalities, State DOT's, Property Maintenance, Asphalt Seal Contractors, Airfields and Highways

Finish: Flat
Color: White, Yellow, Black, Red, Blue, Green

Recommended Spreading Rate per Coat:
Approximately 320 lineal feet of standard 4-inch stipe per gallon

Wet mils:	15
Dry mils:	9.1
Coverage per sq. ft. per gallon:	107
Theoretical coverage sq. ft. per gallon:	978

Spreading rates are calculated on volume solids and do not include an application loss factor due to surface profile, roughness or porosity of the surface, method of application, surface irregularities, overthinning, climatic conditions, and excessive film build.

Drying Schedule @ 15.0 mils wet, @77°F (25°C) @ 50% RH:

Dry-no-pickup:	10 minutes
Dry to touch:	10 minutes

Drying and recoat times are temperature, humidity, and film thickness dependent.

Tinting: **Do Not Tint**

White 0.0TM2152
(may vary by color)

V.O.C. (less exempt solvents):
less than 100 grams per litre; 0.83 lbs. per gallon
As per 40 CFR 59.406

Volume Solids:	61 ±2%
Weight Solids:	78 ±2%
Weight per Gallon:	14.10 lbs
Flash Point:	150°F , PMCC
Shelf Life:	12 months, unopened

Store indoors at 50°F (10°C) to 110°F (43.3°C)

COMPLIANCE

As of 09/02/2022, Complies with:

OTC	Yes
OTC Phase II	Yes
S.C.A.Q.M.D.	Yes
CARB	Yes
CARB SCM 2007	Yes
CARB SCM 2020	Yes
Canada	Yes
LEED® v4 & v4.1 Emissions	N.A.
LEED® v4 & v4.1 V.O.C.	Yes
EPD-NSF® Certified	N.A.
MIR-Product Lens Certified	N.A.
MPI®	Yes

APPLICATION

Temperature:

minimum	50°F / 10°C
maximum	110°F / 43°C

air, surface, and material at least 5°F above dew point

Relative humidity: 85% maximum

The following is a guide. Changes in pressures and tip sizes may be needed for proper spray characteristics. Always purge spray equipment before use with listed reducer. Any reduction must be compatible with the existing environmental and application conditions.

Reducer: Water
As needed up to 12.5% by volume

Airless Spray Line Striper:

Pressure	1800-2700 p.s.i.
Hose	1/2-3/8 inch ID
Tip	.015-.19 inch
Filter	60 mesh

Conventional Spray Line Striper:

Gun	Binks 21 (Bleeder)
Fluid Nozzle	#68
Air Nozzle	Internal mix, #708
Atomization Pressure	20-80 p.s.i.
Fluid Pressure	30-60 p.s.i.

NOTE: Fluid and atomization pressures are dependent on environmental conditions. Use the lowest pressures necessary to achieve a "flat line".

Brush & Roller: Not recommended

If specific application equipment is listed above, equivalent equipment may be substituted. If the striping machine is also used for solvent based paints, care must be taken to prevent contamination of the paint types.

Important: All metallic wetted parts must be stainless steel. Contact with brass, cold steel, and especially galvanized steel may cause gelation of the paint.

Apply paint at the recommended film thickness and spreading rate as indicated. Application of coating below minimum recommended spreading rate will adversely affect coating performance. for painting.

Heated air atomized spray may also be used to enhance the sprayability and to further decrease the dry time. If heat is used, the system must be designed to prevent paint temperatures from exceeding 140°F (60°C) at any time.

APPLICATION TIPS

Make sure product is completely agitated (mechanically or manually) before use.

Mixing Instructions: Mix paint thoroughly to a uniform consistency with low-speed power agitation prior to use.

It can also serve as a binder for glass beads to make reflective markings. Apply by dropping on glass beads while the paint is still wet. Can be used with stencils (Available through Sherwin-Williams) for street and parking lot marking.

RECOMMENDED SYSTEMS

Cured Asphalt, Concrete, and Brick:

1 coat **Hotline Fast Dry Latex Waterborne Traffic Marking Paint** @ 320 lineal feet of standard 4-inch stripe per gallon, approximately 15.0 mils wet, 9.1 mils dry.

Color	SKU	SMIS
White:	0.0TM2152-20	800003204
Yellow:	0.0TM2153-20	800003212
Black:	0.0TM2221-20	800004335
Red:	0.0TM2222-20	800052227
Blue:	0.0TM2224-20	650043185
Green:	0.0TM2226-20	800057549

PERFORMANCE TIPS

Asphalt surfaces generally require aging prior to painting. If the asphalt is insufficiently cured, applying a thin coat (approximately 1/2 the recommended dft) generally reduces the extent of lifting and cracking.

No painting should be done immediately after a rain or during foggy weather.

Do not paint on wet surfaces.

Check adhesion by applying a test strip to determine the readiness for painting.

Do not use on uncured asphalt, asphalt surfaces generally require aging prior to painting.

Excessive reduction of material can affect film build, appearance, and adhesion.

The coating may be made into reflective paint by dropping on glass beads while the paint is still wet.

continued on back

Hotline® Fast Dry Latex

Waterborne Traffic Marking Paint

SURFACE PREPARATION

WARNING! If you scrape, sand or remove old paint, you may release lead dust. LEAD IS TOXIC. EXPOSURE TO LEAD DUST CAN CAUSE SERIOUS ILLNESS, SUCH AS BRAIN DAMAGE, ESPECIALLY IN CHILDREN. PREGNANT WOMEN SHOULD ALSO AVOID EXPOSURE. Wear a NIOSH-approved respirator to control lead exposure. Clean up carefully with a HEPA vacuum and a wet mop. Before you start, find out how to protect yourself and your family by contacting: US - National Lead Information Hotline at 1-800-424-LEAD or log on to www.epa.gov/lead; Canada - your local health authority.

Surface must be clean, dry and in sound condition. Remove all oil, dust, grease, dirt, loose rust, and other foreign material to ensure adequate adhesion.

Minimum recommended surface preparation:

Concrete: Cured, clean, dry, sound

Asphalt: Cured, clean, dry, sound

Brick: Cured, clean, dry, sound

Surfaces should be clean and dry and free from loose or peeling paint. Do not apply when air or surface temperatures are below 50°F (10°C), or when the relative humidity exceeds 85%, or when the temperature falls below the dew point.

The presence of concrete sealers or efflorescence on new concrete may interfere with adhesion and should be removed by extended weathering, etching, or abrasive blasting.

Most previously painted lines may be repainted without additional surface preparation, provided the old paint is still tightly adhered to the surface. However, multiple layers of paint will eventually peel and require removal. Recognize that any surface preparation short of total removal of the old coating may compromise the service length of the system.

New asphalt surfaces should ideally be allowed to age several months before striping. Latex paint will not bleed on most asphalt surfaces; however, shrinkage of the paint film during curing can cause new asphalt to lift or crack. Exceeding the recommended film thickness will increase the tendency to cause asphalt lifting. Placing an inconspicuous test stripe to determine if a new asphalt surface has cured sufficiently to paint is recommended.

If it is necessary to paint new asphalt surfaces, do not exceed an application rate of 8 mils wet (approximately 200 sq. ft. per gallon). Special care should be given to laps and edges of stencils to prevent excessive film thickness.

PERFORMNACE

Dry-No-Pickup:

White	10 minutes maximum
Yellow	10 minutes maximum
Black	10 minutes maximum
Red	10 minutes maximum
Blue	10 minutes maximum
Green	10 minutes maximum

Contrast Ratio:

White	.95 minimum
Yellow	.92 minimum
Black	.99 minimum
Red	.95 minimum
Blue	.92 minimum
Green	.95 minimum

Fineness of Grind:

White	3 Hegman minimum
Yellow	3 Hegman minimum
Black	3 Hegman minimum
Red	3 Hegman minimum
Blue	3 Hegman minimum
Green	3 Hegman minimum

Reflectance:

White	85 minimum
Yellow	53 minimum
Black	5 minimum
Red	Not Specified
Blue	Not Specified
Green	Not Specified

Viscosity KU:

White	81-87
Yellow	81-87
Black	80-90
Red	80-90
Blue	80-90
Green	80-90

Density:

White	13.95-14.25
Yellow	13.57-13.87
Black	13.63-13.93
Red	13.77-14.07
Blue	13.70-14.00
Green	13.75-14.05

SAFETY PRECAUTIONS

Refer to the Safety Data Sheets (SDS's) before use.

FOR PROFESSIONAL USE ONLY.

Published technical data and instructions are subject to change without notice. Contact your Sherwin-Williams representative for additional technical data and instructions.

Painted surfaces can become slippery when wet. Zone Marking paints are not intended for use as floor paints and should not be used to paint large areas subject to pedestrian traffic. For instance, painting an entire traffic stall is not recommended.

HOTW	09/02/2022	0.0TM2152	25 87
HOTW	09/02/2022	0.0TM2153	32 86
HOTW	09/02/2022	0.0TM2221	19 85
HOTW	09/02/2022	0.0TM2222	13 86
HOTW	09/02/2022	0.0TM2224	11 91
HOTW	09/02/2022	0.0TM2226	09 85

CLEANUP INFORMATION

Clean spills, spatters, hands and tools immediately after use with soap and warm clean water. After cleaning, flush spray equipment with compliant cleanup solvent to prevent rusting of the equipment. Follow manufacturer's safety recommendations when using solvents.

The information and recommendations set forth in this Product Data Sheet are based upon tests conducted by or on behalf of The Sherwin-Williams Company. Such information and recommendations set forth herein are subject to change and pertain to the product offered at the time of publication. Consult your Sherwin-Williams representative or visit www.paintdocs.com to obtain the most current version of the PDS and/or an SDS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1247761009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant le réaménagement de la cour d'école du bâtiment situé au 7700, avenue d'Outremont.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA23-14001), les plans datés du 12 avril 2025, préparés par COEX et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 22 avril 2025, visant le réaménagement de la cour de l'école primaire Camille-Laurin annexe située au 7700, avenue d'Outremont.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 14:06

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247761009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant le réaménagement de la cour d'école du bâtiment situé au 7700, avenue d'Outremont.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser le réaménagement de la cour de l'école Camille-Laurin annexe, anciennement l'école Saint-Roch, située au 7700, d'Outremont.
Durant les travaux de réaménagement de l'école, les élèves sont relocalisés au pavillon principal de l'école Camille-Laurin. Une entente avec l'arrondissement autorise l'utilisation d'une partie du parc De Lestre à des fins de cour d'école jusqu'en 2026.

Ce projet est visé par les articles 48 à 50 du *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001) en ce qui concerne le réaménagement de cour d'école .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
La propriété à l'étude est située dans le quartier Parc-Extension, à la tête de l'îlot formé par la rue Saint-Roch et les avenues d'Outremont et Wiseman. Cette école, anciennement l'école Saint-Roch, fût construite en 1926. Elle est une école exclusivement préscolaire. Elle est insérée dans un cadre bâti très hétéroclite, où se trouve 2 églises, un bâtiment de logements sociaux de 3 étages, une série de bâtiments résidentiels de 2 étages ainsi qu'une série de bâtiments résidentiels de 1 étage.

La cour d'école est actuellement entièrement asphaltée, à l'exception de 3 petites fosses de plantations recouvertes de grillage et ayant chacun un jeune arbre. Une décontamination de la cour d'école et l'ajout d'un bassin de rétention ont été réalisé en 2016 dans un premier temps, sans réaménagements de la surface.

Description du projet :
- Superficie de la cour d'école: 1 360 m^2

- Nombre d'élèves: 250, tous en préscolaire
- Pourcentage de verdissement : 20 % de surface perméable dans l'aire de jeux
- Nombre d'arbres plantés: 17
- Supports à vélos: 22

La surface de la cour d'école se composera d'asphalte avec marquage au sol, de caoutchouc perméable, de bandes végétales en paillis et un jardin de fines herbes. Les pourtours de l'aire de jeux seront verdis, de nouveaux arbres seront plantés sur l'ensemble de la propriété et des îlots de plantations seront ajoutés au centre de la cour. La clôture existante au pourtour de l'aire de jeux sera conservée ainsi que la bordure sur laquelle elle est ancrée.

Sur le terrain touché par le réaménagement, on y trouve cinq arbres dont un sera abattu, dû à sa petite taille. Il est prévu de planter 17 nouveaux arbres de moyen déploiement.

La cour avant face à l'avenue d'Outremont sera réaménagée notamment grâce à l'ajout des supports à vélo, un espace de rencontre avec une table à pique-nique et des aménagements paysagers.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- la mise à jour de la cour d'école est nécessaire pour offrir des espaces de récréation répondant aux différents besoins des enfants;
- le verdissement de la propriété sera légèrement amélioré;
- plusieurs arbres seront ajoutés.

À sa séance du 9 avril 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport au projet, et ce, à la condition suivante: « que les bordures des zones de plantations vis-à-vis les ruelles soient plus élevées par rapport au paillis pour éviter le déversement dans les ruelles. » Après vérifications, la firme d'architectes en charge du dossier, COEX, a modifié les plans. Le dossier est donc transmis au conseil d'arrondissement pour approbation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais de PIIA : 484 $.

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PIIA adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030. C'est pourquoi la grille Montréal 2030 n'est pas jointe au sommaire décisionnel.
Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce projet s'inscrit dans la priorité de l'arrondissement 2025 concernant:
- transition écologique et verdissement;
- milieu de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1247761009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant le réaménagement de la cour d'école du bâtiment situé au 7700, avenue d'Outremont.



Localisation.JPG Normes réglementaires.pdf PIIA_Objectifs et critères_Cour d'école.pdf

Extrait PV_CCU 2025-04-09.pdf Plan estampillés.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716
Télécop. : -

6.10 PIIA : 7700, ave. d'Outremont	
Présenté par	**Invités**
Cynthia Kabis Plante Agente de recherche	Aucun
Objet	
Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant le réaménagement de la cour d'école du bâtiment situé au 7700, avenue d'Outremont.	
Commentaires	
Les commentaires ont porté sur: - la problématique du paillis et du drainage des ruelles adjacentes à la cour; - le type d'école; - l'amélioration de la cour et du verdissement grâce à ce projet.	
CCU25-04-09-PIIA06	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PIIA; Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, et ce, à la condition suivante: - que les bordures des zones de plantations vis-à-vis les ruelles soient plus élevées par rapport au paillis pour éviter le déversement dans les ruelles; Il est proposé par Camilla Chiari appuyé par Bruno Morin ADOPTÉ à l'unanimité.	



Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : E01-059**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation								
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels		E.4(1)						
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X						
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

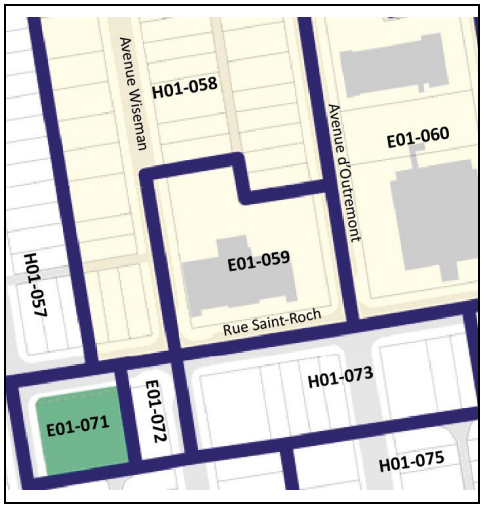
CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/14						
En étage	min/max	2/3						
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-						
Mode d'implantation	(I-J-C)	I						
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/70						
Densité	min/max	-						
Marges								
Avant principale	min/max (m)	6/						
Avant secondaire	min/max (m)	3/						
Latérale	min (m)	1,5						
Arrière	min (m)	3						
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40 (i)						
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80 (i)						
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	A						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières (i) Ces normes peuvent être plus restrictives pour les interventions assujetties au Chapitre VIII du Titre II intitulé « Secteurs et immeubles d'intérêt patrimonial et bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur ».	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-1
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	2
PAE	-

CARTE DE LA ZONE



MISES À JOUR

01-283-116 (2023-04-04)

***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

CHAPITRE VI - CRÉATION D'UNE VOIE PUBLIQUE EN SECTEUR D'INTÉRÊT ARCHÉOLOGIQUE

43. Le présent chapitre s'applique aux terrains situés dans un secteur d'intérêt archéologique identifié à la carte jointe en Annexe A.

44. Tous les permis de lotissement visant la création d'une nouvelle emprise ou d'une nouvelle voie publique sont assujettis à l'objectif et aux critères du présent chapitre.

45. L'analyse de l'objectif et des critères doit être basée sur les conclusions de l'étude du potentiel archéologique exigé à l'article 92.

46. Une intervention visée à l'article 44 doit répondre à l'objectif suivant :

Objectif 1 : préserver et mettre en valeur les vestiges d'intérêt archéologique, le cas échéant.

47. Dans l'atteinte de cet objectif, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1.1 : en présence de vestiges d'intérêt archéologique, le tracé et la composition de la nouvelle emprise ou de la nouvelle voie publique tiennent compte de ceux-ci et contribuent à les mettre en valeur.

CHAPITRE VII - COURS D'ÉCOLE

48. Tous les permis relatifs à l'aménagement ou au réaménagement d'une cour d'école sont assujettis aux objectifs et critères du présent chapitre.

49. Une intervention visée à l'article 48 doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1 : contribuer au développement d'un milieu de vie à échelle humaine;

Objectif 2 : encourager la conception des cours d'école comme des lieux de jeux actifs, d'apprentissage et de détente;

Objectif 3 : réduire l'effet des îlots de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la rétention des eaux pluviales.

50. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1.1 : les aménagements de la cour favorisent une mixité des espaces tels que des espaces de repos, de jeux individuels, de groupe et éducatifs;

1.2 : les aménagements préconisent l'utilisation d'un marquage au sol coloré pour délimiter les espaces de jeux;

1.3 : les aménagements paysagers favorisent des espaces naturels végétalisés visant à réduire les îlots de chaleur en périphérie et au centre de la cour;

1.4 : les îlots de verdure sont de superficie suffisante pour permettre la croissance des arbres qui s'y trouvent et sont disposés de façon à maximiser l'ombrage des surfaces minéralisées;

1.5 : les matériaux de surfaces utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

1.6 : le projet préconise l'utilisation des matériaux perméables, tels le sable, le paillis, le pavé alvéolé ou le gazon renforcé;

1.7 : les aménagements paysagers tendent à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d'arbres et d'aménagements paysagers) de manière à contribuer au paysage urbain et à éviter l'abattage des arbres existants.

1.8 : l'abattage d'arbres est dûment justifié et compensé par la plantation de nouveaux arbres à moyen ou grand déploiement;

1.9 : les aménagements paysagers favorisent le verdissement, la biodiversité, la mixité de végétaux, l'utilisation d'espèces indigènes et la plantation, en pleine terre, d'arbres à moyen ou grand déploiement;

1.10 : le projet préconise une gestion durable et intégrée des eaux de pluie et de fonte en favorisant la rétention naturelle extérieure sur le site (bassin végétalisé, îlot drainant, etc.);

1.11 : lorsque la superficie le permet, les aménagements prévoient une zone apte à être inondée pour recevoir temporairement les précipitations de plus forte intensité;

1.12: l'aménagement de la cour est pensé de manière à minimiser les impacts sur les propriétés résidentielles adjacentes;

1.13 : les clôtures ornementales sont préconisées en bordure d'une voie publique;

1.14 : si un espace dédié à l'entreposage et à la collecte des matières résiduelles est prévu à proximité de la cour d'école, son aménagement vise à minimiser les nuisances qui lui sont associées;

1.15 : si des équipements mécaniques sont prévus dans la cour, ils sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et les aires de jeux et limiter les impacts visuels depuis la voie publique;

1.16 : si des dépendances sont prévues dans la cour, elles sont conçues et implantées en cohérence avec l'aménagement paysager et sont positionnées de façon à limiter leur visibilité depuis la voie publique.

Centre
de services scolaire
de Montréal

Québec

ÉCOLE CAMILLE-LAURIN, ANNEXE

7700, AVENUE D'OUTREMONT, MONTRÉAL, QC, H3N 2L9

PHASE 2 - TRAVAUX MAJEUR DE RÉFECTION

NO. DE PROJET : 179 012 930
NO. D'APPEL D'OFFRES : 25-3178P

LISTE DES DESSINS - ARCHITECTURE DE PAYSAGE

DESSIN TITRE		FICHIER
Y000	PAGE TITRE - LISTE DES DESSINS	179-Y000.dwg
Y011	PLAN DES CONDITIONS EXISTANTES, DE DÉMOLITION, D'ABATTAGE ET DE PROTECTION DES ARBRES ET DES PLANTATIONS DE LA VILLE	179-Y000.dwg
Y012	PLAN D'AMÉNAGEMENT	179-Y000.dwg
Y021	PLAN DES SURFACES ET RÉFÉRENCES AUX DÉTAILS	179-Y000.dwg
Y041	PLAN DE PLANTATION	179-Y000.dwg
Y051	PLAN DE MARQUAGE ET DE LIGNAGE	179-Y000.dwg
Y061	DÉTAILS DE CONSTRUCTION	179-DY000.dwg
Y062	DÉTAILS DE CONSTRUCTION	179-DY000.dwg
Y063	DÉTAILS DE CONSTRUCTION	179-DY000.dwg
Y064	DÉTAILS DE DE PLANTATION	179-DY000.dwg

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1247761009
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

NOTES GENERALES

HYGIÈNE	GESFOR
ARCHITECTURE	ARCHITECTURE COEX | SMITH VIGEANT
CIVIL	PONTON GUILLOT
STRUCTURE	PLURITEC
MÉCANIQUE/ÉLECTRIQUE	CHARLAND, DUBÉ, ROBILLARD EXPERTS-CONSEILS INC.

INTERVENANTS DISCIPLINES

POUR CONSTRUCTION
2024-04-12

10 PAGES

EMISSION

ARCHITECTURE DE PAYSAGE WAA MONTRÉAL INC.

PROFESSIONNELS

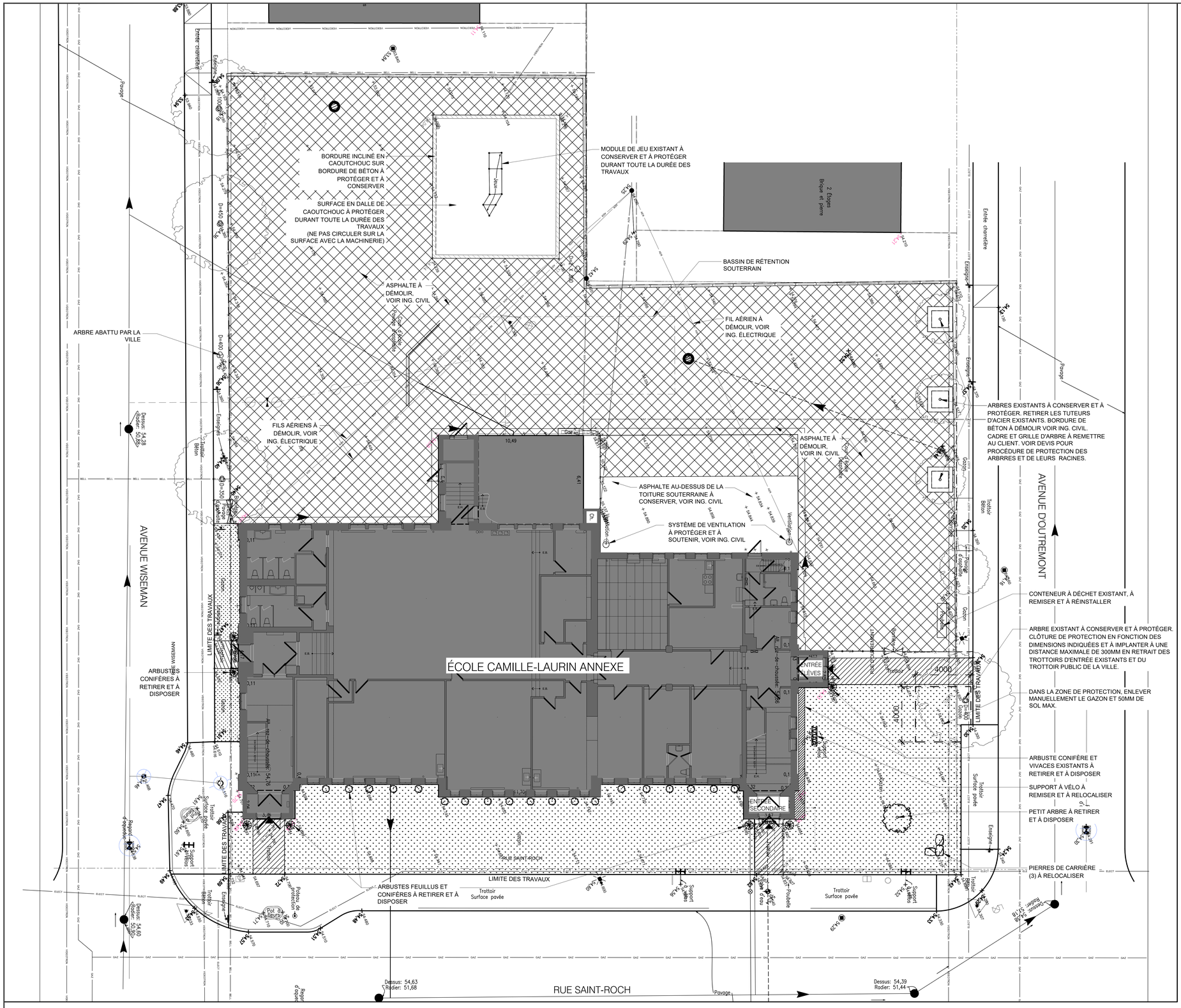
Centre de services scolaire de Montréal
Québec

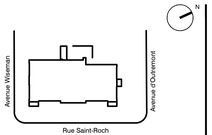
Service des ressources matérielles
5100, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1V 3R9

École Camille-Laurin, annexe
7700, avenue d'Outremont, Montréal, QC H3N 2L9
Travaux majeurs de réfection

179 012 930

PROJET





PLAN - REPÈRE

L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTE ERREUR OU OMISSION DOIT ÊTRE SIGNALÉE AU PROFESSIONNEL CONCERNÉ AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX.
AUCUNE DIMENSION NE DEVRA ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.
CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR FINS DE CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ DÛMENT APPROUVÉ PAR LE PROFESSIONNEL CONCERNÉ.
TOUS LES PLANS, DESSINS ET DEVIS DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ DE BARIN SMITH VIGEANT ARCHITECTES ET NE SAURAIENT ÊTRE UTILISÉS POUR TOUT AUTRE PROJET.
TOUS LES TRAVAUX ET AMÉNAGEMENTS DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX CODES EN VIGUEUR, ENTRE AUTRE : LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT ET TOUS LES RÈGLEMENTS ET DÉROGATIONS ÉMIS PAR LA VILLE CONCERNÉE.
LES DIMENSIONS MONTRÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE D'INFORMATION SEULEMENT ET DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR PLACE.
POUR L'EMPLACEMENT EXACTE DE TOUS LES ÉLÉMENTS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS DES INGÉNIEURS.

LÉGENDE

- LIGNE DE PROPRIÉTÉ
- LIMITE DES TRAVAUX
- CLÔTURE DE PROTECTION DES ARBRES ET DES PLANTATIONS DE LA VILLE
- ACCÈS AU BÂTIMENT
- BORNE FONTAINE
- SURFACE DE GAZON À RETIRER
- SURFACE DE BÉTON À RETIRER
- SURFACE EN ASPHALTE À RETIRER
- ARBRES FEUILLUS EXISTANTS À PROTÉGER ET À CONSERVER
- PETIT ARBRE FEUILLU EXISTANT À RETIRER ET À DISPOSER
- ARBUSTES FEUILLUS ET CONIFÈRES EXISTANTS À RETIRER ET À DISPOSER
- SUPPORT À VÉLOS EXISTANT À RELOCALISER
- SUPPORT À VÉLOS

NOTES GÉNÉRALES

10			
9			
8			
7			
6			
5			
4	POUR CCU	2025-04-02	AC
3	POUR CONSTRUCTION	2024-04-12	AC
2	ADDENDA AP-ADD-02	2024-02-29	AC
1	APPEL D'OFFRES	2023-11-22	AC

ÉMISSIONS

WM Montréal Inc.

ARCHITECTURE DE PAYSAGE

PROJET PROF.	2121
FICHIER PROF.	
CONCEPTION	A.C.
DESSIN	A.C.
VÉRIFICATION	A.C.
APPROBATION	A.C.

Audrey-Ann Côté-Cyr #410

PROFESSIONNELS

Centre de services scolaire de Montréal
Québec

Service des ressources matérielles
5100, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1V 3R9

École Camille-Laurin, annexe
7700, avenue d'Outremont, Montréal, QC H3N 2L9
Phase 2 - Travaux majeurs de réfection

179 012 930

PROJET

ÉCHELLE A:100

PLAN DES CONDITIONS EXISTANTES, DE DÉMOLITION, D'ABATTAGE ET DE PROTECTION DES ARBRES ET DES PLANTATIONS DE LA VILLE

Y-011 / 10

PAGE

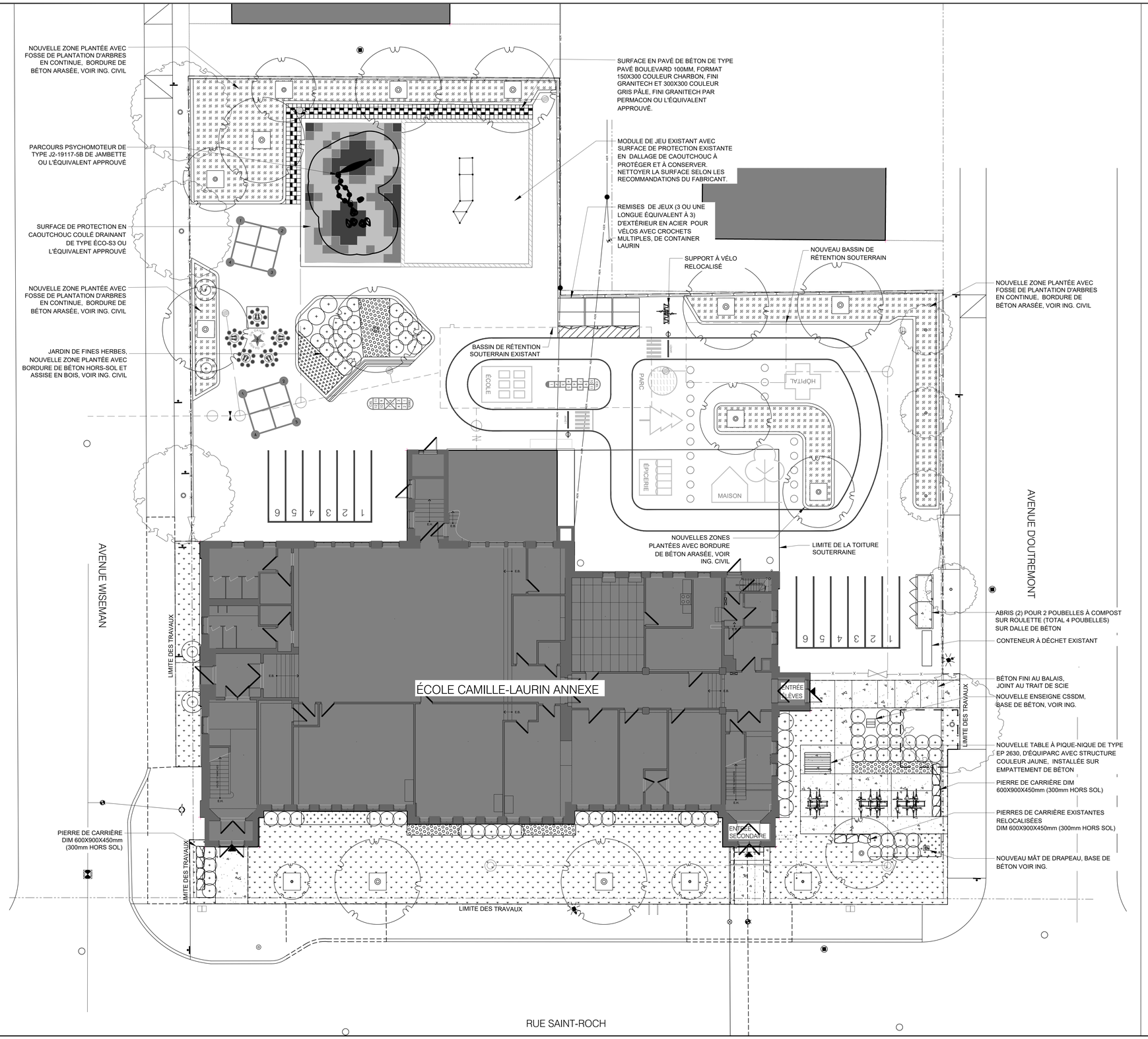
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

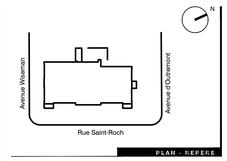
GDD : 1247761009
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



LÉGENDE

- LIGNE DE PROPRIÉTÉ
- LIMITE DES TRAVAUX
- ACCÈS AU BÂTIMENT
- BORNE FONTAINE
- SURFACE EN PAILLIS BRF
- SURFACE EN BÉTON COULÉ
- SURFACE DE GAZON EN PLAQUE
- DALLE DE CAOUTCHOUC, DE TYPE DURASAFE, PREMIUM 95, COULEUR VERT - SAFARI
- DALLE DE CAOUTCHOUC, DE TYPE DURASAFE, PREMIUM 95, COULEUR BEIGE - SIERRA BROWN
- DALLE DE CAOUTCHOUC, DE TYPE DURASAFE, PREMIUM 95, COULEUR BLEU - AZURE
- SUPPORT À VÉLOS EXISTANT RELOCALISÉ
- NOUVEAU SUPPORT À VÉLOS
- NOUVELLE TABLE À PIQUE-NIQUE
- PIERRE DE CARRIÈRE EXISTANT RELOCALISÉ OU NOUVELLES PIERRES DE CARRIÈRE DE FORMAT 600mm X 900mm X 450mm (300mm HORS SOL MAX)
- SIGNALISATION AMOVIBLE ET AUTOPORTANTE (ARRÊT)
- ARBRES FEUILLUS EXISTANTS À PROTÉGER ET À CONSERVER
- ARBRES FEUILLUS PROPOSÉS
- ARBUSTES FEUILLUS PROPOSÉS
- VIVACES
- JARDIN DE FINES HERBES



PLAN - REPÈRE

L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTE ERREUR OU OMISSION DOIT ÊTRE SIGNALÉE AU PROFESSIONNEL CONCERNÉ AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX.
AUCUNE DIMENSION NE DEVRA ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.
CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR FINS DE CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ DÛMENT APPROUVÉ PAR LE PROFESSIONNEL CONCERNÉ.
TOUS LES PLANS, DESSINS ET DEVIS DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ DE BARIN SMITH VIGEANT ARCHITECTES ET NE SAURAIENT ÊTRE UTILISÉS POUR TOUT AUTRE PROJET.
TOUS LES TRAVAUX ET AMÉNAGEMENTS DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX CODES EN VIGUEUR, ENTRE AUTRE : LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT ET TOUS LES RÈGLEMENTS ET DÉROGATIONS ÉMIS PAR LA VILLE CONCERNÉE.
LES DIMENSIONS MONTRÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE D'INFORMATION SEULEMENT ET DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR PLACE.
POUR L'EMPLACEMENT EXACTE DE TOUS LES ÉLÉMENTS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS DES INGÉNIEURS.

NOTES GÉNÉRALES

10			
9			
8			
7			
6			
5			
4	POUR CCU	2025-04-02	AC
3	POUR CONSTRUCTION	2024-04-12	AC
2	ADDENDA AP-ADD-02	2024-02-29	AC
1	APPEL D'OFFRES	2023-11-22	AC

ÉMISSIONS

Montréal Inc.

ARCHITECTURE DE PAYSAGE

PROJET PROF.	2121
FICHIER PROF.	
CONCEPTION	A.C.
DESSIN	A.C.
VÉRIFICATION	A.C.
APPROBATION	A.C.

Antonia Crépeau #413

PROFESSIONNELS

Centre de services scolaire de Montréal
Québec

Service des ressources matérielles
5100, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1V 3R9

École Camille-Laurin, annexe
7700, avenue d'Outremont, Montréal, QC H3N 2L9
Phase 2 - Travaux majeurs de réfection

179 012 930

PROJET

ÉCHELLE A:100

PLAN D'AMÉNAGEMENT

Y-012 / 10

PAGE

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1247761009
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

NOUVELLE ZONE PLANTÉE AVEC FOSSE DE PLANTATION D'ARBRES EN CONTINUE, BORDURE DE BÉTON ARASÉE, VOIR ING. CIVIL

PARCOURS PSYCHOMOTEUR DE TYPE J2-19117-5B DE JAMBETTE OU L'ÉQUIVALENT APPROUVÉ

SURFACE DE PROTECTION EN CAOUTCHOUC COULÉ DRAINANT DE TYPE ÉCO-S3 OU L'ÉQUIVALENT APPROUVÉ

NOUVELLE ZONE PLANTÉE AVEC FOSSE DE PLANTATION D'ARBRES EN CONTINUE, BORDURE DE BÉTON ARASÉE, VOIR ING. CIVIL

JARDIN DE FINES HERBES, NOUVELLE ZONE PLANTÉE AVEC BORDURE DE BÉTON HORS-SOL ET ASSISE EN BOIS, VOIR ING. CIVIL

BORDURE EN ALUMINIUM 3"x5" ANCRÉE À LA BORDURE AVEC ANCRAGE CHIMIQUE, 26.5 M.L., BOULONNER LES SECTIONS DE BORDURE ENTRE ELLES POUR CONSERVER L'ALIGNEMENT.

SURFACE EN PAVÉ DE BÉTON DE TYPE PAVÉ BOULEVARD 100MM, FORMAT 150X300 COULEUR CHARBON, FINI GRANITECH ET 300X300 COULEUR GRIS PÂLE, FINI GRANITECH PAR PERMACON OU L'ÉQUIVALENT APPROUVÉ.

MODULE DE JEU EXISTANT AVEC SURFACE DE PROTECTION EXISTANTE EN DALLAGE DE CAOUTCHOUC À PROTÉGER ET À CONSERVER. NETTOYER LA SURFACE SELON LES RECOMMANDATIONS DU FABRICANT.

REMISES DE JEUX (3 OU UNE LONGUE ÉQUIVALENT À 3) D'EXTÉRIEUR EN ACIER POUR VÉLOS AVEC CROCHETS MULTIPLES, DE CONTAINER LAURIN

SUPPORT À VÉLO RELOCALISÉ

NOUVEAU BASSIN DE RÉTENTION SOUTERRAIN

BASSIN DE RÉTENTION SOUTERRAIN EXISTANT

BORDURE EN ALUMINIUM 3"x5" ANCRÉE À LA BORDURE AVEC ANCRAGE CHIMIQUE, 18 M.L., BOULONNER LES SECTIONS DE BORDURE ENTRE ELLES POUR CONSERVER L'ALIGNEMENT.

NOUVELLE ZONE PLANTÉE AVEC FOSSE DE PLANTATION D'ARBRES EN CONTINUE, BORDURE DE BÉTON ARASÉE, VOIR ING. CIVIL

NOUVELLES ZONES PLANTÉES AVEC BORDURE DE BÉTON ARASÉE, VOIR ING. CIVIL

LIMITE DE LA TOITURE SOUTERRAINE

ABRIS (2) POUR 2 POUBELLES À COMPOST SUR ROULETTE (TOTAL 4 POUBELLES) SUR DALLE DE BÉTON

CONTENEUR À DÉCHET EXISTANT

BÉTON FINI AU BALAIS, JOINT AU TRAIT DE SCIE

NOUVELLE ENSEIGNE CSSDM, BASE DE BÉTON, VOIR ING.

NOUVELLE TABLE À PIQUE-NIQUE DE TYPE EP 2630, D'ÉQUIPARC AVEC STRUCTURE COULEUR JAUNE, INSTALLÉE SUR EMPATTEMENT DE BÉTON

PIERRE DE CARRIÈRE DIM 600X900X450mm (300mm HORS SOL)

PIERRES DE CARRIÈRE EXISTANTES RELOCALISÉES DIM 600X900X450mm (300mm HORS SOL)

NOUVEAU MÂT DE DRAPEAU, BASE DE BÉTON VOIR ING.

PIERRE DE CARRIÈRE DIM 600X900X450mm (300mm HORS SOL)

ÉCOLE CAMILLE-LAURIN ANNEXE

AVENUE WISEMAN

AVENUE D'OUTREMONT

RUE SAINT-ROCH

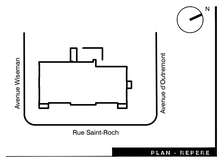
LIMITE DES TRAVAUX

ENTRÉE ÉLÈVES

ENTRÉE SECONDAIRE

LÉGENDE

- LIGNE DE PROPRIÉTÉ
- LIMITE DES TRAVAUX
- ACCÈS AU BÂTIMENT
- BORNE FONTAINE
- SURFACE EN PAILLIS BRF
- SURFACE EN BÉTON COULÉ
- SURFACE DE GAZON EN PLAQUE
- DALLE DE CAOUTCHOUC, DE TYPE DURASAFE, PREMIUM 95, COULEUR VERT - SAFARI
- DALLE DE CAOUTCHOUC, DE TYPE DURASAFE, PREMIUM 95, COULEUR BEIGE - SIERRA BROWN
- DALLE DE CAOUTCHOUC, DE TYPE DURASAFE, PREMIUM 95, COULEUR BLEU - AZURE
- PIERRE DE CARRIÈRE EXISTANT RELOCALISÉ OU NOUVELLES PIERRES DE CARRIÈRE DE FORMAT 600mm X 900mm X 450mm (300mm HORS SOL MAX)
- NOUVELLE TABLE À PIQUE-NIQUE
- ARBRES FEUILLUS EXISTANTS À PROTÉGER ET À CONSERVER
- FOSSE D'ARBRE (1.2m X1.2m X 1.0m), VOIR NOTE ET DETAIL POUR FOSSE EN CONTINUE
- SURFACE DE PLANTATION AVEC PAILLIS
- SUPPORT À VÉLOS EXISTANT RELOCALISÉ
- NOUVEAU SUPPORT À VÉLOS



PLAN - REPÈRE

L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTE ERREUR OU OMISSION DOIT ÊTRE SIGNALÉE AU PROFESSIONNEL CONCERNÉ AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX.
AUCUNE DIMENSION NE DEVRA ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.
CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR FINS DE CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ DÛMENT APPROUVÉ PAR LE PROFESSIONNEL CONCERNÉ.
TOUS LES PLANS, DESSINS ET DEVIS DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ DE BARIN SMITH VIGEANT ARCHITECTES ET NE SAURAIENT ÊTRE UTILISÉS POUR TOUT AUTRE PROJET.
TOUS LES TRAVAUX ET AMÉNAGEMENTS DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX CODES EN VIGUEUR, ENTRE AUTRE :
LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT ET TOUS LES RÈGLEMENTS ET DÉROGATIONS ÉMIS PAR LA VILLE CONCERNÉE.
LES DIMENSIONS MONTRÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE D'INFORMATION SEULEMENT ET DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR PLACE.
POUR L'EMPLACEMENT EXACTE DE TOUS LES ÉLÉMENTS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS DES INGÉNIEURS.

NOTES GÉNÉRALES

10			
9			
8			
7			
6			
5			
4	POUR CCU	2025-04-02	AC
3	POUR CONSTRUCTION	2024-04-12	AC
2	ADDENDA AP-ADD-02	2024-02-29	AC
1	APPEL D'OFFRES	2023-11-22	AC

ÉMISSIONS

Montréal Inc.

ARCHITECTURE DE PAYSAGE

PROJET PROF.	2121
FICHIER PROF.	
CONCEPTION	A.C.
DESSIN	A.C.
VÉRIFICATION	A.C.
APPROBATION	A.C.

Antoine Crépeau #413

PROFESSIONNELS

Centre de services scolaire de Montréal
Québec

Service des ressources matérielles
5100, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1V 3R9

École Camille-Laurin, annexe
7700, avenue d'Outremont, Montréal, QC H3N 2L9
Phase 2 - Travaux majeurs de réfection

179 012 930

PROJET

ÉCHELLE A:100

PLAN DES SURFACES ET DE RÉFÉRENCES AUX DÉTAILS

Y-021 / 10

PAGE

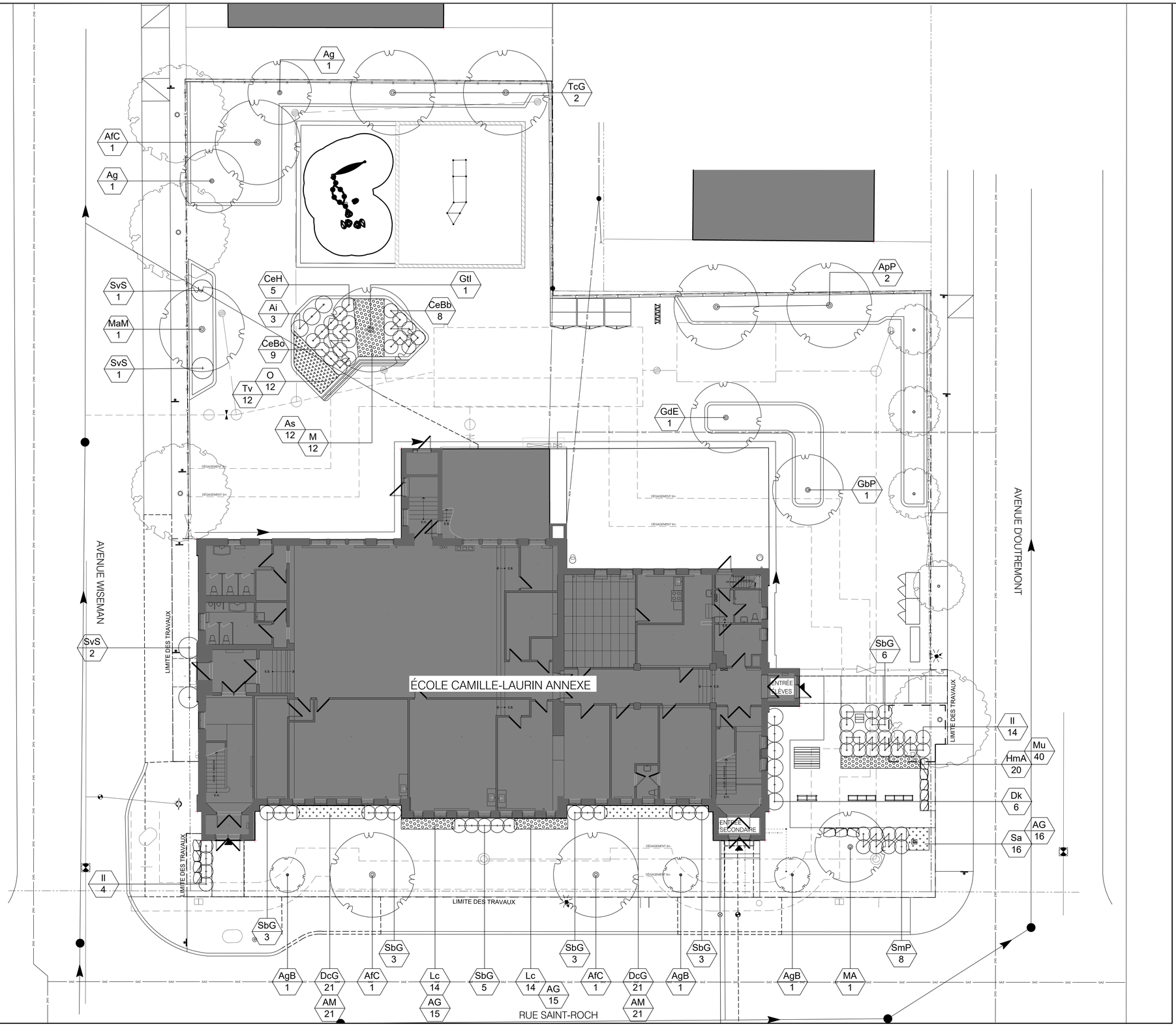
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1247761009
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



LÉGENDE

- LIGNE DE DÉGAGEMENT 3M ET 5M
- LIMITE DE LA TOITURE SOUTERRAINE
- LIGNE DE PROPRIÉTÉ
- LIMITE DES TRAVAUX
- ACCÈS AU BÂTIMENT
- BORNE FONTAINE
- ARBRES FEUILLUS EXISTANTS À PROTÉGER ET À CONSERVER
- ARBRES FEUILLUS PROPOSÉS
- ARBUSTES FEUILLUS PROPOSÉS
- VIVACES
- POTAGER OU JARDIN DE FINES HERBES

EXIGENCES RÈGLEMENTAIRES

NO. RÈGLEMENT	THÈME	NORMES	QUANTITÉ EXISTANTE	QUANTITÉ REQUISE	QUANTITÉ PRÉVUE
01-279	VERDISSEMENT	SUPERFICIE DU TERRAIN	2613 m.ca	n/a	n/a
01-279	VERDISSEMENT	SUPERFICIE DU TERRAIN MOINS L'IMPLANTATION DU BÂTIMENT	1774 m.ca	n/a	n/a
01-279	VERDISSEMENT	% DE VERDISSEMENT	23%	25%	32%
01-280	VERDISSEMENT	SUPERFICIE DE LA COUR D'ÉCOLE	1360 m.ca	n/a	n/a
01-279	VERDISSEMENT	% D'ESPACE VERT OU PERMÉABLE	0,3%	20%	20%
01-279	VERDISSEMENT	1 ARBRE AU 200M.CA. HORS CONSTRUCTION	3	9	20
		STATIONNEMENT À VÉLO	7 PLACES	9	22 PLACES
		STATIONNEMENT VOITURE	n/a	n/a	n/a

LISTE DE PLANTATION

Code	Nom latin	Calibre	Qté	Dist c/c	Spéc.
	ARBRES FEUILLUS		17		
Ag	ACER GINNALA	50 mm	2	voir plan	Motte
ApP	ACER PLATANOIDES 'PRINCETON GOLD'	50 mm	2	voir plan	Motte
AfC	ACER X FREEMANII 'CELEBRATION'	50 mm	3	voir plan	Motte
Ago	AMELANCHIER GRANDIFLORA 'BALLERINA'	50 mm	3	voir plan	Motte
GbP	GINKGO BILOBA 'PRINCETON SENTRY'	50 mm	1	voir plan	Motte
Gtl	GLEDITSIA TRIACANTHOS 'IMPERIAL'	50 mm	1	voir plan	Motte
GdE	GYMNOCLADUS DIOICUS 'ESPRESSO'	50 mm	1	voir plan	Motte
MaM	MAACKIA AMURENSIS MAACNIFICENT'	50 mm	1	voir plan	Motte
MA	MALUS 'ADIRONDAK'	50 mm	1	voir plan	Motte
TcG	TILIA CORDATA 'GLENLEVEN'	50 mm	2	voir plan	Motte
	ARBUSTES FEUILLUS		71		
Ai	AMELANCHIER 'ISAAC'	2 gal.	3	120 cm	Pot
CeBb	CAMERISIER EDULIS 'BERRY BLUE'	2 gal.	8	90 cm	Pot
CeBo	CAMERISIER EDULIS 'BOREALIS'	2 gal.	9	90 cm	Pot
CeH	CAMERISIER EDULIS 'HONEYBEE'	2 gal.	5	90 cm	Pot
DK	DIERVILLA 'KODIAK RED'	2 gal.	6	120 cm	Pot
Il	ITEA VIRGINICA 'LITTLE HENRY'	2 gal.	17	90 cm	Pot
SbG	SPIREA X BUUMALDA 'GOLDFLAME'	2 gal.	13	90 cm	Pot
SmP	SYRINGA MEYERI 'PALIBIN'	2 gal.	8	90 cm	Pot
SvS	SYRINGA VULGARIS 'SENSATION'	3 gal.	4	voir plan	Pot
	VIVACES		16		
Sa	SESSERIA AUTOMNALIS	1 gal	16	40 cm	Pot
	FINES HERBES		48		
As	ALLIUM SCHOENOPRASUM (CIBOULETTE)	1 L	12	45 cm	Pot
M	MENTHA SPP. (MENTHE)	1 L	12	45 cm	Pot
O	OREGANO SPP. (ORÉGAN)	1 L	12	45 cm	Pot
Tv	THYMUS VULGARIS (THYM)	1 L	12	45 cm	Pot
	BULBES		16		
AG	ALLIUM 'GLOBEMASTER'	Bulbe	16	45 cm	Quinquonce
	SUBFACE DE PELOUSE				
	GAZON EN PLAQUES			296 M2	Rouleau

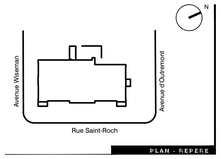
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1247761009
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



PLAN - REPÈRE

L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTE ERREUR OU OMISSION DOIT ÊTRE SIGNALÉE AU PROFESSIONNEL CONCERNÉ AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX.
AUCUNE DIMENSION NE DEVRA ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.
CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR FINS DE CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ DÛMENT APPROUVÉ PAR LE PROFESSIONNEL CONCERNÉ.
TOUS LES PLANS, DESSINS ET DEVIS DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ DE BARIN SMITH VIGEANT ARCHITECTES ET NE SAURAIENT ÊTRE UTILISÉS POUR TOUT AUTRE PROJET.
TOUS LES TRAVAUX ET AMÉNAGEMENTS DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX CODES EN VIGUEUR, ENTRE AUTRE : LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT ET TOUS LES RÈGLEMENTS ET DÉROGATIONS ÉMIS PAR LA VILLE CONCERNÉE.
LES DIMENSIONS MONTRÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE D'INFORMATION SEULEMENT ET DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR PLACE.
POUR L'EMPLACEMENT EXACTE DE TOUS LES ÉLÉMENTS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS DES INGÉNIEURS.

NOTES GÉNÉRALES

10			
9			
8			
7			
6			
5			
4	POUR CCU	2025-04-02	AC
3	POUR CONSTRUCTION	2024-04-12	AC
2	ADDENDA AP-ADD-02	2024-02-29	AC
1	APPEL D'OFFRES	2023-11-22	AC

ÉMISSIONS

Montréal Inc.

ARCHITECTURE DE PAYSAGE

PROJET PROF. 2121
FICHIER PROF.
CONCEPTION A.C.
DESSIN A.C.
VÉRIFICATION A.C.
APPROBATION A.C.

Antoine Cléroux # 413

PROFESSIONNELS

Centre de services scolaire de Montréal
Québec

Service des ressources matérielles
5100, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1V 3R9

École Camille-Laurin, annexe
7700, avenue d'Outremont, Montréal, QC H3N 2L9
Phase 2 - Travaux majeurs de réfection

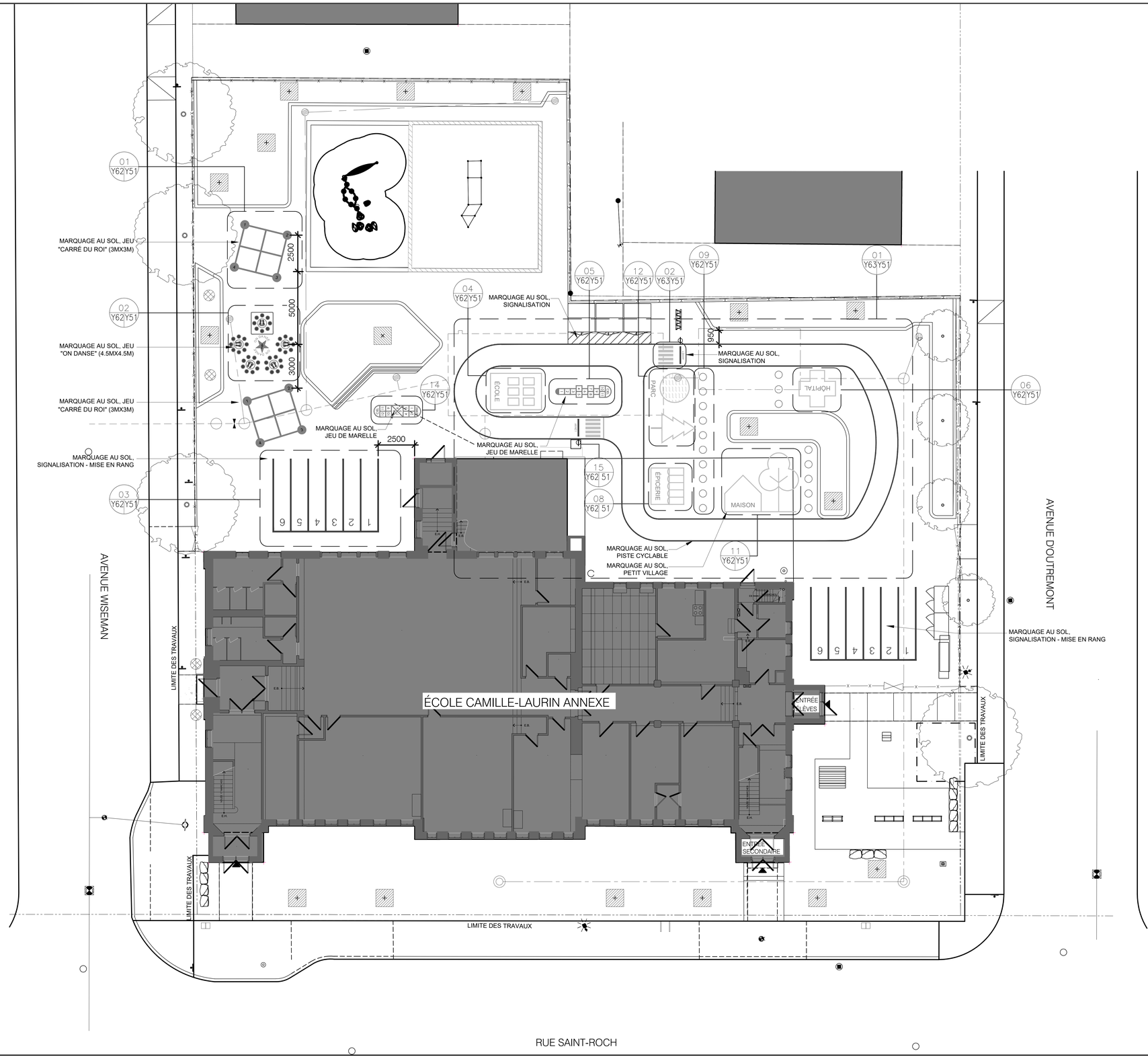
179 012 930
PROJET

ÉCHELLE A:100

PLAN DE PLANTATION

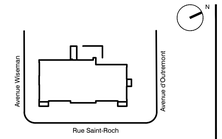
Y-041 / 10
PAGE

AH-Ch_cadet19-5.1.dwg



LÉGENDE

- LIGNE DE PROPRIÉTÉ
- LIMITE DES TRAVAUX
- ACCÈS AU BÂTIMENT
- BORNE FONTAINE
- PIERRE DE CARRIÈRE EXISTANT RELOCALISÉ OU NOUVELLES PIERRES DE CARRIÈRE DE FORMAT 600mm X 900mm X 450mm (300mm HORS SOL MAX)
- NOUVELLE TABLE À PIQUE-NIQUE
- SUPPORT À VÉLOS EXISTANT RELOCALISÉ
- NOUVEAU SUPPORT À VÉLOS
- SIGNALISATION AMOVIBLE ET AUTOPORTANTE (ARRÊT)
- ARBRES FEUILLUS EXISTANTS À PROTÉGER ET À CONSERVER
- 1200 / 1200 FOSSE D'ARBRE (1.2m X1.2m X 1.0m), VOIR NOTE ET DÉTAIL POUR FOSSE EN CONTINUE



PLAN - REPÈRE

L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTE ERREUR OU OMISSION DOIT ÊTRE SIGNALÉE AU PROFESSIONNEL CONCERNÉ AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX.
AUCUNE DIMENSION NE DEVRA ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.
CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR FINS DE CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ DÛMENT APPROUVÉ PAR LE PROFESSIONNEL CONCERNÉ.
TOUS LES PLANS, DESSINS ET DEVIS DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ DE BARIN SMITH VIGEANT ARCHITECTES ET NE SAURAIENT ÊTRE UTILISÉS POUR TOUT AUTRE PROJET.
TOUS LES TRAVAUX ET AMÉNAGEMENTS DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX CODES EN VIGUEUR, ENTRE AUTRE :
LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT ET TOUS LES RÈGLEMENTS ET DÉROGATIONS ÉMIS PAR LA VILLE CONCERNÉE.
LES DIMENSIONS MONTRÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE D'INFORMATION SEULEMENT ET DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR PLACE.
POUR L'EMPLACEMENT EXACTE DE TOUS LES ÉLÉMENTS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS DES INGÉNIEURS.

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1247761009
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

NOTES GÉNÉRALES

10			
9			
8			
7			
6			
5			
4	POUR CCU	2025-04-02	AC
3	POUR CONSTRUCTION	2024-04-12	AC
2	ADDENDA AP-ADD-02	2024-02-29	AC
1	APPEL D'OFFRES	2023-11-22	AC

ÉMISSIONS

WM Montréal Inc.

ARCHITECTURE DE PAYSAGE

PROJET PROF.	2121
FICHIER PROF.	
CONCEPTION	A.C.
DESSIN	A.C.
VÉRIFICATION	A.C.
APPROBATION	A.C.

Antoine Côté #413

PROFESSIONNELS

Centre de services scolaire de Montréal
Québec

Service des ressources matérielles
5100, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1V 3R9

École Camille-Laurin, annexe
7700, avenue d'Outremont, Montréal, QC H3N 2L9
Phase 2 - Travaux majeurs de réfection

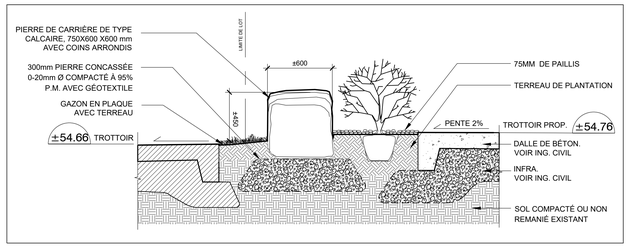
179 012 930
PROJET

ÉCHELLE A:100

PLAN DE MARQUAGE ET DE LIGNAGE

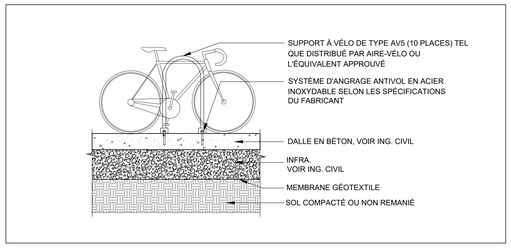
Y-051 / 10
PAGE

AHCA_20250729-15-1.dwg



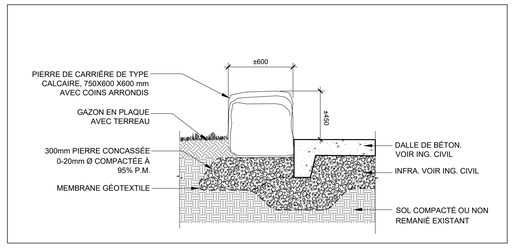
01 Y21|Y61 JONCTION PIERRE ET TROTTOIR EXISTANT ET PROPOSÉ 1:20

DÉTAIL TYPE



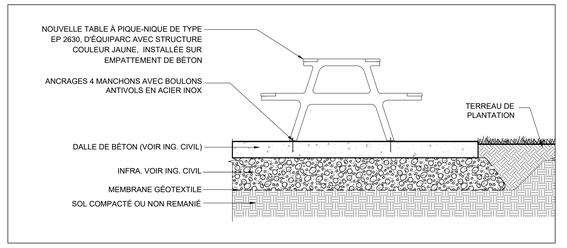
02 Y21|Y61 JONCTION SUPPORT À VÉLO - SURFACE DE BÉTON 1:20

DÉTAIL TYPE



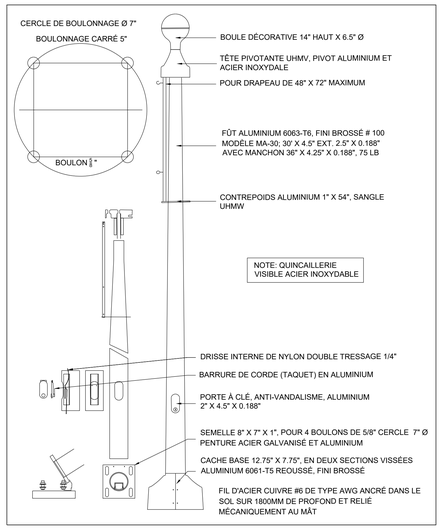
03 Y21|Y61 JONCTION PIERRE ET TROTTOIR PROPOSÉ 1:20

DÉTAIL TYPE



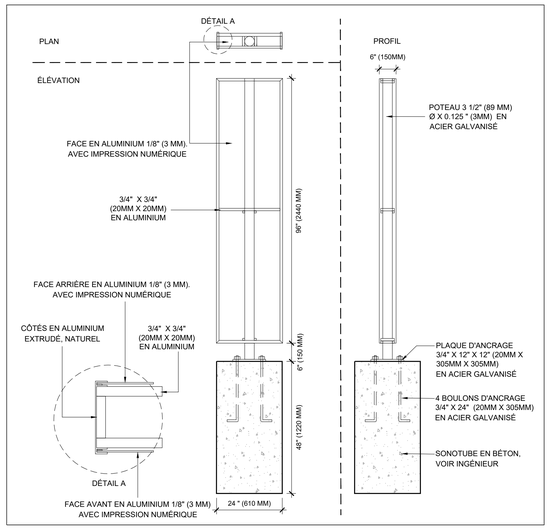
04 Y21|Y61 TABLE À PIQUE-NIQUE 1:20

DÉTAIL TYPE



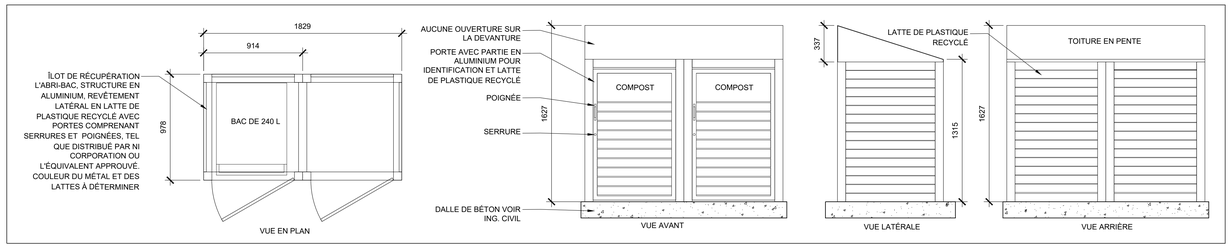
05 Y21|Y61 MÂT DE DRAPEAU 1:50

DÉTAIL TYPE



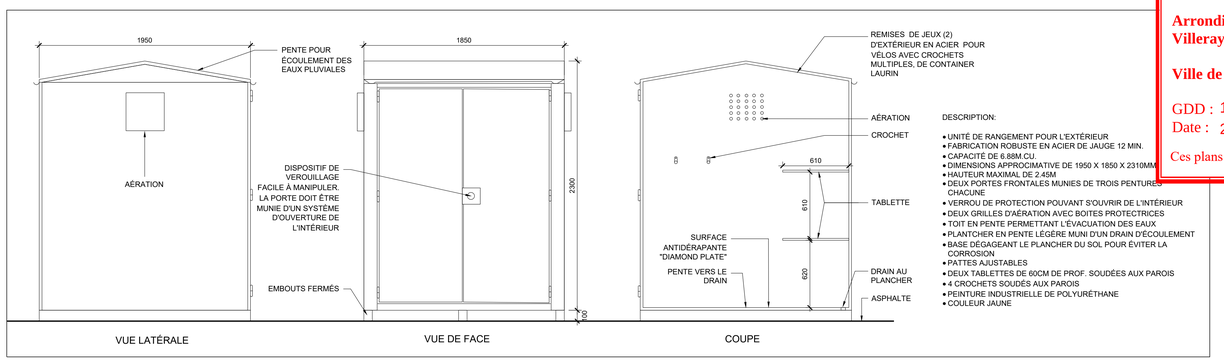
06 Y21|Y61 STÈLE - ENSEIGNE 1:20

DÉTAIL TYPE



07 Y21|Y61 ÉCRAN - ABRI POUR POUBELLES À COMPOST 1:20

DÉTAIL TYPE

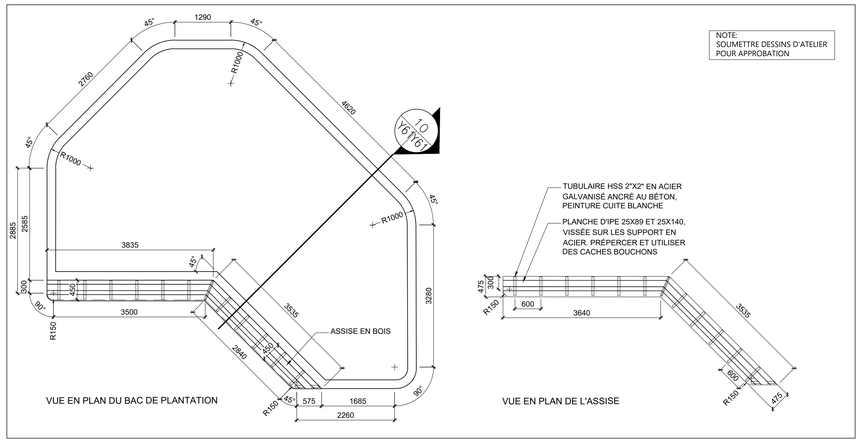


DESCRIPTION:

- UNITÉ DE RANGEMENT POUR L'EXTÉRIEUR
- FABRICATION ROBUSTE EN ACIER DE JAUGE 12 MIN.
- CAPACITÉ DE 6.88M.CU.
- DIMENSIONS APPROCIMATIVE DE 1950 X 1850 X 2310MM
- HAUTEUR MAXIMAL DE 2.45M
- DEUX PORTES FRONTALES MUNIES DE TROIS PENTURES CHACUNE
- VERROU DE PROTECTION POUVANT S'OUVRIR DE L'INTÉRIEUR
- DEUX GRILLES D'AÉRATION AVEC BOITES PROTECTRICES
- T'OIT EN PENTE PERMETTANT L'ÉVACUATION DES EAUX
- PLANTCHER EN PENTE LÉGÈRE MUNI D'UN DRAIN D'ÉCOULEMENT
- BASE DÉGAGEANT LE PLANCHER DU SOL POUR ÉVITER LA CORROSION
- PATTES AJUSTABLES
- DEUX TABLETTES DE 60CM DE PROF. SOUDÉES AUX PAROIS
- 4 CROCHETS SOUDÉS AUX PAROIS
- PEINTURE INDUSTRIELLE DE POLYURÉTHANE
- COULEUR JAUNE

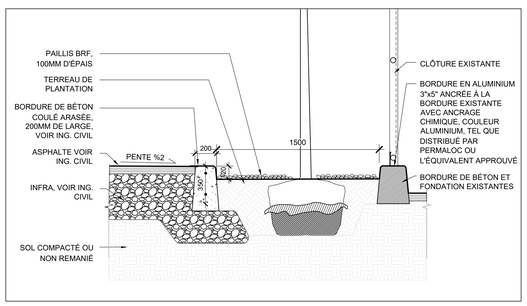
08 Y21|Y61 REMISE DE JEUX POUR VÉLOS 1:20

DÉTAIL TYPE



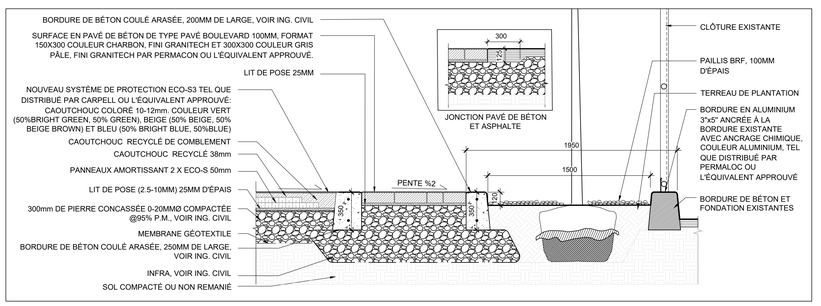
09 Y21|Y61 CLASSE EXTÉRIEUR - JONCTION BANC ET ILOT PLANTÉ 1:50

PLAN



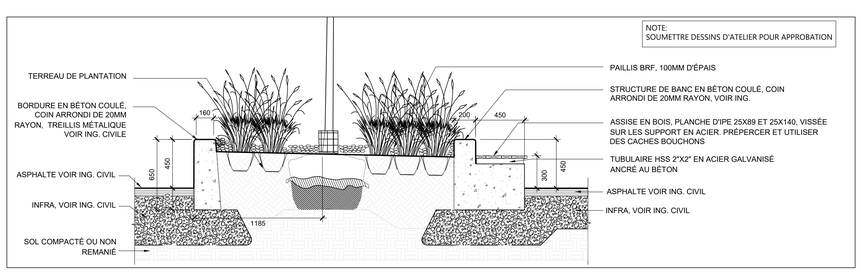
11 Y21|Y61 JONCTION AIRE DE PLANTATION - BORDURE ARASÉE 1:20

DÉTAIL TYPE



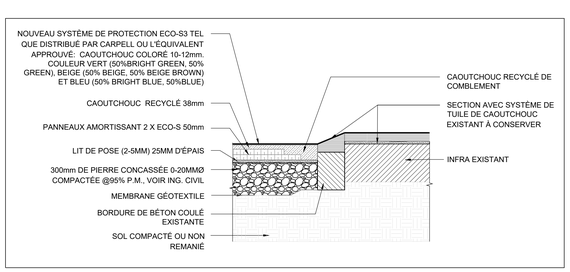
13 Y21|Y61 JONCTION AIRE DE PLANTATION - BORDURE ARASÉE - SURFACE DE PROTECTION 1:20

DÉTAIL TYPE



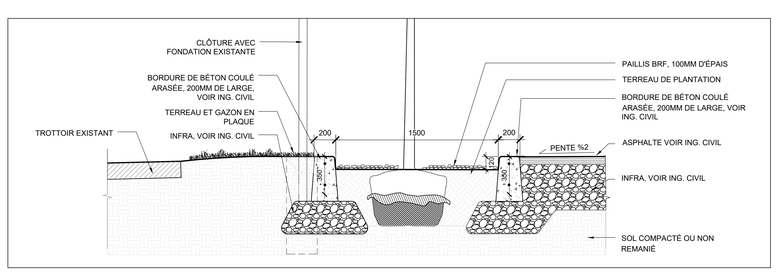
10 Y61|Y61 CLASSE EXTÉRIEUR - JONCTION BANC ET ILOT PLANTÉ 1:20

DÉTAIL TYPE



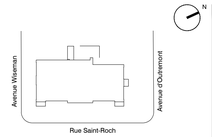
12 Y21|Y61 JONCTION AIRE DE JEU EXISTANT ET SURFACE DE PROTECTION DRAINANTE 1:20

DÉTAIL TYPE



14 Y21|Y61 JONCTION AIRE DE PLANTATION - BORDURE ARASÉE - CLÔTURE EXISTANTE 1:20

DÉTAIL TYPE



PLAN - REPÈRE

L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTE ERREUR OU OMISSION DOIT ÊTRE SIGNALÉE AU PROFESSIONNEL CONCERNÉ AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX.
AUCUNE DIMENSION NE DEVRA ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.
CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR FINS DE CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ DÛMENT APPROUVÉ PAR LE PROFESSIONNEL CONCERNÉ.
TOUS LES PLANS, DESSINS ET DEVIS DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ DE BARIN SMITH VIGEANT ARCHITECTES ET NE SAURAIENT ÊTRE UTILISÉS POUR TOUT AUTRE PROJET.
TOUS LES TRAVAUX ET AMÉNAGEMENTS DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX CODES EN VIGUEUR, ENTRE AUTRE :
LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT ET TOUS LES RÈGLEMENTS ET DÉROGATIONS ÉMIS PAR LA VILLE CONCERNÉE.
LES DIMENSIONS MONTRÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE D'INFORMATION SEULEMENT ET DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR PLACE.
POUR L'EMPLACEMENT EXACTE DE TOUS LES ÉLÉMENTS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS DES INGÉNIEURS.

NOTES GENERALES

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1247761009
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

10			
9			
8			
7			
6			
5	**POUR CCU**	2025-04-02	AC
4	**POUR CONSTRUCTION**	2024-04-12	AC
3	**ADDENDA AP-ADD-02**	2024-02-29	AC
2	**ADDENDA AP-ADD-01**	2024-02-08	AC
1	**APPEL D'OFFRES**	2023-11-22	AC

EMISSIONS

WM Montréal Inc.

ARCHITECTURE DE PAYSAGE

PROJET PROF.	**2121**
FICHIER PROF.	
CONCEPTION	**A.C.**
DESSIN	**A.C.**
VÉRIFICATION	**A.C.**
APPROBATION	**A.C.**

Ordre des architectes paysagistes professionnels du Québec

PROFESSIONNELS

Centre de services scolaire de Montréal
Québec

Service des ressources matérielles
5100, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1V 3R9

École Camille-Laurin, annexe
7700, avenue d'Outremont, Montréal, QC H3N 2L9
Phase 2 - Travaux majeurs de réfection

179 012 930

PROJET

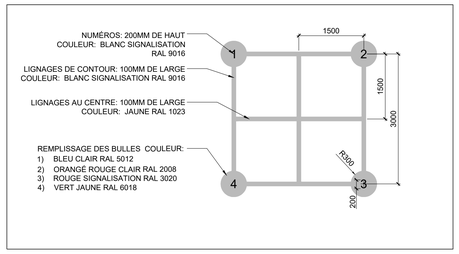
ÉCHELLE A:100

DÉTAIL DE CONSTRUCTION

Y-061 / 10

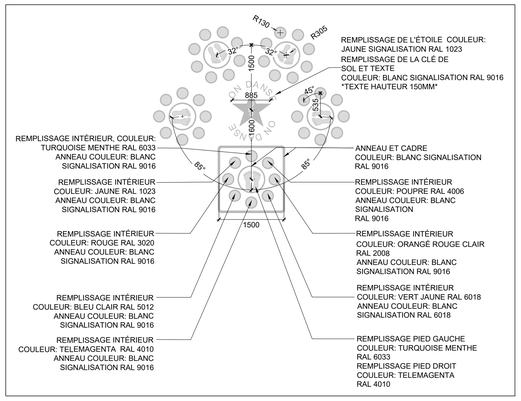
PAGE

AH-Cv_ceadm18-f1.dwg



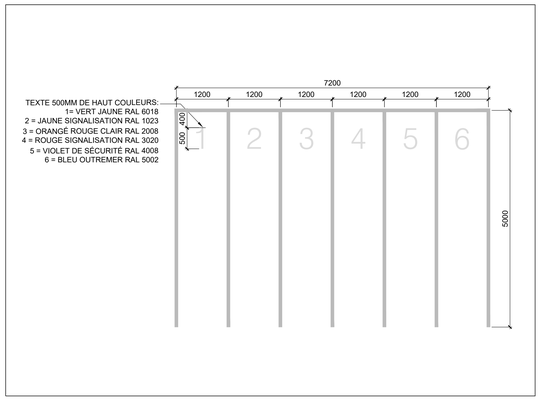
01 Y51|Y62 — JEU DU CARRÉ DU ROI - LIGNAGE DU TERRAIN — 1:50

PLAN



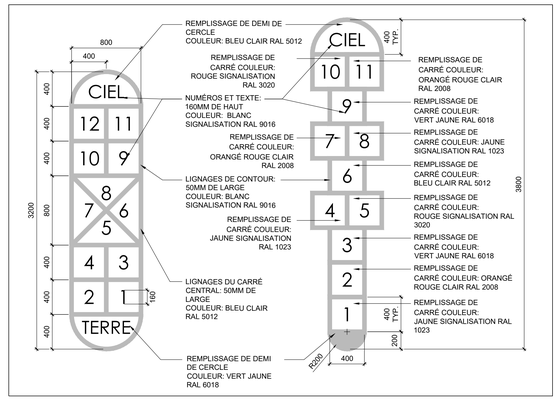
02 Y51|Y62 — BALLON-CHASSEUR - LIGNAGE DU TERRAIN — 1:50

PLAN



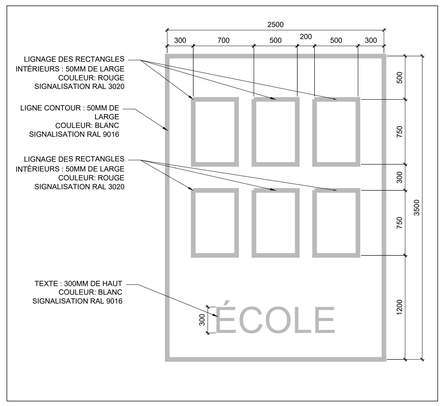
03 Y51|Y62 — MARQUAGE AU SOL, SIGNALISATION - MISE EN RANG — 1:50

PLAN



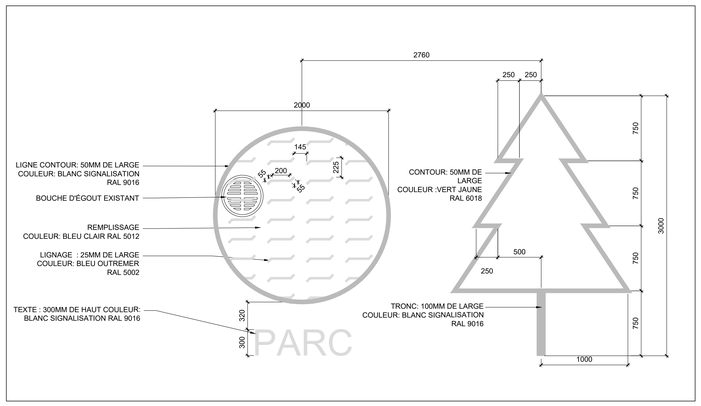
05 Y51|Y62 — MARELLES - LIGNAGE DU TERRAIN — 1:25

PLAN



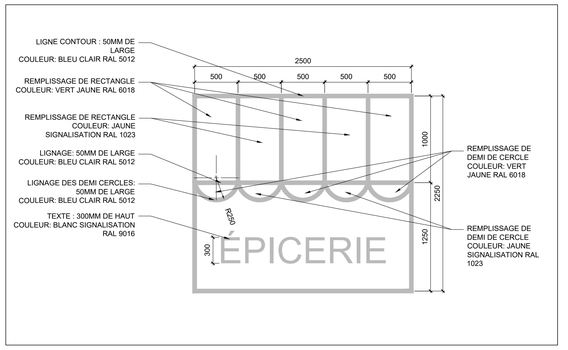
04 Y51|Y62 — MARQUAGE ÉCOLE — 1:25

PLAN



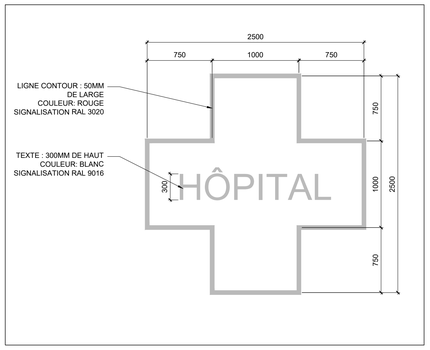
12 Y51|Y62 — MARQUAGE PARC — 1:25

PLAN



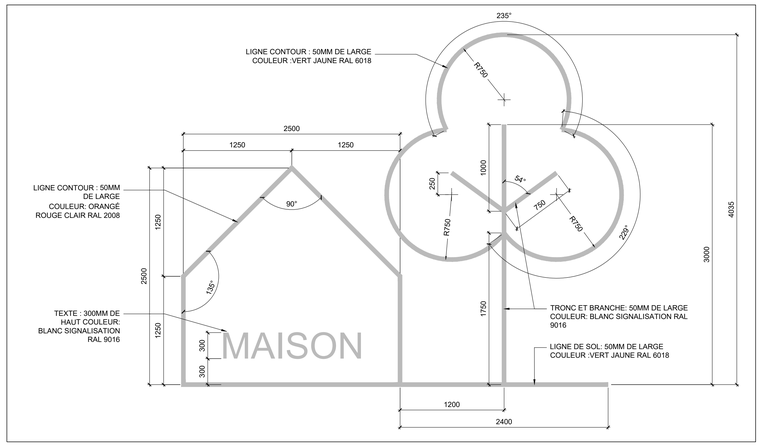
07 Y51|Y62 — MARQUAGE ÉPICERIE — 1:25

PLAN



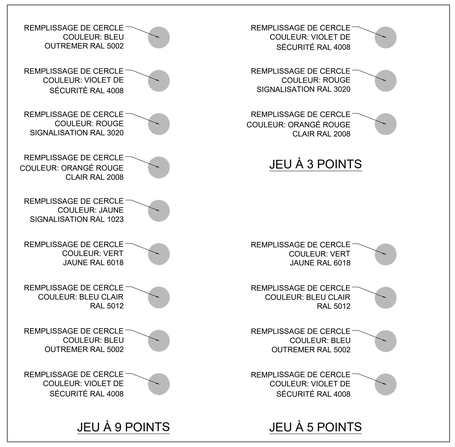
06 Y51|Y62 — MARQUAGE HÔPITAL — 1:25

PLAN



11 Y51|Y62 — MARQUAGE MAISON — 1:25

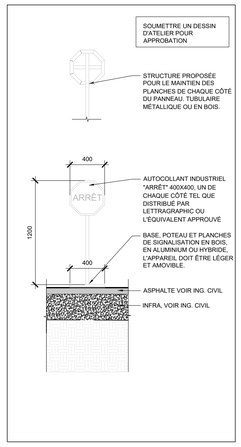
PLAN



09 Y51|Y63 — MARQUAGE 1:25

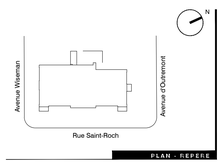
MARELLE ARC-EN-CIEL

PLAN



15 Y51|Y63 — SIGNALISATION — 1:25

PLAN



PLAN - REPÈRE

L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTE ERREUR OU OMISSION DOIT ÊTRE SIGNALÉE AU PROFESSIONNEL CONCERNÉ AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX.
AUCUNE DIMENSION NE DEVRA ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.
CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR FINS DE CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ DÛMENT APPROUVÉ PAR LE PROFESSIONNEL CONCERNÉ.
TOUS LES PLANS, DESSINS ET DEVIS DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ DE BARIN SMITH VIGEANT ARCHITECTES ET NE SAURAIENT ÊTRE UTILISÉS POUR TOUT AUTRE PROJET.
TOUS LES TRAVAUX ET AMÉNAGEMENTS DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX CODES EN VIGUEUR, ENTRE AUTRE :
LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT ET TOUS LES RÈGLEMENTS ET DÉROGATIONS ÉMIS PAR LA VILLE CONCERNÉE.
LES DIMENSIONS MONTRÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE D'INFORMATION SEULEMENT ET DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR PLACE.
POUR L'EMPLACEMENT EXACTE DE TOUS LES ÉLÉMENTS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS DES INGÉNIEURS.

NOTES GENERALES

10			
9			
8			
7			
6			
5			
4			
3	**POUR CCU**	2025-04-02	AC
2	**POUR CONSTRUCTION**	2024-04-12	AC
1	**APPEL D'OFFRES**	2021-05-19	AC

ÉMISSIONS

Montréal Inc.

ARCHITECTURE DE PAYSAGE

PROJET PROF. 2121
FICHIER PROF.
CONCEPTION A.C.
DESSIN A.C.
VÉRIFICATION A.C.
APPROBATION A.C.

Ordre des architectes paysagistes du Québec # 410

PROFESSIONNELS

Centre de services scolaire de Montréal
Québec

Service des ressources matérielles
5100, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1V 3R9

École Camille-Laurin, annexe
7700, avenue d'Outremont, Montréal, QC H3N 2L9
Phase 2 - Travaux majeurs de réfection

179 012 930

PROJET

ÉCHELLE A:100

DÉTAIL DE CONSTRUCTION

Y-062 / 10

PAGE

Direction du développement du territoire

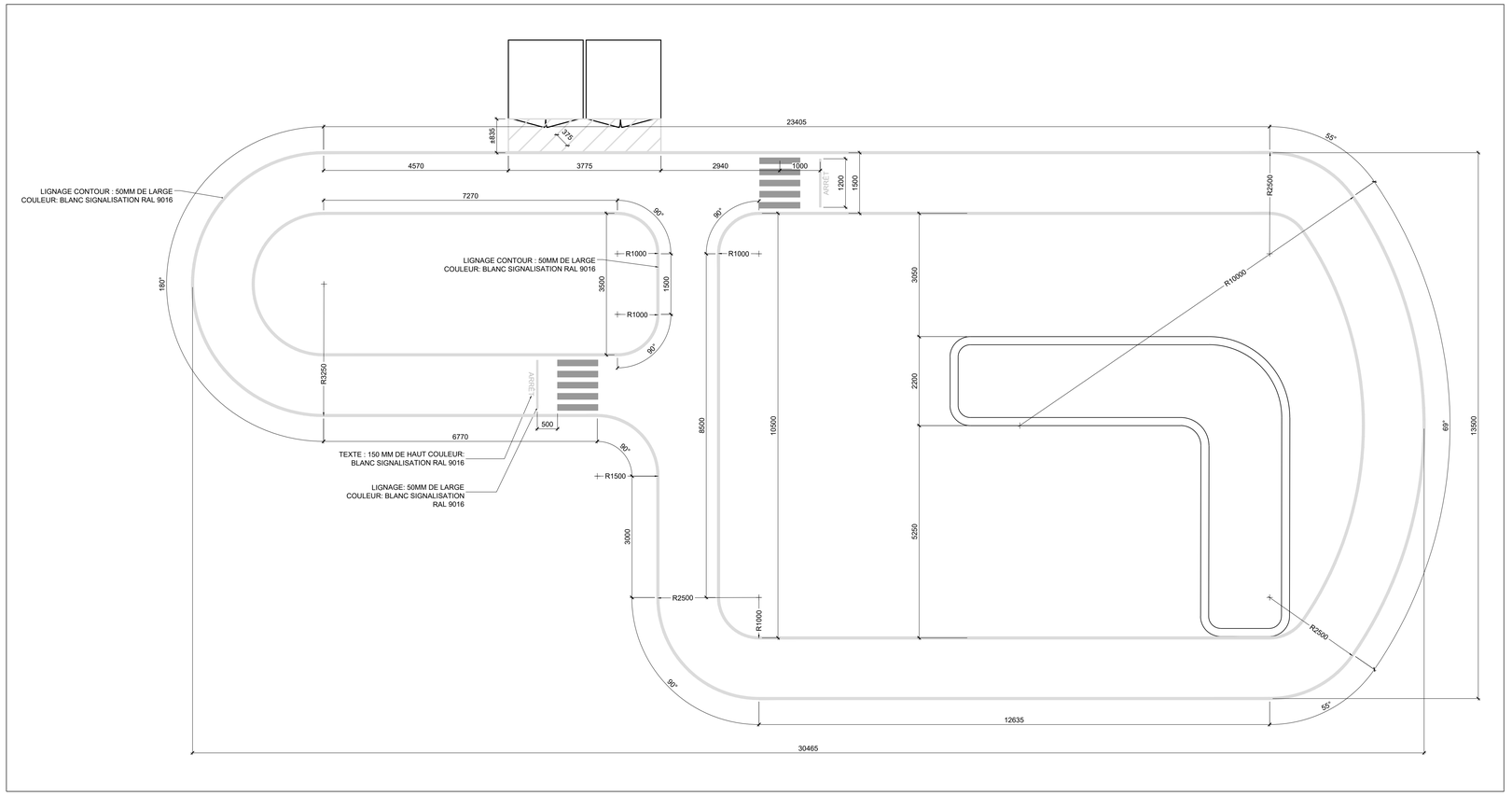
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

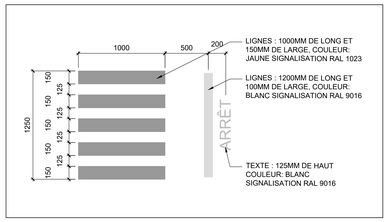
Ville de Montréal

GDD : 1247761009
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

AtriCo_cadet018-5.1.dwg



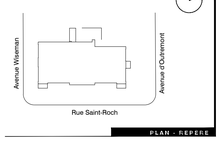


02 Y51|Y63 MARQUAGE TRAVERSE PIÉTON 1:25

PLAN

01 Y51|Y63 ARBRE FEUILLU 1:50

DÉTAIL TYPE - PLANTATION



PLAN - REPÈRE

L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTE ERREUR OU OMISSION DOIT ÊTRE SIGNALÉE AU PROFESSIONNEL CONCERNÉ AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX.
AUCUNE DIMENSION NE DEVRA ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.
CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR FINS DE CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ DÛMENT APPROUVÉ PAR LE PROFESSIONNEL CONCERNÉ.
TOUS LES PLANS, DESSINS ET DEVIS DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ DE BARIN SMITH VIGEANT ARCHITECTES ET NE SAURAIENT ÊTRE UTILISÉS POUR TOUT AUTRE PROJET.
TOUS LES TRAVAUX ET AMÉNAGEMENTS DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX CODES EN VIGUEUR, ENTRE AUTRE : LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT ET TOUS LES RÈGLEMENTS ET DÉROGATIONS ÉMIS PAR LA VILLE CONCERNÉE.
LES DIMENSIONS MONTRÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE D'INFORMATION SEULEMENT ET DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR PLACE.
POUR L'EMPLACEMENT EXACTE DE TOUS LES ÉLÉMENTS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS DES INGÉNIEURS.

NOTES GENERALES

10			
9			
8			
7			
6			
5			
4			
3	POUR CCU	2025-04-02	AC
2	POUR CONSTRUCTION	2024-04-12	AC
1	APPEL D'OFFRES	2023-11-22	AC

EMISSIONS

Montréal Inc.

ARCHITECTURE DE PAYSAGE

PROJET PROF. 2121
FICHIER PROF.
CONCEPTION A.C.
DESSIN A.C.
VÉRIFICATION A.C.
APPROBATION A.C.

Autoriss Crépeau #410

PROFESSIONNELS

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1247761009
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Centre de services scolaire de Montréal
Québec

Service des ressources matérielles
5100, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1V 3R9

École Camille-Laurin, annexe
7700, avenue d'Outremont, Montréal, QC H3N 2L9
Phase 2 - Travaux majeurs de réfection

179 012 930

PROJET

ÉCHELLE A:100

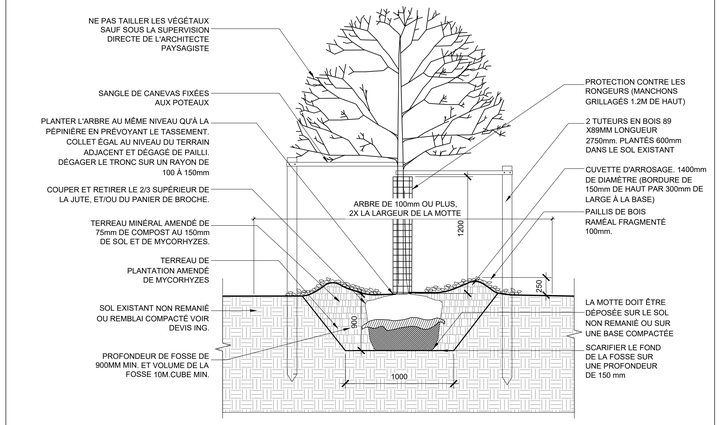
DÉTAIL DE CONSTRUCTION

Y-063 / 10

PAGE

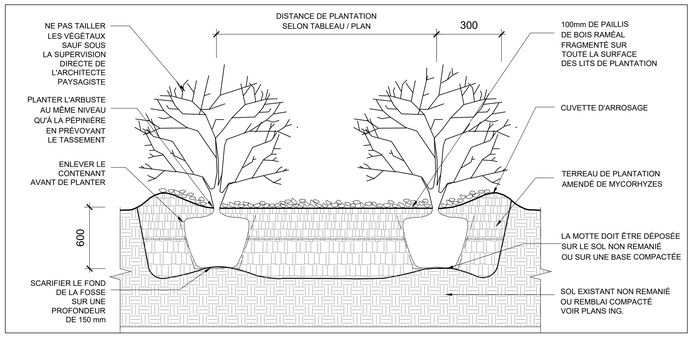
AtoCo_bim0019-5.1.dwg

NOTES:
- SÉLECTIONNER DES ARBRES DONT LA RAMURE DÉBUT À UNE HAUTEUR DE 1.5M MINIMUM.
- S'ASSURER QUE L'ARBRE SOIT PLANTÉ DE FAÇON À CE QUE LE CÔTÉ QUI FAISAIT FACE AU NORD DANS LA PÉPINIÈRE SOIT ORIENTÉ VERS LE NORD.
- LORS DE LA PLANTATION EN TERRAIN INCLINÉ, L'OURLET DE LA CUVETTE DEVRA ÊTRE PLUS ÉLEVÉ.
- LORS DE LA PLANTATION LE LONG D'UNE VOIE DE CIRCULATION AUTOMOBILE, LE DÉGAGEMENT ENTRE LE SOL ET LA COURONNE DOIT ÊTRE DE 1750mm MINIMUM.



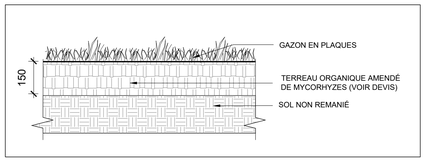
01 Y41|Y64 — ARBRE FEUILLU — 1:20

DÉTAIL TYPE - PLANTATION



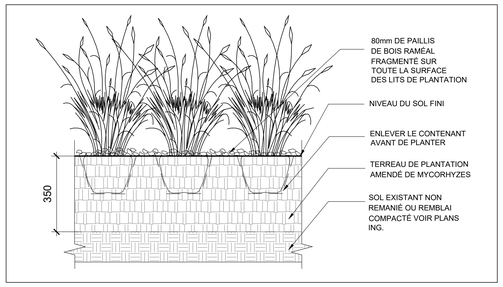
02 Y41|Y64 — ARBUSTE FEUILLU — 1:10

DÉTAIL TYPE - PLANTATION



03 Y41|Y64 — GAZON EN PLAQUES — 1:10

DÉTAIL TYPE - PLANTATION



04 Y41|Y64 — VIVACES — 1:10

DÉTAIL TYPE - PLANTATION

NOTES:
- SÉLECTIONNER DES ARBRES DONT LA RAMURE DÉBUTE À UNE HAUTEUR DE 1.5M MINIMUM.
- S'ASSURER QUE L'ARBRE SOIT PLANTÉ DE FAÇON À CE QUE LE CÔTÉ QUI FAISAIT FACE AU NORD DANS LA PÉPINIÈRE SOIT ORIENTÉ VERS LE NORD.
- LORS DE LA PLANTATION EN TERRAIN INCLINÉ, L'OURLET DE LA CUVETTE DEVRA ÊTRE PLUS ÉLEVÉ.
- LORS DE LA PLANTATION LE LONG D'UNE VOIE DE CIRCULATION AUTOMOBILE, LE DÉGAGEMENT ENTRE LE SOL ET LA COURONNE DOIT ÊTRE DE 1750mm MINIMUM.

06 Y41|Y64 — FOSSE DE PLANTATION EN CONTINUE POUR LES ARBRES DANS LA COUR D'ÉCOLE — 1:20

DÉTAIL TYPE

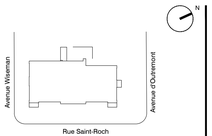
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1247761009
Date : 2025-04-22

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



PLAN - REPÈRE

L'ENTREPRENEUR EST TENU DE VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET DIMENSIONS.
TOUTE ERREUR OU OMISSION DOIT ÊTRE SIGNALÉE AU PROFESSIONNEL CONCERNÉ AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX.
AUCUNE DIMENSION NE DEVRA ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR CE DESSIN.
CE DESSIN NE POURRA ÊTRE UTILISÉ POUR FINS DE CONSTRUCTION QU'APRÈS AVOIR ÉTÉ DÛMENT APPROUVÉ PAR LE PROFESSIONNEL CONCERNÉ.
TOUS LES PLANS, DESSINS ET DEVIS DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ DE BARIN SMITH VIGEANT ARCHITECTES ET NE SAURAIENT ÊTRE UTILISÉS POUR TOUT AUTRE PROJET.
TOUS LES TRAVAUX ET AMÉNAGEMENTS DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX CODES EN VIGUEUR, ENTRE AUTRE : LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT ET TOUS LES RÈGLEMENTS ET DÉROGATIONS ÉMIS PAR LA VILLE CONCERNÉE.
LES DIMENSIONS MONTRÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE D'INFORMATION SEULEMENT ET DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES SUR PLACE.
POUR L'EMPLACEMENT EXACTE DE TOUS LES ÉLÉMENTS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES SE RÉFÉRER AUX PLANS ET DEVIS DES INGÉNIEURS.

NOTES GÉNÉRALES

10			
9			
8			
7			
6			
5			
4	**POUR CCU**	2025-04-02	AC
3	**POUR CONSTRUCTION**	2024-04-12	AC
2	**ADDENDA AP-ADD-02**	2024-02-29	AC
1	**APPEL D'OFFRES**	2023-11-22	AC

ÉMISSIONS

Montréal Inc.

ARCHITECTURE DE PAYSAGE

PROJET PROF. 2121
FICHIER PROF.
CONCEPTION A.C.
DESSIN A.C.
VÉRIFICATION A.C.
APPROBATION A.C.

Antoine Cabasso # 413

PROFESSIONNELS

Centre de services scolaire de Montréal
Québec

Service des ressources matérielles
5100, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1V 3R9

École Camille-Laurin, annexe
7700, avenue d'Outremont, Montréal, QC H3N 2L9
Phase 2 - Travaux majeurs de réfection

179 012 930
PROJET

ÉCHELLE A:100

DÉTAIL DE PLANTATION

Y-064 / 10
PAGE

AI-Cv_cadd019-5.1.dwg

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.19

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1250014001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7746, avenue de Chateaubriand.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA23-14001), les plans A-N1 à A-N15, S-001, S-100, S-101 et S-500 datés du 2 avril 2025, préparés par Jean-Baptiste Le Meur, estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 11 avril 2025 et visant l'agrandissement et l'ajout d'un étage sur le bâtiment situé au 7746, avenue de Chateaubriand.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 13:39

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1250014001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7746, avenue de Chateaubriand.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser l'agrandissement en hauteur du bâtiment situé au 7746, avenue de Chateaubriand. Ce projet est visé par les articles 13 et 14 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement (RCA23-14001) en ce qui concerne les agrandissements visibles de la voie publique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Principales caractéristiques du projet
- Hauteur : 2 étages et 9 mètres
- Taux d'implantation : 40 %
- Nombre de logements : 1 (3 chambres)
- Verdissement : 80 %
- Nombre d'arbres : 0
- Nombre d'unités de stationnement : 0

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
La propriété visée par la demande est un bâtiment de type shoebox construit en 1915. Selon l'évaluation patrimoniale des maisons de type shoebox réalisée en 2018 par l'arrondissement, ce bâtiment présente une valeur patrimoniale bonne, en raison de son ancienneté. La marge avant de la maison de type shoebox actuelle empiète de 0,62 m dans l'emprise publique, ce qui la place en avant de ses bâtiments voisins immédiats.

Ce tronçon de l'avenue de Chateaubriand présente principalement des bâtiments de deux étages de type duplex. À droite de la propriété, on trouve une construction récente de type bâtiment unifamilial. À gauche de la propriété se trouve un bâtiment de deux étages de type duplex. À l'exception du voisin immédiat de droite revêtu de brique grise, l'ensemble des bâtiments voisins sont revêtus de brique de teintes terreuses (beige, rouge et/ou brun) et possèdent de grandes fenêtres verticales. La marge avant du bâtiment voisin de droite est

d’environ 2,5 m et celle du bâtiment voisin de gauche est d’environ 2 m.

Description du projet
Le projet prévoit l'agrandissement du bâtiment par l'ajout d'un étage, dans le but d’augmenter la superficie habitable du logement. Le deuxième étage ajouté s’implanterait avec un recul de 3,5 m par rapport au premier étage, s’alignant avec le bâtiment voisin de droite. La façade avant, le plancher existant et la moitié du mur arrière seraient conservés. Les éléments structuraux ajoutés pour supporter le 2e étage seraient ancrés sur de nouvelles colonnes avec semelles.

L’intervention maintiendrait la volumétrie et la façade du shoebox existant, sans modifications. Le deuxième étage ajouté présenterait un traitement contemporain, des ouvertures verticales et un revêtement de métallique imitant le bois, de couleur gris-brun, le tout surmonté d’un solin métallique de couleur gris foncé. Les fenêtres de l’étage possèderaient un cadre gris foncé, tandis que la porte et les fenêtres existantes du shoebox seraient maintenues avec un cadre blanc.

Au niveau de l'aménagement paysager, le terrain non bâti serait verdi à 80 %, ce qui représente 15 % de plus que le minimum requis de 65 %. Le bâtiment agrandi n'aurait pas d'impact sur l'ensoleillement naturel des propriétés voisines.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- l’immeuble projeté de deux étages assure la continuité et la consolidation du cadre bâti existant, car il présente une marge avant, une hauteur ainsi que des alignements cohérents avec ses voisins existants et projetés;
- le traitement architectural de la nouvelle construction est contemporain, contribuant ainsi à une harmonie et à une intégration adéquate du projet dans son environnement.

À sa séance du 12 mars 2025, le comité consultatif d'urbanisme a demandé le report du projet, car il souhaitait revoir le projet avec les modifications suivantes :

- que la fenestration de l'agrandissement s’intègre mieux dans le voisinage tout en offrant un traitement contemporain;
- que la matérialité de l’agrandissement soit en panneaux métalliques qui n’imitent pas le bois.

À la suite de la réception de ces commentaires, les modifications conséquentes ont été apportées au projet. Ainsi, à sa séance du 9 avril 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport au projet. Le dossier est donc transmis au conseil d'arrondissement pour approbation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Valeur approximative des travaux : 223 100 $
Frais d'étude de la demande de permis : 2 936 $
Frais de PIIA : 750 $

MONTRÉAL 2030

Le projet répond adéquatement aux objectifs et critères de PIIA adoptés conformément aux objectifs de Montréal 2030.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement
Ce projet s'inscrit dans la priorité de l'arrondissement 2025, soit la transition écologique et le verdissement, par un verdissement de la propriété supérieure au minimum requis (80 % au lieu du 65 % exigé), ce qui permettra de réduire l'effet d'îlot de chaleur en plus de contribuer à la résilience lors des grandes pluies.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy ELIAS
Architecte - Planification

Tél : 514 868-3160
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-17

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1250014001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7746, avenue de Chateaubriand.


Localisation du site.png

Normes réglementaires.pdf

Plans estampillés.pdf

PIIA_Objectifs et critères.pdf

PV_CCU_2024-03-12.pdf

PV_CCU_2024-04-09.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy ELIAS
Architecte - Planification

Tél : 514 868-3160
Télécop. :

6.3 PIIA : 7746, avenue de Chateaubriand	
Présenté par	**Invités**
Nancy Elias Architecte - planification	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7746, avenue de Chateaubriand.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur:

- les éléments patrimoniaux intéressants à préserver du bâtiment existant;
- la raison derrière la disposition désaxée des fenêtres;
- la présence de fenêtres dans la douche ou bain;
- le plan d'aménagement qui illustre les ouvertures de la proposition 1;
- le manque d'intégration du revêtement et des ouvertures à l'étage, le gabarit des fenêtres des deux propositions, l'absence d'alignement avec le voisin et son rez-de-chaussée;
- le revêtement métallique en faux-bois en façade, qui ne s'intègre pas au voisinage ni par sa couleur ni par l'apparence de bois;
- la présence d'un revêtement de vrai bois sur le bâtiment adjacent;
- le revêtement de vrai bois qui vieillit mal et dont la garantie est très limitée;
- l'absence d'intimité due à l'ajout d'une grande fenêtre dans la salle de bain;
- la composition de la façade qui n'est pas balancée;
- la recherche à faire selon le contexte d'insertion actuel, soit par un des deux voisins immédiats, tel que l'apparence très structurée et contemporaine du voisin de droite;
- la nouveauté du bâtiment de droite et l'intégration qui pourrait être difficile;
- le réajustement du bas des fenêtres avec un des bâtiments adjacents;
- la possibilité de créer un peu d'horizontalité comme la propriété voisine, pour offrir un traitement contemporain;
- la matérialité proposée qui s'apparente à du lambris et le souhait de s'éloigner de l'imitation de bois et d'opter pour des panneaux de métal.

CCU25-03-12-PIIA02	**Résultat : Report**

CONSIDÉRANT

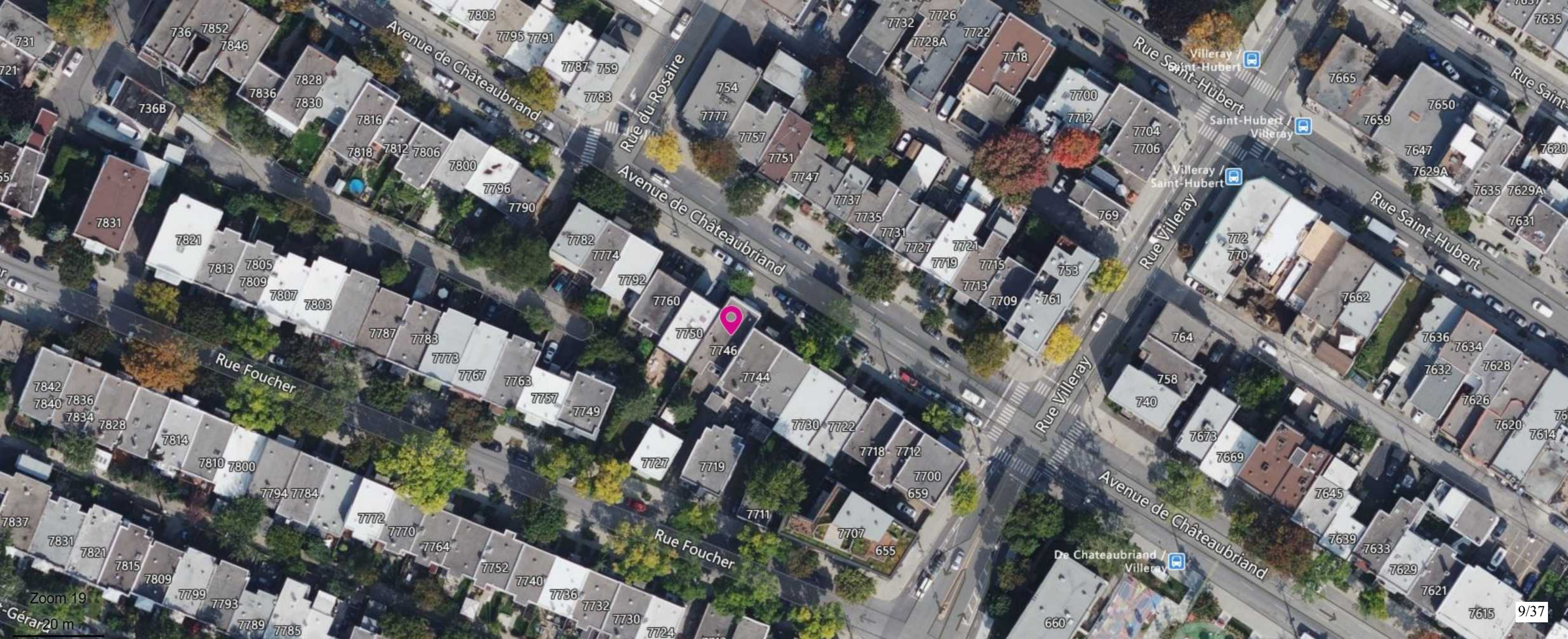
L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PIIA;

Les membres du comité reportent la formulation d'une recommandation au conseil d'arrondissement à une séance subséquente. Ils souhaitent revoir le dossier avec les modifications suivantes:

- que la fenestration de l'agrandissement s'intègre mieux dans le voisinage tout en offrant un traitement contemporain;
- que la matérialité de l'agrandissement soit en panneaux métalliques qui n'imitent pas le bois.

Il est proposé par Camilla Chiari
appuyé par Inès Talbi
ADOPTÉ à l'unanimité.

6.1 PIIA : 7746, ave. De Chateaubriand	
Présenté par	**Invités**
Nancy Elias Architecte - planification	Aucun
Objet	
Approuver, conformément au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement (RCA23-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7746, avenue de Chateaubriand.	
Commentaires	
Les commentaires ont porté sur : - l'alignement des fenêtres dans l'ancienne proposition qui manquait de cohérence; - le rythme des fenêtres et la raison du dégagement inégal dans la nouvelle proposition; - le plan de l'étage; - la présence et l'emplacement de la fenêtre dans la salle de bain; - la visibilité de la douche depuis la voie publique; - l'amélioration de l'intégration architecturale; - la simplicité de la proposition et son acceptabilité; - le retrait et remplacement du revêtement extérieur métallique imitant le bois.	
CCU25-04-09-PIIA01	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le PIIA; Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée. Il est proposé par Camilla Chiari appuyé par Bruno Morin ADOPTÉ à l'unanimité.	


Avenue de Châteaubriand
Rue du Rosaire
Rue Saint-Hubert
Rue Villeray
Rue Foucher
Villeray / Saint-Hubert
Saint-Hubert / Villeray
De Chateaubriand / Villeray
7746
Zoom 19
20 m
9/37

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : H02-087**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.2	H.3					
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

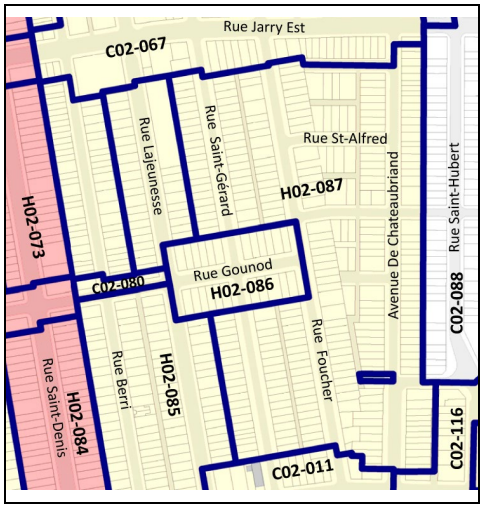
CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/9	0/9					
En étage	min/max	2/2	2/2					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/60	35/60					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2/3,5	2/3,5					
Avant secondaire	min/max (m)	0/3	0/3					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40 (i)	10/40 (i)					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80 (i)	80 (i)					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	A						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières (i) Ces normes peuvent être plus restrictives pour les interventions assujetties au Chapitre VIII du Titre II intitulé « Secteurs et immeubles d'intérêt patrimonial et bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur ».	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	2
PAE	-

CARTE DE LA ZONE



MISES À JOUR

01-283-107-04 (2020-11-03), 01-283-108 (2021-01-19)
01-283-116 (2023-04-04), 01-283-119 (2024-09-03)

***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

AJOUT D'UN ÉTAGE
7746 Chateaubriand, Montréal

CONTACT

Jean-Baptiste Le Meur
7746 Chateaubriand, Montréal
t : 438.509.7919

INDEX

A-N1	Certificat de localisation
A-N2	Plans de l'existant - Sous-sol
A-N3	Plans de l'existant - Rez-de-chaussée
A-N4	Plans nouveaux - Rez-de-chaussée
A-N5	Plans nouveaux - Etage
A-N6	Plans nouveaux - Toiture (implantation)
A-N7	Verdissement
A-N8	Elévations nouvelles - Rue
A-N9	Elévations nouvelles - Arrière
A-N10	Coupe - Longitudinale
A-N11	Coupe technique et détails
A-N12	Modélisations
A-N13	Matériaux
A-N14	Matériaux
A-N15	Estimation
Annexe 1	Plans d'ingénierie



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

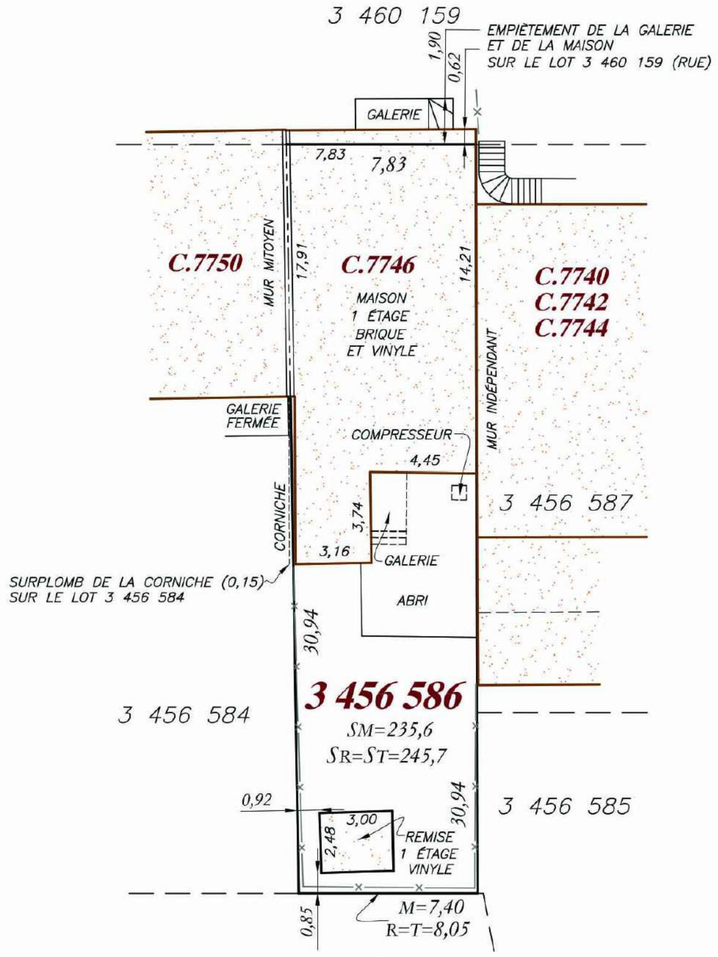
Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

Ce plan qui est partie intégrante du certificat de localisation a été préparé pour des fins de vente et/ou d'hypothèque, il ne pourra pas être utilisé ou invoqué à d'autres fins et tout autre usage devra faire l'objet d'une autorisation écrite du soussigné.

AVENUE DE CHÂTEAUBRIAND



LÉGENDE

CLÔTURE		POTEAU	
SERVICES AÉRIENS		HAUBAN	
HAIE		LAMPADAIRE	
REPÈRE D'ARPENTAGE TROUVÉ		BORNE–FONTAINE	

M= MESURE ADOPTÉE PAR L'ARPENTEUR–GÉOMÈTRE
R= MESURE RÉNOVATION CADASTRALE
C= MESURE AU CADASTRE AVANT RÉNOVATION
T= MESURE AUX TITRES
TC= MESURE AUX TITRES AVANT RÉNOVATION CADASTRALE

Levé sur le terrain le 13-07-2017 | **zone : 0192**

GROUPE SR Arpenteurs-Géomètres

Stéphan Roy & Ass.
255, boul. Curé-Labelle,
Bureau 100
Laval, Québec H7L 2Z9
Tél.: (514) 990-2333
Téléc.:(450) 963-2508
www.groupesr.ca

PLAN QUI EST PARTIE INTÉGRANTE DU CERTIFICAT DE LOCALISATION

Préparé et signé à Laval par:

SEIFEDDINE RIAHI, arpenteur–géomètre

LOT(S) NO(S): 3 456 586
CADASTRE OFFICIEL: DU QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL (VILLERAY–SAINT–MICHEL–PARC–EXTENSION)

Copie conforme à l'original:

Laval le: _____ _____ *arpenteur–géomètre*

Dessiné par: M.G. *Calculé par:* M.CH.

ÉCHELLE: 1:250 *DOSSIER:* S–68 091–1

MINUTE: 815 *DATE:* 18–07–2017

- Les mesures sont prises sur les murs de fondation.
- Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI). 1 pied (mesure anglaise) = 0,3048 mètre.

AJOUT D'UN ÉTAGE
7746 CHATEAUBRIAND, MONTRÉAL

DESSINÉ PAR

JEAN-BAPTISTE LE MEUR
7746 CHATEAUBRIAND, MONTRÉAL
T : 438.509.7919

Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

LÉGENDE DES MATÉRIAUX

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

Direction du développement du territoire

TITRE
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Ville de Montréal

ÉCHELLE
GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

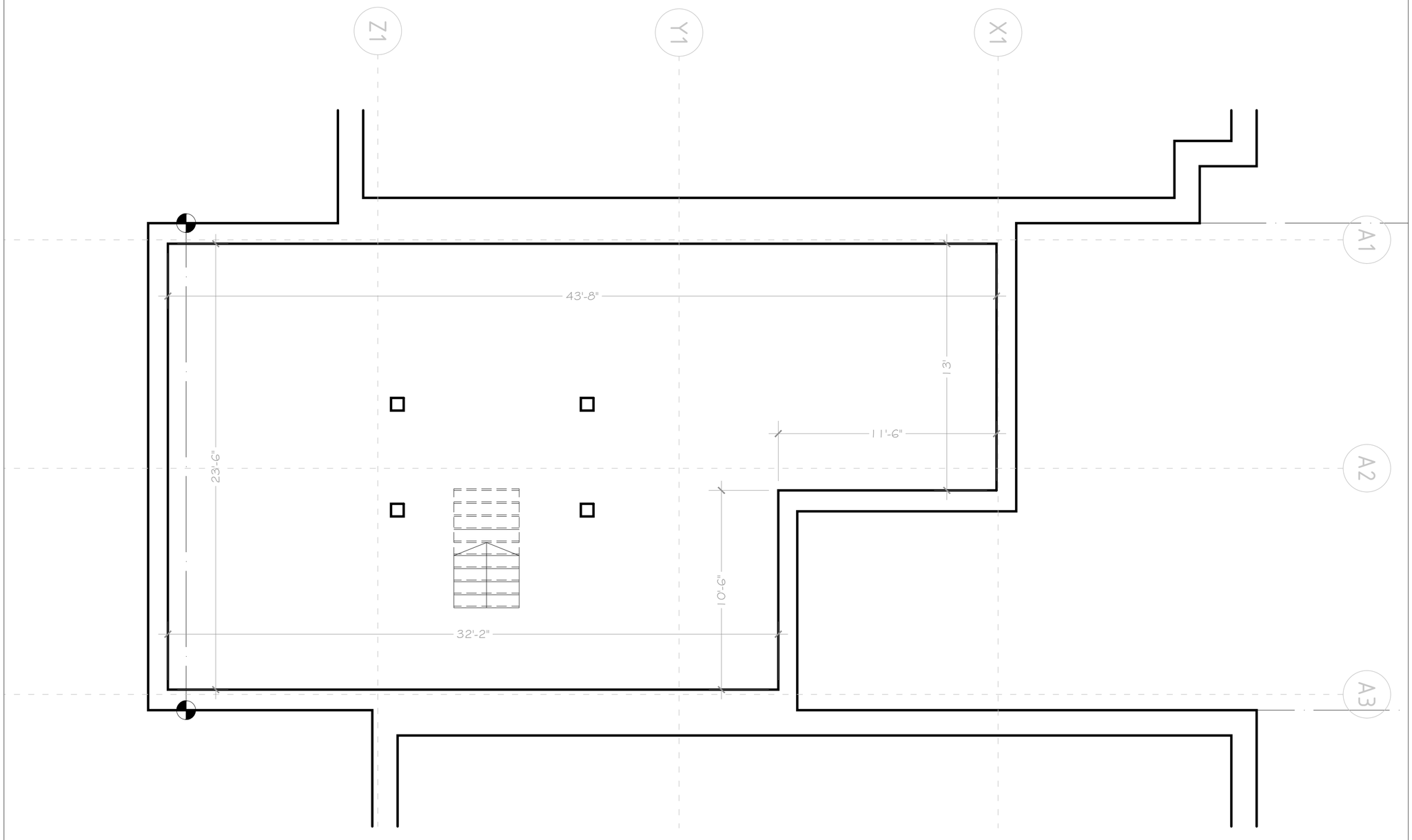
PAGE
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 Chateaubriand, Montréal

Dessiné par

Jean-Baptiste Le Meur
7746 Chateaubriand, Montréal
T : 438.509.7919



Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

Légende des matériaux

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

Titre

Échelle

Page

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

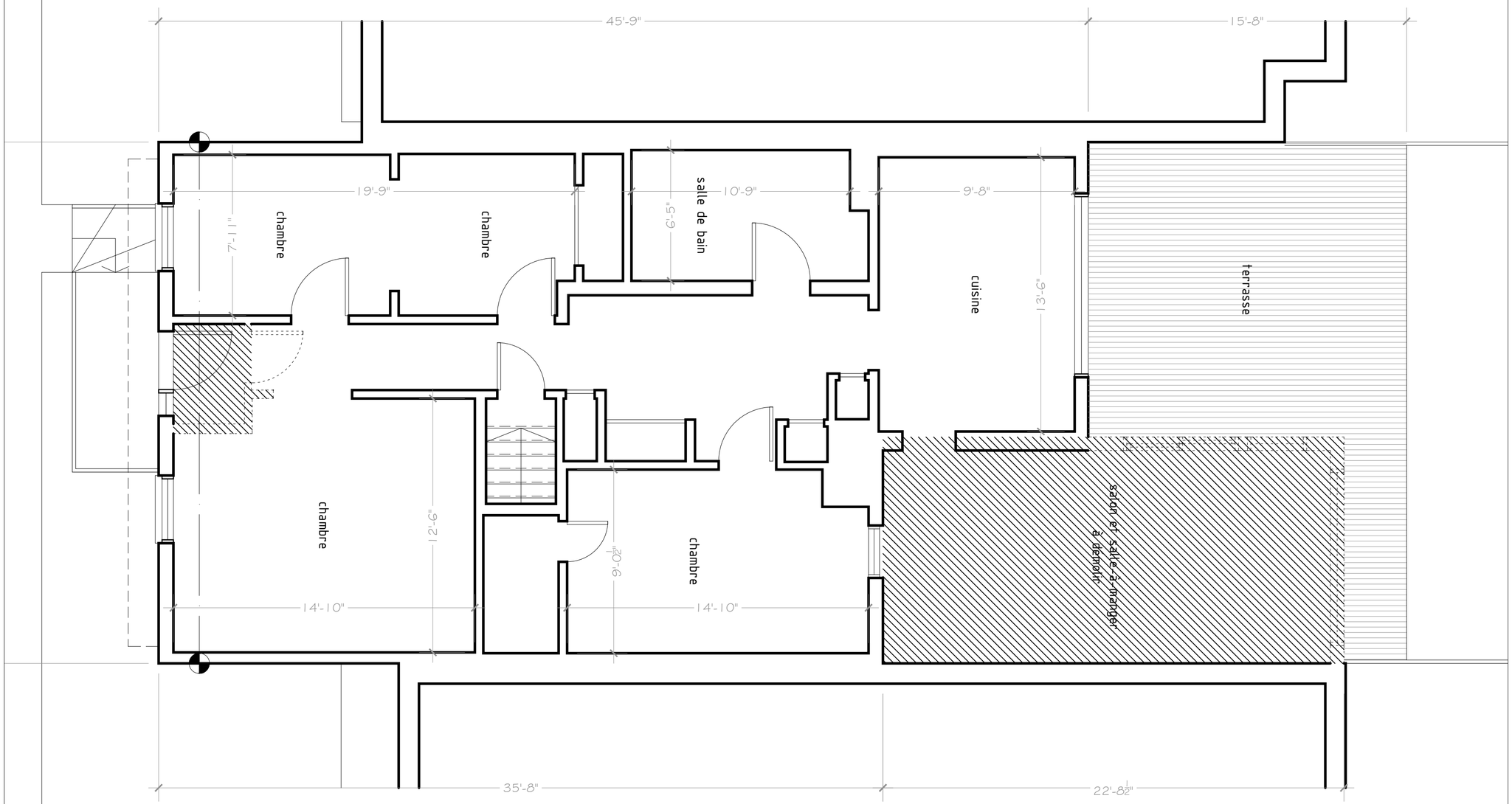
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 Chateaubriand, Montréal

Dessiné par

Jean-Baptiste Le Meur
7746 Chateaubriand, Montréal
T : 438.509.7919



Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

Légende des matériaux

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

Titre

Échelle

Page

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 Chateaubriand, Montréal

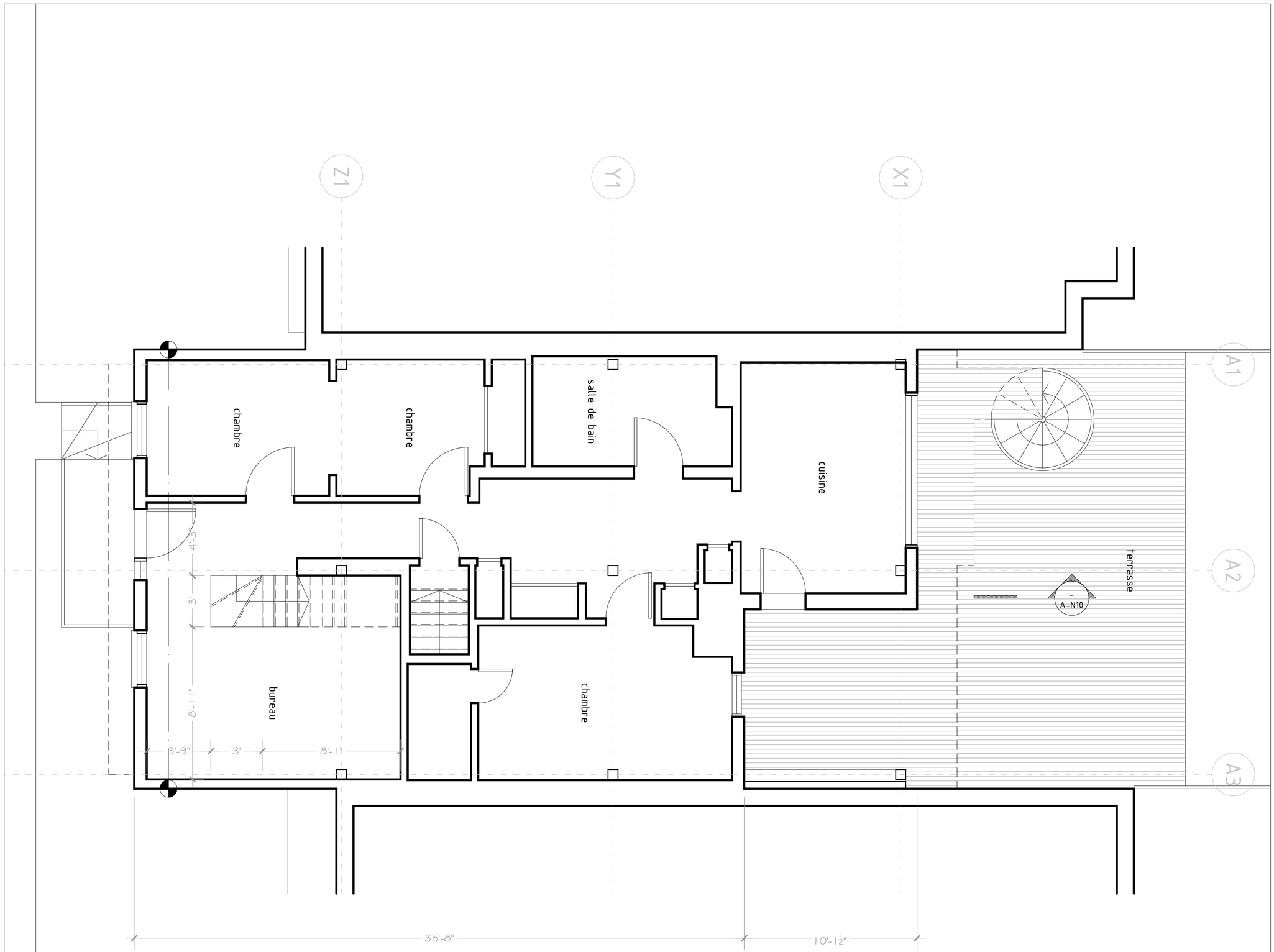
Dessiné par

Jean-Baptiste Le Meur
7746 Chateaubriand, Montréal
T : 438.509.7919

Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.



Légende des matériaux

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

Titre

Échelle

Page

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 Chateaubriand, Montréal

Dessiné par

Jean-Baptiste Le Meur
7746 Chateaubriand, Montréal
T : 438.509.7919

Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

Légende des matériaux

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

Titre

Échelle

Page

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 CHATEAUBRIAND, MONTRÉAL

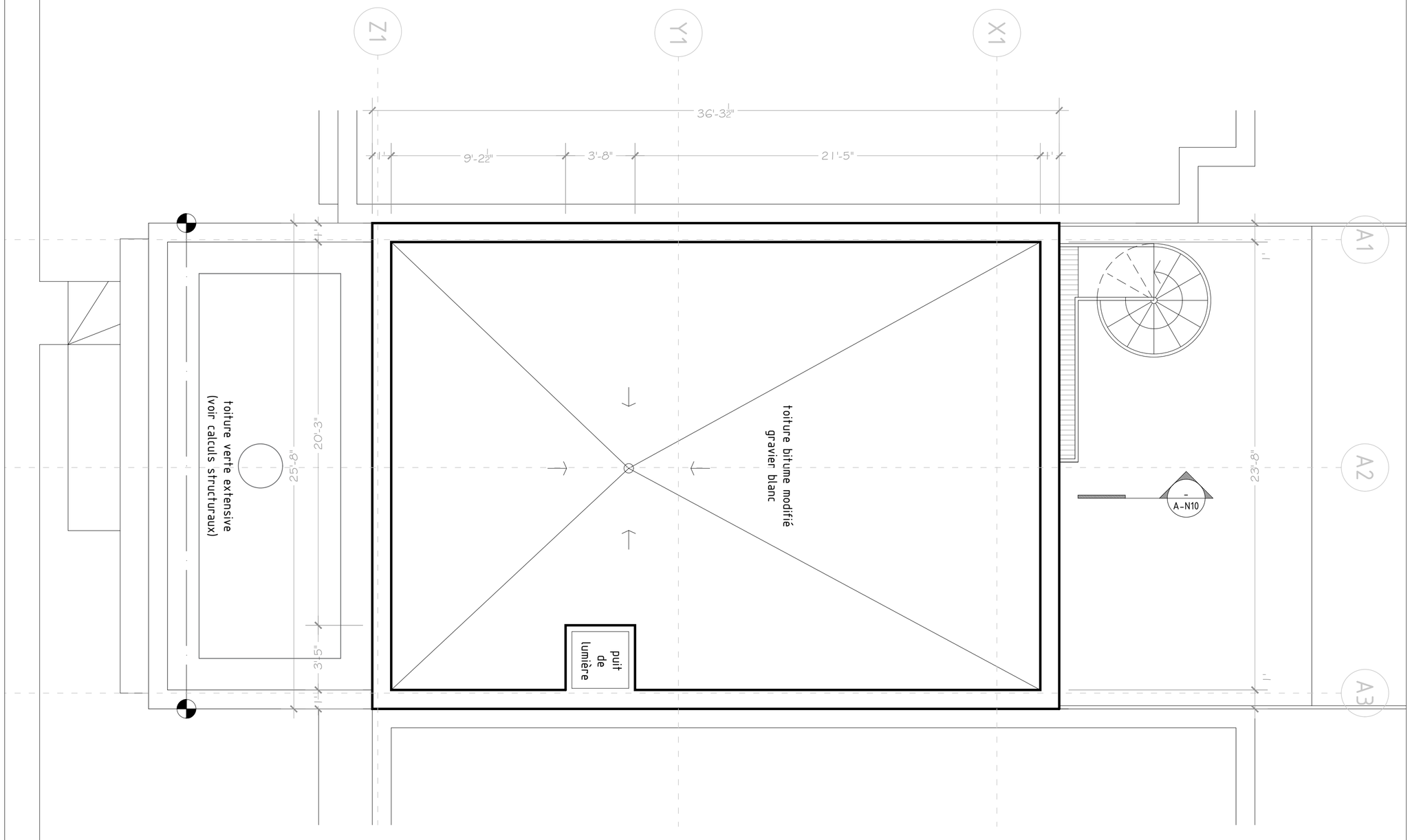
DESSINÉ PAR

JEAN-BAPTISTE LE MEUR
7746 CHATEAUBRIAND, MONTRÉAL
T : 438.509.7919

Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.



LÉGENDE DES MATÉRIAUX

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

TITRE

ÉCHELLE

PAGE

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

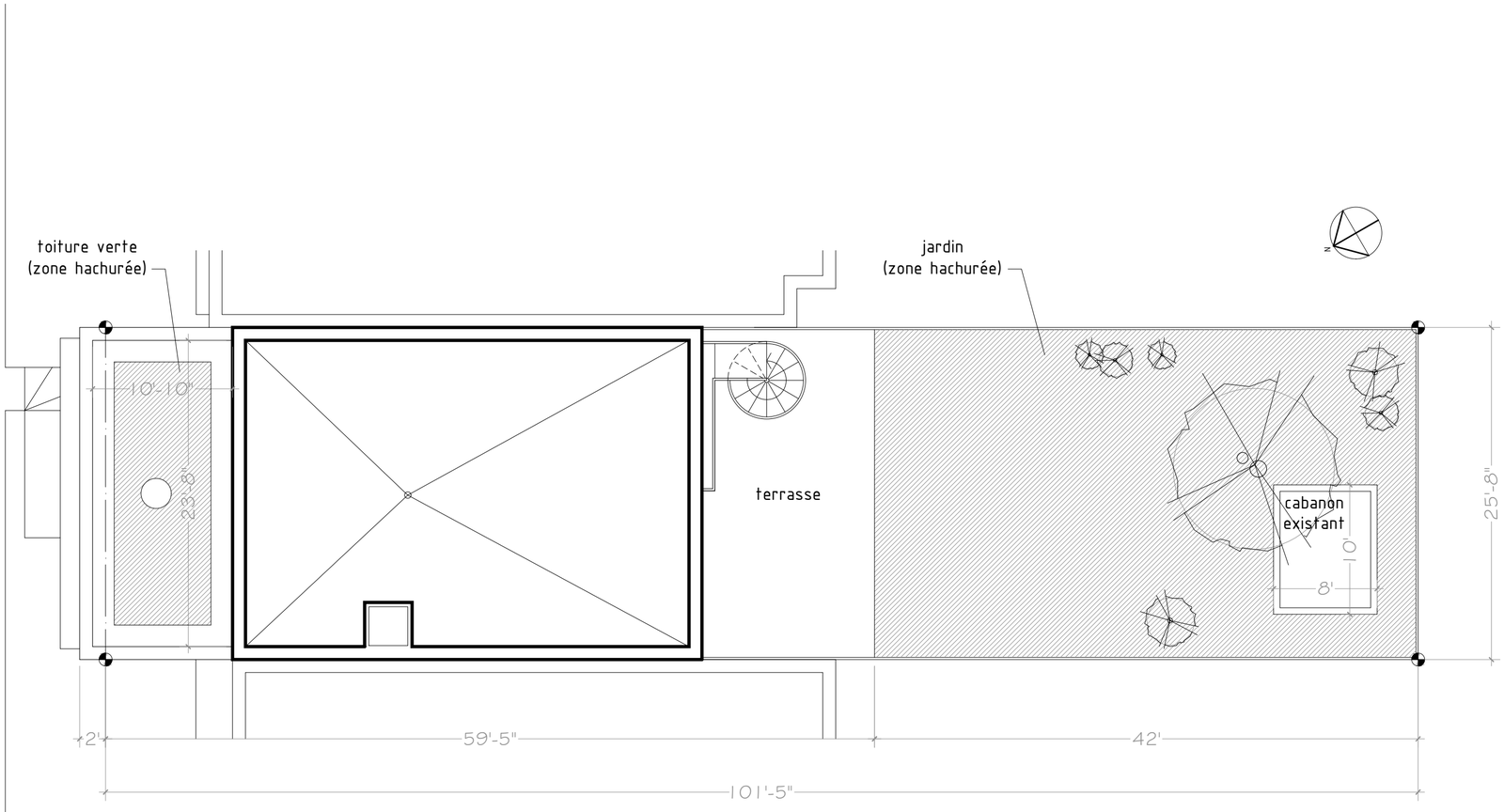
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 Chateaubriand, Montréal

Dessiné par

Jean-Baptiste Le Meur
7746 Chateaubriand, Montréal
T : 438.509.7919



Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

Légende des matériaux

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

Titre

Échelle

Page

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

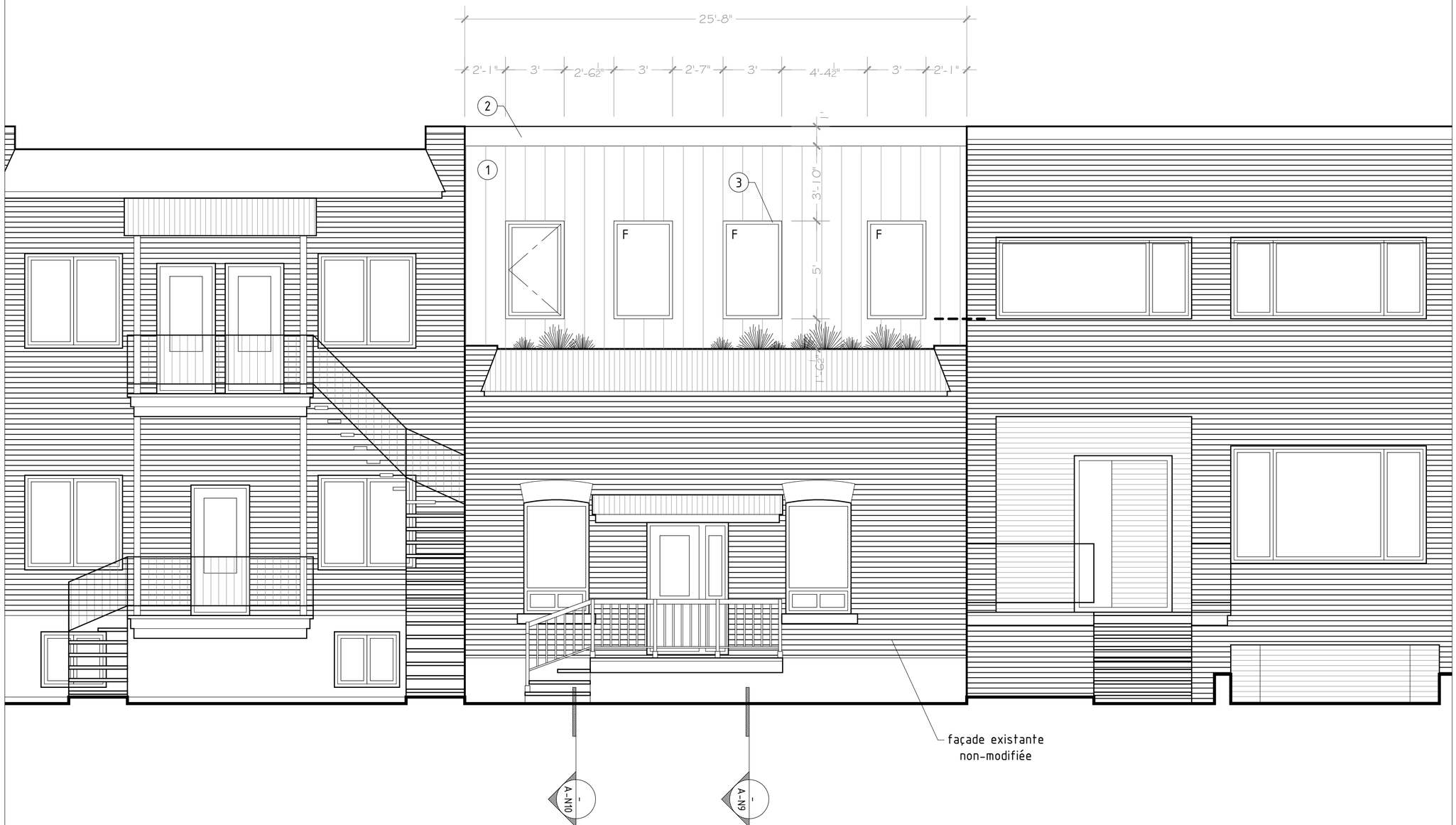
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 Chateaubriand, Montréal

Dessiné par

Jean-Baptiste Le Meur
7746 Chateaubriand, Montréal
T : 438.509.7919



Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

Légende des matériaux

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

Titre

Échelle

Page

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

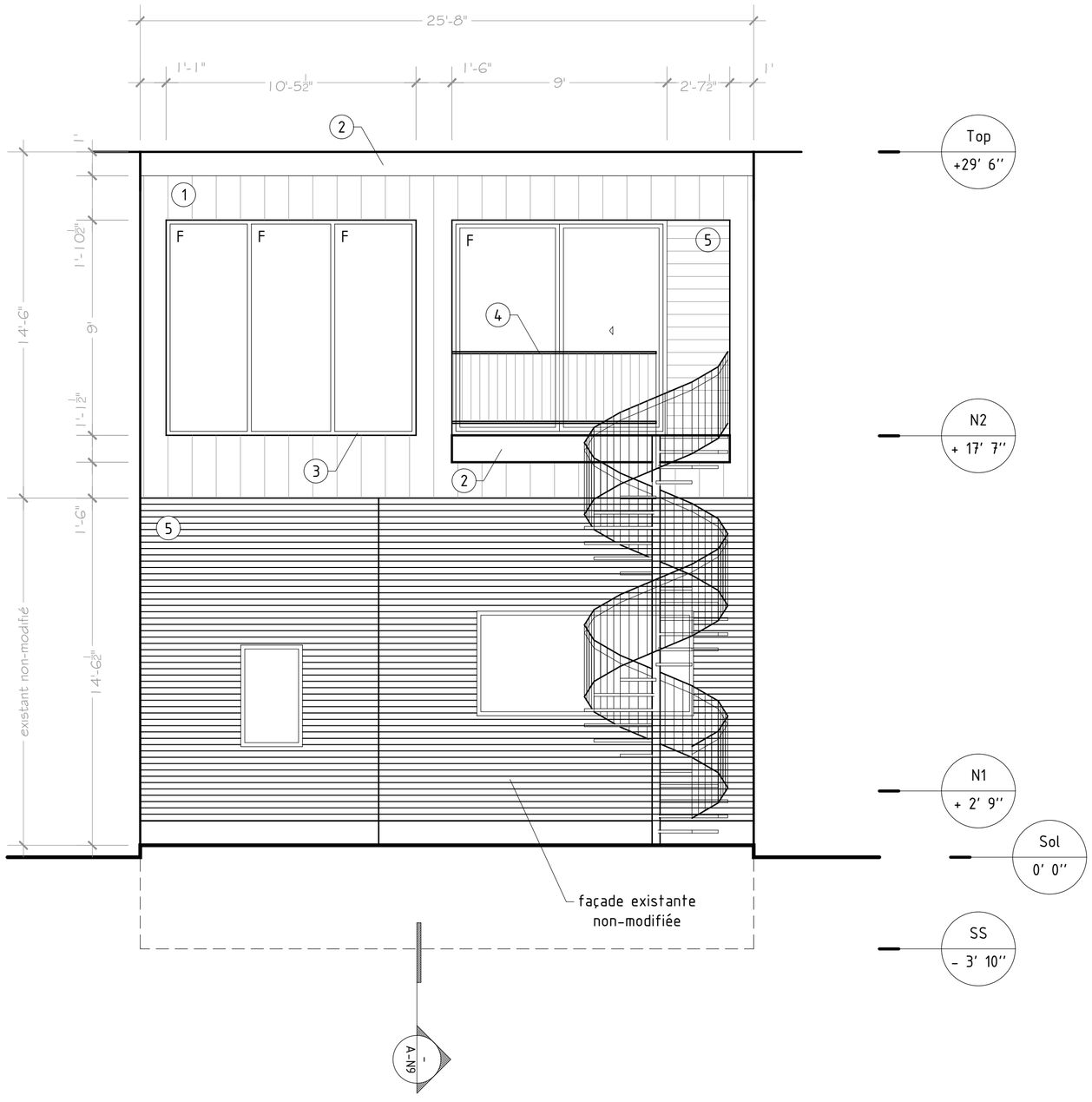
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 CHATEAUBRIAND, MONTRÉAL

DESSINÉ PAR

JEAN-BAPTISTE LE MEUR
7746 CHATEAUBRIAND, MONTRÉAL
T : 438.509.7919



Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

LÉGENDE DES MATÉRIAUX

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

TITRE

ÉCHELLE

PAGE

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

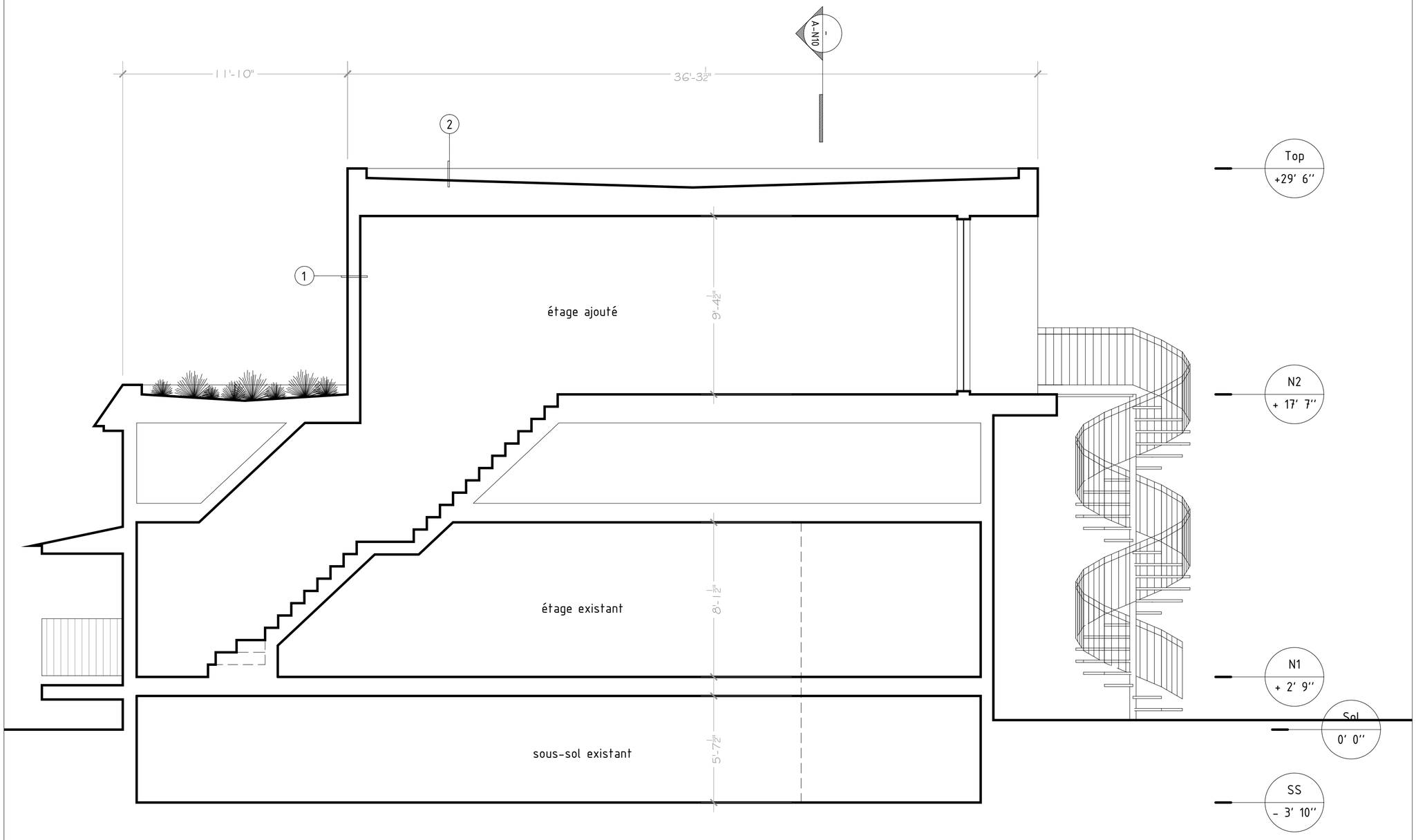
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 Chateaubriand, Montréal

Dessiné par

Jean-Baptiste Le Meur
7746 Chateaubriand, Montréal
T : 438.509.7919



Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

Légende des matériaux

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

Titre

Échelle

Page

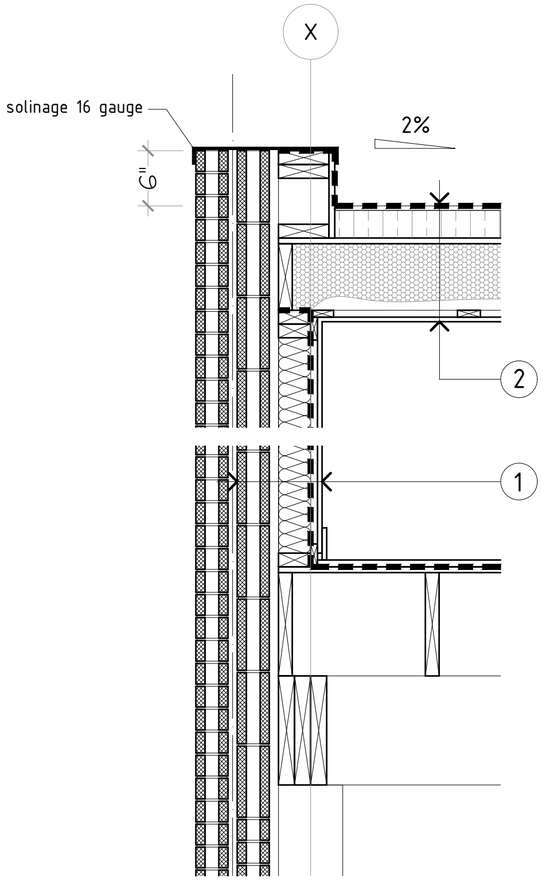
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

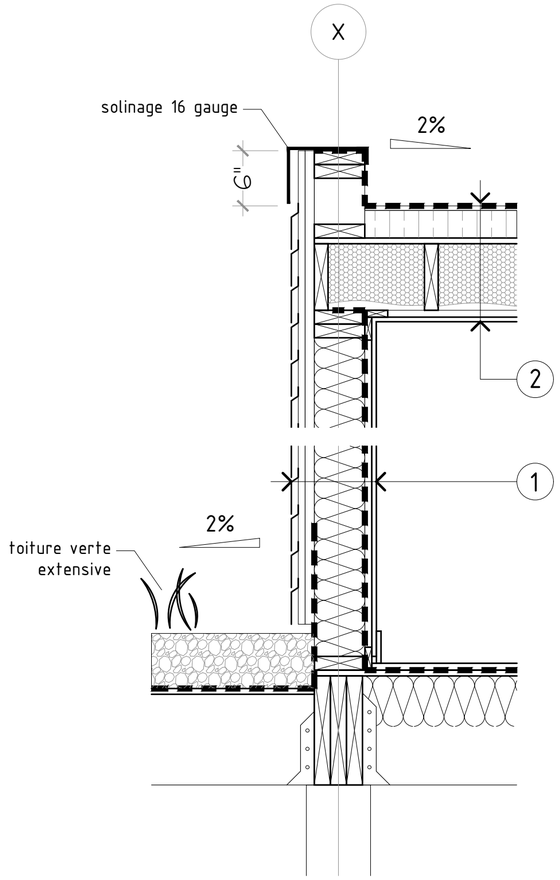
Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

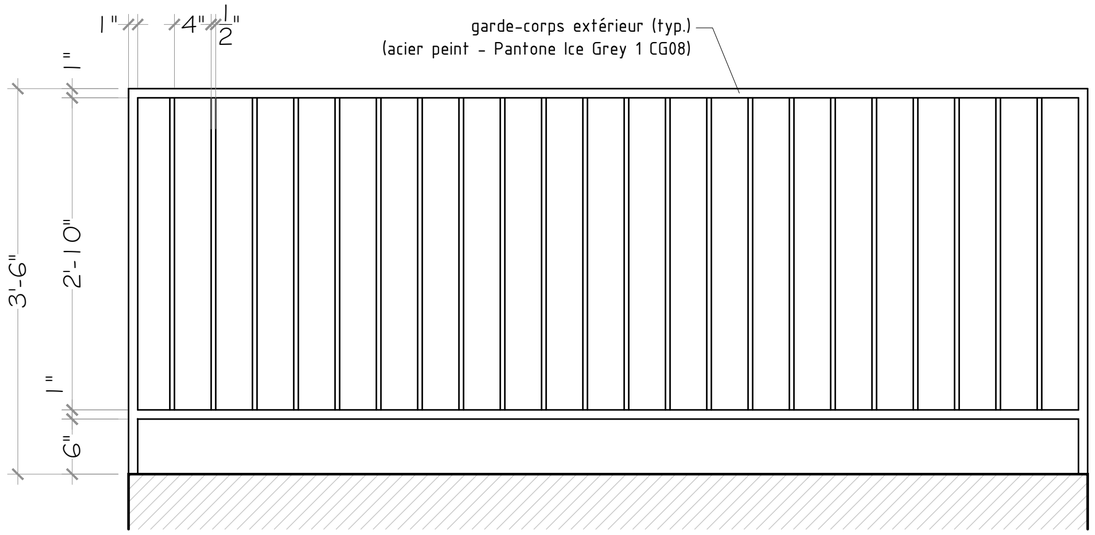
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



COUPE TECHNIQUE SUR MUR MITOYEN



COUPE TECHNIQUE SUR FAÇADE



1 COMPOSITION TYPE 1 (MUR EXTÉRIEUR) :
- gypse 1/2
- fourrure
- pare-vapeur
- 2x6 et isolant de laine de verre
- polytyrène 1'' et pare-pluie
- fourrure
- revêtement

2 COMPOSITION TYPE 2 (TOITURE) :
- gypse 1/2
- fourrure
- structure et uréthane giclée
- contreplaqué 5/8
- isolant de pente
- membrane de toiture

3 COMPOSITION TYPE 3 (MUR MITOYEN) :
- gypse 1/2
- fourrure
- pare-vapeur
- 2x4 et isolant de laine de verre
- maçonnerie 4''

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 Chateaubriand, Montréal

Dessiné par

Jean-Baptiste Le Meur
7746 Chateaubriand, Montréal
T : 438.509.7919

Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

Légende des matériaux

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

Titre

Échelle

Page

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 Chateaubriand, Montréal





Dessiné par

Jean-Baptiste Le Meur
7746 Chateaubriand, Montréal
T : 438.509.7919

Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

Légende des matériaux

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

Titre

Échelle

Page

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

GENTEK

METALUNIC

Vous désirez un revêtement en bois sans devoir vous préoccuper de son entretien?

Optez pour notre nouveau revêtement Le Distinction qui, grâce à son système de peinture nuancé, imite parfaitement les différents tons du bois véritable. Ne cherchez plus, ce revêtement métallique saura vous séduire!

Nuances de bois



Nuances de Gris



Aperçu | Collection de couleurs | Littérature

Caractéristiques

- Installation sur mur.
- Boîte renfermant chacune 12 planches.
- Chaque boîte Distinction couvre 63 pieds carrés et chaque boîte Moderno couvre 67,5 pieds carrés.
- Livrable en acier 26 ga.
- Système de peinture haute performance appliqué sur de l'acier galvanisé G90.
- Livrable en 3 séries de couleurs : Série Bois, Série Bois Nuance et Série Granite

Avantages

- Aucune vis apparente.
- Système de couleurs nuancés disponible – Série Bois Nuance.
- Système de couleurs mats disponible – Série Granite.
- Pose à l'horizontale et à la verticale.
- Recouvert d'une peinture anti corrosion qui assure une durabilité à long terme.
- Imitation du bois véritable.
- Garantie limitée de 40 ans



METAL BLOCK

Fiche technique

MAC METAL ARCHITECTURAL

Profilés muraux sans vis apparentes en acier prépeint











DESCRIPTION

Profilé conçu pour une installation murale et une pose verticale, horizontale ou diagonale. De conception unique, le Metal Block est la solution parfaite pour ceux désirant ajouter une signature architecturale à leur projet. Offert dans plusieurs formats, il sera votre allié pour laisser libre cours à votre créativité.

GARANTIE

Puisque nous utilisons un acier de grade supérieur et un procédé de peinture incomparable qui assurent longévité et robustesse, MAC propose à sa clientèle sa Garantie Quiétude de 40 ans.

GARANTIE D'INSTALLATION

Advenant le cas où un problème surviendrait lors de l'installation des profilés. Il est absolument nécessaire de signaler la situation immédiatement auprès de votre fournisseur avant de poursuivre avec le reste de l'installation. Advenant le cas où un problème surviendrait lors de l'installation des profilés, Pour les profilés Metal Block, le fournisseur devra être avisé avant l'installation de 500 pi². Au-delà de 500 pi², la responsabilité de l'installation revient à l'installateur.

DONNÉES PHYSIQUES RELATIVES AU PROFILÉ

Dimensions	
Longueur standard	Assortie sur mesure selon les plans et les devis jusqu'à 60 pi (18.29 m)
Hauteur couvrante	12 po (305 mm)
Épaisseur (profondeur)	1 po (25.4 mm)
Poids par panneau	24 j | 1.32 lb/pi² (0.6 kg/pi²) 22 j | 1.65 lb/pi² (0.75 kg/pi²)
Ouvertures pour vissage	0.75 x 0.1875 po (19 mm x 4.8 mm)
Intervalles des orifices de vissage	1.5 po (39.1 mm) OU 2.25 po (57.2 mm)
Rainure transversale	Standards au 24 po (609.6 mm) ou sur mesure de 12 po (304.8 mm) à 42 po (1 066.8 mm)
Option soffite ventilé	En po² par pi Lin installé
Ventilation	4.5940 po²/pi. lin.
Calibres offerts en acier | Grade 33 SS (230) galvanisé Z275 (G90) selon ASTM A653/A653M	
Calibre	24 j | 22 j (sur demande)
Emballage	
Format emballage simple	26 1/2 po x 31 7/8 (max) x Longueur sur mesure | 50 panneaux
Installation	
Orientation d'installation	horizontale | verticale | diagonale

MACmetalarchitectural.com

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 Chateaubriand, Montréal

Dessiné par

Jean-Baptiste Le Meur
7746 Chateaubriand, Montréal
T : 438.509.7919

Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

Légende des matériaux

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

Titre

Échelle

Page

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

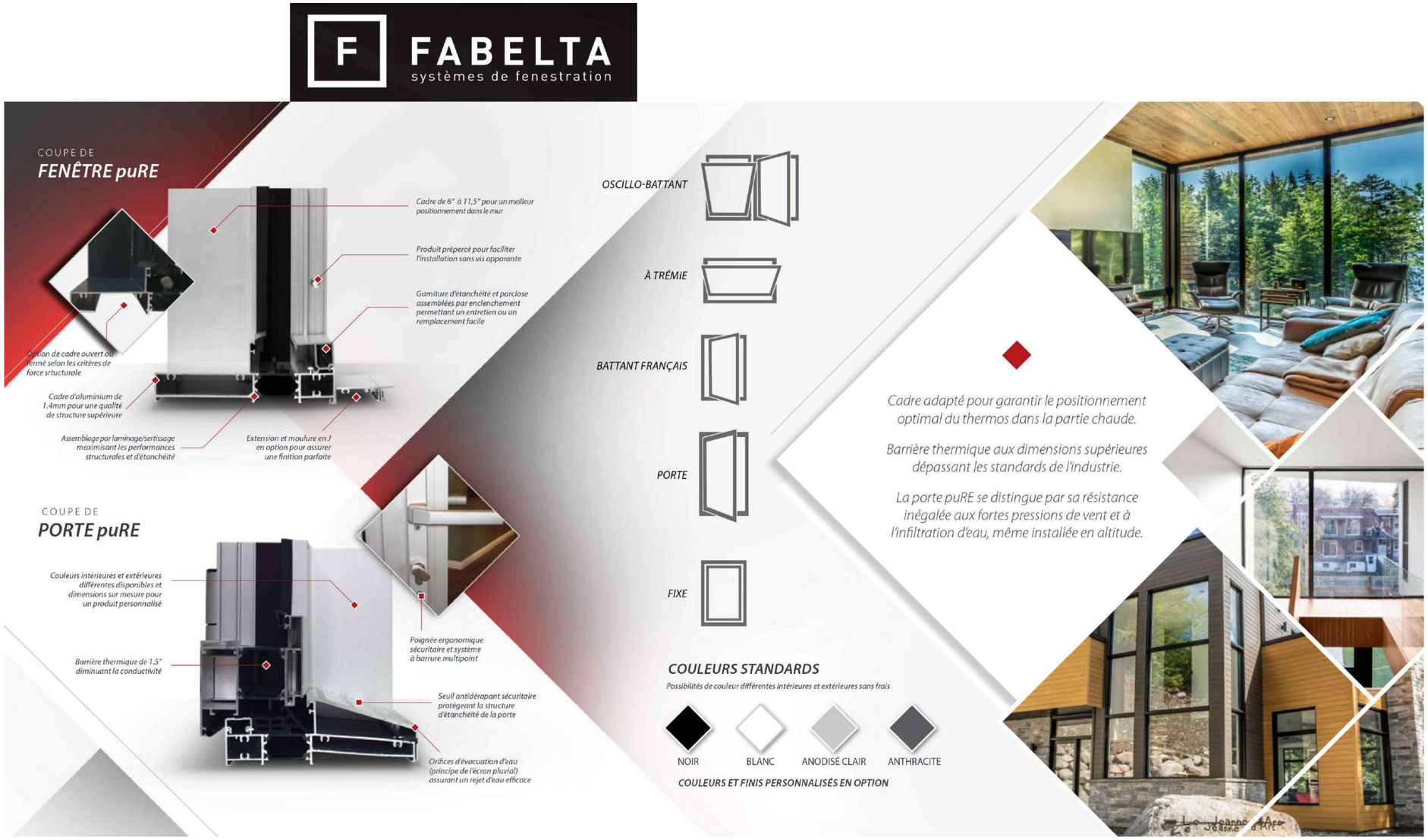
Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 Chateaubriand, Montréal

Dessiné par

Jean-Baptiste Le Meur
7746 Chateaubriand, Montréal
T : 438.509.7919



Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

Légende des matériaux

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

Titre

Échelle

Page

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

PHASES		COÛT ESTIMÉ
préparation chantier		1 000 $
fondations		8 000 $
structure		22 000 $
revêtement intermédiaire		4 000 $
toiture		16 000 $
fenêtres et portes		35 000 $
revêtement extérieur		25 000 $
balcon et escalier		15 000 $
escalier intérieur		3 000 $
ragréage rez-de-chaussée		3 000 $
isolation		6 000 $
électricité		7 000 $
plomberie		6 000 $
ventilation		5 000 $
finition intérieure		12 000 $
cuisine		15 000 $
salles de bain		8 000 $
terrassement		3 000 $
toiture verte		4 000 $
total		194 000 $
total avec taxes		223 100 $

AJOUT D'UN ÉTAGE

7746 Chateaubriand, Montréal

Dessiné par

Jean-Baptiste Le Meur
7746 Chateaubriand, Montréal
T : 438.509.7919

Émissions

01	Dépôt	2024.12.xx
02	Modifications - Commentaires Ville 1	2025.02.20
03	Modifications - Commentaires Ville 2	2025.03.05
04	Modifications - Commentaires Ville 3	2025.04.02

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

Légende des matériaux

1. MAC - Metal Block - Charcoal
2. solinage (typ.) - charcoal
3. cadre aluminium - charcoal
4. acier vernis (typ.) - charcoal
5. Gentek - clin imitation bois

Titre

Échelle

Page

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



BÂTIMENT EXISTANT À L'ÉTUDE

DISCIPLINE : STRUCTURE

No DOSSIER : OPT240203

DATE DE L'ÉMISSION : 2024-11-26

TITRE DE L'ÉMISSION : ÉMIS POUR COORDINATION

STRUCTURE

OptiCore
Ingénieurs en structure

4388 rue Saint-Denis, Suite #200
Montréal, QC, H2J 2L1

(t) 438-940-5057
(c) info@opticoreing.com
(s) www.opticoreing.com

ARCHITECTURE

CLIENT

M. JEAN-BAPTISTE LE MEUR ET MME. SERINA NISHIOKA

7746 RUE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QC, H2R 2M3

NOM DU PROJET

AJOUT D'ÉTAGE

ADRESSE DU PROJET

7746 RUE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QC

TABLEAU DES ÉMISSIONS

No PLAN	TITRE DU PLAN	No. RÉVISION	DATE DE L'ÉMISSION	TITRE DE L'ÉMISSION
S-000	PAGE COUVERTURE	1	2024-11-26	ÉMIS POUR COORDINATION
S-001	NOTES GÉNÉRALES ET DEVIS	1	2024-11-26	ÉMIS POUR COORDINATION
S-100	PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE	1	2024-11-26	ÉMIS POUR COORDINATION
S-101	PLAN DE L'ÉTAGE	1	2024-11-26	ÉMIS POUR COORDINATION
S-500	DÉTAILS TYPIQUES	1	2024-11-26	ÉMIS POUR COORDINATION

Direction du développement du territoire

Arrondissement de
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

EXIGENCES GÉNÉRALES

1 - LES TRAVAUX FAISANT L'OBJET DU PRÉSENT CONTRAT SONT LOCALISÉS AU BÂTIMENT SITUÉ AU 7746 RUE CHATEAUBRIAND, MONTRÉAL, QUÉBEC. SEUL LES ÉLÉMENTS CIBLÉS DANS LES PLANS DE STRUCTURE DU PRÉSENT DOCUMENT SONT ASSUJETTIS PAR LE CONTRAT PROFESSIONNEL.

2 - LES CODES, NORMES ET RÉFÉRENCES UTILISÉS POUR LA CONCEPTION ET QUI DOIVENT ÊTRE UTILISÉS POUR LA CONSTRUCTION SONT :
- CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC - CHAPITRE I
- CODE NATIONAL DU BÂTIMENT DU CANADA
- STRUCTURE EN BÉTON : CSA A23.3-14
- CHARPENTE EN BOIS : CSA O86-14

GÉNÉRALITÉS

1 - AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, IL EST ESSENTIEL DE VÉRIFIER LES ÉLÉVATIONS ET LES DIMENSIONS RELATIVES À LA STRUCTURE EXISTANTE (LE CAS ÉCHÉANT), LES CONDITIONS D'ACCÈS, L'ENCOMBREMENT DES LIEUX, AINSI QUE LES EXIGENCES DU PROPRIÉTAIRE. TOUT ÉCART ENTRE LES DIMENSIONS OU ÉLÉVATIONS ET LES PLANS DE STRUCTURE, OU TOUTE AUTRE ERREUR OU OMISSION, DOIT ÊTRE SIGNALÉ À L'INGÉNIEUR SANS DÉLAI.

2 - NE PAS UTILISER L'ÉCHELLE DES PLANS POUR EFFECTUER DES MESURES ; SEULES LES COTES INDICÉES SONT VALABLES.

3 - LES PLANS DOIVENT ÊTRE UTILISÉS UNIQUEMENT EN CONFORMITÉ AVEC L'ÉMISSION EN COURS. LES PLANS UTILISÉS POUR LA CONSTRUCTION DOIVENT PORTER LA MENTION "ÉMIS POUR CONSTRUCTION".

4 - EN TOUT TEMPS DURANT LA CONSTRUCTION, L'ENTREPRENEUR EST TENU DE NE PAS IMPOSER À AUCUNE PARTIE DE L'OUVRAGE UNE CHARGE SUSCEPTIBLE DE COMPROMETTRE SA SÉCURITÉ OU DE PROVOQUER UNE DÉFORMATION PERMANENTE.

5 - L'ENTREPRENEUR ET SES SOUS-TRAITANTS DOIVENT PRENDRE EN COMPTE QUE LES TRAVAUX SONT SOUMIS AUX CONDITIONS DE CHANTIER. ILS SONT TENUS DE RÉALISER LES OUVRAGES CONFORMÉMENT AUX RÈGLES DE L'ART ET AUX PRATIQUES PROFESSIONNELLES DE LEUR MÉTIER.

6 - AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT IDENTIFIER L'EMPLACEMENT DE TOUS LES SERVICES EXISTANTS ET SIGNALER TOUT CONFLIT POTENTIEL AVEC LA CONSTRUCTION À L'INGÉNIEUR.

7 - AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT PRENDRE TOUTES LES MESURES REQUISES POUR ASSURER LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS, DU PUBLIC ET DES USAGERS. PRENDRE LES MESURES NÉCESSAIRES POUR PROTÉGER LES OUVRAGES EXISTANTS ET LES SERVICES EXISTANTS À CONSERVER.

8 - LES CRITÈRES DE CONCEPTION DE L'OUVRAGE SONT PRÉSENTÉS DANS LE « TABLEAU DES CRITÈRES DE CONCEPTION ET FLÈCHES ». LES CHARGES DE CONCEPTION SONT PRÉSENTÉS SUR LES PLANS DE STRUCTURE.

9 - LA CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE DOIT ÊTRE RÉALISÉ AVEC DES MATÉRIAUX TEL QUE LES EXIGENCES AUX PLANS DE STRUCTURE SOIENT SATISFAIT. UTILISER DES MATÉRIAUX SAINS ET SANS DÉFAUTS.

10 - L'ÉTANCHÉITÉ DU BÂTIMENT DOIT ÊTRE ASSURÉ EN RESPECTANT LES DÉTAILS AUX PLANS D'ARCHITECTURE. CONSULTER LES PLANS D'ARCHITECTURE ET DE MÉCANIQUE POUR LE DRAINAGE DES EAUX.

11 - L'ENTREPRENEUR ET LES SOUS-TRAITANTS ASSUMENT L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ RELATIVE AUX OUVRAGES TEMPORAIRES ET MÉTHODES DE CONSTRUCTION. VEILLEZ À RESPECTER LES EXIGENCES DE LA CNESST.

MATÉRIAU : BÉTON

GÉNÉRALITÉS

1 - LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX NORMES :
- CSA A23.1 : CONSTITUANTS DU BÉTON

SPÉCIFICATIONS DE BÉTON

1 - LE BÉTON DES COMPOSANTS STRUCTURAUX DOIT SATISFAIRE LES EXIGENCES DU « TABLEAU DES SPÉCIFICATIONS DE BÉTON ET RECOUVREMENT D'ARMATURE ».

2 - LA DIMENSION MAXIMALE DU GROS GRANULAT COMPOSANT LE BÉTON DOIT ÊTRE DE 3/4" (20 MM).

MATÉRIAU : ARMATURE EN ACIER

GÉNÉRALITÉS

1 - LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX NORMES :
- MANUEL DE NORMES RECOMMANDÉES DIFFUSÉ PAR L'INSTITUT D'ACIER D'ARMATURE DU CANADA
- CSA A23.3 : OUVRAGES EN BÉTON

2 - L'ARMATURE EN ACIER DOIT ÊTRE SAIN ET SANS ENROBAGE DE SURFACE POUVANT AFFECTER SON ADHÉRENCE AU BÉTON. LA ROUILLE EXCESSIVE DE L'ARMATURE MENANT À SON EFFRITEMENT NE PEUT ÊTRE ACCEPTÉE.

SPÉCIFICATIONS DE L'ARMATURE EN ACIER

1 - L'ARMATURE EN ACIER DES COMPOSANTS STRUCTURAUX DOIT SATISFAIRE LES EXIGENCES SUIVANTES :
- LES BARRES D'ARMATURES DOIVENT ÊTRE CRÉNELÉES, DE NUANCE 400W, ET RÉPONDRENT AUX EXIGENCES DE LA NORME CSA G30.18
- LES TREILLIS MÉTALLIQUES DOIVENT RÉPONDRENT AUX EXIGENCES DE LA NORME CSA G30.5

MATÉRIAU : BOIS DE CHARPENTE

GÉNÉRALITÉS

1 - LES MATÉRIAUX DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX NORMES DE :
- L'ASSOCIATION CANADIENNE DE NORMALISATION (CSA)
- OU SON ÉQUIVALENT LORSQU'INDIQUÉ : AMERICAN SOCIETY FOR TESTING AND MATERIALS (ASTM)

2 - LE TAUX D'HUMIDITÉ DES COMPOSANTES EN BOIS DOIT ÊTRE INFÉRIEUR À 19% EN TOUT TEMPS. LE BOIS DOIT ÊTRE ESTAMPILLÉ SEC (S-DRY).

SPÉCIFICATIONS DU BOIS DE CHARPENTE

1 - LES MONTANTS, COLONNES ET LINTEAUX EN BOIS D'OEUVRE DOIVENT SATISFAIRE LES EXIGENCES SUIVANTES, SAUF INDICATION CONTRAIRE AUX PLANS :
- CONFORME À LA NORME CSA O141 : BOIS D'OEUVRE NORMALISÉ CANADIEN
- ESSENCE SPF (ÉPINETTE-PIN-SAPIN)
- CLASSE No1 OU No2
- TAUX D'HUMIDITÉ SEC (S-DRY)
- FINITION S4S (SURFACÉ SUR 4 FACES)

2 - LES POUTRES EN BOIS D'INGÉNIERIE DOIVENT SATISFAIRE LES EXIGENCES SUIVANTES, SAUF INDICATION CONTRAIRE AUX PLANS :
- CONFORME À LA NORME ASTM D5456 : STANDARD SPECIFICATION FOR EVALUATION OF STRUCTURAL COMPOSITE LUMBER PRODUCTS
- LVL (LAMINATED VENEER LUMBER)
- MODULE D'ÉLASTICITÉ GRADE 2.0E (2.0 x 10^6 PSI)

3 - LES COLONNES EN BOIS D'INGÉNIERIE DOIVENT SATISFAIRE LES EXIGENCES SUIVANTES, SAUF INDICATION CONTRAIRE AUX PLANS :
- CONFORME À LA NORME ASTM D5456 : STANDARD SPECIFICATION FOR EVALUATION OF STRUCTURAL COMPOSITE LUMBER PRODUCTS
- PSL (PARALLEL STRAND LUMBER)
- MODULE D'ÉLASTICITÉ GRADE 1.8E (1.8 x 10^6 PSI)

4 - LES PIÈCES DE FIXATION DOIVENT SATISFAIRE LES EXIGENCES SUIVANTES :
- CLOUS, POINTES ET AGRAFES CONFORMES À LA NORME ASTM F1667 : STANDARD SPECIFICATION FOR DRIVEN FASTENERS
- BOULONS CONFORMES À LA NORME ASTM A307 : STANDARD SPECIFICATION FOR CARBON STEEL BOLTS
- COLLE DE CONSTRUCTION CONFORME À LA NORME CSA O112 : ÉVALUATION DES ADHÉSIFS POUR PRODUITS DE BOIS DE CHARPENTE

5 - LES ÉTRIERS, BASES DE COLONNE, CHAPITEAUX, ATTACHES ET ANCRAGES UTILISÉS POUR L'ÉRECTION DE LA CHARPENTE EN BOIS DOIVENT ÊTRE DE SIMPSON STRONG-TIE OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ.

TRAVAUX : DÉMOLITION

GÉNÉRALITÉS

1 - LES TRAVAUX DE DÉMOLITION DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LES CODES, NORMES ET GUIDES SUIVANTS :
- LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL
- CODE DE SÉCURITÉ POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
- GUIDES DE LA CNESST

2 - AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX DE DÉMOLITION, L'ENTREPRENEUR DOIT LOCALISER TOUS LES SERVICES EXISTANTS ET ÉLÉMENTS À CONSERVER. LES MESURES DE PROTECTION APPROPRIÉES DOIVENT ÊTRE PRISES AFIN DE PRÉVENIR TOUT ACCIDENT ET DOMMAGE.

3 - AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX DE DÉMOLITION, L'ENTREPRENEUR DOIT COORDONNER UN LIEU APPROPRIÉ POUR DISPOSER LES MATÉRIAUX EN CONFORMITÉ AVEC LES RÈGLEMENTS EN VIGUEUR.

4 - L'ENTREPRENEUR ASSUME L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DES TRAVAUX DE DÉMOLITION INCLUANT NOTAMMENT, MAIS SANS S'Y LIMITER, LES ÉTAIEMENTS ET STRUCTURES TEMPORAIRES.

5 - LA MÉTHODE RETENUE POUR LES TRAVAUX DE DÉMOLITION RELÈVE DE L'ENTREPRENEUR. IL EST RECOMMANDÉ DE DÉGARNIR LA FINITION AFIN D'EXPOSER ET VISUALISER LA STRUCTURE EXISTANTE AVANT TOUTE DÉMOLITION.

6 - À CHAQUE ÉTAPE DE LA DÉMOLITION, L'ENTREPRENEUR DOIT S'ASSURER DE NE PAS COMPROMETTRE L'INTÉGRITÉ DE L'OUVRAGE ET LA SÉCURITÉ DES USAGERS ET TRAVAILLEURS.

TRAVAUX : RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT

GÉNÉRALITÉS

1 - L'ENTREPRENEUR ASSUME L'ENTIÈRE RESPONSABILITÉ DES TRAVAUX DE RÉNOVATION ET D'AGRANDISSEMENT INCLUANT NOTAMMENT, MAIS SANS S'Y LIMITER, LES EXCAVATIONS À PROXIMITÉ D'OUVRAGES EXISTANTS, LES SOUS-OEUVRES ET LES CONTREVENTEMENTS LATÉRAUX TEMPORAIRES.

2 - LORS DES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT VALIDER LES INFORMATIONS FOURNIES SUR LES PLANS DE STRUCTURE À PROPOS DE L'OUVRAGE EXISTANT AVEC LES CONDITIONS RÉVÉLÉES AU CHANTIER. CES INFORMATIONS SONT, MAIS SANS S'Y LIMITER, LOCALISATION EXACTE DES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX EXISTANTS, DIMENSION ET ORIENTATION DES SOLIVES DE PLANCHER, DIMENSION DES POUTRES, COLONNES, MURS, EMPATTEMENT ET FONDATION.

3 - L'ENTREPRENEUR DOIT CONTACTER L'INGÉNIEUR CONCEPTEUR POUR TOUTES DISPARITÉS ENTRE LES PLANS DE STRUCTURE ET L'EXISTANT.

4 - L'ENTREPRENEUR DOIT CONTACTER L'INGÉNIEUR CONCEPTEUR SI LES TRAVAUX REQUIS AU SITE DÉPASSENT LA PORTÉE INDIQUÉE AUX PLANS DE STRUCTURE.

TRAVAUX : OUVRAGE EN BOIS DE CHARPENTE

GÉNÉRALITÉS

1 - LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'OUVRAGE EN BOIS DE CHARPENTE DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN CONFORMITÉ AVEC LA NORME :
- CSA O86 : RÈGLES DE CALCUL DES CHARPENTES EN BOIS

2 - CETTE SECTION DOIT ÊTRE CONSULTÉE EN CONJONCTION AVEC, ENTRES AUTRES, LES SECTIONS PRÉCÉDENTES INTITULÉES :
- « EXIGENCES GÉNÉRALES »
- « MATÉRIAU : BOIS DE CHARPENTE »

3 - L'ENTREPRENEUR DOIT PROTÉGER LES COMPOSANTS EN BOIS PAR UN POLYTHÈNE LORSQUILS SONT EN CONTACT AVEC LE BÉTON OU LA MAÇONNERIE.

4 - L'ENTREPRENEUR A LA RESPONSABILITÉ D'ASSURER LA STABILITÉ LATÉRALE DES COMPOSANTES DURANT LES TRAVAUX D'ÉRECTION DE LA CHARPENTE EN BOIS.

5 - SE RÉFÉRER AUX PLANS D'ARCHITECTURE POUR LA POSITION EXACTE DES MURS ET OUVERTURES.

6 - SE RÉFÉRER AUX PLANS D'ARCHITECTURE POUR L'ÉTANCHÉISATION ET L'ISOLATION DE L'OUVRAGE.

7 - IL EST INTERDIT DE CRÉER DES INCISITIONS DANS LES COMPOSANTS DE LA CHARPENTE, SAUF TEL QU'AUTORISÉ AUX PLANS DE STRUCTURE. AVISER ET OBTENIR L'APPROBATION DE L'INGÉNIEUR CONCEPTEUR.

SPÉCIFICATIONS DES MURS

1 - LES LISSES À LA BASE DES MURS DOIVENT SATISFAIRE LES EXIGENCES SUIVANTES, SAUF INDICATION CONTRAIRE AUX PLANS :
- COMPOSÉ D'UN SEUL PLI
- DIMENSION IDENTIQUE AUX MONTANTS DU MUR
- ESSENCE DE BOIS IDENTIQUE AUX MONTANTS DU MUR

2 - AU NIVEAU DES MURS DE FONDATION, LES LISSES DES MURS PORTEUR INTÉRIEUR/EXTÉRIEUR ET MURS NON PORTEUR EXTÉRIEUR DOIVENT ÊTRE ANCRÉES AU BÉTON AVEC :
- ANCRAGE MÉCANIQUE KB3 DE HILTI AVEC RONDELLE, 1/2" Ø (12.7 MM Ø), 4" (100 MM) ENFONCEMENT, 48" (1200 MM) ESPACEMENT

3 - AU NIVEAU DES MURS DE FONDATION, LES LISSES DES MURS DE CISAILLEMENT INTÉRIEUR/EXTÉRIEUR DOIVENT ÊTRE ANCRÉES AU BÉTON AVEC, SAUF INDICATION CONTRAIRE AUX PLANS :
- ANCRAGE MÉCANIQUE KB3 DE HILTI AVEC RONDELLE, 1/2" Ø (12.7 MM Ø), 4" (100 MM) ENFONCEMENT, 20" (500 MM) ESPACEMENT

4 - AU NIVEAU DES PLANCHERS EN BOIS, LES LISSES DOIVENT SATISFAIRE LES EXIGENCES SUIVANTES :
- LES JOINTS DES LISSES AU 8'-0" (2400 MM) CONCORDENT AVEC LES POUTRELLES
- CLOUÉ AU PANNEAU DE RIVÉ AVEC 2 CLOUS COMMUNS 16d (0.162"Ø x 3 1/2" LG) @ 12" (300 MM)
- CLOUÉ À CHAQUE POUTRELLE AVEC 1 CLOU COMMUN 16d (0.162"Ø x 3 1/2" LG)

5 - LES SABLIÈRES AU SOMMET DES MURS DOIVENT SATISFAIRE LES EXIGENCES SUIVANTES, SAUF INDICATION CONTRAIRE AUX PLANS :
- COMPOSÉ DE 2 PLIS SIL Y A UN PLANCHER AU NIVEAU SUPÉRIEUR
- COMPOSÉ DE 3 PLIS SIL Y A UN TOIT AU NIVEAU SUPÉRIEUR
- DIMENSION IDENTIQUE AUX MONTANTS DU MUR
- ESSENCE DE BOIS IDENTIQUE AUX MONTANTS DU MUR
- LES JOINTS DES SABLIÈRES AU 8'-0" (2400 MM) CONCORDENT AVEC LES MONTANTS
- LES PLIS DES SABLIÈRES SONT ASSEMBLÉS AVEC 2 RANGÉES DE CLOUS COMMUNS 10d (0.148"Ø x 3" LG) @ 16" (400 MM)
- LES JOINTS DES SABLIÈRES SONT ASSEMBLÉS AVEC 24 CLOUS COMMUNS EN QUINCONCE 10d (0.148"Ø x 3" LG), 12 DE CHAQUE CÔTÉ DU JOINT
- AU MOINS 1 PLI DE LA SABLIÈRE EST CONTINU PAR DESSUS LES LINTEAUX ET CLOUÉ AVEC CLOUS COMMUNS 10d (0.148"Ø x 3" LG) @ 12" (300 MM)

6 - LES MONTANTS COMPOSANT LES MURS DOIVENT SATISFAIRE LES EXIGENCES SUIVANTES, SAUF INDICATION CONTRAIRE AUX PLANS :
- ESPACEMENT DES MONTANTS NE DOIT PAS EXCÉDER 16" (400 MM) C/C
- RANGÉE D'ENTREMISES À LA MI-HAUTEUR DES MONTANTS OU RANGÉES D'ENTREMISES À TOUS JOINTS DES PANNEAUX STRUCTURAUX
- MONTANT FIXÉ À LA LISSE AVEC 4 CLOUS COMMUNS EN BIAIS 12d (0.148"Ø x 3 1/4" LG), 2 DE CHAQUE CÔTÉ DU MONTANT
- MONTANT FIXÉ À LA SABLIÈRE AVEC 4 CLOUS COMMUNS EN BIAIS 12d (0.148"Ø x 3 1/4" LG), 2 DE CHAQUE CÔTÉ DU MONTANT

SPÉCIFICATIONS DES COLONNES

1 - LES COLONNES DOIVENT ÊTRE FABRIQUÉES D'ÉLÉMENT CONTINU NON SEGMENTÉ.

2 - LES COLONNES COMPOSÉES DE PLIS EN BOIS D'OEUVRE DOIVENT ÊTRE ASSEMBLÉES SELON LES DÉTAILS AUX PLANS DE STRUCTURE.

3 - UNE COLONNE COMPOSÉE DE 2 PLIS EN BOIS D'OEUVRE DOIT ÊTRE MISE EN PLACE À TOUS LES EXTRÉMITÉS DES MURS, SAUF INDICATION CONTRAIRE AUX PLANS.

4 - LES COLONNES DOIVENT ÊTRE FIXÉES À LA LISSE ET SABLIÈRE SELON LES EXIGENCES SUIVANTES :
- COLONNE FIXÉE À LA LISSE AVEC 4 CLOUS COMMUNS EN BIAIS 12d (0.148"Ø x 3 1/4" LG), 2 DE CHAQUE CÔTÉ DE LA COLONNE
- COLONNE FIXÉE À LA SABLIÈRE AVEC 4 CLOUS COMMUNS EN BIAIS 12d (0.148"Ø x 3 1/4" LG), 2 DE CHAQUE CÔTÉ DE LA COLONNE

5 - L'ENTREPRENEUR DOIT ASSURER LA CONTINUITÉ DES CHARGES DANS LES COLONNES JUSQU'AUX FONDATIONS. METTRE EN PLACE DES BLOCAGES EN BOIS DANS LES ENTRE-PLANCHERS SOUS TOUTES LES COLONNES. SAUF INDICATION CONTRAIRE AUX PLANS, LES COLONNES DOIVENT ÊTRE ALIGNÉES VERTICALEMENT UNE SUR L'AUTRE.

SPÉCIFICATIONS DES LINTEAUX ET POUTRES

1 - LES LINTEAUX ET POUTRES DOIVENT ÊTRE FABRIQUÉS D'ÉLÉMENT CONTINU NON SEGMENTÉ.

2 - LES LINTEAUX COMPOSÉES DE PLIS EN BOIS D'OEUVRE DOIVENT ÊTRE ASSEMBLÉES SELON LES DÉTAILS AUX PLANS DE STRUCTURE.

3 - LES POUTRES COMPOSÉES DE PLIS EN BOIS D'INGÉNIERIE DOIVENT ÊTRE ASSEMBLÉES SELON LES DÉTAILS AUX PLANS DE STRUCTURE.

4 - L'ENTREPRENEUR DOIT EMPÊCHER LA ROTATION DES LINTEAUX ET POUTRES À LEUR APPUIS. IL EST RECOMMANDÉ DE CLOUÉ LA SURFACE SUPÉRIEURE DES LINTEAUX ET POUTRES AUX PANNEAUX STRUCTURAUX OU DE METTRE EN PLACE DES BLOCAGES EN BOIS.

SPÉCIFICATIONS DES PANNEAUX STRUCTURAUX

1 - SE RÉFÉRER AUX PLANS DE STRUCTURE POUR LES INDICATIONS RELATIVES AUX PANNEAUX STRUCTURAUX ET À LEUR CLOUAGE AUX COMPOSANTS DE LA CHARPENTE. DES PANNEAUX STRUCTURAUX SONT REQUIS SUR TOUS LES MURS EXTÉRIEURS, LES MURS DE CISAILLEMENT INTÉRIEURS, LES PLANCHERS ET LE TOIT.

2 - LES PANNEAUX STRUCTURAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS AVEC UNE ORIENTATION PERPENDICULAIRE AUX COMPOSANTS DE LA CHARPENTE.

3 - LES PANNEAUX STRUCTURAUX DOIVENT ÊTRE INSTALLÉS EN QUINCONCE, SOIT AVEC DES JOINTS ALTERNÉS. UN ESPACE LIBRE DE 1/8" (3 MM) EST REQUIS ENTRE LES PANNEAUX, AINSI QU'AUX RIVES DES PANNEAUX.

4 - LES PANNEAUX STRUCTURAUX DES MURS DOIVENT ÊTRE CLOUÉS SUR LES LISSES, MONTANTS, ENTREMISES ET SABLIÈRES.

5 - LES PANNEAUX STRUCTURAUX DES PLANCHERS DOIVENT ÊTRE CLOUÉS SUR LES SOLIVES, PANNEAUX DE RIVE ET BLOCAGES ENTRE LES SOLIVES. LES PANNEAUX STRUCTURAUX DU TOIT DOIVENT ÊTRE CLOUÉS SUR LES SOLIVES, BLOCAGES ENTRE LES SOLIVES ET CEINTURES DE TOIT.

SPÉCIFICATIONS DES PIÈCES DE FIXATION ET ASSEMBLAGES

1 - L'ENTREPRENEUR DOIT FOURNIR LES PIÈCES DE FIXATION TEL QUE LES CLOUS, VIS, TIRE-FONDS, RONDELLES, BOULONS, ET AUTRES SPÉCIFIÉES AUX PLANS DE STRUCTURE.

2 - L'ENTREPRENEUR DOIT FOURNIR LES ASSEMBLAGES TEL QUE LES ÉTRIERS, BASES DE COLONNE, CHAPITEAUX, ATTACHES ET ANCRAGES SPÉCIFIÉS AUX PLANS DE STRUCTURE.

3 - L'ENTREPRENEUR DOIT FOURNIR LES ÉTRIERS ET CHAPITEAUX EN FONCTION DES CHARGES INDIQUÉES AUX PLANS DE STRUCTURE.

4 - L'ENTREPRENEUR A LA RESPONSABILITÉ DE FAIRE L'INSTALLATION DES ASSEMBLAGES TEL QUE LES PRESCRIPTIONS DU FABRICANT ET LES DÉTAILS DE JONCTION TEL QUE LES EXIGENCES AUX PLANS DE STRUCTURE.

TABLEAU DES CRITÈRES DE CONCEPTION ET FLÈCHES

PARTIE DU CNBC :	CNBC 2015 - PARTIE 9
CATÉGORIE DE RISQUE :	NORMAL
VILLE, PROVINCE :	MONTRÉAL, QUÉBEC
NEIGE, PLUIE ET GLACE :	I_S = 1.00 Ss = 2.60 KPA Sr = 0.40 KPA
FLÈCHES PERMISES SOUS CHARGES GRAVITAIRES :	TOIT (BOIS) • NEIGE : L/360 • TOTAL : L/240 PLANCHER (BOIS) • VIVE : L/480 • TOTAL : L/240

TABLEAU DES ABRÉVIATIONS

ADD.	ADDITIONNEL	GALV.	GALVANISÉ
ARCH.	ARCHITECTURE	HOR.	HORIZONTAL
ARM.	ARMATURE	HT	HAUT
ASC.	ASCENSEUR	ING.	INGÉNIEUR
BS	BAS	INT.	INTÉRIEUR
C/C	CENTRE À CENTRE	Ld	LONGUEUR DE DÉVELOPPEMENT D'ARMATURE EN ACIER
CH. F.	CHAQUE FACE	LG	LONG
CH. DIR.	CHAQUE DIRECTION	LIG.	LIGATURE
CHIM.	CHIMIQUE	MÉC.	MÉCANIQUE, VOIR ING. MÉCANIQUE
CONT.	CONTINU	MIN.	MINIMUM
CT	COURT	NIV.	NIVEAU
DIR.	DIRECTION	OUV.	OUVERTURE
DIM.	DIMENSION	P.À.F.	PORTE-À-FAUX
D. P.	DRAIN DE PLANCHER, VOIR ING. MÉC. ET ARCH.	P. B.	POINT BAS
D. T.	DRAIN DE TOIT, VOIR ING. MÉC. ET ARCH.	P. H.	POINT HAUT
E. B.	EN BAS	PL.	PLAQUE
E. H.	EN HAUT	PROF.	PROFONDEUR
ÉL.	ÉLÉVATION	S.I.C.	SAUF INDICATION CONTRAIRE
ÉLEC.	ÉLECTRIQUE, VOIR ING. ÉLECTRIQUE	TR.	TRANSFÉRÉ
ENF.	ENFONCEMENT	TYP.	TYPIQUE
ÉP.	ÉPAISSEUR	VAR.	VARIABLE
ESC.	ESCALIER	VERT.	VERTICAL
EXT.	EXTÉRIEUR		

TABLEAU DES SPÉCIFICATIONS DE BÉTON ET RECOUVREMENT D'ARMATURE

COMPOSANTS STRUCTURAUX	RÉSISTANCE EN COMPRESSION À 28 JOURS	CLASSE D'EXPOSITION	RAPPORT EAU/CIMENT MAX.	TAUX D'AIR ENTRAINÉ	ÉPAISSEUR DE RECOUVREMENT D'ARMATURE EN ACIER
EMPATTEMENT ET SEMELLE DE FONDATION	25 MPA	N	0.55	N/A	HAUT & CÔTÉ : 2" (50 MM) BAS : 3" (75 MM)

STRUCTURE

OptiCore
Ingénieurs en structure
4368 rue Saint-Denis, Suite #200
Montréal, QC, H2J 2L1
(t) 438-940-5057
(e) info@opticoreing.com
(w) www.opticoreing.com

ARCHITECTURE

MÉCANIQUE/ÉLECTRIQUE

CLIENT

M. JEAN-BAPTISTE LE MEUR ET MME. SERINA NISHIOKA

7746 RUE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QC, H2R 2M3

SCEAU D'INGÉNIEUR

HISTORIQUE DES ÉMISSIONS

1	2024-11-26 ÉMIS POUR COORDINATION

NOM DU PROJET

AJOUT D'ÉTAGE

ADRESSE DU PROJET

7746 RUE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QC

DISCIPLINE :

STRUCTURE

TITRE DU PLAN:

NOTES GÉNÉRALES ET DEVIS

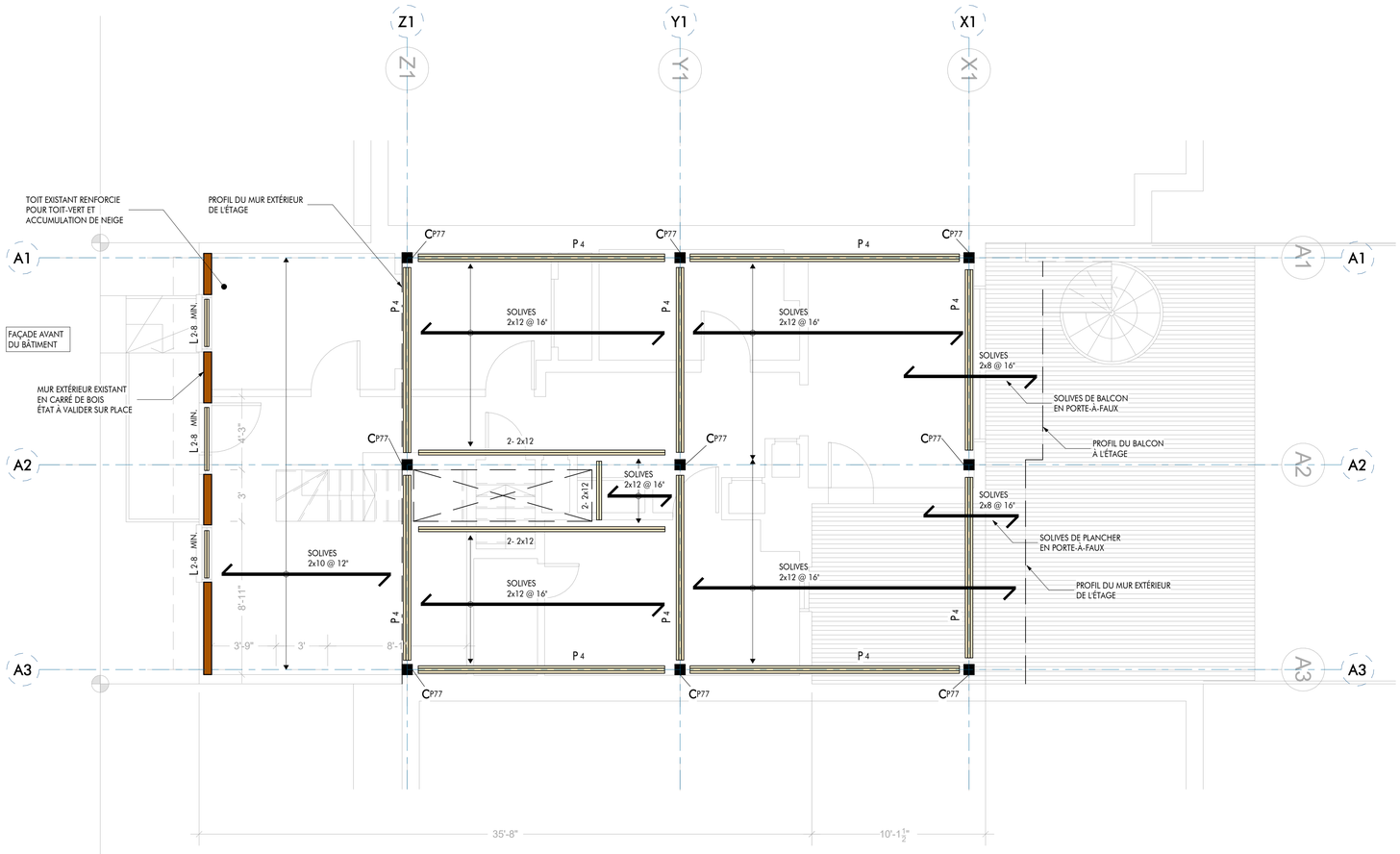
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

ECH: 1/4" = 1'-0"

NOTES

- SE RÉFÉRER À LA PAGE S-001 : NOTES GÉNÉRALES ET DEVIS
- SE RÉFÉRER À LA PAGE S-001 : TABLEAU DES CRITÈRES DE CONCEPTION ET FLÈCHES
- SE RÉFÉRER À LA PAGE S-001 : TABLEAU DES ABRÉVIATIONS
- SE RÉFÉRER À LA SÉRIE DE PAGES S-500 ET SUIVANTES : DÉTAILS TYPIQUES
- SE RÉFÉRER AUX TABLEAUX DES NOMENCLATURES : MURS PORTEURS, COLONNES, LINTEAUX, POUTRES
- SE RÉFÉRER AUX PLANS DE L'ARCH. POUR L'EMPLACEMENT ET DIMENSION DES OUVERTURES
- SE RÉFÉRER AUX PLANS DE L'ARCH. POUR LES COMPOSANTS EN BOIS TRAITÉ EXPOSÉS AUX INTEMPÉRIES
- L'ENTREPRENEUR DOIT FOURNIR LES ÉTRIERS DE POUTRE SELON LES RÉACTIONS (VI) INDIQUÉES AU PLAN
- L'ENTREPRENEUR DOIT FOURNIR LES CHAPITEAUX DE COLONNE
- LA STRUCTURE DU PLAFOND DE LA VUE EN PLAN EST DESSINÉE (S.I.C.)

CHARGES GRAVITAIRES

- CHARGE MORTE (ÉTAGE): 1.0 KPA
- CHARGE VIVE (ÉTAGE) : 1.9 KPA
- CHARGE MORTE (TOIT-VERT): 4.0 KPA (6" DE SUBSTRAT MAXIMUM)
- CHARGE NEIGE (TOIT-VERT) : 2.48 KPA AVEC ACCUMULATION, VOIR PLAN

SPÉCIFICATIONS DES PANNEAUX STRUCTURAUX DES MURS DE CISAILLEMENT

- LES MURS EXTERIEURS DOIVENT ÊTRE RECOUVERT DE PANNEAUX OSB 7/16" ÉP. FIXÉS SUR LA FACE EXTÉRIEURE DES MONTANTS EN BOIS
- LES PANNEAUX DOIVENT ÊTRE FIXÉS AUX MONTANTS AVEC DES CLOUS COMMUNS 10d (0.148"Ø x 3" LG)
- L'ESPACEMENT DU CLOUAGE DES PANNEAUX EST : 4" AUX RIVES DES PANNEAUX ET 12" AUX CENTRES DES PANNEAUX À L'INTERSECTION AVEC LES MONTANTS

SPÉCIFICATIONS DES SOLIVES DE PLANCHER

- SE RÉFÉRER À LA VUE EN PLAN POUR L'ORIENTATION DES SOLIVES
- LES ENTRETOISES DOIVENT ÊTRE FOURNIS PAR L'ENTREPRENEUR AU 6'-0" MAX.
- LES SOLIVES DOIVENT ÊTRE DOUBLÉES AUTOUR DES OUVERTURES DANS LE PLANCHER
- LES SOLIVES DOIVENT ÊTRE DOUBLÉES SOUS LES MURS INTÉRIEURS NON PORTEUR

SPÉCIFICATIONS DES PANNEAUX STRUCTURAUX DE PLANCHER

- LES SOLIVES DOIVENT ÊTRE RECOUVERTES DE PANNEAUX OSB 5/8" ÉP.
- LES PANNEAUX DOIVENT ÊTRE FIXÉS AUX SOLIVES AVEC DES CLOUS COMMUNS 10d (0.148"Ø x 3" LG)
- L'ESPACEMENT DU CLOUAGE DES PANNEAUX EST : 6" AUX RIVES DES PANNEAUX ET 12" AUX CENTRES DES PANNEAUX À L'INTERSECTION AVEC LES SOLIVES

NOMENCLATURE DES MURS PORTEURS EN BOIS D'OEUVRE

MUR	COMPOSITION	ESSENCE ET CLASSE
M1	2x6 @ 16" c/c	SPF No 1 ET No 2
M2	2x4 @ 16" c/c	SPF No 1 ET No 2
M3	2x4 @ 12" c/c	SPF No 1 ET No 2
M4	2 PLIS DE 2x4 @ 16" c/c	SPF No 1 ET No 2
M5	2 PLIS DE 2x4 @ 12" c/c	SPF No 1 ET No 2
M6	2x6 @ 12" c/c	SPF No 1 ET No 2
M7	2 PLIS DE 2x6 @ 16" c/c	SPF No 1 ET No 2

NOMENCLATURE DES COLONNES EN BOIS D'OEUVRE ET D'INGÉNIERIE

COLONNE	COMPOSITION	ESSENCE ET CLASSE
C 2-4	2 PLIS DE 2x4	SPF No 1 ET No 2
C 3-4	3 PLIS DE 2x4	SPF No 1 ET No 2
C 4-4	4 PLIS DE 2x4	SPF No 1 ET No 2
C 5-4	5 PLIS DE 2x4	SPF No 1 ET No 2
C P35	3 1/2" x 5 1/4"	PARALLAM PSL 1.8E
C P37	3 1/2" x 7"	PARALLAM PSL 1.8E
C 2-6	2 PLIS DE 2x6	SPF No 1 ET No 2
C 3-6	3 PLIS DE 2x6	SPF No 1 ET No 2
C 4-6	4 PLIS DE 2x6	SPF No 1 ET No 2
C 5-6	5 PLIS DE 2x6	SPF No 1 ET No 2
C P55	5 1/4" x 5 1/4"	PARALLAM PSL 1.8E
C P57	5 1/4" x 7"	PARALLAM PSL 1.8E
C P77	7" x 7"	PARALLAM PSL 1.8E

NOMENCLATURE DES LINTEAUX EN BOIS D'OEUVRE

LINTEAU	COMPOSITION	ESSENCE ET CLASSE
L 2-6	2 PLIS DE 2x6	SPF No 1 ET No 2
L 3-6	3 PLIS DE 2x6	SPF No 1 ET No 2
L 2-8	2 PLIS DE 2x8	SPF No 1 ET No 2
L 3-8	3 PLIS DE 2x8	SPF No 1 ET No 2
L 2-10	2 PLIS DE 2x10	SPF No 1 ET No 2
L 3-10	3 PLIS DE 2x10	SPF No 1 ET No 2
L 4-10	4 PLIS DE 2x10	SPF No 1 ET No 2
L 2-12	2 PLIS DE 2x12	SPF No 1 ET No 2
L 3-12	3 PLIS DE 2x12	SPF No 1 ET No 2
L 4-12	4 PLIS DE 2x12	SPF No 1 ET No 2

NOMENCLATURE DES POUTRES EN BOIS D'INGÉNIERIE

POUTRE	COMPOSITION	ESSENCE ET CLASSE
P 1	2 PLIS DE 1 3/4" x 9 1/2"	WEST FRASER LVL 2.0E
P 2	3 PLIS DE 1 3/4" x 9 1/2"	WEST FRASER LVL 2.0E
P 3	2 PLIS DE 1 3/4" x 11 7/8"	WEST FRASER LVL 2.0E
P 4	3 PLIS DE 1 3/4" x 11 7/8"	WEST FRASER LVL 2.0E
P 5	2 PLIS DE 1 3/4" x 14"	WEST FRASER LVL 2.0E
P 6	3 PLIS DE 1 3/4" x 14"	WEST FRASER LVL 2.0E
P 7	2 PLIS DE 1 3/4" x 16"	WEST FRASER LVL 2.0E
P 8	3 PLIS DE 1 3/4" x 16"	WEST FRASER LVL 2.0E

NOTE : LES POUTRES WEST FRASER LVL 2.0E PEUVENT ÊTRE SUBSTITUÉES PAR DU BOISE CASCADE VERSA-LAM LVL 2.0E. POUR TOUT AUTRE ÉQUIVALENCE, SOUMETTRE LA DEMANDE À L'INGÉNIEUR CONCEPTEUR.

STRUCTURE

OptiCore
Ingénieurs en structure
4388 rue Saint-Denis, Suite #200
Montréal, QC, H2J 2L1
(t) 438-940-5057
(e) info@opticoreing.com
(w) www.opticoreing.com

ARCHITECTURE

MÉCANIQUE/ÉLECTRIQUE

CLIENT

M. JEAN-BAPTISTE LE MEUR ET MME. SERINA NISHIOKA

7746 RUE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QC, H2R 2M3

SCEAU D'INGÉNIEUR

HISTORIQUE DES ÉMISSIONS

1 2024-11-26 ÉMIS POUR COORDINATION

NOM DU PROJET

AJOUT D'ÉTAGE

ADRESSE DU PROJET

7746 RUE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QC

DISCIPLINE :

STRUCTURE

TITRE DU PLAN:

PLAN DU
REZ-DE-CHAUSSÉE

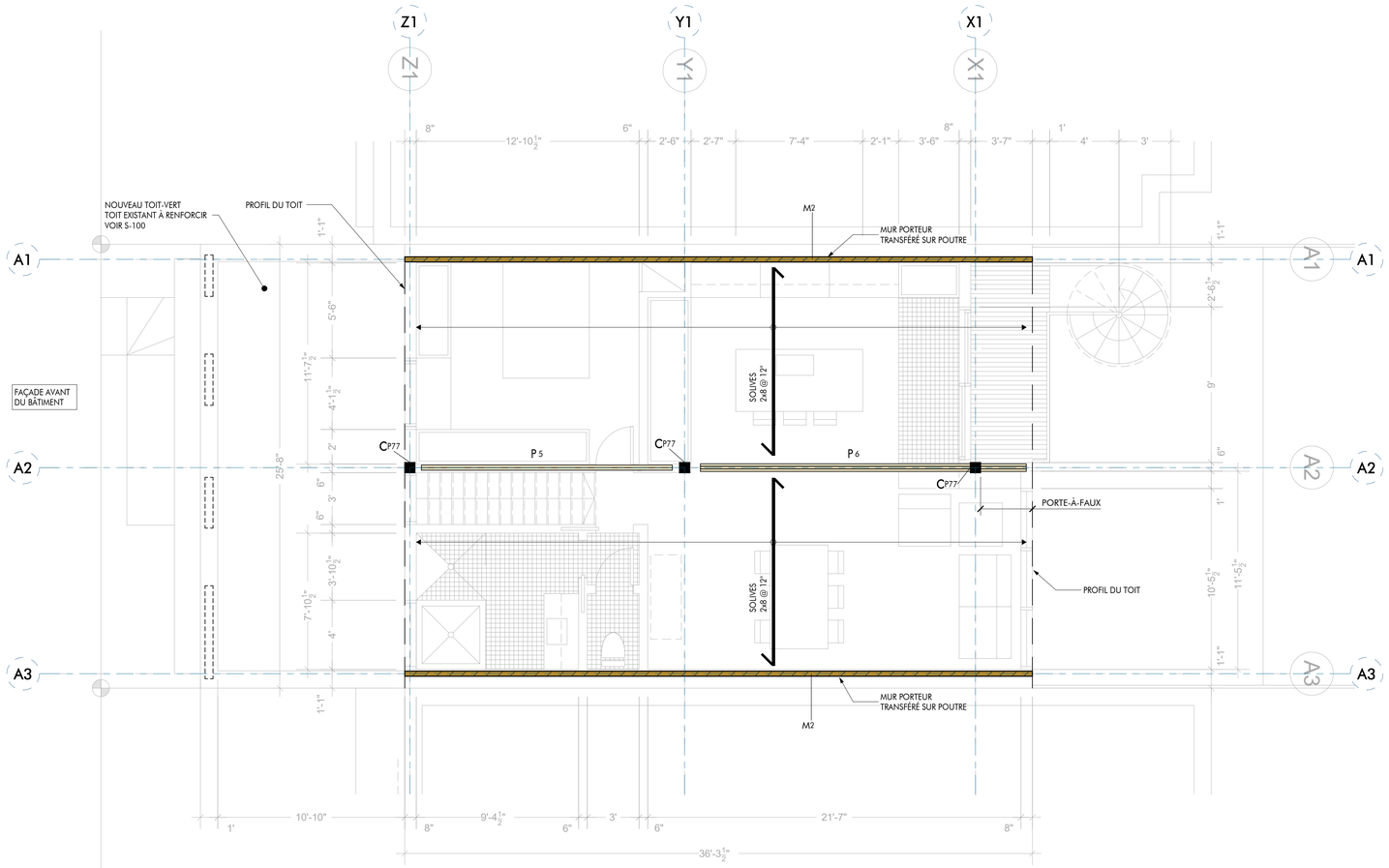
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.



PLAN DU NIVEAU 2

ECH: 1/4" = 1'-0"

NOTES
- SE RÉFÉRER À LA PAGE S-001 : NOTES GÉNÉRALES ET DEVIS
- SE RÉFÉRER À LA PAGE S-001 : TABLEAU DES CRITÈRES DE CONCEPTION ET FLÈCHES
- SE RÉFÉRER À LA PAGE S-001 : TABLEAU DES ABRÉVIATIONS
- SE RÉFÉRER À LA SÉRIE DE PAGES S-500 ET SUIVANTES : DÉTAILS TYPIQUES
- SE RÉFÉRER AUX TABLEAUX DES NOMENCLATURES : MURS PORTEURS, COLONNES, LINTEAUX, POUTRES
- SE RÉFÉRER AUX PLANS DE L'ARCH. POUR L'EMPLACEMENT ET DIMENSION DES OUVERTURES
- SE RÉFÉRER AUX PLANS DE L'ARCH. POUR LES COMPOSANTS EN BOIS TRAITÉ EXPOSÉS AUX INTEMPÉRIES
- L'ENTREPRENEUR DOIT FOURNIR LES ÉTRIERS DE POUTRE SELON LES RÉACTIONS (VF) INDIQUÉES AU PLAN
- L'ENTREPRENEUR DOIT FOURNIR LES CHAPITEAUX DE COLONNE
- LA STRUCTURE DU PLAFOND DE LA VUE EN PLAN EST DESSINÉE (S.I.C.)

CHARGES GRAVITAIRES
- CHARGE MORTE (TOIT): 1.0 KPA
- CHARGE NEIGE (TOIT) : 2.48 KPA

SPÉCIFICATIONS DES PANNEAUX STRUCTURAUX DES MURS DE CISAILLEMENT
- LES MURS EXTÉRIEURS DOIVENT ÊTRE RECOUVERT DE PANNEAUX OSB 7/16" ÉP. FIXÉS SUR LA FACE EXTÉRIEURE DES MONTANTS EN BOIS
- LES PANNEAUX DOIVENT ÊTRE FIXÉS AUX MONTANTS AVEC DES CLOUS COMMUNS 10d (0.148"Ø x 3" LG)
- L'ESPACEMENT DU CLOUAGE DES PANNEAUX EST : 4" AUX RIVES DES PANNEAUX ET 12" AUX CENTRES DES PANNEAUX À L'INTERSECTION AVEC LES MONTANTS

SPÉCIFICATIONS DES SOLIVES DE TOIT
- SE RÉFÉRER À LA VUE EN PLAN POUR L'ORIENTATION DES SOLIVES
- LES ENTRETOISES DOIVENT ÊTRE FOURNIS PAR L'ENTREPRENEUR AU 6'-0" MAX.
- LES SOLIVES DOIVENT ÊTRE DOUBLÉES AUTOUR DES OUVERTURES DANS LE TOIT

SPÉCIFICATIONS DES PANNEAUX STRUCTURAUX DE TOIT
- LES SOLIVES DOIVENT ÊTRE RECOUVERTES DE PANNEAUX CONTREPLAQUÉ 5/8" ÉP.
- LES PANNEAUX DOIVENT ÊTRE FIXÉS AUX SOLIVES AVEC DES CLOUS COMMUNS 10d (0.148"Ø x 3" LG)
- L'ESPACEMENT DU CLOUAGE DES PANNEAUX EST : 6" AUX RIVES DES PANNEAUX ET 12" AUX CENTRES DES PANNEAUX À L'INTERSECTION AVEC LES SOLIVES

NOMENCLATURE DES MURS PORTEURS EN BOIS D'OEUVRE

MUR	COMPOSITION	ESSENCE ET CLASSE
M1	2x6 @ 16" c/c	SPF No 1 ET No 2
M2	2x4 @ 16" c/c	SPF No 1 ET No 2
M3	2x4 @ 12" c/c	SPF No 1 ET No 2
M4	2 PLIS DE 2x4 @ 16" c/c	SPF No 1 ET No 2
M5	2 PLIS DE 2x4 @ 12" c/c	SPF No 1 ET No 2
M6	2x6 @ 12" c/c	SPF No 1 ET No 2
M7	2 PLIS DE 2x6 @ 16" c/c	SPF No 1 ET No 2

NOMENCLATURE DES COLONNES EN BOIS D'OEUVRE ET D'INGÉNIERIE

COLONNE	COMPOSITION	ESSENCE ET CLASSE
C2-4	2 PLIS DE 2x4	SPF No 1 ET No 2
C3-4	3 PLIS DE 2x4	SPF No 1 ET No 2
C4-4	4 PLIS DE 2x4	SPF No 1 ET No 2
C5-4	5 PLIS DE 2x4	SPF No 1 ET No 2
CP35	3 1/2" x 5 1/4"	PARALLAM PSL 1.8E
CP37	3 1/2" x 7"	PARALLAM PSL 1.8E
C2-6	2 PLIS DE 2x6	SPF No 1 ET No 2
C3-6	3 PLIS DE 2x6	SPF No 1 ET No 2
C4-6	4 PLIS DE 2x6	SPF No 1 ET No 2
C5-6	5 PLIS DE 2x6	SPF No 1 ET No 2
CP55	5 1/4" x 5 1/4"	PARALLAM PSL 1.8E
CP57	5 1/4" x 7"	PARALLAM PSL 1.8E
CP77	7" x 7"	PARALLAM PSL 1.8E

NOMENCLATURE DES LINTEAUX EN BOIS D'OEUVRE

LINTEAU	COMPOSITION	ESSENCE ET CLASSE
L2-6	2 PLIS DE 2x6	SPF No 1 ET No 2
L3-6	3 PLIS DE 2x6	SPF No 1 ET No 2
L2-8	2 PLIS DE 2x8	SPF No 1 ET No 2
L3-8	3 PLIS DE 2x8	SPF No 1 ET No 2
L2-10	2 PLIS DE 2x10	SPF No 1 ET No 2
L3-10	3 PLIS DE 2x10	SPF No 1 ET No 2
L4-10	4 PLIS DE 2x10	SPF No 1 ET No 2
L2-12	2 PLIS DE 2x12	SPF No 1 ET No 2
L3-12	3 PLIS DE 2x12	SPF No 1 ET No 2
L4-12	4 PLIS DE 2x12	SPF No 1 ET No 2

NOMENCLATURE DES POUTRES EN BOIS D'INGÉNIERIE

POUTRE	COMPOSITION	ESSENCE ET CLASSE
P1	2 PLIS DE 1 3/4" x 9 1/2"	WEST FRASER LVL 2.0E
P2	3 PLIS DE 1 3/4" x 9 1/2"	WEST FRASER LVL 2.0E
P3	2 PLIS DE 1 3/4" x 11 7/8"	WEST FRASER LVL 2.0E
P4	3 PLIS DE 1 3/4" x 11 7/8"	WEST FRASER LVL 2.0E
P5	2 PLIS DE 1 3/4" x 14"	WEST FRASER LVL 2.0E
P6	3 PLIS DE 1 3/4" x 14"	WEST FRASER LVL 2.0E
P7	2 PLIS DE 1 3/4" x 16"	WEST FRASER LVL 2.0E
P8	3 PLIS DE 1 3/4" x 16"	WEST FRASER LVL 2.0E

NOTE : LES POUTRES WEST FRASER LVL 2.0E PEUVENT ÊTRE SUBSTITUÉES PAR DU BOISE CASCADE VERSA-LAM LVL 2.0E. POUR TOUT AUTRE ÉQUIVALENCE, SOUMETTRE LA DEMANDE À L'INGÉNIEUR CONCEPTEUR.

STRUCTURE

OptiCore
Ingénieurs en structure
4388 rue Saint-Denis, Suite #200
Montréal, QC, H2J 2L1
(t) 438-940-5057
(e) info@opticoreing.com
(w) www.opticoreing.com

ARCHITECTURE

MÉCANIQUE/ÉLECTRICITÉ

CLIENT

M. JEAN-BAPTISTE LE MEUR ET MME. SERINA NISHIOKA

7746 RUE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QC, H2R 2M3

SCEAU D'INGÉNIEUR

HISTORIQUE DES ÉMISSIONS

1	2024-11-26	ÉMIS POUR COORDINATION

NOM DU PROJET

AJOUT D'ÉTAGE

ADRESSE DU PROJET

7746 RUE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QC

DISCIPLINE :

STRUCTURE

TITRE DU PLAN:

PLAN DE L'ÉTAGE

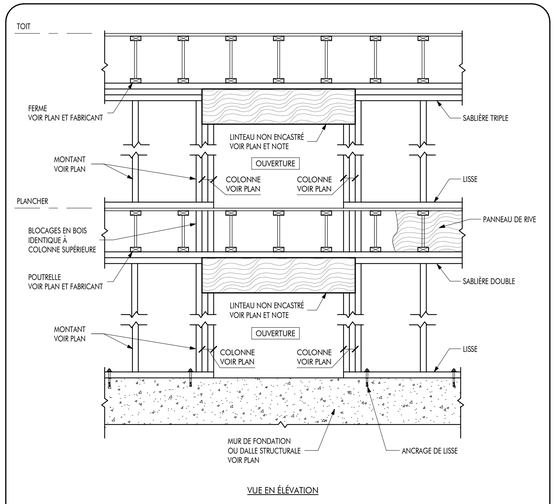
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

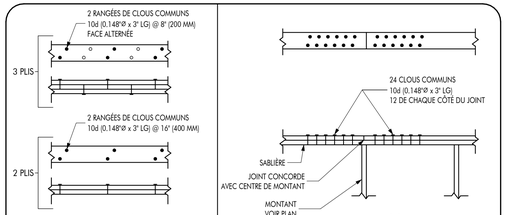


VUE EN ÉLÉVATION

NOTE:
- SE RÉFÉRER AUX PLANS D'ARCHITECTURE POUR LA POSITION ET DIMENSION DES OUVERTURES.
- LORSQUE LA HAUTEUR LIBRE DISPONIBLE SOUS LES LINTEAUX EST RESTREINTE, LES LINTEAUX PEUVENT ÊTRE ENCASTRÉS. SE RÉFÉRER AU DÉTAIL TYPIQUE.

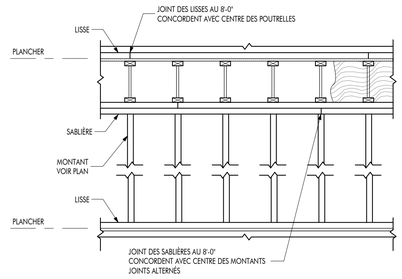
W01 DÉTAIL TYPIQUE - VUE EN ÉLÉVATION GÉNÉRALE DE MUR AVEC OUVERTURE ET LINTEAU NON ENCASTRÉ

ÉCH.: 1/2"=1'-0"



VUE EN PLAN ET ÉLÉVATION
ASSEMBLAGE DES PLIS DE SABLIÈRE

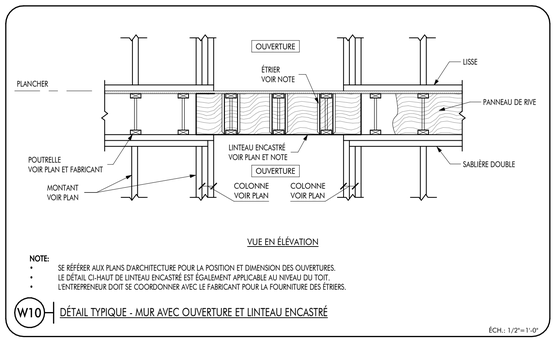
VUE EN PLAN ET ÉLÉVATION
ASSEMBLAGE DES JOINTS DE SABLIÈRE



VUE EN ÉLÉVATION

W04 DÉTAIL TYPIQUE - DISPOSITION ET ASSEMBLAGE DE LISSE ET SABLIÈRE

ÉCH.: 1/2"=1'-0"

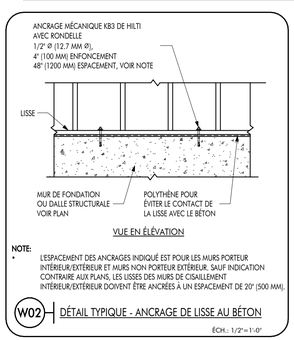


VUE EN ÉLÉVATION

NOTE:
- SE RÉFÉRER AUX PLANS D'ARCHITECTURE POUR LA POSITION ET DIMENSION DES OUVERTURES.
- LE DÉTAIL CI-HAUT DE LINTEAU ENCASTRÉ EST ÉGALEMENT APPLICABLE AU NIVEAU DU TOIT.
- L'ENTREPRENEUR DOIT SE COORDONNER AVEC LE FABRICANT POUR LA FOURNITURE DES ÉTRIERS.

W10 DÉTAIL TYPIQUE - MUR AVEC OUVERTURE ET LINTEAU ENCASTRÉ

ÉCH.: 1/2"=1'-0"

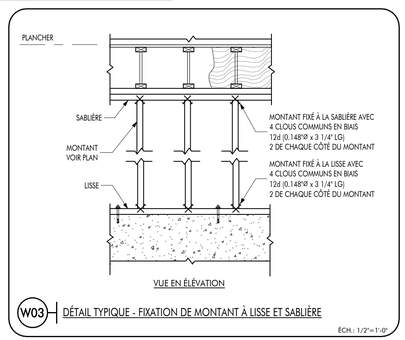


VUE EN ÉLÉVATION

NOTE:
- L'ESPACEMENT DES ANCRAGES INDIQUÉ EST POUR LES MURS PORTEUR INTÉRIEUR/EXTÉRIEUR ET MURS NON PORTEUR EXTÉRIEUR, SAUF INDICATION CONTRAIRE AUX PLANS. LES LISSES DES MURS DE CISAILLEMENT INTÉRIEUR/EXTÉRIEUR DOIVENT ÊTRE ANCRÉES À UN ESPACEMENT DE 20" (500 MM).

W02 DÉTAIL TYPIQUE - ANCRAGE DE LISSE AU BÉTON

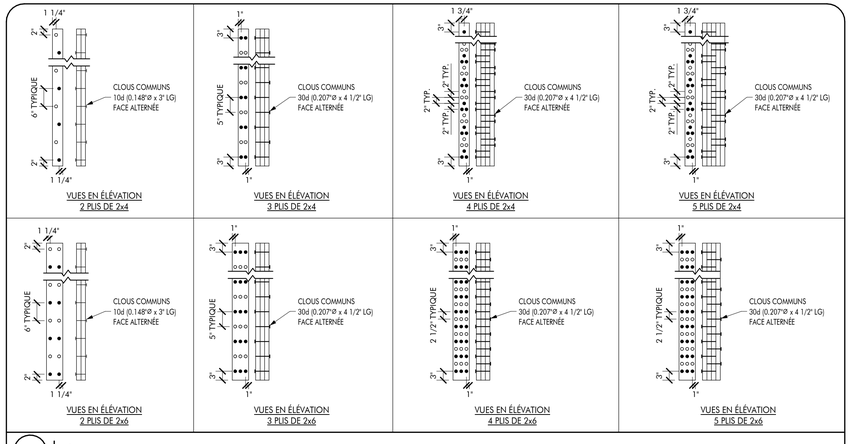
ÉCH.: 1/2"=1'-0"



VUE EN ÉLÉVATION

W03 DÉTAIL TYPIQUE - FIXATION DE MONTANT À LISSE ET SABLIÈRE

ÉCH.: 1/2"=1'-0"

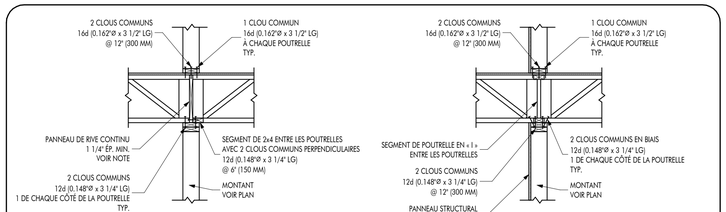


VUES EN ÉLÉVATION
2 PLIS DE 2x4 | 3 PLIS DE 2x4 | 4 PLIS DE 2x4 | 5 PLIS DE 2x4

VUES EN ÉLÉVATION
2 PLIS DE 2x6 | 3 PLIS DE 2x6 | 4 PLIS DE 2x6 | 5 PLIS DE 2x6

W05 DÉTAIL TYPIQUE - ASSEMBLAGE DES COLONNES EN BOIS D'OEUVRE

ÉCH.: 1/2"=1'-0"



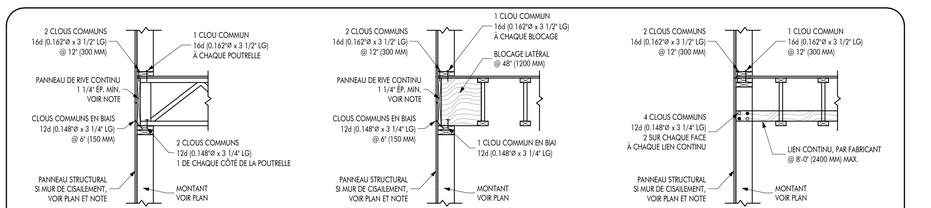
VUE EN ÉLÉVATION
POUTRELLES PERPENDICULAIRES AU MUR SIMPLE
(SAUF MUR DE CISAILLEMENT)

VUE EN ÉLÉVATION
POUTRELLES PERPENDICULAIRES AU MUR SIMPLE
(MUR DE CISAILLEMENT)

NOTE:
- SE RÉFÉRER AUX PLANS POUR DÉTERMINER SI LE MUR EST UN MUR DE CISAILLEMENT. SE RÉFÉRER AUX PLANS POUR LES PANNEAUX STRUCTURAUX DES MURS DE CISAILLEMENT ET LEUR CLOUAGE.

W13 DÉTAIL TYPIQUE - INTERSECTION DE MUR SIMPLE ET PLANCHER (SUR DEUX CÔTÉS)

ÉCH.: 1/2"=1'-0"



VUE EN ÉLÉVATION
POUTRELLE PERPENDICULAIRE AU MUR SIMPLE

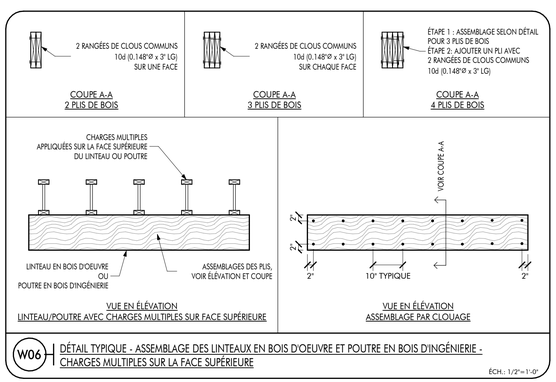
VUE EN ÉLÉVATION
POUTRELLE PARALLÈLE AU MUR SIMPLE
(MUR SIMPLE SOUS ENTRE-PLANCHER)

VUE EN ÉLÉVATION
POUTRELLE PARALLÈLE AU MUR SIMPLE
(MUR SIMPLE DANS ENTRE-PLANCHER)

NOTE:
- SE RÉFÉRER AUX PLANS POUR DÉTERMINER SI LE MUR EST UN MUR DE CISAILLEMENT. SE RÉFÉRER AUX PLANS POUR LES PANNEAUX STRUCTURAUX DES MURS DE CISAILLEMENT ET LEUR CLOUAGE.
- SI LE MUR EST UN MUR DE CISAILLEMENT, SUBSTITUER LE PANNEAU DE RIVE CONTINU PAR DES SEGMENTS DE POUTRELLES EN « I » ENTRE LES POUTRELLES.

W12 DÉTAIL TYPIQUE - INTERSECTION DE MUR SIMPLE ET PLANCHER (SUR UN CÔTÉ)

ÉCH.: 1/2"=1'-0"

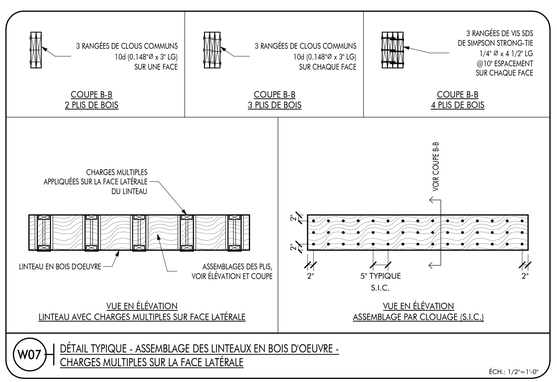


VUE EN ÉLÉVATION
LINTEAU/POUTRE AVEC CHARGES MULTIPLES SUR FACE SUPÉRIEURE

VUE EN ÉLÉVATION
ASSEMBLAGE PAR CLOUAGE

W06 DÉTAIL TYPIQUE - ASSEMBLAGE DES LINTEAUX EN BOIS D'OEUVRE ET POUTRE EN BOIS D'INGÉNIERIE - CHARGES MULTIPLES SUR LA FACE SUPÉRIEURE

ÉCH.: 1/2"=1'-0"

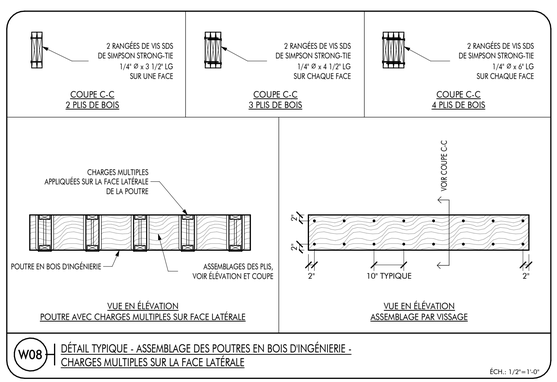


VUE EN ÉLÉVATION
LINTEAU AVEC CHARGES MULTIPLES SUR FACE LATÉRALE

VUE EN ÉLÉVATION
ASSEMBLAGE PAR CLOUAGE (S.I.C.)

W07 DÉTAIL TYPIQUE - ASSEMBLAGE DES LINTEAUX EN BOIS D'OEUVRE - CHARGES MULTIPLES SUR LA FACE LATÉRALE

ÉCH.: 1/2"=1'-0"

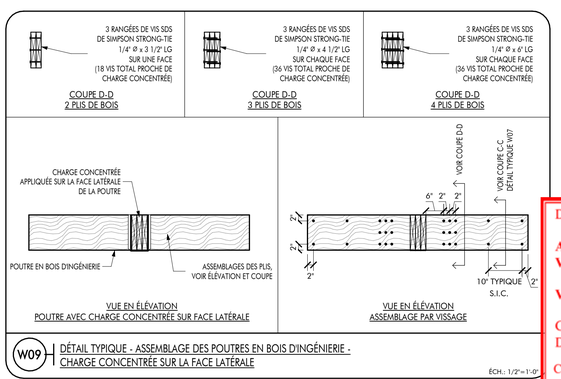


VUE EN ÉLÉVATION
POUTRE AVEC CHARGES MULTIPLES SUR FACE LATÉRALE

VUE EN ÉLÉVATION
ASSEMBLAGE PAR VISSAGE

W08 DÉTAIL TYPIQUE - ASSEMBLAGE DES POUTRES EN BOIS D'INGÉNIERIE - CHARGES MULTIPLES SUR LA FACE LATÉRALE

ÉCH.: 1/2"=1'-0"



VUE EN ÉLÉVATION
POUTRE AVEC CHARGE CONCENTRÉE SUR FACE LATÉRALE

VUE EN ÉLÉVATION
ASSEMBLAGE PAR VISSAGE

W09 DÉTAIL TYPIQUE - ASSEMBLAGE DES POUTRES EN BOIS D'INGÉNIERIE - CHARGE CONCENTRÉE SUR LA FACE LATÉRALE

ÉCH.: 1/2"=1'-0"

STRUCTURE

OptiCore
Ingénieurs en structure
4388 rue Saint-Denis, Suite #200
Montréal, QC, H2J 2L1
(t) 438-940-5057
(e) info@opticoreing.com
(w) www.opticoreing.com

ARCHITECTURE

MÉCANIQUE/ÉLECTRIQUE

CLIENT

M. JEAN-BAPTISTE LE MEUR ET MME. SERINA NISHIOKA

7746 RUE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QC, H2R 2M3

SCEAU D'INGÉNIER

HISTORIQUE DES ÉMISSIONS

1	2024-11-26 ÉMIS POUR COORDINATION

NOM DU PROJET

AJOUT D'ÉTAGE

ADRESSE DU PROJET

7746 RUE CHATEAUBRIAND
MONTRÉAL, QC

DISCIPLINE :

STRUCTURE

TITRE DU PLAN:

DÉTAILS TYPIQUES

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1250014001
Date : 2025-04-11

Ces plans ne sont pas des plans pour permis.

terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des lampadaires, orientation de l'éclairage vers le bas et emploi de dispositifs qui limitent la diffusion latérale de la lumière).

SOUS-SECTION II - AGRANDISSEMENT VISIBLE DE LA VOIE PUBLIQUE

13. Une intervention visée à l'article 9 relative à un agrandissement visible de la voie publique doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1: contribuer au développement d'un milieu de vie à échelle humaine;

Objectif 2 : encourager la conception et la construction de bâtiments durables et de qualité;

Objectif 3 : favoriser une architecture qui s'harmonise avec le cadre bâti et le paysage environnant;

Objectif 4 : réduire l'effet des îlots de chaleur, améliorer la biodiversité et favoriser la rétention des eaux pluviales;

Objectif 5 : concevoir des aménagements écoresponsables, qui favorisent la mobilité durable (autopartage, transport collectif, transport actif);

Objectif 6 : concevoir des aménagements sécuritaires, inclusifs et confortables pour l'ensemble de la population.

14. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Implantation et volumétrie

1.1 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement reflètent l'usage prévu sur le site et assurent son intégration dans le milieu d'insertion;

1.2 : l'implantation d'un agrandissement dans une cour favorise l'aménagement de cours latérales et arrière qui s'intègrent à celles des bâtiments voisins au niveau des dimensions et de la forme;

1.3 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement minimisent l'impact sur les logements existants (fenestration, balcon, etc.) ou vise à l'amélioration de ces derniers;

1.4 : l'implantation de l'agrandissement tend à préserver les arbres matures et en bonne santé;

1.5 : l'implantation de l'agrandissement assure une cohérence dans le cadre bâti existant et permet de minimiser les nuisances sur les propriétés adjacentes;

1.6 : les marges de recul et le positionnement des éléments en saillie pour un agrandissement dans une cour favorisent les aménagements paysagers en pleine terre d'un seul tenant et assure la viabilité des arbres existants et proposés;

1.7 : pour un rez-de-chaussée résidentiel, l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement favorisent un dégagement entre la fenestration du rez-de-chaussée et le trottoir afin d'assurer une intimité dans les logements;

1.8 : une transition dans la volumétrie est favorisée lorsque l'agrandissement est adjacent à une zone où le nombre maximal d'étages prescrit est inférieur au nombre d'étages de l'agrandissement proposé.

1.9 : le projet d'agrandissement minimise ses effets sur l'éclairage naturel et l'ensoleillement des propriétés voisines;

1.10 : l'implantation et la volumétrie de l'agrandissement tendent à maintenir des vues sur la montagne, et à les mettre en valeur si le terrain est identifié comme étant un terrain à transformer, lorsque ce bâtiment est situé à l'extrémité ou sur le parcours d'une vue vers le mont Royal identifiée sur la carte de l'annexe A, et telles qu'illustrées aux documents intitulés « Illustrations des vues d'intérêt offertes vers le mont Royal » joints à l'Annexe E;

1.11 : l'accessibilité universelle est favorisée pour l'agrandissement lorsque son emplacement et sa superficie le permet, notamment par la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

2 - Traitement architectural

2.1 : le traitement architectural de l'agrandissement s'inspire des caractéristiques architecturales prédominantes dans le milieu d'insertion (niveaux des planchers, matériaux de parement, saillies, localisation et types d'escaliers et d'accès au bâtiment, ouvertures, etc.) tout en adoptant un langage architectural contemporain qui permet de distinguer les époques de construction;

2.2 : l'agrandissement met en valeur la volumétrie et l'architecture du bâtiment d'origine lorsque ce dernier présente des éléments d'intérêt, notamment par la conservation d'un couronnement;

2.3 : la réfection de la façade existante permet une amélioration du cadre bâti, une meilleure intégration de l'agrandissement ou le retour aux composantes d'origine;

2.4 : les revêtements proposés pour les façades visibles de la voie publique sont reconnus pour leur durabilité et sont compatibles avec ceux du bâtiment d'origine;

2.5 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

2.6 : la palette de revêtement proposée est restreinte et s'intègre dans le milieu;

2.7 : les proportions et l'emplacement des ouvertures contribuent à l'éclairage naturel des espaces intérieurs en fonction des usages du bâtiment;

2.8 : les ouvertures sont orientées pour favoriser la ventilation naturelle, l'efficacité énergétique du bâtiment et le confort thermique des espaces intérieurs, tout en assurant une intégration dans le milieu d'insertion;

2.9 : lorsque le projet est situé sur un terrain de coin, il marque l'intersection avec une composition de façade dynamique qui s'harmonise au cadre bâti des rues sur lesquelles il fait front;

2.10 :l'accès des logements du sous-sol par une entrée située au rez-de-chaussée est favorisé;

2.11 : les espaces libres du bâtiment (notamment : balcons, loggias et terrasses) sont compatibles avec ceux des bâtiments que l'on retrouve dans le milieu d'insertion et assurent des espaces individuels et collectifs suffisants, fonctionnels et de qualité;

2.12: l'agrandissement d'un bâtiment à vocation mixte présente un traitement architectural intégrant une transition claire entre les usages;

2.13 : un rez-de-chaussée commercial doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouvertures afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à l'ambiance du domaine public;

2.14 : les entrées sur l'agrandissement sont marquées afin d'assurer leur lisibilité et une distinction entre les usages;

2.15 : pour un projet commercial ou institutionnel, la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet d'agrandissement;

2.16 : les équipements mécaniques sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et limiter leurs impacts visuels depuis la voie publique;

2.17 : si des écrans visuels ou des constructions servant à réduire la visibilité des équipements mécaniques sont prévus, ceux-ci doivent s'harmoniser avec l'architecture du bâtiment par leur positionnement, leur couleur et leur matérialité;

2.18 : l'éclairage sécuritaire des espaces de vie et de circulation est prévu de manière à ne pas créer de nuisances à l'extérieur du terrain qu'il dessert;

2.19 : l'éclairage architectural des bâtiments institutionnels minimise son impact sur le ciel et favorise la cohabitation avec les usages résidentiels;

2.20 : le projet d'agrandissement tend à considérer la présence d'espèces vulnérables dans les transformations apportées au bâtiment, notamment lorsqu'il y a présence d'une cheminée en maçonnerie.

3 - Aménagement extérieur

3.1 : pour un agrandissement dans une cour, les aménagements paysagers tendent à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d'arbres et d'aménagements paysagers) de manière à contribuer au paysage urbain et à éviter l'abattage des arbres existants.

3.2 : l'abattage d'arbres pour permettre l'agrandissement est dûment justifiée et compensée par la plantation de nouveaux arbres à moyen ou grand déploiement;

3.3 : l'aménagement des cours affectées par l'agrandissement favorise le verdissement, la biodiversité, la mixité de végétaux, l'utilisation d'espèces indigènes et la plantation, en pleine terre, d'arbres à moyen ou grand déploiement;

3.4 : l'aménagement d'une cour anglaise ou d'une margelle est peu perceptible de la voie publique, et s'intègre à l'architecture du bâtiment et à l'aménagement paysager du terrain;

3.5 : le projet favorise le verdissement des toitures notamment à des fins d'agriculture urbaine, en étant doté des installations et équipements nécessaires à son entretien;

3.6 : le projet d'agrandissement préconise une gestion durable et intégrée des eaux de pluie et de fonte en favorisant la rétention naturelle sur le site et la percolation des espaces résiduels au sol;

3.7 : l'espace dédié à l'entreposage et à la collecte des matières résiduelles est ajusté en fonction de l'agrandissement et son aménagement vise à minimiser les nuisances qui lui sont associées, notamment le bruit, la propreté et les odeurs;

3.8 : les accès aux nouvelles aires de stationnement et de chargement sont limités, justifiés et localisés de manière à réduire les impacts sur la propriété et dans le voisinage;

3.9 : le nombre d'unités de stationnement proposé pour l'agrandissement est justifié par une analyse des besoins des différents usages proposés sur le site et la proximité des modes de transports actifs et collectifs;

3.10 : lorsqu'un projet comprend du stationnement, le stationnement intérieur est privilégié et l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs est favorisée (aménagements pour cyclistes, piétons, autopartage, etc.);

3.11 : le projet tend à prendre en compte les points bas et les secteurs à risques d'inondations lors des fortes pluies dans l'aménagement des voies d'accès au bâtiment;

3.12 : l'éclairage sécuritaire des nouvelles aires de stationnement et de chargement est prévu de manière à assurer une bonne visibilité des lieux ainsi qu'à procurer un sentiment de sécurité aux usagers et à ne pas créer de nuisance à l'extérieur du terrain qu'il dessert (diminution de la hauteur des fûts des

CHAPITRE II - SECTEUR 2 (SECTEURS D'INTÉRÊT PATRIMONIAL A, B et F)

68. Le présent chapitre s'applique à tous les bâtiments situés à l'intérieur d'un secteur 2.

69. En plus des interventions assujetties au Titre II, tous les permis de transformation relatif à la modification d'un élément architectural d'intérêt sur une façade visible d'une voie publique, à l'exception des interventions visant un retour aux composantes d'origine sont assujettis aux objectifs et critères du présent chapitre.

70. Une intervention dans un secteur 2 doit répondre aux objectifs suivants :

Objectif 1: contribuer à la protection du patrimoine bâti et à la conservation et la mise en valeur des caractéristiques architecturales d'intérêt;

Objectif 2 : assurer la cohérence des interventions sur le bâtiment lorsque des modifications sont apportées à des éléments architecturaux.

71. Dans l'atteinte de ces objectifs, l'intervention doit répondre adéquatement aux critères d'évaluation ci-dessous, lorsqu'ils sont applicables :

1 - Traitement architectural

1.1 : les interventions visant à retirer ou transformer des éléments architecturaux d'intérêt sont minimisées;

1.2 : la conservation des balcons et des escaliers extérieurs est favorisée;

1.3 : les caractéristiques architecturales modifiées sont compatibles avec le bâtiment et le milieu d'insertion tout en pouvant être d'expression contemporaine;

1.4 : la réfection de la façade existante doit permettre une amélioration du cadre bâti;

1.5: l'utilisation d'un assortiment de couleurs adapté au milieu d'insertion pour le revêtement extérieur est privilégiée;

1.6 : les matériaux utilisés tendent à avoir un faible impact environnemental et à réduire l'effet des îlots de chaleur;

1.7 : la palette de revêtement proposées est restreinte et s'intègre dans le milieu;

1.8 : un bâtiment à vocation mixte présente un traitement architectural intégrant une transition claire entre les usages;

1.9 : un rez-de-chaussée commercial doit maximiser la transparence des vitrines et le pourcentage d'ouvertures afin d'entretenir une relation visuelle importante avec la rue et contribuer à l'ambiance du domaine public;

1.10 : pour un bâtiment comportant des usages commerciaux ou institutionnels, lors de la réfection d'une façade, la planification des enseignes doit faire partie intégrante du concept architectural du projet;

1.11 : les équipements mécaniques sont positionnés de manière à minimiser les nuisances sur le voisinage et à limiter les impacts visuels depuis la voie publique;

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.20

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1251010002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

d'adopter la résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003) aux conditions suivantes:
- que le pourcentage de verdissement de la surface non bâtie soit de minimum 47 %;
- que le nombre de cases de stationnement soit d'au plus 56;
- que le nombre d'arbres minimum à planter soit de 91.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-22 18:32

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1251010002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande est déposée pour autoriser des modifications à la résolution de PPCMOI qui a été adoptée le 4 février 2025 afin d'ajuster le pourcentage de verdissement requis et le ratio de cases de stationnement maximum. Les conditions qui avaient été prévues à la résolution étaient les suivantes:
- qu'au plus, 72 cases de stationnement pour automobiles soient aménagées;
- qu'au moins 10 unités de stationnement soient pourvues de bornes de recharge;
- qu'au moins 12 unités de stationnement soient filées;
- qu'au moins 20 cases de stationnement pour vélos soient aménagées;
- que minimum 59 % de la surface non bâtie soit verdie;
- qu'au moins 91 arbres soient plantés;
- que des mesures d'atténuation soient mises en place pour minimiser les impacts qui pourraient être occasionnés par la présence des animaux à l'extérieur par rapport aux propriétés voisines (mur antibruit, mur écran, etc.).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

D2251010001 - 2251010001 - 28 février 2025 - Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA23-14001), les plans intitulés «Proanima centre de services de l'est de Montréal», préparés par Kiva et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 13 février 2025, visant la réfection de la façade du bâtiment situé au 9350, boulevard Pie-IX.
CA25 14 0026 - 1241010024 - 4 février 2025 - Adopter la résolution PP24-14015 à l'effet d'autoriser l'occupation du 9350, boulevard Pie-IX par un centre pour animaux domestiques et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

CA24 14 0370 - 1241010028 - 3 décembre 2024 - Adopter la résolution PP24-14017 à

l'effet d'autoriser l'aménagement d'un stationnement pour remorques de 3 808,3 mètres carrés sur le lot 2 212 543, boulevard Pie-IX pour les fins de l'entreprise située aux 9190 à 9252, boulevard Pie-IX, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée de consultation publique tenue le 21 novembre 2024.

CM23 1311 -1237515003 - 20 novembre 2023 - Accorder un contrat de gré à gré à l'organisme à but non lucratif Proanima Montréal pour la fourniture de services de gestion animalière sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une période de 10 ans, avec une option de renouvellement équivalente - Dépense maximale de 157 937 206 $, taxes incluses (contrat : 152 978 185 $ + contingences : 4 959 021 $).

CA13 14 0444 - 1131010042 - 3 décembre 2013 - Refuser, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement, la demande d'installation d'une deuxième enseigne au sol sur la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX. Demande de permis 3000720806.

CA11 14 0160 - 1111010008 - 3 mai 2011 - Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement, les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 9350, boulevard Pie-IX. (Demande de permis 3000284745).

DESCRIPTION

En vertu du *Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension* , la propriété se situe dans la zone C04-107 où sont autorisés les usages commerciaux des catégories C.4, C.6(1), C.7 ainsi que les usages industriels de la catégorie I.2 et ceux de la catégorie d'équipements collectifs et institutionnels E.7(1). Dans cette zone, les bâtiments doivent avoir entre 4 et 12,5 mètres de hauteur et entre 1 à 3 étages de haut. Ils doivent être construits sous forme isolée ou jumelée et occuper au plus 65 % de la surface d'un site.
Le 9350, boulevard Pie-IX se situe dans le parc industriel Pie-IX. Face à celui-ci, du côté ouest du boulevard Pie-IX, se trouve un milieu résidentiel dont le développement date des années 1960 et 1970. Celui-ci se compose d'habitations à logements multiples, implantées sous forme isolée sur leur terrain et ayant trois étages de haut.

Caractéristiques du projet

- superficie du terrain 2 212 543 cédée à Proanima Montréal: 8 056 mètres carrés
- superficie du domaine public qui sera occupé par Proanima Montréal: 3 100 mètres carrés
- hauteur du bâtiment: 6,25 mètres
- taux d'implantation: 29,3 %
- nombre de cases de stationnement pour automobiles: 56
- nombre de cases de stationnement pour vélos: 20
- nombre de cases de stationnement pourvues de bornes de recharge: 10
- nombre de cases de stationnement filées: 12
- pourcentage de verdissement de la surface non bâtie: 47 %
- nombre d'arbres à planter: 91

Propositions

Les plans qui ont été déposés dans le cadre du traitement du dossier en PPCMOI initialement, prévoyaient le verdissement de 59 % de l'espace non bâti, incluant le domaine public. Toutefois, à la suite de l'élaboration des plans finaux, il a été constaté que ce pourcentage ne pouvait pas être atteint étant donné que l'espace à l'arrière sera presque entièrement occupé par les enclos extérieurs. Dès lors, dans le but de maximiser le verdissement sur le site, Proanima Montréal suggère d'enlever les 17 cases de stationnement à l'avant pour verdir cet espace. Malgré tout, le pourcentage de verdissement demeurera

inférieur à celui exigé, il sera désormais de 47 %.

JUSTIFICATION

Les critères d'évaluation en vertu desquels doit être effectuée l'analyse de cette demande sont joints au présent document.
La Direction du développement du territoire est d'avis que cette demande devrait recevoir une suite favorable pour les raisons suivantes:
- le site est actuellement minéralisé et il sera en grande partie verdi;
- la cour avant sera végétalisée et des cases de stationnement seront enlevées.

En plus, la Direction souhaite que les conditions suivantes soient prévues:
- que le pourcentage de verdissement de la surface non bâtie soit de minimum 47 %;
- que le nombre de cases de stationnement soit d'au plus 56;
- que le nombre d'arbres minimum à planter soit de 91.

À leur séance du 9 avril 2025, les membres du comité consultation d'urbanisme ont émis une recommandation favorable aux conditions suivantes:
- que le pourcentage de verdissement de la surface non bâtie soit de minimum 47 %;
- que le nombre de cases de stationnement soit d'au plus 56;
- que le nombre d'arbres minimum à planter soit de 91.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude: 7 869 $

MONTRÉAL 2030

Le projet est conforme aux objectifs et critères du règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement adopté conformément aux objectifs de Montréal 2030. C'est pourquoi la grille Montréal 2030 n'est pas jointe au sommaire décisionnel.
Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce projet s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement 2025 suivantes:
- transition écologique et verdissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report du dossier pourrait occasionner des délais dans la réalisation des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la consultation écrite et l'assemblée publique de consultation publiée au bureau d'accès Montréal, sur le site Internet de la Ville ainsi que sur la propriété visée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption du projet de résolution;
- Installation d'une affiche sur la propriété annonçant le projet;
- Consultation écrite;
- Assemblée publique de consultation;
- Adoption de la résolution.

En vertu de l'article 123 de la LAU, les normes de verdissement et de stationnement ne sont pas des éléments susceptibles d'approbation référendaire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Valérie DE GAGNÉ, Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251010002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution numéro PP25-14003 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvée le 4 février 2025 par la résolution CA25 14 0026 et visant l'autorisation d'occuper la propriété située au 9350, boulevard Pie-IX par un centre d'animaux domestiques, et ce, en vertu du Règlement sur les PPCMOI de l'arrondissement (RCA04-14003).

Plans du projet.pdf



Localisation du site.png

Normes réglementaires.pdf

PPCMOI-Critères évaluation.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706


Système d'information géographique de Montréal
56e rue
55e rue
54e rue
53e rue
boulevard des Grandes-Prairies
25e avenue
48e rue
Voie Non-nommée
50e rue
49e rue
51e rue
24e avenue
rue Ovila-Légaré
boulevard Pie-IX
47e rue
46e rue
rue Utilités publiques
JMap
0 15 30
7/17

PROJET:

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL

9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

NUMÉRO DE PROJET: **24-595**



LISTE DES FEUILLES

#	NOM	# ÉMISSION	DESCRIPTION	DATE
A000	PAGE TITRE	10	POUR PERMIS (RÉV. 06)	2025-02-12
AD100	PLAN D'IMPLANTATION DÉMOLITION	10	POUR PERMIS (RÉV. 06)	2025-02-12
AN100	PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION	10	POUR PERMIS (RÉV. 06)	2025-02-12
AN101a	PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION AGRANDI	10	POUR PERMIS (RÉV. 06)	2025-02-12
AN101b	PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION AGRANDI	10	POUR PERMIS (RÉV. 06)	2025-02-12
AN603	VUES EXTÉRIEURES	10	POUR PERMIS (RÉV. 06)	2025-02-12

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS. IL EST RESPONSABLE DE RAPPORTER TOUTE DIVERGENCE À L'ARCHITECTE, ET CE, AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

ÉMIS POUR	No.	Date :
POUR PERMIS	1	2024-12-20
POUR PERMIS (1)	2	2025-01-08
POUR COMMENTAIRE	3	2025-01-10
POUR PERMIS (RÉV. 04)	8	2025-01-29
POUR PERMIS (RÉV. 05)	9	2025-02-04
POUR PERMIS (RÉV. 06)	10	2025-02-12

CLIENT:

CLIENT:

INGÉNIEUR STRUCURE :

INGÉNIEUR MÉC. / ÉLEC. :

INGÉNIEUR CIVIL:

ARCHITECTE PAYSAGISTE:

CONSULTANTS ÉNERGÉTIQUE:

CONSULTANT X:

CONSULTANT X:

CONSULTANT X:

CONSULTANT X:

SCEAU:

2025-02-12

ARCHITECTE:

28 RUE NOTRE-DAME EST, SUITE 401
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA, H2Y 1B9

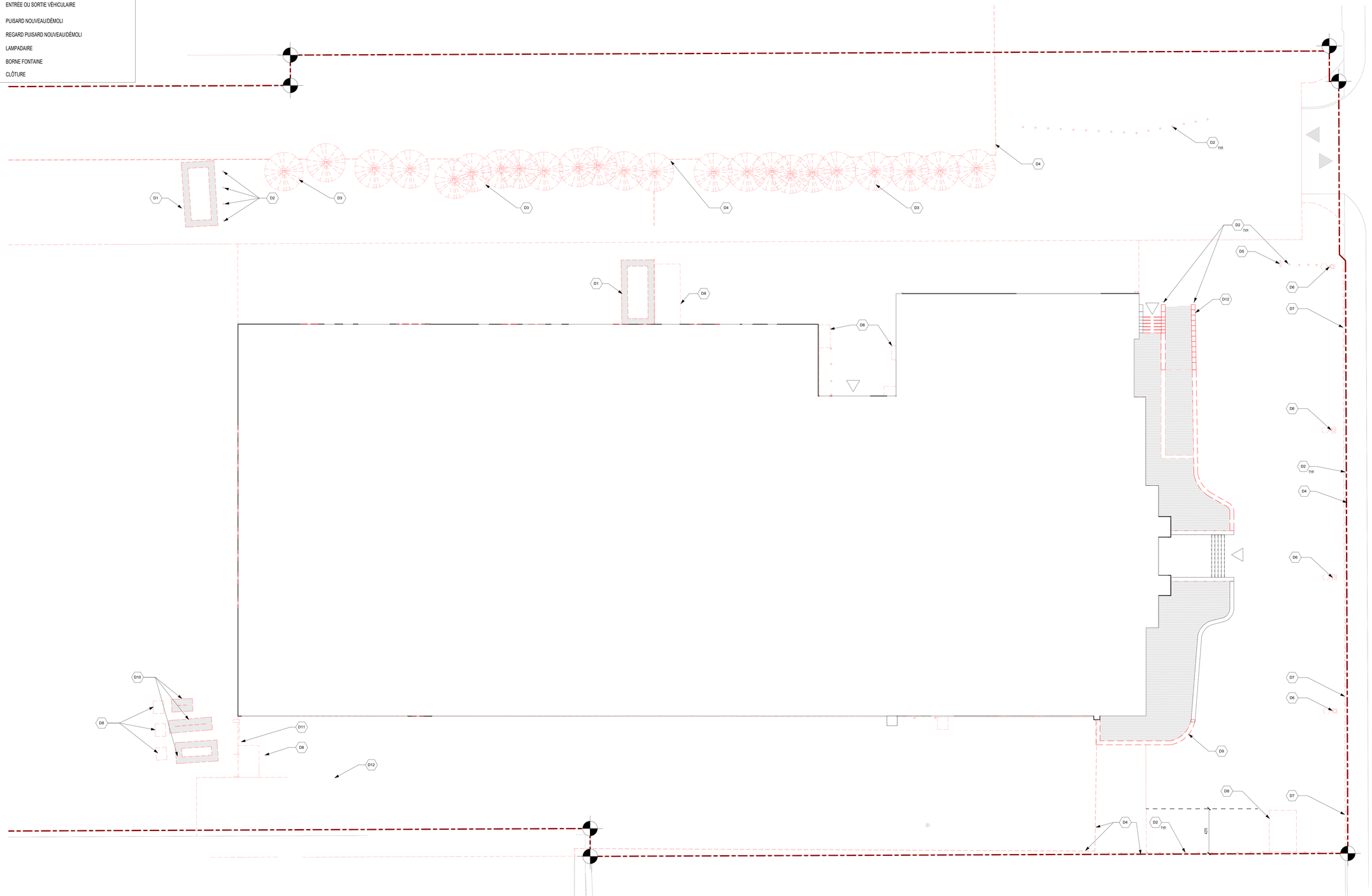
TEL: 514 848 9060
info@kivamtl.com
www.kivamtl.com

LÉGENDE D'IMPLANTATION DÉMOLITION

- COIN DE LOT
- ARBRE à ENLEVER
- ARBRE EXISTANT
- BOLLARD
- LIGNE DE LOT
- ENTRÉE OU SORTIE DU BÂTIMENT
- ENTRÉE OU SORTIE VÉHICULAIRE
- PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- REGARD PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- LAMPADAIRE
- BORNE FONTAINE
- CLÔTURE

NOTES DÉMOLITION IMPLANTATION

#	DESCRIPTION
D1	REMISE À DÉMOLIR
D2	BOLLARD À DÉMOLIR
D2	CLÔTURE EXISTANTE a DÉMOLIR
D3	ARBRE EXISTANT À DÉMOLIR
D4	CLÔTURE EXISTANTE a DÉMOLIR
D5	BORNE FONTAINE EXISTANTE À DÉPLACER. VOIR CIVIL
D6	BASE DE LAMPADAIRE EXISTANTE À DÉMOLIR
D7	MURET EXISTANT À DÉMOLIR
D8	DALLE DE BÉTON À DÉMOLIR
D9	AMÉNAGEMENT EXISTANT À DÉMOLIR
D10	RÉSERVOIR À DÉMOLIR
D11	MUR DE SOUTÈNEMENT À DÉMOLIR
D12	MURET EXISTANT À DÉMOLIR
D12	RAMPE À DÉMOLIR



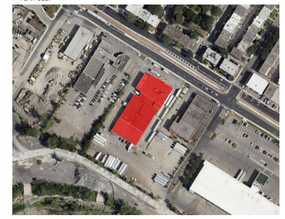
1 / AD100 PLAN D'IMPLANTATION - DÉMOLITION
3/32" = 1'-0"

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS. IL EST RESPONSABLE DE RAPPORTER TOUTE DIVERGENCE À L'ARCHITECTE, ET CE, AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

ÉMIS POUR	No.	Date :
POUR PERMIS	1	2024-12-20
POUR COMMENTAIRE	3	2025-01-10
POUR PERMIS (RÉV. 06)	10	2025-02-12

PLAN CLÉ:



PROJET:

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

CLIENT:

proanima
Servir les gens. Aider les animaux.

CLIENT:

vergo
VERGO

INGÉNIEUR STRUCTURE :

LES CONSEILLERS BCA CONSULTANTS INC.
A: 8580, CH. DANLEY, SUITE 100, VILLE DE MONT-ROYAL (QC) H4T 1M4
T: (514) 341-0118
@: INFO@BCA-STRUCTURES.COM

INGÉNIEUR MÉC. / ÉLEC. :

BLONDIN FORTIN & ASSOCIÉS
A: 205 BOUL. CURÉ-LABELLE, BUREAU 200, SAINTE-ROSE, LAVAL, (QC) H7L 2J9
T: (450) 628-0555
@: INFO@BLONDINFORTIN.CA

INGÉNIEUR CIVIL:

ÉQUIPE LAURENCE INC.
A: 135, BOUL. DE SAINTE-ADÈLE, SAINTE-ADÈLE (QC), J8B 0J4
T: (450) 227-1857
@: WWW.EQUIPELAURENCE.CA

ARCHITECTE PAYSAGISTE:

ATELIER ESPACE B S.E.N.C.

CONSULTANTS ÉNERGÉTIQUE:

SYSTÈMES ÉNERGIE TST INC.
201-40, RUE TURGEON, SAINTE-THÉRÈSE (QC), J7E 3H4
T: (450) 965-1555
@: INFO@TST-INC.CA

ARCHITECTE:

KIVA
28 RUE NOTRE-DAME EST, SUITE 401
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA, H2Y 1B9
TEL: 514 848 9060
info@kivamtl.com
www.kivamtl.com

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
A. 5828
MARC LABRÈQUE
ARCHITECTE

DESSIN: 2025-02-12

PLAN D'IMPLANTATION DÉMOLITION

CONCEPTION:	KT	PROJET:	
DESSINÉ PAR:	EB	24-595	
RÉVISÉ PAR:	ML	FEUILLE:	
ÉCHELLE:	3/32" = 1'-0"	**AD100**	
DATE:	2025-02-12		

LÉGENDE D'IMPLANTATION

- COIN DE LOT
- ARBRE à ENLEVER
- ARBRE EXISTANT
- BOLLARD
- LIGNE DE LOT
- ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC BORNE DE RECHARGE
- ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC PRÉFILAGE POUR BORNE DE RECHARGE FUTURE
- ESPACE DE STATIONNEMENT POUR PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE
- STATIONNEMENT DE VÉLO
- PARCOURS POMPIER (ARTICLES 3.2.5.4 @ 3.2.5.8)
- ENTRÉE OU SORTIE DU BÂTIMENT
- ENTRÉE OU SORTIE VÉHICULAIRE
- PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- REGARD PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- LAMPADAIRE
- BORNE FONTAINE
- CLÔTURE
- SURFACE DE GRAVIER PIERRE CONCASSÉ DE ¾" NET
- SURFACE DE BÉTON COULÉ EN PLACE
- SURFACE DE TROTTOIR EN BÉTON
- SURFACE DE TRÈFLES BLANCS
- SURFACE RECOUVERTE D'ARBUSTE
- TERRAIN À CÉDER AUX MARAICHER
- TERRAIN À ACQUÉRIR
- PAYAGE EXISTANT

NOTES IMPLANTATION

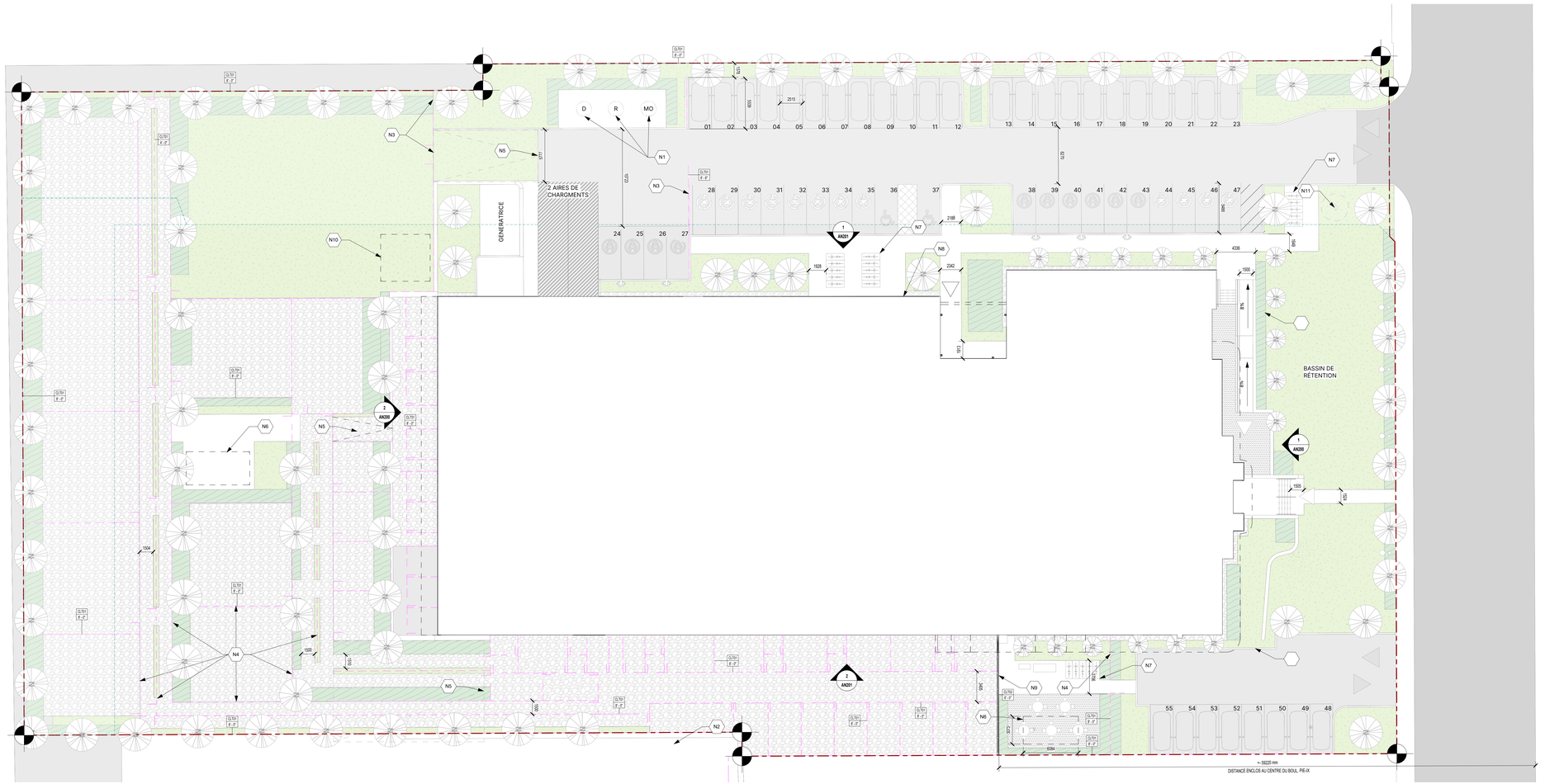
#	DESCRIPTION
N1	CONTENEURS SEMI-ENFOUIS
N2	PETIT MURET DE SOUTÈNEMENT. VOIR PAYSAGE
N3	NOUVELLE BARRIÈRE CLÔTURÉE AVEC PORTE COULISSANTE
N4	NOUVELLE CLÔTURE
N5	NOUVELLE RAMPE
N6	NOUVEAU GAZEBO COULEUR BRUN FONCÉ
N7	NOUVEAU STATIONNEMENT À VÉLO
N8	RACCORD POMPIER
N9	MUR ÉCRAN (ANTI-BRUIT) ENTRE LES ENCLOS ET LA RUE
N10	RANGEMENT
N11	BORNE FONTAINE DÉPLACÉ. VOIR CIVIL
N12	PARCOURS SERVICES INCENDIE (15M MAX.)
N13	ENTRÉE DE GAZ

STATIONNEMENT

	REQUIS	FOURNIS
STATIONNEMENT :	33 CASES	55 CASES
STATIONNEMENT (PMR) :	1 CASE	2 CASES
STATIONNEMENT POUR VÉHICULE ÉLECTRIQUE :	6 CASES	10 CASES
STATIONNEMENT POUR VÉHICULE ÉLECTRIQUE : (PROJETÉES-PRÉFILÉES)	12 CASES	12 CASES
VÉLOS :	19 CASES	20 CASES
AIRE DE CHARGEMENT :	2 CASES	2 CASES

STATISTIQUES

	%	SUPERFICIE (PI. CA.)	REMARQUES
SUPERFICIE DU SITE (NON-BÂTIE)	100	85,359	
SUPERFICIE À VERDIR	59	50,362	
SURFACES PERMÉABLES (MAXIMUM AUTORISÉE)	20	17,072	
SURFACES À VERDIR - RÉSIDUEL	39	33,290	
SURFACES (AVANT) - HERBACÉES		14,208	
SURFACES (AVANT) - ARBUSTIVES		2,368	
SURFACES (ARRIÈRE) - HERBACÉES		8,131	
SURFACES (ARRIÈRE) - ARBUSTIVES		6,119	
SURFACES VERDIES PROPOSÉES	37	30,828	
SURFACES PERMÉABLES - SENTIERS / ENCLOS ADOPTION / CHIENS DANGEREUX	32	27,804	
SUPERFICIE À VERDIR FOURNIE (VERDIES+PERMÉABLES)	69	62,533	



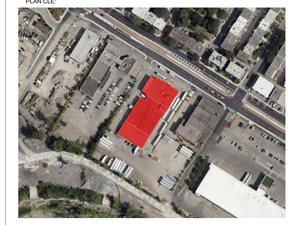
1 AN100 PLAN D'IMPLANTATION - CONSTRUCTION
1/16" = 1'-0"

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS. IL EST RESPONSABLE DE RAPPORTER TOUTE DIVERGENCE À L'ARCHITECTE, ET CE, AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

ÉMIS POUR	No.	Date :
POUR PERMIS	1	2024-12-20
POUR COMMENTAIRE	3	2025-01-10
POUR PERMIS (RÉV. 02)	5	2025-01-16
POUR PERMIS (RÉV. 03)	6	2025-01-20
COORDINATION	7	2025-01-28
POUR PERMIS (RÉV. 06)	10	2025-02-12

PLAN CLÉ:



PROJET:

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

CLIENT:

proanima
Servir les gens. Aider les animaux.

CLIENT:

vergo

VERGO

INGÉNIEUR STRUCTURE :

LES CONSEILLERS BCA CONSULTANTS INC.
A: 8580, CH. DANLEY, SUITE 100, VILLE DE MONT-ROYAL (QC) H4T 1M4
T: (514) 341-0119
@: INFO@BCA-STRUCTURES.COM

INGÉNIEUR MÉC. / ÉLEC. :

BLONDIN FORTIN & ASSOCIÉS
A: 205 BOUL. CURÉ-LABELLE, BUREAU 200, SAINTE-ROSE, LAVAL (QC) H7L 2Z9
T: (450) 628-0555
@: INFO@BLONDINFORTIN.CA

INGÉNIEUR CIVIL:

ÉQUIPE LAURENCE INC.
A: 135, BOUL. DE SAINTE-ADÈLE, SAINTE-ADÈLE (QC), J8B 0J4
T: (450) 227-1657
@: WWW.EQUIPELAURENCE.CA

ARCHITECTE PAYSAGISTE:

ATELIER ESPACE B S.E.N.C.

CONSULTANTS ÉNERGÉTIQUE:

SYSTÈMES ÉNERGIE TST INC.
207-40, RUE TURGEON, SAINTE-THÉRÈSE (QC), J7E 3H4
T: (450) 965-1555
@: INFO@TST-INC.CA

ARCHITECTE:

KIVA
28 RUE NOTRE-DAME EST, SUITE 401
MONTREAL, QUÉBEC
CANADA, H2Y 1B9
TEL: 514 848 9060
info@kivamtl.com
www.kivamtl.com

SCEAU:

MARC LABRÈQUE
ARCHITECTE
du Québec

DESSIN: 2025-02-12

PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION

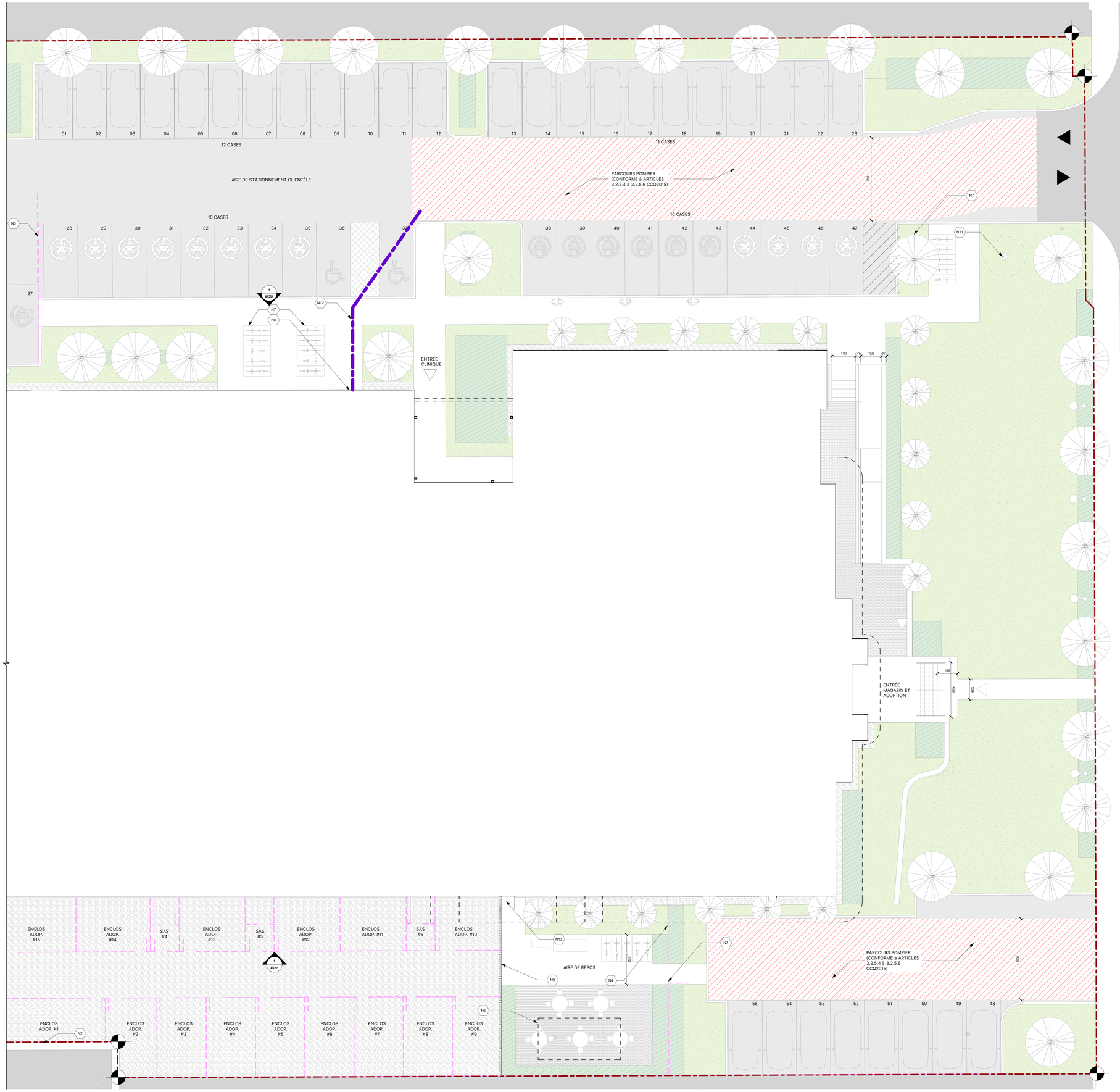
CONCEPTION:	KT	PROJET:	
DESSINÉ PAR:	EB	24-595	
RÉVISÉ PAR:	ML	FEUILLE:	
ÉCHELLE:	As indicated	**AN100**	
DATE:	2025-02-12		

LÉGENDE D'IMPLANTATION

- COIN DE LOT
- ARBRE À ENLEVER
- ARBRE EXISTANT
- BOLLARD
- LIGNE DE LOT
- ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC BORNE DE RECHARGE
- ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC PRÉFILAGE POUR BORNE DE RECHARGE FUTURE
- ESPACE DE STATIONNEMENT POUR PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE
- STATIONNEMENT DE VÉLO
- PARCOURS POMPIER (ARTICLES 3.2.5.4 @ 3.2.5.6)
- ENTRÉE OU SORTIE DU BÂTIMENT
- ENTRÉE OU SORTIE VÉHICULAIRE
- PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- REGARD PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- LAMPADAIRE
- BORNE FONTAINE
- CLÔTURE
- SURFACE DE GRAVIER PIERRE CONCASSÉ DE ¾" NET
- SURFACE DE BÉTON COULÉ EN PLACE
- SURFACE DE TROTTOIR EN BÉTON
- SURFACE DE TRÈFLES BLANCS
- SURFACE RECOUVERTE D'ARBUSTE
- TERRAIN À CÉDER AUX MARAÎCHER
- TERRAIN À ACQUÉRIR
- PAVAGE EXISTANT

NOTES IMPLANTATION

#	DESCRIPTION
N1	CONTENEURS SEMI-ENFOUIS
N2	PETIT MURET DE SOUTENEMENT. VOIR PAYSAGE
N3	NOUVELLE BARRIÈRE CLÔTURÉE AVEC PORTE COULISSANTE
N4	NOUVELLE CLÔTURE
N5	NOUVELLE RAMPE
N6	NOUVEAU GAZEBO COULEUR BRUN FONCÉ
N7	NOUVEAU STATIONNEMENT À VÉLO
N8	RACCORD POMPIER
N9	MUR ÉCRAN (ANTI-BRUIT) ENTRE LES ENCLOS ET LA RUE
N10	RANGEMENT
N11	BORNE FONTAINE DÉPLACÉE. VOIR CIVIL
N12	PARCOURS SERVICES INCENDIE (15M MAX.)
N13	ENTRÉE DE GAZ



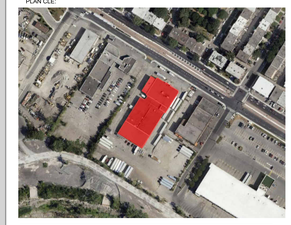
1 N-EXÉCUTION - IMPLANTATION A
AN101a 1/8" = 1'-0"

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS. IL EST RESPONSABLE DE RAPPORTER TOUTE DIVERGENCE À L'ARCHITECTE, ET CE, AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

ÉMIS POUR	No.	Date :
POUR PERMIS	1	2024-12-20
POUR COMMENTAIRE	3	2025-01-10
POUR PERMIS (RÉV. 06)	10	2025-02-12

PLAN CLÉ:



PROJET:

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

CLIENT:

proanima
Servir les gens. Aider les animaux.

CLIENT:

vergo
VERGO

INGÉNIEUR STRUCTURE :

LES CONSEILLERS BCA CONSULTANTS INC.
A: 8500, CH. DANLEY, SUITE 100, VILLE DE MONT-ROYAL (QC) H4T 1M4
T: (514) 341-0118
@: INFO@BCA-STRUCTURES.COM

INGÉNIEUR MÉC. / ÉLEC. :

BLONDIN FORTIN & ASSOCIÉS
A: 205 BOUL. CURÉ-LABELLE, BUREAU 200, SAINTE-ROSE, LAVAL, (QC) H7L 2Z9
T: (450) 628-5555
@: INFO@BLONDINFORTIN.CA

INGÉNIEUR CIVIL:

ÉQUIPE LAURENCE INC.
A: 135, BOUL. DE SAINTE-ADÈLE, SAINTE-ADÈLE (QC), J8B 0J4
T: (450) 227-1657
@: WWW.EQUIPELAURENCE.CA

ARCHITECTE PAYSAGISTE:

ATELIER ESPACE B S.E.N.C.

CONSULTANTS ÉNERGÉTIQUE:

SYSTÈMES ÉNERGIE TST INC.
201-40, RUE TURGEON, SAINTE-THÉRÈSE (QC), J7E 3H4
T: (450) 965-1555
@: INFO@TST-INC.CA

ARCHITECTE:

28 RUE NOTRE-DAME EST, SUITE 401
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA, H2Y 1B9
TEL: 514 848 9060
info@kivantl.com
www.kivantl.com

SCEAU:

MARC LABRÈQUE
ARCHITECTE
du Québec

DESSIN: 2025-02-12

PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION AGRANDI

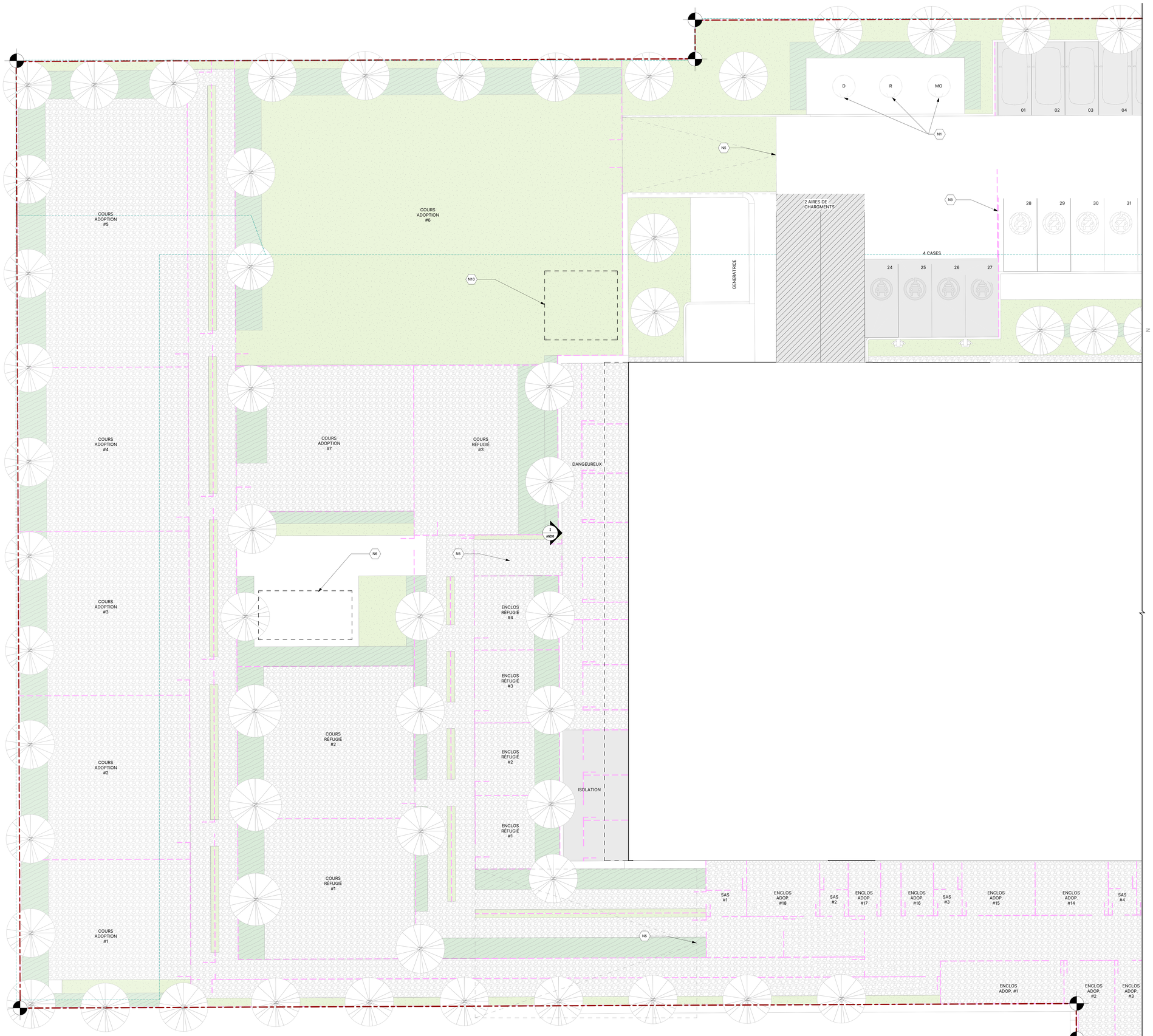
CONCEPTION:	KT	PROJET:	
DESSINÉ PAR:	EB	24-595	
RÉVISÉ PAR:	ML	FEUILLE:	
ÉCHELLE:	As indicated	**AN101a**	
DATE:	2025-02-12		

LÉGENDE D'IMPLANTATION

- COIN DE LOT
- ARBRE À ENLEVER
- ARBRE EXISTANT
- BOLLARD
- LIGNE DE LOT
- ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC BORNE DE RECHARGE
- ESPACE DE STATIONNEMENT AVEC PRÉFLAGE POUR BORNE DE RECHARGE FUTURE
- ESPACE DE STATIONNEMENT POUR PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE
- STATIONNEMENT DE VÉLO
- PARCOURS POMPIER (ARTICLES 3.2.5.4 @ 3.2.5.8)
- ENTRÉE OU SORTIE DU BÂTIMENT
- ENTRÉE OU SORTIE VÉHICULAIRE
- PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- REGARD PUISARD NOUVEAU/DÉMOLI
- LAMPADAIRE
- BORNE FONTAINE
- CLÔTURE
- SURFACE DE GRAVIER PIERRE CONCASSÉE DE ¾" NET
- SURFACE DE BÂTON COULÉ EN PLACE
- SURFACE DE TROTTOIR EN BÉTON
- SURFACE DE TRÈFLES BLANCS
- SURFACE RECOUVERTE D'ARBUSTE
- TERRAIN À CÉDER AUX MARAICHER
- TERRAIN À ACQUÉRIR
- PAVAGE EXISTANT

NOTES IMPLANTATION

#	DESCRIPTION
N1	CONTENEURS SEMI-ENFOUIS
N2	PETIT MURET DE SOUTÈNEMENT. VOIR PAYSAGE
N3	NOUVELLE BARRIÈRE CLÔTURÉE AVEC PORTE COULISSANTE
N4	NOUVELLE CLÔTURE
N5	NOUVELLE RAMPE
N6	NOUVEAU GAZEBO COULEUR BRUN FONCÉ
N7	NOUVEAU STATIONNEMENT À VÉLO
N8	RACCORD POMPIER
N9	MUR ÉCRAN (ANTI-BRUIT) ENTRE LES ENCLOS ET LA RUE
N10	RANGEMENT
N11	BORNE FONTAINE DÉPLACÉE. VOIR CIVIL
N12	PARCOURS SERVICES INCENDIE (15M MAX.)
N13	ENTRÉE DE GAZ



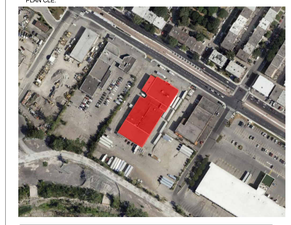
1 AN101b N-EXÉCUTION - IMPLANTATION B
1/8" = 1'-0"

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS. IL EST RESPONSABLE DE RAPPORTER TOUTE DIVERGENCE À L'ARCHITECTE, ET CE, AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

ÉMIS POUR	No.	Date :
POUR PERMIS	1	2024-12-20
POUR COMMENTAIRE	3	2025-01-10
POUR PERMIS (RÉV. 06)	10	2025-02-12

PLAN CLÉ:



PROJET:

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

CLIENT:

proanima
Servir les gens. Aider les animaux.

CLIENT:

vergo

VERGO

INGÉNIEUR STRUCTURE:

LES CONSEILLERS BCA CONSULTANTS INC.
A: 8680, CH. DANLEY, SUITE 100, VILLE DE MONT-ROYAL (QC) H4T 1M4
T: (514) 341-0118
@: INFO@BCA-STRUCTURES.COM

INGÉNIEUR MÉC. / ÉLEC. :

BLONDIN FORTIN & ASSOCIÉS
A: 205 BOUL. CURÉ-LABELLE, BUREAU 200, SAINTE-ROSE, LAVAL, (QC) H7L 2Z9
T: (450) 628-5555
@: INFO@BLONDINFORTIN.CA

INGÉNIEUR CIVIL:

ÉQUIPE LAURENCE INC.
A: 135, BOUL. DE SAINTE-ADÈLE, SAINTE-ADÈLE (QC), J8B 0J4
T: (450) 227-1855
@: WWW.EQUIPELAURENCE.CA

ARCHITECTE PAYSAGISTE:

ATELIER ESPACE B S.E.N.C.

CONSULTANTS ÉNERGÉTIQUE:

SYSTÈMES ÉNERGIE TST INC.
201-40, RUE TURGEON, SAINTE-THÉRÈSE (QC), J7E 3H4
T: (450) 965-1555
@: INFO@TST-INC.CA

ARCHITECTE:

28 RUE NOTRE-DAME EST, SUITE 401
MONTRÉAL, QUÉBEC
CANADA, H2Y 1B9
TEL: 514 848 9060
info@kivantl.com
www.kivantl.com

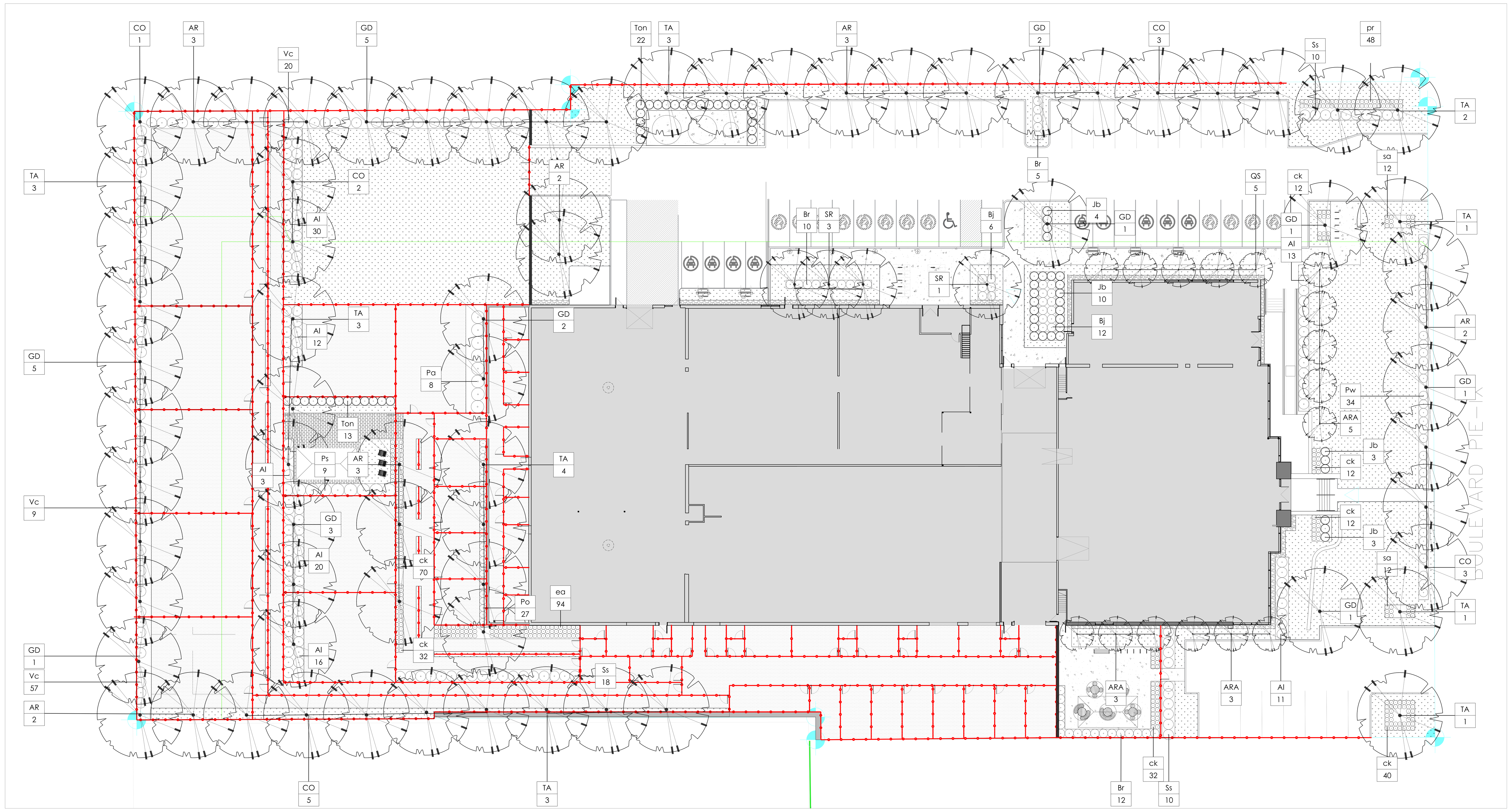
SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
A 3888
MARC LABRÈQUE
ARCHITECTE

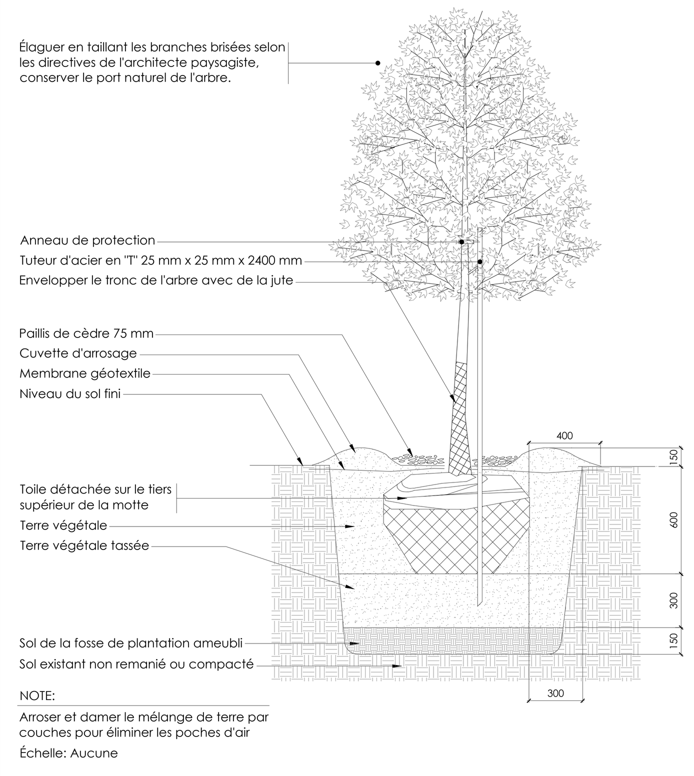
DESSIN: 2025-02-12

PLAN D'IMPLANTATION CONSTRUCTION AGRANDI

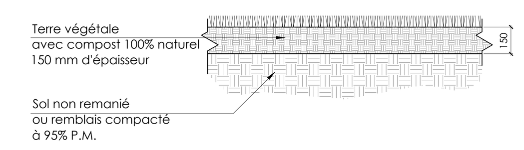
CONCEPTION:	KT	PROJET:	
DESSINÉ PAR:	EB	24-595	
RÉVISÉ PAR:	ML	FEUILLE:	
ÉCHELLE:	As indicated	**AN101b**	
DATE:	2025-02-12		



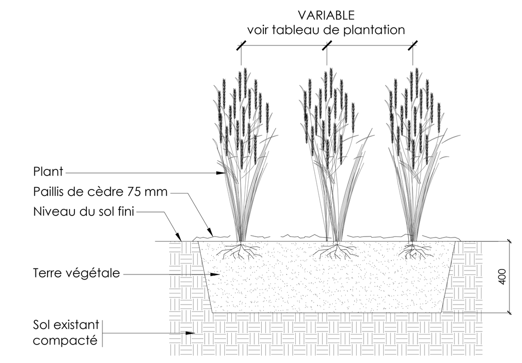
Plan des plantations



DET 01 — PLANTATION D'ARBRE FEUILLU
ÉCHELLE: 1:25



DET 02 — DÉTAIL ENGAZONNEMENT OU ENSEMENCEMENT
ÉCHELLE: 1:25



DET 03 — LIT DE PLANTATION VIVACES ET ARBUSTES
ÉCHELLE: 1:25

TABLEAU DE PLANTATION

CODE	QTÉ	NOM BOTANIQUE	NOM COMMUN	CALIBRE	RACINE	DISTANCE DE PLANTATION
		ARBRES				
AR	15	Acer x freemanii "Autumn Blaze"	Érable	50 mm	panier	voir plan
ARA	11	Acer rubrum "Armstrong Gold"	Érable Armstrong Gold	50 mm	panier	voir plan
CO	14	Ostrya virginiana	Ostryer de Virginie	50 mm	panier	voir plan
GD	22	Gymnocladus dioicus	Chicot Du Canada	50 mm	panier	voir plan
QS	5	Quercus robur x alba "Skinny Genes"	Chêne Skinny genes	50 mm	panier	voir plan
SR	4	Syringa reticulata "Ivory Silk"	Lilas Japonais	50 mm	panier	voir plan
Ta	21	Tilia americana "Redmond"	Tilleul D'amerique	50 mm	panier	voir plan
		ARBUSTES				
Al	103	Aronia "Low Scape Hedger"	Aronia	2 gallons	pot	1200 MM
Bj	18	Berberis thunbergii "Sunsation"	Épine Vinette	3 gallons	pot	1200 MM
Br	27	Berberis thunbergii "Cherry Bomb"	Épine Vinette	3 gallons	pot	1000 MM
Jb	20	Juniperus horizontalis "Plumosa Compacta"	Genevrier Horizontal	3 gallons	pot	1000 MM
Pa	8	Physocarpus opulifolius "Summer Wine"	Physocarpe a Feuilles D'Obier	3 gallons	pot	1500 MM
Po	47	Potentilla happy face "White"	Potentille	2 gallons	pot	800 MM
Ps	9	Physocarpus opulifolius "Dart's Gold"	Physocarpe a Feuilles D'Obier	3 gallons	pot	1500 MM
Pw	34	Physocarpus opulifolius "Tiny Wine"	Physocarpe a Feuilles D'Obier	3 gallons	pot	1000 MM
Ss	38	Sorbaria sorbifolia "Sem"	Fausse Spirée	3 gallons	pot	1200 MM
Ton	35	Thuya occidentalis nigra	Cèdre noir	2m de h.	motte	1000 MM
Vc	86	Viburnum cassinoides	Viorne Cassinoide	3 gallons	pot	1200 MM
		VIVACE				
ck	210	Calamagrostis acut "Karl Foerster"	Calamagrostis Karl Foerster	1 gallon	pot	500 mm
eb	94	Elymus arenarius "Blue Dune"	Ble D'azur	1 gallon	pot	500 mm
pr	48	Panicum virgatum "Prairie Fire"	Panic Raide	1 gallon	pot	500 mm
sa	24	Sesleria autumnalis	Sesleria autumnalis	9 cm	pot	500 mm
sw	18	Salvia nemorosa "Lyrical White"	Sauge	1 gallon	pot	600 mm

Légende

- Limite des travaux
- (a) Surface de pavés de béton, voir détail
- (b) Surface de criblure de pierre
- (c) Bande de propreté
- (d) Surface de béton coulé en place, voir génie civil
- (e) Support à vélo, modèle 150 de la cie Maglin, fini argent 14, installation sur dalle de béton, avec vis
- (f) Conteneur semi-enfoui, voir client
- (g) Banc avec dossier et accoudoirs latérals modèle 970 de la cie Maglin, assise et dossier en bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton avec vis anti-vandales
- (h) Contenant de recyclage et déchets modèle 1500 de la cie Maglin, option 2 bacs 1x32 et 1x16 gal., ecran pare-pluie et declacominies en vinyle, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (i) Clôture a maille de chaîne, hauteur 1,2m couleur noire avec latte d'intimité
- (j) Clôture a maille de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire avec latte d'intimité (périphérie du lot)
- (k) Clôture a maille de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire avec latte d'intimité (clôture mitoyenne des enclos)
- (l) Clôture a maille de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire sans latte d'intimité (clôture façade des enclos)
- (m) Table et sièges quadruple, modèle Fava de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (n) Table et sièges 2 sièges doubles, modèle Fava de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (o) Table avec accès mobilité réduite, modèle Fava de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (p) Mur antibruit de type Pilebye de saule écorché, hauteur 1.8m, installation selon le fabtiquant (Ramo)
- (q) Abris solaire (12x20pi), installation sur base de béton de type sonotube, voir client
- (r) Surface BCR, voir génie civil
- Surface de trèfles blancs
- Lit de plantation
- Fosse de plantation
- aa Clé de plantation / 00 Quantité
- Arbre proposé
- Arbuste proposé
- Vivace proposée

NOTES À L'ENTREPRENEUR

1. SPÉCIFICATIONS GÉNÉRALES

1.1 L'Entrepreneur devra avoir sa licence en règle de la RBQ et se conformer à tous les lois et règlements applicables en vigueur (municipal, provincial et fédéral) ainsi qu'au code du bâtiment, à la régie du bâtiment du Québec et aux normes du B.N.Q. (Bureau de normalisation du Québec). Il serait souhaitable qu'il soit également membre en règle de l'A.P.P.Q. (Association des Paysagistes Professionnels du Québec)

1.2 L'Entrepreneur devra fournir de la main-d'œuvre qualifiée et spécialisée ainsi que toute la machinerie, l'outillage, les matériaux, les services et les équipements nécessaires pour compléter les travaux conformément aux exigences ci-décrites et aux règles de l'art en vigueur.

1.3 L'Entrepreneur devra s'assurer du bon déroulement des travaux d'aménagement paysager. Pour ce, l'Entrepreneur devra prendre connaissance des ouvrages connexes (architecture, génie, etc.) et planifier ses travaux à la lumière des autres corps de métiers afin d'assurer la mise en œuvre continue de l'ensemble du projet.

1.4 Il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de s'informer auprès d'Info-Excavation (514-286-9228) et des compagnies concernées de la localisation exacte des utilités publiques à l'intérieur de la limite du contrat (Bell, Vidéotron, Gaz Métro, Hydro-Québec). Tout bris causé par négligence devra être réparé aux frais de l'Entrepreneur.

1.5 L'Entrepreneur devra vérifier sur place toutes les mesures, ceci sur sa seule et entière responsabilité. Si des incohérences sont notées par rapport au plan, l'Entrepreneur devra aviser aussitôt l'Architecte Paysagiste.

1.6 Tous les ajustements nécessaires qui devrait etre faits au plan, devront être approuvés par l'Architecte Paysagiste avant d'effectuer les travaux.

1.7 Les niveaux proposés sur les plans sont établis en fonction des niveaux proposés par les ingénieurs. Les niveaux proposés par les ingénieurs priment sur ceux de l'architecte paysagiste. L'Entrepreneur devra s'assurer de raccorder adéquatement le nivellement proposé au terrain existant. Les pentes de drainage ne devraient pas se faire en direction du bâtiment mais devront se diriger vers le le faussé de drainage. L'Entrepreneur devra s'assurer de ne pas diriger les eaux de surface vers les propriétés voisines ou la rue.

1.8 Il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de protéger les aménagements existants à conserver à l'intérieur de la limite du contrat. L'Entrepreneur sera tenu responsable si ceux-ci sont endommagés lors des travaux.

1.9 Pour des raisons de sécurité, l'entreposage temporaire du matériel et des équipements devront être coordonné avec le contremaître général du chantier pendant la durée des travaux. L'Entrepreneur devra s'assurer de conserver le site propre et sécuritaire en tout temps et disposer hors site tout matériel non utilisé qui encombre le site.

1.10 L'Entrepreneur devra garantir l'ensemble des travaux d'aménagement pour une durée minimale de 1 an. Cette garantie couvre toute la main d'œuvre et les matériaux pour l'entretien et les travaux correctifs qui s'avèrent nécessaires pour répondre aux exigences du présent devis. L'acceptation finale des travaux sera faite à la fin de la période de garantie si les travaux sont jugés satisfaisants et conformes à la qualité et aux prescriptions ci décrites.

2.0 TERRASSEMENT

2.1 L'Entrepreneur procédera à la préparation des surfaces à aménager conformément aux plans.

TERRASSEMENT GROSSIER

2.2 La terre provenant de l'excavation du bâtiment, de la voirie, des fosses et lits de plantation, peut être récupérée pour le terrassement grossier si elle se qualifie de classe B exempte de racines, sous-sol ou cailloux de plus de 50mm de diamètre ainsi que de mauvaises herbes, matières toxiques, mottes de gazon ou autres corps étrangers. Tout matériel de remblai non nécessaire devra être transporté hors du site par l'Entrepreneur. Dans le cas où l'apport de matériel de remblai est nécessaire, l'Entrepreneur devra faire approuver par l'Architecte Paysagiste, la provenance et la nature avant de le transporter sur le site.

2.3 Le niveau du terrassement grossier doit être fait :100mm sous le niveau proposé pour les zones à ensemencer. Pour les lits de plantation, prévoir une excavation de 400mm de profondeur pour les vivaces et 500mm minimum de profondeur pour les arbustes.

TERRASSEMENT DE FINITION

2.4 Le terreau sera de type mélange no.1 (3100) Savaria ou l'équivalent approuvé. La terre de culture devra répondre aux exigences des normes du B.N.Q. La terre de culture devra être exempt de racines, sous-sol ou cailloux de plus de 25mm de diamètre ainsi que de mauvaises herbes, matières toxiques, mottes de gazon ou autres corps étrangers. Le pH doit se situer entre 6 et 7 et la teneur en humus doit se situer entre 4% et 7%. Fournir un échantillon et une fiche technique descriptive de ses composantes pour approbation avant le début des travaux.

2.5 Enlever tous les branches, pierres et autres débris de plus de 50mm de diamètre et en disposer hors chantier. Niveler le sol en éliminant les points bas pour lui donner une pente qui assure un drainage adéquat. (voir plan de nivellement et drainage et génie civil)

2.6 Étaler le terreau en une couche d'une épaisseur minimale de 150mm pour les aires à ensemencer. Niveler la couche de terre en éliminant les points bas et raffermir le sol en compactant légèrement à l'aide d'équipements prévus à cet effet. Préalablement à l'engazonnement, ratisser la surface pour en ameublir les premiers 25mm.

3.0 Engazonnement

3.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX
Les travaux d'engazonnement consistent en la préparation du terrain, la pose et l'entretien du gazon en plaques aux endroits nécessaires et/ou indiqués aux plans et devis et ce, incluant la période de garantie.

3.2 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ À LA SOURCE
3.2.1 Le gazon en plaques doit avoir été produit dans une gazonnière et doit satisfaire aux exigences des normes du N.Q. 0605-100 édition 01.
3.2.2 Le maître d'oeuvre se réserve le droit d'approuver le gazon à la source d'approvisionnement.
3.2.3 Les rouleaux devront être denses, verts, de composition uniforme et pratiquement exempts de mauvaises herbes. Les rouleaux présentant des zones brisées, séchées ou jaunies seront refusés par le maître d'œuvre.
3.2.4 Les rouleaux devront avoir une épaisseur uniforme et l'épaisseur de la partie des rouleaux de gazon qui est constituée de sable ne doit pas être supérieure à 25 mm.
3.2.5 Une fois la source de gazonnement approuvée, n'utiliser aucune autre source sans autorisation écrite.
3.2.6 Le gazon qui laisse entrevoir la terre, lorsqu'il est tondu a une hauteur de 40 mm, ne sera pas accepté.

3.3 LIVRAISON ET ENTREPOSAGE
3.3.1 Établir un calendrier des livraisons de façon à réduire au minimum la période d'entreposage sur le chantier même, sans pour autant occasionner des retards dans l'exécution des travaux.
3.3.2 Ne transporter, décharger et entreposer les plaques de gazon que sur des palettes de manutention.
3.3.3 Livrer les plaques de gazon dans un délai de 24 heures à compter du moment où elles ont été prélevées et les étendre dans un délai de 36 heures à compter du même moment.
3.3.4 Il est défendu de livrer des plaques de gazon trop petites, asymétriques ou brisées.
3.3.5 Par temps humide, laisser sécher suffisamment les plaques de gazon afin de ne pas les briser au moment de les recueillir et de les manutentionner.
3.3.6 Par temps sec, protéger les plaques de gazon de sorte qu'elles ne sèchent pas complètement et les arroser suffisamment de façon à conserver leur vitalité et à empêcher que la terre ne se détache pendant la manutention. Les plaques de gazon sèches seront refusées.

3.4 GARANTIE
3.4.1 Garantir les pelouses engazonnées pour une période de 12 mois à compter de la réception provisoire des travaux. Les reprises des travaux défectueux seront garanties pour une période additionnelle équivalente à la garantie initiale.

PARTIE 2 - PRODUITS

3.1 GAZON EN PLAQUES
3.1.1 Le gazon en plaques standard doit être un gazon cultivé, principalement à partir de semences certifiées de paturin du Kentucky et de cultivars enregistrés, être de classe 1 et répondre aux exigences de la norme N.Q. 0605-300 "Gazon en plaques" - "Classification, caractéristiques et fourniture".

Le type de gazon à utiliser sera de composition à présenter des caractéristiques de résistance au piétinement.
3.1.2 Gazon en plaques - Rouleaux géants :
3.1.2.1 Le gazon en plaques doit être livré sous forme de rouleaux d'une largeur minimale de 75 cm et d'une longueur d'au moins quinze (15) mètres.
2.1.2.2 La qualité et la source d'approvisionnement doivent être conformes aux normes N.Q. 0605-300 à la section XIV.
2.1.2.3 Pour l'engazonnement d'un terrain sportif, le gazon doit avoir été cultivé dans un sol sablonneux comprenant un minimum de 50% de sable de calibre moyen et la semence doit être du paturin du Kentucky no 1, cultivar limousine seulement.
2.1.3 Piquets de bois ou crampillons :
Les piquets de bois utilisés pour retenir les plaques seront de la dimension suivante, c'est à dire : 17 x 17 x 300 mm de longueur. Les crampillons doivent être composés d'acier de 0 mm de longueur. Ce matériel doit être dûment approuvé pour retenir le gazon pour des pentes supérieures à 1 :3.
3.1.4 Eau: L'eau utilisée pour l'arrosage doit être propre et exempte d'impuretés qui pourraient empêcher la croissance.
3.1.5 Fertilisation On doit épandre un engrais de type enracineur équivalent à un rapport minimal de 1 :3 :1 (N :P :K) selon les recommandations du fabricant avant de poser le gazon en plaques. Cet engrais doit être incorporé au premier centimètre de la surface.
L'engrais appliqué pendant la période d'entretien est de type 3-1-2 ou équivalent approuvé, appliqué selon le taux recommandé par le fabricant.
3.1.6 Herbicides L'application d'herbicide chimique est strictement interdite sur les surfaces gazonnées des terrains qui sont la propriété d'une municipalité (référence : Code de gestion des pesticides - Ministère de l'Environnement du Québec).

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 PRÉPARATION DES SURFACES
3.1.1 L'épandage du terreau tamisée doit être fait sur un sol non détrempé et exempt de débris. Au moment de l'épandage, le terreau pour pelouse doit être légèrement humide et non détrempée.
Épandre le mélange du terreau tamisée pour engazonnement conformément aux prescriptions.
3.1.2 L'épandage doit être effectué de façon uniforme, avec une machinerie appropriée ou manuellement, de façon à ne pas compacter inutilement les surfaces à engazonner. L'épaisseur minimale du terreau doit être de 100 mm, après tassement naturel ou compaction mécanique.
Maintenir les surfaces bien drainées.
3.1.3 L'épandage du terreau doit être fait manuellement autour des arbres et des arbustes existants.
Enlever immédiatement la terre et les débris répandus sur les surfaces de revêtement dur et disposer hors du site les matériaux inutilisables.

3.2 POSE DE GAZON
3.2.1 Avant de débuter les travaux d'engazonnement, l'Entrepreneur doit faire approuver le profil et l'épaisseur de la couche du terreau tamisée par le maître d'œuvre.
3.2.2 Poser les plaques de gazon durant la saison de croissance. Il est interdit de poser le gazon par temps trop chaud ou trop sec, lorsque la température est en dessous du point de congélation ou sur un sol gelé ou excessivement détrempé.
3.2.3 Avant la pose du gazon, épandre sur la surface de terre de culture, l'engrais prescrit. Poser les plaques de gazon en lignes parallèles, d'affleurement avec les surfaces adjacentes et avec joints alternés. Rapprocher les unes des autres, sans laisser de jeu, en évitant toutefois de les faire chevaucher. Découper les plaques à l'aide d'un outil tranchant approprié.
3.2.4 Dans le cas de la pose de gazon en plaques sur des monticules et des talus, on doit poser les plaques de gazon perpendiculairement à la pente, sauf dans le cas des gros rouleaux de gazon en plaques.
3.2.5 Sur un terrain sportif, si le gazon en plaques est livré avec un filet, celui-ci doit être retiré au moment de la pose et la présence de ce filet ne doit pas exclure la plaque de gazon des exigences générales du chapitre 5 de la partie XIV de la norme N.Q. 0605-300.
3.2.6 La pose des rouleaux de gazon doit être faite par de la machinerie appropriée. Les équipements de pose doivent être montés sur pneus à basse pression de façon à ne pas causer de déformations à la surface du terreau tamisée.
3.2.7 Cylindrer avec un rouleau léger de manière à bien faire adhérer les plaques de gazon au sol. Il est défendu de cylindrer avec un rouleau lourd afin de corriger les irrégularités de surface.
3.2.8 Une fois le gazon mis en place, on doit l'imbiber suffisamment d'eau pour que l'humidité pénètre le gazon et le sol jusqu'à une profondeur de 100 mm.
3.2.9 Empêcher l'érosion de façon appropriée sur les aires gazonnées. Protéger contre tout dommage qui pourrait être causé par les engins mécaniques. N'enlever les dispositifs de protection qu'une fois que les aires gazonnées ont été acceptées.

3.3 POSE DU GAZON SUR DES PENTES DONT LE RAPPORT D'INCLINAISON EST DE 1:3
3.3.1 Disposer les plaques de gazon parallèlement à la direction des pentes et les retenir en place au moyen de piquets de bois. Placer les piquets à raison de 5 par m2, à 100 mm de l'extrémité haute des plaques, de façon à empêcher les plaques de se déplacer. Enfoncer les piquets jusqu'à ce qu'ils soient d'affleurement avec la surface du gazon (référence : N.Q. 0605-300, édition 01 - Pose de gazon en plaques).

3.4 PROTECTION DES SURFACES ENGAZONNÉES
L'entrepreneur est responsable de maintenir la surface nouvellement gazonnée en bon état. S'il juge nécessaire d'installer une clôture de protection à cet effet, il devra en inclure les frais inhérents à l'item d'engazonnement correspondant au bordereau lors de la soumission. Aucun frais supplémentaire pour la protection des surfaces gazonnées ne sera accepté lors de l'exécution des travaux.

3.5 ENTRETIEN
3.5.1 Assurer l'entretien des surfaces engazonnées jusqu'à la fin de la période de garantie.
3.5.2 Arroser le gazon suffisamment, et aussi souvent qu'il le faut pour que la couche de terre située directement sous le gazon soit toujours humide jusqu'à une profondeur de 50 à 75 mm.
3.5.3 Tondre le gazon une première fois à une hauteur de 50 mm lorsqu'il a atteint 75 mm. Tondre ensuite à 40 mm chaque fois que le gazon atteint 60 mm. Ne pas tondre l'herbe lorsqu'elle est mouillée. Enlever les résidus de la tonte.
3.5.4 À l'automne et au printemps, épandre uniformément un engrais sur les aires gazonnées, tel que prescrit.

3.6 RÉCEPTION DES TRAVAUX
3.6.1 Les aires engazonnées seront acceptées au moment de la réception provisoire pourvu que:
3.6.1.1 le gazon soit en bonne voie de croissance;
3.6.1.2 le gazon soit exempt de mauvaises herbes, de surfaces dénudées et de surfaces où l'herbe ne pousse pas;
3.6.1.3 il soit impossible de discerner la terre lorsque le gazon est coupé à une hauteur de 40 mm;
3.6.1.4 le gazon ait été tondu au moins deux fois.

3.6.2 Les aires engazonnées à l'automne seront approuvées au printemps suivant, un mois après le début de la saison de croissance, pourvu que les conditions relatives à leur réception aient été remplies.

PARTIE 4 - MESURAGE

3.1 MESURAGE
3.1.1 Le mesurage du gazon en plaques pour fin de paiement se fera au mètre carré mesuré sur le site et devra inclure le coût pour la fourniture du gazon et de la terre de culture, la pose, l'arrosage, l'entretien et toutes autres dépenses incidentes jusqu'à la réception définitive des travaux.

PARTIE 5 - PAIEMENT

3.1 MODE DE PAIEMENT
3.1.1 Le paiement pour la fourniture et la pose de gazon en plaques se fera au prix unitaire indiqué au bordereau des prix de la formule de soumission.
3.1.2 Le prix devra inclure la fourniture et la mise en place de 150 mm de terre de culture (à moins d'indication contraire) ainsi que celle de tout le matériel, les matériaux et la main-d'oeuvre nécessaires à l'exécution des travaux selon les plans, détails, coupes et profils et le présent cahier des charges.
3.1.3 Le prix doit couvrir la garantie.

4.0 PLANTATION

4.1 Généralités

4.1.1 Portée des travaux
.1 Cette section s'applique aux travaux de plantation de végétaux identifiés aux plans et devis.
.2 L'entrepreneur fournira tous les matériaux, l'outillage, la machinerie, la main-d'œuvre et la surveillance nécessaires pour compléter les ouvrages indiqués aux plans et devis et décrits ci-dessous :
- La plantation d'arbres, d'arbustes et plantes vivaces.

4.1.2 Ouvrages connexes

.1 Terreau et terrassement de finition

4.1.3 Normes de référence

.1 Canadian Nursery Landscape Association (CNLA) (Association canadienne des pépiniéristes et des paysagistes - ACPP). - Canadian Standards for Nursery Stock dernière édition
.2 NQ 0605-100 Aménagement paysager à l'aide de végétaux.

4.1.4 Contrôle de la qualité à la source

.1 Faire approuver les plants à la pépinière, avant la livraison sur le chantier.
.2 Aviser l'Expert Conseil de la provenance des plants au moins 7 jours avant la livraison sur le site. Aucuns travaux de plantation ne doivent être commencés sans l'approbation préalable des plants.
.3 Les plants importés doivent être accompagnés de tous les permis nécessaires. Se conformer aux règlements des gouvernements fédéral et provincial.
.4 Les plants peuvent être refusés au chantier par l'architecte paysagiste, avant ou après les travaux de plantation.

4.1.5 Transport et livraison

.1 Attacher solidement les branches des arbres pour le transport. Bien supporter la motte des gros arbres au moment du levage.
.2 Enlever les racines brisées ou endommagées à l'aide d'une serpette. Bien tailler; recouvrir d'un enduit cicatrisant les entailles ayant un diamètre supérieur à 10 mm.
.3 Garder les racines humides; les protéger du soleil et du vent. Mettre en jauge, dans des endroits ombragés, les arbres et les arbustes qui ne peuvent être plantés immédiatement; bien les arroser.

4.1.6 Entreposage et protection
.1 Lors de la livraison, protéger les végétaux contre le gel, la chaleur excessive, le vent et le soleil.
.2 Protéger et entreposer immédiatement les végétaux qui ne seront pas installés dans un délai de (1) heure après leur arrivée au chantier, en les plaçant à l'endroit approuvé à cette fin par l'Expert Conseil.
.3 Protéger les végétaux contre tout dommage pendant leur transport.
- Lorsque la distance à parcourir est inférieure à 30 km et que le camion circule à moins de 80 km/h, placer des bâches autour des végétaux ou au-dessus de la caisse du camion.
- Lorsque la distance à parcourir est supérieure à 30 km ou que le camion circule à plus de 80 km/h, utiliser un camion fermé.
- Lorsqu'il n'est pas possible, en raison de la taille et du poids des végétaux, d'utiliser un camion fermé, protéger les frondaisons et les mottes au moyen d'agents anti-desséchants et de bâches.
.4 Protéger les végétaux entreposés contre le gel, le vent et le soleil, en prenant les mesures suivantes.
- Dans le cas des végétaux à racines nues, maintenir l'humidité autour des racines en mettant les végétaux en jauge ou en enfouissant leurs racines dans le sable ou la terre végétale et en arrosant toute la profondeur de la rhizosphère.
- Dans le cas des végétaux en conteneur, maintenir un niveau d'humidité adéquat dans les conteneurs.
- Dans le cas des végétaux mis en tontine et ceinturés d'un panier de fil métallique, les placer de manière à protéger les branches contre tout dommage, et maintenir un niveau d'humidité adéquat dans la rhizosphère.

4.1.7 Garantie
.1 En plus de la garantie de 12 mois, l'entrepreneur doit, à ses frais, assurer la réparation des blessures et autres défauts dont pourraient être atteints les plants pendant une période supplémentaire de un (1) an; ceci s'applique dans le cas de tous les plants indiqués sur la liste.

4.1.8 Plants de remplacement
.1 Pendant la période de garantie, débarrasser le chantier de tout plant mort ou qui ne serait pas développé à la satisfaction de l'Architecte paysagiste.
.2 Remplacer les arbres, les arbustes, les plantes vivaces et les plantes annuelles qui n'auront pas été acceptés.
.3 La période de garantie pour les plants de remplacement doit être égale à la période de garanties accordée dans le cas des plants originaux.
.4 Remplacer les plants tant et aussi longtemps qu'ils ne seront pas acceptés.

4.1.9 Mesurage
.1 Le mesurage pour paiement de fourniture et des végétaux est fait selon le calcul du nombre d'arbres, d'arbustes et de couvre-sol végétaux plantés, incluant la terre végétale, installés et consiste à vérifier que les travaux sont conformes aux exigences des plans, des détails et du présent cahier des charges. Les quantités sont telles que comptées sur le site.

4.1.10 Mode de paiement
.1 Le paiement pour l'installation des végétaux est fait au prix unitaire indiqué à l'article correspondant au bordereau des prix de la formule de soumission.
.2 Le prix doit inclure la fourniture et la mise en place de terre végétale, la fourniture de la main-d'œuvre, du matériel et des matériaux nécessaires à l'installation des végétaux, tels que spécifiés aux plans et devis.

4.2 Produits

4.2.1 Matériaux
.1 Enduit cicatrisant : émulsion non toxique, non durcissable, dont l'usage est reconnu en horticulture.
.2 Engrais : engrais biologique, à être approuvé par l'architecte paysagiste avant la livraison.
.3 Biostimulant; mycorhise, à être approuvé par l'architecte paysagiste avant la livraison.
.4 Paillis : Paillis de type BRF (Bois Raméal Fragmenté), à être approuvé par l'architecte paysagiste avant la livraison.
.5 Tuteurage: Tous les arbres plantés en pleine terre seront tuteurés à l'aide d'un tuteur ou de 2 tuteurs selon le calibre de l'arbre, en acier profilé en 'T' peints de couleur verte de 38mm x 38mm x 2440mm de longueur. Les arbres seront attachés aux tuteurs à l'aide de fils d'acier galvanisé no. 11 insérés dans des boyaux de caoutchouc noir de 2 plis.
.6 Protection contre les rongeurs: Tous les arbres feuillus et conifères devront être protégés contre les rongeurs avec une section de drain de fond en polyéthylène ondulé de couleur noire (150mm de diamètre x 300mm de hauteur), à installer à la base du tronc.
.7 Protections hivernales: Des protections hivernales devront être installées pour tous les végétaux fragiles aux vents desséchants ou susceptibles d'être endommagés par la chute de neige par exemple au pied des toits du bâtiment ou dans une zone d'entreposage pour la neige ou susceptible d'être affectés par les sels de déglaçage routier. Les protections requises seront établies après la fin des ouvrages et après concertation avec le Client. Les protections devront être adaptées à chacun des plantes ou groupes de plantes selon les spécifications de l'Architecte Paysagiste. Faire approuver les protections hivernales par l'Architecte Paysagiste après leur mise en place. Les structures et matériaux mis en place pour les protections hivernales devront demeurer en la possession du Client après la période de garantie des travaux.
.8 Taille: À moins de circonstances exceptionnelles, éviter d'élaguer les branches après les travaux de plantation. Si des blessures aux arbres sont causées accidentellement lors des manœuvres de plantation, procéder à leur réparation immédiate sous les directives d'un spécialiste en arboriculture. Ne jamais tailler la branche apicale.
.9 Terreau : pour la mise en place de gazons et plaques et l'ensemencement utiliser le terreau :

pour la plantation de vivaces utiliser le terreau de type 2 de la cie Savaria
pour la plantation des arbustes utiliser le terreau de type 2 de la cie Savaria
pour la plantation des arbres feuillus et conifères utiliser le terreau de type 1 de la cie Savaria
.10 Barrière contre les mauvais herbes de type plantex premier de la cie Dupont, installation selon les recommendations du fabriquant.

4.2.2 Végétaux
.1 Plants cultivés de première qualité.
.2 Type de préparation des racines, dimensions, catégorie et qualité : conformes aux Canadian Standards for Nursery Stock et aux exigences de NQ 0605-100.
.3 Végétaux : exempts de maladies, d'insectes, de défauts ou de meurtrissures, présentant une structure saine et un système radiculaire fasciculé, robuste.
.4 Dimensions:
- Diamètre : Diamètre du tronc mesuré à 30 cm à partir du sol.
- Hauteur : Mesurer les plants au moment où leurs branches sont en positions normales. Les dimensions indiquées pour la hauteur et le développement du branchage sont obtenues à partir de la dimension principale de plant et non pas de la distance qui existe entre les extrémités des branches.
.5 Arbres : sauf indication contraire, arbres ayant un tronc droit et un branchage fourni et caractéristique de l'espèce.
.6 Arbres de diamètre supérieur à 0 mm : racines taillées de moitié au cours de deux saisons de croissance successives, la dernière taille ayant eu lieu a plus tard au cours de la saison de croissance précédant la livraison des arbres au chantier.
.7 Arbustes : Arbustes cultivés en pots depuis au moins une saison de croissance, de branchage fourni et de port caractéristique à l'espèce.
.8 Vivaces et annuelles : doivent être vigoureuses et posséder un système radiculaire bien développé.
.9 Bulbes : de calibre moyen, fermes, exempts de pourriture et de meurtrissures.
.10 Végétaux à racines nues : cultivés en pépinière, en période de repos végétatif, non mis en tontine ou cultivés en conteneurs.
.11 Il ne sera pas permis de remplacer les plants prescrits par d'autres plants, à moins d'avoir obtenu une approbation écrite par l'architecte paysagiste quant au type, à la variété et aux dimensions de ces nouveaux plants.

4.3 Exécution

4.3.1 Généralités
.1 Indiquer à l'aide de piquets, l'emplacement des arbres et faire approuver l'emplacement des plants par l'architecte paysagiste avant d'entreprendre les travaux de creusage.
.2Coordonner les travaux. Garder le chantier propre et les fosses sèches. Enlever immédiatement la terre et les débris accumulés sur les surfaces revêtues en dur.

4.3.2 Saison de plantation
.1 Avec permission, la plantation des arbres, arbustes et couvre-sol cultivés en pots peut avoir lieu pendant la saison de croissance.
.2 Ne procéder à la plantation que lorsque les conditions sont favorables à la santé et à la bonne croissance des plants.
.3 Avec permission, en cas de plantation lors de période de dessication, prendre les mesures particulières afin de faciliter la reprise, l'irrigation abondante et fréquente, l'utilisation d'agent antisiccatif, brise-vent ou ombrière

4.3.3 Creusage
.1 Lit de plantation d'arbustes : creuser jusqu'à une profondeur de 500 mm au moins.
.2 Arbustes individuels : creuser des fosses d'une profondeur de 500 mm et d'une largeur de 500mm au moins.
.3 Vivaces: creuser des lits de plantation d'une profondeur de 400 mm au moins.
.4 Les fosses et lits de plantation doivent avoir les parois inclinées; la largeur inférieure doit correspondre à la largeur de la motte plus 600 mm alors que l'ouverture de la fosse doit équivaloir a 2 fois le diamètre de la motte plus 600 mm.
.5 La profondeur des fosses et des lits de plantation doivent assurer le dégagement du collet afin que celui-ci se retrouve au même niveau que le sol fini.

4.3.4 Plantation
.1 Ameublir le fond de la fosse jusqu'à une profondeur de 150 mm à 0 mm, étendre ensuite au moins 300 mm de terre végétale.
.2 Placer les arbres et les arbustes bien droits dans les fosses et les disposer de façon adéquate et qu'ils s'harmonisent avec les ouvrages avoisinants (bâtiments, routes, trottoirs).
.3 Respecter les distances de plantation selon le tableau des espèces au plan.
.4 Pour ce qui est des mottes en tontine, il est interdit de retirer la toile ou la corde qui se trouve sous la motte. Dans le cas des plants cultivés en pots, enlever le pot sans défaire la motte. Ne jamais laisser dans les fosses des matériaux d'enveloppement qui ne sont pas biodégradables.
.5 Enlever la moitier supérieure du panier et des matériaux de soutien de la motte en évitant de briser ou déstabiliser la motte et les racines.
.6 Ajouter le terreau par couches successive de 150 mm à 0 mm et tasser, sans trop compacter jusqu'au niveau du collet et du sol fini. Ne pas oublier d'incorporer les biostimullants.
.7 Après avoir étendu les 2/3 du terreau, remplir la fosse d'eau. Lorsque l'eau a complètement pénétré dans le sol, remblayer la fosse.
.8 Modeler avec le terreau une cuvette de rétention d'eau qui devra être située à la limite de la fosse de plantation et dont le rayon inférieur doit correspondre au rayon extérieur de la motte
.9 Lorsque les travaux de plantations sont terminés, étendre sur le remblai des fosses un engrais biologique. Mélanger parfaitement l'engrais à la couche supérieure de terreau et bien arroser pour le faire pénétrer.
.10 Mettre en place le paillis cèdre sans tasser sur la barrière anti-mauvais herbes.
.11 Enlever le matériau de protection sur le tronc ainsi que toute corde ou étiquette pouvant être fixé au végétal.
.12 Installer une protection antirongeurs.
.13 Le tuteur et la sellette doivent être enlevés après la période de garantie
.14 À moins de circonstances exceptionnelles, éviter d'élaguer les branches après les travaux de plantation. Si des blessures aux arbres sont causées accidentellement lors des manœuvres de plantation, procéder à leur réparation immédiate sous les directives d'un spécialiste en arboriculture. Ne jamais tailler la branche apicale.

No	Date	Revision	Par
02			
01	2025-03-11	Émis pour permis	IP

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

atelier espace b
ARCHITECTURE DE PAYSAGE
t 514.910.2737
c info@espaceb.ca
a 94 rue Estelle • St-Colomban • Québec • J5K 2T9

Droit d'auteur ATELIER ESPACE B - Ne pas utiliser pour un autre projet sans l'approbation écrite de l'architecte. Toutes les dimensions et conditions devront être vérifiées au chantier. Ne pas mesurer à l'échelle sur le dessin. Toutes erreurs ou omissions sur le dessin doivent être communiquées par écrit immédiatement à l'architecte. Tous les travaux devront être conforme aux normes, lois et codes les plus récents en vigueur et ce pour tous les corps de métier.

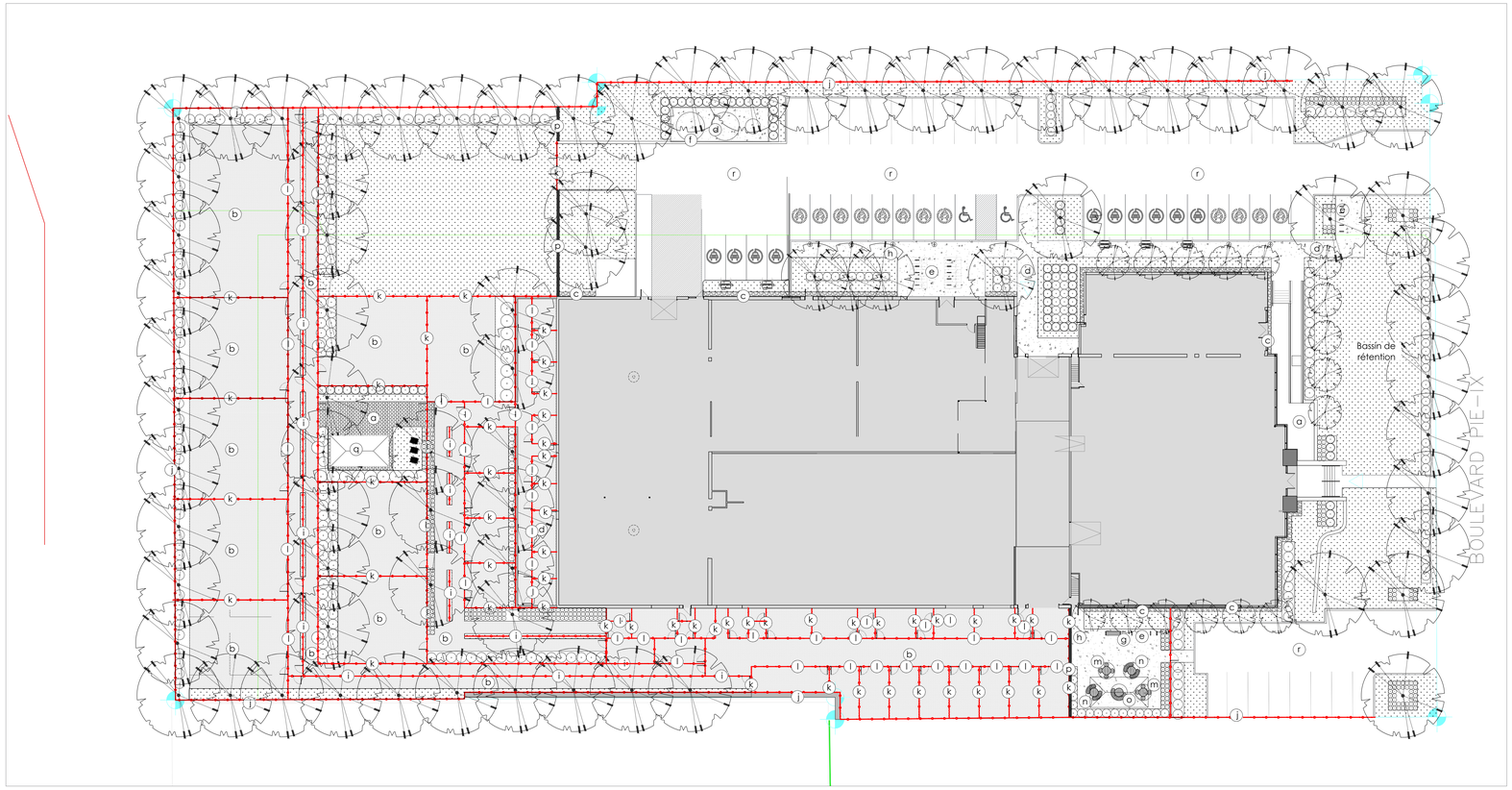
ARCHITECTURE DU PAYSAGE

Plan des aménagements

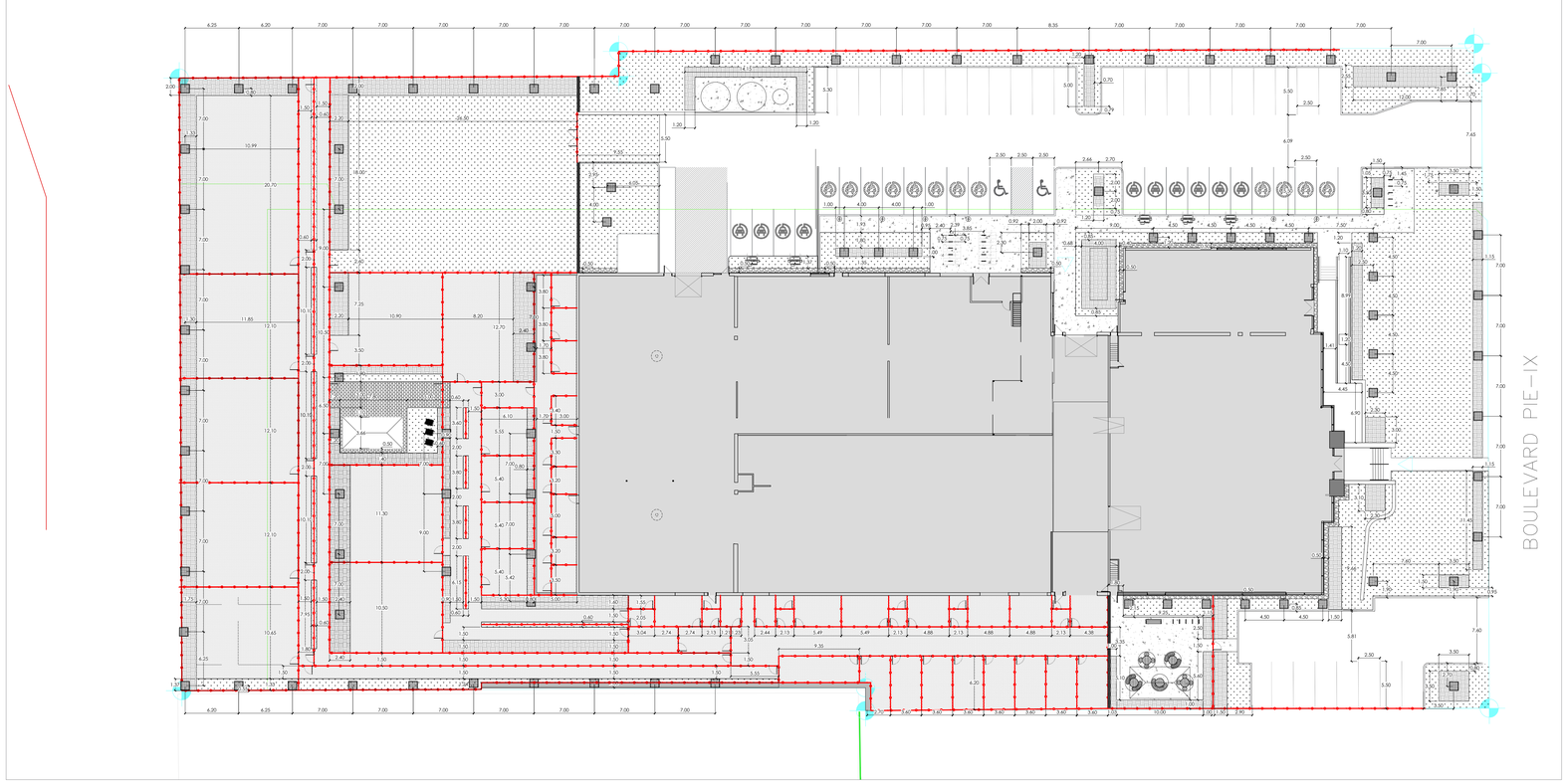
DESSINÉ PAR : I.P. VÉRIFIÉ PAR : N.B.

ÉCHELLE: 1:250

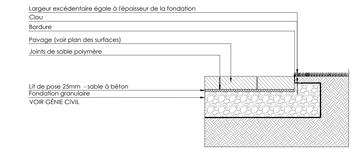
FOLIO: AP-02



Plan des aménagements

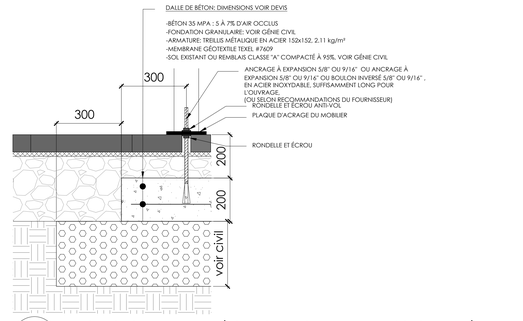


Plan des surfaces et dimensions



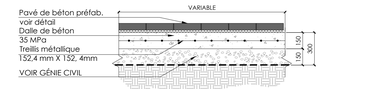
DET 1 — SURFACE DE PAVÉS DE BÉTON PRÉFABRIQUÉS HORS TREFONDS

ÉCHELLE: 1:25



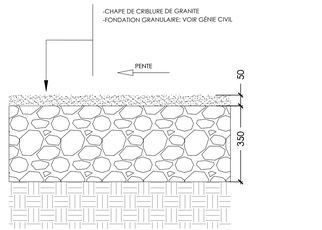
DET 02 — ANCRAGE SUR DALLE DE BÉTON POUR MOBILIER URBAIN SOUS LE PAVÉ

ÉCHELLE: 1:10



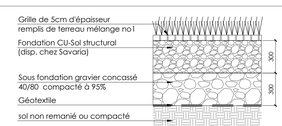
DET 03 — DÉTAIL DALLE DE BÉTON POUR MOBILIER URBAIN

ÉCHELLE: 1:20



DET 04 — CRIBLURE DE PIERRE

ÉCHELLE: 1:10



DET 05 — DÉTAIL STATIONNEMENT VERT

ÉCHELLE: 1:20

STATISTIQUES

	%	SUPERFICIE (PI. CA.)	REMARQUES
SUPERFICIE DU SITE (NON-BATIE)	100	85,359	
SUPERFICIE À VERDIR	59	50,362	
SURFACES PERMÉABLES (MAXIMUM AUTORISÉE)	20	17,072	
SURFACES À VERDIR - RÉSIDUEL	39	33,290	
SURFACES (AVANT) - HERBACÉES		14,208	
SURFACES (AVANT) - ARBUSTIVES		2,368	
SURFACES (ARRIÈRE) - HERBACÉES		8,131	
SURFACES (ARRIÈRE) - ARBUSTIVES		6,119	
SURFACES VERDIES PROPOSÉES	37	30,826	
SURFACES PERMÉABLES - SENTIERS / ENCLOS ADOPTION / CHIENS DANGEREUX	32	27,854	
SUPERFICIE À VERDIR FOURNIE (VERDIES+PERMÉABLES)	69	62,533	

Légende

- Limite des travaux
- (a) Surface de pavés de béton, voir détail
- (b) Surface de criblure de pierre
- (c) Bande de propreté
- (d) Surface de béton coulé en place, voir génie civil
- (e) Support à vélo, modèle 150 de la cie Maglin, fini argent 14, installation sur dalle de béton, avec vis
- (f) Conteneur semi-enfoui, voir client
- (g) Banc avec dossier et accoudoirs latéraux modèle 970 de la cie Maglin, assise et dossier en bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton avec vis anti-vandales
- (h) Contenant de recyclage et déchets modèle 1500 de la cie Maglin, option 2 bacs 1x32 et 1x16 gal., écran pare-pluie et declocornières en vinyle, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (i) Clôture à maille de chaîne, hauteur 1.2m couleur noire avec latte d'intimité
- (j) Clôture à maille de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire avec latte d'intimité (périphérie du lot)
- (k) Clôture à maille de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire avec latte d'intimité (clôture mitoyenne des enclos)
- (l) Clôture à maille de chaîne, hauteur 2.4m couleur noire sans latte d'intimité (clôture façade des enclos)
- (m) Table et sièges quadruple, modèle Fava de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (n) Table et sièges 2 sièges doubles, modèle Fava de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (o) Table avec accès mobilité réduite, modèle Fava de la cie Maglin, fini de la table et de l'assise bois ipé, structure couleur noire texturée, installation sur dalle de béton sous les pavés
- (p) Mur antibruit de type Pilebye de saule écorché, hauteur 1.8m, installation selon le fabriquant (Rama)
- (q) Abris solaire (12x20pi), installation sur base de béton de type sonotube, voir client
- (r) Surface BCR, voir génie civil

Surface de trèfles blancs
Lit de plantation
Fosse de plantation
Clé de plantation
Quantité
Arbre proposé
Arbuste proposé
Vivace proposée

No	Date	Revision	Par
02			
01	2025-03-11	Émis pour permis	IP

PROANIMA CENTRE DE SERVICES DE L'EST DE MONTRÉAL
9350, BOULEVARD PIE-IX, MONTRÉAL, QUÉBEC

atelier espace b
ARCHITECTURE DE PAYSAGE
t 514.910.0737
e info@espaceb.co
94 rue Elzélie • St-Colomban • Québec • J0L 2Y0

Droit d'auteur ATELIER ESPACE B – Ne pas utiliser pour un autre projet sans l'approbation écrite de l'architecte. Toutes les dimensions et conditions devront être vérifiées au chantier. Ne pas mesurer à l'échelle sur le dessin. Toutes erreurs ou omissions sur le dessin doivent être communiquées par écrit immédiatement à l'architecte. Tous les travaux devront être conforme aux normes, lois et codes les plus récents en vigueur et ce pour tous les corps de métier.

ARCHITECTURE DU PAYSAGE

Plan des aménagements

DESSINÉ PAR : I.P.
VÉRIFIÉ PAR : N.B.
ÉCHELLE: 1:250
FOLIO: AP-01

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : C04-107**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation								
Commerce		C.6(1)B	C.7B		C.4			
Industrie				I.2				
Équipements collectifs et institutionnels						E.7(1)		
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X	X	X	X		
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé		X	X	X	X			

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	4/12,5	4/12,5	4/12,5	4/12,5	4/12,5		
En étage	min/max	1/3	1/3	1/3	1/3	1/3		
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-	-	-	-		
Mode d'implantation	(I-J-C)	I-J	I-J	I-J	I-J	I-J		
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/65	0/65	0/65	0/65	0/65		
Densité	min/max	-	-	-	-	-		
Marges								
Avant principale	min/max (m)	5/	5/	5/	5/	5/		
Avant secondaire	min/max (m)	5/	5/	5/	5/	5/		
Latérale	min (m)	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5		
Arrière	min (m)	3	3	3	3	3		
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40	10/40	10/40	10/40	10/40		
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	-	-	-	-	-		
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

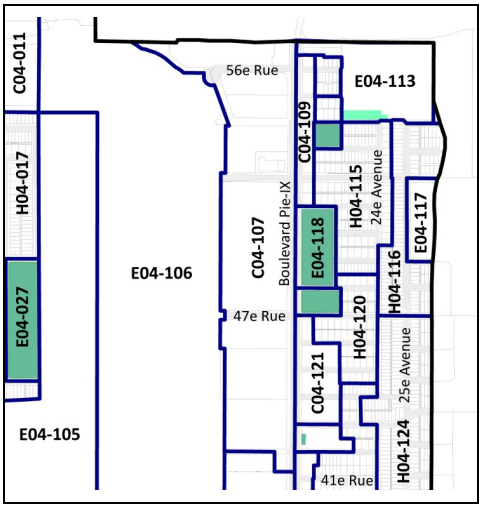
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-2
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	5
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-113 (2022-05-18)
01-283-116 (2023-04-04)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

SECTION IV
CRITÈRES D'ÉVALUATION

9. L'évaluation d'une demande d'autorisation est faite selon les critères suivants, en fonction du type de projet :

Critères généraux

1° le projet respecte les objectifs du plan d'urbanisme;

2° les occupations prévues au projet sont compatibles avec le milieu d'insertion et leur emplacement dans le bâtiment tend à minimiser leur impact sur le milieu d'insertion;

3° la conservation des bâtiments existants d'intérêt et la mise en valeur des éléments architecturaux d'origine sont préconisées;

4° dans le cas de la démolition complète ou partielle d'un bâtiment, la démolition est nécessaire ou apporte une plus-value importante pour la réalisation du projet;

5° le projet minimise son empreinte écologique sur le plan de la quantité de déchets de construction produite, par l'utilisation de matériaux recyclés ou par la réutilisation, la récupération ou la valorisation des matériaux de construction lors d'une démolition;

6° le projet vise l'atteinte de critères ou une certification permettant d'améliorer sa performance écologique, notamment au niveau de la réduction des îlots de chaleur, la biodiversité, la rétention et la réutilisation des eaux de pluie, la consommation d'énergie, la récupération et la réutilisation des déchets de construction, le transport durable et la qualité de vie des résidents et utilisateurs (ex: LEED, BOMA, WELL, stationnement écologique, etc.);

7° le projet minimise ses impacts environnementaux, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, de la qualité de l'air, du ruissellement des eaux et de la circulation véhiculaire;

8° les dérogations demandées sont justifiables et compensées par des composantes avantageuses pour la collectivité sur le plan des composantes environnementales, économiques, culturelles ou sociales du projet;

Implantation et volumétrie

9° le bâtiment s'intègre dans son milieu sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité, de l'aménagement des lieux et des matériaux de revêtement proposés;

10° le projet favorise l'utilisation des modes de transport actifs et collectifs tels la marche, le vélo et l'autopartage;

11° le stationnement intérieur est préconisé et le nombre d'unités de stationnement proposé doit être justifié par une analyse des besoins des différents usages envisagés sur le site et la proximité des autres modes de transports actifs et collectifs;

12° le projet favorise l'accessibilité universelle du bâtiment, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

Aménagement extérieur

13° le projet favorise des aménagements extérieurs de qualité ainsi que des plantations en pleine terre et, dans le cas d'une augmentation de la densité, présente des éléments de verdissement alternatif de la propriété (notamment plantation en bac, toit ou mur végétalisé, déminéralisation ou densification du verdissement des espaces au sol);

14° les aménagements extérieurs et l'organisation fonctionnelle du site prennent en considération les usages du bâtiment et favorisent un lien avec le domaine public adjacent au terrain;

15° le projet vise la préservation et la mise en valeur des aménagements paysagers d'intérêt existants sur le site. La suppression d'arbres d'intérêt est dûment justifiée et avantageusement compensée par des plantations nouvelles de canopée au moins équivalente aux arbres abattus;

16° la gestion des matières résiduelles est prise en compte dans la conception du projet, afin d'éviter l'encombrement du domaine public et l'entreposage permanent de conteneurs ou de bacs en cour avant;

Affichage

17° le cas échéant, le programme d'affichage proposé prend en considération le milieu d'insertion, la volumétrie du bâtiment, les usages visés ainsi que l'échelle de la rue et favorise l'intégration des enseignes de manière sobre et harmonieuse.

RCA04-14003-03, a. 1 (2016); RCA04-14003-5, a.5 (2022)

9.1. En plus des critères prévus à l'article 9, les critères d'évaluation suivants s'appliquent pour une demande d'autorisation d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble visant l'autorisation d'un usage résidentiel malgré les usages prescrits au Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) :

1° le projet n'affecte pas le maintien d'une proportion significative d'espaces dédiés au commerce, à l'industrie ou aux bureaux à l'échelle du secteur;

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.21

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1251010003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 7759 à 7761, rue Berri, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

Refuser l'usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 7759 à 7761, rue Berri, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-03-19 15:16

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1251010003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 7759 à 7761, rue Berri, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande est déposée pour autoriser la réduction d'un logement dans le bâtiment situé aux 7759 à 7761, rue Berri pour transformer le duplex en maison unifamiliale.
Cette demande peut être analysée en fonction du Règlement sur les usages conditionnels RCA18-14001 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

La propriété visée se situe dans la zone H02-085 où les habitations de 2 à 8 logements sont autorisées. Celles-ci doivent être construites en contiguïté et occupées entre 35 % et 65 % de la surface d'un terrain. Elles peuvent avoir entre 2 à 3 étages de haut et avoir au plus 12,5 mètres de hauteur.
Caractéristiques du projet
- Nombre de logements: 1
- Superficie totale des planchers: 194 mètres carrés
- Taux d'implantation: 73,4 %
- Nombre de stationnements: 1

Propositions

Le bâtiment comporte actuellement deux logements superposés et un vide sanitaire. Celui du rez-de-chaussée, a une superficie de 76,7 mètres carrés, et celui du haut, 67,29 mètres carrés. Chacun des logements compte deux chambres à coucher. Les propriétaires se sont entendus avec leurs locataires pour reprendre le logement du haut pour agrandir le leur.

Le réaménagement intérieur complet des lieux est planifié. Les espaces de vie seront aménagés au rez-de-chaussée. À l'étage se trouveront les chambres et un bureau. La véranda du deuxième étage sera démolie pour laisser place à une terrasse extérieure.

Aucune modification ne sera apportée à la façade de l'immeuble.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 31.18 du Règlement, le projet doit être soumis au comité consultatif d'urbanisme pour examen en fonction des critères suivants :
1. dans le cas d'un bâtiment ayant déjà subi une augmentation du nombre de logements, la contribution de l'usage projeté au retour à la typologie architecturale d'origine du bâtiment;
2. les avantages de la proposition de réduction d'un logement par rapport au nombre de logements existants dans le bâtiment, en regard notamment de contraintes physiques du bâtiment ou du terrain telles que ses dimensions ou sa configuration;
3. la qualité d'intégration de l'usage projeté au milieu d'insertion, en considérant les caractéristiques, l'apparence et la localisation des accès au bâtiment ainsi que l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs;
4. la réversibilité des modifications apportées au bâtiment de manière à ce qu'il puisse éventuellement retrouver son usage d'origine, le cas échéant;
5. les impacts de l'usage projeté sur la qualité de vie de l'ensemble des occupants du bâtiment, notamment en regard de la superficie des logements, de l'accessibilité universelle et de l'adaptabilité des logements, de la qualité des espaces de vie extérieurs ainsi que de l'éclairage et de la ventilation naturels des logements.

En se référant aux critères d'évaluation, la Direction du développement du territoire est d'avis que cette demande est justifiée pour les raisons suivantes:
- le nombre de logements n'a jamais été réduit;
- les logements actuels sont de petites dimensions et l'agrandissement projeté permettra d'avoir des espaces plus aérés;
- aucun changement ne sera apporté à la façade de la résidence;
- le logement aura une superficie de 151,8 mètres carrés.

À leur séance du 12 mars 2025, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis une recommandation défavorable à la majorité en demandant la conservation des 2 logements et en s'appuyant notamment sur le critère 2.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude: 3 130 $

MONTRÉAL 2030

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage de la demande sur la propriété visée;
Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de la résolution d'usage conditionnel.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-14

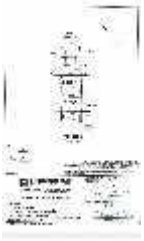
Geneviève BOUCHER
Cheffe de division- urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1251010003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Statuer sur un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 7759 à 7761, rue Berri, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).



Certificat localisation.JPG

Extrait règl UC_réduction logement.pdf



Localisation du site.png

Extrait PV_CCU_2025-03-12.pdf

Normes réglementaires.pdf

Plans du projet.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

6.5 UC : 7759, rue Berri	
Présenté par	**Invités**
Clothilde-Béré Pelletier Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Statuer sur un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7759 à 7761, rue Berri et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

Commentaires

Les commentaires ont porté sur:

- le nombre de logement qui n'a jamais été réduit dans le bâtiment;
- le nombre d'année que les requérants sont propriétaires des lieux;
- la participation des requérants à l'assemblée publique de consultation concernant la modification réglementaire relative à la réduction du nombre de logement;
- la dimension de l'escalier qui sera ajouté à l'intérieur pour monter au 2e étage;
- le contexte de la crise du logement et les petits appartements qui peuvent être occupés par des personnes seules;
- le prix des loyers des logements existants en comparaison aux logements nouvellement construits;
- la disponibilité sur le marché immobilier des maisons unifamiliales dans l'arrondissement et le nombre de demandes qui ont été traitées pour convertir les duplex en maison unifamiliale ces dernières années;
- l'importance de la réversibilité des interventions;
- le départ volontaire des locataires;
- le prix sur le marché de la propriété lorsqu'elle aura été convertie en maison unifamiliale;
- la présence d'une case de stationnement sur la propriété;
- l'agrandissement des logements qui permet à des familles de rester à Montréal;
- le nombre de chambre dans le nouveau logement suite au réaménagement;
- le montant des travaux à réaliser
- la possibilité d'ajouter un étage pour agrandir l'immeuble existant
- la réduction d'un logement dans un triplex qui est moins problématique que pour un duplex;
- la création de précédent dans la façon de traiter les dossiers de réduction de logements;
- la proximité du métro qui est un facteur important à considérer pour la conservation des logements
- les dimensions de la propriété et du bâtiment actuel.

CCU25-03-12-UC01	**Résultat : Défavorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le Règlement sur les usages conditionnels (RCA18-14001);

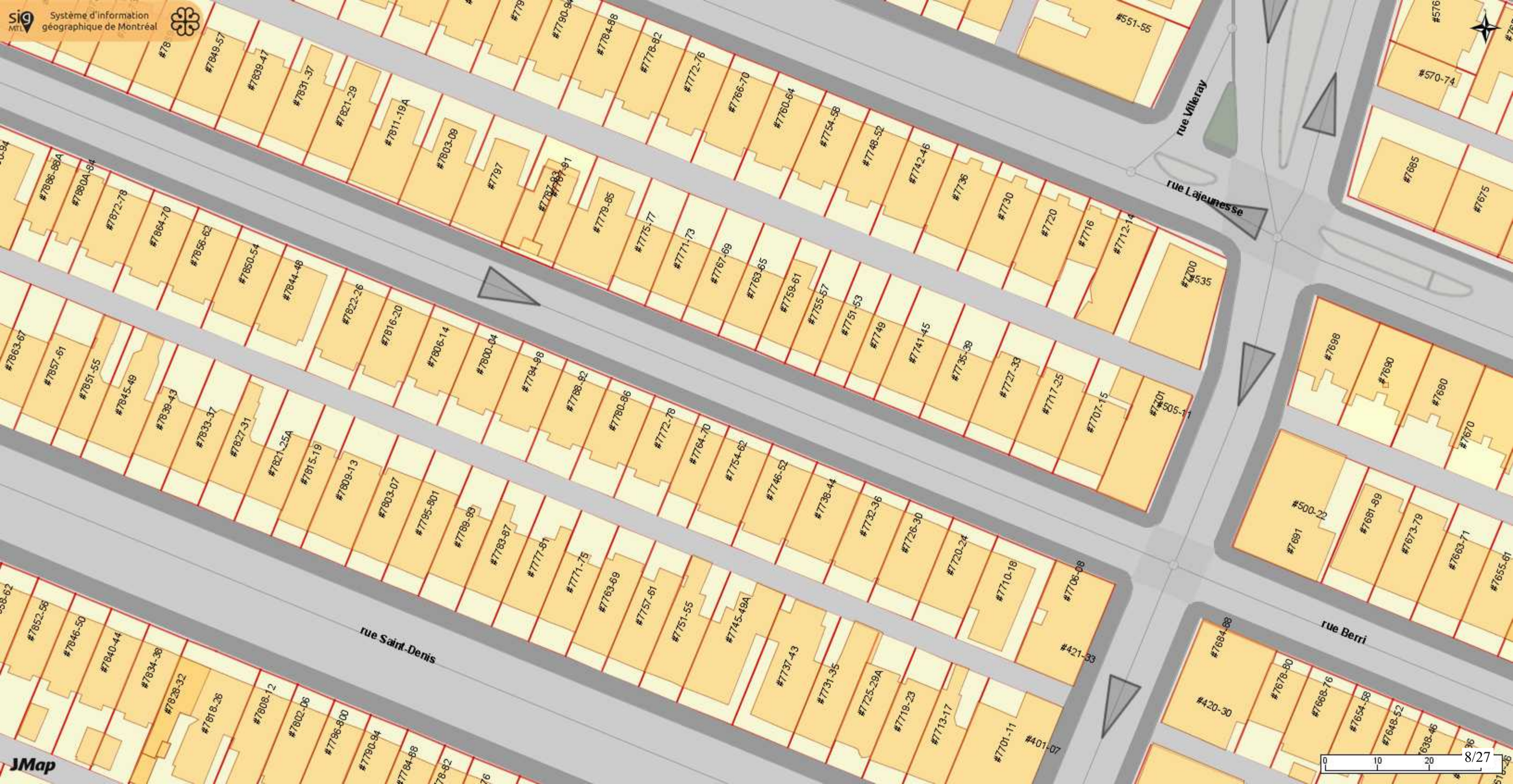
Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement de refuser la demande soumise telle que présentée, car ils sont d'avis que celle-ci ne rencontre pas suffisamment les critères d'évaluation d'une demande d'usage conditionnel, notamment le critère 2, pour les raisons suivantes:

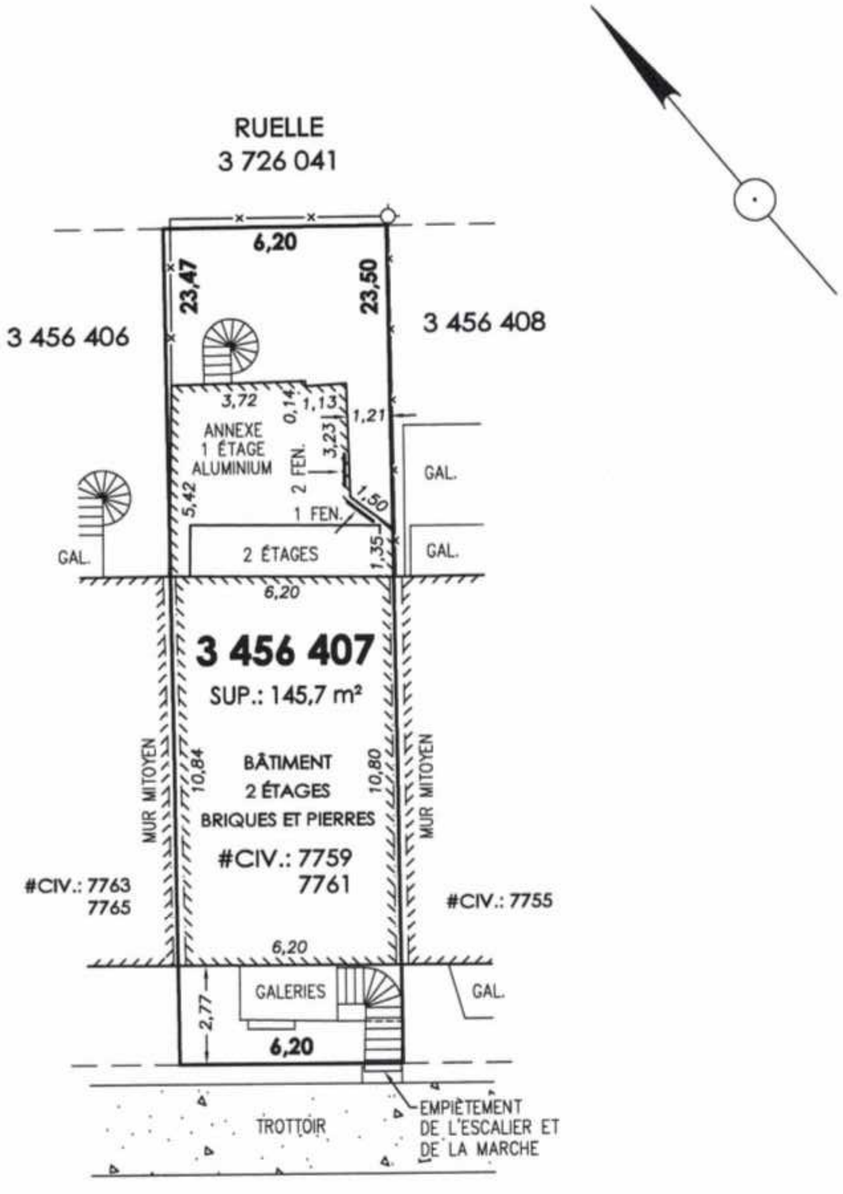
- la possibilité d'agrandir le bâtiment existant et qui permettrait de conserver 2 logements;
- la proximité de la propriété à une station de métro, à des parcs et des écoles qui rend la propriété intéressante pour la location du logement.

Il est proposé par Camilla Chiari

appuyé par Inès Talbi

ADOPTÉ à la majorité.


Système d'information géographique de Montréal
rue Villeray
rue Lajeunesse
rue Saint-Denis
rue Berri
#551-55
#570-74
#7685
#7675
#7698
#7690
#7680
#7670
#7691
#500-22
#7681-89
#7673-79
#7663-71
#7655-61
#7684-88
#420-30
#7678-80
#7668-76
#7654-58
#7648-52
#7638-46
#7628-36
#7618-26
#7608-12
#7602-06
#7796-800
#7790-94
#7784-88
#7778-82
#7772-76
#7766-70
#7760-64
#7754-58
#7748-52
#7742-46
#7736
#7730
#7720
#7716
#7712-14
#7700
#535
#7701
#505-11
#7707-15
#7717-25
#7727-33
#7735-39
#7741-45
#7749
#7755-57
#7759-61
#7763-65
#7767-69
#7771-73
#7775-77
#7779-85
#7787-91
#7797
#7803-09
#7811-19A
#7821-29
#7831-37
#7839-47
#7849-57
#7863-67
#7857-61
#7851-55
#7845-49
#7839-43
#7833-37
#7827-31
#7821-25A
#7815-19
#7809-13
#7803-07
#7795-801
#7789-93
#7783-87
#7777-81
#7771-75
#7763-69
#7757-61
#7751-55
#7745-49A
#7737-43
#7731-35
#7725-29A
#7719-23
#7713-17
#7701-11
#401-07
#421-33
#7706-08
#7710-18
#7720-24
#7726-30
#7732-36
#7738-44
#7746-52
#7754-62
#7764-70
#7772-76
#7780-86
#7788-92
#7794-98
#7800-04
#7806-14
#7816-20
#7822-26
#7844-48
#7850-54
#7856-62
#7864-70
#7872-78
#7880A-84
#7886-88A
#7852-56
#7846-50
#7840-44
#7834-38
#7828-32
JMap
8/27



RUE BERRI
3 725 936

LÉGENDE

—x— CLÔTURE
—///— CÂBLES AÉRIENS
POTEAU ÉLECTRIQUE
HAUBAN
HAIE
BORNE FONTAINE

N.B.: CE PLAN FAIT PARTIE INTÉGRANTE DU PRÉSENT CERTIFICAT DE LOCALISATION ET LE BUT EST DE SATISFAIRE LES EXIGENCES D'UN PRÊT ET/OU D'UNE VENTE. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ OU INVOQUÉ POUR UNE AUTRE FIN SANS L'AUTORISATION ÉCRITE DE SON AUTEUR.

LES MESURES INDIQUÉES SUR CE DOCUMENT SONT EN MÈTRES (S.I.)

SAUF INDICATIONS CONTRAIRES, LES DISTANCES ENTRE LES LIMITES DE PROPRIÉTÉ ET LES STRUCTURES SONT PRISES AU REVÊTEMENT EXTÉRIEUR.

ÉCHELLE: 1:200

ETHIER BELLEVILLE
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES INC.
DEPUIS 1950
3321, RUE BEAUBIEN EST, MONTRÉAL, QUÉBEC, H1X 1G5
T.: 514.725.4795 | F.: 514.725.4015 | WWW.AGEB.CA

MONTRÉAL LE: 18 FÉVRIER 2020

PRÉPARÉ PAR:

DENIS ETHIER
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

CERTIFICAT DE LOCALISATION

LOT(S): **3 456 407**
CADASTRE: **DU QUÉBEC**
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: **MONTRÉAL**
MUNICIPALITÉ: **VILLE DE MONTRÉAL**
ARRONDISSEMENT: **VILLERAY/SAINT-MICHEL/PARC-EXTENSION**

VRAIE COPIE DE L'ORIGINAL,
ÉMISE LE: 19 FEV. 2020

ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

LEVÉ TERRAIN: 7 FÉVRIER 2020 (SOL ENNEIGÉ)

DOSSIER: 5159-0-1

MINUTE: 10334

5° l'aménagement du café-terrasse tient compte de l'accessibilité universelle;

6° l'emplacement, la capacité et les dimensions du café-terrasse sont adaptés au milieu d'insertion et permettent d'assurer la quiétude du milieu.

RCA18-14001-2, a. 1 (2023)

SECTION 12 : RÉDUCTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS EN ZONE RÉSIDENTIELLE

31.16. ZONES D'APPLICATION

Les dispositions de la présente section s'appliquent dans les zones où un usage de la famille habitation est autorisé.

31.17. USAGE CONDITIONNEL POUVANT ÊTRE AUTORISÉ

Malgré l'article 133 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) et le nombre minimal de logements prescrits, la réduction d'un seul logement du nombre de logements d'un bâtiment peut être autorisée comme usage conditionnel si les conditions suivantes sont respectées :

1° la demande ne vise pas à remplacer un logement ou une partie de celui-ci par un usage autre que résidentiel;

2° la demande vise un bâtiment dans lequel le nombre de logements n'a pas déjà été réduit au cours des 30 dernières années;

3° lorsque la demande vise l'exercice de l'usage de la catégorie d'usages H.1, la superficie de plancher de cet usage ne dépasse pas 250 m².

31.18. CRITÈRES D'ÉVALUATION APPLICABLES

L'évaluation d'une demande d'autorisation d'un usage conditionnel visé à la présente section doit être faite en considérant les critères suivants :

1° dans le cas d'un bâtiment ayant déjà subi une augmentation du nombre de logements, la contribution de l'usage projeté au retour à la typologie architecturale d'origine du bâtiment;

2° les avantages de la proposition de réduction d'un logement par rapport au nombre de logements existants dans le bâtiment, en regard notamment de contraintes physiques du bâtiment ou du terrain telles que ses dimensions ou sa configuration;

3° la qualité d'intégration de l'usage projeté au milieu d'insertion, en considérant les caractéristiques, l'apparence et la localisation des accès au bâtiment ainsi que l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs;

4° la réversibilité des modifications apportées au bâtiment de manière à ce qu'il puisse éventuellement retrouver son usage d'origine, le cas échéant;

5° les impacts de l'usage projeté sur la qualité de vie de l'ensemble des occupants du bâtiment, notamment en regard de la superficie des logements, de la qualité des espaces de vie extérieurs ainsi que de l'éclairage et de la ventilation naturels des logements.

RCA18-14001-4, a. 1 (2024)

CHAPITRE 4
DISPOSITION PÉNALE

32. INFRACTION

Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction en contravention à l'une des dispositions du présent règlement ou d'une résolution du conseil adoptée en vertu du présent règlement commet une infraction et est passible de l'amende prévue à l'article 674 du règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283).

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS — ZONE : H02-085

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.2	H.3	H.4	H.4	H.4		
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X	X	X	X		
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal				4	6	8		
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

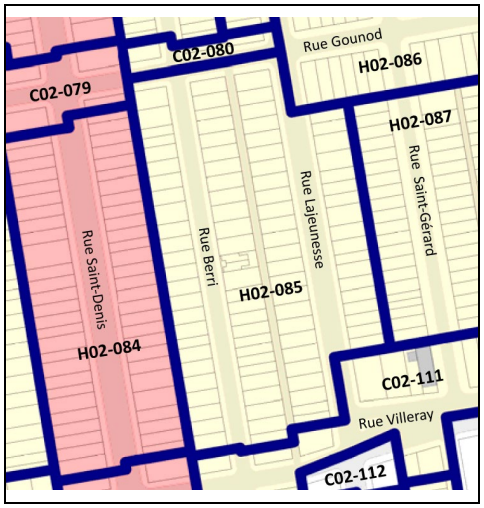
CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/12,5	0/12,5	0/12,5	0/12,5	0/12,5		
En étage	min/max	2/3	2/3	2/3	2/3	2/3		
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-	-	9	11		
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C	C	C	C		
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/65	35/65	35/65	35/65	35/65		
Densité	min/max	-	-	-	-	-		
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2/3,5	2/3,5	2/3,5	2/3,5	2/3,5		
Avant secondaire	min/max (m)	0/3	0/3	0/3	0/3	0/3		
Latérale	min (m)	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5		
Arrière	min (m)	3	3	3	3	3		
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40 (i)	10/40 (i)	10/40 (i)	10/40 (i)	10/40 (i)		
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80 (i)	80 (i)	80 (i)	80 (i)	80 (i)		
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	A						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières (i) Ces normes peuvent être plus restrictives pour les interventions assujetties au Chapitre VIII du Titre II intitulé « Secteurs et immeubles d'intérêt patrimonial et bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur ».	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	2
PAE	-

CARTE DE LA ZONE



MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19)
01-283-116 (2023-04-04)
01-283-119 (2024-09-03)

***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale
7759—7761 rue Berri, Montréal (Québec) H2R 2H1

Emission en vue de la demande d'approbation pour usage conditionnel
Le 28 janvier 2025

Liste des dessins

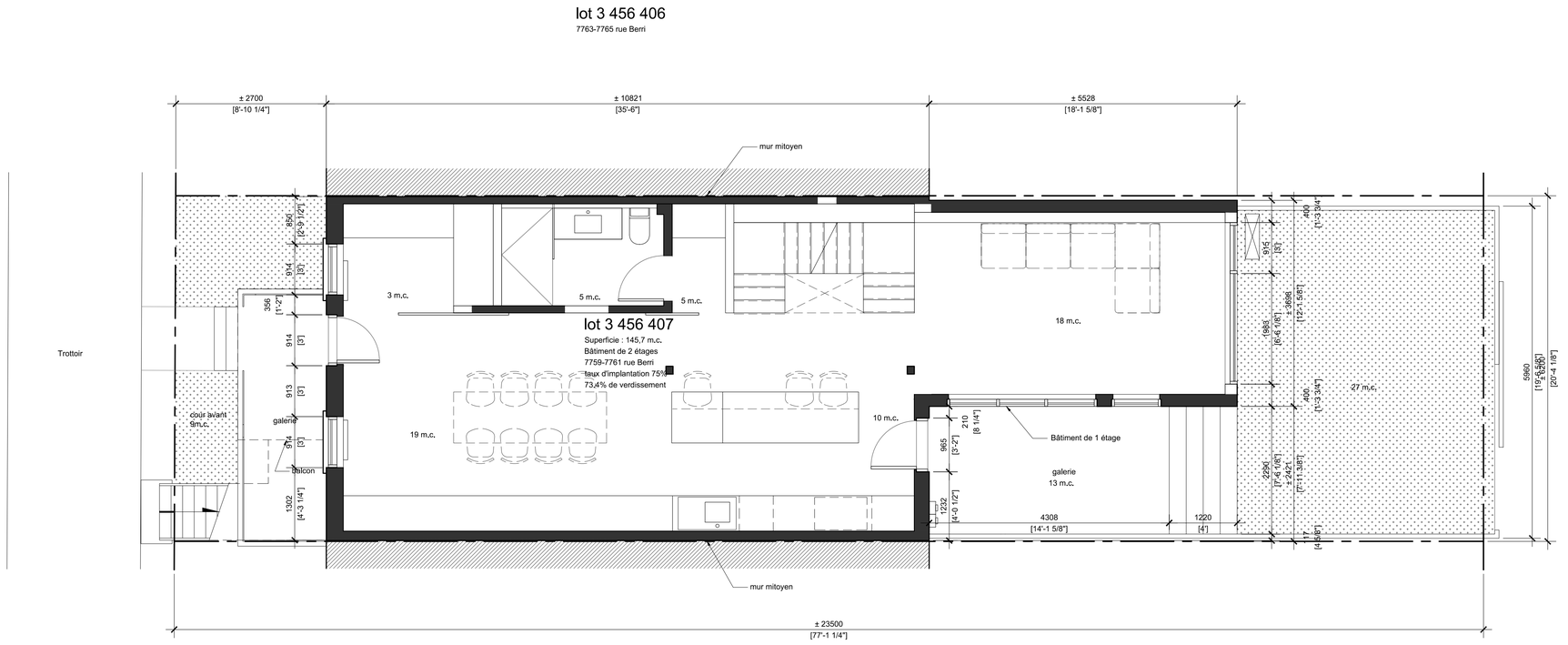
Construction

A-101	Plan d'implantation
A-201	Plan du niveau 0
A-202	Plan du niveau 1
A-203	Plan du niveau 2
A-204	Plan de toit
A-301	Elévations
A-401	Coupe générale

Existant

AE-101	Plan d'implantation - existant
AE-201	Plan du niveau 0 - existant
AE-202	Plan du niveau 1 - existant
AE-203	Plan du niveau 2 - existant
AE-204	Plan de toit - existant
AE-301	Elévations - existant
AE-401	Coupe générale - existant

Dupont—
Blouin—



PLAN D'IMPLANTATION 1 : 50 1

FORMAT A1

Dupont — Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site. Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes. Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin. Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction.

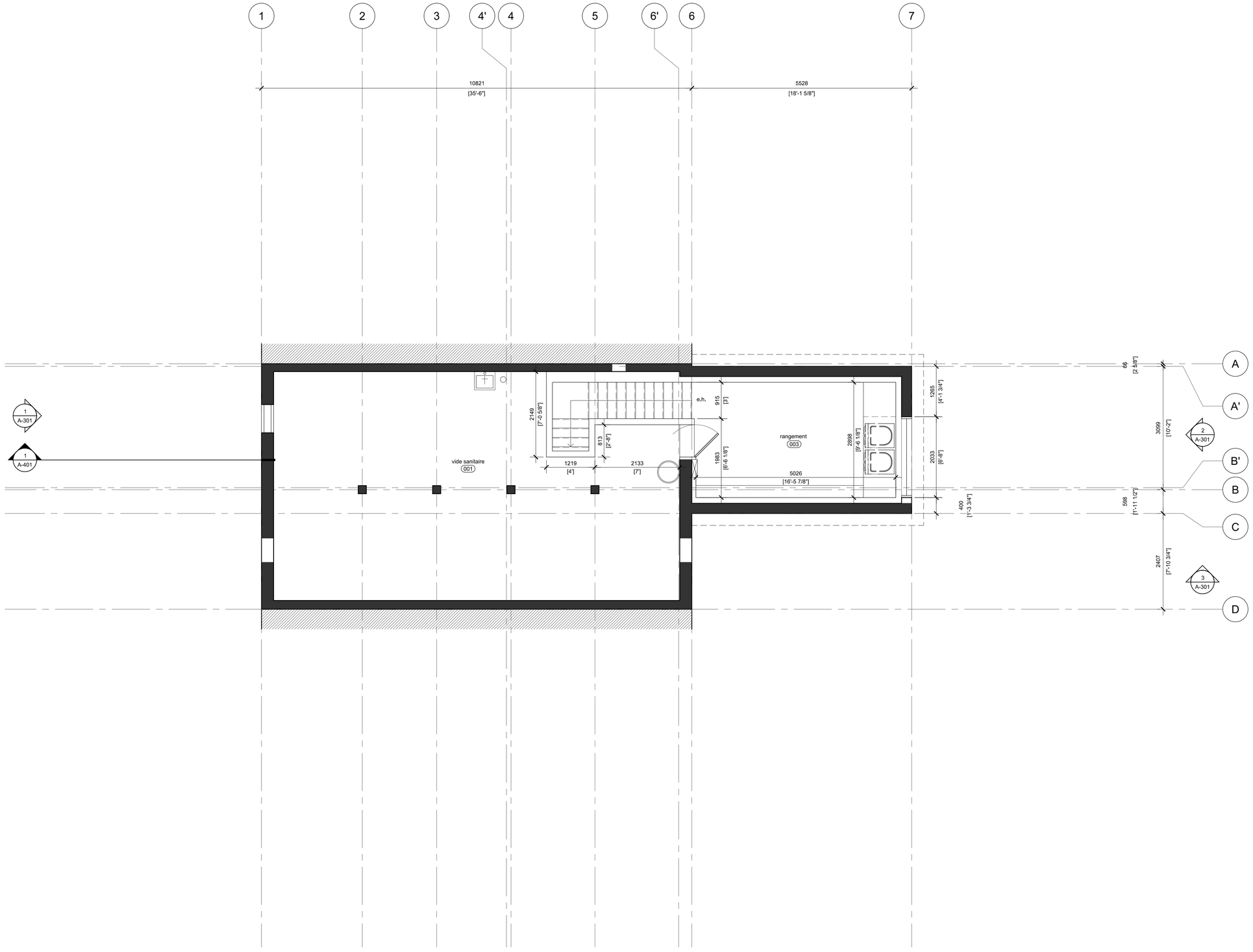
TITRE

Plan d'implantation

Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

A-101



PLAN NIVEAU 0 1 : 50 1

FORMAT A1

Dupont —
Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site. Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes. Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin. Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction.

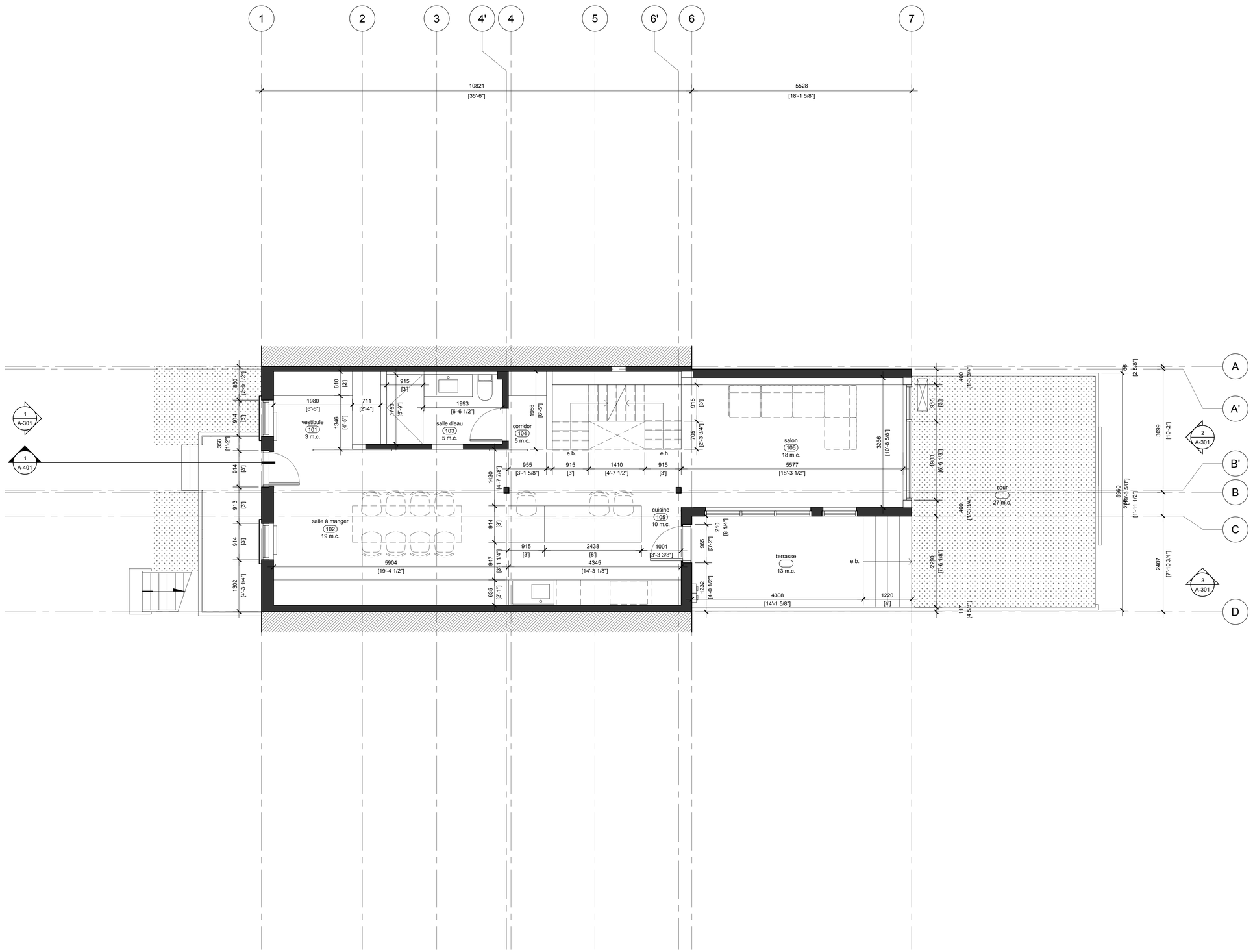
TITRE

Plan du niveau 0

Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

A-201



PLAN NIVEAU 1 1 : 50 1

FORMAT A1

Dupont —
Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site. Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes. Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin. Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction.

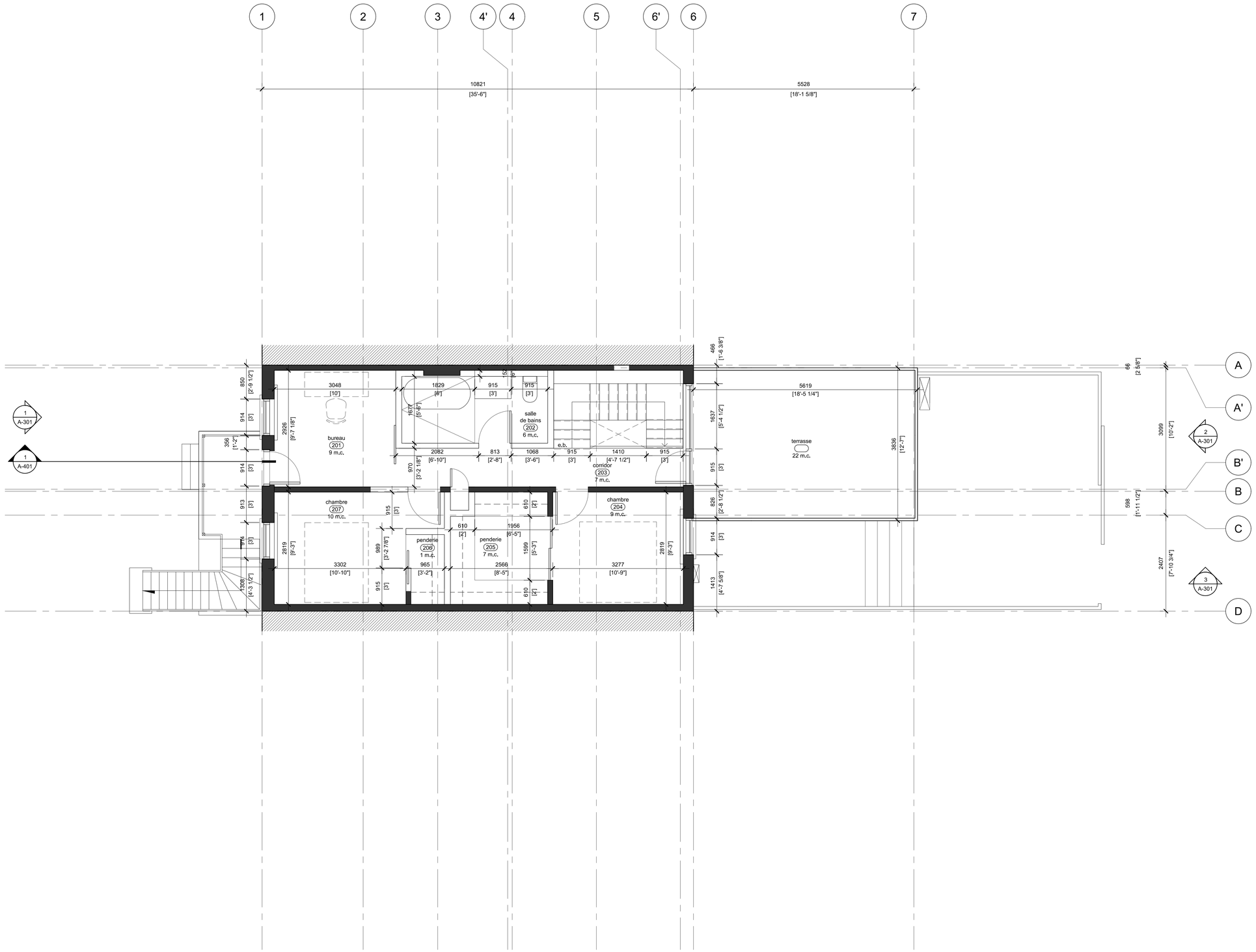
TITRE

Plan du niveau 1

Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

A-202



PLAN NIVEAU 2 1 : 50 1

FORMAT A1

Dupont —
Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site, Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes. Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin. Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction.

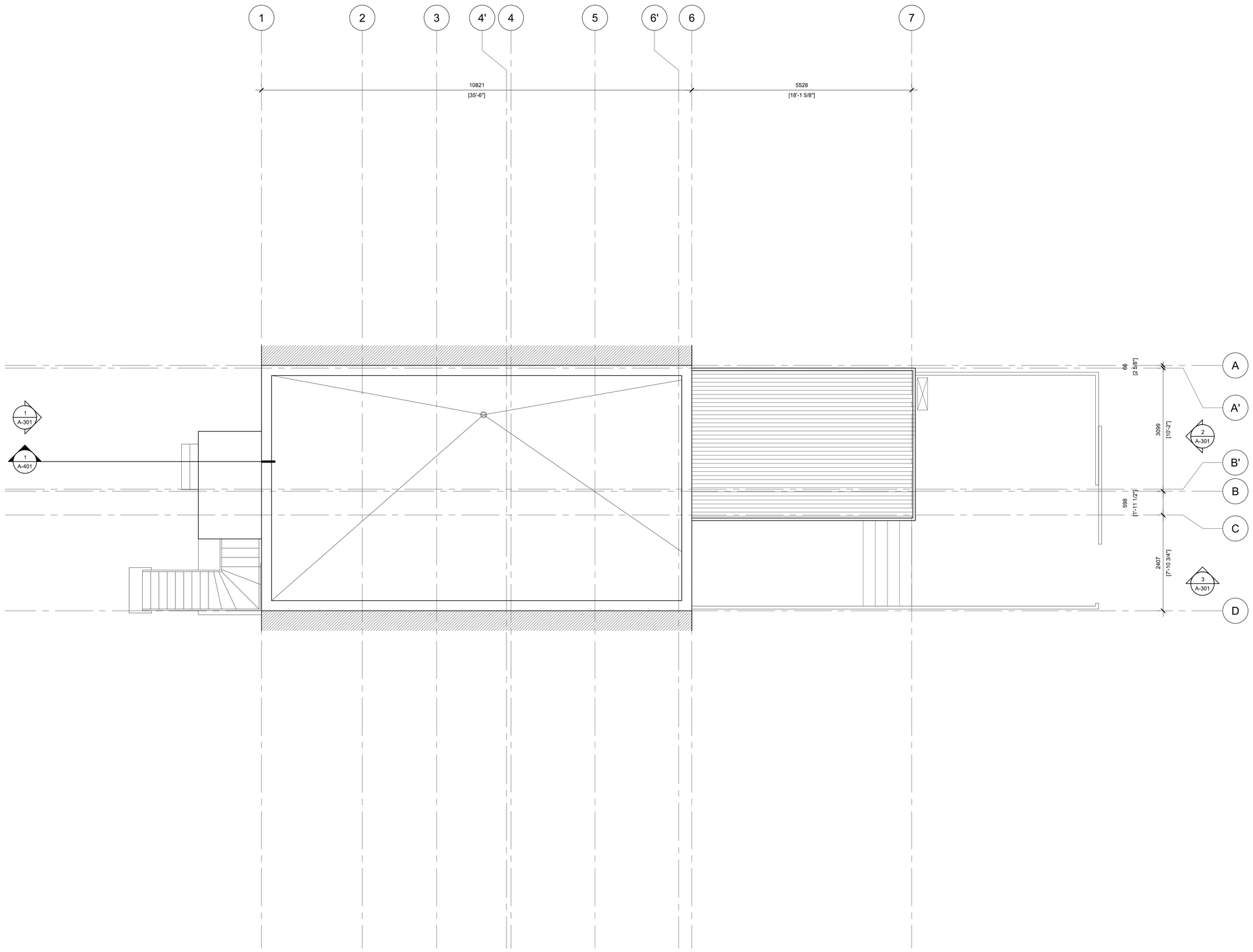
TITRE

Plan du niveau 2

Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

A-203



PLAN TOIT 1 : 50 1

FORMAT A1

Dupont —
Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site, Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes. Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin. Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction.

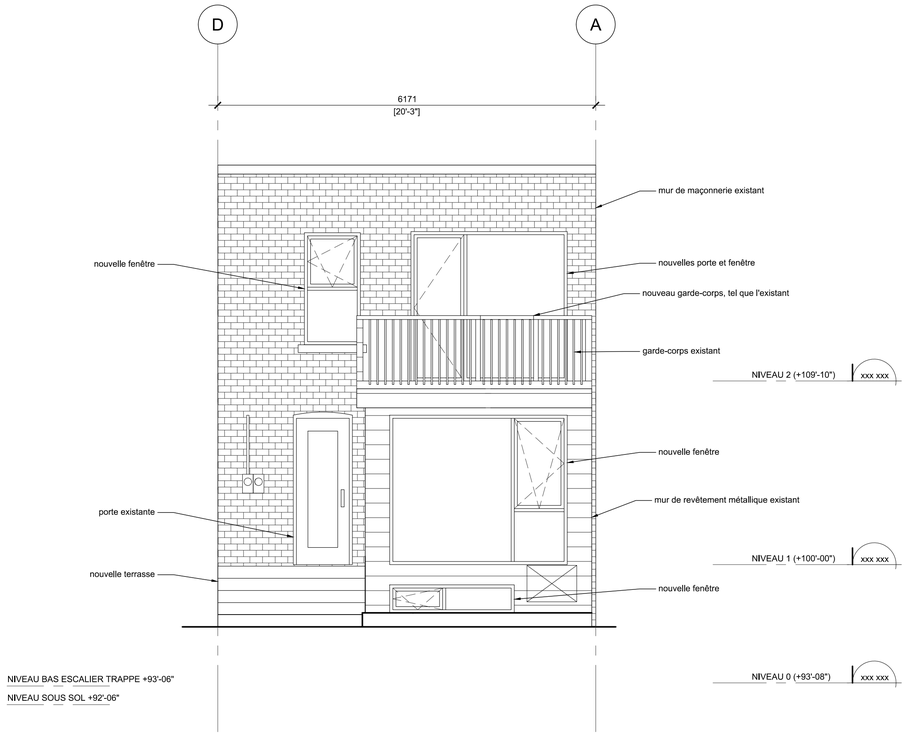
TITRE

Plan de toit

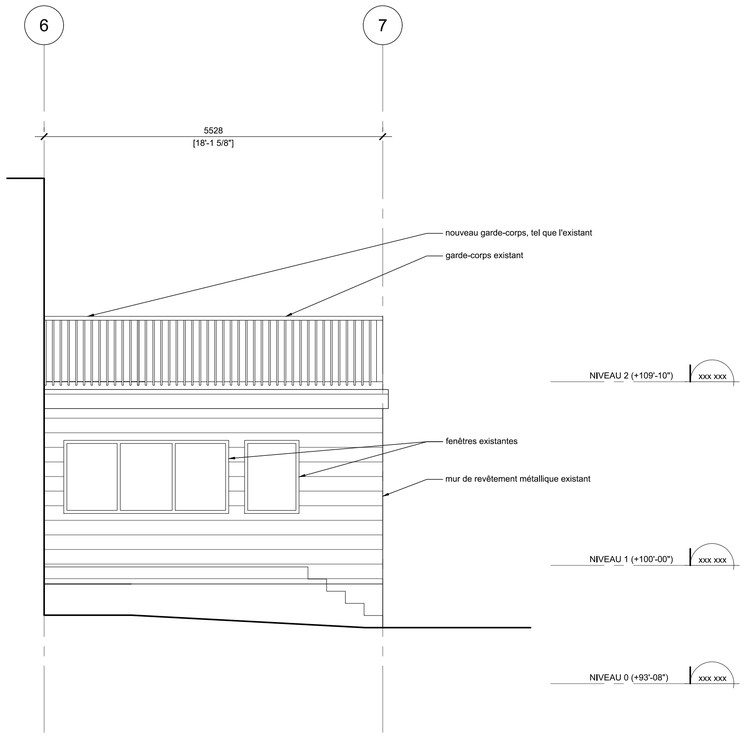
Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

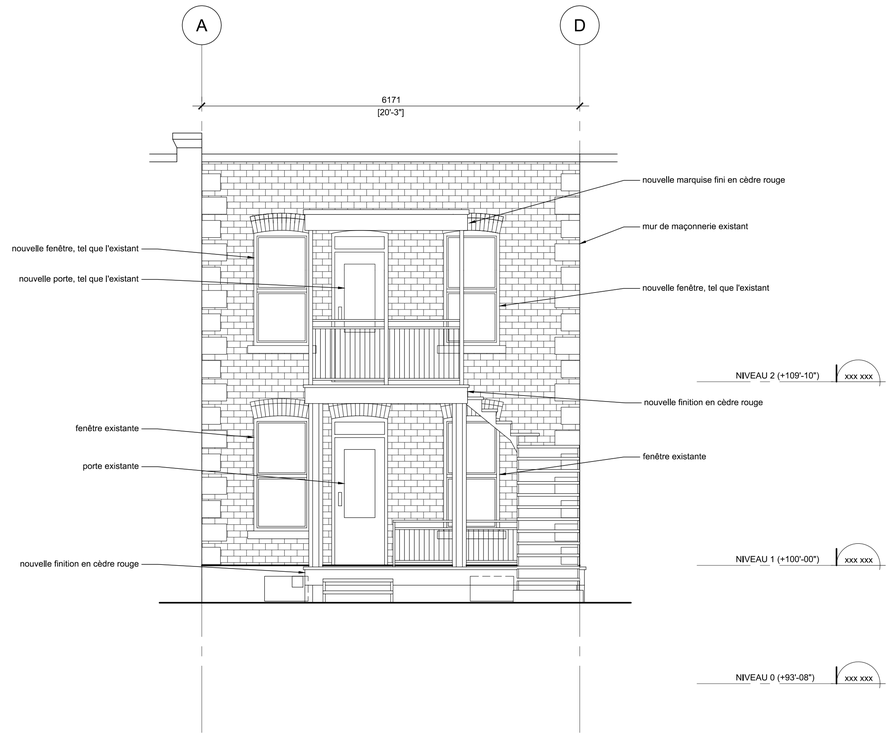
A-204



ÉLÉVATION ARRIÈRE 1 : 50 (2)



ÉLÉVATION LATÉRALE 1 : 50 (3)



ÉLÉVATION AVANT 1 : 50 (1)

FORMAT A1

Dupont — Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site, Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes. Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin. Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction.

TITRE

Élévations

Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

A-301

Dupont —
Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

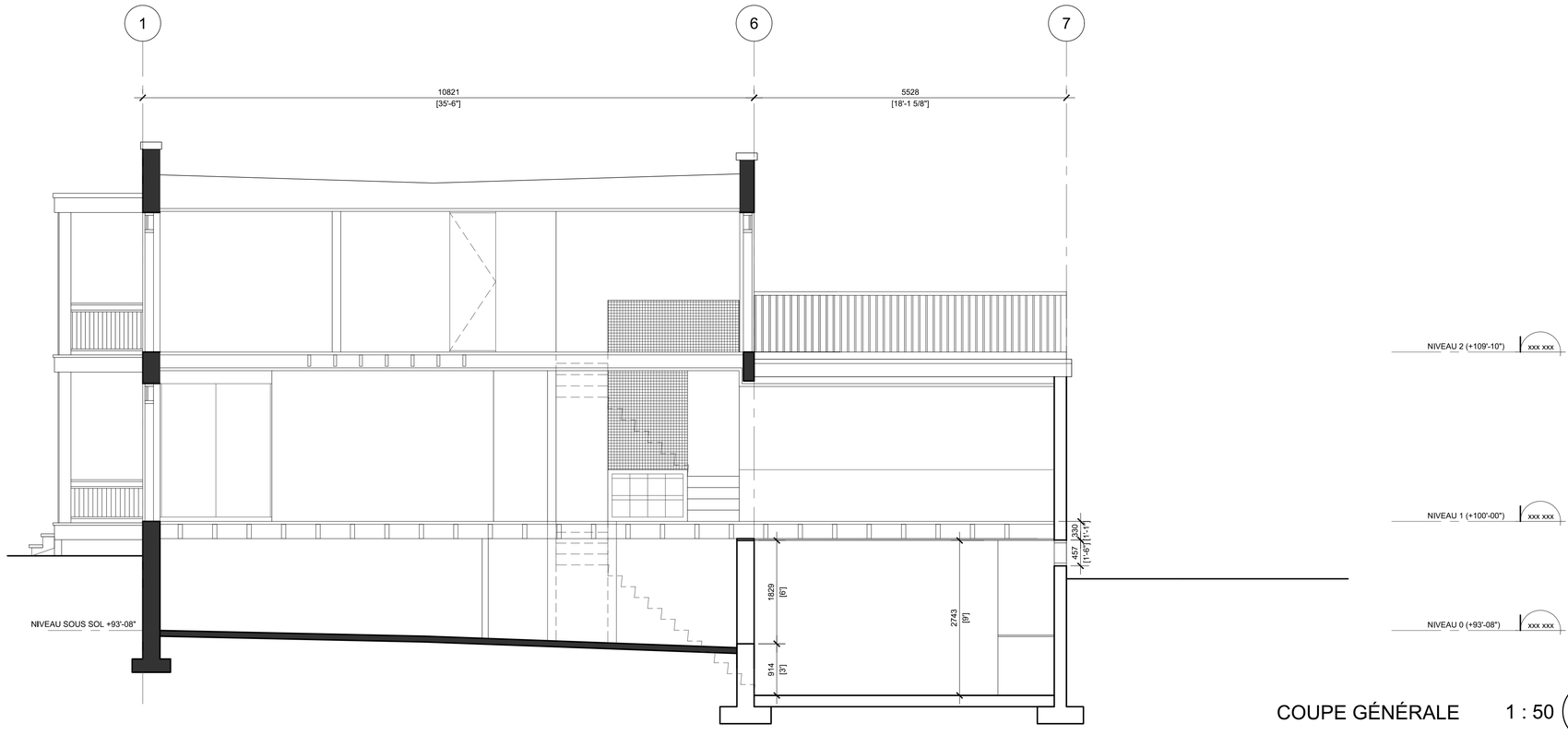
GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site, Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes. Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin. Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction.



COUPE GÉNÉRALE 1 : 50 1

TITRE

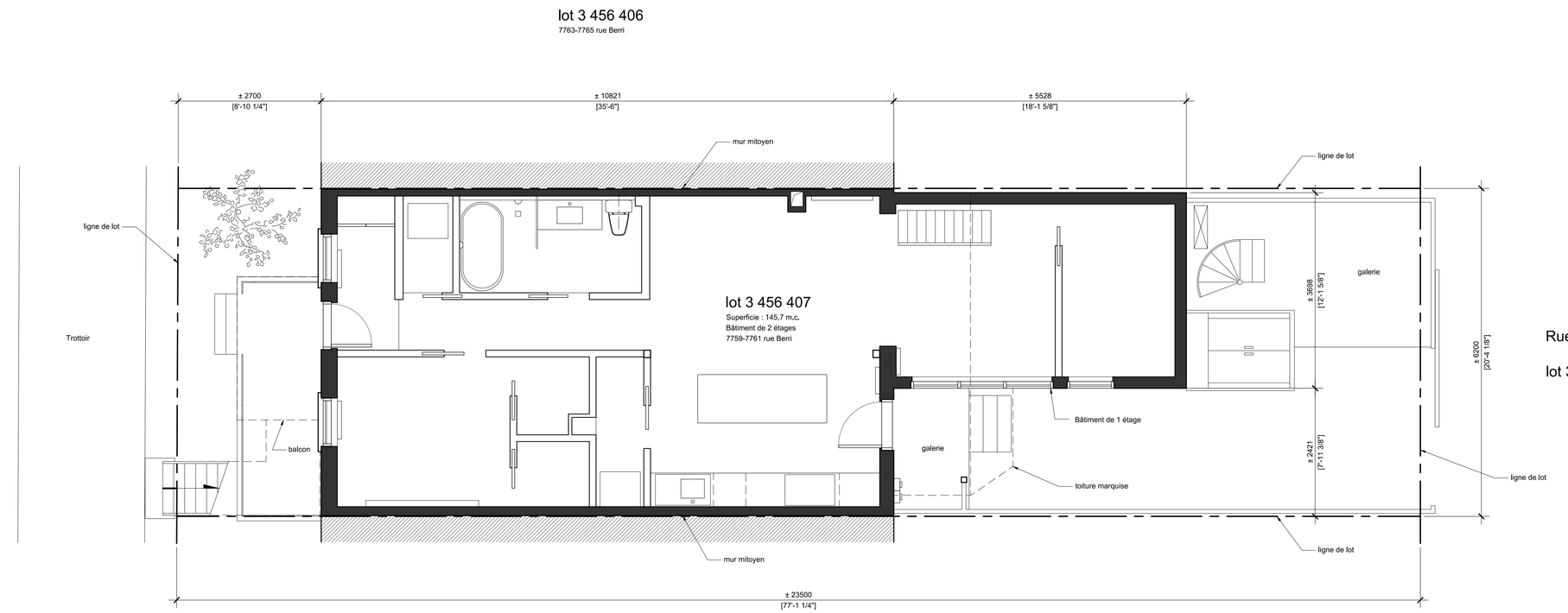
Coupe générale

Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

A-401

FORMAT A1



PLAN D'IMPLANTATION 1 : 50 1

FORMAT A1

Dupont —
Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site. Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes. Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin. Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction.

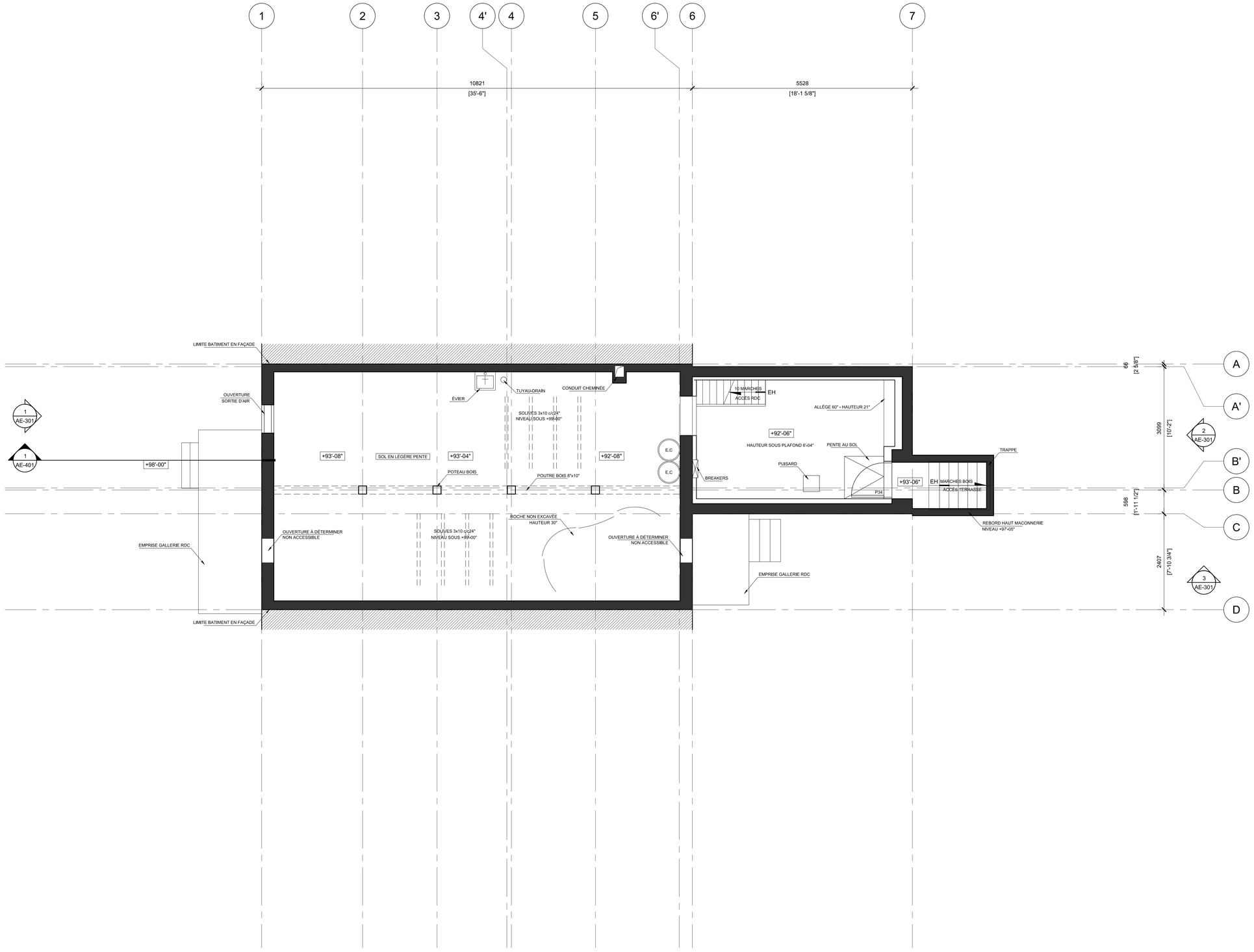
TITRE

Plan d'implantation - existant

Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

AE-101



PLAN NIVEAU 0 1 : 50 1

FORMAT A1

Dupont — Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site, Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes, Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin, Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction,

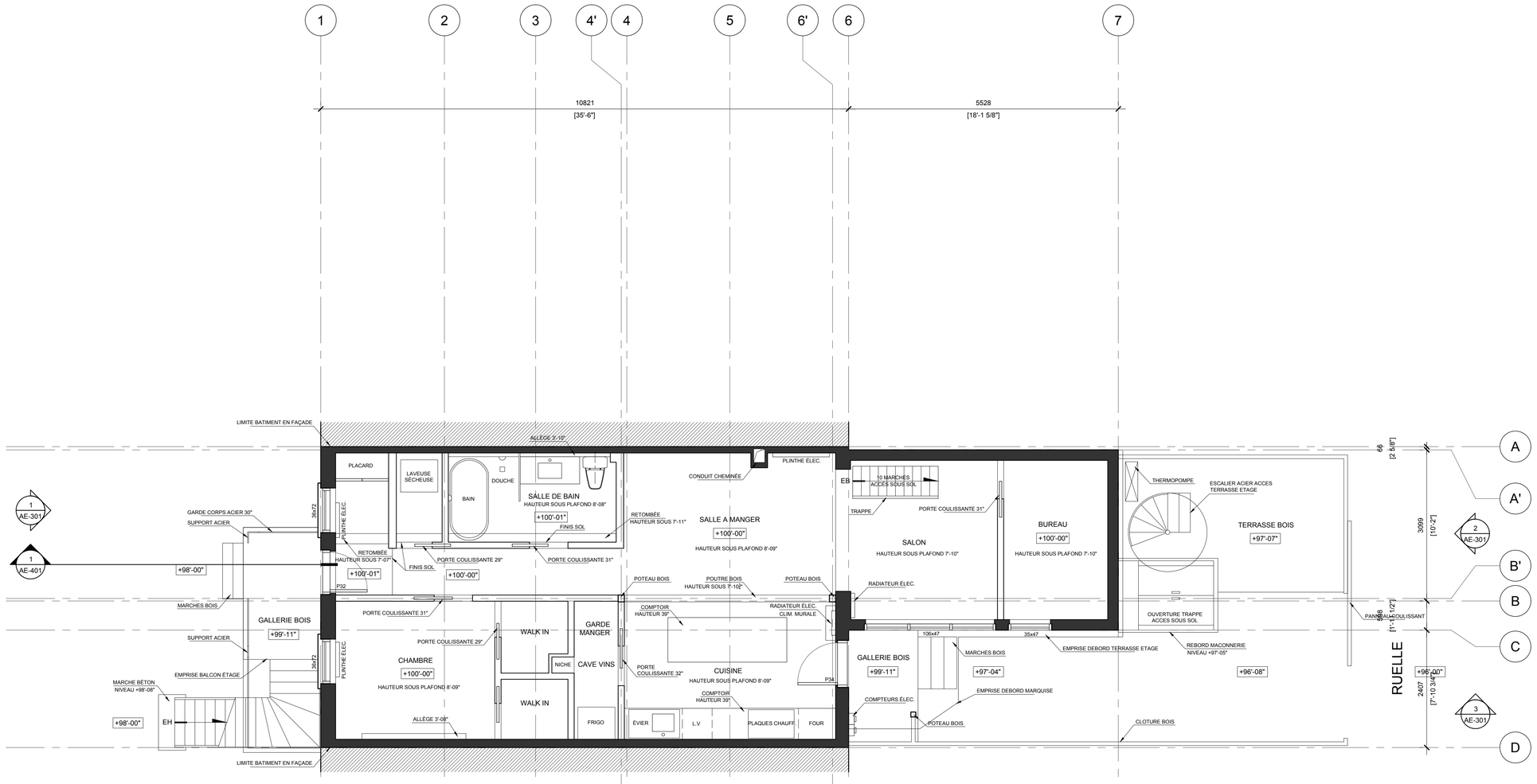
TITRE

Plan du niveau 0 - existant

Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

AE-201



PLAN NIVEAU 1 1 : 50 1

FORMAT A1

Dupont —
Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site. Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes. Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin. Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction.

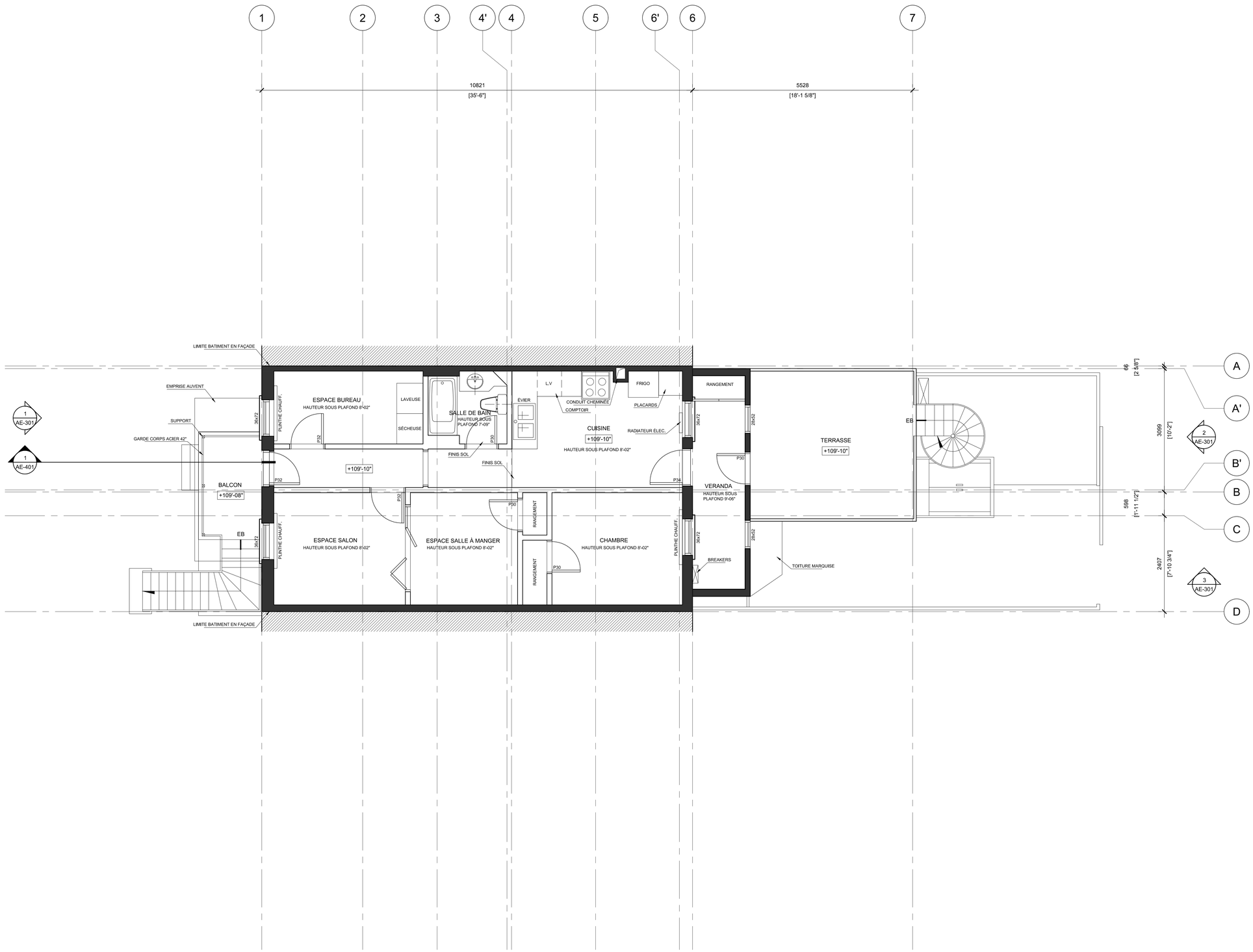
TITRE

Plan du niveau 1 - existant

Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

AE-202



PLAN NIVEAU 2 1 : 50 1

FORMAT A1

Dupont —
Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site. Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes. Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin. Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction.

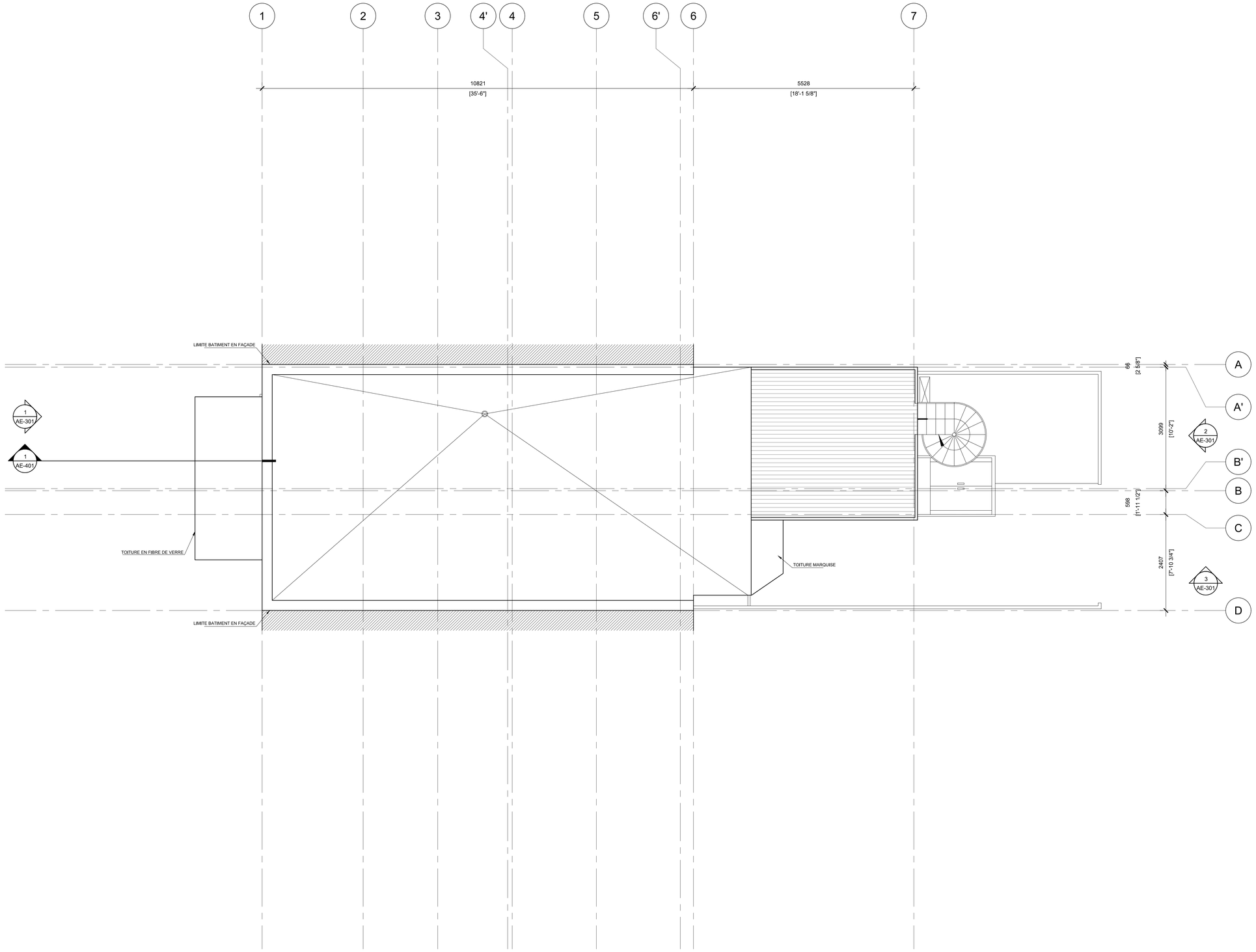
TITRE

Plan du niveau 2 - existant

Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

AE-203



PLAN TOIT 1 : 50 1

FORMAT A1

Dupont —
Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLÉCTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site. Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes. Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin. Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction.

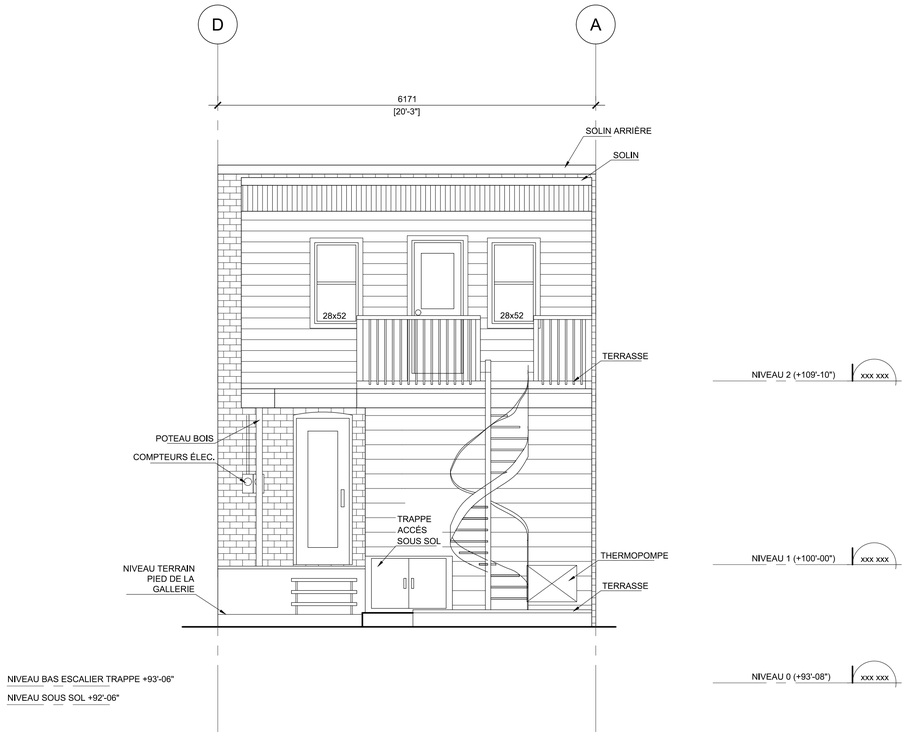
TITRE

Plan de toit - existant

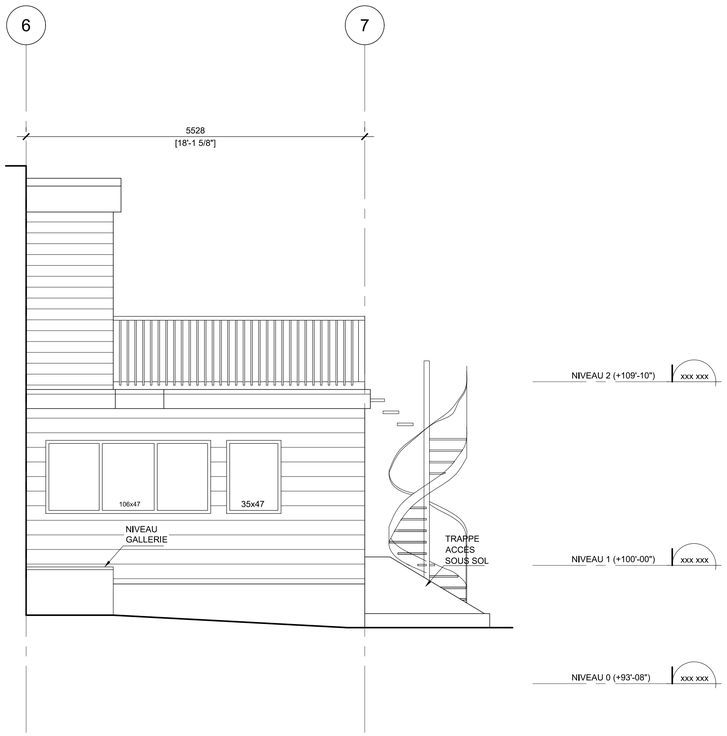
Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

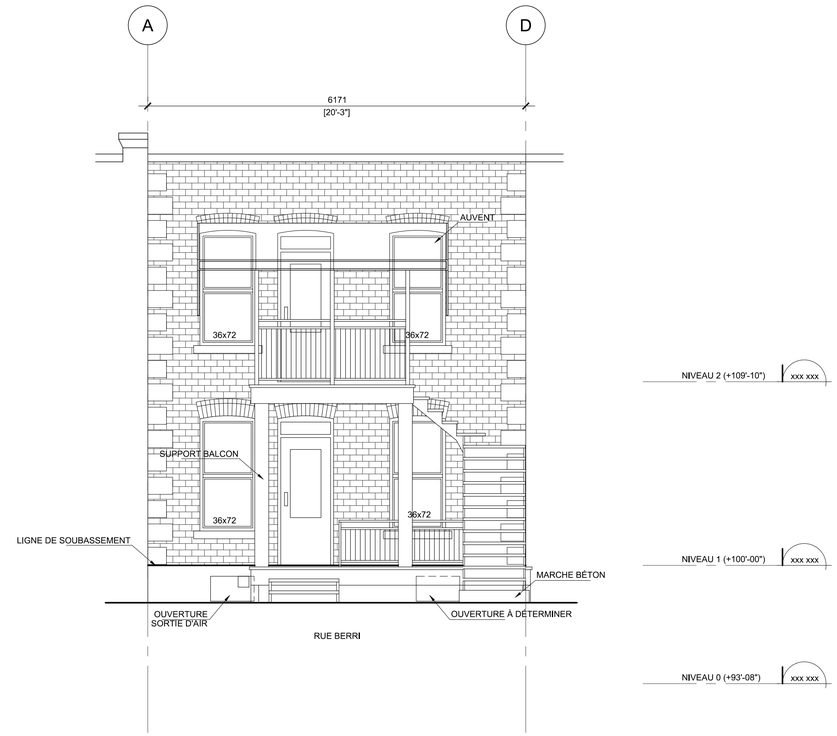
AE-204



ÉLÉVATION ARRIÈRE 1 : 50 **2**



ÉLÉVATION LATÉRALE 1 : 50 **3**



ÉLÉVATION AVANT 1 : 50 **1**

FORMAT A1

Dupont — Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site, Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes. Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin. Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction.

TITRE

Élévations - existant

Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

AE-301

Dupont —
Blouin —

5333 avenue Casgrain, Bureau 304E
Montréal (Québec) H2P 1S5

SCEAU

CLIENT / PROJET

Transformation d'un duplex en résidence unifamiliale

7759-7761 rue Berri
Montréal (Québec) H2R 2H1

N°	ÉMISSION	DATE
01	Demande usage conditionnel	2025-01-28

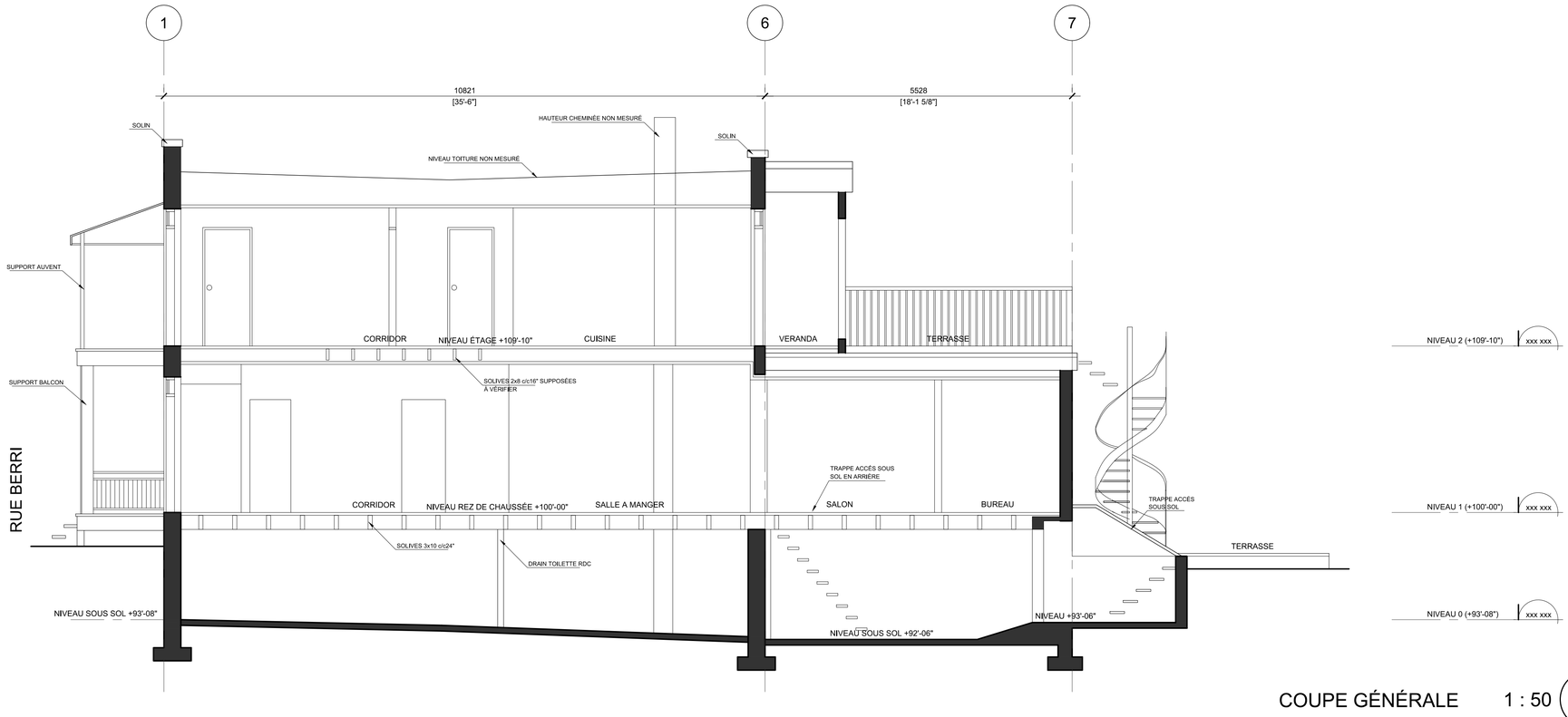
GÉOTECHNIQUE

STRUCTURE

MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ

NOTES GÉNÉRALES

Toutes les cotes et dimensions doivent êtres vérifiées sur le site, Toutes les erreurs et omissions devront être signalées aux architectes. Les dimensions ne doivent pas être mesurées directement sur ce dessin. Faire approuver par l'architecte tout changement au plan avant la construction.



COUPE GÉNÉRALE 1 : 50 1

TITRE

Coupe générale - existant

Échelle :	1:50
Dessiné par :	M.J.D./ O.B.
Vérifié par :	O.B.
N° du projet :	2302
N° du fichier :	

Nord

AE-401

FORMAT A1

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.22

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1259533001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7994, avenue Casgrain, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

Refuser l'usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7994, avenue Casgrain, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-03-19 15:06

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259533001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7994, avenue Casgrain, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande est déposée visant l'autorisation de l'usage conditionnel pour la réduction d'un logement afin de réunir un bâtiment comportant 2 logements situé au 7994, avenue Casgrain.
En vertu du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA18-14001), l'usage conditionnel visant la réduction d'un logement peut être autorisé dans un secteur où les usages résidentiels sont autorisés. La demande doit être soumise au comité consultatif d'urbanisme pour examen en fonction des critères énoncés à l'article 31.18 de ce règlement et, par la suite, au conseil d'arrondissement pour autorisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Réglementation applicable

- Règlement de zonage 01-283, zone H02-070
- Usages : H.2 à H.3
- Hauteur : 2 à 3 étages, 12,5 m
- Taux d'implantation : min 35 % et max 60 %
- Mode d'implantation : jumelé ou contigu

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
La propriété est située sur l'avenue Casgrain au sud de la rue Jarry dans le district de Parc-Extension. C'est un secteur occupé principalement par des bâtiments résidentiels de 2 à 3 étages, comportant 2 à 3 logements et construits en contiguïtés ou en jumelés par rapport aux habitations voisines. Le bâtiment visé par la demande est un duplex de 2 étages bâti en 1924 couvert de briques. Un escalier extérieur menant au balcon du deuxième étage est implanté en façade avant. Le bâtiment occupe 44 % du lot et ce dernier possède des

dimensions typiques du secteur, soit 7,62 mètres de largeur par 21,34 mètres de profondeur. Le bâtiment est en recul par rapport à l'alignement des façades avant des bâtiments voisins, et la profondeur du bâtiment est faible par rapport aux autres bâtiments de l'îlot et même aux duplex typiques du secteur. Les logements actuels sont d'une superficie d'environ 63 m^2 et ils comprennent chacun 2 chambres à coucher.

Description du projet
Les propriétaires du duplex n'habitent pas la résidence, mais ils souhaitent réaliser le projet pour y habiter. Les 2 logements sont actuellement vacants. La proposition vise à réunir les 2 logements afin d'aménagement un logement sur 2 étages d'une taille plus propice aux besoins d'une famille grandissante. La fusion des logements permettra de créer un logement d'une superficie de 190 m^2 avec 3 chambres à coucher et une salle de séjour. La reconfiguration des espaces intérieurs combinée à l'intervention sur les ouvertures de la façade arrière favorisera la ventilation et la lumière naturelles. En façade avant, les portes et fenêtres seront remplacées par des modèles de meilleure qualité. L'escalier extérieur sera retiré, mais le balcon du deuxième étage et la porte extérieure seront conservés. L'aménagement de la cour arrière sera revu par un effort de verdissement, notamment par la plantation d'un arbre et l'ajout d'arbustes. En somme, le projet procurera un espace de vie complet et adapté pour les besoins d'une famille grandissante.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 31.18 du Règlement, le projet doit être soumis au comité consultatif d'urbanisme pour examen en fonction des critères suivants :
1. dans le cas d'un bâtiment ayant déjà subi une augmentation du nombre de logements, la contribution de l'usage projeté au retour à la typologie architecturale d'origine du bâtiment;
2. les avantages de la proposition de réduction d'un logement par rapport au nombre de logements existants dans le bâtiment, en regard notamment de contraintes physiques du bâtiment ou du terrain telles que ses dimensions ou sa configuration;
3. la qualité d'intégration de l'usage projeté au milieu d'insertion, en considérant les caractéristiques, l'apparence et la localisation des accès au bâtiment ainsi que l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs;
4. la réversibilité des modifications apportées au bâtiment de manière à ce qu'il puisse éventuellement retrouver son usage d'origine, le cas échéant;
5. les impacts de l'usage projeté sur la qualité de vie de l'ensemble des occupants du bâtiment, notamment en regard de la superficie des logements, de l'accessibilité universelle et de l'adaptabilité des logements, de la qualité des espaces de vie extérieurs ainsi que de l'éclairage et de la ventilation naturels des logements.

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- l'usage projeté s'intègre adéquatement au milieu d'insertion, puisque les modifications en façade bonifient la qualité architecturale du bâtiment;
- les modifications apportées au nombre de logements sont réversibles dans la mesure où le balcon et la porte du 2^e étage sont conservés. Un escalier peut aussi être implanté de nouveau;
- les travaux projetés permettent l'aménagement d'un logement de taille adéquate pour répondre aux besoins d'une famille.

Toutefois, la Direction est d'avis que la condition suivante devrait être respectée dans le cadre de l'exercice de l'usage conditionnel visé :

- que la demande de permis de transformation en lien avec la présente autorisation soit déposée dans un délai de 12 mois suivant l'adoption de la résolution.

À leur séance du 12 mars 2025, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis défavorable, et ce à l'unanimité, pour les raisons suivantes :
Leurs commentaires ont porté principalement sur le critère 2. Les membres considèrent qu'il est possible d'agrandir le bâtiment à l'arrière du terrain. Le taux d'implantation permettrait un espace suffisant pour un agrandissement en arrière-cour. Puisque la proposition comprend un prolongement du logement au sous-sol, les membres suggèrent plutôt que le sous-sol soit réaménagé afin d'y inclure des chambres ou autres espaces de vie. Ces interventions permettraient de sauvegarder le logement au deuxième étage. Enfin, la réversibilité des modifications proposées a été critiquée, notamment par le retrait de l'escalier en façade. Les membres sont d'avis que celui-ci devrait être maintenu.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande d’usage conditionnel : 3 130 $.

MONTRÉAL 2030

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Parution d'un avis public sur le site Internet de l'arrondissement et affichage sur la propriété visée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-14

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259533001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Statuer sur un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7994, avenue Casgrain, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

24-0151 Casgrain - Plans Architecture 2025-02-14.pdf

24-0151 Casgrain - Demande d'usage conditionnel.pdfCCU_PV_2025-03-12.pdf



Normes réglementaires.pdfExtrait règl UC_réduction logement.pdfLocalisation du site.JPG

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

6.6 UC : 7994, avenue Casgrain	
Présenté par	**Invités**
Keven St-Pierre Conseiller en aménagement	Aucun

Objet

Autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7994, avenue Casgrain, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

Commentaires

Les commentaires ont porté sur:

- l'état existant du sous-sol et la transformation de celui-ci pour être habitable;
- la hauteur existante du sous-sol et s'il sera approfondit;
- la possibilité de réaménager le sous-sol pour agrandir l'espace habitable au sous-sol, plutôt que d'agrandir vers le haut;
- la superficie des logements individuels, calculée à approximativement 650 p2 par étage;
- la transformation du sous-sol qui peut permettre au moins 2 chambres;
- la réversibilité des travaux avec le retrait de l'escalier extérieur et l'ampleur des travaux intérieurs;
- l'année d'achat de la propriété par les requérants et la connaissance de la modification réglementaire, mais peut-être inconnue à l'offre d'achat;
- la date de dépôt de dossier de réduction de logement;
- questionnement sur l'occupation des logements pas des locataires à l'achat de la propriété;
- les propriétaires qui ne résident pas dans l'immeuble et le poids de ce facteur pour l'analyse de la demande;
- le réaménagement de l'étage et la création de 3 chambres;
- la profondeur actuelle du bâtiment qui est contraignant pour les propriétaires;
- l'ampleur des réaménagements prévus qui permet plus de manœuvre dans les modifications;
- le processus très avancé pour venir refuser la demande;
- la connaissance du risque de refus dans le cadre du processus d'autorisation de l'usage conditionnel.

CCU25-03-12-UC012	**Résultat : Défavorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le Règlement sur les usages conditionnels (RCA18-14001);

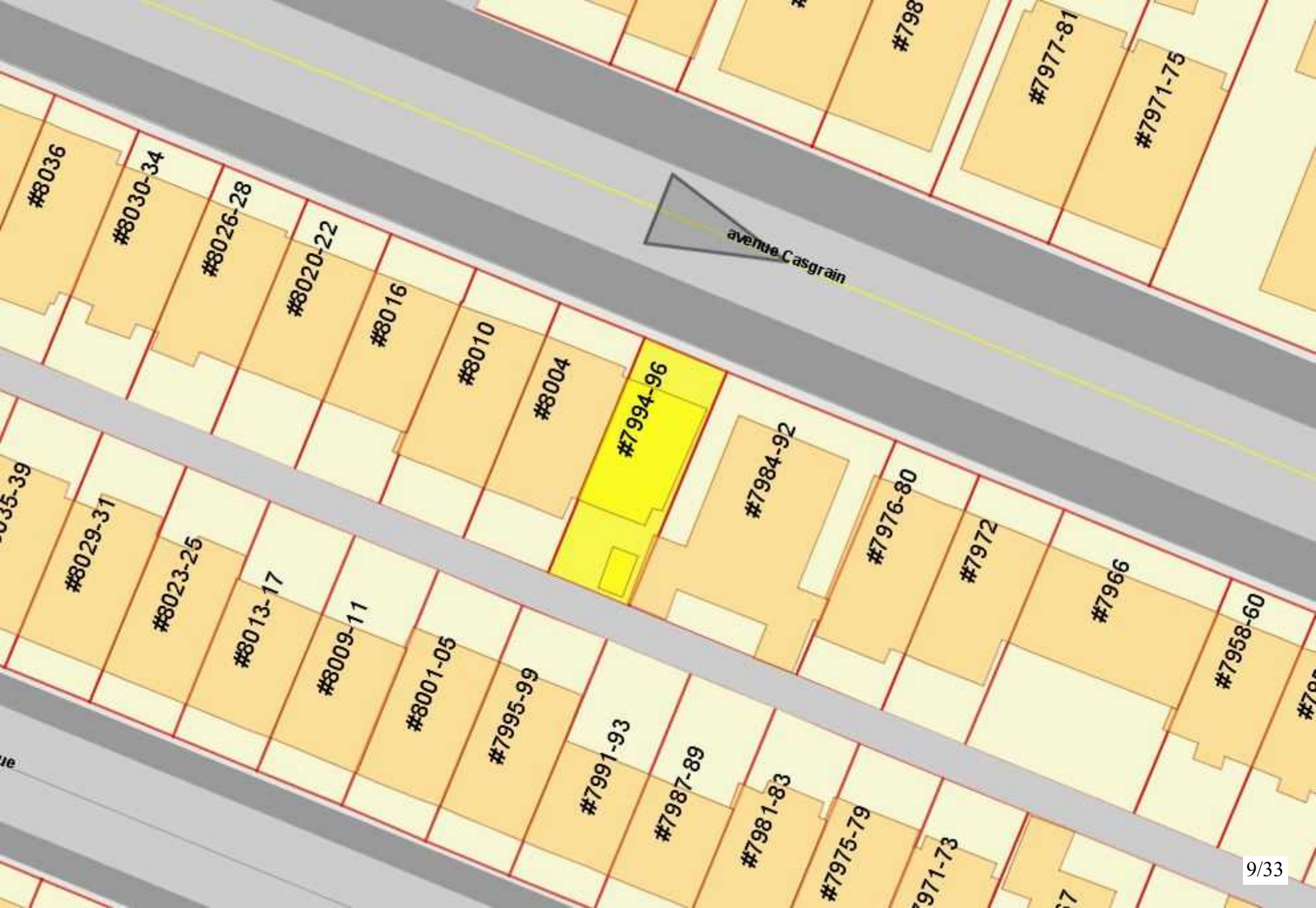
Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement de refuser la demande soumise telle que présentée, car ils sont d'avis que la demande ne rencontre par les critères d'octroi d'une demande d'usage conditionnel, surtout le critère 2, en ce qui concerne contraintes physiques, ainsi que le critère 4, en ce qui concerne la réversibilité.

- Critère 2: la possibilité d'agrandir le logement du rez-de-chaussée dans le sous-sol qui sera créé ou d'agrandir en hauteur au-dessus du carré existant;
- Critère 4: l'ampleur des travaux intérieur et le retrait de l'escalier extérieur.

Il est proposé par Camilla Chiari

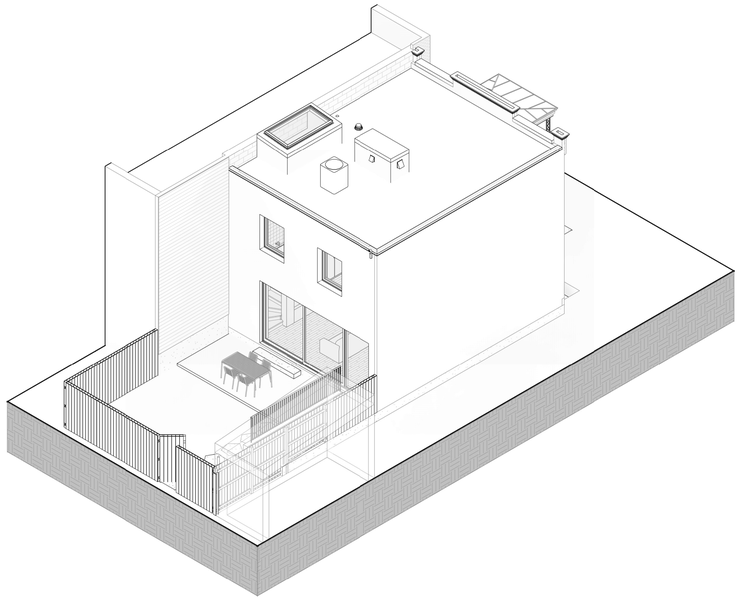
appuyé par Laurence Aubin-Steben

ADOPTÉ à l'unanimité.


#8036
#8030-34
#8026-28
#8020-22
#8016
#8010
#8004
#7994-96
#7984-92
#7976-80
#7972
#7966
#7958-60
#7977-81
#7971-75
avenue Casgrain
#8029-31
#8023-25
#8013-17
#8009-11
#8001-05
#7995-99
#7991-93
#7987-89
#7981-83
#7975-79
#7971-73

Résidence Casgrain II

		Rev.	Date
A000			
○ A000	Frontispice	03	2025-02-14
○ A001	Devis et notes générales	03	2025-02-14
○ A002	Tableaux	03	2025-02-14
○ A010	Compositions typiques	03	2025-02-14
○ A050	Implantation	03	2025-02-14
A100 - Plans généraux			
○ A100	Niveau 0	03	2025-02-14
○ A101	Niveau 1	03	2025-02-14
○ A102	Niveau 2	03	2025-02-14
○ A104	Toiture	03	2025-02-14
A200 - Élévations			
○ A200	Élévations	03	2025-02-14
A300 - Coupes générales			
○ A300	Coupes générales	03	2025-02-14
A800 - Bordereaux des ouvertures			
○ A800	Bordereau des ouvertures extérieures	03	2025-02-14
AD - Démolition			
○ AD050	Implantation (démolition)	03	2025-02-14
○ AD051	Schéma de démolition	03	2025-02-14
○ AD100	Niveau 0 (démolition)	03	2025-02-14
○ AD101	Niveau 1 (démolition)	03	2025-02-14
○ AD102	Niveau 2 (démolition)	03	2025-02-14
○ AD300	Coupe (démolition)	03	2025-02-14



Texte descriptif

Projet de conversion d'un duplex en résidence unifamiliale.

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet

Résidence Casgrain II

7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client

Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet

24-0151 ARC

Titre

Frontispice

Échelle

1 : 50

No. dessin

A000

Devis

Division 00 – Exigences relatives aux approvisionnements et aux contrats

00 01 07 Propriété
Les plans ci-après sont la propriété de Table Architecture. Toute reproduction en tout ou en partie des plans ci-inclus est strictement interdite sans le consentement de l'Architecte. À moins d'approbation, ces documents ne peuvent être utilisés qu'aux fins prévues au mandat initial.

00 21 13 Utilisation
Les présents plans ne doivent être utilisés pour des fins de construction que lorsque spécifié au cartouche.

Division 01 – Exigences générales

01 32 16 Ordonnancement des travaux
L'Entrepreneur fournira un calendrier de construction au début du projet incluant la date du début et de la fin des travaux, ainsi que les dates anticipées de la fin des principales étapes de construction. L'Architecte et l'Entrepreneur conviendront d'un calendrier de visites de chantier.

01 41 00 Permis
Le propriétaire est responsable du permis de construction, l'Entrepreneur fournira tout autre permis requis.

01 43 00 Assurances
L'Entrepreneur doit fournir la preuve d'assurance au début du projet pour : responsabilité civile (1 million de dollars minimum) et une assurance de chantier (valeur des travaux).

01 45 00 Examen
L'Entrepreneur est responsable de convier les Professionnels aux moments opportuns afin qu'ils puissent procéder aux inspections du bâtiment et des ouvrages, avant que ces ouvrages ne soient dissimulés ou qu'une reprise de travaux soit requise en cas de malfaçon. Le cas échéant, l'Entrepreneur devra assumer les frais des travaux nécessaires pour découvrir et remettre en état les ouvrages prématurément dissimulés. L'Entrepreneur est responsable de fournir les installations, équipements et outillage nécessaires à l'examen des professionnels, notamment en ce qui a trait aux ouvrages en hauteur.

L'Entrepreneur se doit d'aviser les Professionnels pour avoir leur avis concernant des changements requis selon les conditions de chantier ou toute autre modification envisagée. Les Professionnels devront émettre des croquis correspondant aux changements requis qu'ils feront parvenir à l'entrepreneur par courriel, fax, courrier ou en main propre selon le cas.

01 56 00 Protection des lieux et du bâtiment existant
L'Entrepreneur devra protéger le bâtiment et les matériaux entreposés sur le site pour éviter l'infiltration d'eau et de toute autre contamination. Toute ouverture extérieure est fermée, scellée et isolée contre le climat en attendant les portes et fenêtres. La sécurité contre le vol sur le chantier doit être assurée en tout temps.

01 71 00 Examen et préparation
L'Entrepreneur doit vérifier toutes les dimensions et conditions sur le site et aviser les Professionnels de toutes erreurs avant le début des travaux. En cas de non-concordance, un dessin de grande échelle a préséance sur un dessin de plus petite échelle. La réalisation des travaux, l'installation des services incluant le drainage du site, électricité, plomberie et chauffage doit se conformer au Code national du bâtiment édition du Québec en vigueur ainsi qu'à tous les règlements municipaux applicables. L'entrepreneur général, les entrepreneurs spécialisés et les artisans sont tenus d'exécuter leurs ouvrages selon les règles de l'art de leurs métiers et conformément aux plus récentes instructions des fabricants et fournisseurs des éléments mis en œuvre.

Les informations sur la structure et l'ingénierie inscrites aux plans d'architecture doivent être contre-vérifiées aux plans d'ingénierie. En cas de différence entre ces plans, l'Entrepreneur devra prévenir les Professionnels avant d'effectuer les travaux touchant les éléments d'ingénierie différant.

L'Entrepreneur est responsable du jalonnement de l'ouvrage et de l'implantation des travaux.

01 73 00 Exécution des travaux
Dimensions aux plans
Sauf indications contraires, les cotes aux plans indiquent des dimensions finies. Il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de déterminer les dimensions brutes (positionnement des murs, cloisons, ouvertures, etc.) en fonction des dimensions finies, selon les marges requises par ses méthodes constructives, les matériaux de finition appliqués, etc.

Conformité des travaux et matériaux
L'Entrepreneur est responsable de retirer, d'évacuer du chantier et de remplacer tous matériaux jugés non conformes, défectueux ou abîmés par ses travaux, les travaux de ses sous-traitants, les intempéries, etc., à ses frais. Les malfaçons et autres travaux jugés non conformes par les Professionnels devront être corrigés par l'Entrepreneur, à ses frais.

Fixation et quincaillerie
Les documents des Professionnels n'illustrent que de manière schématique les assemblages, la géométrie et les dimensions à respecter. L'Entrepreneur demeure responsable de la fourniture et de l'installation des éléments mis en œuvre, incluant l'ensemble des attaches, fixations, accessoires, quincaillerie et autres moyens physiques ou chimiques de lier les composantes du bâtiment.

01 78 00 Garantie
L'Entrepreneur doit fournir une garantie contre tout défaut de construction, de main-d'oeuvre et de matériaux pour une durée de un an à partir de la date du certificat de parachèvement des travaux. Durant la période de la garantie, les réparations, incluant les matériaux et la main-d'œuvre seront complétées à la charge de l'Entrepreneur.

Division 02 – Conditions existantes

02 41 19 Démolition sélective
Assurer la protection des éléments adjacents aux ouvrages concernés. Procéder aux travaux de manière à minimiser les interventions sur les ouvrages conservés.

Lors du démantèlement d'ouvrages, conserver une quantité de matériaux existants afin de permettre d'éventuels travaux de ragréage.

Lors de travaux de ragréage, les nouveaux ouvrages devront être réalisés en respectant les assemblages, appareillages, formes, matériaux et dimensions générales de l'ouvrage existant.

Division 03 – Béton

03 30 00 Béton coulé en place
Tous les ouvrages de béton et coffrages doivent être conformes aux normes CAN/CSA-A23.1, A23.2 et A23.3.

La conception des coffrages, des systèmes d'étaiement et l'érection de ceux-ci sont la responsabilité de l'entrepreneur en coffrage.

Sauf indication contraire, le béton doit répondre aux exigences suivantes :
Résistance à 28 jours : 25 MPa

La cure et le mûrissement du béton doivent être effectués en conformité avec la norme CAN/CSA-A23.1. Le béton devra être consolidé au moyen de vibrateurs internes qui seront opérés par des opérateurs qualifiés. Le béton doit être coulé à l'intérieur d'une période de 2 heures après l'ajout de l'eau. Aucun produit à base de chlorure n'est accepté dans le béton.

Les semelles de béton doivent se situer à une profondeur d'au moins 4'-6" (1370mm) sous le niveau du sol adjacent exposé au gel. Les opérations de remblayage contre les murs de fondation doivent être effectuées après la construction du plancher du rez-de-chaussée.

Armature
La qualité de l'acier d'armature doit être conforme à la norme CAN/CSA G30.18 de nuance 400R. Le treillis d'acier doit être à mailles soudées conforme à la norme CAN/CSA G30.5. L'armature doit être conforme aux exigences contenues dans le "Manuel de normes recommandées", publié par l'Institut d'acier d'armature du Canada.

03 35 00 Finition de surfaces en béton
Dalle de béton, fini lissé avec scellant Vocomp-25. Appliquer selon les recommandations du manufacturier, sur un béton propre, sain, débarassé de laitance et d'agents de murissement et dont la température est d'au moins 16°C. Appliquer le scellant lorsque l'eau de surface a disparu et que la surface de béton n'est plus sujette au marquage par les travailleurs.

Pulvériser un brouillard fin, uniforme et sans jet afin de former un film mince continu. Éviter les accumulation dans les endroits bas. En cas de formation de flaques, disperser à l'aide d'une brosse ou d'un rouleau. Appliquer 2 couches à angle droit.

Division 04 – Maçonnerie

04 05 00 Maçonnerie
Sauf indication contraire, exécuter les travaux de maçonnerie conformément à la norme CAN/CSA-A371

Réaliser les ouvrages en maçonnerie d'aplomb, de niveau et d'alignement, en confectionnant des joints verticaux bien alignés et en respectant les tolérances de construction définies dans la norme CAN/CSA-A371. L'Entrepreneur est responsable d'assurer la planéité et le nivellement des assises de fondation préalablement aux travaux de maçonnerie.

Disposer les rangs d'éléments de maçonnerie selon l'appareil prescrit et de manière à obtenir des assises de hauteur appropriée et à maintenir la continuité de l'appareil au-dessus et au-dessous des baies, en taillant un nombre minimal d'éléments. L'Entrepreneur devra précisément respecter l'appareillage et la modulation illustrées aux élévations et aux détails.

Les travaux de maçonnerie ne devront pas être exécutés à des températures inférieures à 5°C. Les travaux effectués par temps chaud ou par temps froid devront être exécuté selon la norme CAN/CSA-A371. Les ouvrages devront être protégés de la pluie et des intempéries jusqu'à la cure du mortier. La cavité drainée entre la maçonnerie et le contreparement devra demeurer exempte de mortier ou de débris.

04 05 05 Rejointoiement de brique d'argile

Exécuter les travaux conformément à la norme CAN/CSA -A371 .
L'étendue des travaux de dégarnissage et de rejointoiement correspond à celle inscrite sur les dessins.

- Travailler depuis le haut jusqu'au bas du mur, sauf indication contraire.
- Utiliser un outil de dégarnissage pour retirer le mortier détérioré et s'assurer que les éléments de maçonnerie ne sont pas écaillés/modifiés/endommagés par les travaux de retrait du mortier. L'outil de dégarnissage utilisé doit être plus étroit que le joint.
- Comprimer le mortier dans le joint au moyen d'un outil de jointoiement.
- Utiliser des outils de remplissage en acier inoxydable d'une longueur appropriée pour insérer le mortier dans les joints et assurer une compression appropriée dans les joints profonds et étroits.
- Donner aux joints une forme finale correspondant au profil des joints existants, sauf indication contraire.
- Utiliser un outil de jointoiement convenable et approuvé pour former le mortier de compression dans les joints, tel que décrit. La longueur de l'outil de finition du jointoiement ne doit pas excéder 50 mm.

Pour éviter le gel du mortier dans les joints, éviter de découper ou de dégarnir des joints de mortier lorsque la température ambiante est inférieure à 5 degrés Celsius au cours du printemps ou à 0 degrés Celsius au cours de l'automne. Toute tentative de retirer du mortier gelé endommagera la maçonnerie. Les éléments de maçonnerie endommagés par le retrait de mortier gelé devront être remplacés aux frais de l'Entrepreneur.

04 05 13 Mortier et coulis pour maçonnerie
Sauf indications contraire, sélectionner et préparer les mortiers et coulis conformément à la norme CAN/CSA-A179.
Sauf indication contraire, mettre en œuvre le mortier et le coulis de maçonnerie conformément à la norme CAN/CSA-A179.

04 05 23 Accessoires de maçonnerie
Installer des chantepleures à évent dans les joints verticaux des parements de maçonnerie immédiatement au-dessus de tous les solins (appuis de fondation, linteaux, joints horizontaux, etc.), à 600 mm d'entraxe au maximum dans le plan horizontal. Installer des évents à au plus 600 mm au sommet de la lame d'air et sous les cornières et autres supports structuraux.

Évents de chantepleure : en PVC de couleur agencée au mortier.
Installer des déflecteurs de bavures de mortier, de dimensions et de formes appropriées à leur fonction, dans les cavités murales, aux endroits indiqués et selon les directives.

Déflecteurs de bavures de mortier : de forme et de dimensions appropriées à la cavité murale.

Division 05 – Métaux

05 50 00 Ouvrages métalliques
Les ouvrages doivent être droits, d'équerre, bien alignés et conformes aux dimensions prescrites; les joints doivent être serrés et correctement assujettis. À moins d'indications contraires, des vis à tête plate, autotaraudeuses et indesserrables, doivent être utilisées pour les assemblages vissés. Dans la mesure du possible, les ouvrages doivent être ajustés et assemblés en atelier, et livrés prêts à monter. Les soudures apparentes doivent être continues sur toute la longueur du joint; elles doivent être limées ou meulées de manière à présenter une surface lisse et unie. Exécuter les travaux de soudage conformément à la norme ACNOR W59-1984.

Avant de procéder à l'installation des ouvrages métalliques, s'assurer que l'état des surfaces/supports préalablement mis en œuvre aux termes d'autres sections est acceptable et permet de réaliser les travaux adéquatement.

Sauf indications contraires, les métaux ouvrés extérieurs seront galvanisés et peints en atelier. De manière générale, aucune soudure ne devra être réalisée sur place ou après galvanisation. Lorsque des soudures sur place sont absolument nécessaires, faire des retouches avec un apprêt riche en zinc (type *Galvicon*) puis avec le fini de peinture requis pour les pièces assemblées.

Soumettre les dessins d'atelier pour approbation à l'Architecte préalablement à la fabrication. Les dessins devront être révisés et scellés par un ingénieur membre en règle de l'OIQ.

05 51 00 Échelles et escaliers métalliques
Les marches, les garde-corps et les paliers des escaliers métalliques ainsi que tous les assemblages doivent être conçus pour résister aux charges dynamiques auxquelles ils peuvent être soumis dans les sens vertical et horizontal, conformément aux exigences du Code national du bâtiment.

Les assemblages doivent être ajustés avec précision; les parties apparentes doivent être d'affleurement. Les soudures et les extrémités apparentes des profilés doivent être meulées ou limées avec soin.

Avant de procéder à l'installation des ouvrages métalliques, s'assurer que l'état des surfaces/supports préalablement mis en œuvre aux termes d'autres sections est acceptable et permet de réaliser les travaux adéquatement.

Soumettre les dessins d'atelier pour approbation à l'Architecte préalablement à la fabrication.

Division 06 – Bois, plastiques et composites

06 10 00 Charpenterie
Exécuter les travaux en accord avec les normes CAN 086.1-M89, bois de charpente en épinette de l'est no.1 maximum de 15% d'humidité à l'installation. Prévoir une rangée d'entremises à tous les 48" c/c entre les montants dans les murs porteurs. Installer un étafoam 1/8" entre le béton et toutes les pièces de bois s'y appuyant, tous les murs extérieurs sont des murs porteurs.

Bois d'ingénierie : LVL 2900Fb - 2.0E, ou équivalent. Installation et assemblage selon les recommandations du manufacturier.

06 20 00 Menuiserie
À tous les endroits requis pour la suite de l'ouvrage (électricité, plomberie, quincaillerie de finition, ébénisterie, vitrerie, etc.), installer des fonds de clouage constitués de bois de dimension ou de contreplaqué de minimum 5/8" d'épaisseur.

06 20 00 Plinthes
Les plinthes au plancher sont faites de peuplier ou MDF. Aucune plinthe ne doit être installée dans les escaliers. Voir les détails typiques de plinthes.

Division 07 – Isolation thermique et étanchéité

07 11 13 Imperméabilisation des fondations
Appliquer un hydrofuge bitumineux sur toutes les surfaces de béton de fondation, installer un panneau drainant et ses accessoires, installer les panneaux d'isolant rigide et le revêtement de finition, conformément au bordereau des compositions.

Bitume : hydrofuge à base d'émulsion de bitume conforme à la norme CAN/CGSB-37.2, tel que Bakor 700-01 ou équivalent approuvé.
Produits de scellement : mastics plastiques de bitume fluxé, conformes à la norme CAN/CGSB-37.5.
Tissu de renfort : tissu de fibre de verre à structure maillée (20/10) telle que 990.06 YELLOW JACKET de Henry Bakor.
Isolant rigide : polystyrène expansé haute densité conforme à la norme CAN/ULC S701 de type 2, avec résistance à la compression de 140 kPa minimum ayant une valeur R de 4,2 par 1" d'épaisseur, à rive à feuillure, d'épaisseur indiquée, tel que Isolofoam XHD 200.
Adhésif pour isolants de polystyrène : conforme à la norme CGSB 71-GP-24, type 2, tel que 230-21 de Bakor, ou équivalent approuvé.
Panneau drainant : panneau de 8mm d'épaisseur de forme gaufrée se composant d'une feuille polymère tridimensionnelle de polyéthylène haute densité, tel que Delta MS de Dorken, ainsi que tous les accessoires de solinage tel que Delta-Flash au sommet et aux percements de la fondation (portes, fenêtres, etc.).
Tissu filtrant : membrane géotextile faite de polyester non tissé. Masse de 200g/m².

07 21 00 Isolation
Poser l'isolant de façon à assurer une protection thermique et/ou acoustique continue aux éléments et aux espaces vides du bâtiment. Ajuster soigneusement l'isolant sur les éléments à recouvrir ainsi qu'autour des boîtes électriques, des tuyaux, des conduits d'air et des bâtis qui le traversent. Ne pas comprimer l'isolant pour l'ajuster aux espaces à isoler.

L'isolant en nattes sera tel que requis (voir les compositions de murs page A010) : laine de roche telle que Rockwool Safe 'n' Sound ou laine de verre telle que Owens Corning Rose Next Gen Fiberglas admissibles pour l'isolant acoustique (cloisons intérieures), laine de roche admissible tel que Rockwool Comfortbatt pour l'isolant thermique (murs extérieurs et toits).

L'isolant giclé sera à cellules fermées. <u>À tous les endroits où l'isolant giclé joue le rôle de pare-vapeur, chaque jonction de structure bois/bois devra être scellée préalablement à l'application de l'isolant à l'aide d'un scellant ne formant pas peau.</u> Lorsque non-protégé par un gypse type X, l'isolant giclé devra être recouvert d'une barrière thermique conforme aux essais de la norme CAN/ULC-S124, exigences de la classe B.

L'isolant de fibre cellulosique soufflé dans les cavités devra être maintenu par une membrane poreuse en polyester.

Division 07 – Isolation thermique et étanchéité (suite)

07 24 13 Systèmes d'isolation de façade avec enduit
Système de finition acrylique hors sol pour composition F1. Adex, couleur et fini au choix du Client, incluant l'enduit de base acrylique non-combustible, le treillis d'armature en fibre de verre imbibé dans l'enduit de base, l'apprêt et la finition d'enduit acrylique.

Conforme à la norme CAN-ELC S716.1-09.
Tous les travaux doivent respecter les exigences du manufacturier et du CCMC, telles que décrites dans le rapport d'évaluation 12913-R.
Fournir un échantillon de la couleur et de la texture de 8" x 8". Les travaux de finition ne doivent pas débuter avant que les échantillons ne soient approuvés par le Client.
Le système de revêtement devra être installé sur un substrat et dans des conditions climatiques au-dessus de 5°C, et cette température devra être maintenue pour les 24h suivant l'application.
Fournir une garantie certifiant que les matériaux sont conformes au devis et exempts de défaut de fabrication pour une période de 10 ans suivant la fin des travaux d'installation.

Couche de base : telle que Base Adex, mélangée à poids égal avec ciment GU, appliquée à une épaisseur de 3/32"
Treillis d'armature : respectant la norme ASTM D-5034
Couche d'apprêt : telle que Primex
Enduit de finition acrylique : en pâte, à base 100% acrylique, mélangé en usine, prêt pour usage, avec couleur et texture intégrées

Le substrat sera examiné pour s'assurer qu'il est en bon état, solide, sans vide ou projection. Tous les solins métalliques seront examinés pour s'assurer qu'ils permettent l'évacuation d'éventuelles infiltrations vers l'extérieur.

07 26 00 Pare-vapeur
L'installation du pare-vapeur doit fournir un écran continu sur le côté chaud de l'isolant. Le pare-vapeur est un polyéthylène de 6 mil chevauché sur 12" minimum et scellé avec un ruban adhésif. Sceller autour de toutes les ouvertures extérieures, prises électriques, ou autres percements / ouvertures. Des procédures identiques s'appliquent pour le pare-air.

À la jonction des diverses membranes et au périmètre des ouvertures, appliquer une membrane autoadhésive telle que Blueskin SA de Bakor. Appliquer un apprêt tel qu'Aquatac de Bakor sur les surfaces à recouvrir. Laisser sécher et appliquer la membrane le même jour. Chevaucher les joint de 2" minimum. Appuyer fermement sur la membrane, presser au rouleau et s'assurer d'un contact total. Sceller la membrane aux extrémités.

07 27 00 Système d'étanchéité à l'air et à l'eau
Installer une membrane pare-air perméable à la vapeur telle que *DuPont Tyvek Water-Resistive Barrier* sur toute la surface du contreparement avant l'installation du revêtement extérieur et à tout autre endroit indiqué.

Chevaucher et sceller les rives des feuilles à l'aide d'un ruban adhésif prévu à cet effet comme *Tyvek StraightFlash* ou *FlexiWrap.*
Assurer un chevauchement permettant l'écoulement de l'eau par la gravité.

Fixer la membrane à l'aide de vis, clous ou agrafes équipée de rondelle de plastiques tels que *DuPont Tyvek Wrap cap nails, screw* ou *staples*. Sceller le pourtour des ouvertures comme les portes et les fenêtres à la membrane d'étanchéité à l'aide de bandes adhésives.

07 31 13 Bardeaux d'asphalte
Bardeaux d'asphalte au choix du Client, conforme à la norme CSA A123.5.
Aux noues et aux rives : membrane de sous-couche auto-adhésive pour bardeaux, au bitume modifié renforcée avec fibre de verre, tel que Eaveguard de Henry.
Surface générale : membrane de sous-couche de feutre asphaltique tel que RF403N #15 de BP, ou selon les recommandations du manufacturier de bardeau d'asphalte

Poser des larmiers le long des avant-toits façonnés selon les détails. Clouer les larmiers au platelage à 16" c/c. Aux points de rencontre des surfaces verticales, poser le solin à gradins le plus bas en l'intercalant entre les bardeaux. Installer les membranes de sous-couche sur l'ensemble de la toiture, dans les noues joignant les plans de toiture et aux remontées verticales. Installer les bardeaux d'asphalte conformément à la norme CAN3-A123.52.

07 62 00 Solins et accessoires en tôle
La tôle de solinage est en acier prépeint calibre 26, conforme à la norme ASTM A525-Z275. Sauf indication contraire, fixer le solinage avec des vis à rondelle de néoprène 1-1/4" @ 16" c/c. Lorsque requis, utiliser un scellant Dymonic de Tremco, de couleur agencée au solinage.

07 84 00 Protection coupe-feu
Ensemble coupe-feu et pare-fumée : conformes à la norme ULC-S115.
Ensemble pour traversées par des conduites techniques : homologués ULC.
Dispositifs de retenue, de support, d'appui et d'ancrage : suivre les recommandations du fabricant. Assurer la compatibilité avec les systèmes éprouvés, installés et acceptables par les autorités compétentes.
Réaliser des ensembles coupe-feu et pare-fumée aux endroits ci-dessous :
- Traversées de cloisons de maçonnerie, de béton et de gypse avec résistance au feu;
- Parties supérieures de cloisons de maçonnerie, de béton et de gypse avec résistance au feu;
- Jonctions de cloisons de maçonnerie, de béton et de gypse avec résistance au feu;
- Percements de planchers ou toits avec résistance au feu

07 92 00 Produits d'étanchéité pour joints
La section des scellants acoustiques et ignifuges doit être conforme à l'homologation des planchers et des cloisons. Lorsqu'un scellant demeure apparent, il doit être peignable. Respecter les instructions écrites du fabricant concernant l'application, le mûrissement et l'entreposage des produits.
- Scellant acoustique : à la tête, à la base et au périmètre des cloisons acoustiques, conforme à CAN/CGSB 19.21, tel que scellant acoustique Tremco ou équivalent approuvé;
- Scellant latex acrylique à une composante : aux joints apparents entre le gypse et tout autre matériau, conforme à CAN/CGSB 19.17, tel que Tremflex 834 de Tremco ou équivalent approuvé.
- Scellant extérieur : au périmètre des ouvertures, à la jonction de matériaux distincts, aux changements d'angle, conforme à ASTM C920, S, NS, classe 50, tel que Adseal DWS 4580 de Adfast ou équivalent approuvé.

Division 08 – Ouvertures et fermetures

08 11 00 Portes et cadres en profilé d'acier
Fabriquer et installer les portes et cadres conformément aux normes de la CSDFMA.

Portes et cadres : en tôle d'acier galvanisée par immersion à chaud, conforme à la norme ASTM A653/A653M, avec zingage ZF75. Épaisseur du métal de base : 1.6 mm (cal. 16). Exécuter les soudures conformément à la norme CSA W59.

Apprêt : peinture de retouche antirouille conforme à la norme CAN/CGSB 1.181.

Amortisseurs de portes : à un seul goujon, en caoutchouc néoprène.

Tous les joints et les angles soudés doivent être garnis de mastic de remplissage métallique, puis poncés jusqu'à obtention d'un fini lisse et uniforme.

Installer les cadres d'aplomb, d'équerre, de niveau et à la hauteur appropriée, des dispositifs appropriés servant à fixer les cadres aux cloisons et aux planchers doivent être fournis et installés.

08 14 00 Portes de bois
Portes à âme pleine : conformes à la norme CAN/CSA O132.2.1. Cadre à montants et traverses fait de placage de bois déroulé lamellé et lié à une âme en panneaux de particules. Cale pour serrure intégrée.
Panneaux de parement : panneaux de fibres dures composées de 3,2 mm d'épaisseur. Adhésif type I (imperméable). Épaisseur de la porte : 45 mm. Telle que série 8500 de Baillargeon.

Portes à âme creuse : conformes à la norme CAN/CSA O132.2.2. Cadre à montants et traverses fait de placage de bois déroulé lamellé et lié à une âme en panneaux de particules. Cale pour serrure intégrée. Panneaux de parement : panneaux de fibres dures composées de 3,2 mm d'épaisseur. Adhésif type I (imperméable). Épaisseur de la porte : 35 mm.

Chants verticaux des portes recouverts d'un placage de MDF.

Installer les portes conformément à la norme CAN/CSA O132.2, annexe A. Toutes les surfaces seront parfaitement dressées, rabotées et polies au papier de verre, sans aucune tache ou marque. Installer la quincaillerie à l'aide des gabarits fournis, conformément aux instructions du fabricant et de façon que les portes fonctionnent en souplesse.

08 50 00 Portes et fenêtres extérieures
Les devis des portes et fenêtres extérieures sont ceux fournis par le fabricant.
Les produits devront minimalement respecter les critères établis par la norme EnergyStar, selon la zone du projet.

08 71 00 Quincaillerie pour portes
Procéder aux réparations et modifications aux portes et cadres existants à conserver, requises pour l'installation de la nouvelle quincaillerie. Découper, renforcer et percer, le cas échéant, les portes et cadres afin de permettre l'installation de la quincaillerie. Les pièces de quincaillerie devront être installées à l'aide des gabarits fournis par les fabricants.

Fournir et installer la quincaillerie selon les indications au bordereau de portes et cadres.

Division 09 – Revêtements de finition

09 21 16 Revêtements en plaque de plâtre
Exécuter les travaux conformément à la norme ASTM C840 et les recommandations du Manuel de construction CGC.

- Panneaux de gypse unis : conformes à la norme ASTM C1396 de type ultralite, type X et hydrofuge, ayant l'épaisseur indiquée au bordereau des compositions et aux détails, 1220mm de largeur, la longueur utile maximale, des rives d'équerre aux extrémités et des rives amincies à bord arrondi sur les côtés. Ruban et composé à joints conforme à la norme ASTM C475.
- Panneaux cimentaires : conformes aux normes ANSI 118.9 et ANSI 108.11, tels que Durock avec EdgeGuard de CGC, ayant une épaisseur de 16mm, 1220mm de largeur et 2440mm de longueur. Vis pour panneaux Durock ou équivalent. Remplir tous les joints avec un mortier fortifié de latex ou un adhésif organique de type 1, puis noyer immédiatement un ruban à joint en treillis de fibre de verre résistant aux alcalis.
- Moulures d'affleurement, renforts d'angles, joints de retrait et bordures : conformes à la norme ASTM C1047, en métal zingué par électrodéposition, phosphaté, d'une épaisseur à nu de 0,5mm, à ailes perforées, d'une seule pièce.

Fixer une ou plusieurs épaisseurs de panneaux de gypse aux fourrures ou aux colombages à l'aide d'ancrages mécaniques. Installer les vis à 305 mm d'entraxe au maximum, et à 203 mm d'entraxe au pourtour des feuilles.

09 30 13 Carrelage de céramique
Effectuer les travaux en respectant au minimum les exigences du Tile Installer Technical Handbook du TTMAC ou du Handbook du TCNA. Fournir des produits de carrelage fabriqués et mis à l'essai en conformité avec la norme ANSI A108.

Fournir et installer les produits de carrelage et l'ensemble des accessoires requises pour l'exécution complète des travaux, notamment mais non limitativement : apprêt pour préparation du substrat, membrane de désolidarisation, membrane d'étanchéité (liquide ou en feuille), ciment-colle adapté au substrat, carreaux de céramique, coulis (à polymère modifié ou à l'époxy), bordure, bande et seuil de transition d'aluminium anodisé clair, joint de dilatation, scellant. Les produits devront être distribués par un même fournisseur afin d'assurer la compatibilité, ou la compatibilité devra être démontrée.

Sauf indication contraire, les substrats de céramique murale seront en gypse hydrofuge ou en panneau de béton léger. Vérifier les tolérances de planéité des supports et, au besoin, appliquer un lit de mortier nivelant. Examiner les supports et les conditions de l'endroit ou le carrelage sera posé, pour s'assurer de la conformité avec les exigences en ce qui concerne les tolérances des matériaux et d'autres conditions pouvant avoir un effet sur la performance des carreaux.

Au pourtour des comptoirs ou autres surfaces horizontales, aux angles intérieurs des murs et à la jonction de la céramique avec d'autres matériaux, les joints devront être réalisés avec un scellant 100% silicone de couleur agencée au coulis.

Division 09 – Revêtements de finition (suite)

09 30 13 Carrelage de céramique (suite)
Installer la céramique sous les armoires, comptoirs, casiers et autres éléments de mobilier. Suivre avec précision la modulation illustrée aux plans agrandis et élévations intérieures. Ajuster les carreaux aux angles, autour des accessoires, appareils, avaloirs et autres objets encastrés. La largeur minimale d'un carreau doit être le tiers de la taille du carreau, sauf indication contraire dans les dessins. Ajuster la disposition du carrelage de façon à réduire au minimum la coupe de carreaux. Réaliser des joints d'une même largeur.

Appliquer une couverture de mortier sur 100% du dos des carreaux conformément TCNA Handbook pour les applications suivantes: carreaux à l'extérieur, carreaux d'une cabine de douche, carreaux dont l'un des côtés mesure 300 mm ou plus, carreaux dont l'endos est soulevé ou texturé, carreaux pour une zone de pose devant supporter un usage lourd ou très lourd.

09 22 16 Ossatures métalliques non porteuses
Ossature non porteuse composée de profilés métalliques : conforme à la norme C645, en tôle d'acier laminée et galvanisée par immersion à chaud, conçus pour le vissage des panneaux de gypse et pourvus d'ouvertures disposées à 460 mm d'entraxe pour le passage des canalisations de service.

Épaisseur du métal : 0.48 mm (cal. 25), sauf indications contraires au bordereau ou au tableau du manufacturier en fonction des hauteurs maximales permises.
Largeur des poteaux : selon le bordereau de compositions.

Lisses supérieures et inférieures : conformes à la norme ASTM C645, de largeur appropriée à la dimension des poteaux, de même épaisseur que les poteaux et dotées d'ailes de 32 mm de hauteur pour la lisse inférieure et de 50 mm pour la lisse supérieure.

Bande d'étanchéité : en mousse de polyéthylène de type Ethafoam, de largeur appropriée. Lorsqu'une cloison est acoustique, toutes les composantes de l'ossature doivent être isolées des autres composantes du bâtiment par des bandes d'étanchéité acoustique.

Installer les poteaux à la verticale, à 405 mm d'entraxe maximal et à 50 mm au plus des intersections de cloisons ainsi que de chaque côté des ouvertures et des angles. Fixer les poteaux dans les lisses supérieures et inférieures. Contreventer au besoin les poteaux d'acier, de façon à assurer la rigidité de l'ossature, conformément aux instructions du fabricant et de façon à limiter la déflexion des assemblages à L/360.

09 64 29 Parquets en lames de bois
Sabler et vernis les planchers de bois du rez-de-chaussée (incluant le nouveau plancher de bois du bureau) et du niveau 2. Retirer préalablement les quart-de-ronds.

1 couche de scellant Bona NaturalSeal
2 couches de finition Bona Traffic HD

Préparer un échantillon ou une zone de test pour déterminer la compatibilité, l'apparence et le résultat souhaité.

Préparation et sablage :
- Poncer et préparer le sol en utilisant les méthodes acceptées par les associations de l'industrie.
- Sablage final avec papier de grain 80 à 120, puis multidisque avec papier de grain 120 à 150. Ce brunissage réduira le soulèvement du grain.
- Utiliser une brosse Tampico sur un tampon et passer soigneusement l'aspirateur.
- Nettoyer avec une vadrouille ou un chiffon sec en microfibre.

Scellement
- Bien agiter avant utilisation. Ne pas diluer.
- Verser une ligne de scellant de 6 po de large le long du mur de départ. Suivre le grain du bois.
- À l'aide d'un applicateur de plancher préhumidifié, tirer l'enduit vers l'avant dans le sens du grain du bois, en déplaçant le scellant vers le mur opposé. Pour maintenir un bord humide en tout temps, tenir l'applicateur de plancher à un angle de chasse-neige.
- À la fin de chaque passage, tourner l'applicateur et le tirer à travers la flaque ; tamponner l'applicateur parallèlement au bord humide.
- Lisser le produit à tous les virages. Ne pas appuyer trop fort ou trop vite pour éviter que les goutelettes.
- S'assurer d'utiliser la couverture recommandée de 400 à 500 pi2 par gallon. Ne pas étaler en couche trop mince. Une couverture inégale peut provoquer des taches ou des variations de couleur. Certaines essences peuvent nécessiter une seconde couche pour obtenir l'apparence souhaitée.
- Laisser sécher chaque couche de scellant pendant 2 à 3 heures. Des conditions d'humidité élevée et/ou de basse température prolongeront le temps de séchage (conditions recommandées de 65-80 °F/40-60 % d'humidité relative).

Mélange de la finition
- Bien agiter la finition (Partie A) pendant 30 secondes.
- Ajouter le durcisseur (Partie B) au Bona Traffic HD (Partie A). Une bouteille de durcisseur de 10,38 oz activera un gallon de finition.
- Agiter immédiatement le mélange vigoureusement pendant 30 à 45 secondes.
- Insérer le filtre fourni dans la bouteille.
- Laisser reposer pendant 5 à 10 minutes avant d'appliquer.

Finition
- Verser une ligne de finition de 6 po de large le long du mur de départ. Suivre le grain du bois.
- À l'aide d'un applicateur pour sol préhumidifiée, tirer l'applicateur vers l'avant dans le sens du grain du bois, en déplaçant la finition vers le mur opposé. Pour maintenir un bord humide en tout temps, tenir l'applicateur de plancher à un angle de chasse-neige.
- À la fin de chaque passage, tourner l'applicateur et le tirer à travers la flaque ; tamponner l'applicateur parallèlement au bord humide.
- Lisser le produit à tous les virages. Ne pas appuyer trop fort ou trop vite pour éviter que les goutelettes.
- S'assurer d'utiliser la couverture recommandée de 350 à 400 pi2 par gallon. Ne pas étaler en couche trop mince.
- Laisser sécher la première couche pendant 2 à 3 heures. Des conditions d'humidité élevée et/ou de basse température prolongeront le temps de séchage (conditions recommandées de 18-27 °C/40-60 % d'humidité relative).

Sablage intercouche
- Poncer entre chaque couche, en utilisant un multidisque et des abrasifs de grain 180 à 240 avec des tampons intermédiaires.
- Utiliser un aspirateur et nettoyer avec des tampons de nettoyage en microfibre (secs ou légèrement humidifiés avec de l'eau).
- Appliquer la seconde couche de finition selon les mêmes étapes que la première couche.

Installer des nouveaux quart-de-ronds selon le profil des pièces existantes, à peindre tel que les plinthes.

09 91 00 Peinture
Peinture au latex 100% acrylique sans COV tel que Ecosource de SICO, couleurs au choix de l'architecte. Exécuter tous les travaux de peinture conformément aux exigences de la norme CAN/CGSB 85.100 ou du Painting Specifications Manual de la CPCA.
Dépolir les surfaces brillantes au papier abrasif. Si requis laver et brosser avec un nettoyant et rincer. Appliquer les produits de peinture conformément aux instructions du fabricant.

Toute surface endommagée devra être réparée avant d'être peinte; toute surface existante devra être débarrassée de tout matériau étranger, peinture décollée, saleté, taches, graisse ou de tout matériau n'offrant pas une parfaite adhérence avec la peinture. Le plâtre ne doit pas contenir plus de 6% d'humidité.

À moins d'indications contraires, ne pas peindre les matériaux préfinis ainsi que le cuivre, l'aluminium, le bronze, l'acier inoxydable, le laiton, le nickel.

Appliquer 1 couche d'apprêt scelleur au latex zéro COV tel que « Sico Ecosource 850130 ». Appliquer 2 couches de latex 100% acrylique zéro COV tel que « Sico Ecosource fini velouté série 853 ».

Division 22 – Plomberie

22 05 00 Exigences générales
La conception et l'installation du système de plomberie seront fournies par un plombier certifié, l'installation doit être conforme au code en vigueur. Les systèmes d'alimentation et d'égout existants sont à évaluer pour établir leur capacité à recevoir de nouvelles charges. Les drains pluviaux devront être isolés acoustiquement. Tous les conduits d'alimentation (eau chaude et eau froide) devront être isolés. Le format de l'isolant devra s'adapter au diamètre des conduits à isoler.

Division 23 – Chauffage, ventilation et conditionnement d'air

23 05 00 Exigences générales
La conception et l'installation du système de ventilation seront fournies par un installateur certifié, l'installation doit être conforme au code en vigueur. Tous les conduits devront être isolés et chemisés sur toute leur longueur, épaisseur minimale d'isolant de 1". Le format de l'isolant devra s'adapter au diamètre ou dimensions des conduits à calorifuger. Sceller parfaitement tous les joints du chemisage à l'aide d'un ruban adhésif pare-vapeur.

Division 26 – Électricité

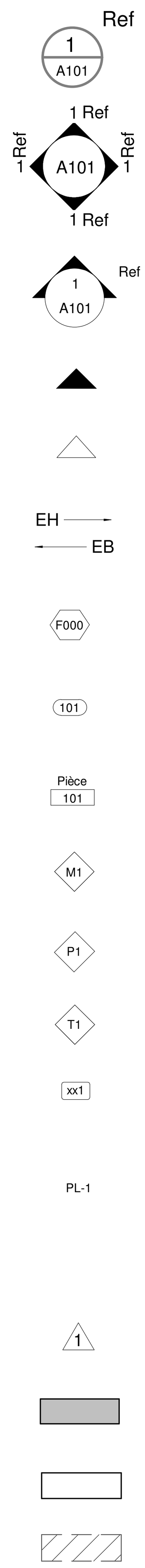
26 05 00 Électricité
La conception, l'installation et l'emplacement des équipements électriques, interrupteurs, prises électriques, prises de téléphone et câble doivent être conformes aux codes en vigueur. L'ensemble des prises électriques extérieures ainsi que celles des salles de bain devront être pourvues de disjoncteur différentiel de classe A (GFCI). Toutes les prises électriques de la cuisine devront être sur des circuits séparés. La spécification des équipements électriques est indiquée au plan électrique.

Division 31 – Terrassements

31 23 00 Excavation
L'Entrepreneur doit vérifier l'emplacement des services et des conduits enfouis avant l'excavation. L'excavation près des fondations existantes doit être réalisée de manière à ne pas déranger le sol sous la fondation. Se référer aux dessins de l'Ingénieur en structure.

31 23 00 Drainage
Installer un drain de 4" (100mm) de diamètre avec une couverture géotextile dans une couche de drainage en gravier 3/4" net autour des nouvelles fondations, la où indiquée sur les plans. La ligne de drainage sera reliée au système d'égout pluvial.

Légende des symboles



Bulle de détail
Se réfère au dessin 1 sur la feuille A101

Bulle d'élévation
Se réfère au dessin 1 sur la feuille A101

Bulle de coupe
Se réfère au dessin 1 sur la feuille A101

Accès
Indique les accès principaux

Accès
Indique les accès secondaires

Escalier
Montée ou descente d'escalier

Fenêtre
Identification des fenêtres

Porte
Identification des portes

Pièce
Identification de la pièces numérotation et superficie

Composition de mur
Identification des types de compositions de murs

Composition de plancher
Identification des types de compositions de plancher

Composition de toiture
Identification des types de compositions de toiture

Matériaux de finition
Identification des types de finis

Plomberie
Identification des appareils de plomberie

Nuage de révision
Indique la zone faisant l'objet d'une révision

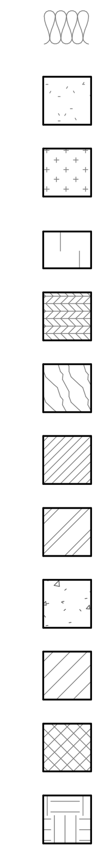
Numéro de révision
Indique le numéro de révision référé au cartouche

Existant

Nouveau

Démolition

Légende des matériaux



Isolant - Laine

Isolant - Fibre de cellulose

Isolant - Polyuréthane giclé

Isolant - Rigide

Bois - Contreplaqué

Bois - Massif

Bois - MDF, aggloméré et composite

Acier

Béton

Maçonnerie - Brique et pierre

Maçonnerie - Bloc de béton

Sol

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau



Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet
Résidence Casgrain II

7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client

Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet
24-0151 ARC

Titre
Devis et notes générales

Échelle
As indicated

No. dessin
A001

Tableau des finis

Numéro	Description	Manufacturier	Modèle	Commentaire
ac1	Revêtement acrylique	Adex	VLS	Couleur: X-210-1E
be1	Béton	N/A	N/A	Fini balai
be2	Bloc de béton	N/A	N/A	Clôture en bloc de béton 8" (H.2m)
bo1	Cèdre rouge de l'Ouest	N/A	Planche 5/4" x 6	
gr1	Gravier	N/A	N/A	Pierre de rivière, granite, 3/8" - 5/8"
mt1	Acier / Aluminium prépeint	Gentek blanc 801 - 80	N/A	
pt1	Peinture intérieure	Benjamin Moore	N/A	
pt2	Peinture extérieure	Gentek ou autre	Amande 532	

Tableau des équipements de plomberie

Numéro	Manufacturier	Model	Finis	Commentaire	URL

Tableau des appareils d'éclairage

Numéro	Manufacturier	Model	Finis / Couleur	Type	Boîte	Température	Commentaire	URL
L3	VISIO	GLOBO - SM.07.381.						

Tableau des électroménagers

Numéro	Appareil	Manufacturier	Model	Finis / Couleur	Dimensions (L-H-P)	Ouverture (L-H-P)	Commentaire	URL

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau



Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet

Résidence Casgrain II

7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client

Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet

24-0151 ARC

Titre

Tableaux

Échelle

No. dessin

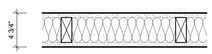
A002

Cloison



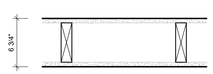
C1 - Cloison typique (2 x 4")

- Panneau de gypse (5/8")
- Colombage 2 x 4" @ 16 c/c (3-1/2")
- Panneau de gypse (5/8")



C2 - Cloison acoustique (2 x 4")

- Panneau de gypse (5/8")
- Colombage 2 x 4" @ 16 c/c (3-1/2")
- Isolant acoustique en laine de roche dans la cavité
- Panneau de gypse (5/8")



C3 - Cloison typique (2 x 6")

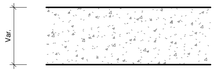
- Panneau de gypse (5/8")
- Colombage 2 x 6" @ 16 c/c (5-1/2")
- Panneau de gypse (5/8")



C4 - Cloison typique (2 x 3")

- Panneau de gypse (5/8")
- Colombage 2 x 3" @ 16 c/c (2 1/2")
- Panneau de gypse (5/8")

Fondation



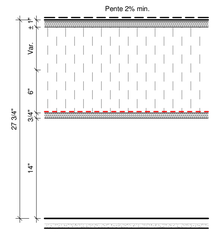
F1 - Mur de béton

- Mur de béton (voir structure)

Note compositions typiques

1. Si cloison ou plafond de salle de bain, utiliser du gypse hydrofuge.
2. Si cloison de douche, utiliser du gypse avec membrane et sceller les joints.
3. Si cloison structurale (voir ingénieur en structure).
4. Si séparation entre deux unités, cloison structurale ou poutre apparente, utiliser du gypse type X offrant une résistance au feu de 1h.
5. Les fins de plancher doivent être en affleurement (au même niveau)

Toiture



T1 - Toiture plate isolant de pente

- Membrane élastomère bicouche blanche
- Isolant de pente 2% polyisocyanurate avec panneau de support (variable, 0° à ±5°)
- Isolant polyisocyanurate (6")
- Membrane pare-vapeur scellée
- Contreplaqué bouveté type ext. (3/4")
- Plafond

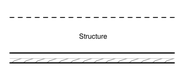
- RSIT: 9.0
- R effectif: 51.3

Plafond



PF1 - Plafond

- Fourrure 1"x3" @ 16" c/c (3/4")
- Gypse type x (5/8")

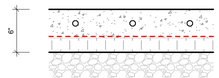


PF3 - Soffite ventilé

- Fourrure 1x3" @ 16" c/c (3/4")
- Parement de bois bouveté (5/8")

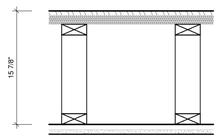
- Grille de ventilation aux extrémités

Plancher



P1 - Dalle de béton

- Dalle de béton polis (4") (voir structure)
- Système de plancher radiant (si indiqué)
- Membrane pare-vapeur scellée
- Panneau isolant en polystyrène extrudé IV R10 (2")
- Remblais granulaire 3/4" (voir structure)



P2 - Plancher de bois (poutrelles ajourées)

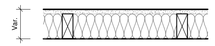
- Plancher de bois d'ingénierie (5/8")
- Contreplaqué bouveté (5/8")
- Contreplaqué bouveté (5/8")
- Poutrelle ajourée (14") (voir structure)
- Plafond

Soufflage



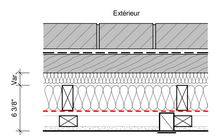
S1 - Soufflage typique

- Panneau de gypse (5/8")
- Colombage @ 16 c/c



S2 - Soufflage acoustique

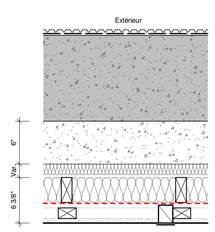
- Panneau de gypse (5/8")
- Colombage @ 16 c/c
- Isolant acoustique



S3 - Soufflage mur extérieur

- Maçonnerie (existant à conserver)
- Papier goudronné (existant à conserver)
- Madrier de bois massif (existant à conserver)
- Isolant en laine de roche Rockwool comfortboard 80 (1-1/2")
- Dégagement (variable)
- Colombage 2"x4" @ 16 c/c (3-1/2") (voir structure)
- Isolant en laine de roche Rockwool comfortbatt dans la cavité
- Membrane pare-vapeur scellée
- Fourrure horizontale 1"x3" @ 16" c/c (3/4")
- Fourrure verticale 2"x3" @ 16" c/c (1-1/2")
- Panneau de gypse (5/8")

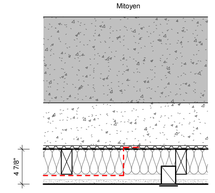
- RSIT: 4.340
- R effectif: 24.67



S5 - Soufflage mur de fondation

- Membrane drainante Delta MS sous le niveau du sol fini (sauf mur à la ligne)
- Enduit d'étanchéité sous le niveau du sol fini
- Mur de béton existant
- Nouveau mur de béton (voir structure)
- Isolant en laine de roche Rockwool Comfortboard 80 (1-1/2")
- Dégagement (variable)
- Colombage 2"x4" @ 16 c/c (3-1/2") (voir structure)
- Isolant en laine de roche Rockwool comfortbatt dans la cavité
- Membrane pare-vapeur scellée
- Fourrure horizontale 1"x3" @ 16" c/c (3/4")
- Fourrure verticale 2"x3" @ 16" c/c pour le passage des services (1-1/2")
- Panneau de gypse (5/8")

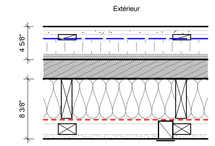
- RSIT: 3.689
- R effectif: 20.95



S6 - Soufflage mur de fondation mitoyen

- Mur de béton existant
- Nouveau mur de béton (voir structure)
- Membrane drainante Delta MS
- Dégagement (variable)
- Colombage de bois 2"x4" @ 16" c/c (3-1/2")
- Isolant en laine de roche Rockwool comfortbatt dans la cavité
- Membrane pare-vapeur scellée
- Fourrure horizontale 1"x3" @ 16" c/c (3/4")
- Gypse (5/8")

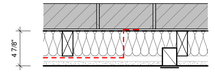
* Poursuivre le pare-vapeur sur les coins extérieurs sur une longueur de 48" min.



S7 - Soufflage mur de crépis

- Système de revêtement acrylique ADEX-VLS
- Fourrure verticale 1"x3" @ 16" c/c (3/4")
- Isolant rigide Isofoam Isoclad avec pare-air scellé (2")
- Contreplaqué (voir structure)
- Madrier de bois massif (existant à conserver)
- Dégagement (variable)
- Colombage 2"x6" @ 16 c/c (5-1/2") (voir structure)
- Isolant en laine de roche Rockwool comfortbatt dans la cavité
- Membrane pare-vapeur scellée
- Fourrure horizontale 1"x3" @ 16" c/c (3/4")
- Fourrure verticale 2"x3" @ 16" c/c (1-1/2")
- Panneau de gypse (5/8")

- RSIT:
- R effectif:



S4 - Soufflage mur mitoyen

- Maçonnerie (existant à conserver)
- Dégagement (variable)
- Colombage 2"x4" @ 16 c/c (3-1/2") (voir structure)
- Isolant en laine de roche Rockwool comfortbatt dans la cavité
- Membrane pare-vapeur scellée
- Fourrure 1"x3" @ 16" c/c (3/4")
- Panneau de gypse (5/8")

* Poursuivre le pare-vapeur sur les coins extérieurs sur une longueur de 48" min.

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÉNIER
ARCHITECTE
Ordre des architectes du Québec

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet

Résidence Casgrain II

7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client

Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet

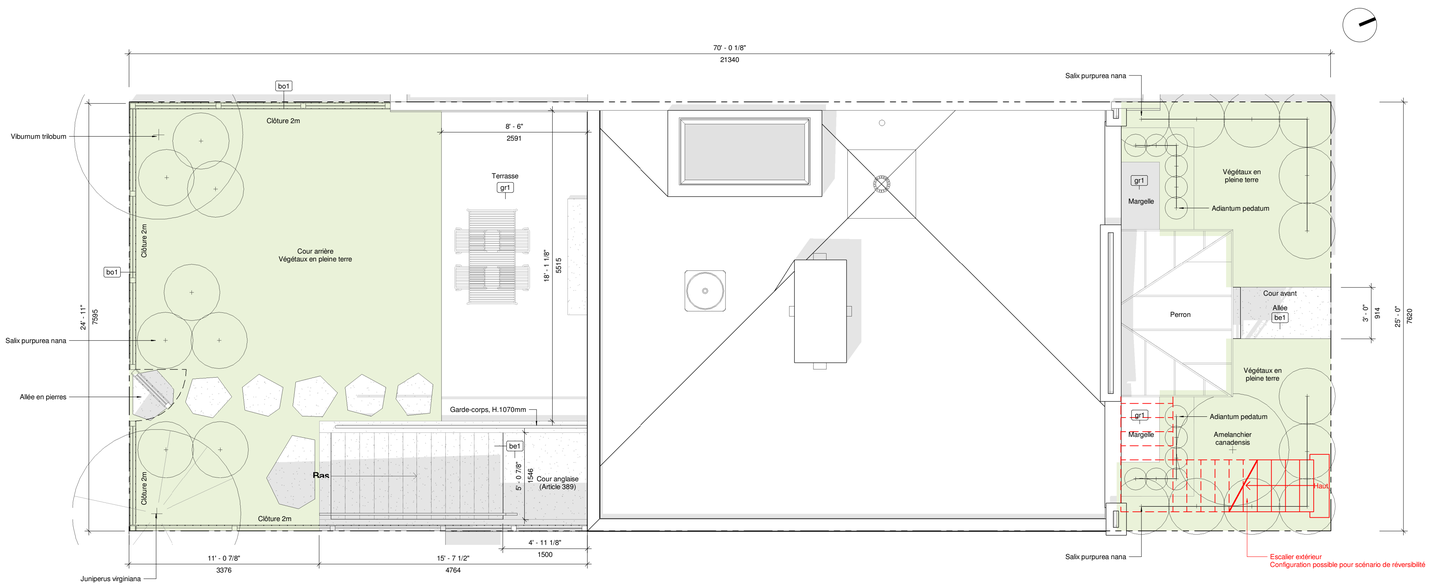
24-0151 ARC

Titre

Compositions typiques

Échelle: 1 : 10

No. dessin: **A010**

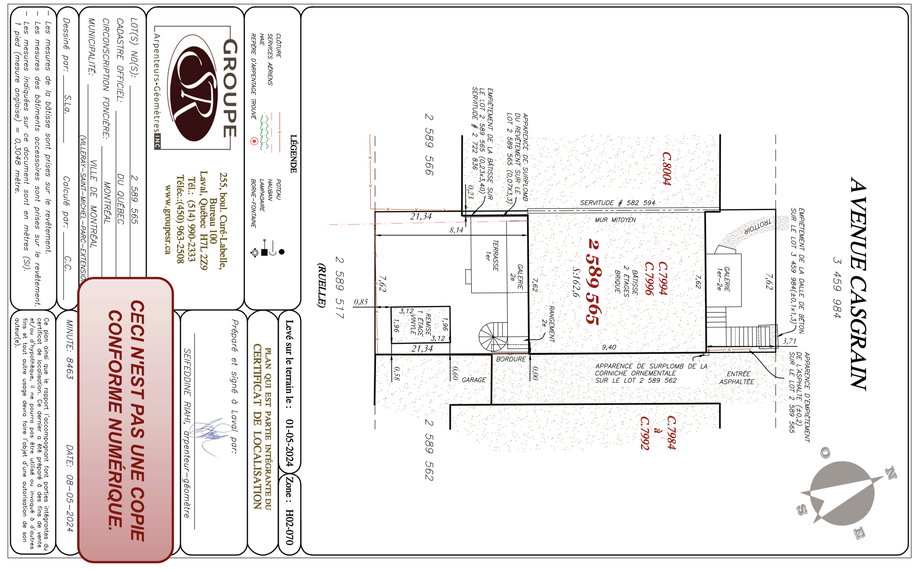


Étude de règlementation d'urbanisme et zonage

No. Projet	**24-0151 ARC**		
Adresse	**7994 avenue Casgrain**		
Ville	**Montréal**		
Arrondissement	**Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension**		
Règlement de construction		Statut d'exemption CCQ	**Exempté**
Règlement d'urbanisme	**01-283**	Version de la codification	**2015**
Numéro de la zone	**H02-070**		
PIIA règlement no.			
Année de construction	**±1930**		

Description	Règlement arrondissement	Bâtiment Existant	Bâtiment Proposé	Note(s)
***Usages prescrits**				
Catégorie 1	H2-H3	H2	H1	Article 133
Catégorie 2				
Catégorie 3				
Catégorie 4				
Hauteurs et marges				
Minimum d'étages	2	-	-	
Maximum d'étages	3	2	2	
Hauteur minimum (m)	-	-	-	
Hauteur maximum (m)	12,5	7	7	
Marge avant (m)	-	-	-	
Marge latérale minimale (m)	1,5	-	-	
Marge arrière minimale (m)	3	3,8	3,8	
Implantation et densité				
Mode(s) d'implantation				
Taux d'implantation minimum (%)	0%	-	-	
Taux d'implantation maximum (%)	0%	-	-	
Taux d'implantation	35% - 60%	44%	44%	
Superficie terrain (m2):	-	162,6	162,6	
Superficie implantation du bâtiment (m2):	-	71,6	71,6	
Superficie de plancher			214,8	
Densité minimale	-			
Densité maximale	-			
Mezzanine				
n/a	-	-	-	
Verdissement				
Verdissement (% superficie non bâtie)	-	71%	65%	Article 384 (65% superficie non bâtie)
Superficie de verdissement (m2)	-	60	55	
Superficie non bâtie (m2):	-	84	84	
Superficie terrain (m2):	-	162,6	162,6	
Stationnement arrière	0	0	0	
Aire et unité de paysage				
Aire de paysage no.				
Unité de paysage no.				
Secteur				

Éléments à retenir:



LÉGENDE
CLÔTURE
BORNES APPOSÉES PAR L'ARPENTEUR
REPÈRE D'ARPENTAGE TROUVÉ
POTEAU
BALISE LUMINEUSE
BORNE / ENCLOS

GROUPE SR
Arpenteurs-Géomètres inc.
255, boul. Curé-Labelle, bureau 101
Laval, Québec H7L 2Z9
Tél.: (514) 990-2333
Téléc.: (450) 963-2508
www.groupesr.ca

LOT(S) NO(S): 2 589 565
CADASTRE OFFICIEL: DU QUÉBEC
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: DE MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL (CALIXA-SAVARD-MÉTRO-PARC-EXTENSION)

Dessiné par: S.Lg. Calculé par: C.C.

– Les mesures de la bâtisse sont prises sur le parement.
– Les mesures des bâtiments accessoires sont prises sur le revêtement.
– Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI).
1 pied (mesure anglaise) = 0,3048 mètre.

Levé sur le terrain le : 01-05-2024
Zone : H02-070

PLAN QUI EST PARTIE INTÉGRANTE DU CERTIFICAT DE LOCALISATION

Préparé et signé à Laval par:
SERGE DONE, Arpenteur-géomètre

MINUTE: 8463 DATE: 08-05-2024

Ce plan doit être rapporté à tout acquéreur éventuel de l'immeuble, ou à toute personne qui prête de l'argent à cet effet, lors de la signature de l'acte de vente, afin de lui éviter de payer pour l'obtention d'un certificat de localisation. Ce dernier a été préparé à des fins de vente seulement et tout autre usage sera hors l'objet d'une autorisation de son auteur(e).

CECI N'EST PAS UNE COPIE CONFORME NUMÉRIQUE.

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau
Ordre des architectes du Québec
A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÉNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet
Résidence Casgrain II
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client
Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet
24-0151 ARC

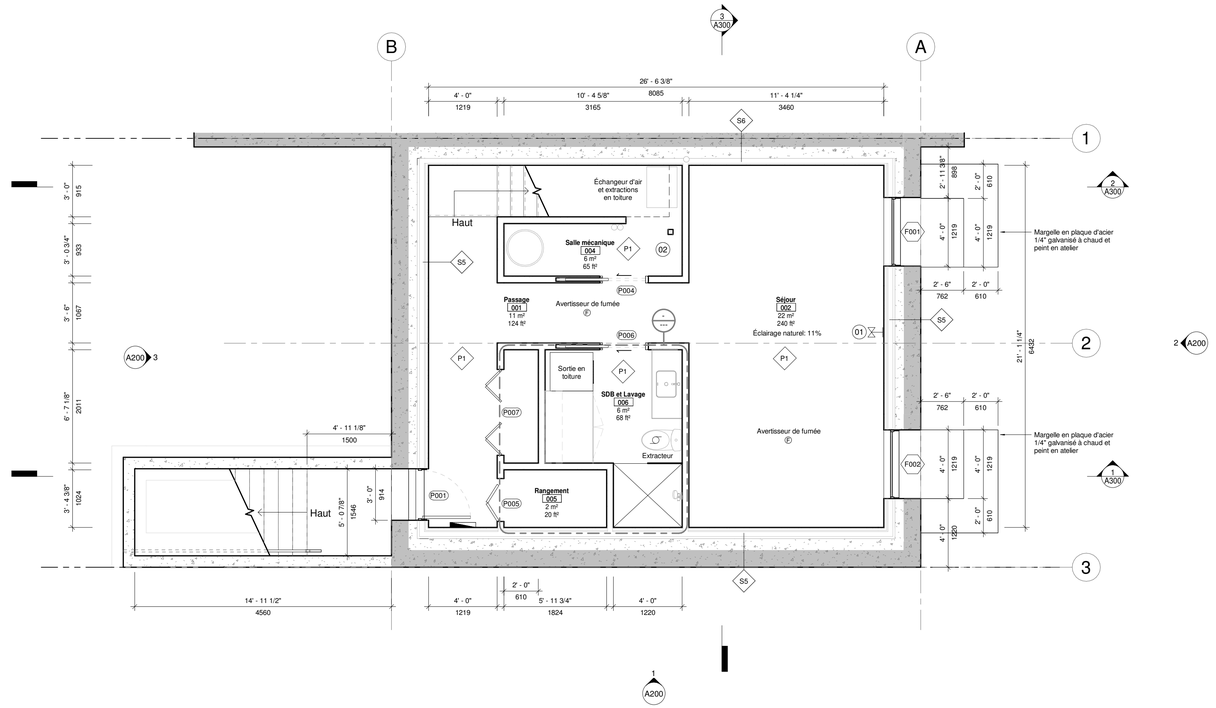
Titre
Implantation

Échelle
1 : 50

No. dessin
A050

Notes de construction

01 Entrée et sortie d'eau existante.
02 Station de relevage et puisard avec pompe submersible.
Système central avec échangeur d'air, A/C et contrôle de l'humidité.
Les sorties et entrée mécaniques sont situées sur le toit.
03 Thermopompes sur supports d'acier galvanisé, dormants de bois traité 4x4 et tapis de néoprène. Lignes de réfrigérant et alimentation électrique via boîte de sortie au toit.



Existant

Nouveau

Superficie de plancher

Total **190,9m² (2 054,8pi²)**

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÉNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet

Résidence Casgrain II

7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client

Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet

24-0151 ARC

Titre

Niveau 0

Échelle

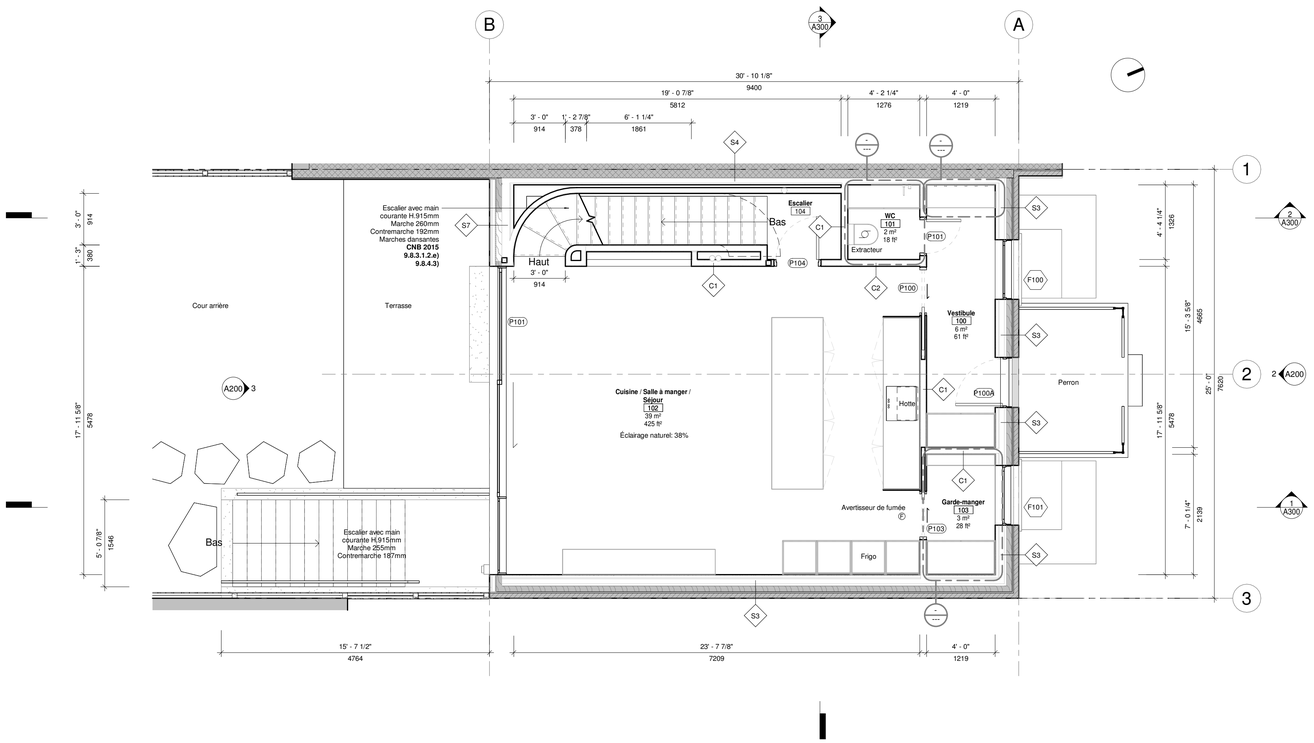
1 : 50

No. dessin

A100

Notes de construction

01 Entrée et sortie d'eau existante.
02 Station de relevage et puisard avec pompe submersible.
Système central avec échangeur d'air, A/C et contrôle de l'humidité.
Les sorties et entrée mécaniques sont situées sur le toit.
03 Thermopompes sur supports d'acier galvanisé, dormants de bois traité 4x4 et tapis de néoprène. Lignes de réfrigérant et alimentation électrique via boîte de sortie au toit.



Existant

Nouveau

Superficie de plancher

Total **190,9m² (2 054,8pi²)**

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÉNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet

Résidence Casgrain II

7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client

Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet

24-0151 ARC

Titre

Niveau 1

Échelle

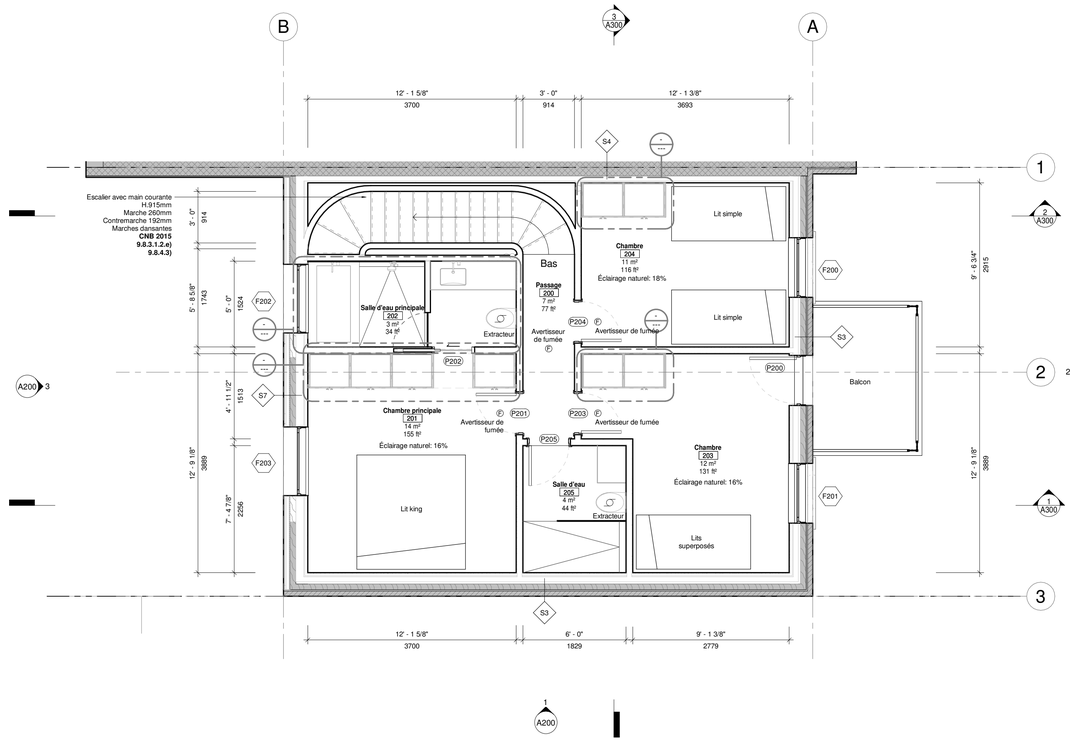
1 : 50

No. dessin

A101

Notes de construction

01 Entrée et sortie d'eau existante.
02 Station de relevage et puisard avec pompe submersible.
Système central avec échangeur d'air, A/C et contrôle de l'humidité.
Les sorties et entrée mécaniques sont situées sur le toit.
03 Thermopompes sur supports d'acier galvanisé, dormants de bois traité 4x4 et tapis de néoprène. Lignes de réfrigérant et alimentation électrique via boîte de sortie au toit.



Existant

Nouveau

Superficie de plancher

Total **190,9m² (2 054,8pi²)**

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÉNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet

Résidence Casgrain II

7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client

Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet

24-0151 ARC

Titre

Niveau 2

Échelle

1 : 50

No. dessin

A102

Notes de construction

01 Entrée et sortie d'eau existante.
02 Station de relevage et puisard avec pompe submersible.
Système central avec échangeur d'air, A/C et contrôle de l'humidité.
Les sorties et entrée mécaniques sont situées sur le toit.
03 Thermopompes sur supports d'acier galvanisé, dormants de bois traité 4x4 et tapis de néoprène. Lignes de réfrigérant et alimentation électrique via boîte de sortie au toit.

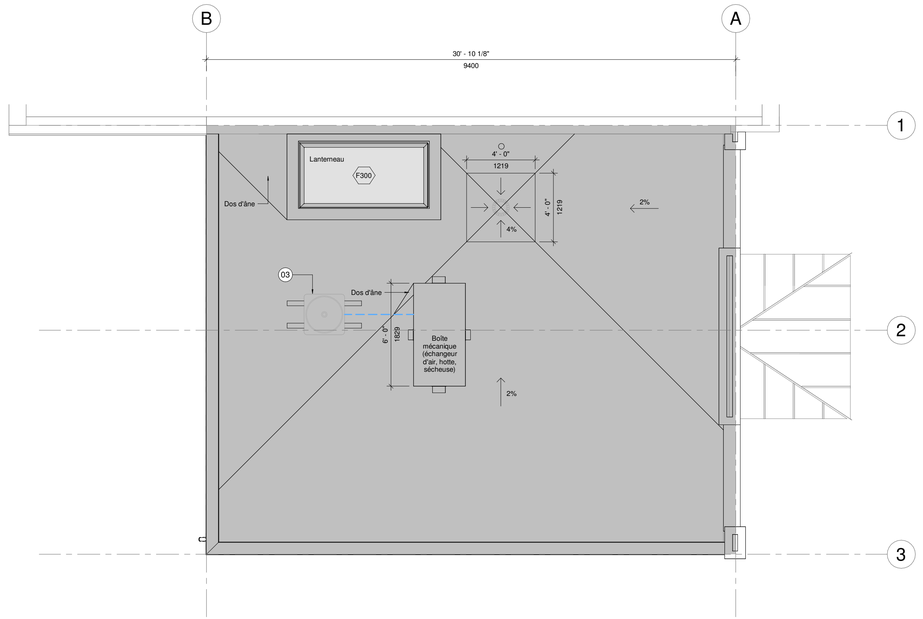


Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÉNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet

Résidence Casgrain II

7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client

Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet

24-0151 ARC

Titre

Toiture

Échelle

1 : 50

No. dessin

A104

Notes d'élévations

01 Façade de brique d'argile existante, à rejointoyer.
Conserver les appareillages existants, prévoir le remplacement des briques endommagées.
Coordonner le démantèlement temporaire et la réinstallation des équipements électromécaniques et de télécommunication si nécessaire.
Appliquer de nouveaux joints de scellant au périmètre des ouvertures existantes et nouvelles, à la jonction des balcons, des matériaux dissimilaires et du mur mitoyen.

02 Fascia biparti. Planches de pin 3/4" superposées, appliquer un bouche-pores. Peinture d'extérieure voir tableau des fins.
Appliquer un joint de scellant aux jonctions de matériaux dissimilaires.

03 Corniche et toiture en métal existantes à nettoyer, réparer, peinturer et appliquer de nouveaux joints de scellant au périmètre et aux jonctions.
Couleur du scellant appareillée à la peinture de la corniche et de la toiture, voir tableau des fins.

04 Rangée de pierre existante, à rejointoyer.
Appliquer de nouveaux joints de scellant à la jonction des balcons, des matériaux dissimilaires et du mur mitoyen.

05 Nouvelle entrée électrique. Mat dissimulé dans une gaine murale. Voir détail typique.

06 Nouveau compteur électrique HQ.

07 Nouveau garde-corps en aluminium peint.

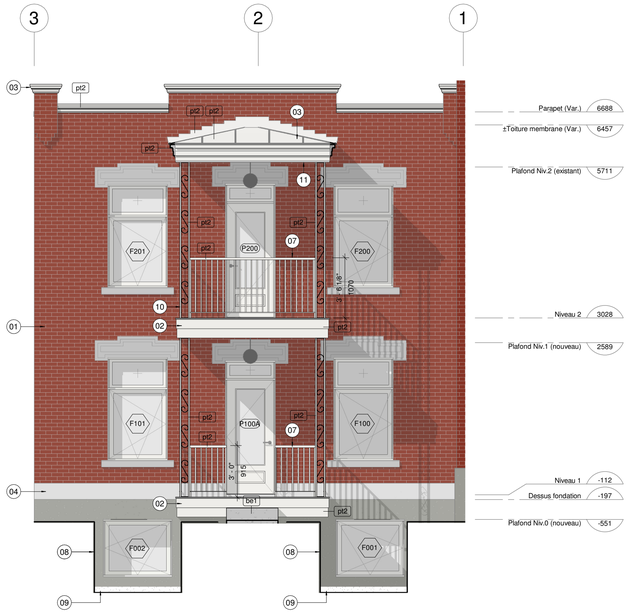
08 Margelle en plaque d'acier 1/4" galvanisé à chaud et peint en atelier

09 Fond de pierre de rivière 4" sur membrane géotextile

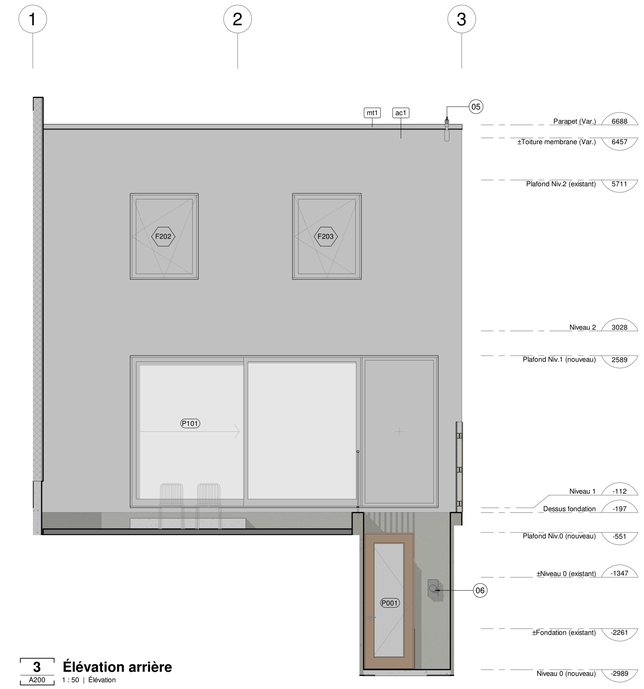
10 Colonne en aluminium prépeint.

11 Soffite ventilé. Finition de pin peint. Appliquer un bouche-pores. Peinture d'extérieure voir tableau des fins.
Grille Maximum VMAX Soffite 50%, Blanc maximum.

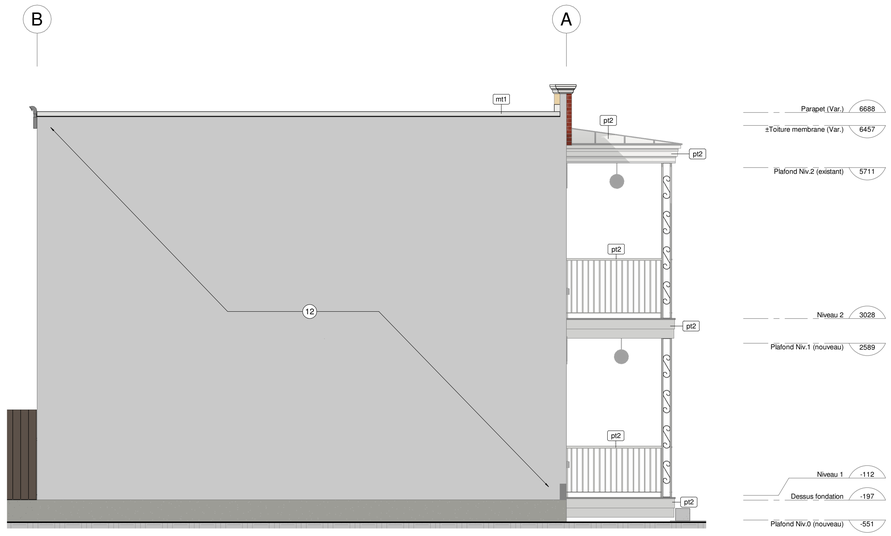
12 Réparer le crépi cimentaire avec Ardex Pargex ou similaire, selon les instructions du manufacturier. Retirer toute surface lâche, s'assurer d'un substrat sain.



2 A200 **Élévation avant**
1 : 50 | Élévation



3 A200 **Élévation arrière**
1 : 50 | Élévation



1 A200 **Élévation latérale**
1 : 50 | Élévation

Façade de rayonnement (arrière)

Compartiment
Distance limitative: 11,1m

Surface compartiment: 51,0m²
Ouvertures proposées: 19,4m²

Baies non protégées: 38,0%
Baies non protégées permises: 100,0%

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÉNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet
Résidence Casgrain II
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client
Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet
24-0151 ARC

Titre
Élévations

Échelle 1 : 50

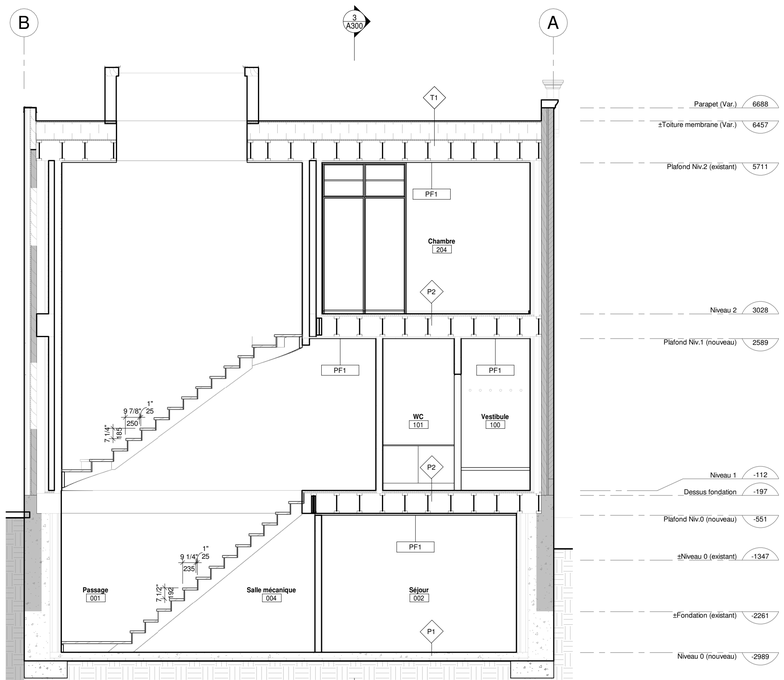
No. dessin **A200**

Notes de construction

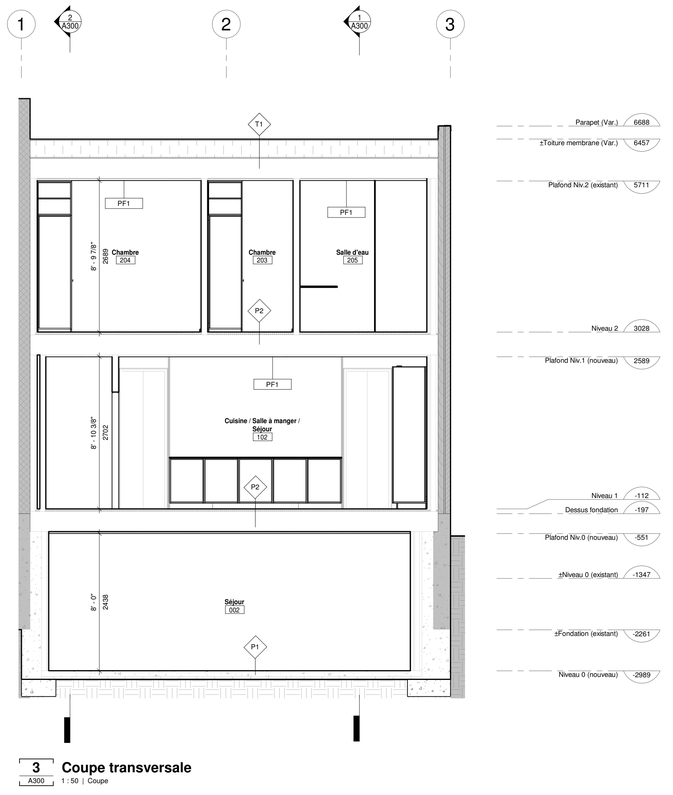
01 Entrée et sortie d'eau existante.

02 Station de relevage et puisard avec pompe submersible.
Système central avec échangeur d'air, A/C et contrôle de l'humidité.
Les sorties et entrée mécaniques sont situées sur le toit.

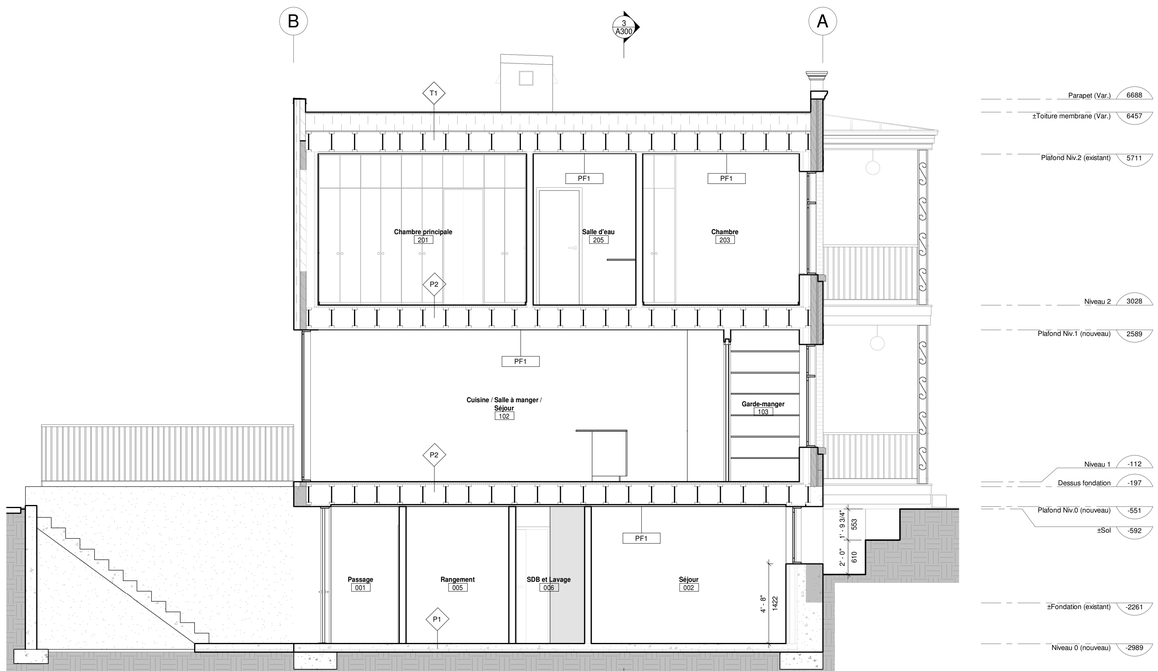
03 Thermopompes sur supports d'acier galvanisé, dormants de bois traité 4x4 et tapis de néoprène. Lignes de réfrigérant et alimentation électrique via boîte de sortie au toit.



2 Coupe longitudinale 02
A300 1 : 50 | Coupe



3 Coupe transversale
A300 1 : 50 | Coupe



1 Coupe longitudinale 01
A300 1 : 50 | Coupe

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÊNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet

Résidence Casgrain II

7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client

Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet

24-0151 ARC

Titre

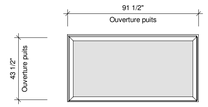
Coupes générales

Échelle: 1 : 50

No. dessin: **A300**

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

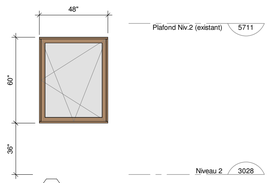


*Vue en plan

F300

Fabrication: Aluminium
Type: Lanterneau fixe
Composite: Triple
Couleur extérieure: Aluminium
Couleur intérieure: Aluminium
Quincaillerie: N/A

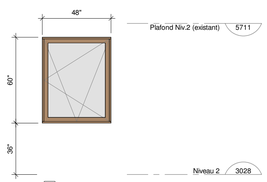
Tel que Journault Jourplex, JPLS 48x96



P202

Fabrication: Aluminium
Type: Fenêtre oscillo-battante
Verre: Triple
Couleur extérieure: Gentek Blé mûr 543
Couleur intérieure: Gentek Amande 532
Quincaillerie: Chrome satiné, charnière invisible

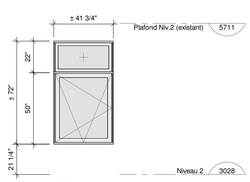
Moustiquaire



F203

Fabrication: Aluminium
Type: Fenêtre oscillo-battante
Verre: Triple
Couleur extérieure: Gentek Blé mûr 543
Couleur intérieure: Gentek Amande 532
Quincaillerie: Chrome satiné, charnière invisible

Moustiquaire

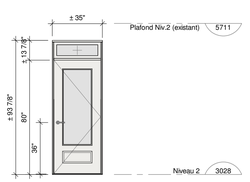


F201

Fabrication: Aluminium
Type: Fenêtres oscillo-battantes et imposte fixe
Verre: Triple
Couleur extérieure: Gentek Amande 532
Couleur intérieure: Gentek Amande 532
Quincaillerie: Chrome satiné, charnière invisible

Moustiquaire

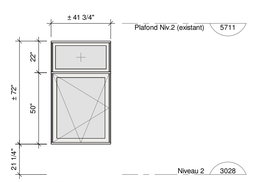
*Ouverture existante
**Limitateur d'ouverture conforme à la norme ASTM F2090



P200

Fabrication: Aluminium
Type: Porte d'entrée battante vitrée avec imposte fixe
Verre: Triple
Couleur extérieure: Gentek Amande 532
Couleur intérieure: Gentek Amande 532
Quincaillerie: Chrome satiné, avec serrure, charnière invisible

*Ouverture existante

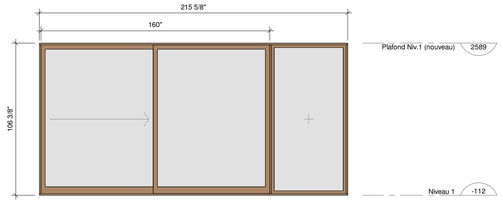


F200

Fabrication: Aluminium
Type: Fenêtres oscillo-battantes et imposte fixe
Verre: Triple
Couleur extérieure: Gentek Amande 532
Couleur intérieure: Gentek Amande 532
Quincaillerie: Chrome satiné, charnière invisible

Moustiquaire

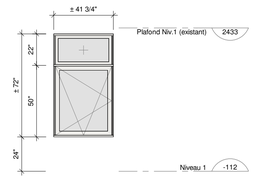
*Ouverture existante
**Limitateur d'ouverture conforme à la norme ASTM F2090



P101

Fabrication: Aluminium
Type: Porte coulissante à levage avec panneau fixe
Verre: Triple
Couleur extérieure: Gentek Blé mûr 543
Couleur intérieure: Finis bois
Quincaillerie: Chrome satiné

Moustiquaire

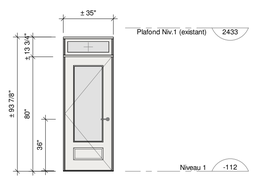


F101

Fabrication: Aluminium
Type: Fenêtres oscillo-battantes et imposte fixe
Verre: Triple
Couleur extérieure: Gentek Amande 532
Couleur intérieure: Gentek Amande 532
Quincaillerie: Chrome satiné, charnière invisible

Moustiquaire

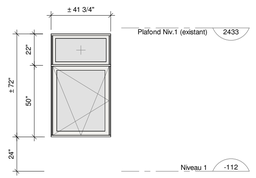
*Ouverture existante



P100A

Fabrication: Aluminium
Type: Porte d'entrée battante vitrée avec imposte fixe
Verre: Triple
Couleur extérieure: Gentek Amande 532
Couleur intérieure: Gentek Amande 532
Quincaillerie: Chrome satiné, avec serrure, charnière invisible

*Ouverture existante

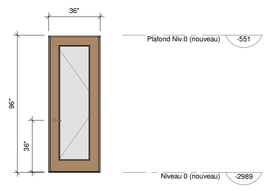


F100

Fabrication: Aluminium
Type: Fenêtres oscillo-battantes et imposte fixe
Verre: Triple
Couleur extérieure: Gentek Amande 532
Couleur intérieure: Gentek Amande 532
Quincaillerie: Chrome satiné, charnière invisible

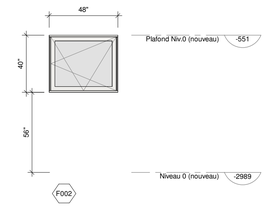
Moustiquaire

*Ouverture existante



P001

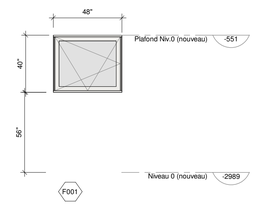
Fabrication: Aluminium
Type: Porte d'entrée battante vitrée
Verre: Triple
Couleur extérieure: Gentek Blé mûr 543
Couleur intérieure: Gentek Amande 532
Quincaillerie: Chrome satiné, avec serrure, charnière invisible



F002

Fabrication: Aluminium
Type: Fenêtre oscillo-battante
Verre: Triple
Couleur extérieure: Gentek Amande 532
Couleur intérieure: Gentek Amande 532
Quincaillerie: Chrome satiné, charnière invisible

Moustiquaire



F001

Fabrication: Aluminium
Type: Fenêtre oscillo-battante
Verre: Triple
Couleur extérieure: Gentek Amande 532
Couleur intérieure: Gentek Amande 532
Quincaillerie: Chrome satiné, charnière invisible

Moustiquaire

Notes

1. Toutes les portes et fenêtres sont vues depuis l'extérieur sauf si indication contraire.
2. L'entrepreneur doit s'assurer lors de la commande des portes et fenêtres que les ouvertures sont fabriquées en coordination avec les exigences du fabricant. Si les portes et fenêtres sont commandées avant que les embrasures soient construites et que des mesures précises ne sont pas prises sur place, il est responsable de vérifier les mesures indiquées sur ces plans et d'avertir l'architecte si celles-ci ne correspondent pas.
3. Tout verre de plus 0.5m2 faisant partie d'une porte doit être en verre trempé.
   Tout verre qui peut être confondu avec une porte doit être en verre trempé.

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÉNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet

Résidence Casgrain II

7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client

Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet

24-0151 ARC

Titre

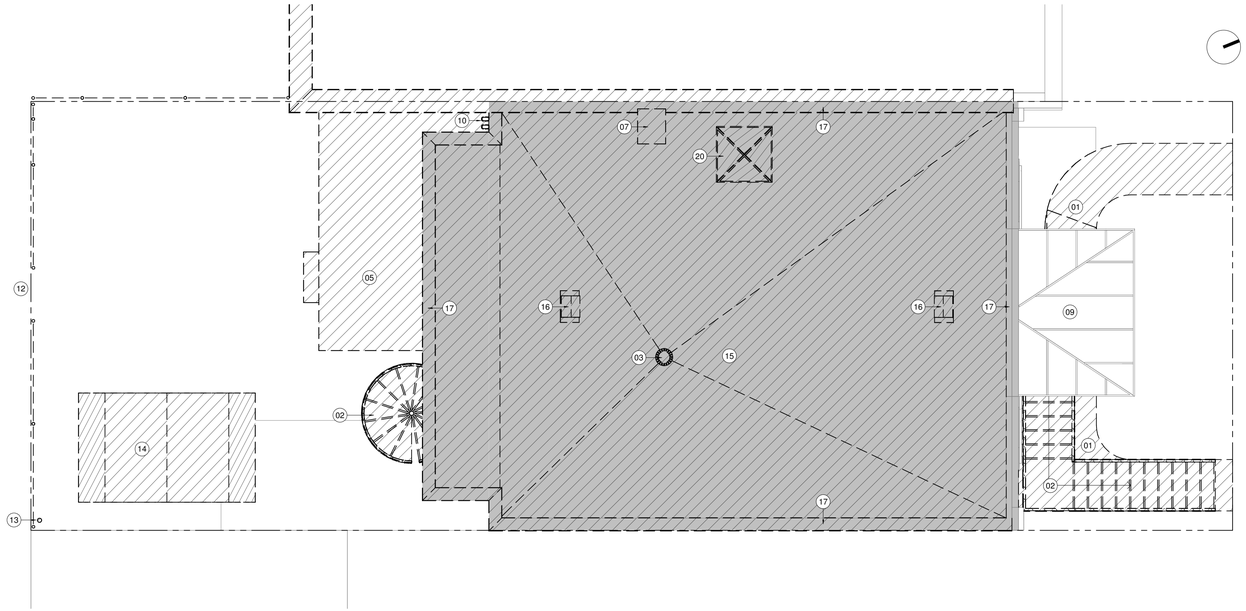
Bordereau des ouvertures extérieures

Échelle: As indicated

No. dessin: **A800**

Notes de démolition

01 Marche et trottoir à démolir.
02 Démolir l'escalier.
03 Démolir le drain existant.
04 Démanteler l'ensemble des équipements de plomberie et électriques.
05 Patio en bois à démolir.
06 Démolir l'ensemble des éléments de finition intérieure (moulures, cadrages de porte, etc.);
Démolir l'ensemble du plâtre sur les cloisons et les plafonds;
Lors de la démolition des éléments porteurs, assurer le maintien des éléments porteurs avec des étais temporaires (Voir structure);
Pratiquer les saignées requises dans la charpente existante afin d'y intégrer les nouveaux éléments porteurs;
L'Entrepreneur doit protéger et maintenir les parties conservées de façon à respecter le règlement régissant la démolition d'immeuble.
07 Cheminée en brique à démolir sur tous les niveaux.
08 Porte ou fenêtre à démolir.
09 Structure et toiture du balcon existant à conserver. Dégarnir le fascia, le plancher, le garde-corps et le soffite.
Démolir les colonnes, remplacer par colonnes patrimoniales en métaux ouvrés ornementaux.
10 Mat électrique et compteur à démolir et relocaliser.
11 Balcon et rangement à démolir.
12 Clôture à démolir.
13 Poteau à démolir.
14 Dépendance à démolir.
15 Revêtement de toiture à démolir.
Démolir la superstructure, conserver les éléments porteurs et les solives de toiture.
16 Ventilateur de toiture à démolir.
17 Solin à démolir. Conserver la corniche sur la façade avant.
18 Pilastre à démolir.
19 Parement de brique à démolir.
20 Lanterneau à démolir.



1 Implantation - Démolition
AD050 1 : 50 | Plan d'implantation

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÉNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 00)

Projet
Résidence Casgrain II
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client
Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet
24-0151 ARC

Titre
Implantation (démolition)

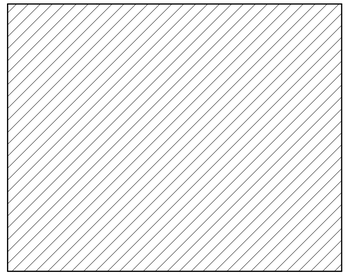
Échelle
1 : 50

No. dessin
AD050



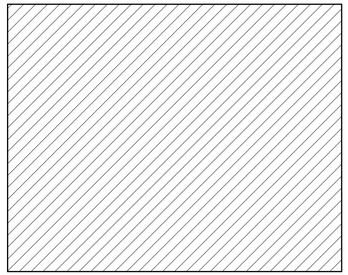
Mur mitoyen existant

(Hors calcul)



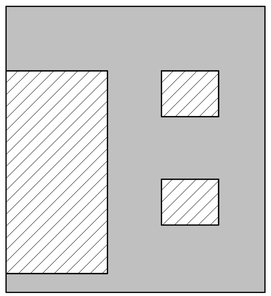
Plancher, étage

Superficie : 63,60m2
Superficie à démolir : 63,60m2



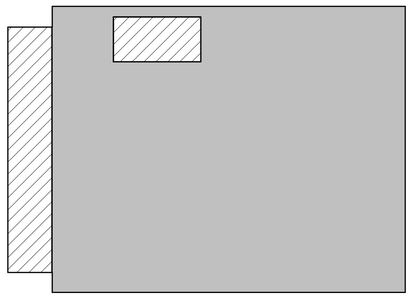
Plancher, rez-de-chaussée

Superficie : 63,60m2
Superficie à démolir : 63,60m2



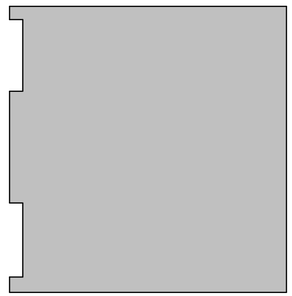
Façade arrière

Superficie : 55.01m2
Superficie à démolir : 11.71m2



Toiture

Superficie : 79.43m2
Superficie à démolir : 9.68m2



Façade avant

Superficie : 55.01m2
Superficie à démolir : 0m2



Mur latéral

Superficie : 64.77m2
Superficie à démolir : 0m2

À conserver

À démolir

Surfaces existantes assujetties à la démolition

Superficie totale des surfaces à existantes	**339,19m²**	**(100%)**
Superficie totale des surfaces à démolir	143,75m²	(42.38%)

RCA04-14007

« démolition » : intervention entraînant la destruction ou le démantèlement de plus de 50 % de la superficie totale de la structure des murs extérieurs incluant les ouvertures, des planchers et du toit d'un immeuble, sans égard aux fondations, aux planchers du sous-sol et aux murs latéraux auxquels sont adossés un autre bâtiment.

Aux fins de ce calcul, tous les travaux réalisés au cours des 5 dernières années sont considérés. Également, la superficie du toit d'un bâtiment doit être multipliée par un coefficient de 0,5.

Un toit est considéré comme démoli lorsqu'il devient un plancher desservant un nouveau volume construit sur le bâtiment existant. Un plancher ou un toit sont considérés comme démolis si leurs composantes structurales sont rehaussées ou abaissées.

Ne sont pas considérés comme des travaux de démolition les travaux d'entretien et les travaux visant à remplacer une composante architecturale à l'identique lorsque les composantes structurales qui la supportent sont conservées;

Table
Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÉNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
02	2024-12-10	Émis pour permis de construction (révision 01)
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet

Résidence Casgrain II

7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client

Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet

24-0151 ARC

Titre

Schéma de démolition

Échelle

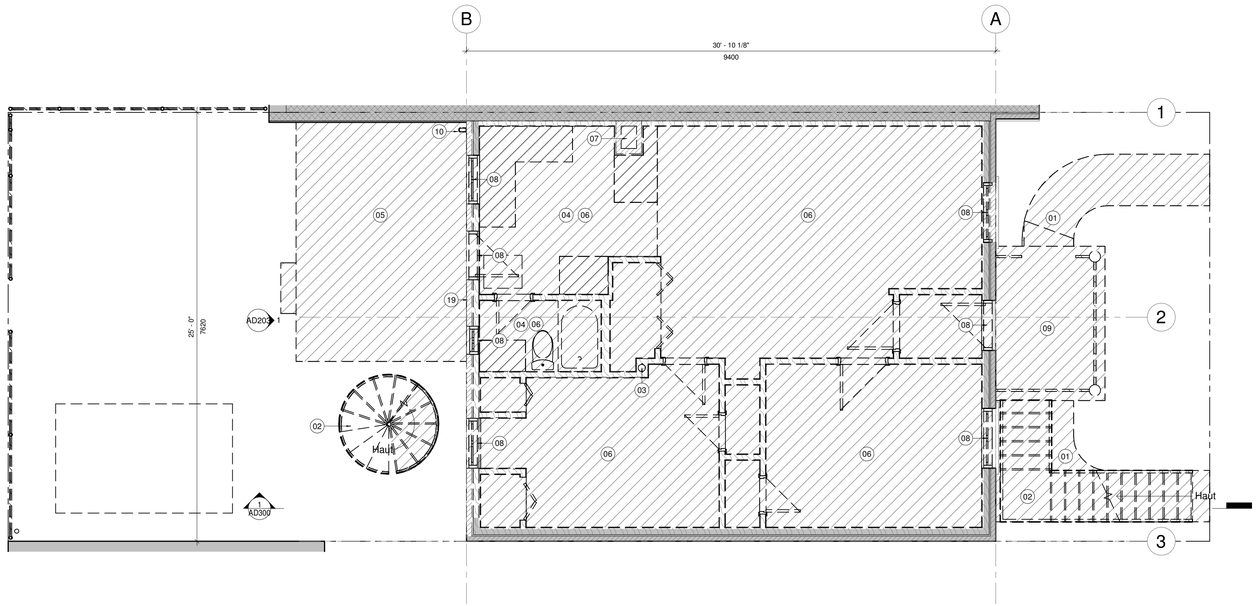
1 : 75

No. dessin

AD051

Notes de démolition

01 Marche et trottoir à démolir.
02 Démolir l'escalier.
03 Démolir le drain existant.
04 Démanteler l'ensemble des équipements de plomberie et électriques.
05 Patio en bois à démolir.
06 Démolir l'ensemble des éléments de finition intérieure (moulures, cadrages de porte, etc.);
Démolir l'ensemble du plâtre sur les cloisons et les plafonds;
Lors de la démolition des éléments porteurs, assurer le maintien des éléments porteurs avec des étais temporaires (Voir structure);
Pratiquer les saignées requises dans la charpente existante afin d'y intégrer les nouveaux éléments porteurs;
L'Entrepreneur doit protéger et maintenir les parties conservées de façon à respecter le règlement régissant la démolition d'immeuble.
07 Cheminée en brique à démolir sur tous les niveaux.
08 Porte ou fenêtre à démolir.
09 Structure et toiture du balcon existant à conserver. Dégarnir le fascia, le plancher, le garde-corps et le soffite.
Démolir les colonnes, remplacer par colonnes patrimoniales en métaux ouvrés ornementaux.
10 Mat électrique et compteur à démolir et relocaliser.
11 Balcon et rangement à démolir.
12 Clôture à démolir.
13 Poteau à démolir.
14 Dépendance à démolir.
15 Revêtement de toiture à démolir.
Démolir la superstructure, conserver les éléments porteurs et les solives de toiture.
16 Ventilateur de toiture à démolir.
17 Solin à démolir. Conserver la corniche sur la façade avant.
18 Pilastre à démolir.
19 Parement de brique à démolir.
20 Lanterneau à démolir.



Existant conservé
Démolition murs
Démolition maçonnerie
Démolition surfaces

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÉNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet
Résidence Casgrain II
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client
Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet
24-0151 ARC

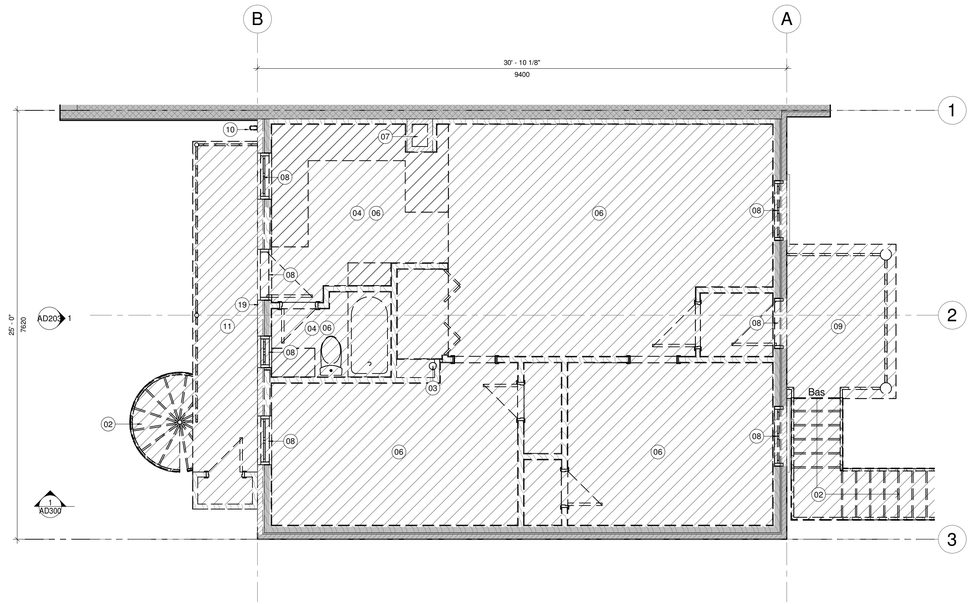
Titre
Niveau 1 (démolition)

Échelle
1 : 50

No. dessin
AD101

Notes de démolition

01 Marche et trottoir à démolir.
02 Démolir l'escalier.
03 Démolir le drain existant.
04 Démanteler l'ensemble des équipements de plomberie et électriques.
05 Patio en bois à démolir.
06 Démolir l'ensemble des éléments de finition intérieure (moulures, cadrages de porte, etc.);
Démolir l'ensemble du plâtre sur les cloisons et les plafonds;
Lors de la démolition des éléments porteurs, assurer le maintien des éléments porteurs avec des étais temporaires (Voir structure);
Pratiquer les saignées requises dans la charpente existante afin d'y intégrer les nouveaux éléments porteurs;
L'Entrepreneur doit protéger et maintenir les parties conservées de façon à respecter le règlement régissant la démolition d'immeuble.
07 Cheminée en brique à démolir sur tous les niveaux.
08 Porte ou fenêtre à démolir.
09 Structure et toiture du balcon existant à conserver. Dégarnir le fascia, le plancher, le garde-corps et le soffite.
Démolir les colonnes, remplacer par colonnes patrimoniales en métaux ouvrés ornementaux.
10 Mat électrique et compteur à démolir et relocaliser.
11 Balcon et rangement à démolir.
12 Clôture à démolir.
13 Poteau à démolir.
14 Dépendance à démolir.
15 Revêtement de toiture à démolir.
Démolir la superstructure, conserver les éléments porteurs et les solives de toiture.
16 Ventilateur de toiture à démolir.
17 Solin à démolir. Conserver la corniche sur la façade avant.
18 Pilastre à démolir.
19 Parement de brique à démolir.
20 Lanterneau à démolir.



Existant conservé
Démolition murs
Démolition maçonnerie
Démolition surfaces

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Quest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÉNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet
Résidence Casgrain II
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client
Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet
24-0151 ARC

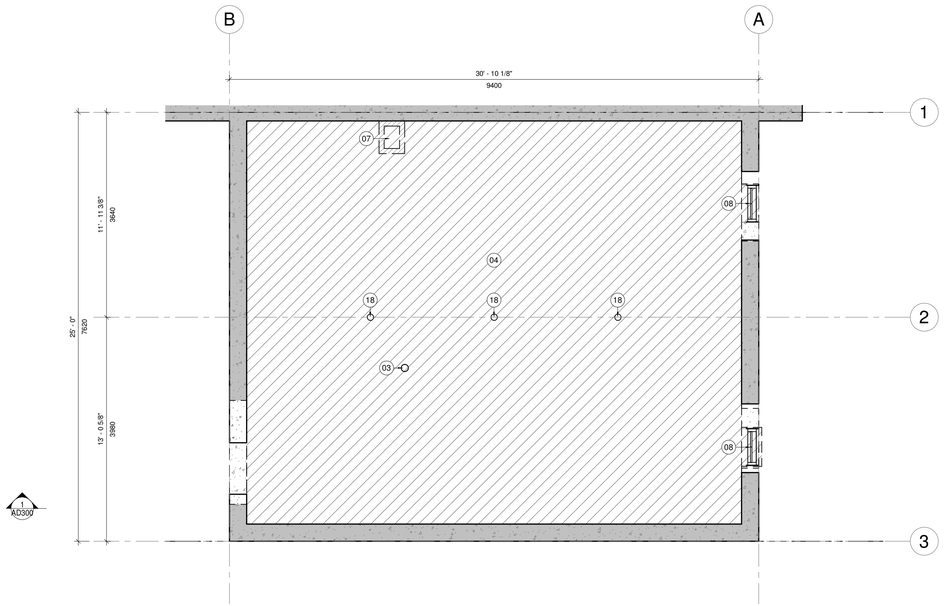
Titre
Niveau 2 (démolition)

Échelle
1 : 50

No. dessin
AD102

Notes de démolition

01 Marche et trottoir à démolir.
02 Démolir l'escalier.
03 Démolir le drain existant.
04 Démanteler l'ensemble des équipements de plomberie et électriques.
05 Patio en bois à démolir.
06 Démolir l'ensemble des éléments de finition intérieure (moulures, cadrages de porte, etc.);
Démolir l'ensemble du plâtre sur les cloisons et les plafonds;
Lors de la démolition des éléments porteurs, assurer le maintien des éléments porteurs avec des étais temporaires (Voir structure);
Pratiquer les saignées requises dans la charpente existante afin d'y intégrer les nouveaux éléments porteurs;
L'Entrepreneur doit protéger et maintenir les parties conservées de façon à respecter le règlement régissant la démolition d'immeuble.
07 Cheminée en brique à démolir sur tous les niveaux.
08 Porte ou fenêtre à démolir.
09 Structure et toiture du balcon existant à conserver. Dégarnir le fascia, le plancher, le garde-corps et le soffite.
Démolir les colonnes, remplacer par colonnes patrimoniales en métaux ouvrés ornementaux.
10 Mat électrique et compteur à démolir et relocaliser.
11 Balcon et rangement à démolir.
12 Clôture à démolir.
13 Poteau à démolir.
14 Dépendance à démolir.
15 Revêtement de toiture à démolir.
Démolir la superstructure, conserver les éléments porteurs et les solives de toiture.
16 Ventilateur de toiture à démolir.
17 Solin à démolir. Conserver la corniche sur la façade avant.
18 Pilastre à démolir.
19 Parement de brique à démolir.
20 Lanterneau à démolir.



Existant conservé
Démolition murs
Démolition maçonnerie
Démolition surfaces

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 7114
BERNARD-FÉLIX CHÉNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet
Résidence Casgrain II
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client
Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet
24-0151 ARC

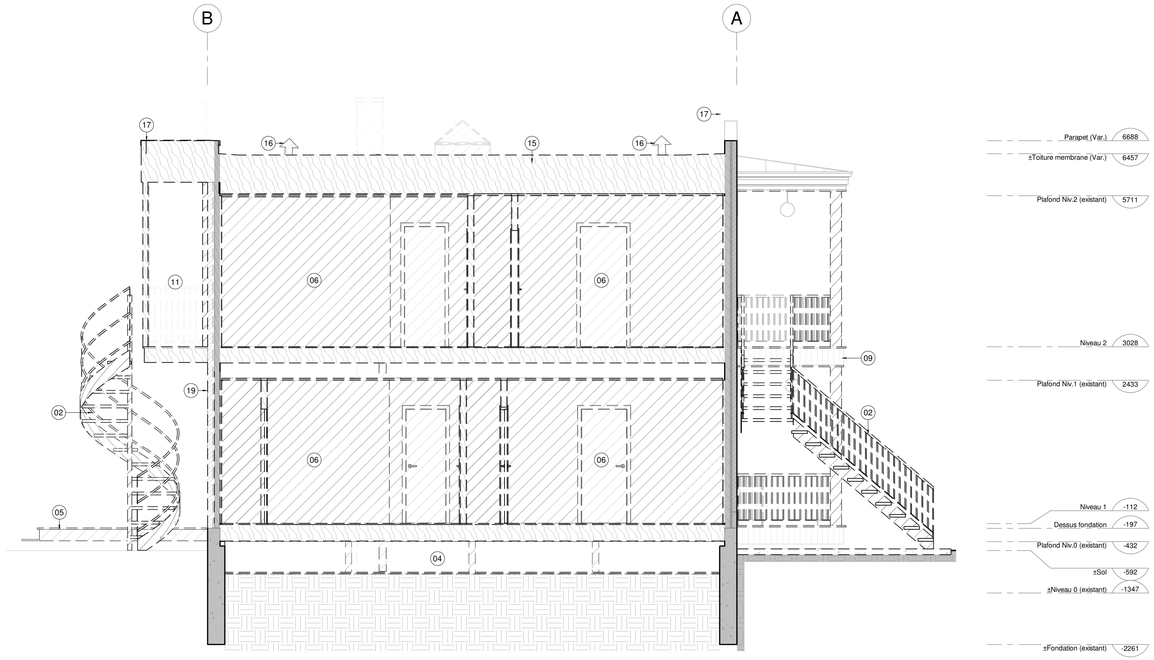
Titre
Niveau 0 (démolition)

Échelle
1 : 50

No. dessin
AD100

Notes de démolition

01 Marche et trottoir à démolir.
02 Démolir l'escalier.
03 Démolir le drain existant.
04 Démanteler l'ensemble des équipements de plomberie et électriques.
05 Patio en bois à démolir.
06 Démolir l'ensemble des éléments de finition intérieure (moulures, cadrages de porte, etc.);
Démolir l'ensemble du plâtre sur les cloisons et les plafonds;
Lors de la démolition des éléments porteurs, assurer le maintien des éléments porteurs avec des étais temporaires (Voir structure);
Pratiquer les saignées requises dans la charpente existante afin d'y intégrer les nouveaux éléments porteurs;
L'Entrepreneur doit protéger et maintenir les parties conservées de façon à respecter le règlement régissant la démolition d'immeuble.
07 Cheminée en brique à démolir sur tous les niveaux.
08 Porte ou fenêtre à démolir.
09 Structure et toiture du balcon existant à conserver. Dégarnir le fascia, le plancher, le garde-corps et le soffite.
Démolir les colonnes, remplacer par colonnes patrimoniales en métaux ouvrés ornementaux.
10 Mat électrique et compteur à démolir et relocaliser.
11 Balcon et rangement à démolir.
12 Clôture à démolir.
13 Poteau à démolir.
14 Dépendance à démolir.
15 Revêtement de toiture à démolir.
Démolir la superstructure, conserver les éléments porteurs et les solives de toiture.
16 Ventilateur de toiture à démolir.
17 Solin à démolir. Conserver la corniche sur la façade avant.
18 Pilastre à démolir.
19 Parement de brique à démolir.
20 Lanterneau à démolir.



Existant conservé
Démolition murs
Démolition maçonnerie
Démolition surfaces

Table Architecture

Table Architecture
24 avenue du Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1 438.380.3845
info@tablearchitecture.ca

Sceau

Ordre des architectes du Québec
À 7114
BERNARD-FÉLIX CHÊNIER
ARCHITECTE

Ingénieurs

Pour permis de construction

Révisions

No	Date	Description
01	2024-10-23	Émis pour permis de construction
03	2025-02-14	Émis pour permis de construction (révision 02)

Projet
Résidence Casgrain II
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

Client
Samuel Piette et Chloé Vaillant
7994 ave. Casgrain
Montréal, QC, H2R 1Z3

No. projet
24-0151 ARC

Titre
Coupe (démolition)

Échelle
1 : 50

No. dessin
AD300

Direction du développement du territoire
Division des permis et inspections
Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension - Ville de Montréal

Montréal, le 23 octobre 2024

Objet — Demande d'usage conditionnel
7994, avenue Casgrain

Situé au 7994, avenue Casgrain, entre les rues Gounod et Jarry, le bâtiment comporte deux logements d'environ 72 m2. La famille propriétaire du duplex souhaite le convertir en résidence unifamiliale pour pouvoir y habiter, la superficie et les aménagements des logements dans leur état actuel ne le permettant pas.

Usage conditionnel pouvant être autorisé

La demande ne vise pas à remplacer un logement ou une partie de celui-ci par un usage autre que résidentiel. Le bâtiment a un usage résidentiel et le demeurerait.

La demande vise un bâtiment dans lequel le nombre de logements n'a pas déjà été réduit au cours des 30 dernières années. Le bâtiment dans son état actuel respecte la typologie d'origine, soit celle d'un duplex sur deux étages.

La demande vise l'exercice de la catégorie d'usages H.1. La superficie de plancher de cet usage ne dépasse pas 250 m^2. Le total de la superficie de plancher serait de 190,9 m^2.

Critères d'évaluation applicables

1. dans le cas d'un bâtiment ayant déjà subi une augmentation du nombre de logements, la contribution de l'usage projeté au retour à la typologie architecturale d'origine du bâtiment;

N/A

2. les avantages de la proposition de réduction d'un logement par rapport au nombre de logements existants dans le bâtiment, en regard notamment de contraintes physiques du bâtiment ou du terrain telles que ses dimensions ou sa configuration;

Le bâtiment existant est cis sur un terrain d'une largeur typique de 7,6 m (25') et d'une profondeur de 21,3 m (70'). Chaque logement du duplex a une superficie de plancher de 71,6 m^2 (770 pi2), soit une largeur de 7,6 m (25') et une profondeur de 9,4 m (31' - 1"). La marge avant est de 3,7 m (12' - 2"), ce qui laisse une cour arrière de 8,1 m (26' - 8"). Le bâtiment ne dispose pas de sous-sol aménagé, uniquement un vide sanitaire sur terre battue.

Le bâtiment est en recul par rapport à l'alignement des façades avant des bâtiments voisins, et la profondeur du bâtiment est faible par rapport aux autres bâtiments de l'îlot et même aux duplex typiques du secteur.

La superficie des logements actuels ne suffit pas à l'occupation par une famille grandissante, en raison de la très faible profondeur du bâtiment existant. Il serait impossible d'aménager une chambre additionnelle tout en respectant les critères d'éclairage naturel minimaux pour l'ensemble des pièces d'un logement (11-018, a. 14). Bien que le bâtiment ne soit pas assujetti au PIIA, il serait déplorable et complexe de prolonger le bâtiment en façade avant, pour peu de gain de superficie (en maintenant les alignements avec les bâtiments voisins).

Un agrandissement en façade arrière serait possible, jusqu'à concurrence de 60% de la superficie du terrain, c'est-à-dire le taux d'implantation maximum autorisé (01-283, a. 6.6 2° c), H02-070). L'agrandissement résultant serait de l'ordre de 3,4 m vers la ruelle, ce qui permettrait l'ajout d'une chambre en terme de superficie, mais tout de même difficilement en terme d'éclairage naturel minimal. En contrepartie, la cour arrière résultante serait minimale et les coûts de travaux seraient prohibitifs. L'ensoleillement sur les propriétés voisines et leur terrain serait réduit.

Les interventions proposent de combiner le logement du rez-de-chaussée et le logement de l'étage en un seul logement, à même l'emprise du bâtiment existant dans une volonté de respecter le volume d'origine. Les travaux prévoient également la restauration des fondations pour assurer la pérennité de la structure, permettant par la même occasion d'accueillir des fonctions techniques comme une salle mécanique, une buanderie, une salle d'eau, du rangement et une salle de jeux.

> *3. la qualité d'intégration de l'usage projeté au milieu d'insertion, en considérant les caractéristiques, l'apparence et la localisation des accès au bâtiment ainsi que l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs;*

La typologie visuelle du bâtiment serait peu affectée par les interventions : les portes et les balcons demeureraient à leurs emplacements, seuls les escaliers seraient reconfigurés. La porte du rez-de-chaussée maintiendrait l'accès à la résidence, alors que la porte de l'étage assurerait l'accès à un balcon depuis une chambre. L'escalier menant au perron du rez-de-chaussée serait repositionné vers la rue, tel qu'il est plus typique pour ces escaliers. L'escalier menant au balcon de l'étage, remplacé lors de travaux précédents par un escalier d'aluminium et de fibre de verre à angles droits, serait retiré pour assurer l'intimité de la chambre à l'étage. La maçonnerie de brique, dont le rejointoiement est proposé parmi les interventions, serait ainsi davantage mise en valeur. Les autres caractéristiques d'origine du bâtiment, telles que les linteaux et les allèges, la corniche et la toiture métalliques et la configuration des balcons seraient conservées. Les fascias et les soffites seraient remplacés par des éléments en bois, plus fidèles au cachet du secteur.

Les fenêtres, remplacées lors de travaux précédents par un modèle en aluminium blanc coulissant de faible qualité, seraient remplacées par des fenêtres en aluminium oscillo-battantes au fini bois avec verre triple, offrant une meilleure visibilité, fonctionnalité et performance. Les portes seraient également remplacées par des modèles contemporains en aluminium isolé au fini bois avec verre triple, augmentant la taille des fenêtres comparativement aux portes existantes, tout en s'arrimant avec la composition et les caractéristiques des portes historiques (*Guide du patrimoine architectural - Remplacement des composantes architecturales des bâtiments d'intérêt patrimonial, janvier 2016*).

L'aménagement en cour avant serait revu, avec la mise en place d'une nouvelle allée en béton et l'ajout d'arbustes et d'un arbre en pleine terre. Le retrait de l'escalier, présentement installé sur une dalle et des pavés de béton, permettrait d'ailleurs de bonifier le taux de verdissement.

En cour arrière, le fait de respecter l'empreinte du bâtiment d'origine permettrait de maintenir une superficie convenable pour l'aménagement d'espaces extérieurs agréables. Un escalier confortable pourrait être aménagé pour accéder au sous-sol, des arbres et arbustes seraient ajoutés.

La façade arrière, ayant subie plusieurs altérations au fil des années, serait réorganisée et rationalisée, les ouvertures réalignées, les composants techniques consolidés ou dissimulés.

Le même type de fenêtres qu'en façade avant seraient proposées, c'est-à-dire des oscillo-battantes en aluminium, fini bois et verre triple. L'ensemble de ces interventions, complété par un revêtement d'acrylique sobre et clair, visent à alléger et simplifier l'aspect actuel chargé de la façade arrière.

4. la réversibilité des modifications apportées au bâtiment de manière à ce qu'il puisse éventuellement retrouver son usage d'origine, le cas échéant;

La position et la dimension des ouvertures sur la façade avant seraient conservées, notamment la porte d'accès à l'étage. Le balcon de l'étage serait également maintenu. Ainsi, si le bâtiment devait retrouver son usage d'origine (deux logements), la façade n'aurait pas à être altérée autrement que pour la réinstallation d'un escalier menant au balcon de l'étage. Les interventions réalisés sur la façade avant sont principalement de l'ordre des travaux d'entretien et de restauration patrimoniale.

La charpente du bâtiment nécessitant des interventions de consolidation importantes, les solives de plancher et de toiture, présentement appuyées sur des murs porteurs, seraient remplacées par des poutrelles d'ingénierie portant sur la pleine largeur du bâtiment. Le plan serait ainsi ouvert et offrirait éventuellement une liberté dans le réaménagement des espaces.

5. les impacts de l'usage projeté sur la qualité de vie de l'ensemble des occupants du bâtiment, notamment en regard de la superficie des logements, de la qualité des espaces de vie extérieurs ainsi que de l'éclairage et de la ventilation naturels des logements.

Les logements actuels comportent chacun deux chambres, une salle de bain exiguë, une cuisine dysfonctionnelle et des espaces de vie minimaux.

Dans le contexte d'un bâtiment dont l'empreinte au sol est particulièrement faible, la proposition vise à rationaliser les aménagements en rassemblant les fonctions : services, espaces de vie, espaces de nuit. Au rez-de-chaussée, les interventions décloisonneraient les espaces, favorisant ainsi l'entrée et la dispersion de la lumière naturelle dans l'ensemble des aires de vie, ainsi que la ventilation naturelle transversale. À cet égard, les nouvelles ouvertures en façade arrière participeraient à bonifier l'apport en lumière naturelle et, de manière générale, la qualité visuelle des espaces pour les occupants. À l'étage, la superficie de l'ancien logement serait optimisée pour y aménager trois chambres.

En somme, le logement résultant aurait une superficie de 190,9 m^2, en incluant la superficie des espaces techniques du sous-sol nouvellement aménagé, soit une superficie adaptée à une jeune famille grandissante. Similairement, les espaces extérieurs auraient des proportions appropriées pour permettre à des enfants de jouer dans la cour arrière.

À noter que les logements étant vacants, les travaux de transformation n'impliqueraient pas d'éviction ou de relocalisation de locataires.

Bernard-Félix Chénier
Associé fondateur, Architecte OAQ

Table Architecture
24 avenue Mont-Royal Ouest, suite 903.1
Montréal (Québec) H2T 2S2
+1.438.380.3845

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : H02-070**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.2	H.3					
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/12,5	0/12,5					
En étage	min/max	2/3	2/3					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	J-C	J-C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/60	35/60					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2,5/4	2,5/4					
Avant secondaire	min/max (m)	-	-					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40	10/40					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80	80					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

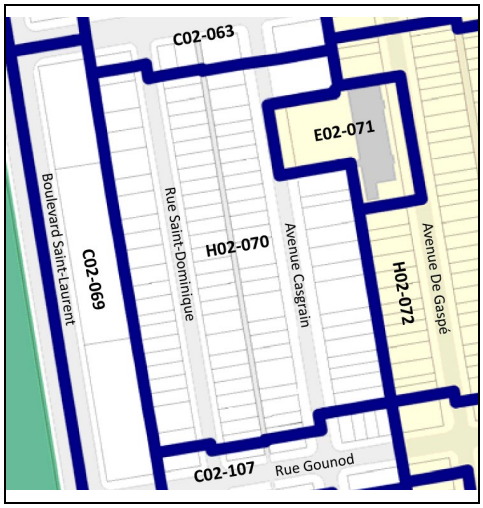
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	-
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19)
01-283-116 (2023-04-04)
01-283-119 (2024-09-03)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

5° l'aménagement du café-terrasse tient compte de l'accessibilité universelle;

6° l'emplacement, la capacité et les dimensions du café-terrasse sont adaptés au milieu d'insertion et permettent d'assurer la quiétude du milieu.

RCA18-14001-2, a. 1 (2023)

SECTION 12 : RÉDUCTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS EN ZONE RÉSIDENTIELLE

31.16. ZONES D'APPLICATION

Les dispositions de la présente section s'appliquent dans les zones où un usage de la famille habitation est autorisé.

31.17. USAGE CONDITIONNEL POUVANT ÊTRE AUTORISÉ

Malgré l'article 133 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) et le nombre minimal de logements prescrits, la réduction d'un seul logement du nombre de logements d'un bâtiment peut être autorisée comme usage conditionnel si les conditions suivantes sont respectées :

1° la demande ne vise pas à remplacer un logement ou une partie de celui-ci par un usage autre que résidentiel;

2° la demande vise un bâtiment dans lequel le nombre de logements n'a pas déjà été réduit au cours des 30 dernières années;

3° lorsque la demande vise l'exercice de l'usage de la catégorie d'usages H.1, la superficie de plancher de cet usage ne dépasse pas 250 m².

31.18. CRITÈRES D'ÉVALUATION APPLICABLES

L'évaluation d'une demande d'autorisation d'un usage conditionnel visé à la présente section doit être faite en considérant les critères suivants :

1° dans le cas d'un bâtiment ayant déjà subi une augmentation du nombre de logements, la contribution de l'usage projeté au retour à la typologie architecturale d'origine du bâtiment;

2° les avantages de la proposition de réduction d'un logement par rapport au nombre de logements existants dans le bâtiment, en regard notamment de contraintes physiques du bâtiment ou du terrain telles que ses dimensions ou sa configuration;

3° la qualité d'intégration de l'usage projeté au milieu d'insertion, en considérant les caractéristiques, l'apparence et la localisation des accès au bâtiment ainsi que l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs;

4° la réversibilité des modifications apportées au bâtiment de manière à ce qu'il puisse éventuellement retrouver son usage d'origine, le cas échéant;

5° les impacts de l'usage projeté sur la qualité de vie de l'ensemble des occupants du bâtiment, notamment en regard de la superficie des logements, de la qualité des espaces de vie extérieurs ainsi que de l'éclairage et de la ventilation naturels des logements.

RCA18-14001-4, a. 1 (2024)

CHAPITRE 4
DISPOSITION PÉNALE

32. INFRACTION

Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction en contravention à l'une des dispositions du présent règlement ou d'une résolution du conseil adoptée en vertu du présent règlement commet une infraction et est passible de l'amende prévue à l'article 674 du règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283).

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.23

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1257761006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 8176 à 8178, rue Boyer, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

refuser l'usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 8176 à 8178, rue Boyer, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 13:55

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257761006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 8176 à 8178, rue Boyer, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande est déposée visant l'autorisation de l'usage conditionnel pour la réduction d'un logement afin de convertir un duplex en maison unifamiliale sur la propriété située aux 8176 à 8178, rue Boyer.

En vertu du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA18-14001), l'usage conditionnel visant la réduction d'un logement peut être autorisé dans un secteur où les usages résidentiels sont autorisés. En vertu des articles 31.17 et 31.18 de ce Règlement, la demande doit être soumise au comité consultatif d'urbanisme pour examen en fonction de certains critères et, par la suite, au conseil d'arrondissement pour autorisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Réglementation applicable
Règlement de zonage 01-283, zone H02-047 :

- Usages : H.2, H.3
- Hauteur : 2 étages, 9 m
- Taux d'implantation : 35 à 60 %
- Mode d'implantation : contigu

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
La propriété est située sur la rue Boyer, au nord de la rue Jarry, dans le quartier Villeray. Ce secteur est majoritairement occupé par des bâtiments résidentiels de 1 à 2 étages de hauteur, comportant de 1 à 2 logements. Le bâtiment visé par la demande est un duplex construit en 1948, comportant 2 étages et revêtu de briques. L'accès aux différents niveaux se fait par une entrée commune située au niveau du sol et ensuite par un escalier commun

intérieur. Le bâtiment occupe environ 42 % de son lot. Ce dernier possède un frontage de 9,51 m (31,2 pieds) et une superficie totale hors sol de 175,06 m². Le bâtiment comporte 2 étages d'environ 87,53 m² (2 c.-à-c.) chacun. Le bâtiment ne comporte pas de sous-sol habitable pour le moment.

Description du projet
Les requérants habitent la totalité du bâtiment depuis 2021, à la suite du départ des locataires à l'étage. Ils souhaitent retirer la seconde adresse et procéder à des travaux intérieurs pour officiellement retirer le logement à l'étage et optimiser l'espace pour les besoins de leur famille. Les travaux intérieurs projetés permettent l'aménagement d'un logement de 3 chambres à coucher et de 1 bureau, d'une superficie de 175 m². Aucune modification n'est proposée à l'extérieur du bâtiment.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 31.18 du Règlement, le projet doit être soumis au comité consultatif d'urbanisme pour examen en fonction des critères suivants :

1. dans le cas d'un bâtiment ayant déjà subi une augmentation du nombre de logements, la contribution de l'usage projeté au retour à la typologie architecturale d'origine du bâtiment;
2. les avantages de la proposition de réduction d'un logement par rapport au nombre de logements existants dans le bâtiment, en regard notamment de contraintes physiques du bâtiment ou du terrain telles que ses dimensions ou sa configuration;
3. la qualité d'intégration de l'usage projeté au milieu d'insertion, en considérant les caractéristiques, l'apparence et la localisation des accès au bâtiment ainsi que l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs;
4. la réversibilité des modifications apportées au bâtiment de manière à ce qu'il puisse éventuellement retrouver son usage d'origine, le cas échéant;
5. les impacts de l'usage projeté sur la qualité de vie de l'ensemble des occupants du bâtiment, notamment en regard de la superficie des logements, de l'accessibilité universelle et de l'adaptabilité des logements, de la qualité des espaces de vie extérieurs ainsi que de l'éclairage et de la ventilation naturels des logements.

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- l'usage projeté s'intègre adéquatement au milieu d'insertion, puisqu'aucune modification extérieure n'est projetée;
- les modifications apportées au nombre de logements sont réversibles dans la mesure où l'escalier intérieur est conservé;
- les travaux projetés permettent l'aménagement d'un logement de taille adéquate pour répondre aux besoins d'une famille.

Toutefois, la Direction est d'avis que les conditions suivantes devraient être respectées dans le cadre de l'exercice de l'usage conditionnel visé :

- que la superficie de plancher de l'usage H.1 soit limitée à 250 m²;
- que la demande de permis de transformation en lien avec la présente autorisation soit déposée dans un délai de 12 mois suivant l'adoption de la résolution.

À sa séance du 9 avril 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation défavorable à l'unanimité, en s'appuyant sur les critères 2 et 4 et pour les raisons suivantes

:
-la possibilité d’agrandir le logement du rez-de-chaussée soit par l’arrière pour ajouter une chambre de plus, soit d'agrandir dans le sous-sol;
-la proximité du métro.

Le dossier est donc transmis au conseil d'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande d’usage conditionnel : 3 224 $.

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier décisionnel, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s’appliquent pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public sur le site Internet de la Ville
Affiche sur la propriété visée

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-23

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257761006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Statuer un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 8176 à 8178, rue Boyer, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).



Localisation.JPG Normes réglementaires.pdf Plans du projet.pdf

UC_Criteres d evaluation_Reduction log.pdf CL.pdf Extrait PV_CCU 2025-04-09.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cynthia KABIS PLANTE
agent(e) de recherche

Tél : 514-868-8716
Télécop. : -

6.8 UC : 8176, rue Boyer	
Présenté par	**Invités**
Cynthia Kabis Plante Agente de recherche	Aucun
Objet :	
Approuver un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 8176 à 8178, rue Boyer, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'Arrondissement (RCA18-14001).	
Commentaires	
Les commentaires ont porté sur: - l'occupation du logement de l'étage; - le fait que le logement n'a pas été reloué depuis 2021; - le respect des seuils de densité du PUM; - le sous-sol non habitable et la possibilité de creuser et réaménager pour agrandir le logement du rez-de-chaussée; - l'ensemble des investissements prévus dans le cadre de ce projet malgré la réversibilité; - le contexte familial et les besoins de l'agrandissement souhaité; - le peu de possibilité d'agrandissement en raison de la typologie du bâtiment, surtout en hauteur; - le fait que la propriété n'est pas en zone de cuvette; - la taille des logements existants; - la volonté de l'arrondissement à terme et la mise en place de la réglementation qui devrait ralentir l'élan des demandes de réduction de logements; - l'impact du PUM sur la question à considérer; - la possibilité de séparer l'étage en 2 pour ainsi préserver un petit logement tout en agrandissant le logement du rez-de-chaussée vers le haut; - le positionnement de l'escalier qui rend difficile la possibilité de séparer le 2e étage en deux et le desservir tout en desservant le logement agrandit; - l'agrandissement vers à l'arrière qui permettrait d'ajouter une chambre; - les besoins de la famille et le projet qui est compris par les membres; - le souci de cohérence entre les dossiers; - l'accumulation des demandes de réduction à chaque année et la quantité élevée au final de logement retiré sur le territoire; - le nombre de projet d'ajout de logement dépasserait le nombre de réduction dont certains projets ne sont pas dans le secteur de Villeray; - la provenance des récentes demandes et si ce sont des propriétaires qui étaient présents à la consultation publique sur l'adoption du règlement; - la possibilité que les portes des logements soient déjà retirées si le bâtiment est utilisé depuis 2021 à des fins d'unifamiliale; - la volonté d'assurer une densité aux abords du métro; - la proximité au métro, ajouté à la possibilité d'agrandir et la cohérence avec les derniers dossiers qui semblent, en addition, jouer en défaveur pour la présente proposition.	
CCU25-04-09-UC01	**Résultat : Défavorable**

CONSIDÉRANT
L’évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le Règlement sur les usages conditionnels (RCA18-14001);

Les membres du comité recommandent au conseil d’arrondissement de refuser la demande soumise telle que présentée, car ils sont d'avis que celle-ci ne rencontre pas suffisamment les critères d'évaluation d'une demande d'usage conditionnel, notamment les critères 2 et 4 pour les raisons suivantes :

- la possibilité d’agrandir le logement du rez-de-chaussée soit par l’arrière, soit dans le sous-sol, tout en permettant de conserver un 2e logement;
- la proximité du métro en lien avec la densité et le nombre de logement sur la propriété.

Il est proposé par Galo Reinoso
appuyé par Camilla Chiari
ADOPTÉ à la majorité.


Rue Saint-Hubert
Rue Saint-André
Rue Boyer
Rue Saint-Hubert
Rue Saint-André
Rue Boyer
Rue Saint-Hubert

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : H02-047**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.2	H.3					
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/9	0/9					
En étage	min/max	2/2	2/2					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/60	35/60					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2,5/4,5	2,5/4,5					
Avant secondaire	min/max (m)	0/3	0/3					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40	10/40					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80	80					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

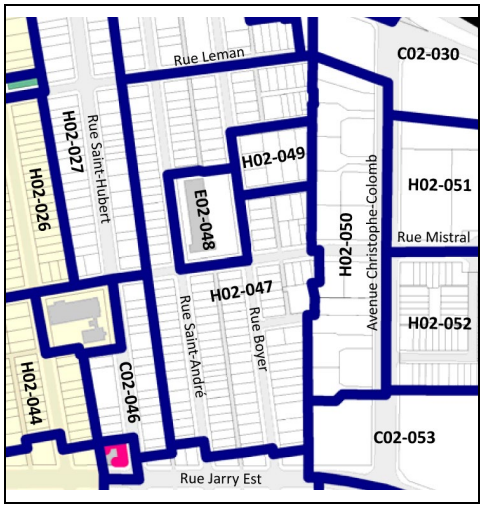
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	-
PAE	-

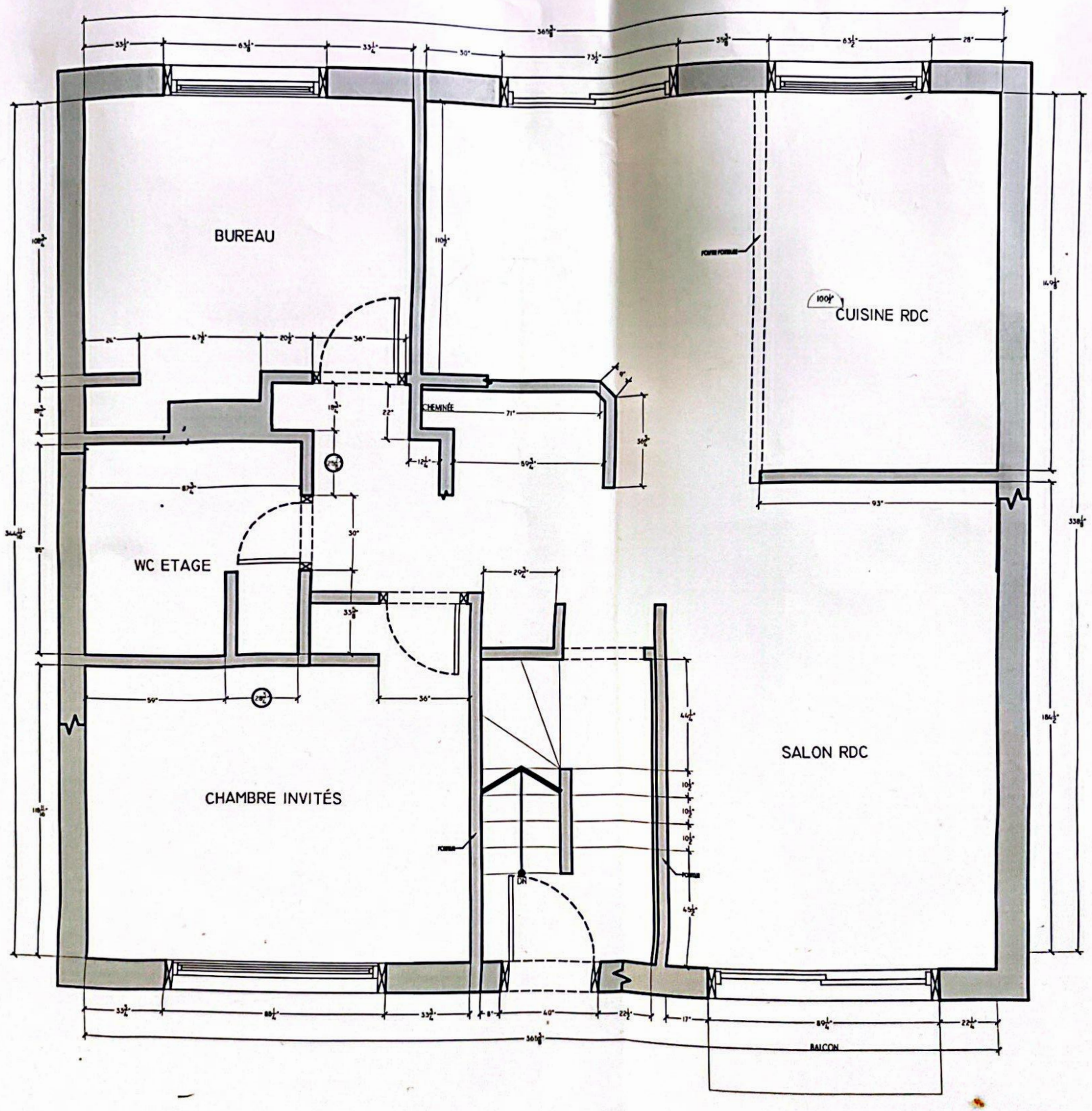
MISES À JOUR

01-283-107-01 (2020-11-03), 01-283-108 (2021-01-19)
01-283-116 (2023-04-04), 01-283-119 (2024-09-03)

CARTE DE LA ZONE

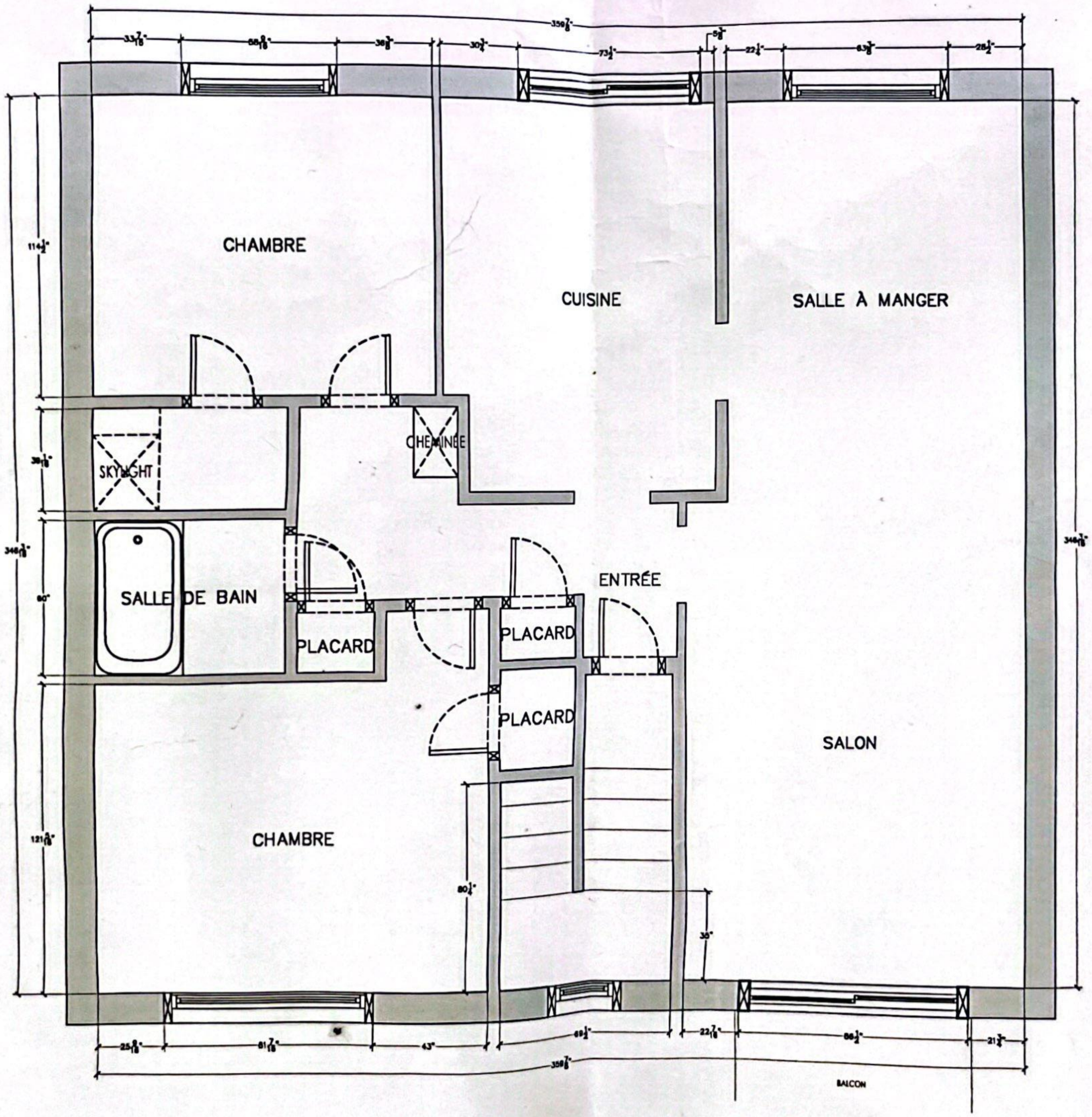


***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*



PLAN PRÉLIMINAIRE

ÉCHELLE: $\frac{1}{4}$" = 1'-0"



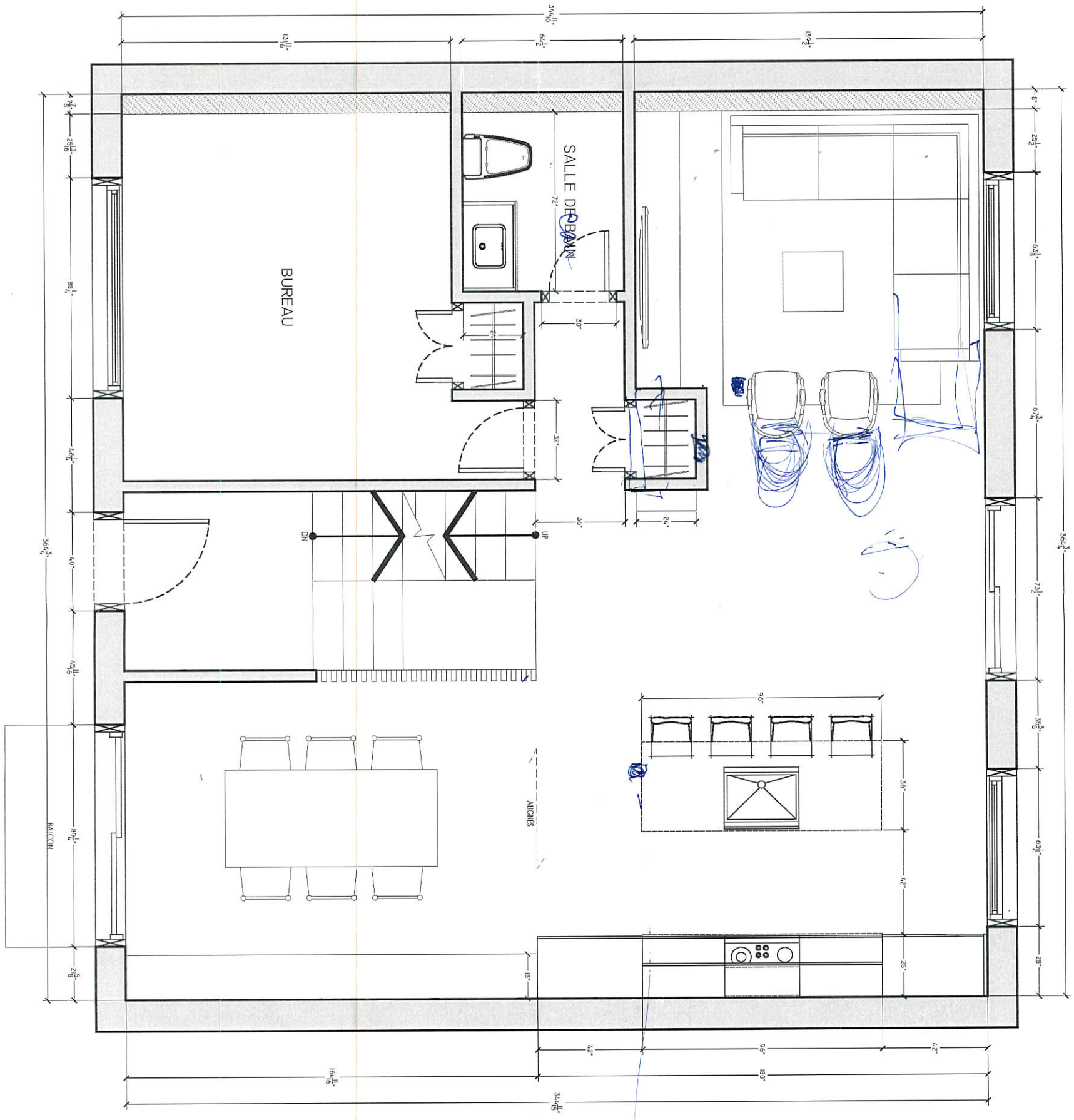
PLAN PRÉLIMINAIRE

ÉCHELLE: $\frac{1}{4}$" = 1'-0"

Scanned with CamScanner

PLAN PRÉLIMINAIRE

ÉCHELLE: $\frac{1}{4}$" = 1'-0"



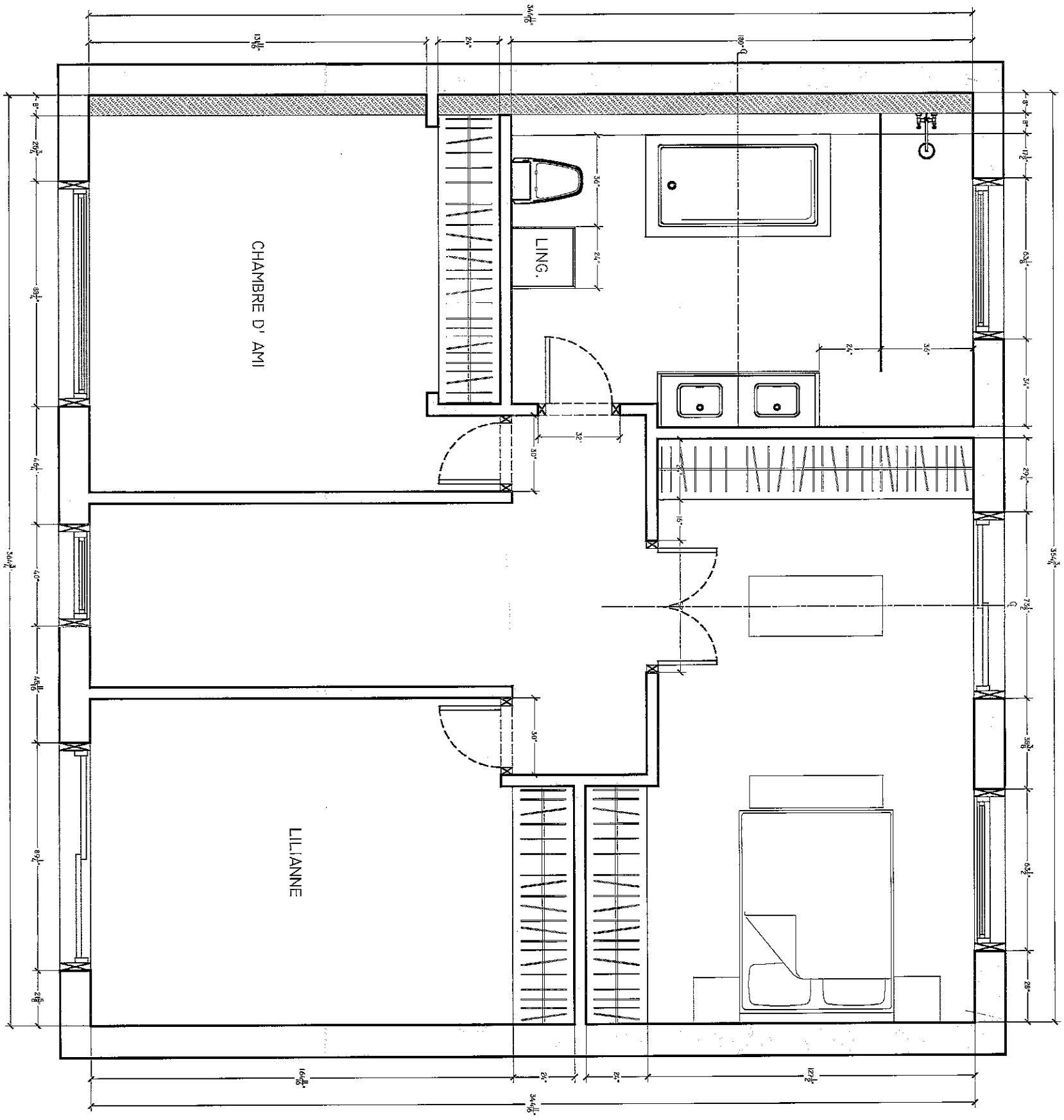
JEAN-MARTIN LAPOINTE DESIGNER,
JML@JEANMARTINLAPOINTE.COM T 514-998-5446

JML

DESIGNER: JEAN-MARTIN LAPOINTE	PROJET: BOIVIN GAGLIARDI
DESSINÉ PAR: MYRIAM BERNIER	DESCRIPTION: NOUVEL AMÉNAGEMENT RDC
ÉCHELLE: 1/4"=1'-0"	SOURCE: Gagnon-Doucet-A - 15 January 2024 05:43

PLAN PRÉLIMINAIRE

ÉCHELLE: $\frac{1}{4}$" = 1'-0"



JEAN-MARTIN LAPOINTE DESIGNER,
JML@JEANMARTINLAPOINTE.COM T 514-998-5446

JML

DESIGNER: JEAN-MARTIN LAPOINTE	PROJET: BOIVIN GAGLIARDI
DESSINÉ PAR: MYRIAM BERNIER	DESCRIPTION: NOUVEL AMÉNAGEMENT ÉTAGE
ÉCHELLE: 1/4"=1'-0"	SOURCE: Gagnon-Doucet-A - 15 January 2024 05:43

Extrait du **RÈGLEMENT SUR LES USAGES CONDITIONNELS DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION RCA18-14001-4**

…

SECTION 12 : RÉDUCTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS EN ZONE RÉSIDENTIELLE

31.16. ZONES D'APPLICATION

Les dispositions de la présente section s'appliquent dans les zones où un usage de la famille habitation est autorisé.

31.17. USAGE CONDITIONNEL POUVANT ÊTRE AUTORISÉ

Malgré l'article 133 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) et le nombre minimal de logements prescrits, la réduction d'un seul logement du nombre de logements d'un bâtiment peut être autorisée comme usage conditionnel si les conditions suivantes sont respectées :

1° la demande ne vise pas à remplacer un logement ou une partie de celui-ci par un usage autre que résidentiel;

2° la demande vise un bâtiment dans lequel le nombre de logements n'a pas déjà été réduit au cours des 30 dernières années;

3° lorsque la demande vise l'exercice de l'usage de la catégorie d'usages H.1, la superficie de plancher de cet usage ne dépasse pas 250 m².

31.18. CRITÈRES D'ÉVALUATION APPLICABLES

L'évaluation d'une demande d'autorisation d'un usage conditionnel visé à la présente section doit être faite en considérant les critères suivants :

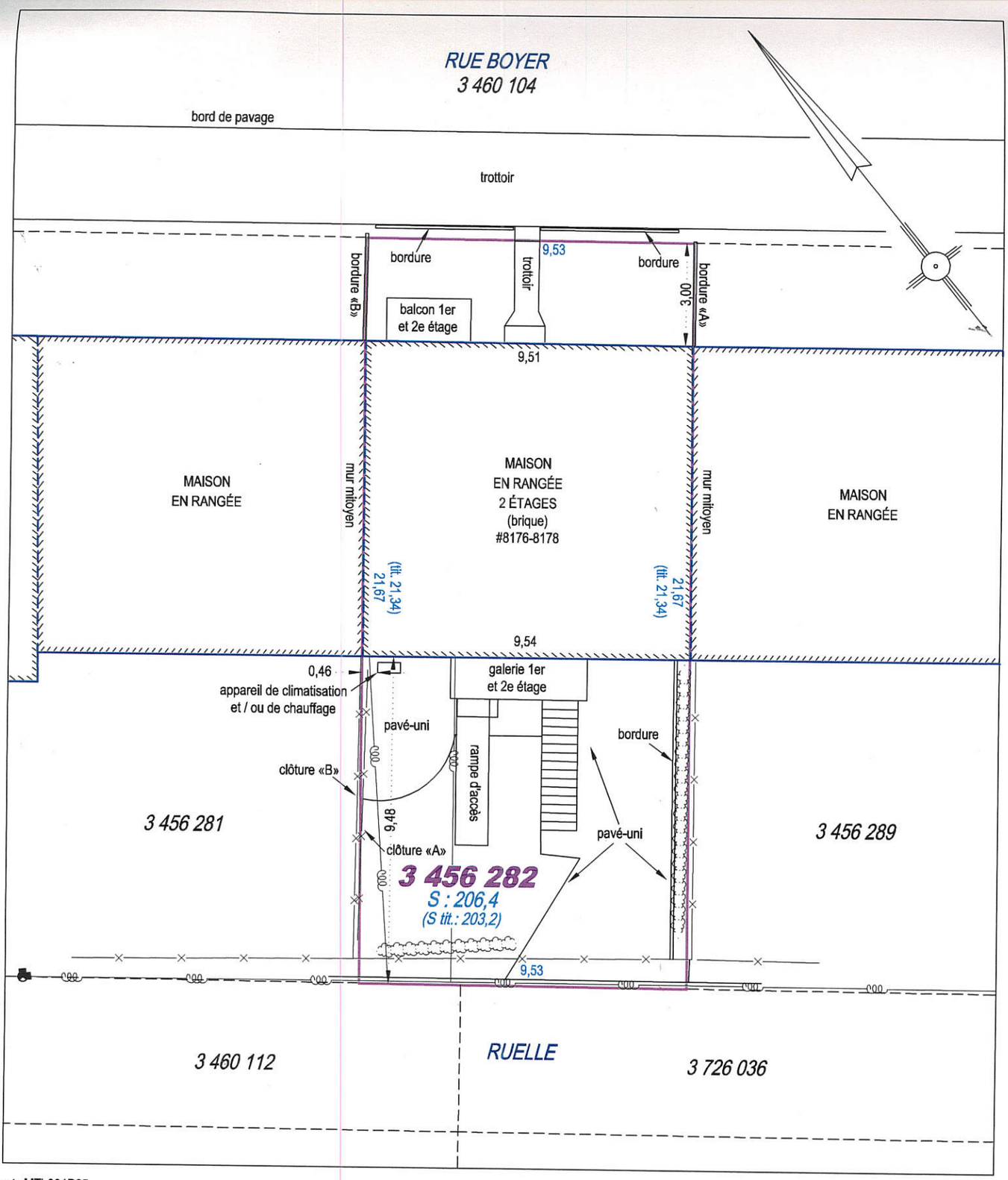
1° dans le cas d'un bâtiment ayant déjà subi une augmentation du nombre de logements, la contribution de l'usage projeté au retour à la typologie architecturale d'origine du bâtiment;

2° les avantages de la proposition de réduction d'un logement par rapport au nombre de logements existants dans le bâtiment, en regard notamment de contraintes physiques du bâtiment ou du terrain telles que ses dimensions ou sa configuration;

3° la qualité d'intégration de l'usage projeté au milieu d'insertion, en considérant les caractéristiques, l'apparence et la localisation des accès au bâtiment ainsi que l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs;

4° la réversibilité des modifications apportées au bâtiment de manière à ce qu'il puisse éventuellement retrouver son usage d'origine, le cas échéant;

5° les impacts de l'usage projeté sur la qualité de vie de l'ensemble des occupants du bâtiment, notamment en regard de la superficie des logements, de l'accessibilité universelle et de l'adaptabilité des logements, de la qualité des espaces de vie extérieurs ainsi que de l'éclairage et de la ventilation naturels des logements.



carnet: MTL001P25
levé des lieux: 27 juin 2018

repère d'arpentage | borne-fontaine | hauban | lampadaire | haie
tuyau de fer | entrée électrique | poteau d'utilité publique | fils aériens | clôture

NOTES:
1-Cet emplacement est situé dans la zone municipale:0142
2-Les mesures indiquées sur ce plan ont été prises à partir du revêtement extérieur.
3-Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant font partie intégrante du présent certificat de localisation. Ce plan ne doit pas être utilisé ou invoqué pour d'autres fins que celles mentionnées au rapport sans l'autorisation écrite de l'arpenteur-géomètre soussigné.

PLAN ANNEXÉ AU

CERTIFICAT DE LOCALISATION

PROPRIÉTÉ DE: JACQUES VINCELETTE

LOT: 3 456 282

CADASTRE: DU QUÉBEC

MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

DOSSIER CALCUL: 70-20-488 | ÉCHELLE 1: 150 (SI)

VRSB
ARPENTEURS-GÉOMÈTRES
QUÉBEC 418-628-5544
LÉVIS 418-839-3886
PORTNEUF 418-878-2598
MONTRÉAL 514-384-5224
www.groupevrsb.com

Montréal, le 11 juillet 2018

par.....

MAXIM COURNOYER
arpenteur-géomètre

Copie conforme à l'original

date: 11/07/2018 par:.....A.-G.

ARCHIVE: 70-20-490 | DOSSIER: 180961 | MINUTE: 152

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.24

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1259533004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7801, rue Saint-Dominique, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

d'autoriser l'usage conditionnel visant la réduction d'un logement dans le bâtiment situé au 7801, rue Saint-Dominique, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA18-14001), aux conditions suivantes :

- que la superficie de plancher de l'usage H.1 soit limitée à 250 m²;
- que la demande de permis de transformation en lien avec la présente autorisation soit déposée dans un délai de 12 mois suivant l'adoption de la résolution.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 13:57

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259533004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7801, rue Saint-Dominique, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande est déposée visant l'autorisation de l'usage conditionnel pour la réduction d'un logement afin de réunir 2 logements dans un bâtiment situé aux 7801-7803, rue Saint-Dominique.
En vertu du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA18-14001), l'usage conditionnel visant la réduction d'un logement peut être autorisé dans un secteur où les usages résidentiels sont autorisés. La demande doit être soumise au comité consultatif d'urbanisme pour examen en fonction des critères énoncés à l'article 31.18 de ce règlement et, par la suite, au conseil d'arrondissement pour autorisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Réglementation applicable

- Règlement de zonage 01-283, zone H02-082 :
- Usages : H.2 à H.3
- Hauteur : 2 étages, 9m
- Taux d'implantation : min 35 % : max 65 %
- Mode d'implantation : contigu
- Secteur de cuvette

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
La propriété est située sur la rue Saint-Dominique entre les rues Gounod et Villeray dans le district de Parc-Extension. On retrouve à proximité le parc Jarry et la station de métro de Castelnau. La rue Saint-Dominique est composée principalement de duplex et triplex de 2 à 3 étages et construits en contiguïtés par rapport aux habitations voisines. Le bâtiment visé par la demande est un duplex de 2 étages bâti en 1928 couvert de briques. Un escalier

extérieur menant au balcon du deuxième étage est implanté en façade avant. Le bâtiment occupe 64 % de l'implantation et le lot est très étroit avec une largeur de 4,57 mètres de largeur et 21,34 mètres de profondeur. Le logement du rez-de-chaussée est d'une superficie de 114 m^2 en incluant le sous-sol qui n'est pas aménagé et celui de l'étage est de 57m^2. Les logements comprennent chacun 1 chambre à coucher. La propriété est située dans une zone de cuvette et les agrandissements en sous-sol sont à éviter. L'ajout d'un étage n'est pas possible puisque le zonage n'autorise que 2 étages.

Description du projet
Le propriétaire n'occupe pas l'immeuble, mais souhaite aménager un espace de vie pour un membre de sa famille. Le projet vise à fusionner le logement du rez-de-chaussée à celui de l'étage pour créer un logement d'une superficie de 172,23m^2 disposant de 2 chambres à coucher. La proposition comprend l'ajout d'un escalier intérieur, de nouvelles séparations pour les nouvelles chambres au rez-de-chaussée et l'aménagement de la cuisine et la salle de séjour à l'étage. Le sous-sol restera non aménagé. Les entrées existantes des équipements seront maintenues. Le projet n'implique aucune intervention extérieure. L'escalier en façade avant, le balcon et la porte extérieure du deuxième étage seront conservés. Le requérant plaide en faveur de la réduction de logement puisque les logements actuels sont de petite taille et que la dimension du bâtiment est atypique pour le secteur. Ajoutons que le bâtiment est implanté au maximum de ce qui est autorisé par la réglementation et qu'il ne peut s'accroître à la verticale.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 31.18 du Règlement, le projet doit être soumis au comité consultatif d'urbanisme pour examen en fonction des critères suivants :

1. dans le cas d'un bâtiment ayant déjà subi une augmentation du nombre de logements, la contribution de l'usage projeté au retour à la typologie architecturale d'origine du bâtiment;
2. les avantages de la proposition de réduction d'un logement par rapport au nombre de logements existants dans le bâtiment, en regard notamment de contraintes physiques du bâtiment ou du terrain telles que ses dimensions ou sa configuration;
3. la qualité d'intégration de l'usage projeté au milieu d'insertion, en considérant les caractéristiques, l'apparence et la localisation des accès au bâtiment ainsi que l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs;
4. la réversibilité des modifications apportées au bâtiment de manière à ce qu'il puisse éventuellement retrouver son usage d'origine, le cas échéant;
5. les impacts de l'usage projeté sur la qualité de vie de l'ensemble des occupants du bâtiment, notamment en regard de la superficie des logements, de l'accessibilité universelle et de l'adaptabilité des logements, de la qualité des espaces de vie extérieurs ainsi que de l'éclairage et de la ventilation naturels des logements.

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- les caractéristiques du bâtiment et les contraintes réglementaires ne permettent pas d'agrandissement;
- les modifications apportées au nombre de logements sont réversibles dans la mesure où l'escalier extérieur, le balcon et la porte du 2^{e} étage sont conservés;
- malgré la fusion, le nombre de chambres reste le même (2 petits 3 ½ qui deviennent un grand 4 ½);
- les travaux projetés permettent l'aménagement d'un logement de taille adéquate pour répondre aux besoins d'une famille, de locataires en collocation ou d'une personne seule.

Toutefois, la Direction est d'avis que la condition suivante devrait être respectée dans le cadre de l'exercice de l'usage conditionnel visé :

- que la demande de permis de transformation en lien avec la présente autorisation soit déposée dans un délai de 12 mois suivant l'adoption de la résolution;
- que la superficie de plancher de l'usage H.1 soit limitée à 250 m².

À leur séance du 9 avril 2025, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable au projet, et ce, à majorité pour les raisons suivantes :

- L'optimisation de l'usage et du bâtiment sur la propriété;
- L'impossibilité d'agrandir la propriété en raison des contraintes réglementaires et des caractéristiques physiques du bâtiment et du lot.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande d'usage conditionnel : 3 130 $.

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier décisionnel, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s'appliquent pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Parution d'un avis public sur le site Internet de l'arrondissement et affichage sur la propriété visée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

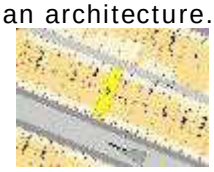
Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259533004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7801, rue Saint-Dominique, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

Plan architecture.pdfNormes réglementaires.pdfUC - Conditions et critères.pdf



Localisation SIG.pngCCU_PV_2025-04-09.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

6.12 UC : 7801, rue Saint-Dominique	
Présenté par	**Invités**
Keven St-Pierre Conseiller en aménagement	Aucun

Objet

Autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 7801, rue Saint-Dominique et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

Commentaires

Les commentaires ont porté sur:

- la localisation de la cuisine;
- la taille de l'espace existant difficile à aménager;
- l'utilisation du lot au maximum;
- l'optimisation de la propriété créer par la proposition;
- la petite taille du logement qui conviendrait au besoin de certains;
- le manque d'équilibre dans le projet quant au nombre de logements;
- l'impossibilité d'aménager le sous-sol à des fins d'espaces de vie;
- l'accès au sous-sol actuellement et le plan qui ne semble pas cohérent.

CCU25-04-09-UC03	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le Règlement sur les usages conditionnels (RCA18-14001);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, car ils sont d'avis que celle-ci rencontre les critères d'évaluation d'une demande d'usage conditionnel, particulièrement en ce qui concerne les critères 2 et 4 pour les raisons suivantes :

- l'optimisation de l'usage et du bâtiment sur la propriété qui est cohérente avec la dimension du terrain
- l'impossibilité d'agrandir la propriété en raison des contraintes réglementaires et des caractéristiques physiques du bâtiment et du lot.

Toutefois, ils recommandent la condition suivante :

- que la demande de permis de transformation en lien avec la présente autorisation soit déposée dans un délai de 12 mois suivant l'adoption de la résolution.

Il est proposé par Galo Reinoso

appuyé par Marie-Eve Dostie

ADOPTÉ à la majorité.


#7829-31
#7825-27
#7817-23
#7811-15
#7805-09
#7801-03
#7795-99
#7789-93
#7785-87
#7779-81
#7773-75
#7818-20
#7810
#7804-06
#7788-90
#7780-82
rue Saint-Dominique
S: 740,2
242,85
242,84
242,69
S: 3 740,1

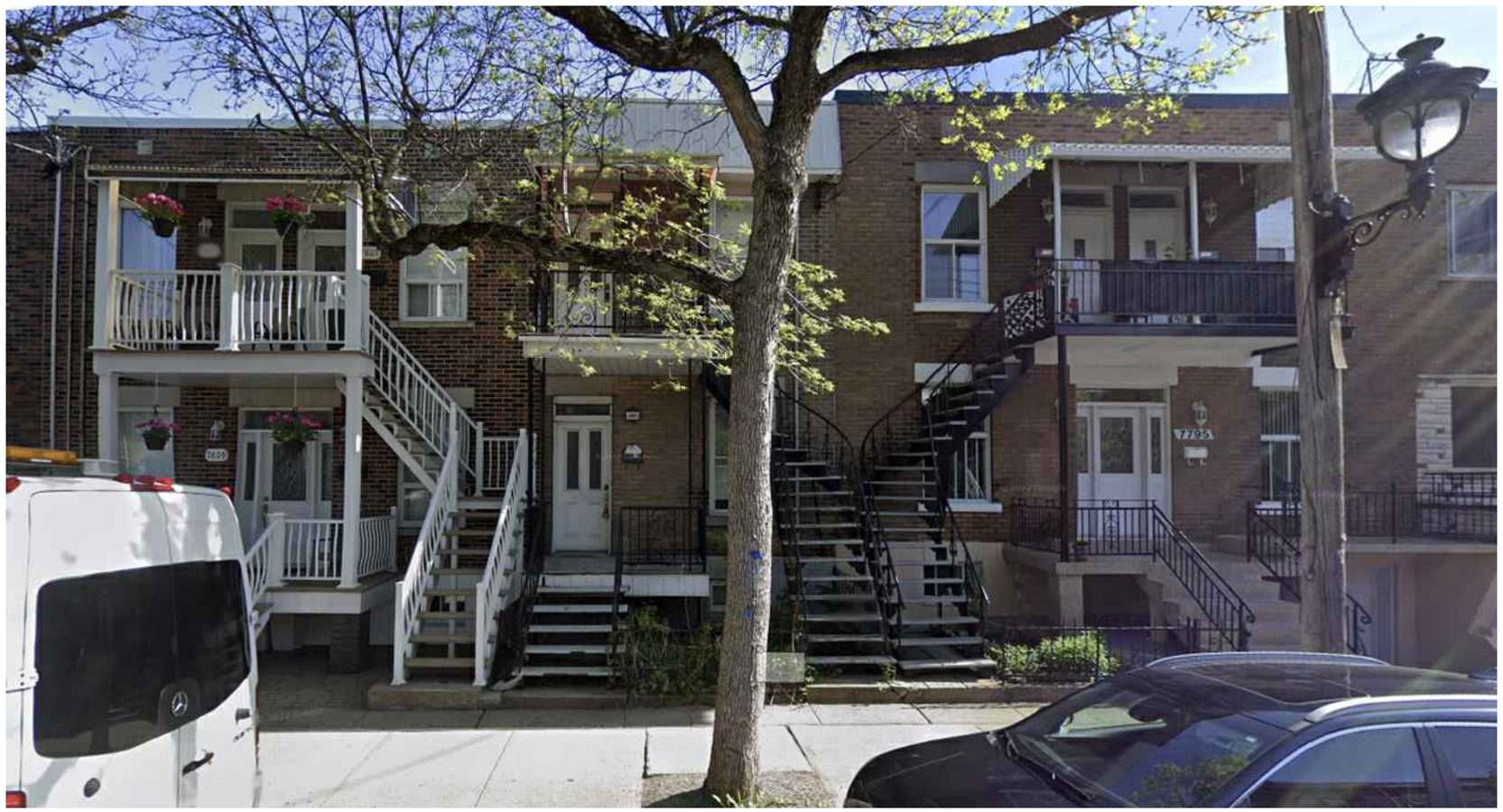
FUSION DE LOGEMENT
7801-03 Saint-Dominique, Montréal

CONTACT

Dominique Poncelet
7727 Foucher, Montréal
t : 438.777.6852

INDEX

A-N1 Plans de l'existant
A-N2 Plans nouveaux
A-N3 Implantation existante (inchangée)
A-N4 Façades existantes (inchangées), argumentaire et estimation



FUSION DE LOGEMENT

7801-03 Saint-Dominique, Montréal

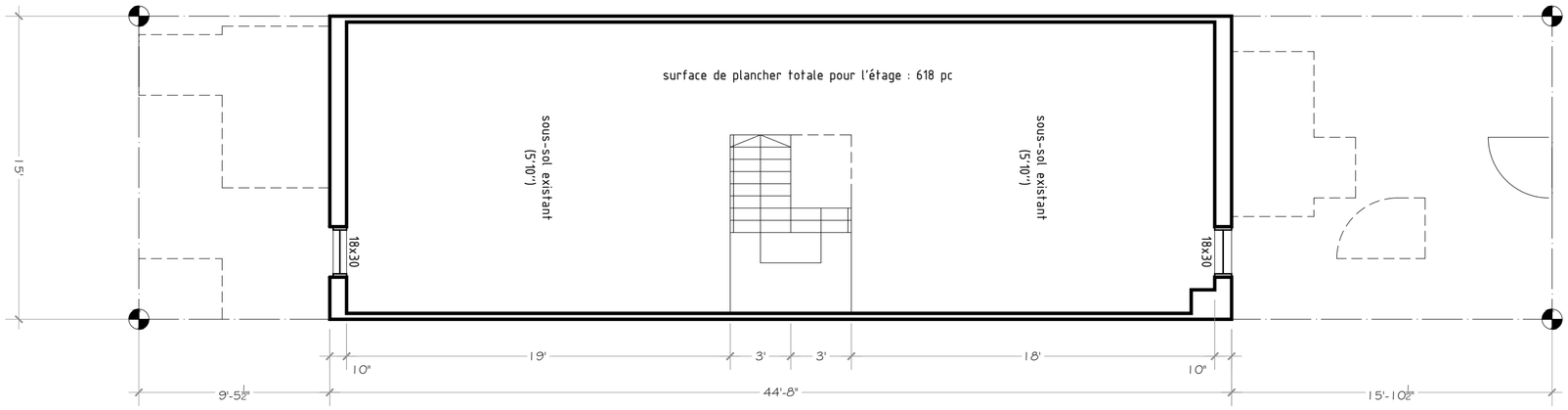
Dessiné par

Dominique Poncelet
7727 Foucher, Montréal
T : 438.777.6852

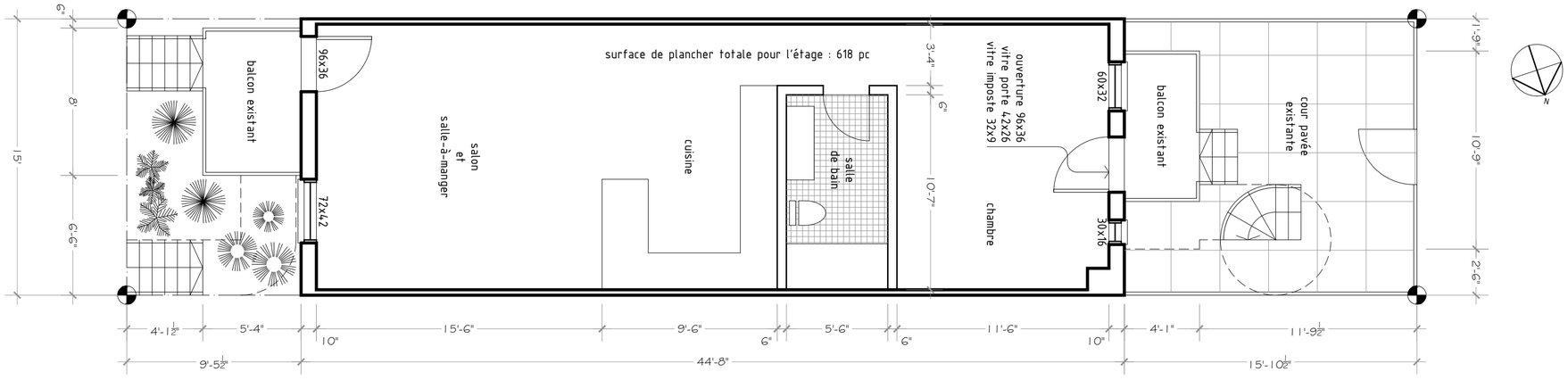
Émissions

01	Dépôt (avis préliminaire)	2025.01.07
02	Aménagement extérieur	2025.01.08
03	Dépôt (usage conditionnel)	2025.02.22

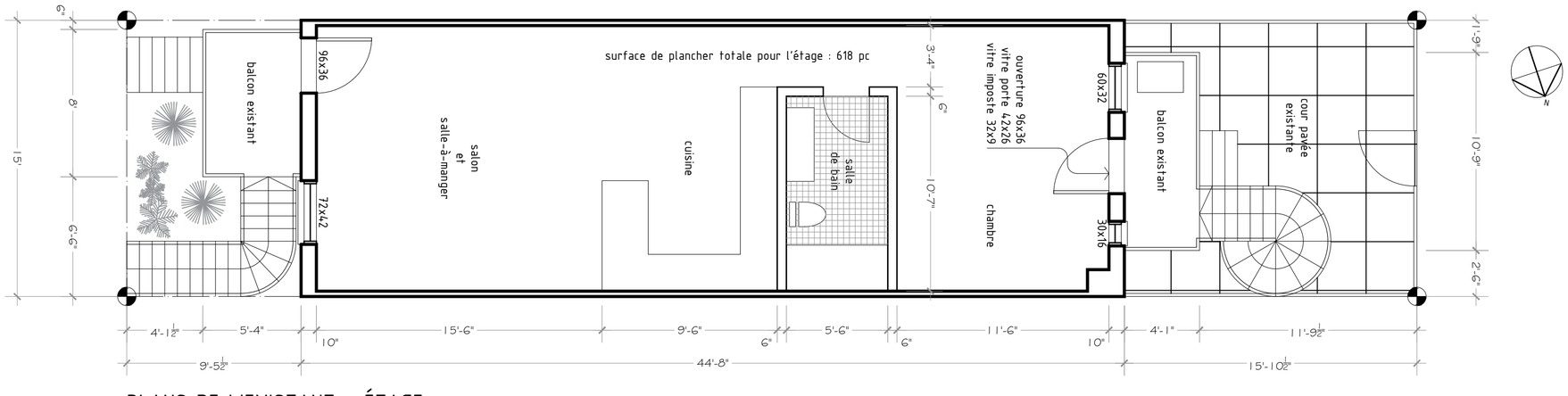
Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.



PLANS DE L'EXISTANT - SOUS-SOL



PLANS DE L'EXISTANT - REZ-DE-CHAUSSÉE



PLANS DE L'EXISTANT - ÉTAGE

Titre — PLANS DE L'EXISTANT

Échelle — 3/16" = 1'-0"

Page — A-N1

FUSION DE LOGEMENT

7801-03 SAINT-DOMINIQUE, MONTRÉAL

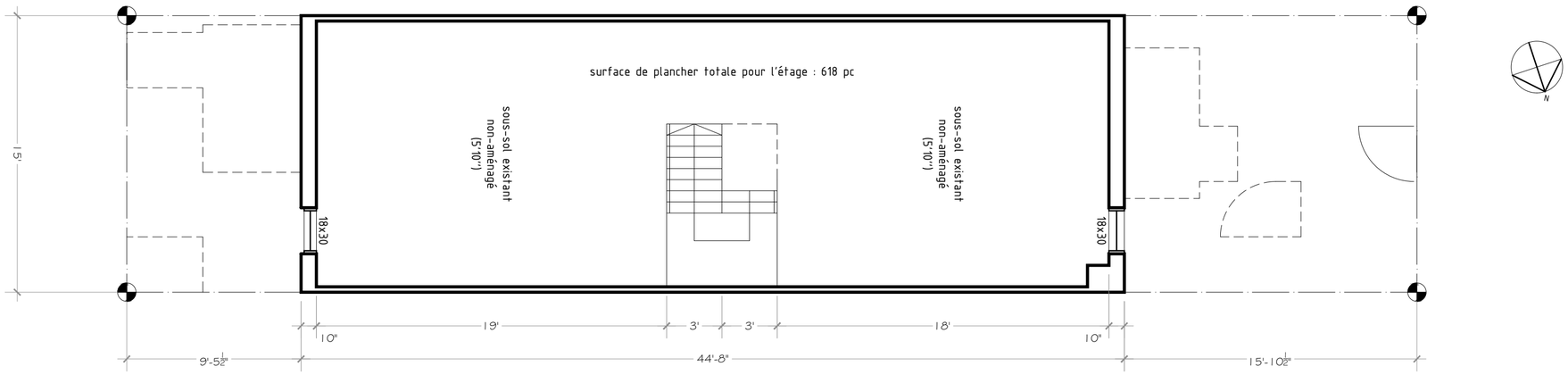
DESSINÉ PAR

DOMINIQUE PONCELET
7727 FOUCHER, MONTRÉAL
T : 438.777.6852

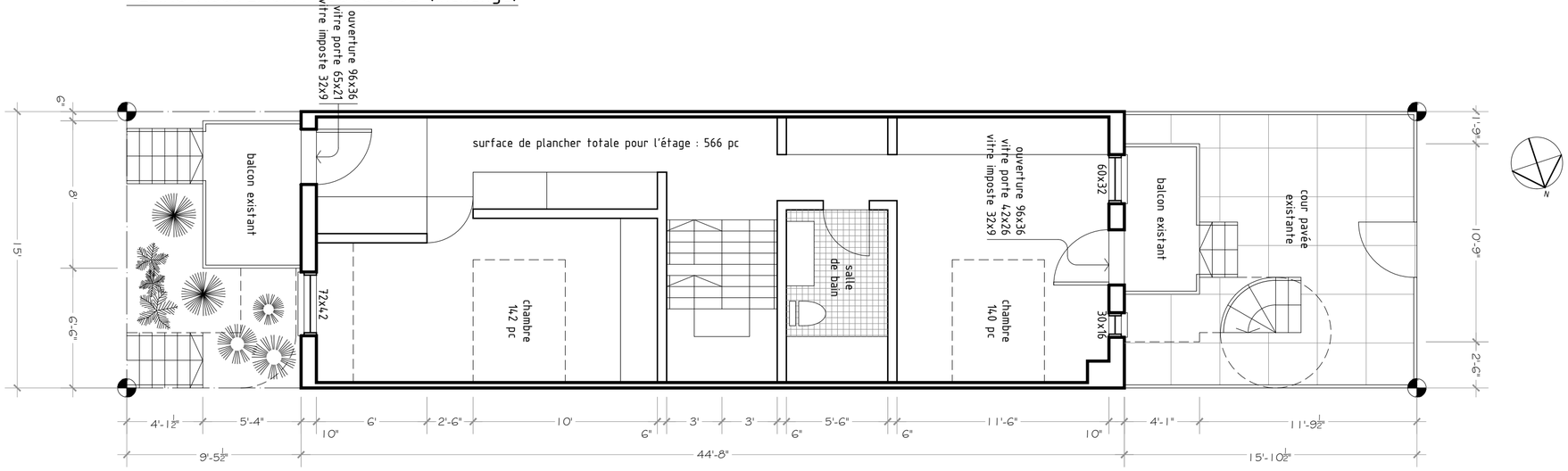
Émissions

01	Dépôt (avis préliminaire)	2025.01.07
02	Aménagement extérieur	2025.01.08
03	Dépôt (usage conditionnel)	2025.02.22

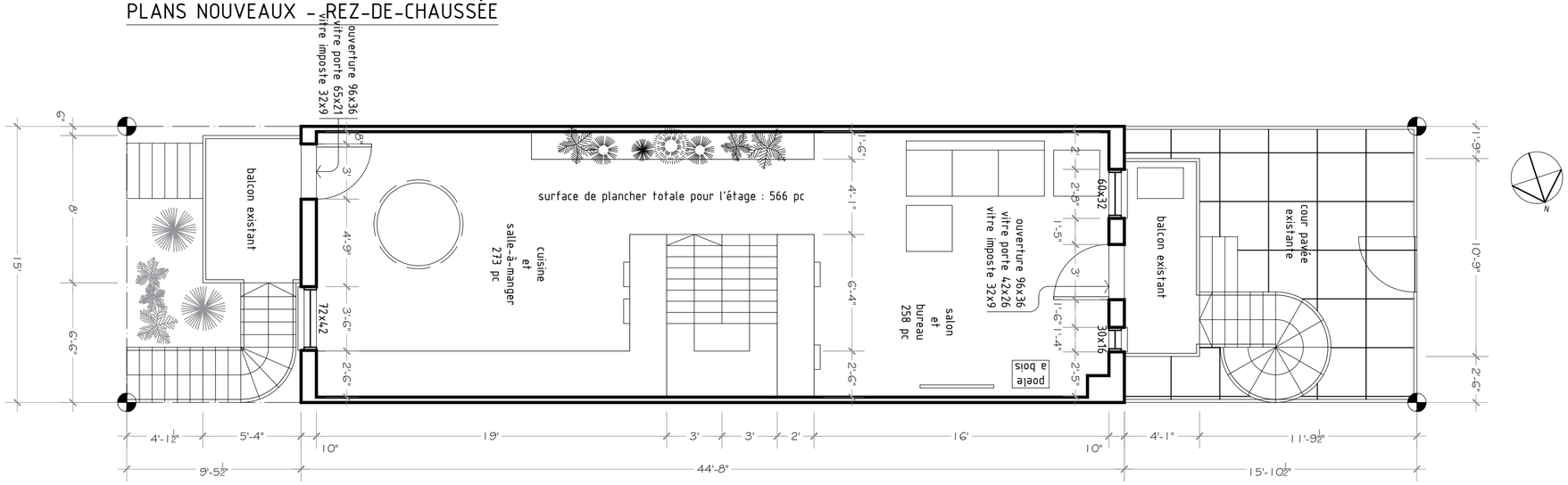
Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.



PLANS NOUVEAUX - SOUS-SOL (inchangé)



PLANS NOUVEAUX - REZ-DE-CHAUSSÉE

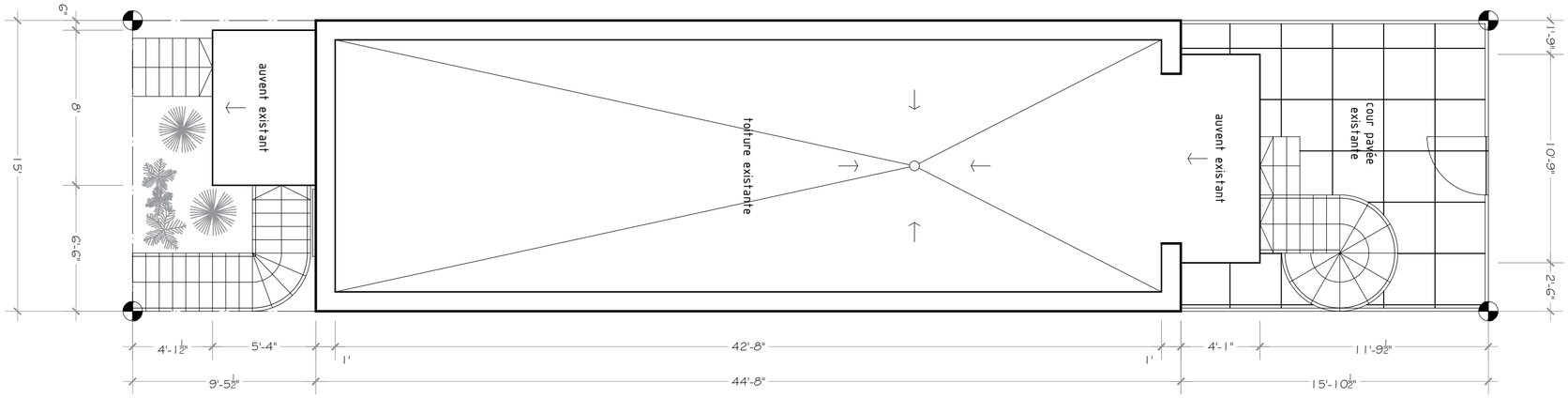


PLANS NOUVEAUX - ÉTAGE

TITRE — PLANS NOUVEAUX

ÉCHELLE — 3/16" = 1'-0"

PAGE — A-N2



IMPLANTATION EXISTANTE (INCHANGÉE)

FUSION DE LOGEMENT

7801-03 Saint-Dominique, Montréal

Dessiné par

Dominique Poncelet
7727 Foucher, Montréal
T : 438.777.6852

Émissions

01	Dépôt (avis préliminaire)	2025.01.07
02	Aménagement extérieur	2025.01.08
03	Dépôt (usage conditionnel)	2025.02.22

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

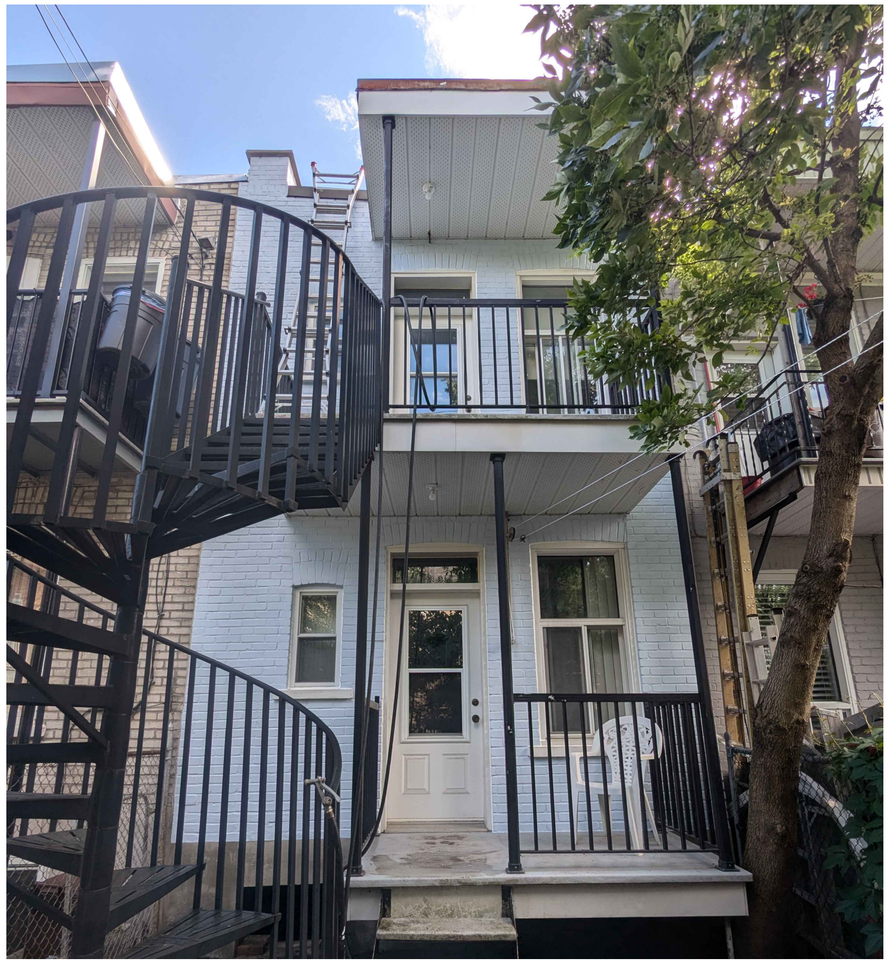
Titre — IMPLANTATION

Échelle — 3/16" = 1'-0"

Page — A-N3



FAÇADE SUR RUE (inchangée)



FAÇADE SUR RUELLE (inchangée)

ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA FUSION MALGRÉ LA PÉNURIE DE LOGEMENTS

- façade étroite (15') et logements de petites tailles (3 1/2)
- nombre de chambres conservé (2 en tout)
- logement du haut inoccupé depuis 20 ans
- logement du bas inoccupé depuis 2 ans (l'ancien propriétaire est sous tutelle de Québec qui a procédé récemment à la vente de sa propriété)
- façades inchangées et réorganisation intérieure réversible
- pourra loger une famille

ESTIMATION		
(travaux principalement en autoconstruction)		
PHASES		COÛT
Conception		auto
Démolition		auto
Escalier (matériel)		1 500 $
Cloisonnement (matériel)		1 000 $
Plomberie		1 500 $
Électricité		3 000 $
Ragréage plancher (matériel)		500 $
Cuisine (matériel)		6 000 $
TOTAL AVANT TAXES		13 500 $
TOTAL APRÈS TAXES		15 525 $

FUSION DE LOGEMENT

7801-03 Saint-Dominique, Montréal

Dessiné par

Dominique Poncelet
7727 Foucher, Montréal
T : 438.777.6852

Émissions

01	Dépôt (avis préliminaire)	2025.01.07
02	Aménagement extérieur	2025.01.08
03	Dépôt (usage conditionnel)	2025.02.22

Les dimensions sur les plans sont approximatives. En ce sens, l'entrepreneur doit prendre et vérifier toutes les dimensions nécessaires au chantier et aviser le concepteur de toute anomalie avant le début des travaux.

Titre — FAÇADES, ARGUMENTAIRE ET ESTIMATION

Échelle — nil

Page — A-N4

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : H02-082**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.2	H.3					
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/9	0/9					
En étage	min/max	2/2	2/2					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/65	35/65					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2,5/4	2,5/4					
Avant secondaire	min/max (m)	0/3	0/3					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40	10/40					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80	80					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	-
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19)
01-283-116 (2023-04-04)
01-283-119 (2024-09-03)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

5° l'aménagement du café-terrasse tient compte de l'accessibilité universelle;

6° l'emplacement, la capacité et les dimensions du café-terrasse sont adaptés au milieu d'insertion et permettent d'assurer la quiétude du milieu.

RCA18-14001-2, a. 1 (2023)

SECTION 12 : RÉDUCTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS EN ZONE RÉSIDENTIELLE

31.16. ZONES D'APPLICATION

Les dispositions de la présente section s'appliquent dans les zones où un usage de la famille habitation est autorisé.

31.17. USAGE CONDITIONNEL POUVANT ÊTRE AUTORISÉ

Malgré l'article 133 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) et le nombre minimal de logements prescrits, la réduction d'un seul logement du nombre de logements d'un bâtiment peut être autorisée comme usage conditionnel si les conditions suivantes sont respectées :

1° la demande ne vise pas à remplacer un logement ou une partie de celui-ci par un usage autre que résidentiel;

2° la demande vise un bâtiment dans lequel le nombre de logements n'a pas déjà été réduit au cours des 30 dernières années;

3° lorsque la demande vise l'exercice de l'usage de la catégorie d'usages H.1, la superficie de plancher de cet usage ne dépasse pas 250 m².

31.18. CRITÈRES D'ÉVALUATION APPLICABLES

L'évaluation d'une demande d'autorisation d'un usage conditionnel visé à la présente section doit être faite en considérant les critères suivants :

1° dans le cas d'un bâtiment ayant déjà subi une augmentation du nombre de logements, la contribution de l'usage projeté au retour à la typologie architecturale d'origine du bâtiment;

2° les avantages de la proposition de réduction d'un logement par rapport au nombre de logements existants dans le bâtiment, en regard notamment de contraintes physiques du bâtiment ou du terrain telles que ses dimensions ou sa configuration;

3° la qualité d'intégration de l'usage projeté au milieu d'insertion, en considérant les caractéristiques, l'apparence et la localisation des accès au bâtiment ainsi que l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs;

4° la réversibilité des modifications apportées au bâtiment de manière à ce qu'il puisse éventuellement retrouver son usage d'origine, le cas échéant;

5° les impacts de l'usage projeté sur la qualité de vie de l'ensemble des occupants du bâtiment, notamment en regard de la superficie des logements, de la qualité des espaces de vie extérieurs ainsi que de l'éclairage et de la ventilation naturels des logements.

RCA18-14001-4, a. 1 (2024)

CHAPITRE 4
DISPOSITION PÉNALE

32. INFRACTION

Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction en contravention à l'une des dispositions du présent règlement ou d'une résolution du conseil adoptée en vertu du présent règlement commet une infraction et est passible de l'amende prévue à l'article 674 du règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.25

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1259533003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 8153-57, avenue des Belges, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

d'autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 8153-57, avenue des Belges, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001), à la condition suivante :

- que la demande de permis de transformation en lien avec la présente autorisation soit déposée dans un délai de 12 mois suivant l'adoption de la résolution.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2025-04-23 13:57

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1259533003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 8153-57, avenue des Belges, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande est déposée visant l'autorisation de l'usage conditionnel pour la réduction d'un logement afin de réunir 2 logements dans un bâtiment comportant 3 logements et situé aux 8153-57, avenue des Belges.
En vertu du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA18-14001), l'usage conditionnel visant la réduction d'un logement peut être autorisé dans un secteur où les usages résidentiels sont autorisés. La demande doit être soumise au comité consultatif d'urbanisme pour examen en fonction des critères énoncés à l'article 31.18 de ce règlement et, par la suite, au conseil d'arrondissement pour autorisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Réglementation applicable

- Règlement de zonage 01-283, zone H02-070:
- Usages : H.2 à H.3
- Hauteur : 2 étages, 9m
- Taux d'implantation : min 35 % : max 60 %
- Mode d'implantation : contigu
- Secteur patrimonial A
- Secteur de cuvette

Caractéristiques de la propriété et du milieu d'insertion
La propriété est située sur l'avenue des Belges entre les rues Mistral et Jarry dans le district de Villeray. C'est un secteur composé principalement de bâtiments résidentiels de 2 à 3 étages, comportant 2 à 3 logements et construits en contiguïtés par rapport aux habitations voisines. Le bâtiment visé par la demande est un triplex de 2 étages bâti en 1923 couvert de

briques. Un escalier extérieur menant au balcon du deuxième étage est implanté en façade avant. Le bâtiment occupe 56 % du lot et ce dernier possède des dimensions typiques du secteur, soit 7,54 mètres de largeur par 21,34 mètres de profondeur. Le logement du rez-de-chaussée est d'une superficie de 85,29 m^2 et ceux de l'étage de 41,38m^2. Le sous-sol n'est pas aménagé et il ne comprend pas de fenêtre. La propriété est située dans une zone de cuvette et les agrandissements en sous-sol seraient à éviter. L'ajout d'un étage n'est pas possible puisque le zonage n'autorise que 2 étages.

Description du projet
Les propriétaires de l'immeuble occupent le rez-de-chaussée et souhaitent fusionner le logement 8157 avec le 8155 qui est situé à l'étage. Les propriétaires invoquent la nécessité d'agrandir afin de bénéficier d'un espace suffisant pour les besoins d'une famille grandissante ainsi que d'adapter leur résidence aux exigences reliées à la réalité du télétravail. Le projet vise à réunir 2 logements afin d'aménager un logement sur 2 étages d'une superficie de 118,28 m^2 avec 4 chambres à coucher, une salle de séjour et des espaces de bureau. L'ajout d'un escalier et de nouvelles séparations pour les nouvelles chambres sont les principales modifications intérieures. Les entrées des équipements du logement de l'étage seront maintenues. En façade avant, les portes et fenêtres seront remplacées par les mêmes modèles que ceux du rez-de-chaussée. Les modèles sont conformes aux exigences de l'arrondissement pour le secteur patrimonial A. L'escalier extérieur, le balcon du deuxième étage et la porte extérieure seront conservés.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 31.18 du Règlement, le projet doit être soumis au comité consultatif d'urbanisme pour examen en fonction des critères suivants :

1. dans le cas d'un bâtiment ayant déjà subi une augmentation du nombre de logements, la contribution de l'usage projeté au retour à la typologie architecturale d'origine du bâtiment;
2. les avantages de la proposition de réduction d'un logement par rapport au nombre de logements existants dans le bâtiment, en regard notamment de contraintes physiques du bâtiment ou du terrain telles que ses dimensions ou sa configuration;
3. la qualité d'intégration de l'usage projeté au milieu d'insertion, en considérant les caractéristiques, l'apparence et la localisation des accès au bâtiment ainsi que l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs;
4. la réversibilité des modifications apportées au bâtiment de manière à ce qu'il puisse éventuellement retrouver son usage d'origine, le cas échéant;
5. les impacts de l'usage projeté sur la qualité de vie de l'ensemble des occupants du bâtiment, notamment en regard de la superficie des logements, de l'accessibilité universelle et de l'adaptabilité des logements, de la qualité des espaces de vie extérieurs ainsi que de l'éclairage et de la ventilation naturels des logements.

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- les caractéristiques du bâtiment et les contraintes réglementaires permettent très peu de possibilités d'agrandissement;
- l'usage projeté s'intègre adéquatement au milieu d'insertion, puisque les modifications en façade bonifient la qualité architecturale du bâtiment;
- les modifications apportées au nombre de logements sont réversibles dans la mesure où l'escalier extérieur, le balcon et la porte du 2^{e} étage sont conservés;
- les travaux projetés permettent l'aménagement d'un logement de taille adéquate pour répondre aux besoins d'une famille.

Toutefois, la Direction est d'avis que la condition suivante devrait être respectée dans le cadre de l'exercice de l'usage conditionnel visé :

- que la demande de permis de transformation en lien avec la présente autorisation soit déposée dans un délai de 12 mois suivant l'adoption de la résolution.

À leur séance du 9 avril 2025, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable au projet, et ce, à l'unanimité pour les raisons suivantes :

- La préservation d'un des deux logements de l'étage dans un secteur à proximité du métro;
- Les contraintes réglementaires et la volumétrie du bâtiment limitent la possibilité d'agrandissement du logement principal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande d'usage conditionnel : 3 130 $.

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier décisionnel, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s'appliquent pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Parution d'un avis public sur le site Internet de l'arrondissement et affichage sur la propriété visée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-16

Geneviève BOUCHER
Cheffe de division - urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-951-2464
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259533003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé aux 8153-57, avenue des Belges, et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

Normes réglementaires.pdf Plans - 2025-03-12.pdf UC - Conditions et critères.pdf

Lettre explicative.pdf CCU_PV_2025-04-09.pdf



Localisation du site.PNG

RESPONSABLE DU DOSSIER

Keven ST-PIERRE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 812-9952
Télécop. :

6.11 UC : 8157, ave. des Belges	
Présenté par	**Invités**
Keven St-Pierre Conseiller en aménagement	Aucun

Objet

Autoriser un usage conditionnel dans le bâtiment situé au 8153-57, avenue des Belges et ce, en vertu de l'article 31.17 du Règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement (RCA18-14001).

Commentaires

Les commentaires ont porté sur:

- l'avantage de la proposition en préservant un logement supplémentaire;
- la disposition intérieure en pièce double qui restreint l'ajout de chambre au rez-de-chaussée,
- l'agrandissement vers l'arrière qui serait un gain marginal pour le logement;
- le logement créé qui sera adapté pour une famille tout en gardant un 2e logement
- les contraintes de la propriété pour agrandir;
- l'équilibre intéressant avec l'agrandissement de l'espace de vie pour famille et la préservation d'un logement;
- la présence d'un locataire dans le logement à retirer;
- la proximité du métro et la limitation à 2 étages au niveau du zonage.

CCU25-04-09-UC02	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le Règlement sur les usages conditionnels (RCA18-14001);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, car ils sont d'avis que celle-ci rencontre les critères d'évaluation d'une demande d'usage conditionnel, particulièrement en ce qui concerne les critères 2 et 4 pour les raisons suivantes :

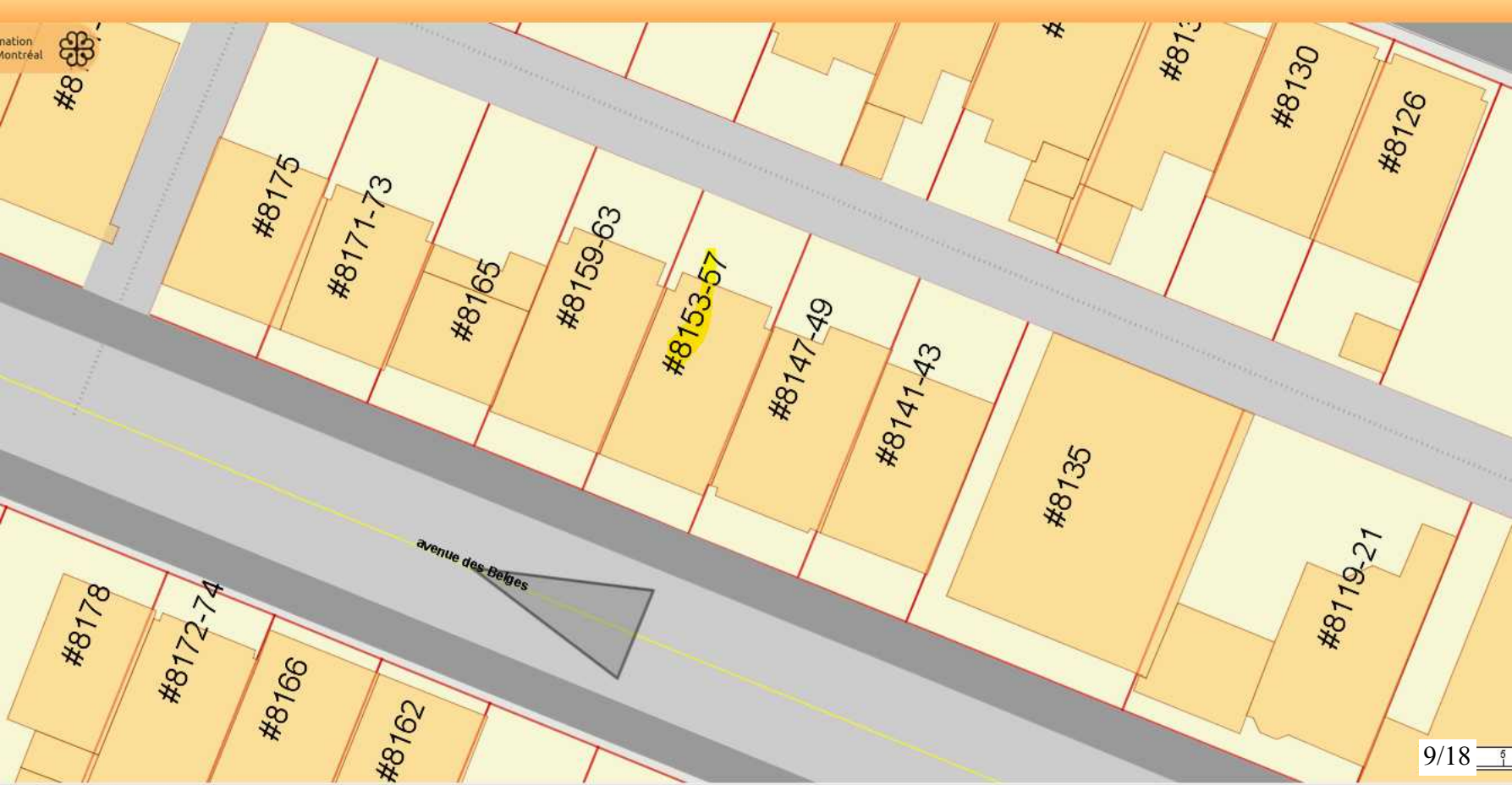
- la préservation d'un des deux logements de l'étage dans un secteur à proximité du métro;
- les contraintes réglementaires et la volumétrie du bâtiment qui limitent la possibilité d'agrandissement du logement principal.

Toutefois, ils recommandent la condition suivante :

- que la demande de permis de transformation en lien avec la présente autorisation soit déposée dans un délai de 12 mois suivant l'adoption de la résolution.

Il est proposé par Galo Reinoso

appuyé par Bruno Morin
ADOPTÉ à l’unanimité.


#8175
#8171-73
#8165
#8159-63
#8153-57
#8147-49
#8141-43
#8135
#8130
#8126
#8178
#8172-74
#8166
#8162
#8119-21
avenue des Belges

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : H02-044**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.2	H.3					
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

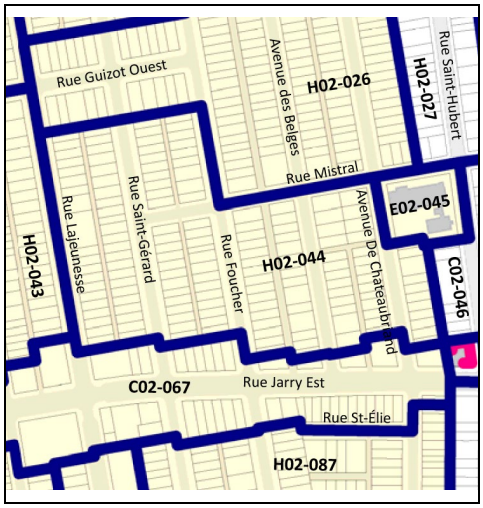
CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/9	0/9					
En étage	min/max	2/2	2/2					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/65	35/65					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2,5/4,5	2,5/4,5					
Avant secondaire	min/max (m)	0/3	0/3					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40 (i)	10/40 (i)					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80 (i)	80 (i)					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	A						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières (i) Ces normes peuvent être plus restrictives pour les interventions assujetties au Chapitre VIII du Titre II intitulé « Secteurs et immeubles d'intérêt patrimonial et bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur ».	
Enseignes	
Catégorie d'affichage	A-0
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	2
PAE	-

CARTE DE LA ZONE



MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19)
01-283-116 (2023-04-04)
01-283-119 (2024-09-03)

***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

RÉAMAGEMENT INTÉRIEUR

Gwenaelle Reyt et Marc-Oliver Levesque

8157 AV. DES BELGES, MONTRÉAL, (QC) H2P 2A8 - TRIPLEX DANS ARRONDISSEMENT VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION

DESCRIPTION DU PROJET

AGRANDISSEMENT DU LOGEMENT SITUÉ AU 8157 AVENUE DES BELGES PAR LA REPRISE D'UN DES LOGEMENTS SITUÉS À L'ÉTAGE SUPÉRIEUR : LE 8155 AVENUE DES BELGES.

AUCUN IMPACT PROJETÉ SUR LE VOISINAGE.

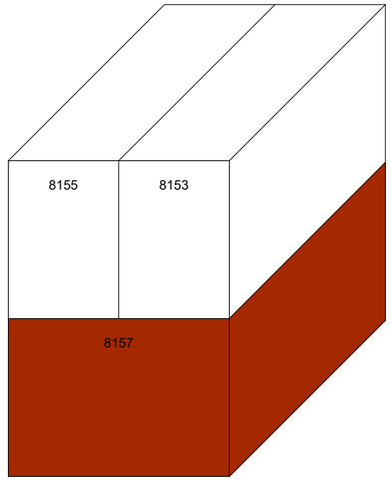
LISTE DES PAGES:

1/5 PAGE TITRE
2/5 CONDITIONS GÉNÉRALES ET NOTES DE CONCEPTION
3/5 PLANS DE DÉMOLITION
4/5 PLANS DE CONSTRUCTION
5/5 ÉLÉVATIONS

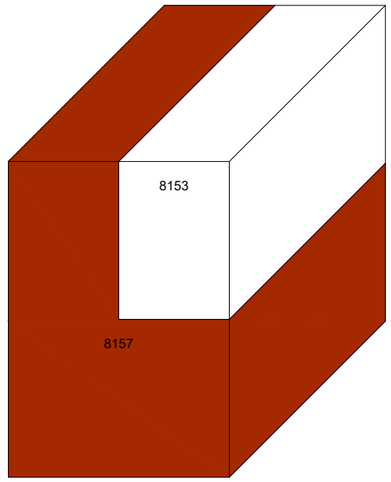
PORTÉE DES TRAVAUX (NON-LIMITATIVE) :

IMPORTANT : TOUS LES TRAVAUX DOIVENT PERMETTRE LA RÉVERSIBILITÉ DE L'ADRESSE #8155 EN LOGEMENT DISTINC.

- AGRANDISSEMENT DU LOGEMENT #8157
- AJOUT D'UN ESCALIER INTÉRIEUR
- RETRAIT DU LOGEMENT #8155
- RÉAMÉNAGEMENT INTÉRIEUR
- REMPLACEMENT DES OUVERTURES À L'ÉTAGE



EXISTANT



PROPOSÉ



PLAN MAISON
QUÉBEC
1-888-746-8466
85, rue Saint-Louis, Québec
info@planmaisonquebec.com

Projet	RÉAMÉNAGEMENT INTÉRIEUR
Site	8157 AV. DES BELGES, MONTRÉAL, (QC) H2P 2A8
Client	GWENAELLE REYT ET MARC-OLIVIER LEVESQUE
Dossier no	24-0036

A: Numéro du détail
B: Numéro de la feuille demandant le détail
C: Numéro de la feuille ou apparaît le détail

Note de droits d'auteur:
Les dessins sont la propriété de Plan Maison Québec et ne peuvent servir qu'au présent ouvrage. Aucune reproduction autorisée sans l'accord du concepteur.

Note
L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les mesures de ce dessin. Toute erreur ou omission devra être signalée au professionnel concerné avant de procéder au travail. Aucune dimension ne devra être mesurée directement sur ce dessin.
Seuls les plans portant la mention "Pour construction" à la case "Étape" seront valides sur le chantier.

Révision	Par	A M J

Titre	PAGE TITRE
Échelle	INDIQUÉE
Date	2024-11-20
Étape	PERMIS
Conçu et dessiné par	CACILIE B.
Vérifié par	-
Sceau	1/5

CONDITIONS GÉNÉRALES:

1. CES PLANS DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DU CONCEPTEUR. TOUTE UTILISATION À D'AUTRES FINS QUE POUR LE PROJET MENTIONNÉ EN TITRE, EN PARTIE OU EN TOTALITÉ, EST INTERDITE À MOINS D'UNE AUTORISATION ÉCRITE DU CONCEPTEUR.

2. LES INDICATIONS ET MESURES SONT SCHÉMATIQUES. LES COTES PRIMENT SUR LES DIMENSIONS À L'ÉCHELLE. AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR EST TENU DE SE FAMILIARISER AVEC LES LIEUX, AINSI QUE DE PRENDRE ET DE VÉRIFIER TOUTES LES COTES ET LES INDICATION DES PLANS ET DEVIS SUR PLACE. SIGNALER AU CONCEPTEUR TOUTE DIVERGEANCE, OMMISSION ET ERREUR, ET OBTENIR LES DIRECTIVES AU BESOIN.

3. L'ENTREPRENEUR DEVRA EXÉCUTER LES TRAVAUX CONFORMÉMENT AU CODE NATIONAL DU BÂTIMENT ET TOUS AUTRES CODES, NORMES ET RÈGLEMENTS EN VIGUEUR, AINSI QUE SELON LES EXIGENCES DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ ET LES RECOMMANDATIONS DES FABRIQUANTS.

4. IL EST DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR DE FOURNIR À SES SOUS-TRAITANTS TOUTES LES INFORMATIONS SUR L'ENSEMBLE DES TRAVAUX À EFFECTUER. LA DESCRIPTION DES TRAVAUX N'EST PAS LIMITATIVES. L'ENTREPRENEUR DOIT REMETTRE AU CLIENT UN OUVRAGE COMPLET.

5. IL EST FORTEMENT RECOMMANDÉ D'EFFECTUER UN TEST SUR LA CAPACITÉ PORTANTE DU SOL DU SITE DE CONSTRUCTION DE MANIÈRE À VALIDER AUPRÈS D'UN INGÉNIEUR LE TYPE DE FONDATIONS REQUISES.

6. LA STRUCTURE (FONDATIONS, POUTRES, COLONNES, CLOISONS PORTANTES, POUTRELLES ET FERMES DE TOITURE, INCLUANT CELLE DES CONSTRUCTIONS CONNEXES AU BÂTIMENT TELLES QUE LES BALCONS, ABRI D'AUTO, ETC.) DEVRA ÊTRE VALIDÉ PAR UN INGÉNIEUR OU LE MANUFACTURIER DES ÉLÉMENTS DE STRUCTURES MANDATÉ PAR L'ENTREPRENEUR. TOUT CHANGEMENT SIGNIFICATIF DEVRA ÊTRE SIGNALÉE AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX AU CONCEPTEUR. AINSI, LES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX DESSINÉS AUX PLANS SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT.

7. TOUS LES TRAVAUX DE PLOMBERIE, D'ÉLECTRICITÉ ET DE MÉCANIQUE (VENTILATION, CHAUFFAGE, CLIMATIASTION) DEVRONT ÊTRE RÉALISÉS CONFORMÉMENT AU CODE EN VIGUEUR. TOUTE INFORMATION INDIQUÉE AU PLAN RELATIVEMENT À CES ÉLÉMENTS EST À TITRE INDICATIF SEULEMENT ET DOIT ÊTRE APPROUVÉ PAR LEUR SPÉCIALISTE RESPECTIF.

8. DANS LE CAS D'UN AGRANDISSEMENT, L'ENTREPRENEUR DEVRA S'ASSURER QUE LES RÉSEAUX DE PLOMBERIE, D'ÉLECTRICITÉ ET DE MÉCANIQUE ACTUELS SONT APTES À ACCEUILLIR LES NOUVEAUX RÉSEAUX REQUIS.

9. L'ENTREPRENEUR DEVRA RESPECTER LES PLANS TEL QU'INDIQUÉS. LE CAS ÉCHÉCHANT, LE CONCEPTEUR SE DÉGAGE DE TOUTE RESPONSABILITÉ CONCERNANT LA RÉALISATION DU PROJET.

10. SAUF INDICATION CONTRAIRE, PRÉFÉRER L'UTILISATION DES PRODUITS D'UN SEUL FABRIQUANT POUR UN MATÉRIAU OU UN ÉQUIPEMENT DE MÊME TYPE OU DE MÊME CLASSE POUR ÉVITER LES INCOMPATIBILITÉS ET L'ANNULATION DES GARANTIS DES FABRIQUANTS.

11. DANS UNE MÊME LIGNE D'IDÉES, S'ASSURER DE LA COMPATIBILITÉS DES MATÉRIAUX AVANT LEURS INSTALLATIONS OU LEURS APPLICATIONS. S'ASSURER QUE LES MATÉRIAUX SUSCEPTIBLES DE PRODUIRE DES RÉACTIONS CHIMIQUES OU ÉLECTROLYTIQUES SONT CONVENABLEMENT SÉPARÉS LES UNS DES AUTRES PAR DES MATÉRIAUX ISOLANTS OU NEUTRALISANT ACCEPTABLES.

12. UTILISER DES ATTACHES, ANCRAGES ET CALES EN ACIER INOXYDABLES OU CONFORMES À UN USAGE EXTÉRIEUR POUR FIXER LES OUVRAGES EXTÉRIEURS.

13. L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉVOIR TOUT SOUFFLAGE OU SURÉPAISSEUR QUI S'AVÉRERONT NÉCESSAIRES POUR CACHER TOUTES LES COMPOSANTES DE SUTRCTURE, MÉCANIQUE (PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ, VENTILATION, ETC.) ET CE, MÊME S'ILS NE SONT PAS INDIQUÉS AUX PLANS. L'ENTREPRENEUR DOIT AVISER LE CONCEPTEUR AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.

14. L'ENTREPRENEUR DOIT PRÉVOIR TOUS LES FONDS DE CLOUAGE NÉCESSAIRES AVEC UN CONTREPLAQUÉ POUR TOUS MOBILIER INTÉGRÉ, BARRES D'APPUIS, SUPPORTS DE DOUCHE, ET TOUS LES AUTRES ACCESSOIRES NON MONTRÉS AUX PLANS. COORDONNER LEUR HAUTEUR AVEC LE CLIENT.

15. FOURNIR LES MATÉRIAUX DE RECHANGE UTILISABLES DANS UNE PROPORTION DE 5% DU NOMBRE TOTAL DE MATÉRIEL REQUIS POUR L'OUVRAGE, SI APPLICABLE:
    - PEINTURE (CONTENANTS NON-UTILISÉS DE CHAQUE COULEUR);
    - REVÊTEMENTS DE PLANCHER (VINYLE, CÉRAMIQUE, BOIS FRANC, ETC.);
    - PLINTHES ET MOULURES.

15. L'ENTREPRENEUR DOIT S'ASSURER AUPRÈS DU PROPRIÉTAIRE QUE LES PLANS RÉPONDENT ADÉQUOITEMENT AUX RÈGLEMENTS MUNICIPAUX OÙ AURA LIEU LES TRAVAUX ET DE S'ASSURER D'AVOIR UN PERMIS DE CONSTRUCTION ÉMIS PAR LA VILLE. DE SON CÔTÉ, LE PROPRIÉTAIRE A LA RESPONSABILITÉ DE VÉRIFIER LES NORMES AUPRÈS DE SA MUNICIPALITÉ. CELLES-CI VARIENT SELON LES RÉGIONS ET PEUVENT NÉCESSITER DES CHANGEMENTS AUX PLANS.

16. L'ENTREPRENEUR DEVRA COORDONNER AVEC LE CLIENT LES ZONES POSSIBLES D'ENTREPOSAGE DE MATÉRIAUX ET D'ÉQUIPEMENTS. LE CLIENT NE POURRA ÊTRE TENU RESPONSABLE DE TOUT VOL OU BRIS SUR LE CHANTIER. IL DEVRA ÉGALEMENT COORDONNER AVEC CE DERNIER LES COUPURES DE SERVICES NÉCESSAIRES À L'AVANCEMENT DU CHANTIER.

17. L'ENTREPRENEUR DOIT FOURNIR, INSTALLER ET ENTRETENIR TOUTES LES PROTECTIONS TEMPORAIRES SERVANT AU CONTRÔLE DES POUSSIÈRES, À LA SÉCURITÉS DES TRAVAILLEURS ET USAGERS AINSI QU'À LA DÉLIMITATION DU CHANTIER. IL DOIT ÉGALEMENT PRENDRE LES MESURES NÉCESSAIRES POUR ÉTANCHER LE BÂTIMENT À LA FIN DE CHAQUE JOURNÉE DE TRAVAIL.

18. FOURNIR, INSTALLER ET ENTRETENIR LE MATÉRIEL PROVISOIR DE LUTTE CONTRE L'INCENTIDE REQUIS DURANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.

19. PRÉVOIR UN NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER AINSI QU'UN NETTOYAGE COMPLET DES LIEUX ET DES ZONES AFFECTÉES PAR LES TRAVAUX, INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES, À LA FIN DES TRAVAUX, AFIN DE REMETTRE UN OUVRAGE COMPLET ET PROPRE.

20. LA COULEUR ET LE TYPE DES ÉLÉMENTS DE FINITION (REVÊTEMENTS, FENÊTRES, APPAREILS SANITAIRES ETC.) SONT AU CHOIX DU PROPRIÉTAIRE. L'ENTREPRENEUR A LA RESPONSABILITÉ DE COORDONNER CES ÉLÉMENTS AVEC CE DERNIER.

21. LE TERME "TYPE" DANS LES DOCUMENTS VEUT DIRE S'APPLIQUE À TOUS LES ENDROITS OÙ CETTE MÊME SITUATION SE PRÉSENTE, SAUF INDICATION CONTRAIRE.

NOTES DE CONCEPTION:

1. LES DIMENSIONS DES EMPATTEMENTS ET DES PILASTRES DE FONDATIONS SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT ET DOIVENT ÊTRE CALCULÉES SELON LA CAPACITÉ PORTANTE ET LA NATURE DU SOL PAR UN INGÉNIEUR.

2. LES MURS DE FONDATION DEVRONT AVOIR UN MINIMUM DE 4'-6" DE PROFONDEUR POUR ATTEINDRE LES DESSOUS DU NIVEAU DU GEL. CETTE DONNÉE PEUT VARIER SELON LES RÉGIONS.

3. LE DESSUS DE LA FONDATION DOIT SE TROUVER À UN MINIMUM DE 8" AU-DESSUS DU NIVEAU DU SOL DANS LE CAS D'UN REVÊTEMENT LÉGER, ET DE 6" DANS LE CAS D'UN REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE.

4. LES DRAINS DE FONDATIONS PÉRIMÉTRIQUES DEVRONT AVOIR UN DIAMÈTRE MINIMUM DE 4" ET ÊTRE ENROBÉS D'UNE MEMBRANE FILTRANTE. IL EST FORTEMENT RECOMMANDÉ QUE CES CONDUITS SOIENT RIGIDES ET DE PRÉVOIR DES REGARDS POUR LE NETTOYAGE FUTUR DE CEUX-CI.

5. PRÉVOIR UNE PENTE AU SOL DE MANIÈRE À ÉVITER L'ACCUMULATION DES EAUX DE SURFACES LE LONG DES FONDATIONS. L'ENTREPRENEUR DEVRA SE COORDONNER AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR LE NIVEAU FINAL DES AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS PRÉVUS PAR CE DERNIER.

6. LES MESURES DES PORTES ET DES FENÊTRES EXTÉRIEURES ILLUSTRÉES PEUVENT VARIER EN FONCTION DES STANDARDS DES MANUFACTURIERS CHOISIS PAR L'ENTREPRENEUR OU LE CLIENT. AFIN D'ALLÉGER LE PLAN, LE CONCEPTEUR INDIQUE TOUJOURS DES MESURES ARRONDIES POUR LES PORTES ET FENÊTRES. LES GRANDEURS RÉELLES PEUVENT DONC ÊTRE PLUS PETITES OU PLUS GRANDES SELON LE CAS.

7. LES FENÊTRES SERVANT DE SORTIE DE SECOURS DOIVENT ÊTRE CONFORMES À L'ARTICLE 9.9.10.1 DU C.C.Q. ET/OU LA NORME "EGRESS".

8. TOUTES LES FENÊTRES AYANT UN OUVRANT DONT LE BAS EST SITUÉ À MOINS DE 36" DU PLANCHER INTÉRUEUR ET À PLUS DE 71" DU SOL EXTÉRIEUR DOIVENT ÊTRE MUNIES D'UN DISPOSITIF LIMIANT L'OUVERTURE DE LA FENÊTRE À 4" MAXIMUM CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 9.8.8.1 DU C.C.Q. LORSQUE SITUÉ DANS UNE CHAMBRE, CE DISPOSITIF DOIT ÊTRE CONFORME À L'ARTICLE 9.9.10.1 DU C.C.Q.

9. FOURNIR ET INSTALLER DES VENTILATEURS DE TOIT DE TYPE "MAXIMUM" ET S'ASSURER DE SUIVRE LES RECOMMANDATIONS DU FABRIQUANT, EN RAISON D'UN VENTILATEUR POUR CHAQUE TRANCHE DE 1200 pi² DE SURFACE À VENTILER.

10. LA TRAPPE D'ACCÈS AU GRENIER DOIT AVOIR UNE DIMENSIONS D'AU MOINS 22 ½" x 30 ½".

11. S'ASSURER DE RESPECTER TOUTES LES NORMES ET CODES EN VIGUEUR POUR LES FOYERS ET LEUR CHEMINÉES, QU'ELLE SOIENT AU GAZ, AU BOIS, AUX GRANULES OU AUTRE.

12. AFIN DE CE CONFORMER À L'ARTICLE 9.10.19 DU C.C.Q., PRÉVOIR UN DÉTECTEUR DE FUMÉE RÉSIDENTIEL POUR CHAQUE PIÈCE COMMUNE (UN POUR CHAQUE ÉTAGE), AINSI QUE DANS CHAQUE CHAMBRE / BUREAU. UN DÉTECTEUR DE MONOXYDE DE CARBONE DOIT ÊTRE INSTALLÉ DANS TOUTE RÉDISENCE MUNI D'UN APPAREIL DE COMBUSTION (FOYER OU AUTRE) OU D'UN GARAGE ANNEXÉ À LA RÉSIDENCE.

13. UN ÉCHANGEUR D'AIR DEVRA ÊTRE INSTALLÉ POUR L'ENSEMBLE DU BÂTIMENT.

14. SI ELLE N'EST PAS MUNI D'UNE FENÊTRE, CHAQUE SALLE DE BAIN DU BÂTIMENT DOIT MINIMALEMENT AVOIR UN ÉVACUATEUR CONFORME À L'ARTICLE 9.32.1.2 DU C.C.Q. OU RACCORDÉ AU SYSTÈME DE VENTILATION DE LA RÉSIDENCE.

15. PRÉVOIR LA PROTECTION DES ISOLANTS EN MOUSSE PLASTIQUE PAR UN REVÊTEMENT DE FINITION TEL QU'EXIGÉ SELON LE C.C.Q.. DANS LE CAS D'ISOLANT DE POLYURÉTHANE SUR LES SOLIVES DE RIVES DES PLANCHERS, LA PROTECTION N'EST PAS REQUISE SI LE PLAFOND SOUS LES POUTRELLES EST FINI AVEC DES PANNEAUX DE GYPSE.

16. LES ESCALIERS DOIVENT ÊTRE CONFORMES À LA SECTION 9.8 DU C.C.Q.

17. LES GARDE-CORPS ET LA HAUTEUR DE CEUX-CI DOIVENT ÊTRE CONFORMES À L'ARTICLE 9.8.8.5 DU C.C.Q. ET NE PAS PERMETTRE NI L'ESCALADE NI LE PASSAGE D'UN OBJET SPHÉRIQUE DE 4" DE DIAMÈTRE.

Projet

RÉAMÉNAGEMENT INTÉRIEUR

Site
8157 AV. DES BELGES,
MONTRÉAL, (QC) H2P 2A8

Client
GWENAELLE REYT ET
MARC-OLIVIER LEVESQUE

Dossier no 24-0036

PLAN MAISON
– QUÉBEC –

1-888-746-8466
85, rue Saint-Louis, Québec
info@planmaisonquebec.com

A: Numéro du détail
B: Numéro de la feuille demandant le détail
C: Numéro de la feuille ou apparaît le détail

Note de droits d'auteur:
Les dessins sont la propriété de Plan Maison Québec et ne peuvent servir qu'au présent ouvrage. Aucune reproduction autorisée sans l'accord du concepteur.

Note
L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les mesures de ce dessin. Toute erreur ou omission devra être signalée au professionnel concerné avant de procéder au travail. Aucune dimension ne devra être mesurée directement sur ce dessin.
Seuls les plans portant la mention "Pour construction" à la case "Étape" seront valides sur le chantier.

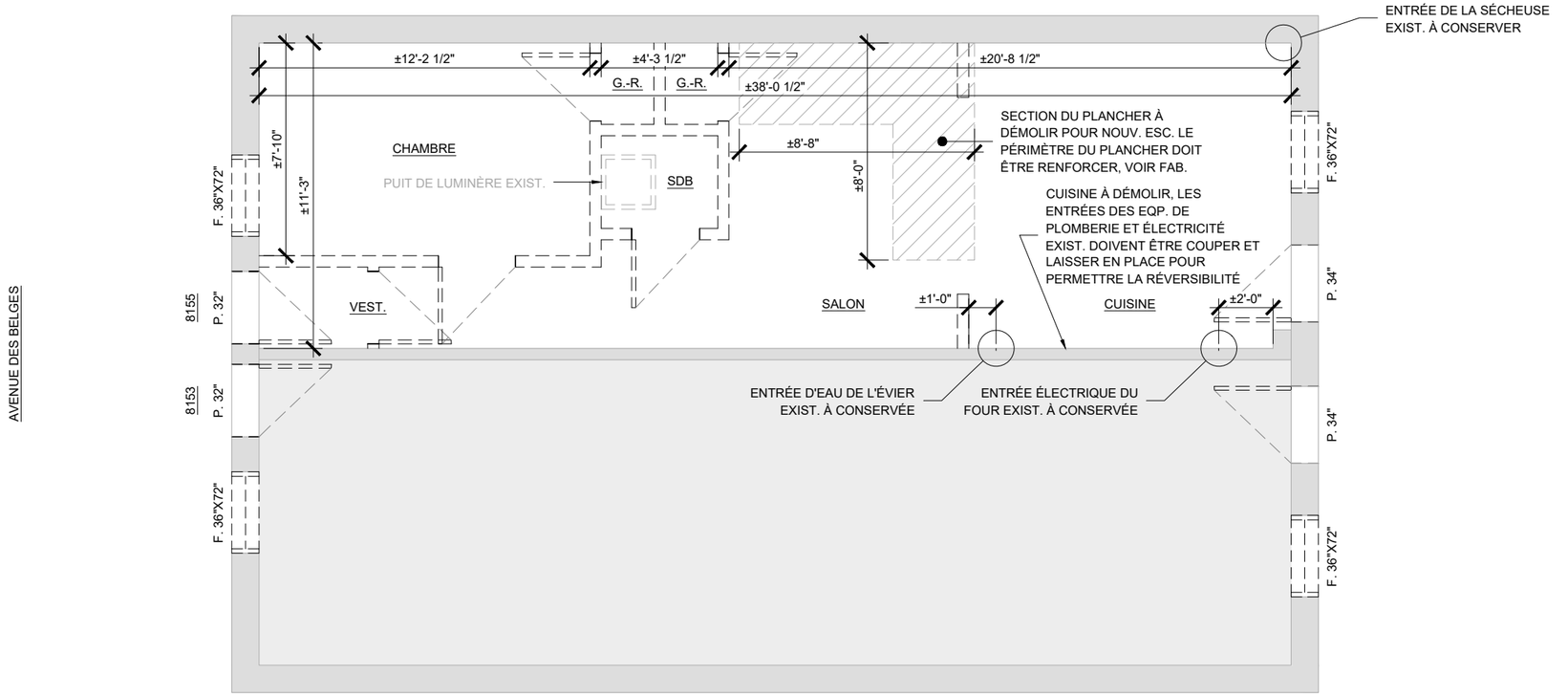
Révision	Par	A	M	J

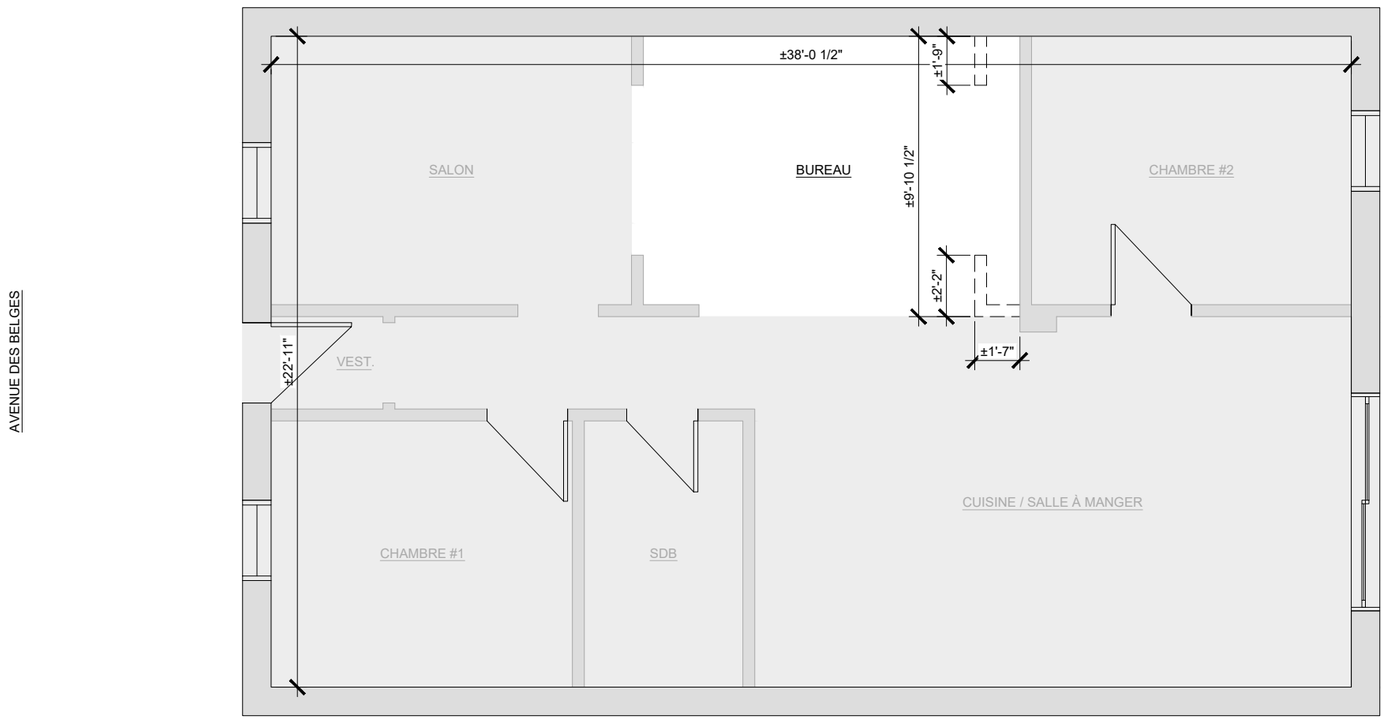
Titre: CONDITIONS GÉNÉRALES ET NOTES DE CONCEPTION

Échelle	INDIQUÉE
Date	2024-11-20
Étape	PERMIS
Conçu et dessiné par	CACILIE B.
Vérifié par	-

Sceau

2
5





NOTES GÉNÉRALES :

IMPORTANT : TOUS LES TRAVAUX DOIVENT PERMETTRE LA RÉVERSIBILITÉ DU LOGEMENT #8155.

IMPORTANT : AUCUN TRAVAUX INCLU DANS CE MANDAT N'AFFECTE L'INTÉGRITÉ DES MURS MITOYENS.

IMPORTANT : AUCUN TRAVAUX INCLU DANS CE MANDAT N'AFFECTE L'INTÉGRITÉ DE LA STRUCTURE. AUCUNE POUTRE / AUCUN MUR PORTEUR N'EST RETIRÉS / MODIFIÉ.

- L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'INSTALLATION TEMPORAIRE POUR LE SOUTAINEMENT DE LA STRUCTURE.
- L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE L'ÉVACUATION DES DÉCHETS.

LOGEMENT #8153

- AUCUN TRAVAUX INCLU DANS CE MANDAT POUR L'INTÉRIEUR DU LOGEMENT.

LOGEMENT #8155

- L'ENSEMBLE DU LOGEMENT EST À DÉMOLIR. TOUTES LES REVÊTEMENTS INTÉRIEURS DOIVENT ÊTRE RETIRÉS.
- L'ENSEMBLE DU GYPSE EXIST. (MURS EXT. + PLAFOND) DOIT ÊTRE RETIRER ET REMPLACER.
- LES ENTRÉES DES EQP. DE PLOMBERIE ET ÉLECTRICITÉ RETIRER DOIVENT ÊTRE COUPER ET LAISSER EN PLACE POUR PERMETTRE LA RÉVERSIBILITÉ.

LOGEMENT #8157

- AJOUT D'UN ESCALIER.

EXTÉRIEUR

- RETIRER ET REMPLACER LES FENÊTRES EXIST. DE L'ÉTAGE (4 FENÊTRES ET 4 PORTES). TOUTES LES MESURES SONT À VÉRIFIER PAR L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL.

Projet

RÉAMÉNAGEMENT INTÉRIEUR

Site

8157 AV. DES BELGES,
MONTRÉAL, (QC) H2P 2A8

Client

GWENAELLE REYT ET
MARC-OLIVIER LEVESQUE

Dossier no 24-0036

PLAN MAISON
– QUÉBEC –

1-888-746-8466
85, rue Saint-Louis, Québec
info@planmaisonquebec.com

A: Numéro du détail
B: Numéro de la feuille demandant le détail
C: Numéro de la feuille ou apparaît le détail

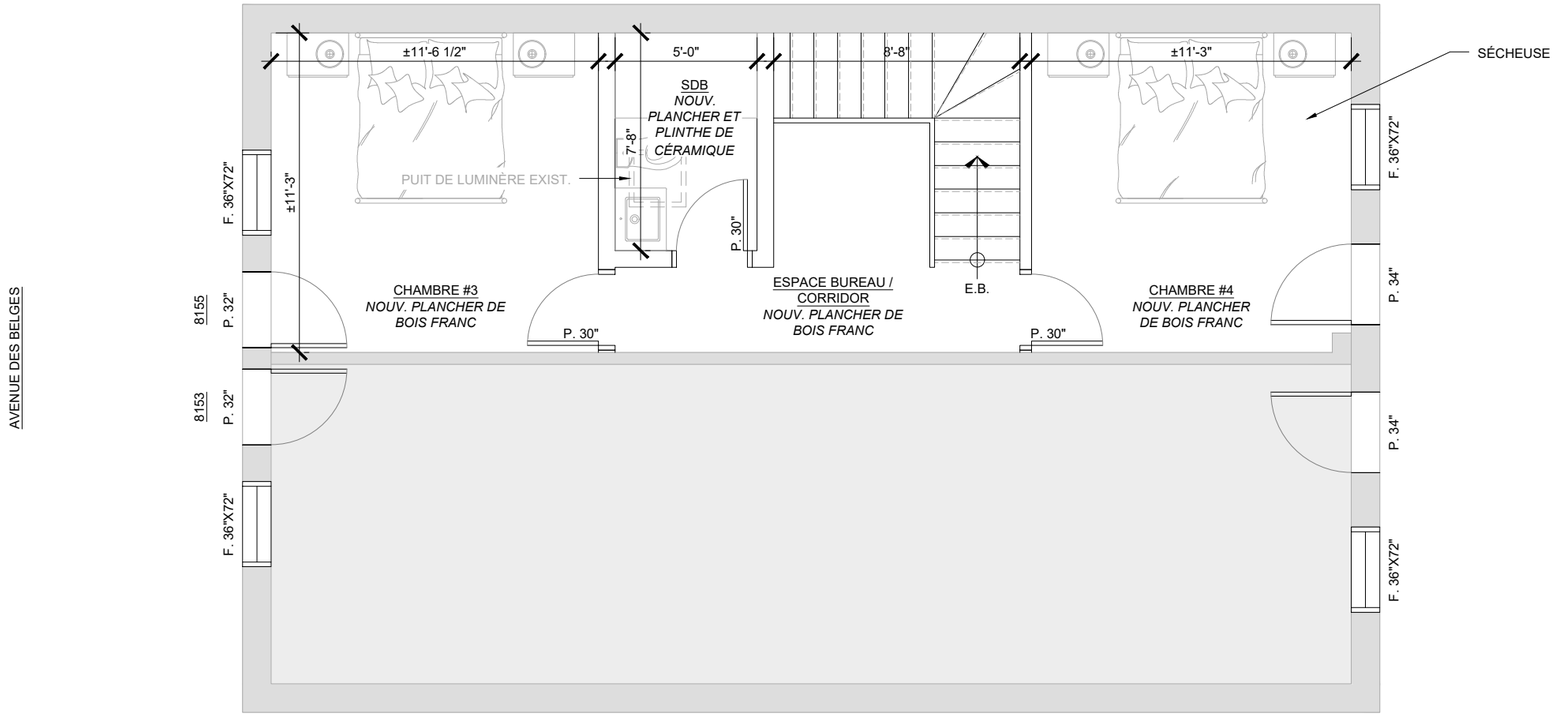
Note de droits d'auteur:
Les dessins sont la propriété de Plan Maison Québec et ne peuvent servir qu'au présent ouvrage. Aucune reproduction autorisée sans l'accord du concepteur.

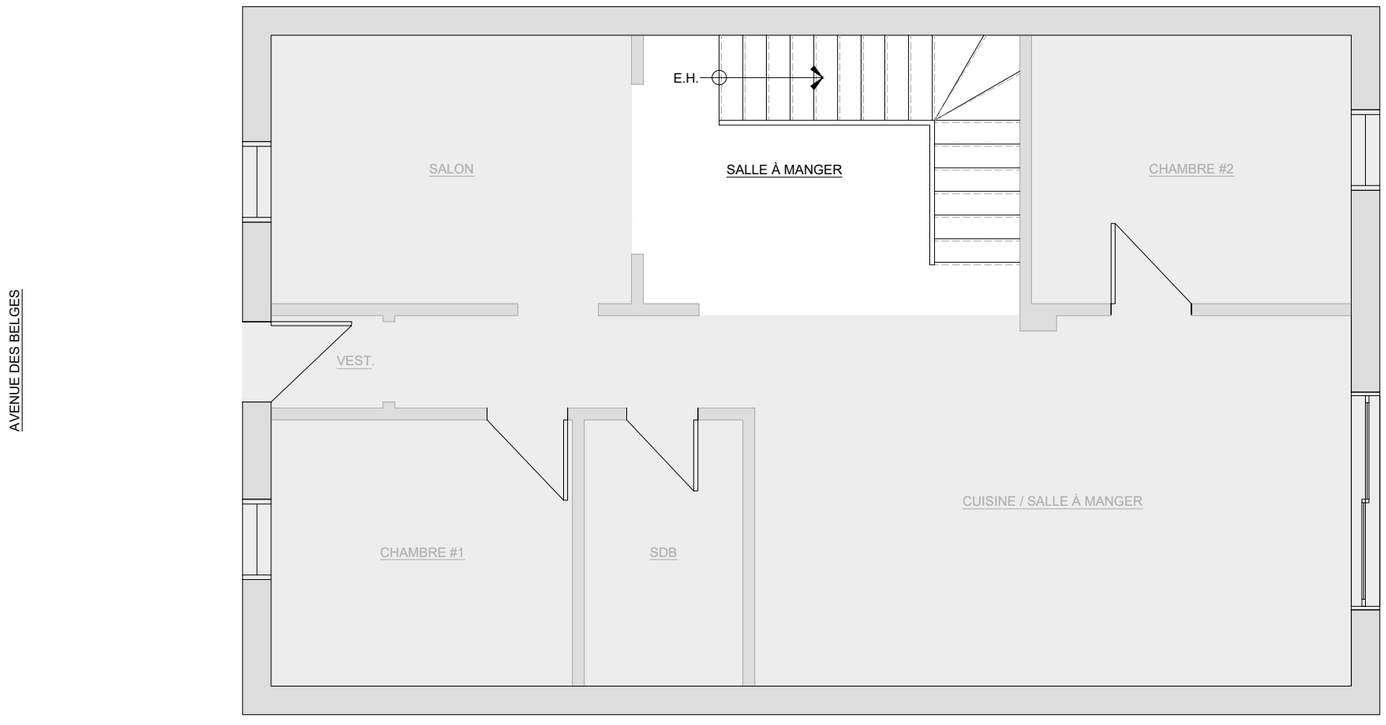
Note
L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les mesures de ce dessin. Toute erreur ou omission devra être signalée au professionnel concerné avant de procéder au travail. Aucune dimension ne devra être mesurée directement sur ce dessin.
Seuls les plans portant la mention "Pour construction" à la case "Étape" seront valides sur le chantier.

Révision	Par	A	M	J

Titre: PLANS DE DÉMOLITION

Échelle	3/16" = 1'-0"
Date	2024-11-20
Étape	PERMIS
Conçu et dessiné par	CACILIE B.
Vérifié par	-
Sceau	3/5





NOTES GÉNÉRALES :

IMPORTANT : AUCUN TRAVAUX INCLU DANS CE MANDAT N'AFFECTE L'INTÉGRITÉ DES MURS MITOYENS.

- TOUTES LES CLOISONS INTÉRIEURES SONT À CONSTRUIRE EN 2"X4" AVEC GYPSE 1/2", JOINTÉ ET PEINT.
- TOUTES LES CLOISONS INTÉRIEURS DONNANT SUR DES SALLES DE BAIN SONT À CONSTRUIRE EN 2"X6" AVEC UN GYPSE HYDROFUGE, JOINTÉ ET PEINT.
- FOURNIR ET INSTALLER UN AVERTISSEUR DE CO2 DANS LES CORRIDORS / À 5m D'UNE CHAMBRE.
- FOURNIR ET INSTALLER UN AVERTISSEUR DE FUMÉES DANS CHAQUE CHAMBRE ET CHAQUE CORRIDOR.
- LE NOUV. ESCALIER EST À FOURNIR PAR LES PROPRIÉTAIRES ET À INSTALLER PAR L'ENTREPRENEUR, CONFORMÉMENT À LA STRUCTURE DE L'IMMEUBLE.
- TOUTES LES NOUV. PORTES INT. SONT INSONORISÉE À ÂME PLEINE.
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUTES LES MOULURES, SONT DE QUALITÉ STANDARD.
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUT LE QUINCAILLERIE DES PORTES INT. (POIGNÉE, CHARNIÈRE ET CADRE) EST DE QUALITÉ STRANDARD.
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, LES NOUV. ÉQUIP. DE PLOMBERIE SONT DE QUALITÉ STANDARD.

ENSOLEILLEMENT

CHAMBRE #3 : 130 PI2
ENSOLEILLEMENT DEMANDÉ : 5%
VITRAGE PROPOSÉ : 12.5 PI2
ENSOLEILLEMENT PROPOSÉ : 9%

CHAMBRE #4 : 126 PI2
ENSOLEILLEMENT DEMANDÉ : 5%
VITRAGE PROPOSÉ : 12.5 PI2
ENSOLEILLEMENT PROPOSÉ : 9%

Projet

RÉAMÉNAGEMENT INTÉRIEUR

Site
8157 AV. DES BELGES,
MONTRÉAL, (QC) H2P 2A8

Client
GWENAELLE REYT ET
MARC-OLIVIER LEVESQUE

Dossier no 24-0036

PLAN MAISON
– QUÉBEC –
1-888-746-8466
85, rue Saint-Louis, Québec
info@planmaisonquebec.com

A: Numéro du détail
B: Numéro de la feuille demandant le détail
C: Numéro de la feuille ou apparaît le détail

Note de droits d'auteur:
Les dessins sont la propriété de Plan Maison Québec et ne peuvent servir qu'au présent ouvrage. Aucune reproduction autorisée sans l'accord du concepteur.

Note
L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les mesures de ce dessin. Toute erreur ou omission devra être signalée au professionnel concerné avant de procéder au travail. Aucune dimension ne devra être mesurée directement sur ce dessin.
Seuls les plans portant la mention "Pour construction" à la case "Étape" seront valides sur le chantier.

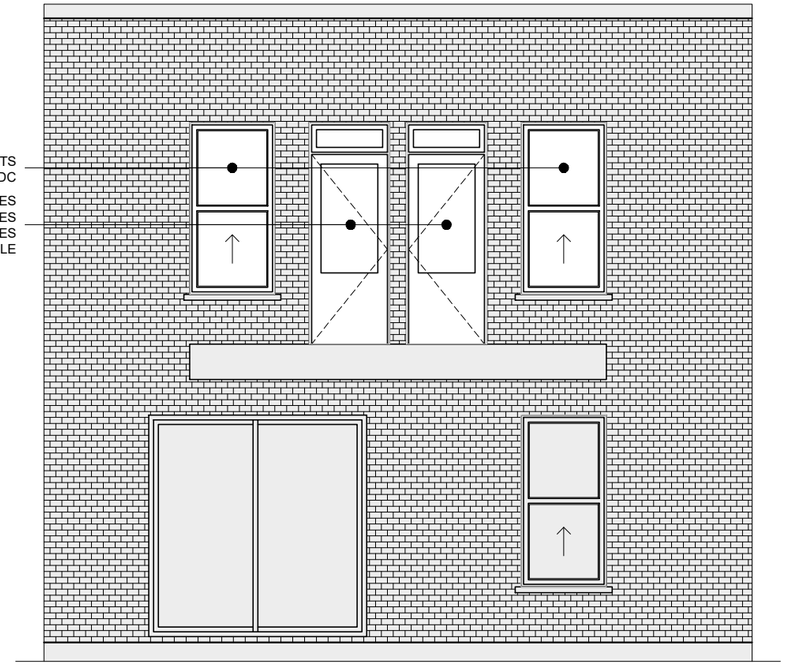
Révision	Par	A	M	J

Titre
PLANS DE CONSTRUCTION

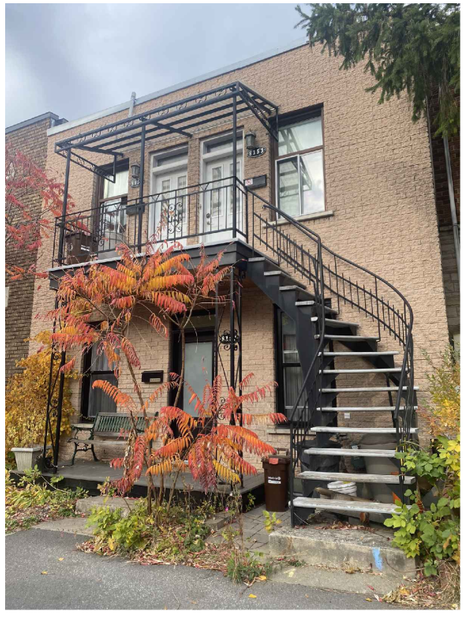
Échelle	3/16" = 1'-0"
Date	2024-11-20
Étape	PERMIS
Conçu et dessiné par	CACILIE B.
Vérifié par	-

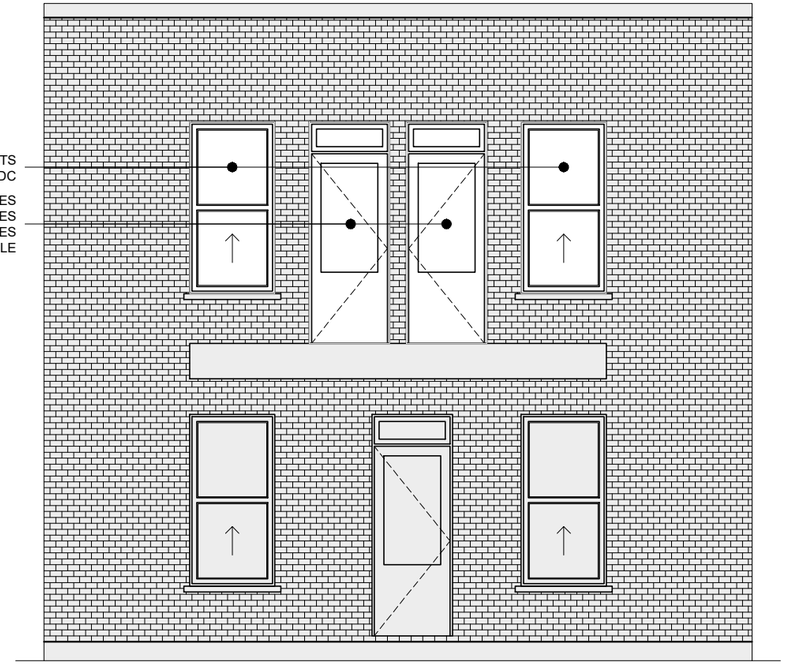
Sceau

4
5



ÉLÉVATION ARRIÈRE





ÉLÉVATION AVANT

NOTES GÉNÉRALES :

IMPORTANT : LES PORTES ET FENÊTRES DU 2E ÉTAGES SONT À REMPLACER TELS QUE CEUX ET CELLES AU REZ-DE-CHAUSSÉE.

- LES NOUV. PORTES ET FENÊTRES SUR LA FAÇADE AVANT SONT À FOURNIR DE CONSTRUCTION HYBRIDE ET ÊTRE DE COULEUR NOIRE À L'EXTÉRIEUR ET BLANCHE À L'INTÉRIEUR.
- LES NOUV. PORTES ET FENÊTRES SUR LA FAÇADE ARRIÈRE SONT À FOURNIR DE CONSTRUCTION HYBRIDE ET ÊTRE DE COULEUR BLANCHE À L'EXTÉRIEUR ET À L'INTÉRIEUR.
- LES NOUV. FENÊTRES DOIVENT AVOIR UN RENDEMENT DE 29 MIN.

Projet

RÉAMÉNAGEMENT INTÉRIEUR

Site
8157 AV. DES BELGES,
MONTRÉAL, (QC) H2P 2A8

Client
GWENAELLE REYT ET
MARC-OLIVIER LEVESQUE

Dossier no 24-0036

PLAN MAISON
– QUÉBEC –

1-888-746-8466
85, rue Saint-Louis, Québec
info@planmaisonquebec.com

A: Numéro du détail
B: Numéro de la feuille demandant le détail
C: Numéro de la feuille ou apparaît le détail

Note de droits d'auteur:
Les dessins sont la propriété de Plan Maison Québec et ne peuvent servir qu'au présent ouvrage. Aucune reproduction autorisée sans l'accord du concepteur.

Note
L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les mesures de ce dessin. Toute erreur ou omission devra être signalée au professionnel concerné avant de procéder au travail. Aucune dimension ne devra être mesurée directement sur ce dessin.
Seuls les plans portant la mention "Pour construction" à la case "Étape" seront valides sur le chantier.

Révision	Par	A	M	J

Titre
ÉLÉVATIONS

Échelle	3/16" = 1'-0"
Date	2024-11-20
Étape	PERMIS
Conçu et dessiné par	CACILIE B.
Vérifié par	-
Sceau	5/5

5° l'aménagement du café-terrasse tient compte de l'accessibilité universelle;

6° l'emplacement, la capacité et les dimensions du café-terrasse sont adaptés au milieu d'insertion et permettent d'assurer la quiétude du milieu.

RCA18-14001-2, a. 1 (2023)

SECTION 12 : RÉDUCTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS EN ZONE RÉSIDENTIELLE

31.16. ZONES D'APPLICATION

Les dispositions de la présente section s'appliquent dans les zones où un usage de la famille habitation est autorisé.

31.17. USAGE CONDITIONNEL POUVANT ÊTRE AUTORISÉ

Malgré l'article 133 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) et le nombre minimal de logements prescrits, la réduction d'un seul logement du nombre de logements d'un bâtiment peut être autorisée comme usage conditionnel si les conditions suivantes sont respectées :

1° la demande ne vise pas à remplacer un logement ou une partie de celui-ci par un usage autre que résidentiel;

2° la demande vise un bâtiment dans lequel le nombre de logements n'a pas déjà été réduit au cours des 30 dernières années;

3° lorsque la demande vise l'exercice de l'usage de la catégorie d'usages H.1, la superficie de plancher de cet usage ne dépasse pas 250 m².

31.18. CRITÈRES D'ÉVALUATION APPLICABLES

L'évaluation d'une demande d'autorisation d'un usage conditionnel visé à la présente section doit être faite en considérant les critères suivants :

1° dans le cas d'un bâtiment ayant déjà subi une augmentation du nombre de logements, la contribution de l'usage projeté au retour à la typologie architecturale d'origine du bâtiment;

2° les avantages de la proposition de réduction d'un logement par rapport au nombre de logements existants dans le bâtiment, en regard notamment de contraintes physiques du bâtiment ou du terrain telles que ses dimensions ou sa configuration;

3° la qualité d'intégration de l'usage projeté au milieu d'insertion, en considérant les caractéristiques, l'apparence et la localisation des accès au bâtiment ainsi que l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs;

4° la réversibilité des modifications apportées au bâtiment de manière à ce qu'il puisse éventuellement retrouver son usage d'origine, le cas échéant;

5° les impacts de l'usage projeté sur la qualité de vie de l'ensemble des occupants du bâtiment, notamment en regard de la superficie des logements, de la qualité des espaces de vie extérieurs ainsi que de l'éclairage et de la ventilation naturels des logements.

RCA18-14001-4, a. 1 (2024)

CHAPITRE 4
DISPOSITION PÉNALE

32. INFRACTION

Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction en contravention à l'une des dispositions du présent règlement ou d'une résolution du conseil adoptée en vertu du présent règlement commet une infraction et est passible de l'amende prévue à l'article 674 du règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283).

Projet d'agrandissement du logement situé au 8157 avenue des Belges par la reprise du logement situé au 8155 avenue des Belges.

Le projet consiste en l'agrandissement du logement situé au 8157 avenue des Belges par la reprise d'un des logements situés à l'étage supérieur, le 8155 avenue des Belges. Ce logement est actuellement occupé par un locataire. À la suite de l'avis de reprise qui lui a été transmis et qu'il a refusé, nous avons ouvert un dossier TAL. La procédure est en cours.

Le projet permettrait à notre famille, qui est propriétaire occupante, de réponde à un manque d'espace qui devient une source de conflit au sein de notre famille. Nous sommes 4 dans un logement d'environ 1000 pieds carrés qui n'a que deux chambres fermées. Nous disposons aussi d'un sous-sol fini d'une surface similaire qui n'est toutefois pas habitable, car il ne dispose d'aucune fenêtre.

Nos deux enfants, deux préados, occupent la même chambre (106 p2) depuis leur naissance et manifestent depuis plusieurs mois leur besoin d'intimité. Les conflits sont quotidiens.

De plus, notre logement sert également de lieu de travail, puisque nous sommes en télétravail complet (100% du temps) et partiel (70 % environ). N'ayant pas de bureau fermé, nos espaces de travail occupent donc les espaces communs du logement, ce qui crée des situations problématiques aussi bien au niveau professionnel que familia.

La cohabitation de nos activités professionnelles et familiales étant devenue de plus en plus difficile nous pousse à envisager l'agrandissement de notre logement en ajoutant deux chambres qui permettraient à nos enfants d'avoir chacun leur espace et d'avoir un espace fermé dédié à nos activités professionnelles.

Comme le montrent les plans soumis en annexe, le projet ne comprend aucune modification extérieure du bâtiment. Nous prévoyons une ouverture entre les deux étages afin d'installer un escalier intérieur qui mène au 1er étage. Il est prévu que le premier étage maintienne une configuration similaire à celle d'origine. Il comprendrait deux pièces fermées avec une salle de bain. Les portes à l'avant et à l'arrière vont rester. Les branchements pour les électro et évier dans la cuisine seraient gardés afin de pouvoir dans le futur transformer à nouveau le logement en unité indépendante du rez-de-chaussée. Le logement pourrait ainsi retourner sur le marché locatif.

Gwenaëlle Reyt et Marc-Olivier Lévesque,
Propriétaires occupants du 8157 avenue des Belges, Montréal H2P2A8

Projet présenté le 28 novembre 2024

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2025/05/06
18:30

Dossier # : 1255612011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer une nouvelle secrétaire d'arrondissement et une nouvelle secrétaire d'arrondissement substitut pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Il est recommandé :
de nommer madame Gabrielle Gauthier à titre de secrétaire d'arrondissement par interim et madame Cathlynn Marsan à titre de secrétaire d'arrondissement substitut, chacune pour la durée de leur mandat respectif.

Signé par Annette DUPRÉ **Le** 2025-04-25 13:45

Signataire : Annette DUPRÉ

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1255612011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer une nouvelle secrétaire d'arrondissement et une nouvelle secrétaire d'arrondissement substitut pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis la création de la nouvelle Ville de Montréal, il est requis, de la part du conseil d'arrondissement, de nommer un secrétaire d'arrondissement afin d'assumer les pouvoirs et responsabilités de greffier. De même, il appartient également au conseil d'arrondissement de nommer un secrétaire d'arrondissement substitut pour exercer tous les devoirs et charges du secrétaire d'arrondissement en son absence, avec les mêmes droits, pouvoirs et privilèges. Ces pouvoirs de nomination du conseil d'arrondissement, en tenant compte des adaptations nécessaires, sont prévus aux articles 27 de l'Annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* et 96 de la *Loi sur les cités et villes.*

À l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel-Parc–Extension, la fonction de secrétaire d'arrondissement substitut est principalement dévolue au secrétaire-recherchiste.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 14 0265 - 1234717001 - 5 septembre 2023 - Nommer un nouveau secrétaire d'arrondissement substitut pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.
CA19 14 0027 - 1183842008 - 5 février 2019 - Nommer un nouveau secrétaire d'arrondissement substitut pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

DESCRIPTION

Suite à la nomination de madame Gabrielle Gauthier à titre de secrétaire d'arrondissement par interim (depuis le 22 février 2025) et à la nomination temporaire de madame Cathlynn Marsan au poste de secrétaire-recherchiste (depuis le 19 avril 2025), il convient de les nommer respectivement à titre de secrétaire d'arrondissement et de secrétaire d'arrondissement substitut, chacune pour la durée de leur mandat respectif.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 27 de l'Annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal , métropole du Québec* , le secrétaire d'arrondissement ainsi que son substitut sont nommés par le conseil d'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, étant donné qu'il s'agit d'un processus administratif afin de se conformer à la loi.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cathlynn MARSAN
secretaire- recherchiste

Tél : - -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-25

Gabrielle GAUTHIER
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 438-826-4769

Télécop. : -

Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255612011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Nommer une nouvelle secrétaire d'arrondissement et une nouvelle secrétaire d'arrondissement substitut pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.



Grille Montreal 2030_1255612011.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cathlynn MARSAN
secretaire- recherchiste

Tél : - -
Télécop. : -

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1255612011*
Unité administrative responsable : *Arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, Direction des services administratifs, Division du greffe*
Projet : *Nommer un nouveau secrétaire d'arrondissement substitut pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle